



ÉDITION 2003

# Entreprises européennes

## Faits et chiffres

**Données 1991-2001**

CONTIENT DES DONNÉES SUR  
LES PAYS CANDIDATS



COMMISSION  
EUROPÉENNE



THÈME 4  
Industrie,  
commerce  
et services





## ..... Accès immédiat à des données statistiques harmonisées

### **Eurostat Data Shops**

#### **Un service personnalisé de recherche d'informations statistiques**

Afin de permettre au plus grand nombre d'accéder à une information statistique de qualité, Eurostat a mis en place un vaste réseau européen de Data Shops.

Ces Data Shops offrent un large éventail de prestations «sur mesure»:

- ★ la prise en charge immédiate de toute recherche d'information par une équipe de spécialistes en statistique européenne,
- ★ la garantie d'une réponse rapide et personnalisée tenant compte des exigences de recherche spécifiées et de l'utilisation escomptée,
- ★ le choix du support de fourniture des données, selon le type d'informations désirées.

Les informations peuvent être demandées par téléphone, par courrier, par télécopie ou par courrier électronique.

**NB:** Voir la liste des Data Shops d'Eurostat à la fin de la publication.

### **Internet**

#### **L'essentiel de l'actualité statistique communautaire**

- ★ Euro-indicateurs: plus de 100 indicateurs sur la zone euro (harmonisés, comparables et disponibles gratuitement).
- ★ Présentation d'Eurostat: ce qu'il fait et la manière dont il travaille.
- ★ Produits et bases de données: une description détaillée de ce qu'Eurostat a à offrir.
- ★ Indicateurs de l'UE: critères de convergence, courbe de rendement de l'euro ainsi que d'autres indicateurs essentiels sur l'Union européenne à votre disposition.
- ★ Communiqués de presse: accès direct à tous les communiqués de presse d'Eurostat.

Pour plus d'informations, visitez le site internet d'Eurostat: [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/)

*Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.*

**Un nouveau numéro unique gratuit:  
00 800 6 7 8 9 10 11**

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2003

ISBN 92-894-5445-8

ISSN 1681-2069

© Communautés européennes, 2003

*Printed in France*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE





EUROSTAT

L-2920 Luxembourg — Tél. (352) 43 01-1 — Télex COMEUR LU 3423

Eurostat est l'office statistique des Communautés européennes. Il a pour tâche de fournir à l'Union européenne des statistiques au niveau européen qui permettent des comparaisons entre pays et régions. Eurostat consolide et harmonise les données collectées par les États membres.

Pour assurer que la masse des données disponibles soit largement accessible et pour aider chaque utilisateur à faire bon usage de toute cette information, Eurostat a mis en place un programme de publications et de services.

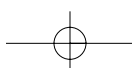
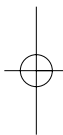
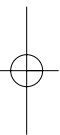
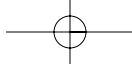
Ce programme fait une distinction claire entre les publications «grand public» et celles destinées aux spécialistes. Des collections particulières ont été élaborées pour ces différents groupes d'utilisateurs. «Communiqués de presse», «Statistiques en bref», «Panorama de l'Union européenne», «Pocketbooks» et «Catalogues» sont des publications «grand public». Elles donnent des informations essentielles immédiates au moyen d'analyses, de tableaux, de graphiques et de cartes.

Les collections «Méthodes et nomenclatures» et «Tableaux détaillés» répondent aux besoins des spécialistes disposés à consacrer davantage de temps pour analyser et exploiter des informations et des tableaux très détaillés.

Tous les produits d'Eurostat sont diffusés par le réseau de Data Shops ou les agents de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes. Des Data Shops existent dans treize des quinze États membres ainsi qu'aux États-Unis, en Norvège et en Suisse. Ils offrent un large éventail de prestations allant de simples interrogations de bases de données à des recherches personnalisées. Les informations sont fournies sur papier et/ou par courrier électronique, sur disquette ou sur CD-ROM.

Dans le cadre du nouveau programme, Eurostat a développé son site internet. Celui-ci comprend toute une série d'informations en ligne sur les produits et les services d'Eurostat, ses bulletins d'information, ses catalogues et ses publications en ligne ainsi que des indicateurs sur la zone euro.

**Eurostat**





**Entreprises européennes - faits et chiffres**

La gestion et la responsabilité du projet ont été confiées à l'unité D2 d'Eurostat, en charge des statistiques structurelles sur les entreprises. Les avis formulés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Commission européenne.

**Coordinateur:**

Jean Lienhardt  
Eurostat D2  
Office Statistique des Communautés européennes ,  
Bâtiment Joseph Bech  
Rue Alphonse Weicker, 5  
L-2721 Luxembourg  
jean.lienhardt@cec.eu.int

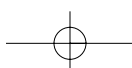
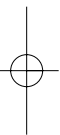
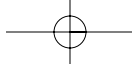
**Production:**

traitement des données,  
analyse statistique et  
économique, conception et  
mise en page  
Informa sàrl  
Giovanni Albertone,  
Simon Allen, Annekatrin Fink,  
Séverine Gautron,  
Andrew Redpath,  
Markus Voget,  
Daniel Waterschoot  
informa@informa.lu

Traduction:  
service de traduction de la  
Commission européenne,  
Luxembourg

Toute demande de données doit être adressée à un des Data Shops d'Eurostat dont la liste figure à la fin de l'ouvrage. Cette liste est mise à jour sur Internet, à l'adresse suivante:  
<http://europa.eu.int/comm/eurostat/>

De nombreuses informations supplémentaires sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet. Vous pouvez y accéder via le serveur Europa à l'adresse:<http://europa.eu.int>



**GUIDE DE LECTURE**

Contenu de la publication	vii
Guide d'interprétation des statistiques	viii
Sources de données officielles	ix
Glossaire des termes	xvi
Abréviations	xviii

**APERÇU DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES DE L'UE**

Introduction	1
Actifs incorporels et mondialisation	4
Statistiques structurelles sur les entreprises	5
Statistiques du commerce extérieur	10
Pays candidats	14
Annexes statistiques	17

**ANALYSE SECTORIELLE**

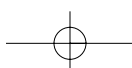
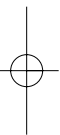
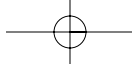
<b>1. Énergie</b>	<b>27</b>
1.1 Pétrole brut et gaz naturel	31
1.2 Production et distribution d'électricité	35
1.3 Autres activités énergétiques	37
<b>2. Extraction de produits non énergétiques</b>	<b>51</b>
<b>3. Produits alimentaires, boissons et tabac</b>	<b>57</b>
3.1 Industrie des viandes	62
3.2 Industrie du poisson	65
3.3 Industrie laitière	67
3.4 Industries alimentaires diverses	69
3.5 Industrie des boissons	73
3.6 Industrie du tabac	75
<b>4. Industrie textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure</b>	<b>81</b>
4.1 Textiles	86
4.2 Habillement, y compris les articles à mailles	88
4.3 Industrie du cuir et de la chaussure	91
<b>5. Bois et papier</b>	<b>97</b>
5.1 Bois et articles en bois	100
5.2 Pâte à papier, papier et carton	103
<b>6. Produits chimiques, caoutchouc et matières plastiques</b>	<b>107</b>
6.1 Produits chimiques industriels de base	112
6.2 Produits agrochimiques	115
6.3 Peintures, vernis et encres d'imprimerie	117
6.4 Industrie pharmaceutique	119
6.5 Savons, détergents et produits de toilette	122
6.6 Autres produits chimiques	125
6.7 Fibres artificielles ou synthétiques	127
6.8 Caoutchouc	129
6.9 Matières plastiques	132

► **Tables des matières**

<b>7. Produits minéraux non métalliques</b>	<b>139</b>
7.1 Verre	144
7.2 Produits en céramique et en terre cuite	146
7.3 Ciment, béton, pierre et autres produits minéraux non métalliques	148
<b>8. Métallurgie</b>	<b>155</b>
8.1 Production et première transformation de métaux ferreux	159
8.2 Métaux non ferreux	161
8.3 Fonderie	163
<b>9. Travail des métaux</b>	<b>167</b>
9.1 Éléments en métal pour la construction	171
9.2 Chaudières, conteneurs en métal et chaudronnerie	173
9.3 Divers produits du travail des métaux	175
<b>10. Machines et équipements</b>	<b>181</b>
10.1 Équipements mécaniques	186
10.2 Machines industrielles	188
10.3 Machines et tracteurs agricoles	191
10.4 Appareils domestiques	193
<b>11. Équipements électriques et matériel optique</b>	<b>197</b>
11.1 Fabrication d'instruments	203
11.2 Machines et appareils électriques	206
11.3 Composants électroniques	208
11.4 Matériel informatique et machines de bureau	211
11.5 Matériel de télécommunications	214
11.6 Électronique grand public	217
<b>12. Matériel de transport</b>	<b>223</b>
12.1 Véhicules automobiles	228
12.2 Équipements automobiles	230
12.3 Matériel aérospatial	232
12.4 Autres matériels de transport	234
<b>13. Fabrication de meubles, autres industries manufacturières et récupération</b>	<b>243</b>
13.1 Meubles	243
13.2 Instruments de musique, articles de sport, jeux et jouets, bijouterie	246
13.3 Récupération et traitement des déchets	249
<b>14. Approvisionnement en eau et assainissement</b>	<b>253</b>
<b>15. Construction et activités immobilières</b>	<b>257</b>
15.1 Préparation des sites et travaux de construction générale	262
15.2 Travaux d'installation et de finition	263
15.3 Activités immobilières	266
<b>16. Commerce automobile</b>	<b>271</b>
16.1 Commerce et réparation de véhicules automobiles	273
16.2 Commerce de détail de carburants	276
<b>17. Commerce de gros</b>	<b>281</b>
17.1 Intermédiaires du commerce de gros	284
17.2 Commerce de gros de produits agricoles bruts	286
17.3 Commerce de gros de biens de consommation	288
17.4 Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	290
17.5 Commerce de gros d'équipements industriels	292
17.6 Autres commerces de gros	294



<b>18. Commerce de détail</b>	<b>299</b>
18.1 Commerce de détail de produits alimentaires	302
18.2 Commerce de détail de produits non alimentaires en magasin non spécialisé	304
18.3 Commerce de détail de produits pharmaceutiques et médicaux	306
18.4 Commerce de détail d'habillement et de chaussures	307
18.5 Commerce de détail d'articles domestiques	309
18.6 Autres commerces de détail en magasin spécialisé, y compris de biens d'occasion	310
18.7 Commerce de détail hors magasin	313
18.8 Réparation d'articles personnels et domestiques	314
<b>19. Tourisme</b>	<b>321</b>
19.1 Agences de voyage	324
19.2 Services d'hébergement	326
19.3 Restaurants, cafés, cantines et traiteurs	331
19.4 Parcs de loisirs	333
<b>20. Services de transport</b>	<b>337</b>
20.1 Transports ferroviaires	341
20.2 Transports routiers	343
20.3 Transports par eau	346
20.4 Transports aériens	350
20.5 Services auxiliaires des transports	355
<b>21. Activités financières</b>	<b>361</b>
21.1 Intermédiation financière	363
21.2 Assurance et caisse de retraite	366
21.3 Auxiliaires financiers et d'assurance	369
<b>22. Services aux entreprises</b>	<b>375</b>
22.1 Location et crédit-bail	378
22.2 Recherche et développement	381
22.3 Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	383
22.4 Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	386
22.5 Publicité et marketing direct	389
22.6 Services de sélection de personnel et de travail temporaire	391
22.7 Services de sécurité	393
22.8 Activités de nettoyage	395
22.9 Services divers fournis principalement aux entreprises	397
<b>23. Services d'information et de communication</b>	<b>405</b>
23.1 Activités de poste et de courrier	408
23.2 Services de télécommunications	411
23.3 Logiciels et services informatiques	414
<b>24. Médias</b>	<b>423</b>
24.1 Activités cinématographiques et vidéo	425
24.2 Radio et télévision	428
24.3 Reproduction d'enregistrements vidéo	429
24.4 Édition et reproduction d'enregistrements sonores	430
24.5 Édition et imprimerie	431
24.6 Autres reproductions	432



## Guide de lecture

### CONTENU DE LA PUBLICATION

La publication « Entreprises européennes » vise à fournir une série d'informations harmonisées sur l'ensemble des activités industrielles et de service de l'UE. Ces données retracent les principales tendances au niveau de la production (en termes de valeur ajoutée), de l'emploi et du commerce extérieur. Les commentaires proposés portent essentiellement sur le niveau à trois chiffres de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rév. 1) <sup>(1)</sup>.

#### Structure de la publication

La publication « Entreprises européennes » comporte trois grandes sections:

1. La première donne un aperçu général de la structure de l'activité des entreprises européennes et se penche plus particulièrement sur des tendances en termes de production, d'emploi et de commerce extérieur.
2. La deuxième propose une description sectorielle des activités industrielles ventilées en quinze chapitres contenant chacun un certain nombre de sous-chapitres basés, le plus souvent, sur le niveau à trois chiffres de la nomenclature NACE Rév. 1. Chaque chapitre s'achève par une annexe statistique présentant des statistiques structurelles sur les entreprises et des statistiques sur le commerce extérieur.
3. La troisième section présente une description sectorielle des activités de service ventilées en neuf chapitres distincts (comprenant également des sous-chapitres et une annexe statistique généralement basée sur les statistiques structurelles sur les entreprises ou, le cas échéant, sur une base de données fonctionnelle portant spécifiquement sur le domaine visé).

<sup>(1)</sup> Publiée par Eurostat, ISBN 92-826-8767-8, et disponible dans les points de vente habituels des publications de la Commission.

La succession des différents chapitres de la publication « Entreprises européennes » suit la nomenclature NACE puisque l'analyse des secteurs commence par l'énergie et les industries extractives pour s'achever par les services aux entreprises, la société de l'information et les médias. Chaque chapitre contient une introduction précisant la couverture sectorielle des données présentées.

La NACE est un système de classification hiérarchique constitué de sections (codes alphabétiques à 1 caractère), de sous-sections (codes alphabétiques à 2 caractères), de divisions (codes à 2 chiffres), de groupes (codes à 3 chiffres) et de classes (codes à 4 chiffres). La NACE établit un lien direct entre la classification européenne et la CITI Rév. 3, développée sous les auspices des Nations unies et agréée au plan international. Ces deux nomenclatures sont directement compatibles au niveau des codes à deux chiffres et les niveaux inférieurs de la CITI Rév.3 peuvent être calculés par agrégation des niveaux plus détaillés de la NACE.

L'établissement des données industrielles n'a pas connu le même développement historique que celles des autres secteurs de l'activité économique. Il est généralement plus simple d'établir des statistiques relatives à des activités et produits touchant des biens physiques que de collecter des informations concernant par exemple des services basés sur le savoir ou l'information. Etant donné également cette disparité en termes de disponibilité de données auprès des sources statistiques officielles, une forme différente de présentation utilisée pour une grande partie des chapitres sur l'industrie manufacturière (sauf le chapitre sur la distribution et le traitements de l'eau), présente des séries chronologiques longues (série pour les entreprises de 20 ou plus personnes occupées).

La disponibilité de données relatives aux secteurs des services s'est considérablement améliorée depuis quelques années et la plupart des États membres de l'Union européenne établissent désormais des statistiques annuelles. Il n'en reste pas moins que l'établissement de séries chronologiques robustes va demander plusieurs années encore et qu'un travail considérable reste à accomplir en matière de statistiques touchant au secteur des services.

La faible disponibilité de données pour l'énergie, les industries extractives, la construction et les services rend l'établissement d'un ensemble normalisé d'informations souvent difficile et des bases de données fonctionnelles internes à Eurostat ont alors été utilisées en complément des statistiques structurelles sur les entreprises. En outre, pour ces chapitres il est important de noter que les données structurelles sur les entreprises présentées dans ces mêmes chapitres tiennent compte de toutes les entreprises (c'est à dire occupant une ou plusieurs personnes), contrairement au seuil de 20 personnes occupées ou plus pour les chapitres de l'industrie manufacturière.

### Différences par rapport à l'édition de 2002

La présente édition de la publication « Entreprises européennes » s'appuie davantage que la précédente sur des sources d'information officielles, le système statistique européen ne cessant de s'améliorer. Dans l'édition de 2003, cette évolution se ressent surtout dans les secteurs des services pour lesquels une rapide amélioration de la disponibilité des données a permis de calculer, pour la première fois, plusieurs agrégats communautaires.

En conséquence, le chapitre sur le commerce a pu être détaillé, chacune de ses trois activités - commerce et réparation automobile, commerce de gros et commerce de détail - constituant désormais un chapitre à part entière. Le chapitre sur la société de l'information a également été divisé pour traiter séparément la « société de l'information » et les « médias ».

Dans les activités industrielles, quelques changements ont aussi été introduits comme l'inclusion d'un chapitre distinct sur l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées et d'un sous-chapitre sur le recyclage et le traitement des déchets, traduisant ici encore des progrès de disponibilité des données dans des domaines qui, traditionnellement, étaient moins bien couverts par les statistiques d'entreprise.

En outre, les définitions des activités ont été ajustées dans plusieurs chapitres dans le but d'améliorer la couverture des données, tant au niveau des chapitres que des sous-chapitres. Par conséquent, le lecteur devra interpréter prudemment toute comparaison de données entre les différentes éditions de la publication.

L'inclusion de données concernant les pays candidats représente un autre progrès de la présente édition. Pour l'instant, ces nouvelles données figurent dans le chapitre de description générale (avec un bref commentaire) et dans l'annexe statistique de chaque chapitre sur l'industrie ou les services. L'évolution du processus d'adhésion des divers pays candidats devrait permettre à terme d'intégrer pleinement leurs statistiques dans la publication.

### GUIDE D'INTERPRETATION DES STATISTIQUES

La présente publication fait appel à deux sources principales de données: les sources officielles (en d'autres termes, les données normalement recueillies par les instituts nationaux de statistique des différents États membres et harmonisées par Eurostat) et les sources non officielles telles que les associations professionnelles (organisations représentant les fabricants et les prestataires de services) et autres organismes non officiels. Les données en provenance de ces sources non officielles sont aisément repérables dans la mesure où elles sont toujours présentées dans des encadrements sur fond grisé.

#### Cadre temporel

Les données figurant dans notre publication ont été extraites de diverses bases de données d'Eurostat les deux premières semaines de novembre 2002. Des données plus récentes peuvent probablement être obtenues sur le CD-ROM ou auprès du réseau des Data Shops d'Eurostat et en faisant la demande d'une extraction personnalisée de NewCronos. Le texte qui les accompagne a été rédigé au cours du quatrième trimestre 2002 et du premier trimestre 2003.

Si possible, les séries chronologiques relatives aux activités industrielles de l'Union européenne couvrent la période 1991-2001. Les données relatives aux États membres individuels sont généralement disponibles jusqu'en 1999 ou 2000 selon le pays et l'activité considérés. Les totaux communautaires résultent d'une estimation pour 2000 et/ou 2001 lorsque les données étaient suffisantes pour le permettre. Les données pour les services sont présentées en général sous la forme d'un instantané pour la dernière année disponible.

#### Taux de change

Toutes les données sont exprimées en écus/euros, les monnaies nationales étant converties au taux de change moyen de l'année considérée. Les onze États membres qui ont adhéré à l'Union économique et monétaire (UEM) au 1er janvier 1999 constituent désormais la zone euro. Les données antérieures à cette date devraient, techniquement parlant, être libellées en écus, les données postérieures, en euros. Cependant, le taux de conversion étant de 1 ECU = 1 EUR, il est possible, dans la pratique, d'utiliser indifféremment l'un ou l'autre terme et la présente publication indique toutes les séries monétaires en euros. La Grèce a adhéré à la zone euro au 1er janvier 2001.

Si la conversion en une monnaie commune des données exprimées initialement en devises nationales facilite incontestablement la comparaison, le lecteur doit toutefois tenir compte, lorsqu'il analyse l'évolution d'une série libellée en euros (au niveau d'un pays particulier surtout) de l'influence exercée par les fortes fluctuations des marchés monétaires. Pour connaître les taux de changes utilisés, référez vous au tableau SA.1 dans l'annexe statistique du chapitre de vue d'ensemble.

#### Couverture géographique

Les totaux de l'UE couvrent l'ensemble des quinze États membres. Une note de bas de page est ajoutée lorsqu'un total partiel est tiré d'une série incomplète d'informations nationales.

Les chiffres cités pour l'Allemagne concernent, sauf indication contraire, le territoire national après unification.

#### Non disponibilité

Le signe « : » signifie que les données ne sont pas disponibles, soit parce qu'elles n'ont pas été communiquées à Eurostat soit parce qu'elles sont confidentielles. En ce qui concerne les chiffres (graphiques), les informations manquantes sont signalées comme non disponibles en bas de page.



## SOURCES DE DONNEES OFFICIELLES

### SBS

La majeure partie des informations contenues dans Entreprises européennes provient de la base de données des statistiques structurelles sur les entreprises (SBS), collectées dans le cadre juridique instauré par le Règlement <sup>(2)</sup> y afférent. Les statistiques structurelles sur les entreprises pour les Pays candidats sont collectées de façon comparable, bien que les données soient actuellement fournies à Eurostat sur une base d'accord spécifiques plutôt qu'une base légale.

Trois collections principales de données SBS ont été utilisées dans cette publication.

La première couvre des séries chronologiques <sup>(3)</sup> longues concernant les entreprises de vingt personnes occupées ou plus (généralement disponibles à partir de 1985). Exclusivement utilisées dans cette publication pour les activités manufacturières. Tous les États membres ne transmettent pas les données prenant l'entreprise comme unité statistique de base ou respectant le critère de taille. Les principales divergences en la matière sont indiquées dans le tableau ci-après.

<sup>(2)</sup> Règlement (CE, EURATOM) N° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 concernant les statistiques structurelles sur les entreprises.

<sup>(3)</sup> Accès public via le réseau des Data Shops Eurostat: NewCronos, thème 4, domaine SBS, collection Enterpr, tableau ent\_l\_ms.

Tableau 1

Pays	Année	Population couverte
<b>Belgique</b>	1985-1994	Entreprises ayant 20 salariés ou plus
	1995-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
<b>Grèce</b>	1985-2000	Unités d'activité économique locales occupant 20 personnes ou plus
<b>Espagne</b>	1985-1998	Entreprises ayant 1 salarié ou plus
	1999-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
<b>France</b>	1985-1995	Entreprises ayant 20 salariés ou plus; section D de la NACE à l'exclusion des divisions 16 et 37; sous-section DA à l'exclusion de la division 16; sous-section DN à l'exclusion de la division 37
<b>Irlande</b>	1985-2000 1995	Entreprises occupant 3 personnes ou plus pour les sections C à E de la NACE Sous-section DN de la NACE à l'inclusion de la sous-section DF
<b>Luxembourg</b>	1985-1994	Unités d'activité économique locales occupant 20 personnes ou plus
	1995-1998	Unités d'activité économique locales occupant 1 personne ou plus
	1985-1995	Groupe 15.9 de la NACE à l'inclusion du groupe 16.0 également
<b>Pays-Bas</b>	1997	Nombre d'entreprises: les données pour cette variable sont arrondies au multiple de 5 près; un "0" signifie donc 2 entreprises ou moins
<b>Autriche</b>	1985-1994	Etablissement occupant 20 personnes ou plus pour les sections C et D de la NACE
<b>Portugal</b>	1985-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
	1990-1995	Section D et sous-section DA de la NACE à l'exclusion de la division 37
<b>Finlande</b>	1986-1994	Etablissement occupants 5 personnes ou plus
	1995-2000	Entreprises occupant 1 personne ou plus
<b>Royaume-Uni</b>	1997	Groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion du groupe 10.2 également; groupe 13.2 de la NACE à l'inclusion du groupe 13.1 également

 Guide de lecture

La seconde collection couvre toutes les entreprises <sup>(4)</sup> et ces séries ont été utilisées pour les activités autres que les activités manufacturières. Les données démarrent le plus souvent en 1995, même si quelques États membres ont communiqué des séries chronologiques plus longues. D'autres États membres / Pays candidats n'ont transmis aucune donnée concernant cette population: certains d'entre eux, par exemple, ne peuvent fournir de données que pour des unités dont les effectifs sont supérieurs à un seuil déterminé. Le tableau ci-après présente les principaux écarts par rapport à la population type définie dans le Règlement relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises (toutes les entreprises, quelque soit le nombre de personnes occupées).

<sup>(4)</sup> Accès public aux données des États membres via le réseau des Data Shops Eurostat: NewCronos, thème 4, domaine SBS, collection Enterpr, tableau enter\_ms et pour les Pays candidats: thème 4, domaine SBS, collection Enterpr, tableau enter\_cc.

Tableau 2a

Pays	Unité statistique et couverture prise en compte à partir de 1995			
	Industrie (Sections C à E de la NACE)	Construction (Section F de la NACE)	Commerce (Section G de la NACE)	Services (Sections H à K de la NACE)
<b>Danemark</b>	Pas d'écart significatif	Classe 45.21 de la NACE à l'inclusion des données des classes 45.23 et 45.24 ; classe 45.31 de la NACE à l'inclusion des données de la classe 45.34	Pas d'écart significatif	
<b>Allemagne</b>	Pas d'écart significatif			A partir de 1998: les données ne sont pas comparables avec les années précédentes 1999: pour les sections I à K, le nombre d'entreprises et le chiffre d'affaires proviennent de source différente de celle des autres variables et les deux groupes de variables ne peuvent pas être comparées 1999: pour la valeur de la production et le chiffre d'affaires, la classe 60.21 de la NACE inclut la classe 60.23, classe 74.13 inclut la classe 74.14, classe 74.11 inclut les classes 74.12 et 74.15
<b>Grèce</b>	Pas d'écart significatif		Entreprises ayant un chiffre d'affaires de 15 million GRD ou plus	
<b>Espagne</b>	1995-1998: entreprises occupant une personne ou plus	Pas d'écart significatif	1995 à 1998: entreprises occupant une personne ou plus	
<b>France</b>	1995: section D de la NACE à l'exclusion des divisions 16 et 37; sous-section DA à l'exclusion de la division 16; sous-section DN à l'exclusion de la division 37	Pas d'écart significatif		Pour quelques activités de transport faisant partie du groupe 61.2 de la NACE, la couverture est uniquement pour les entreprises occupant 6 personnes ou plus
<b>Irlande</b>	Entreprises occupant 3 personnes ou plus 1995: sous-section DN de la NACE à l'inclusion de la sous-section DF	Pas d'écart significatif		
<b>Italie</b>	Chiffre d'affaires afférent à l'activité principale au niveau à 4 chiffres de la NACE: ces données sont fournies uniquement pour les entreprises ayant 200 salariés ou plus	Pas d'écart significatif		
<b>Luxembourg</b>	A partir de 1996: unités d'activité économique ayant une personne occupée ou plus	Pas d'écart significatif		1995-1998: classe 66.01 de la NACE à l'inclusion de la classe 66.02
<b>Pays-Bas</b>	Nombre d'entreprises: les données pour cette variable sont arrondies au multiple de 5 près; un 0 signifie donc 2 entreprises ou moins			
	Entreprises ayant 20 salariés ou plus pour la section E de la NACE; dépenses total de R&D en interne et le personnel pour la R&D se réfère aux entreprises ayant 20 salariés ou plus	Pas d'écart significatif		Enquêtes sur les holdings (classe 74.15 de la NACE); entreprises avec 5 salariés ou plus
<b>Portugal</b>	1995: sous-section DN et section D de la NACE à l'inclusion de la division 37	Pas d'écart significatif		

Tableau 2b

Unité statistique et couverture prise en compte à partir de 1995				
<b>Royaume-Uni</b>	1996: classe 14.12 de la NACE à l'inclusion de la classe 14.13; classe 15.94 à l'inclusion de la classe 15.95; classe 17.15 à l'inclusion de la classe 17.14; classe 17.16 à l'inclusion de la classe 17.17; classe 21.11 à l'inclusion de la classe 21.12 1997: groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion du groupe 10.2; groupe 13.2 à l'inclusion du groupe 13.1; classe 14.12 à l'inclusion de la classe 14.13; classe 17.15 à l'inclusion de la classe 17.14; classe 17.16 à l'inclusion de la classe 17.17; classe 21.12 à l'inclusion de la classe 21.11 1998: groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion du groupe 10.2; classe 14.12 à l'inclusion de la classe 14.13	Pas d'écart significatif	1998: classe 51.35 de la NACE à l'inclusion des classes 51.36 et 51.37	Pas d'écart significatif
<b>République tchèque</b>	Les erreurs d'échantillonnage à des niveaux à 3 chiffres sont significatifs (étant donné la faible couverture). Le niveau à 3 chiffres est uniquement une estimation basée sur l'échantillon, mais l'échantillon est différent d'une année sur l'autre. L'échantillon est représentatif uniquement pour les données aux niveaux à 2 chiffres de la NACE Rev. 1			
<b>Estonie</b>	1995: les données de la section D au niveau à 2 chiffres couvrent les entreprises ayant 20 salariés ou plus, à l'exclusion des données d'investissement qui couvrent les entreprises ayant 50 salariés ou plus. Les données au niveau de la section couvrent toutes les entreprises	Pas d'écart significatif		1995: division 71 de la NACE à l'inclusion de la division 72
<b>Hongrie</b>	Entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus			
<b>Lettonie</b>	Pas d'écart significatif		Il est recommandé de ne pas utiliser des données pour un niveau à 4 chiffres étant donné que le plan d'échantillonnage pour l'enquête a été établi uniquement à un niveau à 3 chiffres	Pas d'écart significatif
<b>République slovaque</b>	Couvre les entreprises ayant 20 personnes occupées ou plus ainsi que celles ayant moins de 20 personnes occupées qui ont été considérées comme statistiquement importantes			

► **Guide de lecture**

La troisième collection de données SBS couvre les informations ventilées par classes de taille d'emploi, toutes les classes de taille étant incluses dans ces séries. Tous les États membres n'ont cependant pas transmis à Eurostat de données relatives à cette unité ou population statistique: certains d'entre eux, par exemple, ne peuvent fournir de données que pour des unités dont les effectifs sont supérieurs à un seuil déterminé. Le tableau ci-dessous présente les principaux écarts par rapport à l'unité statistique type et la couverture.

Les données reprises dans « Entreprises européennes - faits et chiffres » sont généralement disponibles au niveau à 3 chiffres de la NACE. Des informations plus détaillées figurent pour la majorité dans les tableaux Enter SBS qui couvrent les codes d'activité à 4 chiffres de la NACE.

**Tableau 3**

Pays	Unité statistique et couverture prise en compte à partir de 1995			
	Industrie (Sections C à E de la NACE)	Construction (Section F de la NACE)	Commerce (Section G de la NACE)	Services (Sections H à K de la NACE)
<b>Allemagne</b>	A partir de 1995: entreprises occupant 20 personnes ou plus		Pas d'écart significatif	
<b>Espagne</b>	A partir de 1995: entreprises ayant 1 salarié ou plus	Pas d'écart significatif		
<b>France</b>	A partir de 1995: entreprises occupant 20 personnes ou plus		Pas d'écart significatif	
<b>Irlande</b>	A partir de 1995: entreprises occupant 3 personnes ou plus	A partir de 1995: entreprises ayant 20 salariés ou plus	Pas d'écart significatif	1997: groupe 60.1 de la NACE à l'inclusion des données des classes 60.21, 60.22 et 60.23; groupe 74.6 de la NACE à l'inclusion des données des groupes 74.7
<b>Pays-Bas</b>	A partir de 1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-9 a été approximée par la classe de taille 0-9 salariés; la classe de taille 500-999 inclut la classe de taille 1000+		A partir de 1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1 a été approximée avec la classe de taille 0 salarié; la classe de taille 2-4 a été approximée avec la classe de taille 1-4 salariés; la classe de taille 500-999 inclut la classe de taille 1000+	A partir de 1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-4 a été approximée avec la classe de taille 0-4 salarié; la classe de taille 1-9 a été approximée avec la classe de taille 0-9 salariés; la classe de taille 500-999 inclut la classe de taille 1000+
<b>Portugal</b>	A partir de 1996: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-9 a été approximée avec la classe de taille 0-9 salariés		A partir de 1996: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés	
<b>Suède</b>	1996: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; la classe de taille 1-9 a été approximée avec la classe de taille 0-9 salariés	Pas d'écart significatif		
<b>Royaume-Uni</b>	1995: entreprises ayant 20 personnes occupées ou plus 1997: groupe 10.3 de la NACE à l'inclusion des données du groupe 10.2; groupe 13.2 à l'inclusion des données du groupe 13.1	1995: entreprises ayant 20 personnes occupées ou plus	Pas d'écart significatif	
<b>Estonie</b>	1995: les données de la section D au niveau à 2 chiffres couvrent les entreprises ayant 20 salariés ou plus, à l'exclusion des données d'investissement qui couvrent les entreprises ayant 50 salariés ou plus. Les données au niveau de la section couvrent toutes les entreprises 1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: la classe de taille "total" n'est pas égale à la somme des classes de taille publiées étant donné qu'elle inclut aussi la classe de taille "0 salarié"	1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: les données pour la classe de taille 1-9 salariés incluent la classe de taille 0 salariés	1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: les classes de taille 0 et 1-9 salariés sont fournies plutôt que les classes de taille 1, 2-4 et 5-9 salariés; les données pour la classe de taille 0 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 1 et les données pour la classe de taille 1-9 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 5-9	1995-1999: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés 1995-1998: les données pour les classes de taille 500-999 incluent la classe de taille 1000+ 1996-1999: les classes de taille 0 et 1-9 salariés sont fournies plutôt que les classes de taille 1-4 et 5-9 salariés; les données pour la classe de taille 0 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 1-4 et les données pour la classe de taille 1-9 sont publiées à l'intérieur de la classe de taille 5-9 1995: division 71 de la NACE à l'inclusion de la division 72
<b>Hongrie</b>	1998: entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus; les données pour la classe de taille 1-9 personnes occupées ne sont pas disponibles; les données pour la classe de taille 5-9 personnes occupées ont été fournies Les données pour le total des classes de taille font référence aux entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus		1998: entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus; les données pour le total des classes de taille font référence aux entreprises ayant 5 personnes occupées ou plus	
<b>Slovénie</b>	1995-1998: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés			
<b>République slovaque</b>	1995-1998: les classes de tailles pour l'emploi sont définies en terme de salariés; les données pour le total des classes de taille font référence aux entreprises ayant 20 salariés ou plus			

Les définitions des variables sont harmonisées de sorte que les chiffres sont dans une large mesure comparables d'une activité et d'un pays à l'autre. Il y a toutefois quelques divergences nationales connues quant aux définitions harmonisées. Jusqu'à l'année de référence 1994 incluse, les États membres transmettaient leurs données à Eurostat conformément à une base juridique antérieure en ce qui concernait l'industrie et sur base volontaire en ce qui

concernait les services. Eurostat et les États membres ont, dans la mesure du possible, travaillé afin de convertir ces données pour les harmoniser avec les définitions des variables stipulées dans le Règlement relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises. Les résultats de cette conversion n'offrent cependant pas le même niveau de qualité que les données collectées à partir de l'année de référence 1995. Dans le cas de la France, cette

conversion est appliquée jusqu'à l'année de référence 1995 incluse; dans le cas de la Grèce, jusqu'à l'année de référence 1996 incluse. Le tableau ci-après fait apparaître les principales divergences connues par rapport aux définitions des variables types pour ce qui concerne les données des États membres et des Pays candidats.

Tableau 4

SBS enter, séries chronologiques longues: entreprises occupant 20 personnes ou plus			
Pays	Année	Variable	Divergence
Belgique	1995-1998	Valeur de la production	Ne sont pas déduits les achats de biens et de services destinés à la revente, le résultat est une surestimation des valeurs
Danemark	1990-1998	Valeur ajoutée au coût des facteurs Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix de base Valeur ajoutée aux prix de base - dépenses de personnel
Espagne	1985-1999	Gross investment in tangible goods	Investissements bruts en terrains, en machines et en équipements
Irlande	1991-1994 (et éventuellement les années plus récentes)	Valeur ajoutée au coût des facteurs	La valeur ajoutée est calculée aux prix du marché, déduction faite de la TVA; pour les secteurs où les autres impôts indirects jouent un rôle important, par exemple lorsqu'il y a des taxes sur les produits pétroliers, la valeur ajoutée pour l'Irlande est disproportionnée, plus élevée; cette définition non-harmonisée de la valeur ajoutée affecte le total pour l'industrie manufacturière (par l'agrégation de la NACE) pour l'Irlande, pour l'UE (par l'agrégation des pays) et des ratios, notamment les mesures de la productivité de la main d'oeuvre
	1991-1994	Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix du marché, déduction faite de la TVA - dépenses de personnel
Italie	1992-1995	Nombre de personnes occupées	Nombre de salariés
Finlande	1986-1995	Valeur ajoutée au coût des facteurs	Valeur ajoutée aux prix du marché
		Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix du marché - dépenses de personnel
SBS enter: entreprises occupant une personne ou plus			
Pays	Année	Variable	Divergence
Belgique	1995-1998	Valeur de la production	Ne sont pas déduits les achats de biens et de services destinés à la revente, le résultat est une surestimation des valeurs
Allemagne	1999	Sections I à K: valeur ajoutée au coût des facteurs	N'inclut pas les subventions
Espagne	1995-1998	Investissement brut en actifs corporels	Investissements bruts en terrains, en machines et en équipements
Irlande	1998-2000	Sections H, I et K: dépenses de personnel	Salaires et traitements
Finlande	1995	Valeur ajoutée au coût des facteurs	Valeur ajoutée aux prix du marché
		Excédent brut d'exploitation	Valeur ajoutée aux prix du marché - dépenses de personnel
Suède	1995-1996	Nombre de personnes occupées: le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés sont très proches étant donné que les indépendants ne sont pas compris, et pour les entreprises ayant moins de 10 salariés, le nombre de salariés est collecté en unités équivalentes de temps plein	
Royaume-Uni	1996-1999	Investissements bruts en bâtiments et autres structures existantes	Inclut les investissements bruts en terrains
	1997	Chiffre d'affaires afférent aux activités d'achat et de revente ainsi qu'aux activités d'intermédiation	Chiffre d'affaires afférent aux activités d'achat et de revente
Norvège	1996-1997	Pour les sections C et D de la NACE, les définitions des variables 15 13 0 et 15 14 0 (concernant l'investissement) ne sont pas harmonisées, cependant leur somme est en conformité avec les définitions harmonisées	
Bulgarie	1996-1998	Variation du stock	Concerne uniquement les variations de stock de biens et exclue donc les variations de stock de services
	1996-1999	Investissements bruts en bâtiments et autres structures existantes	Inclut les investissements bruts en construction et transformation de bâtiments
	1999	Valeur ajoutée et valeur de la production	N'inclut pas les taxes et les impôts sur les services facturés par l'unité
Chypre	1995-1998	Variation de stock de produits finis et en cours de production fabriqués par l'unité elle-même	Inclut la variation du stock de biens et de services
République tchèque	1995-1998	Nombre d'entreprises	Nombre moyen d'entreprises calculé sur la base de la durée de l'activité de l'unité sur l'année; ceci signifie qu'une entreprise active seulement pendant une partie de l'année n'est pas compté comme 1 mais comme un pourcentage (3 mois=0.25 entreprises)
	1995-1998	Dépenses de personnel et charges sociales	Définitions non harmonisées
Hongrie	1998	Nombre de salariés	Estimé comme une part fixe (99.5%) du nombre de personnes occupées
Slovénie	1995-1998	Valeur ajoutée et salaires et traitements	Définitions non-harmonisées
SBS enter, données de classes de taille			
Pays	Année	Variable	Divergence
Danemark	1995-1996	Sections C à G: nombre de salariés	Salariés en équivalent temps-plein
Suède	1996	Sections C à E: le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés sont très proches étant donné que les indépendants ne sont pas compris, et pour les entreprises ayant moins de 10 salariés, le nombre de salariés est collecté en unités équivalentes de temps plein Sections H à K: le nombre de personnes occupées montre en fait le nombre d'employés	
République tchèque	1995-1998	Nombre d'entreprises	Nombre moyen d'entreprises calculé sur la base de la durée de l'activité de l'unité sur l'année; ceci signifie qu'une entreprise active seulement pendant une partie de l'année n'est pas compté comme 1 mais comme un pourcentage (3 mois=0.25 entreprises)
		Sections C à F: salaires et traitements	Définitions non-harmonisées
Hongrie	1998	Sections C à F: nombre de salariés	Estimé comme une part fixe (99.5%) du nombre de personnes occupées
Slovénie	1995-1998	Valeur ajoutée	Définitions non-harmonisées
République slovaque	1995-1998	Sections G à K: nombre de personnes occupées	Nombre de salariés

## Guide de lecture

### Estimations

Les données EU-15 pour 2000 et 2001 sont des estimations basées sur les données des États membres individuels ainsi que sur des indicateurs à court terme relatifs notamment à la production, à l'indice des prix à la production et à l'emploi. Les estimations par pays n'étant pas publiées, les informations par État membre ne sont en général disponibles que jusqu'en 1999 ou 2000 selon l'État membre considéré. La plupart des estimations ont été faites pour les séries des industries manufacturières portant sur 20 personnes occupées ou plus. Il faut noter que ces séries chronologiques pour les activités industrielles manufacturières tendent-elles à sous-estimer les valeurs absolues - ce qui peut s'avérer particulièrement important dans les secteurs où les petites entreprises (moins de 20 personnes occupées) jouent un rôle déterminant (industrie textile et habillement, par exemple).

### PRODCOM

La base légale des données est le règlement (CEE) n° 3924/91 du Conseil relatif à la création d'une enquête communautaire sur la production industrielle (règlement PRODCOM).

Le règlement prévoit que la production soit recensée selon la liste des produits PRODCOM. Cette liste est basée sur la nomenclature combinée (NC), la classification communautaire du commerce extérieur. La liste ne couvre cependant pas l'ensemble des produits. Elle est composée de « divisions » qui correspondent aux divisions (niveau à 2 chiffres) de la NACE Rév. 1. Chaque code PRODCOM comporte huit chiffres, dont les six premiers sont le code CPA (classification statistique des produits associée aux activités). Les deux derniers chiffres font normalement référence à la nomenclature combinée (NC) bien qu'il existe des exceptions à cette règle.

L'enquête porte, en principe, sur la quantité et la valeur de la production pour chaque produit énuméré dans la liste PRODCOM. L'enquête porte sur différentes notions de production, à savoir: a) la production commercialisée pendant la période couverte par l'enquête; b) la production réalisée (production totale) pendant la période couverte par l'enquête, y compris la production qui se trouve intégrée dans la fabrication d'autres produits. Celle-ci couvre normalement les produits fabriqués par l'entreprise qui sont transformés en un autre produit, ou sont assemblés à un autre produit au sein même de l'unité déclarante, dans un autre établissement appartenant à celle-ci ou en sous-traitance par une autre entreprise; c) la production réalisée pendant la période couverte par l'enquête en vue d'une commercialisation.

La valeur de la production commercialisée ou destinée à la commercialisation est à calculer sur la base du prix de vente au départ de l'usine, obtenu ou susceptible d'être obtenu au cours de la période couverte par l'enquête. Ne sont cependant pas compris: la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe de consommation facturées; les frais de transport facturés séparément; les remises accordées au client.

En principe, les unités de mesure pour le recensement quantitatif de la production correspondent aux unités de mesure particulières de la NC. Exceptionnellement, une unité de mesure différente et/ou complémentaire est recensée. Les unités de mesure afférentes aux diverses rubriques PRODCOM sont indiquées dans la base de données.

En principe, le domaine de la statistique PRODCOM couvre toutes les entreprises ou toutes les unités locales fabriquant les produits visés par la liste PRODCOM. Conformément aux règles de représentativité prévues par le règlement, toutes les entreprises des sections C, D et E de la NACE Rév. 1 occupant au moins vingt personnes doivent être incluses. De plus, au moins 90% de la production par classe de la NACE Rév. 1 (niveau à quatre chiffres) doivent également être couverts.

Il n'y a actuellement aucune donnée disponible pour les pays candidats. Eurostat a amorcé la migration des données de PRODCOM dans NewCronos vers la base de données Comext.

### Commerce extérieur

Les statistiques du commerce extérieur de l'Union européenne sont regroupées dans la base de données Comext et peuvent être dressées selon une nomenclature des produits par activité (CPA). L'analyse porte sur les chiffres du commerce durant la période 1991-2001 (des données plus récentes relatives à l'année de référence 2002 figurent dans le logiciel BASE DE DONNEES). Aucune estimation n'est faite pour les statistiques du commerce extérieur, même si des révisions ultérieures sont possibles. Les données sont obtenues par sommation de statistiques sur les produits (une table de conversion étant utilisée pour passer de la nomenclature combinée à la nomenclature des produits par activité). L'agrégat EU-15 couvre les flux commerciaux avec le reste du monde - autrement dit le commerce extra-communautaire. Pour les États membres pris individuellement, en revanche, ce sont les flux d'échanges totaux qui sont pris en compte, en d'autres termes le commerce intra- et extra-communautaire. Tous les chiffres relatifs au commerce extérieur sont libellés en euros courants.

### EBT (European Business Trends)

La base de données EBT fournit aux responsables politiques, aux organismes officiels, aux banques, aux chefs d'entreprises, aux consommateurs et aux responsables syndicaux les informations qui leur permettent de suivre la conjoncture, et plus particulièrement les secteurs en expansion, en stagnation ou en déclin, et d'étayer ainsi leurs décisions économiques. La base juridique du système européen de statistiques communautaires conjoncturelles est le règlement N° 1165/98 du Conseil qui a été arrêté le 19 mai 1998 et dont la mise en œuvre est en cours.

L'une des variables de la base de données EBT, à savoir l'indice des prix à la production intérieure, est reprise telle quelle dans la présente publication: elle permet de suivre les fluctuations conjoncturelles du prix des biens et services marchands produits et vendus dans un État membre donné. Cet indice a également, après conversion en une série annuelle, servi de déflateur pour les données SBS relatives au chiffre d'affaires, à la valeur de production et à la valeur ajoutée - l'application d'indices annuels par activité permettant d'élaborer des séries à prix constants. Les indices de production et d'emploi de la base de données EBT fournissent également de précieuses informations pour l'élaboration d'estimations sur les années récentes pour les statistiques structurelles pour 2000 et 2001.

Il convient de prendre en considération tous les éléments qui déterminent le prix des produits lors de l'élaboration de ces indices, y compris le nombre d'unités vendues, les prestations de transport assurées, les ristournes accordées, les modalités du service après-vente, les conditions de garantie et la destination. La spécification doit être suffisamment précise pour permettre à l'unité en charge de l'observation d'identifier le produit et de fournir le prix unitaire adéquat lors de périodes de référence ultérieures. Le prix adéquat est le prix départ-usine, y compris tous les droits et taxes sur les biens et services facturés par l'unité, mais à l'exclusion de la TVA facturée par l'unité à son client et d'autres taxes déductibles similaires directement liées au chiffre d'affaires.

Actuellement, très peu de données EBT sont disponibles pour les pays candidats. Cependant le développement de ces indices structurels se trouve à un état d'avancement pour de nombreux pays et leur disponibilité est prévue très prochainement.

### Enquête sur les forces de travail

Le fondement méthodologique et le contenu de cette enquête sont décrits dans l'édition 1998 de la publication « Enquêtes sur les forces de travail - Méthodes et Définitions ». L'enquête a pour premier objectif statistique de répartir la population en âge de travailler (15 ans et plus) en trois groupes exhaustifs et mutuellement exclusifs - personnes qui occupent un emploi, personnes sans emploi et personnes inactives - et de fournir des informations descriptives et explicatives à propos de chacune de ces catégories. Les personnes interrogées sont classées dans l'un ou l'autre des groupes sur la base des informations les plus objectives possible, obtenues par le biais d'un questionnaire d'enquête portant principalement sur leur activité réelle au cours d'une semaine de référence déterminée.

Tableau 5

	A	B
<b>EU-15 (1)</b>	57 000	-
<b>Belgique</b>	2 500	4 500
<b>Danemark</b>	2 500	4 500
<b>Allemagne</b>	8 000	-
<b>Grèce</b>	2 500	4 500
<b>Espagne</b>	2 500	5 000
<b>France</b>	3 500	8 500
<b>Irlande</b>	2 500	4 500
<b>Italie</b>	3 500	7 500
<b>Luxembourg</b>	500	1 500
<b>Pays-Bas</b>	4 500	10 000
<b>Autriche</b>	2 000	-
<b>Portugal</b>	7 500	15 000
<b>Finlande</b>	2 500	4 500
<b>Suède (2)</b>	2 500	-
<b>Royaume-Uni</b>	10 000	-
<b>Bulgarie</b>	5 500	10 000
<b>Chypre</b>	500	1 500
<b>République tchèque</b>	1 000	-
<b>Estonie (3)</b>	5 000	10 000
<b>Hongrie</b>	2 500	4 500
<b>Lituanie</b>	5 000	-
<b>Lettonie</b>	4 500	7 500
<b>Malte</b>	:	:
<b>Pologne</b>	5 000	20 000
<b>Roumanie</b>	2 000	-
<b>République slovaque</b>	2 500	-
<b>Slovénie</b>	1 000	3 500
<b>Turquie</b>	:	:

A: seuil pour publier des données.  
B: seuil de fiabilité.

(1) Les limites applicables aux données précédent 2001 sont: A: 9 000 B: - /.

(2) Les limites applicables aux données précédent 2001 sont: A: 83 500 B: - /.

(3) Les limites applicables aux données précédent 2000 sont: A: 4 000 B: 8 000 (1997); A: 1 500 B: 3 000 (1998-99).

Il est important de signaler que ces informations ne sont pas recueillies auprès d'entreprises (comme c'est le cas pour la base de données SBS) mais par le biais d'une enquête auprès de ménages individuels. Les instituts nationaux de statistique sont chargés de sélectionner l'échantillon, de préparer les questionnaires, de procéder aux interviews et de transmettre les résultats à Eurostat en respectant un système commun de codification. Eurostat est chargé pour sa part de la conception du programme d'analyse des résultats ainsi que du traitement et de la diffusion des informations.

L'enquête sur les forces de travail<sup>(5)</sup> étant basée sur un échantillon de la population communautaire, les résultats comportent inévitablement les incertitudes inhérentes aux techniques d'échantillonnage. Eurostat respecte une charte rigoureuse évitant ainsi la publication de chiffres qui ne seraient pas fiables sur le plan statistique. Les chiffres n'atteignant pas le seuil de fiabilité fixé ne sont pas publiés et un second seuil est appliqué aux données dont la publication doit impérativement s'accompagner d'une réserve quant à leur fiabilité. Ces données sont signalées par une note de bas de page dans les tableaux qui utilisent les chiffres de l'enquête sur les forces de travail.

Un changement méthodologique étant intervenu dans la collecte des données de l'enquête sur les forces de travail en Belgique entre 1998 et 1999, une rupture pourrait être observée dans la série en 1999.

Le développement pour ces indicateurs est en état d'avancement pour de nombreux pays et des données ont déjà été publiées dans les séries des Statistiques En Bref (thème 3, 20/2002 ISSN 1024-4352).

### Comptes nationaux

Le système européen des comptes nationaux et régionaux (« SEC 1995 » ou simplement « SEC »; parfois aussi « le système ») est un cadre comptable applicable au plan international permettant de décrire de façon systématique et détaillée ce que l'on appelle une « économie totale » (c'est-à-dire une région, un pays ou un groupe de pays), ses composantes et ses relations avec d'autres économies.

<sup>(5)</sup> Règlement (CE) No. 577/98 du Conseil, du 9 mars 1998, relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail dans la Communauté.

Le SEC 1995 remplace le système européen de comptes économiques intégrés publié en 1970 (dit « SEC 1970 », une seconde édition légèrement amendée ayant paru en 1978).

Le SEC 1995 est parfaitement cohérent avec la version révisée du système de comptabilité nationale (« SCN 1993 » ou simplement « SCN »), méthodologie applicable au niveau mondial publiée conjointement par les Nations unies, le Fonds monétaire international, la Commission des Communautés européennes, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale. La spécificité du SEC réside dans le fait qu'il se concentre davantage sur la situation et les besoins de l'Union européenne. Comme dans le SCN, les concepts et nomenclatures utilisés dans le SEC sont harmonisés avec ceux de nombreuses statistiques économiques et sociales (emploi, industrie, commerce extérieur, etc.). Le SEC peut dès lors servir de cadre central de référence pour les statistiques économiques et sociales de l'Union européenne (UE) et de ses États membres.

Le SEC comprend deux grandes séries de tableaux: a) les comptes des secteurs; b) le cadre entrées-sorties et les comptes des branches d'activité.

Les comptes des secteurs présentent pour chaque secteur institutionnel, une description systématique des différentes étapes du processus économique: production, formation, distribution, redistribution et utilisation du revenu; accumulation financière et non financière. Les comptes des secteurs comprennent également des comptes de patrimoine, c'est-à-dire des états des stocks d'actifs et de passifs en début et en fin de période comptable.

Le cadre entrées-sorties et les comptes des branches d'activité décrivent de façon plus détaillée le processus de production (structure des coûts, revenu généré et emploi) et les flux de biens et de services (production, importations, exportations, consommation intermédiaire, consommation finale et formation de capital par groupe de produits).

Les Comptes nationaux pour les pays candidats sont déjà disponibles au public. Ces données ont été entièrement intégrées à la base de données et se trouvent à côté de celles des États membres. Les données des pays candidats sont fournies pour les principaux agrégats des Comptes nationaux, de même que les ventilations par activités.



## Guide de lecture

### GLOSSAIRE DES TERMES

Les principaux termes utilisés dans cette publication sont définis ci-après.

**Balance commerciale:** exportations moins importations.

**Chiffre d'affaires:** montant total de la facturation effectuée par l'unité d'observation au cours de la période de référence, qui correspond aux ventes de biens et services marchands fournis à des tiers. Le chiffre d'affaires inclut tous les droits et taxes dus sur les biens ou services facturés par l'unité, hormis la TVA facturée par l'unité à ses clients et toute autre taxe déductible similaire directement liée au chiffre d'affaires. Il inclut également tous les autres frais (transport, emballage, etc.) facturés au client, même si ces frais figurent séparément sur la facture. Toute réduction de prix, remise ou ristourne, ainsi que la valeur d'une éventuelle consignation, doit être déduite.

**Coût de la main-d'œuvre:** total de la rémunération, en espèces ou en nature, due par un employeur à un salarié (permanent, temporaire ou à domicile) pour le travail presté par ce dernier au cours de la période de référence. Le coût de la main-d'œuvre comprend également les impôts et les cotisations sociales des salariés retenus par l'unité, ainsi que les cotisations sociales obligatoires et volontaires de l'employeur.

**Coût moyen de la main-d'œuvre:** coût de la main-d'œuvre divisé par le nombre de salariés (exprimé en milliers d'euros par salarié).

**Entreprise:** l'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle produisant des biens ou des services, qui jouit d'une certaine autonomie décisionnelle, en particulier pour ce qui concerne l'affectation de ses ressources courantes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités sur un ou plusieurs sites. Une entreprise peut être une entité légale unique.

**Excédent brut d'exploitation:** excédent généré par l'exploitation après rémunération du facteur travail. Il peut être calculé en soustrayant le coût de la main-d'œuvre de la valeur ajoutée au coût des facteurs.

**Exportations extracommunautaires ou extra-UE:** biens qui sortent du territoire statistique d'un État membre à destination d'un pays tiers (non membre de l'UE).

**Importations extracommunautaires ou extra-UE:** biens qui entrent sur le territoire statistique d'un État membre en provenance d'un pays tiers (non membre de l'UE).

**Indice national des prix à la production:** indice des prix en monnaie nationale des biens et services marchands produits et vendus dans un pays donné. Les indices de prix à la production servent souvent à la déflation des données relatives à la production et à la valeur ajoutée (en valeur) afin d'obtenir la production et la valeur ajoutée à prix constants. L'indice national des prix à la production rend compte de l'évolution des prix de vente départ-usine de tous les produits vendus sur le marché national, à l'exclusion de la TVA et d'autres taxes déductibles similaires.

**Nombre de personnes occupées (emploi):** nombre total des personnes qui travaillent dans l'unité d'observation (y compris les propriétaires exploitants, les partenaires travaillant régulièrement dans l'unité et les travailleurs familiaux) et des personnes qui travaillent en dehors de l'unité mais qui en font partie et qui sont rémunérées par elle (représentants, livreurs, équipes de réparation et d'entretien, par exemple). Le nombre de personnes occupées inclut les personnes absentes pendant une période de courte durée (congé de maladie, congé payé ou congé spécial) et celles qui sont en grève, mais pas celles qui sont absentes pour une période indéterminée. Il inclut également les travailleurs à temps partiel considérés comme tels en vertu de la législation du pays concerné et qui figurent sur les états de paie, ainsi que les travailleurs saisonniers, les apprentis et les travailleurs à domicile repris sur les états de paie.

**Prix constants (à):** se dit des données desquelles l'effet des fluctuations de prix a été éliminé (séries déflatées); ces données étant exprimées en euros, les séries chronologiques sont toutefois influencées par les fluctuations du taux de change.

**Prix courants (à):** se dit des données présentées non déflatées des variations de prix.

**Productivité apparente du travail:** valeur ajoutée au coût des facteurs divisée par le nombre de personnes occupées (exprimée en milliers d'euros par personne occupée); la prudence s'impose dans l'interprétation de la comparaison de cet indicateur entre différentes activités ou différents pays, un simple dénombrement des effectifs pouvant être utilisé pour la mesure de la main-d'œuvre en lieu et place du volume de travail presté. Cette valeur peut être exceptionnellement négative.

**Productivité du travail ajustée des salaires:** (valeur ajoutée au coût des facteurs/coût de la main-d'œuvre) x (nombre de salariés/nombre de personnes occupées) x 100 (exprimé en pourcentage).

**Productivité du travail ajustée des salaires (formule simple):** valeur ajoutée au coût des facteurs divisée par le coût de la main-d'œuvre x 100 (exprimé en pourcentage).

**Salariés:** personnes qui travaillent pour un employeur sous contrat d'emploi et qui perçoivent une rémunération sous la forme d'un salaire, d'un traitement, d'honoraires, de pourboires, d'un salaire à la pièce ou d'une rémunération en nature. Les salariés incluent les travailleurs à temps partiel, les travailleurs saisonniers, les personnes en grève ou en congé de courte durée. Les salariés ne comprennent pas les personnes en congé de longue durée et les travailleurs bénévoles.

**Spécialisation de la valeur ajoutée:** indice relatif qui compare la contribution d'une activité industrielle à la valeur ajoutée manufacturière totale d'un pays avec le coefficient correspondant pour l'UE (exprimé en pourcentage - s'il affiche un taux supérieur à 100, le pays en question a une spécialisation relative supérieure à la moyenne de l'UE).

**Taux annuel moyen de croissance:** taux constant de croissance qui devrait être réalisé chaque année pour parvenir au même taux global de croissance que celui observé entre deux années déterminées.



**Taux brut de rentabilité:** excédent brut d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires (mesure de rentabilité exprimée en pourcentage).

**Taux de couverture:** rapport entre les exportations et les importations (exprimé en pourcentage).

**Unité locale:** c'est une entreprise ou une partie de cette même entreprise (par exemple un atelier, une usine, un entrepôt, un bureau, une mine ou un dépôt) située dans un endroit géographiquement identifié. L'activité économique y est effectuée, et pour laquelle - sauf certaines exceptions - une ou plusieurs personnes travaillent (même si cela est seulement à temps partiel) pour une et même entreprise.

**Valeur ajoutée au coût des facteurs:** cette valeur peut être calculée à partir du chiffre d'affaires, augmenté de la production immobilisée, plus autres recettes d'exploitation, augmenté ou diminué des variations de stocks, diminué des achats de biens et de services, et diminué des autres taxes appliquées aux produits qui sont liées au chiffre d'affaires mais non déductibles, ainsi que des droits et taxes liés à la production. Elle peut également être calculée à partir de l'excédent brut d'exploitation en ajoutant le coût de la main-d'œuvre. Les recettes et dépenses classées comme financières ou extraordinaires dans les comptes de l'entreprise sont exclues de la valeur ajoutée.

**Valeur de production:** indicateur qui mesure en termes de valeur le volume réellement produit par l'unité sur la base des ventes corrigées des variations de stocks et de la revente de biens et de services. La valeur de production est définie comme le chiffre d'affaires augmenté ou diminué des différences de stocks de produits finis, du travail en cours et des biens et services achetés en vue d'une revente, augmenté de la production immobilisée, et augmenté d'autres revenus d'exploitation (hormis les subventions).

## Guide de lecture

### ABRÉVIATIONS

#### Pays

EU-15	Les quinze États membres de l'Union européenne
UE	Union européenne
B	Belgique
BENELUX	Belgique, Pays-Bas et Luxembourg
DK	Danemark
D	Allemagne
EL	Grèce
E	Espagne
F	France
IRL	Irlande
I	Italie
L	Luxembourg
NL	Pays-Bas
A	Autriche
P	Portugal
FIN	Finlande
S	Suède
UK	Royaume-Uni
BG	Bulgarie
CY	Chypre
CZ	République tchèque
EE	Estonie
HU	Hongrie
LV	Lettonie
LT	Lituanie
MT	Malte
PL	Pologne
RO	Roumanie
SK	République slovaque
SI	Slovénie
TR	Turquie
CH	Suisse
EEA	Espace économique européen (EEE)
IS	Islande
JP	Japon
NO	Norvège
US	États-Unis d'Amérique

#### Associations professionnelles - FEBI (Fédération d'Entreprises par Branche d'Industrie)

ACEA	Association des Constructeurs Européens d'Automobiles
ACI	Airports Council International (European Region)
AEA	Association of European Airlines
AECMA	Association Européenne des Constructeurs de Matériel Aérospatial
AESGP	Association of the European Self-Medication Industry
APEAL	The Association of European Producers of Steel for Packaging
APME	Association of Plastics Manufacturers in Europe
AWES	Association of European Shipbuilders and Shiprepairers
CAEF	Comité des Associations Européennes de Fonderie
CAOBISCO	Association of the Chocolate, Biscuit & Confectionery Industries of the EU
CBMC	Brewers of Europe
CECCM	Confederation of European Community Cigarette Manufacturers
CEPI	Confederation of European Paper Industries
Cerame-Unie	Liaison Office of the European Ceramic Industry
CIAA	Confédération des Industries Agro-alimentaires de la CE
CPDP	Comité Professionnel du Pétrole
CPIV	Comité Permanent de l'Industrie du Verre de la CEE
ECMT	European Conference of Ministers of Transport
EDA/ZMP	Europäischer Milchindustrieverband/Zentrale Markt- und Preisberichtsstelle der Land- und Ernährungswirtschaft
EFCA	European Federation of Engineering Consultancy Associations
EMF	European Mortgage Federation (and national associations)
EOS	European Organisation of the Sawmill Industry
ERMCO	European Ready Mixed Concrete Association
ESBG	European Savings Bank Group
ESOMAR	European Society for Opinion and Marketing Research
ESTA	European Security Transport Association
EURATEX	European Apparel and Textile Organisation
FBE	Fédération Bancaire Européenne
FEA	European Aerosol Federation
FEACO	Fédération Européenne des Associations de Conseil en Organisation
Fediol	Fediol - EC Seed Crushers' and Oil Processors' Federation
FEDMA	Federation of European Direct Marketing
FEFSI	Fédération Européenne des Fonds et Sociétés d'Investissement
FEP	European Federation of the Parquet Industry
FEVE	Fédération Européenne du Verre d'Emballage
FIBV	Fédération Internationale des Bourses de Valeurs
FIEC	Fédération de l'Industrie Européenne de la Construction
GEBEC	Groupement Européen des Banques Coopératives
IAAPA	International Association of Amusement Parks and Attractions
IACA	International Air Carrier Association
ICAO	International Civil Aviation Organization, European and North Atlantic Office
IMACE	International Margarine Association of the Countries of Europe
ISL	Institute of Shipping Economics and Logistics
Leaseurope	European Federation of Leasing Company Associations
STD	Swedish Federation of Consulting Engineers and Architects (Svensk Teknik och Design)
UIC	Union Internationale des Chemins de Fer
UITP	Union Internationale des Transports Publics
UNAFPA	Union des Associations de Fabricants de Pâtes Alimentaires de la Communauté Européenne
UNESDA	Union of EU Soft Drinks Associations

*Autres organisations et publications*

EITO	European Information Technology Observatory
IISI	International Iron and Steel Institute
LME	London Metal Exchange Limited
UN	United Nations
USGS	US Geological Survey
WTO	World Tourism Organisation
WTO	World Trade Organization
ITU	International Telecommunication Union
UNEX	Unipost External Monitoring System, International Post Corporation
Media Salles	Media Salles
EAO	European Audiovisual Observatory
CTcon	CTcon
Software Magazine	Software Magazine, Wiesner Publishing, Framingham, Mass., USA
The Bankers' Almanac	The Bankers' Almanac
International Insurance Facts	Insurance Information Institute
Zenithmedia	Zenithmedia Western European Market and Mediafact
meatnews.com	Meatnews.com & Meat Processing Global
PricewaterhouseCoopers	PricewaterhouseCoopers 2002 Global Forest and Paper Survey
McGraw-Hill	Engineering News-Record, McGraw-Hill
Hotels Magazine	Hotels Magazine
Containerisation Yearbook	Containerisation Yearbook

*Abréviations statistiques*

CIS	Enquête communautaire sur l'innovation
COICOP	Classification des fonctions de la consommation individuelle
CPA	Nomenclature des produits par activité
EBM	Enquête sur le budget des ménages
FATS	Statistiques du commerce des filiales étrangères
IDE	Investissement direct étranger
LFS	Enquête sur les forces de travail (Labour Force Survey)
n.c.a.	Non compris ailleurs
NACE	Nomenclature statistique des Activités économiques dans la Communauté Européenne
PCM	Panel communautaire de ménages
PME	Petites et moyennes entreprises
PRODCOM	PROduits de la COMmunauté européenne
SBS	Structural Business Statistics (base de données Eurostat des statistiques structurelles sur les entreprises)
ZPA1	Base de données Eurostat sur les produits agricoles

*Autres abréviations*

ABS	Système anti-blocage automatique (Antilock Braking System)
AM	Marché d'après-vente (After-Market)
ATC	Accord sur les textiles et les vêtements (Agreement on Textiles and Clothing)
CD-ROM	Disque compact-ROM
CECA	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
DEEE	Déchets des Équipements Électriques et Électroniques
DTP	Desk-top Publishing (conception et mise en page)
DVD	Digital Versatile Disc (Disque numérique versatile)
EEE	Équipement Électrique et Électronique
EER	Energy Efficiency Requirements (condition d'efficacité énergétique)
ESB	Encéphalite spongiforme bovine (maladie de la vache folle)
GAB	Guichet automatique de banque
JIT	Juste à temps (just-in-time)
JO	Journal officiel (des Communautés européennes)
MDF	Panneau de fibres à densité moyenne (Medium Density Fibreboard)
NASDAQ	National Association of Securities Dealers' Quotation System
NYSE	Bourse de New York (New York Stock Exchange)
OE	Équipement d'origine
OSB	Panneaux à particules orientées (Oriented StrandBoard)
PC	Personal Computer (Ordinateur personnel)
PCP	Politique commune de la pêche
PIB	Produit Intérieur Brut
PVC	Chlorure de polyvinyle
R & D	Recherche & Développement
RNIS	Réseau numérique à intégration de services
RTE	Réseaux transeuropéens
TGV	Train à Grande Vitesse
TI	Technologies de l'information
TIC	Technologies de l'information et des communications
TPP	Trafic de perfectionnement passif
TV	Télévision
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## Guide de lecture

### Poids et mesures

EVP	Équivalent Vingt Pieds
GW	Gigawatt (10 <sup>2</sup> kW)
Ha	Hectare (10 000 m <sup>2</sup> )
HI	Hectolitre (100 litres)
Kg	Kilogramme(s)
Km	Kilomètre
KPP	Kilomètre-passager payant
M	Mètre
MW	Megawatt (10 <sup>3</sup> kW)
SPA	Standard de Pouvoir d'Achat
TBC	Tonnes Brutes Compensées
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TEP	tonne équivalente de pétrole (pouvoir calorifique net de 41 868 kilojoules par kilo)
TPL	Tonnes de Port en Lourd
tU	Tonne d'uranium contenu
TW	Térawatt (10 <sup>9</sup> kW)

### Devises

EUR	Euro
BEF	Franc belge
DKK	Couronne danoise
DEM	Mark allemand
GRD	Drachme grecque
ESP	Peseta espagnole
FRF	Franc français
IEP	Livre irlandaise
ITL	Lire italienne
LUF	Franc luxembourgeois
NLG	Florin néerlandais
ATS	Schilling autrichien
PTE	Escudo portugais
FIM	Mark finlandais
SEK	Couronne suédoise
GBP	Livre sterling
BGN	Lev bulgare
CYP	Livre chypriote
CZK	Livre tchèque
EEK	Couronne estonienne
HUF	Forint hongrois
LTL	Litas lituanienne
LVL	Lats letton
MTL	Livre maltaise
PLN	Zloty polonais
ROL	Leu roumain
SIT	Tolar slovène
SKK	Couronne slovaque
TRL	Livre turque
JPY	Yen japonais
USD	Dollars des États-Unis

### Symboles

:	non disponible
-	non applicable

## Aperçu de l'activité des entreprises de l'UE

### INTRODUCTION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est l'une des mesures les plus courantes du niveau de vie. À des fins de comparaison, ce coefficient est généralement corrigé des différences de niveaux de prix entre les pays grâce à l'utilisation d'une série exprimée en termes de standards de pouvoir d'achat (SPA). En moyenne, le PIB par habitant de l'Union européenne a été de 23 200 SPA en 2001 (soit 23 210 EUR par habitant). Entre les États membres, le PIB par habitant exprimé en SPA s'est échelonné entre un pourcentage légèrement supérieur aux deux tiers (68 %) de la moyenne communautaire en Grèce et un pourcentage de près du double (197 %) de la moyenne au Luxembourg. La performance du Luxembourg a été bien supérieure à celle du Danemark et de l'Irlande (pays occupant les deuxième et troisième rangs), où le PIB par habitant dépassait la moyenne d'environ 18 % – voir graphique 1.

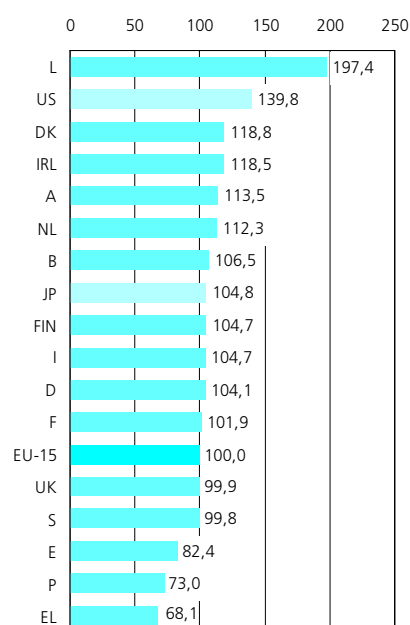
D'après les comptes nationaux, l'économie communautaire a généré une valeur ajoutée de 8 200 milliards d'euros en 2001. Ce chiffre, ventilé entre les six branches principales, – voir tableau 1 – montre que l'importance relative de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (2,1 % de la valeur ajoutée totale) et de la construction (5,4 %) est assez limitée par rapport aux autres branches <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> Noter que l'agriculture, la pêche et la sylviculture (sections A et B de la NACE), ainsi que l'administration publique, les services collectifs, sociaux et personnels (sections L à Q de la NACE) ne sont pas abordés habituellement dans cette publication attendu que les statistiques d'entreprise européennes, qui se limitent le plus souvent aux sections C à K de la NACE, ne couvrent pas de grands volets de ces sections. Certaines parties des autres services collectifs, sociaux et personnels (section O de la NACE) sont traitées dans les chapitres 13, 14 et 24.

Les parts respectives des trois branches de services dans la valeur ajoutée totale ont toutes augmenté entre 2000 et 2001 tandis que la part de l'industrie (sections C à E de la NACE) a perdu 0,7 point de pourcentage, ce qui confirme que l'économie communautaire est de plus en plus dominée par le secteur des services.

Entre 1991 et 2001, l'intermédiation financière et les services aux entreprises (sections J et K de la NACE) ont gagné 3,0 points de pourcentage sur la valeur ajoutée totale tandis que le commerce, les hôtels et restaurants, les transports et communications (sections G, H et I de la NACE) ont augmenté de 0,8 points. À l'inverse, la part de l'industrie a perdu 2,5 points, celle de la construction 0,9 point et celle de l'agriculture, chasse, sylviculture et pêche 0,6 point.

**Graphique 1**  
**PIB par habitant, 2001 (EU-15=100) (1)**



(1) Aux prix courants du marché et en SPA; prévisions pour L, UK et JP.  
Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

**Tableau 1**  
**Ventilation du PIB dans l'UE, 2001 (%)**

Libellé NACE (code NACE)	
<b>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)</b>	2,1
<b>Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)</b>	22,1
<b>Construction (F)</b>	5,4
<b>Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)</b>	21,6
<b>Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K)</b>	27,2
<b>Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q)</b>	21,7

Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

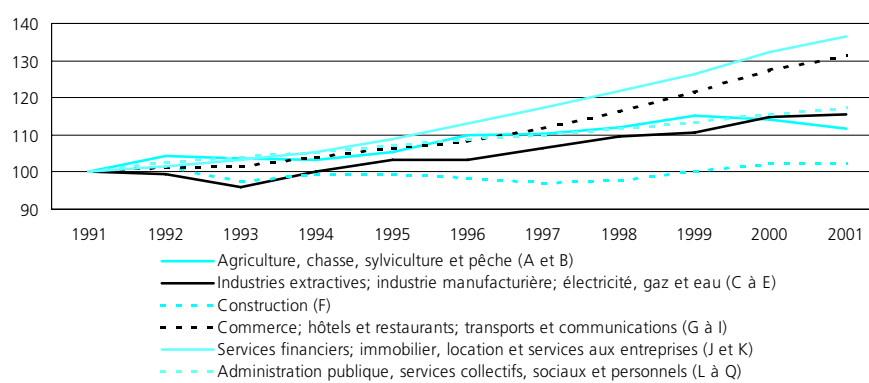
Le glissement progressif de l'économie vers les services est illustré au graphique 2, où les deux secteurs qui connaissent le taux de croissance le plus rapide (en prix constants) correspondent à des services marchands. La valeur ajoutée générée par le secteur de l'intermédiation financière et des services aux entreprises s'est développée à un rythme moyen annuel de 3,1 % entre 1991 et 2001; le commerce, les hôtels et restaurants, les transports et communications viennent après avec un taux de croissance annuelle de 2,7 %.

La croissance des autres branches de l'économie communautaire n'a pas été aussi rapide mais elle est restée positive, en général, durant la période de dix ans qui s'est écoulée entre 1991 et 2001. L'industrie et la construction ont vu leur activité chuter le plus fortement en 1993. L'industrie, qui s'est ressaisie à un rythme beaucoup plus rapide au cours de la seconde moitié des années 90, affiche un taux annuel moyen de croissance de 1,5 % pour l'ensemble de la période 1991-2001.

L'importance croissante du secteur des services peut être partiellement attribuée au fait que les fabricants et d'autres entreprises de services abandonnent progressivement la prestation interne de certains services tels que la comptabilité, les technologies de l'information, la publicité, la formation, le conseil en gestion, la sécurité, la restauration ou le nettoyage pour les confier à des fournisseurs extérieurs. Cette réorientation souvent appelée « externalisation » pourrait expliquer, tout du moins en partie, la croissance rapide des secteurs des services aux entreprises dans les années 90.

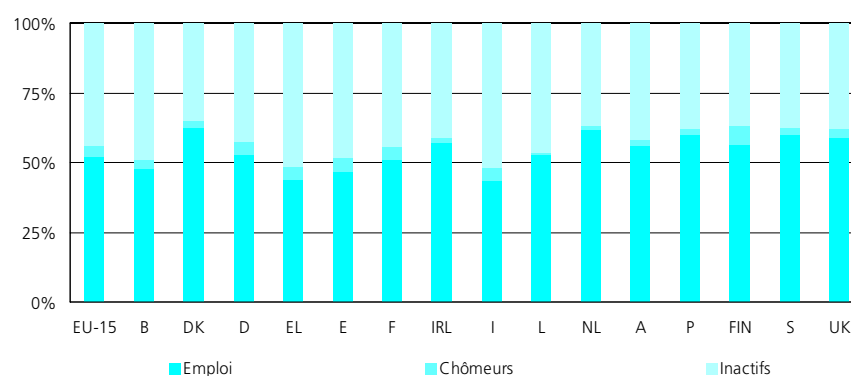
Parallèlement, les entreprises manufacturières ont eu tendance à délocaliser leur production: le niveau relativement élevé des salaires, la libéralisation des échanges et les progrès des communications ont poussé la production à se détourner de l'Union européenne au profit des régions à bas salaires, notamment pour les produits les plus standardisés. Les fabricants communautaires se concentrent de plus en plus sur des tâches à plus forte valeur ajoutée, par exemple dans les domaines de la recherche, de la conception et du développement.

**Graphique 2**  
Ventilation de l'évolution du PIB à prix courants dans l'UE (1991=100)



Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

**Graphique 3**  
Ventilation de la main-d'œuvre par statut au regard de l'emploi, 2001  
(part des personnes de 15 ans et plus) (1)



(1) Sections A à Q de la NACE.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Selon l'enquête communautaire sur les forces de travail (EFT) <sup>(2)</sup>, 310 millions de personnes âgées de 15 ans ou plus ont été recensées dans l'Union européenne en 2001, dont 174 millions environ étaient occupées ou à la recherche d'un emploi, les 136 millions restants étant inactives (retraités, étudiants, personnes ayant choisi de ne pas travailler, etc.) – voir graphique 3. Le taux d'activité mesure la proportion de personnes occupées dans la population totale des 15 à 64 ans. En 2001, ce taux oscillait entre 60,3 % en Italie et 79,2 % au Danemark, la moyenne de l'Union européenne se situant à 69,0 %. Des taux supérieurs d'emploi sont synonymes, d'une part, d'une hausse des recettes de l'État et, d'autre part, d'un allègement du fardeau de la sécurité sociale avec l'entrée ou le retour au travail de ceux qu'elle prenait en charge.

<sup>(2)</sup> L'utilisation de l'enquête communautaire sur les forces de travail, qui se fonde sur une enquête auprès des ménages, peut donner des résultats fort différents de ceux provenant des enquêtes auprès des entreprises sur lesquelles se basent la plupart des statistiques présentées dans cette publication.

Une personne sur six environ (18,0 %) travaillait à temps partiel en 2001 dans l'Union européenne – voir graphique 4. L'emploi à temps partiel a représenté moins de 10 % de l'emploi dans trois États membres seulement: la Grèce, l'Espagne et l'Italie. La part de l'emploi à temps partiel a dépassé la moyenne au Danemark, en Allemagne, en Suède et au Royaume-Uni (qui se situent tous entre 20 et 25 %) et a été nettement plus élevée aux Pays-Bas (42,2 %).

La proportion de femmes dans le nombre total de personnes occupées en 2001 varie très sensiblement selon les États membres. Les pourcentages les plus élevés (au moins 45 %) ont été enregistrés par le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni. La moyenne communautaire s'est située à 42,9 % et trois pays (la Grèce, l'Espagne et l'Italie) n'ont pas atteint le seuil de 40 % (la Grèce, l'Espagne et l'Italie).

## Introduction

## Aperçu de l'activité des entreprises de l'UE

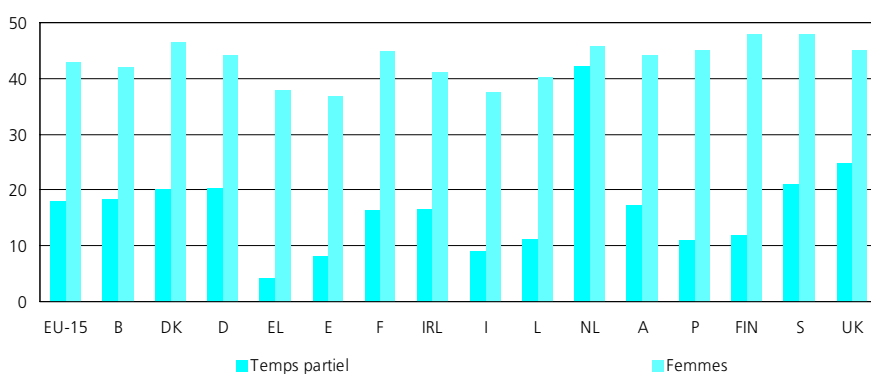
Le secteur des services (section G à Q de la NACE) a fourni la majorité des emplois de l'Union européenne en 2001, avec un peu plus des deux tiers (67,2 %) des personnes occupées – voir graphique 5. Dans six pays, les services ont compté pour plus de 70 % dans l'emploi total, le Luxembourg détenant le pourcentage le plus élevé (77 %). Ce mouvement vers les activités de services, clairement marquée pour la valeur ajoutée,

s'est aussi manifestée dans l'étude de l'évolution de l'emploi au sein de l'Union européenne. Entre 1995 et 2001, le nombre de personnes occupées dans le secteur des services a augmenté dans tous les États membres et le pourcentage des services dans l'emploi total s'est accru dans tous les pays à l'exception du Portugal. En 2001, le Portugal était le seul pays à déclarer que les services ne représentaient pas plus de 60 % de l'emploi total.

Il existe de fortes différences quant à l'importance du secteur de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (sections A et B de la NACE): son pourcentage sur l'emploi total passe de moins de 2 % en Belgique, au Luxembourg et au Royaume-Uni à 13 % au Portugal et à 16 % en Grèce. Les secteurs de l'industrie et de la construction (sections C à F de la NACE) représentent généralement entre 20 % et 30 % de l'emploi total, et dépassent 30 % en Allemagne, en Espagne, en Italie et au Portugal.

Graphique 4

#### Caractéristiques de la main-d'œuvre, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi) (1)



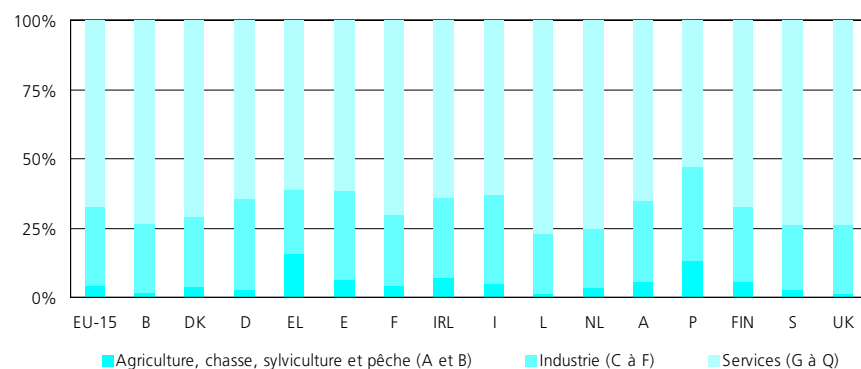
(1) Sections A à Q de la NACE.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Entre 1995 et 2001, le nombre de personnes occupées dans l'Union européenne a enregistré une augmentation nette de 13 millions, dont 12,7 millions sont attribuables aux services – voir tableau 2. Les gains nets les plus importants se situent dans l'administration publique, les services collectifs, sociaux et personnels (sections L à Q de la NACE) et l'intermédiation financière, l'immobilier, la location et les services aux entreprises (sections J et K de la NACE), où l'emploi communautaire a augmenté de 5,1 millions et de 4,4 millions respectivement pendant la période considérée. La seule branche ayant enregistré une réduction nette du nombre de personnes occupées a été l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche, où la perte s'est élevée à 1,1 million.

Graphique 5

#### Ventilation par activité des personnes ayant un emploi, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi)



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Tableau 2

#### Évolution de l'emploi total dans l'UE (millions)

Libellé NACE (code NACE)	1995	2001	Taux de Croiss. annuelle			
			Part (%)		croissance, moyenne, 1995-2001 (%)	
	1995	2001	1995	2001	2001/1995 (%)	1995-2001 (%)
<b>Total (NACE A à Q)</b>	148,0	160,9	100,0	100,0	8,8	1,7
<b>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)</b>	7,8	6,7	5,3	4,2	-14,5	-3,1
<b>Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)</b>	33,1	33,4	22,4	20,8	1,0	0,2
<b>Construction (F)</b>	11,6	12,7	7,9	7,9	9,4	1,8
<b>Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)</b>	37,1	40,3	25,1	25,0	8,4	1,6
<b>Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K)</b>	15,5	19,9	10,5	12,4	28,5	5,1
<b>Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q)</b>	42,8	47,9	28,9	29,8	12,0	2,3

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

## ACTIFS INCORPORELS ET MONDIALISATION

Les théories économiques classiques se sont longtemps basées sur l'échange de biens physiques négociables dans une relation univoque. Dans les années plus récentes, les actifs incorporels (facteurs immatériels) ont joué un rôle croissant dans la détermination de la performance économique. L'exploitation des droits de propriété, des marques, de la R&D, du savoir-faire, des compétences et des réseaux d'approvisionnement constituent quelques éléments clés de la création de richesses incorporelles.

Au Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, l'Union européenne s'est fixé un but ambitieux: « *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* » d'ici 2010. La politique d'entreprise jouera un rôle essentiel dans l'établissement des conditions propices à cet objectif. Pour mesurer les performances des entreprises, une initiative d'évaluation comparative a été lancée à la demande du Conseil de Lisbonne. La Communication de la Commission « *Tirer le meilleur parti du potentiel de l'Union européenne: consolidation et extension de la stratégie de Lisbonne* » établit un ensemble d'indicateurs structurels <sup>(3)</sup>. Le tableau 3 présente certains indicateurs tirés de cet ensemble. La base de données d'indicateurs devrait permettre aux pays d'améliorer leurs propres performances (au bénéfice de toute l'Union européenne) en se comparant à d'autres États membres et en adaptant leur politique d'entreprise pour tenir compte des meilleures pratiques identifiées dans d'autres pays.

La mondialisation se manifeste par des phénomènes très divers tels que le développement du commerce entre les entreprises, celui des flux financiers, des divers types de liens entre les entreprises et des opérations transfrontalières. Les entreprises et les réseaux multinationaux, qui sont au cœur de ce processus, jouent un rôle d'agents économiques qui contrôlent -ou interagissent- avec des entités situées dans des pays différents. La nature qualitative des informations requises pour définir le périmètre d'un groupe est souvent un obstacle dans l'obtention d'informations statistiques fiables (dans l'état actuel du système statistique). L'une des principales contraintes est que les entreprises mondiales prennent leurs décisions

<sup>(3)</sup> COM(2001) 79. La page d'accueil des indicateurs structurels d'Eurostat peut être consultée aux adresses suivantes: <http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/Public/datashop/print-product/FR?catalogue=Eurostat&product=1-structur-FR&mode=download>.

**Tableau 3**  
Principaux indicateurs structurels

	Dépense en R&D des entreprises par rapport au PIB, 2001 (%) (1)	Nombre de demandes de brevets à l'OEB par million d'habitants, 2000 (unités) (2)	Investissements en capital risque par rapport au PIB - phase prélim., 2001 (%) (3)
<b>EU-15</b>	1,28	152,7	0,05
<b>B</b>	1,45	151,2	0,04
<b>DK</b>	1,32	169,5	0,08
<b>D</b>	1,80	296,8	0,06
<b>EL</b>	0,19	5,2	0,02
<b>E</b>	0,52	22,1	0,02
<b>F</b>	1,36	139,7	0,04
<b>IRL</b>	0,88	87,6	0,03
<b>I</b>	0,53	72,3	0,02
<b>L</b>	1,19	170,9	:
<b>NL</b>	1,14	217,7	0,04
<b>A</b>	1,14	154,1	0,02
<b>P</b>	0,17	3,9	0,01
<b>FIN</b>	2,68	320,3	0,10
<b>S</b>	2,84	346,4	0,10
<b>UK</b>	1,21	124,0	0,06
<b>JP</b>	2,11	148,5	:
<b>US</b>	2,04	158,2	0,14

(1) B, DK, F, L et US, 2000; EL, IRL, NL, P et S, 1999; A, 1998; B, FIN et UK, prévisions; DK, D et F, estimations; US et L, données provisoires; EU-15, estimations Eurostat.

(2) Toutes les données sont provisoires.

(3) US, estimations Eurostat.

Source: Eurostat, Indicateurs structurels (theme1/strind).

dans un contexte global mais que ces décisions continuent d'être analysées sur la base de collectes de données nationales tronquées par les frontières géographiques.

De nombreuses entreprises se sont efforcées d'étendre leurs activités au-delà des frontières nationales en vue (notamment) d'éviter les entraves aux échanges, de se rapprocher de leurs clients, de réduire leurs coûts (main-d'œuvre, transport et autres facteurs de production), de verrouiller l'approvisionnement de leurs matières premières ou d'éviter certaines contraintes réglementaires. Ces évolutions au niveau de la structure, de la gestion et de la performance des entreprises ont engendré des défis majeurs pour les systèmes statistiques nationaux.

Les statistiques sur les filiales étrangères (FATS) constituent un exercice de collecte de données qui évalue la présence commerciale des entreprises sur le territoire d'un autre pays. Ces statistiques, qui décrivent l'activité globale des entreprises sous contrôle étranger, ont été développées pour les FATS „inward” - autrement dit, les filiales sous contrôle étranger dans l'économie déclarante. Le tableau 4 présente certains des principaux résultats de cette étude.

**Tableau 4**  
Principaux indicateurs sur les filiales étrangères, 1998 (1)

	Entrepr. de propriété nationale	Entrepr. de propriété étrangère	Entrepr. de propriété hors UE
<b>Valeur ajoutée c.f. (millions d'euros)</b>			
<b>DK</b>	66 734	8 518	:
<b>NL</b>	143 931	26 865	14 427
<b>FIN</b>	49 421	6 788	2 934
<b>S</b>	98 272	18 889	8 819
<b>UK</b>	540 963	100 858	:
<b>Nombre de personnes occupées (unités)</b>			
<b>DK</b>	1 317 464	111 194	:
<b>NL</b>	3 948 904	412 477	184 228
<b>FIN</b>	972 426	119 264	47 073
<b>S</b>	2 090 256	327 904	142 794
<b>UK</b>	:	:	:

(1) Sections C à K de la NACE, hors section J.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/fats).



### STATISTIQUES STRUCTURELLES SUR LES ENTREPRISES

Les statistiques structurelles sur les entreprises (SSE) sont à l'origine de la plupart des données utilisées dans cette publication. Les données sont collectées dans le cadre juridique précisé par le Règlement SSE <sup>(4)</sup>. Les chiffres relatifs aux entreprises de toutes tailles (occupant au moins une personne) <sup>(5)</sup> sont utilisés dans cette publication pour donner un aperçu de la situation de l'activité des entreprises communautaires pour l'année de référence 2000.

Une deuxième collection de données des SSE fournit une série chronologique plus complète qui ne concerne toutefois que les entreprises industrielles occupant au moins 20 personnes <sup>(6)</sup>. Ces chiffres sont utilisés dans la présente publication à des fins de comparaison de l'évolution du secteur manufacturier.

### APERÇU DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les estimations fondées sur les données des SSE font apparaître que la valeur ajoutée de l'activité des entreprises de l'Union européenne (sections C à K de la NACE) s'est élevée à 4 700 milliards d'euros en 2000 et qu'elle a été générée par plus de 100 millions de personnes occupées.

Au niveau des sections de la NACE, l'industrie manufacturière constitue le secteur dominant, avec 31,2 % de la valeur ajoutée et 27,7 % de l'emploi. Compte tenu de ces deux chiffres, le secteur manufacturier apparaît relativement productif si on le compare à la performance moyenne de l'ensemble de l'économie. Néanmoins, les activités industrielles non manufacturières ont été encore plus productives: les industries extractives représentent 1,4 % de la valeur ajoutée totale avec à peine 0,4 % de l'emploi, tandis que la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau a généré 2,9 % de la valeur ajoutée totale en occupant 1,0 % de la main-d'œuvre. Ces chiffres peuvent en partie s'expliquer par la transformation de la base industrielle dans la mesure où les entreprises se spécialisent de plus en plus dans des secteurs à forte intensité de compétences tandis que les activités à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée se sont tournées vers les pays à faibles coûts.

<sup>(4)</sup> Règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises.

<sup>(5)</sup> Ces données figurent dans la base de données NewCronos d'Eurostat à l'adresse suivante: theme4/SBS/enterpr/enter\_ms.

<sup>(6)</sup> Ces données figurent dans la base de données NewCronos d'Eurostat à l'adresse suivante: theme4/SBS/enterpr/ent\_l\_ms.

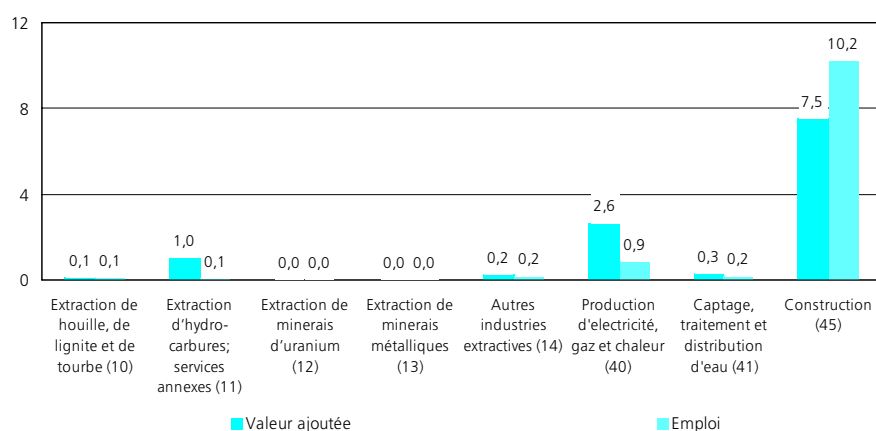
Cette réorientation de la capacité de production a également entraîné un changement de la demande entre les entreprises, et notamment une augmentation de la demande de services aux entreprises. L'immobilier, la location et les services aux entreprises ont généré 17,9% de la valeur ajoutée (c'est au niveau des sections de la NACE, le secteur dominant au sein des services) et occupé 17,0 % de la main-d'œuvre totale. L'intermédiation financière a représenté 8,5 % de la valeur ajoutée de l'Union européenne en 2000, en occupant 5,1 % de la population active.

Une analyse plus détaillée, à un niveau à deux chiffres de la NACE, montre que la construction (division 45 de la NACE) a été, et de loin, la principale activité industrielle non

manufacturière dans tous les États membres en 2000, générant en moyenne 7,5 % de la valeur ajoutée apportée par l'activité des entreprises de l'Union européenne et 10,2 % de l'emploi – voir graphique 6. Elle a été généralement suivie de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude (division 40 de la NACE), sauf au Danemark et au Royaume-Uni où l'extraction de pétrole et de gaz (division 11 de la NACE) a généré une valeur ajoutée plus importante. L'extraction de pétrole et de gaz a aussi été relativement importante aux Pays-Bas où elle a généré une valeur ajoutée presque aussi élevée que la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude – voir tableau 5.

Graphique 6

Ventilation des activités des secteurs industriels non manufacturiers dans l'UE, 2000 (% de l'économie des entreprises) (1)



(1) Sur la base des divisions 10 à 14 et 40, 41 et 45 de la NACE; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 5

Les trois principaux secteurs industriels non manufacturiers, 2000 (1)

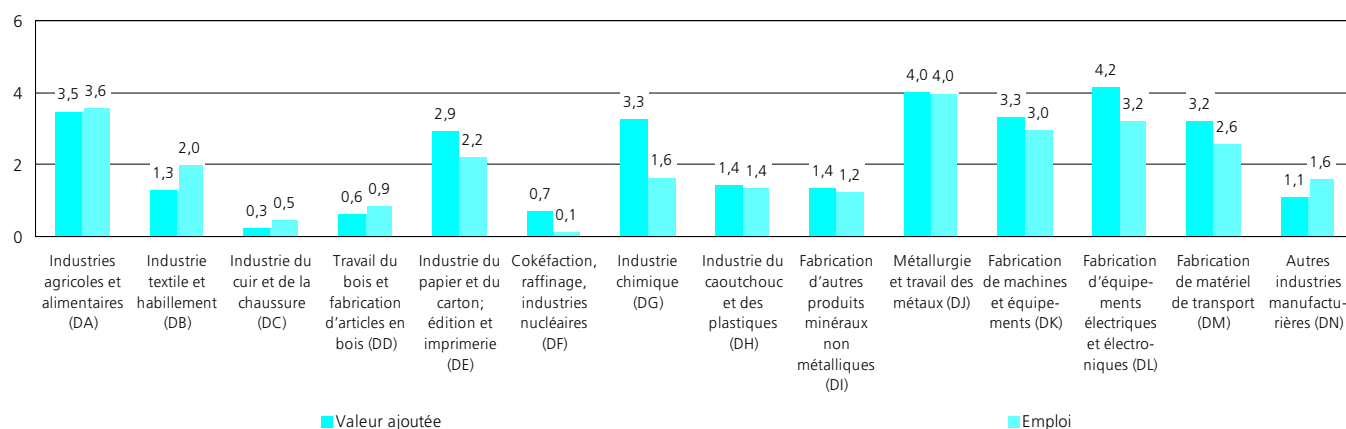
	Premier	Deuxième	Troisième
<b>EU-15</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction d'hydrocarbures
<b>B</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
<b>DK</b>	Construction	Extraction d'hydrocarbures	Électricité, gaz et chaleur
<b>D</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction de houille, de lignite et de tourbe
<b>EL</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Autres industries extractives
<b>E</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
<b>F</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
<b>IRL</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction de houille, de lignite et de tourbe
<b>I</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction d'hydrocarbures
<b>L</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Autres industries extractives
<b>NL</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction d'hydrocarbures
<b>A</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Autres industries extractives
<b>P</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
<b>FIN</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Captage, traitement et distribution d'eau
<b>S</b>	Construction	Électricité, gaz et chaleur	Extraction de minerais métalliques
<b>UK</b>	Construction	Extraction d'hydrocarbures	Électricité, gaz et chaleur

(1) Sur la base de la valeur ajoutée des secteurs industriels non manufacturiers (divisions 10 à 14 et 40, 41 et 45 de la NACE); estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 7

## Ventilation de l'activité dans les secteurs manufacturiers dans l'UE, 2000 (% de l'économie des entreprises) (1)



(1) Sur la base des sous-sections DA à DN de la NACE; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Dans le secteur manufacturier, les trois activités principales (en termes de valeur ajoutée) ont été les machines et les équipements (division 29 de la NACE), les produits alimentaires et les boissons (division 15 de la NACE) et les substances et produits chimiques (division 24 de la NACE) – voir graphique 7. Au moins deux de ces trois activités figuraient parmi les trois principales activités manufacturières de dix États membres. Par contre, l'industrie manufacturière en Grèce, au Luxembourg, au Portugal, en Finlande et en Suède s'est davantage exprimé au travers d'activités n'occupant pas une telle position prédominante dans l'ensemble de l'Union européenne. Pour ce qui est des grands pays, l'Allemagne a concentré une part de la production supérieure à la moyenne dans la construction de véhicules automobiles, la France et l'Italie dans le secteur du travail des métaux; par ailleurs, la part de l'édition et de l'imprimerie a été relativement élevée au Royaume-Uni – voir tableau 6.

Tableau 6

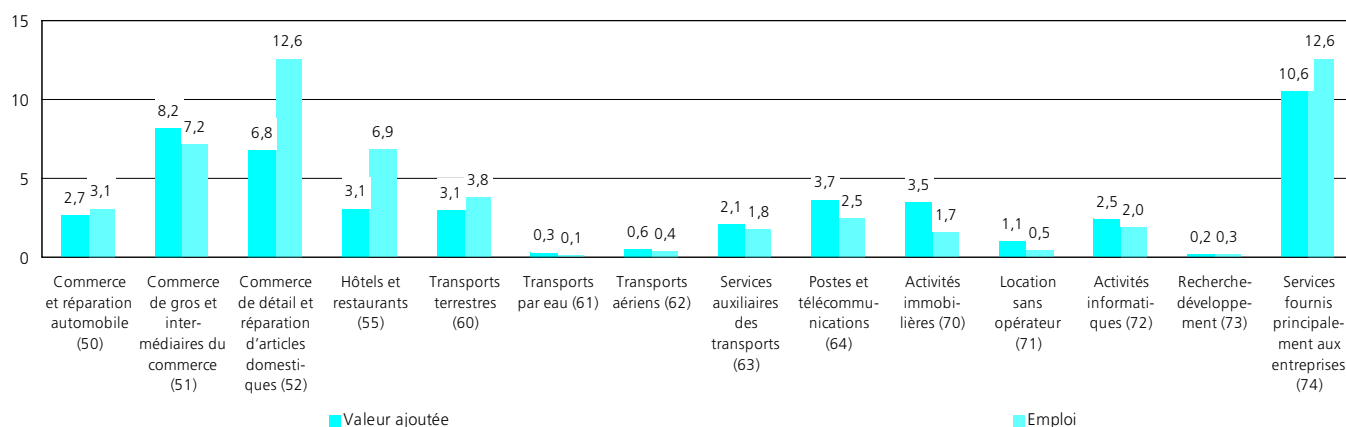
## Les trois principaux secteurs manufacturiers, 2000 (1)

	Premier	Deuxième	Troisième
<b>EU-15</b>	Machines et équipements n.c.a.	Industrie alimentaire	Industrie chimique
<b>B</b>	Industrie chimique	Industrie alimentaire	Métallurgie
<b>DK</b>	Industrie alimentaire	Machines et équipements n.c.a.	Industrie chimique
<b>D</b>	Machines et équipements n.c.a.	Véhicules automobiles	Industrie chimique
<b>EL</b>	Industrie alimentaire	Textiles	Cokéfaction, raffinage, nucléaire
<b>E</b>	Industrie alimentaire	Travail des métaux	Industrie chimique
<b>F</b>	Industrie alimentaire	Industrie chimique	Travail des métaux
<b>IRL</b>	Industrie chimique	Industrie alimentaire	Édition, imprimerie, reproduction
<b>I</b>	Machines et équipements n.c.a.	Travail des métaux	Industrie alimentaire
<b>L</b>	Métallurgie	Caoutchouc et plastiques	Travail des métaux
<b>NL</b>	Industrie alimentaire	Industrie chimique	Édition, imprimerie, reproduction
<b>A</b>	Machines et équipements n.c.a.	Cokéfaction, raffinage, nucléaire	Industrie alimentaire
<b>P</b>	Industrie alimentaire	Autres minéraux non métalliques	Textiles
<b>FIN</b>	Équip. de radio, TV et communic.	Industrie du papier et du carton	Machines et équipements n.c.a.
<b>S</b>	Véhicules automobiles	Machines et équipements n.c.a.	Industrie du papier et du carton
<b>UK</b>	Industrie alimentaire	Édition, imprimerie, reproduction	Industrie chimique

(1) Sur la base de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière (divisions 15 à 37 de la NACE); estimations.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 8

## Ventilation de l'activité dans les secteurs des services dans l'UE, 2000 (% de l'économie des entreprises) (1)



(1) Sur la base des divisions 50 à 64 et 70 à 74 de la NACE; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Dans le secteur des services, les trois activités principales (au niveau à deux chiffres de la NACE) ont été, en général, le commerce de gros (division 51 de la NACE), le commerce de détail (division 52 de la NACE) et les autres services aux entreprises (division 74 de la NACE). Le poids conjoint de ces deux dernières activités dans l'emploi total a été particulièrement élevé, représentant 12,6% de la population occupée dans l'Union européenne. En termes de valeur ajoutée, toutefois, le commerce de gros a été plus important que le commerce de détail. En 2000, les « autres services aux entreprises » et le commerce de gros ont généré la valeur ajoutée la plus élevée dans la plupart des États membres, l'Irlande et le Portugal où le commerce de détail a supplanté les autres services aux entreprises faisant exception. Dans les autres pays, le commerce de détail a généralement constitué la troisième plus importante activité, sauf en Grèce (hôtels et restaurants), au Luxembourg (poste et télécommunications) et en Suède (activités immobilières) – voir tableau 7.

On estime qu'il est essentiel de promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME) pour créer un environnement susceptible d'encourager la croissance économique et de multiplier les emplois. Le domaine „classe de taille“ de la base de données SSE fournit des informations sur la structure par taille des entreprises dans le secteur des entreprises de l'Union européenne en 1999. Il s'avère que les PME occupent une place particulièrement importante dans les activités des hôtels et restaurants, la construction, le commerce et l'immobilier, la location et les services aux entreprises, où elles offrent un nombre d'emplois – voir tableau 8.

Tableau 7

## Les trois principaux secteurs de services, 2000 (1)

	Premier	Deuxième	Troisième
<b>EU-15</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
<b>B</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
<b>DK</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
<b>D</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
<b>EL</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Hôtels et restaurants
<b>E</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
<b>F</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
<b>IRL</b>	Commerce de détail	Commerce de gros	Services aux entreprises
<b>I</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail
<b>L</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Postes et télécommunications
<b>NL</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
<b>A</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
<b>P</b>	Commerce de gros	Commerce de détail	Services aux entreprises
<b>FIN</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Commerce de détail
<b>S</b>	Commerce de gros	Services aux entreprises	Activités immobilières
<b>UK</b>	Services aux entreprises	Commerce de gros	Commerce de détail

(1) Sur la base de la valeur ajoutée des services (divisions 50 à 64 et 70 à 74 de la NACE); estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

De fait, les PME occupaient jusqu'à 87 % de la main-d'œuvre de l'Union européenne dans le secteur de la construction en 1999, 80 % des personnes occupées des hôtels et des restaurants et 72 % des personnes occupées dans le commerce. Les transports et communications ont été la seule section de la NACE où les PME n'occupaient pas plus de 50 % des personnes – voir tableau 9.

La productivité apparente du travail des microentreprises a été inférieure à la moyenne de l'ensemble des entreprises dans toutes les sections de la NACE à l'exception de l'immobilier, la location et les services aux entreprises où elles ont représenté 32,2 % de l'emploi mais généré 33,9 % de la valeur ajoutée.

La productivité apparente du travail des petites, moyennes et grandes entreprises ne présente pas d'écart substantiel dans les secteurs de la construction, du commerce et des hôtels et restaurants. Dans l'immobilier, la location et les services aux entreprises, cette productivité a progressé pour les micro, petites et moyennes entreprises mais diminué pour les grandes entreprises. Deux secteurs toutefois ont enregistré à nouveau une augmentation de la productivité apparente du travail dans les grandes entreprises: dans l'industrie manufacturière d'une part et dans les transports et communications d'autre part. Dans ces deux activités de lourds investissements en capitaux sont souvent nécessaires pour installer des chaînes de production rentables ou pour garantir un niveau minimum d'efficacité des réseaux nationaux.

Tableau 8

**Importance des petites entreprises dans la valeur ajoutée des activités manufacturières dans l'UE, 2000 (% des entreprises avec moins de 20 personnes occupées) (1)**

Libellé NACE (code NACE)	Part des entreprises < 20 personnes occupées dans la valeur ajoutée totale (%)
<b>Industries alimentaires (15)</b>	15,3
<b>Tabac manufacturé (16)</b>	0,2
<b>Textiles (17)</b>	19,1
<b>Industrie de l'habillement et des fourrures (18)</b>	27,7
<b>Industrie du cuir et de la chaussure (19)</b>	30,1
<b>Travail du bois et fabrication d'articles en bois (20)</b>	34,8
<b>Papier et carton (21)</b>	5,3
<b>Édition, imprimerie, reproduction (22)</b>	23,0
<b>Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (23)</b>	1,1
<b>Industrie chimique (24)</b>	3,1
<b>Industrie du caoutchouc et des plastiques (25)</b>	12,0
<b>Autres produits minéraux non métalliques (26)</b>	13,8
<b>Métallurgie (27)</b>	3,7
<b>Travail des métaux (28)</b>	30,4
<b>Fabrication de machines et équipements (29)</b>	12,4
<b>Machines de bureau et informatique (30)</b>	6,2
<b>Machines et appareils électriques (31)</b>	8,6
<b>Équipements de radio, télévision et communication (32)</b>	4,2
<b>Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (33)</b>	18,4
<b>Industrie automobile (34)</b>	1,9
<b>Autres matériels de transport (35)</b>	4,2
<b>Fabrication de meubles; industries diverses (36)</b>	29,3
<b>Récupération (37)</b>	39,1

(1) Extraction des données en mars 2003; les données de ce tableau montrent l'importance des entreprises de moins de 20 personnes occupées, entreprises qui ne sont généralement pas couvertes par les statistiques SBS LONG qui sont la principale source de données utilisée pour les chapitres concernant les activités manufacturières.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass).

Tableau 9

**Ventilation de l'activité par classe de taille des entreprises dans l'UE, 1999 (1)**

Libellé NACE (code NACE)	Valeur ajoutée				Emploi			
	Micro (1-9 personnes occupées)	Petites (10-49 personnes occupées)	Moyennes (50-249 personnes occupées)	Grandes (250 ou plus personnes occupées)	Micro (1-9 personnes occupées)	Petites (10-49 personnes occupées)	Moyennes (50-249 personnes occupées)	Grandes (250 ou plus personnes occupées)
<b>Industrie manufacturière (D)</b>	7,7	16,3	22,2	53,7	13,4	21,7	23,3	41,5
<b>Construction (F)</b>	32,5	32,5	17,2	17,9	41,2	31,4	14,3	13,0
<b>Commerce (G)</b>	29,2	23,9	16,6	30,3	38,9	21,4	11,7	27,9
<b>Hôtels et restaurants (H)</b>	39,7	24,6	11,9	23,8	45,6	24,5	9,9	20,0
<b>Transports et communication (I)</b>	10,8	11,8	9,8	67,6	15,9	14,8	12,5	56,8
<b>Immob., location et services aux entrepr. (K)</b>	33,9	23,9	22,3	19,9	32,2	19,0	16,5	32,2

(1) NACE sections C, E et J, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass).

### LE SECTEUR MANUFACTURIER DE L'UNION EUROPÉENNE ENTRE 1990 ET 2001

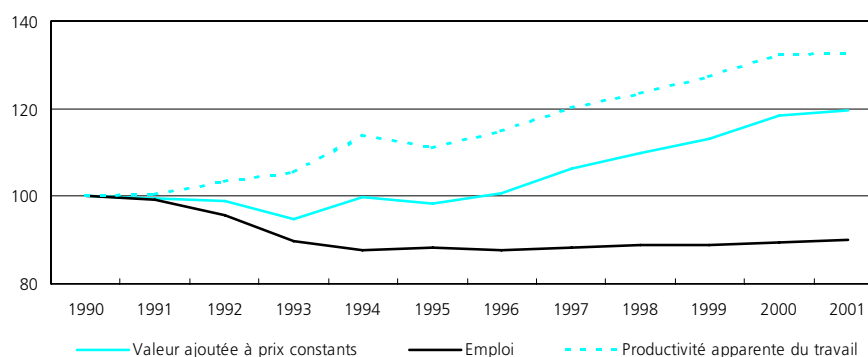
Après une réduction de l'activité manufacturière au début des années 90, la valeur ajoutée de l'Union européenne en prix constants a augmenté pendant six années consécutives, de 1996 à 2001 – voir graphique 9. En 2001, la valeur ajoutée générée par le secteur manufacturier communautaire a atteint 1 327 milliards d'euros.

Le secteur manufacturier de l'Union européenne occupait au total 23,7 millions de personnes en 2001, ce qui représente un recul par rapport aux 26,3 millions de 1990. L'emploi manufacturier a diminué presque exclusivement pendant la première moitié des années 90, pour se stabiliser par la suite. Le nombre de personnes occupées a augmenté, en chiffres absolus, de 3,0 % entre le creux de 1996 et les dernières données (relatives à 2001).

Le recul des niveaux d'emploi de la première moitié des années 90 a été le facteur qui a le plus contribué aux gains globaux de productivité du secteur manufacturier communautaire entre 1990 et 1995. Néanmoins, depuis 1996, l'augmentation de la productivité apparente du travail a plutôt été stimulée par une forte augmentation de la valeur ajoutée réelle que par le recul de l'emploi. Il ne faut pas oublier non plus que si le niveau de l'emploi manufacturier a lui-même baissé entre 1990 et 2001, une grande partie de l'emploi du secteur tertiaire est tributaire de l'industrie manufacturière, qui est un débouché pour les services qu'il offre.

Au fur et à mesure que le rôle des actifs incorporels prend de l'ampleur, les spécialistes s'accordent à reconnaître que les régions à plus forte croissance économique de l'Union européenne sont celles où le marketing, l'innovation et la technologie jouent un rôle prépondérant. Il ressort des données des SSE de l'Union européenne entre 1990 et 2001 que les activités manufacturières qui se sont développés le plus rapidement ont été les produits chimiques et les fibres synthétiques (sous-section DG de la NACE), le caoutchouc et les matières plastiques (sous-section DH de la NACE) et le matériel de transport (sous-section DM de la NACE). Tous ces secteurs peuvent être considérés comme impulsés par la recherche avec un degré élevé d'innovation technologique (par exemple, l'industrie aéronautique, le secteur pharmaceutique ou la fabrication de plastiques) ou par le marketing, où l'image de marque joue un rôle important en termes de différenciation des produits (par exemple, les véhicules automobiles ou les détergents) – voir tableau 10.

**Graphique 9**  
Évolution des principaux indicateurs de l'industrie manufacturière (section D de la NACE) dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 10**  
Part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'UE (%)

Libellé NACE (code NACE)	1990	2001
Industries agricoles et alimentaires (DA) (1)	11,0	11,3
Industrie textile et habillement (DB)	5,3	3,7
Industrie du cuir et de la chaussure (DC)	1,0	0,8
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD)	1,6	1,6
Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie (DE)	8,3	8,8
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (DF)	1,8	2,1
Industrie chimique (DG)	10,7	11,8
Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)	4,2	4,8
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)	4,8	4,4
Métallurgie et travail des métaux (DJ)	12,4	11,7
Fabrication de machines et équipements (DK)	11,4	10,6
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL) (2)	13,6	13,3
Fabrication de matériel de transport (DM)	11,9	12,5
Autres industries manufacturières (DN) (1)	2,0	2,7

(1) 2001, estimations.

(2) 1990, estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 11**  
**Spécialisation sectorielle relative dans l'industrie manufacturière, 2000 (1)**

<b>B</b>	<b>DK</b>	<b>D</b>	<b>EL</b>	<b>E</b>
Accumulateurs et piles électriques	Jeux et jouets	Machines outils	Ciment, chaux et plâtre	Carreaux en céramique
Autres produits textiles	Matériels optique et photographique	Mat. de distribution électrique	Fibres textiles	Ciment, chaux et plâtre
Première transformation de l'acier	Poisson	Véhicules automobiles	Huiles et graisses	Pierres
<b>F</b>	<b>IRL</b>	<b>I</b>	<b>L</b>	<b>NL</b>
Aérospatiale	Machines de bureau et ordinateurs	Apprêt et tannage des cuirs	Autres produits textiles	Huiles et graisses
Chaudronnerie	Produits chimiques de base	Carreaux en céramique	Produits en caoutchouc	Matériel audiovisuel
Matières nucléaires	Reproduction d'enregistrements	Motocycles et bicyclettes	Sidérurgie (CECA)	Matériels de transport n.c.a.
<b>A</b>	<b>P</b>	<b>FIN</b>	<b>S</b>	<b>UK</b>
Articles de sport	Chaussures et articles chaussants	Appareils d'émission et de transmission	Pâte à papier, papier et carton	Aérospatiale
Matériel ferroviaire roulant	Étoffes à mailles	Pâte à papier, papier et carton	Sciage et rabotage du bois	Édition
Sciage et rabotage du bois	Objets divers en bois	Sciage et rabotage du bois	Tubes	Pesticides et autres produits agrochimiques

(1) Les trois principales activités manufacturières par pays; sur la base des groupes de la NACE et leur taux de spécialisation en termes de valeur ajoutée aux coûts des facteurs; hors recyclage; seuls sont inclus les groupes de la NACE dont la part dans l'industrie manufacturière nationale est >0.5%; activités classées par ordre alphabétique; estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Les taux de spécialisation présentés au tableau 11 permettent de comparer, entre un pays donné et l'ensemble de l'Union européenne, le poids d'un groupe spécifique de la NACE dans la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière. Les résultats montrent qu'un patrimoine naturel de ressources s'asseyant sur une longue tradition peut jouer sur la composition du secteur manufacturier d'un pays, comme l'indiquent les taux élevés enregistrés par les produits du sciage en Finlande et en Suède, la pierre en Espagne, les autres produits du bois (le liège en particulier) au Portugal et les dalles et carreaux céramiques en Italie. Plusieurs pays se distinguent par leurs secteurs de haute technologie: par exemple, la France et le Royaume-Uni avec l'aéronautique et l'espace, l'Irlande avec les machines de bureau et le matériel informatique et les Pays-Bas avec les appareils audiovisuels grand-public. On remarquera que les petits pays affichent généralement des taux de spécialisation relative beaucoup plus (ou beaucoup moins) élevés que les grands pays, l'absence de certains secteurs manufacturiers amplifiant l'importance relative des autres. Il faut également souligner que les taux de spécialisation ne fournissent par eux-mêmes aucune information permettant d'établir si un secteur industriel contribue de manière significative à l'activité manufacturière globale. C'est pour cette raison que les très petites activités ayant réalisé moins de 0,5 % de la valeur ajoutée manufacturière d'un pays en 2000 ont été supprimées du tableau, même si un pays dominait le total communautaire dans une très petite industrie.

Le prix est un facteur non négligeable au regard de la compétitivité des secteurs industriels. La base de données EBT (European Business Trends) fournit des informations sur les indices nationaux annuels des prix à la production. Il ressort du tableau 12 que les prix à la production dans l'industrie manufacturière ont globalement augmenté de 7,6 % entre 1995 et 2001. Les prix au niveau des sous-sections de la NACE ont augmenté pour toutes les catégories de produits hormis les équipements électriques et le matériel optique, dont les prix ont chuté de 5,3 % entre 1995 et 2001. La plupart des augmentations de prix enregistrées par le secteur manufacturier de l'Union européenne ont été globalement inférieures à 10 % entre 1995 et 2001, alors que l'indice des prix à la consommation harmonisé a augmenté de 11,5 % pendant la même période. Seuls deux secteurs ont fait exception à cette règle: celui du cuir et des produits du cuir (où les prix ont augmenté de 12,2 %) et celui des produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (où les prix ont enregistré une forte augmentation de 57,6 %). Les prix des produits du raffinage et des industries nucléaires dépendent en très grande mesure du coût du pétrole brut.

## STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

### LA SITUATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE ENTRE 1991 ET 2001

Les statistiques du commerce extérieur de produits manufacturés, qui figurent dans la base de données Comext, peuvent être établies conformément à la nomenclature des produits par activité (CPA). Les agrégats communautaires cités dans cette section se réfèrent exclusivement au commerce extra-communautaire et ne comprennent pas les flux intra-communautaires (c'est-à-dire les échanges entre les États membres). Par contre, les données présentées pour les États membres englobent tous les flux commerciaux externes, tant avec des partenaires intra-communautaires qu'avec des partenaires extra-communautaires.

Vu que les données communautaires ne concernent que le commerce extra-communautaire, il convient de souligner que certains produits sont, de par leurs caractéristiques, moins aptes que d'autres aux échanges portant sur de longues distances (par exemple, les biens ayant une faible valeur unitaire par rapport au coût de leur transport ou les produits périssables ou fragiles). Les exportations extra-communautaires de produits manufacturés (Section D de la CPA) ont progressé de 153,5 % entre 1991 et 2001, soit à un rythme moyen annuel de 9,7 %. Ces taux traduisent l'importance croissante de la mondialisation et des marchés internationaux.

**Tableau 12**  
Évolution des prix à la production nationaux dans l'UE (1995=100)

Libellé NACE (code NACE)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Industrie manufacturière (D)</b>	100,0	101,1	101,8	100,9	101,2	106,6	107,6
<b>Industries agricoles et alimentaires (DA)</b>	100,0	102,1	103,4	103,1	102,3	103,9	107,5
<b>Industrie textile et habillement (DB)</b>	100,0	100,9	101,8	102,6	102,3	103,5	105,1
<b>Industrie du cuir et de la chaussure (DC)</b>	100,0	102,1	103,7	105,1	105,4	107,6	112,2
<b>Travail du bois et fabrication d'articles en bois (DD)</b>	100,0	98,9	100,0	100,7	100,2	101,1	101,7
<b>Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie (DE)</b>	100,0	99,3	98,4	99,3	99,0	104,1	106,1
<b>Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (DF)</b>	100,0	111,7	116,9	103,4	117,3	168,2	157,0
<b>Industrie chimique (DG)</b>	100,0	98,8	99,6	98,0	97,2	103,2	104,3
<b>Industrie du caoutchouc et des plastiques (DH)</b>	100,0	100,0	99,4	98,8	97,9	100,0	101,2
<b>Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (DI)</b>	100,0	100,8	101,7	102,7	103,8	105,8	108,3
<b>Métallurgie et travail des métaux (DJ)</b>	100,0	97,5	98,0	98,5	96,3	100,7	101,0
<b>Fabrication de machines et équipements (DK)</b>	100,0	102,6	104,1	105,1	106,0	107,1	108,6
<b>Fabrication d'équipements électriques et électroniques (DL)</b>	100,0	99,4	98,3	96,7	95,2	95,2	94,7
<b>Fabrication de matériel de transport (DM)</b>	100,0	101,9	102,1	103,1	103,6	103,9	104,6
<b>Autres industries manufacturières (DN)</b>	100,0	102,7	103,7	104,9	106,1	107,6	109,9

Source: Eurostat, European Business Trends (theme4/ebt/ebt\_ind/ind\_pric).

L'industrie manufacturière communautaire a enregistré un excédent commercial de 95,7 milliards d'euros en 2001, soit 42,1 milliards de plus qu'en 2000. Cette progression soutenue de 79 % provient exclusivement du développement des exportations, les importations étant restées pratiquement au même niveau qu'en 2000 (réduction de 1,9 milliard d'euros). On peut donc dire que l'Union européenne a enregistré en 2001 un excédent commercial record depuis 1997 sur les produits manufacturés.

Le tableau 13 expose en détail la position commerciale extérieure de chaque État membre pour les produits manufacturés en 2001. En termes absolus, l'Allemagne a enregistré l'excédent commercial le plus élevé (132 milliards d'euros). En termes relatifs toutefois, le taux de couverture de l'Allemagne a été de 130,2 % (ce qui signifie que les exportations totales de produits manufacturés ont dépassé, de 30,2 %, les importations totales de ces mêmes produits). Ce taux n'a pas été le plus élevé parmi les États membres: il a été légèrement inférieur à celui de la Suède (130,4 %) et s'est situé bien au-dessous de ceux de la Finlande (157,7 %) et de l'Irlande (167,2 %).

Par contre, le commerce de produits manufacturés a été déficitaire dans six États membres en 2001. Le Royaume-Uni a enregistré le déficit le plus important (62 milliards d'euros), ses exportations de produits manufacturés n'ayant couvert que 81,1 % de ses importations; les taux de couverture du Portugal (69,2 %) et de la Grèce (37,1 %) ont été encore beaucoup plus faibles.

**Tableau 13**  
Flux du commerce extérieur de biens manufacturés (CPA section D), 2001 (millions d'euros)

	Exportations	Part dans le total UE (%)	Importations	Part dans le total UE (%)	Balance commerciale	Taux de couverture (%)
<b>EU-15 (1)</b>	910 433	-	814 760	-	95 673	111,7
<b>B</b>	190 815	8,2	167 602	7,8	23 213	113,9
<b>DK</b>	49 601	2,1	45 595	2,1	4 006	108,8
<b>D</b>	568 221	24,4	436 281	20,3	131 940	130,2
<b>EL</b>	9 627	0,4	25 927	1,2	-16 299	37,1
<b>E</b>	118 059	5,1	144 778	6,7	-26 719	81,5
<b>F</b>	339 904	14,6	328 180	15,3	11 724	103,6
<b>IRL</b>	84 755	3,6	50 691	2,4	34 064	167,2
<b>I</b>	260 418	11,2	217 886	10,2	42 532	119,5
<b>L</b>	11 086	0,5	12 362	0,6	-1 276	89,7
<b>NL</b>	205 413	8,8	182 363	8,5	23 049	112,6
<b>A</b>	73 416	3,1	76 261	3,6	-2 845	96,3
<b>P</b>	26 431	1,1	38 205	1,8	-11 775	69,2
<b>FIN</b>	47 248	2,0	29 953	1,4	17 295	157,7
<b>S</b>	78 467	3,4	60 172	2,8	18 295	130,4
<b>UK</b>	267 428	11,5	329 573	15,4	-62 145	81,1

(1) Uniquement commerce avec les pays tiers.

Source: Eurostat, Comext.



En ce qui concerne les performances du commerce extérieur communautaire ventilé par sous-section de la CPA, il ressort du tableau 14 que, en 2001, 68,5 % environ des exportations de produits manufacturés de l'Union européenne se rapportaient à quatre groupes de produits: les produits chimiques, les machines et équipements, les équipements électriques et le matériel optique, et le matériel de transport. Ce pourcentage a dépassé de 7 points celui de 1991. Les importations ont évolué de façon semblable, la part de ces quatre principales sous-sections étant passée de 56,5 % en 1991 à 61,6 % en 2001.

L'augmentation des importations et des exportations de produits manufacturés au cours de la période 1991-2001 s'est concentrée sur deux sous-sections de la CPA. Les équipements électriques et le matériel optique (sous-section DL de la CPA) et le matériel de transport (sous-section DM de la CPA) ont progressé de 5,1 % et de 2,1 % respectivement par rapport à l'ensemble des importations manufacturières et de 6,2 % et 2,4 % par rapport aux exportations totales. Ces produits ont donc consolidé leur position de principales sous-sections de la CPA pour les importations (ils ont représenté conjointement 43,0 % des importations manufacturières totales de l'Union européenne en 2001, à comparer aux 36,3 % de 1991). En outre, ils ont supplanté les machines et équipements (sous-section DK de la CPA) dans le classement des produits manufacturés communautaires les plus exportés (en totalisant 38,8 % des exportations en 2001, à comparer aux 30,3 % de 1991).

En 2001, les principaux excédents commerciaux ont été enregistrés dans les secteurs des produits chimiques, des machines et équipements et du matériel de transport. Bien que de taille moins importante, les secteurs de la pâte à papier, du papier et des produits du papier, de l'édition et de l'imprimerie et des autres produits minéraux non métalliques ont aussi été excédentaires. A l'inverse, les déficits commerciaux les plus lourds ont concerné les équipements électriques et le matériel optique ainsi que les textiles et l'Union européenne a aussi fortement dépendu des importations de bois et de produits du bois et des produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires.

Tableau 14.

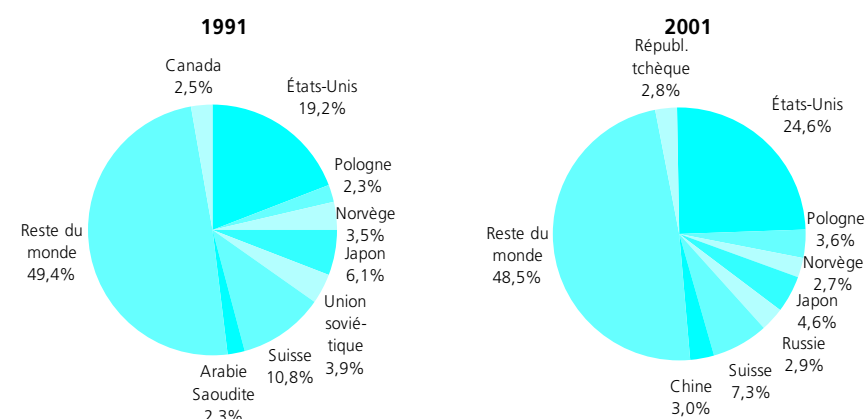
#### Flux du commerce extérieur extracommunautaire de l'UE (% du total de l'industrie manufacturière)

Libellé CPA (code CPA)	Exportations		Importations	
	1991	2001	1991	2001
Produits agricoles et alimentaires (DA)	7,6	5,3	7,2	5,0
Textiles et habillement (DB)	5,7	4,7	10,7	8,8
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	1,7	1,6	2,3	2,2
Produits du travail du bois (DD)	0,6	0,8	1,9	1,4
Papiers et cartons; produits édités, imprimés (DE)	3,2	2,8	2,6	2,1
Produits de la cokéfaction, du raffinage et du nucléaire (DF)	2,0	1,9	4,4	2,8
Produits chimiques (DG)	13,1	14,7	9,5	9,8
Produits en caoutchouc ou plastique (DH)	2,3	2,5	1,9	2,2
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	2,3	1,9	1,0	1,2
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	9,2	7,0	9,5	8,8
Machines et équipements (DK)	18,1	14,9	8,2	8,3
Équipements électriques et électroniques (DL)	14,3	20,4	23,5	28,6
Matériels de transport (DM)	16,0	18,4	12,8	14,4
Autres produits manufacturés (DN)	4,0	3,3	4,3	4,4

Source: Eurostat, Comext.

Graphique 10.

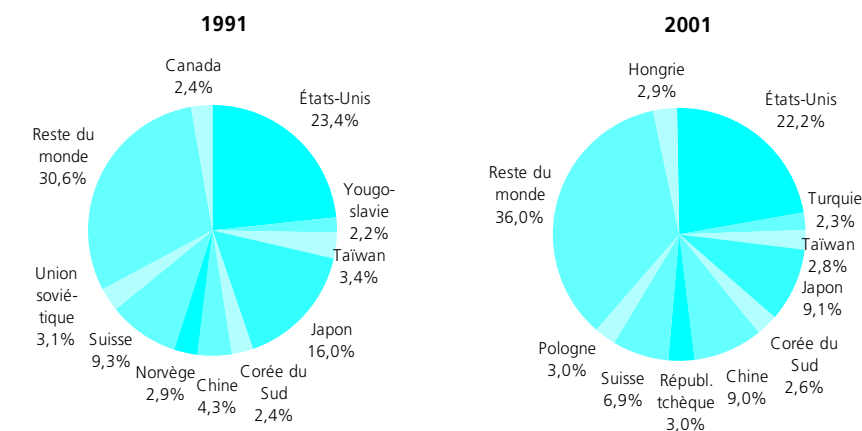
#### Destination des exportations manufacturières de l'UE (CPA section D)



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.

#### Origine des importations manufacturières de l'UE (CPA section D)



Source: Eurostat, Comext.



La part de marché des dix principales destinations des produits manufacturés communautaires est restée relativement stable entre 1991 et 2001, passant de 54,7 % à 56,0 %. Le premier marché, les États-Unis, a absorbé près d'un quart (24,6 %) des produits manufacturés exportés par l'Union européenne en 2001, ce qui représente une augmentation de 5,4 points de pourcentage par rapport à 1991 – voir graphique 10. Par contre, les deuxième et troisième marchés récepteurs ont vu leur importance relative décroître au cours des années 90. La part des exportations vers la Suisse a diminué de 3,5 points de pourcentage pour se situer à 7,3 % tandis que celle des exportations destinées au Japon a diminué de 1,5 point, atteignant 4,6 % en 2001. Les exportations se sont partiellement réorientées vers les pays candidats (comme le démontre l'apparition de la République tchèque parmi les huit premiers marchés ainsi que l'augmentation de 1,3 point de la part des exportations à destination de la Pologne, qui figurait déjà parmi les huit premiers marchés), et vers la Chine (qui s'est aussi rangée parmi les huit premiers marchés récepteurs en 2001).

Les États-Unis ont aussi été le principal fournisseur de produits manufacturés de l'Union européenne – voir graphique 11 - avec 22,2 % des importations manufacturières de l'Union européenne en 2001, en régression de 1,2 point de pourcentage par rapport à 1991. Les parts du Japon, de la Suisse et de Taïwan ont plus fortement diminué, ce qui n'empêche pas ces trois pays de rester au nombre des dix premiers fournisseurs de l'Union européenne. Le grand bénéficiaire a été la Chine, dont la part a augmenté dans les importations communautaires de produits manufacturés, passant de 4,3 % en 1991 à 9,0 % en 2001. Divers pays candidats ont aussi vu leur part fortement progresser, comme la Pologne, la République tchèque et la Hongrie qui se sont hissées aux cinquième, sixième et septième rangs du classement de 2001.

**Tableau 15**  
**Commerce extracommunautaire de services de l'UE, 2001 (millions d'euros)**

	Crédit	Débit	Balance nette
<b>Services</b>	313 806	304 763	9 043
<b>Transports</b>	78 082	74 059	4 023
<b>Voyages</b>	71 866	77 445	-5 579
<b>Services de communication</b>	6 201	6 934	-732
<b>Construction</b>	10 046	6 390	3 656
<b>Services d'assurance</b>	7 892	3 285	4 606
<b>Services financiers</b>	21 248	11 502	9 746
<b>Services informatiques</b>	11 880	7 457	4 423
<b>Autres services aux entreprises</b>	82 503	82 669	-167
<b>Services personnels, culturels et récréatifs</b>	3 282	6 634	-3 352
<b>Services des administrations publiques n.c.a.</b>	7 108	5 974	1 133

Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

La poursuite des négociations sur la libéralisation des échanges de services a stimulé leur commerce. Néanmoins, d'après les statistiques de la balance des paiements, la valeur des produits exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2001 a été plus de trois fois supérieure à celle des exportations de services. Les crédits communautaires portant sur les échanges de services ont atteint 313,8 milliards d'euros, soit 5,0 % de plus qu'en 2000. Les débits, en hausse de 4,3 %, s'étant élevés à 305 milliards d'euros, l'Union européenne a enregistré un excédent net de 9,0 milliards d'euros au titre des opérations sur services en 2001 – voir tableau 15. Trois secteurs des services ont représenté conjointement près des trois quarts (74,1 %) des échanges extérieurs de services de l'Union européenne en 2001: le transport, les voyages et les autres services aux entreprises.

Le Royaume-Uni a enregistré la part la plus importante de crédits du commerce international de services dans l'Union européenne, avec 17,5 % du total en 2001 (voir tableau 16). Ce résultat devance de loin celui de l'Allemagne dont les crédits se sont élevés à 98 milliards d'euros en 2001 (13,8 % du total). L'analyse des débits, et des crédits, montre que le Royaume-Uni a enregistré le déficit le plus important pour ce qui est des produits manufacturés mais l'excédent net le plus élevé en matière d'échanges de services et que l'Allemagne affiche l'excédent le plus important dans les produits manufacturés mais le déficit le plus élevé dans les opérations sur services.

**Tableau 16**  
**Commerce international de services, 2001 (millions d'euros)**

	Crédit	Débit
<b>EU-15 (1)</b>	313 806	304 763
<b>B/L</b>	56 195	48 414
<b>DK</b>	30 066	26 294
<b>D</b>	97 804	154 744
<b>EL</b>	21 733	12 935
<b>E</b>	64 763	37 625
<b>F</b>	89 581	69 655
<b>IRL</b>	22 577	38 934
<b>I</b>	64 279	63 917
<b>NL</b>	59 131	61 340
<b>A</b>	36 704	35 259
<b>P</b>	9 835	6 917
<b>FIN</b>	6 512	9 049
<b>S</b>	24 571	25 628
<b>UK</b>	123 509	105 703

(1) Uniquement commerce avec les pays tiers.

Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

### PAYS CANDIDATS

Comme pour les données concernant l'Union européenne, cette description de l'activité des entreprises des pays candidats par la présentation de données relatives aux niveaux de vie. Les pays candidats ont tous affiché, en 2001, un PIB par habitant inférieur à la moyenne de l'Union européenne mais supérieur, dans le cas de Chypre et de la Slovaquie, à celui de certains États membres de l'Union européenne – voir graphique 12.

Le tableau 17 fournit des informations sur la structure des économies des pays candidats. Dans certains cas, cette structure reflète encore le processus de transition à une économie de marché. À titre d'exemple, l'importance de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche a souvent été bien plus élevée dans les pays candidats qu'au sein de l'Union européenne. Le commerce, les hôtels et restaurants, les transports et communications ont aussi représenté, en général, une part plus élevée de l'activité dans les pays candidats.

Les données de l'EFT permettent de mesurer les caractéristiques de l'emploi dans onze pays candidats (les données de Malte et de la Turquie n'étaient pas disponibles lors de la rédaction de cet ouvrage). En 2001, les données disponibles concernaient une population de 96 millions dans ces onze pays dont une ample majorité (quelque 85,2 millions) était âgée d'au moins 15 ans. La moitié environ des personnes en âge de travailler était occupée, ce qui représente quelque 42,7 millions de personnes, 6,4 millions étaient au chômage et les 36,1 millions de personnes restantes étaient inactives – voir graphique 13. Alors que près d'une personne active sur cinq travaillait à temps partiel dans l'Union européenne (18 %), dans trois pays candidats seulement la part du travail à temps partiel sur l'emploi total s'élevait à un pourcentage supérieur à 10%: la Lettonie (10,0 %), la Pologne (10,2 %) et la Roumanie (16,8 %). Le travail à temps partiel représentait une part égale ou inférieure à 5 % des forces de travail en Bulgarie, République tchèque, Hongrie et République slovaque.

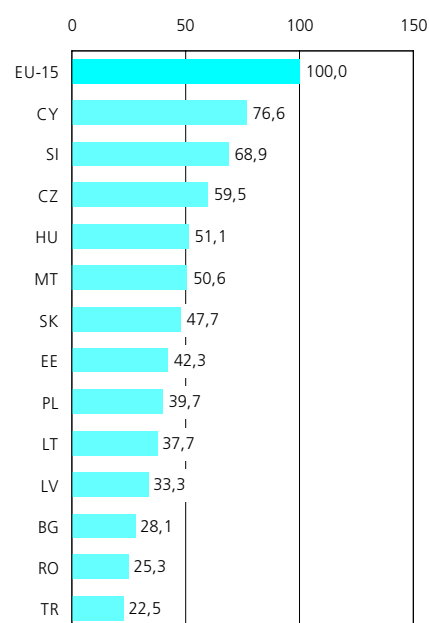
La part des femmes sur la population occupée de l'Union européenne s'élevait à 42,8 % en 2001. Dans la plupart des pays candidats, cette part était supérieure et dépassait même 50 % en Lettonie et en Lituanie. Seule Chypre qui affichait un pourcentage inférieur (41,5 %) à la moyenne communautaire – voir graphique 14.

En ce qui concerne la ventilation de l'emploi, la part de l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche dans la population active a été supérieure à la moyenne communautaire (4,2 %) dans tous les pays candidats – voir graphique 15. Dans quatre pays candidats, la part de ce secteur sur l'emploi total s'exprimait par un pourcentage à deux chiffres, atteignant jusqu'à 44,4 % en Roumanie <sup>(7)</sup>. La place des secteurs de l'industrie (et de la construction) des pays candidats dans l'emploi total était également un peu plus grande que la moyenne communautaire (28,7 %). Par contre, la situation à Chypre, en Lituanie, en Roumanie et en Lettonie était exactement inverse; et plus de 40 % de la main-d'œuvre de la République tchèque travaillait dans l'industrie. Le secteur des services ralliait plus de la moitié de la population occupée dans tous les pays candidats à l'exception de la Roumanie où cette part n'était que de 29,7 %. La plupart des pays candidats n'affichaient cependant pas des taux d'emploi dans les services aussi élevés que la moyenne communautaire (67,1 %). De fait, le seul pays se situant au-dessus de la moyenne communautaire était Chypre, où 71,1 % des personnes occupées travaillaient dans le secteur des services.

Les statistiques structurelles des entreprises (SSE) fournissent des données détaillées pour la majorité des pays candidats à l'adhésion pour l'année 2000. Ces données sont généralement disponibles pour la plupart des sections de la NACE couvrant le secteur des entreprises (sections C à K).

<sup>(7)</sup> Il se peut qu'un fort pourcentage de travailleurs des pays candidats ait plus d'une occupation; en conséquence, il peut être difficile de discerner leur occupation principale.

**Graphique 12**  
**PIB par habitant des pays candidats, 2001 (EU-15=100) (1)**



(1) Aux prix du marché courants et en SPA; MT, 1999.  
Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

**Tableau 17**

### Ventilation du PIB des pays candidats, 2001 (%)

Libellé NACE (code NACE)	EU-15	BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	MT	RO				SI	SK	TR
		(1)	(2)							(1)	(1)	(1)	(1)			
<b>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)</b>	2,1	13,8	4,0	4,2	5,8	4,3	7,1	4,7	2,4	3,4	14,6	3,1	4,6	12,1		
<b>Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)</b>	22,1	23,0	12,9	32,9	22,8	27,1	27,8	18,7	24,5	25,4	28,5	31,0	27,5	23,8		
<b>Construction (F)</b>	5,4	3,5	7,1	7,2	5,9	4,9	6,1	6,2	2,8	7,5	5,5	5,9	5,2	4,8		
<b>Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)</b>	21,6	:	32,5	25,2	32,1	22,0	29,5	35,4	22,1	30,0	51,3	22,4	29,1	34,4		
<b>Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K) (3)</b>	27,2	:	20,9	15,7	15,6	21,7	10,6	16,0	19,5	16,1	9,4	16,5	18,3	11,3		
<b>Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q) (3)</b>	21,7	:	22,5	15,0	17,9	20,0	19,0	19,0	28,8	17,6	16,9	21,2	15,4	13,6		

(1) 2000. (2) Provisoire. (3) RO, 2000.

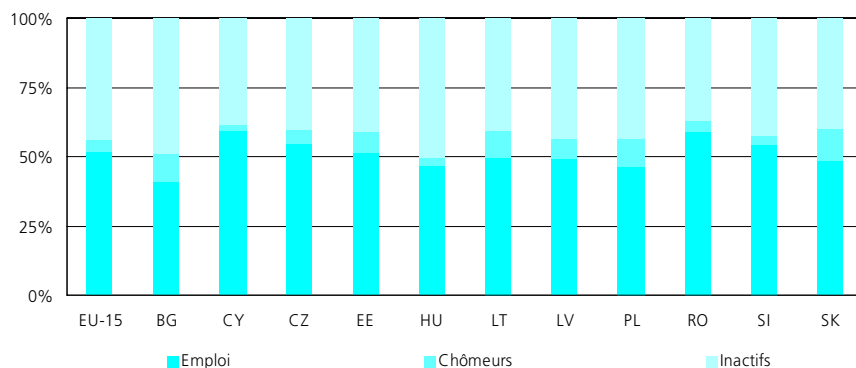
Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

## Pays candidats

## Aperçu de l'activité des entreprises de l'UE

Graphique 13

## Ventilation de la main-d'œuvre par statut au regard de l'emploi dans les pays candidats, 2001 (part des personnes de 15 ans et plus) (1)

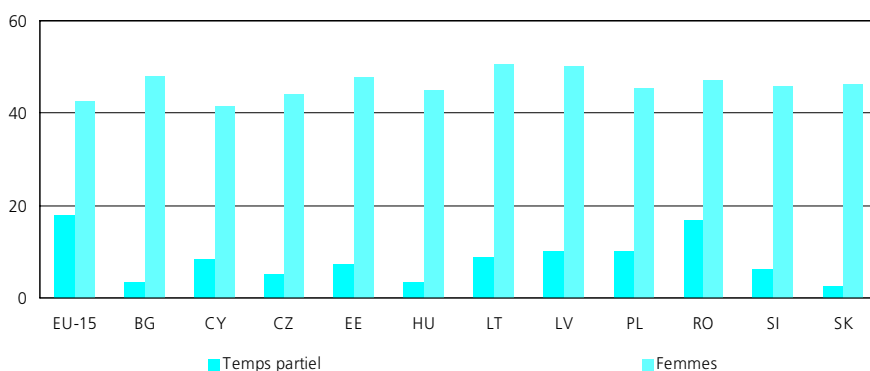


(1) NACE sections A à Q.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Graphique 14

## Caractéristiques de la main-d'œuvre dans les pays candidats, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi) (1)

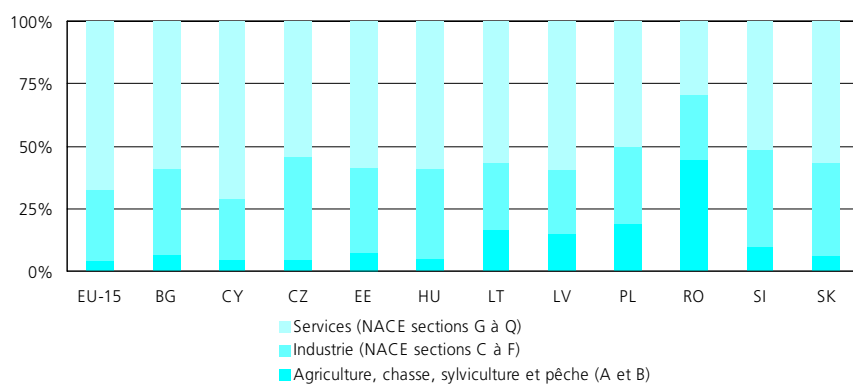


(1) NACE sections A à Q.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Graphique 15

## Ventilation par activité dans les pays candidats des personnes ayant un emploi, 2001 (% des personnes de 15 ans et plus ayant un emploi)



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Avec 92,6 milliards d'euros de valeur ajoutée générée en 2000, la Pologne est de loin le pays candidat où le secteur des entreprises est le plus important, à un niveau dépassant même celui du Danemark, de la Grèce, de l'Irlande, du Luxembourg, du Portugal ou de la Finlande. Elle devance la République tchèque (31,1 milliards d'euros), ainsi que la Hongrie et la Roumanie, seuls autres pays candidats à avoir généré plus de 10 milliards d'euros de valeur ajoutée.

L'activité manufacturière était, dans les pays candidats, la plus importante des sections de la NACE, et représentait 39,1 % de la valeur ajoutée, contre 31,2 % dans l'Union européenne (voir tableau 18). Le commerce représentait 17,7 % tandis que les transports et communications (12,7 %) et les services aux entreprises (10,3 %) étaient les seuls autres secteurs dont le poids relatif dépassait 10 %. Alors que dans l'Union européenne où les industries extractives (section C) constituaient le plus souvent le secteur de plus faible poids, dans les pays candidats cette position est occupée par le secteur des hôtels et restaurants (section H), qui ne représentait en moyenne que 1,8 % du secteur des entreprises. L'utilisation mécanique d'agrégats pour l'ensemble des pays candidats peut être trompeur dans la mesure où, bien entendu, la situation de chaque pays n'est pas strictement conforme aux tendances rapportées ci-dessus. Par exemple, le secteur des hôtels et restaurants ne représentait que 0,9 % du total de la valeur ajoutée en Slovaquie contre 20,2 % à Chypre. De même, la part du secteur manufacturier variait considérablement, de moins de 30 % du total à Chypre, en Estonie et en Lettonie, à plus de 40 % en République tchèque, en Hongrie, en Roumanie, en Slovaquie et en Slovaquie.

**Tableau 18**  
**Les trois principales activités dans les pays candidats, 2000 (1)**

	Premier	Deuxième	Troisième
<b>BG</b>	Electricité, gaz, chaleur	Postes et télécommunications	Commerce de gros
<b>CY (2)</b>	Hôtels et restaurants	Construction	Commerce de gros
<b>CZ (3)</b>	Commerce de gros	Construction	Services aux entreprises
<b>EE</b>	Commerce de gros	Services auxiliaires des transports	Postes et télécommunications
<b>HU (4)</b>	Postes et télécommunications	Electricité, gaz, chaleur	Industries alimentaires
<b>LT</b>	Commerce de gros	Electricité, gaz, chaleur	Postes et télécommunications
<b>LV</b>	Commerce de gros	Construction	Services auxiliaires des transports
<b>MT</b>	:	:	:
<b>PL (5)</b>	Commerce de gros	Construction	Services aux entreprises
<b>RO (6)</b>	Construction	Transports terrestres	Postes et télécommunications
<b>SI (7)</b>	Construction	Commerce de gros	Services aux entreprises
<b>SK (8)</b>	Commerce de gros	Electricité, gaz, chaleur	Postes et télécommunications
<b>TR</b>	:	:	:

(1) Classement sur base de la valeur ajoutée des divisions 15 à 74 de la NACE.

(2) 1998; NACE divisions 60 à 74, non disponibles.

(3) NACE divisions 15 et 16, non disponibles.

(4) NACE divisions 50 à 52, 1998.

(5) NACE division 26, 1999; NACE divisions 15, 40, 41, 61 et 63, 1998.

(6) NACE divisions 52 et 62, 1998; NACE division 51, 1997.

(7) 1999.

(8) NACE divisions 15, 19 et 62, 1999; NACE divisions 23 et 61, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

**Tableau 19**  
**Ventilation de la valeur ajoutée des entreprises par classe de taille dans l'industrie manufacturière des pays candidats, 2000 (%)**

	1-9 personnes occupées	10-19 personnes occupées	20-49 personnes occupées	50-99 personnes occupées	100-249 personnes occupées	250+ personnes occupées
<b>EU-15</b>	7,2	6,2	9,4	8,3	13,1	55,8
<b>CZ</b>	5,9	3,7	7,5	8,2	15,0	59,6
<b>EE</b>	4,1	6,1	13,5	15,6	24,0	36,6
<b>HU (1)</b>	:	3,8	5,7	6,8	12,6	:
<b>LT</b>	4,1	3,9	9,5	9,4	16,4	56,7
<b>LV</b>	4,6	4,8	12,7	11,4	21,5	44,9
<b>PL</b>	11,0	2,4	6,7	7,3	14,1	58,5
<b>RO</b>	1,7	2,7	4,8	5,3	12,2	73,3
<b>SI</b>	10,1	4,0	6,2	7,7	17,6	54,4
<b>SK</b>	3,9	3,5	5,1	5,5	11,7	70,3

(1) Uniquement les entreprises de 5 personnes occupées ou plus.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus\_cc et theme4/sbs/sizclass/indus\_ms).

Au sein des activités industrielles non manufacturières, le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (division 40 de la NACE) et le secteur de la construction (division 45 de la NACE) tenaient une place particulièrement importantes. S'agissant des activités de services, la situation était par contre totalement différente dans les pays candidats. Alors que dans la quasi-totalité des États membres les trois activités de services les plus importantes étaient le commerce de gros, le commerce de détail et les services aux entreprises (divisions 51, 52 et 74 de la NACE), dans les pays candidat ce sont les postes et

télécommunications (division 64 de la NACE) avaient une plus grande importance relative dans les pays candidats. Cette situation s'explique en partie par le décollage rapide des technologies de la communication dans certains de ces pays où les investissements dans l'infrastructure des télécommunications ont alimenté la croissance. Les services auxiliaires des transports et les agences de voyage (division 63 de la NACE) sont également une activité de service relativement importante dans plusieurs pays candidats.

S'agissant de la répartition des entreprises manufacturières en fonction de leur taille, une grande diversité a été constatée en fonction du pays concerné (voir tableau 19). Les grandes entreprises (au moins 250 personnes occupées) représentaient une part très importante de l'activité manufacturière en Roumanie et en République tchèque (plus de 70 % du total de la valeur ajoutée) alors que cette part n'était que de 36,6 % en Estonie. Cette dernière valeur était très inférieure à la moyenne de l'Union européenne (55,8 %) de laquelle la plupart des autres pays candidats étaient proches.

## Annexe statistique

Ci-après se trouve une série de tableaux et graphiques contenant des informations générales utiles à l'interprétation des données présentées dans les autres chapitres. Ces données sont de nature horizontale dans la mesure où elles peuvent être pertinentes à plusieurs chapitres.

Tableau SA.1

Taux de change, moyennes annuelles (1 écu/euro = ... monnaie nationale)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
<b>BEF/LUF</b>	42,2233	41,5932	40,4713	39,6565	38,5519	39,2986	40,5332	40,6207	40,3399	40,3399	40,3399	-
<b>DKK</b>	7,90859	7,80925	7,59359	7,54328	7,32804	7,35934	7,48361	7,49930	7,43556	7,45382	7,45207	7,43052
<b>DEM</b>	2,05076	2,02031	1,93639	1,92453	1,87375	1,90954	1,96438	1,96913	1,95583	1,95583	1,95583	-
<b>GRD</b>	225,216	247,026	268,568	288,026	302,989	305,546	309,355	330,731	325,820	336,678	340,750	-
<b>ESP</b>	128,469	132,526	149,124	158,918	163,000	160,748	165,887	167,184	166,386	166,386	166,386	-
<b>FRF</b>	6,97332	6,84839	6,63368	6,58262	6,52506	6,49300	6,61260	6,60141	6,55957	6,55957	6,55957	-
<b>IEP</b>	0,767809	0,760718	0,799952	0,793618	0,815525	0,793448	0,747516	0,786245	0,787564	0,787564	0,787564	-
<b>ITL</b>	1 533,24	1 595,52	1 841,23	1 915,06	2 130,14	1 958,96	1 929,30	1 943,65	1 936,27	1 936,27	1 936,27	-
<b>NLG</b>	2,31098	2,27482	2,17521	2,15827	2,09891	2,13973	2,21081	2,21967	2,20371	2,20371	2,20371	-
<b>ATS</b>	14,4309	14,2169	13,6238	13,5396	13,1824	13,4345	13,8240	13,8545	13,7603	13,7603	13,7603	-
<b>PTE</b>	178,614	174,714	188,370	196,896	196,105	195,761	198,589	201,695	200,482	200,482	200,482	-
<b>FIM</b>	5,00211	5,80703	6,69628	6,19077	5,70855	5,82817	5,88064	5,98251	5,94573	5,94573	5,94573	-
<b>SEK</b>	7,47927	7,53295	9,12151	9,16308	9,33192	8,51472	8,65117	8,91593	8,80752	8,44519	9,25511	9,16107
<b>GBP</b>	0,701012	0,737650	0,779988	0,775903	0,828789	0,813798	0,692304	0,676434	0,658735	0,609478	0,621874	0,628831
<b>JPY</b>	166,493	164,223	130,148	121,322	123,012	138,084	137,077	146,415	121,317	99,475	108,682	118,063
<b>USD</b>	1,23916	1,29810	1,17100	1,18952	1,30801	1,26975	1,13404	1,12109	1,06578	0,92194	0,89563	0,94557
<b>BGN</b>	0,03385	0,05105	0,03231	0,06439	0,08787	0,22515	1,90157	1,96913	1,95584	1,94792	1,94819	1,94921
<b>CYP</b>	0,573350	0,583675	0,582941	0,583931	0,591619	0,591904	0,582628	0,577418	0,578850	0,573924	0,575892	0,575301
<b>CZK</b>	:	:	34,1690	34,1509	34,6960	34,4572	35,9304	36,3196	36,8843	35,5995	34,0685	30,8036
<b>EEK</b>	:	:	15,4911	15,3962	14,9900	15,2763	15,7150	15,7530	15,6466	15,6466	15,6466	15,6466
<b>HUF</b>	142,202	172,777	107,611	125,030	164,545	193,741	211,654	240,573	252,767	260,045	256,591	242,958
<b>LTL</b>	:	2,14329	5,08682	4,73191	5,23203	5,07899	4,53616	4,48437	4,26405	3,69516	3,58229	3,45943
<b>LVL</b>	:	0,896066	0,793600	0,664101	0,689537	0,699605	0,659401	0,660240	0,625601	0,559227	0,560060	0,581048
<b>MTL</b>	0,399820	0,412953	0,447021	0,448852	0,461431	0,458156	0,437495	0,434983	0,425773	0,404138	0,403007	0,408936
<b>PLN</b>	2,01692	2,97484	2,12217	2,70153	3,17049	3,42232	3,71545	3,91784	4,22741	4,00817	3,67214	3,85742
<b>ROL</b>	145,4	673,7	885,8	1 971,6	2 661,8	3 922,2	8 111,5	9 984,9	16 345,2	19 921,8	26 004,0	31 269,7
<b>SIT</b>	36,969	98,434	132,486	152,766	154,880	171,778	180,996	185,958	194,473	206,613	217,980	225,977
<b>SKK</b>	:	:	36,0317	38,1182	38,8649	38,9229	38,1061	39,5407	44,1229	42,6017	43,3001	42,6935
<b>TRL</b>	5 153	8 931	12 879	35 535	59 912	103 214	171 848	293 736	447 237	574 816	1 102 430	1 439 680

(1) Les monnaies nationales indiquées par un «-» ont été remplacées par l'euro au 1er janvier 2002.

Source: Eurostat, Taux de change (theme2/exint/exchrt/eurer/eurer\_an).

Tableau SA.2

## Population, au 1er janvier (milliers)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (1)	2000 (2)	2001 (3)
<b>EU-15</b>	365 382	367 061	368 935	370 323	371 442	372 476	373 487	374 345	375 277	376 482	:
<b>B</b>	9 987	10 022	10 068	10 101	10 131	10 143	10 170	10 192	10 214	10 239	10 263
<b>DK</b>	5 146	5 162	5 181	5 197	5 216	5 251	5 275	5 295	5 314	5 330	5 349
<b>D</b>	79 753	80 275	80 975	81 338	81 539	81 817	82 012	82 057	82 037	82 163	82 260
<b>EL</b>	10 200	10 294	10 349	10 410	10 443	10 465	10 487	10 511	10 522	10 554	:
<b>E</b>	38 875	38 965	39 057	39 136	39 197	39 249	39 308	39 388	39 519	39 733	40 122
<b>F</b>	56 841	57 111	57 369	57 565	57 753	57 936	58 116	58 299	58 497	58 749	59 037
<b>IRL</b>	3 521	3 547	3 569	3 583	3 598	3 620	3 652	3 694	3 735	3 777	3 826
<b>I</b>	56 744	56 757	56 960	57 138	57 269	57 333	57 461	57 563	57 613	57 680	57 844
<b>L</b>	384	390	395	401	407	413	418	424	429	436	441
<b>NL</b>	15 010	15 129	15 239	15 342	15 424	15 494	15 567	15 654	15 760	15 864	15 987
<b>A</b>	7 769	7 868	7 962	8 015	8 040	8 055	8 068	8 075	8 083	8 103	8 121
<b>P</b>	9 877	9 961	9 965	9 983	10 013	10 041	10 070	10 108	10 150	10 198	10 263
<b>FIN</b>	4 998	5 029	5 055	5 078	5 099	5 117	5 132	5 147	5 160	5 171	5 181
<b>S</b>	8 591	8 644	8 692	8 745	8 816	8 837	8 844	8 848	8 854	8 861	8 883
<b>UK</b>	57 685	57 907	58 099	58 293	58 500	58 704	58 905	59 090	59 391	59 623	59 863
<b>BG</b>	8 669	8 595	8 485	8 460	8 427	8 385	8 341	8 283	8 230	8 191	8 149
<b>CY</b>	687	700	714	723	730	736	741	746	752	755	759
<b>CZ</b>	10 364	10 313	10 326	10 334	10 333	10 321	10 309	10 299	10 290	10 278	10 267
<b>EE</b>	1 570	1 562	1 527	1 507	1 492	1 476	1 462	1 454	1 446	1 372	1 367
<b>HU</b>	10 355	10 337	10 310	10 277	10 246	10 212	10 174	10 135	10 092	10 043	:
<b>LT</b>	3 736	3 747	3 736	3 724	3 718	3 712	3 707	3 704	3 701	3 699	3 693
<b>LV</b>	2 668	2 657	2 606	2 566	2 530	2 502	2 480	2 458	2 439	2 380	2 366
<b>MT</b>	356	360	363	366	369	371	374	377	379	380	391
<b>PL</b>	38 183	38 309	38 418	38 505	38 581	38 609	38 639	38 660	38 667	38 654	38 644
<b>RO</b>	23 192	22 811	22 779	22 748	22 712	22 656	22 582	22 526	22 489	22 455	22 430
<b>SI</b>	2 000	1 999	1 994	1 989	1 989	1 990	1 987	1 985	1 978	1 988	1 990
<b>SK</b>	5 272	5 296	5 314	5 336	5 356	5 368	5 379	5 388	5 393	5 399	5 403
<b>TR</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

(1) E, IRL, L et BG, estimations.

(2) E, L et BG, estimations; IRL et EE, provisoires.

(3) I, L, P et UK, estimations; IRL et EE, provisoires.

Source: Eurostat, Démographie - Population (theme3/demo/dpop/pjan).

Tableau SA.3

## Produit intérieur brut à prix constants, taux de croissance annuel (%)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
<b>EU-15</b>	1,3	-0,4	2,8	2,4	1,6	2,5	2,9	2,8	3,4	1,5	0,9
<b>B</b>	1,5	-1,0	3,2	2,4	1,2	3,6	2,0	3,2	3,7	0,8	0,7
<b>DK</b>	0,6	0,0	5,5	2,8	2,5	3,0	2,5	2,3	3,0	1,0	1,7
<b>D</b>	2,2	-1,1	2,3	1,7	0,8	1,4	2,0	2,0	2,9	0,6	0,4
<b>EL</b>	0,7	-1,6	2,0	2,1	2,4	3,6	3,4	3,6	4,2	4,1	3,5
<b>E</b>	0,9	-1,0	2,4	2,8	2,4	4,0	4,3	4,2	4,2	2,7	1,9
<b>F</b>	1,5	-0,9	2,1	1,7	1,1	1,9	3,4	3,2	3,8	1,8	1,0
<b>IRL</b>	3,3	2,7	5,8	9,9	8,1	10,9	8,8	11,1	10,0	5,7	3,3
<b>I</b>	0,8	-0,9	2,2	2,9	1,1	2,0	1,8	1,6	2,9	1,8	0,4
<b>L</b>	1,8	4,2	3,8	1,3	3,7	7,7	7,5	6,0	8,9	1,0	0,1
<b>NL</b>	1,7	0,9	2,6	3,0	3,0	3,8	4,3	4,0	3,3	1,3	0,2
<b>A</b>	2,3	0,4	2,6	1,6	2,0	1,6	3,9	2,7	3,5	0,7	0,7
<b>P</b>	1,1	-2,0	1,0	4,3	3,5	3,9	4,5	3,5	3,5	1,7	0,7
<b>FIN</b>	-3,3	-1,1	4,0	3,8	4,0	6,3	5,3	4,1	6,1	0,7	1,4
<b>S</b>	-1,7	-1,8	4,1	3,7	1,1	2,1	3,6	4,5	3,6	1,2	1,6
<b>UK</b>	0,2	2,5	4,7	2,9	2,6	3,4	2,9	2,4	3,1	2,0	1,6
<b>BG</b>	-7,3	-1,5	1,8	2,9	-9,4	-5,6	4,0	2,3	5,4	4,0	4,0
<b>CY</b>	:	0,7	5,9	6,2	1,9	2,5	5,0	4,8	5,2	4,1	1,8
<b>CZ</b>	-0,5	0,1	2,2	5,9	4,3	-0,8	-1,0	0,5	3,3	3,3	2,2
<b>EE</b>	:	:	-2,0	4,3	3,9	9,8	4,6	-0,6	7,1	5,0	4,5
<b>HU</b>	:	:	:	1,5	1,3	4,6	4,9	4,2	5,2	3,7	3,4
<b>LT</b>	-21,3	-16,2	-9,8	3,3	4,7	7,3	5,1	-3,9	3,8	5,9	5,0
<b>LV</b>	-34,9	-14,9	0,6	-1,6	3,7	8,4	4,8	2,8	6,8	7,7	5,0
<b>MT</b>	4,7	4,5	5,7	6,2	4,0	4,9	3,4	4,1	4,8	-0,4	2,8
<b>PL</b>	:	:	:	:	6,0	6,8	4,8	4,1	4,0	1,1	0,8
<b>RO</b>	-8,7	1,5	3,9	7,1	3,9	-6,1	-4,8	-1,2	1,8	5,3	4,2
<b>SI</b>	-5,5	2,8	5,3	4,1	3,5	4,6	3,8	5,2	4,6	3,0	2,6
<b>SK</b>	:	:	5,2	6,5	5,8	5,6	4,0	1,3	2,2	3,3	3,9
<b>TR</b>	6,0	8,0	-5,5	7,2	7,0	7,5	3,1	-4,7	7,4	-7,4	3,9

(1) Prévisions.

Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

Tableau SA.4

## Produit intérieur brut à prix constants dans l'UE, taux de croissance annuel (%)

Libellé NACE (code NACE)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Total</b>	1,2	-0,3	2,5	2,4	1,7	2,5	3,0	2,7	3,7	1,8
<b>Agriculture, chasse, sylviculture et pêche (A et B)</b>	4,4	-0,6	-0,5	2,2	4,1	0,5	1,7	2,6	-0,9	-2,0
<b>Industries extractives; industrie manufacturière; électricité, gaz et eau (C à E)</b>	-0,7	-3,5	4,3	3,1	0,0	3,0	3,0	1,1	3,8	0,6
<b>Construction (F)</b>	1,4	-4,1	2,2	0,0	-1,1	-1,3	0,8	2,4	2,3	-0,1
<b>Commerce; hôtels et restaurants; transports et communications (G à I)</b>	1,4	0,1	2,7	2,2	1,6	3,4	4,0	4,6	4,9	2,8
<b>Services financiers; immobilier, location et services aux entreprises (J et K)</b>	1,5	1,9	1,9	3,5	3,7	3,7	4,1	3,7	4,6	3,0
<b>Administration publique, services collectifs, sociaux et personnels (L à Q)</b>	2,5	1,4	1,6	1,4	1,7	1,0	1,6	1,5	1,9	1,4

Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

Tableau SA.5

Taux d'intérêt à long terme des obligations d'État selon les critères du Traité de Maastricht, taux annuels moyens (%)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>EU-15 (1)</b>	9,8	8,3	8,5	8,9	7,5	6,3	4,9	4,7	5,4	5,0
<b>B</b>	8,7	7,2	7,8	7,5	6,5	5,8	4,8	4,8	5,6	5,1
<b>DK</b>	8,9	7,3	7,8	8,3	7,2	6,3	4,9	4,9	5,6	5,1
<b>D</b>	7,9	6,5	6,9	6,9	6,2	5,6	4,6	4,5	5,3	4,8
<b>EL</b>	:	23,3	20,7	17,0	14,5	9,9	8,5	6,3	6,1	5,3
<b>E</b>	11,7	10,2	10,0	11,3	8,7	6,4	4,8	4,7	5,5	5,1
<b>F</b>	8,6	6,8	7,2	7,5	6,3	5,6	4,6	4,6	5,4	4,9
<b>IRL</b>	9,3	7,7	7,9	8,3	7,3	6,3	4,8	4,7	5,5	5,0
<b>I</b>	13,3	11,2	10,5	12,2	9,4	6,9	4,9	4,7	5,6	5,2
<b>L</b>	7,9	6,9	7,2	7,2	6,3	5,6	4,7	4,7	5,5	4,9
<b>NL</b>	8,1	6,4	6,9	6,9	6,2	5,6	4,6	4,6	5,4	5,0
<b>A</b>	8,3	6,7	7,0	7,1	6,3	5,7	4,7	4,7	5,6	5,1
<b>P</b>	11,7	11,2	10,5	11,5	8,6	6,4	4,9	4,8	5,6	5,2
<b>FIN</b>	12,0	8,8	9,1	8,8	7,1	6,0	4,8	4,7	5,5	5,0
<b>S</b>	10,0	8,5	9,7	10,2	8,0	6,6	5,0	5,0	5,4	5,1
<b>UK</b>	9,1	7,6	8,2	8,3	7,9	7,1	5,6	5,0	5,3	5,0

(1) 1992, à l'exclusion de EL.

Source: Eurostat, Taux d'intérêt (theme2/exint/intrt/govyield/govyie\_a).

Tableau SA.6

Indices harmonisés des prix à la consommation, taux de croissance annuel (%)

	1991 (1)	1992 (1)	1993 (1)	1994 (1)	1995 (1)	1996 (2)	1997 (2)	1998	1999	2000	2001
<b>EU-15</b>	5,2	4,0	3,4	2,8	2,8	2,4	1,7	1,3	1,2	2,1	2,3
<b>B</b>	:	2,3	2,5	2,4	1,3	1,8	1,5	0,9	1,1	2,7	2,4
<b>DK</b>	2,2	1,9	0,9	1,8	2,0	2,1	1,9	1,3	2,1	2,7	2,3
<b>D</b>	:	:	:	:	:	1,2	1,5	0,6	0,6	2,1	2,4
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	7,9	5,4	4,5	2,1	2,9	3,7
<b>E</b>	:	:	4,9	4,6	4,6	3,6	1,9	1,8	2,2	3,5	2,8
<b>F</b>	3,4	2,4	2,2	1,7	1,8	2,1	1,3	0,7	0,6	1,8	1,8
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	2,2	1,2	2,1	2,5	5,3	4,0
<b>I</b>	6,2	5,0	4,5	4,2	5,4	4,0	1,9	2,0	1,7	2,6	2,3
<b>L</b>	:	:	:	:	:	1,2	1,4	1,0	1,0	3,8	2,4
<b>NL</b>	3,2	2,8	1,6	2,1	1,4	1,4	1,9	1,8	2,0	2,3	5,1
<b>A</b>	3,1	3,5	3,2	2,7	1,6	1,8	1,2	0,8	0,5	2,0	2,3
<b>P</b>	11,4	8,9	5,9	5,0	4,0	2,9	1,9	2,2	2,2	2,8	4,4
<b>FIN</b>	4,5	3,3	3,3	1,6	0,4	1,1	1,2	1,4	1,3	3,0	2,7
<b>S</b>	8,7	1,3	4,8	2,9	2,7	0,8	1,8	1,0	0,6	1,3	2,7
<b>UK</b>	7,5	4,2	2,5	2,0	2,7	2,5	1,8	1,6	1,3	0,8	1,2

(1) EU-15, B, DK, E, F, I, P, FIN, S et UK, estimations.

(2) EU-15 et IRL, estimations.

Source: Eurostat, Indices harmonisés des prix à la consommation (theme2/price/hicp/haind).



Tableau SA.7

## Composition de la dépense moyenne des ménages, 1999 (%) (1)

COICOP	EU-15 (2)	B	DK	D	EL	E	F (2)	IRL	I	L	NL	A	P (2)	FIN	S	UK
Alimentation et boissons non alcoolisées	16,1	13,3	13,1	11,1	16,6	18,3	16,2	15,4	19,0	10,1	10,5	13,4	21,2	14,2	15,4	10,5
Alcool, tabac et narcotiques	2,8	2,3	4,2	2,8	3,5	2,7	2,7	7,7	1,9	2,0	2,1	2,6	2,8	2,9	2,9	3,0
Habillement et chaussures	6,9	5,4	5,5	5,7	8,6	7,4	5,6	6,2	7,5	5,9	6,0	6,6	6,3	4,6	5,2	5,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres énergies	24,6	26,2	28,4	31,2	21,9	27,5	23,2	17,4	24,7	27,4	26,7	23,9	19,9	28,1	26,8	28,3
Ameublement, équipement et entretien du foyer	7,0	6,5	6,4	7,4	7,5	5,0	7,6	4,5	7,6	8,2	7,2	7,2	6,7	4,5	5,0	7,3
Santé	3,1	4,7	2,4	3,6	6,3	2,5	5,2	1,6	4,4	2,4	1,1	2,4	4,6	3,7	3,0	1,1
Transports	13,1	12,5	14,1	13,3	11,2	12,5	14,5	13,0	13,7	15,4	10,3	14,4	15,7	17,0	13,4	13,6
Communications	2,0	2,2	2,1	2,5	3,3	2,0	2,0	2,5	2,5	2,1	2,2	2,6	2,0	2,8	2,6	2,3
Culture et loisirs	9,4	10,7	11,2	11,9	4,5	6,2	7,6	9,1	6,3	8,7	10,4	12,3	3,7	10,7	14,6	13,4
Enseignement	0,7	0,5	0,4	0,5	2,4	1,4	0,5	1,4	0,8	0,1	1,2	0,3	1,3	0,2	0,1	1,3
Restaurants et hôtels	6,4	5,7	4,1	4,9	8,8	9,3	6,9	5,1	4,6	9,6	7,0	5,4	9,2	4,1	3,8	7,9
Biens et services divers	7,9	10,0	8,1	5,0	5,5	5,1	8,1	8,1	7,1	8,0	15,3	8,9	6,5	7,1	7,2	5,8

COICOP	EU-15 (2)	BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	MT	PL	RO	SI	SK	AL
Alimentation et boissons non alcoolisées	16,1	46,5	:	25,2	35,7	28,9	48,1	42,1	:	35,1	55,3	26,1	33,0	63,2
Alcool, tabac et narcotiques	2,8	3,9	:	3,5	3,4	4,3	4,0	2,8	:	3,3	2,7	3,4	3,6	4,7
Habillement et chaussures	6,9	8,2	:	7,7	7,7	6,6	8,0	7,1	:	7,0	7,4	8,4	10,3	2,7
Logement, eau, électricité, gaz et autres énergies	24,6	14,2	:	17,1	18,7	19,5	12,3	17,0	:	18,4	15,3	10,7	12,4	3,4
Ameublement, équipement et entretien du foyer	7,0	4,4	:	7,8	5,4	5,4	4,8	4,2	:	5,5	4,3	6,8	6,4	12,4
Santé	3,1	3,3	:	1,5	1,6	3,0	3,5	3,5	:	4,4	2,3	1,6	1,2	1,0
Transports	13,1	7,2	:	10,2	6,8	9,2	6,7	6,9	:	8,6	5,2	16,5	8,9	5,4
Communications	2,0	1,9	:	2,0	2,8	4,4	1,9	3,2	:	2,3	1,4	1,9	2,1	0,5
Culture et loisirs	9,4	3,0	:	11,0	7,5	6,7	3,5	5,6	:	6,5	2,6	8,8	8,2	3,9
Enseignement	0,7	0,6	:	0,6	1,2	0,4	0,3	1,0	:	1,3	0,6	0,7	0,5	0,3
Restaurants et hôtels	6,4	3,5	:	5,0	3,5	3,0	3,8	2,5	:	1,3	0,8	5,9	5,8	0,5
Biens et services divers	7,9	3,3	:	8,4	5,7	8,6	2,9	4,1	:	6,3	2,1	9,2	7,6	2,0

(1) Classement selon la nomenclature COICOP.

(2) 1994.

Source: Eurostat, Budget des ménages (theme3/hbs/struc/s\_glob).

Tableau SA.8

## Confiance des consommateurs (solde)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
EU-15 (1)	-15,8	-19,2	-25,7	-13,5	-8,0	-14,8	-10,2	-3,8	-2,5	1,2	-4,3	-8,8
B	-6,5	-13,3	-24,7	-10,3	-8,6	-13,1	-12,8	1,7	2,6	13,5	0,6	-2,7
DK	-4,0	-2,4	-2,6	11,3	14,3	8,0	14,0	10,3	4,3	11,3	9,2	8,8
D	-10,8	-15,4	-25,3	-10,9	-6,0	-19,9	-18,0	-5,1	-1,6	2,9	-3,3	-11,4
EL	-33,3	-37,0	-31,1	-29,6	-37,3	-27,3	-29,9	-34,8	-27,0	-15,3	-26,6	-27,8
E	-13,4	-25,9	-30,9	-16,3	-12,8	-9,4	-2,9	0,1	1,7	2,2	-4,0	-11,6
F	-28,2	-27,3	-29,9	-18,6	-13,8	-29,8	-21,5	-11,6	-8,7	-2,8	-11,1	-15,8
IRL	-23,8	-25,7	-20,8	-10,3	-4,6	-0,2	11,7	12,4	14,0	12,5	-1,6	-7,5
I	-15,4	-21,9	-31,9	-13,1	-5,3	-12,0	-14,1	-7,7	-9,9	-7,6	-2,8	-8,6
L	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	7,4
NL	-5,3	-4,5	-15,6	-2,3	7,2	7,9	19,5	23,2	19,3	24,4	3,8	-1,6
A	:	:	:	:	-6,7	-12,7	-9,2	-1,7	4,7	5,9	3,0	4,4
P	-3,8	-13,7	-33,2	-30,9	-22,8	-25,1	-13,7	-14,8	-14,1	-18,0	-24,2	-33,7
FIN	-14,1	-8,3	-8,3	8,8	11,8	12,0	18,3	18,2	17,4	19,7	11,9	13,2
S	:	:	:	:	2,0	-4,8	4,4	10,0	12,4	21,8	5,0	9,6
UK	-17,3	-17,0	-17,8	-15,8	-10,4	-5,5	3,2	-1,8	-3,6	-3,8	-4,6	-3,8

(1) Moyenne des données disponibles.

Source: Direction Générale des affaires économiques et financières, Enquêtes de conjoncture et de consommation (theme1/euroind/bs/bsco\_m).

Tableau SA.9

## Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB (%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (1)
<b>EU-15 (2)</b>	21,9	21,2	19,9	19,8	19,8	19,6	19,4	19,9	20,2	20,6	20,1	19,4
<b>B</b>	21,0	20,7	20,0	19,5	19,9	19,9	20,4	20,6	20,9	21,2	20,8	19,7
<b>DK</b>	19,1	17,9	17,1	17,3	18,6	18,6	19,6	20,6	20,3	21,7	21,0	21,2
<b>D</b>	23,8	24,0	23,0	23,1	22,4	21,8	21,4	21,4	21,5	21,6	20,1	18,8
<b>EL (2)</b>	22,6	21,3	20,3	18,6	18,6	19,5	19,8	21,1	21,7	22,6	22,8	23,0
<b>E</b>	25,1	23,1	21,3	21,1	22,0	21,6	21,9	22,8	24,1	25,3	25,0	25,0
<b>F</b>	22,0	20,9	19,4	19,1	18,8	18,5	18,0	18,4	19,2	20,1	20,2	20,0
<b>IRL</b>	17,1	16,9	15,5	16,5	17,5	19,1	20,7	22,2	23,7	24,1	23,3	22,8
<b>I</b>	21,0	20,5	18,4	18,0	18,3	18,3	18,3	18,5	19,1	19,8	19,8	19,3
<b>L</b>	25,3	21,4	23,7	22,4	21,6	21,3	22,3	22,6	24,0	20,5	21,7	21,2
<b>NL</b>	21,9	21,6	20,7	20,3	20,3	21,1	21,5	21,5	22,5	22,5	21,9	20,9
<b>A</b>	24,2	23,7	23,2	23,5	23,3	23,3	23,6	23,6	23,5	23,9	23,2	22,5
<b>P</b>	24,9	23,7	22,2	22,3	22,8	23,3	25,6	26,9	27,4	28,6	27,5	25,8
<b>FIN</b>	24,4	19,9	16,4	15,5	16,3	17,0	18,0	18,7	19,0	19,2	19,8	19,4
<b>S</b>	20,6	18,0	15,3	15,1	15,5	15,7	15,2	16,0	17,0	17,3	17,5	17,0
<b>UK</b>	17,9	16,5	15,7	15,9	16,3	16,5	16,5	17,6	17,0	16,7	16,5	15,6
<b>BG</b>	18,2	16,2	13,0	13,8	15,3	13,5	11,0	13,0	15,1	15,7	17,8	18,3
<b>CY (3)</b>	:	:	:	:	19,2	20,4	19,0	19,2	18,1	17,6	17,3	16,0
<b>CZ</b>	24,1	27,9	28,4	28,7	32,0	32,0	30,6	29,1	27,8	28,3	28,3	27,2
<b>EE</b>	:	:	24,2	26,8	25,9	26,7	28,1	29,6	24,9	25,4	26,1	28,3
<b>HU</b>	20,9	19,9	18,9	20,1	20,1	21,4	22,2	23,6	23,9	24,2	23,7	22,9
<b>LT</b>	22,5	23,0	23,1	23,1	23,0	23,0	24,4	24,3	22,1	18,5	19,3	20,4
<b>LV</b>	6,2	11,2	13,8	14,9	15,2	18,3	18,8	27,3	25,2	26,5	27,3	26,2
<b>MT</b>	29,6	27,5	29,5	29,7	31,9	28,7	25,3	24,5	23,4	26,3	23,2	22,8
<b>PL</b>	19,5	16,8	15,9	17,9	18,6	20,7	23,5	25,2	25,5	24,9	21,5	19,4
<b>RO</b>	14,4	19,2	17,9	20,3	21,4	23,0	21,2	18,2	17,7	18,9	19,0	19,0
<b>SI</b>	20,6	18,6	18,8	20,1	21,4	22,5	23,4	24,6	27,4	26,7	24,9	24,7
<b>SK</b>	:	:	30,4	26,6	25,2	32,4	34,3	36,2	30,3	29,3	31,1	30,2
<b>TR</b>	23,8	23,6	26,5	24,6	23,8	25,1	26,4	24,6	21,9	22,4	17,8	17,5

(1) Prévisions. (2) 1991-1994, estimations. (3) 1999 et 2000, provisoires.

Source: Eurostat, Comptes nationaux - ESA95 - Agrégats (theme2/aggs).

Tableau SA.10

## Dépenses en R&amp;D des entreprises par rapport au PIB (%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>EU-15 (1)</b>	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	:
<b>B (2)</b>	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,5	:	:
<b>DK (3)</b>	1,0	1,0	1,0	:	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	:	:
<b>D</b>	1,8	1,7	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	:
<b>EL (4)</b>	0,1	:	0,1	:	0,1	0,1	0,1	:	0,2	:	:	:
<b>E (5)</b>	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	:
<b>F (6)</b>	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	:	:
<b>IRL (7)</b>	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	:	:	:
<b>I (8)</b>	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	:
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	1,2	:	:
<b>NL (9)</b>	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	:	:	:
<b>A (10)</b>	:	:	0,8	:	:	:	:	1,1	:	:	:	:
<b>P</b>	:	0,1	:	:	0,1	:	0,1	:	0,2	:	:	:
<b>FIN (11)</b>	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,7	1,8	1,9	2,2	2,4	2,7	:
<b>S (10)</b>	1,9	:	2,2	:	2,6	:	2,8	2,9	2,8	:	:	:
<b>UK (12)</b>	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2

(1) Estimations. (2) 1992-2000, estimations. (3) 1992, 1996, 1999 et 2000, estimations. (4) 1991, 1993 et 1999, estimations. (5) 1996, 2000 et 2001, estimations.

(6) 1991 et 2000, estimations. (7) 1991-1998, estimations. (8) 1997-2001, estimations. (9) 1993 et 1999, estimations. (10) 1998, estimation.

(11) 2000, estimation; 2001, provisoire. (12) 2000, estimation; 2001 et 2002, provisoires.

Source: Eurostat, Dépenses de R&amp;D au niveau national (theme9/rd\_ex\_p/rd\_nat/nat\_exp/nat\_exp).

Tableau SA.11

## Indicateur de confiance des entreprises (solde)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>EU-15 (1)</b>	-13,1	-18,4	-25,4	-4,9	-1,3	-14,4	-3,9	-2,8	-8,3	3,2	-9,5	-11,8
<b>B</b>	-15,0	-20,4	-28,8	-6,3	-9,1	-17,8	-2,9	-7,8	-8,6	1,9	-14,0	-11,9
<b>DK</b>	-7,8	-7,3	-9,5	12,5	5,4	-8,7	5,5	-0,8	-12,9	5,7	-1,7	-4,0
<b>D</b>	0,7	-17,3	-33,3	-14,8	-5,9	-21,2	-10,1	-5,0	-14,4	-2,3	-14,8	-19,4
<b>EL</b>	-6,6	-3,7	-6,0	-0,1	3,8	-2,4	3,6	4,3	1,3	8,8	4,3	3,1
<b>E</b>	-21,8	-24,8	-34,8	-8,7	-3,3	-14,4	-1,4	1,4	-3,1	3,2	-4,2	-5,7
<b>F</b>	-21,0	-21,2	-34,4	-3,3	-2,3	-17,5	-5,3	5,3	-2,2	11,8	-4,0	-9,2
<b>IRL</b>	-8,8	-3,9	-12,8	2,5	7,1	-1,1	3,3	3,2	5,0	9,8	-7,7	-7,2
<b>I</b>	-12,6	-15,4	-17,6	1,3	6,4	-11,5	-0,3	0,3	-4,0	11,7	-2,8	-3,7
<b>L</b>	-24,1	-27,7	-25,0	-7,7	9,7	-22,0	4,2	6,7	-11,0	5,3	-15,5	-22,5
<b>NL</b>	-4,4	-6,3	-10,3	-0,9	1,5	-2,4	2,5	1,7	-0,4	4,1	-3,5	-4,8
<b>A</b>	-8,8	-17,4	-27,2	-7,5	-12,2	-23,9	-9,5	-8,6	-13,8	-2,8	-13,3	-16,3
<b>P</b>	-7,3	-11,8	-24,8	-3,9	-3,9	-9,6	0,4	2,2	-4,3	2,1	-5,8	-12,0
<b>FIN</b>	:	:	-4,5	18,2	7,8	-11,3	11,2	2,0	-3,8	17,4	-6,8	-5,7
<b>S</b>	:	:	:	:	:	-15,9	-0,9	3,1	-7,1	10,8	-18,7	-13,1
<b>UK</b>	-31,8	-23,6	-10,9	1,8	2,6	-5,1	-1,4	-15,5	-14,3	-6,6	-15,6	-14,6

(1) Moyenne des données disponibles.

Source: Direction Générale des affaires économiques et financières, Enquêtes de conjoncture et de consommation (theme1/euroind/bs/bssi\_m).

Tableau SA.12

## Taux d'utilisation des capacités de l'industrie (%)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>EU-15 (1)</b>	83,4	81,5	78,3	79,5	83,1	81,2	81,8	83,3	81,9	83,8	83,1	81,0
<b>B</b>	79,4	77,4	74,8	77,6	80,9	79,5	81,4	82,7	80,9	84,0	82,3	79,6
<b>DK</b>	81,0	79,7	77,7	81,8	83,4	81,7	83,3	85,5	82,2	82,5	82,8	81,2
<b>D</b>	88,2	84,8	78,8	80,2	84,6	82,2	83,2	85,5	84,0	85,9	85,1	82,0
<b>EL</b>	77,2	78,3	76,0	74,5	76,6	75,6	74,4	75,8	75,7	78,1	77,6	77,0
<b>E</b>	77,6	76,6	72,8	74,5	78,4	77,1	78,3	80,3	79,7	80,6	79,6	77,2
<b>F</b>	86,0	84,3	81,4	80,4	85,4	83,5	82,3	83,8	85,3	87,5	87,4	85,3
<b>IRL</b>	75,5	77,1	73,6	74,9	79,9	77,6	75,9	76,6	75,9	78,6	78,4	75,9
<b>I</b>	77,3	76,3	74,4	75,2	78,1	76,5	76,4	78,5	76,0	78,8	78,9	77,3
<b>L</b>	82,1	79,8	80,1	81,3	82,9	79,0	82,4	88,0	84,9	87,8	88,7	85,1
<b>NL</b>	84,6	83,5	81,0	82,4	84,4	83,9	84,4	85,3	84,0	84,7	84,6	82,9
<b>A</b>	:	:	:	:	:	80,2	82,0	83,7	81,9	84,5	83,1	80,6
<b>P</b>	79,1	77,4	73,9	77,3	79,7	78,9	80,9	81,4	80,8	81,2	81,7	79,4
<b>FIN</b>	:	:	82,3	86,9	87,7	83,2	87,2	88,9	86,1	86,8	85,7	82,7
<b>S</b>	:	:	:	:	:	85,0	85,7	85,1	85,8	87,5	83,6	83,1
<b>UK</b>	79,2	78,5	80,0	82,8	84,4	82,5	83,8	83,7	79,4	81,3	79,7	79,0

(1) Moyenne des données disponibles.

Source: Direction Générale des affaires économiques et financières, Enquêtes de conjoncture et de consommation (theme1/euroind/bs/bsin\_q).

Tableau SA.13

## Balance commerciale des biens (millions d'euros) (1)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>EU-15</b>	:	-34 709	11 946	21 293	28 225	43 040	70 137	44 984	12 056	-59 965	-483
<b>B/L</b>		1 674	2 879	5 039	5 740	7 297	6 848	6 909	11 326	10 925	8 780
<b>DK</b>		4 135	5 738	6 672	6 397	5 093	6 077	4 741	3 450	6 038	7 768
<b>D</b>		15 405	21 563	35 171	42 970	48 814	54 737	62 097	68 572	65 815	98 875
<b>EL</b>		-8 160	-8 939	-9 015	-9 556	-11 092	-12 278	-13 647	-12 364	-16 901	-21 302
<b>E</b>		-24 924	-23 304	-12 764	-12 426	-14 046	-12 818	-11 838	-18 391	-28 585	-37 778
<b>F</b>		-7 602	1 857	6 349	6 719	8 417	11 784	23 728	23 437	18 791	-3 580
<b>IRL</b>		3 391	5 434	6 927	7 844	10 359	12 391	16 472	20 809	22 733	27 698
<b>I</b>		-155	2 414	28 236	29 865	33 680	47 796	41 412	31 854	22 051	10 360
<b>NL</b>	:	9 523	14 482	15 739	16 862	16 007	20 663	18 873	19 170	19 852	23 592
<b>A</b>	:	-7 900	-7 706	-8 924	-5 087	-5 734	-3 761	-3 268	-3 376	-2 990	-1 469
<b>P</b>		-6 350	-7 274	-6 806	-6 788	-6 860	-7 120	-8 709	-10 852	-12 943	-15 107
<b>FIN</b>	:	2 915	5 342	6 339	9 443	8 856	10 136	11 157	11 453	14 896	14 142
<b>S</b>	:	5 216	6 442	8 059	12 301	14 660	16 067	15 180	15 806	16 460	15 220
<b>UK</b>		-14 670	-17 765	-17 257	-13 959	-13 975	-17 827	-32 247	-41 552	-49 757	-53 924

(1) EU-15, commerce avec les pays tiers; États membres, commerce avec l'étranger (intra- et extracommunautaire).  
Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

Tableau SA.14

## Balance commerciale des services (millions d'euros) (1)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>EU-15</b>	:	13 840	12 904	11 852	12 017	12 837	16 183	10 446	8 002	6 649	9 043
<b>B/L</b>		1 381	2 065	2 591	3 015	1 806	2 297	3 272	5 739	8 574	7 781
<b>DK</b>		2 240	1 775	1 397	447	544	1 020	293	-502	1 487	3 772
<b>D</b>		-18 208	-24 366	-28 878	-34 509	-35 012	-34 866	-36 445	-40 268	-49 039	-54 128
<b>EL</b>		4 887	4 963	6 898	7 892	6 580	7 012	9 253	6 073	6 852	8 798
<b>E</b>		10 292	9 598	10 002	12 515	14 224	16 100	17 636	19 532	21 524	24 244
<b>F</b>		12 864	13 573	13 749	15 622	13 712	12 821	16 176	16 837	17 930	21 492
<b>IRL</b>		-945	-2 354	-2 526	-3 463	-4 808	-6 048	-7 945	-11 859	-10 688	-13 065
<b>I</b>		-641	-2 688	706	1 594	1 301	1 599	1 772	3 582	1 104	1 142
<b>NL</b>	:	206	587	1 162	1 690	3 054	3 737	3 272	2 341	-939	-2 209
<b>A</b>	:	9 053	8 471	8 346	3 527	3 586	870	2 107	1 647	1 744	1 445
<b>P</b>		937	817	1 198	1 064	1 234	1 118	1 292	1 716	1 765	2 079
<b>FIN</b>	:	-1 896	-1 700	-1 189	-1 618	-988	-1 057	-930	-1 324	-2 442	-2 537
<b>S</b>	:	-2 191	-657	-838	-1 136	-1 421	-2 179	-1 952	-2 197	-3 419	-1 058
<b>UK</b>		4 766	6 632	6 885	5 587	8 440	11 793	18 096	17 904	19 423	17 806

(1) EU-15, commerce avec les pays tiers; États membres, commerce avec l'étranger (intra- et extracommunautaire).  
Source: Eurostat, Commerce international de services (theme2/bop/its).

Tableau SA.15

## Caractéristiques des forces de travail, 2001 (1)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>																
<b>Total</b>	160 947	4 039	2 712	36 528	3 918	15 877	23 672	1 709	21 373	185	7 621	3 697	4 984	2 396	4 330	27 908
<b>Hommes</b>	92 447	2 338	1 457	20 376	2 431	10 007	13 043	1 014	13 358	111	4 570	2 063	2 731	1 256	2 267	15 425
<b>Femmes</b>	69 061	1 700	1 260	16 152	1 486	5 870	10 635	703	8 015	74	3 495	1 634	2 252	1 147	2 073	12 565
<b>Taux d'activité (% des personnes âgées de 15 à 64 ans)</b>																
<b>Total</b>	69,0	63,6	79,2	71,3	62,1	64,2	68,6	67,6	60,3	64,1	75,7	70,7	71,7	77,1	78,1	75,2
<b>Hommes</b>	78,1	72,7	83,3	78,8	76,2	78,1	75,1	79,0	73,7	76,1	84,2	79,0	79,3	79,6	80,2	82,5
<b>Femmes</b>	60,0	54,5	75,0	63,7	48,8	50,3	62,3	56,0	47,1	52,0	66,9	62,3	64,5	74,7	76,0	67,7
<b>Travail à temps complet et temps partiel (% des personnes occupées)</b>																
<b>Temps partiel</b>	18,0	18,5	20,1	20,3	4,1	8,1	16,4	16,6	9,1	11,3	42,2	17,2	11,1	12,0	21,0	24,8
<b>Temps complet</b>	82,0	81,5	79,9	79,7	95,9	91,9	83,6	83,4	90,9	88,7	57,8	82,8	88,9	88,0	79,0	75,2
<b>Taux de chômage (% des forces de travail de 15 à 64 ans)</b>																
<b>Total</b>	7,4	6,2	4,2	7,8	10,4	10,4	8,6	3,7	9,7	1,8	2,1	4,0	4,1	10,4	4,8	4,7
<b>Hommes</b>	6,5	5,7	3,7	7,8	6,9	7,3	7,0	3,8	7,5	1,6	1,8	4,0	3,1	10,0	5,1	5,2
<b>Femmes</b>	8,5	6,9	4,8	7,8	15,6	15,2	10,5	3,5	13,1	2,2	2,5	4,1	5,3	10,8	4,4	4,1

(1) NACE sections A à Q.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Tableau SA.16

## Nombre moyen d'heures de travail habituellement prestées par semaine, personnes entre 15 et 64 ans, 2001 (heures)

Libellé NACE (code NACE)	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Total (A à Q)</b>	37,7	37,5	36,4	36,8	43,3	40,1	36,9	37,7	39,0	38,2	31,7	38,4	40,1	38,4	36,9	38,1
<b>Industries extractives (C)</b>	42,3	38,6	:	39,6	41,9	40,1	39,1	42,0	40,0	:	38,0	38,0	42,4	:	:	51,0
<b>Industrie manufacturière (D)</b>	39,2	39,0	37,2	37,4	43,7	40,8	37,8	39,5	40,4	40,2	35,2	38,5	40,8	39,3	38,3	42,3
<b>Électricité, gaz et eau (E)</b>	38,7	38,7	38,3	38,1	39,9	39,9	35,9	39,2	39,1	:	36,1	38,9	38,9	38,8	39,2	41,5
<b>Construction (F)</b>	41,2	40,5	40,0	40,0	43,8	41,1	39,4	42,1	41,6	40,3	39,5	39,4	41,8	41,5	39,8	44,5
<b>Commerce (G)</b>	37,6	39,7	34,9	35,5	45,9	41,5	37,9	35,4	42,3	38,9	30,4	36,5	42,2	37,4	36,5	34,4
<b>Hôtels et restaurants (H)</b>	39,1	42,2	31,8	38,9	49,5	43,9	41,1	34,1	42,4	43,8	26,8	39,7	48,1	36,6	36,1	31,0
<b>Transports et communication (I)</b>	40,2	40,1	38,6	39,3	47,5	42,3	37,2	40,2	40,2	39,1	35,0	39,9	41,8	39,7	37,9	43,2
<b>Services financiers (J)</b>	38,0	38,3	37,5	37,8	40,3	39,5	37,2	37,8	38,5	38,7	34,3	36,9	37,7	38,4	37,5	38,6
<b>Immob., location et services aux entrepr. (K)</b>	37,9	38,4	38,0	36,6	43,1	38,2	37,8	38,1	39,2	38,3	33,8	36,1	40,0	37,4	37,6	39,5

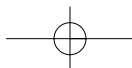
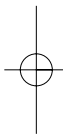
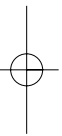
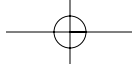
Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail (theme3/lfs/worktime/ewhana).

Tableau SA.17

## Taux de chômage (% part des forces de travail entre 15 et 64 ans)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	10,8	11,0	10,9	10,3	9,5	8,5	7,4
<b>B</b>	7,0	6,7	8,1	9,7	9,4	9,5	9,0	9,4	8,7	6,6	6,2
<b>DK</b>	9,2	9,2	10,9	8,1	7,0	6,9	5,4	5,1	5,2	4,5	4,2
<b>D</b>	5,3	6,4	7,7	8,8	8,2	8,9	9,9	9,9	8,9	8,0	7,8
<b>EL</b>	7,8	8,1	8,8	9,1	9,3	9,9	9,8	11,0	12,0	11,3	10,4
<b>E</b>	16,1	17,9	22,4	24,5	22,9	22,4	21,0	18,9	15,7	14,0	10,4
<b>F</b>	9,2	10,3	11,4	12,7	11,9	12,5	12,7	12,1	12,0	10,3	8,6
<b>IRL</b>	16,1	15,4	15,9	14,8	12,2	11,9	10,4	7,8	5,8	4,3	3,7
<b>I</b>	10,2	9,6	10,4	11,5	11,9	12,3	12,5	12,3	11,8	11,0	9,7
<b>L</b>	1,5	2,0	2,3	3,5	2,9	3,3	2,5	2,8	2,4	2,4	1,8
<b>NL</b>	7,3	5,6	6,3	7,2	7,2	6,5	5,6	4,4	3,6	2,7	2,1
<b>A</b>	:	:	:	:	4,4	5,3	5,2	5,5	4,7	4,7	4,0
<b>P</b>	4,1	4,1	5,5	7,0	7,4	7,7	6,9	4,9	4,9	4,1	4,1
<b>FIN</b>	:	:	:	:	17,2	15,7	15,1	13,3	11,8	11,2	10,4
<b>S</b>	:	:	:	:	8,2	9,7	10,5	9,1	7,7	5,5	4,8
<b>UK</b>	8,6	9,9	10,4	9,7	8,8	8,3	7,2	6,3	6,1	5,6	4,7

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail (theme3/lfs/unempl/urrgan).



## Energie



Le prix et la qualité de l'approvisionnement énergétique sont deux facteurs déterminants de la croissance et de la compétitivité des entreprises et, de manière générale, du niveau de vie de la population. C'est dans cette double perspective qu'ont été développés les marchés intérieurs de l'électricité et du gaz, sur la base de deux directives <sup>(1)</sup> prévoyant un processus d'ouverture de ces marchés à l'intérieur de l'Union européenne, étalé sur plusieurs années.

De plus, l'énergie joue un rôle crucial en matière de développement durable en raison des préoccupations liées au réchauffement de la planète. Le Protocole de Kyoto est devenu un cadre juridique en octobre 2001 au moment où l'Union européenne et plusieurs autres pays industrialisés se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en moyenne d'ici à 2012 par rapport à leur niveau de 1990.

<sup>(1)</sup> Directives concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (98/30/CE) et de l'électricité (96/92/CE).

Par ailleurs, l'évolution de l'offre et de la demande d'énergie est étroitement liée au progrès technologique. Si ce dernier est généralement le fruit de travaux de recherche intensive caractérisés par un délai d'application particulièrement long et un rendement souvent incertain de l'investissement, il peut également résulter de modifications du cadre juridique - et des normes environnementales en particulier - régissant le secteur de l'énergie. Ainsi, en Allemagne, par exemple, les sociétés qui investissent dans la production d'électricité basée sur l'énergie éolienne ou la biomasse reçoivent une prime d'encouragement qui leur est versée par les distributeurs d'électricité, mais dont le montant est fixé par la loi.

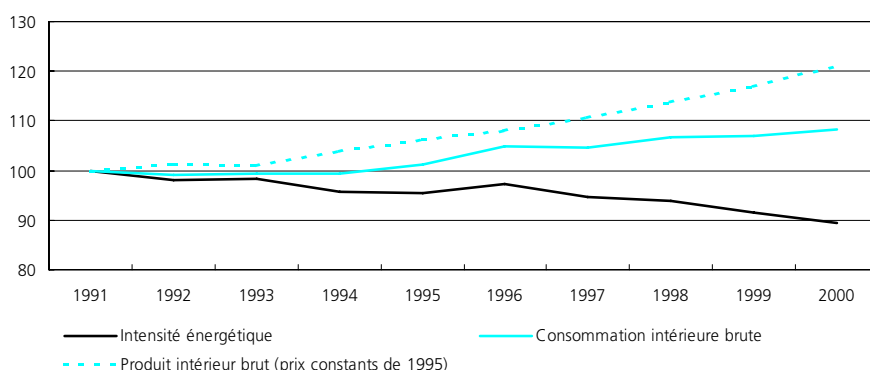
Ce chapitre décrit les activités qui participent à l'approvisionnement énergétique, à savoir l'extraction de produits énergétiques (divisions 10 à 12 de la NACE), la cokéfaction, le raffinage de pétrole et le traitement des combustibles nucléaires (division 23 de la NACE) et la production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (division 40 de la NACE). L'assainissement et la distribution d'eau sont pris en compte au chapitre 14.

### NACE

- 10: extraction de houille, de lignite et de tourbe;
- 10.1: extraction et agglomération de la houille;
- 10.2: extraction et agglomération du lignite;
- 10.3: extraction et agglomération de la tourbe;
- 11: extraction d'hydrocarbures; services annexes;
- 11.1: extraction d'hydrocarbures;
- 11.2: services annexes à l'extraction d'hydrocarbures;
- 12: extraction de minerais d'uranium;
- 23: cokéfaction, raffinage, industries nucléaires;
- 23.1: cokéfaction;
- 23.2: raffinage de pétrole;
- 23.3: élaboration et transformation de matières nucléaires;
- 40: production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur;
- 40.1: production et distribution d'électricité;
- 40.2: production et distribution de combustibles gazeux;
- 40.3: production et distribution de chaleur.

Graphique 1.1

### Intensité énergétique dans l'UE (1991=100)



Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_100a).

Les turbines à gaz à cycle combiné (TGCC) sont désormais le type le plus répandu de centrales électriques classiques. D'autres formules telles que les technologies avancées de combustion du charbon pourraient néanmoins devenir compétitives en termes de dépenses d'investissement et de rendement au cours des dix prochaines années, et donner lieu à un retour au charbon. Le cycle combiné à gazéification intégrée est également perçu comme une option possible pour la production future d'électricité, surtout si des normes plus rigoureuses sont adoptées en matière d'émissions. On a assisté, de manière plus générale, au développement dans ce secteur des turbines à gaz, des TGCC et des moteurs à combustion pour cogénération industrielle de chaleur et d'électricité à petite échelle.

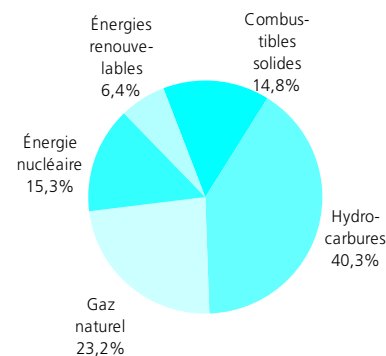
### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de l'énergie joue un rôle très important dans l'économie de l'Union européenne; la valeur ajoutée brute de ce secteur s'est élevé à 212 milliards d'euros en 2000, soit 4,5 % de la richesse créée cette année là par les entreprises de l'Union européenne (total des sections C à K de la NACE). Avec 1,2 million de personnes occupées, le secteur ne représente en revanche que 1,2 % de l'ensemble de l'emploi total dans les entreprises de l'Union européenne, ce chiffre soulignant ainsi le haut niveau de productivité (la valeur ajoutée produite par personne occupée) de la main d'œuvre dans le secteur.

L'on peut distinguer trois principales activités au sein du secteur de l'énergie, à savoir l'extraction de produits énergétiques (divisions 10 à 12), le traitement des combustibles (division 23) et la production et la distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (division 40), cette dernière activité étant de loin la plus importante. Il convient de noter que la division 40 ne couvre que la distribution assurée par les réseaux d'électricité et de gaz; la distribution par d'autres moyens (comme les bouteilles de gaz) ou la distribution d'autres produits énergétiques (carburant automobile, combustibles de chauffage solides et liquides) sont considérés comme faisant partie des activités régulières de distribution et sont donc couverts aux chapitres 16 à 18 de la présente publication. Il convient aussi de souligner que la division 40 englobe la production et la distribution de gaz et d'électricité, alors que l'extraction du gaz est couverte par la division 11 de la NACE. Envisageables pour le gaz, le stockage et l'accumulation avant distribution le sont beaucoup moins pour l'électricité qui, elle, est produite, distribuée et consommée plus ou moins simultanément.

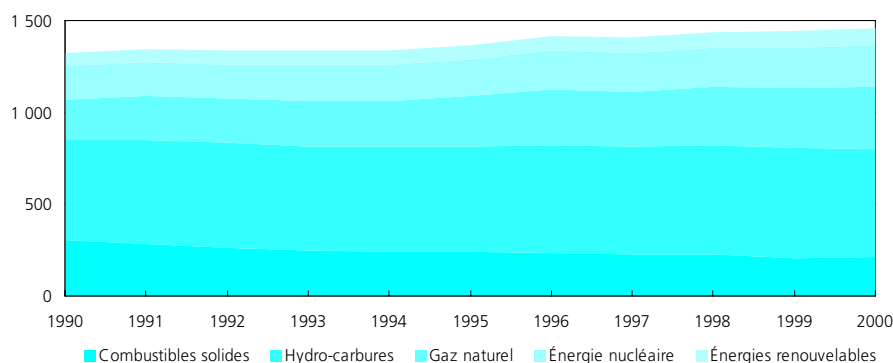
Avec 124 milliards d'euros en 2000, le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et de chaleur a généré plus de la moitié de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur de l'énergie. Ce chiffre est le double de celui des activités minières et extractives: l'extraction de pétrole et de gaz ayant assuré 48,4 milliards d'euros de valeur ajoutée et l'extraction de produits énergétiques (houille, lignite et tourbe) 6,8 milliards d'euros supplémentaires. Avec une valeur ajoutée de 33,3 milliards d'euros en 2000, le traitement des combustibles a été l'activité la moins importante du secteur.

**Graphique 1.2**  
Consommation intérieure brute d'énergie dans l'UE par type, 2000



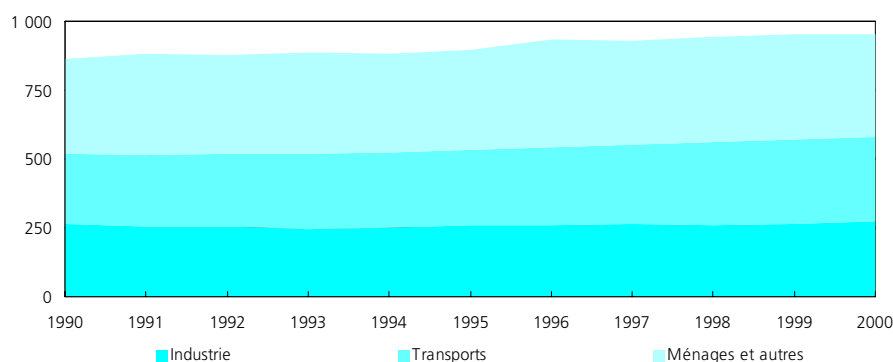
Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/).

**Graphique 1.3**  
Consommation intérieure brute d'énergie dans l'UE par type (millions de TEP)



Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/).

**Graphique 1.4**  
Consommation finale d'énergie dans l'UE par secteur (millions de TEP)



Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/).



Dans le bilan énergétique de l'Union européenne, la production primaire mesure la somme de l'énergie extraite, de la chaleur produite dans les réacteurs et de l'utilisation des sources d'énergies renouvelables. La somme de cette production primaire, des importations nettes et des variations de stocks équivaut à la consommation intérieure brute d'énergie, qui constitue l'agrégat clé du bilan énergétique. Cet indicateur désigne la quantité d'énergie nécessaire à la satisfaction de la consommation intérieure et correspond à la quantité disponible pour la consommation finale, pour la couverture des pertes de distribution et de transformation et pour celle de la consommation par le secteur énergétique lui-même. L'énergie disponible pour la consommation finale représente, quant à elle, la somme de tous les produits énergétiques mis à la disposition des consommateurs, y compris la consommation à des fins non énergétiques, dans l'industrie chimique par exemple.

La consommation intérieure brute d'énergie s'élevait à 1 457 millions de TEP (tonnes d'équivalent pétrole) dans l'Union européenne en 2000, ce qui correspond à une hausse de 1,1 % par rapport à 1999. Dans le même temps, la production primaire de l'Union européenne a baissé de 0,8 % pour se situer à 759 millions de TEP. Au cours de la décennie écoulée, la production primaire avait, en fait, progressé beaucoup moins rapidement que la consommation intérieure brute, ce qui signifie que la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis des importations d'énergie s'était accrue au fil des années. Toutefois, au cours de la même période, l'intensité énergétique de l'économie communautaire, définie comme la consommation intérieure brute par unité de PIB, est passée de 215,7 TEP par million d'euros en 1990 à 193,8 TEP par million d'euros en 2000, ce qui signifie qu'il a fallu moins d'énergie pour obtenir un même niveau de produit intérieur.

Les combustibles fossiles constituent la première source d'énergie de l'Union européenne. En 2000, le pétrole brut et les produits pétroliers représentaient 40,3 % de la consommation intérieure brute d'énergie, ce qui correspond à 588 millions de TEP; le gaz naturel représentait 23,2 %, soit 338 millions de TEP et les combustibles solides quelque 14,8 %, soit 215 millions de TEP. Au total, les combustibles d'origine fossile ont couvert 78,3 % de la consommation intérieure brute totale. L'énergie nucléaire constituait la deuxième principale source d'énergie, la consommation intérieure brute étant égale à 223 millions de TEP, soit 15,3 % de la consommation intérieure brute totale. Les sources renouvelables d'énergie et les pertes industrielles ont totalisé 89 millions de TEP supplémentaires, soit 6,1 % de l'ensemble.

Si la part du pétrole brut et des produits pétroliers est restée stable tout au long de la décennie écoulée, on constate en revanche une hausse de la demande de gaz naturel dont la part dans l'ensemble a augmenté de plus de 6 points de pourcentage par rapport à 1990 (16,8 %). Cette évolution s'est faite principalement aux dépens des combustibles solides dont la part dans l'ensemble des sources d'énergie de l'Union européenne a chuté de 8,1 points de pourcentage entre 1990 et 2000. Les combustibles solides se caractérisent, dans l'Union européenne, par des coûts d'extraction élevés, alors qu'ils s'avèrent moins efficaces que d'autres sources d'énergie. Ils ont dès lors été confrontés à une concurrence de plus en plus vive sur leur marché principal, à savoir les centrales électriques classiques: celles-ci se tournent désormais vers le gaz naturel et la contribution des combustibles solides à leur alimentation est passée, à l'échelle de l'Union européenne, de 67,6 % en 1990 à 52,2 % en 2000. Les combustibles solides ont perdu en 1993 leur deuxième place au classement des principales sources d'énergie de l'Union européenne au profit du gaz naturel avant de se faire dépasser également par l'énergie nucléaire. Cependant, l'utilisation de combustibles nucléaires reste controversée dans l'Union européenne; d'une part, elle est considérée comme une alternative valable à

l'emploi de combustibles fossiles en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre; d'autre part, elle est de moins en moins bien acceptée par l'opinion publique pour des raisons liées aux problèmes de sécurité et de gestion des déchets. Certains États membres ont donc décidé de renoncer au nucléaire, notamment la Belgique et l'Allemagne. Six États membres (Danemark, Grèce, Irlande, Luxembourg, Autriche et Portugal) ne comptent aucune centrale de ce type et le secteur nucléaire italien a pour seule mission, depuis 1999, de veiller au démantèlement des centrales nucléaires.

Le poids des sources renouvelables d'énergie <sup>(2)</sup> dans l'ensemble du panorama énergétique s'est accru tout au long des années 1990, passant de 5,0 % de la consommation intérieure brute totale en 1990 à 6,1 % en 2000. Plus de la moitié, soit une consommation intérieure brute de 53,9 millions de TEP en 2000 (3,7 %), était produite par la biomasse. L'un des principaux objectifs de la politique communautaire de l'énergie consiste à accroître d'ici à 2010 la part de l'énergie renouvelable dans la consommation intérieure brute pour des raisons liées à la protection de l'environnement, d'une part, et au renforcement de la sécurité d'approvisionnement de l'Union européenne en énergie, d'autre part. L'objectif provisoire <sup>(3)</sup> est de faire en sorte que d'ici 2010, un cinquième de la production communautaire brute d'électricité provienne de sources renouvelables.

<sup>(2)</sup> Énergie hydroélectrique, éolienne, solaire, géothermale et biomasse/déchets.

<sup>(3)</sup> Directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Le secteur de l'énergie (divisions 10 à 12, 23 et 40 de la NACE) occupait 1,2 million de personnes dans l'Union européenne en 2000, soit 1,2 % de l'emploi total des entreprises. Près du quart d'entre elles, soit 877 000 personnes travaillaient dans la production et la distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (division 40 de la NACE). La production de produits énergétiques (division 23 de la NACE) et l'extraction de combustibles solides (division 10 de la NACE) représentaient chacune 10 % de l'ensemble des personnes occupées dans le secteur énergétique de l'Union européenne.

La productivité apparente du travail était particulièrement élevée dans le secteur de l'énergie. Chaque personne occupée a généré 175 100 euros, en moyenne, de valeur ajoutée en 2000, ce qui correspond à trois fois et demie la moyenne du secteur industriel (50 000 euros pour les sections C à F de la NACE).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Pour satisfaire ses besoins en énergie, l'Union européenne dépend dans une grande mesure de pays tiers. L'Union européenne a exporté 392 millions de TEP de produits énergétiques en 2000, mais elle en a importé trois fois plus (soit 1 133 millions de TEP). Les importations nettes de 1 133 millions de TEP. Ces importations nettes (la balance commerciale) ont donc été de 742 millions de TEP, soit 50,9 % de la consommation intérieure brute totale, pourcentage resté quasiment inchangé tout au long des années 1990. Ce ratio était plus élevé pour le pétrole brut/produits pétroliers (80,4 % de la consommation provenaient de l'importation en 2000) que pour le gaz naturel (45,8 %).

**Tableau 1.1**
**Extraction de produits énergétiques; cokéfaction, raffinage, industries nucléaires; électricité, gaz, chaleur (NACE divisions 10, 11, 12, 23 et 40)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001
<b>EU-15</b>	16,6	17,5	:	4,7	:	:
<b>B</b>	11,1	17,9	:	8,8	:	:
<b>DK</b>	26,1	16,6	:	:	:	:
<b>D</b>	17,1	16,7	4,2	4,2	:	:
<b>EL</b>	15,1	13,8	:	:	:	:
<b>E</b>	10,2	11,5	:	2,5	:	:
<b>F</b>	22,0	21,1	3,2	8,2	:	:
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	11,9	16,0	:	3,9	4,4	5,2
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	14,9	14,4	14,8	14,7	:	:
<b>A</b>	17,4	15,8	:	7,1	:	:
<b>P</b>	:	:	:	:	:	:
<b>FIN</b>	24,2	24,0	:	:	:	:
<b>S (2)</b>	:	28,8	:	:	:	:
<b>UK</b>	18,3	19,2	:	5,0	:	:

(1) B, E et A, 2000.

(2) 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

## 1.1: PÉTROLE BRUT ET GAZ NATUREL

Ce sous-chapitre aborde l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel et les services annexes (division 11 de la NACE), le raffinage de pétrole (groupe 23.2 de la NACE) et la production et la distribution de combustibles gazeux (groupe 40.2 de la NACE). Les activités connexes de prospection et de topographie sont analysées au chapitre 22, la vente au détail de carburants automobiles au chapitre 16.

À la différence du pétrole et des produits pétroliers, le secteur de la distribution de gaz dans l'Union européenne a depuis longtemps été protégé. Toutefois, cette situation est en train d'évoluer, suite à la mise en œuvre de la directive de 1998 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz <sup>(4)</sup>. Celle-ci prévoyait initialement une ouverture de marché de 20 % au moins visant tous les producteurs d'électricité à partir du gaz ainsi que les consommateurs finals consommant plus de 25 millions de m<sup>3</sup> de gaz par an - le seuil de cette consommation annuelle devant être ramené à 5 million de m<sup>3</sup> en deux étapes ultérieures respectivement fixées à 5 et 10 ans. D'après le deuxième rapport de la Commission sur la mise en place du marché intérieur de l'électricité et du gaz <sup>(5)</sup>, plusieurs États membres ont libéralisé leur marché du gaz au-delà de ces exigences légales et le degré d'ouverture varie fortement puisqu'il va de 20 % en France et 35 % au Danemark à 100 % en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni <sup>(6)</sup>. Tous les États membres, à l'exception de la France et du Luxembourg envisagent l'ouverture intégrale de leur marché du gaz avant 2006.

<sup>(4)</sup> Directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz.

<sup>(5)</sup> Document SEC (2002) 1038 du 1/10/2002.

<sup>(6)</sup> En EL, P et FIN, pays ayant bénéficié de dérogations, les marchés du gaz n'ont pas encore été libéralisés.

## PROFIL STRUCTUREL

La production primaire de pétrole brut et de gaz naturel a atteint 351 millions de TEP dans l'Union européenne en 2000, soit 0,8 % de moins qu'en 1999, baisse qui s'explique par une réduction de 4,7 % de la production de pétrole brut, tombée à 160 millions de TEP. À l'inverse, la production de gaz naturel a progressé de 2,6 %, atteignant 191 millions de TEP. Au premier rang des États membres, le Royaume-Uni a contribué à hauteur de 79,8 % à la production de pétrole brut de l'Union européenne et à hauteur de 51,2 % à la production de gaz naturel en 2000. Les autres producteurs importants étaient le Danemark, qui assurait 11,3 % de la production communautaire de pétrole brut, et les Pays-Bas dont la production de gaz naturel représentait 27,2 % de la production communautaire totale.

Au cours de la première moitié des années 1990, la production de pétrole de l'Union européenne a connu une forte croissance, passant de 133 millions de TEP en 1990 à 189 millions de TEP en 1996; elle s'est ensuite stabilisée et a fini par amorcer une légère baisse. La progression initiale de la production de pétrole est essentiellement due à l'augmentation de la production en Mer du Nord du Royaume-Uni et du Danemark. Le Royaume-Uni a accru sa production de gaz tout au long des années 1990 et, depuis 1995, devance les Pays-Bas en tant que principal producteur de l'Union européenne; sa part dans la production a progressé en moyenne de 3,7 % par an tout au long de la décennie, jusqu'en 2000.

Mesurée sur la base de la consommation intérieure brute, la demande de pétrole brut, de produits pétroliers et de gaz naturel a atteint 926 millions de TEP en 2000, et s'établit ainsi pratiquement au même niveau que l'année précédente. Avec 588 millions de TEP, le pétrole constituait l'essentiel de la consommation, alors que le gaz naturel ne totalisait que 338 millions de TEP. La consommation de pétrole a progressé plus lentement que celle du gaz naturel puisqu'elle a, entre 1990 et 2000, augmenté en moyenne de 0,7 % par an alors que le taux correspondant était de 4,3 % par an pour le gaz.

Le pétrole brut sert essentiellement à alimenter la transformation dans les raffineries. La production de dérivés du pétrole s'est élevée à 654 millions de TEP dans l'Union européenne en 2000, et se répartissait comme suit: gasoil et diesel 35,5 %, essence 21,5 %, fuels résiduels 16,0 %, kérosène et carburants pour avions 6,8 %, naphte 6,6 %, gaz de raffinerie 3,6 %, gaz de pétrole liquéfié (GPL) 3,1 % et autres produits pétroliers divers 6,9 %.

Dans le cas du gaz naturel, au contraire, 72,4 % de la consommation intérieure brute sont disponibles pour la consommation finale, un quart seulement (28,2 %) étant destiné à la transformation. L'utilisation du gaz naturel en tant que source d'énergie gagne du terrain et cette évolution s'explique principalement par une demande accrue de la part des centrales thermiques classiques.

Le secteur du transport était le premier marché de consommation finale des produits pétroliers (69,7 %), tandis que les ménages représentaient 12,8 % de la consommation totale de pétrole en 2000 et 42,1 % de la consommation de gaz naturel.

**Tableau 1.2**  
**Raffinage de pétrole (NACE groupe 23.2)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production (millions d'euros)</b>	162 055	198 072	199 857	183 021	204 563	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	106	:	110	110	111	107
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	11 878	13 967	14 392	17 890	16 296	25 918
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	6 326	6 403	6 300	6 407	6 701	7 000
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	112,3	:	130,7	162,9	146,5	242,7
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	187,8	218,1	228,4	279,2	243,2	370,3

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_ms).

Tableau 1.3

**Hydrocarbures naturels (CPA division 11)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	2 120	2 351	3 189	3 758	3 338	2 819	2 530	1 863	3 558	7 451	5 745
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	53 945	50 299	51 856	52 356	47 377	61 012	66 241	46 017	60 382	119 892	112 173
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-51 825	-47 948	-48 667	-48 597	-44 039	-58 193	-63 711	-44 154	-56 824	-112 441	-106 428
<b>Taux de couverture (%)</b>	3,9	4,7	6,1	7,2	7,0	4,6	3,8	4,0	5,9	6,2	5,1

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 1.4

**Produits pétroliers raffinés (CPA groupe 23.2)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 365	6 103	9 730	10 225	8 374	10 402	12 432	9 929	10 906	19 896	15 628
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	14 250	11 016	10 306	10 032	10 640	10 940	11 754	8 290	10 991	20 721	20 648
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-7 886	-4 913	-576	193	-2 267	-538	678	1 639	-85	-825	-5 020
<b>Taux de couverture (%)</b>	44,7	55,4	94,4	101,9	78,7	95,1	105,8	119,8	99,2	96,0	75,7

Source: Eurostat, Comext.

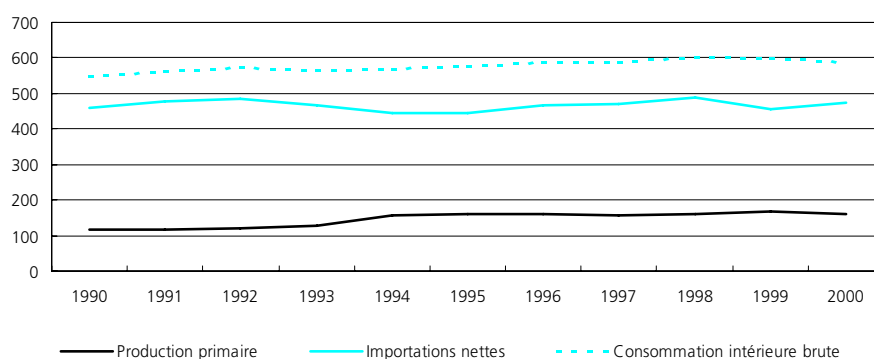
**EMPLOI**

En 2000, l'emploi dans le secteur de l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel était estimé à 55 800 personnes occupées. Des données SSE partielles (il faut noter que l'on ne dispose pas de données concernant quelques uns des États membres les plus importants) relatives aux deux autres activités font état de 80 900 personnes supplémentaires travaillant dans le secteur de la production de dérivés du pétrole raffiné <sup>(7)</sup> et de 101 000 personnes dans le secteur de la production et de la distribution de gaz <sup>(8)</sup>.

<sup>(7)</sup> D, EL, IRL et A, non disponibles; DK, E, NL, P et S, 1999; B, 1998; FIN, 1997.

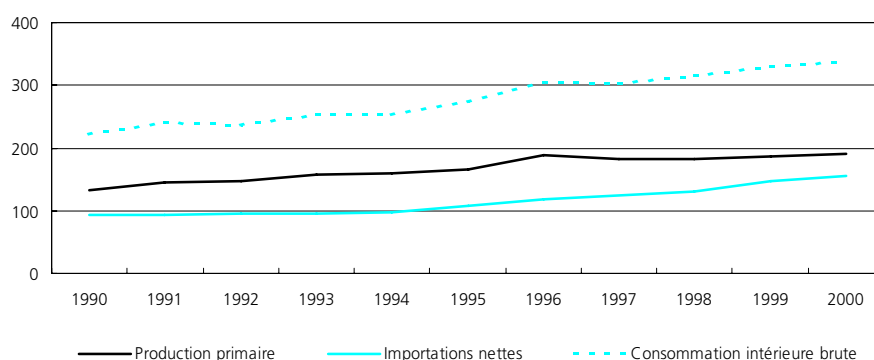
<sup>(8)</sup> EL, F, IRL et L, non disponibles; NL et S, 1999; B et UK, 1998.

Graphique 1.5

**Principaux indicateurs sur les hydrocarbures dans l'UE (millions de TEP)**


Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_102a).

Graphique 1.6

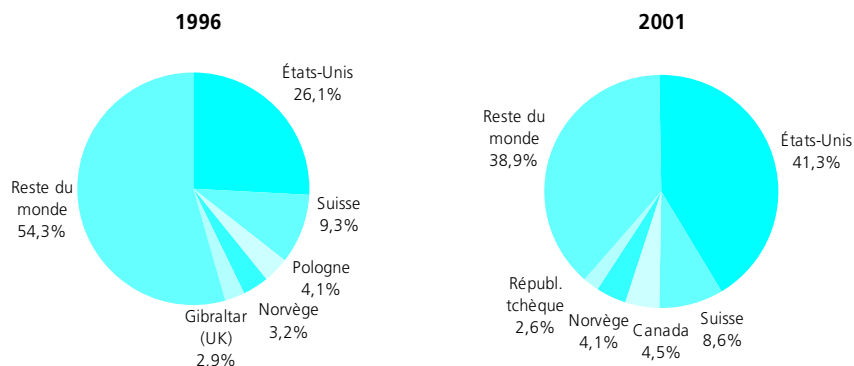
**Principaux indicateurs sur le gaz naturel dans l'UE (millions de TEP)**


Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_103a).

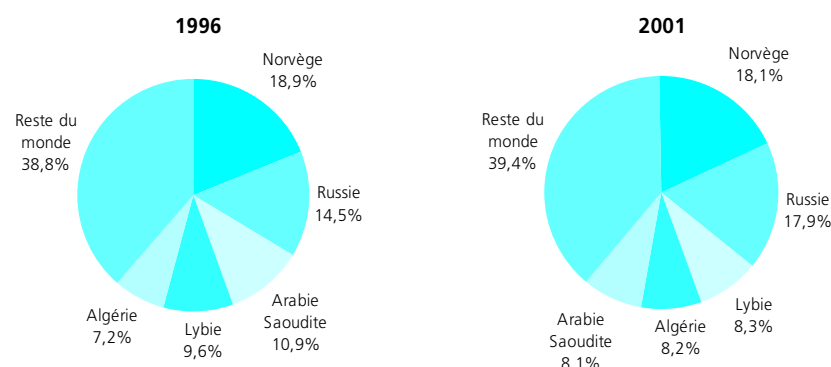
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'Union européenne reste très dépendante des importations de pétrole brut: en 2000, les importations nettes n'assurant pas moins de 80,4 % de la consommation intérieure brute. Cependant, la production de l'Union européenne ayant augmenté plus rapidement que ses importations, au cours de la décennie écoulée, cette proportion est inférieure au pic de 84,6 % atteint en 1990. La situation se présentait de manière très différente en ce qui concerne le gaz naturel: les importations ayant augmenté plus rapidement que la production primaire, elles représentaient 45,8 % de la consommation intérieure brute en 2000, un niveau record pour la période 1990-2000.

La Norvège était le premier fournisseur de pétrole de l'Union européenne (23,7 % de l'ensemble en 2000), avant la Russie (16,1 %) et l'Arabie Saoudite (13,8 %). Les principaux fournisseurs de gaz naturel étaient la Russie (41,1 % du volume total de gaz importé en 2000), l'Algérie (29,1 %) et la Norvège (23,3 %).

**Graphique 1.7****Hydrocarbures naturel et produits pétroliers raffinés (CPA division 11 et groupe 23.2)  
Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 1.8****Hydrocarbures naturel et produits pétroliers raffinés (CPA division 11 et groupe 23.2)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 1.5

**Production et réserves prouvées de pétrole brut, 2002**

	Production (millions de tonnes)	Réserves prouvées (millions de tonnes) (1)	Capacité de production (années) (2)
<b>Amérique du Nord</b>	<b>396,6</b>	<b>27 622</b>	<b>69,6</b>
Canada	109,3	24 559	224,7
États-Unis	287,3	3 062	10,7
<b>Amérique latine</b>	<b>455,6</b>	<b>15 167</b>	<b>33,3</b>
Mexique	158,3	1 722	10,9
Vénézuéla	120,3	10 614	88,2
<b>Afrique</b>	<b>339,5</b>	<b>10 563</b>	<b>31,1</b>
Algérie	42,3	1 255	29,7
Lybie	64,7	4 025	62,2
Nigeria	96,1	3 274	34,1
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>302,1</b>	<b>2 469</b>	<b>8,2</b>
Norvège	156,9	1 400	8,9
Royaume-Uni	112,0	643	5,7
<b>Europe de l'Est</b>	<b>455,0</b>	<b>10 827</b>	<b>23,8</b>
Russie	444,8	10 618	23,9
<b>Moyen-Orient</b>	<b>972,4</b>	<b>93 539</b>	<b>96,2</b>
Arabie Saoudite	380,8	35 716	93,8
Iraq	101,1	15 348	151,8
Iran	171,8	12 237	71,2
Koweït	93,0	13 165	141,6
<b>Asie et Pacifique</b>	<b>367,3</b>	<b>5 281</b>	<b>14,4</b>
Chine	169,3	2 490	14,7
Indonésie	55,8	682	12,2
<b>Monde</b>	<b>3 288,6</b>	<b>165 468</b>	<b>50,3</b>

(1) Au 1er janvier 2003.

(2) Rapport entre les réserves et la production.

Source: CPDP.

## 1.2: PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Ce sous-chapitre couvre la production, le transport et la distribution d'électricité, générée soit à partir de combustibles fossiles, soit nucléaires ou renouvelables. Ces activités forment le groupe 40.1 de la NACE.

L'électricité entre dans tous les domaines de l'activité humaine ou presque et sa consommation est donc étroitement liée à l'activité économique. L'amélioration du rendement énergétique a souvent été contrebalancée par l'apparition de nouveaux équipements et de nouvelles applications qui consomment de l'électricité. De ce fait, la consommation d'électricité de l'Union européenne a progressé à un rythme relativement rapide. Au cours de la décennie écoulée, la mise en place d'un marché intérieur de l'électricité a provoqué une mutation structurelle profonde et stimulé la concurrence dans le secteur de l'électricité. La pierre angulaire de ce processus a été l'ouverture des réseaux pour les consommateurs et les distributeurs de l'accès. La directive concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité<sup>(9)</sup> prévoit que l'accès aux réseaux doit être basé sur des critères objectifs, transparents et non discriminatoires. En 2001, tous les États membres avaient transposé la directive dans leur législation nationale. En termes d'ouverture de marché, plusieurs d'entre eux ont été au-delà des exigences de la directive, à savoir assurer un degré d'ouverture de 33 % environ en 2003. En effet, d'après le deuxième rapport de la Commission sur la mise en place du marché intérieur de l'électricité et du gaz, cinq États membres (Allemagne, Autriche, Finlande, Suède et Royaume-Uni) avaient totalement libéralisé leur marché de l'électricité en 2001 et quatre autres (Danemark, Espagne, Pays-Bas et Portugal) prévoient de le faire avant 2003.

<sup>(9)</sup> Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité.

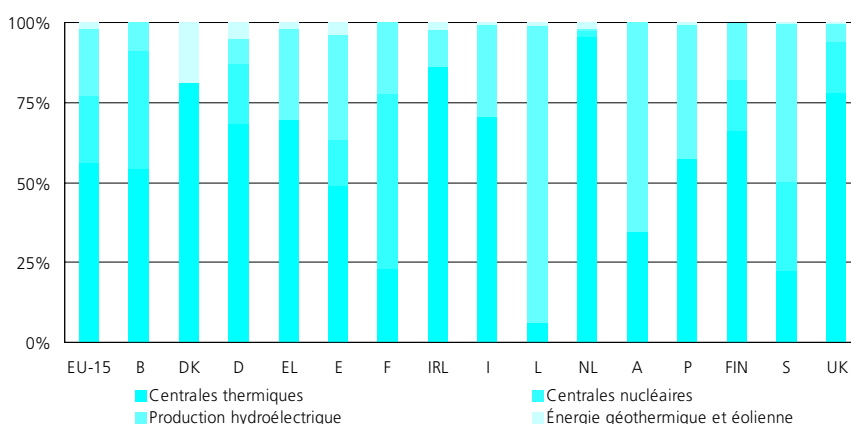
### PROFIL STRUCTUREL

La capacité totale de production nette installée dans l'Union européenne a connu une forte croissance pendant les années 1990, atteignant 582 GW en 2000, contre 500 GW en 1990. Les centrales thermiques assuraient 56,1 % de cette capacité, les centrales nucléaires 21,3 % et les centrales hydroélectriques 20,4 %, le solde se répartissant entre l'énergie éolienne (2,1 %) et l'énergie géothermique (0,1 %). Ces pourcentages sont restés relativement inchangés au cours de la décennie écoulée, exception faite de l'énergie éolienne qui s'est accrue au cours des quelques dernières années puisque sa capacité est passée de 2,5 GW en 1995 (0,1 % du total) à 12,3 GW en 2000. Une autre évolution notable dans la catégorie des centrales thermiques est l'importance croissante des centrales électriques à cycle combiné dont la capacité est passée de 3,3 GW en 1990 à 40,0 GW en 2000.

La production nette d'électricité a atteint, dans l'ensemble de l'Union européenne, 2 475 TWh en 2000, ce qui représente une hausse moyenne de 2,4 % par an depuis 1990. Avec 534 TWh et 517 TWh respectivement, l'Allemagne et la France étaient les deux premiers producteurs d'électricité de l'Union européenne, assurant chacun près du cinquième de la production totale nette. La production d'électricité du Royaume-Uni (361 TWh) se situait aux deux-tiers de ce niveau, alors que celle de l'Italie (264 TWh) en représentait la moitié.

Graphique 1.9

### Origine de la capacité nette en électricité dans l'UE, 2000



Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_11/es\_113a).

Tableau 1.6

### Évolution des prix de l'électricité entre le 1er janvier 1998 et le 1er juillet 2002, hors taxes et TVA (%) (1)

	Grands consommateurs industriels (2)	Particuliers (3)
B	3,0	-13,7
DK	-8,2	18,6
D	-19,7	16,1
EL	1,2	-6,9
E	-10,7	-9,2
F	-5,5	-1,9
IRL	22,1	19,9
I	22,4	63,6
L	-17,4	-1,2
NL	-1,4	21,8
A	:	-29,8
P	-4,4	-0,5
FIN	2,5	1,0
S	-21,4	2,3
UK	-12,9	-12,9

(1) D, Allemagne de l'Ouest; EL, Athènes; E, Madrid; F, Paris; IRL, Dublin; NL, Rotterdam; A, Oberösterreich/Tirol/Vienne; P, Lisbonne; UK, consommateur domestique de Londres.

(2) Consommateur industriel consommant 24 GWh par an; L, effacement de 50 % durant les heures de grande charge; DK et NL, entre le 1er janvier 1998 et le 1er juillet 1999.

(3) Ménages consommant 600 kWh par an pour une habitation normale de 50 m<sup>2</sup>; NL, entre le 1er janvier 2000 et le 1er juillet 2002.

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_price/).

La répartition de la production d'électricité entre les différentes sources énergétiques utilisées dans l'Union européenne traduit des divergences tant en termes d'accès aux énergies primaires qu'en termes de politiques nationales en la matière. En 2000, les centrales nucléaires constituaient de loin la source d'électricité la plus importante en France (76,5 % de la production nette totale) et en Belgique (57,1 %). En revanche, les centrales thermiques classiques fournissaient près de 90 % de l'électricité au Danemark, en Grèce, en Irlande et aux Pays-Bas, contre moins de 10 % en France et en Suède. L'énergie hydroélectrique était prédominante au Luxembourg (74,5 %), en Autriche (71,5 %) et en Suède (54,9 %), tandis que le Danemark était le seul pays où la contribution de l'énergie éolienne était supérieure à 10 % (12,3 %).

Au cours des années 1990, la part de l'électricité dans la consommation énergétique finale s'est sensiblement accrue, passant de 18,1 % du total en 1990 à 20,1 % en 2000. Elle varie considérablement d'un pays à l'autre en fonction de la structure industrielle, du degré d'automatisation de celle-ci, de l'utilisation de l'électricité pour le chauffage des locaux ou de l'existence d'énergies de substitution. Dans les pays du Bénélux, par exemple, l'électricité occupait une faible place dans la consommation énergétique finale (moins de 18,0 % en 2000) essentiellement en raison du développement des réseaux de distribution de gaz. À l'inverse, l'électricité représentait 26,4 % de la consommation finale en Finlande et 32,4 % en Suède en raison de l'importance du chauffage électrique des locaux et du recours intensif à l'éclairage, ce qui se traduit par un surcroît de consommation d'énergie par rapport aux États membres du sud (notamment pendant les mois d'hiver).

### EMPLOI

Le secteur de la production et de la distribution d'électricité occupait 533 200 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(10)</sup>; faute de données SSE les concernant, quatre États membres, notamment la France, ne figurent pas dans ces chiffres. L'emploi dans le secteur a décliné rapidement au cours de la décennie écoulée. La plupart des pays pour lesquels il existe de longues séries chronologiques longues font état d'une baisse du nombre de personnes occupées supérieure à 15 % entre 1990 et 2000.

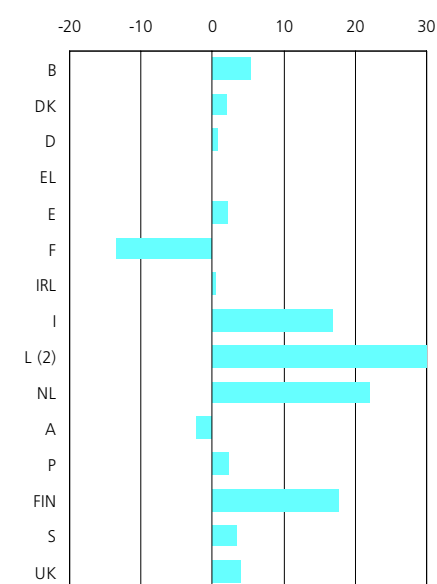
### COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges avec les pays tiers restent très limités car ils dépendent d'interconnexions. Seules la Suisse et la Norvège ont à l'heure actuelle des échanges d'électricité avec l'Union européenne. Les importations nettes d'électricité de l'Union européenne ont représenté 42,4 TWh en 2000, soit l'équivalent de moins de 2,0 % de la production nette totale.

<sup>(10)</sup> El, F, IRL et NL, non disponibles; UK, 1998.

Graphique 1.10

### Importations nettes d'électricité en proportion de la production nette nationale, 2000 (%) (1)



(1) Un signe négatif indique des exportations nettes.

(2) Luxembourg = 498,9.

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_102a).

Tableau 1.7

### Électricité (CPA groupe 40.1)

#### Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	659	699	824	903	1 115	1 427	1 185	1 242	1 193	1 309	1 638
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	605	510	515	561	526	546	567	677	731	680	1 579
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	54	189	308	342	588	882	618	565	463	629	59
<b>Taux de couverture (%)</b>	108,9	136,9	159,8	160,9	211,9	261,6	209,1	183,4	163,3	192,5	103,7

Source: Eurostat, Comext.



## 1.3: AUTRES ACTIVITÉS ÉNERGETIQUES

Ce sous-chapitre traite de l'extraction et de l'agglomération de la houille (groupe 10.1 de la NACE), du lignite (groupe 10.2) et de la tourbe (groupe 10.3), ainsi que de la cokéfaction (groupe 23.1). Il couvre également l'extraction de minerais d'uranium (division 12 de la NACE) et l'élaboration et la transformation de matières nucléaires (groupe 23.3 de la NACE), y compris la production d'uranium enrichi, la production d'éléments combustibles pour centrales nucléaires, la production de radioéléments à usage industriel ou médical et le traitement des déchets de l'industrie nucléaire. Pour compléter, la production et la distribution de vapeur et d'eau chaude est couverte par le groupe 40.3 de la NACE.

## PROFIL STRUCTUREL

Les combustibles solides (division 10 de la NACE) sont de moins en moins utilisés dans l'Union européenne pour faire face à la demande d'énergie. La consommation intérieure brute a baissé de 3,3 % par an en moyenne entre 1990 et 2000, pour se situer à 215 millions de TEP, contre 302 millions de TEP. Du côté de l'offre, la production communautaire de houille a elle aussi accusé un déclin à partir des années 1980, essentiellement en raison de la réduction de la capacité de production et de l'arrêt de la production de charbon dans plusieurs États membres. La production communautaire de combustibles solides a baissé de 7,2 % par an en moyenne entre 1990 et 2000; à un peu plus de 98 millions de TEP, la production a donc été divisée par deux. Cette perte a été en partie compensée par l'augmentation des importations nettes qui ont progressé de 2,2 % par an en moyenne, atteignant 111 millions de TEP en 1997. Avec 60 millions de TEP en 2000, l'Allemagne était le premier producteur communautaire de combustibles solides. Les seuls autres pays ayant une production significative étaient le Royaume-Uni (18 millions de TEP), la Grèce et l'Espagne (8 millions de TEP chacune).

Tableau 1.8

Élaboration et transformation de matières nucléaires (NACE groupe 23.3)  
Principaux indicateurs dans l'UE

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production (millions d'euros)</b>	7 618	:	8 313	8 430	8 671	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	28	:	:	27	27	30
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	3 754	:	3 746	3 928	4 065	3 704
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	1 259	:	1 414	1 567	1 746	1 719
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	133,6	:	:	144,4	151,1	122,2
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	298,2	:	264,9	250,7	232,8	215,4

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l.ms).

La baisse de la production communautaire de combustibles solides s'explique par deux facteurs principaux. D'abord, l'écart n'a cessé de se creuser entre les coûts d'extraction dans l'Union européenne et ceux pratiqués par les pays à faibles coûts en raison à la fois de coûts salariaux plus faibles dans les pays concurrents et de contraintes géologiques propres à l'Union européenne, région où les mines de charbon sont de plus en plus difficiles à exploiter dans des conditions de rentabilité économique. Par ailleurs, lorsque la restriction communautaire décidée en 1975 sur l'utilisation du gaz naturel dans la production d'électricité a pris fin en 1991, le secteur a opté pour des solutions plus performantes: les centrales thermiques à gaz.

Néanmoins, avec 72,3 % de la consommation intérieure brute en 2000, la production d'électricité est restée le marché le plus important pour les combustibles solides. À côté de cela, 22,9 % étaient utilisés dans les fabriques d'agglomérés et de briquettes, ainsi que par les cokeries et les hauts fourneaux. Compte tenu de tous les entrées, sorties et pertes de transformation, ainsi que de la consommation propre du secteur de l'énergie, il restait, dans l'Union européenne en 2000, quelque 38 millions de TEP de combustibles solides pour la consommation finale d'énergie, soit moins de la moitié de dix ans auparavant. L'essentiel de ces quantités a été utilisé par des industries de fabrication de biens intermédiaires à forte consommation d'énergie, principalement les industries métallurgiques et sidérurgiques (60,4 % de la consommation finale d'énergie en 2000). Les ménages représentaient 10,9 % de la consommation finale de combustibles solides, soit une baisse de 14 points de pourcentage par rapport à 1990.

S'agissant des combustibles nucléaires, la capacité de production d'uranium à l'intérieur de l'Union européenne suit une courbe descendante depuis le début des années 1990. La plupart des mines ont été fermées en raison de l'épuisement des gisements et du niveau élevé des coûts d'extraction en regard des cours mondiaux. Pour l'essentiel, les réductions de capacité de production ont touché la France, pays où la production est passée de 980 tU en 1995 à 124 tU en 2001. De même, l'Espagne a vu sa production passer de 255 tU en 1995 à 30 tU en 2001. Globalement, la production communautaire est passée de 1 276 tU en 1995 à 178 tU en 2001.

## EMPLOI

L'emploi dans le secteur de l'extraction et de l'agglomération de la houille, du lignite et de la tourbe (division 10) de l'Union européenne était estimé à 131 200 personnes occupées en 2000, soit près d'une personne sur dix travaillant dans l'ensemble du secteur de l'énergie. L'extraction de minerais d'uranium (division 12) n'était qu'un secteur très limité occupant 3 970 personnes en 2000.

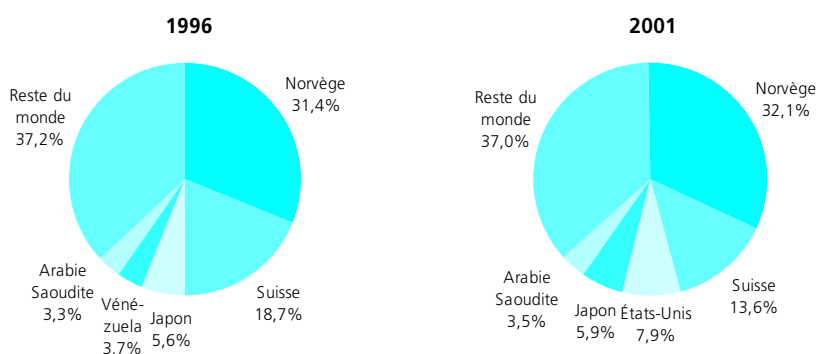
Tableau 1.9

**Houille, lignite et tourbe (CPA division 10)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	85	57	67	68	69	74	89	88	82	93	87
Importations extracomm. (millions d'euros)	6 395	6 105	4 789	5 246	5 365	5 530	5 802	5 840	5 395	6 651	9 014
Balance commerciale (millions d'euros)	-6 310	-6 049	-4 722	-5 178	-5 296	-5 455	-5 712	-5 752	-5 313	-6 558	-8 927
Taux de couverture (%)	1,3	0,9	1,4	1,3	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,4	1,0

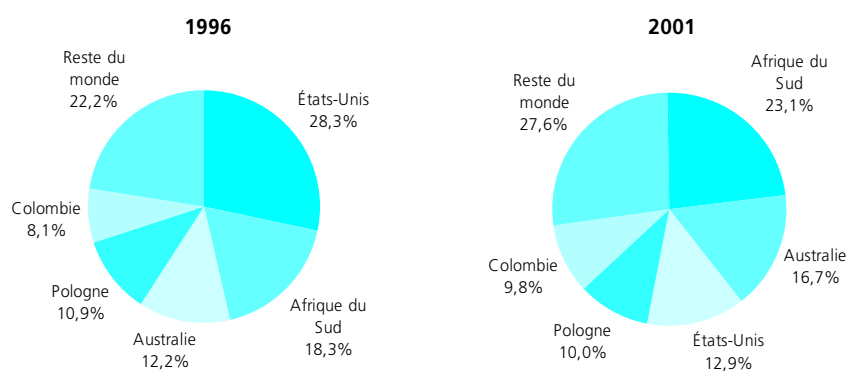
Source: Eurostat, Comext.

Graphique 1.11

**Houille, lignite et tourbe (CPA division 10)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 1.12

**Houille, lignite et tourbe (CPA division 10)**  
**Origine des importations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'Union européenne est l'un des principaux importateurs de combustibles solides sur les marchés internationaux. La production intérieure représentait moins de la moitié de la consommation intérieure brute et les importations nettes couvraient 51,4 % de l'ensemble en 2000 (contre 29,5 % en 1990).

De même, l'Union européenne est fortement dépendante des importations pour faire face à sa demande de combustibles nucléaires. En 2001, elle n'a produit que 5 % de ses besoins annuels en uranium; le solde a été importé, principalement du Canada (25 % des quantités importées) et de la Russie (20 %) <sup>(11)</sup>. Avec 12 520 tU en 2001, le Canada était aussi le premier producteur d'uranium dans le monde, avant l'Australie (7 720 tU) et le Niger (3 096 tU).

<sup>(11)</sup> Euratom Supply Agency, *Annual report 2001*.

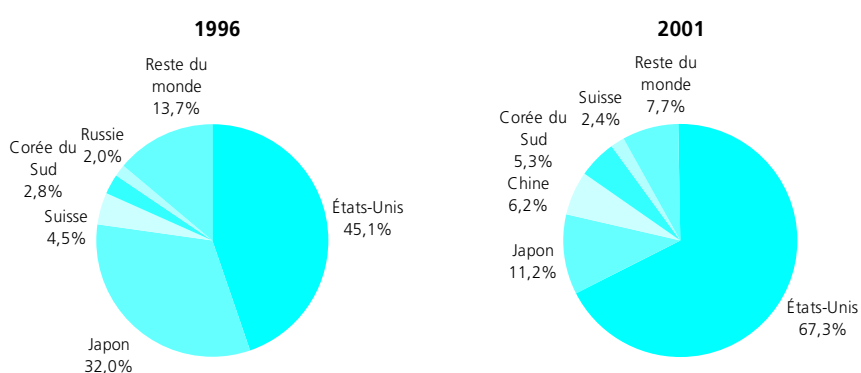
Tableau 1.10

**Produits des industries nucléaires (CPA groupe 23.3)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	754	773	921	832	869	777	834	684	1 013	1 170	1 302
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	952	898	837	1 059	1 017	1 004	1 209	1 100	1 026	1 019	1 249
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-198	-126	84	-227	-148	-227	-375	-416	-13	151	53
<b>Taux de couverture (%)</b>	79,3	86,0	110,1	78,6	85,4	77,4	69,0	62,2	98,7	114,8	104,3

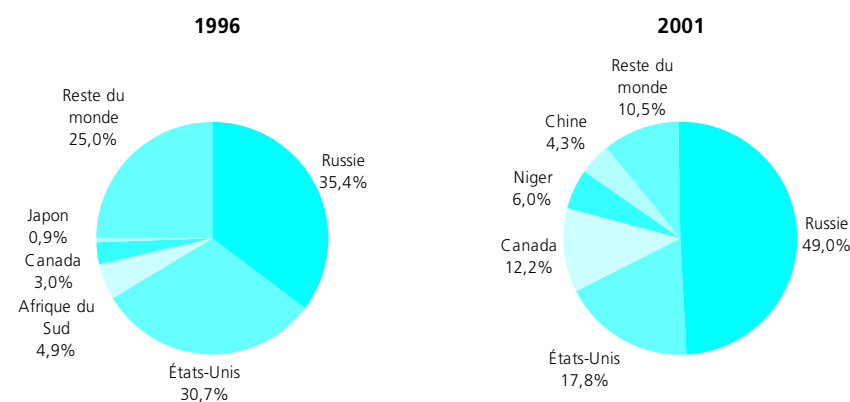
Source: Eurostat, Comext.

Graphique 1.13

**Produits des industries nucléaires (CPA groupe 23.3)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 1.14

**Produits des industries nucléaires (CPA groupe 23.3)**  
**Origine des importations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 1.11**  
**Extraction de houille, de lignite et de tourbe (NACE division 10)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I (1)	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Production (millions d'euros)	32	:	5 183	:	987	:	:	18	0	1	:	0	226	130	2 023
Nombre de personnes occupées (milliers)	0	:	89	:	17	:	:	1	0	0	:	0	1	1	13
Valeur ajoutée (millions d'euros)	12	:	4 698	:	702	:	:	6	0	1	:	0	91	41	845
Achats de biens et services (millions d'euros)	21	:	4 502	:	517	:	:	12	0	0	:	0	157	96	1 387
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	4	:	4 673	:	615	:	:	5	0	1	:	0	34	22	624
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	2,7	:	558,1	:	103,4	:	:	1,8	:	0,1	:	0	24,9	8,3	126,3
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	69,9	:	52,8	:	40,2	:	:	6,8	:	121,7	:	:	71,2	58,6	64,5
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	327,8	:	100,5	:	114,1	:	:	125,0	:	150,0	:	:	269,5	181,7	135,6
Taux brut d'exploitation (%)	25,2	:	0,5	:	9,2	:	:	6,9	:	17,6	:	:	24,6	13,7	9,9

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 1.12**  
**Extraction de houille, de lignite et de tourbe (NACE division 10)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG (1)	CY	CZ	EE (1)	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK (1)	SI	TR
Production (millions d'euros)	229	:	1 278	22	50	22	12	:	:	:	82	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	30	:	46	:	2	1	1	:	:	:	:	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	137	:	679	9	24	9	6	:	:	:	36	:	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	139	:	776	12	27	13	6	:	:	:	40	:	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	97	:	402	7	14	6	5	:	:	:	39	:	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (2)	31,0	:	100,8	3,1	0,2	2,3	2,0	:	:	:	4,1	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	4,6	:	14,6	:	13,5	7,5	4,9	:	:	:	:	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	141,6	:	:	144,6	175,4	147,5	111,8	:	:	:	92,6	:	:
Taux brut d'exploitation (%) (2)	19,1	:	16,2	14,5	17,5	14,0	5,0	:	:	:	-3,4	:	:

(1) 1999.

(2) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 1.13

## Flux intérieurs de combustibles solides 2000 (milliers de TEP)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Production primaire</b>	98 402	0	0	59 570	8 222	7 740	2 021	894	4	0	0	293	0	1 207	231	18 221
<b>Récupération</b>	792	191	0	0	0	0	245	0	0	0	0	0	0	0	0	356
<b>Importations nettes</b>	110 518	7 566	3 784	21 908	768	12 636	13 201	1 700	13 189	125	8 166	3 112	3 913	3 533	2 340	14 576
<b>Consommation intérieure brute</b>	215 209	8 200	4 013	83 909	9 040	20 643	15 188	2 566	12 660	125	7 979	3 648	3 803	5 047	2 442	35 945
<b>Entrées en transformation</b>	205 140	6 638	3 668	82 614	8 256	21 120	12 807	2 036	11 781	0	7 984	2 993	3 589	4 604	2 190	34 860
-centrales thermiques classiques	155 566	3 025	3 667	68 066	8 226	18 249	6 231	1 909	5 828	0	5 114	1 224	3 198	3 168	467	27 195
<b>Sorties de transformation</b>	28 285	2 116	0	8 809	51	1 681	3 648	153	3 066	0	1 448	943	253	619	780	4 717
<b>Consommation de la branche énergie</b>	481	9	0	174	0	58	110	0	67	0	0	22	0	0	0	40
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	37 873	3 670	345	9 930	836	1 146	5 919	683	3 878	125	1 443	1 575	467	1 062	1 032	5 762
<b>Conso. finale non énergétique</b>	1 224	0	0	345	0	0	0	0	0	0	107	758	0	0	14	0
<b>Consommation finale énergétique</b>	37 713	3 378	307	11 363	888	1 671	5 640	557	3 512	121	1 294	756	465	1 075	1 141	5 546
<b>Industrie</b>	32 889	3 164	282	10 098	852	1 607	5 057	51	3 449	120	1 266	499	465	1 050	1 141	3 789
<b>Transports</b>	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
-transports ferroviaires	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
<b>Ménages, etc.</b>	4 823	215	25	1 265	35	64	583	506	63	1	28	256	0	25	0	1 757
-ménages	4 127	215	1	860	22	48	583	502	63	1	4	234	0	15	0	1 580
-autres	696	0	25	406	14	16	0	4	0	0	23	22	0	10	0	177
<b>Écart statistique</b>	-1 064	292	39	-1 779	-52	-525	279	127	366	5	42	62	1	-13	-123	216

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_101a).

Tableau 1.14

## Évolution des flux intérieurs de combustibles solides, EU-15 (milliers de TEP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production primaire</b>	208 166	188 056	175 006	153 958	136 770	136 614	130 109	125 122	113 579	107 348	98 402
<b>Récupération</b>	1 656	1 965	1 047	1 040	728	1 416	1 255	1 147	1 045	936	792
<b>Importations nettes</b>	88 948	95 102	97 759	86 644	86 388	94 466	95 337	98 476	101 496	98 638	110 518
<b>Consommation intérieure brute</b>	301 688	285 221	265 117	246 663	242 752	237 905	234 904	223 415	223 069	206 967	215 209
<b>Entrées en transformation</b>	282 730	266 298	248 252	227 621	223 406	220 604	216 318	204 407	207 494	196 255	205 140
-centrales thermiques classiques	182 285	184 414	176 390	163 189	162 833	161 854	160 880	150 015	154 360	146 947	155 566
<b>Sorties de transformation</b>	66 028	52 734	45 089	40 017	37 495	34 714	34 275	32 064	30 690	28 350	28 285
<b>Consommation de la branche énergie</b>	952	1 222	863	753	768	493	521	506	600	590	481
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	84 033	70 435	61 090	58 306	56 073	51 523	52 339	50 566	45 666	38 471	37 873
<b>Conso. finale non énergétique</b>	3 575	3 040	3 011	2 765	3 139	2 332	2 217	1 213	1 249	1 142	1 224
<b>Consommation finale énergétique</b>	79 890	68 892	60 748	54 394	51 443	48 457	45 814	45 623	42 172	38 455	37 713
<b>Industrie</b>	53 318	47 585	44 581	39 530	39 695	38 573	35 818	36 961	35 307	32 806	32 889
<b>Transports</b>	16	17	15	7	6	7	3	7	2	1	1
-transports ferroviaires	16	17	15	7	6	7	3	7	2	1	1
<b>Ménages, etc.</b>	26 555	21 290	16 153	14 857	11 743	9 877	9 993	8 655	6 863	5 647	4 823
-ménages	19 783	18 838	12 705	12 091	10 116	8 102	8 301	7 551	6 149	4 895	4 127
-autres	6 773	2 452	3 447	2 766	1 627	1 774	1 692	1 104	714	753	696
<b>Écart statistique</b>	568	-1 498	-2 670	1 147	1 490	734	4 308	3 730	2 244	-1 125	-1 064

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_101a).

**Tableau 1.15**  
**Extraction d'hydrocarbures; services annexes (NACE division 11)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I (1)	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Production (millions d'euros)	3	:	2 500	:	:	2 196	:	3 219	0	7 443	:	0	0	6	45 962
Nombre de personnes occupées (milliers)	0	:	4	:	:	3	:	6	0	6	:	0	0	0	28
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2	:	1 455	:	:	859	:	2 167	0	4 967	:	0	0	1	33 758
Achats de biens et services (millions d'euros)	1	:	2 262	:	:	1 379	:	911	0	10 285	:	0	0	5	16 020
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1	:	323	:	:	198	:	348	0	344	:	0	0	1	2 269
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	0	:	132,6	:	:	2 639,5	:	435	:	717,1	:	0	0	0	5 267
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	161,3	:	379,8	:	:	312,0	:	352,4	:	821,6	:	:	:	23,8	1 207,2
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	184,6	:	450,6	:	:	433,8	:	622,4	:	1 446,0	:	:	:	81,8	1 487,6
Taux brut d'exploitation (%)	33,4	:	29,6	:	:	52,6	:	60,3	:	28,9	:	:	:	-5,9	63,2

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 1.16**  
**Extraction d'hydrocarbures; services annexes (NACE division 11)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG (1)	CY	CZ	EE (1)	HU	LV	LT	MT	PL	RO (2)	SK (1)	SI (1)	TR
Production (millions d'euros)	4	:	:	85	54	0	77	:	:	3 155	122	0	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	:	:	:	1	0	0	:	:	107	:	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	0	:	:	42	23	0	42	:	:	1 327	58	0	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	4	:	:	36	33	0	21	:	:	3 787	63	0	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	4	:	:	34	13	0	4	:	:	487	10	0	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	:	:	:	2,9	0,6	0	11,4	:	:	676,9	3,0	0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	-0,1	:	:	:	21,4	:	123,3	:	:	12,4	:	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	-5,1	:	:	124,2	183,3	:	963,6	:	:	272,5	571,3	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	3,7	:	:	9,4	18,2	:	49,8	:	:	11,1	38,2	:	:

(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 1.17

## Flux intérieurs de pétrole brut et de produits pétroliers, 2000 (milliers de TEP)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Production primaire</b>	160 171	0	18 132	3 208	280	225	2 402	0	4 606	0	2 373	1 055	0	0	0	127 891
<b>Récupération</b>	311	0	0	241	0	0	70	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Importations nettes</b>	472 680	27 331	-8 094	125 974	19 527	69 866	90 452	8 147	88 578	2 332	41 670	10 661	15 556	10 566	15 635	-45 518
<b>Soutes maritimes</b>	42 169	5 341	1 321	2 177	3 565	5 929	2 976	150	2 706	0	13 294	0	657	662	1 343	2 049
<b>Consommation intérieure brute</b>	587 577	21 950	9 037	129 872	15 929	63 223	88 385	7 676	88 898	2 283	28 442	11 822	15 083	9 343	14 363	81 272
<b>Entrées en transformation</b>	700 961	37 257	9 837	121 652	24 440	64 650	91 426	4 323	115 834	0	82 806	9 109	13 921	13 589	22 138	89 979
-centrales thermiques classiques	34 125	172	1 344	1 107	2 036	4 442	1 272	1 009	18 955	0	618	288	1 670	131	276	806
-raffineries	665 341	37 085	8 452	119 856	22 404	60 048	90 084	3 314	96 874	0	82 188	8 764	12 251	13 231	21 618	89 173
<b>Sorties de transformation</b>	654 158	36 843	8 393	117 628	22 316	59 483	86 534	3 296	95 621	0	81 131	8 644	12 241	13 100	21 418	87 509
<b>Échanges, transferts, restitutions</b>	2 719	1 283	35	237	96	496	32	-47	-50	0	-83	0	29	-7	-42	739
<b>Consommation de la branche énergie</b>	36 516	1 596	343	7 140	1 089	4 175	5 398	136	4 770	0	3 298	713	661	626	529	6 041
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	506 977	21 222	7 286	118 945	12 812	54 376	78 127	6 466	63 866	2 283	23 386	10 644	12 772	8 222	13 071	73 501
<b>Conso. finale non énergétique</b>	82 616	5 005	278	22 858	567	8 619	13 350	174	10 065	14	6 844	1 099	2 330	809	1 431	9 173
<b>Consommation finale énergétique</b>	436 523	16 193	6 946	97 917	12 584	45 808	71 465	6 748	56 312	2 266	16 497	9 566	10 469	7 834	12 655	63 263
<b>Industrie</b>	42 034	1 420	750	5 296	1 935	5 659	4 456	902	6 409	73	1 632	991	2 326	1 475	1 909	6 802
<b>Transports</b>	304 401	9 538	4 690	64 399	7 177	32 425	50 265	3 892	40 241	1 869	13 679	6 234	6 485	4 344	7 843	51 320
-transports ferroviaires	2 528	60	73	571	40	489	369	124	138	7	35	47	57	47	24	446
-transports routiers	252 562	7 819	3 680	56 187	5 320	26 061	42 409	3 155	36 403	1 541	9 629	5 593	5 592	3 670	6 731	38 772
-transports aériens	43 986	1 524	822	7 362	1 325	4 497	6 712	575	3 497	320	3 348	586	793	508	934	11 182
-navigation intérieure	5 324	136	115	279	491	1 378	775	38	202	0	667	7	43	118	154	920
<b>Ménages, etc.</b>	90 088	5 235	1 506	28 222	3 472	7 725	16 744	1 953	9 662	325	1 186	2 341	1 658	2 014	2 903	5 142
-ménages	55 751	3 748	766	19 354	2 393	4 033	9 824	903	6 648	300	87	1 760	676	1 115	1 129	3 016
-autres	34 337	1 487	740	8 868	1 079	3 692	6 920	1 051	3 014	26	1 099	581	982	900	1 774	2 126
<b>Écart statistique</b>	-12 163	24	62	-1 830	-339	-51	-6 688	-456	-2 512	3	45	-21	-28	-422	-1 014	1 065

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_102a).

Tableau 1.18

## Évolution des flux intérieurs de pétrole brut et de produits pétroliers, EU-15 (milliers de TEP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production primaire</b>	117 530	117 934	121 122	127 412	156 474	158 861	158 711	157 604	161 290	168 035	160 171
<b>Récupération</b>	166	200	182	176	175	358	396	266	371	317	311
<b>Importations nettes</b>	460 492	476 262	483 421	467 174	446 515	446 419	464 930	468 686	488 957	457 508	472 680
<b>Soutes maritimes</b>	34 165	33 905	34 180	35 082	33 772	34 692	36 841	40 007	41 540	39 624	42 169
<b>Consommation intérieure brute</b>	545 513	562 793	571 025	564 453	568 161	575 224	586 512	586 774	600 776	596 257	587 577
<b>Entrées en transformation</b>	639 406	651 922	671 546	674 108	681 497	681 082	698 898	707 660	725 638	692 100	700 961
-centrales thermiques classiques	42 559	44 338	46 178	42 225	40 417	43 822	41 715	38 531	38 728	37 842	34 125
-raffineries	593 761	603 959	622 075	628 709	638 281	635 232	655 051	666 734	684 808	652 632	665 341
<b>Sorties de transformation</b>	590 196	601 570	620 109	625 436	634 315	630 937	649 108	661 739	678 456	642 669	654 158
<b>Échanges, transferts, restitutions</b>	1 334	1 436	1 210	6 260	6 921	6 236	5 767	5 231	1 489	2 074	2 719
<b>Consommation de la branche énergie</b>	32 279	32 359	34 140	35 294	36 357	37 274	38 205	37 293	38 753	37 300	36 516
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	465 357	481 518	486 657	486 747	491 543	494 040	504 284	508 791	516 330	511 600	506 977
<b>Conso. finale non énergétique</b>	68 390	72 261	75 580	71 154	77 809	80 342	78 876	84 370	81 488	81 436	82 616
<b>Consommation finale énergétique</b>	397 202	409 105	414 271	418 282	416 594	419 687	431 318	430 420	437 532	439 424	436 523
<b>Industrie</b>	49 339	49 083	49 329	48 270	49 653	49 432	46 998	45 986	43 580	42 050	42 034
<b>Transports</b>	249 135	252 382	260 580	266 329	267 214	270 579	278 104	283 461	294 228	302 489	304 401
-transports ferroviaires	2 893	2 873	2 883	2 884	2 713	2 764	2 758	2 757	2 695	3 042	2 528
-transports routiers	212 131	215 122	222 051	226 635	226 361	228 703	234 249	238 212	245 592	251 274	252 562
-transports aériens	27 758	27 812	28 775	29 931	31 190	32 457	34 230	35 971	39 462	42 120	43 986
-navigation intérieure	6 352	6 576	6 871	6 879	6 949	6 655	6 868	6 521	6 480	6 052	5 324
<b>Ménages, etc.</b>	98 728	107 640	104 362	103 683	99 727	99 676	106 216	100 973	99 724	94 886	90 088
-ménages	59 767	65 195	61 901	62 268	58 674	59 306	63 850	59 928	60 947	58 004	55 751
-autres	38 962	42 446	42 461	41 415	41 053	40 371	42 365	41 044	38 778	36 882	34 337
<b>Écart statistique</b>	-235	152	-3 194	-2 689	-2 859	-5 989	-5 909	-5 998	-2 690	-9 261	-12 163

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_102a).



Tableau 1.19

## Flux intérieurs de gaz, 2000 (milliers de TEP)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Production primaire</b>	190 581	2	7 411	15 800	42	148	1 505	958	13 622	0	51 904	1 533	0	0	0	97 654
<b>Importations nettes</b>	154 829	13 278	-2 882	56 865	1 689	15 467	35 329	2 478	47 008	670	-17 191	5 268	2 039	3 422	699	-9 310
<b>Consommation intérieure brute</b>	338 287	13 369	4 449	71 853	1 705	15 219	34 748	3 436	57 940	670	34 711	6 534	2 034	3 422	699	87 500
<b>Entrées en transformation</b>	95 421	3 820	2 180	14 106	1 334	3 075	3 925	1 825	19 747	47	11 071	2 104	1 292	2 356	464	28 074
-centrales thermiques classiques	91 566	3 790	2 117	12 906	1 334	3 075	3 925	1 825	19 747	47	11 071	1 963	1 234	2 117	383	26 031
<b>Sorties de transformation</b>	18 600	1 441	0	6 212	0	972	2 580	0	1 600	0	1 217	691	154	604	607	2 524
<b>Échanges, transferts, restitutions</b>	-1	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Consommation de la branche énergie</b>	13 717	270	598	1 942	33	252	749	0	602	0	1 627	548	24	257	104	6 709
<b>Pertes sur les réseaux</b>	2 968	0	4	577	1	251	170	28	277	0	0	5	6	0	71	1 579
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	244 780	10 719	1 666	61 438	337	12 612	32 485	1 583	38 913	623	23 230	4 567	865	1 413	667	53 662
<b>Conso. finale non énergétique</b>	11 010	720	0	2 150	84	481	2 322	383	977	0	2 506	248	0	33	0	1 105
<b>Consommation finale énergétique</b>	233 661	10 010	1 672	58 629	252	12 130	31 004	1 201	37 936	623	21 008	4 314	852	1 371	652	52 007
<b>Industrie</b>	96 465	5 172	793	24 300	239	9 387	12 699	470	16 950	413	6 150	2 462	680	1 308	488	14 955
<b>Transports</b>	343	0	0	0	0	0	15	0	327	0	0	0	0	1	0	0
-transports routiers	343	0	0	0	0	0	15	0	327	0	0	0	0	1	0	0
<b>Ménages, etc.</b>	136 852	4 838	879	34 329	13	2 744	18 289	730	20 659	210	14 857	1 852	172	62	164	37 052
-ménages	98 380	3 293	658	23 646	5	2 020	9 402	438	20 542	210	7 968	1 353	99	21	99	28 626
-autres	38 472	1 545	221	10 684	9	724	8 887	293	117	0	6 889	499	73	41	65	8 426
<b>Écart statistique</b>	109	-11	-6	660	0	0	-841	0	0	0	-284	5	13	9	15	550

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_103a).

Tableau 1.20

## Évolution des flux intérieurs de gaz, EU-15 (milliers de TEP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production primaire</b>	132 905	145 705	146 875	157 949	159 785	166 648	188 700	182 212	181 538	185 708	190 581
<b>Importations nettes</b>	92 292	94 334	95 220	94 910	97 377	108 625	118 451	124 156	131 479	147 287	154 829
<b>Consommation intérieure brute</b>	222 084	239 716	237 148	252 242	253 716	273 404	305 199	302 610	315 547	329 600	338 287
<b>Entrées en transformation</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	95 421
-centrales thermiques classiques	36 564	36 745	36 894	42 479	46 887	54 768	64 099	70 943	76 100	86 595	91 566
<b>Sorties de transformation</b>	26 252	23 709	21 680	20 634	20 035	20 007	19 581	19 566	18 929	18 113	18 600
<b>Échanges, transferts, restitutions</b>	39	21	76	29	32	41	41	33	32	-108	-1
<b>Consommation de la branche énergie</b>	11 650	11 537	10 931	11 264	11 573	12 473	13 256	12 986	13 503	13 471	13 717
<b>Pertes sur les réseaux</b>	2 868	3 126	2 650	1 497	1 582	1 635	3 068	2 524	1 895	1 969	2 968
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	244 780
<b>Conso. finale non énergétique</b>	12 487	11 925	9 821	10 307	11 256	11 417	10 419	11 081	11 161	10 783	11 010
<b>Consommation finale énergétique</b>	178 258	193 580	193 104	198 435	195 430	206 256	227 654	216 614	222 058	228 776	233 661
<b>Industrie</b>	77 168	76 519	77 304	77 394	78 216	82 609	88 153	87 002	88 499	91 832	96 465
<b>Transports</b>	208	213	236	239	250	267	289	298	292	299	343
-transports routiers	208	213	236	239	250	267	289	298	292	299	343
<b>Ménages, etc.</b>	100 882	116 848	115 564	120 802	116 964	123 380	139 212	129 314	133 267	136 645	136 852
-ménages	76 062	84 132	83 314	87 248	84 323	88 677	100 902	92 719	95 799	99 338	98 380
-autres	24 820	32 716	32 250	33 555	32 641	34 703	38 309	36 595	37 468	37 307	38 472
<b>Écart statistique</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	109

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_103a).

Tableau 1.21

## Flux intérieurs d'autres sources d'énergie, 2000 (milliers de TEP)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>ÉNERGIE NUCLÉAIRE</b>																
Production primaire	222 846	12 422	0	43 750	0	16 046	107 093	0	0	0	1 013	0	0	5 799	14 781	21 942
Entrées en transformation	222 846	12 422	0	43 750	0	16 046	107 093	0	0	0	1 013	0	0	5 799	14 781	21 942
-centrales nucléaires	222 846	12 422	0	43 750	0	16 046	107 093	0	0	0	1 013	0	0	5 799	14 781	21 942
Dispo. pour consommation finale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Écart statistique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CHALEUR DÉRIVÉE</b>																
Sorties de transformation	16 634	532	2 856	0	28	74	0	0	0	27	2 631	1 070	134	2 990	3 777	2 515
-centrales thermiques classiques	10 598	532	2 325	0	28	74	0	0	0	27	2 631	684	134	2 259	1 903	0
Consommation de la branche énergie	48	0	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes sur les réseaux	1 539	42	565	0	0	0	0	0	0	0	395	100	0	210	227	0
Dispo. pour consommation finale	15 051	490	2 246	0	28	74	0	0	0	27	2 236	969	134	2 780	3 550	2 515
Consommation finale énergétique	15 044	490	2 246	0	28	74	0	0	0	27	2 236	969	127	2 780	3 550	2 515
Industrie	4 145	426	152	0	0	74	0	0	0	17	1 174	0	127	730	344	1 099
Ménages, etc.	10 898	64	2 094	0	28	0	0	0	0	9	1 062	969	0	2 050	3 206	1 416
-ménages	5 481	16	1 421	0	28	0	0	0	0	9	150	455	0	1 276	2 081	44
-autres	5 418	48	673	0	0	0	0	0	0	0	912	514	0	774	1 125	1 371
Écart statistique	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	0	0
<b>ÉNERGIES RENOUVELABLES</b>																
Production primaire	87 170	731	2 062	9 587	1 403	6 994	17 392	258	12 348	57	1 622	6 616	3 131	7 799	14 554	2 618
Entrées en transformation	17 626	487	1 139	1 825	0	653	1 968	24	3 626	28	1 220	590	427	1 539	2 665	1 434
-centrales thermiques classiques	14 911	487	700	1 169	0	653	1 651	24	3 614	28	1 220	327	427	1 428	1 747	1 434
Échanges, transferts, restitutions	-29 548	-41	-367	-2 804	-356	-2 941	-5 812	-94	-3 862	-13	-84	-3 604	-988	-1 267	-6 796	-519
Consommation de la branche énergie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes sur les réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dispo. pour consommation finale	40 032	203	592	4 957	1 046	3 400	9 612	141	4 860	16	317	2 422	1 716	4 992	5 092	665
Consommation finale énergétique	39 860	205	590	4 754	1 046	3 399	9 646	141	4 861	16	317	2 422	1 716	4 989	5 092	665
Industrie	14 715	46	92	381	241	1 303	1 639	96	946	0	69	636	547	3 902	4 475	340
Ménages, etc.	24 727	159	498	4 373	805	2 096	7 684	45	3 837	16	249	1 770	1 168	1 086	617	324
-ménages	23 040	156	379	3 783	801	2 019	7 593	40	3 668	16	201	1 454	1 161	936	617	215
-autres	1 687	2	119	590	4	77	91	4	170	0	48	316	7	150	0	109
Écart statistique	173	-2	2	203	0	0	-34	0	-1	0	0	1	0	4	0	0

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10).

Tableau 1.22  
Évolution des flux intérieurs d'autres sources d'énergie, EU-15 (milliers de TEP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>ÉNERGIE NUCLÉAIRE</b>											
Production primaire	181 439	187 021	188 267	197 558	197 271	201 239	208 864	212 615	212 052	220 206	222 846
Entrées en transformation	181 351	187 021	188 267	197 558	197 271	201 239	208 864	212 615	212 052	220 206	222 846
-centrales nucléaires	181 351	187 021	188 267	197 558	197 271	201 239	208 864	212 615	212 052	220 206	222 846
Dispo. pour consommation finale	88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Écart statistique	88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CHALEUR DÉRIVÉE</b>											
Sorties de transformation	18 853	18 921	17 985	19 968	20 421	21 885	23 791	23 336	23 622	26 765	16 634
-centrales thermiques classiques	4 884	5 736	5 524	6 071	6 949	15 184	17 082	16 947	17 251	17 773	10 598
Consommation de la branche énergie	376	225	237	256	313	317	345	473	378	289	48
Pertes sur les réseaux	2 074	1 993	1 914	2 177	2 102	2 441	2 542	2 533	2 605	2 533	1 539
Dispo. pour consommation finale	16 403	16 703	15 834	17 535	18 006	19 127	20 904	20 333	20 644	23 946	15 051
Consommation finale énergétique	16 394	16 657	15 798	17 524	18 004	19 089	20 692	20 511	20 861	21 440	15 044
Industrie	3 824	3 179	2 371	2 521	2 583	3 091	4 078	4 163	3 877	4 264	4 145
Ménages, etc.	12 570	13 477	13 426	15 003	15 422	15 998	16 614	16 348	16 984	17 176	10 898
-ménages	6 926	7 816	7 745	9 821	10 095	9 787	10 028	9 520	9 734	9 877	5 481
-autres	5 644	5 662	5 681	5 182	5 327	6 211	6 586	6 828	7 250	7 300	5 418
Écart statistique	10	46	37	10	1	38	212	-178	-217	2 506	7
<b>ÉNERGIES RENOUVELABLES</b>											
Production primaire	66 306	69 385	71 359	73 043	72 955	73 670	76 148	78 683	82 630	83 886	87 170
Entrées en transformation	9 466	9 873	11 223	12 170	12 046	12 842	14 035	15 097	15 710	16 644	17 626
-centrales thermiques classiques	7 379	7 790	9 077	9 885	10 025	10 718	11 330	12 375	12 903	13 691	14 911
Échanges, transferts, restitutions	-22 341	-23 178	-24 721	-25 087	-25 837	-25 299	-25 234	-26 088	-27 309	-27 315	-29 548
Consommation de la branche énergie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes sur les réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Dispo. pour consommation finale	34 499	36 334	35 415	35 786	35 075	35 534	36 890	37 512	39 630	39 956	40 032
Consommation finale énergétique	34 498	36 333	35 408	35 778	35 043	35 502	36 697	37 435	39 548	39 839	39 860
Industrie	12 292	12 334	11 921	12 772	13 509	13 753	13 753	14 186	14 143	14 346	14 715
Ménages, etc.	22 206	23 989	23 476	22 969	21 324	21 521	22 658	22 876	25 055	25 122	24 727
-ménages	20 876	22 616	22 062	21 746	20 177	20 256	21 381	21 585	23 958	23 615	23 040
-autres	1 330	1 374	1 414	1 223	1 147	1 264	1 277	1 291	1 097	1 507	1 687
Écart statistique	1	1	7	8	32	32	193	78	82	117	173

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10).

Tableau 1.23

**Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (NACE division 23)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P (1)	FIN	S	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	17 271	49	53 768	:	21 374	59 490	:	58 195	0	19 307	:	4 250	4 270	924	51 630
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	5	0	22	:	8	29	:	25	0	6	:	3	4	3	28
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	1 327	20	5 407	:	2 799	6 316	:	3 930	0	2 156	:	412	553	260	4 824
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	15 906	38	49 045	:	22 854	42 613	:	45 479	0	17 801	:	3 749	4 820	691	26 515
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	453	11	1 669	:	451	2 090	:	1 228	0	475	:	119	185	145	1 576
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	190,8	2,4	724,8	:	475,0	857,0	:	1 382,8	:	216,1	:	221,1	44,6	45,1	1 202,1
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	244,1	96	242,2	:	352,5	219,0	:	154,5	:	377,1	:	155,7	131,1	100,6	171
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	292,7	184,5	324,0	:	620,0	302,2	:	319,9	:	454,0	:	346,3	299,6	179,3	306
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	5,1	15,3	4,9	:	9,4	7,0	:	4,1	:	8,4	:	7,2	6,9	12,4	6,3

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 1.24

**Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires (NACE division 23)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG (1)	CY (2)	CZ (3)	EE (4)	HU	LV (2)	LT	MT	PL	RO	SK (2)	SI (4)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	746	110	1 117	23	2 464	2	:	:	7 948	799	814	84	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (5)</b>	10	0	4	:	13	0	:	:	20	14	:	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	:	11	198	-9	595	1	:	:	1 629	117	138	12	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	600	:	1 070	22	3 015	2	:	:	8 028	701	678	71	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	67	:	33	3	164	0	:	:	286	140	32	10	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (6)</b>	15,6	1,6	135,5	1,4	288,2	0,2	:	:	450,9	52,0	220,3	1,2	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (5)</b>	:	76,2	:	:	45,9	8,2	:	:	117,1	8,4	:	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	:	:	:	-338,5	363,1	266,7	:	:	569,7	83,6	426,3	121,6	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	:	:	8,3	-42,4	12,0	22,7	:	:	12,9	-2,9	12,6	2,6	:

(1) 1998, sauf personnes occupées et investissements.

(2) 1998.

(3) 1999, sauf valeur ajoutée.

(4) 1999.

(5) PL, 1998.

(6) HU, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 1.25

**Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (NACE division 40)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Production (millions d'euros)	24 018	10 224	105 608	:	23 756	48 706	2 399	55 287	371	21 912	10 190	8 041	3 806	13 546	70 675
Nombre de personnes occupées (milliers)	20	14	251	:	43	168	10	129	1	28	32	15	15	24	104
Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)	5 076	2 081	33 022	:	9 739	18 805	1 015	19 483	190	5 162	4 419	2 458	1 789	4 946	16 968
Achats de biens et services (millions d'euros)	18 920	6 489	75 719	:	20 369	27 292	1 366	34 506	513	17 418	5 583	5 538	5 763	12 171	51 618
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	1 663	504	15 853	:	2 019	9 431	437	5 617	70	1 270	2 033	564	600	1 194	5 396
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	1 130	714	12 025	:	3 235	5 325	369	5 245	:	1 048	1 230	790	448	2 274	7 129
Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	255,4	149,0	114,5	:	224,3	111,8	103,9	151,0	165,9	185,5	136,0	161,0	116,4	203,9	163,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	305,2	412,7	208,3	:	482,3	199,4	232,2	346,9	270,3	406,5	217,4	435,7	298,2	414,4	314,4
Taux brut d'exploitation (%) (2)	14,3	17,6	14,7	:	26,3	20,0	27,8	25,9	16,9	17,9	23,7	24,1	17,5	23,4	16,7

(1) 1998.

(2) D, 1998.

(3) DK, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 1.26

**Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (NACE division 40)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE (2)	HU	LV	LT	MT	PL (1)	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	1 355	196	6 670	561	2 640	704	814	:	8 638	4 469	3 468	1 649	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	40	1	51	:	49	17	30	:	201	133	32	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	539	137	1 875	122	1 327	231	328	:	3 622	763	915	152	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 450	:	5 048	445	4 226	460	755	:	13 237	3 742	2 452	1 338	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	203	:	441	83	452	111	184	:	1 667	778	228	141	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	253,9	153,6	1 701,8	98,9	11,3	150,8	170,8	:	1 995,8	4 689,6	662,6	262,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	13,5	117,4	37,0	:	27,3	13,6	10,9	:	18,0	5,7	28,7	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	265,4	:	425,4	146,0	293,5	207,1	178,4	:	217,3	98,2	401,4	108,1	:
Taux brut d'exploitation (%)	16,9	:	21,1	6,4	15,1	18,0	13,9	:	12,0	-0,3	20,3	0,7	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 1.27

## Flux intérieurs d'électricité, 2000 (milliers de TEP)

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Importations nettes</b>	3 644	372	57	263	-1	382	-5 974	8	3 813	492	1 626	-118	80	1 022	402	1 219
<b>Consommation intérieure brute</b>	3 644	372	57	263	-1	382	-5 974	8	3 813	492	1 626	-118	80	1 022	402	1 219
<b>Sorties de transformation</b>	192 040	7 066	2 731	46 108	4 237	16 218	40 257	1 942	19 361	25	7 622	1 570	2 741	4 751	5 719	31 692
-centrales thermiques classiques	117 757	2 925	2 731	31 525	4 237	10 869	4 559	1 942	19 361	25	7 284	1 570	2 741	2 818	790	24 378
-centrales nucléaires	74 283	4 141	0	14 583	0	5 349	35 698	0	0	0	338	0	0	1 933	4 928	7 314
Échanges, transferts, restitutions	29 539	41	367	2 799	356	2 940	5 812	94	3 861	13	83	3 603	988	1 267	6 796	519
<b>Consommation de la branche énergie</b>	18 889	495	185	4 851	515	1 612	4 408	133	1 950	26	559	339	196	316	895	2 409
<b>Pertes sur les réseaux</b>	14 623	317	180	2 822	367	1 723	2 573	174	1 650	12	352	263	314	237	954	2 686
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	191 711	6 667	2 791	41 496	3 710	16 205	33 114	1 737	23 435	491	8 421	4 454	3 299	6 487	11 068	28 335
<b>Consommation finale énergétique</b>	191 711	6 667	2 791	41 496	3 710	16 205	33 114	1 737	23 435	491	8 421	4 454	3 299	6 487	11 068	28 335
<b>Industrie</b>	81 867	3 428	860	19 082	1 165	7 364	11 620	664	12 197	331	3 491	1 948	1 372	3 669	4 896	9 780
<b>Transports</b>	5 128	124	30	1 368	20	358	1 004	2	695	8	140	280	31	46	275	747
-transports ferroviaires	5 128	124	30	1 368	20	358	1 004	2	695	8	140	280	31	46	275	747
<b>Ménages, etc.</b>	104 715	3 115	1 901	21 046	2 526	8 483	20 489	1 070	10 543	152	4 790	2 225	1 897	2 772	5 898	17 808
-ménages	54 702	2 041	881	11 084	1 222	3 751	11 068	597	5 255	64	1 874	1 211	865	1 559	3 613	9 617
-autres	50 014	1 074	1 021	9 962	1 304	4 732	9 421	473	5 288	87	2 916	1 014	1 032	1 212	2 285	8 191
<b>Écart statistique</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

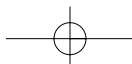
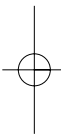
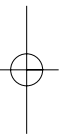
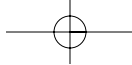
Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_105a).

Tableau 1.28

## Évolution des flux intérieurs d'électricité, EU-15 (milliers de TEP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Importations nettes</b>	2 333	1 218	1 616	1 881	1 552	1 496	-136	669	1 127	2 037	3 644
<b>Consommation intérieure brute</b>	2 333	1 218	1 616	1 881	1 552	1 496	-136	669	1 127	2 037	3 644
<b>Sorties de transformation</b>	161 617	165 963	165 109	165 114	167 283	173 214	180 213	180 830	185 274	188 368	192 040
-centrales thermiques classiques	99 692	101 702	99 768	96 817	99 187	103 544	107 023	106 893	111 827	113 799	117 757
-centrales nucléaires	61 925	64 261	65 342	68 296	68 096	69 670	73 190	73 937	73 446	74 570	74 283
Échanges, transferts, restitutions	22 342	23 176	24 708	25 066	25 835	25 297	25 227	26 088	27 362	27 310	29 539
<b>Consommation de la branche énergie</b>	17 982	18 341	18 226	17 714	17 373	18 016	18 305	18 095	18 634	18 773	18 889
<b>Pertes sur les réseaux</b>	11 583	12 012	11 624	11 866	12 380	12 623	13 147	12 217	13 443	13 453	14 623
<b>Dispo. pour consommation finale</b>	156 727	160 004	161 583	162 481	164 917	169 369	173 852	177 276	181 687	185 489	191 711
<b>Consommation finale énergétique</b>	155 972	158 810	160 135	161 053	163 632	169 369	173 851	177 269	181 683	185 491	191 711
<b>Industrie</b>	69 287	68 142	67 815	66 935	67 983	71 356	71 734	74 264	75 970	77 930	81 867
<b>Transports</b>	4 004	4 237	4 283	4 469	4 609	4 691	4 831	4 886	4 871	4 975	5 128
-transports ferroviaires	4 004	4 237	4 283	4 469	4 609	4 691	4 831	4 886	4 871	4 975	5 128
<b>Ménages, etc.</b>	82 680	86 431	88 037	89 649	91 040	93 321	97 285	98 119	100 843	102 587	104 715
-ménages	44 618	47 291	47 952	49 032	49 554	50 046	52 662	52 146	53 346	54 331	54 702
-autres	38 062	39 140	40 085	40 617	41 485	43 275	44 624	45 974	47 497	48 256	50 014
<b>Écart statistique</b>	755	1 194	1 448	1 428	1 285	0	1	7	3	-2	0

Source: Eurostat, Énergie (theme8/sirene/es\_quant/es\_10/es\_105a).



## Extraction de produits non énergétiques



De nombreux produits extraits par les entreprises de ce secteur sont transformés avant leur utilisation finale. Tel est notamment le cas des minerais métalliques, des minéraux pour l'industrie et, dans une moindre mesure, des matériaux de construction. Utilisés par de nombreux secteurs comme matières premières inorganiques, les minerais sont aussi employés dans des processus de transformation comme absorbants, filtres et agents de polissage ou de lubrification.

### PROFIL STRUCTUREL

On estime que ce secteur (sous-section CB de la NACE) a généré en 2000, dans l'Union européenne, une valeur ajoutée de 12 milliards d'euros environ qui représente 18 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des industries extractives. Les estimations fondées sur les données SSE indiquent que ce secteur occupait un peu plus de 200 000 personnes, soit plus de la moitié de l'emploi (51 %) de l'ensemble des industries extractives.

Ce secteur est dominé par celui des « autres industries extractives » (les industries non métalliques, correspondant à la division 14 de la NACE) dont elles représentaient 94 % de la valeur ajoutée et 93 % de l'emploi. Selon ce même ratio, l'extraction de produits non métalliques représentait au moins 98 % des activités d'extraction de produits non énergétiques au Danemark, en Allemagne, en France, en Italie (1999), au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni en 2000 <sup>(1)</sup>. Il n'y a qu'en Suède où la part de l'extraction de minerais métalliques (division 13 de la NACE) représentait plus de la moitié de l'activité de ce secteur.

<sup>(1)</sup> B, EL, IRL et A, non disponibles.

En valeur absolue, la Suède dominait en 2000 le secteur communautaire de l'extraction de minerais métalliques avec 6 000 personnes occupées sur un total estimé à 14 000, et plus de la moitié de la valeur ajoutée estimée pour l'Union européenne.

De nombreux gisements miniers, dispersés dans l'Union européenne, sont exploités pour desservir des besoins locaux, notamment de la construction. Cette situation, profitable pour les petites entreprises locales, se traduit par une distribution plus équitable des autres industries extractives (non métalliques) dans les États membres. Les cinq grands États membres représentaient quatre cinquièmes environ de l'activité communautaire dans ce secteur en 2000 (en termes de valeur ajoutée), avec le Royaume-Uni (un quart de la valeur ajoutée) et l'Allemagne (un cinquième de l'emploi). Au sein de ces « autres industries extractives », l'extraction de sables et d'argiles (groupe 14.2 de la NACE) était la plus importante des industries extractives non métalliques dans de nombreux États membres. L'extraction de pierres (groupe 14.1 de la NACE) occupait en général la deuxième place en termes de valeur ajoutée dans cette division.

Ce chapitre couvre à la fois l'extraction souterraine et l'extraction à ciel ouvert de minerais de fer et de minerais de métaux non ferreux (division 13 de la NACE) ainsi que les autres industries extractives de produits non énergétiques (division 14 de la NACE), lesquelles regroupent les activités d'extraction de toute une série de matières premières telles que la pierre, le sable, le sel et d'autres minéraux. Ces constituent la sous-section CB de la NACE. La prospection minière n'est pas comprise dans ces activités.

### NACE

- 13: extraction de minerais métalliques;
- 13.1: extraction de minerais de fer;
- 13.2: extraction de minerais de métaux non ferreux;
- 14: autres industries extractives;
- 14.1: extraction de pierres;
- 14.2: extraction de sables et d'argiles;
- 14.3: extraction de minéraux pour industrie chimique, d'engrais naturel;
- 14.4: production de sel;
- 14.5: activités extractives n.c.a.



Le tableau 2.1 souligne l'importance des entreprises de très petite taille dans ce secteur. Dans l'ensemble de l'Union européenne, les entreprises avec moins de 10 personnes occupées représentaient environ 18 % de la main-d'œuvre de ce secteur en 2000, à rapprocher d'une moyenne d'environ 14 % pour l'industrie manufacturière. En Espagne, au Portugal et en Italie, une grande partie de la main-d'œuvre du secteur travaille dans de très petites entreprises, tandis que les pourcentages du Danemark (25,7 %) et de la Finlande (23,3 %) étaient 3,3 et 2,7 fois plus élevés que ceux de l'industrie manufacturière.

L'indice communautaire des prix à la production de l'extraction de produits non énergétiques a augmenté tous les ans depuis 1995 pour atteindre le niveau de 111,2 en 2001 (1995 = 100). Une grande partie de cet écart a été enregistré au cours des années 2000 et 2001 avec des augmentations dépassant 2,7 %. Cette évolution est presque entièrement due aux augmentations des prix dans les industries extractives non métalliques (division 14 de la NACE), compte tenu de leur poids dans le secteur.

Pour ce qui est de l'extraction de minerais métalliques (division 13 de la NACE), l'indice des prix à la production a évolué de façon fort différente pendant la même période. Au cours des cinq années entre 1996 et 2000, il y a eu quatre variations de 10 % ou plus, deux positives et deux négatives, avec pour résultat en 2000 un indice inférieur de 0,7 % à celui de 1995. En 2001, l'indice des prix a diminué de 0,2 % par rapport à 2000, mettant un terme à la tendance très fluctuante des années précédentes.

Dans le secteur de l'extraction de produits non énergétiques, les indices des prix à la production des cinq grands États membres qui dominent le secteur ont suivi, sauf en Allemagne, une évolution semblable au total communautaire, avec des augmentations globales de 11 % à 19 % entre 1995 et 2001. En Allemagne, entre 1995 et 1999, l'indice des prix à la production de ce secteur a diminué modérément mais constamment d'un pourcentage global de 2,7 % avant de remonter en 2001 à un niveau inférieur de moins de 0,5 % à celui de 1995.

**Tableau 2.1**  
**Extraction de produits non énergétiques**  
**(NACE sous-section CB)**  
**Nombre de personnes occupées dans les**  
**très petites entreprises, 2000**

	Nombre (milliers)	Part de toutes clas- ses de tailles (%)
<b>B (1)</b>	132	12,1
<b>DK</b>	408	25,7
<b>D</b>	4 739	13,2
<b>EL</b>	:	:
<b>E</b>	5 226	23,7
<b>F</b>	4 689	15,0
<b>IRL (2) (3)</b>	84	3,1
<b>I (2)</b>	10 228	34,5
<b>L</b>	:	:
<b>NL (1)</b>	211	14,9
<b>A (2)</b>	724	13,7
<b>P (3)</b>	3 043	23,1
<b>FIN</b>	559	23,3
<b>S</b>	905	11,1
<b>UK</b>	2 669	8,4

(1) NACE groupe 14.2.

(2) 1999.

(3) NACE division 14.

Source: Eurostat, Statistiques annuelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus\_ms).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Selon l'EFT (enquête sur les forces de travail), la proportion d'hommes dans les effectifs de l'industrie extractive non énergétique est restée stable, entre 88 % et 90 %, pendant plusieurs années. Le pourcentage de travailleurs à temps plein a atteint 96,8 % en 2001, se situant nettement au-dessus de la moyenne de l'industrie manufacturière (92,5 %).

Les cinq grands États membres, qui employaient conjointement plus des trois quarts de l'emploi communautaire dans l'extraction de produits non énergétiques, ont affiché une productivité apparente du travail de 61 300 euros en 2000. Ce chiffre, quoique bien inférieur à la moyenne des industries extractives (170 900 euros), reste supérieur à celui de l'industrie manufacturière (50 400 euros). La productivité du travail ajustée par les salaires a été de 182,0 %, également supérieure à la moyenne de l'industrie manufacturière de ces mêmes pays (142,8 %), mais aussi très inférieure à la moyenne des industries extractives (374,3 %). Pour ces cinq mêmes pays, la productivité apparente du travail en 2000 a été légèrement inférieure à celle de 1999 (63 100 euros), la même observation étant valable pour la productivité du travail ajustée par les salaires (187,3 %). Le coût unitaire de la main-d'œuvre des cinq grands États membres est resté constant entre 1999 et 2000, à 33 700 euros. Ce chiffre est inférieur à la moyenne correspondante des industries manufacturières, qui a été de 35 300 euros en 2000, et très au-dessous de la moyenne de 45 700 euros des industries extractives.

Le secteur de l'extraction de sables et d'argiles (groupe 14.2 de la NACE) se distingue par son importance des autres groupes de la NACE dans ce secteur. On estime que les cinq grands États membres occupaient environ 85 % de l'emploi dans ce groupe de la NACE. En 2000, ces cinq pays affichaient une productivité apparente du travail de 69 600 euros, une productivité du travail ajustée par les salaires de 199,4 % et un coût unitaire de la main-d'œuvre de 34 900 euros, valeurs toutes supérieures aux moyennes de l'industrie extractive non énergétique.

Parmi les États membres pris individuellement, la Finlande et la France ont enregistré en 2000 les plus faibles niveaux de productivité du travail ajustée par les salaires dans l'industrie extractive non énergétique avec respectivement 139,4 % et 147,5 %. Les résultats des autres États membres se sont échelonnés entre 166 % et 222 %.

Tableau 2.2

**Produits d'extraction non énergétiques (CPA sous-section CB)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	4 728	4 762	5 959	6 445	6 725	7 385	8 431	7 058	9 340	12 044	11 763
Importations extracomm. (millions d'euros)	9 169	8 596	11 179	12 719	13 765	14 195	16 567	15 571	17 781	22 653	22 018
Balance commerciale (millions d'euros)	-4 441	-3 834	-5 220	-6 274	-7 040	-6 810	-8 136	-8 513	-8 441	-10 609	-10 255
Taux de couverture (%)	51,6	55,4	53,3	50,7	48,9	52,0	50,9	45,3	52,5	53,2	53,4

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 2.3

**Produits d'extraction non énergétiques (CPA sous-section CB)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Produits d'extraction non énergétiques	4 728,1	100,0	11 762,6	100,0	148,8	-
Minerais de fer	71,1	1,5	118,2	1,0	66,3	-0,5
Minerais de métaux non ferreux	206,7	4,4	302,5	2,6	46,4	-1,8
Pierres	211,9	4,5	497,2	4,2	134,7	-0,3
Sables et argiles	211,9	4,5	397,7	3,4	87,7	-1,1
Minéraux pour l'industrie chimique et engrais naturels	105,9	2,2	186,0	1,6	75,6	-0,7
Sel	44,2	0,9	84,9	0,7	92,2	-0,2
Autres produits minéraux n.c.a.	3 871,5	81,9	10 159,4	86,4	162,4	4,5

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 2.4

**Produits d'extraction non énergétiques (CPA sous-section CB)**  
**Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Produits d'extraction non énergétiques	9 168,8	100,0	22 017,6	100,0	140,1	-
Minerais de fer	2 882,5	31,4	3 436,0	15,6	19,2	-15,8
Minerais de métaux non ferreux	2 524,0	27,5	4 657,3	21,2	84,5	-6,4
Pierres	385,8	4,2	801,7	3,6	107,8	-0,6
Sables et argiles	390,1	4,3	927,9	4,2	137,9	0,0
Minéraux pour l'industrie chimique et engrais naturels	790,4	8,6	641,4	2,9	-18,9	-5,7
Sel	14,3	0,2	26,5	0,1	85,4	0,0
Autres produits minéraux n.c.a.	2 175,6	23,7	11 520,1	52,3	429,5	28,6

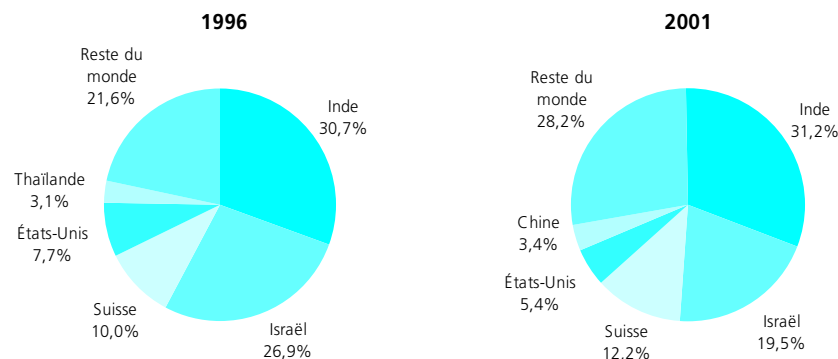
Source: Eurostat, Comext.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

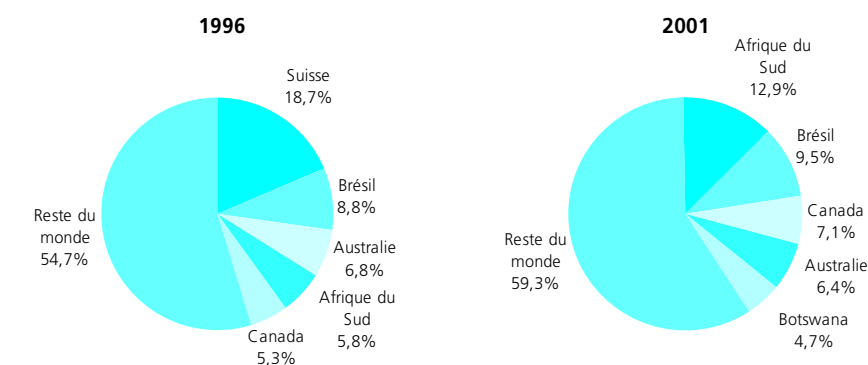
En 2001, le commerce de produits non énergétiques (sous-section CB de la CPA) de l'Union européenne a été déficitaire, comme pendant toutes les années 90. Le déficit, de 10,3 milliards d'euros, a été inférieur de 3,3 % à celui de 2000. Les exportations (11,8 milliards d'euros) ont chuté de 2,3 % en 2001 et les importations, dont la réduction a été plus importante (2,8 %), ont atteint 22,0 milliards d'euros. Les minerais métalliques (division 13 de la CPA) n'ont représenté que 3,6 % des exportations communautaires de produits non énergétiques, reflétant le faible niveau de l'extraction de minerais métalliques dans l'Union européenne. Par contre, leurs importations ont représenté 36,8 % des importations communautaires de produits non énergétiques.

En valeur, les autres activités extractives n.c.a. (groupe 14.5 de la CPA couvrant les pierres précieuses et semi-précieuses, mais aussi le bitume et l'asphalte) ont constitué le seul grand groupe de produits de cette sous-section pour les exportations et pour les importations. En 2001, ce groupe a représenté 52,3 % des importations communautaires de produits non énergétiques et 86,4 % de ses exportations. En raison de l'importance du secteur de la joaillerie et des pierres précieuses en Belgique (voir le sous-chapitre 13.2), les importations et les exportations belges de produits classés dans le groupe 14.5 de la CPA sont traditionnellement très importantes : en 2001, c'est en Belgique que se sont concentrées 46,1 % de toutes les importations communautaires de ces produits et 47,7 % des exportations.

En 2001, l'Union européenne a enregistré un déficit commercial dans les sept groupes de la CPA qui correspond à l'extraction de produits non énergétiques à l'exception du sel (groupe 14.4 de la CPA) qui affiche un petit excédent (58,5 millions d'euros). Les déficits les plus importants se situent dans les deux groupes des minerais métalliques, qui ont tous deux dépassé 3 milliards d'euros. En 2001, comme les années précédentes, le commerce total (intra et extracommunautaire) de produits non énergétiques a été excédentaire dans trois États membres seulement, la Grèce, le Portugal et la Suède. Dans tous les cas, ces excédents ont été inférieurs à ceux de 2000. Les déficits commerciaux les plus importants, pour ces produits, ont été enregistrés par l'Allemagne (2,6 milliards d'euros) et l'Italie (1,7 milliard d'euros).

**Graphique 2.1****Produits d'extraction non énergétiques (CPA sous-section CB)  
Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 2.2****Produits d'extraction non énergétiques (CPA sous-section CB)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

En 2001, les principaux fournisseurs de minerais de fer (groupe 13.1 de la CPA) étaient le Brésil, le Canada et l'Australie qui représentaient ensemble plus de 70 % des importations communautaires, comme cela était déjà le cas dix ans auparavant. L'Indonésie, l'Australie, le Canada et l'Afrique du Sud fournissaient conjointement plus de 50 % des importations communautaires de minerais de métaux non ferreux (groupe 13.2 de la CPA); par rapport à 1991, la part du Canada a diminué de 4,2 points de pourcentage pour se situer à 12,3 % en 2001, tandis que la part de l'Indonésie est passée de 1,7 % à 17,0 %, faisant de ce pays la principale origine des importations communautaires.

Tableau 2.5

**Extraction de produits non énergétiques (NACE sous-section CB)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I (2)	L	NL	A	P (2)	FIN	S (2)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	701	161	3 812	443	2 326	3 684	:	1 627	56	614	:	953	408	1 350	6 902
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3	1	26	5	22	22	:	11	0	2	:	16	2	8	27
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	295	60	1 699	255	912	1 284	:	643	28	212	:	384	122	449	2 536
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	422	102	2 410	208	1 461	2 480	:	1 030	27	418	:	625	293	914	4 658
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	128	34	1 042	133	481	825	:	314	13	96	:	197	84	325	1 157
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	61,1	:	411,0	:	275,3	:	:	190,1	:	:	:	178,6	40,8	265,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	85,8	65,9	66,5	40,9	41,3	58,6	:	58,8	90,6	101,9	:	24,5	51,0	59,1	92,7
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	231,0	186,0	163,1	191,6	189,5	151,1	:	204,9	218,5	220,7	:	195,3	146,6	138,0	219,3
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	22,9	17,9	15,9	27,4	18,9	11,7	:	20,5	27,4	18,4	:	18,8	10,0	9,4	19,0

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999.

(2) 1999.

(3) DK et F, 1999.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 2.6

**Extraction de produits non énergétiques (NACE sous-section CB)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL (1)	RO (1)	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	295	:	268	11	129	9	32	:	1 602	197	113	64	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	16	:	8	0	4	0	2	:	51	49	5	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	92	:	107	4	57	5	12	:	766	103	33	21	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	220	:	174	7	67	4	21	:	873	182	77	40	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	52	:	55	2	25	2	8	:	468	147	30	15	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	40,3	:	61,4	1,1	1,5	1,5	4,6	:	238,0	56,5	28,9	8,1	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	5,6	:	13,7	10,5	16,0	11,6	7,1	:	15,1	2,1	6,0	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	175,9	:	195,6	182,6	226,4	240,9	151,3	:	163,7	69,8	110,5	135,1	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	13,5	:	18,9	17,7	21,6	33,8	12,7	:	18,8	-27,6	2,7	8,7	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 2.7

## Extraction de minerais métalliques (NACE division 13)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I (2)	L	NL	A	P (2)	FIN (2)	S (2)	UK
Production (millions d'euros)	:	0	0	116	84	36	:	13	0	:	:	115	82	1 015	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	0	0	1	1	0	:	0	0	:	:	1	1	6	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	0	0	73	28	13	:	8	0	:	:	59	23	335	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	0	0	45	61	22	:	16	0	:	:	56	59	680	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	:	0	0	44	34	16	:	6	0	:	:	32	23	265	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	:	:	0	:	14,2	:	:	0,6	:	:	:	10,1	3,0	241,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	:	:	49,1	22,8	33,7	:	27,0	:	:	:	45,7	45,0	55,6	:
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (5)	:	:	:	168,0	82,8	113,4	:	128,8	:	:	:	182,9	100,4	126,1	:
Taux brut d'exploitation (%) (5)	:	:	:	24,8	-8,3	4,6	:	14,0	:	:	:	23,9	0,1	7,2	:

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999. (2) 1999. (3) DK et F, 1999. (4) D, 1999. (5) F, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_1\_ms).

Tableau 2.8

## Extraction de minerais métalliques (NACE division 13)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT (1)	MT	PL	RO (2)	SK	SI	TR
Production (millions d'euros)	218	:	0	0	25	0	0	:	:	98	27	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	9	:	0	0	1	0	0	:	:	32	2	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	66	:	-2	0	11	0	0	:	:	52	8	:	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	165	:	:	0	14	0	0	:	:	126	17	:	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	34	:	3	0	8	0	0	:	:	112	8	:	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	30,9	:	:	0	0,4	0	0	:	:	35,5	1,4	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	7,2	:	-12,9	:	11,5	:	:	:	:	1,6	4,6	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	196,7	:	-60,0	:	140,3	:	:	:	:	46,6	98,8	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	14,7	:	-1 200	:	12,4	:	:	:	:	-80,9	-0,5	:	:

(1) 1998. (2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 2.9

## Autres industries extractives (NACE division 14)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I (2)	L	NL	A (2)	P	FIN (2)	S (2)	UK
Production (millions d'euros)	:	161	3 812	327	2 242	3 649	557	1 614	56	614	567	768	268	335	6 902
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	1	26	3	21	22	3	11	0	2	3	13	2	2	27
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	60	1 699	181	884	1 271	174	636	28	212	269	331	104	114	2 536
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	102	2 410	163	1 400	2 458	400	1 014	27	418	351	494	188	234	4 658
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	:	34	1 042	89	448	809	95	308	13	96	141	160	48	60	1 157
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	:	:	411,0	:	261,1	:	59,6	189,4	:	:	87,5	176,9	42,1	24,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	65,9	66,5	38,3	42,4	59,1	64,1	59,6	90,6	101,9	79,5	25,1	59,0	72,8	92,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	:	186,0	163,1	203,3	197,5	151,9	183,1	206,4	218,5	220,7	190,2	206,6	216,7	190,2	219,3
Taux brut d'exploitation (%) (3)	:	17,9	15,9	28,3	19,7	11,8	13,7	20,5	27,4	18,4	20,5	20,9	19,5	15,9	19,0

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999. (2) 1999. (3) DK et F, 1999. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_1\_ms).

Tableau 2.10

## Autres industries extractives (NACE division 14)

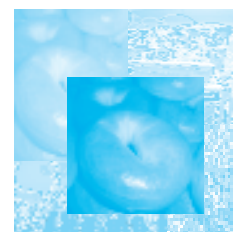
## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI	TR
Production (millions d'euros)	78	43	268	11	104	9	32	:	:	128	86	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	7	1	8	0	3	0	2	:	:	14	4	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	26	24	109	4	46	5	12	:	:	58	25	:	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	55	:	:	7	53	4	21	:	:	84	59	:	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	19	:	52	2	17	2	8	:	:	42	21	:	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	9,4	5,5	:	1,1	1,1	1,5	4,6	:	:	25,1	27,5	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	3,6	39,8	14,1	10,5	17,6	11,6	7,1	:	:	4,2	6,6	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	138,2	:	210,4	182,6	264,7	240,9	151,3	:	:	139,0	115,0	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	10,0	:	20,7	17,7	23,6	33,8	12,7	:	:	12,6	3,7	:	:

(1) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Produits alimentaires, boissons et tabac



Le recul de la part de l'alimentation dans les dépenses totales de consommation des ménages est manifeste dans la plupart des pays européens depuis les années 50 en raison de l'augmentation du revenu disponible. On ne dispose de données communautaires comparables que pour la période 1995-2000 mais, même sur ce laps de temps relativement court, la part des dépenses moyennes d'alimentation (boissons non incluses) sur l'ensemble des dépenses des ménages est passée de 12,9 % à 11,5 %. En moyenne, chaque habitant de l'Union européenne a dépensé 1 446 euros en alimentation en 2000.

Le secteur des produits alimentaires et des boissons est généralement moins exposé aux cycles économiques du fait que la demande de produits alimentaires de première nécessité est normalement peu élastique. En revanche, les produits alimentaires répondant à des achats facultatifs est souvent caractérisée par des produits de marque pour lesquels les fabricants appliquent des prix plus élevés, et de tels produits enregistrent une croissance rapide de la demande.

Les habitudes d'achat ont considérablement changé dans l'Union européenne ces dernières années. Il est désormais moins habituel que les consommateurs aillent acheter leurs denrées alimentaires tous les jours et, en Europe septentrionale en particulier, ils préfèrent généralement faire des déplacements moins nombreux et se rendre dans les grandes surfaces. En Europe méridionale, les petits magasins spécialisés qui vendent des produits alimentaires spécifiques prédominent encore et les consommateurs ont généralement tendance à faire leurs courses tous les jours – voir le chapitre 18 pour de plus amples détails.

### PROFIL STRUCTUREL

Les industries alimentaires (division 15 de la NACE) constituent le deuxième plus important secteur manufacturier dans l'économie communautaire. Ce secteur a généré en 2001 une valeur ajoutée de 142,4 milliards d'euros pour 2,74 millions de personnes occupées, soit 10,7 % de la valeur ajoutée manufacturière et 11,5 % de l'emploi manufacturier en 2001.

L'importance de l'industrie alimentaire dans l'ensemble de l'industrie manufacturière s'est accrue, tant au plan de la valeur ajoutée qu'au plan du nombre de personnes occupées. Sa part dans l'emploi manufacturier total a augmenté de 1,2 point de pourcentage entre 1990 et 2001, sa contribution à la valeur ajoutée manufacturière ayant quant à elle évolué plus modérément, passant de 10,4 % en 1990 à 10,7 % en 2001.

Des estimations permettent de classer les sous-secteurs alimentaires par ordre d'importance de leur valeur ajoutée. En 2000, les « autres industries alimentaires » (groupe 15.8 de la NACE) représentaient plus du tiers (35 %) de la valeur ajoutée générée par le secteur des industries alimentaires (ce groupe comprend des activités alimentaires peu traditionnelles, où la production se développe généralement à un rythme plus soutenu). Il convient d'ailleurs de remarquer que dans l'attente de l'avènement de la prochaine révision de la NACE, toute activité non précisément définie ou nouvelle a vocation à être classée dans ce sous-secteur. Les industries des boissons (alcoolisées ou non), classées dans le groupe 15.9 de la NACE, viennent au second rang de ce classement en termes de leur valeur ajoutée, suivies des industries des viandes (groupe 15.1 de la NACE) et de l'industrie laitière (groupe 15.5). Aucun des autres sous-secteurs restants n'a représenté plus de 10 % de la valeur ajoutée globale des industries alimentaires.

Ce chapitre concerne les industries des produits alimentaires, des boissons et du tabac. Il ne concerne pas les activités agricoles et la chasse (qui sont regroupées dans la division 01 de la NACE). La division 15 de la NACE couvre les industries alimentaires et les boissons et la division 16 l'industrie du tabac. Le secteur communautaire du tabac a été supprimé de cet aperçu général en raison du caractère souvent confidentiel des données qui le concernent (des statistiques sur l'industrie du tabac figurent dans le sous-chapitre 3.6).

### NACE

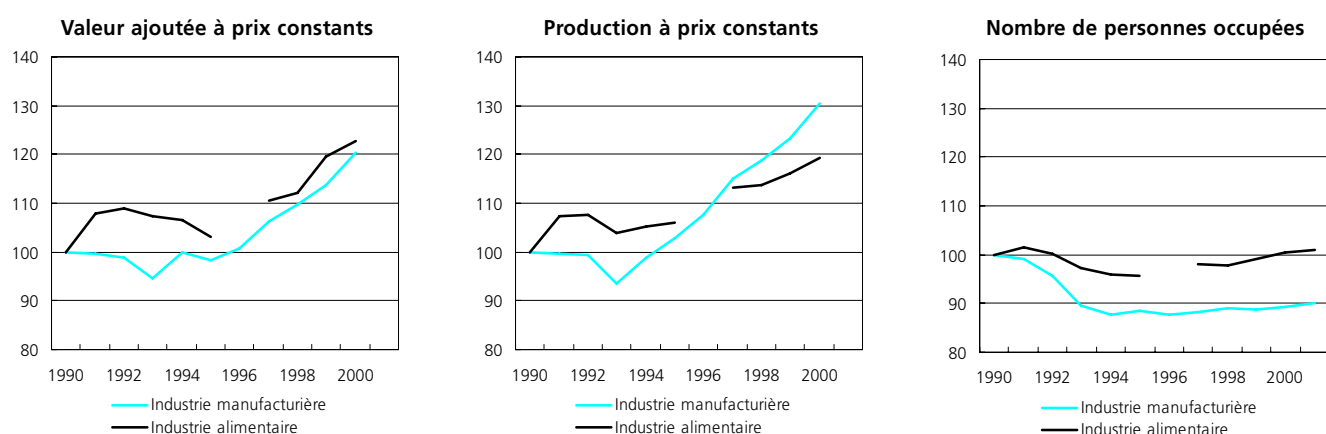
- 15: industries alimentaires;
- 15.1: industrie des viandes;
- 15.2: industrie du poisson;
- 15.3: industrie des fruits et légumes;
- 15.4: industrie des corps gras;
- 15.5: industrie laitière;
- 15.6: travail des grains; fabrication de produits amylacés;
- 15.7: fabrication d'aliments pour animaux;
- 15.8: autres industries alimentaires;
- 15.9: industrie des boissons;
- 16: industrie du tabac.

**Tableau 3.1**  
**Industries alimentaires (NACE division 15)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	461 706	476 079	466 458	478 729	494 665	: 537 231	537 830	543 943	564 428	593 721	
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	2 758	2 721	2 641	2 606	2 596	: 2 661	2 654	2 693	2 728	2 738	
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	106 391	110 517	110 864	111 953	111 646	: 121 064	123 116	130 149	135 212	142 411	
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	63 055	65 335	65 440	66 448	66 914	: 71 855	72 049	76 000	77 698	77 630	
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	38,6	40,6	42,0	43,0	43,0	: 45,5	46,4	48,3	49,6	52,0	
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	168,7	169,2	169,4	168,5	166,8	: 168,5	170,9	171,2	174,0	183,4	

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 3.1**  
**Industries alimentaires (NACE division 15)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

S'agissant de l'emploi, les mêmes sous-secteurs apparaissent dominants; toutefois, l'importance relative des « autres industries alimentaires » a augmenté pour atteindre près de 40 % et celle des industries des viandes a dépassé le seuil de 20 % et, la part de l'emploi des industries des boissons étant quant à elle considérablement plus faible que celle de la valeur ajoutée. Parallèlement, aucun des sous-secteurs restants n'a représenté plus de 10 % de l'emploi des industries alimentaires.

Le Royaume-Uni contribuait le plus à la valeur ajoutée communautaire avec 22,2 % du total en 2000, soit plus de deux points de pourcentage de plus que l'Allemagne (19,8 %), suivie de la France (15,1 %) et de l'Espagne (10,1 %). L'Italie ne représentait que 8,7 % de la valeur ajoutée communautaire. Néanmoins, cette part relativement faible peut être partiellement attribuée au fait que les données présentées dans ce chapitre ne couvrent que les entreprises employant au moins 20 personnes et que, en conséquence, les petits fabricants locaux de spécialités régionales ne sont vraisemblablement pas représentés suffisamment - voir ci-après d'autres informations sur les PME.

Le Royaume-Uni (différence de 4,2 points de pourcentage), les Pays-Bas (1,5 point), l'Irlande (1,4 point) et l'Italie (1,0 point) affichent des parts de valeur ajoutée nettement supérieures à celles de l'emploi, induisant des niveaux de productivité apparente du travail supérieurs à la moyenne communautaire.

L'importance relative du secteur alimentaire dans les économies nationales peut également être illustrée par le fait que ce secteur a généré plus de 10 % de la valeur ajoutée manufacturière dans 9 des 13 pays pour lesquels on dispose de données <sup>(1)</sup>. Cette part a atteint 15 % ou plus en Irlande, aux Pays-Bas, au Danemark et en Grèce.

<sup>(1)</sup> L et A, non disponibles.



Au Danemark, en Grèce, en Espagne, aux Pays-Bas, au Portugal et au Royaume-Uni, le secteur alimentaire était la principale activité manufacturière (au niveau des divisions de la NACE). Les seuls pays où le secteur alimentaire ne figurait pas parmi les trois premières divisions manufacturières de la NACE étaient l'Allemagne, le Luxembourg, la Finlande et la Suède.

Le taux de croissance à prix constants de la valeur ajoutée communautaire du secteur alimentaire (6,3 %) a été légèrement inférieur à la moyenne de l'industrie manufacturière (6,6 %) entre 1999 et 2000. Néanmoins, sur l'ensemble des années 90, la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire à prix constants a augmenté, en moyenne, de 2,5 % par an, à comparer au taux de 1,9 % de l'industrie manufacturière. Les taux de croissance d'une année à l'autre (à prix constants) les plus élevés ont été enregistrés pour l'industrie alimentaire en 1991 (8,0 %), 1999 (7,1 %) et 2000 (6,3 %).

Pour distinguer les sous-secteurs de l'industrie alimentaire communautaire qui se sont le plus rapidement développés pendant les années 90, il convient de recourir à des estimations. Entre 1990 et 1999, le taux de croissance moyen de la valeur ajoutée à prix constants a été le plus élevé dans les industries des viandes (4,0 % par an), et les « autres industries alimentaires » (3,7 %). Deux sous-secteurs (l'industrie du poisson et l'industrie des corps gras) ont affiché un taux de croissance moyen annuel inférieur à la moyenne communautaire. Dans le dernier cas, la production réelle a diminué pendant la période.

Le secteur alimentaire, très diversifié, est constitué de petites et moyennes entreprises, souvent familiales, et aussi de grandes multinationales. En général, la plupart des entreprises alimentaires sont petites ou moyennes, notamment dans les États membres méridionaux. Néanmoins, la part globale des PME dans la valeur ajoutée totale était juste inférieure à 50 % en 1999, les grandes entreprises communautaires employant au moins 250 personnes ayant généré environ 51,7 % de la valeur ajoutée totale tout en n'employant que 37,6 % de la main-d'œuvre. La part des grandes entreprises dans la valeur ajoutée totale était inférieure au tiers (31,9 %) en Italie en 1999, tandis qu'elle atteignait 73,5 % au Danemark en 2000. Le tableau 3.2 présente un classement des principales entreprises alimentaires européennes en 2001.

**Tableau 3.2**  
**Les dix principales sociétés alimentaires en Europe, 2001**

	Pays	Ventes (milliards d'euros)
<b>Nestlé</b>	CH	52,6
<b>Unilever</b>	NL/UK	32,1
<b>Diageo</b>	UK	19,0
<b>Danone</b>	F	14,5
<b>Cadbury Schweppes</b>	UK	8,9
<b>Heineken</b>	NL	8,1
<b>Parmalat</b>	I	7,8
<b>Interbrew</b>	B	7,3
<b>Associated British Foods</b>	UK	7,1
<b>Tate &amp; Lyle</b>	UK	6,4

Source: CIAA.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur alimentaire communautaire a enregistré un gain net de 22 900 emplois entre 1990 et 2001. Le nombre de personnes occupées a baissé entre 1991 et 1996, année où l'emploi a atteint un niveau plancher d'environ 2,6 millions de personnes. Entre 1998 et 2001, une croissance de 3,2 % a ramené le niveau de l'emploi à 2,74 millions de personnes occupées.

Le sous-secteur des « autres industries alimentaires » a été de loin, le plus créateur d'emplois, avec un gain net de 139 400 personnes occupées entre 1990 et 2000, ce qui correspond à un taux de croissance annuel moyen de 1,4 %. L'emploi s'est aussi développé dans les industries des viandes de l'Union européenne, avec un gain net de 70 200 personnes occupées. Un ensemble limité de données nationales montre que la plus forte réduction d'effectifs s'est produite dans les industries des corps gras, où le nombre de personnes occupées a diminué de 43,1 % entre 1990 et 2000 <sup>(2)</sup>. Sur la même période, le nombre de personnes occupées dans le sous-secteur des boissons a aussi diminué d'environ 19 % <sup>(3)</sup>.

Entre 1995 et 2001, la proportion de femmes occupées en Europe dans le secteur alimentaire a augmenté tous les ans sauf en 2000. Dans l'ensemble, cette proportion est passée de 36,2 % à 39,0 %. Le développement du travail à temps partiel a suivi une tendance semblable, la part des travailleurs à temps partiel dans le nombre total de salariés ayant augmenté tous les ans, sauf en 1996 et en 2000. En 2001, 12,4 % environ des personnes occupées dans l'industrie alimentaire communautaire travaillaient à temps partiel. Le statut des personnes occupées dans l'industrie alimentaire a connu peu de variations entre 1995 et 2001. En effet, la part des salariés dans le nombre total de personnes occupées est restée stable en 2001, 89,4 %, tandis que 8,3 % de la main-d'œuvre était constituée de travailleurs indépendants et un peu plus de 2 % des personnes occupées étaient des travailleurs familiaux.

<sup>(2)</sup> EL, F et S, données disponibles de 1990 à 1999 ; A, données disponibles de 1991 à 1998 ; B, IRL, L et NL, non disponibles.

<sup>(3)</sup> EL, IRL, FIN et S, données disponibles de 1990 à 1999 ; A, données disponibles de 1991 à 1998 ; B, non disponible.



L'industrie alimentaire communautaire est fortement automatisée comme le démontre le rapport entre les dépenses de personnel et la valeur de la production qui a été de 13,1 % en 2001, bien au-dessous de la moyenne manufacturière de 18,3 %. D'autre part, au cours de la période 1995-2001, les facteurs de production ont connu un transfert continu avec une augmentation de 16,0 % des dépenses de personnel mais de 22,5 % des achats de biens et services.

La valeur ajoutée par personne occupée dans le secteur alimentaire communautaire s'est élevée à 52 000 euros en 2001, soit un peu moins que la moyenne manufacturière de 56 000 euros. La productivité apparente du travail a augmenté à un rythme légèrement inférieur à celui de la moyenne manufacturière entre 1995 et 2001: 21,0 % contre 23,4 % pour l'ensemble de l'industrie manufacturière. Néanmoins, avec des coûts unitaires de la main-d'œuvre inférieurs à la moyenne et absorbant une part plus réduite de la valeur de la production, le secteur alimentaire communautaire a enregistré une productivité du travail ajustée par les salaires (formule simple) de 183 % en 2001, à comparer à la moyenne manufacturière de 161 %.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Union européenne a exporté 46,0 milliards d'euros et importé 40,4 milliards d'euros de produits alimentaires en 2001. Ces chiffres ont représenté 5,0 % des échanges totaux de produits manufacturés. Les produits qui ont le plus contribué aux exportations communautaires en 2001 ont été les boissons (groupe 15.9 de la CPA) et les autres produits alimentaires (groupe 15.8 de la CPA) avec une part cumulée voisine de près de 56 % de l'ensemble des exportations alimentaires européennes. Les produits laitiers (groupe 15.5 de la CPA) ont aussi représenté une part substantielle des exportations (11,3 %).

Les produits de l'industrie du poisson ont représenté plus d'un quart (27,2 %) des importations communautaires alimentaires en 2001, la valeur des produits de l'industrie des corps gras ayant représenté par ailleurs 16,4 % des importations.

**Tableau 3.3**  
**Industries alimentaires (NACE division 15)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)
<b>EU-15</b>	36,5	39,0	11,1	12,4	7,7	8,3
<b>B</b>	31,9	31,1	7,9	11,9	9,1	4,2
<b>DK</b>	40,5	41,3	13,1	10,0	:	2,4
<b>D</b>	43,8	49,6	14,9	19,6	7,0	5,7
<b>EL</b>	32,3	34,7	:	3,9	19,3	15,5
<b>E</b>	28,2	31,7	4,7	4,0	13,4	12,4
<b>F</b>	38,3	39,4	9,4	10,1	9,9	9,5
<b>IRL</b>	24,2	27,7	7,0	8,9	:	:
<b>I</b>	30,2	32,3	6,4	6,9	8,3	19,8
<b>L</b>	:	34,7	:	:	:	:
<b>NL</b>	31,6	33,8	25,0	31,8	3,1	2,9
<b>A</b>	33,1	31,8	9,6	11,7	6,2	5,2
<b>P</b>	38,7	45,6	:	6,3	14,7	9,3
<b>FIN</b>	47,5	50,2	:	7,8	:	6,0
<b>S</b>	39,2	36,8	18,6	13,3	:	:
<b>UK</b>	34,9	34,8	13,6	13,5	2,0	:

(1) S, 2000; EL, 1999; P, 1998.

(2) DK et FIN, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Les données du commerce extérieur par État membre montrent que le commerce intra-communautaire a été beaucoup plus important que les échanges avec les pays tiers. Ce résultat était attendu, s'agissant de denrées périssables ou de biens ayant un faible coefficient prix/volume. Dans trois pays seulement, le Danemark, la Grèce et les Pays-Bas, les produits alimentaires ont représenté plus de 10 % de l'ensemble des exportations manufacturières.

La balance commerciale des produits alimentaires a été excédentaire dans six États membres en 2001. L'excédent le plus important a été affiché par les Pays-Bas (10,8 milliards d'euros), suivis de la France (7,7 milliards) et du Danemark (5,9 milliards). Le Portugal et l'Italie ont enregistré des déficits allant de 2 à 3 milliards d'euros tandis que l'Allemagne (3,2 milliards d'euros) et le Royaume-Uni (10,3 milliards d'euros) ont été les seuls pays à signaler des déficits plus importants.

Alors que l'excédent commercial de l'Union européenne (avec les pays tiers) avait augmenté de façon presque continue entre 1990 et 1997 pour atteindre 10,6 milliards d'euros, d'importantes réductions ont eu lieu en 1998 et 1999 en raison, principalement, du recul des

exportations communautaires à destination de pays tiers. En 2000 et 2001, le rythme de pénétration des importations de produits alimentaires dans l'Union européenne s'est aussi accéléré. La combinaison de ces deux facteurs a entraîné une réduction de l'excédent commercial communautaire qui a été de 5,5 milliards d'euros en 2001.

Les États-Unis ont été la principale destination des exportations communautaires de produits alimentaires, la part de ce pays étant passée de 16,2 % en 1991 à 20,1 % en 2001. On observe une légère baisse de l'importance des trois principaux marchés suivants (le Japon, la Suisse et la Russie) pendant la même période.

Le Brésil a supplanté les États-Unis comme principal fournisseur de produits alimentaires de l'Union européenne en 2001, avec 10,3 % des importations. L'importance des États-Unis comme pays d'origine des importations communautaires de produits alimentaires a diminué, passant de 11,3 % en 1991 à 9,4 % en 2001. L'Argentine a représenté 7,2 % des importations communautaires alimentaires en 2001, aucun autre pays n'ayant affiché plus de 4 % du total.

Tableau 3.4

**Produits alimentaires (CPA division 15)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	26 046	27 759	30 646	34 085	36 340	37 731	42 255	40 885	39 225	44 436	45 962
Importations extracomm. (millions d'euros)	24 565	25 049	24 528	27 706	27 332	29 246	31 652	33 353	33 361	37 558	40 446
Balance commerciale (millions d'euros)	1 481	2 710	6 118	6 379	9 008	8 485	10 603	7 532	5 864	6 877	5 516
Taux de couverture (%)	106,0	110,8	124,9	123,0	133,0	129,0	133,5	122,6	117,6	118,3	113,6

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 3.5

**Produits alimentaires (CPA division 15)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Industrie alimentaire	26 046,1	100,0	45 962,2	100,0	76,5	-
Viandes, peaux et produits à base de viandes	3 792,1	14,6	4 840,4	10,5	27,6	-4,0
Poissons et produits de la pêche préparés	1 110,7	4,3	1 861,8	4,1	67,6	-0,2
Produits à base de fruits et légumes	1 338,2	5,1	2 578,6	5,6	92,7	0,5
Huiles, tourteaux et corps gras	1 366,5	5,2	2 712,9	5,9	98,5	0,7
Produits laitiers et glaces	3 795,6	14,6	5 175,5	11,3	36,4	-3,3
Farines, céréales transformées et produits amylacés	1 351,8	5,2	1 884,2	4,1	39,4	-1,1
Aliments pour animaux	568,6	2,2	1 247,2	2,7	119,4	0,5
Autres produits alimentaires	5 815,3	22,3	12 297,0	26,8	111,5	4,4
Boissons	6 885,2	26,4	13 242,6	28,8	92,3	2,4

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 3.6

**Produits alimentaires (CPA division 15)**  
**Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Industrie alimentaire	24 564,8	100,0	40 445,8	100,0	64,6	-
Viandes, peaux et produits à base de viandes	3 882,5	15,8	6 028,6	14,9	55,3	-0,9
Poissons et produits de la pêche préparés	6 599,3	26,9	11 019,2	27,2	67,0	0,4
Produits à base de fruits et légumes	3 998,4	16,3	5 085,7	12,6	27,2	-3,7
Huiles, tourteaux et corps gras	4 164,8	17,0	6 620,4	16,4	59,0	-0,6
Produits laitiers et glaces	713,9	2,9	1 320,1	3,3	84,9	0,4
Farines, céréales transformées et produits amylacés	1 108,4	4,5	794,2	2,0	-28,3	-2,5
Aliments pour animaux	226,0	0,9	985,9	2,4	336,2	1,5
Autres produits alimentaires	2 849,7	11,6	4 719,4	11,7	65,6	0,1
Boissons	1 021,9	4,2	3 809,1	9,4	272,8	5,3

Source: Eurostat, Comext.

## 3.1: INDUSTRIE DES VIANDES

Ce sous-chapitre concerne toutes les étapes de la transformation des viandes qui suivent l'élevage des animaux, depuis l'abattage jusqu'à la préparation de la viande destinée à la consommation finale (groupe 15.1 de la NACE). Tous les types de préparation sont inclus: viandes fraîches, réfrigérées, surgelées, transformées, séchées, salées et fumées. Les données présentées couvrent également le traitement des cuirs et peaux, l'extraction des graisses et la transformation des abats.

La demande de viande est influencée par plusieurs facteurs. Des considérations d'ordre sanitaire et diététique ont amené les consommateurs à remplacer les viandes rouges par la volaille et des produits non carnés. Depuis la moitié des années 90, plusieurs alertes sanitaires liées à des épidémies (encéphalopathie spongiforme bovine, fièvre aphteuse) ont aussi réduit la demande de viande et de produits carnés. Cette période a été caractérisée également par la croissance des marchés de la viande issue de modes de production biologiques, encouragée par l'introduction d'un étiquetage garantissant la qualité et/ou l'origine des produits.

Selon les chiffres de la base de données d'Eurostat relative aux produits agricoles (ZPA1), quelque 17,5 millions de tonnes de porcs ont été abattus dans l'Union européenne en 2001, chiffre supérieur à la somme des autres types de viande <sup>(4)</sup> dont le poids à l'abattage, selon ces mêmes données, a été de 7,3 millions de tonnes pour les bovins, 943 000 tonnes pour les ovins et 74 000 tonnes pour les caprins. Le sous-secteur de l'abattage a reculé puis s'est consolidé en 2000 et 2001, années où le volume de viande abattue dans l'Union européenne a chuté de 2,1 % et de 1,9 %. Les données PRODCOM indiquent que 6,1 millions de tonnes de viande de poulet fraîche et surgelée ont été préparées dans l'Union européenne en 2000.

Le tableau 3.7 présente les dix premiers acteurs du secteur de transformation de la viande qui, ensemble, représentaient environ un quart du marché. Dans ce secteur, le regroupement d'entreprises pourrait être une réponse aux exigences croissantes des distributeurs, notamment les grandes chaînes de supermarchés, de plus en plus soucieux de garantir la qualité et la « traçabilité » des produits. Les entreprises de transformation de la viande ont réagi à ces exigences en intégrant les éleveurs, les producteurs d'aliments pour animaux, les exploitants d'abattoirs et les distributeurs dans les systèmes de production, renforçant de ce fait leur pouvoir de négociation ainsi que leur capacité de contrôle et de vérification de la qualité.

<sup>(4)</sup> Pas de données disponibles pour la volaille.

**Tableau 3.7**  
Les dix principales sociétés de l'industrie de transformation des viandes en Europe, 2001

	Part de marché	Pays
<b>Tulip/Danish Crown</b>	4,0	DK/UK
<b>Campofrio</b>	3,5	E
<b>Nestlé</b>	3,0	CH/F/UK
<b>Grampian Country Food</b>	2,5	UK
<b>Sarah Lee</b>	2,0	B/F
<b>Unilever</b>	2,0	NL/UK
<b>Barfuss</b>	2,0	D
<b>Madranges</b>	2,0	F
<b>Stockmeyer</b>	1,5	D
<b>Nolke</b>	1,5	D

Source: <http://www.meatnews.com>, Meat Processing Global Top Companies.

## PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée générée par le secteur communautaire de transformation de la viande s'est élevée à 21,5 milliards d'euros en 2000, ce qui équivaut à 15,9 % de l'industrie alimentaire totale, contre 15,2 % en 1990. Dans le domaine de l'emploi, ce secteur s'est avéré plus important, occupant en 1999 plus d'un cinquième (22,2 %) de l'emploi de l'industrie alimentaire (à rapprocher du taux de 19,7 % en 1990).

C'est le Royaume-Uni qui a généré le plus de valeur ajoutée dans le secteur de transformation de la viande en 2000, avec 4,7 milliards d'euros, soit 22,0 % du total communautaire. Suivaient la France (4,0 milliards) et l'Allemagne (3,7 milliards), aucun autre pays n'ayant généré plus de 10 % de la valeur ajoutée communautaire.

**Tableau 3.8**

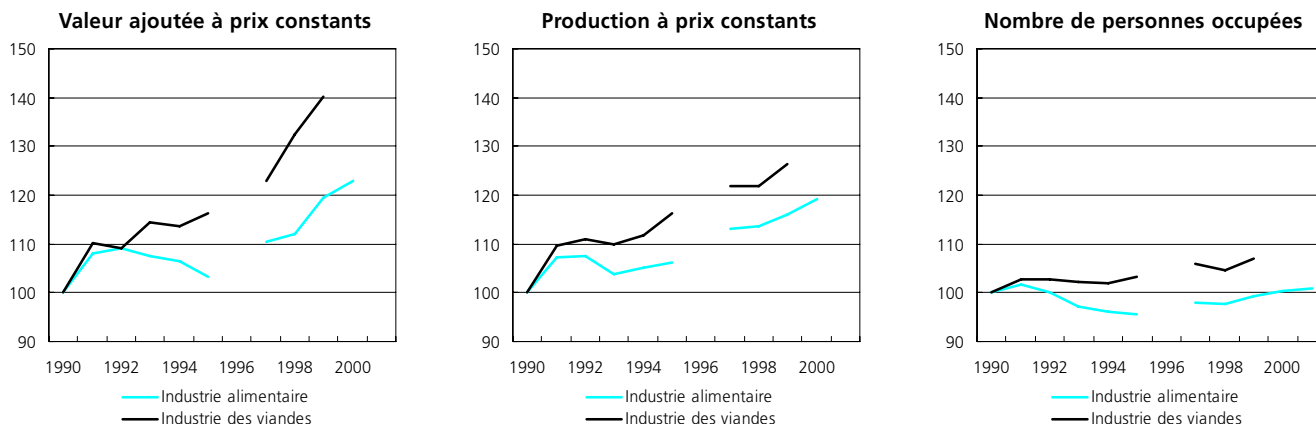
**Industrie des viandes (NACE groupe 15.1)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production (millions d'euros)</b>	91 657	96 029	93 830	94 607	98 567	:	109 052	104 153	103 881	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	549	549	545	544	551	:	566	558	571	604
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	16 354	16 761	17 348	17 079	17 492	:	19 522	20 095	20 578	21 524
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	11 246	11 689	11 844	12 064	12 498	:	13 558	13 651	14 773	15 533
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	29,8	30,5	31,8	31,4	31,7	:	34,5	36,0	36,0	35,6
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	145,4	143,4	146,5	141,6	140,0	:	144,0	147,2	139,3	138,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 3.2

### Industrie des viandes (NACE groupe 15.1) Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Le Danemark était, et de loin, le pays le plus spécialisé dans la transformation de la viande, avec une spécialisation particulière en viande porcine. Dans ce pays, la contribution du secteur de transformation de la viande à la valeur ajoutée manufacturière nationale en 2000 a été plus de trois fois supérieure à la moyenne communautaire. Les fabricants danois de produits carnés ont contribué à hauteur de 5,3 % à la valeur ajoutée communautaire en 1999. D'autres pays comme le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas et l'Espagne se sont aussi distingués par une spécialisation relative dans ce sous-secteur.

La spécialisation dans un certain type de viande peut être dictée par des conditions climatiques/géologiques qui déterminent le genre d'élevage pouvant être mené à bien. Par exemple, il existe une forte concentration de la production bovine en Bretagne, porcine au Danemark et ovine et caprine en Espagne.

À prix constants, la valeur ajoutée du sous-secteur de transformation de la viande a progressé en moyenne de 4,0 % par an entre 1990 et 1999 (à rapprocher de la moyenne annuelle de 2,1 % de l'industrie alimentaire). Mis à part 1992, la valeur ajoutée de ce sous-secteur a progressé plus rapidement que celle du secteur alimentaire dans son ensemble, avec des années de pointe en 1991, 1998 et 1999 (taux de croissance supérieurs à 7 %).

**Tableau 3.9**  
**Industrie des viandes (NACE groupe 15.1)**  
**Taux de spécialisation en valeur ajoutée par rapport au total de l'industrie manufacturière (%)**

	1990	1995	1999 (1)
<b>EU-15</b>	100,0	100,0	100,0
<b>B</b>	:	116,1	106,0
<b>DK</b>	414,4	400,1	329,9
<b>D</b>	61,7	61,5	65,6
<b>EL</b>	71,8	99,7	97,7
<b>E</b>	139,0	126,6	120,2
<b>F</b>	125,4	134,6	136,7
<b>IRL</b>	168,8	171,7	108,6
<b>I</b>	75,9	66,2	76,7
<b>L</b>	33,3	41,7	62,3
<b>NL</b>	121,4	122,9	132,7
<b>A</b>	:	91,7	85,9
<b>P</b>	:	:	78,6
<b>FIN</b>	161,6	122,5	99,7
<b>S</b>	108,8	104,7	75,5
<b>UK</b>	102,2	116,6	:

(1) NL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le sous-secteur de transformation de la viande occupait 604 300 personnes dans l'Union européenne en 2000, ce qui représente une augmentation globale de 13,1 % entre 1990 et 2000. La productivité apparente du travail dans ce secteur a été relativement faible (35 600 euros par personne occupée) par rapport à la productivité moyenne de toute l'industrie alimentaire (49 600 euros). Cet écart a persisté pendant toutes les années 90 au cours desquelles le rapport entre ces deux chiffres est resté constant. Bien que le coût unitaire de la

main-d'œuvre ait été légèrement inférieur à la moyenne de l'industrie alimentaire dans la plupart des pays, le coefficient de productivité du travail ajustée par les salaires (formule simple) du secteur de transformation de la viande (139 % en 2000) est aussi resté inférieur à la moyenne de l'industrie alimentaire (174 %).

C'est au Danemark que le secteur de transformation de la viande a été le plus productif en 2000 relativement à la productivité apparente du travail de l'ensemble de l'industrie manufacturière. De fait, chaque personne occupée dans ce secteur au Danemark a généré une valeur ajoutée légèrement supérieure (51 600 euros) à la moyenne manufacturière (51 000 euros). Dans les autres États membres, la transformation de la viande a toujours été moins productive que l'industrie manufacturière dans son ensemble. Les écarts ont été inférieurs dans les États membres méridionaux de l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Italie (entre 78 % et 83 % de la moyenne manufacturière), le coefficient de la plupart des pays se situant entre 57 % et 72 %. En Irlande (32 %) et au Luxembourg (44 %), la productivité apparente du travail dans le secteur de transformation de la viande a représenté moins de la moitié des moyennes manufacturières respectives.

Tableau 3.10

**Viandes, peaux et produits à base de viandes (CPA groupe 15.1)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	3 792	3 765	4 317	4 870	4 834	5 104	5 623	4 912	4 931	5 522	4 840
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	3 883	4 207	4 034	4 578	4 493	4 631	5 022	4 653	4 576	5 493	6 029
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-90	-442	282	292	342	473	601	259	355	29	-1 188
<b>Taux de couverture (%)</b>	97,7	89,5	107,0	106,4	107,6	110,2	112,0	105,6	107,7	100,5	80,3

Source: Eurostat, Comext.

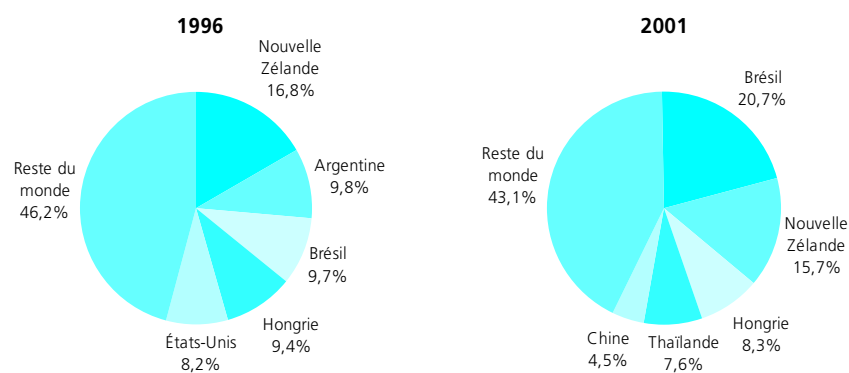
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Les exportations communautaires de produits carnés ont globalement augmenté de 27,6 % entre 1991 et 2001 pour se situer à 4,8 milliards d'euros. Les importations en provenance de pays tiers ont augmenté plus rapidement (55,3 %) pour atteindre 6,0 milliards d'euros. Entre 1993 et 2000, la balance commerciale communautaire de produits carnés a été excédentaire. La tendance s'est néanmoins renversée en 2001, année où l'Union européenne a enregistré un déficit de 1,2 milliard d'euros imputable à une forte croissance des importations en 2000 (20,0 %) et 2001 (9,7 %) combinée à une baisse des exportations depuis 1997 (probablement due aux crises déjà évoquées). Les exportations de viande du Royaume-Uni ont chuté, passant de 2,0 milliards d'euros en 1995 à 900 millions en 2001.

Les exportations de viande ont représenté 10,5 % des exportations alimentaires de l'Union européenne en 2001, contre 14,6 % dix ans avant. L'importance relative de la viande dans les importations, quelque peu supérieure, a représenté 14,9 % du total alimentaire en 2001.

Le Danemark et les Pays-Bas viennent nettement en tête des excédents commerciaux de produits carnés en 2001, avec un solde respectif de 3,7 et 2,8 milliards d'euros. Près de 40 % des exportations alimentaires danoises étaient composées de produits de transformation de la viande. La Belgique, l'Irlande, l'Espagne et la France ont été les seuls autres pays à ne pas afficher de déficit commercial pour les produits carnés. A l'inverse, les déficits les plus importants ont été enregistrés par l'Italie (3,4 milliards d'euros) et le Royaume-Uni (3,7 milliards d'euros).

Graphique 3.3

**Viandes, peaux et produits à base de viandes (CPA groupe 15.1)**  
**Origine des importations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

### 3.2: INDUSTRIE DU POISSON

Ce sous-chapitre présente des informations concernant la préparation et la conservation de poissons, de crustacés et de mollusques (frais, surgelés, fumés, salés ou mis en conserve) ainsi que la production de plats préparés à base de poisson et de fruits de mer (groupe 15.2 de la NACE). Cette activité ne comprend pas la fabrication de soupes de poissons ni la production d'huiles et de graisses extraites d'espèces aquatiques.

La demande de poisson a augmenté à mesure que les consommateurs ont pris conscience de son importante contribution à l'équilibre de leur régime alimentaire. Toutefois, en raison de l'importante diminution des stocks ces dernières années, le déséquilibre entre l'offre et la demande de poisson s'est traduit par une augmentation des prix. Les prix communautaires à la production dans le secteur de la transformation et de la conservation du poisson ont augmenté de 20,8 % entre 1995 et 2001, à rapprocher de l'augmentation moyenne de 6,3 % de l'ensemble des produits alimentaires.

L'industrie communautaire de transformation du poisson dépend de plus en plus des importations en provenance de pays tiers et de l'aquaculture pour assurer son approvisionnement. Il est peu probable que cette situation change à moyen terme, la Commission européenne ayant adopté un Livre vert sur l'avenir de la politique commune de la pêche (PCP) en mars 2001, suivi de propositions législatives dans les domaines de la préservation des stocks et de l'exploitation durable, de la réduction de la flotte et des aides structurelles. L'opinion selon laquelle de nombreux stocks de poisson se situent en deçà des limites biologiques raisonnables après avoir été surexploités (cabillaud, merlu et merlan en particulier) est largement partagée. La Commission souhaite mettre en œuvre une série de mesures telles que la réduction de la flotte de pêche, l'utilisation de filets plus sélectifs pour éviter la capture de juvéniles ou la fermeture de certaines zones de pêche où il existe de fortes concentrations de juvéniles.

#### PROFIL STRUCTUREL

Selon les données nationales disponibles, la production du secteur communautaire de la transformation et de la préparation du poisson s'est élevée à 2,8 milliards d'euros en 2000 <sup>(5)</sup>. On estime à 93 600 le nombre de personnes occupées dans ce secteur en 2000.

<sup>(5)</sup> EL, F, IRL et S, 1999; NL, 1998; A, non disponible.

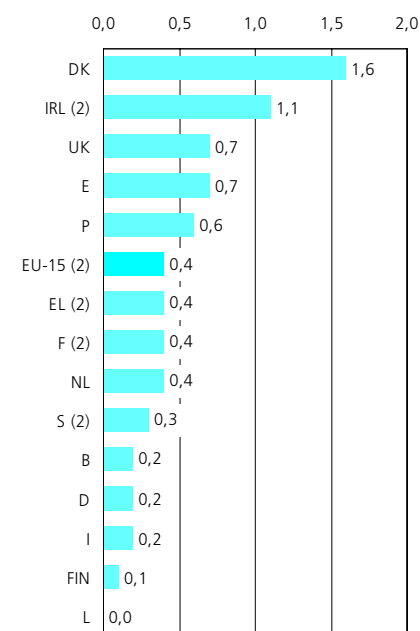
En termes absolus, le Royaume-Uni était le premier producteur de produits de poissons en 2000, avec près d'un cinquième (19,9 %) de la valeur ajoutée communautaire dans ce secteur. L'Allemagne, la France et l'Espagne ont individuellement enregistré des parts comprises entre 14 % et 18 %. Néanmoins, en termes relatifs, c'est le Danemark qui est au sein de l'Union européenne le pays le plus spécialisé dans ces produits, la contribution de son secteur de transformation du poisson à la valeur ajoutée manufacturière totale ayant été plus de cinq (5,1) fois supérieure à la moyenne européenne. L'Espagne et le Portugal ont également affiché des taux de spécialisation élevés dans le domaine de la transformation du poisson, la Grèce, le Royaume-Uni et l'Irlande étant les seuls autres États membres à afficher des taux de spécialisation supérieurs à la moyenne communautaire.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le niveau de l'emploi dans le secteur de la transformation du poisson a baissé à un rythme assez rapide au cours des années 90 dans l'Union européenne, bien que plusieurs pays faisaient exception à cette tendance. Cependant, dans la plupart de ceux-ci (Irlande, Finlande et Suède) l'emploi était relativement peu importants et la création d'emploi net, en termes absolus, n'a jamais dépassé le millier de personnes. Néanmoins, certains pays ont aussi enregistré une progression de l'emploi, notamment le Royaume-Uni où 3 600 emplois ont été créés.

Par contre, l'Allemagne est passée de 18 500 personnes occupées dans ce secteur en 1990 à 8 600 à peine en 1998, puis à 10 600 en 2000 (réduction globale de 42,9 %). L'emploi a également fortement reculé dans la Péninsule ibérique, avec des pertes nettes de 1 500 personnes occupées au Portugal et de 1 100 personnes en Espagne, qui représentent une réduction globale de 22,1 % et de 5,5 % respectivement entre 1990 et 2000.

**Graphique 3.4**  
**Industrie du poisson (NACE groupe 15.2)**  
**Part du nombre de personnes occupées**  
**dans l'industrie manufacturière,**  
**2000 (%) (1)**



(1) A, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La productivité apparente du travail dans le secteur de la transformation du poisson a été généralement inférieure à celle de l'industrie manufacturière dans son ensemble. Cette observation s'applique d'ailleurs à tous les États membres pour lesquels des données sont disponibles <sup>(6)</sup>, à l'exception de l'Italie où la productivité apparente du travail du secteur a dépassé, de 2,9 %, la moyenne manufacturière. Dans la plupart des pays, les ratios de productivité du travail se sont situés entre 60 % et 80 % de la moyenne manufacturière. On trouve des taux nettement inférieurs en Finlande (45,8 %), au Royaume-Uni (37,7 %) et en Irlande (22,2 %), trois pays où la main-d'œuvre employée a augmenté au cours des années 90.

<sup>(6)</sup> L, NL et A, non disponibles.

Tableau 3.11

**Poissons et produits de la pêche préparés (CPA groupe 15.2)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 111	1 075	1 147	1 305	1 409	1 473	1 610	1 581	1 534	1 685	1 862
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 599	6 505	5 945	6 748	6 754	7 064	7 928	9 383	8 835	9 951	11 019
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-5 489	-5 430	-4 798	-5 443	-5 346	-5 592	-6 318	-7 802	-7 301	-8 266	-9 157
<b>Taux de couverture (%)</b>	16,8	16,5	19,3	19,3	20,9	20,8	20,3	16,8	17,4	16,9	16,9

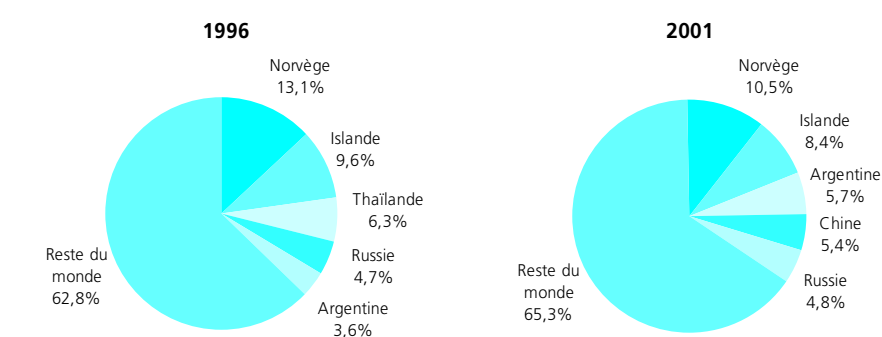
Source: Eurostat, Comext.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'Union européenne enregistre, dans le secteur des produits à base de poisson, un déficit commercial considérable. Depuis 1993, ce déficit a augmenté de façon pratiquement continue, passant de 4,8 à 9,2 milliards d'euros en 2001, les seules années de répit ayant été 1995 et 1999. Une analyse de la situation pays par pays montre que le Danemark, l'Irlande et les Pays-Bas ont été les trois seuls États membres à afficher un excédent commercial pour les produits du poisson en 2001, alors que cinq des grands pays de l'Union européenne ont déclaré des déficits supérieurs à 1 milliard d'euros (et même 2,1 milliards d'euros en Italie). Le déficit commercial de tous les États membres a augmenté entre 1991 et 2001 à l'exception de la Finlande, où la balance commerciale est restée pratiquement stable.

En 2001, près d'un cinquième (18,9 %) des importations communautaires de produits du poisson provenaient de la Norvège et de l'Islande. La part de ces deux pays sur le volume total des importations a diminué de près de 4 points de pourcentage entre 1991 et 2001. S'agissant de la provenance des importations les principales variations entre ces deux années ont concerné la Chine, la Russie, la Namibie, l'Argentine et le Maroc, dont les parts respectives dans le marché communautaire ont augmenté d'au moins un point de pourcentage.

Graphique 3.5

**Poissons et produits de la pêche préparés (CPA groupe 15.2)**  
**Origine des importations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.



## 3.3: INDUSTRIE LAITIÈRE

Ce sous-chapitre couvre la production de lait frais, de crème, de beurre, de yoghourt, de fromage, de lactosérum, de glaces et de sorbets, tous produits entrant dans le groupe 15.5 de la NACE. Comme dans le reste du présent chapitre, les données présentées ne couvrent pas les activités laitières à la ferme qui relèvent de l'agriculture (classe 01.21 de la NACE).

L'industrie laitière se caractérise par une forte concentration régionale avec une production généralement implantée à proximité des fermes qui se trouvent normalement dans des zones où les conditions météorologiques et géologiques favorisent l'obtention de rendements laitiers élevés. Peuvent être cités à titre d'exemple la Bretagne, la Normandie et la Vallée de la Loire (F), la Bavière et le Baden-Württemberg (D), la Vénétie, la Lombardie et l'Émilie-Romagne (I) ainsi que le West Country, le Shropshire, le Cheshire et le Lancashire (UK).

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur communautaire de l'industrie laitière a généré une valeur ajoutée de 14,6 milliards d'euros en 2000 <sup>(7)</sup>, représentant environ 10,9 % de l'industrie alimentaire totale. La part des effectifs de ce secteur dans la main-d'œuvre globale de l'industrie alimentaire a été légèrement inférieure, soit 10,1 % des personnes occupées ou environ 273 000 personnes <sup>(8)</sup>.

La France, avec une valeur ajoutée de 2,8 milliards d'euros en 2000, soit un cinquième du total communautaire, vient en tête des pays producteurs de produits laitiers dans l'Union européenne. Néanmoins, la Grèce, le Danemark, l'Irlande et les Pays-Bas ont affiché un taux de spécialisation supérieur en termes relatifs.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1997; L, non disponible.

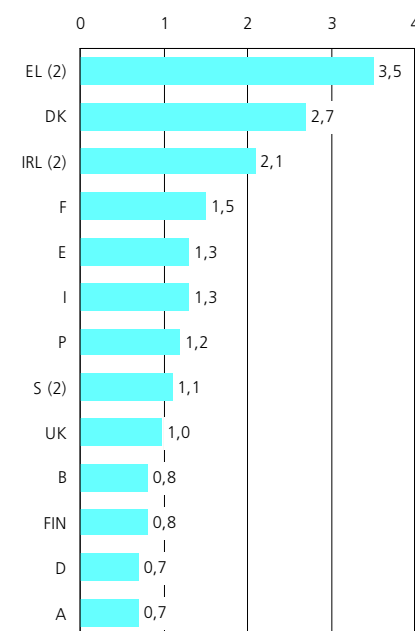
<sup>(8)</sup> EL, IRL et S, 1999; L, non disponible.

Le tableau 3.12 montre l'évolution des trois produits laitiers les plus courants en termes de volume entre 1996 et 2002. La production de fromage s'est fortement développée pendant cette période pour atteindre 7,4 millions de tonnes (hausse globale de plus de 10 %). La production laitière a également augmenté bien qu'à un rythme beaucoup plus lent (1,2 %). Par contre, la production de beurre a chuté de 4,4 % dans l'Union européenne au cours de la période considérée. Dans sa révision des perspectives du sous-secteur laitier de l'Union européenne <sup>(9)</sup>, la Direction générale de l'Agriculture a souligné que ces tendances se confirmeraient probablement avec de nouvelles diminutions du cheptel laitier et de la production de beurre et de lait écrémé tandis que la production de fromage devrait continuer à se développer.

<sup>(9)</sup> Perspectives des marchés agricoles de l'Union européenne (2002-2009) - Mise à jour : Les marchés de l'Union européenne, Commission européenne, Direction générale de l'Agriculture, décembre 2002.

Graphique 3.6

Industrie laitière (NACE groupe 15.5)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15, L et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.12

Production de lait et de produits laitiers dans l'UE (millions de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (1)	2002 (1)
<b>Lait à consommer</b>	29,8	29,5	29,7	29,7	29,6	30,1	30,2
<b>Beurre</b>	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8
<b>Fromage</b>	6,7	6,8	6,9	7,0	7,2	7,4	7,4

(1) Prévisions.

Source: EDA/ZMP.



Tableau 3.13

**Produits laitiers et glaces (CPA groupe 15.5)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	3 796	4 044	4 202	3 992	4 665	4 631	4 962	4 580	4 368	5 190	5 175
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	714	707	790	817	872	836	920	961	984	1 115	1 320
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	3 082	3 337	3 412	3 175	3 794	3 795	4 041	3 619	3 383	4 075	3 855
<b>Taux de couverture (%)</b>	531,7	572,2	532,2	488,5	535,3	553,9	539,1	476,6	443,8	465,5	392,0

Source: Eurostat, Comext.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Dans cinq États membres, la productivité apparente du travail dans le secteur des produits laitiers a été supérieure aux moyennes manufacturières respectives (Portugal, Espagne, Allemagne, Grèce et Italie). Seules l'Irlande et la Finlande ont enregistré une productivité très inférieure (moins de 80 % de la moyenne manufacturière).

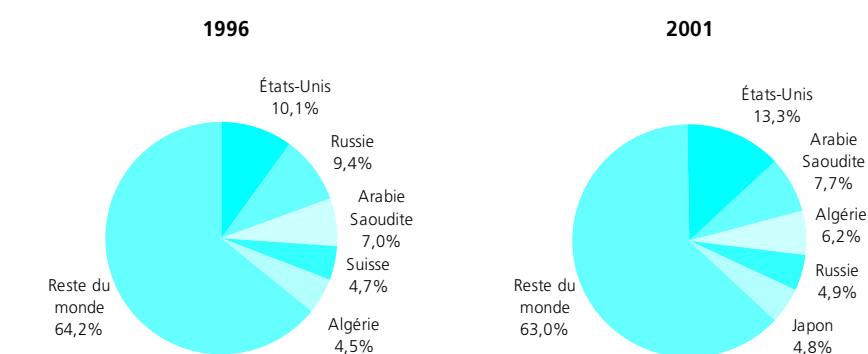
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

La part de l'industrie laitière dans les exportations alimentaires totales de l'Union européenne a diminué entre 1991 et 2001, passant de 14,6 % à 11,3 %. L'importance relative des importations laitières, qui représentaient 3,3 % de l'ensemble des importations alimentaires en 2001, n'a pas beaucoup varié.

Le Danemark, les Pays-Bas et l'Irlande ont été les exportateurs les plus spécialisés de l'Union européenne dans les produits laitiers en 2001, comme ils l'étaient déjà dix ans auparavant, bien que la spécialisation relative des Pays-Bas et de l'Irlande ait fortement diminué.

Près de la moitié des importations communautaires de produits laitiers en 2001 provenait de la Suisse et de la Nouvelle Zélande dont la part cumulée a diminué par rapport à 1991, où elle atteignait 72,9 %. Cette réduction a profité principalement à d'autres partenaires commerciaux comme l'Australie et plusieurs pays d'Europe de l'Est (notamment l'Ukraine, la Hongrie, la République tchèque, l'Estonie et la Lettonie).

Graphique 3.7

**Produits laitiers et glaces (CPA groupe 15.5)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

### 3.4 : INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES

Ce sous-chapitre se réfère à cinq groupes de la NACE qui sont traités séparément: le groupe 15.3 qui couvre l'industrie des fruits et des légumes; le groupe 15.4, l'industrie des corps gras; le groupe 15.6, le travail des grains et la fabrication de produits amylacés; le groupe 15.7, la fabrication d'aliments pour animaux et le groupe 15.8, les autres industries alimentaires (tels que le pain, le sucre, les confiseries, les pâtes alimentaires, le thé, le café et les aliments adaptés à l'enfant et diététiques).

La demande de nombreux articles alimentaires a substantiellement changé compte tenu de l'évolution du style de vie et des habitudes alimentaires et d'achat. Cette évolution a donné lieu à une demande accrue de plats cuisinés, prêts à l'emploi, de snacks salés, de produits chocolatés et de confiseries - qui sont tous couverts par les données de ce sous-chapitre. La demande de produits alimentaires n'émane pas exclusivement des ménages pour les besoins de la consommation finale. Les boulangers, les fabricants de biscuits et les confiseurs figurent parmi les principaux consommateurs d'ingrédients de base comme la farine et le sucre.

#### INDUSTRIE DES FRUITS ET DES LÉGUMES (GROUPE 15.3 DE LA NACE)

Cette activité a représenté 6,3 % de la valeur ajoutée générée par le secteur communautaire des industries alimentaires en 2000, et 6,9 % de l'emploi correspondant. Entre 1990 et 1999, la valeur ajoutée à prix constants du sous-secteur des fruits et des légumes dans l'Union européenne a augmenté en moyenne de 2,1 % par an, soit un peu moins que la moyenne de 2,5 % des industries alimentaires.

Le secteur des fruits et légumes occupait 186 900 personnes en 2000, en nette baisse de 3,9 % par rapport à 1990. La plupart des suppressions d'emplois ont eu lieu pendant la première moitié des années 90, l'emploi dans ce secteur ayant augmenté en 1998, en 1999 et en 2000 de 3,2 %, 4,2 % et 1,9 % respectivement.

Comme dans la plupart des secteurs de l'industrie alimentaire, la productivité apparente du travail du secteur des fruits et des légumes de l'Union européenne a été légèrement inférieure à la moyenne communautaire dans presque tous les pays. Seuls l'Autriche, le Portugal et le Royaume-Uni ont pu afficher une productivité apparente du travail supérieure en 2000. Dans la plupart des autres États membres, la productivité apparente du travail oscillait entre 70 % et 90 % de la moyenne manufacturière nationale.

L'industrie des fruits et légumes a contribué à hauteur de 5,6 % aux exportations communautaires de produits alimentaires en 2001, cette part ayant progressivement augmenté depuis le maigre résultat de 4,8 % enregistré en 1997. Elle a constitué une composante plus importante des importations communautaires, avec 12,6 % des importations alimentaires totales de 2001. Cinq pays ont été les principaux fournisseurs de fruits et de légumes de l'Union européenne en 2001 (le Brésil, la Turquie, la Pologne, les États-Unis et la Chine). Chacun d'entre eux représentait entre 9 % et 14 % des importations totales.

Tableau 3.14

#### Industrie des fruits et légumes (NACE groupe 15.3) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Production (millions d'euros)</b>	26 992	27 721	26 351	27 199	27 476	:	29 709	32 130	35 329	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	197	193	189	185	177	:	171	176	183	187
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	6 464	6 779	6 625	7 040	6 795	:	7 106	7 557	8 006	8 493
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	4 041	4 126	4 090	4 136	3 936	:	4 274	4 456	4 723	4 877
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	32,8	35,1	35,1	38,0	38,3	:	41,7	43,0	43,7	45,4
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	160,0	164,3	162,0	170,2	172,6	:	166,3	169,6	169,5	174,1

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.15

#### Produits à base de fruits et légumes (CPA groupe 15.3) Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 338	1 356	1 507	1 780	1 828	1 905	2 022	2 153	2 071	2 368	2 579
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	3 998	3 894	3 593	3 991	4 023	4 339	4 333	4 556	4 916	5 205	5 086
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-2 660	-2 538	-2 086	-2 211	-2 194	-2 434	-2 312	-2 403	-2 845	-2 837	-2 507
<b>Taux de couverture (%)</b>	33,5	34,8	41,9	44,6	45,5	43,9	46,7	47,3	42,1	45,5	50,7

Source: Eurostat, Comext.

**INDUSTRIE DES CORPS GRAS (GROUPE 15.4 DE LA NACE)**

En termes de valeur ajoutée, le sous-secteur des corps gras était le plus petit des cinq groupes de la NACE traités dans ce sous-chapitre. Les données disponibles indiquent que ce sous-secteur a généré environ 2,7 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 <sup>(10)</sup>.

La production de margarine dans l'Union européenne semblerait avoir atteint un pic au milieu des années 90, avant de baisser dans la plupart des États membres (voir tableau 3.16). Après s'être réduite d'un peu moins de 20 % entre 1995 et 2000, la production de margarine (et ses dérivés) s'élevait dans l'Union européenne à 2,1 millions de tonnes en 2000 <sup>(11)</sup>. L'Union européenne a produit 14,1 millions de tonnes de plantes oléagineuses et 9,0 millions de tonnes de graisses et d'huiles végétales brutes en 2001 (voir tableau 3.17). Trois cultures (le soja, le colza et le tournesol) ont assuré ensemble 94 % de la production communautaire d'huiles et de graisses végétales et 93 % de toutes les plantes oléagineuses.

Le secteur des corps gras occupait 37 000 personnes environ en 2000 <sup>(12)</sup>, soit 1,4 % de l'emploi total dans l'industrie alimentaire. L'emploi atteignait encore 67 000 personnes occupées en 1990, ce qui donne la mesure de l'ampleur des suppressions d'emploi dans ce secteur.

<sup>(10)</sup> EL, F, IRL, A, P et S, 1999; L, 1998.

<sup>(11)</sup> EL et IRL, 1999; L, non disponible.

<sup>(12)</sup> EL, F, IRL, A et S, 1999; L, 1998; NL, non disponibles.

**Tableau 3.16**  
**Production de margarine et de mélanges dans l'UE (tonnes)**

	1990	1995	2000 (1)
<b>EU-15 (2)</b>	2 282 827	2 624 201	2 124 959
<b>B</b>	189 138	275 434	280 935
<b>DK</b>	108 700	100 000	62 666
<b>D</b>	560 570	591 361	535 656
<b>EL</b>	32 200	35 962	38 923
<b>E</b>	81 698	84 479	84 804
<b>F</b>	168 219	164 500	136 750
<b>IRL</b>	20 255	16 500	14 345
<b>I</b>	79 976	82 366	58 448
<b>L</b>	:	:	:
<b>NL</b>	255 640	340 334	268 930
<b>A</b>	48 135	48 536	43 472
<b>P</b>	60 019	41 905	49 830
<b>FIN</b>	37 756	85 400	23 700
<b>S</b>	110 539	134 975	137 800
<b>UK</b>	475 000	485 000	388 700

(1) EL et IRL, 1999; EU-15 est la somme des dernières périodes disponibles pour chaque pays.

(2) À l'exclusion de L.

Source: IMACE (International Margarine Association of the Countries of Europe).

**Tableau 3.17**  
**Production d'huiles et graisses végétales brutes et d'oléagineux dans l'UE, 2001 (milliers de tonnes)**

<b>Total oléagineux</b>	14 058
<b>Soja</b>	1 205
<b>Colza</b>	8 845
<b>Tournesol</b>	3 035
<b>Coton</b>	838
<b>Lin</b>	135
<b>Total huiles et graisses végétales</b>	8 957
<b>Huile d'arachide</b>	10
<b>Huile de soja</b>	3 036
<b>Huile de colza</b>	3 477
<b>Huile de tournesol</b>	1 887
<b>Huile de coton</b>	105
<b>Autres huiles liquides</b>	23
<b>Huile de coprah</b>	18
<b>Huile de palme</b>	0
<b>Autres huiles lauriques</b>	0
<b>Huile de lin</b>	175
<b>Huile de ricin</b>	8
<b>Huile de germes de maïs</b>	205
<b>Huile de pépins de raisin</b>	13

Source: Fediol - Fédération de l'Industrie de l'Huilerie de la CE.

Les corps gras ont représenté 16,4 % des importations communautaires de produits alimentaires en 2001 et 5,9 % des exportations à destination de pays tiers. Le déficit commercial communautaire relatif à ces produits a augmenté jusqu'en 1998, année où il s'élevait à 2,1 milliards d'euros, pour s'accroître ensuite pendant trois années consécutives et atteindre 3,9 milliards d'euros en 2001.

La plupart des importations communautaires de corps gras provenaient en 2001 de deux pays d'Amérique Latine, le Brésil et l'Argentine (respectivement 29,4 % et 28,7 % des importations totales). Les pays asiatiques que sont l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, l'Inde et la Papouasie-Nouvelle-Guinée figuraient aussi parmi les dix premiers fournisseurs de corps gras de l'Union européenne.

**Tableau 3.18**

**Huiles, tourteaux et corps gras (CPA groupe 15.4)**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 367	1 564	1 524	1 923	2 486	2 265	3 048	3 240	2 641	2 730	2 713
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	4 165	4 133	4 397	5 212	4 810	5 172	5 364	5 341	5 230	5 797	6 620
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-2 798	-2 569	-2 873	-3 289	-2 324	-2 907	-2 316	-2 101	-2 589	-3 067	-3 908
<b>Taux de couverture (%)</b>	32,8	37,8	34,7	36,9	51,7	43,8	56,8	60,7	50,5	47,1	41,0

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 3.19

**Farines, céréales transformées et produits amylacés (CPA groupe 15.6)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 352	1 612	1 659	1 671	1 706	1 999	2 093	1 880	1 711	1 928	1 884
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 108	1 185	1 129	1 260	1 152	898	778	813	734	799	794
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	243	427	530	411	555	1 100	1 315	1 067	977	1 129	1 090
<b>Taux de couverture (%)</b>	122,0	136,0	146,9	132,6	148,2	222,5	268,9	231,2	233,2	241,4	237,3

Source: Eurostat, Comext.

**TRAVAIL DES GRAINS ET FABRICATION DE PRODUITS AMYLACÉS (GROUPE 15.6 DE LA NACE)**

La valeur ajoutée générée par ce secteur s'est élevée à quelque 4,6 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000 <sup>(13)</sup>. Le Royaume-Uni a contribué pour plus d'un quart (28,5 %) à la production communautaire. Ce secteur occupait environ 59 300 personnes en 2000 <sup>(14)</sup>, ce qui représente 2,3 % de l'emploi dans l'industrie alimentaire communautaire.

La balance commerciale communautaire des grains et produits amylacés a été excédentaire de 1991 à 2001. L'excédent le plus élevé, atteint en 1997 avec 1,3 milliard d'euros, a été suivi d'une consolidation progressive jusqu'à 1,1 milliard d'euros. En 1991, les États-Unis fournissaient 76,5 % des grains et produits amylacés importés par l'Union européenne. Cette part a baissé jusqu'à 27,6 % en dix ans en raison, notamment, de la croissance rapide des importations provenant de la Thaïlande et de l'Inde.

<sup>(13)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponibles.<sup>(14)</sup> EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.
**FABRICATION D'ALIMENTS POUR ANIMAUX (GROUPE 15.7 DE LA NACE)**

On estime que la fabrication d'aliments pour animaux a généré une valeur ajoutée d'environ 5,6 milliards d'euros en 2000 <sup>(15)</sup>. Le Royaume-Uni, avec un peu plus d'un cinquième (21,6 %) de la production totale, a été le premier producteur communautaire. Ce secteur occupait quelque 91 000 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(16)</sup>.

La part des aliments pour animaux dans les importations communautaires totales de produits alimentaires, faible au début des années 90, a augmenté à un rythme assez soutenu pendant cette décennie. Cette progression est imputable aux changements qui ont affecté l'approvisionnement d'aliments pour animaux suite aux épidémies d'ESB et de fièvre aphteuse. En 1997, les aliments pour animaux représentaient un peu plus de 3,0 % des importations communautaires de produits alimentaires (à comparer à la maigre part de 0,9 % en 1991). Cette tendance s'est ensuite inversée et, en 2001, la part des aliments pour animaux était tombée à 2,4 %.

<sup>(15)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998.<sup>(16)</sup> EL, IRL, L et S, 1999.
**AUTRES INDUSTRIES ALIMENTAIRES (GROUPE 15.8 DE LA NACE)**

À la différence de nombreux secteurs alimentaires, celui des « autres industries alimentaires » se caractérise souvent par une différenciation des produits et de grandes campagnes de promotion des nouveaux produits (comme les plats prêts à l'emploi, les biscuits et la confiserie). En 2000, la valeur ajoutée du secteur des « autres industries alimentaires », qui s'élevait à 47,2 milliards d'euros, était deux fois plus importante que celle des quatre autres groupes de la NACE couverts dans le présent sous-chapitre. En termes d'emploi, le poids de ce secteur était encore plus important, avec près de 40 % de l'emploi dans l'industrie alimentaire communautaire.

Tableau 3.20

**Autres industries alimentaires (NACE groupe 15.8)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	98 497	104 568	106 035	110 734	113 462	:	:	137 061	139 897	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	940	943	921	918	896	:	:	1 049	1 072	1 069	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	31 438	33 357	34 471	35 652	35 166	:	:	41 929	45 616	47 227	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	19 402	20 462	20 512	21 164	21 560	:	:	25 143	26 671	27 876	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	33,4	35,4	37,4	38,8	39,2	:	:	40,0	42,5	44,2	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	162,0	163,0	168,1	168,5	163,1	:	:	166,8	171,0	169,4	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

À prix constants, la valeur ajoutée du secteur communautaire des autres industries alimentaires a augmenté en moyenne de 3,7 % par an, taux nettement plus élevé que celui de l'industrie alimentaire dans son ensemble (2,5 %) entre 1990 et 1999 <sup>(17)</sup>.

Une analyse plus détaillée montre que l'Italie a été de loin le premier producteur de pâtes sèches en 2000 avec un peu plus de 3 millions de tonnes, soit plus de dix fois la production de la France, de l'Allemagne ou de l'Espagne (voir tableau 3.21).

Dans le secteur de la confiserie, la production communautaire s'est élevée à 1,8 million de tonnes en 2001. L'Allemagne est dominante, avec plus d'un quart (27,6 %) de la production communautaire (voir tableau 3.22). En 2001, l'Union européenne a produit quelque 2,7 millions de tonnes de produits du chocolat. L'Allemagne domine aussi ce secteur contribuant à la production communautaire pour une part plus importante encore (33,7%). Le secteur communautaire de la biscuiterie et de la pâtisserie a produit cette même année quelque 5,9 millions de tonnes dont près d'un tiers (32,7 %) au Royaume-Uni, le premier producteur.

<sup>(17)</sup> Il convient de garder à l'esprit que cette activité de la NACE est un groupe résiduel qui contient des activités diverses non classées ailleurs et qu'une partie de l'augmentation peut être attribuable à la classification de nouveaux secteurs alimentaires dans ce groupe.

Le nombre de personnes occupées dans le secteur des autres industries alimentaires a augmenté de 15,0 % dans l'Union européenne entre 1990 et 2000. On y recensait un peu plus d'un million de personnes à la fin des années 90. La plupart des États membres ont enregistré des gains nets d'emploi au cours de cette décennie, à l'exception de l'Irlande, la Finlande et le Royaume-Uni <sup>(18)</sup>.

Après avoir doublé pendant la première moitié des années 90, l'excédent commercial communautaire des autres industries alimentaires a fluctué pour atteindre 5,3 milliards d'euros en 1999. Le taux de croissance annuel s'est cependant élevé à 20 % à la fois en 2000 et en 2001, portant l'excédent à 7,6 milliards d'euros en 2001.

<sup>(18)</sup> B et P, non disponibles.

**Tableau 3.21**  
Principaux indicateurs des pâtes sèches industrielles, 2000

	Production (tonnes)	Consommation par habitant (kg)
B/L	99 500	5,4
DK	:	2,0
D	258 006	5,5
EL	112 000	8,6
E	200 000	4,8
F	262 700	7,4
IRL	:	1,0
I	3 003 322	28,0
NL	:	4,4
A	25 650	4,0
P	68 000	6,8
FIN	:	3,2
S	22 000	6,5
UK	:	2,8

Source: UNAFPA - Union des Associations de Fabricants de Pâtes Alimentaires de la Communauté Européenne.

**Tableau 3.22**  
Production de confiseries, de produits chocolatés et de biscuits et pâtisseries, 2001 (tonnes)

	Confiseries	Produits chocolatés	Biscuits et pâtisseries
<b>EU-15 (1)</b>	1 751 565	2 733 445	5 899 275
<b>B</b>	72 495	161 940	402 760
<b>DK</b>	52 925	32 960	116 370
<b>D</b>	483 880	921 725	734 000
<b>EL</b>	18 000	26 000	55 500
<b>E</b>	214 875	123 735	484 950
<b>F</b>	203 095	372 015	743 220
<b>IRL (2)</b>	18 500	35 705	29 200
<b>I</b>	120 750	229 200	870 500
<b>L</b>	:	:	:
<b>NL</b>	130 315	195 815	330 140
<b>A</b>	21 565	73 575	71 560
<b>P (3)</b>	2 880	4 390	32 745
<b>FIN</b>	33 455	28 280	74 145
<b>S</b>	69 390	48 380	23 700
<b>UK</b>	309 440	479 725	1 930 485

(1) À l'exclusion de L; somme des dernières données disponibles pour chaque pays.

(2) 2000.

(3) 1998, à l'exclusion des produits chocolatés.

Source: CAOBISCO.

**Tableau 3.23**  
Autres produits alimentaires (CPA groupe 15.8)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	5 815	6 353	7 430	8 755	9 568	9 833	11 021	10 954	9 822	11 289	12 297
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	2 850	2 993	3 126	3 449	3 584	3 851	4 181	4 401	4 514	4 879	4 719
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	2 966	3 360	4 303	5 307	5 983	5 982	6 840	6 552	5 308	6 410	7 578
<b>Taux de couverture (%)</b>	204,1	212,3	237,6	253,9	266,9	255,3	263,6	248,9	217,6	231,4	260,6

Source: Eurostat, Comext.

## 3.5: INDUSTRIE DES BOISSONS

Le groupe 15.9 de la NACE couvre à la fois les boissons alcoolisées et non alcoolisées. Les données présentées dans ce sous-chapitre comprennent notamment les eaux minérales, les boissons rafraîchissantes, la bière, le vin et les spiritueux. Elles n'incluent cependant pas les jus de fruits et de légumes (classe 15.32 de la NACE) ni la transformation du thé et du café (classe 15.86 de la NACE).

La plupart des boissons alcoolisées représentent des marchés arrivés à maturité, caractérisés par une lente diminution de leurs niveaux de consommation. Compte tenu de ces tendances, les fabricants s'efforcent de plus en plus de différencier les produits, comptant que l'introduction de nouvelles lignes générera une valeur ajoutée accrue et relancera la croissance. Divers exemples illustrent cette tendance, tels que les bières de marque et les limonades alcoolisées qui visent en général les jeunes consommateurs.

Les multinationales dominent de plus en plus les secteurs des boissons rafraîchissantes et de la bière. Contrairement à de nombreux produits alimentaires, ces segments sont souvent appuyés par de gros budgets publicitaires. En outre, un bon réseau de distribution s'avère essentiel en général pour assurer le succès d'un produit, qu'il soit vendu dans des lieux de loisirs ou chez des détaillants. Il n'est pas rare que les brasseurs contrôlent des réseaux de points de vente qui ne vendent que leurs propres bières aux côtés d'autres boissons.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur communautaire des boissons a généré une valeur ajoutée d'environ 27,3 milliards d'euros en 2000 <sup>(19)</sup>, dont près d'un quart a été assuré par le Royaume-Uni, l'un des cinq pays à se détacher par son degré de spécialisation dans l'industrie des boissons (aux côtés de la Grèce, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal). En Grèce, le secteur des boissons a généré 6,8 % de la valeur ajoutée manufacturière en 1999, plus de trois fois la moyenne communautaire.

Le tableau 3.24 montre que les quatre segments du marché des boissons rafraîchissantes qui y sont représentés se sont développés entre 1995 et 2001, selon l'Union des associations de boissons rafraîchissantes des pays membres de l'Union européenne (UNESDA). L'augmentation la plus rapide a été enregistrée par les eaux conditionnées, qui viennent également en tête en termes de volume.

<sup>(19)</sup> EL, IRL, A, FIN et S, 1999; NL, 1997.

Tableau 3.24

## Consommation de boissons rafraîchissantes dans l'UE (millions de litres)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Boissons gazeuses</b>	24 739	24 502	25 478	25 738	26 723	27 375	27 836
<b>Eau conditionnée</b>	29 094	28 863	30 214	31 375	32 907	34 516	36 168
<b>Jus et nectars de fruits</b>	7 928	8 012	8 256	8 377	8 547	8 992	9 108
<b>Autres boissons (1)</b>	8 785	9 773	9 108	9 302	9 859	10 076	10 458

(1) Y compris les boissons aux fruits non gazeuses, les boissons à base de concentré et de sirop de fruits, les boissons instantanées à base de fruits, le thé et le café glacé, les boissons pour sportifs et les boissons énergétiques.  
Source: UNESDA - Union of EU Soft Drinks Associations.

Tableau 3.25

## Principaux indicateurs du secteur brassicole, 2000

	Nombre de brasseries en activité (unités)	Production totale de bière (milliers de hl)	Consommation (litres)
<b>B</b>	113	14 734	99,0
<b>DK</b>	12	7 460	102,2
<b>D</b>	1 270	110 429	125,5
<b>EL</b>	6	4 405	40,0
<b>E</b>	22	26 414	71,8
<b>F</b>	20	18 926	36,2
<b>IRL</b>	6	8 710	125,0
<b>I</b>	16	12 575	28,1
<b>L</b>	4	438	108,2
<b>NL</b>	16	25 072	82,8
<b>A</b>	59	8 750	107,7
<b>P</b>	7	6 881	64,6
<b>FIN</b>	6	4 600	78,4
<b>S</b>	33	4 495	56,4
<b>UK (1)</b>	69	55 279	95,4

(1) À l'exclusion des petites brasseries et micro-brasseries.  
Source: The Brewers of Europe.

La structure du secteur communautaire de la bière a été généralement caractérisée par des regroupements et des fusions. Néanmoins, il y avait encore 1 300 brasseries en Allemagne en 2000 où le secteur continuait à s'appuyer sur des marchés locaux. L'Allemagne vient nettement en tête des producteurs de bière de l'Union européenne, avec 110 millions d'hectolitres, deux fois plus qu'au Royaume-Uni (voir tableau 3.25).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur des boissons occupait 311 000 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(20)</sup>, accusant une réduction nette importante de 73 000 personnes occupées (19 %) par rapport à 1990.

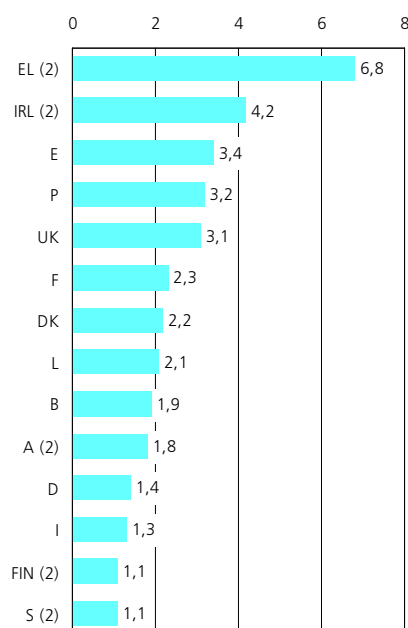
<sup>(20)</sup> EL, IRL, A, FIN et S, 1999.

La productivité apparente du secteur des boissons, particulièrement élevée, s'est avérée supérieure à la moyenne manufacturière nationale dans tous les États membres, arrivant même à doubler celle-ci dans certains cas (Portugal et Royaume-Uni).

Le coût unitaire de la main-d'œuvre a aussi dépassé les moyennes nationales enregistrées dans l'industrie manufacturière par tous les États membres à l'exception du Luxembourg (82 % de la moyenne). En général, le coût unitaire de la main-d'œuvre était jusqu'à 20 % supérieur à la moyenne, bien qu'en Grèce, en Espagne, en Irlande et au Portugal où l'écart était plus important encore.

Graphique 3.8

**Industrie des boissons  
(NACE groupe 15.9)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie  
manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15 et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La combinaison de ces deux coefficients permet de calculer la productivité du travail ajustée par les salaires (formule simple). Dans la plupart des États membres, ce ratio montrait que chaque unité de dépenses de personnel engendrait au moins deux unités de valeur ajoutée. Dans les cinq pays (Belgique, Danemark, Allemagne, Autriche et Suède) où cela n'était pas le cas, le ratio de productivité du travail ajustée par les salaires (formule simple) restait relativement élevé, seule l'Autriche ayant enregistré une valeur inférieure à la moyenne de l'ensemble de son secteur manufacturier.

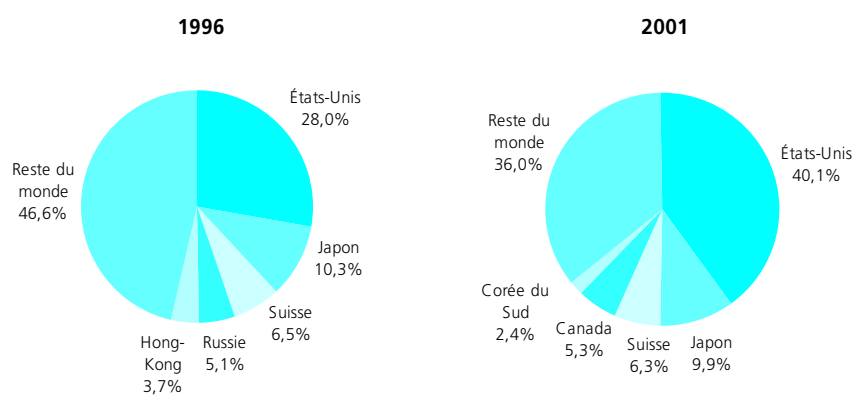
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

En 2001, le secteur des boissons de l'Union européenne a enregistré un excédent commercial substantiel de 9,4 milliards d'euros dépassant de 60 % le résultat de 1991. Ses exportations, dont la part la plus importante revient à la France, se sont élevées à 13,2 milliards d'euros. Les États-Unis ont été le principal partenaire commercial de l'Union européenne, avec plus de 40 % des exportations communautaires en valeur (une augmentation à comparer avec le chiffre de 28 % enregistré par ce pays cinq ans plus tôt).

Bien que la valeur des importations communautaires de boissons ait été très inférieure à celle des exportations, le rythme de croissance des importations s'est accéléré entre 1991 et 2001. Les États-Unis, l'Australie, le Chili, l'Afrique du Sud et les Bahamas ont fourni ensemble près des trois quarts des importations communautaires en 2001.

Graphique 3.9

**Boissons (CPA groupe 15.9)  
Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 3.26

**Boissons (CPA groupe 15.9)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 885	7 264	7 972	8 875	8 838	9 491	10 697	10 091	10 958	12 468	13 243
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 022	1 157	1 230	1 323	1 307	1 601	2 015	2 286	2 673	3 202	3 809
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	5 863	6 107	6 742	7 552	7 531	7 890	8 682	7 805	8 285	9 266	9 433
<b>Taux de couverture (%)</b>	673,8	627,7	648,1	670,7	676,3	592,7	531,0	441,4	410,0	389,4	347,7

Source: Eurostat, Comext..

## 3.6: INDUSTRIE DU TABAC

La division 16 de la NACE couvre la fabrication de tous les produits à base de tabac, à savoir les cigarettes, le tabac à cigarettes, les cigares, le tabac à pipe, le tabac à mâcher et le tabac à priser. Les informations présentées ne concernent pas la culture et le traitement préliminaire du tabac, qui relèvent de l'agriculture.

Les multinationales du tabac, confrontées à la stagnation des niveaux de consommation dans les économies développées, ont été contraintes de se tourner vers de nouveaux marchés. La baisse de la consommation de tabac dans l'Union européenne peut être liée aux interdictions de fumer, aux campagnes de santé, aux restrictions de la publicité sur le tabac ainsi qu'à l'augmentation des taxes indirectes grevant ces produits. L'indice des prix à la consommation harmonisé des produits du tabac a augmenté globalement dans l'Union européenne de 32,6 % entre 1995 et 2001, à comparer à une augmentation moyenne de 11,5 % de l'ensemble des produits.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur du tabac a généré une valeur ajoutée voisine de 7,8 milliards d'euros en 2000 <sup>(21)</sup>. Le principal produit du tabac est la cigarette qui en représente environ 90 % de la consommation totale de tabac. En 2000, 742 milliards de cigarettes ont été fabriquées au sein de l'Union européenne où les principaux centres de production se trouvaient en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (voir tableau 3.27). Cette même année, les Pays-Bas ont été le principal producteur de cigares et de tabac à rouler, la Belgique et le Luxembourg ayant produit plus de la moitié des 22 000 tonnes de tabac à pipe fabriqué dans l'Union européenne.

<sup>(21)</sup> EL, IRL, P, FIN et S, 1999; NL, 1997; L et A, non disponibles.

Tableau 3.27

## Production de produits du tabac, 2000

	Production de cigarettes (millions d'unités)	Production de cigares (millions d'unités)	Production de tabac à pipe (tonnes) (1)	Production de tabac à rouler (tonnes)
<b>EU-15 (2)</b>	742 143	7 053	21 730	74 594
<b>B/L</b>	19 739	47	12 651	:
<b>DK</b>	11 018	306	4 625	:
<b>D</b>	206 770	1 861	791	28 725
<b>EL</b>	41 989	:	13	:
<b>E</b>	68 597	981	19	147
<b>F</b>	38 240	625	1 478	2 675
<b>IRL</b>	7 000	60	:	6 216
<b>I</b>	44 300	88	67	:
<b>NL</b>	123 071	2 300	350	30 700
<b>A</b>	25 431	21	:	:
<b>P</b>	20 383	:	:	:
<b>FIN</b>	3 500	1	:	800
<b>S</b>	6 000	0	400	500
<b>UK</b>	126 105	763	1 335	4 831

(1) B/L et EL, y compris le tabac à rouler.

(2) Somme des données pour les pays disponibles.

Source: CECCM, données plus récentes fournies par les associations nationales en mars 2002.



**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Un peu plus de 51 000 personnes étaient occupées dans le secteur communautaire du tabac en 2000 <sup>(22)</sup>. La productivité apparente du travail a été supérieure à la moyenne enregistrée dans le secteur manufacturier de tous les États membres à l'exception de l'Italie et la Finlande, souvent de manière significative (au moins trois fois plus importante par exemple au Danemark, au Portugal et au Royaume-Uni).

Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans le secteur du tabac était généralement supérieur aux moyennes manufacturières nationales. Il n'y a qu'en Belgique, Italie et Suède que les salariés gagnaient moins que la moyenne manufacturière <sup>(23)</sup>.

<sup>(22)</sup> EL, IRL, FIN et S, 1999;

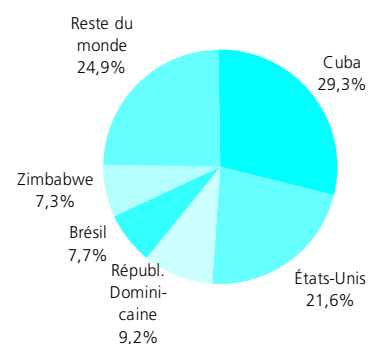
L, NL et A, non disponibles.

<sup>(23)</sup> IRL, FIN et S, 1999; EL et F, 1998;

DK, L, NL et A, non disponibles.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Le commerce officiel des produits du tabac est très restreint. En 2001, ce secteur a représenté 0,03 % des importations de produits manufacturés et 0,2 % des exportations de ces mêmes produits à destination de pays tiers. Les principaux marchés destinataires des produits du tabac exportés par l'Union européenne sont l'Asie et le Moyen-Orient, tandis que la plupart des importations communautaires proviennent de Cuba ou des États-Unis.

**Graphique 3.10****Tabac manufacturé (CPA division 16)  
Origine des importations  
extracommunautaires, 2001**

Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 3.28****Tabac manufacturé (CPA division 16)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 218	1 446	1 422	958	857	1 299	1 999	1 902	1 955	1 994	1 879
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	571	592	949	923	404	386	204	219	207	256	258
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	647	854	473	35	453	912	1 794	1 683	1 747	1 738	1 621
<b>Taux de couverture (%)</b>	213,3	244,3	149,8	103,8	212,2	336,2	978,2	869,0	942,5	779,7	728,9

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 3.29

**Industrie des viandes (NACE groupe 15.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	4 112	4 837	18 864	473	11 381	24 632	3 210	11 157	87	7 799	1 754	1 539	1 794	2 421	17 738
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	17	23	113	5	67	125	14	39	1	24	11	16	11	14	125
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	815	1 185	3 717	134	2 021	3 972	509	1 710	25	988	425	259	452	520	4 741
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	3 775	3 954	16 697	427	10 024	22 604	3 029	10 588	69	7 067	1 507	1 418	1 711	2 162	14 117
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	535	849	2 866	67	1 271	3 256	294	1 102	23	702	317	169	343	469	3 279
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	132,4	:	505,5	:	494,9	:	104,3	367,3	:	:	71,1	76,0	80,1	221,1	:
<b>Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	47,0	51,6	33,0	29,3	30,1	31,8	35,4	43,6	29,7	41,6	38,3	15,8	40,8	38,0	38,0
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	152,5	135,3	129,7	135,8	159,0	124,5	173,3	155,2	108,9	140,6	134,2	153,7	131,9	110,9	144,6
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	6,1	6,8	4,2	5,1	6,4	3,0	6,5	5,0	2,3	3,5	5,6	5,4	5,3	1,9	7,7

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.30

**Industrie du poisson (NACE groupe 15.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F (1)	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	347	1 205	1 745	61	2 291	2 262	332	1 319	0	497	:	542	79	282	2 395
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	1	7	11	1	19	12	3	4	0	3	:	5	1	2	24
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	69	247	408	24	493	425	65	237	0	102	:	83	19	71	555
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	358	1 119	1 513	43	2 130	2 079	275	1 267	0	426	:	526	69	228	1 899
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	44	172	301	8	291	336	48	120	0	69	:	51	12	49	411
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	7,0	:	46,5	:	109,7	:	28,5	70,3	:	:	:	39,4	4,0	11,5	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	48,4	37,9	38,6	25,7	25,6	34,5	24,4	54,0	:	:	:	15,1	32,3	40,3	23,4
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	156,0	132,5	135,4	194,0	169,4	126,7	135,7	196,4	:	147,9	:	163,6	163,0	144,4	134,9
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	5,9	4,5	5,6	16,2	7,8	3,5	5,1	7,7	:	6,2	:	5,2	8,6	7,4	5,8

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.31

**Industrie des fruits et légumes (NACE groupe 15.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 778	480	6 533	711	4 427	5 637	179	4 090	:	2 214	897	465	366	772	5 665
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	7	3	27	7	33	28	2	21	:	9	3	5	2	4	34
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	399	122	1 360	149	921	1 037	69	784	:	524	230	120	107	224	2 206
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 492	428	5 495	641	3 995	5 204	144	3 529	:	1 870	790	397	375	615	3 575
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	219	75	832	103	583	682	38	510	:	279	114	69	59	139	992
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	129,8	:	231,9	:	255,9	:	11,3	214,1	:	:	43,1	35,2	23,9	36,5	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	57,7	43,0	50,0	20,0	27,8	37,3	39,2	37,3	:	:	81,4	26,5	52,5	60,0	65,0
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	182,4	142,0	163,5	187,3	158,0	143,2	184,0	153,7	:	187,7	201,7	174,0	182,0	161,5	222,3
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	9,6	6,4	7,7	12,2	7,2	5,1	14,2	6,7	:	10,2	11,1	10,7	9,7	10,3	20,6

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.32

**Industrie des corps gras (NACE groupe 15.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F (1)	IRL (1)	I	L (2)	NL	A (1)	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 940	290	4 322	363	4 398	2 269	8	1 251	0	2 643	309	584	205	551	1 559
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	1	7	2	11	4	0	3	0	:	1	3	1	2	2
Valeur ajoutée (millions d'euros) (3)	102	57	520	95	497	311	0	176	0	367	77	66	32	134	316
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 859	241	4 325	337	4 272	1 989	9	1 189	0	4 157	364	585	182	467	1 345
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	67	34	367	43	282	183	1	79	0	136	49	35	31	74	89
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	20,6	:	100,7	:	131,7	:	0,1	65,5	:	:	4,0	34,0	4,6	54,2	:
Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	75,0	67,0	76,5	57,3	44,6	72,4	6,9	63,0	:	:	100,8	17,7	42,0	73,3	173,6
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (6)	151,0	145,6	141,9	146,0	176,0	170,2	30,8	221,7	:	269,5	157,8	195,8	104,2	181,8	356,7
Taux brut d'exploitation (%) (4)	1,8	4,9	3,2	5,5	4,3	5,2	-8,9	7,1	:	5,0	6,3	4,6	0,5	10,2	13,7

(1) 1999.

(2) 1998.

(3) P, 1999.

(4) DK, 1999; EL, 1998.

(5) D, 1999.

(6) DK et P, 1999; EL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.33

**Industrie laitière (NACE groupe 15.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 859	2 767	18 480	1 105	6 504	20 308	3 214	10 821	:	:	1 494	1 315	1 675	2 386	9 503
Nombre de personnes occupées (milliers)	7	11	40	7	27	60	9	37	:	12	4	8	5	9	35
Valeur ajoutée (millions d'euros)	336	579	2 644	286	1 283	2 835	571	2 038	:	:	226	217	239	464	2 063
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 689	2 828	18 087	953	5 914	18 947	3 529	9 674	:	:	1 518	1 124	1 688	2 150	8 115
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	261	357	1 587	140	685	1 938	315	1 234	:	:	161	103	169	357	1 140
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	81,4	:	404,2	:	278,1	:	124,8	412,7	:	:	53,6	78,8	132,8	90,2	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	47,6	50,7	65,5	39,8	47,9	46,9	61,8	55,3	:	:	57,0	28,1	44,1	49,1	59,2
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	129,1	155,8	166,6	229,7	187,3	147,2	181,2	165,1	:	:	140,3	211,6	141,1	130,2	180,9
Taux brut d'exploitation (%) (2)	2,6	5,5	5,1	14,5	8,4	4,4	6,5	6,8	:	:	3,8	8,6	3,9	4,1	9,2

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.34

**Autres industries alimentaires (NACE groupe 15.8)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	6 829	2 986	34 568	1 110	11 135	22 611	5 215	15 874	143	:	2 539	1 911	1 767	2 789	27 668
Nombre de personnes occupées (milliers)	50	23	304	15	147	108	11	69	2	40	25	47	15	19	190
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 941	1 103	11 301	412	3 940	5 745	1 605	4 170	72	:	1 021	654	553	1 015	11 123
Achats de biens et services (millions d'euros)	5 539	2 208	25 680	821	8 337	19 368	3 742	12 158	75	:	1 825	1 460	1 314	1 975	19 006
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	1 172	620	7 771	265	2 511	3 568	299	2 178	47	:	750	409	428	675	5 657
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	489,6	:	1 359,6	:	540,8	:	338,2	700,6	:	:	160,0	137,3	68,4	140,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	39,0	47,1	37,2	27,9	26,8	53,4	143,9	60,7	31,9	:	40,3	13,8	35,9	54,2	58,5
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	165,6	190,3	145,4	155,5	156,9	167,1	537,8	191,5	153,4	:	136,1	159,7	129,3	150,3	196,6
Taux brut d'exploitation (%) (2)	10,3	20,0	9,4	11,6	11,8	9,4	24,5	12,3	17,0	:	9,5	11,6	13,0	11,6	18,1

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.35

**Industrie des boissons (NACE groupe 15.9)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A (1)	P	FIN (1)	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	2 930	1 463	18 642	1 329	11 980	15 480	2 575	8 930	122	:	1 593	2 135	820	1 468	20 013
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	11	6	74	8	46	41	6	25	1	9	9	14	4	6	52
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	849	484	5 141	549	3 390	4 335	1 157	1 923	49	:	553	574	274	454	6 502
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	2 149	786	13 965	897	9 613	11 309	1 182	6 860	93	:	1 035	1 909	562	1 116	11 214
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	486	270	3 252	214	1 434	1 813	272	894	21	:	378	245	127	253	2 330
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	203,9	:	1 154,2	:	809,4	:	133,0	511,6	:	:	110,1	186,3	100,0	80,3	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	79,4	74,7	69,7	68,0	73,6	106,2	196,6	77,3	76,3	:	64,8	41,1	78,2	72,1	124,2
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	174,8	161,8	158,1	248,7	236,3	229,9	424,8	215,0	237,0	:	146,4	234,3	215,7	179,2	279,1
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	11,6	11,2	9,0	23,9	16,1	15,3	30,7	11,4	19,6	:	9,8	14,3	18,6	12,9	18,6

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.36

**Industrie du tabac (NACE division 16)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN (1)	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 585	1 438	14 428	218	1 470	8 827	993	1 091	:	:	:	305	97	316	13 337
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3	1	13	1	8	5	1	8	:	:	:	1	0	2	9
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)</b>	210	233	1 842	69	590	553	159	403	:	:	:	103	23	203	2 077
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 431	276	6 372	182	1 233	2 651	204	1 905	:	:	:	183	79	173	2 142
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	105	:	773	60	279	243	36	250	:	:	:	46	15	44	440
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	29,0	:	178,1	:	45,8	:	8,1	42,2	:	:	:	28,7	2,3	60,8	:
<b>Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)</b>	80,5	181,6	145,8	51,6	78,4	118,6	168,2	48,1	:	:	:	77,6	58,5	133,8	233,8
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (5)</b>	199,6	:	238,4	194,1	211,5	199,3	446,2	161,4	:	:	:	234,4	154,1	460,5	472,7
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	6,5	:	6,1	12,5	17,6	2,5	11,6	6,5	:	:	:	21,5	8,6	44,5	11,9

(1) 1999.

(2) P, 1999.

(3) EL et F, 1998.

(4) D, 1999.

(5) P, 1999; EL et F, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 3.37

**Industries alimentaires (NACE division 15)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT (2)	MT	PL (1)	RO	SK (2)	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	1 551	790	:	674	6 151	:	1 167	:	19 635	4 249	1 612	1 567	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	100	10	:	20	121	:	55	:	467	227	:	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	263	230	:	148	1 302	:	249	:	5 310	886	232	354	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 518	:	:	637	5 251	:	1 004	:	17 286	4 599	1 639	1 232	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	148	:	:	93	664	:	197	:	2 263	586	191	287	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	150,3	40,9	:	38,6	51,3	:	129,9	:	1 291,9	477,5	123,5	140,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	2,6	23,3	:	7,3	10,8	:	4,5	:	11,4	3,9	:	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	178,5	:	:	160,1	196,0	:	126,7	:	234,6	151,0	121,5	123,4	:
Taux brut d'exploitation (%)	7,2	:	:	7,1	9,1	:	4,9	:	14,1	6,5	2,1	4,1	:

(1) 1998.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 3.38

**Industrie du tabac (NACE division 16)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI	TR
Production (millions d'euros)	412	96	:	0	263	:	:	:	2 403	502	:	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	10	0	:	0	2	:	:	:	11	5	:	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	93	23	:	0	88	:	:	:	1 777	272	:	:	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	205	:	:	0	221	:	:	:	805	239	:	:	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	43	:	:	0	25	:	:	:	129	233	:	:	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	10,1	0,9	:	0	1,4	:	:	:	95,5	28,7	:	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	9,1	82,7	:	:	42,3	:	:	:	150,7	55,5	:	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	217,2	:	:	:	357,7	:	:	:	1 375,7	117,0	:	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	9,8	:	:	:	23,1	:	:	:	64,2	8,3	:	:	:

(1) 1998.

(2) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Industrie textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure



Le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure est confronté à une forte concurrence mondiale qui a généralement entraîné le redéploiement des capacités de production vers des régions situées hors des frontières de l'Union européenne. Au cours des vingt à trente dernières années, la production de ce secteur s'est délocalisée, beaucoup d'entreprises ayant réimplanté leurs activités de fabrication dans des régions où les coûts salariaux sont moins élevés. L'Union européenne reste néanmoins concurrentielle sur certains marchés, en particulier ceux où l'innovation, l'élaboration des produits, la qualité, la créativité, le design et la mode jouent un rôle important. D'ailleurs, l'Union européenne est l'un des premiers acteurs mondiaux pour ce qui est de la mode, de la chaussure et de l'élaboration de produits textiles comportant un certain niveau de spécialisation et de technique.

Le redéploiement de la production hors des frontières de l'Union européenne a souvent été réalisé dans le cadre du régime douanier de perfectionnement passif permettant aux entreprises communautaires de délocaliser des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre. Selon ce processus, les entreprises communautaires exportent généralement leurs propres étoffes ou coupes de produits semi-finis vers des pays à bas salaires où ils sont transformés en articles finis avant d'être réimportés par le fabricant communautaire. On trouve les principaux partenaires de ce régime parmi les pays candidats (la Pologne et la Roumanie en particulier) et sur le pourtour méditerranéen (notamment le Maroc et la Tunisie).

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure représentait environ 4,5 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière de l'Union européenne en 2001. La part de ce secteur dans l'emploi manufacturier, est sensiblement plus élevée, et atteignait 8,4 % la même année.

Les trois divisions de la NACE objet du présent chapitre ont un poids décroissant. L'industrie textile (division 17 de la NACE) représente 53,9 % de la valeur ajoutée en 2001. Le solde se distribue entre l'industrie de l'habillement (division 18 de la NACE) et l'industrie du cuir et de la chaussure (division 19 de la NACE) qui représentent respectivement 29,0 % et 17,1 % de la valeur ajoutée.

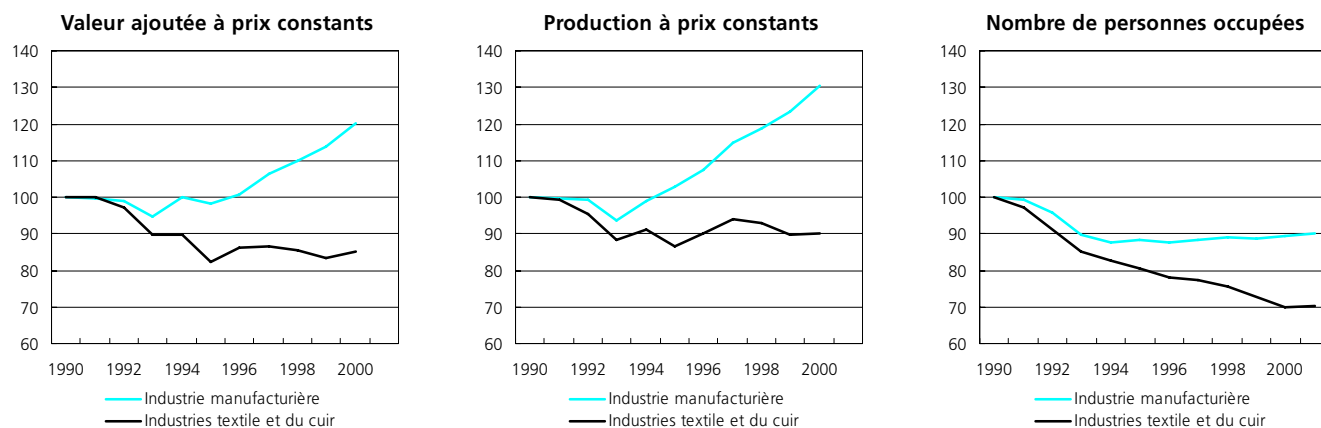
Le secteur italien du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure est incontestablement le plus important dans l'Union européenne. En 2000, l'Italie a d'ailleurs été le premier producteur dans chacune des trois divisions de la NACE sous revue, avec une valeur ajoutée globale de 16,8 milliards d'euros, soit 28,9 % du total communautaire. Sa part a été deux fois plus importante que l'Allemagne, deuxième producteur, tandis que l'Espagne, la France et le Royaume-Uni enregistraient chacun entre 12 % et 15 % du total.

Ce chapitre couvre l'industrie textile et l'habillement ainsi que celle de la fourrure et du cuir telles que définies dans les sous-sections DB et DC de la NACE. Les différentes étapes de la fabrication des textiles (reprises dans les groupes 17.1 à 17.6 de la NACE) sont traitées dans le premier sous-chapitre tandis que le groupe 17.7 et la division 18 de la NACE font l'objet du deuxième sous-chapitre relatif à l'habillement (qui comprend les articles à mailles). Le dernier sous-chapitre est consacré à l'industrie du cuir et de la chaussure (division 19 de la NACE).

### NACE

- 17: industrie textile;
- 17.1: filature;
- 17.2: tissage;
- 17.3: ennoblissement textile;
- 17.4: fabrication d'articles textiles;
- 17.5: autres industries textiles;
- 17.6: fabrication d'étoffes à mailles;
- 17.7: fabrication d'articles à mailles;
- 18: industrie de l'habillement et des fourrures;
- 18.1: fabrication de vêtements en cuir;
- 18.2: fabrication de vêtements en textile;
- 18.3: industrie des fourrures;
- 19: industrie du cuir et de la chaussure;
- 19.1: apprêt et tannage des cuirs;
- 19.2: fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie;
- 19.3: fabrication de chaussures.

Graphique 4.1

**Industrie textile et habillement; industrie du cuir et de la chaussure (NACE sous-sections DB et DC)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**


Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

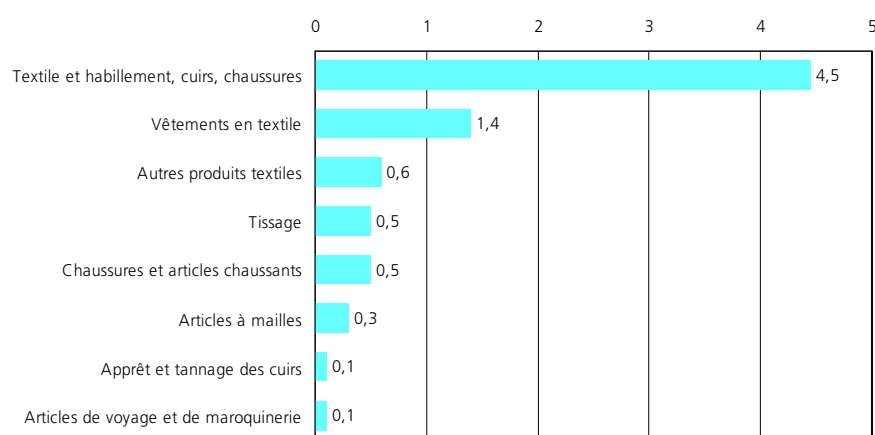
Tableau 4.1

**Industrie textile et habillement; industrie du cuir et de la chaussure (NACE sous-sections DB et DC)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	184 461	181 390	169 832	178 835	181 858	184 411	192 876	194 282	188 978	191 280	193 946
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	2 748	2 579	2 409	2 334	2 273	2 208	2 182	2 141	2 057	1 981	1 989
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	61 454	61 069	56 976	58 309	57 312	58 405	58 799	58 941	57 445	58 145	59 150
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	45 827	45 442	41 929	41 689	40 473	42 200	41 780	41 073	40 143	39 806	39 716
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	22,4	23,7	23,7	25,0	25,2	26,5	26,9	27,5	27,9	29,4	29,7
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	134,1	134,4	135,9	139,9	141,6	138,4	140,7	143,5	143,1	146,1	148,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

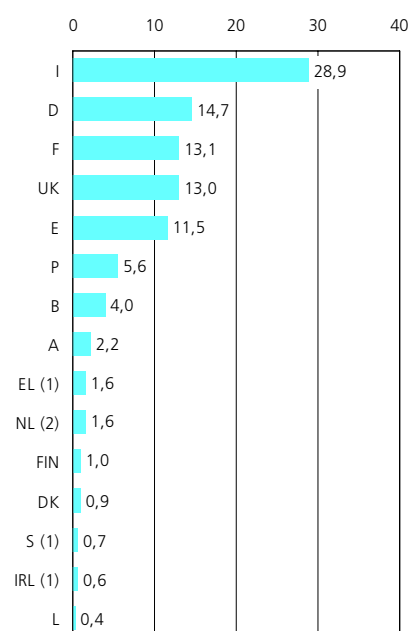
Graphique 4.2

**Industrie textile et habillement; industrie du cuir et de la chaussure**  
**(NACE sous-sections DB et DC)**
**Part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'UE, 1999 (%) (1)**


(1) Produits de l'industrie textile et de l'habillement; cuirs, articles de voyage, chaussures, 2001; toutes les autres activités des sous-sections DB et DC sont non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 4.3

**Industrie textile et habillement; industrie**  
**du cuir et de la chaussure**
**(NACE sous-sections DB et DC)**
**Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)**


(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Entre 1990 et 2000, la valeur ajoutée à prix constants du secteur communautaire du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure a diminué de 15 %. Ce recul équivaut à une perte moyenne annuelle de 1,6 % pendant une période où la valeur ajoutée du secteur manufacturier augmentait de 1,9 % par an. La majeure partie de cette perte a été enregistré pendant la première moitié des années 90, la production étant restée pratiquement constante entre 1996 et 2000.

La source standard des données SSE des chapitres manufacturiers de la présente publication couvre les entreprises employant 20 personnes ou plus. Dans une activité dominée par les petites et moyennes entreprises (essentiellement privées ou familiales), il est important de tenir compte également des entreprises employant moins de 20 personnes – voir le tableau 9 du chapitre d'introduction pour une comparaison intra-sectorielle de l'importance de ces entreprises. En 1999, la valeur ajoutée générée dans l'Union européenne par le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure s'est élevée à 69,2 milliards d'euros, dont 41,7 % proviennent des très petites ou petites entreprises (employant moins de 50 personnes). Le poids de celles-ci parmi les 2,6 millions de personnes occupées a même été supérieur, dépassant légèrement 50 %. C'est en Espagne et en Italie que les très petites et les petites entreprises ont le plus fortement dominé le secteur puisque plus de la moitié de la valeur ajoutée y était générée par des entreprises employant moins de 50 personnes en 1999. Par contre, les petites ou très petites entreprises ont représenté moins de 25 % de la valeur ajoutée générée par le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure en Allemagne et en Autriche <sup>(1)</sup>.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les caractéristiques de la main-d'œuvre du secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure s'écartent du schéma commun à la plupart des secteurs manufacturiers. Elles diffèrent fondamentalement au niveau de l'importance de la main-d'œuvre féminine (60 %). Les femmes ont d'ailleurs représenté la majorité des personnes occupées dans ce secteur dans tous les États membres en 2001, à l'exception de la Belgique (49,4 %) et des Pays-Bas (41,7 %).

<sup>(1)</sup> IRL, L, NL et S, données incomplètes ou non disponibles.

Il n'est pas très surprenant de constater, dans une main-d'œuvre à prépondérance féminine, une plus forte propension au travail à temps partiel. En 2001, 9,5 % environ des personnes occupées dans le secteur communautaire du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure travaillaient à temps partiel, contre 7,5 % en moyenne dans l'industrie manufacturière. S'agissant d'un secteur dominé par les PME, la part des travailleurs indépendants (12,5 %) a également été bien supérieure à la moyenne de l'industrie manufacturière dans son ensemble (7,3 %).

Le fait que le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure soit caractérisé par une forte intensité de main-d'œuvre se manifeste avec évidence lorsque l'on analyse les dernières données relatives à la productivité apparente du travail qui montrent que, en 2001, le niveau de productivité de ce secteur représentait 53,2 % de la moyenne manufacturière communautaire. Ce même ratio oscillait entre 50 % et 65 % dans la plupart des États membres en 2000 à l'exception du Danemark, de l'Allemagne, de l'Italie et du Luxembourg où la productivité atteignait au moins 70 % de la moyenne manufacturière nationale <sup>(2)</sup>.

<sup>(2)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure était inférieur aux moyennes manufacturières dans tous les États membres pour lesquels des données étaient disponibles en 2000 <sup>(3)</sup>, à l'exception du Luxembourg. Il s'établissait généralement à un niveau compris entre 60 % et 75 % des moyennes manufacturières nationales, le Danemark (89,9 %) étant le seul pays à sortir de cette fourchette. Ces résultats sont attribuables, dans une certaine mesure, à la plus forte proportion d'emplois à temps partiel. Néanmoins, à l'exception du Luxembourg, aucun État membre n'a pu enregistrer dans le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure un coefficient de productivité du travail ajustée par les salaires supérieur à sa moyenne manufacturière en 2000 <sup>(4)</sup>. Le Danemark, l'Allemagne et l'Italie ont cependant affiché des niveaux de productivité ajustée proches de leurs moyennes manufacturières respectives, tandis que dans les autres pays (à l'exception de l'Irlande), la productivité du travail ajustée se situait entre 65 % et 90 % de la moyenne manufacturière.

<sup>(3)</sup> F, IRL, DK et S, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(4)</sup> F, IRL, DK et S, 1999; EL et NL, non disponibles.

**Tableau 4.2**  
**Industrie textile et habillement; industrie du cuir et de la chaussure**  
**(NACE sous-sections DB et DC)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)	1996	2001 (3)
<b>EU-15</b>	61,4	60,0	9,8	9,5	11,1	12,5
<b>B</b>	49,9	49,4	7,2	7,3	5,0	5,3
<b>DK</b>	63,0	58,2	:	13,2	:	19,9
<b>D</b>	61,2	58,6	19,1	18,5	9,1	6,2
<b>EL</b>	62,0	61,5	4,6	3,2	22,5	24,1
<b>E</b>	53,1	58,7	7,2	6,7	17,0	15,6
<b>F</b>	64,7	60,2	8,2	6,1	5,2	5,4
<b>IRL</b>	55,3	56,1	:	13,7	:	:
<b>I</b>	61,6	59,7	5,1	7,9	11,9	16,5
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	41,4	41,7	27,2	34,4	:	13,3
<b>A</b>	64,3	61,0	12,8	13,6	4,2	6,9
<b>P</b>	73,2	71,5	6,7	4,8	13,5	12,3
<b>FIN</b>	71,3	67,6	:	12,5	20,4	20,3
<b>S</b>	69,3	60,9	:	:	:	:
<b>UK</b>	59,0	52,6	16,2	15,7	6,6	8,4

(1) S, 1999.

(2) DK et IRL, 1999; FIN, 1998.

(3) NL, 2000; DK, 1999; B, 1998.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.



Pour accroître la compétitivité du secteur du textile et de l'habillement dans l'Union européenne, la Commission européenne a lancé les programmes « e-Tailor » et « FashionMe ». Ces projets visent principalement à faciliter le sur-mesure de masse dans l'habillement et l'harmonisation des tailles dans l'Union européenne grâce aux technologies de l'information. Sur un autre front, la Commission européenne a lancé le projet BENTEX (étalonnage des performances technologiques dans l'industrie textile) à la fin de l'année 2000. Cette initiative, qui se concentre sur les industries de la teinture et de l'ennoblissement, cherche surtout à encourager le développement technologique par un système d'étalonnage des performances.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

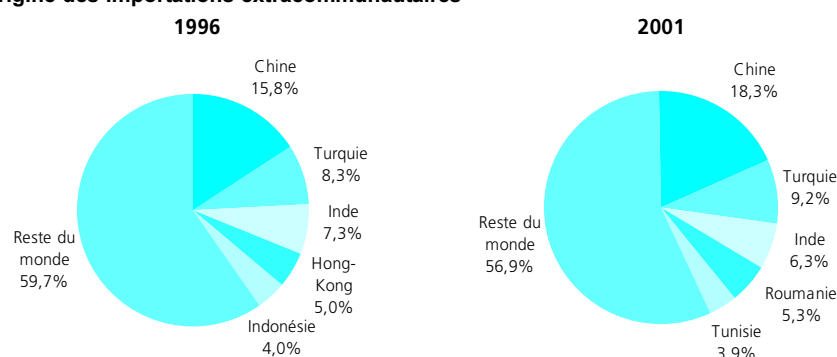
La balance commerciale communautaire est traditionnellement déficitaire dans le secteur du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure (sous-sections DB et DC de la CPA). Ce déficit est resté assez constant pendant la première moitié des années 90, où il oscillait entre 15 et 20 milliards d'euros. Il a néanmoins dépassé le seuil des 20 milliards en 1997 et s'est encore accentué les années suivantes pour atteindre en 2001 32,8 milliards d'euros. Tant les exportations que les importations ont augmenté de 7 à 8 % par an en moyenne entre 1991 et 2001.

Les principales destinations des exportations communautaires de textiles, vêtements, cuirs et chaussures étaient les États-Unis, la Suisse et le Japon qui ont absorbé ensemble près d'un tiers (31 %) des exportations totales en 2001, à comparer à une part légèrement supérieure à 40 % dix ans avant.

Les importations communautaires provenaient de trois grandes zones géographiques: l'Asie, les pays européens voisins et l'Afrique du Nord, qui ont fourni ensemble plus de 85 % des importations. La Chine était le premier fournisseur de l'Union européenne en 2001 avec 18,3 % du total, suivie de la Turquie (9,2 %) et de l'Inde (6,3 %).

Le retour, le 1er janvier 2002, aux règles normales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre de la troisième phase de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) pour 18 % des produits de l'industrie textile et de l'habillement a constitué l'un des principaux changements dans ce secteur. Le 31 décembre 2004, tous les produits textiles et de l'habillement devront être entièrement conformes aux règles de l'OMC et les contingents devront avoir été complètement supprimés à cette même date.

**Graphique 4.4**  
**Produits de l'industrie textile et de l'habillement; cuirs, articles de voyage, chaussures (CPA sous-sections DB et DC)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 4.3**  
**Produits de l'industrie textile et de l'habillement; cuirs, articles de voyage, chaussures (CPA sous-sections DB et DC)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	26 574	27 863	30 466	35 325	37 942	41 857	45 268	45 201	44 339	52 772	57 106
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	45 463	46 152	49 166	53 543	53 126	56 767	65 767	68 626	71 756	85 030	89 857
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-18 889	-18 289	-18 699	-18 218	-15 184	-14 910	-20 499	-23 425	-27 417	-32 257	-32 751
<b>Taux de couverture (%)</b>	58,5	60,4	62,0	66,0	71,4	73,7	68,8	65,9	61,8	62,1	63,6

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 4.4

**Produits de l'industrie textile et de l'habillement; Cuirs, articles de voyage, chaussures (CPA sous-sections DB et DC)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Textiles et habillement; cuirs, articles de voyage, chauss.</b>	26 574,5	100,0	57 105,5	100,0	114,9	-
<b>Fils et filés</b>	1 444,7	5,4	2 440,8	4,3	68,9	-1,2
<b>Tissus</b>	5 983,3	22,5	11 627,5	20,4	94,3	-2,2
<b>Articles textiles</b>	798,6	3,0	1 910,4	3,3	139,2	0,3
<b>Autres produits textiles</b>	2 951,4	11,1	6 325,6	11,1	114,3	0,0
<b>Étoffes à maille</b>	592,2	2,2	1 905,4	3,3	221,8	1,1
<b>Articles à mailles</b>	1 137,4	4,3	2 414,1	4,2	112,3	-0,1
<b>Vêtements en cuir</b>	185,7	0,7	413,9	0,7	122,9	0,0
<b>Vêtements en textile</b>	6 882,1	25,9	14 655,4	25,7	113,0	-0,2
<b>Pelletteries et fourrures</b>	344,5	1,3	632,0	1,1	83,5	-0,2
<b>Cuirs travaillés</b>	1 470,5	5,5	4 220,0	7,4	187,0	1,9
<b>Articles de voyage et de maroquinerie</b>	1 279,6	4,8	3 482,2	6,1	172,1	1,3
<b>Chaussures et articles chaussants</b>	3 503,2	13,2	7 062,2	12,4	101,6	-0,8

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 4.5

**Produits de l'industrie textile et de l'habillement; cuirs, articles de voyage, chaussures (CPA sous-sections DB et DC)**  
**Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Textiles et habillement; cuirs, articles de voyage, chauss.</b>	45 463,2	100,0	89 856,8	100,0	97,6	-
<b>Fils et filés</b>	2 393,1	5,3	3 521,1	3,9	47,1	-1,3
<b>Tissus</b>	3 995,1	8,8	5 557,4	6,2	39,1	-2,6
<b>Articles textiles</b>	1 899,2	4,2	5 279,7	5,9	178,0	1,7
<b>Autres produits textiles</b>	2 583,9	5,7	3 685,4	4,1	42,6	-1,6
<b>Étoffes à maille</b>	341,5	0,8	786,8	0,9	130,4	0,1
<b>Articles à mailles</b>	3 114,1	6,8	7 850,7	8,7	152,1	1,9
<b>Vêtements en cuir</b>	1 312,1	2,9	1 601,3	1,8	22,0	-1,1
<b>Vêtements en textile</b>	21 501,0	47,3	43 130,0	48,0	100,6	0,7
<b>Pelletteries et fourrures</b>	240,9	0,5	370,3	0,4	53,7	-0,1
<b>Cuirs travaillés</b>	1 414,5	3,1	3 229,1	3,6	128,3	0,5
<b>Articles de voyage et de maroquinerie</b>	2 085,2	4,6	4 456,5	5,0	113,7	0,4
<b>Chaussures et articles chaussants</b>	4 581,5	10,1	10 387,7	11,6	126,7	1,5

Source: Eurostat, Comext.

## 4.1: TEXTILES

Ce sous-chapitre concerne l'industrie textile définie comme l'ensemble des processus de fabrication tels que la filature, le tissage et l'ennoblissement des produits (autres que les vêtements) classés dans les groupes 17.1 à 17.6 de la NACE.

Le secteur textile communautaire doit relever plusieurs défis majeurs: l'internationalisation (notamment la délocalisation de la production), l'importance relative des coûts du travail par rapport à la plupart de ses concurrents et les pressions exercées par les fabricants de vêtements et les détaillants dont le poids économique ne cesse de croître.

Tableau 4.6

## Les dix principaux groupes textiles dans l'UE, 2000

		Chiffre d'affaires (millions d'euros)
Coats Group (1) (2)	UK	2 619
Gruppo Marzotto SpA (1)	I	1 619
Chargeurs Textiles	F	1 198
Daun & Cie	D	1 059
Damart (1)	F	974
Hartmann Gruppe	D	958
Gamma Holding Text	NL	938
Freudenberg Nonwovens (2)	D	888
Gruppo Tessile Miroglio (1)	I	795
Porcher Textile	F	676

(1) Société opérant également dans l'habillement / confection.

(2) Couverture des activités textiles exclusivement.

Source: EURATEX.

## PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée générée par le secteur textile communautaire (groupes 17.1 à 17.6 de la NACE) s'est élevée à 27,2 milliards d'euros en 2000<sup>(5)</sup>. Ce chiffre permet d'estimer que la part des textiles dans la valeur ajoutée manufacturière totale a été d'environ 2,2 % la même année.

Les « autres industries textiles » (groupe 17.5 de la NACE), qui comprennent la fabrication de tapis et de moquettes, la ficellerie, la corderie et la fabrication de filets, ont constitué le sous-secteur le plus important en 2000 (7,7 milliards d'euros de valeur ajoutée), suivi du tissage (groupe 17.2 de la NACE) qui a généré 6,2 milliards d'euros.

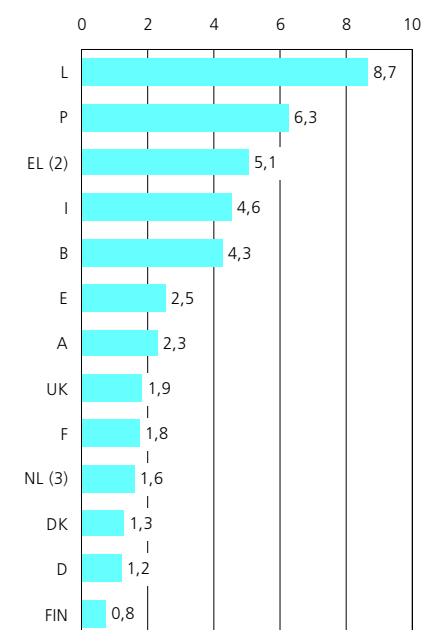
L'Italie était le premier producteur de textiles de l'Union européenne, avec environ 25 % de la valeur ajoutée totale. En termes relatifs, trois pays ont affiché un taux de spécialisation supérieur: la Grèce, le Luxembourg et le Portugal.

On ne dispose pas d'un ensemble complet de données par taille de classe de taille pour le secteur textile. Les données de l'Italie (le premier producteur de l'Union européenne) illustrent néanmoins l'importance des PME dans ce sous-secteur. En 1999, les PME italiennes (occupant moins de 250 personnes) ont généré 78,2 % de la valeur ajoutée totale du secteur textile, à comparer à la part de 68,4 % qu'elles détiennent dans la valeur ajoutée de tout le secteur manufacturier italien. Il existe cependant plusieurs grandes entreprises dans le secteur textile communautaire. Le tableau 4.6 présente la liste des dix premières sociétés textiles en termes de ventes.

<sup>(5)</sup> EL, 1999; NL, 1998, IRL, 1999, à l'exclusion des groupes 17.3 et 17.4 de la NACE ; S, 1999, à l'exclusion du groupe 17.1 de la NACE.

Graphique 4.5

Filature; tissage; ennoblissement textile; fabrication d'articles textiles; autres industries textiles; fabrication d'étoffes à mailles (NACE groupes 17.1 à 17.6)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15, IRL et S, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Selon les données de l'EFT, le secteur textile occupait 1,2 million de personnes dans l'Union européenne en 2001 <sup>(6)</sup>. La moitié de la main-d'œuvre était composée de femmes (50,4 %), alors qu'un peu moins de 10 % étaient des travailleurs indépendants ou des personnes travaillant à temps partiel.

<sup>(6)</sup> Les données de l'EFT utilisées dans ce paragraphe se réfèrent à la division 17 de la NACE et comprennent aussi par conséquent la fabrication d'articles à maille (groupe 17.7 de la NACE).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'industrie textile communautaire a enregistré un excédent commercial de 5,4 milliards d'euros en 2001, près de dix fois plus qu'en 1991 (557 millions d'euros). Entre 2000 et 2001, l'excédent a continué de croître grâce à une augmentation de 5,5 % des exportations et une augmentation plus faible de 2,9 % des importations.

Les États-Unis ont absorbé 11,2 % environ des exportations communautaires de textiles en 2001. L'importance relative des États-Unis, le premier partenaire commercial de l'Union européenne (11,7 % des exportations en 1991) n'a pas beaucoup varié. Néanmoins, pendant la même période, le part des exportations communautaires à destination de la Suisse et du Japon a très sensiblement baissé tandis que les exportations vers certains Pays candidats à l'accession à l'Union, la Tunisie et le Maroc se sont rapidement développées.

La Chine, l'Inde et la Turquie ont fourni ensemble plus d'un tiers des importations communautaires de textiles en 2001, ce qui représente une progression par rapport à la part de 24,4 % que ces pays détenaient en 1991. Les parts respectives des importations provenant de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie ont aussi augmenté de façon significative.

Tableau 4.7

**Fils et filés; tissus; ennoblissement textile; articles textiles; autres produits textiles; étoffes à mailles (CPA Groups 17.1 à 17.6)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	11 770	12 350	13 668	15 411	16 565	17 580	19 460	19 890	19 621	22 937	24 210
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	11 213	10 900	11 028	12 785	12 712	13 053	15 165	15 889	15 652	18 295	18 830
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	557	1 450	2 640	2 626	3 853	4 526	4 295	4 001	3 970	4 642	5 379
<b>Taux de couverture (%)</b>	105,0	113,3	123,9	120,5	130,3	134,7	128,3	125,2	125,4	125,4	128,6

Source: Eurostat, Comext.

## 4.2 : HABILLEMENT, Y COMPRIS LES ARTICLES À MAILLES

Ce sous-chapitre contient des informations sur l'industrie de l'habillement telle que définie dans le groupe 17.7 de la NACE (fabrication d'articles à mailles) et dans la division 18 de la NACE (fabrication de vêtements en cuir, de vêtements de travail, de vêtements de dessus, de vêtements de dessous et industrie des fourrures).

L'importance des vêtements dans les budgets des ménages a diminué dans les dernières décennies pour des raisons tenant, en partie, à la lente progression des prix à la consommation de ces articles. Selon les Comptes nationaux, la part des vêtements dans la consommation des ménages s'est réduite dans l'Union européenne, passant de 7,0 % en 1995 à 6,6 % en 1999.

La concentration croissante qui s'est opérée dans le secteur de la distribution (voir chapitre 18) fait qu'un petit nombre d'acteurs exercent une pression considérable sur les fabricants de vêtements en amont, tant en termes de délais de livraison que de coûts. Les prix à la consommation des vêtements ont diminué globalement de 0,3 % entre 1996 et 2001 dans l'Union européenne. Certains fabricants ont réagi à ces pressions en créant leurs propres entreprises de distribution, notamment des chaînes de magasins de marque.

Dans le segment supérieur du marché de l'habillement, le talent des designers de l'Union européenne est mondialement reconnu. De nombreux groupes de vêtements de luxe se sont diversifiés ces dernières années par le biais d'acquisitions et ne s'adonnent plus exclusivement à la haute couture. Désormais, ils commercialisent aussi des accessoires de marque et des biens de consommation comme les articles de voyage, les lunettes de soleil, les parfums et les articles de toilette ainsi que des lignes de vêtements à des prix plus modérés. Le tableau 4.8 présente la liste des dix grands fabricants de vêtements de l'Union européenne où les entreprises italiennes prédominent (cinq des dix premières).

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de l'habillement de l'Union européenne a généré 20,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000. Parmi les quatre groupes de la NACE qui composent ce sous-chapitre, la fabrication de vêtements en textile <sup>(7)</sup> (groupe 18.2 de la NACE) était de loin le principal secteur en 1999, avec 85,8 % de la production totale. La fabrication d'articles à mailles (groupe 17.7 de la NACE) était le deuxième secteur par ordre d'importance (17,2 %), les deux groupes restants, la fabrication de vêtements en cuir (groupe 18.1 de la NACE) et l'industrie des fourrures (groupe 18.3 de la NACE) représentant conjointement moins de 2 % de la valeur ajoutée du secteur de l'habillement.

<sup>(7)</sup> Ce groupe de la NACE couvre la fabrication de tous les vêtements à l'exception des articles à mailles, du cuir et des vêtements en fourrure.

**Tableau 4.8**  
Les dix principaux groupes d'habillement dans l'UE, 2000

		Chiffre d'affaires (millions d'euros)
<b>Holding Partecipaz. Ind.</b>	I	3 310,6
<b>LVMH-Group Clothing</b>	F	3 200,0
<b>Zara-Ind.Dis.Text. (1) (2)</b>	E	2 614,7
<b>Adidas Konzern Clothing (1)</b>	D	2 175,0
<b>Benetton Clothing (1) (2)</b>	I	2 018,1
<b>Marzotto - Abbigliamento (1) (2)</b>	I	1 219,5
<b>Armani Giorgio SpA (1)</b>	I	1 034,0
<b>Max Mara Fashion (1)</b>	I	988,9
<b>Boss Hugo World (1)</b>	D	923,5
<b>Groupe André (1)</b>	F	822,6

(1) Société opérant également dans le secteur de la distribution.

(2) Société opérant également dans le secteur du textile, dont le chiffre d'affaires n'est pas donné.

Source: EURATEX.

Comme pour l'industrie textile, l'Italie était le premier producteur communautaire de vêtements, avec 30,7 % de la fabrication communautaire totale en 2000. L'Allemagne, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni affichaient chacun des parts s'échelonnant entre 13 % et 15 % de la production totale de l'Union européenne.

**Tableau 4.9**

### Fabrication d'articles à mailles; industrie de l'habillement et des fourrures (NACE groupe 17.7 et division 18) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	:	:	66 006	66 577	68 228	:	71 297	71 826	70 104	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	:	:	1 130	1 075	1 036	:	1 000	974	932	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	:	:	22 768	22 385	22 135	:	22 224	22 121	21 296	:	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	:	:	17 115	16 729	16 359	:	16 449	15 728	15 544	:	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	:	:	20,1	20,8	21,4	:	22,2	22,7	22,8	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	:	:	133,0	133,8	135,3	:	135,1	140,6	137,0	:	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

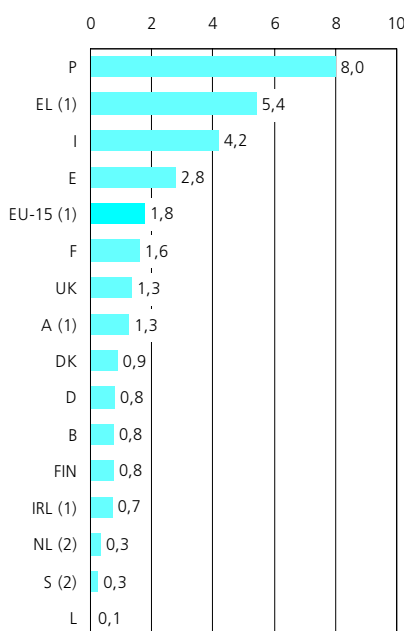
Dans les quatre États membres méridionaux, la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal, on observe une forte spécialisation dans l'industrie de l'habillement. Ces pays ont d'ailleurs été les seuls à faire état d'une contribution de ce secteur à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière supérieure à celle de l'Union européenne dans son ensemble. Le secteur de l'habillement représentait 8,0 % de la valeur ajoutée manufacturière au Portugal, 5,4 % en Grèce (1999) et 4,2 % en Italie, à comparer à la moyenne communautaire de 1,6 %. Dans ces pays, le secteur de l'habillement est aussi particulièrement dominé par les PME, les entreprises de moins de 250 salariés représentant plus de 80 % de la valeur ajoutée générée en Espagne, en Italie et au Portugal <sup>(8)</sup>.

La demande de vêtements se caractérise depuis quelques années par une préférence pour des tenues plus décontractées sur le lieu de travail et chez soi, même si l'on constate dans le même temps le succès croissant des vêtements de sport et de loisirs, des habits de marque et des vêtements de haute couture. Les données PRODCOM montrent aussi l'importance de ces articles dans la production communautaire où les tee-shirts ont été le vêtement le plus fabriqué dans l'Union européenne en 2000 (voir tableau 4.10), les blue-jeans et les survêtements figurent aussi parmi les 20 premiers articles.

Le déclin relatif du poids du secteur de l'habillement dans l'Union européenne se manifeste lorsque l'on analyse sa part dans la valeur ajoutée manufacturière totale: 2,4 % en 1993 contre 1,6 % en 2000. Cette réduction n'a pas été seulement relative par rapport au reste de l'industrie manufacturière. Elle a aussi été absolue en termes réels puisque la valeur ajoutée à prix constants du secteur communautaire de l'habillement a baissé entre 1993 et 1999 en moyenne de 2,6 % par an. On retrouve les mêmes tendances en Italie et en France où la production a chuté en moyenne de 3,5 % et de 2,5 % par an pendant la même période, l'Allemagne ayant quant à elle enregistré un recul encore plus important (-6,9 % par an). Par contre, la production a augmenté en termes réels tant en Espagne qu'au Portugal pendant la seconde moitié des années 90.

<sup>(8)</sup> EL, non disponible.

**Graphique 4.6**  
**Fabrication d'articles à mailles; industrie de l'habillement et des fourrures (NACE groupe 17.7 et division 18)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)**

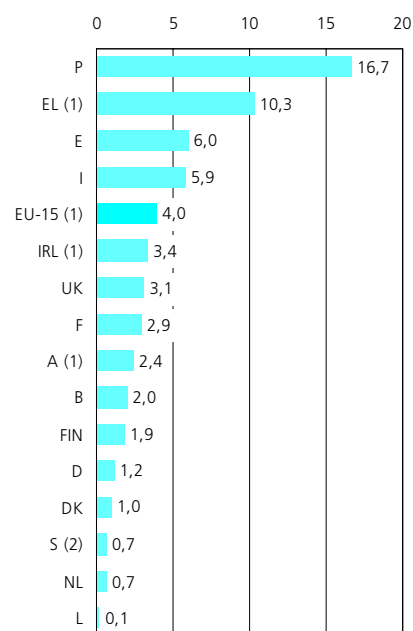


(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 4.7**  
**Fabrication d'articles à mailles; industrie de l'habillement et des fourrures (NACE groupe 17.7 et division 18)**  
**Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)**



(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 4.10**  
**Production de certains vêtements et accessoires dans l'UE, 2000 (millions d'unités) (1)**

	Ventes ou prod. destinée à la vente
<b>T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, de coton</b>	403,7
<b>Soutiens-gorge et bustiers, même en bonneterie</b>	213,4
<b>Slips et caleçons en bonneterie pour hommes</b>	188,6
<b>Bérets, casquettes et similaires, résilles et filets à cheveux, même en bonneterie (2)</b>	173,7
<b>Cravates, noeuds papillons et foulardcravates de soie ou déchets de soie</b>	117,9
<b>Chemisiers, chemisettes et blouses en bonneterie pour femmes</b>	94,6
<b>Pantalons et culottes de coton Denim, autres que de travail, pour hommes, en tissu (2)</b>	93,8
<b>Chemises, chemisettes de coton, autres qu'en bonneterie, pour hommes (2)</b>	92,7
<b>Châles ou similaires autres qu'en laine ou soie, autres que de bonneterie (2)</b>	90,0
<b>Chemises et chemisettes en bonneterie pour hommes (3)</b>	71,8
<b>Gilets, chemises de jour, slips de coton, autres qu'en bonneterie, pour femmes (3)</b>	68,0
<b>T-shirts et maillots de corps, en bonneterie, en matières textiles autres que le coton (3)</b>	60,7
<b>Chemisiers de fibres artificielles ou synthétiques autres qu'en bonneterie, pour femmes</b>	49,1
<b>Pantalons et culottes autre que 'Denim' ou velours, autres que de travail, pour femmes</b>	48,9
<b>Survêtements de sport en bonneterie (2)</b>	47,3
<b>Articles de ganterie en bonneterie (4)</b>	47,3
<b>Maillots, culottes, slips de bain, en bonneterie (3)</b>	47,0
<b>Pantalons et culottes de coton dit 'Denim', autres que de travail, pour femmes</b>	39,5
<b>Chemisiers, blouses, chemisettes, de coton, autres qu'en bonneterie pour femmes (3)</b>	38,0
<b>Châles, écharpes, foulards, mantilles, voilettes et similaires, en bonneterie</b>	36,2

(1) Le tableau rapporte les 20 produits pour lesquels un total UE est disponible dans le groupe 18.2 de la CPA; noter qu'il existe 179 autres produits pour lesquels un tel total n'est pas disponible.

(2) 1998.

(3) 1999.

(4) Paires et non simples unités; 1997.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Le secteur communautaire de l'habillement occupait 864 000 personnes en 2000, contre 932 000 en 2000. Entre 1993 et 2000, l'emploi dans le secteur de l'habillement a diminué à un taux moyen annuel de 3,8 %.

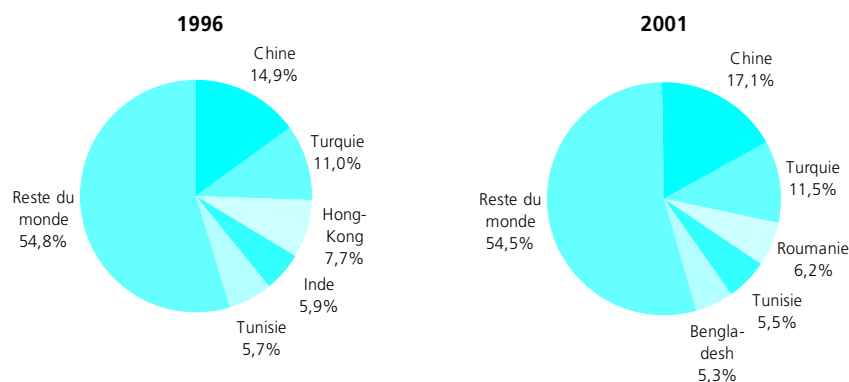
Au niveau de l'emploi, la caractéristique la plus frappante du secteur de l'habillement est la forte proportion de femmes dans la main-d'œuvre. En 2001, les trois quarts de la main-d'œuvre communautaire occupée dans ce secteur étaient des femmes. Dans tous les États membres pour lesquels des données sont disponibles <sup>(9)</sup>, 60 % au moins des personnes occupées étaient des femmes.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

La balance commerciale communautaire du secteur de l'habillement (groupe 17.8 de la CPA et division 18 de la CPA) est très largement déficitaire. Ce déficit a atteint 34,8 milliards d'euros en 2001, pratiquement le double de son niveau dix ans avant (17,6 milliards).

L'Union européenne a importé près de trois fois la valeur de ses exportations de vêtements. Son principal fournisseur a été la Chine, dont la part sur les importations totales a augmenté, passant de 14,1 % en 1991 à 17,1 % en 2001. Le poids relatif des importations provenant de la Roumanie et du Bangladesh, qui s'est accru plus rapidement, représentait pour ces deux pays conjointement 11,5 % des importations communautaires de vêtements en 2001.

<sup>(9)</sup> L et S, non disponibles.

**Graphique 4.8****Habillement et fourrures, articles à maille (CPA groupe 17.7 et division 18)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 4.11****Habillement et fourrures, articles à maille (CPA groupe 17.7 et division 18)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	8 550	8 936	9 538	11 031	11 870	13 532	14 561	14 669	14 103	16 359	18 115
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	26 168	27 198	29 559	30 944	30 684	33 071	38 216	40 361	42 933	50 310	52 952
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-17 618	-18 262	-20 021	-19 912	-18 814	-19 539	-23 655	-25 692	-28 829	-33 951	-34 837
<b>Taux de couverture (%)</b>	32,7	32,9	32,3	35,6	38,7	40,9	38,1	36,3	32,8	32,5	34,2

Source: Eurostat, Comext.

### 4.3 : INDUSTRIE DU CUIR ET DE LA CHAUSSURE

Ce sous-chapitre couvre le secteur du cuir qui correspond à la division 19 de la NACE. Le secteur du cuir comprend les activités d'apprêt et de tannage ainsi que la fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de chaussures.

Selon la Confédération des associations nationales de tanneurs et mégissiers de la Communauté européenne (COTANCE), l'Europe contribue pour environ 25 % à la production mondiale de cuir. Comme pour les secteurs du textile et de l'habillement, la compétitivité des producteurs communautaires de cuir et de produits en cuir repose sur leurs performances technologiques, la mode, le design, la qualité et le service.

L'accès aux matières premières constitue une préoccupation majeure pour les tanneurs communautaires dans la mesure où la production de peaux et de cuirs bruts dépend de la population animale et du taux d'abattage, facteurs qui sont en rapport à leur tour avec la consommation de viande. Cette dernière a diminué dans l'Union européenne, la confiance des consommateurs s'étant érodée suite aux épidémies d'ESB et de fièvre aphteuse. La diminution des taux d'abattage a étranglé l'offre de cuirs et de peaux d'origine communautaire et cette compression s'est trouvée aggravée par les difficultés croissantes que rencontrent les producteurs communautaires à se procurer ces matières sur les marchés mondiaux. Cette pénurie de matières premières a provoqué une augmentation des prix des peaux et des cuirs ces dernières années. Les prix à la production pour le marché intérieur du cuir et des produits en cuir ont augmenté dans l'Union européenne

à un rythme relativement rapide, avec une hausse de 4,2 % en 2001 contre 1,0 % en moyenne pour l'industrie manufacturière.

Le cuir sert généralement de produit intermédiaire dans de nombreuses applications des secteurs des biens de consommation qui se trouvent en aval. Ces derniers nécessitent différentes sortes et catégories de cuir (pour l'ameublement, l'habillement ou la chaussure par exemple). La chaussure est le principal marché en aval; selon la COTANCE, il représente la moitié du cuir utilisé dans l'Union européenne, plus que l'habillement (20 %), l'ameublement (17 %) et les « autres articles en cuir » (13 %).

Tableau 4.12

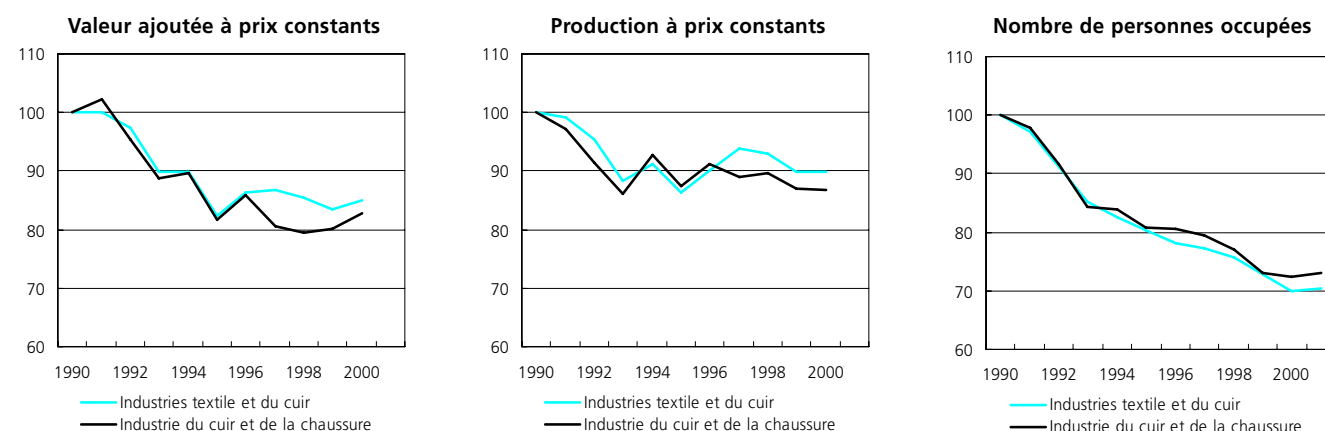
#### Industrie du cuir et de la chaussure (NACE division 19) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	33 353	32 057	30 744	33 734	32 963	34 945	34 710	35 372	36 027	37 059	38 033
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	479	449	413	411	396	395	389	377	358	355	358
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	10 344	9 857	9 357	9 631	9 086	9 714	9 258	9 276	9 673	9 937	10 112
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	7 513	7 300	6 653	6 639	6 038	6 800	6 638	6 474	6 318	6 434	6 453
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	21,6	22,0	22,7	23,4	23,0	24,6	23,8	24,6	27,0	28,0	28,2
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	137,7	135,0	140,6	145,1	150,5	142,9	139,5	143,3	153,1	154,4	156,7

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 4.9

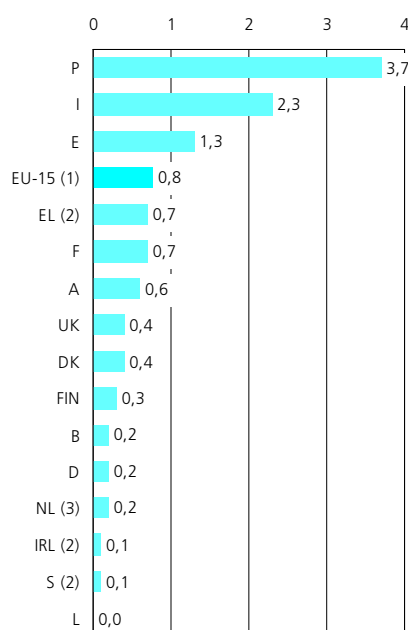
#### Industrie du cuir et de la chaussure (NACE division 19) Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



**Graphique 4.10**  
**Industrie du cuir et de la chaussure**  
**(NACE division 19)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie**  
**manufacturière, 2000 (%)**



(1) 2001.  
 (2) 1999.  
 (3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

#### PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée totale du secteur du cuir et des produits du cuir (y inclus la chaussure) s'est élevée à 10,1 milliards d'euros en 2001, soit 17,1 % du secteur du textile, de l'habillement, du cuir et la chaussure. La fabrication de chaussures (groupe 19.3 de la NACE) a été de loin le sous-secteur le plus important, avec 61,1 % de la valeur ajoutée de ce secteur en 2000, le solde s'étant partagé à parts presque égales, moins de 20 %, entre l'apprêt et le tannage (groupe 19.1 de la NACE) et la fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie (groupe 19.2 de la NACE).

L'Italie vient nettement en tête des fabricants européens de cuir et d'articles en cuir, avec plus d'un tiers (35,8 %) de la valeur ajoutée en 2000. La France et l'Espagne ont été les seuls autres pays à déclarer contributions supérieures à 10 %. L'Allemagne, le Royaume-Uni et le Portugal ont affiché des résultats oscillant entre 6 % et 10 % de la production communautaire et aucun des autres États membres n'a représenté plus de 2 % de la valeur ajoutée de l'Union européenne <sup>(10)</sup>.

<sup>(10)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998.

À prix constants, la valeur ajoutée du secteur du cuir et des produits du cuir (y inclus la chaussure) a diminué à un rythme moyen de 1,9 % par an entre 1990 et 2000.

Les tanneries sont le plus souvent des petites et moyennes entreprises familiales. Selon la COTANCE, seules 10 tanneries de l'Union européenne emploient plus de 200 personnes. L'industrie du cuir, qui se caractérise aussi par un niveau très élevé de concentration régionale, joue souvent un rôle clé dans le développement des économies locales.

L'industrie italienne est dominante s'agissant de l'apprêt et du tannage, avec environ la moitié de la valeur ajoutée communautaire en 2000 (767 millions d'euros). Ce secteur a contribué quatre fois plus que la moyenne communautaire à la valeur ajoutée manufacturière de l'Italie. Le deuxième producteur a été l'Espagne, avec 240 millions d'euros de valeur ajoutée en 2000.

La France et l'Italie ont représenté conjointement une part nettement supérieure à la moitié de la production communautaire d'articles de voyages et de maroquinerie en 2000. L'Espagne a été le seul autre pays de l'Union européenne à être relativement plus spécialisé dans la fabrication de ces produits que la moyenne communautaire.

L'Italie a contribué pour près de 38 % de la production européenne de chaussures en 2000. Le Portugal a été plus spécialisé cependant dans ce domaine, avec 9,9 % de la valeur ajoutée générée par l'Union européenne dans le secteur de la chaussure en 2000 (cette part est d'ailleurs plus élevée que celle du Royaume-Uni et similaire à celle de l'Allemagne). La spécialisation relative du Portugal a été sept fois supérieure à la moyenne communautaire. L'Italie, l'Espagne et la Grèce ont été les seuls autres pays de l'Union européenne à être relativement spécialisés dans ce sous-secteur.

Le nombre de paires de chaussures produites dans l'Union européenne a diminué au cours de la dernière décennie. Les données PRODCOM pour la période de référence 1998-2000 laissent entendre que l'Union européenne a produit un peu moins d'un milliard de paires de chaussures par an à la fin des années 90. Les principales catégories de produits étaient les chaussures et les bottes à dessus en cuir pour femmes et pour hommes, avec 251 et 181 millions de paires produites respectivement.

**Tableau 4.13**  
**Industrie du cuir et de la chaussure (NACE division 19)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
<b>EU-15</b>	49,6	50,1	:	:	:	12,6
<b>B (1)</b>	:	73,3	:	:	:	:
<b>DK</b>	:	:	:	:	:	:
<b>D</b>	48,1	45,8	:	:	:	:
<b>EL</b>	38,5	45,7	:	:	27,8	24,9
<b>E</b>	35,7	42,2	7,0	7,4	12,1	14,1
<b>F</b>	65,7	64,1	:	7,2	:	:
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	52,5	47,4	4,5	5,8	7,2	17,8
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>A</b>	55,6	51,7	:	:	:	:
<b>P</b>	56,7	63,8	:	:	:	:
<b>FIN (2)</b>	47,3	:	:	:	:	:
<b>S</b>	:	:	:	:	:	:
<b>UK</b>	41,5	38,1	:	:	:	:

(1) 2000.  
 (2) 1996.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

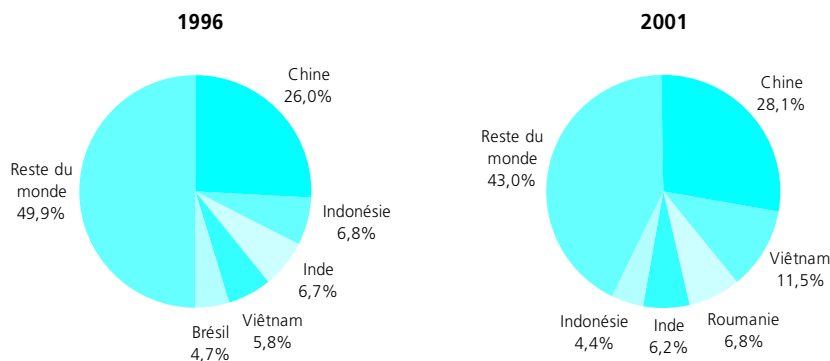
Le secteur communautaire du cuir et des produits du cuir occupait 358 000 personnes en 2001. Entre 1991 et 2001, 121 000 emplois ont été perdus, soit environ un quart des effectifs.

Comme pour le textile et l'habillement, le nombre élevé de PME explique probablement qu'il y ait un nombre de travailleurs indépendants supérieur à la moyenne dans le secteur communautaire du cuir, environ 12,6 % des personnes occupées en 2001, taux qui dépasse nettement la moyenne de l'industrie manufacturière (7,3 %).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Après être passée d'un déficit commercial de 1,8 milliard d'euros en 1991 à une situation d'équilibre en 1996, la balance commerciale communautaire du cuir et des produits du cuir s'est détériorée tous les ans jusqu'en 2001, année où le déficit a atteint 3,3 milliards d'euros. Cette tendance a été déterminée par l'évolution du commerce des chaussures où le déficit commercial de l'Union européenne a atteint 3,3 milliards d'euros en 2001, alors que les produits de l'apprêt et du tannage dégageaient un excédent de 991 millions d'euros compensé par un déficit de 974 millions d'euros dans les articles de voyage.

Les principaux marchés de la production communautaire de cuir et de produits du cuir (y inclus la chaussure) étaient les États-Unis, le Japon et la Suisse qui ont absorbé conjointement un peu plus de 40 % des exportations de l'Union européenne en 2001.

**Graphique 4.11****Cuir, articles de voyage, chaussures (CPA division 19)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Le principal fournisseur de l'Union européenne était la Chine qui représentait plus d'un quart (28,1 %) des importations communautaires de produits du cuir en 2001 (8,8 points de pourcentage de plus que dix ans avant). Les importations provenant de la Chine portaient principalement sur les articles de voyage dont la part a atteint 65 % du total en 2001.

La valeur des importations communautaires de cuir et de produits du cuir en provenance du Vietnam a augmenté à un rythme encore plus soutenu. Elle est passée de 10 millions d'euros en 1991 à 2,1 milliards en 2001, soit 11,5 % des importations communautaires totales. Les importations en provenance de Roumanie se sont aussi rapidement développées, leur part étant passée de 0,7 % en 1991 à 6,8 % en 2001. La Chine, le Vietnam et la Roumanie ensemble ont fourni environ la moitié des importations communautaires de chaussures en 2001.

**Tableau 4.14****Cuir, articles de voyage, chaussures (CPA division 19)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 253	6 576	7 260	8 882	9 507	10 737	11 238	10 632	10 610	13 468	14 764
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	8 081	8 053	8 578	9 813	9 728	10 642	12 385	12 375	13 171	16 423	18 073
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-1 828	-1 477	-1 318	-930	-222	95	-1 147	-1 743	-2 561	-2 955	-3 309
<b>Taux de couverture (%)</b>	77,4	81,7	84,6	90,5	97,7	100,9	90,7	85,9	80,6	82,0	81,7

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 4.15

**Filature (NACE groupe 17.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Production (millions d'euros)	639	28	1 791	404	1 690	2 134	95	5 909	0	71	409	630	22		1 394
Nombre de personnes occupées (milliers)	4	0	14	6	17	15	1	38	0	1	3	11	0		13
Valeur ajoutée (millions d'euros)	182	11	583	158	514	497	32	1 524	0	20	148	178	8		535
Achats de biens et services (millions d'euros)	533	18	1 350	267	1 302	1 688	65	4 572	0	51	288	506	15		915
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	117	11	468	117	317	429	23	957	0	15	96	113	6		378
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	40,6		59,5		102,1		3,0	317,4			29,5	65,6	0,7		
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	43,3	45,2	40,3	27,2	30,4	33,8	32,3	40,4		33,3	51,8	16,0	32,1		41,6
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	155,2	123,6	124,5	155,9	162,1	114,1	138,6	159,2		134,2	154,9	157,9	122,2		141,4
Taux brut d'exploitation (%) (2)	9,3	6,8	5,9	13,8	11,2	2,8	9,6	9,6		7,4	12,4	9,8	5,1		10,7

(1) 1999.

(2) F, 1999; DK et EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 4.16

**Tissage (NACE groupe 17.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 580	87	3 089	147	2 001	2 880	70	7 540	0	373	388	987	13	162	1 415
Nombre de personnes occupées (milliers)	10	1	23	2	19	18	1	52	0	2	3	20	0	1	12
Valeur ajoutée (millions d'euros)	491	30	1 006	48	537	725	26	2 253	0	100	134	305	4	57	471
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 135	60	2 326	107	1 550	2 271	46	5 512	0	274	274	708	10	107	1 007
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	319	29	814	29	361	555	13	1 432	0	72	113	196	3	38	397
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	128,7		151,7		83,3		4,6	330,5			23,9	88,3	0,2	6,8	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	48,7	43,3	43,1	30,9	27,6	39,4	44,6	43,6		51,8	40,9	15,1	32,0	46,6	38,1
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	154,1	116,0	123,6	139,5	148,5	135,4	192,5	157,4		138,9	119,1	155,2	124,2	148,0	118,8
Taux brut d'exploitation (%) (2)	10,7	4,5	5,8	8,2	8,7	6,3	17,4	11,0		7,5	5,3	11,1	6,4	11,3	5,0

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 4.17

**Autres industries textiles (NACE groupe 17.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	3 173	288	4 639	122	1 155	3 241	125	3 922	506	1 308	440	717	341	399	3 244
Nombre de personnes occupées (milliers)	16	2	34	2	14	24	2	22	1	5	4	20	3	3	30
Valeur ajoutée (millions d'euros)	794	99	1 628	48	384	954	53	1 095	198	358	181	256	154	174	1 318
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 532	203	3 410	91	832	2 487	80	2 918	308	1 002	339	501	194	246	2 136
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	487	65	1 176	25	262	730	38	582	68	244	130	172	86	116	939
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	172,5		259,1		64,6		8,7	188,0			26,4	87,2	22,0	22,5	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	50,6	52,4	47,7	29,1	26,7	39,8	32,8	49,7	169,9	68,0	45,0	13,0	58,3	54,1	44,4
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	163,0	154,9	138,5	147,0	146,5	136,7	137,2	188,1	292,7	146,5	139,3	149,1	180,4	149,4	140,5
Taux brut d'exploitation (%) (2)	9,4	11,6	9,0	8,7	10,3	7,8	10,8	13,1	25,4	8,4	9,8	11,5	20,1	13,7	10,9

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 4.18

**Industrie textile (NACE division 17)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	225	47	1 605	219	645	135	328	:	2 180	675	195	605	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	32	1	69	9	33	11	22	:	123	111	17	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	63	20	473	53	187	63	97	:	801	262	52	165	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	186	:	1 229	176	518	103	233	:	1 734	492	136	432	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	50	:	299	35	129	43	82	:	487	177	58	140	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	52,2	1,3	115,7	14,1	3,1	12,3	19,8	:	114,0	93,3	13,7	38,2	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	2,0	13,7	6,8	6,0	5,6	5,9	4,3	:	6,0	2,4	3,0	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	125,4	:	158,2	153,9	145,4	146,9	117,9	:	164,4	148,6	89,2	117,7	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	7,6	:	10,5	8,3	8,3	15,4	4,4	:	13,0	12,8	-3,0	4,0	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 4.19

**Industrie de l'habillement et des fourrures (NACE division 18)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A (1)	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	2 627	507	9 953	999	7 689	8 997	398	19 534	2	451	791	3 448	541	169	5 809
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	12	3	65	19	140	79	6	140	0	4	10	136	7	4	86
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	296	146	2 641	363	2 475	2 474	166	5 344	1	117	274	1 228	193	60	2 238
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	2 428	392	8 048	693	5 938	7 058	268	17 681	1	365	644	2 340	427	139	4 054
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	274	111	1 954	262	1 728	2 118	99	2 992	1	94	233	966	153	90	1 628
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	48,1	:	144,9	:	202,0	:	11,4	443,5	:	:	16,2	195,7	10,9	4,8	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	25,2	43,2	40,4	18,8	17,7	31,1	29,6	38,2	27,3	:	28,6	9,0	28,6	17,0	26,0
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	108,0	146,2	135,1	142,1	143,2	117,2	167,6	178,6	185,7	123,7	117,9	127,1	126,4	66,6	137,5
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	0,8	9,2	6,4	10,6	9,1	4,0	14,9	10,6	28,6	4,7	4,5	7,5	6,9	-15,1	9,6

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 4.20

**Industrie de l'habillement et des fourrures (NACE division 18)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	335	149	637	141	646	115	212	:	2 097	1 074	213	306	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	114	5	64	14	68	14	38	:	238	294	30	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	156	61	268	61	282	53	119	:	1 062	638	80	149	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	202	:	419	98	415	60	106	:	1 229	551	120	170	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	123	:	184	47	219	39	97	:	730	449	93	141	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	33,4	1,9	44,2	7,7	2,7	6,5	16,5	:	77,2	130,1	12,6	9,0	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	1,4	11,2	4,2	4,4	4,1	3,7	3,2	:	4,3	2,2	2,7	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	126,9	:	145,4	128,1	128,7	135,9	123,7	:	145,5	142,1	86,1	105,5	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	10,0	:	13,0	8,5	8,5	12,5	10,4	:	14,7	17,0	-5,7	2,4	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 4.21

**Industrie du cuir et de la chaussure (NACE division 19)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	285	380	3 189	176	5 307	3 653	73 16 328	0	290	728	2 341	238	100	1 914	
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3	1	24	3	71	40	1 104	0	2	6	67	3	1	17	
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	96	76	906	59	1 335	1 353	25 3 553	0	85	188	672	94	33	845	
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	283	312	2 657	130	4 517	2 710	53 13 920	0	218	587	1 757	148	67	1 619	
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	68	42	679	50	948	1 025	17 2 180	0	59	134	524	64	25	472	
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	10,5	:	85,8	:	116,2	:	2,3 475,7	:	:	22,3	148,3	6,3	7,1	:	
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	36,3	61,9	38,5	18,6	18,9	33,8	25,7 34,3	:	:	33,8	10,0	33,9	39,4	48,9	
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	141,4	163,2	133,3	148,4	140,8	130,7	146,4 163,0	:	143,2	139,9	128,2	148,3	129,2	179,2	
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	7,5	7,4	6,3	11,1	6,7	7,9	10,1 8,1	:	8,6	6,9	6,2	12,7	7,9	14,9	

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 4.22

**Industrie du cuir et de la chaussure (NACE division 19)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE (2)	HU	LV (1)	LT (2)	MT	PL	RO	SK (2)	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	83	49	264	39	227	14	41	:	825	425	139	225	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	19	1	21	:	23	3	4	:	66	101	:	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	29	21	89	13	94	4	10	:	277	191	38	86	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros) (4)</b>	63	:	202	26	135	11	31	:	626	269	100	166	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	23	:	77	10	79	5	10	:	198	138	42	81	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	4,9	1,4	19,3	1,3	0,6	0,7	0,8	:	44,2	53,3	19,2	10,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	1,5	16,4	4,3	:	4,2	1,6	2,8	:	4,0	1,9	:	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	125,9	:	116,1	134,0	119,3	89,6	109,5	:	139,7	137,8	90,9	106,2	:
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	8,5	:	4,4	8,5	6,0	-2,0	2,4	:	9,0	11,9	-2,6	2,0	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Bois et papier



Les activités fondées sur l'exploitation forestière sont de plus en plus marquées par la mondialisation comme en atteste, notamment, l'importance du nombre de fusions et d'acquisitions qui se sont produites dans le secteur sylvicole au cours de la deuxième moitié des années 90. Cette évolution s'est aussi traduite par l'apparition d'acheteurs multinationaux de matériaux sylvicoles (comme les grandes chaînes de bricolage) et l'émergence de marchés mondiaux de la fibre, de la pâte à papier et du papier journal.

Ces changements ont eu notamment pour effet de pousser de nombreuses entreprises, relevant en particulier du secteur de la pâte à papier, du papier et du carton, à se diversifier en développant des activités en amont pour contrôler leur approvisionnement en matières premières, ou des activités en aval comme la collecte et le commerce de papier recyclé. Le tableau 5.1 présente des informations sur les dix premières entreprises de l'Union

européenne dans le secteur sylvicole (noter que cette information, venant de Pricewaterhouse Coopers, ne suit pas strictement la définition de la NACE telle qu'utilisée dans le reste de la présente publication).

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur communautaire du travail du bois et de l'industrie du papier (divisions 20 et 21 de la NACE) a généré 62,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 <sup>(1)</sup> représentant 5,0 % de l'industrie manufacturière. La contribution de ce secteur à la valeur ajoutée manufacturière totale est restée pratiquement stable entre 1990 et 2000 puisqu'elle n'a augmenté que de 0,1 point de pourcentage. Ce secteur occupait 1,19 million de personnes dans l'Union en 2000 <sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Division 21: EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

<sup>(2)</sup> Division 21: EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

Ce chapitre recouvre d'une part des activités sylvicoles, plus spécifiquement le travail du bois et la fabrication d'articles en bois (division 20 de la NACE), d'autre part l'industrie du papier et du carton (division 21 de la NACE). La division 20 comprend toutes les étapes du traitement du bois découlant de la sylviculture tandis que la division 21 constitue pour l'essentiel un secteur prolongeant, en aval, le traitement du bois.

### NACE

- 20: travail du bois et fabrication d'articles en bois;
- 20.1: sciage, rabotage, imprégnation du bois;
- 20.2: fabrication de panneaux de bois;
- 20.3: fabrication de charpentes et de menuiseries;
- 20.4: fabrication d'emballages en bois;
- 20.5: fabrication d'objets divers en bois, liège et vannerie;
- 21: industrie du papier et du carton;
- 21.1: fabrication de pâte à papier, de papier et de carton;
- 21.2: fabrication d'articles en papier ou en carton.

Tableau 5.1

### Les dix principales sociétés du secteur de la sylviculture et du papier dans l'UE, 2001 (millions d'euros)

		Classe- ment monde	Ventes	Recettes nettes	Rendement du capital investi (%)
<b>Stora Enso</b>	FIN	5	13 505,6	904,4	6,0
<b>UPM-Kymmene</b>	FIN	8	9 915,9	954,6	8,7
<b>Svenska Cellulosa</b>	S	10	8 913,3	604,0	8,0
<b>Metsäliitto</b>	FIN	11	8 770,4	40,2	3,0
<b>Anglo American (Mondi)</b>	UK	18	4 654,8	415,4	12,3
<b>Worms</b>	F	19	4 571,1	137,3	1,1
<b>Jefferson Smurfit</b>	IRL	20	4 510,8	168,6	6,5
<b>David S. Smith</b>	UK	34	2 526,7	87,1	8,6
<b>Kappa Packaging</b>	NL	35	2 470,9	11,2	6,1
<b>Ahlstrom</b>	FIN	38	2 050,0	-7,8	0,9

Source: PricewaterhouseCoopers 2002 Global Forest and Paper Survey, disponible à l'adresse suivante: <http://www.pwcglobal.com/forestry>.

Cette même année, le secteur du bois et du papier de l'Union européenne se répartissait à parts pratiquement égales entre le bois (division 20 de la NACE), la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (groupe 21.1) et la fabrication d'articles en papier ou en carton (groupe 21.2). Au niveau des groupes de la NACE, la fabrication de charpentes et de menuiseries (groupe 20.3) constituait l'activité la plus importante du secteur du bois avec 13,2 % de la valeur ajoutée générée par le secteur du bois et du papier de l'Union européenne en 2000.

L'Allemagne était le premier producteur de bois et de papier de l'Union européenne en 2000, avec 23,2 % de la production communautaire <sup>(3)</sup>. Ce pourcentage était sensiblement supérieur à celui des autres États membres, la production du Royaume-Uni et de la France n'ayant atteint, respectivement, que 13,0 % et 11,3 % de la production communautaire. Les pays les plus spécialisés étaient généralement ceux qui possédaient de grandes réserves naturelles de matières premières (les forêts). Tel était notamment le cas de la Finlande et de la Suède qui ont respectivement fourni 10,9 % et 7,9 % de la production communautaire de bois et de papier, l'Autriche et le Portugal affichant aussi des taux de spécialisation relativement élevés. L'Allemagne a été le premier employeur dans le secteur du bois et du papier, avec 21,9 % de l'emploi communautaire total. Le nombre de personnes occupées dans ce secteur en Finlande et en Suède a été faible (5,9 % et 6,2 % respectivement) par rapport au poids relatif de ces pays dans la production communautaire, ce qui laisse penser que la productivité moyenne de la main-d'œuvre y était supérieure à la moyenne.

<sup>(3)</sup> Division 21: EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

L'absence de série chronologique complète ne permet pas d'analyser l'évolution de la production du secteur du bois et du papier de l'Union européenne. Grâce aux données nationales disponibles, on peut observer cependant que la Finlande a enregistré les taux de croissance les plus élevés (à prix constants) avec une progression globale de la valeur ajoutée de 50,2 % entre 1990 et 1999, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,6 %. Le Danemark, l'Allemagne et l'Espagne ont aussi connu une croissance globale allant de 20 % à 30 %, alors que la valeur ajoutée à prix constants diminuait en Italie (0,7 %) et en Suède (1,7 %) <sup>(4)</sup>.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les caractéristiques de la main-d'œuvre du secteur du bois sont assez différentes de celles du secteur du papier. En effet, la proportion de travailleurs indépendants est relativement élevée dans le secteur du bois où de nombreuses entreprises sont familiales alors que la main-d'œuvre est largement dominée par les salariés dans le secteur du papier où la majorité des entreprises sont de grandes sociétés. Les deux sous-chapitres suivant cette présentation générale fournissent de plus amples détails sur les caractéristiques spécifiques de l'emploi.

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur du bois et du papier variait entre 26 000 euros par personne occupée au Portugal et 98 000 euros en Finlande en 2000 <sup>(5)</sup>. La productivité s'est généralement située légèrement en deçà de la moyenne manufacturière avec toutefois des écarts supérieurs à 10 % en Irlande, en Grèce, en Espagne et en France. En revanche, les niveaux de productivité en Autriche et en Suède ont dépassé

<sup>(4)</sup> B, IRL, L, NL, A, P et UK, non disponibles en 1990 et en 1999.

<sup>(5)</sup> EL, IRL, A et S, 1999; L et NL, non disponibles.

de 2,5 % et de 9,7 % respectivement les moyennes manufacturières, et même de 32,8 % et 38,4 % celles du Portugal et de la Finlande.

En général, le coût unitaire de la main-d'œuvre a aussi été inférieur à celui du secteur manufacturier en 2000 <sup>(6)</sup>. Dans la plupart des États membres, cette différence n'atteignait pas 10 %, mais en Allemagne, en France et en Espagne, l'écart par rapport aux moyennes manufacturières nationales allait de 10 % à 20 %. Le Portugal et la Finlande ont été les seuls pays à faire état de coûts unitaires supérieurs, dans le secteur du bois et du papier, aux moyennes manufacturières nationales (de 2,8 % et 9,5 % respectivement). En général, le niveau du coût unitaire de la main-d'œuvre du secteur du bois a été bien inférieur à celui du secteur du papier.

La mise en rapport des ratios de productivité apparente et des coûts unitaires de la main-d'œuvre permet d'obtenir le ratio de la productivité du travail ajustée des salaires qui tient compte de la proportion de salariés dans le nombre de personnes occupées. Ce ratio montre que la valeur ajoutée générée était 2,5 fois plus importante que les dépenses de personnel en Finlande et 2,1 fois au Portugal, les deux pays les plus productifs en 2000 selon cette mesure <sup>(7)</sup>. Le Danemark, l'Allemagne et la France affichaient les ratios de productivité du travail ajustée des salaires les plus faibles, la valeur ajoutée y ayant dépassé les dépenses de personnel de moins de 50 %. En Autriche (20 points de pourcentage), en Suède (21 points), au Portugal (47 points) et en Finlande (53 points) le secteur du bois et du papier a été plus productif, d'au moins 20 points de pourcentage, que la moyenne de toute l'industrie manufacturière.

<sup>(6)</sup> DK, F, IRL, A et S, 1999; EL, 1998, L et NL, non disponibles.

<sup>(7)</sup> DK, F, IRL, A et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

Tableau 5.2

#### Produits du travail du bois; papiers et cartons (CPA divisions 20 et 21)

##### Exportations extracommunautaires de l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Produits du travail du bois; papiers et cartons</b>	9 807,5	100,0	25 197,8	100,0	156,9	-
<b>Produits du sciage</b>	824,3	8,4	2 307,2	9,2	179,9	0,8
<b>Fabrication de panneaux de bois</b>	443,8	4,5	1 964,1	7,8	342,6	3,3
<b>Charpentes et menuiseries de bâtiment, en bois</b>	410,4	4,2	1 278,8	5,1	211,6	0,9
<b>Fabrication d'emballages en bois</b>	89,4	0,9	360,1	1,4	302,8	0,5
<b>Fabrication d'objets divers en bois, liège et vannerie</b>	430,7	4,4	957,6	3,8	122,3	-0,6
<b>Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton</b>	5 616,5	57,3	13 368,5	53,1	138,0	-4,2
<b>Articles en papier ou en carton</b>	1 991,5	20,3	4 866,8	19,3	144,4	-1,0

Source: Eurostat, Comext.



**COMMERCE EXTÉRIEUR**

La position commerciale du secteur du bois et du papier (divisions 20 et 21 de la CPA) a rapidement évolué dans l'Union européenne. Après avoir enregistré un déficit de 4,0 milliards d'euros en 1991, les exportations n'ont cessé de progresser par rapport aux importations pour aboutir, en 1996, à un excédent commercial. Après trois années consécutives (1998 à 2000) de déficit croissant, le secteur du bois et du papier semblait avoir de nouveau sombré dans une longue période de déficits commerciaux jusqu'à ce que, en 2001, les exportations enregistrent une légère augmentation de 0,6 % et les importations une réduction de 4,9 % se traduisant par un excédent de 527 millions d'euros.

L'Allemagne a exporté plus de bois et de papier (vers des destinations intra et extracommunautaires) que n'importe quel autre État membre en 2001. Ses exportations se sont élevées à 17,1 milliards d'euros, soit 20,1 % du total. Les parts de la Finlande et de la Suède (14,6 % et 14,0 % des exportations communautaires respectivement) étaient, en léger retrait par rapport à 1991, année où ces deux pays totalisaient respectivement 15,1 % et 17,4 % des exportations de bois et de papier.

En 2001, les principaux clients de produits communautaires du bois et du papier étaient les États-Unis (14,4 %) et la Suisse (9,9 %). Alors que la part des États-Unis avait gagné 2,6 points de pourcentage par rapport à celle de 1991, la Suisse en avait perdu 7,3. Dans quatre autres pays, la part des exportations communautaires a augmenté assez rapidement entre 1991 et 2001: il s'agit de la Pologne, de la République tchèque, du Japon et de la Chine.

L'Amérique du Nord a été le principal fournisseur de bois et de papier de l'Union européenne puisque 16,0 % des importations communautaires provenaient des États-Unis et 10,1 % du Canada en 2001. Ces parts avaient considérablement diminué par rapport à 1991, année où ces deux pays totalisaient 41,2 % des importations communautaires. Les principaux bénéficiaires de la réduction relative des importations provenant d'Amérique du Nord ont été des pays d'Europe centrale et de l'Est (y compris les États baltes et la Russie) ainsi que le Brésil, l'Indonésie, le Chili et le Cameroun.

**Tableau 5.3****Produits du travail du bois; papiers et cartons (CPA divisions 20 et 21)  
Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Produits du travail du bois; papiers et cartons</b>	13 803,8	100,0	24 670,5	100,0	78,7	-
<b>Produits du sciage</b>	3 633,1	26,3	5 211,9	21,1	43,5	-5,2
<b>Fabrication de panneaux de bois</b>	1 544,6	11,2	2 452,8	9,9	58,8	-1,2
<b>Charpentes et menuiseries de bâtiment, en bois</b>	471,3	3,4	1 507,9	6,1	219,9	2,7
<b>Fabrication d'emballages en bois</b>	177,0	1,3	416,1	1,7	135,2	0,4
<b>Fabrication d'objets divers en bois, liège et vannerie</b>	811,3	5,9	2 065,0	8,4	154,5	2,5
<b>Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton</b>	6 253,6	45,3	10 482,1	42,5	67,6	-2,8
<b>Articles en papier ou en carton</b>	912,6	6,6	2 534,6	10,3	177,7	3,7

Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 5.4****Produits du travail du bois; papiers et cartons (CPA divisions 20 et 21)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	9 808	9 951	11 219	13 262	16 559	16 865	19 173	19 119	20 200	25 048	25 198
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	13 804	13 733	13 143	15 836	18 668	16 512	18 773	19 457	20 509	25 939	24 670
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-3 996	-3 782	-1 924	-2 575	-2 109	353	401	-338	-309	-891	527
<b>Taux de couverture (%)</b>	71,0	72,5	85,4	83,7	88,7	102,1	102,1	98,3	98,5	96,6	102,1

Source: Eurostat, Comext.



## 5.1: BOIS ET ARTICLES EN BOIS

Le secteur du traitement du bois est classé dans la division 20 de la NACE qui est divisé en cinq groupes allant des étapes initiales de sciage et de rabotage (groupe 20.1) aux utilisations finales comme les emballages en bois (groupe 20.4) et les articles de ménage tels que les ustensiles en bois (groupe 20.5) en passant par les produits semi-traités du bois comme les panneaux et le placage (groupe 20.2) et la fabrication de charpentes et de menuiseries (groupe 20.3).

Les principaux secteurs qui commandent, en aval, la demande de produits du bois sont l'ameublement (couvert dans le sous-chapitre 13.1) et la construction (chapitre 15).

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur du bois a généré 21,0 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2001, soit 1,6 % de la valeur ajoutée manufacturière. Il occupait 566 000 personnes cette même année, pratiquement le même niveau qu'en 1990. Le classement des cinq sous-secteurs par ordre de contribution à la valeur ajoutée en 2000 situait en premier lieu la fabrication de charpentes et de menuiseries (groupe 20.3 de la NACE), avec 41,5 %, puis le sciage, le rabotage et l'imprégnation du bois (groupe 20.1 de la NACE) avec 22,8 %. La fabrication de panneaux de bois (groupe 20.2 de la NACE) constituait environ 20 % du total et la fabrication d'objets divers en bois, en liège et en vannerie (groupe 20.5) représentait un peu plus de 10 %, ce qui laissait environ 8 % à la fabrication d'emballages en bois (groupe 20.4 de la NACE) <sup>(8)</sup>.

Le secteur du bois est dominé par les PME; de fait, les entreprises de moins de 250 personnes représentaient plus de 80 % de l'emploi dans ce secteur en Belgique, en Espagne, en France, en Italie (1999), aux Pays-Bas, au Portugal et au Royaume-Uni en 2000 <sup>(9)</sup>. La part des PME sur la valeur ajoutée totale dépassait également 80 % dans tous les pays à l'exception de la Belgique (70,4 %) en 2000 <sup>(10)</sup>. Néanmoins, en Finlande, le pays le plus spécialisé dans le secteur du bois, les grandes entreprises (employant 250 personnes ou plus) ont joué un rôle bien plus important puisqu'elles ont généré plus de la moitié (50,4 %) de la valeur ajoutée en 2000 et 44,8 % de l'emploi de ce secteur. Il convient de noter que les données présentées ici se fondent sur les informations concernant uniquement les entreprises de plus de 20 personnes occupées. Le tableau 9 dans le chapitre d'introduction fournit une comparaison intersectorielle de l'importance des entreprises de moins de 20 personnes occupées.

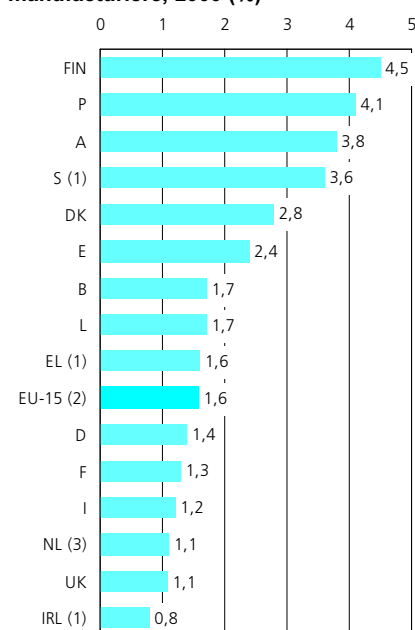
<sup>(9)</sup> EL, IRL et L, non disponibles.

<sup>(10)</sup> I, 1999; NL, non disponible.

Figure 5.1

## Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NACE division 20)

## Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)



(1) 1999.

(2) 2001.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

L'Allemagne a été le premier producteur dans le secteur communautaire du bois, avec 24,9 % de la valeur ajoutée en 2000, avant l'Espagne (12,0 %) et la France (11,5 %). La Suède (7,4 %, 1999), la Finlande (6,8 %), l'Autriche (5,8 %) et le Portugal (3,6 %) ont affiché des parts de valeur ajoutée relativement élevées.

<sup>(8)</sup> Les données des groupes 20.2 et 20.4 de la NACE sont des estimations.

Tableau 5.5

## Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NACE division 20)

## Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	46 623	46 319	45 317	49 038	55 275	55 787	60 404	63 070	65 941	69 072	70 367
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	557	531	502	504	528	543	552	556	555	566	566
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	15 034	15 228	15 250	16 090	17 227	17 150	18 593	19 221	19 730	20 513	20 967
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	11 125	11 205	10 856	11 018	12 142	12 540	12 845	13 125	13 423	13 829	13 705
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	27,0	28,7	30,4	31,9	32,6	31,6	33,7	34,5	35,5	36,2	37,1
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	135,1	135,9	140,5	146,0	141,9	136,8	144,7	146,4	147,0	148,3	153,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Les données PRODCOM fournissent des informations plus détaillées sur certains produits dans l'Union européenne. Par exemple la production de fenêtres, portes-fenêtres et de châssis en bois de celles-ci s'est élevée à 6,0 milliards d'euros en 2000, tandis que celle des portes et des châssis de portes a atteint 5,6 milliards d'euros. La production de parquet s'est élevée dans l'Union européenne à 1,1 milliard d'euros en 1999 (sans compter les parquets mosaïque) tandis que celle des bouchons a représenté 42 mille tonnes (en 1999 également), le nombre de palettes plates en bois ayant quant à lui atteint quelque 340 millions d'unités (2000). L'Organisation européenne des scieries (OES) et la Fédération européenne de l'industrie du parquet (FEP) fournissent d'autres renseignements sur les produits individuels du bois qui sont présentés dans le tableau 5.6.

**Tableau 5.6**  
**Production de bois dans l'UE, 2001**  
(millions de m<sup>3</sup>)

Bois scié	
Bois tendre	69 173
Bois dur	7 874
Panneaux de bois	
Panneaux de particules	36 700
MDF	9 600
Contre-plaqué	3 300
Panneaux tendres/durs	2 300
OSB	1 600
Parquet (1)	59 636

(1) Surface en milliers de mètres carrés; EU-15 (hors EL, IRL, L, P et UK), CH et NO.  
Source: OES (Organisation Européenne des Scieries), Rapport annuel 2001; FEP (Fédération Européenne de l'Industrie du Parquet), Statistiques de la FEP 2001.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les caractéristiques de la main-d'œuvre communautaire du secteur du bois diffèrent de celles que l'on trouve, en général, dans l'industrie manufacturière. En effet, la proportion de travailleurs indépendants y est beaucoup plus élevée (16,7 % contre 7,3 % en 2001) et la prédominance du travail masculin plus accentuée (85,0 % contre 71,6 % de moyenne dans l'industrie manufacturière). Par contre, la part du travail à plein temps (94,1 % de l'emploi) ne dépassait que légèrement la moyenne manufacturière (92,5 %).

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur communautaire du bois s'est élevée à 36 000 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2000, chiffre très inférieur à la moyenne manufacturière de 55 000 euros. De fait, le Luxembourg a été le seul État membre où la productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur du bois dépassait (de 10,9 %) la moyenne manufacturière. Dans les autres États, la productivité de la main-d'œuvre du secteur du bois oscillait généralement entre 65 % et 85 % de la moyenne manufacturière, à l'exception de l'Espagne et de l'Irlande qui n'atteignaient pas le niveau inférieur de cette fourchette. Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans le secteur du bois s'élevait entre 10 000 euros par personne occupée (Portugal) et 35 000 euros (Allemagne et Suède) en 2000 <sup>(1)</sup> et était inférieur à la moyenne manufacturière dans tous les États membres, la fourchette allant de 67,5 % de la moyenne en Espagne à 90,7 % au Danemark.

<sup>(1)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponibles.

**Tableau 5.7**  
**Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NACE division 20)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)	1996	2001
<b>EU-15</b>	16,4	15,0	6,7	6,7	16,5	16,7
<b>B</b>	:	18,8	:	:	13,8	14,8
<b>DK</b>	23,3	13,8	15,4	:	:	:
<b>D</b>	18,1	15,6	6,9	8,3	12,9	10,5
<b>EL</b>	:	7,6	:	:	48,7	49,4
<b>E</b>	10,9	10,8	3,6	2,2	28,0	20,6
<b>F</b>	16,4	14,7	5,8	4,6	11,3	6,2
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	19,1	16,9	4,7	5,4	15,2	28,3
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>A</b>	20,8	18,9	8,2	7,2	6,5	6,4
<b>P</b>	17,4	21,2	:	:	24,6	23,4
<b>FIN</b>	22,6	19,5	:	:	10,9	10,4
<b>S (3)</b>	:	26,0	:	:	:	:
<b>UK</b>	11,8	12,6	:	:	20,8	13,3

(1) DK, 2000; EL, 1999.

(2) F, 2000; EU-15, 1998.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

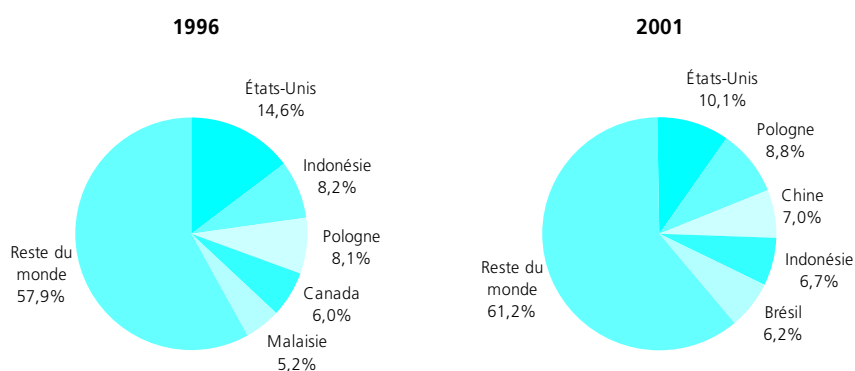
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'Union européenne a exporté 6,9 milliards d'euros de produits du bois en 2001, soit 2,6 % de plus que l'année précédente. En revanche, les importations communautaires, de 11,7 milliards d'euros la même année, ont diminué de 5,5 % après avoir augmenté de 19,0 % en 2000. Le déficit commercial, de 5,8 milliards d'euros, se situe près du milieu de la fourchette des déficits enregistrés par ces produits entre 1991 et 2001 (4,3 à 6,9 milliards d'euros).

Les cinq groupes de produits du bois de la CPA ont enregistré un déficit commercial en 2001, les plus importants d'entre eux (2,9 milliards et 1,1 milliard d'euros respectivement) correspondant au sciage, rabotage et imprégnation du bois (groupe 20.1 de la CPA) et aux objets divers en bois, liège et vannerie (groupe 20.5 de la CPA).

En 2001, l'Union s'est principalement approvisionnée auprès des États-Unis, de la Pologne, de la Chine, de l'Indonésie et du Brésil. Par rapport à 1991, les parts relatives du Canada, des États-Unis et de la Malaisie ont chuté le plus rapidement tandis que celles de la Pologne, de la Chine, de l'Estonie, du Brésil et de la Lettonie ont augmenté.

**Figure 5.2**  
**Bois et articles en bois (CPA division 20)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 5.8**

**Bois et articles en bois (CPA division 20)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	2 199	2 146	2 532	3 150	3 652	3 999	4 844	5 022	5 521	6 693	6 868
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 637	6 754	6 842	7 984	8 168	7 775	9 355	9 557	10 362	12 334	11 654
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-4 439	-4 608	-4 310	-4 834	-4 516	-3 776	-4 511	-4 535	-4 842	-5 641	-4 786
<b>Taux de couverture (%)</b>	33,1	31,8	37,0	39,5	44,7	51,4	51,8	52,5	53,3	54,3	58,9

Source: Eurostat, Comext.

## 5.2: PÂTE À PAPIER, PAPIER ET CARTON

Le secteur de la pâte à papier, du papier et du carton est divisé en deux groupes dans la classification de la NACE. Le premier (21.1) couvre la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton par des procédés mécaniques ou chimiques. Ces produits sont généralement destinés à faire l'objet d'une transformation ultérieure, correspondant à une activité classée dans le deuxième groupe (21.2) qui comprend la fabrication de carton ondulé, d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique, ainsi que la fabrication de papier journal, de papiers peints et d'articles de papeterie. Les activités d'imprimerie et d'édition (division 22 de la NACE) sont couvertes dans le chapitre final de la présente publication.

Le papier et le carton sont utilisés dans de multiples applications comme le support d'informations (journaux, livres et documents professionnels), le transport de produits dans des sacs et d'autres types d'emballage ou les produits d'hygiène personnelle tels que les mouchoirs et serviettes en papier ou les couches.

Selon la Confederation of European Paper Industries (CEPI), près de 40 millions de tonnes de papier ont été collectées dans l'Union européenne en 2001, ce qui représente un taux de collecte de 55,3 % (voir tableau 5.9). La CEPI estime que le papier recyclé a représenté 42 % du volume total de matières premières utilisées par le secteur européen du papier en 2001, ce pourcentage étant pratiquement équivalent à celui des fibres vierges (43 %).

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de la pâte à papier, du papier et du carton (division 21) a généré 42,1 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(12)</sup> et atteint une taille deux fois plus importante environ que celle du secteur du bois. Il occupait 619 000 personnes en 2000 <sup>(13)</sup> (2,6 % de l'emploi dans l'industrie manufacturière). Le tableau 5.10 présente des informations sur les niveaux de production de pâte à papier, de papier et de carton en Europe en 2001.

<sup>(12)</sup> EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

<sup>(13)</sup> EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

Tableau 5.9

### Principaux indicateurs du recyclage du papier, 2001

	Utilisation de papier recyclé (milliers de tonnes)	Taux de collecte (%)	Taux d'utilisation (%)
<b>EU-15 (1)</b>	39 485	55,3	48,0
<b>B</b>	605	51,2	36,4
<b>DK</b>	377	45,4	104,4
<b>D</b>	11 526	74,3	64,5
<b>EL</b>	380	30,5	76,8
<b>E</b>	4 196	54,6	81,8
<b>F</b>	5 566	47,1	57,8
<b>IRL</b>	47	27,3	109,3
<b>I</b>	5 089	43,6	57,0
<b>L</b>	:	:	:
<b>NL</b>	2 320	63,5	73,1
<b>A</b>	1 890	65,2	44,5
<b>P</b>	347	44,0	24,5
<b>FIN</b>	698	71,3	5,6
<b>S</b>	1 832	65,0	17,4
<b>UK</b>	4 612	44,2	74,3

(1) À l'exclusion de L.

Source: CEPI (Confederation of European Paper Industries), Special Recycling, octobre 2002.

Tableau 5.10

### Ventilation de la production de pâte à papier et de papier en Europe, 2001 (milliers de tonnes) (1)

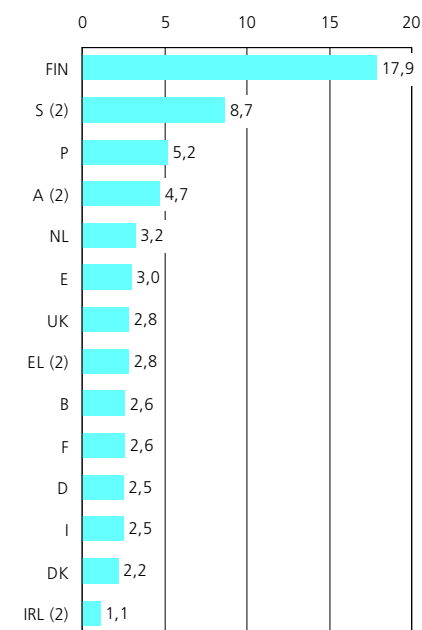
<b>Total pâte à papier</b>	37 889
<b>Pâte à papier de bois</b>	37 440
<b>Pâte méchan. et semi-chimique</b>	13 771
<b>Pâte chimique</b>	23 669
<b>Autres pâtes</b>	449
<b>Total papiers à usage graphique</b>	43 718
<b>Papier journal</b>	10 723
<b>Non couché mécanique</b>	5 962
<b>Papier couché</b>	8 449
<b>Non couché sans bois</b>	9 767
<b>Couché sans bois</b>	8 817
<b>Papiers sanitaires et domestiques</b>	5 400
<b>Total emballages</b>	35 144
<b>Matériels pour boîtes</b>	20 318
<b>Panneaux de carton</b>	7 339
<b>Emballages en papier</b>	3 510
<b>Autres papiers d'emballages</b>	3 977
<b>Autres</b>	3 941

(1) EU-15 (hors EL et L), CH et NO.

Source: CEPI (Confederation of European Paper Industries), Key statistics 2001.

Figure 5.3

### Industrie du papier et du carton (NACE division 21) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

L'Allemagne a généré 22,4 % de la valeur ajoutée en 2000, le Royaume-Uni quelque 14,1 % et la Finlande, au troisième rang, a affiché 5,5 milliards d'euros de valeur ajoutée (13,1 % du total communautaire). En termes de valeur ajoutée, l'importance relative de ce secteur en Finlande a augmenté à un rythme annuel moyen, à prix constants, de 5,7 % au fil des années 90 puisque sa part sur le total communautaire n'était que de 8,5 % en 1991. À titre de comparaison, le taux de croissance moyen en France et en Allemagne s'est situé juste en deçà de 2 % entre 1990 et 2000 <sup>(14)</sup> tandis que la production italienne et suédoise, toujours à prix constants, est restée stable entre 1990 et 1999.

En Finlande, les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) regroupaient 90,5 % de l'emploi et généraient 95,0 % de la valeur ajoutée de 2000. Dans sept des onze pays restants pour lesquels des données sont disponibles, les grandes entreprises généraient la majeure partie de la valeur ajoutée. Le Danemark, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni ont été les seuls États membres où les PME ont généré plus de la moitié de la valeur ajoutée totale <sup>(15)</sup>.

En 2001, les prix à la production du secteur de la pâte à papier, du papier et du carton ont augmenté de 1,0 % par rapport à 1995. Cette augmentation relativement modeste dissimule une évolution plus abrupte puisque les prix à la production ont chuté de près de 10 % sur la période de quatre ans qui s'est écoulée entre 1995 et 1999. En 2000, les prix ont connu une forte augmentation de 10,3 % en raison d'une pénurie mondiale de pâte à papier qui a provoqué une cascade d'augmentations de prix dans les secteurs en aval.

<sup>(14)</sup> F entre 1989 et 1999.

<sup>(15)</sup> DK, A, P et S, 1999; EL, IRL et L, non disponibles.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

À la différence du secteur du bois où la proportion de travailleurs indépendants et de salariés de petites et moyennes entreprises était relativement importante, la plupart des personnes qui travaillaient en 2000 dans le secteur communautaire de la pâte à papier, du papier et du carton étaient salariées (97,3 %). Près des trois quarts (73,9 %) des personnes occupées étaient des hommes, proportion légèrement supérieure à la moyenne manufacturière (71,6 %). Le travail à temps partiel était relativement peu répandu (5,9 %) par rapport à la moyenne manufacturière (7,5 %).

Le secteur de la pâte à papier, du papier et du carton affichait, en 2000 <sup>(16)</sup>, une forte productivité apparente de la main-d'œuvre puisque la valeur ajoutée par personne occupée s'établissait, dans la plupart des pays, dans une fourchette allant de 50 000 à 85 000 euros. La Grèce (32 000 euros) était l'unique pays où la productivité n'atteignait pas le niveau inférieur de cette fourchette et la Finlande (134 000 euros) le seul à se situer au-dessus de la valeur maximale. En Finlande, le niveau de productivité de la main-d'œuvre dépassait de 90 % celui de la moyenne manufacturière nationale. Au Portugal, la productivité apparente de la main-d'œuvre (67 000 euros par personne occupée) allait même jusqu'à représenter deux fois et demie la moyenne manufacturière. La France, les Pays-Bas, la Grèce et l'Irlande étaient les seuls pays où la productivité apparente de la main-d'œuvre était inférieure à la moyenne manufacturière nationale.

<sup>(16)</sup> EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

### COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, les exportations communautaires de produits de la pâte à papier, du papier et du carton (division 21 de la CPA) se sont élevées à 18,3 milliards d'euros et les importations à 13,0 milliards. L'excédent commercial de l'Union européenne sur ces produits a augmenté de façon pratiquement continue entre 1991 et 2001 (avec des interruptions en 1994 et en 1998), passant ainsi de 442 millions d'euros en 1991 à 5,3 milliards en 2001.

Les principaux acheteurs de pâte à papier, papier et carton de l'Union européenne (groupe 21.1 de la CPA) ont été les États-Unis (14,9 % en 2001), suivis de la Suisse (7,8 %) et de la Pologne (7,3 %), tous les autres partenaires représentant moins de 4 % des exportations communautaires totales. En ce qui concerne les articles en papier ou en carton (groupe 21.2 de la CPA), la Suisse, les États-Unis, la Russie, la Pologne, la Norvège et la République tchèque ont été les principaux marchés de l'Union européenne à l'exportation en 2001, tous les autres partenaires commerciaux représentant moins de 5 % des exportations totales de 2001.

Tableau 5.11

#### Papiers et cartons (CPA division 21) Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	7 609	7 805	8 687	10 112	12 907	12 866	14 330	14 098	14 679	18 355	18 330
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	7 166	6 980	6 301	7 852	10 500	8 737	9 418	9 900	10 147	13 605	13 017
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	442	826	2 386	2 259	2 407	4 129	4 912	4 197	4 533	4 750	5 313
<b>Taux de couverture (%)</b>	106,2	111,8	137,9	128,8	122,9	147,3	152,2	142,4	144,7	134,9	140,8

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 5.12

## Sciage, rabotage, imprégnation du bois (NACE groupe 20.1)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	547	168	3 310	39	1 121	2 153	245	947	22	32	1 524	529	3 147	3 791	1 286
Nombre de personnes occupées (milliers)	3	1	19	1	13	16	1	7	0	1	6	11	11	14	12
Valeur ajoutée (millions d'euros)	120	54	895	14	294	636	69	207	6	11	376	138	622	768	486
Achats de biens et services (millions d'euros)	468	128	2 682	32	884	1 855	207	823	17	23	1 320	457	2 635	3 156	1 037
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	76	36	596	8	184	413	36	143	4	7	198	91	346	499	271
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	34,7	:	190,7	:	61,6	:	15,3	25,5	:	:	108,4	45,6	154,9	260,4	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	39,5	41,5	48,1	26,5	23,3	38,7	48,3	31,1	33,9	:	61,5	12,9	55,4	55,6	41,9
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	157,5	134,8	150,2	168,3	159,7	129,0	192,5	145,3	136,6	162,9	189,7	152,0	179,6	154,1	179,5
Taux brut d'exploitation (%) (3)	7,5	7,9	8,5	13,6	9,5	5,7	12,2	6,2	6,7	12,9	10,7	8,1	8,5	6,9	14,2

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 5.13

## Fabrication de panneaux de bois (NACE groupe 20.2)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 200	137	4 005	199	1 818	1 782	186	2 235	:	62	836	417	741	232	1 176
Nombre de personnes occupées (milliers)	3	1	22	2	13	9	1	10	:	0	4	3	6	2	5
Valeur ajoutée (millions d'euros)	317	46	1 289	74	475	406	60	509	:	17	213	96	280	69	349
Achats de biens et services (millions d'euros)	948	96	2 861	156	1 596	1 441	125	1 816	:	48	682	327	464	179	883
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	132	33	842	44	252	260	24	256	:	14	171	42	183	57	184
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	100,3	:	296,3	:	219,8	:	14,3	217,5	:	:	144,7	78,6	39,8	13,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	95,1	38,6	59,7	36,9	37,7	44,5	80,5	53,1	:	35,9	49,9	31,9	49,3	44,3	63,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	240,7	134,5	153,0	170,3	188,9	147,4	251,1	199,1	:	117,7	125,1	230,0	152,7	121,0	189,1
Taux brut d'exploitation (%) (2)	14,8	8,9	10,9	14,5	11,2	7,5	19,4	11,1	:	4,0	4,9	13,3	13,1	4,8	13,5

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 5.14

## Fabrication de charpentes et de menuiseries (NACE groupe 20.3)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	782	1 126	6 376	74	3 654	2 535	225	1 800	:	1 214	1 443	607	1 328	1 593	2 487
Nombre de personnes occupées (milliers)	6	10	54	1	59	16	3	16	:	9	13	19	11	12	24
Valeur ajoutée (millions d'euros)	221	450	2 230	31	1 124	658	71	549	:	395	551	200	416	533	1 014
Achats de biens et services (millions d'euros)	587	723	4 369	54	2 687	1 955	171	1 338	:	825	1 024	441	963	1 113	1 602
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	155	313	1 869	15	770	445	47	333	:	287	420	130	296	406	720
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	53,0	:	281,2	:	188,0	:	11,4	119,8	:	:	84,3	48,9	93,0	56,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	37,1	45,7	41,7	24,5	18,9	40,0	27,4	34,9	:	43,1	40,9	10,5	38,4	44,7	41,4
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	142,5	131,5	119,3	167,6	146,0	147,7	150,2	164,8	:	137,7	131,1	153,4	140,6	131,3	140,8
Taux brut d'exploitation (%) (2)	8,4	9,4	5,5	14,7	9,5	8,7	10,1	11,8	:	9,0	8,3	11,2	9,3	7,8	11,2

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 5.15

## Fabrication d'emballages en bois (NACE groupe 20.4)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	225	53	623	15	950	1 457	36	565	:	262	47	45	114	140	644
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	1	5	0	10	12	0	4	:	2	1	1	1	1	6
Valeur ajoutée (millions d'euros)	48	20	210	4	245	454	11	149	:	73	18	10	43	48	214
Achats de biens et services (millions d'euros)	206	39	493	11	730	1 091	26	487	:	204	35	37	75	97	429
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	33	15	170	2	159	308	7	97	:	49	13	7	26	38	137
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	6,1	:	30,1	:	49,8	:	2,0	19,6	:	:	2,3	1,2	6,6	9,5	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	40,8	36,2	39,3	16,6	24,0	37,8	30,3	33,2	:	:	35,0	11,5	42,1	40,4	38,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	145,3	123,6	123,6	265,2	153,7	132,9	160,6	153,7	:	149,5	144,1	151,5	168,2	128,3	156,8
Taux brut d'exploitation (%) (3)	6,2	6,9	5,7	26,5	9,0	7,4	11,2	8,5	:	8,8	11,0	7,4	15,1	7,3	11,9

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL et NL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 5.16

**Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NACE division 20)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	136	125	1 566	423	466	734	296	:	3 805	789	258	494	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	17	3	80	14	23	32	23	:	131	98	14	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	24	54	374	99	131	204	81	:	1 186	226	61	132	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	135	:	1 289	338	316	534	226	:	2 910	690	208	367	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	18	:	238	55	77	97	60	:	572	129	48	117	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	50,6	6,1	107,4	45,1	2,3	105,5	23,8	:	261,9	250,0	27,1	23,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	1,4	16,4	4,7	6,9	5,8	6,4	3,5	:	6,3	2,3	4,5	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	130,2	:	157,5	178,5	170,1	209,9	134,7	:	207,3	174,6	129,0	112,4	:
Taux brut d'exploitation (%)	5,6	:	8,5	9,9	10,4	15,1	6,9	:	15,8	12,4	5,1	2,8	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 5.17

**Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NACE groupe 21.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L (2)	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 208	260	14 376	156	3 930	7 823	31	5 360	0	:	3 313	1 639	14 854	8 504	5 143
Nombre de personnes occupées (milliers)	6	1	47	2	15	27	0	17	0	7	8	5	37	33	19
Valeur ajoutée (millions d'euros)	608	81	4 189	46	1 302	1 846	12	1 249	0	:	1 041	746	5 284	2 835	1 494
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 683	179	11 059	113	2 921	6 145	20	4 428	0	:	2 621	908	10 744	5 890	3 792
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	292	48	2 227	40	496	1 119	7	637	0	:	421	150	1 699	1 337	853
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	155,3	:	1 322,5	:	360,8	:	0,4	465,6	:	:	172,3	604,0	593,5	1 040,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	105,4	74,3	89,2	21,5	88,3	69,6	58,4	72,8	:	:	125,2	146,1	144,3	86,5	77,1
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	208,4	162,2	188,1	118,0	262,7	148,9	184,6	195,9	:	:	247,1	496,1	311,0	212,0	175,1
Taux brut d'exploitation (%) (3)	13,8	13,1	13,1	6,5	19,7	8,0	17,2	10,9	:	:	17,1	37,6	26,4	17,3	12,1

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 5.18

**Fabrication d'articles en papier ou en carton (NACE groupe 21.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A (1)	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 831	1 021	16 039	485	6 263	11 002	672	9 895	:	:	1 361	691	623	1 903	12 070
Nombre de personnes occupées (milliers)	10	7	102	5	41	60	4	45	:	18	9	9	4	12	69
Valeur ajoutée (millions d'euros)	557	388	5 245	178	1 727	2 929	280	2 578	:	:	561	193	232	691	4 432
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 986	675	12 473	341	4 864	8 651	420	8 125	:	:	974	536	447	1 389	8 072
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	373	285	3 999	99	995	2 100	138	1 393	:	:	348	125	157	466	2 765
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	93,2	:	986,6	:	332,2	:	32,3	408,1	:	:	90,1	54,5	55,5	148,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	56,7	54,7	51,2	36,4	42,4	48,5	62,3	57,4	:	:	64,9	21,7	51,9	57,7	64,1
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	149,5	141,3	131,2	181,2	173,6	137,0	202,7	185,1	:	:	161,3	154,3	148,0	148,2	160,3
Taux brut d'exploitation (%) (2)	7,4	11,4	7,1	15,8	11,4	7,5	20,2	11,4	:	:	14,0	9,7	11,5	11,4	13,3

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 5.19

**Industrie du papier et du carton (NACE division 21)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	134	56	1 333	73	721	59	69	:	2 552	388	684	496	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	12	1	20	2	10	2	3	:	39	20	11	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	23	19	362	19	156	17	19	:	646	104	184	99	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	124	:	1 036	53	599	43	52	:	2 067	336	518	370	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	23	:	114	9	73	7	13	:	285	45	57	80	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	23,5	3,2	94,6	10,9	10,7	5,2	2,1	:	206,2	57,8	43,4	37,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	1,9	23,3	18,5	12,3	15,3	9,7	6,4	:	12,7	5,3	17,4	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	97,8	:	:	214,4	214,1	244,1	142,7	:	226,9	232,1	323,2	123,3	:
Taux brut d'exploitation (%)	0,9	:	17,6	14,1	11,0	17,7	8,0	:	13,9	14,4	18,0	3,7	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).



## Produits chimiques, caoutchouc et matières plastiques



La Commission européenne a adopté et publié en février 2001 un Livre blanc « Stratégie pour une future politique dans le domaine des substances chimiques » <sup>(1)</sup>, notamment axé sur le développement durable des substances en question. Poursuivant plusieurs objectifs, la stratégie vise à assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, ainsi que le bon fonctionnement du marché intérieur, à stimuler l'innovation et à renforcer la compétitivité de l'industrie chimique communautaire. En juin 2002, il a été procédé à l'évaluation et à la présentation de l'impact de ces propositions sur les entreprises et de nombreuses consultations avec des experts ont été organisées.

<sup>(1)</sup> COM(2001) 88.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur regroupant les produits chimiques, le caoutchouc et les matières plastiques occupait en 2001, dans l'ensemble de l'Union européenne, 2,9 millions de personnes, soit 12,4 % du total de l'industrie manufacturière, son taux le plus élevé depuis le début des années 1990. Ce secteur a contribué à hauteur de 16,5 % à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'Union européenne en 2001, soit une augmentation d'un demi point de pourcentage depuis 1998 et un niveau proche du pic des 16,6 % atteint en 1995. La contribution de l'industrie chimique à la valeur ajoutée totale était de 155,9 milliards d'euros, celle de l'industrie du caoutchouc et des plastiques (division 25) s'établissant à 63,5 milliards d'euros.

La fabrication des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques se répartit entre les divisions 24 et 25 de la NACE. L'industrie chimique inclut la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.

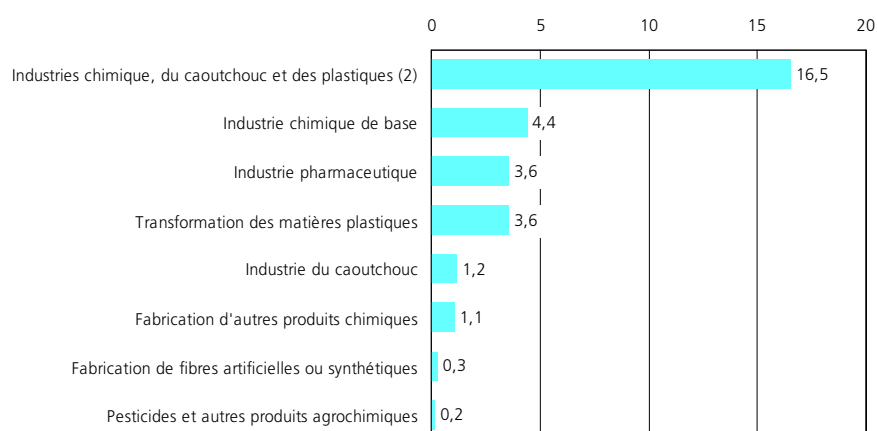
### NACE

- 24: industrie chimique;
- 24.1: industrie chimique de base;
- 24.2: fabrication de produits agrochimiques;
- 24.3: fabrication de peintures et vernis;
- 24.4: industrie pharmaceutique;
- 24.5: fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien;
- 24.6: fabrication d'autres produits chimiques;
- 24.7: fabrication de fibres artificielles ou synthétiques;
- 25: industrie du caoutchouc et des plastiques;
- 25.1: industrie du caoutchouc;
- 25.2: transformation des matières plastiques.

Graphique 6.1

### Industrie chimique; industrie du caoutchouc et des plastiques (NACE sous-sections DG et DH)

Part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'UE, 1999 (%) (1)



(1) Peintures et vernis (NACE groupe 24.3) et savons, de parfums et de produits d'entretien (NACE groupe 24.5), non disponibles.

(2) 2001.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



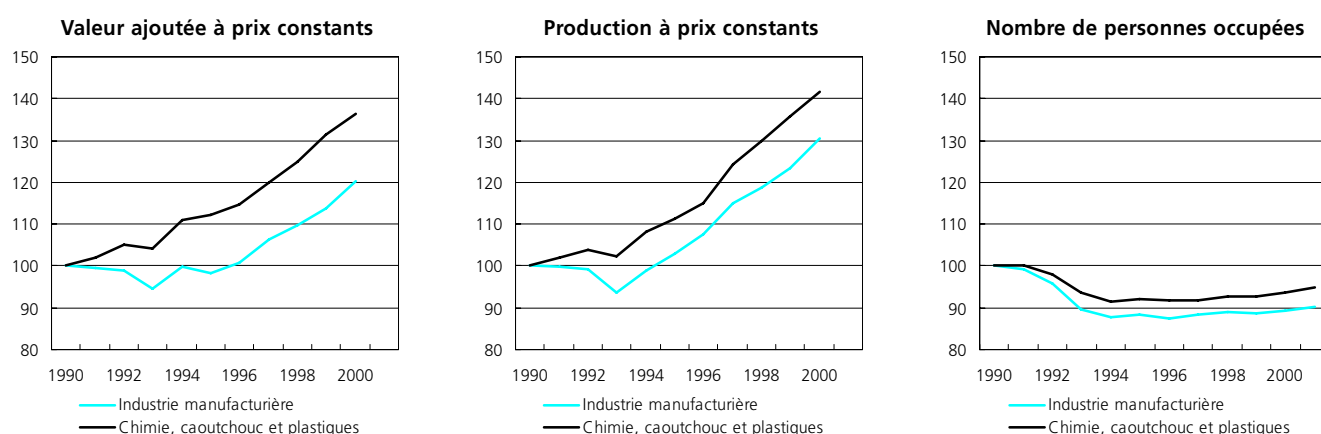
Tableau 6.1

**Industrie chimique; industrie du caoutchouc et des plastiques (NACE sous-sections DG et DH)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	415 206	421 213	412 565	445 749	500 931	506 196	547 994	562 049	579 772	629 989	653 246
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3 096	3 034	2 898	2 836	2 849	2 839	2 841	2 867	2 867	2 896	2 936
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	144 547	148 460	146 965	159 548	175 283	175 452	184 241	188 098	196 219	210 754	219 319
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	97 786	101 468	100 828	101 654	105 222	108 470	110 159	112 979	116 575	119 001	119 868
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	46,7	48,9	50,7	56,3	61,5	61,8	64,8	65,6	68,4	72,8	74,7
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	147,8	146,3	145,8	157,0	166,6	161,8	167,3	166,5	168,3	177,1	183,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 6.2

**Industrie chimique; industrie du caoutchouc et des plastiques (NACE sous-sections DG et DH)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**


Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

L'Union européenne a connu tout au long des années 1990, hormis en 1993, une augmentation, à prix constants, de la valeur ajoutée du secteur analysé dans le présent chapitre. Le taux annuel moyen de croissance pendant les dix années jusqu'en 2000 a été de 3,2 %, soit un niveau sensiblement supérieur à la moyenne manufacturière (1,9 %). En 2001, la valeur ajoutée du secteur, à prix courants, a augmenté de 4,1 %, ce qui correspond à un taux plus élevé que la moyenne manufacturière. Le secteur du caoutchouc et des matières plastiques s'est développé plus rapidement, au cours de cette période, que celui des produits chimiques, lesquels ont, au cours des toutes dernières années, de 1999 à 2001, connu une augmentation plus forte à prix courants.

Au cours des années 1990, le développement de l'emploi dans le secteur a été plus inconstant que l'évolution de la valeur ajoutée. De 1991 à 2001, les chiffres de l'emploi ont plus souvent augmenté que reculé, mais des baisses importantes ont été relevées chaque année de 1992 à 1994. Au total, malgré la croissance ou la stabilité enregistrées au cours de chacune des cinq dernières années, le secteur a perdu 160 300 emplois entre 1991 et 2001. Ce recul net de l'emploi masquait en réalité une diminution de plus grande envergure dans l'industrie chimique (233 700 personnes occupées), partiellement compensée par une progression de 73 400 personnes dans le secteur du caoutchouc et des matières plastiques. Tout au long des années 1990, le nombre de personnes occupées dans l'industrie chimique a diminué tous les ans, mais il a été en hausse de 1,7 % et de 1,6 % en 2000 et 2001. En revanche, l'emploi dans l'industrie du caoutchouc et des matières plastiques a été stable ou a progressé chaque année de 1994 à 2001 inclus et a connu un taux de croissance annuel supérieur à 2 % pendant trois ans sur les cinq dernières années.

La structure du secteur a été légèrement modifiée en raison de la différence entre les rythmes de croissance de ses deux composantes. La contribution de l'industrie chimique à la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur regroupant les produits chimiques, le caoutchouc et les matières plastiques (à prix courants) est passée de 72,3 % en 1995 à 70,0 % en 1998, pour ensuite remonter tous les ans jusqu'à atteindre 71,1 % en 2001. En 2000, la contribution de l'industrie des matières plastiques à la valeur ajoutée sectorielle était trois fois supérieure environ à celle de l'industrie du caoutchouc. À l'intérieur du secteur des produits chimiques, les deux principaux secteurs (au niveau des groupes de la NACE) étaient, en 2000, l'industrie chimique de base (groupe 24.1) et l'industrie pharmaceutique (groupe 24.4), chacun assurant près du tiers, ou plus, de la valeur ajoutée de l'industrie chimique. Tandis que la part de l'industrie chimique de base restait relativement inchangée tout au long des années 1990, celle de l'industrie pharmaceutique a progressé la plupart des années; elle a été particulièrement importante pendant la deuxième moitié de la décennie.

En termes d'emploi, l'industrie chimique représentait 56,8 % de l'ensemble du secteur en 2001, c'est-à-dire beaucoup moins que sa contribution à la valeur ajoutée. En 2000, les parts respectives de l'industrie des plastiques et de l'industrie du caoutchouc étaient de 33,2 % et de 10,1 %. La part de l'industrie des plastiques dans la force de travail du secteur a augmenté chaque année au cours des années 1990 et, en 2000, elle avait gagné 6,4 points de pourcentage par rapport à son niveau dix ans plus tôt, 1,5 point de pourcentage au détriment de l'industrie du caoutchouc et le solde à celui de l'industrie chimique.

L'Allemagne réalisait, en 2000, la part la plus importante de la valeur ajoutée communautaire avec 27,2 %, mais ce secteur jouait également un rôle important en Irlande (38,2 % du total manufacturier, 1999), en Belgique (24,6 %), au Luxembourg (19,3 %) et aux Pays-Bas (19,0 %).

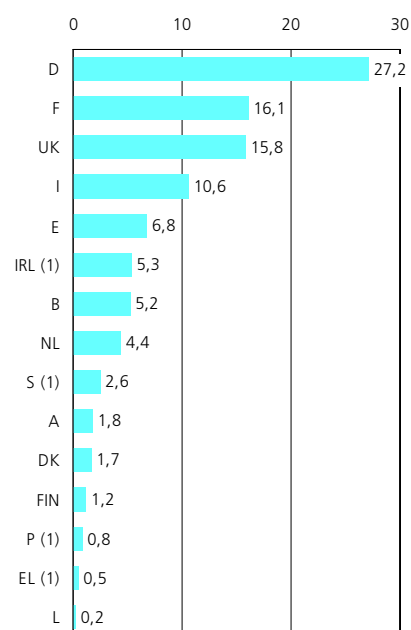
La position dominante de l'Allemagne dans le secteur s'est maintenue, y compris en termes d'emploi (29,2 % du total de l'Union européenne en 2000), et ce malgré des pertes d'emplois, de loin les plus importantes dans le secteur, entre 1990 et 2000, période pendant laquelle les pertes nettes enregistrées ont représenté 204 300 postes de travail. En termes relatifs, des pertes similaires ou plus importantes ont été relevées au Portugal et en Grèce. Dans chacun de ces pays, les réductions étaient principalement ou entièrement dues aux pertes nettes dans le secteur de l'industrie chimique plutôt que dans celui de l'industrie du caoutchouc et des plastiques. Dans un horizon de plus court terme, le taux de déclin en Allemagne baisse depuis 1997 et, en 2000, on a pu enregistrer pour la première fois depuis 1991 une légère progression (0,8 %) de l'emploi en Allemagne. Au Portugal, l'emploi a progressé en 1999, après une longue période de baisse, mais en 2000 le nombre de personnes occupées dans ce secteur a de nouveau accusé un léger recul (-0,9 %). En Grèce, les derniers chiffres (1999) indiquent une très forte baisse de l'emploi: 12,9 % de moins qu'en 1998. Dans ce contexte marqué par d'importantes réductions de l'emploi dans plusieurs États membres, le Danemark et l'Irlande ont enregistré une progression nette sensible de l'emploi entre 1990 et 2000 (1999 pour l'Irlande). Au Danemark, la forte croissance est essentiellement imputable à l'industrie des plastiques, alors qu'en Irlande, elle est le fait de l'industrie chimique. De même, le Luxembourg a connu une forte croissance de l'emploi dans l'industrie chimique, alors que l'Autriche faisait état d'une progression sensible dans l'industrie du caoutchouc et des plastiques.

Les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) jouent un rôle beaucoup plus important dans l'industrie chimique que dans le secteur du caoutchouc et des matières plastiques; elles y ont respectivement généré 73,9 % et 43,3 % de la valeur ajoutée en 1999, le chiffre correspondant pour l'ensemble des industries manufacturières s'établissant à 53,7 %. Les micro-entreprises (occupant de 1 à 9 personnes) ne jouent qu'un rôle modeste dans le secteur considéré ici avec une contribution de 1,9 % seulement à la valeur ajoutée en ce qui concerne les produits chimiques et de 5,0 % en ce qui concerne le caoutchouc et les matières plastiques, les deux taux étant inférieurs à la moyenne manufacturière. La place des moyennes entreprises (occupant entre 50 et 149 personnes) a donc été particulièrement importante dans le secteur du caoutchouc et des matières plastiques représentant 32,1 % de la valeur ajoutée.

Les prix à la production dans le secteur des produits chimiques, du caoutchouc et des plastiques ont diminué trois années sur quatre après 1995, mais cette tendance à la baisse s'est interrompue en 2000 avec une hausse de 4,8 % des prix au sein de l'Union européenne; en 2001, ils ont de nouveau augmenté de 1,1 %. Cette hausse importante enregistrée en 2000, également constatée au niveau de l'indice des prix à la production pour l'ensemble des industries manufacturières, peut être associée à la montée du prix des matières premières, et des produits pétroliers en particulier. On a constaté depuis 1999 des évolutions de prix à la production très différentes selon les trois composantes du secteur. Les prix des produits de l'industrie chimique ont connu l'augmentation la plus forte entre 1999 et 2000 (6,1 %) et les prix ont stagné (0,2 %) dans l'industrie du caoutchouc qui est fortement tributaire du caoutchouc naturel. En 2001, cependant, les prix à la production des produits en caoutchouc ont augmenté de 1,8 %, plus que les produits chimiques (1,1 %) ou les plastiques (1,0 %).

Les matières premières utilisées par ce secteur proviennent essentiellement du raffinage de pétrole, de l'exploitation minière, de l'agriculture et de l'exploitation forestière. L'industrie chimique est un important consommateur de produits énergétiques. Ceux utilisés en tant que matières premières représentaient en effet, en quantité, 74,2 % de la consommation de produits énergétiques à des fins non énergétiques dans l'ensemble de l'Union européenne en 2000. Conjuguée à sa consommation à des fins énergétiques, la part de l'industrie chimique dans la consommation finale de produits énergétiques s'établissait à 11,1 %.

**Graphique 6.3**  
**Industrie chimique; industrie du caoutchouc et des plastiques (NACE sous-sections DG et DH)**  
**Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)**



(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

D'après l'enquête communautaire sur les forces de travail, la composition de la main d'œuvre était, dans le secteur des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques, typique d'une activité manufacturière en 2000, qu'il s'agisse du taux d'emploi des femmes (32, % dans l'industrie chimique contre 26,8 % dans les secteurs du caoutchouc et des matières plastiques) ou du taux de travail à temps partiel (5,5 % dans le secteur du caoutchouc et des matières plastiques et 7,0 % dans l'industrie chimique) qui était légèrement inférieur à la moyenne manufacturière (7,5 %). La proportion de personnes au travail classées dans la catégorie des salariés était sensiblement supérieure à la moyenne manufacturière, atteignant 97,6 % dans l'industrie chimique et 95,9 % dans le secteur du caoutchouc et des matières plastiques.

Les données SSE indiquent qu'en 2001 la productivité apparente du travail dans ce secteur était de 74 700 euros par personne occupée. Pour l'industrie chimique, elle était de 93 400 euros par personne occupée, ce qui représente l'un des niveaux les plus élevés de toutes les divisions manufacturières de la NACE; cette performance s'explique par les résultats obtenus dans les secteurs des produits chimiques de base, des produits agrochimiques et des produits pharmaceutiques (groupes 24.1, 24.2 et 24.4 de la NACE). La productivité apparente du travail dans le secteur du caoutchouc et des matières plastiques ne dépassait pas, en revanche, 50 100 euros par personne occupée en 2001 et se situait ainsi en deçà de la moyenne manufacturière. En 2000, la productivité du travail était plus faible dans le secteur des matières plastiques que dans celui du caoutchouc.

De même, le ratio de productivité simple du travail ajustée des salaires (la valeur ajoutée exprimée en pourcentage du coût de la main-d'œuvre) était supérieur dans le secteur des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques à celui de l'industrie manufacturière, confirmant ainsi le niveau de productivité particulièrement élevé de l'industrie chimique; en 2001, il a atteint 194,9 %. Pour le caoutchouc et les matières plastiques, ce ratio était de 159,0 %. Pour chacune de ces deux composantes, ce ratio a plus souvent connu, au fil des dix années antérieures à 2001, des augmentations annuelles que des diminutions; tout particulièrement durant la période des cinq dernières années, ce ratio n'a connu qu'une seule baisse, aussi bien pour l'industrie chimique que pour le secteur du caoutchouc et des matières plastiques.

Tableau 6.2

**Industrie chimique; industrie du caoutchouc et des plastiques  
(NACE sous-sections DG et DH)  
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001 (1)
<b>EU-15</b>	29,3	30,4	6,3	6,4	2,6	2,8
<b>B</b>	23,4	24,8	4,2	5,0	2,3	2,4
<b>DK</b>	44,3	45,4	9,2	9,6	:	:
<b>D</b>	30,8	30,6	7,6	8,4	2,3	1,5
<b>EL</b>	29,0	30,3	:	:	9,4	9,2
<b>E</b>	22,9	29,2	1,5	1,1	3,0	3,2
<b>F</b>	35,6	36,0	5,3	5,2	1,1	1,4
<b>IRL</b>	34,6	34,4	:	:	:	:
<b>I</b>	26,6	28,3	2,9	4,7	4,3	7,9
<b>L (2)</b>	:	11,8	:	:	:	:
<b>NL</b>	17,7	19,3	17,2	18,6	:	:
<b>A</b>	32,1	35,3	6,6	9,6	:	:
<b>P</b>	36,7	41,9	:	:	:	:
<b>FIN</b>	33,9	40,7	:	:	:	:
<b>S</b>	36,4	34,7	:	:	:	:
<b>UK</b>	26,5	25,9	7,2	6,1	3,0	2,6

(1) B, 1998.

(2) 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, les exportations de produits chimiques, de caoutchouc et de matières plastiques (divisions 24 et 25 de la CPA) ont atteint 156,4 milliards d'euros et ont représenté 17,2 % de l'ensemble des exportations manufacturières de l'Union européenne vers les pays tiers. Les importations se sont élevées pour leur part à 97,8 milliards d'euros, soit 12,0 % du total.

Au niveau des groupes de la CPA, seules les fibres artificielles ou synthétiques (groupe 24.7 de la CPA) et les produits en caoutchouc (groupe 25.1 de la CPA) ont enregistré un déficit commercial en 2001, les produits pharmaceutiques (groupe 24.4 de la CPA) et les produits chimiques de base (groupe 24.1 de la CPA) affichant de leur côté de larges excédents.

Au cours des dix années antérieures à 2001, trois groupes de pays ont connu de fortes variations de leur balance commerciale (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés): le Danemark et la Suède sont passés d'une situation déficitaire en une situation excédentaire de plus de 1,5 milliard d'euros; l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la France et l'Irlande ont multiplié leur excédent commercial par un facteur de cinq ou plus; l'Espagne et le Portugal ont approximativement doublé leur déficit.

Les principales destinations des exportations communautaires de produits chimiques, de caoutchouc et de matières plastiques (divisions 24 et 25) étaient, en 2001, comme pour l'ensemble des produits manufacturés, les États-Unis, la Suisse et le Japon. On note, parmi les cinq premières destinations, l'absence de la Chine (treizième rang des clients). Parmi les dix destinations les plus importantes, la Turquie (sixième) constituait pour les produits chimiques un débouché plus important que pour l'ensemble des produits manufacturés en général. Rapportée à 2000, la part des exportations communautaires vers la Russie est passée de 2,2 % à 2,8 %. De 1996 à 2001, la part des exportations vers les États-Unis s'est accrue de 8,9 points de pourcentage, passant de 17,0 % à 26,0 %. Pendant la même période, la part de tous les pays asiatiques qui figuraient parmi les vingt premières destinations à l'exportation en 1996 a enregistré une baisse, à l'exception de celle de la Chine.

L'origine des importations communautaires de produits chimiques, de caoutchouc et de matières plastiques était davantage concentrée: les États-Unis et la Suisse en assuraient à eux seuls près de 50 % en 2001. Le Japon (9,0 %) et la Chine (5,8 %) étaient en 2001 les seuls autres fournisseurs de l'Union européenne à plus de 3,0 % de parts de marchés de ces produits.

Tableau 6.3

**Produits chimiques; produits en caoutchouc ou en plastique (CPA sous-sections DG et DH)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	55 362	58 720	69 333	78 294	84 319	91 169	104 499	108 199	119 220	143 919	156 397
Importations extracomm. (millions d'euros)	40 017	41 609	41 793	48 351	55 081	56 848	65 667	71 292	76 048	91 853	97 487
Balance commerciale (millions d'euros)	15 344	17 111	27 540	29 942	29 238	34 320	38 832	36 907	43 172	52 066	58 910
Taux de couverture (%)	138,3	141,1	165,9	161,9	153,1	160,4	159,1	151,8	156,8	156,7	160,4

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 6.4

**Produits chimiques; produits en caoutchouc ou en plastique (CPA sous-sections DG et DH)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Produits chimiques; produits en caoutchouc ou en plastique	55 361,5	100,0	156 397,2	100,0	182,5	-
Produits chimiques de base	19 750,3	35,7	46 470,0	29,7	135,3	-6,0
Produits agrochimiques	1 473,9	2,7	2 692,7	1,7	82,7	-0,9
Peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie	1 748,3	3,2	4 961,0	3,2	183,8	0,0
Produits pharmaceutiques	10 879,1	19,7	48 178,7	30,8	342,9	11,2
Savons, parfums et produits d'entretien	3 907,0	7,1	10 849,6	6,9	177,7	-0,1
Fabrication d'autres produits chimiques	7 171,3	13,0	17 725,0	11,3	147,2	-1,6
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1 026,1	1,9	1 025,7	0,7	0,0	-1,2
Produits en caoutchouc	2 792,0	5,0	6 128,6	3,9	119,5	-1,1
Produits en matières plastiques	5 457,3	9,9	16 306,6	10,4	198,8	0,6

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 6.5

**Produits chimiques; produits en caoutchouc ou en plastique (CPA sous-sections DG et DH)**  
**Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Produits chimiques; produits en caoutchouc ou en plastique	40 017,4	100,0	97 486,9	100,0	143,6	-
Produits chimiques de base	16 982,4	42,4	34 952,2	35,9	105,8	-6,6
Produits agrochimiques	644,4	1,6	809,7	0,8	25,7	-0,8
Peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie	507,8	1,3	1 189,1	1,2	134,2	0,0
Produits pharmaceutiques	6 232,4	15,6	25 615,4	26,3	311,0	10,7
Savons, parfums et produits d'entretien	949,3	2,4	2 905,7	3,0	206,1	0,6
Fabrication d'autres produits chimiques	6 576,2	16,4	11 016,5	11,3	67,5	-5,1
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1 245,5	3,1	2 311,5	2,4	85,6	-0,7
Produits en caoutchouc	2 449,8	6,1	6 651,9	6,8	171,5	0,7
Produits en matières plastiques	4 360,6	10,9	11 366,2	11,7	160,7	0,8

Source: Eurostat, Comext.

## 6.1: PRODUITS CHIMIQUES INDUSTRIELS DE BASE

L'industrie chimique de base (groupe 24.1 de la NACE) regroupe et distingue la fabrication de gaz industriels, la fabrication de colorants et de pigments, la fabrication d'autres produits chimiques de base et d'engrais, et la fabrication de formes primaires de matières plastiques et de caoutchouc synthétique.

Une large part des produits chimiques industriels de base subissent des traitements ultérieurs au sein même du secteur des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques; les matériels de transport, les métaux, la construction et l'agriculture (engrais en particulier) constituent les autres débouchés importants en aval. En septembre 2001, la Commission européenne a proposé de refondre les nombreuses directives communautaires relatives aux engrais dans une proposition de règlement unique ayant pour objet de simplifier les règles de mise en conformité et d'inspection des grands fabricants et importateurs communautaires. Une proposition modifiée <sup>(2)</sup> a été adoptée par la Commission en 2002.

Les produits pétrochimiques issus de la transformation du pétrole et du gaz naturel constituent une part très importante du secteur des produits chimiques industriels de base. Leur fabrication n'est pas identifiée comme une activité distincte par la NACE, mais elle est une composante majeure des produits chimiques organiques de base, des engrais et des formes primaires de plastique et de caoutchouc synthétique qui relèvent tous du présent sous-chapitre. Les activités liées aux produits pétrochimiques de base sont essentiellement le craquage d'oléfines (propylène et éthylène, notamment) et la production de leurs produits intermédiaires dérivés tels que le chlorure de vinyle et le styrène. Elles incluent également la

fabrication d'hydrocarbures aromatiques (toluène et benzène, par exemple) ainsi que celle de méthanol et de gaz de synthèse.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des produits chimiques industriels de base de l'Union européenne a généré en 2000 une valeur ajoutée d'un montant de 58,5 milliards d'euros, soit 39,2 % du total de l'industrie chimique et 4,5 % de l'industrie manufacturière. En 2000, le secteur occupait 532 900 personnes, soit 2,3 % de l'ensemble de l'emploi dans l'industrie manufacturière. Le tableau 6.7 donne les chiffres de la production de quelques produits chimiques industriels de base dans l'Union européenne.

L'activité de ce secteur a cru pendant la plus grande partie des années 1990: à prix constants, la valeur ajoutée a augmenté de 29,9 % entre 1990 et 1999. À prix courants, la valeur ajoutée a également progressé de 11,5 % en 2000. À l'inverse, l'emploi dans le secteur des produits chimiques industriels de base a diminué dans l'Union européenne tout au long des années 1990, avec des réductions particulièrement marquées en 1993 et 1994. Plus récemment, la baisse de l'emploi s'est ralentie, mais en 2000 elle était de 3,2 %, soit 17 600 personnes occupées.

L'Allemagne occupait la première place des producteurs communautaires en 2000, avec une part représentant 32,6 % de la production sectorielle, soit un demi point de pourcentage de plus qu'en 1999, elle-même première année d'augmentation depuis le milieu des années 1990. En 1999, la contribution de ce secteur à l'ensemble des activités manufacturières variait de 1,7 % au Portugal à 8,6 % et 8,8 % en Belgique et aux Pays-Bas, l'Irlande (24,9 %, 1999) se situant toutefois largement au-dessus

de cette fourchette. La part du secteur dans l'emploi manufacturier était de 4,0 % en Belgique et de 3,9 % aux Pays-Bas, mais seulement de 2,8 % en Irlande.

Au cours des années 1990, plusieurs États membres ont enregistré de très fortes baisses de l'emploi dans ce secteur. En termes relatifs, les États membres <sup>(3)</sup> qui en enregistré les baisses les plus fortes entre 1990 et 2000 étaient l'Autriche (- 56,4 %, 1991 à 2000), la Grèce (- 45,6 %, 1990 à 1999), l'Allemagne (- 38,9 %) et les Pays-Bas (- 38,8 %). L'emploi n'a d'ailleurs progressé qu'au Danemark, en Suède, au Portugal et en Irlande. En termes absolus, le recul net de l'emploi en Allemagne dans ce secteur (132 800 personnes occupées) était supérieur à la baisse cumulée des huit autres États membres déficitaires. En Allemagne, la baisse nette de l'emploi entre 1990 et 2000 dans ce secteur représentait plus des trois-quarts de celle, enregistrée dans le secteur des produits chimiques dans leur ensemble.

La concentration de la fabrication de produits chimiques industriels de base dans les grandes entreprises (occupant 250 personnes et plus) était plus marquée que pour l'ensemble de l'industrie chimique. En 2000 <sup>(4)</sup>, les grandes entreprises assuraient 80,0 % de la valeur ajoutée dans ce secteur contre 5,2 % pour les entreprises de moins de 50 personnes.

<sup>(3)</sup> B et L, absence de séries chronologiques longues.

<sup>(4)</sup> IRL et P, 1999; A, 1998, DK, EL et L, non disponibles ou incomplets.

<sup>(2)</sup> COM(2002) 318 final.

Tableau 6.6

### Industrie chimique de base (NACE groupe 24.1) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	133 721	127 096	120 983	134 516	156 983	:	172 399	169 756	171 655	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	730	699	651	613	588	:	564	555	551	533	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	40 250	39 136	37 699	43 960	53 015	:	53 120	53 653	52 438	58 462	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	28 102	28 310	27 907	27 334	27 843	:	28 052	27 679	28 359	29 006	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	55,2	56,0	57,9	71,7	90,2	:	94,3	96,7	95,3	109,7	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	143,2	138,2	135,1	160,8	190,4	:	189,4	193,8	184,9	201,5	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.7

## Production des certains produits chimiques de base (CPA groupe 24.1) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Oxygène	24.11.11.70	2000	1 605,3
Colorants dispersés et préparations à base de ces colorants, dont colorants acides, mordants, basiques et directs; autres matières colorantes organiques synthétiques; produits organiques synthétiques utilisés comme agents d'avivage; produits organiques synthétiques utilisés comme agents d'avivage fluorescents; laques colorantes	24.12.21.10 à 24.12.21.70	2000 (1)	4 380,8
Pigments et préparations à base de dioxyde de titane	24.12.24.15 et 24.12.24.19	2000	1 934,3
Hydroxyde de sodium (soude caustique liquide ou en solution aqueuse)	24.13.15.25 à 24.13.15.27	2000	1 208,8
O-Xylène, P-Xylène, M-Xylène et isomères du xylène en mélange	24.14.12.43 à 24.14.12.47	2000	1 877,5
Styrène	24.14.12.50	2000	2 347,2
Isocyanates	24.14.44.50	2000	1 392,2
Composés hétérocycliques à cycle pyridine, (iso)quinoléine, autres lactames et composés, à hétéroatome(s) d'azote	24.14.52.50	1998	4 385,5
Acides nucléiques, composés hétérocycliques, à cycle thiazole, benzothiazole et autres (sauf à cycle phénothiazine)	24.14.52.90	1999	3 338,2
Engrais contenant de l'azote, du phosphore et du potassium	24.15.80.23 et 24.15.80.25	1999	2 299,3
Polyéthylène sous formes primaires	24.16.10.35 à 24.16.10.50	2000	9 179,4
Polystyrène sous formes primaires	24.16.20.35 et 24.16.20.39	2000	3 439,8
Acrylonitrile-butadiène-styrène (ABS) copolymères, en forme primaire	24.16.20.70	2000	1 399,2
Polychlorure de vinyle, sans mélange, sous formes primaires	24.16.30.10	2000	3 612,3
Autre polychlorure de vinyle, plastifié, sous formes primaires	24.16.30.25	2000	1 198,8
Polycarbonates, sous formes primaires	24.16.40.40	2000	2 100,2
Polyesters sous formes primaires (autres que polyacétals, polyéthers, résines époxydes, polycarbonates, résines alkydes, polyéthylène téréphthalate, autres polyesters insaturés)	24.16.40.90	2000	1 897,8
Polypropylène, sous formes primaires	24.16.51.30	2000	6 750,8
Polyuréthanes, sous formes primaires	24.16.56.70	2000	4 819,9
Silicones, sous formes primaires	24.16.57.00	2000	2 278,0
Nitrates de cellulose, éthers de cellulose et cellulose et ses dérivés, sous formes primaires (hors acétates de cellulose)	24.16.58.40 et 24.16.58.50	2000	1 253,6
Caoutchoucs synthétiques	24.17.10.50 et 24.17.10.90	1997	707,3

(1) 1998 ou 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Les prix à la production des produits chimiques industriels de base ont connu de fortes variations au sein de l'Union européenne au cours de la seconde moitié des années 1990: ils ont baissé de façon importante en 1996, 1998 et 1999, mais ont progressé de 15,4 % en 2000, augmentation de loin plus importante que celle observée dans les autres groupes de produits du secteur. En 2001, ces prix ont peu évolué et n'ont augmenté que de 0,9 %. De fait, si les prix à la production des autres produits chimiques inorganiques de base, des engrais et des composés azotés (classes 24.13 et 24.15 de la NACE) ont augmenté de 9,3 %, ceux des colorants et des pigments, des autres produits chimiques organiques de base et des formes primaires des matières plastiques (classes 24.12, 24.14 et 24.16 de la NACE) ont baissé de 1 à 2 %.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur des produits chimiques industriels de base de l'Union européenne affichait en 2000 une productivité apparente du travail élevée, à savoir 109 700 euros par personne occupée, en augmentation de 14 400 euros par rapport à 1999. Cet avantage comparatif reste significatif au travers d'une mesure de la productivité du travail ajustée par les salaires, la valeur ajoutée communautaire dans le secteur des produits chimiques industriels de base représentant 201,5 % du coût de la main-d'œuvre en 2000 alors que la moyenne manufacturière s'établissait à 156,8 %.

Tableau 6.8

## Industrie chimique de base (NACE groupe 24.1)

## Taux de spécialisation en valeur ajoutée par rapport au total de l'industrie manufacturière (%)

	1990	1995	1999 (1)
<b>EU-15</b>	100,0	100,0	100,0
<b>B</b>	:	152,8	190,7
<b>DK</b>	35,3	28,0	19,2
<b>D</b>	130,8	114,0	109,5
<b>EL</b>	81,3	63,0	54,0
<b>E</b>	66,4	73,0	73,3
<b>F</b>	86,9	89,1	88,2
<b>IRL</b>	233,8	254,1	572,3
<b>I</b>	68,9	73,2	57,9
<b>L</b>	:	:	45,7
<b>NL</b>	249,9	230,4	185,4
<b>A</b>	:	36,7	56,7
<b>P</b>	:	:	40,7
<b>FIN</b>	77,7	77,3	84,7
<b>S</b>	56,6	62,4	61,1
<b>UK</b>	80,7	89,4	:

(1) L et NL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



Tableau 6.9

**Produits chimiques de base (CPA groupe 24.1)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	19 750	19 848	23 920	26 800	29 200	30 265	32 386	30 600	35 481	45 632	46 470
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	16 982	17 000	16 431	19 777	23 847	22 836	26 892	28 187	28 195	35 119	34 952
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	2 768	2 848	7 489	7 022	5 353	7 429	5 494	2 413	7 286	10 513	11 518
<b>Taux de couverture (%)</b>	116,3	116,8	145,6	135,5	122,4	132,5	120,4	108,6	125,8	129,9	133,0

Source: Eurostat, Comext.

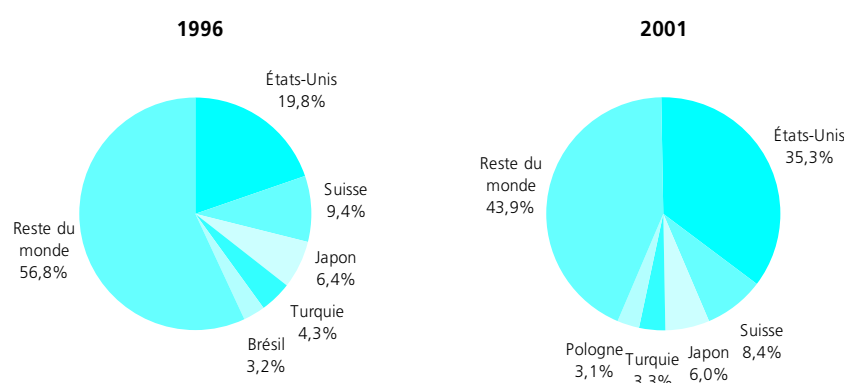
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'Union européenne a enregistré en 2001 un excédent record de sa balance commerciale dans le secteur des produits chimiques industriels de base (groupe 24.1 de la CPA) avec 11,5 milliards d'euros. Après deux années de croissance supérieures à 10 %, les exportations vers les pays tiers ont augmenté de 1,8 % seulement en 2001, pour atteindre à 46,5 milliards d'euros. La valeur des importations en provenance de pays tiers a reculé de 0,5 % en 2001 tombant à 35,0 milliards d'euros, première baisse depuis 1996.

En 2001, l'Irlande, les Pays-Bas, la Belgique et le Royaume-Uni étaient les seuls pays à afficher une balance commerciale excédentaire (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) dans le secteur des produits chimiques industriels de base, alors que l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne et la France ont tous accusé des déficits supérieurs à 2 milliards d'euros. Le déficit commercial de l'Allemagne s'est dégradé par rapport à ce qu'il était en 2000, passant de 1,4 milliard d'euros à 4,7 milliards d'euros; dans le même temps, plusieurs autres États membres enregistraient eux aussi un accroissement de leur déficit, dans des proportions moindres toutefois. Parmi les États membres ayant déjà fait état d'un excédent en 2000, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont, tous deux, accru leur excédent en 2001, alors que la Belgique et l'Irlande affichaient des baisses; dans le cas de l'Irlande, il s'agissait d'une inversion de tendance après 10 années de croissance des excédents.

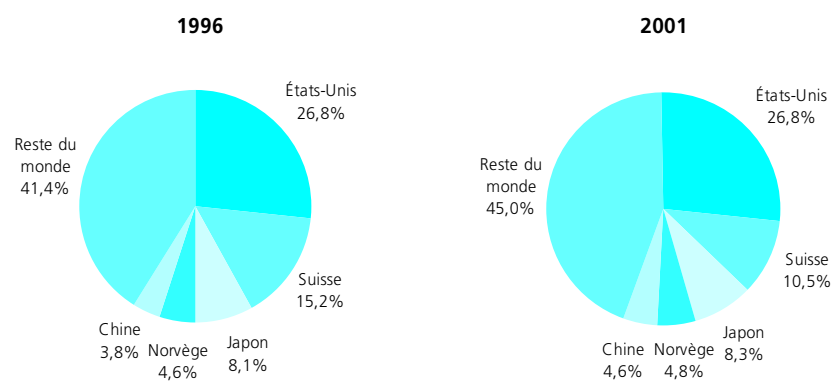
En 2001, plus d'un tiers (35,3 %) des exportations communautaires de produits chimiques industriels de base étaient destinées aux États-Unis, soit 0,4 point de pourcentage de plus qu'en 2000 et 15,5 points de pourcentage de plus qu'en 1996. De même, les importations communautaires de produits chimiques industriels de base dépendaient pour

Graphique 6.4

**Produits chimiques de base (CPA groupe 24.1)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 6.5

**Produits chimiques de base (CPA groupe 24.1)**  
**Origine des importations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

beaucoup des États-Unis, un peu plus du quart (26,8 %) de toutes les importations de ces produits provenant de ce pays. La part de Singapour, de la Chine et de la Hongrie dans les importations communautaires a enregistré une augmentation de plus d'un demi-point de pourcentage entre 2000 et 2001.

## 6.2: PRODUITS AGROCHIMIQUES

Le groupe 24.2 de la NACE comprend les régulateurs de croissance pour plantes, les désinfectants et les produits pour la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies tels que les insecticides, fongicides, herbicides et rodenticides. Ce groupe de la NACE n'inclut pas la fabrication d'engrais et de produits azotés - voir le sous-chapitre 6.1.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de la fabrication de produits agrochimiques (groupe 24.2) a généré une valeur ajoutée de 2,7 milliards d'euros en 2000. Il s'agit du plus petit des groupes de la NACE relevant de l'industrie chimique (1,8 % de la valeur ajoutée réalisée dans cette industrie en 2000). La part de la valeur ajoutée du secteur des produits agrochimiques dans l'industrie chimique nationale n'a été supérieure à 2,5 % qu'au Danemark (4,2 %), au Royaume-Uni (3,5 %), en Grèce et en France (les deux 2,9 %) <sup>(5)</sup>. En 2000, la France et le Royaume-Uni ont assuré, à eux seuls, 57,1 % de la valeur ajoutée de l'Union européenne dans ce secteur, pourcentage en baisse en raison d'un repli du secteur au Royaume-Uni. Le tableau 6.11 donne les chiffres de la production communautaire de quelques pesticides et produits agrochimiques.

<sup>(5)</sup> EL et IRL, 1999; B, NL, A, FIN et S, non disponibles.

L'emploi dans le secteur des produits agrochimiques de l'Union européenne a atteint 25 100 unités en 2000, soit une baisse nette de 7,4 % par rapport à 1999, après deux années d'augmentation. Cette baisse est principalement due à la situation de l'emploi en Espagne, pays où l'emploi est tombé de 4 200 personnes occupées par le secteur en 1999 à 2 200 en 2000, retrouvant peu ou prou le niveau de 1998 (2 300 personnes occupées).

Contrairement à d'autres secteurs de l'industrie chimique, les prix à la production du secteur agrochimique européen ont été assez stables pendant la seconde moitié des années 1990 (jusqu'en 2001), variant rarement de plus de 1 ou 2 % par an. Entre 1997 et 2001, ils ont baissé globalement de 5,2 %. En 2001, comme en 2000, il s'agit du seul secteur dans lequel les prix à la production ont diminué.

Tableau 6.10

Fabrication de produits agrochimiques (NACE groupe 24.2)  
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	:	:	5 609	6 662	:	:	8 377	9 829	8 952	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	:	29	28	:	:	26	27	27	25	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	:	2 029	2 118	:	:	2 546	2 382	2 584	2 676	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	:	:	1 015	1 040	:	:	1 255	1 345	1 456	1 466	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	:	70,7	74,9	:	:	96,6	89,0	95,3	106,6	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	:	:	199,9	203,7	:	:	202,9	177,1	177,5	182,5	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.11

## Production de certains pesticides et autres produits agro-chimiques (CPA groupe 24.2) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Insecticides à base d'hydrocarbures chlorés, de carbamates, de produits organo-phosphorés ou de pyréthroides, en conditionnement destiné à la vente de détail	24.20.11.30 à 24.20.11.60	2000 (1)	1 129,0
Herbicides en conditionnement destiné à la vente de détail ou en préparation, à l'exclusion des herbicides à base de triazines	24.20.12.20 à 24.20.12.90, hors 24.20.12.30	2000 (1)	2 951,5
Inhibiteurs de germination en conditionnement destiné à la vente de détail ou en préparation	24.20.13.50	2000	30,0
Régulateurs de croissance pour plantes en conditionnement destiné à la vente de détail ou en préparation	24.20.13.70	2000	129,9
Désinfectants en conditionnement destiné à la vente de détail ou en préparation	24.20.14.30 à 24.20.14.90	2000 (1)	528,4
Fongicides inorganiques, bactéricides et traitements de semences, en conditionnement destiné à la vente de détail ou en préparation	24.20.15.52	2000	240,7
Autres fongicides, bactéricides et traitements de semences, en conditionnement destiné à la vente de détail ou en préparation, à l'exclusion de ceux à base de diazines ou morpholines	24.20.15.53 à 24.20.15.59, hors 24.20.15.57	2000 (1)	1 653,3

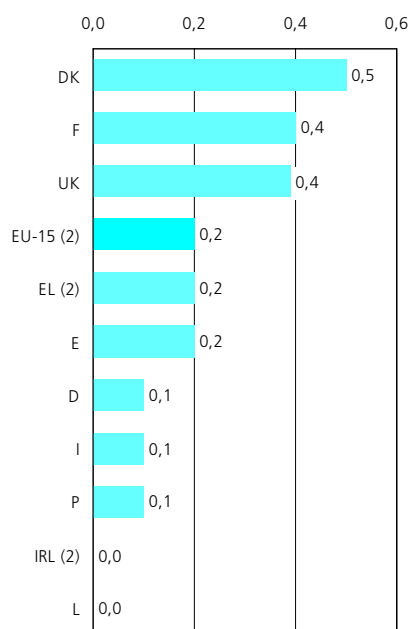
(1) 1998 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).



Graphique 6.6

**Fabrication de produits agrochimiques (NACE groupe 24.2)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) B, NL, A, FIN et S, non disponibles.  
 (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

En 2000, la valeur ajoutée par personne occupée était plus élevée dans le secteur des produits agrochimiques (106 600 euros) que dans l'ensemble de l'industrie chimique. Cependant, dans ce secteur, la valeur ajoutée représentait, en 2000, 182,5 % du coût de la main-d'œuvre, soit un peu moins que l'ensemble de l'industrie chimique, le poids des dépenses unitaires de personnel dans ce secteur apparaissant relativement élevé.

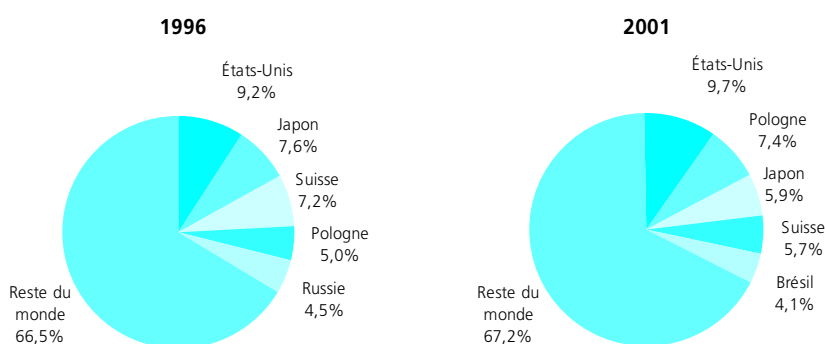
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Bien que modeste en termes absolus, l'excédent (1,9 milliard d'euros) de la balance commerciale de l'Union européenne dans le secteur des produits agrochimiques (groupe 24.2 de la CPA) s'est accompagné d'un taux de couverture élevé (332,5 %) comparé à la moyenne générale de l'industrie chimique (168,6 %). La hausse de l'excédent commercial de 7,8 % observée en 2001 a permis à celui-ci de retrouver un niveau proche de son record de 1998 (même montant de 1,9 milliard d'euros).

Les exportations communautaires de produits agrochimiques ont été très diversifiées, le plus grand marché, celui des États-Unis, ne représentant que 9,7 % de l'ensemble. En 2001, les importations de l'Union européenne ont été, en revanche, beaucoup plus concentrées provenant pour plus des trois-quarts de Suisse (44,4 %), des États-Unis (24,2 %) et d'Israël (8,5 %), ce taux étant d'ailleurs le même qu'en 2000.

Graphique 6.7

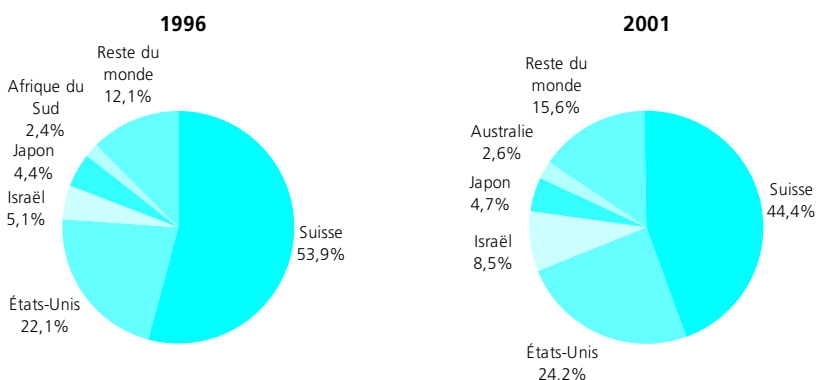
**Produits agrochimiques (CPA groupe 24.2)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 6.8

**Produits agrochimiques (CPA groupe 24.2)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

### 6.3: PEINTURES, VERNIS ET ENCRE D'IMPRIMERIE

Ce sous-chapitre concerne la fabrication de peintures, de vernis, d'émaux, de laques, de solvants, de diluants organiques et de décapants pour vernis, ainsi que d'encre d'imprimerie (groupe 24.3 de la NACE). Dans le reste du sous-chapitre, on parlera de la fabrication de peintures, vernis et encres d'imprimerie pour désigner cette activité.

Les principales activités approvisionnées en aval par ce secteur sont la fabrication de matériel de transport, l'imprimerie et la construction. À la demande de ces secteurs, vient s'ajouter celle des particuliers pour la décoration de leur intérieur. Les produits à base de solvant (par opposition aux produits à base aqueuse) présentent des avantages pour les applications effectuées dans des conditions difficiles, mais également l'inconvénient de dégager des émissions de composés organiques volatils (COV). En décembre 2002, la Commission a adopté une proposition <sup>(6)</sup> qui vise à réduire les teneurs en COV des peintures et vernis décoratifs et prévoit l'entrée en vigueur de plafonds communautaires dans ce domaine en deux étapes avant 2010.

<sup>(6)</sup> COM(2002) 750 final.

#### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des peintures, vernis et encres d'imprimerie (groupe 24.3 de la NACE) a généré une valeur ajoutée de 8,9 milliards d'euros en 2000 <sup>(7)</sup>, soit 6,2 % du total réalisé par l'ensemble de l'industrie chimique. Cette contribution s'est établie entre 3 % et 10 % dans la plupart des États membres, seuls le Portugal (15,3 %) et l'Irlande (0,3 % en 1999) se situant en dehors de cette fourchette. Le secteur occupait 149 100 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(8)</sup>, soit 9,2 % de l'emploi de l'ensemble de l'industrie chimique et 6,0 % de l'emploi de l'industrie manufacturière en général. Le niveau de l'emploi sectoriel a fortement diminué en Allemagne en 1995 et a continué de reculer chaque année jusqu'en 1999, mais en 2000, une augmentation de 2,0 % a pu être enregistrée. Avec 46 100 personnes occupées en 2000, l'emploi sectoriel en Allemagne représentait encore près du double de l'emploi du deuxième État membre le plus important.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

<sup>(8)</sup> EL, IRL et S, 1999.

Le tableau 6.12 donne les chiffres de la production communautaire pour la fabrication de quelques produits appartenant au secteur des peintures, vernis, produits similaires, encres d'imprimerie et mastics.

Les prix à la production dans le secteur des peintures, vernis et encres d'imprimerie ont augmenté chaque année tout au long des années 1990 (jusqu'en 2001), mais le rythme de cette progression s'est quelque peu ralenti pendant la seconde moitié de la décennie. Néanmoins, l'augmentation de 1,5 % enregistrée en 2001 était supérieure à la moyenne enregistrée au niveau de l'industrie chimique.

Tableau 6.12

Production d'une sélection de peintures, vernis, adjuvants, encres et mastics (CPA groupe 24.3) dans l'UE

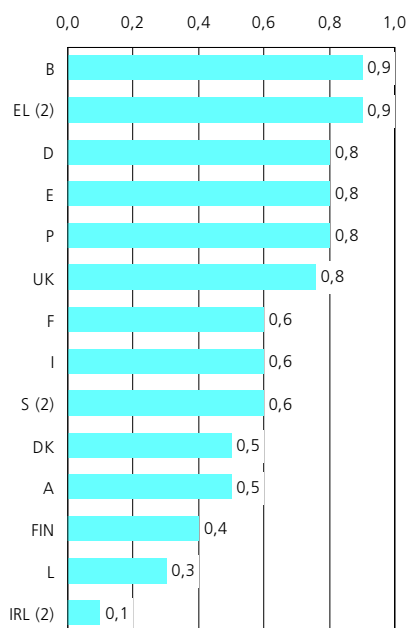
	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
<b>Peintures et vernis à base de polyesters dispersés/dissous en milieu non aqueux, y compris les émaux laques</b>	24.30.12.25 et 24.30.12.29	2000	2 775,3
<b>Compositions vitrifiables, engobes et préparations similaires</b>	24.30.21.50	2000	841,3
<b>Lustres liquides et préparations similaires, frites et autres verres</b>	24.30.21.70	2000	576,3
<b>Peintures et vernis, pigments à l'eau pour finissage des cuirs</b>	24.30.22.13 et 24.30.22.15	2000 (1)	579,7
<b>Enduits non réfractaires des types utilisés en maçonnerie</b>	24.30.22.60	1999	932,9
<b>Couleurs en assortiments pour la peinture artistique, l'enseignement, l'amusement</b>	24.30.23.50	1999	132,5
<b>Encres noires d'imprimerie</b>	24.30.24.50	1997	675,8
<b>Encres d'imprimerie (autres que noires)</b>	24.30.24.70	2000	3 577,5

(1) 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Graphique 6.9

**Fabrication de peintures et vernis (NACE groupe 24.3)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



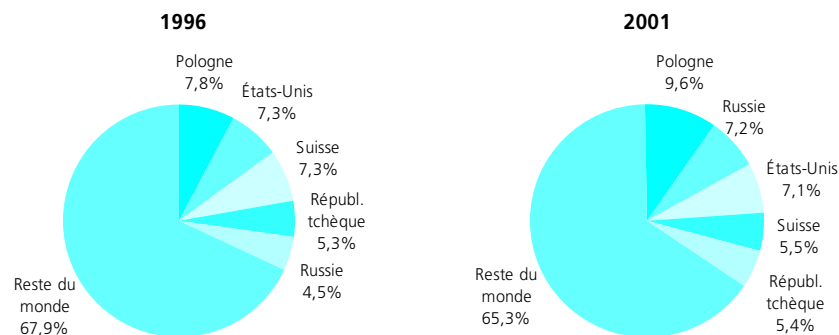
(1) EU-15 et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 6.10

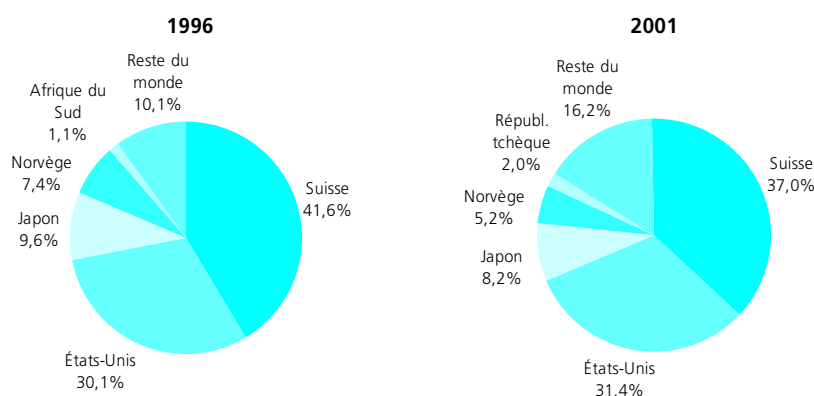
**Peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie (CPA groupe 24.3)**  
Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 6.11

**Peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie (CPA groupe 24.3)**  
Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000, tous les États membres ont signalé dans ce secteur une productivité apparente du travail<sup>(9)</sup> et des dépenses moyennes de personnel par salarié<sup>(10)</sup> inférieures à la moyenne de l'industrie chimique.

<sup>(9)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

<sup>(10)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

Le commerce extérieur des peintures, vernis et encres d'imprimerie de l'Union européenne (groupe 24.3 de la CPA) a enregistré en 2001 un taux de couverture particulièrement élevé (417,2 %). L'excédent de la balance commerciale avec les pays tiers a atteint 3,8 milliards d'euros grâce à 5,0 milliards d'exportations.

Ce groupe est le seul groupe de la CPA relevant de l'industrie chimique pour lequel les États-Unis n'étaient pas la première destination des exportations de l'Union européenne, la Pologne en absorbant 9,6 % en 2001, la Russie 7,2 % et les États-Unis 7,1 %. Comme pour les produits agrochimiques, les exportations communautaires de ces produits ont été bien réparties, puisque les dix premières destinations représentaient moins de 50 % de l'ensemble. Les importations communautaires étaient, en revanche, extrêmement concentrées. La Suisse (37,0 %) et les États-Unis (31,4 %) ont été les sources principales des importations communautaires; en 2001, ces deux pays ont, avec le Japon et la Norvège, représenté plus de 80 % de l'ensemble des importations.

## 6.4: INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La NACE répartit l'industrie pharmaceutique en deux classes distinctes: la première couvre la fabrication de produits pharmaceutiques de base (classe 24.41 de la NACE) et la seconde la fabrication de préparations pharmaceutiques (classe 24.42 de la NACE) telles que les médicaments, les vaccins, les préparations homéopathiques, les contraceptifs à base de préparations chimiques et à base d'hormones, les produits d'obturation dentaire et les bandes et pansements à usage médical. Ce secteur englobe à la fois les produits pharmaceutiques délivrés sur prescription et ceux qui sont en vente libre (automédication), y compris les préparations homéopathiques, utilisés en médecine humaine et vétérinaire.

Les produits relevant de l'automédication (médicaments en vente libre, y compris les médicaments d'herboristerie et les suppléments vitaminiques et minéraux) constituent un segment de marché dont la valeur a progressé pendant de nombreuses années. D'après l'AESGP <sup>(11)</sup> le marché communautaire de l'automédication <sup>(12)</sup> a, en 2001 et pour la troisième année consécutive, progressé de 5,5 % à prix courants.

<sup>(11)</sup> L'Association européenne des producteurs de spécialités pharmaceutiques grand public, AESGP, représente les fabricants de médicaments en vente libre et de compléments alimentaires au niveau européen.

<sup>(12)</sup> Mesuré par les ventes de médicaments achetés sans prescription médicale et exprimées en prix public (TVA comprise); EU-15 à l'exclusion de L.

La Commission européenne a présenté en 2001 trois propositions législatives dans le cadre de son réexamen de la réglementation pharmaceutique communautaire. Elles portaient sur l'autorisation et la surveillance des médicaments ainsi que sur deux directives visant à modifier les codes communautaires couvrant séparément les médicaments relevant de la médecine humaine et de la médecine vétérinaire. Ces propositions ont pour double objectif de garantir un niveau élevé de protection de la santé et de parachever le marché intérieur des produits pharmaceutiques en stimulant la compétitivité du secteur pharmaceutique de l'Union européenne, dans un contexte d'avancées scientifiques rapides. En décembre 2002, la Commission a adopté une proposition révisée <sup>(13)</sup> du règlement instituant une Agence européenne pour l'évaluation des médicaments.

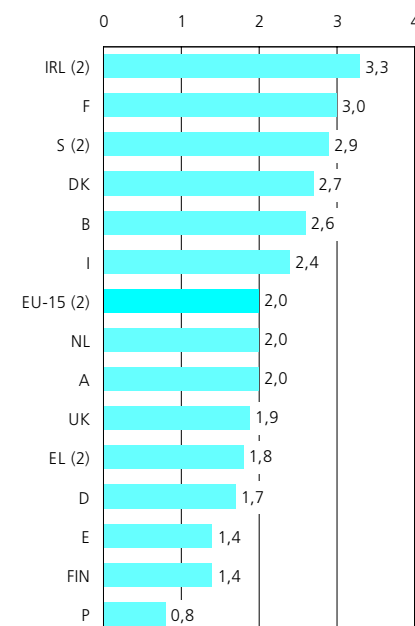
## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de l'industrie pharmaceutique (groupe 24.4) a généré en 2000 une valeur ajoutée de 48,6 milliards d'euros, soit 3,8 % du total réalisé par l'industrie manufacturière. C'est le deuxième secteur le plus important (au niveau des groupes de la NACE) au sein de l'industrie chimique européenne, après celui de l'industrie chimique de base (groupe 24.1). Sa contribution à la valeur ajoutée de l'industrie chimique est passée de 26,8 % en 1995 à 32,6 % en 2000, soit un point de pourcentage de plus qu'en 1999. Bien que l'on ne dispose pas de séries chronologiques complètes, la valeur ajoutée à prix constants du secteur de l'industrie pharmaceutique de l'Union européenne semble avoir progressé tout au long des années 1990 (et jusqu'en 2000, du moins à prix courants).

<sup>(13)</sup> COM(2002) 735 final.

Graphique 6.12

**Industrie pharmaceutique (NACE groupe 24.4)**  
Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) L, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.13

**Industrie pharmaceutique (NACE groupe 24.4)**  
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	68 329	74 357	75 451	78 813	86 287	:	:	105 270	117 022	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	457	466	456	443	455	:	460	469	470	477	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	27 107	29 394	30 487	32 207	33 997	:	37 688	37 975	43 782	48 629	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	16 832	18 137	18 215	18 200	19 374	:	21 015	22 223	23 129	25 174	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	59,4	63,1	66,9	72,7	74,8	:	82,0	81,0	93,2	101,9	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	161,0	162,1	167,4	177,0	175,5	:	179,3	170,9	189,3	193,2	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.14

## Production d'une sélection de produits pharmaceutiques (CPA groupe 24.4) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Amides acycliques, leurs dérivés et sels (carbamates incl.)	24.41.20.60	2000	468,1
Amides cycliques, autres que les uréiques et dérivés et sels (carbamates incl.)	24.41.20.70	2000	1 010,6
Autres composés hétérocycliques à cycle pyrimidine ou pipérazine	24.41.31.59	1999	1 424,1
Sulfonamides	24.41.32.00	2000	579,9
Pénicillines et dérivés à structure d'acide pénicillanique; sels de ces produits	24.41.54.30	2000	624,2
Tétracyclines, chloramphénicol, érythromycine et leurs dérivés; sels de ces produits	24.41.54.50 à 24.41.54.70	2000 (1)	409,2
Autres antibiotiques, hors streptomycines et leurs dérivés et sels de ces produits	24.41.54.90	2000	1 126,4
Substances à usage thérapeutique ou prophylactique (autres que glandes, organes et sang)	24.41.60.30	2000	794,8
Sangs et constituants; toxines, cultures de micro-organismes	24.41.60.50	1999	435,4
Médicaments avec pénicillines ou streptomycines ou dérivés n.c.v.d.	24.42.11.30	2000	284,3
Médicaments contenant d'autres antibiotiques n.c.v.d.	24.42.11.50	2000	603,4
Médicaments avec pénicillines, streptomycines ou dérivés, en doses ou c.v.d.	24.42.11.60	1998	902,0
Médicaments avec d'autres antibiotiques en doses ou c.v.d.	24.42.11.80	1999	6 049,4
Médicaments sans antibiotiques ni insuline avec hormones ou produits du SH 2937 n.c.v.d.	24.42.12.50	2000	782,7
Médicaments avec de l'insuline en doses ou c.v.d.	24.42.12.60	2000	1 647,2
Médicaments avec des corticosurrénales en doses ou c.v.d.	24.42.12.70	1999	1 212,7
Médicaments avec hormones autres que insuline ou corticosurrénales en doses ou c.v.d.	24.42.12.80	2000	3 995,3
Médicaments avec uniquement des alcaloïdes en doses ou c.v.d.	24.42.13.40	2000	1 858,8
Médicaments avec des vitamines ou produits du SH 2936 en doses ou c.v.d.	24.42.13.60	2000	2 427,4
Sérums spécifiques d'animaux ou de personnes immunisés et autres constituants du sang	24.42.21.20	1998	1 123,8
Vaccins pour la médecine humaine	24.42.21.40	2000	2 363,6
Préparations chimiques contraceptives à base d'hormones ou de spermicides	24.42.22.00	2000	887,6
Réactifs destinés à la détermination des groupes ou facteurs sanguins	24.42.23.20	2000	399,5
Préparations opacifiantes pour radiographies et réactifs de diagnostic 'in vivo'	24.42.23.40	2000	1 638,2
Ciments et produits d'obturation dentaire; ciments de réfection osseuse	24.42.23.60	1999	197,5
Pansements adhésifs et autres articles analogues, imprégnés ou c.v.d.	24.42.24.10	2000	787,6
Pansements imprégnés ou c.v.d. non adhésifs	24.42.24.30	2000	930,9
Catgut, ligatures hémostatiques résorbables stériles pour la médecine	24.42.24.50	2000	413,8

(1) 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Le tableau 6.14 donne les chiffres de la production communautaire de quelques produits pharmaceutiques, de produits chimiques à usage médical et de produits botaniques.

Le sous-secteur de l'industrie pharmaceutique de l'Union européenne a occupé 477 200 personnes en 2000, soit 7 400 de plus qu'en 1999 et 34 100 de plus qu'en 1994 (le minimum le plus récent atteint). L'emploi du secteur pharmaceutique représentaient 2,0 % seulement du total manufacturier, et cette proportion était sensiblement inférieure à la part du secteur pharmaceutique dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie manufacturière. Tout au long des années 1990, la part du secteur dans l'emploi de l'industrie chimique a progressé chaque année, passant de 23,1 % en 1990 à 29,1 % en 2001.

En 2000, la France (20,1 %) et l'Allemagne (18,1 %) ont représenté chacune un cinquième environ de l'industrie pharmaceutique communautaire. En termes de contribution à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Belgique et la France sont apparues nettement plus spécialisés dans cette industrie que l'ensemble de l'Union européenne. En Irlande, ce secteur représentait 9,4 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière en 1999, en progression sensible par rapport à 1998 (6,7 %) et au début de la décennie (3,3 %). De même, la part du secteur dans la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a plus que doublé en Suède entre 1990 et 1999, passant de 2,5 % à 5,9 %. Selon ces mêmes critères, les États membres de l'Union européenne les moins spécialisés dans ce secteur étaient la Finlande (1,2 %) et la Grèce (1,7 %) <sup>(14)</sup>.

La place des grandes entreprises est sensiblement plus importante dans l'industrie pharmaceutique que dans la plupart des autres groupes manufacturiers de la NACE. En 2000<sup>(15)</sup>, les grandes entreprises de l'Union européenne (occupant 250 personnes et plus) ont généré plus des quatre-cinquièmes de la valeur ajoutée du secteur, contre 4 % pour les entreprises occupant moins de 50 personnes.

<sup>(14)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.

<sup>(15)</sup> B, DK et E, 1999; A et IRL, 1998; EL, L, NL, FIN et S, non disponibles ou incomplètes.

Au sein de l'Union européenne, les prix à la production des produits pharmaceutiques ont augmenté chaque année de 1995 à 2001, à un taux moyen de 1,3 % par an; c'est le taux le plus élevé observé dans les secteurs de l'industrie chimique.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans l'industrie pharmaceutique communautaire s'est élevée à 101 900 euros par personne occupée en 2000, plus que la moyenne de l'industrie chimique mais moins que le niveau enregistré dans d'autres secteurs de l'industrie chimique, tels l'industrie chimique de base et la fabrication de produits agrochimiques (groupes 24.1 et 24.2 de la NACE). La productivité apparente du travail dans l'industrie pharmaceutique a été supérieure à la moyenne de l'industrie chimique dans la plupart des États membres en 2000, mais en Allemagne, elle a été inférieure de 1 700 euros par personne; en Grèce (1999), en Irlande (1999) et en Finlande, la différence a été encore plus marquée.

**Tableau 6.15**  
**Industrie pharmaceutique**  
**(NACE groupe 24.4)**  
**Taux de spécialisation en valeur ajoutée**  
**par rapport au total de l'industrie**  
**manufacturière (%)**

	1990	1995	1999 (1)
<b>EU-15</b>	100,0	100,0	100,0
<b>B</b>	:	125,9	161,7
<b>DK</b>	203,3	190,6	217,4
<b>D</b>	68,9	66,6	64,4
<b>EL</b>	98,6	83,2	46,5
<b>E</b>	96,5	96,9	75,0
<b>F</b>	141,1	145,8	136,4
<b>IRL</b>	128,8	198,9	258,9
<b>I</b>	138,1	106,3	117,9
<b>L</b>	:	:	:
<b>NL</b>	59,3	87,8	74,3
<b>A</b>	:	69,8	65,1
<b>P</b>	:	:	54,6
<b>FIN</b>	43,5	45,8	38,9
<b>S</b>	99,1	138,5	163,1
<b>UK</b>	109,1	112,6	:

(1) NL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Les exportations communautaires de produits pharmaceutiques (groupe 24.4 de la CPA) ont été évaluées à 48,2 milliards d'euros en 2001. Il est ainsi devenu, au sein de l'industrie chimique, le premier segment exportateur (au niveau des groupes de la CPA), devant les produits chimiques industriels de base (groupe 24.1 de la CPA) dont la contribution aux exportations avait été plus importante tout au long des années 1990. L'excédent commercial réalisé par les produits pharmaceutiques au niveau de l'Union européenne a augmenté pratiquement tous les ans au fil des années 1990: passant de 4,1 milliards d'euros en 1990 à 22,6 milliards d'euros en 2001; il a été le plus élevé de tous les groupes chimiques de la CPA, comme tout au long de la décennie, sauf en 1993. Si l'on considère les chiffres du commerce extérieur intra et extra-communautaire cumulés, l'Allemagne, la

France, le Royaume-Uni, la Belgique et l'Irlande ont tous représenté 10 % ou davantage du total des exportations réalisé par les quinze États membres en 2001. Le Danemark et la Suède ont été les États membres les plus spécialisés dans le secteur pharmaceutique dont les produits assuraient respectivement 58,3 % et 52,7 % de l'ensemble des exportations de produits chimiques, alors que leur part était inférieure à 40 % dans tous les autres États membres. Le Danemark, mais aussi la Suède, ont affiché des excédents commerciaux (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) supérieurs à 2 milliards d'euros, tout comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Toutefois, l'Irlande a enregistré l'excédent commercial le plus important (estimé à 9,7 milliards d'euros) dans le secteur des produits pharmaceutiques en 2001.

Les États-Unis ont absorbé 30,6 % des exportations communautaires de produits pharmaceutiques en 2001, les quatre autres destinations principales étant la Suisse, le Japon, le Canada et l'Australie. Dans tous ces pays, en Australie en particulier, les exportations pharmaceutiques de l'Union européenne ont pris une place plus importante que celle de ses exportations de produits manufacturés en général. La part du Canada a progressé de 1,1 point de pourcentage entre 2000 et 2001, pour se situer à 4,1 %. L'Union européenne dépend, en ce qui concerne ses importations de produits pharmaceutiques, d'un nombre très restreint de pays: les États-Unis (47,3 %) et la Suisse (32,1 %) en ont assuré, à eux seuls, près des quatre-cinquièmes en 2001. Si l'on y ajoute la Chine, le Japon et Israël, on arrive à près de 90 % pour les cinq premières sources des importations dans ce secteur.

Tableau 6.16

**Produits pharmaceutiques (CPA groupe 24.4)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	10 879	12 428	15 383	17 394	18 766	20 194	25 338	29 593	33 470	39 340	48 179
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 232	7 107	7 933	9 014	9 835	11 296	12 886	14 785	17 130	19 979	25 615
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	4 647	5 320	7 450	8 379	8 932	8 898	12 452	14 808	16 340	19 361	22 563
<b>Taux de couverture (%)</b>	174,6	174,9	193,9	193,0	190,8	178,8	196,6	200,2	195,4	196,9	188,1

Source: Eurostat, Comext.

**6.5: SAVONS, DÉTERGENTS ET  
PRODUITS DE TOILETTE**

Le présent sous-chapitre concerne la fabrication de produits de lavage et d'entretien, ainsi que celle de parfums, de produits de toilette, de cosmétiques et de produits assimilés (groupe 24.5 de la NACE). Dans le reste du sous-chapitre, pour désigner cette activité, on parlera de fabrication de savons, détergents et produits de toilette.

Si le principal débouché des produits de toilette et des cosmétiques est celui des ménages, celui des savons et détergents se répartit entre les ménages, le secteur industriel (nettoyage des équipements et du matériel) et diverses autres activités, notamment le nettoyage industriel. Le tableau 6.17 donne les chiffres de la production communautaire de savons et détergents, produits de nettoyage et de polissage, parfums et produits de toilette.

En février 2003, était adopté le septième amendement à la directive du Conseil 76/768/CEE relative aux produits cosmétiques<sup>(16)</sup>. Cet amendement s'intéresse en particulier aux expériences sur les animaux dans le secteur des cosmétiques et vise à réconcilier l'objectif de la réduction de la souffrance animale et la volonté de protéger la santé des consommateurs.

<sup>(16)</sup> Directive 2003/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2003 modifiant la directive 76/768/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux produits cosmétiques, JO N° L 66, 11.3.2003, p. 26.

En septembre 2002, la Commission européenne a adopté une proposition de règlement concernant les détergents<sup>(17)</sup>. Cette proposition a pour objet de renforcer la protection du milieu aquatique contre les effets nocifs des agents de surface (substances essentielles utilisées dans les détergents pour réduire la tension superficielle des liquides et leur permettre de mieux pénétrer les solides) qui provoquent la formation de mousse dans les systèmes aquatiques. Le règlement proposé actualise et élargit le champ d'action de cinq directives existantes concernant les détergents et de la recommandation de la Commission relative à l'étiquetage des détergents.

<sup>(17)</sup> COM(2002) 485 final.

Tableau 6.17

## Production de savon, parfum et produits d'entretien (CPA groupe 24.5) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Agents de surface anioniques (sauf savons)	24.51.20.20	1999	982,3
Agents de surface cationiques (sauf savons)	24.51.20.30	2000	348,0
Agents de surface non-ioniques (sauf savons)	24.51.20.50	2000	1 284,9
Autres agents de surface organiques (sauf savons et agents de surface anioniques, cationiques et non-ioniques)	24.51.20.90	2000	242,4
Savons, produits et préparations organiques en barres, pains, morceaux; savons sous formes de flocons, paillettes, granulés, poudres	24.51.31.20 à 24.51.31.79	2000 (1)	1 600,0
Préparations tensio-actives, c.v.d.	24.51.32.30	2000	810,4
Préparations pour lessives et nettoyage, c.v.d.	24.51.32.50	1997	7 451,0
Préparations tensio-actives, n.c.v.d.	24.51.32.60	1998	569,9
Préparations pour parfumer ou désodoriser les locaux	24.51.41.00	1998	536,8
Cires artificielles et préparées	24.51.42.70 et 24.51.42.90	2000	561,8
Parfums et eaux de toilette	24.52.11.50 et 24.52.11.70	2000	3 625,2
Produits de maquillage pour les lèvres et pour les yeux	24.52.12.50 et 24.52.12.70	1999 (1)	1 285,9
Préparations pour manucures ou pédicures	24.52.13.00	1999	481,8
Poudres (poudres compactes incl.)	24.52.14.00	1999	266,9
Autres produits de beauté	24.52.15.00	1999	4 926,8
Shampoings	24.52.16.30	1997	1 443,6
Laques pour cheveux	24.52.16.70	2000	625,9
Dentifrices	24.52.18.50	2000	1 272,1
Autres préparations pour l'hygiène buccale, dentaire ou pour dentiers (fil dentaire incl.)	24.52.18.90	1997	328,9
Désodorisants corporels et antisudoraux	24.52.19.50	2000	1 372,1
Autres produits de parfumerie, toilette, dépilation...	24.52.19.90	1998	748,7

(1) 1997 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des savons, détergents et produits de toilette (groupe 24.5) a généré dans l'Union européenne une valeur ajoutée de 15,2 milliards d'euros en 2000 <sup>(18)</sup>, soit 1,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie manufacturière et 10,2 % de l'ensemble de l'industrie chimique. Ce secteur a occupé 211 000 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(19)</sup>, soit 13,0 % de l'emploi dans l'ensemble de l'industrie chimique.

<sup>(18)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.<sup>(19)</sup> EL, IRL, NL et S, 1999; L, non disponible.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont représenté chacun approximativement un cinquième des emplois et de la valeur ajoutée de ce secteur dans l'Union européenne. En 2000, ce secteur a représenté à peine 0,1 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie manufacturière en Finlande, 0,2 % en Suède (1999) et 0,3 % en Autriche; les plus fortes contributions ont été enregistrées en Grèce (2,8 %) et en France 2,1 % <sup>(20)</sup>.

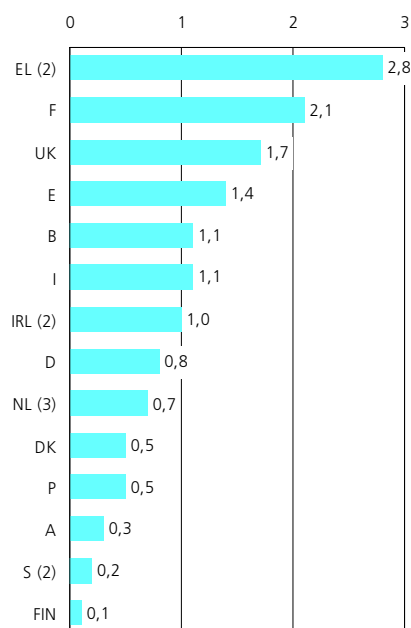
<sup>(20)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.

Les prix à la production de savons, détergents et produits de toilette ont augmenté chaque année mais jamais de plus de 1 % par an dans l'Union européenne entre 1995 et 2000; ils étaient, à cette dernière date, supérieurs de 4,7 % à leur niveau de 1995. En 2001, cependant, ils ont augmenté de 2,1 % par rapport à 2000, soit le taux de croissance le plus élevé observé dans l'industrie chimique. L'évolution des deux composantes de ce secteur a été différente. En effet, de 1995 à 2001, le taux moyen de croissance annuelle des prix à la production des savons, détergents et produits d'entretien (classe 24.51 de la NACE) n'a été que de 0,1 %, mais de 2,0 % pour les parfums et les produits pour la toilette (classe 24.52 de la NACE).



Graphique 6.13

**Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien (NACE groupe 24.5)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans le secteur communautaire des savons, détergents et produits de toilette a été de 72 100 euros par personne occupée en 2000 <sup>(21)</sup>, alors que le coût unitaire de la main d'œuvre <sup>(22)</sup> s'est établi à 42 600 euros par personne occupée en moyenne. Ces deux valeurs étaient inférieures à celles de l'ensemble de l'industrie chimique, notamment la productivité apparente du travail qui était inférieure de plus de 20 %. En 2000 <sup>(23)</sup>, la Grèce et l'Italie ont été les seuls États membres à faire état d'une productivité apparente du travail plus élevée dans le secteur des savons, détergents et produits d'entretien que dans l'industrie chimique en général. En 2000, tous les États membres ont affiché un coût unitaire de la main d'œuvre inférieur dans ce secteur à la moyenne de l'industrie chimique <sup>(24)</sup>.

(21) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

(22) F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

(23) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

(24) F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

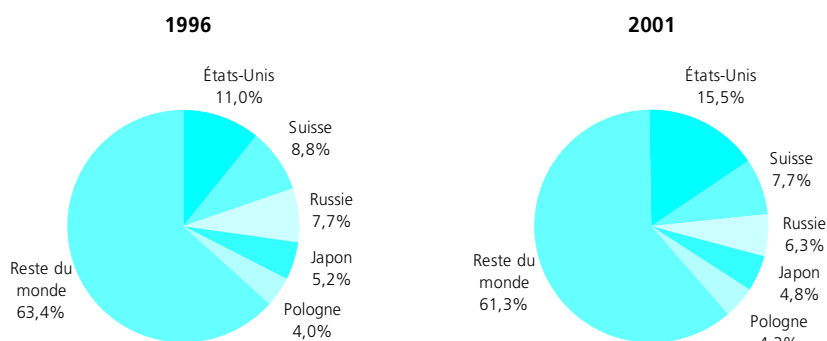
### COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, les exportations communautaires de savons, parfums et produits d'entretien (groupe 24.5 de la CPA) vers les pays tiers (10,9 milliards d'euros) ont permis de dégager un excédent commercial extérieur de 7,9 milliards d'euros. Par rapport à 2000, les exportations ont progressé de 9,8 %, les importations de 7,7 % et la balance commerciale de 10,6 %. Cette hausse s'inscrit en droite ligne de l'augmentation ininterrompue de tous les indicateurs qui s'est confirmée chaque année depuis 1990. La France a été de loin le premier exportateur (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) de ces produits, contribuant à hauteur de 28,9 % à l'ensemble des exportations des quinze États membres en 2001. La part de ces produits dans l'ensemble des exportations de produits chimiques a été de 15,6 % en France, mais aussi de 18,5 % en Grèce.

La part de la Russie dans les exportations communautaires de savons, détergents et produits de toilette est passée de 4,9 % en 2000 à 6,3 %, faisant de ce pays le troisième marché le plus important après les États-Unis (15,5 %) et la Suisse (7,7 %). Comme pour de nombreux autres produits chimiques, les États-Unis et la Suisse ont été les principaux fournisseurs de l'Union européenne, assurant à eux seuls 62,3 % de l'ensemble des importations de ces produits.

Graphique 6.14

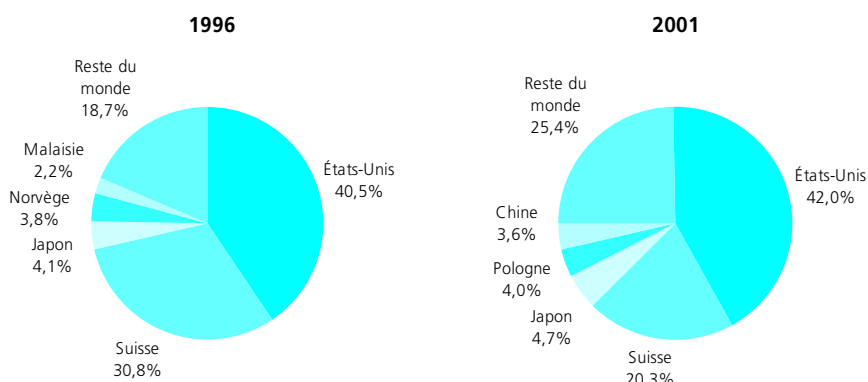
**Savons, parfums et produits d'entretien (CPA groupe 24.5)  
Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 6.15

**Savons, parfums et produits d'entretien (CPA groupe 24.5)  
Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

## 6.6: AUTRES PRODUITS CHIMIQUES

Le groupe 24.6 de la NACE est un groupe résiduel réunissant des produits chimiques divers. La gamme des produits couverts est vaste. Elle inclut notamment les plaques et films photographiques ainsi que les préparations chimiques à usage photographique (mais pas les films cinématographiques) et les produits explosifs dont une partie importante est utilisée dans les industries extractives. Ce secteur englobe également la fabrication de colles, de gélatines et d'huiles essentielles, et toute une série de produits servant principalement d'entrées intermédiaires dans d'autres processus industriels.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de la fabrication d'autres produits chimiques (groupe 24.6) de l'Union européenne a généré une valeur ajoutée de 13,6 milliards d'euros en 2000, soit 9,1 % du total réalisé par l'ensemble de l'industrie chimique. Il a occupé 174 000 personnes en 2000, soit 10,6 % de l'emploi de l'industrie chimique. Ces proportions sont restées stables pendant de nombreuses années, depuis 1993, elles n'ont jamais été supérieures ou inférieures à celles enregistrées en 2000 de plus d'un point de pourcentage. Après avoir augmenté en 1998 et en 1999, l'emploi dans ce secteur a reculé de 1,2 % en 2000 dans l'Union européenne.

L'État membre le plus actif dans la fabrication des autres produits chimiques, par rapport à l'ensemble de son activité dans l'industrie chimique, a été le Luxembourg, pays où ce groupe de la NACE représentait 48,9 % de la valeur ajoutée de l'industrie chimique et 3,0 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière. Les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont montré une certaine spécialisation dans ce secteur par rapport à leur activité manufacturière en général, mais ni dans l'un ni dans l'autre la fabrication d'autres produits chimiques n'a généré plus de 2,0 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie manufacturière <sup>(25)</sup>.

Le tableau 6.18 donne les chiffres de la production communautaire dans la catégorie des autres produits chimiques.

<sup>(25)</sup> EL, A et FIN, 1999; NL et S, 1998; B et IRL, non disponibles.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans ce secteur s'est établie à 77 900 euros par personne occupée en 2000, un niveau de 14,3 % inférieur à la moyenne de l'industrie chimique mais encore nettement supérieur à celui de l'industrie manufacturière en général.

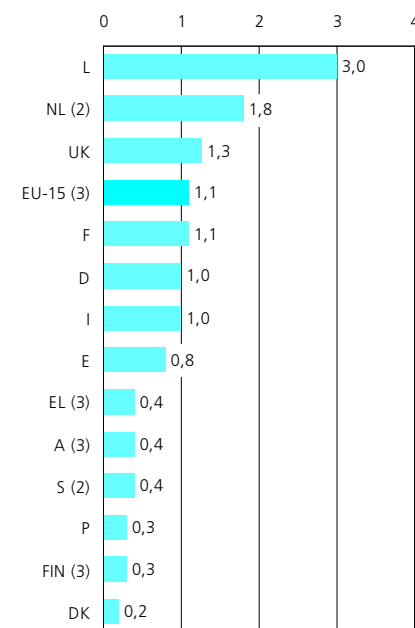
## COMMERCE EXTÉRIEUR

L'excédent commercial de l'Union européenne dans le secteur des autres produits chimiques (groupe 24.6 de la CPA) a atteint 6,7 milliards d'euros en 2001 grâce à des exportations d'une valeur de 17,7 milliards d'euros. Cet excédent a augmenté de 1,3 milliard d'euros en 2001 grâce à la progression de 6,6 % des exportations et à la baisse de 1,4 % enregistrée pour les importations. L'Allemagne a représenté 25,9 % des exportations (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) des quinze États membres, ce qui correspond à plus de dix points de pourcentage de plus que le deuxième État membre. Le Luxembourg a été de loin le pays le plus spécialisé dans l'exportation de produits chimiques divers, la part de ces produits dans l'ensemble des exportations de produits chimiques atteignant 61,6 %, alors que dans aucun autre État membre cette part n'a dépassé 17,0 %.

L'Union européenne a exporté des produits chimiques divers vers un large éventail de pays, les dix premières destinations représentant ensemble la moitié à peine (49,4 %) des exportations en 2001. Elle était en revanche particulièrement dépendante des États-Unis (42,9 %), du Japon (20,5 %) et de la Suisse (11,0 %) en ce qui concerne ses importations de ces mêmes produits.

Graphique 6.16

**Fabrication d'autres produits chimiques (NACE groupe 24.6)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) B et IRL, non disponibles.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.18

## Production d'une sélection d'autres produits chimiques (CPA groupe 24.6) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Gélatines et leurs dérivés (colles de caséine excl.)	24.62.10.30	2000	706,6
Colles d'os et autres colles d'origine animale (ichtyocolles incl.); colles à base d'amidon, féculés, dextrines ou autres amidons ou féculés modifiés; colles ou adhésifs, c.v.d.<= 1 kg; adhésifs à base de caoutchouc ou de matières plastiques	24.62.10.50 à 24.62.10.80	2000 (1)	2 041,0
Huiles essentielles	24.63.10.20	2000	587,5
Plaques, films, pellicules, plans, papiers, cartons ou textiles photographiques, sensibilisés, non impressionnés	24.64.11.30 à 24.64.11.70	2000	5 221,9
Préparations chimiques pour usages photographiques	24.64.12.00	2000	707,2
Supports préparés pour l'enregistrement du son, non enregistrés	24.65.10.00	1998	1 640,0
Préparations lubrifiantes	24.66.31.55 à 24.66.31.79	2000 (2)	1 634,1
Additifs pour huiles lubrifiantes et autres préparations chimiques du SH 3811	24.66.32.70 et 24.66.32.90	2000	2 072,0
Réactifs composés de diagnostic ou de laboratoire (papiers imprégnés ou enduits de réactifs de diagnostic ou de laboratoire incl.)	24.66.42.10	1997	1 465,9
Antioxydants et stabilisateurs composites pour caoutchouc et plastiques	24.66.46.50	1998	842,7
Initiateurs de réaction, accélérateurs de réaction, préparations catalytiques, n.c.a.	24.66.46.60	1997	1 760,6
Additifs préparés pour ciments, mortiers ou bétons	24.66.47.50	2000	625,9

(1) 1997 ou 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

(2) 1999 pour un produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Tableau 6.19

Autres produits chimiques (CPA groupe 24.6)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	7 171	7 420	8 995	9 878	10 558	11 725	13 653	13 297	14 556	16 630	17 725
Importations extracomm. (millions d'euros)	6 576	6 686	6 306	6 774	6 814	7 245	8 088	8 457	9 347	11 172	11 017
Balance commerciale (millions d'euros)	595	735	2 690	3 104	3 743	4 480	5 566	4 840	5 209	5 458	6 708
Taux de couverture (%)	109,0	111,0	142,7	145,8	154,9	161,8	168,8	157,2	155,7	148,9	160,9

Source: Eurostat, Comext.

## 6.7: FIBRES ARTIFICIELLES OU SYNTHÉTIQUES

Ce sous-chapitre concerne la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques à partir de matières organiques (groupe 24.7 de la NACE). Les fibres artificielles ou synthétiques fabriquées à partir de produits minéraux (carbone, céramique, verre ou métal) ne sont pas incluses dans ce groupe.

Les fibres artificielles ou synthétiques sont soit extrudées sous la forme de filaments (fils) ou de fibres discontinues, ces dernières pouvant être utilisées comme bourrage ou transformées ultérieurement en fils. Les fibres élaborées à partir de polymères de synthèse, comme le polyester et le nylon, sont d'origine pétrochimique. Les fibres d'origine naturelle (viscose, notamment) sont élaborées quant à elles à partir de matières premières renouvelables telles que le bois. Les fibres artificielles ou synthétiques sont le plus souvent des produits intermédiaires destinés à subir une transformation ultérieure pour devenir des vêtements ou d'autres produits textiles. Le tableau 6.20 donne les chiffres de la production communautaire de quelques fibres artificielles ou synthétiques.

### PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (groupe 24.7) a généré une valeur ajoutée de 3,4 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000, soit 2,3 % de celle réalisée par l'ensemble de l'industrie chimique. À prix courants, la valeur ajoutée générée par ce secteur a fortement baissé en 1998 et en 1999, mais elle a augmenté de 8,7 % en 2000.

En 2000, ce secteur a occupé 50 900 personnes, contre 57 100 de 1999. Il s'agissait là de la troisième année consécutive de baisse de l'emploi dans la fabrication des fibres artificielles ou synthétiques, baisse qui s'est soldée par des pertes nettes de 13 300 emplois entre 1997 et 2000. La part du secteur dans l'emploi de l'industrie chimique est donc tombée de 3,9 % en 1997 à 3,1 % en 2000. Au cours de la même période, l'Allemagne à elle seule a enregistré un recul de l'emploi du secteur des fibres artificielles ou synthétiques de 6 700 personnes occupées, soit la moitié de la baisse du niveau d'emploi pour l'ensemble de l'Union européenne.

Néanmoins, que ce soit en termes de valeur ajoutée ou d'emploi, ce secteur reste encore dominé par l'Allemagne qui, à elle seule, a représenté plus du tiers de l'activité de l'Union européenne en 2000. En Autriche, la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques a généré 8,5 % de la valeur ajoutée de l'industrie chimique, soit la part la plus importante d'un État membre et plus du double des États membres les plus spécialisés<sup>(26)</sup>, comme l'Italie, l'Allemagne et le Portugal.

Les prix à la production dans le secteur de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques ont augmenté de 4,8 % en 2000 et de 1,9 % en 2001, après avoir connu une baisse pendant les quatre années précédentes. En 2001, l'indice des prix à la production pour ce sous-secteur est resté inférieur de 7,5 % au niveau qu'il affichait en 1995.

<sup>(26)</sup> EL, A et FIN, 1999; IRL, L et S, non disponibles.

Tableau 6.20

### Production d'une sélection de fibres artificielles (CPA groupe 24.7) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Câbles de filaments et fibres synthétiques discontinues non cardées ni peignées de polyesters	24.70.11.30	2000	607,5
Câbles de filaments et fibres acryliques ou modacryliques discontinues non cardées ni peignées	24.70.11.50	2000	857,9
Fils à haute ténacité de nylon ou d'autres polyamides, n.c.v.d.	24.70.12.30	2000	556,3
Fils à haute ténacité de polyesters, n.c.v.d.	24.70.12.50	1998	618,3
Fils texturés de nylon ou d'autres polyamides, n.c.v.d.	24.70.13.13	1998	835,4
Fils texturés de polyester, n.c.v.d.	24.70.13.15	2000	633,5
Fils texturés de polypropylène, n.c.v.d.	24.70.13.23	2000	468,9
Autres fils simples de nylon ou d'autres polyamides, n.c.v.d.	24.70.13.30	1998	643,6
Autres fils simples de polyesters, n.c.v.d.	24.70.13.50	2000	316,0
Câbles de filaments et fibres artificielles discontinues, non cardées ni peignées	24.70.21.00	2000	1 218,8
Fils à haute ténacité en rayonne viscose, n.c.v.d.	24.70.22.00	2000	163,4

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Tableau 6.21

### Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NACE groupe 24.7)

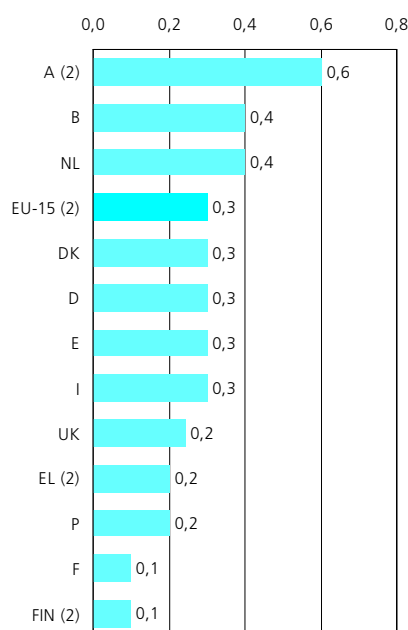
#### Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Production (millions d'euros)	8 730	8 737	8 402	9 325	:	10 743	12 292	11 422	10 235	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	74	68	64	60	:	:	64	58	57	51	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 917	2 891	2 652	3 011	:	3 157	3 800	3 527	3 137	3 410	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	2 356	2 330	2 290	2 391	:	2 243	2 543	2 367	2 178	2 103	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	39,2	42,3	41,5	49,9	:	:	59,2	60,7	54,9	67,0	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	123,8	124,1	115,8	125,9	:	140,7	149,4	149,0	144,0	162,2	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 6.17

**Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NACE groupe 24.7)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) IRL, L et S, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

La productivité apparente du travail dans le sous-secteur de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques de l'Union européenne a accusé une forte baisse, passant de 60 700 euros par personne occupée en 1998 à 54 900 euros en 1999, avant de rebondir en 2000, atteignant 67 000 euros en raison de la baisse de l'emploi et de l'augmentation de la valeur ajoutée. Malgré cette forte hausse en 2000, la productivité apparente du travail dans ce secteur a encore été l'une des plus faibles observées dans l'industrie chimique, et n'a dépassé que celle constatée du secteur de la fabrication de peintures, vernis et encres d'imprimerie (groupe 24.3).

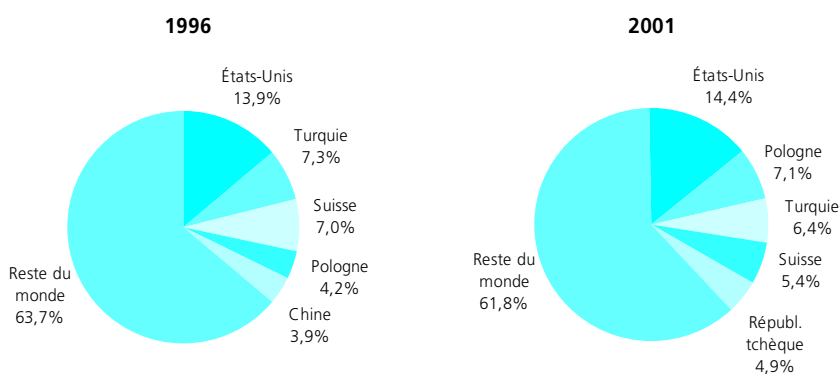
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Les fibres artificielles ou synthétiques (groupe 24.7 de la CPA) sont le seul groupe de la CPA relevant du secteur chimique à avoir fait état d'un déficit commercial en 2001, le niveau des importations en provenance de pays tiers (2,3 milliards d'euros) dépassant de 1,3 milliard d'euros celui des exportations. Il s'agit là d'un léger repli du déficit commercial par rapport à 2000, les importations ayant chuté plus sensiblement (- 4,3 %) que les exportations (- 2,3 %) en 2001. L'Italie a été le premier exportateur communautaire de fibres artificielles ou synthétiques, assurant 19,6 % des exportations intra et extracommunautaires cumulées des quinze États membres. Avec 14,2 %, la Belgique a apporté la deuxième contribution.

Les exportations de ces produits par l'Union européenne en 2000 se sont essentiellement tournées vers les États-Unis, et des pays tiers européens, notamment la Turquie. Cependant, la part des États-Unis est tombée de 16,6 % en 2000 à 14,4 % en 2001, tandis que la Slovaquie a enregistré la hausse la plus importante, sa part passant de 2,0 % en 2000 à 3,3 % en 2001. Les États-Unis ont été également, tout comme la Corée du Sud et le Japon (plus de 10 % des importations communautaires chacun), d'importants fournisseurs communautaires de fibres artificielles ou synthétiques.

Graphique 6.18

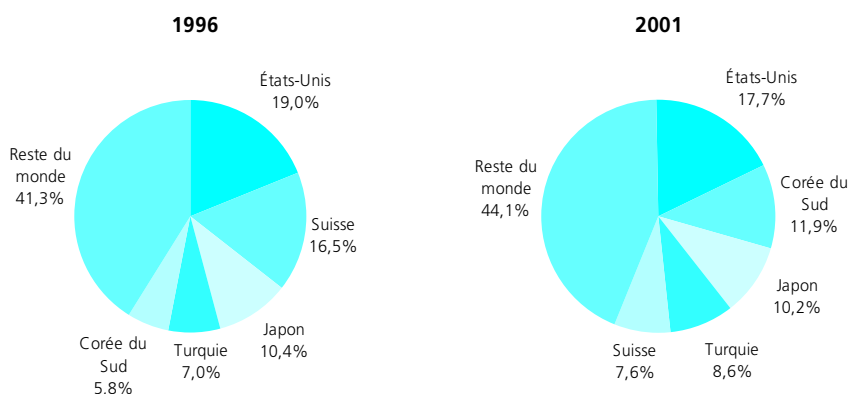
**Fibres artificielles ou synthétiques (CPA groupe 24.7)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 6.19

**Fibres artificielles ou synthétiques (CPA groupe 24.7)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

## 6.8: CAOUTCHOUC

L'industrie du caoutchouc (groupe 25.1 de la NACE) comprend trois grandes activités: la fabrication de pneumatiques; le rechapage des pneumatiques et la fabrication d'autres articles en caoutchouc.

Le principal marché en aval des produits en caoutchouc est le matériel de transport, la fabrication de pneumatiques étant l'activité la plus importante du secteur. Il est constitué en réalité d'un double marché, l'équipement d'origine, d'une part, et le marché de remplacement, d'autre part. L'industrie mondiale des pneumatiques est dominée par quelques très grands fabricants. Le marché des produits en caoutchouc autres que les pneumatiques peut être, pour sa part, divisé entre le secteur du matériel de transport et les autres secteurs industriels (revêtements de sol, composants d'ingénierie), les industries extractives (courroies transporteuses) et l'industrie de l'ameublement. Le tableau 6.22 donne les chiffres de la production communautaire de quelques produits en caoutchouc.

## PROFIL STRUCTUREL

L'industrie du caoutchouc (groupe 25.1 de la NACE) de l'Union européenne a réalisé en 2000 une valeur ajoutée de 14,7 milliards d'euros, ce qui équivaut à 1,1 % de la valeur ajoutée générée par l'ensemble des activités manufacturières. Le secteur a occupé 291 300 personnes, soit 1,2 % de l'emploi manufacturier. À prix constants, la valeur ajoutée de ce secteur a retrouvé en 1995 son précédent record de 1991 et sa production est revenue en 1999 à un niveau supérieur de 19,3 % au creux de 1993. À prix courants, la croissance s'est ralentie au cours des quelques dernières années, passant de 5,2 % en 1998 à tout juste 0,9 % en 2000.

Tableau 6.22

Production d'une sélection de produits en caoutchouc (CPA groupe 25.1) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Pneumatiques neufs pour voitures de tourisme (break et voitures de course incl.)	25.11.11.00	2000	7 443,4
Pneumatiques neufs, en caoutchouc pour motos et scooters, avec jantes de diamètre > 33cm	25.11.12.35	2000	250,4
Pneumatiques neufs utilisés pour bicyclettes ou cyclomoteurs autres que boyaux	25.11.12.70	2000	59,0
Pneumatiques neufs pour bus et camions	25.11.13.55 et 25.11.13.57	2000	4 066,8
Pneumatiques neufs, pour avions	25.11.13.70	2000	162,4
Pneus neufs pour roues motrices et directrices agricoles (matériel agricole et engins para-agricoles et forestiers)	25.11.14.04	2000	521,4
Pneumatiques neufs pour engins de Génie Civil	25.11.14.05	2000	312,0
Pneumatiques rechapés destinés à des voitures de tourisme	25.12.10.30	2000	172,9
Pneumatiques rechapés destinés à des camions ou autobus	25.12.10.50	2000	592,2
Pneumatiques rechapés destinés à des avions ou à d'autres usages	25.12.10.90	2000	116,8
Caoutchouc mélangé non vulcanisé (solutions et dispersions incl.)	25.13.20.13 à 25.13.20.19	2000 (1)	1 767,6
Formes et articles en caoutchouc non vulcanisé autres que les profilés pour le rechapage	25.13.20.30	2000	488,0
Fils, cordes, plaques, feuilles et bandes en caoutchouc vulcanisé non durci	25.13.20.50 et 25.13.20.70	2000	728,3
Baguettes et profilés en caoutchouc alvéolaire vulcanisé non durci; plaques, feuilles, bandes pour revêtement de sol, tapis de pied, profilés et baguettes en caoutchouc non alvéolaire non durci	25.13.20.83 à 25.13.20.87	2000 (2)	1 554,6
Tubes nus en caoutchouc vulcanisé non durci, non renforcé d'autres matières et sans accessoires	25.13.30.30	1997	439,9
Tuyaux nus en caoutchouc vulcanisé non durci, renforcé d'autres matières ou autrement associés à d'autres matières, avec ou sans accessoires	25.13.30.55 à 25.13.30.70	2000 (3)	1 615,7
Courroies de transmission de section trapézoïdale (striées ou non), en caoutchouc vulcanisé; courroies transporteuses et courroies synchrones de transmission	25.13.40.30 à 25.13.40.79	2000	1 377,6
Tissus caoutchoutés y compris rubans adhésifs en tissus caoutchoutés	25.13.50.50 et 25.13.50.70	2000 (1)	701,4
Gants en caoutchouc vulcanisé non durci	25.13.60.30 à 25.13.60.59	2000 (4)	215,9
Articles pharmaceutiques ou d'hygiène en caoutchouc	25.13.71.50 à 25.13.71.90	2000	501,8
Revêtements de sols et tapis de pied en caoutchouc vulcanisé non durci, non alvéolaire	25.13.72.00	2000	435,6
Pièces en caoutchouc vulcanisé non durci, non alvéolaire, moulées pour véhicules automobiles	25.13.73.47	2000	1 675,4
Pièces caoutchouc-métal en caoutchouc vulcanisé, pour usages autres que véhicules automobiles	25.13.73.49	2000	881,0

(1) 1998 pour un produit dans l'agrégat.

(2) 1997 pour un produit dans l'agrégat.

(3) 1997 ou 1998 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

(4) 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

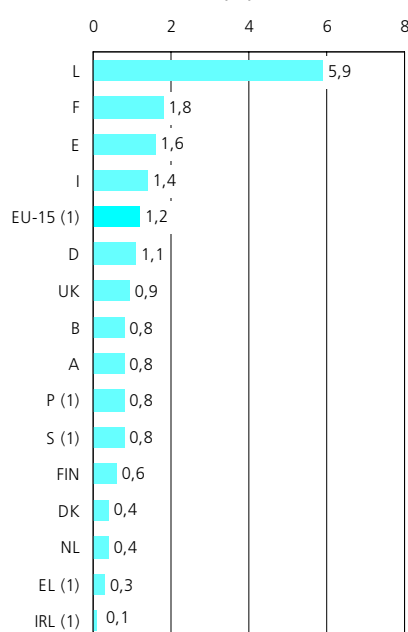
Tableau 6.23

**Industrie du caoutchouc (NACE groupe 25.1)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	27 021	27 676	25 942	28 191	31 443	:	33 406	36 484	36 628	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	345	331	309	300	301	:	296	303	297	291	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	12 085	12 338	11 700	12 608	13 293	:	13 638	14 347	14 612	14 739	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	9 402	9 531	9 408	9 375	9 601	:	9 914	10 418	10 504	10 964	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	35,0	37,2	37,9	42,0	44,1	:	46,0	47,4	49,1	50,6	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	128,5	129,5	124,4	134,5	138,5	:	137,6	137,7	139,1	134,4	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 6.20

**Industrie du caoutchouc**  
**(NACE groupe 25.1)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie**  
**manufacturière, 2000 (%)**


(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

L'augmentation de la valeur ajoutée enregistrée au milieu et vers la fin des années 1990 ne s'est pas toujours accompagnée d'une hausse de l'emploi. Le recul de l'emploi au début des années 1990 s'est poursuivi jusqu'en 1994, date à laquelle la valeur ajoutée avait déjà commencé à augmenter. Toutefois, entre 1998 et 2000, l'emploi a de nouveau reculé malgré l'augmentation de la valeur ajoutée à prix constants. En 2000, le nombre de personnes occupées dans ce secteur dans l'Union européenne avait baissé de 66 700 unités par rapport à leur niveau dix ans auparavant, l'essentiel, mais non la totalité de ces pertes, ayant été enregistrées en 1994. Ces pertes se sont essentiellement concentrées en Allemagne, au Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, en France. Cette stabilisation apparente de l'emploi sectoriel au sein de l'Union européenne depuis 1994 masque néanmoins une poursuite de sa diminution en Allemagne et au Royaume-Uni, compensée par une croissance soutenue ou nouvelle dans plusieurs États membres tels que la Belgique, la Finlande, l'Italie, la Suède et l'Espagne.

Malgré la forte baisse de l'emploi enregistrée en Allemagne et en France au début des années 1990, et qui s'est poursuivie pendant plus longtemps dans le cas de l'Allemagne, ces deux pays ont encore représenté près de la moitié de l'emploi et de la valeur ajoutée de l'Union européenne dans ce secteur en 2000. Le Luxembourg a été l'État membre le plus spécialisé en 2000 (comme pour les années précédentes), l'industrie du caoutchouc y représentant 5,9 % du total de la valeur ajoutée manufacturière alors que cette part ne dépassait 1,8 % dans aucun autre pays de l'Union. La France, l'Espagne et l'Italie ont cependant affiché des taux de spécialisation supérieurs à la moyenne communautaire. Dans les pays les moins spécialisés (l'Irlande, la Grèce (1999, pour ces deux pays), les Pays-Bas et le Danemark), ce secteur a contribué pour moins de 0,5 % à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière.

La contribution des grandes entreprises à la valeur ajoutée de l'industrie du caoutchouc a été supérieure à la moyenne de l'ensemble des industries manufacturières; la structure de ce secteur est en ce sens plus proche de celle de l'industrie chimique que de celle de l'industrie des matières plastiques. En 2000 <sup>(27)</sup>, les moyennes et grandes entreprises (employant 50 personnes et plus) ont généré 88,7 % de la valeur ajoutée de ce sous-secteur dans l'Union européenne.

Après une période de croissance au cours de la première moitié des années 1990 (2,2 % par an en moyenne de 1990 à 1995), et en 1996, les prix à la production dans l'industrie du caoutchouc ont baissé pendant trois années consécutives, avant de se relever légèrement (0,2 %) en 2000 et plus nettement (1,8 %) en 2001.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans l'industrie du caoutchouc de l'Union européenne a été de 50 600 euros par personne occupée en 2000, soit moins que l'ensemble de l'industrie manufacturière (une situation qui a persisté tout au long des années 1990). Cette situation s'est répétée en 2000 dans la plupart des États membres, les principales exceptions étant le Portugal (1999), l'Espagne et la Grèce (1999), pays dans lesquels la productivité apparente du travail est plus élevée dans l'industrie du caoutchouc (plus de 50 % plus élevée dans le cas du Portugal). Au Luxembourg, la productivité apparente du travail dans l'industrie du caoutchouc a rebondi, passant de 59 900 euros par personne occupée en 1999 à 71 400 euros en 2000, niveau proche de celui enregistré en 1998. Moyennant quoi, le Luxembourg a enregistré un taux de productivité du travail dans ce secteur supérieur à la moyenne manufacturière nationale.

<sup>(27)</sup> B, IRL, A et P, 1999; NL, 1998; EL et L, non disponibles ou incomplets.



Dans plusieurs États membres, le coût unitaire de la main d'œuvre dans l'industrie du caoutchouc s'établissait à un niveau supérieur à la moyenne manufacturière. On a observé cette situation dans les États membres ayant enregistré une productivité apparente du travail plus élevée, mais aussi au Danemark, en Italie, en Autriche, en Finlande et au Royaume-Uni. La productivité du travail ajustée par les salaires (qui établit la relation entre la valeur ajoutée et le coût de la main-d'œuvre) a donc été, sans surprise, inférieure dans ce secteur à la moyenne manufacturière dans pratiquement tous les États membres en 2000. Le Portugal (1999) et la Grèce (1998) ont été les seuls États membres où la productivité du secteur de l'industrie du caoutchouc, évaluée sur la base de ces critères, était plus élevée que dans l'industrie manufacturière, en Belgique cependant l'écart entre le ratio affiché par ce secteur et celui de l'ensemble de l'industrie manufacturière a été faible.

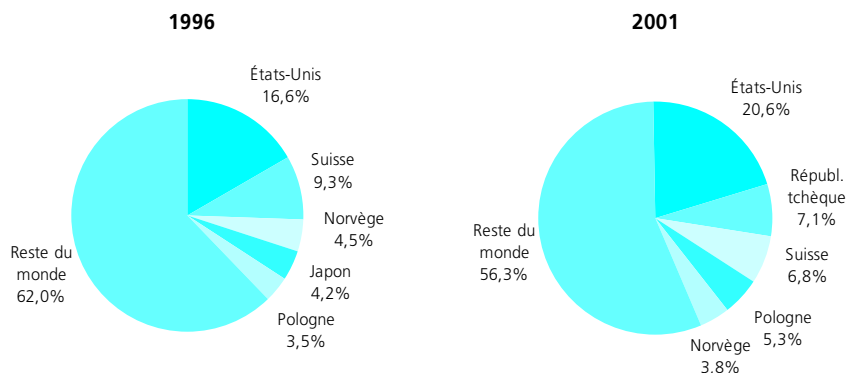
#### COMMERCE EXTÉRIEUR

La balance commerciale de l'Union européenne dans le secteur des produits en caoutchouc a enregistré un léger déficit en 2001, les importations (6,7 milliards d'euros) étant supérieures de 8,5 % aux exportations (6,1 milliards d'euros); il s'agit de la quatrième année consécutive affichant un solde déficitaire. En comparaison avec 2000, ce déficit s'est accru de 203 millions d'euros en raison de l'augmentation des importations (4,4 %) et des exportations (1,3 %). Si l'on tient compte des chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et le Luxembourg ont tous réalisé un excédent dans le secteur des produits en caoutchouc en 2001, mais la France a été le seul pays dont l'excédent dépassait 1 milliard d'euros. L'Autriche et le Royaume-Uni ont été les seuls pays à enregistrer un déficit commercial supérieur à 500 millions d'euros pour ces produits.

La République tchèque a absorbé une part élevée des exportations communautaires de produits en caoutchouc (7,1 %) en comparaison de sa part dans l'ensemble des produits manufacturés exportés par l'Union européenne (2,8 %). La République tchèque est ainsi devenue la deuxième destination des exportations communautaires en 2001, après les États-Unis (24,6 %) et avant la Suisse, troisième client de l'Union.

Graphique 6.21

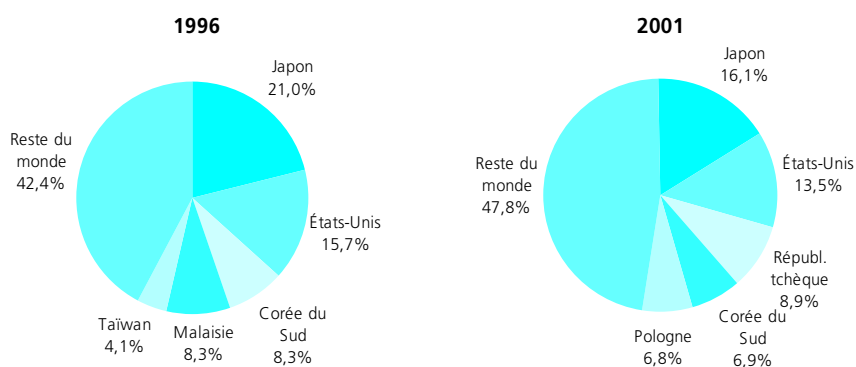
#### Produits en caoutchouc (CPA groupe 25.1) Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 6.22

#### Produits en caoutchouc (CPA groupe 25.1) Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Le Japon a été la principale source des importations communautaires en produits en caoutchouc; c'est le seul groupe de la CPA dans la section des produits chimiques, du caoutchouc et des matières plastiques dans ce cas. En 2001, il a assuré 16,1 % des importations communautaires, plus que les États-Unis (13,5 %) et la République tchèque (8,9 %). Tandis que les États-Unis, le Japon et plusieurs autres pays asiatiques ont vu leur part dans les importations communautaires baisser entre 2000 et 2001, plusieurs pays européens tiers, notamment la Pologne, la République de Slovaquie, la République tchèque et la Turquie ont gagné des parts de marché.



## 6.9: MATIÈRES PLASTIQUES

Ce sous-chapitre concerne l'industrie de transformation des matières plastiques que la NACE subdivise en quatre classes: la fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques; la fabrication d'emballages en matières plastiques tels que sacs, conteneurs et bouteilles; la fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction tels que portes, châssis et baignoires; et la fabrication d'autres articles en matières plastiques tels que pièces isolantes et parties d'appareils d'éclairage. La fabrication de jeux, jouets, chaussures, meubles et linoléum en matières plastiques n'est pas incluse dans ce secteur.

Dans les activités examinées ici les matières plastiques sous formes primaires issues de la fabrication de produits chimiques industriels de base (voir sous-chapitre 6.1) sont transformées en produits intermédiaires ou finis; différentes méthodes sont appliquées telles que l'injection, le moulage et l'extrusion. Le tableau 6.24 donne les chiffres de la production communautaire de quelques produits en matières plastiques.

Tableau 6.24

## Production d'une sélection de produits en plastique (CPA groupe 25.2) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
<b>Monofils (coupe transversale &gt; 1 mm), joncs, bâtons, profilés, en matières plastiques</b>	25.21.10.50 à 25.21.10.90	2000	3 594,6
<b>Boyaux artificiels en protéine durcie ou matières plastiques cellulosiques</b>	25.21.21.30	2000	547,8
<b>Tubes et tuyaux rigides en autres matières plastiques autres que polymères d'éthylène</b>	25.21.21.55, 25.21.21.57 et 25.21.21.70	2000	3 285,2
<b>Autres tubes et tuyaux en matières plastiques</b>	25.21.22.20 à 25.21.22.50	2000	2 167,0
<b>Accessoires en matières plastiques pour tubes et tuyaux</b>	25.21.22.70	1999	1 274,1
<b>Autres plaques, feuilles, bandes... non renforcées, en polymère de l'éthylène, d'une épaisseur &lt;= 0,125 mm</b>	25.21.30.10	2000	4 539,6
<b>Bandes, épaisseur &gt; 0,10 mm</b>	25.21.30.25 à 25.21.30.29	2000 (1)	586,7
<b>Autres plaques, feuilles, bandes... en polymères du styrène</b>	25.21.30.30	2000	989,0
<b>Autres plaques..., rigides, en polymère du chlorure de vinyle, non plastifié</b>	25.21.30.41 à 25.21.30.44	2000	1 114,0
<b>Autres plaques..., souples, en polymère du chlorure de vinyle, non plastifié</b>	25.21.30.46 à 25.21.30.49	2000 (2)	1 591,8
<b>Plaques, feuilles, bandes..., alvéolaires en polymères du styrène ou polymères du chlorure de vinyle</b>	25.21.41.20 et 25.21.41.30	2000	2 038,3
<b>Sacs, sachets, pochettes, cornets en matières plastiques</b>	25.22.11.00 et 25.22.12.00	2000 (3)	6 388,1
<b>Boîtes, caisses, casiers et articles similaires en matières plastiques</b>	25.22.13.00	1999	3 801,6
<b>Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles similaires en matières plastiques, contenance &lt;= 2 l</b>	25.22.14.50	2000	4 041,1
<b>Bobines, busettes, canettes et supports similaires en matières plastiques</b>	25.22.15.21 et 25.22.15.23	2000	1 058,6
<b>Bouchons, couvercles et autres dispositifs de fermeture en matières plastiques</b>	25.22.15.27	2000	2 206,6
<b>Revêtement de sols, murs, plafonds en matières plastiques</b>	25.23.11.55 à 25.23.11.90	2000	1 881,8
<b>Baignoires, douches et lavabos, sièges et couvercles de cuvettes d'aisance, et autres articles à usage sanitaire ou hygiénique en matière plastique</b>	25.23.12.50 à 25.23.12.90	2000	2 121,3
<b>Réservoirs, foudres, cuves et autres récipients &gt; 300 l, en matières plastiques, pour l'équipement de la construction</b>	25.23.13.00	2000	843,8
<b>Portes, fenêtres et leurs cadres, chambranles, seuils, volets, stores et similaires et leur parties en matières plastiques</b>	25.23.14.50 et 25.23.14.70	2000 (4)	9 597,2
<b>Accessoires et garnitures en matières plastiques destinés à être fixés à demeure pour le bâtiment</b>	25.23.15.50	1998	1 437,6
<b>Autres articles en matières plastiques pour la construction</b>	25.23.15.90	1999	1 340,2
<b>Parties des appareils d'éclairage,... en matières plastiques</b>	25.24.24.00	2000	561,0
<b>Pièces isolantes en matières plastiques</b>	25.24.26.00	2000	593,4
<b>Garnitures pour meubles, carrosseries ou similaires en matières plastiques</b>	25.24.28.20	2000	610,1

(1) 1997 ou 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

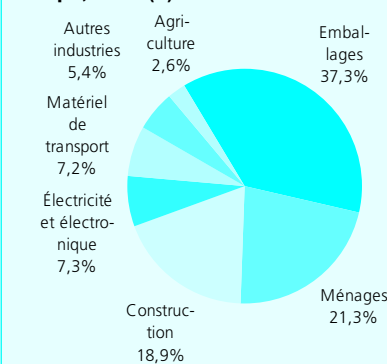
(2) 1997 ou 1998 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

(3) 1999 pour un produit dans l'agrégat.

(4) 1998 pour un produit dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Graphique 6.23

**Volume de la consommation de plastiques par utilisation ou secteur en Europe, 2000 (1)**


(1) EU-15, NO et CH.  
Source: APME.

Le graphique 6.23 montre les principaux marchés des produits en plastique. Souvent utilisées en remplacement de matériaux plus lourds et moins robustes, les matières plastiques sont à l'origine d'un gain de poids au niveau des produits emballés et d'économies d'énergie qui compensent l'incidence négative sur l'environnement des produits en plastique en fin de vie. D'après les estimations de l'APME (28), en Europe de l'Ouest (29) quelque 1,7 % des déchets en plastique ont été réutilisés comme matières premières en 2000 (recyclage en produits de base), 10,3 % ont été récupérés grâce au recyclage mécanique et 1 % ont été exportés pour recyclage. La proportion de déchets recyclés mécaniquement était nettement plus importante en 2000 qu'en 1999. 22,6 % supplémentaires de matières plastiques récupérables ont servi à produire de l'énergie, alors que le reste (64,4 %) a été incinéré ou mis en décharge.

**PROFIL STRUCTUREL**

L'industrie des matières plastiques de l'Union européenne a généré 45,5 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000. Sa part dans la valeur ajoutée de l'ensemble des activités manufacturières augmente régulièrement depuis de nombreuses années puisqu'elle en représentait 2,9 % en 1990 et 3,5 % dix ans plus tard. Le secteur de la transformation des matières plastiques représentait 4,1 % de l'emploi manufacturier en 2000 et occupait 962 300 personnes.

(28) Association des producteurs de plastiques en Europe.

(29) EU-15, CH et NO.

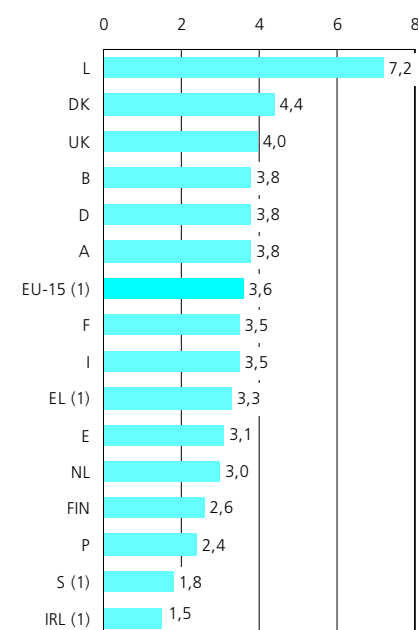
À l'inverse du phénomène observé dans la plupart des autres activités manufacturières européennes, l'industrie des plastiques n'a pas connu de recul de sa valeur ajoutée (à prix constants) au début des années 1990. De fait, celle-ci a augmenté à prix constants pratiquement chaque année et particulièrement les dernières années pour lesquelles des données sont disponibles: 7,4 % en 1998 et 4,2 % en 1999. Des données plus récentes concernant la valeur ajoutée à prix courants font état d'une augmentation de 5,2 % en 2000. Tout au long des années 1990, la croissance sectorielle a concerné l'ensemble de l'Union européenne; même si des données ne sont pas disponibles pour tous les États membres, seuls l'Italie (-2,1 %, 1999) et le Luxembourg (-9,6 %, 1998) ont fait état d'une baisse de la valeur ajoutée à prix constants de plus de 1 % au cours d'années récentes. L'emploi dans ce secteur a connu une augmentation nette de 3,8 % dans l'Union européenne en 2000, poursuivant ainsi un cycle de croissance positive qui remonte à 1993. En 2000, aucun État membre n'a fait état de baisse des chiffres de l'emploi (30), mais la Grèce et le Luxembourg ont tous deux enregistré un recul de l'emploi respectif de plus de 5 % en 1999.

L'Allemagne et le Royaume-Uni sont les deux premiers producteurs de matières plastiques, assurant à eux seuls près de la moitié de la valeur ajoutée sectorielle, et un peu moins d'emploi, au niveau de l'Union européenne. Le Luxembourg a été l'État membre le plus spécialisé dans l'industrie des matières plastiques (tout comme pour l'industrie du caoutchouc), et sa valeur ajoutée (168,5 millions d'euros) à représenté 7,2 % du total de l'industrie manufacturière nationale. De même au Danemark (deuxième pays en termes de spécialisation), l'industrie de transformation des matières plastiques a contribué à hauteur de 4,4 % à la valeur ajoutée manufacturière nationale. Le secteur a assuré entre 2,4 % et 4,0 % de la valeur ajoutée manufacturière dans tous les autres pays membres, sauf en Irlande et en Suède (taux inférieurs à 2,0 % (31)).

(30) EL, IRL, NL et UK, non disponibles.

(31) EL, IRL et S, 1999.

Graphique 6.24

**Transformation des matières plastiques (NACE groupe 25.2)**
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)**


(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Si l'on compare le niveau de l'emploi en 2000 (32) à celui de 1993 (le dernier point bas dans ce secteur enregistré au niveau de l'Union européenne), on constate que chaque État membre a enregistré une augmentation nette du niveau de l'emploi, sauf l'Allemagne qui n'a dépassé le chiffre de 1993 qu'en 2000. L'Autriche, la Finlande, le Danemark et l'Irlande ont connu les plus forts taux de croissance du nombre de personnes occupées pendant cette période.

(32) EL, IRL et S, 1999; B, L et NL, séries chronologiques incomplètes.

Tableau 6.25

**Transformation des matières plastiques (NACE groupe 25.2)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	80 928	82 876	81 639	88 874	99 585	:	110 681	116 886	119 674	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	849	837	811	820	844	:	888	911	927	962	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	30 356	31 533	31 104	33 345	35 027	:	39 376	42 072	43 264	45 495	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	20 563	21 679	21 658	22 513	23 504	:	26 021	27 275	28 505	30 717	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	35,7	37,7	38,3	40,7	41,5	:	44,4	46,2	46,7	47,3	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	147,6	145,5	143,6	148,1	149,0	:	151,3	154,3	151,8	148,1	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

L'industrie de transformation des matières plastiques se distingue des autres secteurs analysés dans le présent chapitre par le rôle relativement modeste joué par les grandes entreprises et le rôle important des moyennes entreprises. En 2000, ces dernières (de 50 à 249 personnes occupées) ont généré 35,4 % de la valeur ajoutée sectorielle au niveau de l'Union européenne <sup>(33)</sup>, soit plus de dix points de pourcentage de plus que la moyenne manufacturière. Ainsi, dans tous les États membres pour lesquels il existait des données pour 2000, les entreprises moyennes généraient au moins le tiers de la valeur ajoutée sectorielle nationale.

De 1996 à 1999, les prix à la production dans l'industrie des matières plastiques de l'Union européenne ont baissé de 1 % chaque année. En 2000, ces prix ont connu une forte hausse (2,8 % par rapport à 1999) et en 2001, ils ont de nouveau augmenté de 1,0 %. La plupart des États membres ont affiché une tendance commune à la baisse des prix ou au ralentissement de la croissance des prix entre 1995 et 1999, puis à la hausse des prix en 2000 et en 2001. La Belgique était le seul État membre à enregistrer une baisse sensible (-1,4 %) des prix à la production de ces produits en 2001.

<sup>(33)</sup> DK, IRL, L, A et FIN, non disponibles ou incomplets.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Comme dans l'industrie du caoutchouc, on a constaté dans l'industrie des matières plastiques une productivité apparente du travail régulièrement inférieure à la moyenne manufacturière au cours des années 1990. De ce point de vue d'ailleurs, l'écart s'est creusé depuis 1992 entre ce secteur et la moyenne manufacturière. En 2000, la productivité apparente du travail dans ce secteur s'est établie à 47 300 euros par personne occupée, soit 7 400 euros de moins que le niveau manufacturier. Parmi les États membres <sup>(34)</sup>, seuls le Luxembourg et le Portugal ont enregistré une productivité apparente du travail supérieure à la moyenne manufacturière. De même, ces deux pays étaient les seuls États membres où le coût unitaire de la main d'œuvre était plus élevé dans l'industrie des matières plastiques que dans l'ensemble des activités manufacturières en 2000 <sup>(35)</sup>. En raison du niveau particulièrement bas du coût unitaire de la main d'œuvre, plusieurs États membres ont constaté un taux de productivité du travail ajusté par les salaires plus élevé dans l'industrie des plastiques que dans l'ensemble des activités manufacturières.

<sup>(34)</sup> EL, IRL et S, 1999.

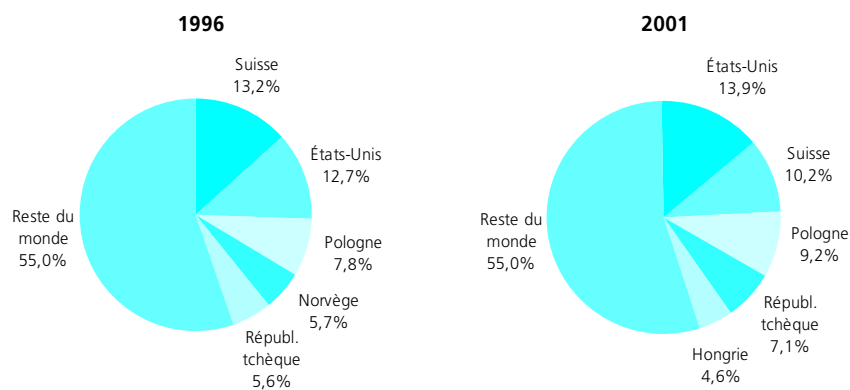
<sup>(35)</sup> DK, EL, F, IRL et S, 1999.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

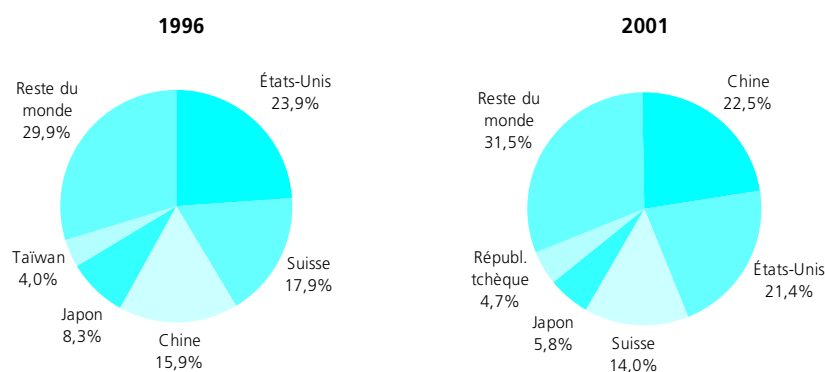
Le commerce extérieur de l'Union européenne dans le domaine des produits en matières plastiques (groupe 25.2 de la CPA) occupe une place modeste; les exportations ont été estimées à 16,3 milliards d'euros et les importations à 11,4 milliards d'euros en 2001. Les produits en plastique ont contribué à hauteur de 1,8 % aux exportations de produits manufacturiers et de 1,4 % aux importations de produits manufacturiers, ce qui est un peu plus qu'en 2000. La valeur des exportations de produits en matières plastiques a augmenté de 6,7 % en 2001, alors que les importations sont demeurées relativement stables avec une progression atteignant à peine 0,7 %. L'excédent de la balance commerciale a augmenté de près de un milliard d'euros par rapport à 2000, atteignant 4,9 milliards d'euros.

Commerces intra et extracommunautaires cumulés, l'Allemagne (6,3 milliards d'euros) et l'Italie (3,7 milliards d'euros) ont enregistré en 2001 les excédents commerciaux les plus élevés, tous deux en progression par rapport à 2000. La France (- 1,6 milliard) et le Royaume-Uni (- 1,4 milliard) ont affiché les déficits les plus marqués au sein de l'Union, même si le déficit français est apparu inférieur au niveau enregistré en 2000. Les exportations du Luxembourg dans le domaine des produits en plastique atteignaient 595 millions d'euros, soit 5,4 % des exportations manufacturières; le Luxembourg faisant montre d'une spécialisation particulière pour les exportations dans ce registre. A l'inverse, l'Irlande, où la contribution de ces produits aux exportations manufacturières a été inférieure à 1 %, a été le pays le moins spécialisé.

À l'instar des autres produits manufacturiers, les exportations communautaires de produits en matières plastiques ont eu les États-Unis pour principale destination en 2001. Toutefois, la part de ce pays (13,9 %) dans l'ensemble des exportations communautaires de produits en matières plastiques a été de plus de 10 points inférieure à sa part dans l'ensemble des produits manufacturiers. Parmi les dix premières destinations des exportations européennes le seul pays asiatique a été le Japon (qui, avec une contribution de 2,3 %, a occupé le 9ème rang), les autres étant des pays européens. La part des exportations communautaires de produits en matières plastiques destinée à la Russie est passée de 3,5 % de l'ensemble en 2000 à 4,3 % en 2001.

**Graphique 6.25****Produits en matières plastiques (CPA groupe 25.2)  
Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 6.26****Produits en matières plastiques (CPA groupe 25.2)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

La Chine a remplacé les États-Unis au premier rang des fournisseurs communautaires de produits en plastique en 2001. Gagnant 0,4 point de pourcentage de parts du marché par rapport à 2000, la Chine a fourni 22,5 % des importations communautaires de ces produits, tandis que les États-Unis ont perdu 1,5 point de pourcentage et en ont fourni 21,4 %. Le Japon a, lui aussi, perdu 1,0 point de pourcentage de parts du marché, tout en se maintenant au 4ème rang des fournisseurs. La Suisse (3ème rang) et la République tchèque (5ème rang) ont gagné 0,5 point de pourcentage du marché communautaire.

Tableau 6.26

Industrie chimique de base (NACE groupe 24.1)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L (2)	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	14 777	1 067	60 449	547	12 883	30 519	13 134	19 922	143 22 103	2 453	1 501	3 332	3 415	23 346	
Nombre de personnes occupées (milliers)	27	4	209	3	35	71	7	49	0	28	6	5	9	14	65
Valeur ajoutée (millions d'euros)	3 808	387	19 082	189	3 343	6 617	6 828	3 783	45 4 288	756	315	983	1 072	5 834	
Achats de biens et services (millions d'euros)	12 307	720	51 457	405	11 377	27 396	6 476	17 339	86 20 775	1 857	1 269	2 586	2 766	22 124	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	1 754	97	12 594	120	1 375	3 806	334	2 010	7 1 630	360	137	393	642	3 698	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	923,7	:	4 324,7	:	706,8	:	697,5	1 607,4	:	:	217,2	122,8	146,7	491,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	139,2	98,3	91,4	58,0	94,3	93,1	965,7	77,8	333,5	150,8	120,5	61,8	111,9	77,8	90,2
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	217,1	175,2	151,5	150,0	243,2	175,1	2 041,8	188,3	642,9	263,0	210,0	230,1	250,0	166,8	157,7
Taux brut d'exploitation (%) (3)	13,0	13,8	9,3	10,7	14,1	10,7	49,8	8,6	27,8	10,7	15,3	11,6	17,9	11,5	7,7

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.27

Fabrication de produits agrochimiques (NACE groupe 24.2)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Production (millions d'euros)	:	291	1 035	50	477	3 157	19	866	0	:	:	36	:	:	2 341
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	1	4	1	2	7	0	2	0	:	:	0	:	:	6
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	105	361	20	166	713	0	220	0	:	:	10	:	:	816
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	180	695	45	471	4 103	25	767	0	:	:	37	:	:	1 789
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	:	:	238	17	76	386	4	113	0	:	:	7	:	:	347
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	:	:	37,3	:	15,3	:	0,8	55,9	:	:	:	1,3	:	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	110,9	93,8	36,0	75,8	105,2	-1,6	101,1	:	:	:	56,2	:	:	140,9
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	:	:	152,0	205,2	217,6	185,7	-7,3	194,5	:	:	:	136,1	:	:	234,9
Taux brut d'exploitation (%) (2)	:	:	11,3	14,5	14,2	7,8	-17,6	10,9	:	:	:	5,4	:	:	18,2

(1) 1999. (2) F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.28

Fabrication de peintures et vernis (NACE groupe 24.3)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 249	466	9 389	182	2 765	3 744	87	3 700	16	:	448	440	422	728	4 803
Nombre de personnes occupées (milliers)	5	2	46	2	16	19	1	15	0	7	3	5	2	3	24
Valeur ajoutée (millions d'euros)	399	115	2 997	70	824	1 142	33	981	8	:	173	149	133	244	1 590
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 435	409	9 837	121	2 273	3 169	68	2 857	10	:	371	324	366	557	3 596
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	244	101	2 191	29	490	799	17	579	3	:	124	82	76	142	994
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	41,0	:	315,6	:	167,5	:	5,0	189,1	:	:	27,0	24,7	8,0	24,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	85,0	46,4	65,0	41,4	51,2	61,3	60,6	66,9	69,9	:	59,4	32,7	63,8	72,3	66,9
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	163,5	117,5	136,8	209,4	168,3	142,0	190,8	169,4	288,5	:	140,0	182,7	174,0	171,9	160,0
Taux brut d'exploitation (%) (2)	8,6	3,7	6,3	18,0	11,0	8,2	15,6	10,7	26,2	:	9,2	14,7	11,7	13,1	11,4

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.29

Industrie pharmaceutique (NACE groupe 24.4)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	6 063	3 699	22 701	448	7 924	33 337	4 255	17 187	:	5 030	2 409	933	811	5 461	17 672
Nombre de personnes occupées (milliers)	17	11	111	4	37	97	8	69	:	15	10	7	6	19	63
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 745	1 660	8 802	136	2 719	9 754	2 579	6 258	:	1 034	976	337	381	2 390	8 113
Achats de biens et services (millions d'euros)	4 048	2 108	16 624	529	6 734	25 477	1 766	13 540	:	4 205	1 835	749	506	3 152	11 679
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	1 003	747	6 236	119	1 601	4 886	271	3 632	:	551	538	189	202	977	3 525
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	298,5	:	1 156,3	:	318,2	:	232,2	824,2	:	:	255,9	73,7	53,9	715,4	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	156,9	145,0	79,1	34,8	73,5	100,5	312,2	91,0	:	:	93,2	46,9	64,7	123,0	127,9
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	273,6	215,6	141,2	146,5	169,8	176,2	950,9	172,3	:	187,6	181,6	177,9	188,9	244,7	230,2
Taux brut d'exploitation (%) (3)	29,2	24,7	10,0	7,9	12,4	12,3	55,5	13,4	:	9,8	15,2	13,7	21,2	29,3	23,6

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.30

## Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien (NACE groupe 24.5)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 498	351	10 699	587	5 082	15 478	598	6 867	:	911	324	320	78	241	9 029
Nombre de personnes occupées (milliers)	6	2	48	4	27	50	3	19	:	5	2	3	1	1	41
Valeur ajoutée (millions d'euros)	472	109	2 954	222	1 411	3 831	270	1 708	:	305	99	85	23	94	3 585
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 355	303	9 187	465	4 124	12 943	338	5 935	:	745	337	276	73	203	6 377
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	267	61	2 452	99	789	2 334	86	800	:	167	77	52	19	61	1 644
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	51,8	:	430,8	:	172,7	:	35,4	170,5	:	:	9,2	15,2	1,9	12,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	77,5	62,4	61,8	52,9	52,0	77,1	84,3	90,6	:	:	53,9	31,1	41,5	63,1	88,1
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	176,7	170,3	120,5	243,8	178,8	155,2	314,7	213,5	:	182,8	128,6	164,4	124,3	153,8	218,1
Taux brut d'exploitation (%) (3)	11,4	11,3	4,2	19,5	11,4	8,4	30,7	11,9	:	13,2	5,1	9,4	8,3	11,2	19,4

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.31

## Fabrication d'autres produits chimiques (NACE groupe 24.6)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL (2)	A (1)	P	FIN (1)	S (3)	UK
Production (millions d'euros)	:	114	10 929	69	2 556	7 008	:	6 432	266	2 350	314	192	224	477	7 069
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	1	48	1	14	31	:	20	1	10	2	2	1	2	30
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	40	3 646	29	806	2 021	:	1 506	71	763	114	48	77	164	2 664
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	92	8 853	50	2 187	5 386	:	5 394	268	1 823	280	171	164	369	5 397
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	:	98	2 422	12	471	1 395	:	824	40	393	80	34	43	104	1 482
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	:	:	441,3	:	125,0	:	:	380,6	:	:	10,0	38,4	10,4	16,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	47,2	75,8	39,6	58,3	66,1	:	74,2	84,2	:	65,9	23,2	65,4	67,9	89,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (4)	:	125,6	150,5	198,3	171,2	137,6	:	182,9	176,7	194,1	142,0	140,2	180,6	157,7	179,8
Taux brut d'exploitation (%) (4)	:	8,3	9,8	17,7	11,5	7,2	:	10,1	9,0	14,6	8,5	6,5	14,8	11,4	14,7

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) 1998.

(4) DK et F, 1999; EL, 1998.

(5) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.32

## Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NACE groupe 24.7)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A (1)	P	FIN (1)	S	UK
Production (millions d'euros)	649	230	4 149	42	977	637	:	1 953	:	577	495	161	91	:	1 383
Nombre de personnes occupées (milliers)	3	1	18	1	5	2	:	8	:	:	3	1	1	:	5
Valeur ajoutée (millions d'euros)	161	73	1 245	15	295	130	:	502	:	173	170	30	15	:	507
Achats de biens et services (millions d'euros)	637	158	3 455	34	868	546	:	1 561	:	405	348	133	77	:	1 331
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	100	:	842	13	170	97	:	303	:	81	149	19	18	:	238
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	28,3	:	166,1	:	128,3	:	:	131,7	:	:	40,0	12,0	1,9	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	62,4	67,2	69,8	21,4	58,0	55,5	:	59,9	:	:	51,4	37,5	28,6	:	112,6
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	160,8	:	147,9	166,4	173,6	133,1	:	165,7	:	213,6	114,7	157,0	80,7	:	212,8
Taux brut d'exploitation (%) (2)	7,8	:	8,7	18,5	12,0	5,4	:	10,0	:	15,8	4,2	7,0	-3,5	:	14,9

(1) 1999.

(2) F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.33

**Industrie du caoutchouc (NACE groupe 25.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 033	205	9 979	62	3 892	9 022	115	6 240	305	461	577	432	378	838	4 491
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	6	2	75	1	33	70	2	42	2	3	4	5	3	6	38
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)</b>	346	85	4 064	25	1 603	3 275	39	2 091	138	179	246	142	174	336	1 954
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 061	122	8 340	38	3 063	6 544	78	5 235	274	314	508	299	236	538	3 179
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	220	62	3 216	12	1 120	2 428	35	1 374	113	126	178	81	103	227	1 529
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	57,1	:	521,0	:	245,3	:	6,0	377,5	:	:	32,5	51,0	35,5	33,8	:
<b>Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)</b>	62,1	45,3	53,9	43,0	48,9	46,9	26,2	50,1	71,4	53,5	58,1	27,0	63,6	52,1	51,5
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (5)</b>	157,3	118,5	126,4	184,7	143,1	132,6	114,2	152,2	122,1	142,7	138,1	210,2	169,7	148,3	127,8
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	9,0	7,6	6,9	16,5	10,6	8,5	4,2	10,0	6,0	11,0	9,1	18,5	18,7	12,7	8,2

(1) 1999.

(2) P, 1999.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

(5) DK, F et P, 1999; EL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.34

**Transformation des matières plastiques (NACE groupe 25.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	5 699	2 192	37 971	656	10 018	21 267	1 049	18 993	479	4 629	3 242	1 497	2 022	1 907	21 604
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	25	19	285	8	86	146	9	110	2	27	23	19	15	14	170
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	1 669	945	14 082	263	3 140	6 422	408	5 320	169	1 463	1 196	431	810	722	8 311
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	4 769	1 360	26 807	461	7 784	15 885	683	14 161	360	3 441	2 319	1 200	1 292	1 298	14 437
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	1 059	604	10 304	134	1 923	4 408	223	3 123	91	932	845	253	475	500	5 462
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	325,0	:	2 023,1	:	592,4	:	79,4	1 130,6	:	:	240,4	155,3	143,0	173,7	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	65,6	50,4	49,4	32,7	36,4	43,9	44,8	48,4	88,0	53,6	51,3	22,9	53,5	51,1	48,7
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	157,6	147,7	136,7	186,2	163,3	142,4	182,9	170,3	185,0	156,9	141,5	170,3	170,5	144,3	152,2
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	9,6	13,8	9,3	16,3	11,4	9,4	17,2	11,5	14,7	10,9	10,1	11,2	16,6	11,1	12,5

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 6.35

**Industrie chimique; industrie du caoutchouc et des plastiques (NACE sous-sections DG et DH)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	973	203	5 806	255	4 339	182	487	:	12 276	2 159	1 612	1 946	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	50	3	101	6	67	6	12	:	233	116	34	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	250	75	1 544	60	1 315	54	68	:	3 887	565	329	549	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	817	:	4 774	230	2 969	128	435	:	9 958	1 874	1 354	1 355	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	128	:	665	32	521	23	60	:	1 776	337	192	405	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	66,1	13,3	452,3	11,8	500,4	24,5	46,2	:	1 153,7	311,4	145,9	167,5	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	5,0	25,2	15,3	9,8	19,6	8,4	5,6	:	13,2	4,9	9,5	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	194,8	:	232,2	190,5	252,4	234,9	113,5	:	218,9	168,0	171,4	135,6	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	11,8	:	14,3	9,9	17,2	17,6	1,6	:	16,0	10,2	7,9	6,9	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ et HU, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).



## Produits minéraux non métalliques



Le secteur des produits minéraux non métalliques joue un rôle intermédiaire de transformation de minéraux généralement extraits de mines ou de carrières en produits pouvant être utilisés par les industries en aval, notamment le secteur de la construction. En outre, certains produits minéraux non métalliques sont directement vendus aux consommateurs finaux sous la forme de biens de consommation durables, comme les vaisselles céramiques et les verreries, tandis que d'autres sont utilisés par divers secteurs manufacturiers, comme les briques réfractaires pour l'élaboration de l'acier ou le verre pour l'industrie automobile.

Ce secteur est caractérisé par une dépendance énergétique relativement élevée, les processus manufacturiers nécessitant souvent des températures élevées. Certains fabricants ont relevé ce défi en développant et en investissant dans des méthodes de production plus propres et plus rentables et en encourageant l'utilisation de matériels recyclés.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des produits minéraux non métalliques a généré 58,3 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2001, soit 4,4 % de la valeur ajoutée manufacturière. Sa part relative dans la valeur ajoutée totale manufacturière a diminué de 0,3 point de pourcentage entre 1991 et 2001.

Une analyse plus détaillée de la production communautaire de produits minéraux non métalliques (voir graphique 7.2) montre que la fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre (groupe 26.6 de la NACE) a le plus contribué à la valeur ajoutée en 2000, le secteur de la fabrication du verre (groupe 26.1 de la NACE) étant le second contributeur. Deux autres groupes de la NACE représentaient une part d'au moins 10 % de la production: la fabrication de ciment, de chaux et de plâtre (groupe 26.5) et la fabrication de produits céramiques autres que les briques et les carreaux (groupe 26.2).

L'Allemagne a été, de loin, le premier producteur de produits minéraux non métalliques en 2000 avec près d'un quart (24,0 %) de la valeur ajoutée totale dans l'Union européenne. L'Italie et l'Espagne, avec 14,9 % et 14,2 % respectivement, la France et le Royaume-Uni ont apporté les contributions secondaires. Le Luxembourg, la Grèce, le Portugal et l'Espagne ont affiché dans ce secteur une activité supérieure à la moyenne compte tenu de la taille de leurs industries manufacturières respectives <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> EL, IRL et S, 1999.

Ce chapitre concerne la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (division 26 de la NACE). Les huit groupes de la NACE couverts par la division 26 portent respectivement sur le secteur du verre (groupe 26.1), la fabrication de produits céramiques et de produits en terre cuite (groupes 26.2 à 26.4) et la fabrication et le travail du ciment, du béton, de la pierre et d'autres produits minéraux non métalliques (groupes 26.5 à 26.8). L'extraction de produits minéraux non métalliques est prise en compte dans le chapitre 2.

### NACE

- 26: fabrication d'autres produits minéraux non métallique;
- 26.1: fabrication de verre et d'articles en verre;
- 26.2: fabrication de produits céramiques autres que pour la construction;
- 26.3: fabrication de carreaux en céramique;
- 26.4: fabrication de tuiles et briques en terre cuite;
- 26.5: fabrication de ciment, chaux et plâtre;
- 26.6: fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre;
- 26.7: travail de la pierre;
- 26.8: fabrication de produits minéraux divers.

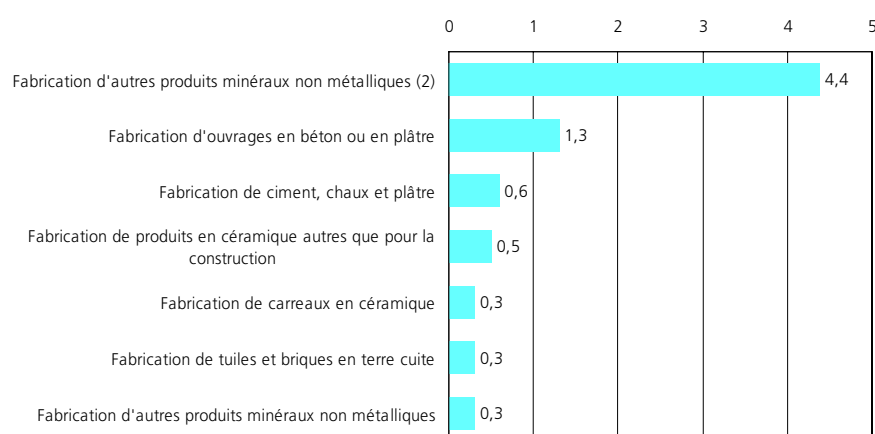


**Tableau 7.1**  
**Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	111 939	114 072	108 351	114 526	121 894	121 951	127 350	131 183	138 126	143 417	147 047
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	1 235	1 195	1 106	1 077	1 090	1 070	1 064	1 064	1 063	1 072	1 075
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	45 858	46 068	43 851	47 314	49 488	49 227	50 097	51 930	55 032	57 084	58 276
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	30 822	31 501	29 919	29 975	31 387	31 795	32 015	32 291	33 415	34 126	34 350
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	37,1	38,5	39,7	43,9	45,4	46,0	47,1	48,8	51,8	53,2	54,2
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	148,8	146,2	146,6	157,8	157,7	154,8	156,5	160,8	164,7	167,3	169,7

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 7.1**  
**Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)**  
**Part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'UE, 1999 (%) (1)**



(1) Verre et articles en verre (NACE groupe 26.1) et travail de la pierre (NACE groupe 26.7), non disponibles.  
(2) 2001.

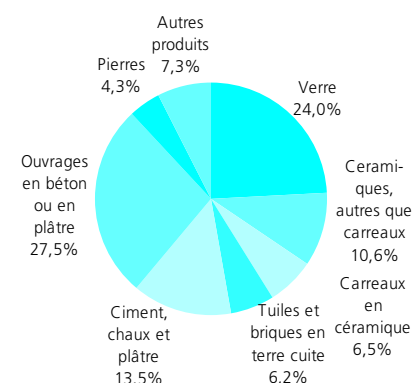
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Pendant trois années consécutives, entre 1991 et 1994, la valeur ajoutée à prix constants du secteur des produits minéraux non métalliques de l'Union européenne a diminué mais, depuis, aucune variation négative annuelle n'a été enregistrée. Entre 1995 et 2000, la valeur ajoutée a progressé à un taux annuel moyen de 2,4 %. Au cours de la deuxième moitié des années 90, c'est en Grèce, en Espagne, en Irlande et en Finlande que la croissance a été la plus prononcée. Par contre, l'Allemagne et la Belgique ont vu chuter leur production réelle de produits minéraux non métalliques sur trois des cinq années qui se sont écoulées entre 1996 et 2000 (2).

(2) EL, I, P, FIN et S, disponibles jusqu'en 1999; IRL, L et NL, disponibles jusqu'en 1998; A et UK, pas de données récentes disponibles.

En général, la production du secteur des produits minéraux non métalliques suit de près celle du secteur de la construction. Cette tendance a été plus prononcée dans les secteurs dont la majeure partie de la production est destinée à la construction comme les ouvrages en béton, en plâtre ou en ciment (groupe 26.6 de la NACE) dont la production a évolué de façon pratiquement identique à celle de la construction entre 1994 et 1998. La progression de la fabrication de briques et de tuiles (groupe 26.4 de la NACE) et de celle de ciment, de chaux et de plâtre (groupe 26.5 de la NACE) a été semblable, avec toutefois des fluctuations plus importantes que dans le secteur de la construction dans son ensemble.

**Graphique 7.2**  
**Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)**  
**Ventilation de la valeur ajoutée dans l'industrie des produits minéraux non métalliques dans l'UE, 2000 (1)**



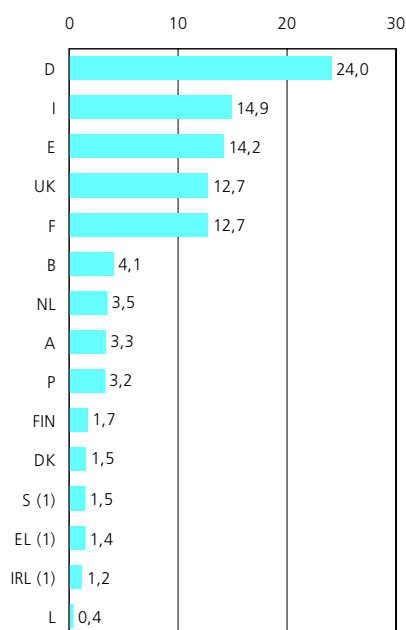
(1) Estimations.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Il existe une forte proportion de PME dans le secteur des produits minéraux non métalliques. Cette constatation s'explique partiellement par l'important degré de concentration de ce secteur dans les États membres méridionaux où les PME constituent, en général, une classe d'entreprises prédominante. Tel a été notamment le cas en Italie et en Espagne où les PME ont généré plus de 60 % de la valeur ajoutée de ce secteur en 2000. En France, les PME ne représentaient que 35,4 % de la valeur ajoutée en 2000 ce qui se devait, en partie, à la relative prédominance des grandes entreprises dans le sous-secteur du verre où les PME contribuaient à hauteur de 23,2 % à la valeur ajoutée.

Graphique 7.3

**Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)**  
Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)



(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Le secteur des produits minéraux non métalliques occupait 1,08 million de personnes dans l'Union européenne en 2001, soit 160 000 de moins qu'en 1991, cette réduction nette de l'emploi s'étant entièrement produite entre 1991 et 1994. Entre 1994 et 2001, l'emploi est resté pratiquement stable dans ce secteur, oscillant entre 1,06 et 1,08 million de personnes.

La proportion de salariés dans l'emploi communautaire des autres produits minéraux non métalliques est très voisine de la moyenne du secteur manufacturier (90,1 % contre une moyenne de 91,8 % en 2001). Néanmoins, la part des hommes y était supérieure à la moyenne manufacturière (79,3 % contre 71,6 %), ce qui explique sans doute pourquoi la proportion de travailleurs à temps partiel (5,4 %) était inférieure, dans ce secteur, à la moyenne manufacturière (7,5 %).

Tableau 7.2

**Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)**  
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)
<b>EU-15</b>	20,5	20,7	:	5,4	7,6	8,8
<b>B</b>	13,8	7,1	:	:	12,1	:
<b>DK</b>	:	22,6	:	17,0	:	:
<b>D</b>	24,7	22,1	7,4	9,1	5,9	7,8
<b>EL</b>	13,0	13,2	:	:	18,7	18,7
<b>E</b>	11,8	14,9	:	1,8	8,9	8,5
<b>F</b>	19,9	24,0	5,8	4,5	6,1	6,2
<b>IRL (3)</b>	:	17,5	:	:	:	:
<b>I</b>	23,2	23,8	4,5	4,0	9,8	15,3
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	:	:	:	13,6	:	:
<b>A</b>	24,4	21,7	10,2	9,6	:	:
<b>P</b>	31,5	25,1	:	:	:	12,1
<b>FIN</b>	:	18,6	:	:	:	:
<b>S</b>	:	:	:	:	:	:
<b>UK</b>	22,5	23,3	:	7,8	6,8	7,5

(1) DK, 1998.

(2) P, 1999.

(3) 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Tableau 7.3

**Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)**  
Productivité du travail et coût de la main-d'œuvre dans l'UE, 2001

	Productivité apparente du travail (milliers d'euros par personne occupée)	Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)
<b>Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques</b>	54,2	169,7
<b>Fabrication de verre et d'articles en verre</b>	:	:
<b>Fabrication de produits céramiques autres que pour la construction</b>	38,0	138,2
<b>Fabrication de carreaux en céramique</b>	47,9	154,0
<b>Fabrication de tuiles et briques en terre cuite</b>	57,2	186,1
<b>Fabrication de ciment, chaux et plâtre</b>	120,2	265,6
<b>Fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre</b>	52,7	159,9
<b>Travail de la pierre</b>	:	:
<b>Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques</b>	61,9	155,1

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La part des salariés dans l'emploi total dépassait 90 % à l'exception du Portugal, de l'Italie et de la Grèce, trois pays où la part des salariés dans l'emploi de l'industrie manufacturière était aussi inférieure à 90 %. De même, la part des travailleurs à temps partiel dans le secteur des produits minéraux non métalliques s'établissait généralement en deçà de 6 % en 2001, sauf en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche, en Suède et au Royaume-Uni (cinq pays où la part du travail à temps partiel dans l'industrie manufacturière est la plus élevée). La présence des femmes dans ce secteur était généralement comprise dans une fourchette allant de 15 % à 25 %, sauf en Belgique, en Grèce et aux Pays-Bas où cette part se situait au-dessous de cette fourchette.

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur communautaire des produits minéraux non métalliques s'est élevée à 54 200 euros par personne occupée en 2001, un chiffre proche de la moyenne manufacturière de 55 900 euros. À l'exception du Portugal (26 000 euros par personne occupée en 2000), la productivité apparente de la main-d'œuvre des États membres s'établissait entre 44 400 euros (Espagne) et 70 300 euros (Pays-Bas) en 2000 <sup>(3)</sup>.

En général, le coût unitaire de la main-d'œuvre était également proche des moyennes manufacturières dans tous les États membres avec des écarts allant de + 9 % au Portugal et en Irlande à - 9 % en Allemagne et au Luxembourg et à - 11 % au Royaume-Uni en 2000 <sup>(4)</sup>.

<sup>(3)</sup> EL, IRL et S, 1999.

<sup>(4)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998.

### COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 7,6 milliards d'euros en 2001 dans le secteur des produits minéraux non métalliques (division 26 de la CPA), dépassant d'un peu plus de 3 milliards le résultat obtenu en 1991. Malgré l'augmentation de cet excédent, les importations communautaires se sont développées à un rythme plus soutenu que les exportations et le taux de couverture est passé de 226 % à 180 % sur la période de dix ans considérée.

Entre 1991 et 2001, la valeur des exportations de produits minéraux non métalliques a augmenté de deux à deux fois et demie pour la plupart des produits analysés dans le présent chapitre. Celle des carreaux en céramique (groupe 26.3 de la CPA) a triplé tandis que celle des produits céramiques autres que pour la construction (groupe 26.2 de la CPA), du ciment, chaux et plâtre (groupe 26.5 de la CPA) et des produits en pierre (groupe 26.7 de la CPA) a presque doublé. L'évolution de ces divers sous-groupes a modifié la structure des exportations de produits minéraux non métalliques à l'avantage des carreaux en céramique dont la part est passée de 13,0 % en 1991 à 18,4 % en 2001.

Le premier marché exportateur a été celui des articles en verre (groupe 26.1 de la CPA) qui a représenté un peu moins d'un tiers (31,1 %) des exportations communautaires de produits minéraux non métalliques en 2001. Malgré une croissance relativement faible, dans les années 90, des exportations de produits céramiques autres que pour la construction, ceux-ci continuent à constituer le deuxième marché (20,3 % des exportations totales). Le seul autre groupe de produits représentant plus de 10 % des exportations communautaires a été celui de la fabrication de produits minéraux divers (11,7 %).

Les États-Unis ont été le principal client de l'Union européenne dans ce secteur (25,6 % des exportations en 2001). Aucun autre pays n'a absorbé une part des exportations communautaires supérieure à 10 %. Hormis les États-Unis dont la part sur les exportations totales a augmenté de 4,2 points de pourcentage entre 1991 et 2001, la Pologne, la République tchèque et la Russie ont été les trois marchés où cette part s'est développée le plus rapidement. Entre 1991 et 2001, la part des exportations communautaires à destination de nations développées telles que la Suisse, le Japon, l'Australie et le Canada a décliné.

Les deux tiers des importations communautaires de produits minéraux non métalliques étaient constitués, en 2001, de produits en verre (41,8 %) ou de produits céramiques autres que pour la construction (23,9 %). Les importations communautaires de verre ont presque triplé entre 1991 et 2001, mais celles des produits de la pierre ont connu une croissance encore plus rapide puisqu'elles se sont presque multipliées par 6.

Les principaux fournisseurs de l'Union européenne en produits minéraux non métalliques ont été les États Unis, la Chine, la République tchèque, la Turquie, le Japon et la Pologne. Ces pays ont conjointement représenté près de 60 % des importations communautaires de 2001. Par rapport à 1991, les parts relatives de la Suisse, de Taïwan, du Japon et de la Norvège ont toutes diminué d'au moins 3 points de pourcentage. Les principaux bénéficiaires ont été la Chine (augmentation de 4,4 points des importations entre 1991 et 2001), l'Inde (1,9 point), la Turquie (1,8 point), le Vietnam (1,4 point) et la Thaïlande (1,3 point).

Tableau 7.4

**Autres produits minéraux non métalliques (CPA division 26)**  
Exportations extracommunautaires de l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Autres produits minéraux non métalliques</b>	8 176,0	100,0	17 105,5	100,0	109,2	-
Verre et articles en verre	2 467,0	30,2	5 327,4	31,1	115,9	1,0
Produits céramiques	1 873,4	22,9	3 472,4	20,3	85,4	-2,6
Carreaux en céramique	1 064,6	13,0	3 153,2	18,4	196,2	5,4
Tuiles et briques en terre cuite	65,7	0,8	154,3	0,9	134,9	0,1
Ciment, chaux et plâtre	340,4	4,2	515,3	3,0	51,4	-1,2
Ouvrages en béton ou en plâtre	391,7	4,8	800,6	4,7	104,4	-0,1
Ouvrages en pierre	1 047,1	12,8	1 668,9	9,8	59,4	-3,1
<b>Autres produits minéraux non métalliques</b>	910,0	11,1	2 002,3	11,7	120,0	0,6

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 7.5

**Autres produits minéraux non métalliques (CPA division 26)**  
Importations extracommunautaires dans l'UE

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Autres produits minéraux non métalliques</b>	3 619,5	100,0	9 527,1	100,0	163,2	-
Verre et articles en verre	1 394,5	38,5	3 981,9	41,8	185,5	3,3
Produits céramiques	947,5	26,2	2 279,7	23,9	140,6	-2,3
Carreaux en céramique	133,7	3,7	299,8	3,1	124,3	-0,5
Tuiles et briques en terre cuite	16,3	0,5	45,5	0,5	178,7	0,0
Ciment, chaux et plâtre	310,8	8,6	734,5	7,7	136,3	-0,9
Ouvrages en béton ou en plâtre	145,9	4,0	325,0	3,4	122,7	-0,6
Ouvrages en pierre	85,1	2,4	505,6	5,3	493,8	3,0
<b>Autres produits minéraux non métalliques</b>	585,5	16,2	1 345,6	14,1	129,8	-2,1

Source: Eurostat, Comext.

## 7.1: VERRE

Le groupe 26.1 de la NACE recouvre la fabrication de verre et d'articles en verre tels que le verre plat, le verre de conditionnement, les fibres de verre ou le verre spécialisé.

Le verre se présente sous diverses formes et a de multiples applications qui vont du conditionnement (bouteilles et bocaux) au verre plat (vitrage dans les secteurs de la construction et de l'automobile) en passant par le verre à usage domestique (vaisselle et articles de décoration) et le verre spécial (tubes cathodiques, ampoules et verre optique). La demande de verre provient d'une large gamme de secteurs en aval, peu de produits étant directement destinés aux consommateurs finaux.

La collecte et le recyclage du verre ont commencé il y a plus de 25 ans et la plupart de la consommation de verre de conditionnement de l'Union européenne est actuellement recyclée. Cette production en circuit fermé peut se répéter sans que la qualité technique du verre se détériore. Le tableau 7.6 fournit des informations sur le volume de verre recyclé dans chaque État membre en 1990 et en 2001. Selon la Fédération européenne du verre d'emballage (FEVE), c'est au Portugal, en Suède et en Irlande que l'on trouve les taux de croissance les plus élevés entre ces deux dates. Les chiffres de recyclage les plus importants ont été enregistrés en France et en Allemagne où plus de 30 kg de verre par habitant ont été recyclés en moyenne en 2001.

## PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de verre a généré 13,6 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(5)</sup> ce qui équivaut à près d'un quart de la production du secteur des produits minéraux non métalliques. L'Allemagne a été le premier producteur avec 3,6 milliards d'euros de valeur ajoutée (environ 26,8 % du total communautaire). Elle était suivie de la France, contribuant pour 18,7 % au total communautaire. Néanmoins, en termes relatifs, l'Autriche, la Belgique, le Portugal et la France ont été les pays les plus spécialisés tandis qu'au Danemark, en Grèce et en Finlande la contribution du secteur du verre à la valeur ajoutée manufacturière totale n'atteignait pas la moitié de la moyenne communautaire.

<sup>(5)</sup> EL, IRL et S, 1999; L, non disponible.

**Tableau 7.6**  
Le recyclage du verre  
(tonnage collecté en milliers) (1)

	1990	2001
<b>EU-15 (2)</b>	4 966	8 364
<b>B</b>	204	279
<b>DK (3)</b>	61	125
<b>D</b>	1 791	2 666
<b>EL</b>	18	44
<b>E</b>	304	506
<b>F</b>	906	1 950
<b>IRL (3)</b>	13	46
<b>I</b>	732	1 100
<b>L</b>	:	:
<b>NL</b>	310	400
<b>A</b>	135	200
<b>P</b>	46	122
<b>FIN</b>	24	46
<b>S</b>	50	144
<b>UK</b>	372	736

(1) En provenance du public et des embouteilleurs.

(2) À l'exclusion de L.

(3) Estimations.

Source: FEVE (Fédération Européenne du Verre d'Emballage) – Glass Gazette, N° 28 / Octobre 2002.

**Tableau 7.7**  
Production de verre dans l'UE  
(milliers de tonnes)

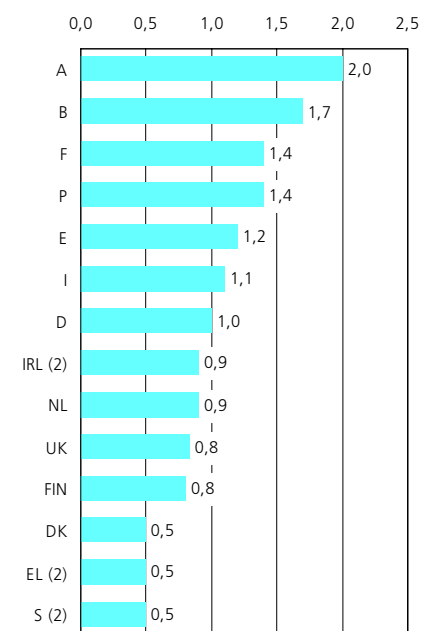
	1995	2001
<b>Verre plat</b>	6 458	7 414
<b>Verre creux</b>	16 938	17 818
<b>Vaisselle en verre (1)</b>	998	968
<b>Fibres de renforcement</b>	488	546
<b>Autres (1)</b>	1 531	1 371

(1) E, non disponible.

Source: CPIV (Comité Permanent de l'Industrie du Verre de l'UE) - 89, avenue Louise, Bruxelles, B-1050.

Selon le CPIV (Comité permanent de l'industrie du verre de l'Union européenne), le verre d'emballage a été le principal groupe de produits du verre en 2001 avec une production de 17,8 millions de tonnes, soit environ 60 % du volume total de verre produit dans l'Union européenne. Le verre plat (7,4 millions de tonnes, soit environ 22 % du volume total) constituait le second marché. Les autres sous-secteurs ont représenté conjointement moins de 20 % de la production de verre dans l'Union européenne (voir tableau 7.7). Il convient de remarquer que les ratios prix-poids des divers produits du verre peuvent varier considérablement et que, en conséquence, les mesures de volume ne traduisent pas toujours l'importance de chaque produit.

**Graphique 7.4**  
Fabrication de verre et d'articles en verre  
(NACE groupe 26.1)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie  
manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La production de verre est assez fortement concentrée dans les grandes entreprises qui emploient 250 personnes ou plus. Ces entreprises ont représenté au moins 75 % de la valeur ajoutée générée par l'industrie du verre en Belgique, en France, en Irlande et en Autriche et plus de 50 % de la valeur ajoutée dans tous les autres pays pour lesquels des données étaient disponibles, à l'exception de l'Italie <sup>(6)</sup>. Le verre d'emballage est produit dans tous les États membres, à l'exception du Luxembourg, par quelque 140 sites de production. Le secteur du verre plat est beaucoup plus concentré : il n'existe ainsi que dix usines appartenant à Pilkington (UK), Saint-Gobain (F) et à des entreprises japonaises et américaines. La fabrication des produits du verre spécialisé est aussi relativement concentrée, la majorité de la production étant assurée par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Par contre, le secteur du verre domestique est très dispersé dans les PME de chaque État membre qui tendent généralement à se spécialiser dans des produits à forte valeur ajoutée comme le verre cristallin.

<sup>(6)</sup> B, IRL et FIN, 1999; DK et S, 1998; P et UK, 1997; L, non disponible.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

L'industrie du verre occupait 249 000 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(7)</sup>, soit environ 39 000 personnes de moins qu'en 1990 même si, comme dans le secteur des produits minéraux non métalliques en général, la baisse de l'emploi a surtout été enregistrée au début et au milieu des années 90 (entre 1990 et 1997).

Au Portugal, en Grèce et en Espagne, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur du verre a été beaucoup plus élevée (écart supérieur à 20 %) que dans les secteurs manufacturiers correspondants. Dans la plupart des autres pays, cette productivité oscillait autour de +/- 10 % de la moyenne manufacturière, à l'exception de l'Irlande, la Finlande et la Suède où elle était inférieure d'au moins 25 % à cette moyenne <sup>(8)</sup>.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et S, 1999; L, non disponible.

<sup>(8)</sup> EL, IRL et S, 1999; L, non disponible.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Les produits du verre sont, parmi les produits minéraux non métalliques, les produits les plus échangés représentant 41,8 % des importations et 31,1 % des exportations en 2001. L'Union européenne a enregistré dans ces produits un excédent commercial de 1,3 milliard d'euros en 2001. Cet excédent était supérieur à celui de 1991 (1,1 milliard d'euros), mais n'a pas atteint les niveaux enregistrés au milieu des années 90, époque à laquelle il oscillait entre 1,4 et 1,9 milliard d'euros. Le taux de couverture a décliné, passant de 193 % en 1994 à 134 % en 2001, puisque le rythme d'augmentation des importations ayant été plus rapide que celui des exportations.

Les États-Unis ont été le principal client de l'Union européenne absorbant un peu plus d'un quart (25,6 %) des exportations communautaires totales. Aucun autre pays n'a absorbé plus de 10 % des exportations communautaires de verre en 2001. La Suisse, le Japon et la Pologne ont été les autres grands débouchés de l'Union européenne (avec 5 % à 8 % du total). Entre 1991 et 2001, la part des exportations communautaires à destination de la République tchèque, de la Pologne, de la Russie et de la Chine a augmenté d'au moins 2 points de pourcentage.

Les États-Unis sont aussi le principal fournisseur de verre de l'Union européenne avec 21,2 % du total, devant la République tchèque (10,9 %), tandis que le Japon, la Chine, la Pologne et la Turquie ont tous contribué à hauteur de 5 % au moins aux importations en 2001. La modification de la composition des importations de verre de l'Union européenne entre 1991 et 2001 a principalement joué à l'avantage de la Chine (gain de 4,3 points de pourcentage), puis de la Corée du Sud, de la Thaïlande et de l'Inde.

Tableau 7.8

**Verre et articles en verre (CPA groupe 26.1)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	2 467	2 473	2 738	3 137	3 366	3 661	4 239	4 148	4 223	5 032	5 327
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 395	1 444	1 461	1 622	1 974	1 955	2 252	2 559	2 825	3 627	3 982
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	1 072	1 029	1 276	1 515	1 392	1 706	1 986	1 589	1 398	1 405	1 346
<b>Taux de couverture (%)</b>	176,9	171,2	187,3	193,4	170,5	187,3	188,2	162,1	149,5	138,7	133,8

Source: Eurostat, Comext.

## 7.2: PRODUITS EN CÉRAMIQUE ET EN TERRE CUITE

Le présent sous-chapitre contient des informations relatives à trois groupes de la NACE (26.2 à 26.4). Les données sont généralement présentées de façon agrégée pour ces trois activités. La fabrication de produits céramiques autres que pour la construction relève du groupe 26.2 de la NACE tandis que les carreaux en céramique sont classés dans le groupe 26.3. Le troisième groupe de la NACE traité ici (26.4) est celui de la fabrication de tuiles, de briques et d'autres éléments de construction en terre cuite.

Les produits en céramique et en terre cuite sont utilisés par une large gamme d'industries en aval. La majeure partie d'entre eux est destinée à la construction, comme les tuiles, les briques et les tuyaux. La demande de produits tels que les appareils sanitaires en céramique suit aussi de très près l'évolution du secteur de la construction mais le marché de remplacement est loin d'être négligeable. Les fabricants d'acier, de ciment, de verre, de céramique et de produits pétrochimiques utilisent également des produits réfractaires lorsque leurs procédés de fabrication requièrent des températures élevées, tandis que la demande d'articles en céramique à usage ornemental et de vaisselle émane principalement des ménages et des hôtels et restaurants.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des produits en céramique et en terre cuite (groupes 26.2 à 26.4 de la NACE) a généré 13,3 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000, soit 23,3 % de l'ensemble des produits minéraux non métalliques. L'Italie a été le premier producteur de produits en céramique et en terre cuite avec 23,8 % du total communautaire en 2000, devant l'Allemagne et l'Espagne (20,1 % et 19,0 % respectivement) <sup>(9)</sup>.

<sup>(9)</sup> EL, IRL, A et FIN, 1999; NL et S, non disponibles.

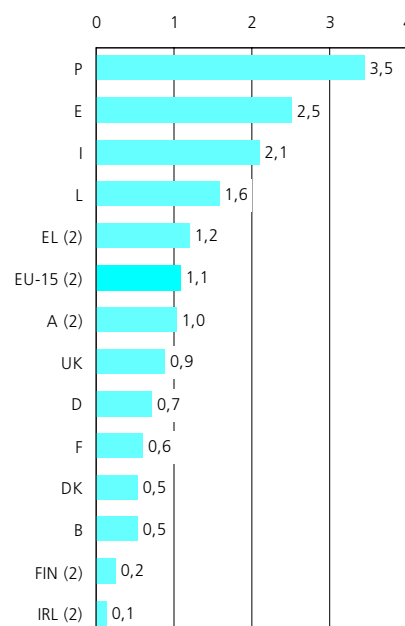
Ce sous-secteur occupait 298 500 personnes en 2000, soit environ 3 400 de plus qu'en 1995, année ayant enregistré le plus faible niveau d'emploi de la dernière décennie.

La ventilation des ventes de l'industrie céramique fournie par Cérame-Unie (voir tableau 7.9) montre que les carreaux pour le revêtement des murs et les dalles de pavement ont représenté environ 37 % des ventes de produits en céramique de l'Union européenne en 2001, les tuiles de toit et les briques représentant 22 %. La fabrication de vaisselle et d'objets d'ornementation a été une activité à forte capacité d'absorption de main-d'œuvre puisqu'elle a représenté 26 % de l'emploi (près de 16 points de pourcentage de plus que sa part sur les ventes).

Le secteur des produits en céramique et en terre cuite est dominé par les PME particulièrement présentes en Europe méridionale. Les PME ont par exemple généré 67,2 % de la valeur ajoutée de ce secteur en Espagne en 1999. La production de produits en céramique est concentrée dans plusieurs régions comme celles de Castellón (Espagne) et Sassuolo (Italie) et dans d'autres zones du Portugal, de l'Allemagne et de la France.

Graphique 7.5

**Fabrication de produits céramiques, de carreaux en céramique et de tuiles et briques en terre cuite (NACE groupes 26.2, 26.3 et 26.4) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) NL et S, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.9

**Principaux indicateurs de l'industrie des céramiques dans l'UE, 2001**

	Ventes (mrds d'euros)	Emploi (milliers)
Carreaux en céramique	10,0	71
Tuiles et briques	6,0	45
Réfractaires	3,0	21
Vaisselle/ornementation	2,7	59
Produits sanitaires	2,3	16
Céramiques techniques	2,5	12
Tuyaux en grès	0,3	3

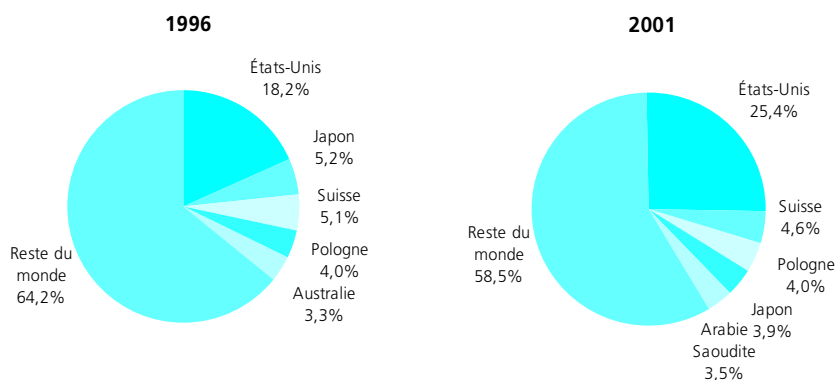
Source: Cerame-Unie.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

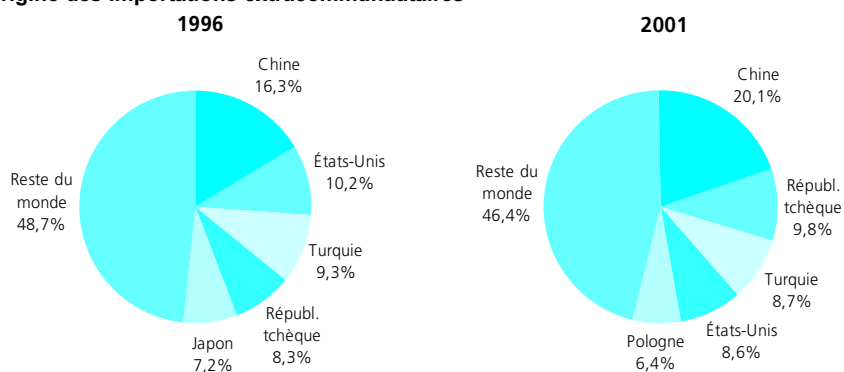
L'Union européenne est largement excédentaire (4,2 milliards d'euros en 2001) dans le secteur des produits en céramique et en terre cuite (groupes 26.2 à 26.4 de la CPA). L'excédent n'a cessé de s'accroître entre 1991 et 1997 pour diminuer ensuite pendant deux années consécutives et s'établir à 3,6 milliards d'euros en 1999. En 2000, l'excédent commercial a augmenté de 13,5 % puis a enregistré une expansion plus modeste de 2,7 % en 2001. Les produits en céramique et en terre cuite ont représenté près de 40 % des exportations et 28 % des importations de produits minéraux non métalliques de l'Union européenne en 2001.

Cette même année, les États-Unis ont été la principale destination des exportations de produits en céramique. Par contre, les principaux marchés exportateurs de l'Union européenne pour les produits en terre cuite ont été des pays géographiquement voisins de l'Union européenne comme la Pologne, la Suisse, la République tchèque et la Croatie.

L'origine des importations communautaires a été extrêmement variée. En 2001, la Chine (23 %) a été de loin de premier fournisseur de produits céramiques autres que pour la construction, la Turquie le premier fournisseur (40 %) de tuiles et de carreaux en céramique, tandis que la République tchèque et la Pologne ont contribué conjointement pour plus de moitié (55 %) aux importations communautaires de produits en terre cuite.

**Graphique 7.6****Produits céramiques, carreaux en céramique, tuiles et briques en terre cuite (CPA groupes 26.2, 26.3 et 26.4)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 7.7****Produits céramiques, carreaux en céramique, tuiles et briques en terre cuite (CPA groupes 26.2, 26.3 et 26.4)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.



### 7.3: CIMENT, BÉTON, PIERRE ET AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES

Ce dernier sous-chapitre regroupe les quatre activités restantes de la division 26 de la NACE. La fabrication de ciment, de chaux et de plâtre (groupe 26.5) y est traitée aux côtés de la fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre (groupe 26.6 de la NACE). Les autres sections couvrent les activités de taille, façonnage et finissage des pierres (groupe 26.7 de la NACE) et la fabrication de produits minéraux divers (groupe 26.8 de la NACE) qui rassemble un éventail d'activités comprenant la production de produits abrasifs, de fils en matières minérales non métalliques et de matières minérales isolantes (isolation thermique ou sonore).

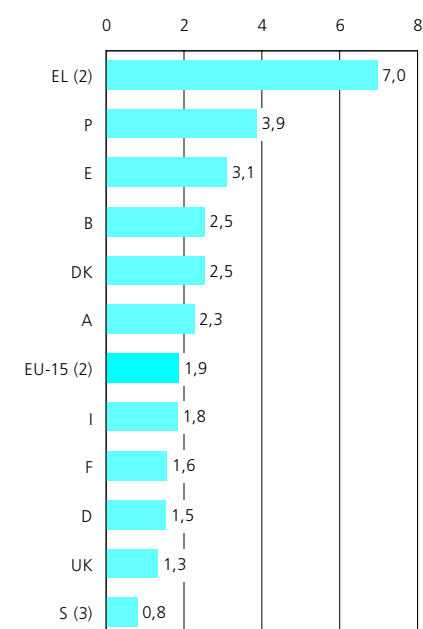
#### FABRICATION DE CIMENT ET DE BÉTON

Le sous-secteur de la fabrication de ciment et de béton (groupes 26.5 et 26.6 de la NACE) a généré 23,4 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000, soit 41 % de l'ensemble des produits minéraux non métalliques. Avec une production de 5,8 milliards d'euros en 2000, l'Allemagne a été, de loin, le premier producteur de ciment et de béton de l'Union européenne. Néanmoins, en termes relatifs, les États méridionaux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne ont été les plus spécialisés dans ces activités. Le ciment et le béton ont aussi contribué, dans une plus large mesure que la moyenne, à la valeur ajoutée manufacturière en Autriche, en Belgique et au Danemark.

Le transport du ciment et du béton implique des coûts élevés. D'une part, le béton prêt à l'emploi, transporté à l'état frais, n'a une durée de vie que de quelques heures et d'autre part les coûts du transport routier du ciment ont augmenté de façon considérable. Selon Cembureau, il est désormais moins cher de traverser l'océan Atlantique avec 35 000 tonnes de ciment que d'acheminer le même volume sur 300 km par la route. Ce secteur est aussi confronté à d'importantes charges de démarrage: on estime en effet que l'investissement nécessaire à une nouvelle usine représente 3 années de chiffre d'affaires. Par ailleurs, les fabricants de ciment sont aussi confrontés à des charges d'exploitation relativement élevées liées à l'importance de la consommation énergétique des processus de production.

Graphique 7.8

**Fabrication de ciment, chaux et plâtre; fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre (NACE groupes 26.5 et 26.6)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) IRL, L, NL et FIN, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.10

**Fabrication de ciment, chaux et plâtre; fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre (NACE groupes 26.5 et 26.6)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	3 454	1 288	15 573	1 245	8 873	8 693	:	8 767	:	:	1 796	1 871	:	922	7 519
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	16	9	96	9	56	38	:	41	:	:	11	13	:	6	39
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	1 132	547	5 752	561	3 111	2 909	:	2 780	:	:	715	699	:	315	2 827
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	2 444	832	10 765	745	6 099	6 301	:	6 064	:	:	1 282	1 396	:	644	4 914
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	636	:	4 009	244	1 392	1 434	:	1 298	:	:	499	220	:	213	1 346
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	382,6	:	981,8	:	617,5	:	:	623,9	:	:	156,2	163,7	:	59,7	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	72,4	60,1	59,6	65,7	55,7	75,6	:	67,3	:	:	64,4	55,3	:	52,5	71,9
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	178,1	:	143,5	215,8	223,5	192,7	:	214,1	:	:	143,3	317,9	:	148,4	210,0
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	13,9	:	10,5	23,9	19,0	15,3	:	16,9	:	:	10,8	23,3	:	11,1	19,1

(1) 1999.

(2) 1998.

(3) F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Contrairement à de nombreux autres secteurs des produits minéraux non métalliques, la tendance à l'internationalisation s'est de plus en plus propagée dans l'industrie du ciment où de nombreuses fusions se sont produites. Les entreprises européennes se sont positionnées dans l'industrie mondiale du ciment qui compte, parmi ses principaux producteurs, des firmes telles que Blue Circle (UK), Dyckerhoff (D), Heidelberg (D), Italcementi (I) et Lafarge (F). Par contre, ce sont les PME qui dominent dans le secteur du béton prêt à l'emploi. Selon l'Association européenne du béton prêt à l'emploi (ERMCO), ce sous-secteur recensait près de 10 500 centrales à béton dans l'Union européenne en 2001 <sup>(10)</sup> (voir tableau 7.11). À l'inverse de la plupart des secteurs manufacturiers, la taille moyenne des centrales à béton prêt à l'emploi en Espagne était supérieure à celle de l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni.

Le secteur du ciment et du béton occupait près de 362 000 personnes dans l'Union européenne en 2000, soit environ 34 % de la main-d'œuvre du secteur des produits minéraux non métalliques. Ce secteur en soi a été très productif puisque sa part sur l'emploi dans les produits minéraux non métalliques était inférieure, de 7 points de pourcentage, à celle qu'il représentait sur la valeur ajoutée. La productivité apparente de la main-d'œuvre s'établissait à 65 000 euros par personne occupée en 2000, à comparer à la moyenne de 53 000 euros des produits minéraux non métalliques.

<sup>(10)</sup> EL, IRL et L, non disponibles.

L'Union a exporté 1,3 milliard d'euros de produits du ciment, de la chaux, du plâtre et du béton (groupes 26.5 et 26.6 de la CPA) en 2001, et en a importé 1,1 milliard. L'excédent commercial communautaire, qui avait augmenté entre 1992 et 1998 pour atteindre 588 millions d'euros, s'est établi à 257 millions d'euros en 2001 après trois années consécutives de déclin. Les produits du ciment, de la chaux, du plâtre et du béton ont représenté 11,1 % des importations et 7,7 % des exportations de produits minéraux non métalliques de l'Union européenne en 2001.

Compte tenu du ratio relativement faible entre le prix et le poids de ces produits, il n'est pas surprenant de constater que les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne ont été, en général, des pays proches du point de vue géographique. La Turquie a été son premier fournisseur (22,8 % en 2001 contre 11,5 % en 1996). On a cependant assisté, au cours des cinq dernières années, à une réorientation des importations en faveur des pays transportant le béton par voie maritime et au détriment des nations voisines. Les principaux bénéficiaires de cette tendance ont été la Thaïlande, le Venezuela, la Russie, l'Arabie saoudite et l'Indonésie.

**Tableau 7.11**  
Principaux indicateurs de l'industrie du ciment prêt à l'emploi, 2001

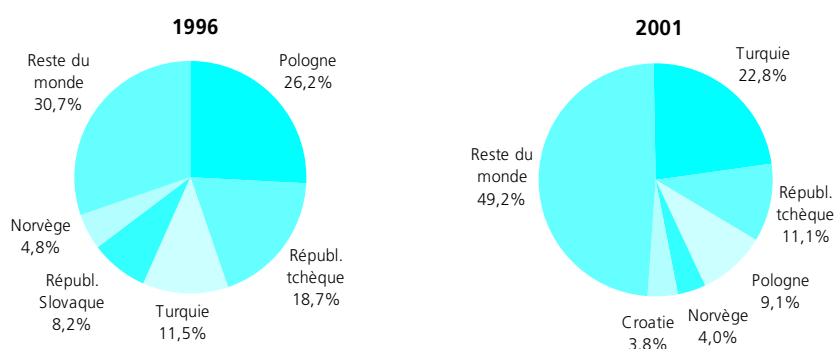
	Nombre d'usines	Production (millions m <sup>3</sup> )
<b>B</b>	300	10,9
<b>DK</b>	108	2,1
<b>D</b>	2 132	51,1
<b>EL</b>	:	:
<b>E</b>	1 500	71,1
<b>F</b>	1 626	34,5
<b>IRL</b>	:	6,0
<b>I</b>	2 450	66,8
<b>L</b>	:	:
<b>NL (1)</b>	180	8,5
<b>A</b>	260	7,3
<b>P</b>	270	11,3
<b>FIN</b>	200	2,6
<b>S</b>	212	2,6
<b>UK (1)</b>	1 250	23,0

(1) Estimations.

Source: ERMCO (European Ready-Mixed Concrete Association) disponible sur <http://www.ermco.org> et [secretariat@ermco.org](mailto:secretariat@ermco.org).

**Graphique 7.9**

**Ciment, chaux et plâtre; ouvrages en béton ou en plâtre (CPA groupes 26.5 et 26.6)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 7.12

**Travail de la pierre (NACE groupe 26.7)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	496	31	601	124	2 661	440	70	1 635	5	64	108	610	146	40	301
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	4	0	7	2	36	5	1	11	0	:	1	15	1	0	5
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	135	13	271	61	997	173	28	488	2	25	54	234	64	17	198
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	391	18	422	75	1 766	293	43	1 143	2	43	72	407	87	23	135
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	85	9	227	30	622	132	16	269	1	18	48	147	39	14	83
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	33,2	:	26,2	:	153,1	:	4,1	73,0	:	:	5,4	86,9	11,2	2,1	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	37,7	41,0	39,1	27,8	27,8	35,1	34,9	43,1	39,7	:	37,4	16,0	46,4	40,9	37,6
<b>Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)</b>	158,6	141,9	119,4	181,8	160,3	117,9	170,4	181,2	176,9	138,3	112,1	159,8	161,7	121,8	239,3
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	9,6	12,8	6,6	20,5	13,9	5,4	16,3	13,6	20,8	10,3	4,6	13,9	17,3	8,0	35,9

(1) 1999.

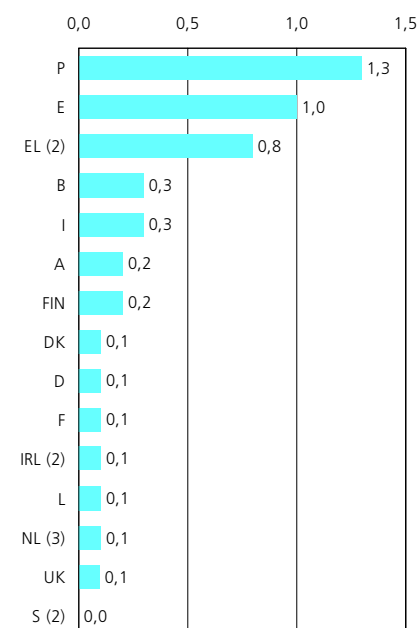
(2) 1998.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 7.10

**Travail de la pierre (NACE groupe 26.7)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**


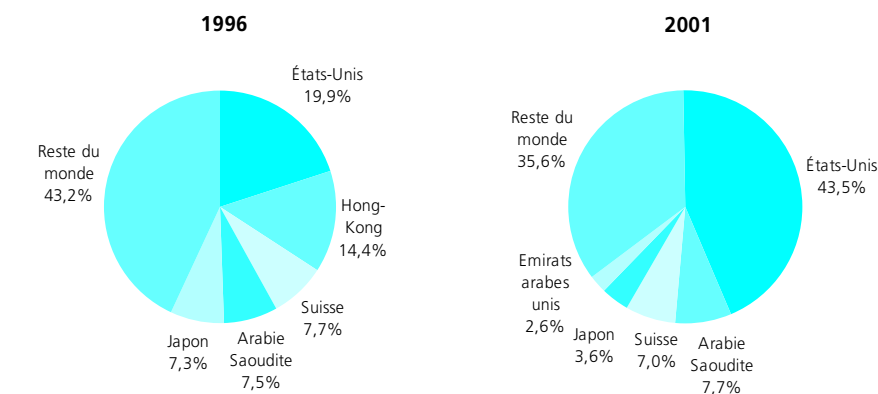
(1) EU-15, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

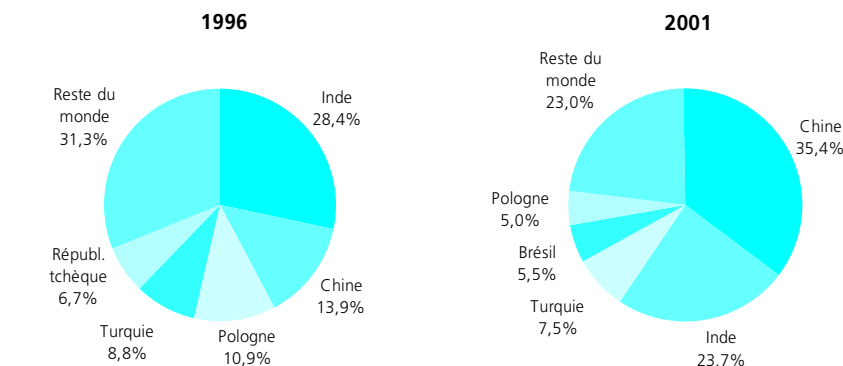
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 7.11

**Ouvrages en pierre (CPA groupe 26.7)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

Graphique 7.12

**Ouvrages en pierre (CPA groupe 26.7)**  
**Origine des importations extracommunautaires**


Source: Eurostat, Comext.

**TRAVAIL DE LA PIERRE**

Le secteur de la taille, du façonnage et du finissage de la pierre (groupe 26.7 de la NACE) est relativement modeste. Il a généré quelque 2,8 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit moins de 4,8 % du secteur des produits minéraux non métalliques de l'Union européenne en 2000 <sup>(11)</sup>. L'Espagne a apporté plus d'un tiers de la valeur ajoutée de l'Union européenne en 2000 dans ce sous-secteur (presque 1 milliard d'euros), soit plus de deux fois la valeur ajoutée de tout autre État membre. L'Italie a généré près de 18 % de la valeur ajoutée de l'Union européenne, aucun autre pays n'y ayant contribué pour plus de 10 %.

L'excédent commercial de l'Union européenne dans le secteur de la pierre de construction (groupe 26.7 de la CPA) a été assez stable entre 1995 et 2001, s'échelonnant entre 1,0 milliard et 1,3 milliard d'euros. En 2001, des exportations de 1,7 milliard d'euros et des importations de 505 millions d'euros ont permis de dégager un excédent de 1,2 milliard d'euros.

<sup>(11)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998.

Les États-Unis ont été la première destination des exportations de pierre de l'Union européenne, avec environ 43,5 % du total, la seconde destination étant l'Arabie saoudite (7,7 %). La principale modification qui s'est produite au niveau des partenaires commerciaux de l'Union européenne entre 1991 et 2001 a été la réduction très prononcée de la part des exportations à destination du Japon, qui a chuté de 18,0 % à 3,6 %. La Chine (35,4 %) et l'Inde (23,7 %) ont été les principaux fournisseurs de pierre du marché communautaire. Ensemble, leur part des importations est passée de 24,7 % en 1991 à 59,1 % quelque dix années plus tard.

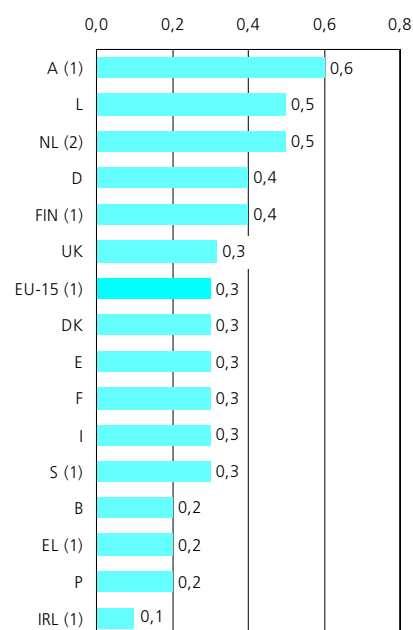
**FABRICATION DE PRODUITS MINÉRAUX DIVERS**

Ce regroupement de produits minéraux divers (groupe 26.8 de la NACE) a généré 4,2 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 dans l'Union européenne, soit 7,3 % du secteur des produits minéraux non métalliques. L'Allemagne en a réalisé, de loin, la plus grande part (1,4 milliard d'euros) avec une production représentant plus du double du Royaume-Uni (667 millions d'euros) <sup>(12)</sup>, second producteur. La balance commerciale de l'Union européenne a été excédentaire de 657 millions d'euros dans le secteur des produits minéraux divers (groupe 26.8 de la CPA) en 2001.

<sup>(12)</sup> EL, IRL, A, FIN et S, 1999; L, données non disponibles.

**Graphique 7.13**

**Fabrication de produits minéraux divers (NACE groupe 26.8)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)**



(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 7.13****Fabrication de produits minéraux divers (NACE groupe 26.8)****Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A (1)	P	FIN (1)	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	297	168	3 571	41	1 136	1 572	77	1 334	31	510	452	98	232	322	1 556
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	1	1	22	0	7	9	0	6	0	3	3	1	2	2	10
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	70	74	1 375	13	315	523	21	475	12	206	178	30	99	113	667
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	248	102	2 846	32	1 056	1 652	58	1 139	20	383	331	77	141	245	1 059
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	50	95	1 006	8	192	407	9	188	9	110	127	18	53	78	382
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	12,0	:	169,6	:	78,0	:	4,7	63,6	:	:	15,4	14,5	10,6	14,0	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	58,7	54,1	61,6	38,1	47,1	58,1	71,1	80,1	47,4	:	60,9	25,6	64,1	50,1	68,1
<b>Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)</b>	141,6	145,3	136,7	142,9	164,4	129,7	237,1	252,4	143,0	187,8	139,7	170,2	187,8	144,6	174,7
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	6,5	13,9	8,8	8,4	9,2	6,2	15,5	18,2	11,5	16,6	10,0	12,0	19,6	9,8	16,5

(1) 1999.

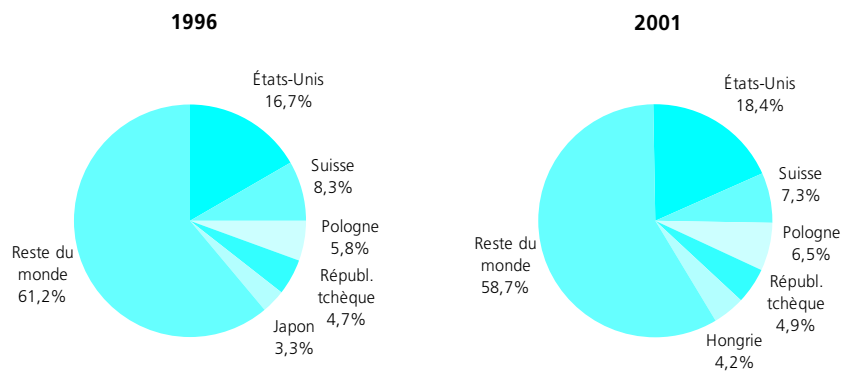
(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

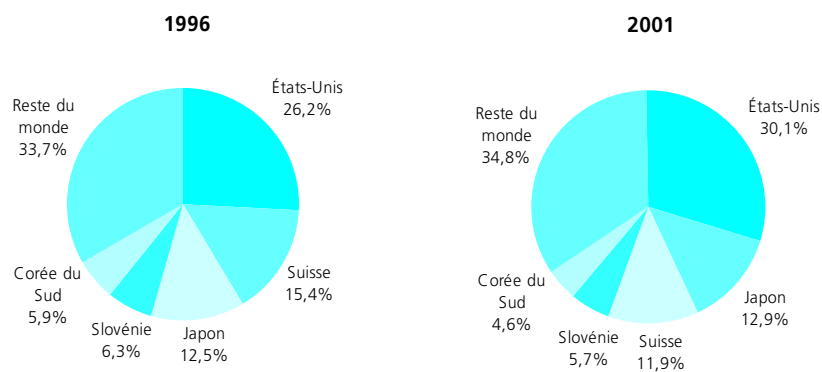
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 7.14

**Produits minéraux divers (CPA groupe 26.8)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Graphique 7.15

**Produits minéraux divers (CPA groupe 26.8)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 7.14

## Fabrication de verre et d'articles en verre (NACE groupe 26.1)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 182	255	8 976	72	2 886	6 927	418	4 756	:	1 089	1 062	635	571	456	3 899
Nombre de personnes occupées (milliers)	11	2	67	1	25	48	4	28	:	7	9	9	5	4	28
Valeur ajoutée (millions d'euros)	748	104	3 646	37	1 160	2 542	249	1 616	:	418	620	256	250	196	1 741
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 794	156	5 866	40	1 963	4 517	217	3 306	:	716	547	426	363	300	2 247
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	513	146	2 616	17	636	1 819	130	928	:	246	355	142	165	152	1 026
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	248,5	:	579,1	:	228,8	:	19,1	398,7	:	:	135,2	130,3	35,1	56,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	65,4	46,4	54,5	45,9	46,7	52,6	64,7	57,4	:	62,1	65,6	28,2	51,5	44,7	63,1
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	145,7	137,0	139,4	188,8	182,5	137,6	191,8	174,3	:	169,7	174,6	179,8	151,7	128,8	169,7
Taux brut d'exploitation (%) (2)	9,2	8,3	10,9	22,9	17,4	10,2	25,4	14,2	:	15,1	23,2	17,3	14,0	9,0	17,9

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.15

## Fabrication de produits céramiques autres que pour la construction (NACE groupe 26.2)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	205	151	3 420	72	1 624	1 451	59	1 625	81	114	514	630	106	255	2 390
Nombre de personnes occupées (milliers)	2	2	37	1	22	16	1	16	1	:	4	23	1	2	30
Valeur ajoutée (millions d'euros)	90	79	1 626	34	751	603	25	697	37	63	257	325	47	112	1 272
Achats de biens et services (millions d'euros)	128	71	2 335	51	1 269	972	40	1 042	49	75	280	387	67	183	1 267
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	66	58	1 273	31	468	537	17	453	19	43	180	227	26	78	895
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	19,0	:	141,3	:	64,4	:	6,5	90,2	:	:	19,4	76,2	4,3	8,2	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	47,9	42,4	44,4	25,8	34,6	38,6	30,6	42,5	46,3	:	69,9	14,3	51,9	52,9	42,2
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	136,1	106,6	127,7	113,7	160,5	113,2	152,1	153,9	194,2	147,8	143,0	143,1	180,9	144,2	142,2
Taux brut d'exploitation (%) (3)	10,8	2,9	8,9	5,4	14,3	4,6	14,1	14,4	23,2	14,7	14,4	14,2	18,7	11,6	14,9

(1) 1999. (2) 1998. (3) F, 1999; DK et EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.16

## Fabrication de carreaux en céramique (NACE groupe 26.3)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A (1)	P	FIN (1)	S	UK
Production (millions d'euros)	6	2	492	30	3 037	333	3	5 325	0	:	0	335	11	:	142
Nombre de personnes occupées (milliers)	0	0	5	0	27	4	0	33	0	:	0	5	0	:	2
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2	1	222	16	1 232	115	1	1 880	0	:	0	137	7	:	52
Achats de biens et services (millions d'euros)	4	1	357	18	2 078	307	2	3 704	0	:	0	211	15	:	135
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	2	:	184	8	690	112	1	1 238	0	:	0	70	4	:	64
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	0,3	:	41,6	:	326,7	:	0,1	340,6	:	:	0	73,7	0,5	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	20,6	37,8	44,9	35,2	46,3	32,9	24,4	56,2	:	:	:	26,6	57,5	:	28,0
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	91,7	:	120,4	171,1	178,6	120,3	157,1	151,8	:	:	:	196,8	158,1	:	81,6
Taux brut d'exploitation (%) (2)	-3,3	:	6,6	20,7	17,1	5,2	16,3	11,6	:	:	:	20,2	12,2	:	-6,0

(1) 1999. (2) F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.17

## Fabrication de tuiles et briques en terre cuite (NACE groupe 26.4)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	335	74	1 717	94	1 180	804	24	1 447	0	381	146	321	21	0	960
Nombre de personnes occupées (milliers)	2	1	14	1	11	5	0	9	0	2	1	6	0	0	9
Valeur ajoutée (millions d'euros)	141	37	825	46	552	407	12	591	0	206	54	163	9	0	517
Achats de biens et services (millions d'euros)	212	45	1 123	51	665	410	14	886	0	215	109	165	13	0	431
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	89	24	561	19	214	172	6	300	0	79	53	65	6	0	322
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	20,4	:	181,7	:	135,9	:	1,5	114,8	:	:	19,1	74,9	1,8	0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	58,2	68,3	59,1	33,1	49,3	81,7	51,9	62,4	:	:	44,9	29,5	46,3	:	57,0
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	159,2	218,3	147,0	213,4	257,8	213,7	190,5	197,1	:	260,6	100,4	249,7	157,9	:	160,8
Taux brut d'exploitation (%) (3)	14,8	29,1	13,8	26,9	28,5	25,7	22,0	20,4	:	31,2	0,1	31,1	15,5	:	20,2

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.18

## Fabrication de ciment, chaux et plâtre (NACE groupe 26.5)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Production (millions d'euros)	1 001	217	3 120	741	2 717	2 531	:	2 827	:	254	343	786	:	194	1 460
Nombre de personnes occupées (milliers)	3	1	15	4	9	7	:	11	:	:	2	2	:	1	7
Valeur ajoutée (millions d'euros)	437	94	1 381	418	1 347	1 072	:	1 213	:	129	154	420	:	69	703
Achats de biens et services (millions d'euros)	604	128	1 794	364	1 424	1 487	:	1 564	:	142	206	526	:	128	786
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	182	:	750	157	402	341	:	417	:	42	84	65	:	27	294
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	237,9	:	274,3	:	252,4	:	:	289,9	:	:	35,6	68,0	:	15,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	126,4	117,5	94,2	103,3	142,2	164,8	:	109,6	:	:	98,0	215,7	:	90,2	95,6
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)	239,7	:	184,1	252,5	334,8	312,3	:	291,1	:	303,8	183,5	651,3	:	251,1	239,2
Taux brut d'exploitation (%) (3)	24,4	:	19,6	33,9	34,8	29,0	:	28,6	:	32,1	19,7	38,3	:	21,5	26,8

(1) 1999. (2) 1998. (3) F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.19

## Fabrication d'ouvrages en béton ou en plâtre (NACE groupe 26.6)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 453	1 071	12 453	504	6 156	6 162	:	5 940	117	:	1 453	1 084	1 122	758	6 060
Nombre de personnes occupées (milliers)	12	8	82	4	46	32	:	30	1	13	10	11	7	5	32
Valeur ajoutée (millions d'euros)	695	453	4 371	143	1 765	1 837	:	1 567	41	:	561	279	408	284	2 123
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 840	704	8 971	381	4 675	4 814	:	4 500	77	:	1 076	870	759	526	4 128
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	453	263	3 259	87	990	1 093	:	882	25	:	415	155	215	195	1 052
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (3)	144,7	:	707,5	:	365,1	:	:	334,0	:	:	120,6	95,7	77,5	40,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	57,1	54,6	53,4	31,8	38,0	57,5	:	51,8	65,7	:	58,9	26,1	61,2	56,0	66,4
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (2)	153,3	156,6	134,1	149,9	178,2	155,4	:	177,7	169,0	:	135,1	179,5	189,5	145,4	201,9
Taux brut d'exploitation (%) (2)	9,6	14,8	8,3	9,2	12,2	9,8	:	11,5	14,3	:	8,9	10,9	16,5	11,1	17,2

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.20

## Travail de la pierre (NACE groupe 26.7)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	496	31	601	124	2 661	440	70	1 635	5	64	108	610	146	40	301
Nombre de personnes occupées (milliers)	4	0	7	2	36	5	1	11	0	:	1	15	1	0	5
Valeur ajoutée (millions d'euros)	135	13	271	61	997	173	28	488	2	25	54	234	64	17	198
Achats de biens et services (millions d'euros)	391	18	422	75	1 766	293	43	1 143	2	43	72	407	87	23	135
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	85	9	227	30	622	132	16	269	1	18	48	147	39	14	83
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	33,2	:	26,2	:	153,1	:	4,1	73,0	:	:	5,4	86,9	11,2	2,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	37,7	41,0	39,1	27,8	27,8	35,1	34,9	43,1	39,7	:	37,4	16,0	46,4	40,9	37,6
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	158,6	141,9	119,4	181,8	160,3	117,9	170,4	181,2	176,9	138,3	112,1	159,8	161,7	121,8	239,3
Taux brut d'exploitation (%) (3)	9,6	12,8	6,6	20,5	13,9	5,4	16,3	13,6	20,8	10,3	4,6	13,9	17,3	8,0	35,9

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 7.21

## Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (NACE division 26)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL (2)	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	346	191	3 102	163	1 124	91	172	:	4 621	1 005	705	547	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	25	3	88	4	31	4	12	:	166	91	24	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	82	80	1 164	57	434	30	48	:	1 975	356	201	164	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	287	:	2 129	115	717	60	126	:	3 150	744	498	352	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	59	:	517	27	189	16	45	:	900	229	122	127	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	70,6	16,4	333,5	21,0	5,1	13,4	16,9	:	646,2	167,0	65,4	55,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	3,2	31,4	13,3	12,8	14,2	7,2	4,1	:	9,4	3,9	8,4	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	139,0	:	225,4	211,5	229,4	186,9	106,7	:	219,5	155,4	165,0	129,4	:
Taux brut d'exploitation (%)	8,0	:	20,1	17,4	19,8	16,1	1,7	:	21,9	12,7	10,9	6,6	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Métallurgie



La demande de métaux dépend d'un large éventail d'applications et de produits industriels. Toutefois, suite à l'adoption des matières plastiques et des céramiques à usage technique, des matériaux de substitution ont remis en cause l'utilisation de bon nombre d'entre eux. Le secteur de la métallurgie a réagi à cette menace en mettant au point des produits présentant des propriétés physiques et techniques plus évoluées.

S'ils sont avant tout utilisés pour la fabrication de machines et d'équipements et pour la fabrication de matériel de transport, les métaux servent également comme éléments de construction dans le secteur du bâtiment (sous forme d'infrastructures en acier, de fenêtres ou de portes en aluminium, ou de matériaux de toiture à base de zinc). Le cuivre domine le marché de la tuyauterie d'alimentation en eau potable et de chauffage domestique et il est également très utilisé pour le câblage des maisons. Les métaux servent également dans le domaine du conditionnement (par exemple, aérosols, boîtes et contenants pour les produits pharmaceutiques et les produits de beauté, boîtes pour les aliments et les boissons).

Selon le World Bureau of Metal Statistics et l'International Iron and Steel Institute (IISI), la production de la plupart des métaux non ferreux a augmenté d'au moins 25 % en volume entre 1991 et 2001, et des taux de croissance particulièrement élevés ont été enregistrés pour le nickel (41,2 %) et le cuivre (46,0 %). Par contre, la production mondiale d'acier brut (847 millions de tonnes en 2001) n'a augmenté que de 15,5 %. Néanmoins, l'acier est resté de loin le métal le plus produit, sa production annuelle en volume étant près de 35 fois supérieure à celle de l'aluminium (24,5 millions de tonnes) qui, de son côté, est deux fois supérieure à celle du cuivre (12,0 millions de tonnes).

Selon l'IISI, la production de métaux à partir de matériaux recyclés est devenue un des domaines dont la croissance est la plus rapide dans ce secteur. Par exemple, les aciéries utilisant des fours électriques pour produire de l'acier à partir de ferraille ont assuré environ un tiers de la production mondiale d'acier brut en 2000. L'utilisation de matériaux recyclés présente l'avantage de réduire considérablement les coûts énergétiques.

La division 27 de la NACE traite de la métallurgie, y compris la production du fer, de l'acier, des ferro-alliages, des métaux précieux et des métaux non ferreux. Elle couvre également la première transformation, et notamment la fabrication de tubes, de barres, de feuillards, de fils et de tôles, ainsi que la fonderie de métaux. Ce secteur économique utilise des métaux provenant des industries extractives (voir chapitre 2).

### NACE

- 27: métallurgie;
  - 27.1: sidérurgie (CECA\*);
  - 27.2: fabrication de tubes;
  - 27.3: première transformation de l'acier (non CECA\*);
  - 27.4: production de métaux non ferreux;
  - 27.5: fonderie;
  - 37.1: récupération de matières métalliques recyclables.
- (\*) CECA: Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Tableau 8.1

### Métallurgie (NACE division 27)

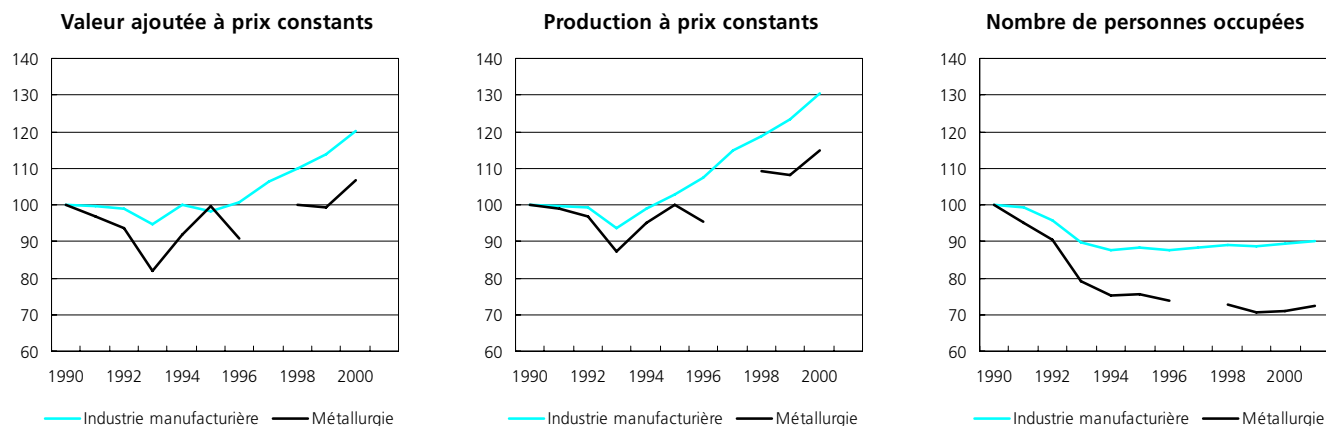
#### Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	158 512	150 802	135 521	152 379	186 040	170 897	:	190 163	175 651	199 757	197 649
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	1 183	1 126	985	936	940	917	:	906	879	881	899
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	45 188	42 530	37 205	44 363	53 813	47 374	:	50 908	47 385	53 528	53 091
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	36 186	36 101	32 456	32 102	33 940	33 892	:	34 454	33 708	34 550	34 943
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	38,2	37,8	37,8	47,4	57,3	51,7	:	56,2	53,9	60,8	59,0
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	124,9	117,8	114,6	138,2	158,6	139,8	:	147,8	140,6	154,9	151,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



Graphique 8.1

**Métallurgie (NACE division 27)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**


Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**PROFIL STRUCTUREL**

Le secteur de la métallurgie a généré 53,1 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2001, soit l'équivalent de 4,0 % du total de l'industrie manufacturière (à comparer aux 5,3 % du début des années 1990). Le secteur de la métallurgie comptait un peu moins de 900 000 personnes occupées en 2001, soit 3,8 % de l'emploi total dans l'industrie manufacturière.

Au niveau des groupes de la NACE, l'activité la plus importante dans le secteur de la métallurgie est la sidérurgie - fer, acier et ferrouillages (groupe 27.1 de la NACE) qui, en 2000, a assuré 40,7 % du total de la valeur ajoutée dans l'Union européenne. Sa part dans le total a diminué régulièrement au cours des années 1990 (elle était de 48,9 % en 1990).

Le groupe suivant, par ordre d'importance, est la production de métaux non ferreux (groupe 27.4 de la NACE) avec 25,5 % de valeur ajoutée <sup>(1)</sup>. Ce secteur a progressé de 5 points de pourcentage par rapport à 1990. Au cours des années 1990, l'industrie métallurgique s'est progressivement détournée de la production de fer et d'acier au profit de produits de substitution en métaux non ferreux (par exemple, l'aluminium).

<sup>(1)</sup> EL, IRL et S, 1999.

Avec 16,9 % de la valeur ajoutée du secteur de la métallurgie <sup>(2)</sup>, la fonderie (groupe 27.5 de la NACE) constitue la troisième activité par ordre d'importance alors que les deux groupes restants (fabrication de tubes et première transformation de l'acier) représentent chacun près d'un dixième de la production du secteur.

Avec 30,3 % de la valeur ajoutée au niveau de l'Union européenne, l'Allemagne a été le premier producteur de produits métallurgiques de l'Union européenne en 2000. La part de chacun des pays suivants (France, Italie et Royaume-Uni) a été supérieure à 10 % de la production communautaire. En termes relatifs, la métallurgie a été la plus importante au Luxembourg où elle a contribué à hauteur d'un cinquième (20,0 %) à la valeur ajoutée du secteur manufacturier en 2000 <sup>(3)</sup>. La Belgique (7,4 %), l'Autriche (7,0 %) et la Grèce (6,4 %, 1999) ont apporté les contributions secondaires. À l'autre bout de l'échelle, la métallurgie a représenté moins de 3 % de la valeur ajoutée du secteur manufacturier au Royaume-Uni, au Portugal, au Danemark et en Irlande (1999).

<sup>(2)</sup> EL, IRL, A, FIN et S, 1999; L, non disponible.

<sup>(3)</sup> EL, IRL et S, 1999.

Entre 1990 et 2000, la valeur ajoutée du secteur des produits métallurgiques de l'Union européenne a augmenté à raison de 0,7 % par an (à prix constants), soit moins que la moitié de la moyenne enregistrée pour l'ensemble du secteur manufacturier (1,9 %).

Le secteur des produits métallurgiques est dominé par les grandes entreprises. Ainsi, la part de la valeur ajoutée à mettre au compte des entreprises occupant plus de 20 personnes - voir tableau 9 du chapitre d'introduction - n'a été prépondérante que dans quatre divisions de la section Industrie manufacturière de la NACE. En 1999, dans l'Union européenne, les grandes entreprises (au moins 250 personnes occupées) ont assuré 69,3 % de la valeur ajoutée dans ce secteur. En 2000 <sup>(4)</sup>, dans tous les États membres, la majeure partie de la valeur ajoutée a été réalisée par les grandes entreprises, leur part de la production nationale atteignant entre 80 % et 85 % en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Autriche, en Finlande et en Suède.

<sup>(4)</sup> B, DK, I et P, 1999; UK, 1997; IRL et L, non disponibles.

Tableau 8.2

**Métallurgie (NACE division 27)****Principaux indicateurs dans l'UE, taux de croissance (%) (1)**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	TCAM 5 ans	TCAM 10 ans
<b>Valeur ajoutée à prix constants</b>												
Industrie manufacturière	-0,7	-4,3	5,5	-1,6	2,4	5,6	3,3	3,7	5,8	:	4,1	1,9
Métallurgie	-3,3	-12,3	12,0	8,5	-9,0	:	:	-0,7	7,4	:	1,4	0,7
<b>Production à prix constants</b>												
Industrie manufacturière	-0,4	-5,9	5,7	4,0	4,6	6,9	3,3	3,8	5,7	:	4,9	2,7
Métallurgie	-2,1	-9,8	9,1	5,2	-4,5	:	:	-0,8	6,1	:	2,8	1,4
<b>Nombre de personnes occupées</b>												
Industrie manufacturière	-3,4	-6,4	-2,3	0,9	-0,9	0,8	0,7	0,0	1,2	0,9	0,6	-0,9
Métallurgie	-4,9	-12,5	-5,0	0,3	-2,4	:	:	-2,3	3,5	2,0	-0,4	-2,7

(1) TCAM (Taux de croissance annuel moyen) calculé sur base des dernières données disponibles pour chaque activité.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

De bien des façons, la main-d'œuvre du secteur de la métallurgie est un exemple typique d'un secteur industriel traditionnel. En 2001, une forte proportion (97,1 %) de la main-d'œuvre communautaire était salariée et les hommes représentaient près de neuf personnes occupées sur dix (87,4 %), 4,1 % d'entre elles travaillant à temps partiel. Comparativement à 1995, la structure de la main-d'œuvre a peu évolué. De fait, pour les trois caractéristiques notées ci-dessus, la situation n'a pas changé de plus d'un point au cours de la période de six ans prise en considération.

Dans les États membres, les caractéristiques de la main-d'œuvre sont généralement restées proches de la moyenne de l'Union européenne. En 2001 <sup>(5)</sup>, la proportion de femmes occupées dans le secteur de la métallurgie n'a dépassé les 20 % qu'en Suède et au Danemark. Les salariés constituaient plus de 90 % de la main-d'œuvre dans la grande majorité des États membres, à l'exception de l'Irlande et de l'Italie. Les Pays-Bas ont été le seul État membre où la proportion de personnes travaillant à temps partiel (28,8 %) a dépassé les 10 %.

<sup>(5)</sup> P, non disponible.

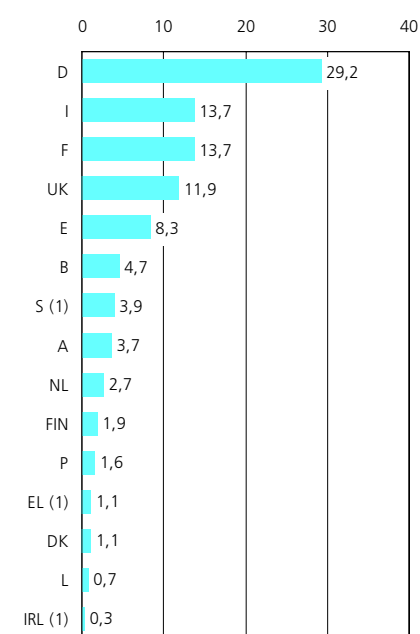
En 2001, dans le secteur métallurgique de l'Union européenne, la productivité apparente de la main-d'œuvre était de 59 000 euros par personne occupée, soit environ 3 000 euros de plus que la moyenne du secteur manufacturier. Cette plus forte productivité a été constatée dans la majorité des États membres, en 2000 <sup>(6)</sup> la productivité dans le secteur métallurgique étant de 72 % supérieure à celle de la moyenne du secteur manufacturier en Espagne, de 52 % au Portugal et de 40 % en Grèce. Trois États membres seulement ont fait état, pour ce secteur, d'une productivité du travail inférieure à la productivité moyenne dans le secteur manufacturier (le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

La situation commerciale de l'Union européenne concernant les produits métallurgiques (division 27 de la CPA) a été négative sur la période couvrant l'ensemble des années 1990 et le passage au nouveau millénaire. Pendant cette période, le déficit est passé de 1,1 milliard d'euros en 1992 à 17,5 milliards d'euros en 2000, avant se tasser (15,4 milliards d'euros) en 2001. La valeur des exportations de l'Union européenne vers les pays extra-communautaires entre 2000 et 2001 (37,5 milliards d'euros), alors que les importations se sont repliées à 53,0 milliards d'euros, soit une baisse de 3,7 %.

<sup>(6)</sup> EL, IRL et S, 1999.

Graphique 8.2

**Métallurgie (NACE division 27)****Part du nombre de personnes occupées dans l'UE, 2000 (%)**

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

L'importance relative des exportations de produits métallurgiques par rapport aux exportations totales de produits manufacturiers a diminué de 6,0 % en 1991 à 4,1 % en 2001. Une évolution similaire, quoique moins rapide, a été observée pour les importations dont la part, par rapport au total, est passée de 7,6 % à 6,5 %.

Les principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne en ce qui concerne les produits métallurgiques ont été les États-Unis (20,8 %) et la Suisse (11,7 %), seuls pays représentant plus de 5 % des exportations totales de l'Union européenne en 2001. En termes relatifs et en termes absolus, c'est entre 1991 et 2001, les exportations de produits métallurgiques vers les États-Unis, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Chine et l'Inde ont progressé rapidement.

En 2001, la Russie (11,8 %) a été le principal fournisseur de produits métallurgiques pour l'Union européenne, devant les États-Unis (10,4 %), la Suisse (10,3 %), l'Afrique du Sud (7,8 %) et la Norvège (7,4 %), aucun autre pays de dépassant la barre des 5 %. Les pays d'Asie et d'Europe orientale ont été les principaux bénéficiaires de l'évolution des importations de l'Union européenne entre 1991 et 2001. La Chine, la Russie et les ex-républiques soviétiques d'Ukraine et du

Kazakhstan ont toutes accru leur présence respective sur les marchés européens pendant cette période, tout comme la Turquie, la Roumanie et la Bulgarie, généralement au détriment des pays africains et américains (surtout l'Afrique du Sud, le Canada, le Brésil et la Zambie).

Tableau 8.3

**Produits métallurgiques (CPA division 27)**  
**Commerce extérieur de l'UE, 2001 (millions d'euros)**

	Exportations	Importations	Balance commerciale	Taux de couverture (%)
<b>Métallurgie</b>	37 537	52 976	-15 439	70,9
<b>Produits sidérurgiques CECA</b>	11 222	9 304	1 918	120,6
<b>Tubes et tuyaux</b>	6 075	2 231	3 844	272,3
<b>Produits de la transformation de l'acier</b>	3 510	3 805	-295	92,2
<b>Métaux non ferreux</b>	16 617	37 590	-20 973	44,2
<b>Pièces de fonderie</b>	:	:	:	:

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 8.4

**Produits métallurgiques (CPA division 27)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Métallurgie</b>	21 477,7	100,0	37 537,1	100,0	74,8	-
<b>Produits sidérurgiques CECA</b>	8 639,3	40,2	11 221,9	29,9	29,9	-10,3
<b>Tubes et tuyaux</b>	3 926,8	18,3	6 075,5	16,2	54,7	-2,1
<b>Produits de la transformation de l'acier</b>	1 753,5	8,2	3 509,7	9,4	100,2	1,2
<b>Métaux non ferreux</b>	6 771,2	31,5	16 617,0	44,3	145,4	12,7
<b>Pièces de fonderie</b>	:	:	:	:	:	:

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 8.5

**Produits métallurgiques (CPA division 27)**  
**Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Métallurgie</b>	26 447,7	100,0	52 975,8	100,0	100,3	-
<b>Produits sidérurgiques CECA</b>	3 075,3	11,6	9 304,1	17,6	202,5	5,9
<b>Tubes et tuyaux</b>	1 073,1	4,1	2 231,4	4,2	107,9	0,2
<b>Produits de la transformation de l'acier</b>	1 686,2	6,4	3 805,0	7,2	125,7	0,8
<b>Métaux non ferreux</b>	20 475,3	77,4	37 589,6	71,0	83,6	-6,5
<b>Pièces de fonderie</b>	:	:	:	:	:	:

Source: Eurostat, Comext.

## 8.1: PRODUCTION ET PREMIÈRE TRANSFORMATION DE MÉTAUX FERREUX

Ce sous-chapitre contient des informations concernant les groupes 27.1 à 27.3 de la NACE. Le premier concerne la sidérurgie (groupe 27.1 de la NACE), qui correspond aux activités de l'industrie du fer et de l'acier définies par l'ancien traité CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). La fabrication de tubes (en fonte ou en acier) entre dans le groupe 27.2 de la NACE tandis que d'autres activités de première transformation de l'industrie sidérurgique correspondent au groupe 27.3 de la NACE.

Selon l'IISI, la production mondiale d'acier brut a atteint le chiffre record de 848 millions de tonnes en 2000 avant de baisser légèrement en 2001. La Chine a été le premier producteur mondial d'acier, sa production ayant augmenté de 21,7 millions de tonnes par rapport à 2000 pour atteindre 148,9 millions de tonnes en 2001 (soit 17,6 % de la production mondiale).

La demande d'acier est dominée par le secteur automobile, l'acier représentant environ 50 % du poids d'un véhicule automobile moyen. Les fabricants de matériel de transport se tournent de plus en plus vers des métaux plus légers et les métaux recyclés (acier et métaux non ferreux), en partie en raison de la législation communautaire, par exemple la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage <sup>(7)</sup>.

Les aciéries classiques utilisant le procédé d'oxygénation nécessitent un niveau élevé d'investissement de capitaux, ce qui explique que le sous-secteur des métaux ferreux a traditionnellement été dominé par de grandes entreprises. Toutefois, l'entrée en service d'unités de production d'acier électrique (ou mini-aciéries) a permis de réduire considérablement les coûts de mise en place d'une installation de production. En outre, les mini-aciéries utilisent presque exclusivement de la ferraille et consomment nettement moins d'énergie que les aciéries traditionnelles. Selon l'IISI, plus de la moitié de l'acier brut produit en Espagne, en Italie et au Luxembourg en 2001 était de l'acier électrique.

<sup>(7)</sup> JO L 269, 21.10.2000, p.34.

### PROFIL STRUCTUREL

La production et la première transformation de métaux ferreux (groupes 27.1 à 27.3 de la NACE) a créé 31,4 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(8)</sup>. Avec 27,4 % du total, le secteur allemand de l'acier est deux fois plus puissant que les secteurs français (14,2 %), ou italien (13,4 %). En volume, l'Allemagne, avec une production de 44,8 millions de tonnes en 2001, a également été le premier producteur d'acier brut de l'Union européenne (et le cinquième du monde). Selon ce mode de mesure, cinq autres États membres figuraient dans les 20 premiers pays producteurs d'acier: l'Italie (10ème), la France (11ème), l'Espagne (13ème), le Royaume-Uni (16ème) et la Belgique (18ème).

Parmi les groupes de la NACE pris en compte dans ce sous-chapitre, le plus important en termes de valeur ajoutée a été la sidérurgie (groupe 27.1 de la NACE) qui en représentait 68,0 %. Certains indicateurs parmi les principaux concernant la production d'acier sont donnés dans le tableau 8.6.

Globalement, l'indice des prix à la production du fer, de l'acier et des ferro-alliages a baissé de 15,5 % entre 1995 et 1999. Il a regagné 11,3 % en 2000 et perdu à nouveau 3,6 % en 2001, de sorte que les prix de 2001 étaient encore près de 10 % inférieurs à ceux de 1995. Les prix ont également diminué entre 1995 et 2001 dans la fabrication de tubes (- 2,1 %) et la première transformation du fer et de l'acier (- 5,2 %).

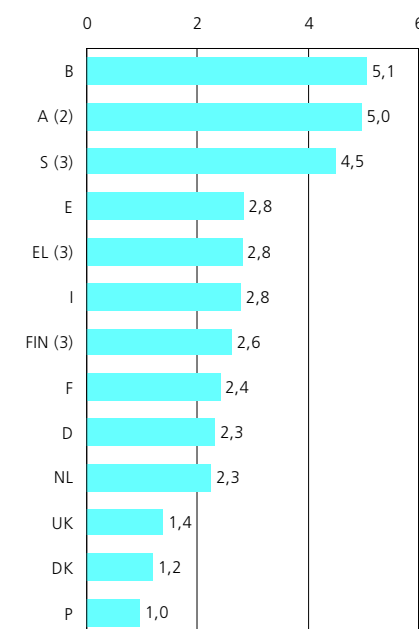
Le secteur métallurgique est dominé par les grandes entreprises et cela est particulièrement vrai dans le secteur de la sidérurgie. Ainsi, dans ce dernier, les grandes entreprises ont généré 97,3 % de la valeur ajoutée en Allemagne, et encore 91,0 % et 89,7 % <sup>(9)</sup> respectivement en Italie et en Espagne. Arcelor, le plus gros producteur d'acier du monde, a résulté de la fusion des groupes Aceralia (E), Arbed (L) et Usinor (F). Arcelor a produit 43,1 millions de tonnes d'acier brut en 2001. L'Union européenne compte quatre autres groupes se classant parmi les dix premiers groupes sidérurgiques du monde (voir tableau 8.7).

<sup>(8)</sup> EL, FIN et S, 1999; A, 1998; L, groupe 27.1 de la NACE uniquement; IRL, non disponible.

<sup>(9)</sup> Aucune autre donnée disponible pour 2000.

Graphique 8.3

**Sidérurgie, fabrication de tubes et première transformation de l'acier (NACE groupes 27.1, 27.2 et 27.3)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15, IRL et L, non disponibles.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 8.6

## Production d'acier, 2000 (milliers de tonnes)

	Production d'acier brut	Produits longs	Produits plats	Tôles laminées à froid
<b>EU-15</b>	158 869	55 801	85 441	42 641
<b>B</b>	11 495	1 223	11 547	5 022
<b>DK</b>	392	232	403	0
<b>D</b>	44 999	12 527	24 483	12 149
<b>EL</b>	1 835	1 660	73	290
<b>E</b>	16 358	9 657	5 275	3 690
<b>F</b>	20 524	4 753	11 839	7 226
<b>IRL</b>	0	110	0	0
<b>I</b>	25 930	13 444	9 615	4 132
<b>L</b>	2 736	2 974	0	257
<b>NL</b>	6 144	249	5 086	2 410
<b>A</b>	6 208	1 171	4 080	1 717
<b>P</b>	800	865	0	236
<b>FIN</b>	4 001	592	3 249	1 558
<b>S</b>	5 730	769	3 925	1 178
<b>UK</b>	11 718	5 573	5 866	2 777

Source: Eurostat, Fer et acier - données mensuelles 12/2002.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les secteurs de la production et de la première transformation de métaux ferreux (groupes 27.1 à 27.3 de la NACE) occupaient 461 000 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(10)</sup>, soit 38,8 % de moins qu'en 1990.

En 2000, dans l'Union européenne, la productivité apparente de la main-d'œuvre a généralement été la plus élevée dans le sous-secteur de la sidérurgie, chaque personne employée ayant généré une valeur ajoutée moyenne de 74 000 euros. Pour les autres activités de première transformation, le chiffre correspondant a été de 61 000 euros <sup>(11)</sup>, et seulement 56 000 dans le secteur de la fabrication de tubes.

<sup>(10)</sup> EL, FIN et S, 1999; A, 1998; L, groupe 27.1 de la NACE uniquement; NL, groupe 27.2 de la NACE uniquement; IRL, non disponible.

<sup>(11)</sup> EL, FIN et S, 1999; IRL, L et NL, non disponibles.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

Contrairement à l'ensemble du secteur de la métallurgie, l'Union européenne a connu un excédent commercial de 11,4 milliards d'euros dans les produits métalliques ferreux (groupes 27.1 à 27.3 de la CPA) en 2001. Ce chiffre, en baisse par rapport aux 19,5 milliards d'euros enregistrés en 1994, restait malgré tout supérieur de 35,0 % à celui de l'excédent enregistré en 2000.

En 2001, la Russie a été le premier fournisseur de métaux ferreux sur les marchés de l'Union européenne, sa part des importations communautaires s'élevant à 10,8 %, soit 2 points de pourcentage de plus que celle de l'ex-Union soviétique en 1991. Dans la Russie, la consommation de métaux ferreux a baissé plus rapidement que la production, ce qui explique probablement qu'un plus gros volume de métaux était disponible pour l'exportation. La Turquie, l'Ukraine, la Bulgarie, la Corée du Sud,

Tableau 8.7

## Les cinq principaux producteurs d'acier dans l'UE, 2001 (millions de tonnes)

	Production d'acier brut	Classement mondial
<b>Arcelor (E, F, L)</b>	43,1	1
<b>Ispat International (NL)</b>	19,2	4
<b>Corus (UK)</b>	18,1	6
<b>Thyssen Krupp (D)</b>	16,2	7
<b>Riva (I)</b>	15,0	8

Source: IISI (International Iron and Steel Institute), disponible sur <http://www.worldsteel.org>.

la Chine et le Kazakhstan font partie des autres pays ayant amélioré leur part des importations communautaires de métaux ferreux sur cette période de dix ans.

L'Union européenne a exporté près d'un cinquième (19,7 %) de ses métaux ferreux aux États-Unis en 2001, soit 3,9 points de plus qu'en 1991, mais 4,0 points de moins qu'en 2000. La part relative des exportations de l'Union européenne a progressé d'au moins 2 points dans trois autres pays entre 1991 et 2001, à savoir la Pologne, la République tchèque et la Chine.

Tableau 8.8

## Produits sidérurgiques, tubes et tuyaux tubes et autres produits de la transformation de l'acier (CPA groupes 27.1, 27.2 et 27.3)

## Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	14 320	13 227	16 841	17 130	17 142	18 147	19 566	18 126	15 408	20 311	20 807
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	5 835	6 088	5 313	7 361	11 060	9 210	10 486	13 546	11 178	16 018	15 340
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	8 485	7 138	11 528	9 769	6 082	8 938	9 080	4 580	4 231	4 294	5 467
<b>Taux de couverture (%)</b>	245,4	217,3	317,0	232,7	155,0	197,1	186,6	133,8	137,8	126,8	135,6

Source: Eurostat, Comext.

## 8.2: MÉTAUX NON FERREUX

Le groupe 27.4 de la NACE couvre la production d'un large éventail de métaux (autres que le fer et l'acier), y compris les métaux précieux (or, argent et platine, par exemple), l'aluminium, le plomb, le zinc, l'étain, le cuivre, le chrome, le nickel et le manganèse.

Le secteur des métaux non ferreux s'est également tourné vers la production secondaire pour recycler les matériaux et réduire les coûts énergétiques. Le tableau 8.9 donne des informations sur la production de métaux non ferreux dans l'Union européenne ainsi que sur la part de cette dernière dans la production secondaire mondiale. L'aluminium, en particulier, est un matériau léger qui peut être utilisé comme produit de remplacement de l'acier (par exemple, dans l'industrie automobile où il sert à fabriquer les éléments de transmission, les châssis et les roues).

**Tableau 8.9**  
Production secondaire de métaux dans l'UE, 2000 (milliers de tonnes)

	Production	Part de l'UE dans la production secondaire mondiale (%)
<b>Aluminium</b>	2 341	28,2
<b>Cuivre</b>	864	44,1
<b>Plomb</b>	944	32,2
<b>Étain</b>	9	35,1
<b>Zinc</b>	98	28,2

Source: USGS, Minerals Yearbook 2000.

## PROFIL STRUCTUREL

En 2000 <sup>(12)</sup>, le secteur des métaux non ferreux occupait 189 000 personnes dans l'Union européenne. La valeur ajoutée générée a été de 14,0 milliards d'euros en 2000 <sup>(13)</sup>, dont près d'un tiers par l'Allemagne (32,0 %), la part du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie se situant entre 13,1 % et 11,0 % du total de l'Union européenne.

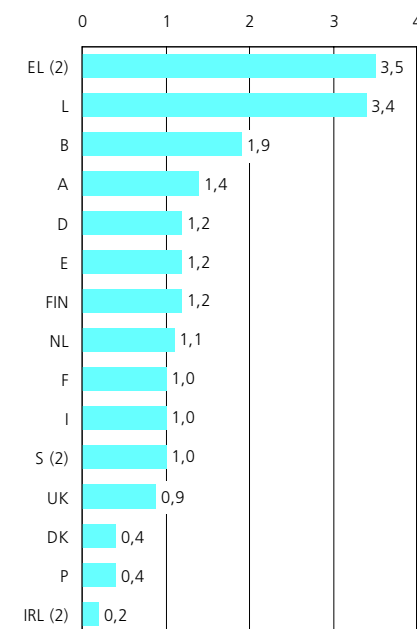
Les métaux non ferreux ont représenté de 20 % à 30 % de la valeur ajoutée créée par le secteur métallurgique dans la majorité des États membres en 2000. En Autriche, en Suède et au Luxembourg, ce taux a été inférieur à 20 % alors qu'il se situait juste au-dessus de 30 % au Royaume-Uni. Toutefois, c'est en Grèce et en Irlande que le secteur des métaux non ferreux a apporté sa plus importante contribution (54,6 % de la valeur ajoutée sectorielle en Grèce et 61,0 % en Irlande en 1999).

La politique de consolidation menée dans le secteur de l'aluminium a donné naissance à Hydro Aluminium (fusion entre les activités aluminium de Norsk Hydro et VAW Aluminium AG), qui est ainsi devenu le plus gros producteur d'aluminium d'Europe en 2002.

<sup>(12)</sup> EL, IRL et S, 1999.

<sup>(13)</sup> EL, IRL et S, 1999.

**Graphique 8.5**  
Production de métaux non ferreux (NACE groupe 27.4)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)

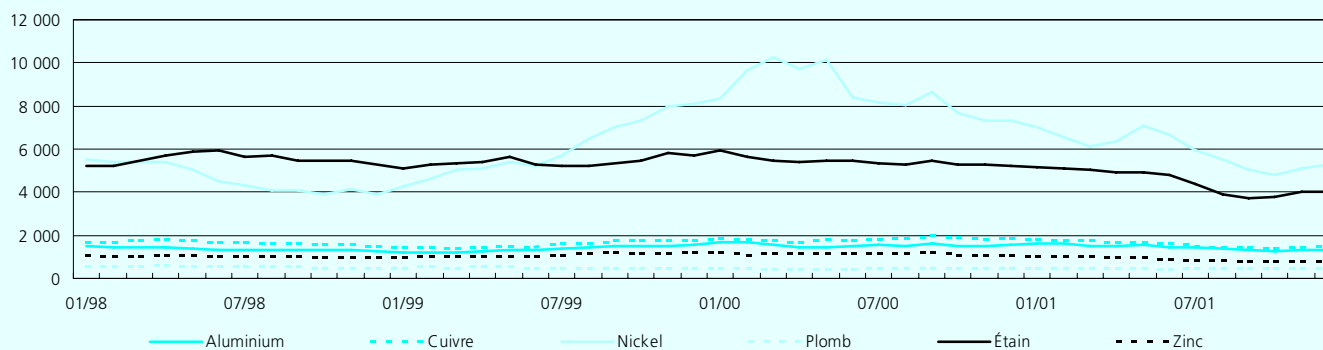


(1) EU-15, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 8.4**  
Prix des métaux (\$US par tonne, prix en règlement liquide)



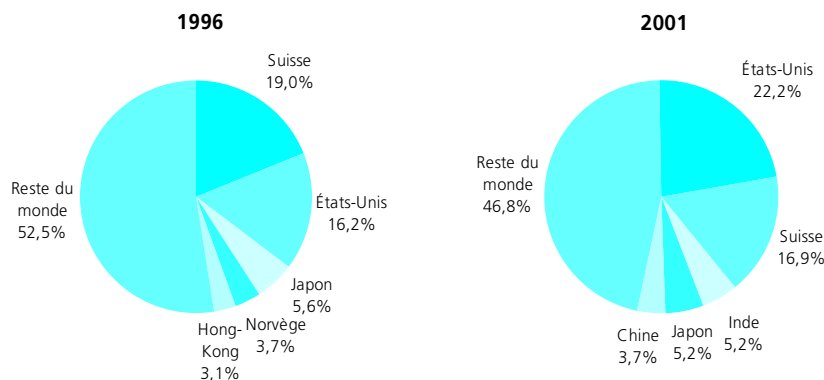
Source: LME.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Bien que les exportations communautaires de métaux précieux et de métaux plaqués ou doublés de métaux précieux (groupe 27.4 de la CPA) aient progressé plus rapidement que les importations (145,4 % contre 83,6 %) entre 1991 et 2001, le déficit commercial de l'Union européenne s'est accru de 13,7 milliards d'euros en 1991 à 21,0 milliards d'euros en 2001. Ainsi, de tous les groupes manufacturiers de la CPA, c'est dans celui des métaux précieux et des métaux plaqués ou doublés de métaux précieux que le déficit commercial a été le plus conséquent, (le déficit dans les vêtements en textile (groupe 18.2 de la CPA) restant toutefois supérieur.

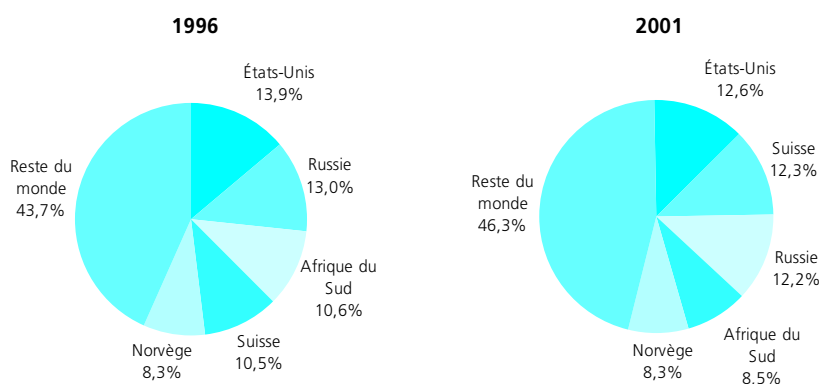
Dans l'Union européenne, les métaux précieux, et plaqués ou doublés sont essentiellement importés des États-Unis, de la Suisse et de la Russie, ces trois pays ayant assuré de 12 % à 13 % des importations de l'Union européenne en 2001. Plus de 10 % de ces dernières ont eu pour origine trois pays sud-américains : le Chili, le Pérou et le Brésil.

**Graphique 8.6**  
**Métaux non ferreux (CPA groupe 27.4)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 8.7**  
**Métaux non ferreux (CPA groupe 27.4)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

## 8.3: FONDERIE

La fonderie de métaux est classée dans le groupe 27.5 de la NACE et couvre la fabrication de demi-produits et de pièces coulées pour des clients situés en aval de la chaîne, selon leurs spécifications. Les informations contenues dans ce sous-chapitre ne concernent pas la fabrication de produits finis standardisés tels que les tubes (groupe 27.2 de la NACE), les chaudières ou les radiateurs (groupes 28.2 et 28.3 de la NACE). Il convient également de noter qu'il n'est pas établi de statistiques du commerce extérieur pour les activités de fonderie (groupe 27.5 de la CPA) car, pour des raisons conceptuelles, elles sont rattachées à la fabrication de produits.

## PROFIL STRUCTUREL

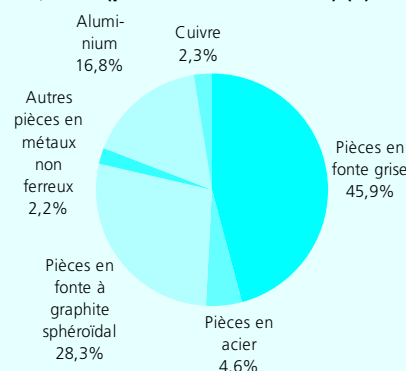
Dans l'Union européenne, le secteur de la fonderie (groupe 27.5 de la NACE) a généré 16,9 % de la valeur ajoutée et a représenté 24,0 % du nombre total de personnes occupées dans le secteur de la métallurgie en 2000 <sup>(14)</sup>. Des détails complémentaires sur la ventilation de la production du secteur de la fonderie sont donnés dans le graphique 8.8.

Sur les 9,2 milliards d'euros de valeur ajoutée créée en 2000, 34,0 % étaient à mettre au compte de l'Allemagne, 16,0 % au compte de l'Italie et 15,2 % au compte du Royaume-Uni.

Par rapport au total manufacturier, les pays les plus spécialisés dans le secteur de la fonderie étaient l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, le Portugal et l'Autriche. Les autres États membres affichant une moindre spécialisation relative. La valeur ajoutée apportée par la fonderie au total de l'industrie manufacturière italienne a été de 36,4 % supérieure à la moyenne de l'Union européenne; ce ratio était de 22,1 % en Espagne et inférieur à 20 % dans les autres pays.

<sup>(14)</sup> EL, IRL, A, FIN et S, 1999; L, non disponible.

**Graphique 8.8**  
**Production des pièces de fonderie dans l'UE, 2001 (production en tonnes) (1)**



(1) Données couvrant uniquement D, E, F, I et UK, pays qui comptent pour plus de 90% du secteur dans l'UE.

Source: The European Foundry Industry 2001, CAEF - Comité des Associations Européennes de Fonderie, Commission No. 7, c/o Deutscher Gießereiverband, Düsseldorf.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur de la fonderie a été inférieure à la moyenne du secteur métallurgique dans chacun des États membres en 2000 <sup>(15)</sup>. La différence la plus notable a été enregistrée en Grèce où le niveau de productivité dans la fonderie a été de 44,0 % inférieur à la moyenne du secteur métallurgique. La productivité de la main-d'œuvre dans ce secteur n'a été inférieure de 20 % à la moyenne du secteur métallurgique que dans quatre pays (l'Italie, le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark).

Le coût unitaire de la main-d'œuvre a lui aussi été régulièrement inférieur à la moyenne du secteur métallurgique en 2000 <sup>(16)</sup>. C'est en Italie (92,6 % de la moyenne du secteur métallurgique), en Suède (87,7 %), en Allemagne (87,4 %) et au Portugal (86,5 %) qu'il s'en est approché le plus.

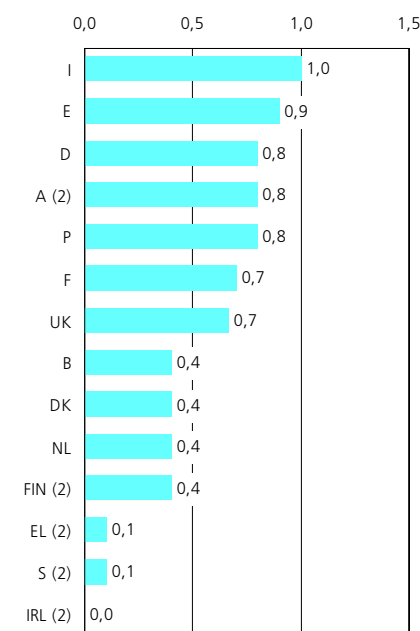
Si on combine ces deux indicateurs et si on effectue des ajustements pour tenir compte de la part de salariés dans le nombre de personnes occupées, le taux de productivité du travail ajusté par les salaires était de l'ordre de 155 % en Grèce et au Portugal et tombait à 122 % en Allemagne et 120 % en France <sup>(17)</sup>.

<sup>(15)</sup> EL, IRL, A, FIN et S, 1999; L, non disponible.

<sup>(16)</sup> DK, F, IRL, A, FIN et S, 1999; EL, 1998; L, non disponible.

<sup>(17)</sup> DK, F, IRL, A, FIN et S, 1999; EL, 1998; L, non disponible.

**Graphique 8.9**  
**Fonderie (NACE groupe 27.5)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**

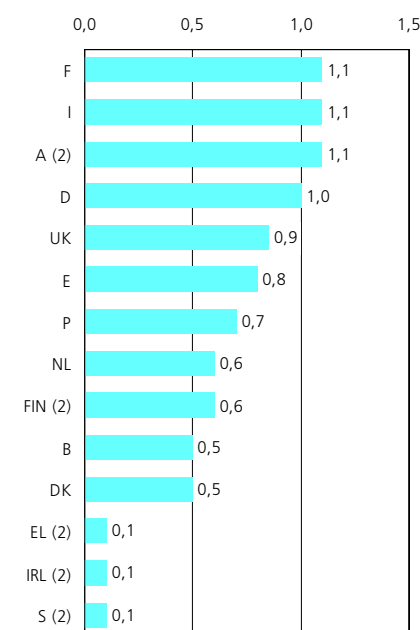


(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 8.10**  
**Fonderie (NACE groupe 27.5)**  
**Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



Tableau 8.10

**Sidérurgie (CECA) (NACE groupe 27.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A (2)	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	6 948	238	21 197	535	8 064	12 553	:	12 035	1 595	2 431	2 859	548	2 878	3 052	8 881
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	21	1	84	2	24	39	:	39	4	:	15	2	9	14	32
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	1 732	49	5 955	118	2 112	3 176	:	2 372	348	987	1 131	85	901	849	1 828
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	5 242	194	15 398	449	6 027	9 916	:	9 730	1 315	1 460	1 842	472	2 059	2 200	7 068
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	1 162	52	4 006	56	904	:	:	1 414	233	643	731	42	417	577	1 602
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	535,4	:	1 535,4	:	605,1	:	:	884,5	:	:	266,1	29,5	232,6	164,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	82,4	38,6	71,3	60,3	86,6	82,1	:	61,6	78,1	:	76,0	50,0	95,9	61,0	56,5
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	149,1	84,8	148,7	167,7	233,5	:	:	167,7	149,1	153,5	154,7	204,6	215,9	147,2	114,1
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	8,6	-3,4	9,2	7,3	15,5	:	:	8,0	7,2	14,1	13,6	7,8	18,1	9,5	2,5

(1) 1999.

(2) 1998.

(3) DK, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 8.11

**Fabrication de tubes (NACE groupe 27.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN (1)	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	164	465	4 747	146	1 209	2 821	:	4 384	:	309	598	113	156	1 440	1 893
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	1	3	29	1	7	14	:	15	:	1	4	1	1	10	13
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	42	173	1 531	40	342	754	:	1 003	:	64	205	23	41	627	666
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	126	320	3 420	123	964	2 292	:	3 576	:	244	419	100	115	840	1 400
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	33	124	1 280	23	208	533	:	540	:	46	152	8	31	426	458
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	6,0	:	165,0	:	70,6	:	:	316,9	:	:	30,2	3,4	12,7	61,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	50,6	50,2	51,9	34,2	51,5	54,0	:	67,1	:	48,2	54,8	39,6	43,8	63,5	51,4
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	125,7	128,5	119,6	220,1	164,2	130,0	:	185,8	:	138,6	135,0	292,4	131,9	147,2	145,3
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	5,2	8,2	5,1	12,9	10,6	6,4	:	10,6	:	5,9	8,6	13,1	6,4	13,7	10,1

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 8.12

**Première transformation de l'acier (non CECA) (NACE groupe 27.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN (1)	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 573	124	4 202	208	1 792	2 273	:	4 096	:	192	500	315	106	961	1 336
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	6	1	18	2	7	9	:	15	:	:	3	2	0	5	7
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	479	38	1 133	69	396	533	:	851	:	48	192	65	27	342	393
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 147	102	3 208	153	1 432	1 835	:	3 329	:	144	357	296	80	683	1 001
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	326	30	836	42	212	:	:	479	:	25	105	26	16	188	254
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	54,9	:	192,0	:	77,0	:	:	258,5	:	:	33,6	18,2	4,7	48,0	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	75,0	48,6	61,8	41,4	59,5	57,2	:	55,9	:	:	69,8	37,5	66,8	71,4	58,5
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	147,1	128,0	135,5	92,6	186,8	:	:	177,6	:	189,6	183,5	248,1	171,0	181,4	155,0
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	9,7	7,0	7,0	-1,6	10,5	:	:	9,1	:	11,9	16,2	11,1	10,3	15,2	10,1

(1) 1999.

(2) DK, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 8.13

**Production de métaux non ferreux (NACE groupe 27.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	4 919	381	19 503	1 152	5 457	9 484	189	9 230	281	2 241	2 097	308	1 929	1 520	7 620
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	9	2	62	5	14	23	1	22	1	7	6	3	4	6	24
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	864	94	4 486	281	1 164	1 770	61	1 547	80	543	431	82	373	397	1 838
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	4 203	300	16 795	925	4 637	9 013	139	8 202	199	1 734	1 768	266	1 560	1 206	6 707
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	486	77	3 013	128	479	967	41	800	42	308	281	41	147	234	1 005
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	131,2	:	629,0	:	239,1	:	12,9	499,8	:	:	88,9	17,5	37,3	60,3	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	91,4	49,7	72,6	57,1	83,3	77,8	53,0	70,9	90,7	73,0	66,9	30,8	102,1	71,3	77,2
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	177,6	126,2	148,9	230,4	242,8	144,0	148,2	193,4	191,2	176,0	153,7	199,0	253,7	170,0	183,0
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	7,5	5,7	7,0	15,4	12,2	5,3	10,2	7,8	13,6	10,4	7,0	12,4	11,8	10,4	9,8

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 8.14

**Fonderie (NACE groupe 27.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A (1)	P	FIN (1)	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	463	181	7 302	12	2 534	3 876	8	4 925	:	566	591	361	219	57	2 957
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3	2	64	0	22	36	0	31	:	4	6	7	2	0	29
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	166	90	3 113	6	873	1 326	3	1 468	:	195	251	147	103	26	1 390
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	450	99	4 521	6	1 717	2 577	5	3 573	:	372	359	218	116	31	1 602
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	129	45	2 548	5	588	1 057	2	980	:	146	201	93	73	17	945
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	26,7	:	480,4	:	198,1	:	0,8	474,0	:	:	35,9	47,6	13,2	4,9	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	49,8	41,1	48,4	28,8	39,8	37,0	22,7	47,9	:	48,0	45,2	20,9	43,3	55,2	48,1
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	128,6	136,3	122,2	155,3	148,4	120,4	137,5	149,8	:	133,8	125,2	158,3	140,5	150,9	147,0
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	6,1	13,2	7,5	24,7	11,3	6,0	10,6	9,9	:	8,8	8,4	14,9	13,6	15,3	14,8

(1) 1999.

(2) DK et F, 1999; EL, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 8.15

**Métallurgie (NACE division 27)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 035	36	3 778	8	1 742	182	25	:	5 989	2 517	1 825	588	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	32	0	74	0	21	3	1	:	130	103	30	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	193	10	823	2	306	54	7	:	1 417	629	389	123	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	874	:	3 289	8	1 030	135	19	:	4 908	2 102	1 435	433	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	115	:	513	1	163	19	6	:	814	400	195	106	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	73,9	4,8	493,5	0,6	1,0	4,6	1,3	:	215,7	191,3	126,9	36,2	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	6,1	42,1	11,2	6,2	14,6	17,3	5,1	:	10,5	6,1	13,2	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	167,6	:	160,4	200,0	188,0	288,3	106,3	:	174,1	157,4	200,2	115,8	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	8,0	:	7,8	9,2	7,9	19,5	1,6	:	10,1	9,4	10,6	2,9	:

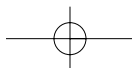
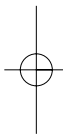
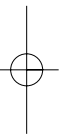
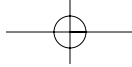
(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).



## Travail des métaux



Le secteur du travail des métaux couvre un large éventail de produits et d'activités, incluant notamment les ustensiles à main, les chaudières, les radiateurs, les conteneurs métalliques, ainsi que la transformation secondaire des métaux (traitement, revêtement, forge, estampage, cintrage, formage, usinage, soudage et assemblage). Les entreprises de ce secteur ont tendance à utiliser plusieurs de ces procédés qui sont souvent intégrés en aval ou en amont le long de la chaîne de fabrication (par exemple, les producteurs d'acier peuvent transformer l'acier en fil puis fabriquer des produits tréfilés finis). Les procédés décrits ci-dessus ont pour objet de façonner et de transformer des pièces métalliques individuelles en biens de consommation intermédiaire ou finale. De nombreux secteurs d'aval ont besoin de produits métalliques ouvrés, parmi lesquels on trouve les secteurs des machines et équipements, de l'électronique, des meubles en métal et de la construction, ainsi qu'un certain nombre de secteurs utilisant des produits métalliques pour le conditionnement. C'est pourquoi, de bien des façons, la production de ce secteur dépend de la demande cyclique des secteurs avants, proportion relativement faible de produits étant destinée aux ménages.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur du travail des métaux a généré 101,2 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2001 et a occupé 2,2 millions de personnes, soit l'équivalent de 7,6 % de la valeur ajoutée du secteur manufacturier mais à 9,3 % de l'emploi manufacturier; il fait donc appel à une main-d'œuvre abondante comparativement aux autres secteurs manufacturiers. Le secteur du travail des métaux a pris de l'importance au cours des années 1990, sa contribution à la valeur ajoutée du secteur manufacturier étant de 7,0 % du total en 1990 et sa part de l'emploi de 8,1 %.

Les activités les plus importantes du secteur du travail des métaux ont été le traitement des métaux, la mécanique générale (groupe 28.5 de la NACE), la fabrication d'autres ouvrages en métaux (groupe 28.7 de la NACE) et la construction (groupe 28.1 de la NACE). Chacun de ces groupes de la NACE a représenté environ 22 % de la valeur ajoutée dans ce secteur. La fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (groupe 28.6 de la NACE) et la forge, l'emboutissage et l'estampage (groupe 28.4 de la NACE) ont également représenté plus de 10 % de la valeur ajoutée. Les deux activités restantes, la fabrication de chaudières et de conteneurs métalliques (groupe 28.2 de la NACE) et la chaudronnerie (groupe 28.3 de la NACE) ont toutes les deux représenté un peu plus de 5 % de la valeur ajoutée totale dans ce secteur en 2000.

Dans l'Union européenne, la production du secteur du travail des métaux est essentiellement dominée par les États membres les plus importants. De fait, leurs activités se situant dans le secteur amont de la métallurgie, le Luxembourg et l'Autriche étaient les seuls petits pays relativement spécialisés dans cette activité en 2000 (voir chapitre 8). La valeur ajoutée combinée générée par les cinq États membres les plus importants était de 81,5 %, (à comparer aux 79,2 % dans le secteur manufacturier). En 2000, l'Allemagne a affiché la part la plus importante de la production de l'Union européenne avec 30,2 % de la valeur ajoutée, chacun des quatre autres grands États membres contribuant pour plus de 10%.

Le travail des métaux (autre que la fabrication de machines et d'équipements qui fait l'objet du chapitre suivant) est classé dans la division 28 de la NACE elle-même divisée en sept groupes différents. Toutefois, pour les besoins de la présente publication, ce chapitre est subdivisé en trois sous-chapitres: le premier concerne les éléments en métal pour la construction (groupe 28.1 de la NACE); le deuxième la fabrication de chaudières et de conteneurs métalliques et la chaudronnerie (groupes 28.2 et 28.3 de la NACE); et le troisième les divers produits du travail des métaux restants (groupes 28.4 à 28.7 de la NACE). Il convient de noter qu'il n'est pas établi de statistiques du commerce extérieur pour les groupes 28.4 (produits de la forge et de l'emboutissage) et 28.5 (traitement des métaux et mécanique générale) de la CPA car il s'agit de services, liés à la fabrication de produits.

### NACE

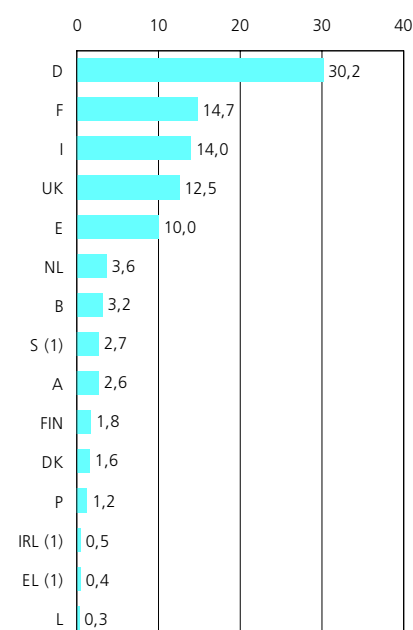
- 28: métallurgie;
- 28.1: fabrication d'éléments en métal pour la construction;
- 28.2: fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières;
- 28.3: chaudronnerie;
- 28.4: forge, emboutissage, estampage; métallurgie des poudres;
- 28.5: traitement des métaux; mécanique générale;
- 28.6: fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie;
- 28.7: fabrication d'autres ouvrages en métaux.

La valeur ajoutée à prix constants a augmenté en moyenne de 1,9 % dans le secteur manufacturier de l'Union européenne entre 1990 et 2000, contre 2,8 % dans le secteur du travail des métaux.

L'importance des PME dans ce secteur manufacturier est considérable. Comme dans plusieurs autres secteurs manufacturiers, il est important de noter que les données présentées dans ce chapitre proviennent en grande partie de la base de données SBS LONG et qu'elles ne concernent que des entreprises d'au moins 20 personnes occupées. Le tableau 9 du chapitre d'introduction présente une comparaison intra-sectorielle de l'importance des entreprises occupant moins de 20 personnes. Les petites entreprises de 10 à 49 personnes occupées ont été particulièrement importantes dans ce secteur et leur contribution à la valeur ajoutée sectorielle a été d'au moins de 10 points supérieure à la moyenne du secteur manufacturier en 2000 <sup>(1)</sup>. Pour la Belgique, la

<sup>(1)</sup> IRL et L, non disponibles.

**Figure 9.1**  
Travail des métaux (NACE division 28)  
Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)



(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

France, la Finlande et le Royaume-Uni, cette contribution a même été de plus de 20 points supérieure à leur moyenne respective dans le secteur manufacturier. L'Allemagne a été le seul État membre où les grandes entreprises (250 personnes occupées ou plus) ont généré plus d'un tiers de la valeur ajoutée de l'Union européenne en 2000.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les caractéristiques de la main-d'œuvre du secteur du travail des métaux sont celles du secteur manufacturier traditionnel. Dans l'Union européenne, en 2001, environ 83,4 % des personnes occupées étaient des hommes alors que la moyenne du secteur manufacturier était de 71,6 %. La plus faible proportion d'hommes dans la main-d'œuvre a été enregistrée en Italie (79,7 %), alors qu'elle atteignait 92,0 % en Grèce et 94,0 % au Luxembourg.

**Tableau 9.1**

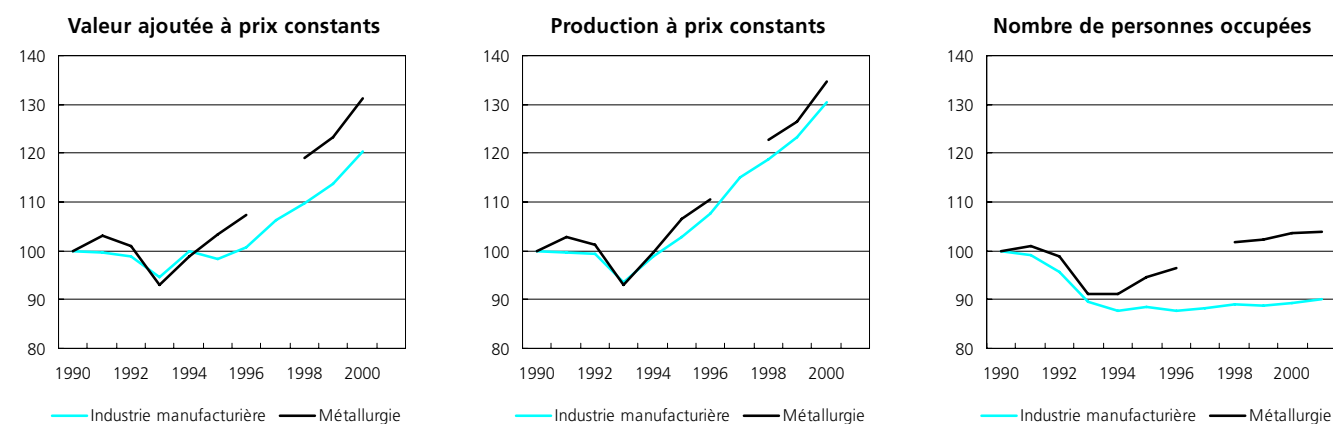
#### Travail des métaux (NACE division 28) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	173 680	173 936	161 188	173 854	194 619	202 384	:	229 401	237 773	252 044	260 137
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	2 157	2 111	1 946	1 946	2 020	2 058	:	2 170	2 181	2 210	2 219
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	70 566	70 163	65 269	69 748	76 211	79 590	:	89 874	92 808	98 103	101 161
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	53 540	54 790	52 233	53 535	56 986	59 877	:	64 714	66 674	67 993	68 353
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	32,7	33,2	33,5	35,8	37,7	38,7	:	41,4	42,5	44,4	45,6
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	131,8	128,1	125,0	130,3	133,7	132,9	:	138,9	139,2	144,3	148,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Figure 9.2**

#### Travail des métaux (NACE division 28) Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.2

**Travail des métaux (NACE division 28)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE, taux de croissance (%) (1)**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	TCAM 5 ans	TCAM 10 ans
<b>Valeur ajoutée à prix constants</b>												
<b>Industrie manufacturière</b>	-0,7	-4,3	5,5	-1,6	2,4	5,6	3,3	3,7	5,8	:	4,1	1,9
<b>Métallurgie</b>	-2,1	-7,9	6,3	4,4	4,0	:	:	3,8	6,4	:	4,9	2,8
<b>Production à prix constants</b>												
<b>Industrie manufacturière</b>	-0,4	-5,9	5,7	4,0	4,6	6,9	3,3	3,8	5,7	:	4,9	2,7
<b>Métallurgie</b>	-1,3	-8,3	7,3	6,9	3,6	:	:	3,1	6,5	:	4,8	3,0
<b>Nombre de personnes occupées</b>												
<b>Industrie manufacturière</b>	-3,4	-6,4	-2,3	0,9	-0,9	0,8	0,7	0,0	1,2	0,9	0,6	-0,9
<b>Métallurgie</b>	-2,2	-7,8	0,0	3,8	1,9	:	:	-0,1	1,5	0,4	1,5	0,3

(1) TCAM (Taux de croissance annuel moyen) calculé sur base des dernières données disponibles pour chaque activité.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_1\_ms).

En 2001, neuf personnes sur dix travaillant dans le secteur communautaire du travail des métaux étaient salariées. Cette proportion, légèrement inférieure à la moyenne du secteur manufacturier (91,8 %), peut s'expliquer par la présence, dans ce secteur, d'un nombre de PME, et donc également de travailleurs indépendants, supérieur à la moyenne. En 2001, cela était particulièrement le cas pour l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande où la proportion de salariés par rapport au nombre total de personnes occupées était d'au moins cinq points inférieure à la moyenne nationale du secteur manufacturier.

Comme dans les secteurs traditionnels de l'activité manufacturière, l'importance du travail à temps partiel dans le travail des métaux est relativement limitée. En 2001, environ 94,9 % de la main-d'œuvre travaillaient à plein temps, soit 2,4 points de plus que la moyenne du secteur manufacturier de l'Union européenne. Le Danemark et la Suède étaient les seuls pays où la proportion de personnes travaillant à temps partiel dans le secteur du travail des métaux était supérieure à la moyenne du secteur manufacturier. Dans presque tous les autres États membres, la proportion de personnes occupées à temps partiel par rapport à la main-d'œuvre totale était de 0 à 4 points supérieure à la moyenne du secteur manufacturier. La différence atteignait 12 points aux Pays-Bas, bien que ce soit dans ce pays que la proportion de personnes travaillant à temps partiel dans le secteur du travail des métaux (88,9 % en 2001) ait été la plus faible.

Tableau 9.3

**Travail des métaux (NACE division 28)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001
<b>EU-15</b>	16,9	16,6	5,0	5,1	9,8	9,2
<b>B</b>	12,1	12,1	:	4,8	7,1	5,7
<b>DK</b>	17,8	15,7	:	8,3	8,8	7,8
<b>D</b>	20,2	18,5	6,0	7,0	4,2	5,2
<b>EL</b>	7,6	8,0	:	:	45,4	30,4
<b>E</b>	9,3	10,9	3,2	1,7	21,9	18,0
<b>F</b>	15,9	17,4	3,7	2,5	5,0	4,6
<b>IRL</b>	:	13,5	:	:	:	12,2
<b>I</b>	17,9	20,3	3,3	5,0	15,2	16,3
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	7,6	10,5	9,4	11,1	6,7	4,8
<b>A</b>	18,3	17,9	5,6	4,4	3,8	3,1
<b>P</b>	11,0	13,4	:	:	21,9	17,9
<b>FIN</b>	19,6	14,6	:	:	14,1	10,7
<b>S</b>	23,4	18,1	:	12,3	:	:
<b>UK</b>	16,6	13,8	6,8	5,5	8,1	6,6

(1) B et S, 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Comme nous l'avons souligné, le secteur du travail des métaux emploie une main-d'œuvre abondante. En 2000 d'ailleurs la productivité apparente de la main-d'œuvre de ce secteur était inférieure à la moyenne du secteur manufacturier (45 600 euros par personne occupée contre 55 900). La plus forte productivité apparente de la main-d'œuvre a généralement été enregistrée dans le secteur

de la coutellerie, de l'outillage et de la quincaillerie ou dans celui des autres ouvrages en métaux. En 2000, le coût unitaire de la main-d'œuvre a lui aussi été régulièrement inférieur à la moyenne nationale du secteur manufacturier<sup>(2)</sup>. Il se situait généralement entre 85 % et 95 % de la moyenne du secteur manufacturier (96,6 % au Portugal).

<sup>(2)</sup> F, IRL et S, 1999; EL, 1998.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

En 2001, l'Union européenne a exporté pour 25,9 milliards d'euros de la production du secteur du travail des métaux (division 28 de la CPA), soit un excédent d'un peu plus de 7 milliards d'euros par rapport à la valeur des importations cette même année. La balance commerciale de l'Union européenne est ainsi restée excédentaire, moins toutefois qu'entre 1996 et 1998 où l'excédent s'inscrivait entre 8,4 et 8,9 milliards d'euros.

La croissance plus rapide des importations est évidente lorsqu'on examine l'évolution du taux de couverture qui est passé de 164,6 % en 1991 à 137,2 % en 2001. Dans l'Union européenne, la part du secteur du travail des métaux dans les importations totales de produits manufacturés a augmenté de 0,3 points entre 1991 et 2001, année où elle a atteint 2,3 %. En revanche, l'importance relative du secteur du travail des métaux au niveau des exportations totales de l'Union européenne est passée de 3,1 % du total des produits manufacturés en 1991 à 2,8 % en 2001.

En 2001, le groupe de la CPA le plus important en termes d'exportations de l'Union européenne vers les pays non communautaires a été celui des « autres ouvrages en métaux » (groupe 28.7 de la CPA) qui a représenté 42,3 % du total des exportations de l'ensemble. Les groupes « coutellerie, outillage et quincaillerie » (groupe 28.6 de la CPA) et « éléments en métal pour la construction » (groupe 28.1 de la CPA) assuraient respectivement 29,4 % et 13,8 % du total des exportations. Les deux groupes restants (28.2 et 28.3) représentaient, ensembles, 13,7 % des exportations.

En 2001, les États-Unis ont été le principal marché d'exportation du secteur communautaire du travail des métaux (16,5 % du total), aucun autre pays ne représentant plus de 10 % des exportations de l'Union européenne. De 1991 à 2001, on a constaté une augmentation de la part relative des exportations de l'Union européenne vers l'Europe centrale et orientale. Pendant cette période, les exportations vers la Roumanie, la Hongrie et la Pologne ont respectivement progressé de 1,2, 2,2 et 4,2 points, tandis que la part des exportations à destination de la République tchèque a augmenté de 1,2 point entre 1996 et 2001.

Les États-Unis ont également été un des partenaires commerciaux les plus importants en termes d'importations communautaires (14,7 % des importations totales en 2001). Toutefois, au cours des années 1990, on a constaté un recul de la place des États-Unis (18,1 % du total en 1991). Une tendance similaire a été observée pour la Suisse dont la part des importations communautaires est passée de 20,7 % en 1991 (point haut de la période) à 11,1 % en 2001 (année où elle se situait au troisième rang). Pendant la même période, on a constaté une croissance rapide des importations de produits du travail des métaux provenant de Chine (de 7,5 % du total en 1991 à 16,5 % en 2001). La part relative de la Pologne, de la République tchèque, de la Turquie, de la Roumanie et des pays baltes a également augmenté.

Tableau 9.4

**Produits du travail des métaux (CPA division 28)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	11 443	11 533	13 705	15 517	17 381	18 982	20 995	22 140	21 869	23 798	25 896
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 951	7 258	7 647	8 749	10 136	10 573	12 094	13 561	14 708	17 900	18 874
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	4 493	4 275	6 057	6 768	7 245	8 409	8 901	8 580	7 160	5 898	7 023
<b>Taux de couverture (%)</b>	164,6	158,9	179,2	177,4	171,5	179,5	173,6	163,3	148,7	132,9	137,2

Source: Eurostat, Comext.

## 9.1: ÉLÉMENTS EN MÉTAL POUR LA CONSTRUCTION

Ce sous-chapitre contient des informations relatives au groupe 28.1 de la NACE. Cette activité fabrique des éléments en métal utilisés dans le secteur de la construction (voir chapitre 14), en particulier des supports et ossatures métalliques, des bâtiments préfabriqués, des portes métalliques, des encadrements et des volets de fenêtre.

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, le secteur communautaire des éléments en métal pour la construction a généré 21,2 milliards d'euros de valeur ajoutée et a occupé 547 000 personnes, soit respectivement 21,7 % et 24,7 % du total du secteur du travail des métaux.

ce secteur a occupé une place relativement importante dans un certain nombre de petits États membres et a représenté plus de 30 % de la valeur ajoutée totale générée dans le secteur du travail des métaux en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Irlande, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal et en Finlande<sup>(3)</sup>. En revanche, l'importance relative de ce secteur en France (10,5 %), en Italie (18,2 %) et en Allemagne (19,3 %) a été la plus faible parmi les États membres en 2000.

<sup>(3)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998.

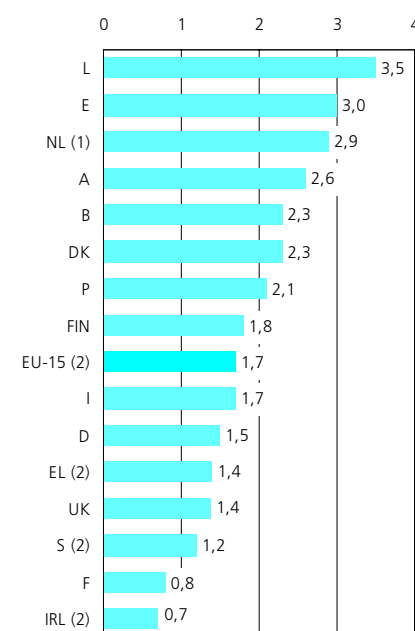
L'importance relative du secteur communautaire des éléments en métal pour la construction a très peu varié entre 1990 et 2000, sa part de valeur ajoutée dans le secteur du travail des métaux s'étant maintenue entre 20 % et 22 % pendant toutes les années 1990. À prix constants, la valeur ajoutée communautaire a augmenté en moyenne de 2,2 % par an entre 1990 et 1999, se situant ainsi au-dessus de la moyenne du secteur manufacturier (1,4 %).

Sur les sept groupes que comporte la division 28 de la NACE, la fabrication d'éléments en métal pour la construction est celui qui a connu l'augmentation la plus rapide des prix à la production entre 1995 et 2001. Dans l'Union européenne, ces prix ont augmenté de 9,1 % contre 5,1 % en moyenne pour ceux du travail des métaux. Les augmentations de prix des éléments en métal pour la construction ont été moins prononcées en Belgique (0,3 % dans l'ensemble entre 1995 et 2001) et en Allemagne (5,0 %), alors que dans les autres États membres pour lesquels on dispose de données, ces prix ont dans l'ensemble augmenté de plus de 10 %<sup>(4)</sup>.

<sup>(4)</sup> DK, F, IRL, A, P et FIN, non disponibles.

Figure 9.3

**Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NACE groupe 28.1)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)



(1) 1998.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.5

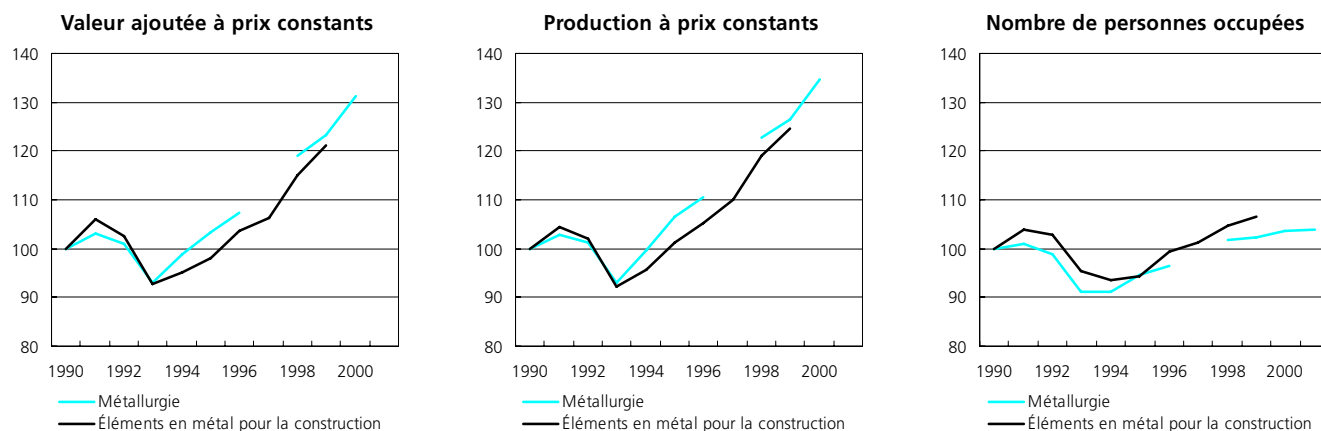
**Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NACE groupe 28.1)**  
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	43 321	43 461	39 441	41 093	45 033	47 446	49 853	55 371	56 193	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	510	504	468	460	462	488	497	514	523	547	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	15 618	15 508	14 062	14 476	15 472	16 560	17 124	18 967	19 987	21 241	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	11 838	12 130	11 650	11 756	12 162	12 954	13 317	14 057	14 902	16 014	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	30,6	30,7	30,1	31,5	33,5	33,9	34,4	36,9	38,2	38,8	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	131,9	127,8	120,7	123,1	127,2	127,8	128,6	134,9	134,1	132,6	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



Figure 9.4  
Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NACE groupe 28.1)  
Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur des éléments en métal pour la construction est l'une des quelques activités manufacturières ayant connu une progression nette de l'emploi entre 1990 et 2000. Dans l'Union européenne, le nombre de personnes occupées a augmenté de 56 200, soit un gain net global de 11,5 % et une augmentation moyenne de 1,1 % par an. C'est dans la péninsule ibérique que les gains les plus importants ont été enregistrés au niveau de l'emploi, avec une progression nette de 24 800 personnes en Espagne et de 18 100 personnes au Portugal (où le niveau d'emploi a augmenté de 210 %).

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur communautaire des éléments en métal pour la construction a été de 38 800 euros par personne occupée en 2000, soit environ 600 euros de plus que l'année précédente. Toutefois, les niveaux de productivité dans ce secteur ont généralement été inférieurs à ceux de l'ensemble du secteur du travail des métaux. En 2000, les seules exceptions ont été le Royaume-Uni, la Grèce et la Suède, où la productivité apparente de la main-d'œuvre a été respectivement de 1,2 %, 6,3 % et 13,0 % supérieure à la moyenne du secteur du travail des métaux <sup>(5)</sup>.

<sup>(5)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

En 2000, le coût unitaire de la main-d'œuvre a généralement été inférieur à la moyenne du secteur du travail des métaux, les mêmes pays faisant exception ainsi que le Danemark <sup>(6)</sup>. Dans tous les autres États membres, le coût de la main-d'œuvre dans le secteur des éléments en métal pour la construction s'est situé dans une plage de 0 % à 10 % sous la moyenne du secteur du travail des métaux.

L'association de ces deux ratios permet de calculer un indice de productivité du travail ajusté par la prise en compte des salaires et de la proportion de salariés dans le nombre des personnes occupées. L'Allemagne, la Grèce, l'Italie et la France ont été les seuls pays en 2000 <sup>(7)</sup> à déclarer que les ratios ajustés de productivité du travail étaient de 0 % à 10 % inférieurs à la moyenne nationale du secteur manufacturier, les ratios de productivité des autres États membres étant encore plus faibles.

<sup>(6)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

<sup>(7)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Le commerce extérieur des éléments en métal pour la construction (groupe 28.1 de la CPA) a généré un excédent commercial de 1,6 milliard d'euros en 2001, soit à peu près l'équivalent de l'excédent enregistré en 1991 (la meilleure année ayant été 1998 avec un excédent commercial de 2,2 milliards d'euros). Le taux de couverture a rapidement diminué au cours de ces dix années, les importations augmentant nettement plus vite que les exportations. Il est passé de 391,4 % en 1991 à 181,1 % en 2000, avant de se redresser légèrement (183,1 % en 2001). Entre 1991 et 2001, les exportations (à prix courants) ont augmenté en moyenne de 5,0 % par an contre 13,3 % pour les importations. L'importance relative des exportations d'éléments en métal pour la construction par rapport aux exportations totales du secteur du travail des métaux est

passée de 19,1 % en 1991 à 13,8 % en 2001, alors que dans le même temps la part des importations de ces mêmes éléments par rapport aux importations totales est passée de 8,1 % à 10,4 %.

La croissance rapide des importations est imputable à une augmentation de l'offre de produits provenant de Pologne et de République tchèque pendant la première moitié des années 1990. Au cours de la deuxième moitié, la part relative des importations en provenance de ces deux pays n'a pratiquement pas changé alors que les importations en provenance des pays d'Europe centrale et orientale, par exemple l'Estonie, la Lituanie et l'Ukraine (ainsi que de la Turquie et de la Chine) ont augmenté.

En 2001, la part la plus importante des exportations de l'Union européenne a été destinée à la Suisse (13,1 % du total), aucun autre pays ne représentant plus de 10 % du total. La part des États-Unis a néanmoins progressé de 3,3 % en 1991 à 9,6 % en 2001. La proportion des exportations de l'Union européenne à destination de la Pologne, des Philippines et de la Hongrie a augmenté de plus de un point entre 1991 et 2001.

Tableau 9.6

**Éléments en métal pour la construction (CPA groupe 28.1)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	2 190	2 006	2 218	2 251	2 841	2 827	3 253	3 463	3 376	3 213	3 582
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	560	715	724	779	961	1 052	1 146	1 259	1 429	1 774	1 956
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	1 631	1 290	1 493	1 472	1 880	1 775	2 107	2 204	1 947	1 439	1 626
<b>Taux de couverture (%)</b>	391,4	280,3	306,2	289,1	295,7	268,7	283,9	275,1	236,2	181,1	183,1

Source: Eurostat, Comext.

**9.2: CHAUDIÈRES, CONTENEURS EN MÉTAL ET CHAUDRONNERIE**

Le présent sous-chapitre concerne les groupes 28.2 et 28.3 de la NACE. Le premier couvre la fabrication de réservoirs métalliques, de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central et le second couvre la chaudronnerie (autre que les chaudières de chauffage central), par exemple, la fabrication de générateurs produisant de la vapeur d'eau ou d'autres types de vapeur, de condensateurs ou de réacteurs nucléaires.

Les deux groupes de la NACE qui constituent ce sous-chapitre sont d'importance comparable. En 2000, le secteur des réservoirs métalliques, des radiateurs et des chaudières pour le chauffage central (groupe 28.2) a généré 5,0 milliards d'euros de valeur ajoutée et celui de la chaudronnerie, à l'exception des chaudières de chauffage central, (groupe 28.3) en a généré 5,0 milliards <sup>(10)</sup>.

<sup>(10)</sup> S, 1999; EL et IRL, non disponibles.

L'Allemagne et la France ont assuré, à elles deux, plus de 60 % de la production communautaire de chaudières, de conteneurs en métal et de produits de la chaudronnerie (groupes 28.2 et 28.3 de la NACE). En termes relatifs, ces activités ont occupé une plus grande place en France, où elles ont représenté 21,6 % de la valeur ajoutée du secteur du travail des métaux en 2000. La Belgique (14,2 %), l'Autriche (10,8 %, 1999), les Pays-Bas (10,5 %, 1998) et la Finlande (10,2 %) ont été les seuls autres pays où cette proportion a dépassé 10 %.

**PROFIL STRUCTUREL**

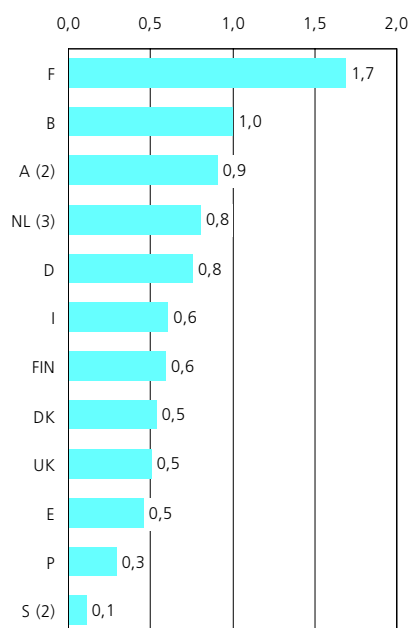
En 2000 <sup>(8)</sup>, le secteur des chaudières, des conteneurs en métal et des produits de la chaudronnerie a généré 9,9 milliards de valeur ajoutée, soit environ 10,3 % du total du secteur du travail des métaux, et a occupé environ 212 900 personnes <sup>(9)</sup>.

<sup>(8)</sup> A et S, 1999; NL, 1998; EL, IRL et L, non disponibles.

<sup>(9)</sup> EL, A et S, 1999; IRL et L, non disponibles.

Figure 9.5

**Fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour le chauffage central, chaudronnerie (NACE groupes 28.2 et 28.3)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15, EL, IRL et L, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les niveaux de productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur des chaudières, des conteneurs en métal et des produits de la chaudronnerie ont généralement été légèrement supérieurs à la moyenne de l'ensemble du secteur du travail des métaux. Particulièrement au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni, les niveaux de productivité ont été d'au moins 14 % supérieurs à la moyenne sectorielle en 2000 <sup>(11)</sup>.

Cette même année, le coût unitaire de la main-d'œuvre a également été supérieur à celui du secteur du travail des métaux dans chaque État membre <sup>(12)</sup>. Il a varié de 14 500 euros par salarié au Portugal (25,7 % de plus que la moyenne dans le secteur du travail des métaux) à 45 100 euros en Allemagne (17,2 % de plus que la moyenne).

(11) S, 1999; EL, IRL, L et NL, non disponibles.

(12) F, A et S, 1999; DK, 1998; EL, IRL, L et NL, non disponibles.

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations de chaudières, de conteneurs en métal et de produits de la chaudronnerie (groupes 28.2 et 28.3 de la CPA) ont évolué de façon irrégulière au cours des années 1990. Elles ont connu une augmentation rapide entre 1992 et 1994, ont progressé à un rythme modéré de 1994 à 1998, ont reculé les deux années suivantes pour à nouveau augmenter rapidement en 2001. La même irrégularité a été constatée pour l'excédent commercial, les importations ayant progressé à rythme constant. Ainsi, le taux de couverture communautaire a plafonné à 720,6 % en 1994 et est retombé à 334,0 % en 2000 avant de remonter à 400,8 % en 2001, année où l'excédent commercial a été de 2,7 milliards d'euros.

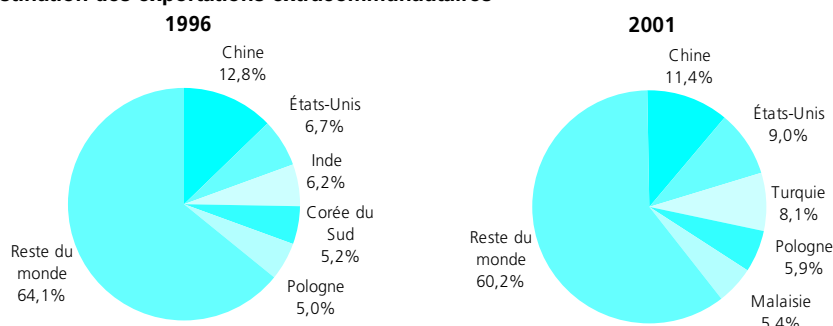
Le principal marché à l'exportation a été la Chine (11,4 % des exportations en 2001). Ce chiffre est beaucoup plus élevé que celui de 1991, année où 5,6 % des exportations communautaires ont été destinées à la Chine, mais n'en est pas moins inférieur de 2,5 points à celui de 2000. Hormis la Chine, les principaux marchés à l'exportation ont été les États-Unis (9,0 %) et la Turquie (8,1 %).

En 2001, plus de la moitié des importations de chaudières, de conteneurs en métal et de produits de la chaudronnerie ont été livrées par quatre pays seulement: la République tchèque (15,1 %), la Pologne (14,7 %), la Suisse (14,5 %) et la Turquie (12,0 %). L'importance relative des importations en provenance des pays d'Europe centrale et orientale a augmenté au cours des années 1990.

Figure 9.6

**Réservoirs, chaudières pour le chauffage central, produits de la chaudronnerie (CPA groupes 28.2 et 28.3)**

**Destination des exportations extracommunautaires**

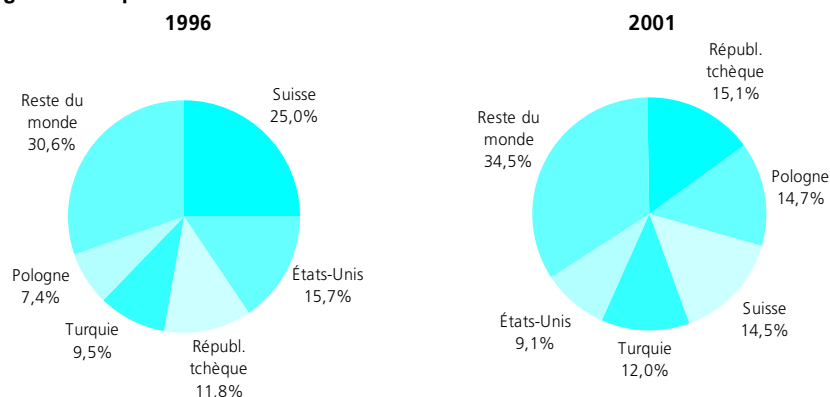


Source: Eurostat, Comext.

Figure 9.7

**Réservoirs, chaudières pour le chauffage central, produits de la chaudronnerie (CPA groupes 28.2 et 28.3)**

**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

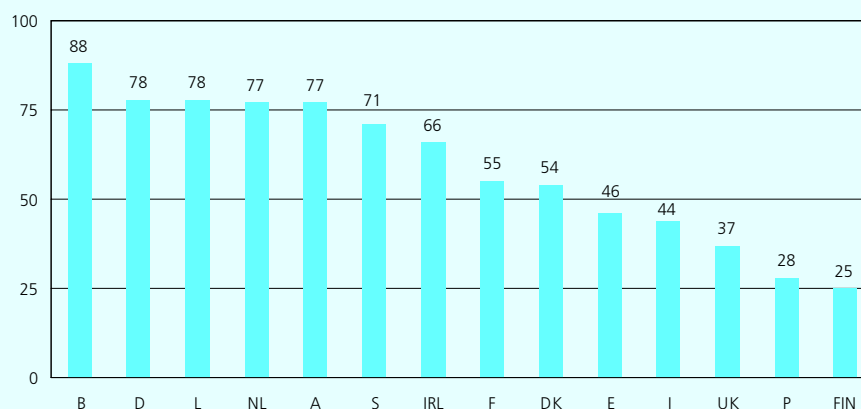
### 9.3: DIVERS PRODUITS DU TRAVAIL DES MÉTAUX

Les quatre derniers groupes constituant la division 28 de la NACE sont examinés dans ce dernier sous-chapitre. Le premier (28.4) couvre la forge, l'emboutissage et l'estampage. Le deuxième (28.5) couvre le traitement des métaux ainsi que la mécanique générale (par exemple le tournage, le fraisage, le soudage ou le rabotage de pièces métalliques). Le troisième (28.6) couvre la fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (serrures et ferrures, par exemple). Le dernier (28.7) concerne la fabrication d'autres ouvrages en métaux, par exemple de fûts métalliques, d'emballages métalliques légers, d'articles en fils métalliques, de produits de visserie et de boulonnerie, de baignoires et d'éviers métalliques et d'articles métalliques à usage domestique (casseroles et ustensiles non électriques pour la cuisine). Comme indiqué dans la description générale, il n'est pas de statistiques du commerce extérieur pour les groupes 28.4 (produits de la forge et de l'emboutissage) et 28.5 (traitement des métaux et mécanique générale) de la CPA car ces activités sont rattachées à la fabrication de produits.

Ce secteur se caractérise souvent par des évolutions de la structure des marchés généralement dues à la concurrence de matériaux de substitution (verre, plastique, bois, métaux) ou à la mise au point de nouveaux produits (par exemple, le passage des bouteilles à capsule métallique aux boîtes en fer blanc ou en aluminium sur le marché des boissons).

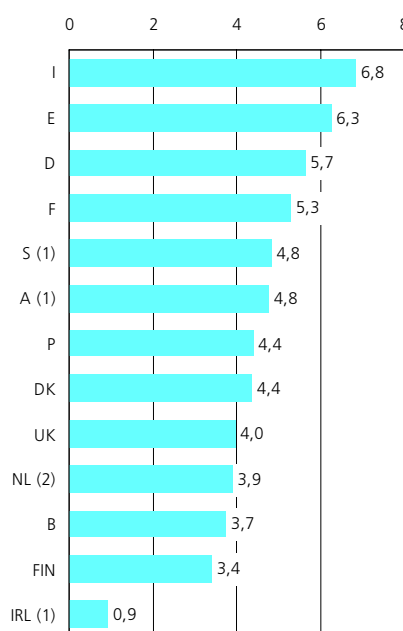
Le recyclage constitue une source importante d'approvisionnement en matériau pour la fabrication de certains articles, par exemple celle d'emballages métalliques. Le graphique 9.8 montre que les taux de recyclage des emballages en acier variaient considérablement d'un État membre à l'autre en 2001.

**Figure 9.8**  
**Recyclage des emballages en acier, 2001 (%) (1)**



(1) EL, non disponible; B, L, NL et FIN, emballages en aluminium et en acier.  
Source: APEAL.

**Figure 9.9**  
**Travail des métaux divers**  
**(NACE groupes 28.4 à 28.7)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie**  
**manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15, EL et L, non disponibles.  
(2) 1999.  
(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

#### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur communautaire des produits divers du travail des métaux (groupes 28.4 à 28.7 de la NACE) a généré 65,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 <sup>(13)</sup>, année où il employait près de 1,5 million de personnes <sup>(14)</sup>. Les quatre grands États membres ont assuré plus des trois quarts de la valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000, l'Allemagne se classant au premier rang (32,1 %).

En 2000, avec 19,6 et 21,3 milliards d'euros de valeur ajoutée <sup>(15)</sup> respectivement, les groupes 28.5 (traitement des métaux et de la mécanique générale) et 28.7 (fabrication d'autres ouvrages en métaux) de la NACE ont été les plus importants de ce sous-chapitre <sup>(16)</sup>.

<sup>(13)</sup> IRL, A et S, 1999; NL, 1998; EL et L, non disponibles.

<sup>(14)</sup> EL, IRL, A et S, 1999; L, non disponible.

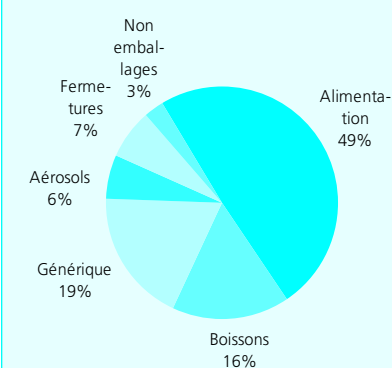
<sup>(15)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998.

<sup>(16)</sup> EL, IRL, A et S, 1999; NL, 1998.

Le graphique 9.10 donne une ventilation plus détaillée de la valeur ajoutée générée par la fabrication d'emballages en acier. Pour ces derniers, les marchés les plus importants sont, de loin, celui des produits alimentaires et des boissons et celui des produits ménagers et des aérosols, qui sont majoritairement utilisés pour les produits de beauté et les produits d'entretien ménager (voir graphique 9.11).

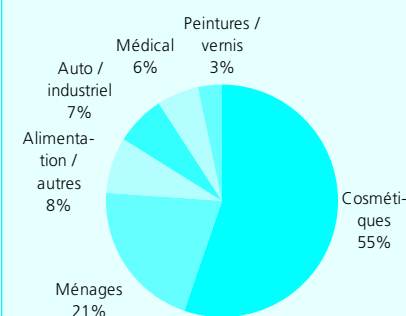
La plupart des domaines du secteur de la fabrication d'autres ouvrages en métaux sont très fragmentés les divers producteurs y exploitent des niches particulières. De fait, en 2000, les PME ont généré plus de la moitié de la valeur ajoutée dans chaque État membre, exception faite du secteur de la forge, l'emboutissage et l'estampage (groupe 28.4) et de celui de la fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (groupe 28.6) en Allemagne. L'importance des PME a été particulièrement marquée dans le secteur du traitement des métaux et de la mécanique générale (groupe 28.5) où elles ont représenté au moins 90 % de la valeur ajoutée dans chaque État membre. A l'inverse, la production de boîtes métalliques est dominée par plusieurs très gros producteurs internationaux. Selon les estimations du SEFEL (Secrétariat européen des fabricants d'emballages métalliques légers), la production de boîtes métalliques est de 4,1 à 4,3 millions de tonnes. Il faut toutefois noter que les progrès techniques ont permis de réduire le poids du matériau utilisé pour fabriquer chaque boîte.

**Figure 9.10.**  
**Ventilation de la production en volume de l'industrie des emballages en acier dans l'UE, 2000**



Source: APEAL.

**Figure 9.11.**  
**Ventilation de la production de l'industrie des aérosols en Europe, 2001 (1)**



(1) EU-15 (hors IRL), CY, CZ, PL, TR et CH.  
Source: FEA 2002.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les niveaux de productivité du secteur de la fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (groupe 28.6) et du secteur de la fabrication d'autres ouvrages en métaux (groupe 28.7 de la NACE) ont généralement été supérieurs à la productivité moyenne de l'ensemble du secteur du travail des métaux. Néanmoins, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur des divers produits du travail des métaux est restée inférieure à la productivité moyenne du secteur manufacturier dans chaque État membre en 2000 <sup>(17)</sup>. Une situation identique a été constatée pour le prix unitaire de la main-d'œuvre dans le secteur de la fabrication d'autres ouvrages en métaux, ce prix unitaire variant de 82,0 % de la moyenne du secteur manufacturier en Suède à 97,4 % en Espagne <sup>(18)</sup>.

<sup>(17)</sup> IRL, A et S, 1999; EL, L et NL, non disponibles.

<sup>(18)</sup> F, IRL, A et S, 1999; DK, 1998.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

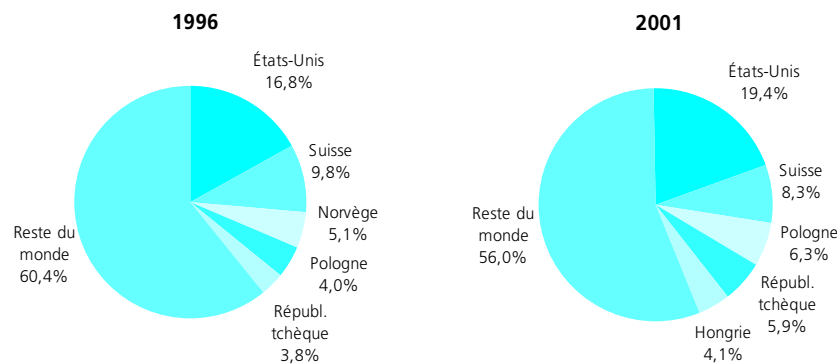
Les performances du commerce extérieur de l'Union européenne dans le secteur des divers produits du travail des métaux (groupes 28.6 et 28.7 de la CPA uniquement) font état d'un excédent commercial sur l'ensemble de la période de 1991 à 2001. Les importations comme les exportations ont progressé à un rythme assez rapide, la croissance moyenne ayant respectivement été de 10,3 % et 8,7 % par an. Le taux de couverture est ainsi passé de 140,4 % (niveau record) en 1996 (seule année où les importations n'ont pratiquement pas augmenté) à 116,1 % en 2001, année où l'excédent commercial de l'Union européenne a été évalué à 2,6 milliards d'euros.

Le secteur de la fabrication de divers produits du travail des métaux est très important quant à sa contribution aux performances du commerce extérieur de l'Union européenne. Ainsi, en 2001, il a représenté 71,7 % des exportations et 84,8 % des importations de produits du travail des métaux. À lui seul, le secteur des autres ouvrages en métaux (groupe 28.7 de la CPA) a totalisé 42,3 % des exportations de produits du travail des métaux et celui de la fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (groupe 28.6 de la CPA) les 29,4 % restants.

Avec près d'un cinquième (19,4 %) du total des exportations communautaires de divers produits du travail des métaux en 2001, les États-Unis ont été le principal débouché de l'Union européenne dans ce domaine, la contribution des autres pays restant inférieure à 10 %. La part relative des États-Unis a progressé de 1,5 point entre 1991 et 2001. Des progressions relatives plus importantes ont été enregistrées pour la Pologne, la Hongrie et la République tchèque.

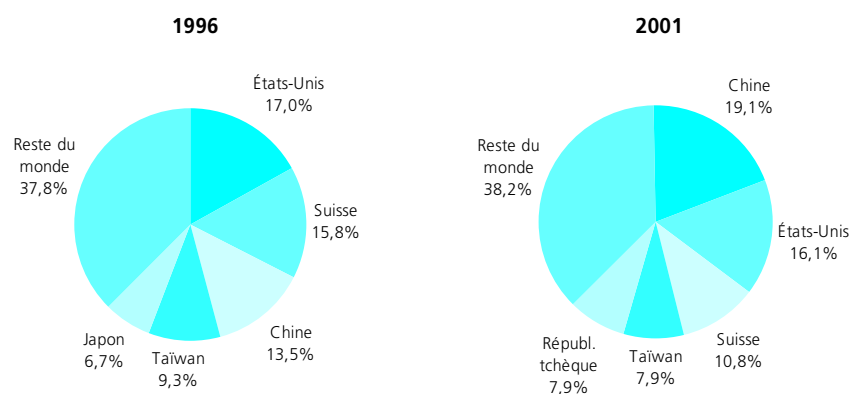
La Chine a été la plus importante source des importations communautaires de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (20,0 % du total en 2001), soit une progression de 9,9 points par rapport à 1991. Elle a également été le premier fournisseur d'autres ouvrages en métaux (18,5 % du total des importations en 2001), soit une progression de 11,2 points par rapport à 1991.

**Figure 9.12**  
**Produits divers du travail des métaux (CPA groupes 28.4 à 28.7)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Figure 9.13**  
**Produits divers du travail des métaux (CPA groupes 28.4 à 28.7)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 9.7

**Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NACE groupe 28.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	3 117	1 249	16 425	308	9 353	5 053	561	7 639	194	4 024	2 141	1 251	1 471	1 488	8 482
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	23	11	131	3	120	36	5	59	2	31	17	27	12	11	60
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	1 024	493	5 702	111	3 039	1 522	186	2 509	82	1 265	808	377	542	499	2 910
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	2 184	798	11 300	218	6 574	3 677	396	5 980	112	2 911	1 519	932	1 016	1 015	5 896
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	747	365	4 594	47	2 196	1 037	121	1 606	60	925	606	265	361	387	2 400
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	138,9	:	496,0	:	406,6	:	20,4	451,8	:	:	74,6	122,0	58,2	59,5	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	44,0	43,9	43,7	35,6	25,4	42,8	36,3	42,4	48,8	:	47,3	14,2	45,8	46,0	48,9
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	137,1	127,2	124,1	168,8	138,4	129,3	153,7	156,3	136,5	136,7	133,3	142,2	149,9	129,1	121,2
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	8,7	9,3	6,7	13,4	9,0	6,9	11,3	11,0	11,3	8,4	8,5	8,8	11,9	7,5	5,8

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.8

**Fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NACE groupe 28.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL (2)	A (1)	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	855	172	3 566	95	1 019	1 703	:	2 938	:	961	444	178	206	99	1 543
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	6	2	28	1	13	12	:	18	:	6	4	2	2	1	13
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	317	78	1 423	45	370	563	:	862	:	307	199	49	83	39	615
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	568	104	2 755	62	705	1 207	:	2 107	:	697	288	135	131	63	1 017
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	221	66	1 166	22	291	407	:	539	:	231	158	34	62	29	422
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	87,7	:	176,4	:	42,0	:	:	185,3	:	:	25,1	8,9	14,8	3,9	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	54,2	44,5	50,6	29,9	28,3	46,6	:	46,9	:	:	49,3	20,4	43,8	49,6	48,4
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	143,8	126,7	122,1	128,4	127,3	139,5	:	159,9	:	133,2	125,7	144,1	134,1	135,5	145,8
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	11,3	10,1	6,2	7,4	7,5	9,6	:	11,1	:	7,6	8,3	8,3	10,3	10,0	11,8

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.9

**Chaudronnerie (NACE groupe 28.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	329	141	4 060	:	197	6 587	:	304	18	113	148	9	567	11	995
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3	1	28	0	3	57	:	2	0	1	1	0	2	0	6
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	130	38	1 417	:	87	2 560	:	56	12	43	86	4	99	5	443
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	202	112	2 638	:	109	3 944	:	250	6	143	65	5	468	6	571
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	102	57	1 357	:	69	1 970	:	49	5	38	55	3	93	3	421
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	15,1	:	136,5	:	9,2	:	:	3,6	:	:	2,9	0,7	7,6	0,2	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	44,6	36,4	50,8	:	33,3	45,0	:	37,1	65,8	58,4	58,8	18,3	43,8	49,3	68,3
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	126,8	96,9	104,5	:	126,0	117,2	:	115,4	216,7	114,9	155,5	125,0	106,4	132,4	105,2
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	8,6	-0,8	1,4	:	9,2	5,4	:	4,1	36,0	2,2	19,6	9,5	1,4	11,1	2,2

(1) 1999.

(2) F, 1999; DK, 1998.

(3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.10

**Forge, emboutissage, estampage; métallurgie des poudres (NACE groupe 28.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	260	7	10	287	2 975	6 591	39	7 724	1 165	515	89	26	94	3 279	
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	2	0	82	0	26	47	0	39	7	4	2	0	1	31	
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	82	3	4 261	1 035	1 894	15	1 928	360	179	33	12	39	1 413		
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	193	4	6 211	2 062	4 786	23	6 306	866	382	60	14	56	1 906		
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	57	0	3 309	643	1 316	11	1 164	238	135	18	7	31	1 027		
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	38,7	:	573,3	250,1	:	1,2	396,6	:	37,7	9,6	2,7	6,7	:		
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	39,2	42,7	51,8	39,1	40,7	34,9	49,9	49,7	47,8	14,5	45,3	43,2	45,8		
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (4)</b>	144,8	:	128,8	160,9	134,2	132,5	165,7	151,5	132,8	180,6	166,7	125,3	137,6		
<b>Taux brut d'exploitation (%) (4)</b>	9,5	:	9,2	12,9	7,8	9,7	9,6	10,2	8,1	16,4	18,8	8,5	11,6		

(1) 1999.

(2) F, 1999; DK, 1998.

(3) D, 1999.

(4) F, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.11

**Traitement des métaux; mécanique générale (NACE groupe 28.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	2 417	491	8 047	33	5 117	9 154	64	8 710	485	1 061	687	792	1 132	1 215	5 144
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	21	6	80	1	72	95	1	80	1	12	6	19	12	13	63
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	968	256	3 855	14	2 196	3 850	33	3 386	69	471	265	279	554	532	2 889
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 501	247	4 398	19	3 044	5 300	31	5 391	416	604	464	536	591	711	2 280
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	642	164	2 633	10	1 522	2 892	25	2 125	37	308	208	167	371	425	2 051
<b>Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	204,6	:	582,3	315,9	:	8,7	960,5	:	67,7	67,2	127,2	118,4	:		
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	47,1	42,2	48,2	27,2	30,6	40,4	28,7	42,3	65,6	44,0	14,7	45,0	41,6	45,8	
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	150,9	131,3	146,4	151,9	144,3	123,8	132,5	159,3	188,5	152,8	127,7	166,9	149,6	125,1	140,9
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	13,4	13,3	14,9	16,0	13,1	8,2	12,9	14,8	6,8	15,3	7,9	14,0	16,9	8,7	16,1

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.12

**Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie (NACE groupe 28.6)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	430	369	13 062	104	2 394	3 311	134	3 594	507	1 262	409	366	864	2 888	
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	4	3	114	2	29	33	2	31	5	11	12	4	7	32	
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	183	160	6 170	58	1 063	1 432	58	1 505	252	686	171	207	466	1 441	
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	299	249	7 735	57	1 533	2 185	74	2 224	292	658	272	169	487	1 666	
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	125	108	4 679	27	663	1 055	41	969	169	440	111	107	280	1 025	
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	39,0	:	796,1	131,5	:	9,2	211,4	:	122,4	52,2	17,7	55,0	:		
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	48,3	47,7	54,3	34,9	36,4	43,6	36,6	48,1	61,2	14,1	58,0	64,1	45,1		
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	146,3	146,3	131,9	162,3	160,2	131,8	140,2	155,4	149,7	156,0	153,5	193,1	166,8	140,6	
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	12,0	13,4	10,7	18,5	15,8	9,8	11,9	15,1	15,8	18,7	13,8	27,5	19,9	13,4	

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



Tableau 9.13

**Fabrication d'autres ouvrages en métaux (NACE groupe 28.7)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A (1)	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 447	1 203	17 224	378	5 982	7 990	364	11 695	113	1 860	877	944	649	2 417	6 400
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	8	12	136	4	55	55	4	72	1	14	8	18	6	29	50
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	434	525	6 788	145	2 009	2 635	150	3 528	51	624	361	314	275	918	2 575
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 110	760	11 915	260	4 308	5 863	223	8 645	62	1 449	581	705	399	1 586	4 059
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	298	363	5 221	69	1 248	1 832	86	1 980	45	399	278	208	174	873	1 711
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	65,9	:	785,0	:	300,9	:	16,5	725,6	:	:	50,3	90,0	39,3	128,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	51,9	45,2	49,9	33,6	36,3	48,0	42,5	49,0	50,3	:	47,6	17,3	47,0	32,0	51,7
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)</b>	145,4	133,5	130,0	208,7	161,0	142,8	175,4	178,2	112,8	156,4	129,7	151,4	157,9	105,1	150,5
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	8,9	10,6	8,4	19,2	12,4	9,9	17,2	13,1	5,1	11,1	8,8	10,9	15,7	1,8	13,0

(1) 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) DK et F, 1999; EL, 1998.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 9.14

**Travail des métaux (NACE division 28)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	217	147	4 170	209	1 383	116	108	:	5 844	669	690	1 322	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	27	3	159	8	55	7	9	:	198	85	30	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	54	59	1 243	57	487	44	36	:	2 115	234	179	381	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	198	:	3 206	164	911	71	83	:	4 355	546	518	917	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	37	:	770	39	271	20	28	:	1 115	155	139	300	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	14,4	8,6	239,8	16,0	10,8	8,1	9,6	:	351,2	91,4	40,3	69,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	2,0	18,1	7,8	6,9	8,8	6,4	3,9	:	7,5	2,7	6,0	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	146,3	:	161,3	147,2	179,6	216,4	126,4	:	189,7	150,6	128,4	127,0	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	8,0	:	10,9	8,4	14,0	21,2	6,4	:	16,2	10,8	5,5	5,9	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Machines et équipements



Par rapport à d'autres divisions de la NACE, la fabrication de machines et d'équipements (division 29 de la NACE) est l'un des principaux secteurs de l'industrie manufacturière communautaire. Son importance tient non seulement à sa taille mais aussi à son impact sur la compétitivité manufacturière de l'Union attendu qu'il fournit les machines et les équipements utilisés dans les processus de production de nombreux autres secteurs industriels. À l'exception du secteur de fabrication des appareils domestiques, la plupart des entreprises de ce secteur produisent des biens d'équipement et voient donc leurs carnets de commandes et leurs ventes fluctuer en fonction des conditions économiques globales et des cycles conjoncturels. Ces tendances dépendent non seulement des conditions économiques de l'Union européenne mais aussi de celles du monde entier les machines et les équipements représentant une très forte part des exportations communautaires. Les fluctuations des taux de change constituent par conséquent des facteurs déterminants pour la compétitivité du secteur communautaire des machines et équipements et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar depuis le début de l'année 2002 est particulièrement importante, les États-Unis étant le premier client de l'Union européenne.

Les cycles économiques de nombreux secteurs peuvent fortement varier étant dépendants de la demande d'une gamme limitée de secteurs en aval. Toutefois, comme l'ensemble du secteur des machines et équipements dessert un large éventail de secteurs spécialisés, son évolution a suivi de près le développement des activités manufacturières tout au long des années 90 malgré un léger tassement du taux de croissance depuis 1996.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des machines et équipements a représenté 10,5 % de la valeur ajoutée manufacturière de l'Union européenne en 2001 et 11,3 % de l'emploi dans l'industrie manufacturière. En termes de contribution à la valeur ajoutée manufacturière, ce secteur occupe le troisième rang, derrière l'industrie chimique (division 24) et l'industrie alimentaire (division 15). Il a fourni plus d'emplois que n'importe quelle autre division manufacturière de la NACE, à l'exception de l'industrie alimentaire. En termes absolus, il occupait 2,7 millions de personnes en 2001 pour une valeur ajoutée de 139,6 milliards d'euros.

La valeur ajoutée a augmenté de 2,5 % par an entre 1991 et 2001 à prix courants, à un rythme plus modéré que la moyenne manufacturière (3,1 %). Depuis 1996, l'écart entre le taux de croissance de ce secteur et celui de la moyenne manufacturière s'est creusé. On remarquera en particulier le léger repli de la valeur ajoutée de ce secteur en 1999 alors que l'activité manufacturière, dans son ensemble, continuait à se développer. En 2001, ce secteur a progressé de 3,3 %, dépassant très légèrement la moyenne manufacturière pour la première fois depuis 1996. Avec une croissance relativement modeste au cours de la deuxième moitié des années 90, la part du secteur des machines et équipements dans la valeur ajoutée manufacturière a chuté constamment depuis le pic de 11,5 % enregistré en 1996 pour se stabiliser en 2001 au même niveau qu'en 2000 (10,5 %).

Le présent chapitre couvre la division 29 de la NACE, c'est à dire l'ensemble des machines et équipements mécaniques hormis le matériel de transport. Ce secteur fournit les équipements utilisés par de nombreuses industries extractives, manufacturières, énergétiques et de la construction et produit les appareils domestiques.

Le secteur des machines et équipements inclut également la fabrication des armes et des munitions, tant à usage militaire que sportif, y compris certains véhicules militaires comme les chars mais il ne comprend ni les avions militaires ni les navires de guerre qui relèvent de la fabrication de matériel de transport. Le secteur des armes et des munitions, relativement modeste, sur lequel il existe moins de données disponibles que dans les autres secteurs, ne fait pas l'objet d'un sous-chapitre distinct.

### NACE

- 29: fabrication de machines et équipements;
- 29.1: fabrication d'équipements mécaniques;
- 29.2: fabrication de machines d'usage général;
- 29.3: fabrication de machines agricoles;
- 29.4: fabrication de machines-outils;
- 29.5: fabrication d'autres machines d'usage spécifique;
- 29.6: fabrication d'armes et de munitions;
- 29.7: fabrication d'appareils domestiques.

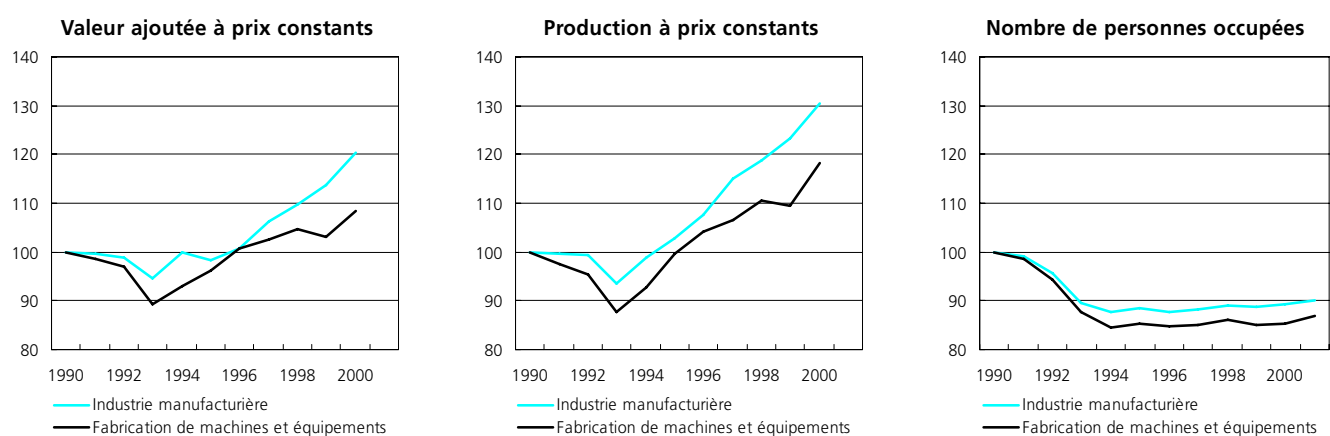
Tableau 10.1

**Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	282 398	279 060	261 850	280 729	314 752	333 695	347 217	364 579	360 369	377 639	390 326
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	3 042	2 916	2 708	2 608	2 631	2 622	2 629	2 659	2 630	2 634	2 682
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	109 015	108 284	102 133	107 734	115 882	123 367	127 224	131 925	130 212	135 136	139 620
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	88 403	89 551	86 139	86 064	91 234	94 312	94 995	97 984	99 420	101 027	101 163
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	35,8	37,1	37,7	41,3	44,0	47,1	48,4	49,6	49,5	51,3	52,1
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	123,3	120,9	118,6	125,2	127,0	130,8	133,9	134,6	131,0	133,8	138,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 10.1

**Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**


Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.2

**Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE, taux de croissance (%) (1)**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	TCAM 5 ans	TCAM 10 ans
<b>Valeur ajoutée à prix constants</b>												
<b>Industrie manufacturière</b>	-0,7	-4,3	5,5	-1,6	2,4	5,6	3,3	3,7	5,8	:	4,1	1,9
<b>Fabrication de machines et équipements</b>	-1,7	-7,8	4,1	3,4	4,6	1,8	2,0	-1,5	5,1	:	2,4	0,8
<b>Production à prix constants</b>												
<b>Industrie manufacturière</b>	-0,4	-5,9	5,7	4,0	4,6	6,9	3,3	3,8	5,7	:	4,9	2,7
<b>Fabrication de machines et équipements</b>	-2,2	-8,3	5,8	7,7	4,3	2,5	3,6	-0,9	7,9	:	3,4	1,7
<b>Nombre de personnes occupées</b>												
<b>Industrie manufacturière</b>	-3,4	-6,4	-2,3	0,9	-0,9	0,8	0,7	0,0	1,2	0,9	0,6	-0,9
<b>Fabrication de machines et équipements</b>	-4,2	-7,1	-3,7	0,9	-0,3	0,3	1,1	-1,0	0,7	1,8	0,5	-1,3

(1) TCAM (Taux de croissance annuel moyen) calculé sur base des dernières données disponibles pour chaque activité.  
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

En ce qui concerne l'emploi, le secteur a connu une expansion tant en 2000 (0,2 %) qu'en 2001 (1,8 %), année où l'emploi a atteint son niveau le plus élevé depuis 1993, tout en restant encore bien en deçà des niveaux enregistrés avant la récession du début des années 90. Le secteur des machines et équipements a mieux préservé sa part dans l'emploi manufacturier que dans la valeur ajoutée pendant les cinq années précédant 2001, fournissant régulièrement entre 11,2 % et 11,4 % des emplois de l'industrie manufacturière communautaire.

La division 29 de la NACE est composée de sept groupes mais le secteur a été dominé en 2000 par trois d'entre eux qui représentaient chacun plus d'un cinquième de l'emploi et de la valeur ajoutée totaux: la fabrication de machines d'usage général (27,9 % de la valeur ajoutée, groupe 29.2), la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (26,2 %, groupe 29.5) et la fabrication d'équipements mécaniques <sup>(1)</sup> (21,9 %, groupe 29.1).

La contribution de la fabrication de machines d'usage général à la valeur ajoutée du secteur a augmenté de façon continue et gagné 4,9 points de pourcentage entre 1990, année où elle s'élevait à 23,9 %, et 2000. Celles de la fabrication de machines agricoles (groupe 29.3 de la NACE) et de la fabrication de machines-outils (groupe 29.4 de la NACE) ont baissé au cours de la même période jusqu'à moins de 5 % et 10 % respectivement du total.

Le secteur allemand des machines et équipements est le plus puissant secteur communautaire. On estime que l'Allemagne a contribué, en 2000, pour plus de 20 % de la valeur ajoutée dans tous les secteurs, ce pourcentage dépassant 50 % dans la fabrication de machines-outils. Dans tous les secteurs à l'exception du groupe 29.6 (fabrication d'armes et de munitions), elle a créé plus de valeur ajoutée que n'importe quel autre État membre. Dans l'ensemble, elle a contribué à hauteur de 41,2 % à la valeur ajoutée communautaire générée par la fabrication de machines et équipements. Après avoir fortement baissé entre 1995 et 1996, la part de l'Allemagne dans ce secteur est restée assez stable au cours de la deuxième moitié des années 90.

<sup>(1)</sup> EL, IRL et S, 1999; L non disponible.

Tableau 10.3

**Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)**  
**Valeur ajoutée par classe de taille des entreprises, 2000 (millions d'euros)**

	Micro	Petites	Moyennes	Grandes	Total
<b>B</b>	137,0	418,9	625,6	1 558,7	2 740,1
<b>DK</b>	199,8	648,7	1 076,7	1 587,4	3 512,5
<b>D</b>	1 496,1	6 203,0	14 585,3	37 387,9	59 672,2
<b>EL</b>	:	:	:	:	:
<b>E</b>	848,1	2 057,0	2 019,9	1 953,0	6 877,9
<b>F</b>	1 174,9	2 885,9	4 109,7	7 566,7	15 737,3
<b>IRL (1)</b>	:	:	167,8	318,1	639,2
<b>I</b>	2 633,7	7 289,9	8 285,5	9 354,0	27 563,1
<b>L</b>	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	510,5	1 260,7	1 717,6	1 913,1	5 401,9
<b>A (1)</b>	140,5	515,1	1 190,3	1 985,5	3 831,4
<b>P</b>	122,0	321,8	341,9	217,8	1 003,5
<b>FIN</b>	210,8	442,2	876,7	1 703,8	3 233,5
<b>S</b>	340,0	824,4	1 524,1	3 415,9	6 104,4
<b>UK</b>	1 879,2	3 961,8	5 756,6	8 266,0	19 863,5

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus\_ms).

Les grandes entreprises (au moins 250 personnes occupées) ont été à l'origine de 46,8 % de la valeur ajoutée dans ce secteur en 2000 <sup>(2)</sup>. Bien que dominantes, ces entreprises occupent une place très inférieure à la moyenne manufacturière dans son ensemble (55,7 %). D'un point de vue relatif, la classe de taille la plus importante dans la fabrication de machines et d'équipements correspondait aux entreprises de taille moyenne (entre 50 et 249 personnes occupées) qui ont généré plus d'un quart de la valeur ajoutée (27,1 %) dans ce secteur en 2000 <sup>(3)</sup>, à comparer à leur part de 21,4 % dans la valeur ajoutée manufacturière. En Espagne et au Portugal les grandes entreprises ont moins contribué à la valeur ajoutée que les entreprises de taille moyenne en 2000 et, collectivement, grandes et moyennes entreprises ont représenté moins de 60 % de la valeur ajoutée de ce secteur.

<sup>(2)</sup> IRL et A, 1999; EL et L, non disponibles.

<sup>(3)</sup> IRL et A, 1999; EL et L, non disponibles.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La fabrication de machines et d'équipements est l'une des divisions de l'industrie manufacturière où les parts d'emploi à temps plein et d'emploi masculin sont supérieures à la moyenne. En 2001, les hommes comptaient pour 82,1 % des personnes occupées, cette part étant légèrement inférieure à la moyenne des cinq années précédentes en raison, principalement, d'une baisse notable de la part de l'emploi masculin en Italie et au Royaume-Uni. En Belgique et en Grèce la part de l'emploi masculin a dépassé 90 %, mais ce taux s'est situé dans tous les autres États membres au-dessus de 75 %. La part de l'emploi masculin dans ce secteur a été supérieure à la moyenne manufacturière dans tous les États membres, à l'exception du Luxembourg où elle était comparable. C'est au Portugal que l'on trouve l'écart le plus important, la proportion d'hommes dans le secteur des machines et équipements y étant supérieure de plus de 20 points de pourcentage à celle de la moyenne manufacturière.

En 2001, l'emploi à plein temps représentait 94,9 % de l'emploi total, un taux identique à celui de 2000 et à peine inférieur à la moyenne des cinq années précédentes. Tous les États membres ont enregistré des taux d'emploi à plein temps supérieurs à 90 %, y compris les Pays-Bas (92,0 %) dont la moyenne manufacturière est très faible (76,9 %). Dans tous les autres États membres, à l'exception du Danemark, l'écart entre le taux d'emploi à plein temps dans ce secteur et la moyenne manufacturière n'atteignait pas 5 points de pourcentage.

Selon les données SSE, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur communautaire des machines et équipements s'est élevée en 2001 à 52 100 euros, résultat inférieur à la moyenne manufacturière de 55 900 euros. En 2000, seuls l'Italie et le Portugal ont enregistré une productivité apparente supérieure dans ce secteur aux résultats généraux affichés par l'industrie manufacturière. Malgré une productivité apparente relativement faible, en 2000 le coût unitaire de la main-d'œuvre a été supérieur dans ce secteur à la moyenne manufacturière pour tous les États membres à l'exception de la Grèce (1998), de l'Irlande (1999) et des Pays-Bas.

La productivité du travail ajustée des salaires a donc été relativement faible dans ce secteur. Elle n'a pas atteint la moitié de la moyenne manufacturière nationale en Irlande (1999), ni les trois quarts en Finlande et il n'y a qu'en Italie que cet écart est resté inférieur de 5 %.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, comme sur toute la période des années 90 et en 2000, les machines et équipements ont constitué la première division manufacturière de la CPA en termes d'exportations avec 14,9 % des exportations communautaires de produits manufacturés, représentant 135,7 milliards d'euros. Leur part sur le total manufacturier a baissé chaque année, passant de 17,8 % en 1996 à 14,4 % en 2000, pour remonter en 2001. Ces produits figurent aussi parmi les biens manufacturés les plus importés, après la fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication (division 32 de la CPA) et l'industrie chimique (division 24 de la CPA). Avec 67,3 milliards d'euros en 2001, les importations de machines et d'équipements ont représenté 8,3 % des importations communautaires de produits finis, cette part étant restée relativement stable au cours des cinq années précédentes.

**Tableau 10.4**  
**Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)	1996	2001 (3)
<b>EU-15</b>	17,0	17,9	4,5	5,1	5,3	5,5
<b>B</b>	15,5	9,0	:	:	6,4	5,1
<b>DK</b>	22,9	23,3	5,9	7,2	:	4,6
<b>D</b>	17,6	17,9	5,1	6,3	3,2	3,5
<b>EL</b>	11,8	11,2	:	:	27,0	17,8
<b>E</b>	9,9	14,2	2,7	2,9	10,5	10,2
<b>F</b>	17,3	17,2	4,6	5,3	4,2	3,4
<b>IRL</b>	23,6	18,8	:	:	:	:
<b>I</b>	16,4	19,8	3,3	3,2	10,8	10,8
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	8,0	11,1	4,9	8,0	:	:
<b>A</b>	14,9	17,1	5,3	4,1	3,6	3,9
<b>P</b>	:	23,6	:	:	:	17,5
<b>FIN</b>	16,9	13,7	:	:	6,9	5,9
<b>S</b>	20,3	16,3	:	:	:	:
<b>UK</b>	18,6	20,2	5,0	6,9	3,8	2,8

(1) EL, 2000.

(2) DK, 2000.

(3) DK et A, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

En conséquence, la balance commerciale relative à ces produits a été positive pendant les années 90 et l'excédent commercial a atteint 68,4 milliards d'euros en 2001, quelque 9,5 milliards de plus qu'en 2000, dépassant les résultats enregistrés dans les années 90, à l'exception de 1997. Cet excédent a été le plus élevé de toutes les divisions manufacturières de la CPA en 2001; à titre comparatif, il a dépassé de 14,0 milliards d'euros celui de l'industrie chimique.

Suivant en cela les indicateurs de la valeur ajoutée, les autres machines d'usage spécifique (groupe 29.5 de la NACE), les machines d'usage général (groupe 29.2) et les équipements mécaniques (groupe 29.1) ont constitué l'essentiel des exportations de machines et d'équipements en 2001, année où leur part conjointe sur les exportations, relativement stable durant la décennie précédente, s'est élevée à 80,7 %. Les produits de ces mêmes groupes de la CPA constituent aussi l'essentiel des importations, les machines-outils (groupe 29.4 de la CPA) occupant une place particulière avec une part de 14,7 %.

En 2001, tous les groupes de la CPA du secteur des machines et des équipements ont enregistré des excédents commerciaux allant de 0,4 milliard d'euros pour les armes et les munitions à 32,1 milliards pour les autres machines d'usage spécifique. Le taux de couverture, la part des importations couverte par les exportations, a été inférieur pour les appareils domestiques et les machines-outils où les exportations ont dépassé les importations de 25 % et 34 % respectivement.

L'Allemagne (avec 50,1 milliards d'euros) a assuré plus d'un tiers des exportations extracommunautaires de l'Union européenne de machines et d'équipements en 2001 et l'Italie un cinquième (28,1 milliards d'euros); les exportations extracommunautaires de la France et du Royaume-Uni ont représenté environ la moitié de celles de l'Italie. Par rapport aux exportations manufacturières de chaque pays, les exportations italiennes de machines et d'équipements ont été particulièrement élevées puisqu'elles ont représenté 13,3 % de toutes les exportations italiennes de produits finis. Les parts de l'Allemagne et de l'Italie sur les importations extracommunautaires ont été sensiblement inférieures à leur contribution aux exportations, avec 30,2 % et 10,0 % respectivement. A l'inverse, le Royaume-Uni a absorbé 17,9 % des importations extracommunautaires en dépit de quoi ce pays, comme tous les États membres hormis la Grèce, la Belgique et l'Irlande, a enregistré un

excédent commercial extracommunautaire sur ces produits en 2001. Les excédents commerciaux extracommunautaires les plus importants ont naturellement été affichés par l'Allemagne et l'Italie, avec plus de 20 milliards d'euros dans les deux cas.

Si l'on tient compte du commerce intra et extracommunautaire, l'excédent commercial global de l'Allemagne s'est élevé à 52,0 milliards d'euros et celui de l'Italie à 32,8 milliards d'euros. Les déficits commerciaux totaux (intra et extracommunautaire) les plus importants ont été enregistrés par l'Espagne (6,5 milliards d'euros) et le Portugal (2,3 milliards d'euros). Après avoir constaté une régression de son excédent commercial pendant quatre ans, le Royaume-Uni a enregistré un léger déficit commercial (159 millions d'euros) sur ces produits en 2001.

On observe une assez faible concentration de la destination des exportations: par exemple, les 17 premières destinations ont absorbé conjointement les deux tiers des exportations communautaires. Seules l'industrie alimentaire et l'industrie du tabac (divisions 15 et 16 de la CPA) montrent une moindre concentration. En 2001, les États-Unis, la Chine et la Suisse ont été les seules destinations des exportations communautaires de machines et d'équipements à avoir représenté plus de 5 % du total, les États-Unis en absorbant 20,6 %.

Comme pour beaucoup d'autres produits d'ingénierie, les États-Unis ont également été le premier fournisseur de l'Union européenne en 2001, avec une part de 29,3 %, légèrement en retrait par rapport à 2000. Les parts de marché des importations communautaires de machines et d'équipements sont restées stables, et les dix premiers fournisseurs étaient les mêmes en 2001 et en 2000.

Tableau 10.5

**Machines et équipements (CPA division 29)  
Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Fabrication de machines et équipements</b>	64 969,3	100,0	135 726,8	100,0	108,9	-
Équipements mécaniques	13 019,4	20,0	30 724,4	22,6	136,0	2,6
Machines d'usage général	13 860,4	21,3	30 818,9	22,7	122,4	1,4
Machines agricoles	2 807,5	4,3	4 878,7	3,6	73,8	-0,7
Machines-outils	7 553,6	11,6	13 204,2	9,7	74,8	-1,9
Autres machines d'usage spécifique	24 301,4	37,4	47 909,2	35,3	97,1	-2,1
Armes et munitions	623,0	1,0	734,2	0,5	17,9	-0,4
Appareils domestiques	2 790,1	4,3	7 426,1	5,5	166,2	1,2

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 10.6

**Machines et équipements (CPA division 29)  
Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Fabrication de machines et équipements</b>	28 698,7	100,0	67 280,6	100,0	134,4	-
Équipements mécaniques	6 700,0	23,3	18 762,7	27,9	180,0	4,5
Machines d'usage général	5 586,5	19,5	14 833,8	22,0	165,5	2,6
Machines agricoles	1 052,5	3,7	1 781,7	2,6	69,3	-1,0
Machines-outils	4 875,4	17,0	9 867,1	14,7	102,4	-2,3
Autres machines d'usage spécifique	7 802,8	27,2	15 795,4	23,5	102,4	-3,7
Armes et munitions	419,6	1,5	294,8	0,4	-29,8	-1,0
Appareils domestiques	2 261,8	7,9	5 945,2	8,8	162,9	1,0

Source: Eurostat, Comext.

## 10.1: ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES

La fabrication d'équipements mécaniques (groupe 29.1 de la NACE) recouvre la fabrication d'équipements destinés à la production et à l'utilisation de la puissance mécanique tels que les moteurs à combustion interne, les turbines à vapeur, à gaz, éoliennes et hydrauliques, les pompes, les compresseurs, les articles de robinetterie, les engrenages et les organes de transmission. Ce groupe de la NACE ne comprend pas la fabrication de moteurs pour la propulsion d'aéronefs, de véhicules automobiles ou de motocycles.

## PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée générée par la fabrication d'équipements mécaniques dans l'Union européenne <sup>(4)</sup> a atteint 30,5 milliards d'euros en 2000, ce qui représente environ 21,9 % de la fabrication globale de machines et d'équipements et 2,3 % de la valeur ajoutée manufacturière totale. Ce secteur a occupé <sup>(5)</sup> 548 400 personnes, soit 20,6 % de l'emploi dans le secteur et 2,4 % de ceux de toute l'industrie manufacturière. Selon les données disponibles pour dix États membres <sup>(6)</sup>, la valeur ajoutée de ce secteur a augmenté, à prix courants, de 17,9 % entre 1995 et 2000, soit une progression moyenne de 3,2 % par an, identique à celle enregistrée dans le secteur de la fabrication de machines et d'équipements. Entre 1995 et 2000 <sup>(7)</sup>, ce secteur a accusé une perte nette de 11 900 emplois. Les pertes les plus importantes affichées par le Royaume Uni (16 200) et l'Allemagne (7 200) ont été compensées, dans une certaine mesure, par des gains nets en France (3 300), en Italie (7 600) et en Finlande (2 400). Malgré le recul de l'emploi dans ce secteur, l'Allemagne restait le premier employeur en 2000 (220 200 personnes occupées). Le Danemark a été le pays le plus spécialisé dans la fabrication d'équipements mécaniques (en termes d'emploi), puisque ce secteur occupait 5,0 % de la main-d'œuvre manufacturière nationale contre, par exemple, 3,4 % en Allemagne.

La fabrication d'équipements mécaniques est davantage dominée par les grandes entreprises que la plupart des secteurs des machines et équipements. En 2000, les entreprises occupant 250 personnes ou plus ont généré 61,1 % de la valeur ajoutée <sup>(8)</sup>. Au Danemark et en Allemagne, elles ont représenté plus de 70 % de la valeur ajoutée en 2000.

<sup>(4)</sup> EL, IRL et S, 1999; L non disponible.

<sup>(5)</sup> EL, IRL et S, 1999; L non disponible.

<sup>(6)</sup> EL, IRL, L, P et S, non disponibles.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et S, entre 1995 et 1999; L, NL et P, non disponibles.

<sup>(8)</sup> A et S, 1999; B, EL, IRL, L et P, non disponibles.

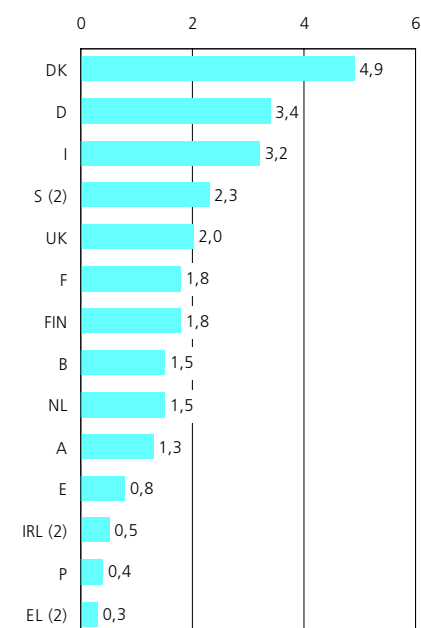
Depuis 1995, les prix à la production pour le marché intérieur des équipements mécaniques ont augmenté chaque année dans l'Union européenne, totalisant une hausse de 9,1 % en 2001. Bien que ce taux soit légèrement supérieur à la moyenne du secteur des machines et équipements dans son ensemble, il est attribuable, principalement, à des augmentations de prix plus accusées dans les premières années de la période considérée. Depuis 1998, le secteur des équipements mécaniques a enregistré des taux de croissance annuels des prix inférieurs à la moyenne des machines et équipements. La fabrication de moteurs et turbines (classe 29.11 de la NACE) a connu l'augmentation globale de prix la plus importante, à savoir 11,7 %, qui traduit en partie des augmentations plus prononcées en 1999 et en 2000.

Les indices des prix à la production pour le marché intérieur du secteur des équipements mécaniques ont particulièrement augmenté en Grèce et en Finlande: le taux de croissance annuel moyen des cinq années précédant 2001 a atteint 5,4 % en Grèce et 2,9 % en Finlande, à comparer à la fourchette de 0,6 % à 1,7 % dans laquelle se situaient les évolutions correspondantes dans cinq grands États membres <sup>(9)</sup>.

<sup>(9)</sup> B, IRL, L, A et P, non disponibles.

Graphique 10.2

**Fabrication d'équipements mécaniques (NACE groupe 29.1)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.7

**Valeur de production d'une sélection d'équipements mécaniques dans l'UE (CPA groupe 29.1) (millions d'euros)**

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
<b>Moteurs diesels ou semi-diesels pour la propulsion de bateaux</b>	29.11.13.11 à 29.11.13.19	2000 (1)	1 649
<b>Moteurs diesels ou semi-diesels pour usage industriel</b>	29.11.13.31 à 29.11.13.75	2000	3 419
<b>Turbines à gaz autres que les turboréacteurs et les turbopropulseurs</b>	29.11.23.00	2000	1 965
<b>Parties pour pompes pour liquides ou élévateurs à liquides</b>	29.12.42.00	2000	1 954
<b>Mélangeurs, mitigeurs de robinetterie sanitaire</b>	29.13.12.33	2000	1 942
<b>Articles de robinetterie sanitaire, autres que mélangeurs ou mitigeurs</b>	29.13.12.35	1998	2 435
<b>Roulements à billes</b>	29.14.10.30	2000	2 586
<b>Engrenages</b>	29.14.24.30	1998	2 731

(1) Données pour 1998 ou 2000.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).



**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

En général, le secteur des équipements mécaniques a affiché un niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre légèrement supérieur à la moyenne du secteur des machines et équipements. Cela a été le cas dans tous les pays en 2000, à l'exception de la Grèce (1999), des Pays-Bas, de la Suède (1999)<sup>(10)</sup> et de la France. En Belgique ce secteur a maintenu un haut niveau de productivité avec 91 000 euros par emploi, soit 29 200 euros de plus que la moyenne du secteur des machines et équipements. En 2000, le coût unitaire de la main-d'œuvre du secteur des équipements mécaniques a été inférieur mais proche du coût observé dans celui dans l'ensemble du secteur: en Belgique, en Irlande (1999) et au Royaume-Uni, il le dépassait respectivement de 12,9 %, 12,6 % et 6,4 % et en Grèce (1998) il se situait à 15,2 % en deçà, mais cet écart ne dépassait pas 5 % dans tous les autres pays.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

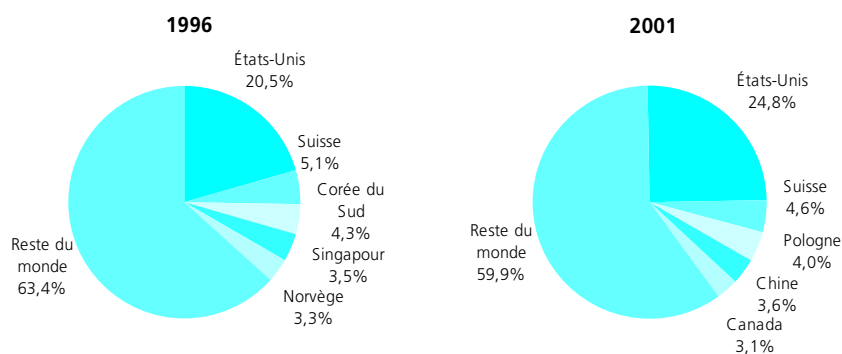
Les exportations communautaires d'équipements mécaniques ont représenté 30,7 milliards d'euros en 2001 et les importations 18,8 milliards, soit un excédent commercial de 12,0 milliards. Après avoir diminué en 1998 et en 1999, l'excédent commercial a augmenté de 8,7 % en 2000 et de 13,2 % en 2001, année où il a atteint son niveau le plus élevé de toute la décennie précédente. Les exportations et les importations ont augmenté tous les ans au fil des années 90, à un rythme plus modeste toutefois en 1999, pour retrouver des taux de croissance supérieurs en 2000 et 2001.

L'Allemagne a été le premier exportateur (commerce intra et extracommunautaire cumulé) d'équipements mécaniques avec 21,6 milliards d'euros d'exportations en 2001. Elle était suivie de l'Italie dont les exportations s'élevaient à 11,1 milliards d'euros, soit 4,3 % des exportations italiennes de produits manufacturés, ce pourcentage étant le plus élevé de tous les États membres. L'Allemagne (10,3 milliards d'euros) et l'Italie (5,4 milliards) ont été les seuls États membres à enregistrer un excédent commercial supérieur à 1 milliard d'euros en 2001. La Grèce, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Autriche et le Portugal ont accusé des déficits commerciaux dans ce secteur, le déficit espagnol (1,7 milliard d'euros) étant le seul à dépasser 400 millions d'euros.

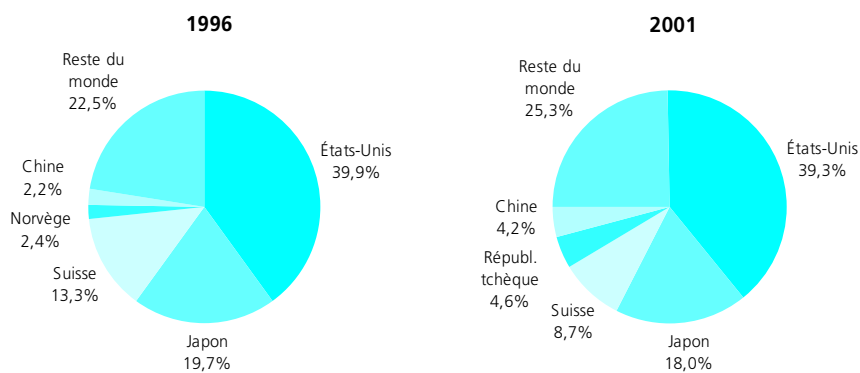
<sup>(10)</sup> L, non disponible.

Avec 24,8 % du total, les États-Unis ont été la seule destination à absorber plus de 5 % des exportations communautaires d'équipements mécaniques en 2001. Bien que leurs parts dans les exportations communautaires soient relativement modestes, la Pologne et la Chine, aujourd'hui les troisième et quatrième clients de l'Union européenne, ont toutes deux avancé dans le classement des destinations entre 1996 et 2001: la part de la Pologne a progressé de 2,5 % (douzième rang) à 4,0 % et celle de la Chine de 2,6 % (neuvième rang) à 3,6 %.

Les États-Unis, le premier fournisseur d'équipements mécaniques de l'Union européenne, ont conservé en 2001 la même part de 40 % des importations qu'en 2000. Sur une période plus longue, de 1996 à 2001, la Chine et la République tchèque ont pratiquement doublé leurs parts des importations communautaires, passant de 2,2 % dans les deux cas à 4,6 % et 4,2 % respectivement.

**Graphique 10.3****Équipements mécaniques (CPA groupe 29.1)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 10.4****Équipements mécaniques (CPA groupe 29.1)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.



## 10.2: MACHINES INDUSTRIELLES

La fabrication de machines industrielles recouvre les machines d'usage général, les machines-outils et les machines d'usage spécifique, à savoir les groupes 29.2, 29.4 et 29.5 de la NACE.

## PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de machines industrielles a généré dans l'Union européenne une valeur ajoutée de 89,1 milliards d'euros en 2000 <sup>(11)</sup>. Neuf États membres <sup>(12)</sup> ont fourni des données relatives à 1999 et à 2000 qui révèlent, au total, une augmentation de 7,2 % de la valeur ajoutée à prix courants. Ce secteur occupait 1,7 million de personnes en 2000, soit 34 700 de plus qu'en 1999 et 94 600 de plus qu'en 1995.

La fabrication de machines d'usage général (groupe 29.2 de la NACE) comptait pour 45,0 % des personnes occupées en 2000, celle des autres machines d'usage spécifique (groupe 29.5 de la NACE) 40,9 % et celle des machines-outils (groupe 29.4 de la NACE) la part restante de 14,1 %. La comparaison entre ces pourcentages et ceux calculés six ans auparavant fait ressortir un recul (par rapport au niveau initial de 16,3 %) de la part des machines-outils et une expansion de celle des deux autres groupes de la NACE, en particulier les machines d'usage général.

La contribution de ce secteur à l'emploi manufacturier a été particulièrement forte en 2000 en Allemagne (10,2 %), en Finlande (9,9 %) et en Autriche (9,6 %) par rapport à la moyenne communautaire de 7,2 % en 2000. Ce secteur occupait en Allemagne 660 500 personnes en 2000, 8 600 de plus qu'en 1999 mais 28 200 de moins que cinq années auparavant. Entre 1995 et 2000, l'Italie et la France, les deuxième et quatrième producteurs de l'Union européenne dans ce domaine en 2000, ont enregistré une forte croissance de l'emploi (37 500 et 16 800 personnes respectivement). L'Espagne a aussi enregistré une importante augmentation de l'emploi (35 500 personnes) sur la même période.

<sup>(11)</sup> Groupe 29.4 de la NACE: EL, IRL et S, 1999; N, 1998; L, non disponible.

<sup>(12)</sup> EL, IRL, L, NL, S et UK, non disponibles.

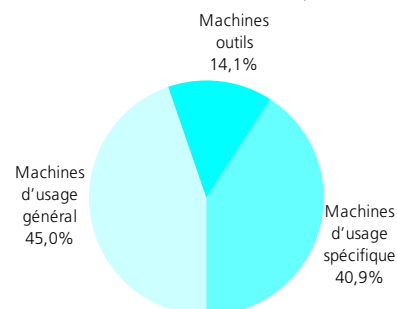
La structure par classes de taille du secteur communautaire des machines industrielles est semblable à celle du secteur des machines et équipements dans son ensemble bien que, de façon générale, la part des grandes entreprises dans la valeur ajoutée soit plus faible et celle de toutes les autres classes de taille, notamment les petites et moyennes entreprises, supérieure. À titre d'exemple, dans la fabrication d'autres machines d'usage spécifique, 30 % de la valeur ajoutée a été générée par les entreprises de taille moyenne (50 à 249 personnes occupées) en 2000 <sup>(13)</sup> et 22 % par les petites entreprises (10 à 49 personnes occupées); la somme de ces deux parts dépasse de près de 9 points de pourcentage celle du secteur des machines et équipements.

L'évolution des prix à la production pour le marché intérieur des trois groupes de produits de ce secteur a été semblable à la moyenne du secteur des machines et équipements entre 1995 et 2001, en particulier pour la fabrication de machines d'usage général dont l'augmentation globale des prix (8,6 %) a été la même que la moyenne sectorielle. Bien que dans deux autres groupes de la NACE - fabrication de machines-outils et fabrication d'autres machines d'usage spécifique - les prix suivent une tendance comparable, les augmentations y ont été légèrement supérieures au cours de la même période. Une analyse plus détaillée, au niveau des classes de la NACE, révèle que la fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire (classe 29.53), la fabrication de machines pour les industries du papier et du carton (classe 29.55) et la fabrication de machines diverses d'usage spécifique (classe 29.56) ont toutes enregistré des augmentations de prix supérieures à 10 % entre 1995 et 2001 <sup>(14)</sup>. On retrouve en Grèce et en Finlande, comme dans le secteur des équipements mécaniques, des augmentations particulièrement accusées des prix à la production pour le marché intérieur au cours de la deuxième moitié des années 90 et jusqu'en 2001, notamment dans le domaine de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique.

<sup>(13)</sup> B, IRL, P et S, 1999; EL, L et NL, non disponibles.

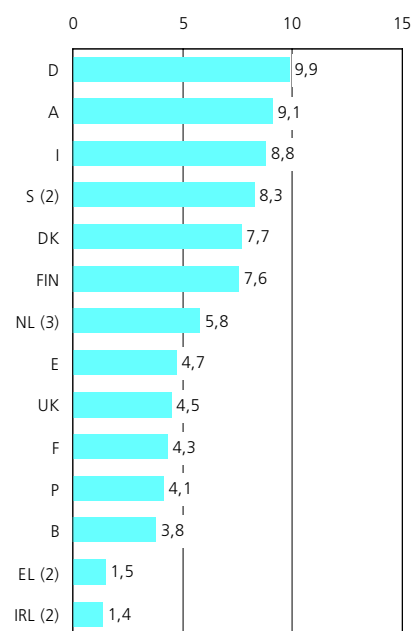
<sup>(14)</sup> Classe 29.51 de la NACE, non disponible.

Graphique 10.5  
Part dans l'emploi de l'industrie des machines industrielles de l'UE, 2000



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_ms).

Graphique 10.6  
Fabrication de machines d'usage général, de machines outils et de machines d'usage spécifique (NACE groupes 29.2, 29.4 et 29.5)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

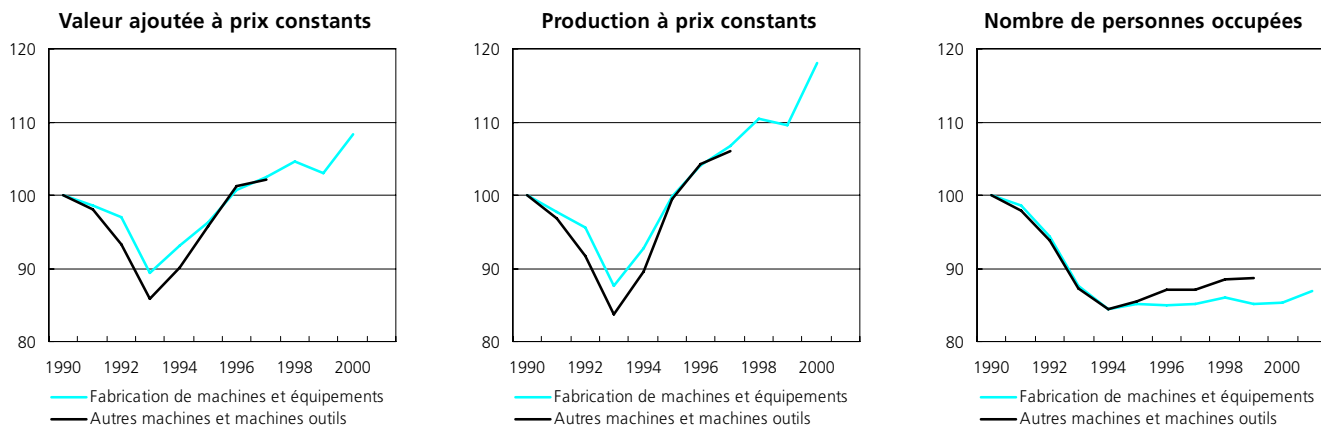
(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_ms).

Graphique 10.7

Fabrication de machines d'usage général, de machines outils et de machines d'usage spécifique (NACE groupes 29.2, 29.4 et 29.5)  
Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.8

Valeur de la production d'une sélection de machines industrielles  
(CPA groupes 29.2 et 29.5) (millions d'euros)

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Chariots élévateurs autopropulsés à moteur électrique	29.22.15.13 à 29.22.15.35	2000 (1)	4 568
Machines et appareils à emballer ou emballer les marchandises	29.24.21.70	1999	3 786
Echangeurs de chaleur	29.23.11.30	2000	2 899
Groupes à compression où le condenseur est un échangeur de chaleur	29.23.13.73	2000	1 010
Autres matériels, machines et appareils pour la production de froid	29.23.13.90	2000	2 100
Chargeuses et chargeuses pelleteuses autopropulsées à chargement frontal ou conçus pour travaux souterrains	29.52.25.30 et 29.52.25.50	2000	1 967
Pelles mécaniques, excavateurs, chargeuses, etc.	29.52.27.30 et 29.52.27.50	2000 (2)	1 295
Machines et appareils à trier, cribler, séparer, mélanger... terres, pierres, minerais...	29.52.40.30 à 29.52.40.80	2000 (1)	3 567
Machines et appareils pour le travail des viandes n.c.a.	29.53.16.50	2000	1 067
Machines et appareils pour la fabrication de la pâte cellulosique, du papier ou du carton et pour le finissage du papier ou du carton.	29.55.11.13 à 29.55.11.17	2000	2 391
Machines et appareils à imprimer offset alimentés en bobines	29.56.13.30	2000	1 530
Machines à mouler par injection pour travail du caoutchouc ou des plastiques	29.56.23.10 à 29.56.23.50	2000 (1)	4 580

(1) Données de 1998 à 2000.

(2) Données de 1999 et 2000.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En général, la productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des machines industrielles a été comparable à la productivité moyenne du secteur des machines et équipements. Cependant, des écarts de productivité assez importants ont été constatés, dans plusieurs États membres, entre les trois groupes qui constituent le présent sous-chapitre. Par exemple, si la productivité apparente de la main-d'œuvre au Royaume-Uni en 2000 s'établissait à 69 200 euros pour la fabrication de machines-outils, elle n'était qu'à peine supérieure à 50 000 euros dans les deux autres groupes de la NACE. Des différences moins importantes, quoique non négligeables, ont aussi été observées en Suède (1999), au Luxembourg et en Irlande (1999). En général, les écarts de coût unitaire de la main-d'œuvre ont été beaucoup moins prononcés entre les groupes de la NACE.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Les exportations communautaires de machines industrielles ont augmenté de 8,3 % en 2001 pour se situer à 91,9 milliards d'euros, montant plus de deux fois supérieur à celui des importations (40,5 milliards). L'excédent commercial de 2001 en résultant, de 51,4 milliards d'euros, a été le plus élevé depuis 1997 (53,0 milliards). Les autres machines d'usage spécifique (groupe 29.5 de la CPA) ont contribué de plus de moitié (52,1 %) aux exportations de machines industrielles et les machines d'usage général en ont représenté environ un tiers (33,5 %); ces parts sont restées relativement stables pendant plusieurs années. Les trois groupes de produits de la CPA qui constituent les machines industrielles ont contribué positivement à l'excédent commercial, mais la part des autres machines à usage spécifique a représenté 62,4 % du total. Les machines-outils ont généré le plus faible excédent des trois groupes de la CPA, avec 9,3 % de l'excédent total en 1996 contre 4,3 % en 2000, mais cette tendance s'est inversée en 2001 puisque cette part a de nouveau progressé pour atteindre 6,5 %.

L'Allemagne et l'Italie ont été les principaux exportateurs de machines industrielles, leurs exportations ayant représenté 59,1 et 32,3 milliards d'euros respectivement en 2001. En Italie (12,4 %), en Allemagne (10,4 %) et en Autriche (10,1 %), les équipements industriels ont contribué pour un dixième au moins aux exportations totales de produits manufacturés. L'Allemagne et l'Italie ont affiché d'importants excédents commerciaux en 2001, de 37,7 et 19,6 milliards d'euros respectivement, supérieurs aux résultats obtenus dans les deux cas en 2000. L'Espagne (4,3 milliards), le Portugal (1,7 milliard) et la Grèce (1,3 milliard) ont enregistré des déficits commerciaux supérieurs à 1 milliard d'euros, tandis que la France et l'Irlande faisaient état de déficits moins importants.

Comme en 2000, les trois premiers clients des exportations communautaires de machines industrielles en 2001 ont été les États-Unis, la Chine et la Suisse. La Russie a absorbé 3,7 % des exportations communautaires de ces produits en 2001, passant ainsi de la dixième à la quatrième place dans le classement des destinations communautaires.

En 2001, les États-Unis (26,7 %), la Suisse (18,2 %) et le Japon (17,0 %) ont fourni conjointement un peu plus de 60 % des importations communautaires de machines industrielles, part inférieure à celle de l'année 2000. Les États-Unis et le Japon ont perdu des parts de marché par rapport à 2000 alors que celles de la République tchèque, de l'Afrique du Sud, de la Chine et de la Suisse ont augmenté.

**Tableau 10.9****Machines d'usage général; machines-outils; autres machines d'usage spécifique (CPA groupes 29.2, 29.4 et 29.5)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	45 715	46 888	53 887	59 289	65 101	72 298	79 431	78 427	73 430	84 863	91 932
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	18 265	17 492	16 600	18 652	21 681	23 371	26 473	30 255	32 912	40 794	40 496
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	27 451	29 396	37 287	40 637	43 421	48 927	52 958	48 173	40 518	44 069	51 436
<b>Taux de couverture (%)</b>	250,3	268,0	324,6	317,9	300,3	309,3	300,0	259,2	223,1	208,0	227,0

Source: Eurostat, Comext.

## NACE 29.3

## 10.3: MACHINES ET TRACTEURS AGRICOLES

Le groupe 29.3 de la NACE couvre la fabrication de tracteurs et d'autres machines agricoles comme les moissonneuses-batteuses. Ce groupe n'inclut pas la fabrication d'outils agricoles à main.

## PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de machines et tracteurs agricoles a généré 5,8 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 pour 115 900 personnes occupées, soit 4,3 % de la valeur ajoutée et 4,4 % de l'emploi du secteur des machines et équipements. En Belgique, ce secteur a contribué à hauteur de 8,4 % à l'emploi créé par les machines et équipements. En termes d'emploi, la spécialisation de l'Autriche (7,9 %), de la Finlande (7,1 %) et du Danemark (7,6 %) a aussi été relativement élevée dans ce secteur.

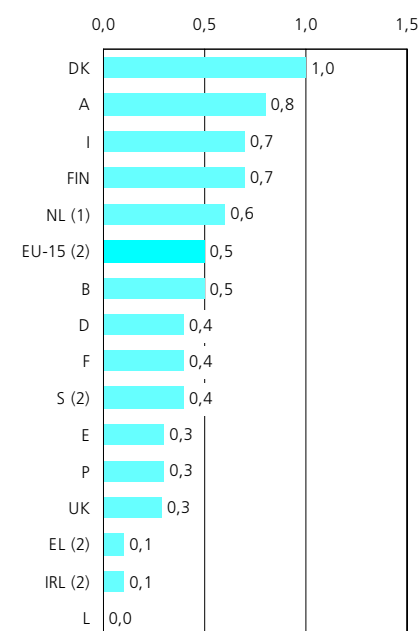
La structure par classes de taille de ce secteur diffère de celle du reste du secteur des machines et équipements du fait de l'importance relative des très petites entreprises (moins de 10 personnes occupées) qui ont généré en 2000 <sup>(15)</sup> 17,9 % environ de la valeur ajoutée du secteur, à comparer à la moyenne sectorielle proche de 6 %.

<sup>(15)</sup> IRL, 1999; EL, L et NL, non disponibles.

Les prix à la production pour le marché intérieur des tracteurs et autres machines agricoles ont augmenté de 10,6 % entre 1995 et 2001, cette hausse étant supérieure à celle de tous les autres groupes de la NACE afférents à la fabrication de machines et d'équipements. L'augmentation constatée en 2001, de 1,7 %, a constitué une rupture après plusieurs hausses modérées des prix dans la deuxième moitié des années 90 et en 2000. L'importante augmentation de 2001 est imputable aux « autres machines agricoles » (classe 29.32) dont les prix se sont accrus de 2,5 % en 2001 alors que l'indice des prix de la fabrication de tracteurs (classe 29.31) était resté stable.

Graphique 10.8

**Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)



(1) 1998.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

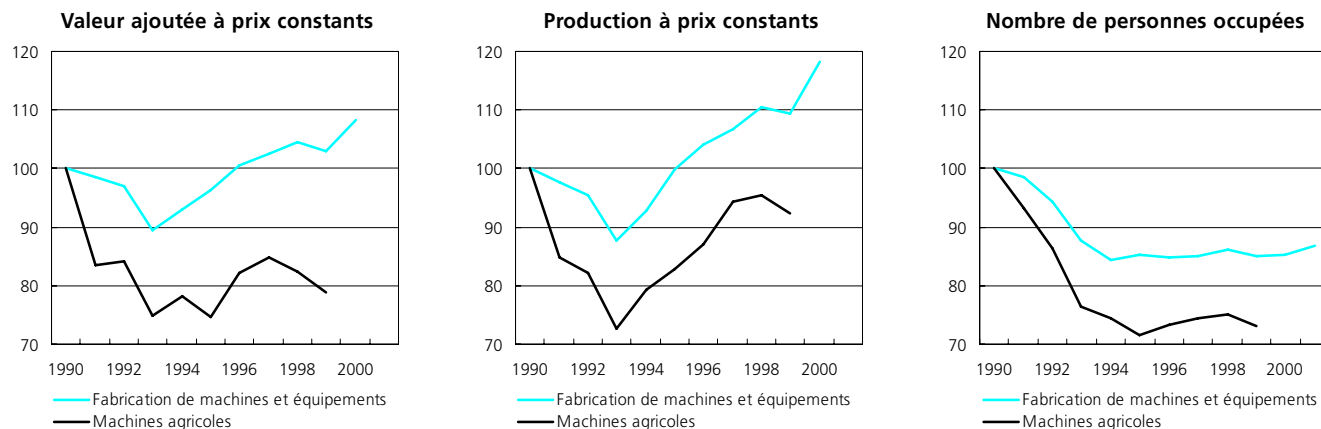
Tableau 10.10

**Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)**  
Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	14 805	14 871	13 543	15 152	16 508	17 914	19 740	20 211	18 817	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	150	139	123	120	115	118	120	121	118	116	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	4 732	4 947	4 530	4 858	4 828	5 500	5 773	5 665	5 308	5 773	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	3 782	3 751	3 483	3 553	3 477	3 718	3 803	3 905	3 779	3 966	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	31,5	35,5	36,8	40,6	41,9	46,6	48,2	46,9	45,1	49,8	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	125,1	131,9	130,1	136,7	138,9	147,9	151,8	145,1	140,4	145,6	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 10.9

**Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**


Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/entrepr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.11

**Valeur de la production communautaire de machines agricoles (CPA groupe 29.3)**  
**(millions d'euros)**

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Puissance <= 18 kW	29.31.21.30	2000	69
Puissance > 18 kW mais <= 37 kW	29.31.21.50	1999	267
Puissance > 37 kW mais <= 59 kW	29.31.22.00	1999	1 116
Puissance > 59 kW mais <= 75 kW	29.31.23.30	1998	1 810
Puissance > 75 kW mais <= 90 kW	29.31.23.50	1998	1 069
Puissance > 90 kW	29.31.23.70	2000	1 452

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des tracteurs et autres machines agricoles s'est établie à 49 800 euros par emploi en 2000, soit 2,9 % de moins que la moyenne du secteur des machines et équipements. Le niveau de productivité en 2000 était en forte augmentation par rapport à 1999, après deux années de baisse consécutives de la productivité apparente de la main-d'œuvre (à prix courants) en 1998 et 1999. Néanmoins, la productivité simple du travail ajustée des salaires (le rapport entre la valeur ajoutée et les dépenses de personnel) de ce secteur (145,6 %) est restée supérieure à la moyenne sectorielle (133,8 %) en 2000.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'excédent commercial de l'Union européenne dans le secteur des tracteurs et autres machines agricoles s'est considérablement accru en 2001 grâce à une augmentation de 15,9 % des exportations combinée à une chute de 12,0 % des importations. L'excédent de 3,1 milliards d'euros découlant d'exportations se chiffrant à 4,9 milliards d'euros, a dépassé ceux enregistrés tout au long des années 90. Le taux de couverture, qui avait baissé à 191 % en 1999, a atteint 274 % en 2001, (les exportations ont donc été un peu plus de 2,7 fois supérieures aux importations). La progression de l'excédent commercial de l'Union européenne en 2001 (qui ne comprend que le commerce extracommunautaire) résulte de contributions

extra-communautaires positives principalement de l'Allemagne, de la France et de l'Italie dépassant, dans chacun de ces trois États, 150 millions d'euros.

La seule part des États-Unis dans les importations communautaires de tracteurs et autres machines agricoles s'est élevée à 51,6 % en 2001. Cette part, certes importante, était néanmoins inférieure à celle de 2000 (56,9 %). Les parts de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque dans les importations communautaires ont toutes augmenté et leur somme est passée de 13,9 % en 2000 à 18,1 % en 2001.

Tableau 10.12

**Machines agricoles (CPA groupe 29.3)**  
**Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations extracomm. (millions d'euros)	2 807	2 556	2 776	3 061	3 147	3 633	4 136	4 160	3 518	4 210	4 879
Importations extracomm. (millions d'euros)	1 053	1 093	1 106	1 179	1 376	1 504	1 648	1 694	1 845	2 025	1 782
Balance commerciale (millions d'euros)	1 755	1 463	1 670	1 882	1 772	2 129	2 488	2 466	1 673	2 185	3 097
Taux de couverture (%)	266,7	233,8	251,0	259,7	228,8	241,6	251,0	245,5	190,7	207,9	273,8

Source: Eurostat, Comext.

## 10.4: APPAREILS DOMESTIQUES

Les activités du groupe 29.7 de la NACE recouvrent la fabrication d'appareils électroménagers (tels que les produits blancs et les aspirateurs de poussières), les appareils de chauffage et les appareils non électriques pour la cuisine domestique.

## PROFIL STRUCTUREL

Les appareils domestiques ont généré 11,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 <sup>(16)</sup>, soit environ 8,3 % de la valeur ajoutée totale du secteur des machines et équipements, et occupé 254 100 personnes <sup>(17)</sup>, 9,3 % de l'ensemble des personnes occupées dans ce secteur. L'Allemagne et l'Italie ont été les deux premiers employeurs dans ce secteur avec 69 100 et 55 500 personnes occupées respectivement. En Allemagne, l'emploi a reculé en 2000, comme au cours des dix années précédentes. En 2000, après trois années de réduction de l'emploi, l'Italie a enregistré un gain net de 1 100 personnes et l'Espagne a aussi vu l'emploi s'accroître pour la quatrième année consécutive.

On ne dispose que de peu d'informations par classe de taille d'entreprises pour ce secteur mais certaines données ont été fournies par les cinq grands États membres qui ont réalisé collectivement près de 90 % de la valeur ajoutée communautaire en 2000. Les grandes entreprises ont contribué pour 70 % ou plus à la valeur ajoutée dans chacun de ces cinq pays en 2000, la moyenne se situant à 80,6 %. Ce secteur était beaucoup plus tributaire des grandes entreprises que le secteur des machines et équipements en général.

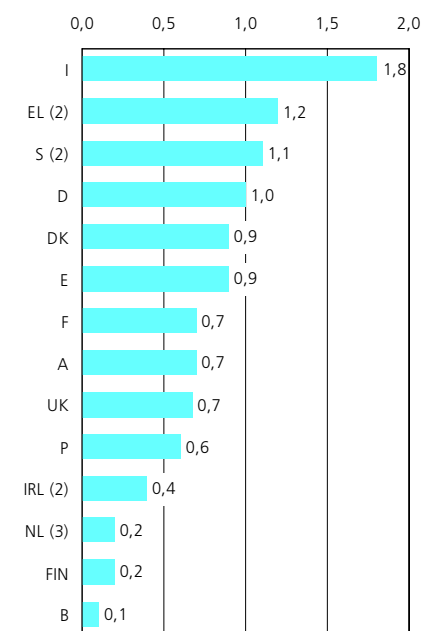
<sup>(16)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.

<sup>(17)</sup> EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

Le secteur des appareils domestiques se distingue du reste du secteur des machines et équipements en termes d'évolution de ses prix à la production pour le marché intérieur. L'indice des prix n'y a augmenté que de 4,1 % entre 1995 et 2001, moins de la moitié de la hausse enregistrée par le secteur des machines et équipements dans son ensemble. Entre 1998 et 2000, l'indice des prix a baissé ou augmenté de moins de 0,5 % chaque année pour s'accroître de 1,1 % en 2001. Cet indice masque deux évolutions des prix différentes. Dans la fabrication d'appareils ménagers non électriques (classe 29.72 de la NACE), les prix à la production ont suivi une tendance comparable à celle d'autres secteurs des machines et équipements, augmentant tous les ans depuis 1995 et cumulant une hausse de 12,8 % en 2001. Pour ce qui est de la fabrication d'appareils électroménagers (classe 29.71 de la NACE), les cinq variations annuelles successives ont oscillé entre -1,0 % et 1,0 % et le niveau de l'indice des prix de 2001 équivalait à celui de 1997, ne dépassant que de 2,2 % celui de 1995.

Graphique 10.10

**Fabrication d'appareils domestiques (NACE groupe 29.7)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.13

**Valeur de la production d'une sélection d'appareils domestiques (CPA groupe 29.7)**  
(millions d'euros)

Libellé	Code PRODCOM	Année	Valeur
Réfrigérateurs-congérateurs avec portes extérieures séparées	29.71.11.10	1998	1 063
Réfrigérateurs domestiques autres qu'à encastrer	29.71.11.33	2000	1 640
Lave-vaisselle de type ménager	29.71.12.00	2000	2 094
Machines entièrement automatiques à laver le linge, d'une capacité <= 10 kg de linge sec	29.71.13.30	2000	4 146
Aspirateurs tension >= 110 V, à usage domestique	29.71.21.13	2000	1 404
Fours à micro-ondes	29.71.27.00	2000	863
Cuisinières, réchauds électriques, grille-viande et rôtissoires et fours	29.71.28.10 à 29.71.28.90	2000 (1)	3 839
Chauffe-eau non électriques à chauffage instantané à gaz, ou à accumulation	29.72.14.00	2000	1 115

(1) Données de 1999 et 2000.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

La fabrication d'appareils domestiques a enregistré, en général, un faible niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre dans l'Union européenne par rapport au reste du secteur des machines et équipements. Un seul État membre <sup>(18)</sup> s'est nettement démarqué de cette tendance, la Grèce, où la valeur ajoutée de 38 800 euros générée par personne occupée en 1999 était nettement supérieure à la moyenne de 26 300 euros de l'ensemble du secteur des machines et équipements. Le coût unitaire de la main-d'œuvre a aussi été généralement inférieur dans ce secteur à la moyenne du secteur des machines et équipements, le Danemark (1999) et la Grèce (1998) étant les seuls États membres à afficher un coût unitaire de la main-d'œuvre légèrement supérieur <sup>(19)</sup>.

<sup>(18)</sup> EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

<sup>(19)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

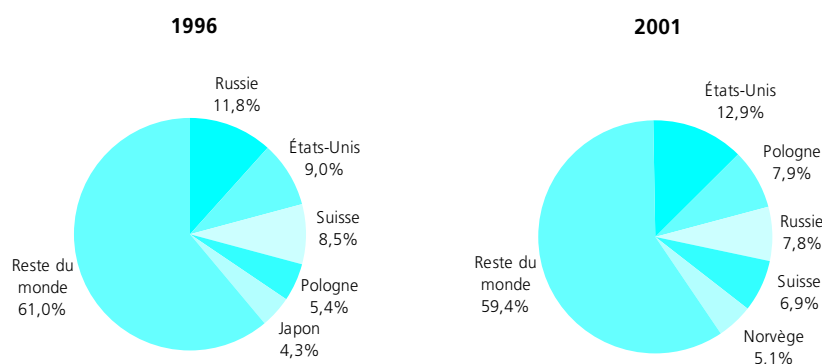
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Comme dans tous les groupes de la CPA afférents aux machines et équipements, l'Union européenne a enregistré un excédent commercial pour les appareils domestiques en 2001. Néanmoins, cet excédent a été inférieur en 2001 (1,5 milliard d'euros) au niveau atteint en 2000 (1,6 milliard) et le taux de couverture a régressé pour se situer à 125 %. Cette baisse est imputable au fait que la croissance de 6,0 % de la valeur des exportations en 2001 portant ces dernières à 7,4 milliards d'euros a été plus lente que celle des importations qui ont augmenté de 9,6 % pour se situer à 5,9 milliards d'euros. Après plusieurs années de déclin, l'excédent commercial de l'Union européenne sur ces produits a été inférieur en 2001, de plus de moitié, à celui de 1997.

L'Italie a été le principal État membre exportateur (commerce intra et extracommunautaire combiné) de ces produits, tant en termes relatifs qu'absolus; ses exportations, de 6,8 milliards d'euros, ont dépassé celles de l'Allemagne (5,7 milliards) et généré un excédent commercial de 5,5 milliards d'euros. L'Allemagne (1,8 milliards d'euros), la Suède (251 millions) et l'Espagne (5 millions) ont également enregistré un excédent commercial sur ces produits en 2001 tandis que tous les autres États membres affichaient des déficits, le plus important étant celui du Royaume-Uni (2,4 milliards d'euros). L'excédent espagnol, quoique modeste, s'est de nouveau inscrit dans une tendance positive, comme tout au long de la deuxième moitié des années 90, après un déficit exceptionnel de 133 millions d'euros en 2000.

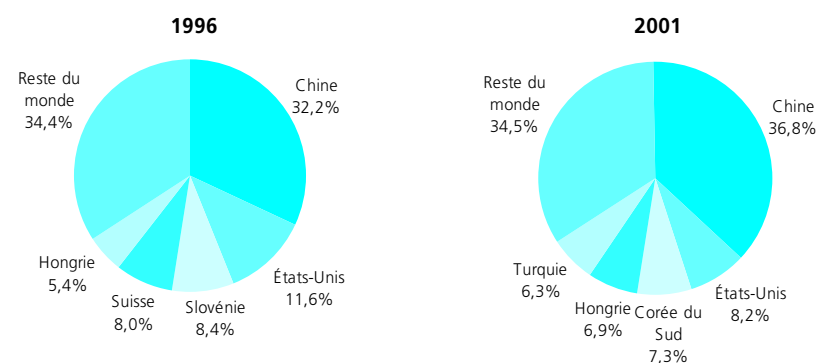
En 2001, les États-Unis ont accentué leur position de première destination des exportations communautaires d'appareils domestiques, avec une légère augmentation de leur part qui est passée de 12,1 % en 2000 à 12,9 % en 2001. La part de la Russie s'est aussi consolidée, passant de 6,3 % à 7,8 %, tandis que celle de la Turquie a régressé, passant du rang de sixième client de l'Union européenne, avec une part de 4,6 %, à douzième avec 2,1 %. Le premier fournisseur de l'Union européenne, la Chine en l'occurrence, a également renforcé sa position en accroissant légèrement sa part qui s'est établie à 36,8 % en 2001. La Pologne et la République tchèque ont aussi accru leurs parts en 2001 et fourni respectivement 5,1 % et 3,1 % des importations communautaires de ces produits. Ces évolutions se sont faites au détriment des États-Unis et du Japon qui ont accusé la plus forte régression de leur part de marché (de 2,9 % à 1,9 % pour le Japon et de 9,6 % à 8,2 % pour les États-Unis), ces deux pays ayant d'ailleurs enregistré une baisse de la valeur absolue de leurs livraisons d'appareils domestiques à l'Union européenne.

Graphique 10.11

**Appareils domestiques (CPA groupe 29.7)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Graphique 10.12

**Appareils domestiques (CPA groupe 29.7)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.



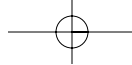


Tableau 10.14

**Fabrication d'équipements mécaniques (NACE groupe 29.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 038	2 329	30 189	44	2 292	10 058	300 15 495	:	2 068	881	259	2 234	2 441	10 842	
Nombre de personnes occupées (milliers)	8	21	220	1	19	66	3 85	:	14	7	3	10	17	74	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	689	1 055	12 756	21	790	3 258	146 4 862	:	736	417	80	562	931	4 242	
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 476	1 423	20 641	29	1 763	7 836	161 10 818	:	1 472	582	196	1 788	1 988	7 293	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	360	762	10 200	22	532	2 529	78 2 770	:	526	292	47	380	724	3 160	
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	50,9	:	1 239,5	:	104,1	:	19,8 632,8	:	:	61,2	38,2	70,6	94,9	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	91,0	50,6	57,9	23,6	40,7	49,1	53,2 57,5	:	53,7	60,0	22,9	56,6	53,7	57,1	
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	191,4	135,1	125,1	134,8	148,5	121,9	187,0 175,5	:	140,0	142,7	170,8	147,9	128,7	134,2	
Taux brut d'exploitation (%) (2)	15,2	11,6	7,7	12,7	10,4	5,4	22,1 13,6	:	9,5	12,6	12,7	18,8	7,3	9,4	

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.15

**Fabrication de machines d'usage général (NACE groupe 29.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 239	2 497	37 496	184	6 244	13 367	729 18 675	74	4 188	3 097	724	2 589	3 368	14 055	
Nombre de personnes occupées (milliers)	14	19	258	3	58	87	5 113	0	30	20	12	16	24	104	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	767	948	14 162	81	2 243	4 217	266 5 805	21	1 372	1 130	236	848	1 194	5 215	
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 727	1 695	24 948	124	4 419	10 177	481 13 580	52	2 942	2 107	525	1 870	2 463	9 603	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	559	661	12 012	42	1 536	3 217	139 3 725	20	1 060	834	159	580	920	3 977	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (3)	66,6	:	1 094,1	:	233,8	:	26,2 574,4	:	:	102,8	44,7	69,4	107,4	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	53,4	48,7	55,0	30,1	38,8	48,4	48,8 51,4	47,7	46,2	57,5	20,3	52,2	50,8	50,1	
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (2)	137,2	120,0	117,9	165,7	146,0	127,5	191,0 155,8	106,5	129,4	135,6	148,3	146,3	129,7	131,1	
Taux brut d'exploitation (%) (2)	8,6	6,1	5,5	15,9	10,8	6,6	17,0 11,0	1,8	7,4	9,3	10,1	11,6	7,5	8,3	

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.16

**Fabrication de machines agricoles (NACE groupe 29.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	680	553	5 158	34	912	2 777	79 4 729	1	698	795	132	865	502	2 459	
Nombre de personnes occupées (milliers)	4	5	27	1	11	17	1 20	0	6	5	3	4	3	10	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	215	208	1 580	12	308	787	22 1 032	0	245	255	51	226	174	602	
Achats de biens et services (millions d'euros)	613	400	3 910	29	881	2 762	58 3 993	0	529	649	98	672	418	2 687	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	141	195	1 129	8	197	557	17 632	0	166	204	37	129	116	398	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	20,7	:	100,1	:	36,9	:	2,9 134,6	:	:	35,9	11,5	21,0	14,3	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	58,0	42,2	59,0	21,6	29,1	45,1	28,5 52,3	24,1	:	47,8	16,2	53,2	60,5	60,1	
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)	152,6	121,8	139,9	164,9	156,4	141,8	133,7 163,4	200,0	147,1	124,6	138,8	174,3	149,9	151,3	
Taux brut d'exploitation (%) (3)	9,1	6,5	8,1	12,9	9,6	6,5	7,1 8,1	16,7	10,2	5,6	9,8	10,8	10,0	6,1	

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.17

**Fabrication de machines-outils (NACE groupe 29.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	324	185	17 810	26	1 679	2 386	67 6 956	:	352	797	95	487	1 293	2 761	
Nombre de personnes occupées (milliers)	2	2	124	0	15	15	1 43	:	3	6	2	3	8	17	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	105	79	7 021	15	559	746	29 2 335	:	123	334	40	173	561	1 197	
Achats de biens et services (millions d'euros)	253	115	11 576	15	1 194	1 825	38 4 851	:	302	526	62	319	948	1 752	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	75	59	5 652	9	400	506	18 1 478	:	88	249	29	114	335	726	
Invest. bruts corporels (millions d'euros) (4)	13,5	:	620,4	:	66,0	:	3,5 217,0	:	:	51,8	6,7	23,3	46,2	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	50,9	47,8	56,8	32,3	38,1	51,3	36,9 54,4	:	:	53,8	18,1	50,9	66,2	69,2	
Productiv. simple du trav. ajust. des salaires (%) (3)	139,7	125,9	124,2	138,9	139,7	117,7	160,1 158,0	:	139,7	133,9	138,9	151,4	167,6	164,9	
Taux brut d'exploitation (%) (3)	8,4	8,6	7,4	14,8	9,4	4,8	16,8 12,2	:	9,7	10,0	11,1	12,5	15,3	16,3	

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

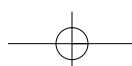




Tableau 10.18

## Fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NACE groupe 29.5)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 935	1 687	41 472	56	5 027	10 134	168	18 081	246	3 296	3 695	1 109	3 884	4 853	8 158
Nombre de personnes occupées (milliers)	14	13	279	1	55	59	2	101	1	23	24	20	23	26	58
Valeur ajoutée (millions d'euros)	815	633	15 640	23	1 933	3 058	77	5 212	84	1 092	1 406	474	1 302	1 582	2 951
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 368	1 144	27 558	39	3 360	7 749	101	13 599	232	2 439	2 497	682	2 712	3 526	5 753
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	583	489	12 950	13	1 296	2 292	51	3 546	71	790	1 035	306	915	1 060	2 351
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	85,7	:	1 261,1	:	208,0	:	10,0	512,2	:	:	136,6	138,3	89,8	134,8	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	58,9	47,0	56,0	22,8	35,3	52,3	38,3	51,8	59,2	:	59,1	23,3	55,7	59,7	50,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	139,8	121,7	120,8	155,6	149,2	125,3	152,3	147,0	118,1	138,2	135,8	154,8	142,3	149,3	125,6
Taux brut d'exploitation (%) (3)	7,5	7,1	6,4	15,2	12,4	5,8	15,0	9,1	4,3	9,2	9,6	15,0	10,4	10,4	6,9

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.19

## Fabrication d'armes et de munitions (NACE groupe 29.6)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	226	0	1 590	116	407	1 751	0	496	:	84	174	55	145	819	2 492
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	0	11	3	4	8	0	3	:	:	1	1	1	4	15
Valeur ajoutée (millions d'euros)	90	0	636	44	149	468	0	204	:	28	60	10	62	263	927
Achats de biens et services (millions d'euros)	194	0	1 000	76	239	1 261	0	291	:	61	137	47	89	556	1 654
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	64	0	598	71	118	457	0	113	:	26	56	12	42	210	770
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	7,0	:	56,4	:	24,0	:	0	35,9	:	:	9,1	9,6	3,7	15,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	60,8	:	57,6	14,8	39,4	60,2	:	63,7	:	:	50,5	12,5	52,8	59,9	60,5
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (5)	139,3	:	106,4	78,3	126,1	103,4	:	180,2	:	106,5	106,0	87,0	145,7	125,2	120,3
Taux brut d'exploitation (%) (5)	10,0	:	2,4	-18,3	8,0	1,0	:	19,3	:	1,8	1,9	-2,7	13,1	6,1	5,7

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999. (5) F, 1999; EL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.20

## Fabrication d'appareils domestiques (NACE groupe 29.7)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	159	642	10 615	215	3 171	4 403	235	10 074	:	307	576	412	193	1 305	3 880
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	5	69	2	24	25	3	56	:	:	4	4	1	11	30
Valeur ajoutée (millions d'euros)	59	198	3 888	94	895	1 214	99	2 741	:	95	235	114	62	455	1 406
Achats de biens et services (millions d'euros)	142	516	9 621	201	2 730	4 503	138	8 183	:	310	390	374	151	1 014	2 781
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	41	170	3 183	43	622	802	61	1 707	:	61	166	59	44	394	933
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	3,8	:	431,7	:	143,3	:	17,2	333,7	:	:	25,5	20,7	19,4	61,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	45,2	44,0	56,3	38,8	38,1	47,7	36,7	49,4	:	:	52,7	25,7	45,0	42,8	46,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	143,1	126,0	122,1	209,0	143,8	133,0	161,3	160,6	:	155,5	141,8	193,7	139,9	115,3	150,7
Taux brut d'exploitation (%) (3)	8,9	6,4	5,2	17,0	7,7	5,7	16,2	9,7	:	8,5	11,2	11,7	9,5	4,1	11,3

(1) 1999. (2) 1998. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 10.21

## Fabrication de machines et équipements (NACE division 29)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	544	51	3 842	98	1 626	95	130	:	5 695	1 212	1 116	1 299	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	77	1	155	5	58	7	13	:	259	170	52	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	185	22	1 320	30	539	40	41	:	2 275	493	230	331	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	406	:	3 160	80	1 145	55	93	:	4 221	921	897	979	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	166	:	925	25	341	23	51	:	1 531	389	245	273	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	55,5	1,6	205,0	10,0	9,6	7,9	11,7	:	312,9	170,5	102,1	79,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,4	21,1	8,5	5,8	9,4	5,8	3,2	:	7,9	2,9	4,4	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	111,5	:	142,7	119,4	158,0	169,5	80,3	:	148,6	126,8	93,8	121,4	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,5	:	9,0	4,5	10,5	17,9	-7,1	:	12,1	8,9	-1,3	4,2	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Équipements électriques et matériel optique



La Commission européenne a lancé en 2001 un processus de consultation ayant trait à un projet de directive visant à harmoniser les exigences en matière de conception des équipements électriques et électroniques (EEE). En 2002, un nouveau projet de proposition a été présenté concernant la conception des équipements finals, fruit de la fusion du projet de proposition EEE avec un autre projet de proposition sur l'efficacité énergétique des produits (EEP). Ce nouveau texte concerne tous les produits finals nécessitant, pour leur fonctionnement, un apport d'énergie (essentiellement l'électricité, le gaz ou le pétrole) ou les équipements servant à la production, au transport et à la mesure de l'énergie. Il a pour objet de garantir la libre circulation des équipements finals au sein du marché intérieur par la mise en place d'un cadre qui permettra de tenir compte des aspects environnementaux dans la conception et le développement des produits et de définir des critères d'éco-conception applicables à ces équipements.

Ce chapitre couvre les divisions 30 à 33 de la NACE collectivement désignées comme la fabrication d'équipements électriques et de matériel optique. Les activités décrites concernent la fabrication de matériel informatique, de machines de bureau, de machines et appareils électriques, de composants électroniques, de matériel audiovisuel et de communication et d'instruments médicaux, de précision et d'optique.

### NACE

- 30: fabrication de machines de bureau et de matériel informatique;
- 31: fabrication de machines et appareils électriques;
- 31.1: fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques;
- 31.2: fabrication de matériel de distribution et de commande électrique;
- 31.3: fabrication de fils et câbles isolés;
- 31.4: fabrication d'accumulateurs et de piles électriques;
- 31.5: fabrication de lampes et d'appareils d'éclairage;
- 31.6: fabrication d'autres matériels électriques;
- 32: fabrication d'équipements de radio, télévision et communication;
- 32.1: fabrication de composants électroniques;
- 32.2: fabrication d'appareils d'émission et de transmission;
- 32.3: fabrication d'appareils de réception, enregistrement;
- 33: fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie;
- 33.1: fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie;
- 33.2: fabrication d'instruments de mesure et de contrôle;
- 33.3: fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels;
- 33.4: fabrication de matériels optique et photographique;
- 33.5: horlogerie.

Tableau 11.1

### Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)

#### Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	:	:	307 984	330 746	360 775	380 490	417 973	441 580	474 090	532 109	537 961
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	:	:	2 943	2 846	2 802	2 756	2 768	2 789	2 791	2 849	2 899
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	:	:	121 850	128 476	131 641	134 935	145 731	147 318	158 078	173 373	176 078
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	:	:	99 054	99 199	98 895	100 616	103 006	105 655	110 615	115 326	115 712
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	:	:	41,4	45,1	47,0	49,0	52,6	52,8	56,6	60,9	60,7
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	:	:	123,0	129,5	133,1	134,1	141,5	139,4	142,9	150,3	152,2

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

En janvier 2003, une directive concernant la mise au rebut des déchets d'équipements électriques et électroniques<sup>(1)</sup> a été adoptée. Cette directive vise à résoudre le problème du volume sans cesse croissant des déchets d'équipements électriques et électroniques, à promouvoir le recyclage et donc à limiter les quantités de déchets incinérés ou mis en décharge. Elle rend les fabricants responsables de la reprise et de la revalorisation de leurs équipements en fin de vie.

### PROFIL STRUCTUREL

La fabrication d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL) a représenté une valeur ajoutée de 176,1 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2001, alors que le total des ventes atteignait 611,8 milliards d'euros. L'emploi dans ce secteur s'établissait à 2,9 millions de personnes dans l'Union européenne. Le secteur a contribué à hauteur de 13,3 % à la valeur ajoutée et de 12,2 % à l'emploi de l'industrie manufacturière. Bien qu'inférieure au niveau réalisé en 2000 (13,5 %), cette part dans la valeur ajoutée manufacturière était supérieure à toutes celles enregistrées au cours de la seconde moitié des années 1990.

Le graphique 11.1 indique la valeur ajoutée et l'importance relative des quatre divisions de la NACE du secteur des équipements électriques et du matériel optique. La fabrication de machines et appareils électriques (division 31) et d'équipements de radio, télévision et communication (division 32) sont les principales activités de ce secteur dans l'Union européenne, puisqu'elles ont, à elles seules, représenté plus de 30 % de la valeur ajoutée sectorielle<sup>(2)</sup>. En termes d'emploi<sup>(3)</sup>, la fabrication de machines et appareils électriques était encore plus importante, puisque sa part dans la main-d'œuvre sectorielle s'établissait à 43,0 %, alors que les contributions du secteur des équipements et appareils de radio, télévision et communication (27,3 %) et du secteur des machines de bureau et du matériel informatique (division 30 de la NACE, 6,6 %) étaient inférieures à leurs parts correspondantes dans la valeur ajoutée.

<sup>(1)</sup> Directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil, JO n° L 37, 13.2.2003, p. 24.

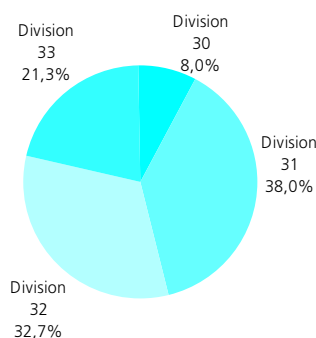
<sup>(2)</sup> IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

<sup>(3)</sup> EL, IRL et S, 1999; L, non disponible.

Trois grands pays, l'Allemagne (33,8 %), le Royaume-Uni (17,8 %) et la France (15,5 %) ont généré l'essentiel de la valeur ajoutée communautaire en 2000; ils étaient relativement plus spécialisés dans ce secteur que la moyenne communautaire. Cependant, les États membres les plus spécialisés dans ce secteur en 2000 étaient la Finlande (25,4 % de la valeur ajoutée manufacturière nationale) et l'Irlande (23,0 %, 1999). Les pays les moins spécialisés dans ce secteur étaient le Luxembourg (4,2 % de la valeur ajoutée manufacturière nationale) et la Grèce (4,8 %, 1999).

La fabrication d'équipements électriques et de matériel optique a connu dans l'Union européenne une croissance ininterrompue au cours de la seconde moitié des années 1990, jusqu'en 2000. À prix constants, la croissance de la valeur ajoutée du secteur s'établissait aux alentours de 10 % par an en 1997, 1999 et 2000 et la croissance annuelle moyenne pendant les cinq années allant jusqu'en 2000 était de 8,0 %. Le nombre de personnes occupées par le secteur a baissé entre 1990 et 1996 (date à laquelle il s'établissait à 2,76 millions de personnes) pour ensuite remonter sans interruption jusqu'en 2001, augmentant de 1,0 % par an en moyenne. Que ce soit en termes de valeur ajoutée ou d'emploi, le secteur s'est développé pratiquement deux fois plus vite que la moyenne manufacturière pendant la période de 1995 à 2000 (de 1996 à 2001, pour l'emploi).

**Graphique 11.1**  
Part de la valeur ajoutée de la fabrication d'équipements électriques et électroniques dans l'UE, 2000 (1)



(1) IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

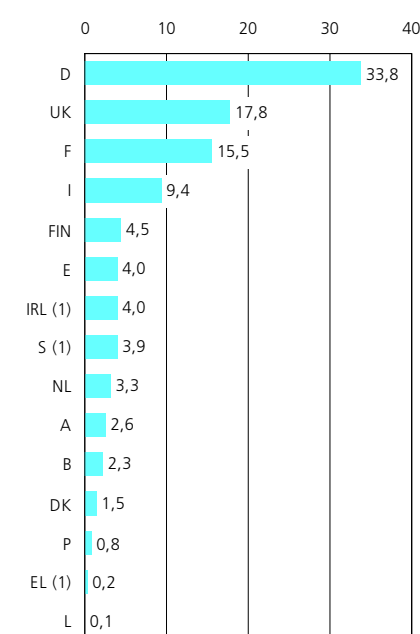
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

On dispose, pour quelques États membres, de séries chronologiques relatives à la valeur ajoutée à prix constants. Des taux de croissance annuels moyens particulièrement élevés ont été relevés dans ce secteur en Finlande (29,7 %), en Suède (14,5 %) et en Grèce (11,8 %) entre 1994 et 1999. Parmi les pays pour lesquels des données sont disponibles<sup>(4)</sup>, seule l'Italie a enregistré une baisse de la valeur ajoutée à prix constants. Pour l'emploi, la disponibilité de données est meilleure pour la période allant de 1995 à 2000<sup>(5)</sup>. L'Irlande et les trois pays nordiques ont tous affiché des taux de croissance moyens de l'emploi supérieurs à 5 % entre 1995 et 2000 (Irlande et Suède, de 1994 à 1999). Pendant cette même période de cinq ans, l'Autriche, l'Allemagne et la Belgique ont chacune connu un recul des niveaux d'emploi supérieur à 1 % par an; en 2000, ces trois pays ont en revanche enregistré une progression de l'emploi par rapport à 1999.

<sup>(4)</sup> IRL, NL, A, P et UK, non disponibles.

<sup>(5)</sup> EL, IRL et S, 1994 à 1999; NL, non disponible.

**Graphique 11.2**  
Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)  
Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)



(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La fabrication d'équipements électriques et de matériel optique est un secteur dominé par les grandes entreprises puisque celles occupant 250 personnes ou davantage assuraient 68,0 % de la valeur ajoutée et 56,3 % de l'emploi sectoriel en 2000 <sup>(6)</sup>, contre 55,7 % et 42,1 % en moyenne dans l'industrie manufacturière. Au cours de la même année, les grandes entreprises ont réalisé la moitié ou plus de la valeur ajoutée sectorielle dans tous les États membres, hormis l'Italie.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

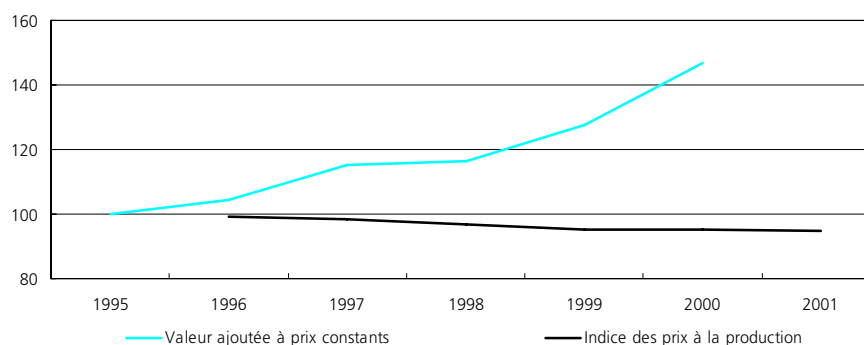
D'après l'enquête communautaire sur les forces de travail, la proportion d'hommes au sein de la main-d'œuvre du secteur des équipements électriques et du matériel optique est inférieure à la moyenne manufacturière. En 2001, elle ne dépassait pas 44,0 % au Portugal, mais elle atteignait 77,2 % aux Pays-Bas, la moyenne communautaire étant de 68,0 %. Dans tous les États membres, hormis la Grèce, cette proportion était inférieure à la moyenne manufacturière. Les écarts les plus importants ont été enregistrés au Portugal et en Irlande, deux pays où la proportion d'hommes travaillant dans le secteur était inférieure à la moyenne manufacturière d'au moins 11 points de pourcentage. Cette proportion est pratiquement la même dans les quatre divisions de la NACE qui constituent ce secteur, avec toutefois un niveau généralement plus élevé dans la division 30 (fabrication de machines de bureau et de matériel informatique) et la division 31 (fabrication de machines et appareils électriques).

Le travail à temps partiel occupe dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique la même place que dans l'ensemble des activités manufacturières: en 2001, le travail à plein temps dans le secteur représentait 93,0 % dans l'Union européenne, taux proche de la moyenne manufacturière (92,5 %). Tous les États membres affichaient une proportion légèrement plus élevée de travailleurs à plein temps, excepté l'Autriche où cette proportion était, dans ce secteur, inférieure à la moyenne manufacturière. La fabrication de machines de bureau et de matériel informatique se caractérisait généralement par des proportions élevées de travailleurs à plein temps, près de 100 % dans plusieurs États membres. À l'inverse, la fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique (division 33) affichait des taux de travailleurs à plein temps inférieurs à la moyenne sectorielle, notamment le Danemark où l'écart était de 10,3 points de pourcentage.

<sup>(6)</sup> IRL, 1999; EL et L, non disponibles; NL données concernant l'emploi également non disponibles.

Graphique 11.3

Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)  
Valeur ajoutée à prix constants et indice des prix à la production dans l'UE (1995=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_ms) et European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt\_ind/ind\_pric).

Tableau 11.2

Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NACE sous-section DL)  
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)
<b>EU-15</b>	32,1	32,0	6,4	7,0	5,0	4,9
<b>B</b>	33,6	24,1	5,3	6,6	5,5	6,1
<b>DK</b>	36,5	36,7	:	7,4	:	5,9
<b>D</b>	33,1	32,7	8,2	10,0	4,5	3,9
<b>EL</b>	22,6	25,6	:	:	22,7	25,8
<b>E</b>	23,9	31,9	3,0	1,8	8,0	6,2
<b>F</b>	35,1	33,2	5,5	5,3	3,8	3,2
<b>IRL</b>	43,6	42,6	:	4,7	:	:
<b>I</b>	33,5	32,6	5,2	5,0	10,5	15,8
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	23,1	22,8	12,8	17,6	:	:
<b>A</b>	33,3	30,7	6,4	8,8	3,1	2,6
<b>P</b>	44,8	56,0	:	:	:	:
<b>FIN</b>	29,3	36,5	:	4,4	:	:
<b>S</b>	28,8	34,5	:	:	:	:
<b>UK</b>	28,9	27,4	6,2	6,3	2,9	2,2

(1) B, 2000; FIN, 1999.

(2) DK, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

La proportion de salariés dans la force de travail du secteur des équipements électriques et du matériel optique était nettement supérieure à la moyenne manufacturière s'établissant à 94,3 % des personnes occupées, le solde (5,7 %) étant composé de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux non rémunérés. À titre de comparaison, l'ensemble de l'industrie manufacturière comptait 8,2 % de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux. Le Portugal affichait l'écart le plus important entre le taux sectoriel (99,1 %) et la moyenne manufacturière (87,4 %).

La productivité apparente du travail dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique de l'Union européenne était de 60 700 euros par personne occupée en 2001, soit plusieurs milliers d'euros de plus que l'ensemble des activités manufacturières (55 900 euros). La légère diminution de la productivité apparente du travail entre 2000 et 2001 fait suite à une augmentation de 4,4 % en moyenne par an (à prix courants) de 1996 à 2001, soit une progression plus rapide que celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière (3,8 %). En 2000, des niveaux particulièrement élevés de productivité apparente du travail ont été enregistrés en Finlande (114 900 euros par personne occupée) et en Irlande (96 700 euros, 1999). Entre 1995 et 2000<sup>(7)</sup>, la croissance annuelle moyenne de ce ratio a dépassé les 10 % en Grèce (de 1995 à 1999), en Finlande et au Royaume-Uni.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et S, 1995 à 1999; P, 1996 à 2000; NL, non disponible.

La productivité simple du travail ajustée par les salaires, c'est-à-dire le taux de couverture du coût de la main-d'œuvre par la valeur ajoutée, était dans ce secteur inférieure à la moyenne manufacturière. En 2001, ce taux était de 152,2 % (c'est-à-dire que la valeur ajoutée était de 52,2 % supérieure au coût de la main-d'œuvre), ce qui correspond à 9,3 points de pourcentage de moins que la moyenne manufacturière. Vers la fin des années 1990, la productivité simple du travail ajustée par les salaires s'était rapprochée de la moyenne manufacturière, mais en 2001, et malgré une augmentation de 1,8 point de pourcentage entre 2000 et 2001, l'écart s'est encore creusé entre la productivité simple du travail ajustée par les salaires et la moyenne manufacturière. L'analyse de ce ratio dans les États membres en 2000<sup>(8)</sup> montre que le niveau élevé de la productivité apparente du travail enregistré en Irlande et en Finlande n'était pas lié au niveau des dépenses de personnel puisque la valeur ajoutée dans ces deux pays était trois fois supérieure au coût de la main-d'œuvre, portant ainsi la productivité simple du travail ajustée par les salaires à 351,1 % en Irlande et à 301,1 % en Finlande.

En 2000, la fabrication d'équipements et d'appareils de radio, télévision et communication a, d'une manière générale, enregistré dans l'ensemble des États membres<sup>(9)</sup>, hormis l'Autriche et l'Espagne, les taux de productivité du travail ajustée par les salaires les plus élevés, sinon les deuxièmes les plus élevés, des quatre divisions de la NACE dans ce secteur.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, des niveaux similaires de productivité du travail ajustée par les salaires ont été relevés dans trois autres divisions de la NACE couvertes dans le présent chapitre, mais avec d'importants écarts entre les États membres. Par exemple, en Finlande, la productivité ajustée par les salaires dans le secteur des machines de bureau et du matériel informatique affichait une valeur négative, alors qu'elle dépassait 150 % dans d'autres divisions. L'Irlande aussi présentait un écart considérable entre les niveaux des différentes divisions, mais toutes avaient un niveau élevé de productivité apparente.

<sup>(8)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998.

<sup>(9)</sup> F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, incomplets.

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Le secteur des équipements électriques et optiques (sous-section DL de la CPA) a assuré un cinquième (20,4 %) des exportations communautaires de produits manufacturés vers les pays tiers en 2001. Après avoir augmenté chaque année tout au long des années 1990 et dépassé les 21 % en 2000, cette contribution est de nouveau retombée en 2001. Les importations ont connu la même évolution puisque la part de ces produits dans les importations communautaires de produits manufacturés s'établissait à 28,6 % en 2001, en baisse par rapport à 2000 (30,5 %).

Tout au long de la période de 1990 à 2000, la valeur (à prix courants) des exportations et des importations extra-communautaires a augmenté chaque année. En 2001, cependant, les exportations extra-communautaires ont progressé de 0,9 % seulement et la valeur des importations a diminué de 6,5 %. Après avoir augmenté pendant les quatre années précédentes, affichant à deux reprises un taux annuel de croissance supérieur à 50 %, le déficit commercial a baissé de 27,6 % en 2001.

Après deux années au moins de déficit commercial (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés), l'Allemagne et le Luxembourg ont retrouvé une balance commerciale excédentaire en 2001, de même que l'Irlande, la Finlande et la Suède, trois pays qui avaient affiché un excédent pendant de nombreuses années, et les Pays-Bas dont c'était le deuxième excédent consécutif.

Les plus grands exportateurs de ces produits en 2001 étaient l'Allemagne (106,1 milliards d'euros), le Royaume-Uni (77,2 milliards d'euros) et les Pays-Bas (64,7 milliards d'euros); ces trois pays étaient aussi les plus grands importateurs. L'Irlande était le pays le plus spécialisé dans l'exportation de ces produits: 44,2 % de l'ensemble des exportations irlandaises de produits manufacturés en 2001. Les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Finlande étaient eux aussi relativement spécialisés dans l'exportation de ces produits, dans la mesure où plus du quart de leurs exportations de produits manufacturés étaient constituées d'équipements électriques et optiques.

Tableau 11.3

**Équipements électriques et électroniques (CPA sous-section DL)**  
**Commerce extérieur de l'UE, 2001 (millions d'euros)**

	Exportations	Importations	Balance commerciale	Taux de couverture (%)
Équipements électriques et électroniques	186 123	233 203	-47 079	79,8
Moteurs, génératrices et transformateurs électriques	12 754	9 201	3 553	138,6
Matériel de distribution et de commande électrique	14 554	8 886	5 669	163,8
Fils et câbles isolés	4 411	3 987	424	110,6
Accumulateurs et piles électriques	1 461	2 349	-888	62,2
Lampes et appareils d'éclairage	3 138	3 594	-456	87,3
Autres matériels électriques	8 838	12 726	-3 888	69,5
Composants électroniques	26 151	37 397	-11 246	69,9
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	29 605	24 042	5 562	123,1
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	11 026	23 785	-12 759	46,4
Matériel médicochirurgical et d'orthopédie	15 174	13 114	2 059	115,7
Instruments de mesure et de contrôle	18 714	16 533	2 180	113,2
Équipements de contrôle des processus industriels	:	:	:	:
Matériels optique et photographique	7 082	7 646	-565	92,6
Horlogerie	1 652	4 456	-2 804	37,1

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 11.4

**Équipements électriques et électroniques (CPA sous-section DL)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
Équipements électriques et électroniques	51 311,9	100,0	186 123,5	100,0	262,7	-
Moteurs, génératrices et transformateurs électriques	3 931,4	7,7	12 754,1	6,9	224,4	-0,8
Matériel de distribution et de commande électrique	5 087,9	9,9	14 554,5	7,8	186,1	-2,1
Fils et câbles isolés	1 476,1	2,9	4 410,9	2,4	198,8	-0,5
Accumulateurs et piles électriques	504,5	1,0	1 461,2	0,8	189,6	-0,2
Lampes et appareils d'éclairage	1 208,3	2,4	3 138,2	1,7	159,7	-0,7
Autres matériels électriques	2 717,0	5,3	8 838,4	4,7	225,3	-0,5
Composants électroniques	4 808,4	9,4	26 151,5	14,1	443,9	4,7
Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image	4 779,1	9,3	29 604,5	15,9	519,5	6,6
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	2 937,8	5,7	11 025,5	5,9	275,3	0,2
Matériel médicochirurgical et d'orthopédie	4 599,8	9,0	15 173,5	8,2	229,9	-0,8
Instruments de mesure et de contrôle	7 221,4	14,1	18 713,5	10,1	159,1	-4,0
Équipements de contrôle des processus industriels	:	:	:	:	:	:
Matériels optique et photographique	1 991,0	3,9	7 081,6	3,8	255,7	-0,1
Horlogerie	990,6	1,9	1 652,2	0,9	66,8	-1,0

Source: Eurostat, Comext.

L'examen des quatorze groupes de la CPA dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique (hormis le groupe 33.3 pour lequel il n'y a pas de données disponibles) permet de constater que près de la moitié des exportations extra-communautaires en 2001 étaient constituées de trois de ces groupes seulement, à savoir de matériel informatique et de machines de bureau (groupe 30.0 de la CPA, 16,9 %), d'équipements de télécommunication (groupe 32.2 de la CPA, 15,9 %) et de composants électroniques (groupe 32.1 de la CPA, 14,1 %). Quant aux six groupes de la CPA

qui forment la division 31 (machines et appareils électriques) ils assuraient ensemble 24,3 % des exportations de l'Union européenne. Huit des quatorze groupes CPA examinés affichaient un déficit commercial en 2001 dont le plus marqué était celui des machines de bureau et du matériel informatique (- 33,9 milliards d'euros); de même, le secteur des composants électroniques et des articles d'électronique grand public a accusé un déficit commercial de 10 milliards d'euros. Le matériel de distribution et de commande électrique (groupe 31.2 de la CPA)

a réalisé l'excédent le plus important au niveau des groupes CPA de ce secteur avec 5,7 milliards d'euros, suivi du matériel de télécommunications avec 5,6 milliards d'euros. La diminution sensible du déficit commercial accusé par le secteur des équipements électriques et optiques entre 2000 et 2001 s'explique par la réduction du déficit dans le domaine des machines de bureau et du matériel informatique et dans celui des composants électroniques.

Tableau 11.5

**Équipements électriques et électroniques (CPA sous-section DL)  
Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Équipements électriques et électroniques</b>	82 304,7	100,0	233 202,8	100,0	183,3	-
<b>Moteurs, génératrices et transformateurs électriques</b>	2 766,3	3,4	9 201,3	3,9	232,6	0,6
<b>Matériel de distribution et de commande électrique</b>	2 839,9	3,5	8 885,5	3,8	212,9	0,4
<b>Fils et câbles isolés</b>	1 060,8	1,3	3 987,0	1,7	275,8	0,4
<b>Accumulateurs et piles électriques</b>	766,9	0,9	2 349,2	1,0	206,3	0,1
<b>Lampes et appareils d'éclairage</b>	949,0	1,2	3 593,8	1,5	278,7	0,4
<b>Autres matériels électriques</b>	3 489,5	4,2	12 726,1	5,5	264,7	1,2
<b>Composants électroniques</b>	8 878,2	10,8	37 397,1	16,0	321,2	5,2
<b>Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image</b>	5 424,7	6,6	24 042,3	10,3	343,2	3,7
<b>Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image</b>	11 684,7	14,2	23 784,7	10,2	103,6	-4,0
<b>Matériel médicochirurgical et d'orthopédie</b>	4 034,6	4,9	13 114,4	5,6	225,0	0,7
<b>Instruments de mesure et de contrôle</b>	7 446,4	9,0	16 533,2	7,1	122,0	-2,0
<b>Équipements de contrôle des processus industriels</b>	:	:	:	:	:	:
<b>Matériels optique et photographique</b>	3 140,7	3,8	7 646,2	3,3	143,5	-0,5
<b>Horlogerie</b>	2 825,1	3,4	4 456,3	1,9	57,7	-1,5

Source: Eurostat, Comext.



## 11.1: FABRICATION D'INSTRUMENTS

La fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (division 33 de la NACE) englobe les activités liées à la fabrication d'instruments, la fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels, et la fabrication d'horlogerie. Elle concerne aussi la fabrication de matériel photographique, hormis les produits photochimiques, des flashes et des caméras de télévision. Dans le présent sous-chapitre, ces activités sont collectivement désignées par l'expression « Fabrication d'instruments ».

La fabrication d'instruments de mesure et de précision (groupe 33.2 de la NACE) a dominé le secteur de la fabrication d'instruments dans l'Union européenne en 2000, comme elle représentait près de la moitié de la valeur ajoutée communautaire de ce secteur <sup>(10)</sup> (voir graphique 11.4). En termes d'emploi, la contribution de ce groupe était inférieure à l'ensemble du secteur (46,1 %), alors que celle des autres groupes de la NACE était supérieure.

## PROFIL STRUCTUREL

La valeur ajoutée générée par le secteur de la fabrication d'instruments dans l'Union européenne<sup>(11)</sup> s'établissait à 36,8 milliards d'euros en 2000. Le tableau 11.6 donne les chiffres de la production communautaire d'une série de produits dans la catégorie « instruments ». Ce secteur occupait 656 500 personnes dans l'Union européenne<sup>(12)</sup>. À lui seul, il a assuré 21,3 % de la valeur ajoutée<sup>(13)</sup> du secteur des équipements électriques et optiques en 2000 et une part encore plus grande (23,1 %) de l'emploi<sup>(14)</sup>. L'emploi dans la fabrication d'instruments a commencé à augmenter en 1996, après avoir baissé tout au long de la première moitié des années 1990. Entre 1995 et 2000, l'emploi a progressé de 0,9 % par an en moyenne dans l'Union européenne<sup>(15)</sup>.

<sup>(10)</sup> IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles ou incomplets.

<sup>(11)</sup> IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

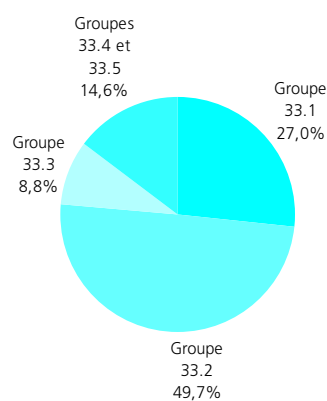
<sup>(12)</sup> EL, IRL et S, 1999.

<sup>(13)</sup> IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

<sup>(14)</sup> EL, IRL et S, 1999.

<sup>(15)</sup> EL, IRL, L, NL et S, non disponibles.

**Graphique 11.4**  
Part de la valeur ajoutée de la fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique dans l'UE, 2000 (1)



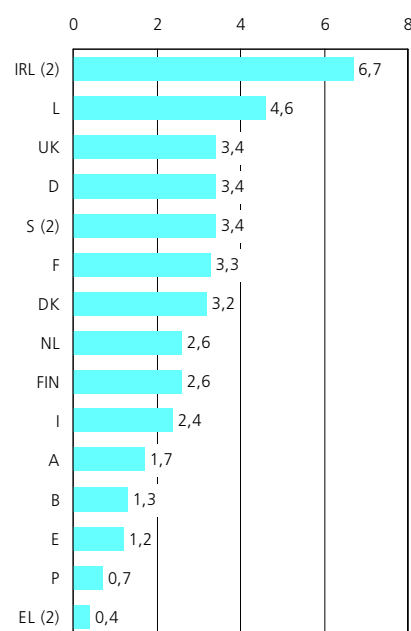
(1) IRL, S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles ou incomplets.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

En termes de valeur ajoutée, la contribution de l'Allemagne à la production communautaire atteignait plus du tiers et celle du Royaume-Uni moins du cinquième de l'ensemble. Le Luxembourg, au même titre que le Danemark, affichait un taux de spécialisation particulièrement élevé dans la fabrication d'instruments par rapport à l'ensemble du secteur, alors que la Grèce, la Finlande, l'Autriche et le Portugal s'avéraient être non spécialisés dans ce secteur.

Alors que les prix intérieurs à la production de plusieurs groupes de produits du secteur des équipements électriques et optiques sont restés inchangés ou ont baissé entre 1995 et 2001, ceux de la fabrication d'instruments ont augmenté chaque année sans exception. En 2001, l'indice des prix de ce secteur était de 6,1 % supérieur au niveau de 1995 et n'était donc pas loin de la moyenne manufacturière (7,6 %). Ces augmentations des prix qui semblent typiques sont en fait passées par deux périodes distinctes: pendant la première période, qui correspond à la seconde moitié des années 1990, l'augmentation annuelle des prix à la production dans le secteur de la fabrication d'instruments a été chaque année supérieure à la moyenne manufacturière; la seconde période, qui commence en 2000, correspond à une forte progression de la moyenne manufacturière et, en 2001, à un rapprochement des prix à la production du secteur de la fabrication d'instruments de ceux des activités manufacturières. Au cours de cette période, les prix à la production de tous les

**Graphique 11.5**  
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (NACE division 33)  
Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

groupes de la NACE <sup>(16)</sup> qui font partie de ce secteur ont enregistré des augmentations qui vont de 5 % à 7 %.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les forces de travail du secteur de la fabrication d'instruments se distinguent de celles de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique essentiellement par la part moins importante qu'y occupent les salariés. En 2001, seuls 89,3 % des personnes occupées dans ce secteur dans l'Union européenne étaient salariées, contre une moyenne sectorielle de 94,3 %. Cette proportion n'était supérieure à la moyenne sectorielle qu'au Danemark et en Irlande <sup>(17)</sup>. La proportion de salariés était particulièrement faible en Grèce, en Italie et en Belgique (inférieure à 70 % dans les trois pays).

<sup>(16)</sup> Groupe 33.3 de la NACE, non disponible.

<sup>(17)</sup> L et P, non disponibles.



Tableau 11.6

## Production d'une sélection de produits médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (CPA division 33) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Appareils à rayons X (de radiophotographie ou radiothérapie incl.)	33.10.11.15 et 33.10.11.19	2000	2 280,3
Instruments et appareils pour l'art dentaire y compris les tours dentaires	33.10.13.30 et 33.10.13.50	2000 (1)	777,8
Seringues avec ou sans aiguille, aiguilles tubulaires ou à sutures pour médecine, chirurgie, sciences dentaires ou vétérinaires	33.10.15.11 à 33.10.15.15	2000	812,1
Instruments et appareils d'ophtalmologie	33.10.15.20	2000	219,4
Endoscopes; équipements pour dialyse rénale; appareils de transfusion	33.10.15.35 à 33.10.15.63	2000 (1)	1 586,7
Appareils de mécano-thérapie, massage, psychotechnique; appareils d'ozono-, oxygène-, aérosol-thérapie et de thérapie respiratoire	33.10.16.53 à 33.10.16.90	1999	1 158,8
Prothèses articulaires	33.10.17.35	1998	741,3
Appareils d'orthopédie ou pour fractures autres que prothèses articulaires	33.10.17.39	1999	945,2
Dents artificielles; articles et appareils de prothèse dentaire	33.10.17.53 à 33.10.17.59	2000	2 020,9
Autres articles et appareils de prothèse	33.10.17.90	1998	559,3
Appareils pour faciliter l'audition, à l'exclusion des parties et accessoires	33.10.18.33	2000	583,0
Stimulateurs cardiaques, à l'exclusion des parties et accessoires	33.10.18.50	2000	750,9
Boussoles et autres instruments et appareils de navigation	33.20.11.30 et 33.20.11.59	1999	292,3
Instruments et appareils de navigation aérienne ou spatiale, autres que les boussoles	33.20.11.55	2000	1 398,8
Autres instruments et appareils électriques pour télécommunication (ypsomètres, kerdomètres, distorsiomètres, psophomètres...)	33.20.44.00	1998	1 246,4
Débitmètres et contrôleurs de pression électroniques	33.20.52.35 et 33.20.52.71	2000 (1)	712,7
Autres instruments et appareils de mesure ou contrôle pour liquides et gaz	33.20.52.83 et 33.20.52.89	1999	720,9
Analyseurs de gaz ou de fumées, électroniques; chromatographes	33.20.53.13 et 33.20.53.23	1998 (1)	656,0
Compteurs de gaz et de liquides	33.20.63.30 et 33.20.63.50	2000	844,2
Compteurs d'électricité	33.20.63.70	1999	536,1
Bancs d'essai	33.20.65.20	2000	642,9
Instruments, appareils électroniques pour mesurer ou contrôler des grandeurs géométriques	33.20.65.50	2000	898,5
Thermostats	33.20.70.15 et 33.20.70.19	2000	1 084,9
Verres de lunetterie, correcteurs	33.40.11.53 à 33.40.11.70	2000 (1)	1 951,6
Verres de contact	33.40.11.30	2000	699,5
Lunettes solaires, correctrices, protectrices et articles similaires	33.40.12.50 à 33.40.13.90	2000 (2)	2 241,9
Fibres optiques, faisceaux et câbles de fibres optiques autres que les câbles conducteurs d'images	33.40.21.19	2000	368,6
Objectifs en toutes matières montés, autres que pour projecteurs et appareils photographiques et cinématographiques	33.40.21.70	2000	334,7
Lasers, autres que les diodes laser	33.40.23.30	1999	348,5
Montres-bracelets fonctionnant électriquement même à compteur de temps, à affichage mécanique seulement, en métaux précieux ou plaqué ou doublé	33.50.11.13	1998	173,0
Montres-bracelets, électriques, même avec compteur de temps, à affichage mécanique, autres qu'en métaux précieux ou plaqué ou doublé	33.50.12.13	2000	183,5

(1) 1999 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

(2) 1997 pour les montures autres qu'en plastique.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

En termes de description de la force de travail (part du travail à plein temps, équilibre hommes-femmes), l'activité de fabrication d'instruments était proche de la moyenne réalisée par le secteur des équipements électriques et du matériel optique. En règle générale, l'emploi à plein temps était un peu moins répandu et la proportion des femmes plus élevée. L'emploi des femmes était particulièrement important dans ce secteur en Irlande.

La productivité apparente du travail dans le secteur de la fabrication d'instruments dans l'Union européenne <sup>(18)</sup> s'établissait à 57 700 euros par personne occupée en 2000, soit à un niveau inférieur à la moyenne du secteur des équipements électriques et optiques (62 500 euros), mais supérieur à la moyenne d'autres secteurs, notamment celui de la fabrication de machines et appareils électriques (division 31). Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans l'Union européenne s'élevait à 40 500 euros par salarié en 2000 <sup>(19)</sup>, taux également inférieur à la moyenne sectorielle.

<sup>(18)</sup> IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

<sup>(19)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

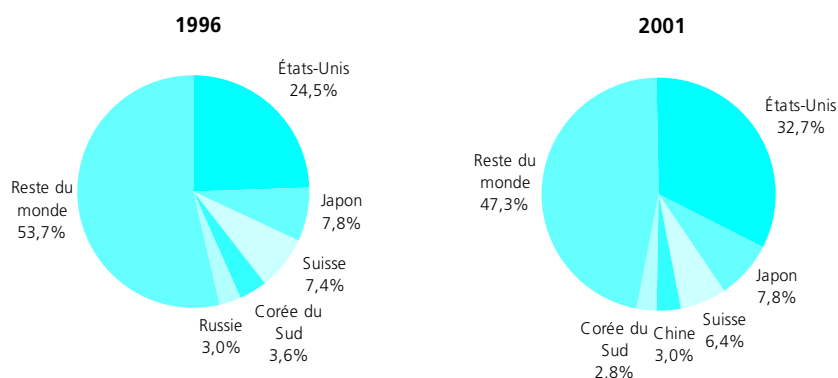
#### COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, les exportations communautaires d'instruments et d'horlogerie (division 33 de la CPA) vers des pays tiers étaient estimées à 42,6 milliards d'euros, soit 0,8 milliard d'euros de plus que les importations. Il s'agit d'un retour à une balance commerciale excédentaire après deux années de déficit. Le Danemark était l'État membre le plus spécialisé dans l'exportation de ces produits et les instruments et l'horlogerie représentaient 35,6 % des exportations (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL de la CPA). Les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie étaient, eux aussi, relativement spécialisés dans l'exportation de ces produits, dans la mesure où les produits relevant de cette division de la CPA représentaient un quart ou plus de leurs exportations d'équipements électriques et de matériel optique.

Les destinations des exportations communautaires d'instruments et d'horlogerie étaient les mêmes que celles du secteur des équipements électriques et optiques les États-Unis, le Japon, la Suisse et la Chine y occupaient les quatre premières places en 2001. Le classement de la Chine parmi les quatre premières destinations est un phénomène nouveau, dans la mesure où, en 2000, elle n'était qu'au septième rang des destinations les plus importantes et, en 1996, au douzième. Les sources des importations étaient très concentrées sur les cinq premiers pays partenaires - les mêmes que pour l'exportation, plus Hong Kong - qui ensemble avaient fourni 80 % des importations communautaires d'instruments et d'horlogerie. Ces cinq premières sources des importations communautaires étaient les mêmes en 2001 qu'en 1996.

Graphique 11.6

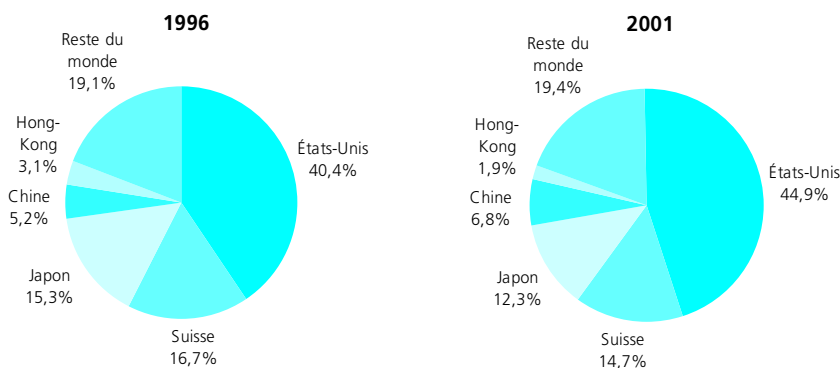
#### Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (CPA division 33) Destination des exportations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

Graphique 11.7

#### Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (CPA division 33) Origine des importations extracommunautaires



Source: Eurostat, Comext.

## 11.2: MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES

Ce sous-chapitre correspond à la division 31 de la NACE et couvre donc la fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, de matériel de distribution électrique, de fils et câbles isolés, de fibres optiques pour la transmission de données codées, de piles, de matériel d'éclairage et d'autres matériels électriques. La fabrication de câbles métalliques non utilisés comme conducteurs pour l'électricité n'est pas incluse dans cette division.

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, la valeur ajoutée générée par la fabrication de machines et d'appareils électriques (division 31 de la NACE) dans l'Union européenne<sup>(20)</sup> s'établissait à 65,7 milliards d'euros, soit 38,0 % de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique (sous-section DL) pour la même année. Ce secteur occupait 1,23 million de personnes dans l'Union européenne<sup>(21)</sup>, ce qui correspond à 43,0 % du total sectoriel. Après avoir systématiquement baissé dans l'Union européenne tout au long de la première moitié des années 1990, jusqu'en 1996, l'emploi a progressé, depuis 1997, à un taux moyen de 0,5 % par an<sup>(22)</sup>.

La fabrication de matériel de distribution et de commande électrique (groupe 31.2) a contribué à hauteur de 46,0 % à la valeur ajoutée générée par les six groupes qui composent la division<sup>(23)</sup>. Le groupe « Fabrication d'autres matériels électriques » de la NACE, qui recouvre les équipements non classés dans les autres groupes, a assuré 20,3 % de la valeur ajoutée de ce secteur dans l'Union européenne alors que la fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (groupe 31.1) représentait 16,3 % supplémentaires. Les trois autres groupes de la NACE qui composent ce secteur complètent le tableau avec 17,4 % de la valeur ajoutée communautaire (voir graphique 11.8). Le tableau 11.7 donne les chiffres de la production communautaire pour une série de machines et appareils électriques.

<sup>(20)</sup> EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

<sup>(21)</sup> EL, IRL, L et S, 1999.

<sup>(22)</sup> EL, IRL, L, NL et S, non disponibles.

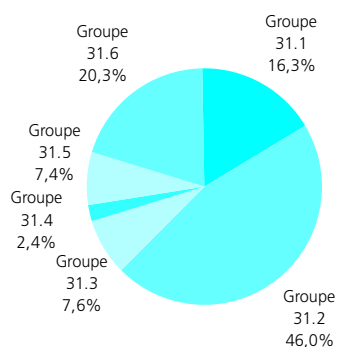
<sup>(23)</sup> EL, IRL et S, 1999; L, NL et P, non disponibles ou incomplets.

La part de la fabrication de matériel de distribution et de commande électrique dans l'emploi de ce secteur (41,1 %) est plus faible que sa contribution à la valeur ajoutée, alors que des proportions d'emploi plus élevées ont été enregistrées pour tous les autres groupes.

En termes de valeur ajoutée, la domination de l'Allemagne dans ce secteur était encore plus marquée que sa domination de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. En 2000, elle assurait près de la moitié (46,6 %) de la valeur ajoutée communautaire alors que la France, le Royaume-Uni et l'Italie réalisaient chacun entre 10,3 % et 13,4 % de l'ensemble. Malgré sa faible contribution à la valeur ajoutée communautaire (5,7 %), l'Espagne était relativement plus spécialisée dans la fabrication de machines et d'appareils électriques que l'ensemble du secteur, alors que l'Irlande, la Finlande et la Suède étaient relativement peu spécialisées.

Après trois années de baisse, les indices de prix à la production des produits relevant de ce secteur ont, en 2000, enregistré une reprise qui s'est poursuivie en 2001. Cette année là, l'indice était de 0,7 % contre une augmentation de 1,4 % l'année précédente; il se situait à 1,9 % de plus qu'en 1995.

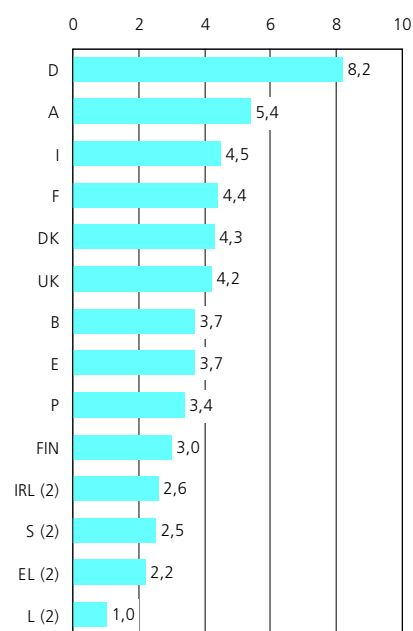
**Graphique 11.8**  
Part de la valeur ajoutée de la fabrication d'équipements électriques et électroniques dans l'UE, 2000 (1)



(1) EL, IRL et S, 1999; L, NL et P, non disponibles ou incomplets.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 11.9**  
Fabrication de machines et appareils électriques (NACE division 31)  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.7

## Production d'une sélection de machines et équipements électriques (CPA division 31) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
<b>Moteurs et génératrices à courant continu : 37,5 W &lt; puissance &lt;= 750 W</b>	31.10.10.30	2000	1 545,7
<b>Moteurs à courant alternatif, monophasés de puissance &gt; 37,5 W</b>	31.10.22.30 à 31.10.25.90	2000 (1)	4 857,0
<b>Alternateurs</b>	31.10.26.10 à 31.10.26.70	2000 (1)	1 285,1
<b>Groupes électrogènes (diesel, semi-diesel) de puissance &lt;= 750 kVA</b>	31.10.31.13 à 31.10.31.50	2000 (1)	1 245,8
<b>Autres groupes électrogènes n.c.a. du SH 8502</b>	31.10.32.50	2000	2 635,1
<b>Onduleurs</b>	31.10.50.53 et 31.10.50.55	2000	2 052,7
<b>Autres convertisseurs statiques</b>	31.10.50.70	1997	1 903,6
<b>Disjoncteurs: tension &lt;= 1000 V</b>	31.20.22.30 et 31.20.22.50	2000	2 780,2
<b>Relais: tension &lt;= 60 V; relais et contacteurs: tension &gt; 60 V et &lt;= 1000 V</b>	31.20.24.33 à 31.20.24.50	2000 (1)	1 921,1
<b>Connexions et éléments de contact pour fils et câbles, tension &lt;= 1000 V</b>	31.20.27.70	2000	2 422,1
<b>Automates programmables industriels, tension &lt;= 1000 V</b>	31.20.31.50	1997	1 858,0
<b>Conducteurs électriques, munis ou non de connecteurs, pour une tension &gt; 80 V mais &lt;= 1000 V</b>	31.30.13.70	1999	4 323,3
<b>Conducteurs électriques pour une tension &gt; 1 kV</b>	31.30.14.00	1998	2 480,9
<b>Câbles de fibres optiques</b>	31.30.15.00	2000	2 112,1
<b>Accumulateur électrique au plomb, démarrage moteurs piston, poids &gt; 5 kg, électrolyte liquide</b>	31.40.21.50	2000	1 388,1
<b>Autres accumulateurs au plomb : traction</b>	31.40.22.10 et 31.40.22.30	2000 (1)	741,1
<b>Appareils d'éclairage ou de signalisation visuelle autres que pour bicyclettes</b>	31.61.23.30	2000	2 575,0

(1) 1998 pour un ou plusieurs produits dans l'agrégat.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Généralement comparable à la moyenne sectorielle, la fabrication de machines et d'appareils électriques affichait, cependant, une part de l'emploi masculin inférieure à celle de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. En 2001, la proportion d'hommes dans la main-d'œuvre communautaire était de 69,4 %; 93,5 % de la main-d'œuvre du secteur travaillaient à plein temps et 95,3 % étaient salariés.

La productivité apparente du travail dans le secteur de la fabrication de machines et appareils électriques de l'Union européenne <sup>(24)</sup> était de 54 400 euros par personne occupée en 2000, le taux le plus faible enregistré dans les quatre divisions qui composent le secteur des équipements électriques et du matériel optique. Le coût unitaire de la main-d'œuvre s'élevait à 39 600 euros par salarié en 2000 <sup>(25)</sup>, niveau là aussi inférieur à la moyenne sectorielle.

<sup>(24)</sup> EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.<sup>(25)</sup> DK, F, IRL, L et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

En 2001, la valeur des exportations communautaires de machines et d'appareils électriques (division 31 de la CPA) vers les pays tiers (45,2 milliards d'euros) a été inférieure à celle des importations (40,7 milliards d'euros). Après le léger déficit enregistré en 2000, la balance commerciale renouait ainsi avec les valeurs positives qu'elle avait connues tout au long des années 1990. Cet excédent commercial était le fruit d'une augmentation de 6,7 % des exportations et d'une baisse de 3,9 % des importations entre 2000 et 2001.

Les exportations communautaires de machines et d'appareils électriques étaient concentrées dans trois groupes de la CPA en 2001, à savoir le matériel de distribution et de commande électrique (groupe 31.2, 32,2 %), les moteurs, génératrices et transformateurs électriques (groupe 31.1, 28,2 %) et autres matériels électriques (groupe 31.6, 19,6 %).

En 2001, la Chine a rattrapé la République tchèque à la troisième place des principales destinations des exportations communautaires de machines et d'appareils électriques, mais les

États-Unis et la Suisse sont restés les deux marchés les plus importants bien que leur part à tous les deux ait baissé par rapport à 2000. En 2001, malgré la diminution de sa part de 14,5 % à 13,9 %, la Chine a également rattrapé le Japon au deuxième rang des sources les plus importantes des importations communautaires de ces produits. De nombreux pays européens tiers, notamment la République tchèque, la Pologne, la Hongrie et la Suisse ont tous augmenté leur part dans les importations communautaires entre 2000 et 2001.

**Tableau 11.8****Machines et appareils électriques (CPA division 31)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	14 925	16 060	19 347	22 268	25 009	28 263	32 579	34 043	35 212	42 326	45 157
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	11 872	12 230	13 815	17 395	20 763	21 481	25 812	28 676	32 059	42 398	40 743
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	3 053	3 829	5 532	4 873	4 246	6 782	6 767	5 367	3 153	-72	4 414
<b>Taux de couverture (%)</b>	125,7	131,3	140,0	128,0	120,4	131,6	126,2	118,7	109,8	99,8	110,8

Source: Eurostat, Comext.

**11.3: COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES**

Ce sous-chapitre couvre la fabrication de composants actifs (y compris les semi-conducteurs tels que circuits intégrés, dispositifs discrets et tubes électroniques), de composants passifs (tels que condensateurs et résistances) et de cartes de circuits imprimés; ces activités manufacturières relèvent toutes du groupe 32.1 de la NACE. La fabrication de la plupart des autres composants électromécaniques relève du sous-chapitre 11.2.

**PROFIL STRUCTUREL**

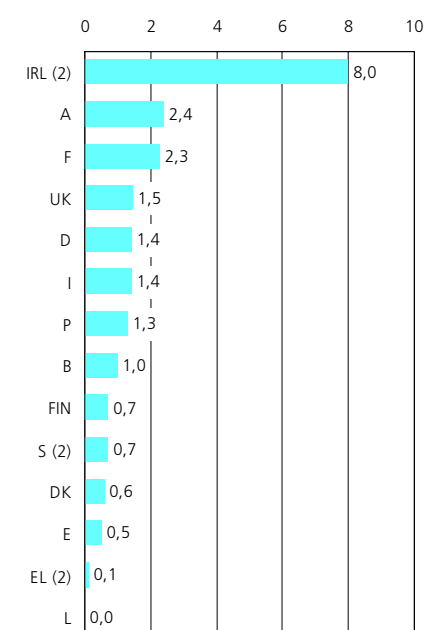
En 2000, la fabrication de composants électroniques dans l'Union européenne <sup>(26)</sup> a généré 19,5 milliards d'euros de valeur ajoutée et l'emploi s'établissait à 253 800 personnes occupées, ce qui correspond à 11,3 % de la valeur ajoutée du secteur des équipements électriques et du matériel optique et à 9,2 % de l'emploi sectoriel pour la même année. Le tableau 11.9 montre les chiffres de la production communautaire pour une série de composants électroniques.

<sup>(26)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

Malgré la rareté des longues séries chronologiques, le secteur des composants électroniques semble avoir enregistré un accroissement de l'emploi au sein de l'Union européenne tout au long des années 1990. Entre 1997 et 2000, l'emploi a progressé de 4,5 % par an en moyenne dans l'Union européenne <sup>(27)</sup>. Parmi les grands États membres, la France et l'Allemagne ont tous deux connu une forte croissance au cours de cette période, alors que le Royaume-Uni enregistrerait une baisse de l'emploi.

Ce secteur était le plus important en Allemagne et en France (20 % de la valeur ajoutée communautaire) et au Royaume-Uni, en Irlande et en Italie (10 % ou plus du total communautaire chacun). Comme prévu, l'Irlande était l'État membre le plus spécialisé dans cette activité compte tenu de la valeur ajoutée qu'il réalise dans le secteur des équipements électriques et du matériel optique; le Portugal et l'Autriche étaient eux aussi relativement spécialisés dans ce domaine. La Grèce et la Finlande étaient les deux pays les moins spécialisés dans cette activité et le Luxembourg ne fait état d'aucune activité dans ce secteur.

<sup>(27)</sup> EL, IRL, NL et S, non disponibles.

**Graphique 11.10****Fabrication de composants électroniques (NACE groupe 32.1)****Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**

(1) EU-15 et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.9

## Production d'une sélection de composants électroniques (CPA groupe 32.1) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Circuits imprimés multiples ne comportant que des éléments conducteurs et des contacts	32.10.30.50	1999	2 289,8
Autres circuits imprimés comportant d'autres éléments passifs	32.10.30.90	2000	1 139,5
Tubes cathodiques pour téléviseurs et moniteurs vidéo couleurs	32.10.41.35	2000	2 131,4
Diodes autres que photodiodes et diodes émettrices de lumière, à l'exclusion des diodes redresseuses de puissance	32.10.51.20	1998	340,8
Diodes redresseuses de puissance	32.10.51.30	1998	381,4
Transistors à pouvoir de dissipation < 1 W, phototransistors exclus	32.10.51.55	2000	171,6
Autres transistors à pouvoir de dissipation ≥ 1 W, phototransistors exclus	32.10.51.57	2000	527,2
Thyristors, diacs et triacs, autres que les dispositifs photosensibles	32.10.51.70	1998	198,8
Diodes émettrices de lumière	32.10.52.35	2000	210,7
Cellules solaires, photodiodes, phototransistors, photothyristors, photocouples ...	32.10.52.37	1998	462,0
Cristaux piézo-électriques montés	32.10.52.70	2000	289,6
Circuits intégrés monolithiques numériques MOS: disques (wafers) non découpés microplaquettes	32.10.60.15	1998	1 447,9
Circuits intégrés monolithiques numériques MOS: microplaquettes (chips)	32.10.60.17	2000	1 478,5
Mémoires dynamiques à lecture-écriture à accès aléatoire (D-RAMs) MOS: cap. mémor. ≤ 4 Mbits	32.10.60.25	2000	383,6
Mémoires dynamiques à accès aléatoire MOS: D-RAMs, capacité de mémoire > 4 Mbits	32.10.60.27	2000	1 284,7
Mémoires statiques à lecture-écriture à accès aléatoire (S-RAMs) MOS: cap. mémor. ≤ 256 Kbits	32.10.60.33	1998	10,8
Mémoires à lecture exclusivement, programmable, effaçable électriquement MOS: E2PROMs	32.10.60.65	2000	784,2
Autres mémoires MOS	32.10.60.69	2000	56,9
Circuits intégrés monolithiques numériques MOS: microprocesseurs	32.10.60.70	2000	117,2
Circuits intégrés monolithiques numériques: autres que microprocesseurs	32.10.60.93	2000	4 945,6
Circuits intégrés monolithiques autres que numériques	32.10.60.95	2000	2 508,2
Circuits intégrés hybrides	32.10.60.97	2000	729,4
Micro-assemblages électroniques	32.10.60.99	2000	2 272,0

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Les prix à la production des composants électroniques dans l'Union européenne ont baissé de 8,1 % au total en 1997, 1998 et 1999, mais ils ont augmenté de 0,8 % en 2000 et de 0,3 % en 2001. Après de nombreuses années de baisse, les prix à la production se sont redressés pour la première fois en France en 2000, pour retrouver des valeurs négatives en 2001 puisque l'indice des prix y a fléchi de 8,7 %.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans le secteur des composants électroniques de l'Union européenne <sup>(28)</sup> atteignait 76 900 euros par personne occupée en 2000, niveau proche de celui de la fabrication de matériel informatique et de machines de bureau, mais nettement en deçà de celui de la fabrication d'équipements de télécommunications. Le coût unitaire de la main-d'œuvre s'établissait à 38 900 euros par salarié en 2000 <sup>(29)</sup>, soit moins que la moyenne sectorielle. La productivité du travail ajustée par les salaires dans l'Union européenne <sup>(30)</sup> en 2000 était par conséquent extrêmement élevée dans ce secteur, dans la mesure où la valeur ajoutée atteignait 194,7 % des dépenses de personnel. C'était là le niveau le plus élevé de tous les secteurs qui constituent le secteur des équipements électriques et du matériel optique.

<sup>(28)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, non disponible.

<sup>(29)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

<sup>(30)</sup> DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

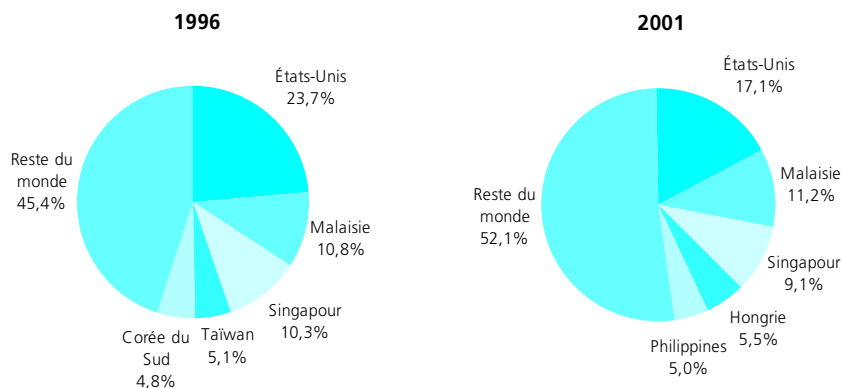
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

La valeur des importations communautaires de composants électroniques (groupe 32.1 de la CPA) en provenance des pays tiers a dépassé celle des exportations de 11,2 milliards d'euros, ce qui correspond à une réduction sensible du déficit commercial par rapport à 2000, année où il atteignait 18,6 milliards d'euros. Cette baisse est imputable à une très forte chute des importations (-21,4 %) comparée à une diminution relativement faible des exportations (-9,8 %). Ces baisses sont à l'opposé des augmentations de plus de 50 % relevées pour ces flux en 2000 et de la croissance ininterrompue enregistrée tout au long des années 1990.

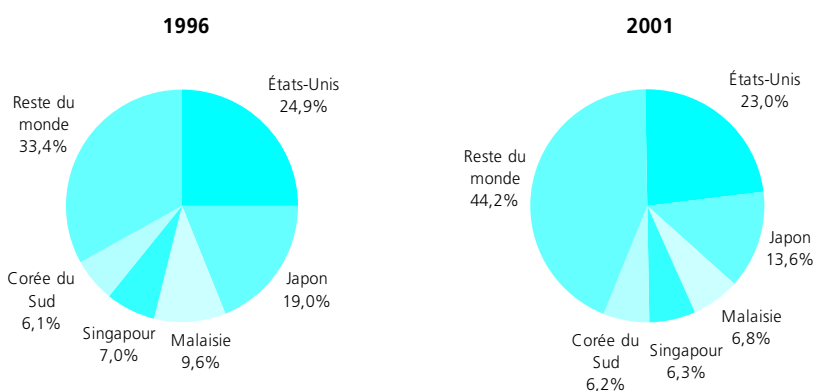
En 2001, les États membres les plus spécialisés en termes d'exportations de composants électroniques (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) par rapport à leurs exportations d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL de la CPA) étaient le Portugal et l'Autriche. Dans ces deux États membres, la fabrication de composants électroniques représentait un cinquième ou plus des exportations d'équipements électriques et de matériel optique; en Irlande, cette part s'établissait à 18,0 %.

L'Irlande et les Pays-Bas étaient les seuls États membres à réaliser un excédent commercial supérieur à 1 milliard d'euros (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) dans le secteur des composants électroniques, mais la France, l'Autriche, le Royaume-Uni et le Luxembourg ont, eux aussi, enregistré des excédents commerciaux. Dans le cas du Royaume-Uni, cet excédent d'une valeur de 116 millions d'euros était le premier après une suite de déficits commerciaux de 1 milliard d'euros ou plus tout au long des années 1990.

Les exportations de composants électroniques vers les pays tiers en 2001 étaient essentiellement destinées aux États-Unis et aux pays asiatiques, la Malaisie, Singapour, les Philippines, Taïwan, le Japon, la Corée du Sud, la Chine et Hong Kong se classaient tous parmi les dix premières destinations. Le seul pays européen tiers à figurer parmi les dix premières destinations était la Hongrie qui, avec 5,5 % des exportations communautaires, venait en quatrième position.

**Graphique 11.11****Composants électroniques (CPA groupe 32.1)  
Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 11.12****Composants électroniques (CPA groupe 32.1)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Les sources des importations communautaires étaient elles aussi concentrées sur les États-Unis et les mêmes pays asiatiques plus la Thaïlande. La Hongrie était la source européenne des importations communautaires la plus importante, mais elle ne venait qu'à la onzième place du classement international, assurant 1,3 % seulement de l'ensemble des importations.



### 11.4: MATÉRIEL INFORMATIQUE ET MACHINES DE BUREAU

Ce sous-chapitre concerne la fabrication de machines de bureau, d'ordinateurs et de périphériques (imprimantes, terminaux, etc.) (division 30 de la NACE). La fabrication de jeux électroniques est incluse dans les jouets et prise en compte au sous-chapitre 13.2.

#### PROFIL STRUCTUREL

La fabrication de matériel informatique et de machines de bureau est la plus petite des quatre divisions de la NACE qui composent le secteur des équipements électriques et du matériel optique (sous-section DL) dans l'Union européenne. En 2000, ce secteur a généré 14,8 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne, soit 8,6 % de la valeur ajoutée sectorielle. Le tableau 11.11 indique les chiffres de la production communautaire pour une série de machines de bureau et de matériels informatiques. L'emploi dans ce secteur atteignait 194 900 personnes occupées dans l'Union européenne, soit 6,8 % du total sectoriel.

À prix constants, la croissance de la valeur ajoutée du secteur dans l'Union européenne était, pendant quelque temps, supérieure à la moyenne sectorielle. Les taux annuels moyens de croissance en termes de valeur ajoutée à prix constants au cours de la période de dix années allant se terminant en 2000 font apparaître une progression de 7,0 % par an en moyenne de la production dans le secteur du matériel informatique et des machines de bureau contre 1,9 % pour l'industrie manufacturière en général.

En termes de valeur ajoutée, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont tous assuré plus de 20 % du total communautaire dans ce secteur, mais l'Irlande était de loin le pays membre le plus spécialisé dans la fabrication de matériel informatique et de machines de bureau. En 1999, ce pays a contribué à hauteur de 1,9 milliard d'euros à la valeur ajoutée générée dans ce secteur, ce qui correspond à 12 % du total communautaire, soit l'équivalent de la valeur ajoutée cumulée de l'Italie et de l'Espagne dans cette activité. L'activité dans ce

secteur était très réduite dans plusieurs États membres, particulièrement en Finlande, en Grèce, au Portugal, en Autriche et en Belgique, où le secteur a assuré moins de 2 % de la valeur ajoutée du secteur des équipements électriques et du matériel optique.

Les grandes entreprises (250 personnes occupées ou plus) ont assuré 79,6 % de la valeur ajoutée de ce secteur en 1999, contre une moyenne de 66,1 % et une moyenne manufacturière de 53,7 %. Leur part dans l'emploi atteignait 72,2 %, soit une proportion bien supérieure aux moyennes sectorielle et manufacturière.

L'indice des prix à la production pour la division 30 en 2001 était le plus faible (comparé à son niveau de base de 1995) de tous les secteurs qui constituent le secteur des équipements électriques et du matériel optique. Poursuivant une période de nombreuses années de baisse, ces prix ont baissé en 2001 de 4,3 % pour se situer à l'indice 65,5 (1995=100).

Tableau 11.10

#### Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30) Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	55 433	53 412	47 111	47 681	54 337	54 268	:	67 885	70 139	78 695	85 195
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	334	308	262	237	236	208	:	221	214	195	220
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	22 111	18 102	14 933	14 934	15 830	14 274	:	16 319	15 958	14 827	17 988
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	14 352	14 131	11 651	10 572	10 103	9 229	:	10 417	9 973	9 965	10 018
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	66,2	58,8	57,1	63,0	67,1	68,5	:	73,7	74,7	76,1	81,7
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	154,1	128,1	128,2	141,3	156,7	154,7	:	156,7	160,0	148,8	179,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.11

#### Production d'une sélection de machines de bureau et de matériel informatique (CPA division 30) dans l'UE

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
<b>Caisses enregistreuses</b>	30.01.13.50	1998	219,9
<b>Machines de timbrages, d'émission de tickets et autres machines comportant un calculateur</b>	30.01.13.70	2000	364,5
<b>Appareils de photocopie électrostatiques</b>	30.01.21.70	2000	1 523,9
<b>Appareils de thermocopie et de photocopie à l'exclusion des photocopieurs électrostatiques, des photocalqueurs et des diazocopieurs</b>	30.01.21.90	1998	267,1
<b>Matériel informatique analogique ou hybride</b>	30.02.11.00	1998	360,6
<b>Matériel informatique comportant sous la même enveloppe, au moins une unité centrale de traitement, une unité d'entrée et une de sortie</b>	30.02.13.00	2000	7 985,6
<b>Matériel informatique numérique, présenté sous forme de systèmes</b>	30.02.14.00	1999	12 463,1
<b>Autres matériels informatiques numériques, comportant ou non sous la même enveloppe 1 ou 2 type d'unités-mémoire, entrée ou sortie</b>	30.02.15.00	1998	4 071,2
<b>Parties et accessoires pour ordinateurs et autres matériel informatique</b>	30.02.19.00	2000	11 924,5

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).



Tableau 11.12

**Valeur du marché de certains matériels informatiques dans l'UE, classés par taux de croissance entre 1999 et 2001 (millions d'euros)**

	1999	2000	2001
PC portables	9 758	13 306	13 453
Réseau local	8 375	9 911	10 915
Imprimantes (PC)	9 253	10 216	10 444
Serveurs	25 725	28 254	27 971
Photocopieurs	5 358	5 459	5 453
PC de bureau	33 427	33 984	29 701
Postes de travail	1 588	1 450	1 306

Source: EITO, 2002.

Tableau 11.13

**Livraisons de matériels informatiques dans l'UE, classés par taux de croissance entre 1999 et 2001 (milliers)**

	1999	2000	2001
PC portables	4 087	5 766	6 120
Serveurs haut de gamme	1	1	2
Cartes de réseau	13 495	16 468	16 787
Imprimantes (PC)	19 232	21 928	23 082
Serveurs bas de gamme	1 142	1 249	1 357
Photocopieurs	1 374	1 404	1 433
Calculatrices	24 972	25 263	25 035
PC de bureau	21 432	22 078	20 030
Serveurs milieu de gamme	22	20	20

Source: EITO, 2002.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

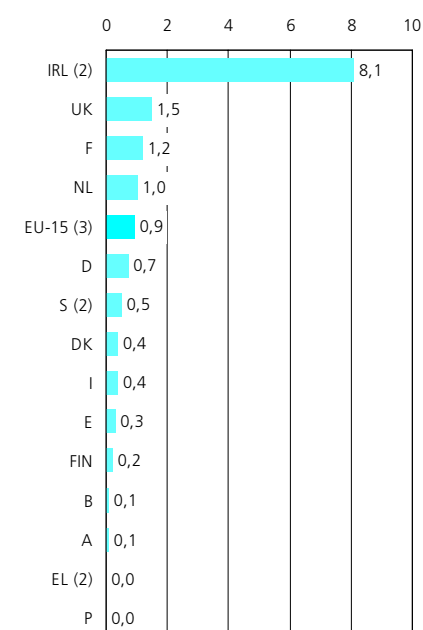
Comparée à la moyenne du secteur des équipements électriques et du matériel optique, la fabrication de matériel informatique et de machines de bureau dans l'Union européenne en 2001 comptait plus de travailleurs hommes, plus de travailleurs à temps plein et plus de salariés. Ces caractéristiques étaient aussi celles des deux forces de travail les plus importantes dans ce secteur, à savoir celles de l'Allemagne et du Royaume-Uni. La proportion de salariés parmi les personnes occupées dans le secteur était de 99,0 % ou plus en Belgique, en Espagne, en Irlande et aux Pays-Bas en 2001 <sup>(31)</sup>. La proportion de travailleurs à plein temps était aussi élevée en Belgique et en Espagne et très légèrement inférieure en Irlande, mais elle était de 84,5 % seulement aux Pays-Bas, seul pays pour lequel des données sont disponibles présentant un ratio inférieur à 90 %.

La productivité apparente du travail (la valeur ajoutée par personne occupée) dans ce secteur s'élevait à 76 100 euros en 2000 dans l'Union européenne, soit quelque 25 800 euros de plus que la moyenne manufacturière. À prix courants, la productivité apparente du travail s'accroît depuis 1993, année où elle était de 57 100 euros par personne occupée. L'Irlande et l'Allemagne affichaient des niveaux élevés de productivité apparente du travail dans ce secteur, soit 95 300 euros par personne occupée en 1999, en Irlande, et 89 400 euros en 2000, en Allemagne.

<sup>(31)</sup> DK, EL, L, P, FIN et S, non disponibles.

Graphique 11.13

**Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30) Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) L, non disponible.

(2) 1999.

(3) 2001.

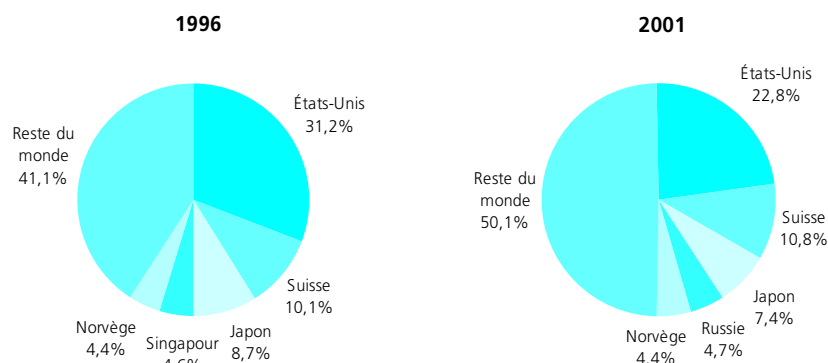
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_L\_ms).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

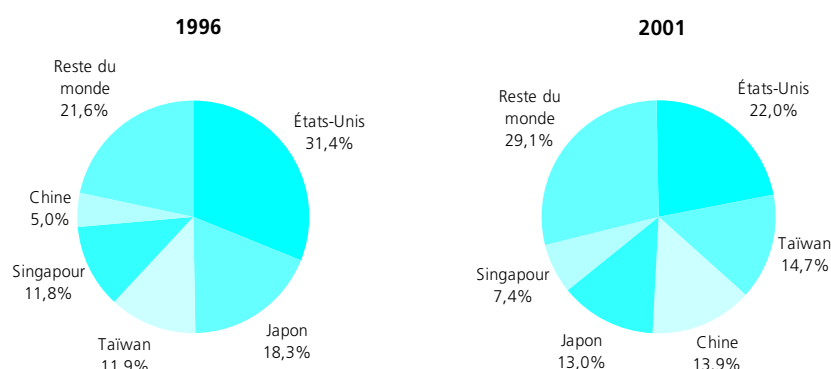
En 2001, les exportations communautaires de matériel informatique et de machines de bureau (division 30 de la CPA) ont atteint 31,5 milliards d'euros, contre 65,5 milliards d'euros d'importations. Le déficit de la balance commerciale (- 33,9 milliards d'euros) a été inférieur à celui de 2000 (- 40,2 milliards d'euros). Cette diminution du déficit commercial s'explique par une progression de 0,9 % des exportations en 2001 et une baisse de 8,5 % des importations. En 2001, ces produits représentaient 8,0 % de l'ensemble des importations manufacturières communautaires en provenance de pays tiers, en baisse par rapport au pic de 1999 (9,3 %). Le ratio équivalent pour les exportations s'établit à 3,5 %.

L'Irlande, les Pays-Bas et le Luxembourg ont été les seuls pays à enregistrer un excédent commercial (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) pour ces produits en 2001. L'excédent commercial de l'Irlande a atteint 9,8 milliards d'euros, soit 22,3 % de plus qu'en 2000 et plus du double de l'excédent réalisé cinq ans auparavant. Pour les Pays-Bas, cet excédent était le second seulement enregistré en dix ans. Par rapport à 2000, plusieurs États membres ont vu leur déficit commercial baisser sensiblement, notamment le Royaume-Uni et la Suède.

Comme pour les composants électroniques, les importations communautaires de matériel informatique et de machines de bureau en 2001 avaient pour principales origines les États-Unis et plusieurs pays asiatiques dont notamment Taïwan, la Chine et le Japon. En 2001, Taïwan et la Chine ont tous deux rattrapé le Japon en termes de parts du marché communautaire. Là aussi, la Hongrie était la première source européenne des importations communautaires, mais, avec 2,8 % du total, elle n'occupait que la neuvième place dans le classement mondial. Considérée sur une plus longue période, de 1996 à 2001, la part des États-Unis dans les importations communautaires de machines de bureau et de matériel informatique a baissé, puisqu'en 1996 elle s'établissait à 31,4 %, contre seulement 22,0 % en 2001. Plus frappant encore, la part de la Chine dans les importations communautaires a augmenté de 8,8 points de pourcentage, passant de 5,0 % en 1996 à 13,9 % en 2001; dans le même temps, les Philippines, Taïwan et la Hongrie ont vu chacun leur part augmenter de plus de 2 points de pourcentage. Au même titre que les États-Unis, le Japon et Singapour ont vu leurs parts dans les importations communautaires baisser considérablement entre 1996 et 2001, de plus de 4 points de pourcentage chacun.

**Graphique 11.14****Machines de bureau et matériel informatique (CPA division 30)  
Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 11.15****Machines de bureau et matériel informatique (CPA division 30)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Toutefois, les similitudes avec le secteur des composants électroniques s'arrêtent au niveau de la provenance des importations car, en termes d'exportations, les partenaires de l'Union européenne sont plus conformes à la situation des activités manufacturières en général, les trois principaux marchés étant ceux des États-Unis, de la Suisse et du Japon. Ensemble, ces trois pays ont absorbé 40,9 % des exportations communautaires de machines de bureau et de matériel informatique en 2001, plus que la part correspondante des exportations manufacturières de l'Union européenne (36,5 %). Néanmoins, la part de ces trois marchés principaux est en baisse puisqu'en 1996, ils absorbaient la moitié (49,9 %) des exportations communautaires de machines de bureau et de matériel informatique. Pour l'essentiel, cette diminution s'explique par la baisse de la part des États-Unis dans les exportations communautaires de 31,2 % en 1996 à 22,8 % en 2001. Aucun pays n'a vu sa part des exportations

communautaires augmenter considérablement pendant la même période. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque font partie des pays qui ont augmenté leur part des exportations communautaires.

### 11.5: MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les activités couvertes par ce sous-chapitre (groupe 32.2 de la NACE) incluent la fabrication de caméras de télévision, d'appareils d'émission pour la radiodiffusion et la télévision, d'appareils de commutation téléphonique (y compris les réseaux locaux et les modems), de postes téléphoniques, de télécopieurs et de tél'imprimeurs. Des informations relatives aux activités de service relatives à ce type de matériel sont fournies aux chapitres 23 et 24. Le présent sous-chapitre n'inclut pas la fabrication de postes de télévision ou de radio (voir sous-chapitre 11.6).

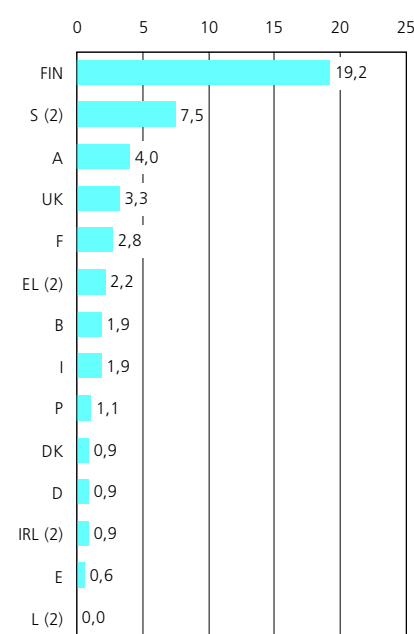
Le matériel de télécommunications a bénéficié de l'évolution des réseaux de communication numérique et vocale et de la forte pénétration de la téléphonie mobile. Vu la baisse considérable de la croissance du marché communautaire de la téléphonie mobile, les producteurs, communautaires ou autres, ont dû partir à la recherche d'autres marchés. En devenant le premier marché du téléphone mobile dans le monde, la Chine a bénéficié de toutes les attentions. En 2001, ce pays est devenu la deuxième destination des exportations communautaires de matériels de télécommunication.

#### PROFIL STRUCTUREL

Aucun pays ne domine à lui seul le secteur du matériel de télécommunications dans l'Union européenne, en raison principalement d'une grande spécialisation de la Finlande et de la Suède et de la faible spécialisation de l'Allemagne dans cette activité. La part de chacun de ces deux pays nordiques et des quatre États membres les plus importants dans la valeur ajoutée de ce secteur a été de 9 % ou plus en 2000, atteignant 19,3 % en Finlande et

Graphique 11.16

**Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NACE groupe 32.2)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

22,5 % au Royaume-Uni. Le Luxembourg ne fait état d'aucune activité dans ce secteur; en outre, l'Irlande, l'Allemagne et le Danemark affichaient une faible spécialisation par rapport au secteur des équipements électriques et du matériel optique.

Tableau 11.15

**Valeur du marché de certains matériels de communication dans l'UE, classés selon le taux de croissance entre 1999 et 2001 (millions d'euros)**

	1999	2000	2001
<b>Équip. de commutation et routage</b>	2 262	3 193	3 609
<b>Téléphones cellulaires</b>	25 388	33 796	32 867
<b>Transmission</b>	4 424	5 047	5 275
<b>Infrastructure de communic. mobiles</b>	9 269	11 999	10 423
<b>Autres terminaux</b>	3 194	3 367	3 485
<b>Postes téléphoniques</b>	5 260	5 418	5 491
<b>Centraux privés</b>	3 857	3 956	3 789
<b>Commutation de circuit</b>	4 781	4 405	3 928

Source: EITO, 2002.

Les États membres de l'Union européenne (32) ont ensemble généré 30,6 milliards de valeur ajoutée dans ce secteur, soit 17,7 % de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique (sous-section DL) dans l'Union européenne. En 2000, ce secteur occupait 357 900 personnes dans l'Union européenne (33), ce qui correspond à 13,0 % de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. Le tableau 11.14 donne les chiffres de la production communautaire d'une série de matériels de télécommunications.

(32) EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

(33) EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

Tableau 11.14

**Production d'une sélection d'appareils d'émission et de transmission du son et de l'image (CPA groupe 32.2) dans l'UE**

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
<b>Appareils d'émission de radiodiffusion, tv, radio-téléphonie et télégraphie</b>	32.20.11.50	2000	1 507,8
<b>Appareils d'émission incorporant un appareil de réception</b>	32.20.11.70	2000	47 806,8
<b>Caméras de télévision</b>	32.20.12.90	2000	158,3
<b>Postes téléphoniques d'usagers, visiophones incl.</b>	32.20.20.20	1998	4 696,6
<b>Téléscripteurs</b>	32.20.20.30	1998	12,4
<b>Appareils de commutation pour la téléphonie ou la télégraphie</b>	32.20.20.40	2000	15 988,0
<b>Autres appareils pour le télécommunication par courant porteur</b>	32.20.20.50	2000	7 781,0
<b>Autres appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie</b>	32.20.20.60	2000	2 287,6
<b>Appareils de fax</b>	32.20.20.75	2000	500,5

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

Après avoir baissé au début des années 1990, l'emploi dans le secteur du matériel de télécommunications a amorcé une reprise en 1995. Entre 1996 et 1997, le secteur a connu une deuxième période de repli, notamment dans trois grands pays: l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. De 1997 à 2000, cependant, l'emploi dans ce secteur de l'Union européenne <sup>(34)</sup> s'est accru au rythme de 5,0 % par an en moyenne.

Les prix à la production du matériel de télécommunications ont continué de diminuer en 2001, comme les années précédentes; cette baisse s'établissait à -2,9 % entre 2000 et 2001. Parmi les plus grands producteurs, la Suède a affiché une baisse d'une année à l'autre de 20,2 % en 2001, faisant suite à un recul de 11,0 % en 2000; ainsi, les prix à la production en Suède en 2001 étaient de 39,2 % inférieurs à leur niveau de 1995. En 2001, les prix à la production ont connu des baisses moins marquées en Italie (-0,1 %), en Allemagne (-2,6 %) et au Royaume-Uni (-3,6 %).

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

De tous les secteurs qui constituent le secteur des équipements électriques et du matériel optique, celui du matériel de télécommunications affichait le niveau le plus élevé de productivité apparente du travail en 2000. La moyenne communautaire <sup>(35)</sup> était de 85 400 euros par personne occupée, mais en Finlande, elle atteignait plus du double (178 900 euros). Les dépenses de personnel étaient relativement élevées, atteignant 51 300 euros par salarié <sup>(36)</sup>.

<sup>(34)</sup> EL, IRL, L, NL et S, non disponibles.

<sup>(35)</sup> EL, IRL, L et S, 1999; NL, non disponible.

<sup>(36)</sup> DK, F, IRL, L et S, 1999; EL, 1998; NL, non disponible.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

Après avoir retrouvé des valeurs positives en 1992, la balance commerciale de l'Union européenne dans le domaine du matériel de télécommunications atteignait son record en 1997 (8,2 milliards d'euros). Depuis cette date, elle a baissé tous les ans, notamment de plus de 10 % en 1999 et en 2001, mais en restant positive. Cette tendance relativement soutenue de la balance commerciale depuis 1997 masque une période initiale d'essor des échanges dans les deux sens et, plus récemment, en 2001, une période de repli de la valeur totale des échanges. De 1997 à 2000, les exportations ont réalisé de forts taux de croissance, toujours supérieurs à 10 % par an, alors que les importations progressaient de plus en plus rapidement: 1,9 % d'augmentation en 1997 et 68,5 % en 2000. Cette croissance positive des échanges dans les deux sens tout au long des années 1990 s'est interrompue en 2001, lorsque les exportations ont baissé de 5,3 % et les importations de 3,4 %. La chute particulièrement marquée des exportations a ramené la part du matériel de télécommunications dans l'ensemble des exportations d'équipements électriques et de matériel optique (sous-section DL) de 17,0 % en 2000 à 15,9 % en 2001, année au cours de laquelle cette part a baissé pour la première fois au cours des 10 dernières années. Cependant, du côté des importations, cette part est passée de 10,0 % à 10,3 %, dans la mesure où la baisse des importations de matériel de télécommunications a été moins marquée que celle de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique.

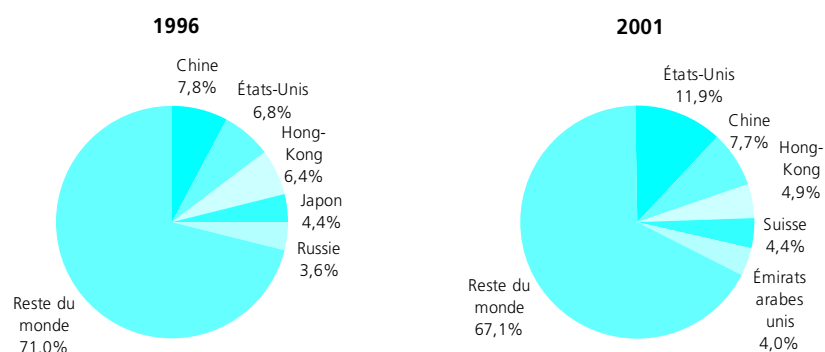
Six États membres ont affiché des balances commerciales excédentaires (chiffres du commerce intra et extracommunautaire cumulés) en 2001: les excédents de la Finlande, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la Suède étaient supérieurs à 3 milliards d'euros. Les déficits les plus importants, plus de 1 milliard d'euros dans chaque cas, ont été ceux enregistrés par l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie.

L'important excédent commercial réalisé par la Finlande et par la Suède souligne la spécialisation des deux pays dans l'exportation de ces produits, assurant respectivement 57,2 % et 33,4 % de leurs exportations d'équipements électriques et de matériel optique; il convient toutefois de noter qu'en Grèce aussi cette part était élevée en 2001 (33,3 %).

Les destinations des exportations communautaires de matériel de télécommunications étaient plus nombreuses que celles de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique. Première destination, les États-Unis n'absorbent qu'une part relativement faible (11,9 %) par rapport aux autres groupes du secteur des équipements électriques et du matériel optique. En 2001, la Chine est devenue la deuxième destination des exportations communautaires de matériel de télécommunications, rattrapant la Turquie dont la part est tombée de 6,8 % en 2000 à 1,9 % en 2001.

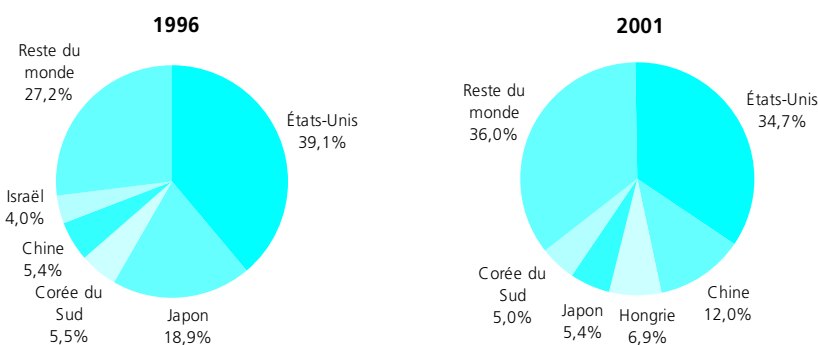
À l'inverse de la situation des exportations, les importations communautaires de matériel de télécommunications étaient plus concentrées puisque la première source, les États-Unis, fournissait à hauteur de 34,7 % de l'ensemble en 2001. Alors que les dix premiers fournisseurs d'équipements électriques et de matériel optique étaient dominés par les États-Unis et les pays asiatiques, la Hongrie était la troisième source la plus importante de matériel de télécommunications importé par l'Union européenne, sa contribution s'élevant à 6,9 % en 2001; il s'agit là d'un fort accroissement par rapport à 2000, année où la Hongrie n'assurait que 3,0 % des importations communautaires et occupait la onzième place des premiers fournisseurs. Cette augmentation de la part de la Hongrie dans les importations communautaires s'est faite essentiellement aux dépens des États-Unis et du Canada, deux pays qui ont perdu 5,1 et 2,0 points de pourcentage de leurs parts dans les importations communautaires entre 2000 et 2001. Après avoir baissé de son niveau de 1991 (59,1 %), la part du Japon s'est stabilisée à 5,4 % en 2001, contre 5,6 % en 2000.

**Graphique 11.17**  
**Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image (CPA groupe 32.2)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 11.18**  
**Appareils d'émission et de transmission du son et de l'image (CPA groupe 32.2)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

## 11.6: ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC

Le groupe 32.3 de la NACE couvre la fabrication de matériel audiovisuel et d'équipements connexes tels que les haut-parleurs, les écouteurs et les antennes, ainsi que d'autres appareils électroniques grand public (répondeurs téléphoniques, par exemple). Il ne s'étend pas aux supports préenregistrés ou non enregistrés.

Contrairement au reste des équipements électriques et optiques qui sont essentiellement utilisés par les autres secteurs de l'industrie manufacturière, la demande de matériel électronique grand public provient presque exclusivement des particuliers. Les taux de pénétration de nombreux produits sont arrivés à saturation (c'est notamment le cas des téléviseurs) et la demande, induite par l'innovation, est essentiellement liée au marché de remplacement. Cependant, les produits innovateurs tels que les lecteurs de DVD affichent des taux de pénétration auprès des particuliers qui progressent plus vite que les produits comparables dans le passé, tels que les magnétoscopes.

## PROFIL STRUCTUREL

Les données SSE relatives à ce secteur sont limitées par l'absence de données récentes concernant les Pays-Bas. En effet, il y a lieu de rappeler que l'analyse faite dans ce chapitre ne tient pas compte de ce pays alors qu'en 1997 les Pays-Bas avaient généré plus de valeur ajoutée dans le secteur de l'électronique grand public que n'importe quel autre État membre.

Compte tenu de l'absence de données relatives aux Pays-Bas, c'est en Allemagne que la fabrication de produits électroniques grand public a généré la valeur ajoutée la plus élevée. Malgré cette domination de l'Allemagne en termes absolus, d'autres États membres étaient plus spécialisés dans ce secteur. En Allemagne, ce secteur a réalisé 4,3 % de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur des équipements électriques et du matériel optique, contre 3,7 % pour l'ensemble de l'Union européenne (37); cette part était de 12,9 % en Belgique, de 11,2 % au Portugal et de 9,4 % au Danemark. Par contre, l'Irlande, la Grèce et la Finlande affichaient une faible spécialisation dans cette activité. Parmi les États membres les plus importants, la France et l'Italie avaient un faible niveau de spécialisation dans ce secteur. Le tableau 11.16 donne les chiffres de la production communautaire d'une série de produits électroniques grand public.

(37) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

Au sein de l'Union européenne (38), l'emploi dans le secteur de l'électronique grand public s'établissait à 124 200 personnes occupées en 2000, soit 4,5 % du total sectoriel (équipements électroniques et optiques) et plus que sa part dans la valeur ajoutée. Toutefois, dans l'Union européenne, ce secteur semble (sur la base des données disponibles) systématiquement avoir perdu des emplois pendant de nombreuses années.

Après avoir reculé de plus de 2,0 % au cours des trois dernières années, l'indice des prix à la production des produits de l'électronique grand public a diminué de 0,9 % seulement en 2001, année où il était de 11,4 % inférieur à celui de 1995. Les prix à la production relevés dans ce secteur dans les deux premiers pays acteurs, les Pays-Bas et l'Allemagne, ont obéi à des tendances très différentes. Les Pays-Bas ont vu l'indice des prix augmenter d'une année à l'autre entre 1995 et 2000, avant de connaître une baisse de 0,7 % en 2001. L'Allemagne, quant à elle, a enregistré une diminution des prix proche ou supérieure à 2 % tous les ans entre 1997 et 2000, avant d'enregistrer une baisse moins marquée de 0,3 % en 2001.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente du travail dans la fabrication de produits électroniques grand public dans l'Union européenne (39) en 2000 s'établissait à 51 900 euros, soit moins que la moyenne sectorielle. Le coût unitaire de la main-d'œuvre atteignait 37 500 euros en moyenne par salarié en 2000 (40), et se situait ainsi à un niveau également inférieur à la moyenne sectorielle. Malgré ce faible coût unitaire de la main-d'œuvre, la productivité du travail ajustée par les salaires dans cette activité était la plus faible de tous les secteurs qui composent le secteur des équipements électriques et du matériel optique. Néanmoins, la valeur ajoutée a dépassé les dépenses de personnel dans tous les États membres (41).

(38) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

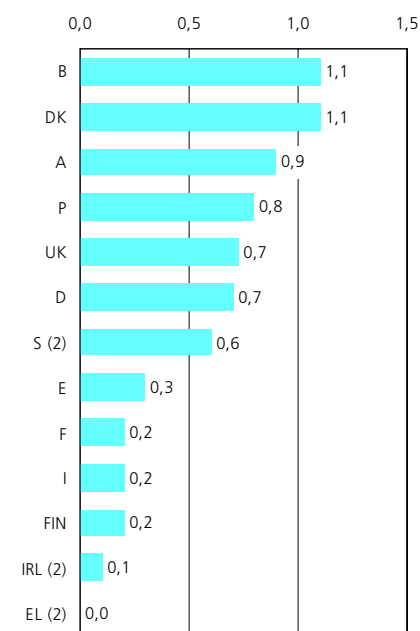
(39) EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

(40) DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

(41) DK, F, IRL et S, 1999; EL, 1998; L et NL, non disponibles.

Graphique 11.19

**Fabrication d'appareils de réception, enregistrement (NACE groupe 32.3)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) EU-15, L et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.16

**Production d'une sélection d'appareils de réception, d'enregistrement ou de reproduction du son et de l'image (CPA groupe 32.3) dans l'UE**

	Code PRODCOM	Année la plus récente	Valeur de la production (millions d'euros)
Récepteurs radio avec enregistrement, reproduction de son pour véhicules automobiles	32.30.12.70	1997	1 142,3
Téléprojecteurs, projecteurs vidéo incl.	32.30.20.20	2000	458,3
Appareils incorporant un appareil d'enregistrement, de reproduction vidéophonique, couleurs	32.30.20.30	2000	314,5
Moniteurs vidéo avec tube cathodique, couleurs	32.30.20.45	2000	137,4
Appareils récepteurs de télévision couleur, tube cathodique incorporé, autres	32.30.20.50	2000	5 006,1
Récepteurs de signaux vidéophoniques (tuner)	32.30.20.75	2000	1 024,2
Autres appareils récepteurs téléviseur couleur sans écran	32.30.20.79	2000	1 389,0
Appareils de reproduction du son autres qu'à cassettes	32.30.31.79	1998	162,5
Dictaphones, répondeurs téléphoniques, lecteurs/enregistreurs de cassettes et autres appareils d'enregistrement du son	32.30.32.30 à 32.30.32.90	2000	112,0
Appareils de prises de vue fixes vidéo et autres	32.30.33.35	2000	138,5
Autres appareils vidéophoniques (tuner vidéo incl.) à bandes <= 1,3 cm et à vitesse <= 50 mm/s	32.30.33.39	2000	523,7
Autres appareils vidéophoniques sans bandes magnétiques (avec tuner vidéo)	32.30.33.70	2000	141,4
Microphones et leurs supports	32.30.41.00	2000	141,8
Haut-parleur unique monté dans son enceinte	32.30.42.35	1998	167,9
Haut-parleurs multiples montés dans la même enceinte	32.30.42.37	2000	538,8
Autres haut-parleurs	32.30.42.39	2000	554,8
Ecouteurs, même combinés avec un microphone	32.30.42.70	2000	112,2
Amplificateurs électriques d'audio-fréquences autres que pour téléphonie ou mesure	32.30.43.59	2000	319,9
Appareils de réception de la radio-téléphonie ou radio-télégraphie	32.30.44.50 et 32.30.44.90	1999	241,6
Antennes télescopiques, fouet pr appareils portatifs et dans véhicules automobiles	32.30.52.20	2000	279,2
Antennes extérieures pour réception par satellite (radiodif. et télév.)	32.30.52.35	2000	86,4
Antennes extérieures (radiodif. et télév.) autres que pour réception par satellite	32.30.52.39	2000	261,2
Antennes intérieures (radiodif. et télév.) y compris celles à incorporer	32.30.52.50	1999	21,1
Autres antennes et parties	32.30.52.70	2000	1 102,7

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).



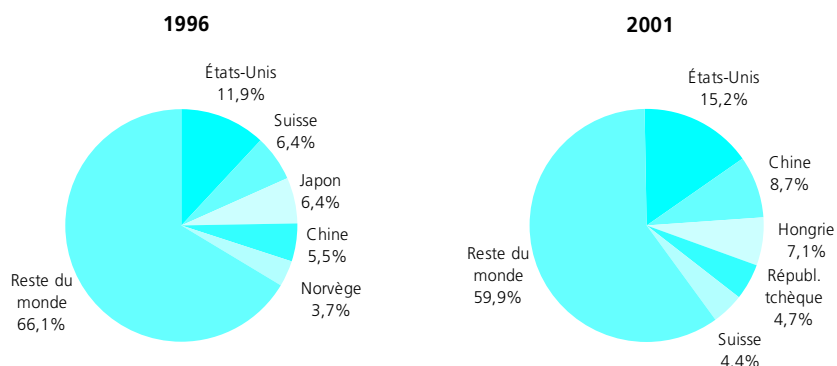
**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'électronique grand public (groupe 32.3 de la CPA) a connu en 2001 un rythme de croissance (1,2 %) beaucoup plus faible qu'en 2000 (38,8 %). Néanmoins, c'était la sixième année consécutive de progression des importations, alors que les exportations communautaires baissaient de 6,9 %, leur deuxième repli en quatre ans. Le déficit de la balance commerciale dans le secteur de l'électronique grand public s'est creusé en 2001 passant de 4,6 milliards d'euros en 1996 à 12,8 milliards d'euros en 2001. L'accroissement du déficit entre 2000 et 2001 était cependant relativement faible (1,1 milliard d'euros seulement).

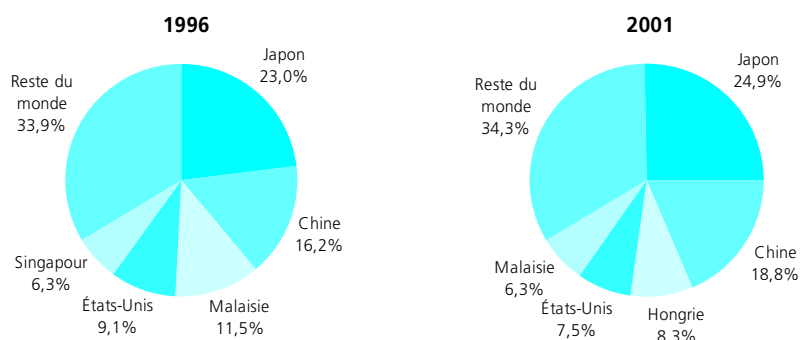
La Suède, le Portugal, le Danemark, l'Autriche et la Belgique ont tous affiché des balances commerciales excédentaires (chiffres du commerce extérieur intra et extracommunautaire cumulés) en 2001, mais dans aucun de ces pays l'excédent n'a dépassé un milliard d'euros; l'excédent de la Suède s'établissait à 800 millions d'euros, soit à un niveau inférieur à celui réalisé en 2000. Comme en 1999 et 2000, les déficits les plus marqués en 2001 ont été enregistrés par les plus grands États membres, à savoir l'Allemagne (4,0 milliards d'euros), le Royaume-Uni (3,1 milliards d'euros), l'Italie (1,8 milliard d'euros) et la France (1,3 milliard d'euros).

L'électronique grand public a assuré 5,9 % des exportations de l'Union européenne d'équipements électriques et de matériel optique en 2001 et 10,2 % de ses importations. Dans plusieurs États membres, ces produits représentaient plus de 10 % des exportations d'équipements électriques et de matériel optique, en particulier au Portugal (22,3 %) et en Suède (16,3 %). Hormis les États-Unis (15,2 %) et la Chine (8,7 %), les principales destinations des exportations communautaires en 2001 étaient l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.

L'électronique grand public est l'un des rares groupes de la CPA constituant le secteur des équipements électriques et du matériel optique dont les États-Unis ne sont pas la principale source d'importation : ils ne viennent en effet qu'en quatrième position avec une part de 7,5 %. Le Japon, la Chine et la Hongrie assuraient collectivement plus de la moitié des importations communautaires de ces produits.

**Graphique 11.20****Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (CPA groupe 32.3)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 11.21****Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image (CPA groupe 32.3)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

En 2001, le Japon est resté la principale source des importations communautaires, fournissant 24,9 % de l'ensemble, malgré une baisse de 3,3 points de pourcentage par rapport à 2000. La Chine, la République tchèque et la Pologne ont toutes augmenté leur part des importations communautaires de produits électroniques grand public de 1 point de pourcentage au moins entre 2000 et 2001.



Tableau 11.17

## Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S (2)	UK	
Production (millions d'euros)	156	251	16	124	7	2 695	13 174	13 567	2 815	:	2 606	309	63	175	554	21 432
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	2	45	0	8	38	20	12	:	8	1	0	1	3	51	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	53	98	3 990	3	557	3 000	1 922	528	:	547	49	12	-1	191	3 376	
Achats de biens et services (millions d'euros)	124	167	14 008	4	3 564	12 356	12 933	2 780	:	2 407	375	77	413	385	22 030	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	37	70	2 666	2	366	2 819	542	404	:	266	25	7	33	133	2 500	
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	4,0	:	649,0	:	240,8	:	382,7	38,5	:	:	5,8	3,3	2,0	18,4	:	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	55,3	60,5	89,4	25,0	68,9	78,1	95,3	45,5	:	:	66,0	33,5	-1,2	57,2	66,8	
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (4)	142,9	133,1	149,7	150,0	152,4	116,7	354,6	130,5	:	206,1	199,6	175,7	-3,1	143,5	135,0	
Taux brut d'exploitation (%) (4)	9,4	9,2	7,5	15,0	4,8	3,2	9,4	3,9	:	9,6	6,1	6,2	-6,6	10,2	3,5	

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999. (2) 1999. (3) 1998, sauf personnes occupées. (4) DK et F, 1999. (5) D, 1999.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.18

## Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NACE division 30)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY	CZ	EE (1)	HU	LV (1)	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Production (millions d'euros)	53	:	216	18	2 650	7	8	:	266	60	32	101	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	3	:	4	:	11	0	0	:	5	3	2	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	10	:	31	2	234	2	1	:	102	10	9	20	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	49	:	217	27	2 121	13	9	:	438	92	26	145	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	7	:	21	1	68	1	1	:	46	5	8	15	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	2,1	:	7,0	0,2	1,4	0,2	0,3	:	15,2	2,3	2,2	4,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	2,8	:	8,3	:	20,8	9,5	2,5	:	13,4	3,3	6,1	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	135,2	:	148,3	154,5	343,0	300,0	90,9	:	219,2	188,2	122,4	134,5	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,9	:	4,7	2,1	6,2	63,4	-0,9	:	10,5	4,4	4,6	3,0	:

(1) 1999. (2) PL, 1998. (3) CZ, 1999.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 11.19

## Fabrication de machines et appareils électriques (NACE division 31)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L (1)	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	4 439	3 286	78 348	535	12 302	25 482	1 771	23 242	48	:	4 245	2 147	2 902	2 813	21 497
Nombre de personnes occupées (milliers)	26	20	492	5	92	158	15	147	0	18	27	34	17	19	155
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 651	928	30 611	177	3 749	8 076	702	6 744	22	:	1 699	625	925	1 001	8 789
Achats de biens et services (millions d'euros)	3 330	2 699	57 738	410	9 494	18 506	1 167	18 066	27	:	2 997	1 714	2 138	2 050	14 381
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	1 123	531	23 728	99	2 430	5 949	359	4 627	16	:	1 081	462	584	734	5 463
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	159,7	:	2 570,3	:	505,1	:	109,2	1 002,2	:	:	188,3	130,7	109,2	102,6	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	64,7	47,0	62,2	35,6	40,8	51,0	47,3	45,8	51,3	:	62,2	18,3	54,8	51,6	56,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	147,1	122,3	129,0	190,4	154,3	131,1	195,8	145,8	138,4	:	157,1	135,5	158,4	136,5	160,9
Taux brut d'exploitation (%) (2)	10,8	4,6	7,8	15,7	10,3	7,7	18,5	8,7	12,4	:	13,6	7,3	11,6	8,9	14,5

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.20

## Fabrication de machines et appareils électriques (NACE division 31)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	205	26	3 028	69	4 660	60	104	:	3 639	665	722	604	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	18	1	105	3	74	3	4	:	98	54	29	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	54	10	867	23	923	21	15	:	1 188	231	152	182	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	189	:	2 330	55	3 080	41	90	:	2 829	512	567	408	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	36	:	516	15	466	12	16	:	646	135	126	153	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	11,5	1,1	185,9	4,4	2,4	2,7	6,2	:	271,6	75,3	54,7	45,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,9	18,9	8,3	8,8	12,5	7,1	3,7	:	10,3	4,3	5,3	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	150,0	:	168,2	151,6	198,1	172,1	92,4	:	183,9	171,7	120,8	118,9	:
Taux brut d'exploitation (%)	6,8	:	11,3	10,1	9,1	15,1	-1,2	:	14,2	14,8	3,5	4,6	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## NACE 32.1 à 32.3, 32

## Chapitre 11: équipements électriques et matériel optique

Tableau 11.21

## Fabrication de composants électroniques (NACE groupe 32.1)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	1 418	275	14 250	14	1 210	15 876	3 707	5 378	0	:	1 766	936	533	845	7 288
Nombre de personnes occupées (milliers)	5	3	61	0	11	68	8	29	0	:	11	6	5	6	40
Valeur ajoutée (millions d'euros)	436	125	5 265	8	490	4 220	2 209	2 190	0	:	771	244	224	275	3 048
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 035	192	12 153	8	815	15 379	1 596	3 419	0	:	1 217	724	325	578	6 238
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	255	106	2 836	4	293	2 218	270	978	0	:	387	105	137	250	1 542
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	98,0	:	1 091,6	:	85,3	:	484,4	1 895,1	:	:	425,4	119,9	63,8	27,9	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	83,0	43,6	86,1	21,9	44,0	62,2	261,2	76,7	:	:	73,1	37,7	49,0	42,9	75,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	170,9	144,4	185,7	164,3	167,2	137,6	817,7	224,0	:	:	199,2	231,9	163,6	110,0	197,7
Taux brut d'exploitation (%) (2)	14,1	12,8	14,2	17,2	15,7	6,5	50,6	22,7	:	:	19,9	14,5	16,6	2,7	16,5

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1999. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.22

## Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NACE groupe 32.2)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L (1)	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 432	856	12 218	476	2 153	22 206	1 247	14 441	0	:	2 907	780	18 293	15 935	20 602
Nombre de personnes occupées (milliers)	8	5	56	3	11	74	4	44	0	:	15	5	33	36	65
Valeur ajoutée (millions d'euros)	834	197	3 257	180	635	5 112	257	2 813	0	:	1 258	203	5 906	3 029	6 883
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 931	685	15 130	428	2 273	17 750	1 019	12 869	0	:	2 808	697	16 993	13 504	18 695
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	496	197	3 339	57	508	3 620	133	1 866	0	:	985	146	1 384	1 840	3 407
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	121,6	:	443,0	:	60,5	:	60,1	428,3	:	:	133,2	17,9	491,3	349,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	104,2	42,7	58,0	69,9	57,9	69,1	65,6	63,4	:	:	84,3	44,5	178,9	84,6	105,7
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	168,3	157,5	97,5	272,3	124,9	120,3	194,0	150,7	:	:	127,7	139,3	426,7	164,7	202,0
Taux brut d'exploitation (%) (2)	15,6	10,9	-0,5	23,6	4,8	4,3	10,1	6,7	:	:	6,6	6,4	20,5	7,4	14,4

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.23

## Fabrication d'appareils de réception, enregistrement (NACE groupe 32.3)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Production (millions d'euros)	2 185	735	8 109	4	1 936	2 547	155	1 082	:	:	1 134	935	174	789	5 931
Nombre de personnes occupées (milliers)	6	6	42	0	8	10	1	6	:	:	4	6	1	4	29
Valeur ajoutée (millions d'euros)	505	240	2 502	2	263	425	20	258	:	:	279	154	61	227	1 516
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 715	568	9 717	2	2 405	3 096	138	1 260	:	:	916	804	136	566	5 964
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	261	183	1 964	2	217	368	20	167	:	:	204	93	37	150	980
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)	58,9	:	288,5	:	45,7	:	1,6	38,6	:	:	39,4	35,2	3,2	64,3	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	87,0	37,7	59,2	18,8	33,1	41,3	20,2	42,9	:	:	65,3	27,8	58,2	54,6	51,6
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)	193,3	146,6	127,4	129,4	121,5	130,9	102,5	155,2	:	:	136,5	164,6	163,4	151,7	154,6
Taux brut d'exploitation (%) (2)	11,4	11,4	4,5	10,1	1,7	3,4	0,3	6,3	:	:	6,4	6,5	12,3	9,7	7,2

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.24

## Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication (NACE division 32)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV (2)	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	53	0	1 184	78	3 209	10	207	:	2 406	269	265	345	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	6	0	31	6	40	1	8	:	40	14	11	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	17	0	313	36	497	0	70	:	418	114	54	95	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	43	:	1 223	43	2 800	9	150	:	2 320	170	229	242	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	14	:	169	26	252	4	44	:	284	47	51	83	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	3,8	0,0	109,5	15,0	4,0	0,9	25,3	:	89,9	119,7	28,1	17,0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,8	14,3	10,2	6,4	12,5	0,1	8,9	:	13,8	8,2	4,9	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	125,0	:	185,0	138,1	197,6	2,8	160,0	:	147,2	244,1	106,9	113,7	:
Taux brut d'exploitation (%)	7,6	:	10,1	12,9	7,1	-20,8	12,0	:	5,3	24,8	1,2	3,2	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 11.25

**Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (NACE division 33)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Production (millions d'euros)	1 232	1 958	29 501	57	3 126	17 547	2 510	10 081	155	:	886	348	1 584	3 916	15 905
Nombre de personnes occupées (milliers)	9	13	223	1	31	108	17	69	2	19	9	6	12	23	115
Valeur ajoutée (millions d'euros)	445	968	13 060	22	1 234	6 101	1 204	3 811	67	:	440	137	688	1 440	7 220
Achats de biens et services (millions d'euros)	900	1 097	18 881	39	2 144	12 634	1 506	7 201	87	:	548	230	1 020	2 758	9 988
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	269	467	9 713	16	799	4 772	475	2 383	46	:	328	88	417	1 043	4 612
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	62,5	:	927,1	:	117,1	:	107,9	545,7	:	:	56,9	20,8	64,2	101,7	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	50,5	71,8	58,5	19,0	39,8	56,3	71,3	55,4	42,3	:	48,8	21,4	59,8	63,4	62,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (3)	165,2	162,4	134,5	135,8	154,5	116,6	253,3	159,9	145,8	:	134,1	155,3	165,1	138,1	156,5
Taux brut d'exploitation (%) (3)	13,6	18,4	10,6	9,8	13,5	4,7	27,2	13,1	13,6	:	11,6	13,5	17,4	9,5	15,5

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999.

(2) 1999.

(3) DK et F, 1999.

(4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 11.26

**Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie (NACE division 33)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE (2)	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	38	6	828	51	334	28	57	:	1 200	126	210	299	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	7	0	32	:	14	1	3	:	49	13	6	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	14	3	276	14	111	10	21	:	634	54	59	105	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	30	:	601	35	208	16	43	:	747	105	174	203	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	12	:	164	11	81	5	15	:	285	29	36	91	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	2,4	0,3	62,1	4,8	1,4	1,5	6,5	:	57,8	15,1	6,4	18,1	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	1,9	16,5	8,6	:	7,9	7,3	6,1	:	11,1	4,1	9,0	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	118,3	:	168,4	119,3	136,5	200,0	142,3	:	222,0	184,9	165,1	115,6	:
Taux brut d'exploitation (%)	5,9	:	13,1	4,2	7,8	19,2	10,2	:	26,4	17,6	9,4	4,3	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Matériel de transport



L'importance du secteur du matériel de transport dans sa fonction d'aide à la circulation des personnes et des marchandises n'est pas à souligner. La demande de matériel de transport dépend du nombre d'habitants, de leurs besoins de déplacement (professionnels ou personnels) ainsi que du volume et du type de marchandises à transporter. La demande de matériel de transport privé, notamment de voitures particulières, est généralement liée à la confiance des consommateurs et au profil des dépenses des ménages, alors que la demande de transport de marchandises évolue au rythme des cycles économiques. La demande d'autres types de matériel de transport, comme les navires, le matériel ferroviaire roulant ou le matériel aérospatial peut fluctuer par à-coups, toute nouvelle commande pouvant peser lourd sur le carnet de commandes d'une année.

La structure du secteur du matériel de transport est souvent comparable à une pyramide dont la base serait constituée des fabricants de pièces et d'accessoires qui fournissent les entreprises intermédiaires spécialisées dans le développement de systèmes complets livrés à leur tour aux constructeurs de véhicules. Le secteur du matériel de transport est tributaire en amont d'une large gamme de produits provenant de l'industrie manufacturière comme les machines et le matériel mécaniques, les métaux, le caoutchouc, le plastique et l'électronique.

### PROFIL STRUCTUREL

Le matériel de transport est l'une des principales activités du secteur manufacturier communautaire dont il a représenté 12,5 % de la valeur ajoutée et 10,9 % de l'emploi en 2001. Sa contribution à la valeur ajoutée manufacturière, après avoir plongé à 10,8 % en pleine récession économique en 1993, s'est redressée les années suivantes pour atteindre 12,3 % en 1998. Au cours des trois dernières années pour lesquelles des données sont disponibles, elle est restée assez stable (entre 12,2 % et 12,5 %).

La construction de véhicules automobiles occupe une place prépondérante dans le secteur du matériel de transport. Le groupe 34.1 de la NACE représentait 44,6 % de la valeur ajoutée totale de ce secteur en 2000, devant la fabrication d'équipements automobiles (23,8 %), la construction aéronautique et spatiale (18,7 %) et la construction navale (4,8 %). Aucune des activités restantes ne génère plus de 4 % de la valeur ajoutée du secteur communautaire du matériel de transport.

La sous-section DM de la NACE, qui comporte deux divisions, couvre le secteur du matériel de transport. La division 34 de la NACE se réfère à l'industrie automobile tandis que la division 35 se rapporte à la fabrication de tous les autres types de matériel de transport (à savoir la construction navale, la construction de matériel ferroviaire roulant, la construction aéronautique et spatiale, la fabrication de motocycles et de bicyclettes, et la fabrication de matériels de transport non classés ailleurs). En ce qui concerne les services de transport, le lecteur est prié de consulter le chapitre 20.

### NACE

- 34: industrie automobile;
- 34.1: construction de véhicules automobiles;
- 34.2: fabrication de carrosseries et remorques;
- 34.3: fabrication d'équipements automobiles;
- 35: fabrication d'autres matériels de transport;
- 35.1: construction navale;
- 35.2: construction de matériel ferroviaire roulant;
- 35.3: construction aéronautique et spatiale;
- 35.4: fabrication de motocycles et de bicyclettes;
- 35.5: fabrication de matériels de transport n.c.a.

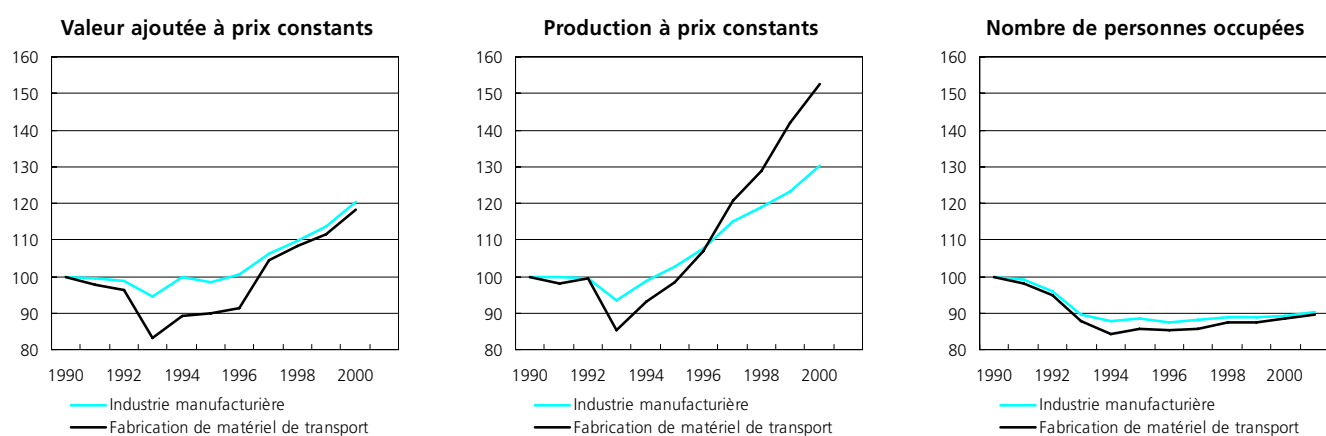
Tableau 12.1

**Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	364 754	379 909	335 771	373 636	410 444	445 143	491 952	546 566	603 174	634 205	677 238
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	2 828	2 737	2 530	2 430	2 467	2 455	2 471	2 516	2 520	2 554	2 577
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	113 958	115 468	102 570	112 124	117 427	119 194	133 235	143 755	147 524	156 360	165 820
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	87 954	91 233	85 765	86 494	91 281	94 210	98 871	103 331	107 924	111 397	110 629
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	40,3	42,2	40,5	46,1	47,6	48,5	53,9	57,1	58,5	61,2	64,3
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	129,6	126,6	119,6	129,6	128,6	126,5	134,8	139,1	136,7	140,4	149,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 12.1

**Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**


Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La structure du secteur du matériel de transport a sensiblement changé entre 1990 et 2000. L'importance relative de l'industrie aéronautique a fortement progressé en 1998 et en 1999 (alors qu'elle était restée assez stable au cours de la première moitié des années 90). Sa contribution à la valeur ajoutée du secteur s'est en effet accrue de près de 4 points de pourcentage. Sa progression s'est trouvée toutefois moins rapide que celle du secteur de la fabrication d'équipements automobiles dont la contribution à la valeur ajoutée du secteur du matériel de transport est passée de 15,4 % en 1990 à 23,8 % en 2000. Cette évolution remarquable trouve son explication dans le recul d'autres secteurs comme celui de la construction de véhicules automobiles qui a perdu 8,5 points de pourcentage. Il est probable que de nombreux constructeurs automobiles aient sous-traité la fabrication de

pièces et d'accessoires qu'ils assuraient auparavant en interne, ou qu'ils ont parfois décidé de constituer en entreprises indépendantes leurs anciens services d'approvisionnement. En conséquence, la structure du secteur du matériel de transport <sup>(1)</sup> s'est rapidement transformée. La construction navale a été la seule autre activité à accuser une réduction significative du pourcentage de sa valeur ajoutée sur l'ensemble du matériel de transport (7,2 % en 1990 contre 4,8 % en 2000).

<sup>(1)</sup> Il est probable qu'un processus semblable d'externalisation se soit produit dans les secteurs de la construction aéronautique et spatiale, de la construction de matériel ferroviaire roulant et de la construction navale. Néanmoins, dans ces activités, la NACE ne dissocie pas les fabricants de véhicules complets des entreprises spécialisées dans la production de pièces et accessoires. En conséquence, les données SSE ne permettent pas de tirer d'informations sur ce phénomène.

L'Allemagne a été le premier fabricant de matériel de transport dans l'Union européenne en 2000, avec plus d'un tiers (36,3 %) de la valeur ajoutée. Ce pourcentage est plus de deux fois supérieur à celui de la France ou du Royaume-Uni (environ 16 % dans les deux cas). Les contributions des autres États membres (y inclus l'Italie et l'Espagne) ont été inférieures à 10 %. L'importance de la production allemande dans ce secteur a eu un impact sur les ratios de spécialisation relative des autres pays qui, à l'exception de la Suède et de la France, se situaient tous au-dessous de 100 %. La spécialisation de l'Allemagne dans la fabrication de matériel de transport dépassait d'environ 25 % la moyenne communautaire en 2000.

La production du secteur communautaire du matériel de transport s'est développée en termes réels à un rythme annuel moyen de 1,7 % entre 1990 et 2000, contre 1,9 % pour l'ensemble du secteur manufacturier. Ces taux comparables dissimulent en fait des fluctuations cycliques plus prononcées dans le secteur du matériel de transport que dans l'industrie manufacturière en général. Il a été souligné précédemment que la contribution relative du matériel de transport à la valeur ajoutée manufacturière avait décliné pendant la récession économique pour atteindre son plancher en 1993. Par contre, entre 1995 et 2000 (période d'expansion économique), le secteur du matériel de transport s'est développé dans l'Union européenne à un rythme moyen annuel de 5,6 % en termes réels, soit 1,5 point de pourcentage de plus que la moyenne manufacturière. La production réelle du secteur du matériel de transport de l'Union européenne a augmenté de 6,2 % entre 1999 et 2000.

Compte tenu de l'importance des investissements dans la production de matériel de transport, il n'est pas surprenant de constater que les grandes entreprises (occupant 250 personnes ou plus) ont tenu une place prépondérante dans la création de valeur ajoutée. Tel a notamment été le cas en Allemagne et en France où les grandes entreprises ont créé plus de 90 % de la valeur ajoutée de ce secteur en 2000. En Belgique, en Espagne, en Autriche (1999), en Suède et au Royaume-Uni, leur contribution a dépassé 80 %.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

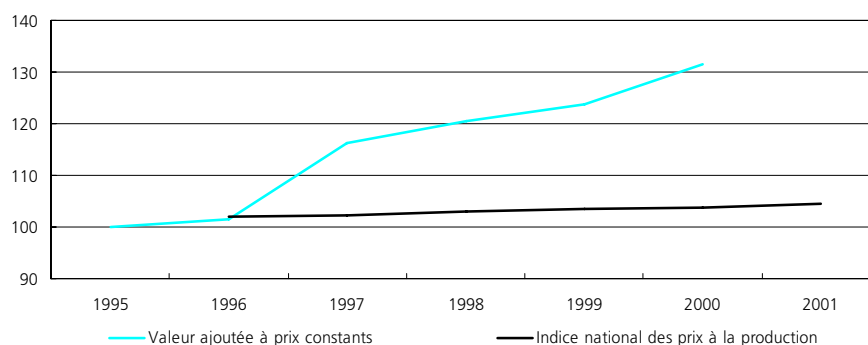
Le secteur du matériel de transport occupait 2,6 millions de personnes dans l'Union européenne en 2001. Après une baisse nette de 452 000 unités entre 1990 et 1994, ce secteur a vu augmenter l'emploi à un rythme lent mais constant de 0,8 % en moyenne tous les ans. Entre 2000 et 2001, la croissance de l'emploi dans le secteur du matériel de transport a suivi la tendance observée au cours de la seconde moitié des années 90 et le nombre net d'emplois a augmenté de 0,9 % dans l'Union européenne.

La plus forte érosion de l'emploi dans ce secteur s'est produite dans la construction de véhicules automobiles (groupe 34.1 de la NACE) qui a accusé dans l'Union européenne une perte nette de 252 000 emplois entre 1990 et 2000. Au cours de cette même période, des réductions assez significatives ont aussi touché les secteurs de la construction navale (groupe 35.1 de la NACE) où 96 000 emplois ont été

Graphique 12.2

### Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)

Valeur ajoutée à prix constants et indice des prix à la production dans l'UE (1995=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms) et European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt\_ind/ind\_pric).

Tableau 12.2

### Fabrication de matériel de transport (NACE sous-section DM)

Productivité du travail et coût de la main-d'œuvre dans l'UE, 2001

	Productivité apparente du travail (milliers d'euros par personne occupée)	Productivité simple du travail ajustée des salaires (%)
<b>Fabrication de matériel de transport</b>	64,3	149,9
<b>Construction de véhicules automobiles</b>	61,8	125,1
<b>Fabrication de carrosseries et remorques</b>	:	:
<b>Fabrication d'équipements automobiles</b>	51,9	131,6
<b>Construction navale</b>	42,6	128,5
<b>Construction de matériel ferroviaire roulant</b>	43,1	102,7
<b>Construction aéronautique et spatiale</b>	81,6	158,9
<b>Motocycles et bicyclettes</b>	:	:
<b>Matériels de transport n.c.a.</b>	:	130,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

supprimés et de la construction aéronautique et spatiale (groupe 35.3 de la NACE) où la baisse a été de 85 000 emplois. Le seul secteur du matériel de transport, à l'échelon des groupes de la NACE, à avoir enregistré une augmentation nette du nombre de personnes occupées a été celui de la fabrication d'équipements automobiles (groupe 34.3 de la NACE) où 143 000 emplois ont été créés.

L'emploi dans le secteur communautaire du matériel de transport se caractérise par une proportion relativement élevée d'hommes (84 % contre 72 % en moyenne dans l'industrie manufacturière). Cette tendance se retrouvait dans la plupart des États membres à l'exception de l'Irlande et du Portugal où plus de 25 % des personnes occupées étaient des femmes en 2001 <sup>(2)</sup>.

La proportion relativement modeste de femmes dans l'emploi dans ce secteur explique structurellement en partie la faible propension au travail à temps partiel: 3,3 % des personnes occupées en 2001 (contre 7,5 % en moyenne dans l'industrie manufacturière). Toutefois, la tendance au travail à temps partiel s'est développée si on compare ce résultat au taux de 2,9 % enregistré en 1995.

Compte tenu de la prédominance des grandes entreprises, il n'est pas surprenant de constater que le nombre de travailleurs indépendants était très faible par rapport à d'autres activités manufacturières. En 2001, 98,1 % environ des personnes occupées dans le secteur du matériel de transport étaient salariés, contre 91,8 % en moyenne dans l'industrie manufacturière

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur du matériel de transport s'est élevée à 64 000 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2001 dans l'Union européenne, à comparer à la moyenne manufacturière de 56 000 euros. Cette productivité allait de 28 000 euros (Grèce, 1999) à 76 000 euros (Suède, 1999), une fourchette relativement étroite par rapport à d'autres secteurs. La productivité de la main-d'œuvre dépassait de 20 % au moins la moyenne manufacturière en Espagne, en Autriche (1999), au Portugal et en Suède (1999).

<sup>(2)</sup> L, non disponible.

En 2000 <sup>(3)</sup>, le coût unitaire de la main-d'œuvre du secteur du matériel de transport était supérieur à la moyenne manufacturière dans la plupart des États membres. Tel était notamment le cas en Allemagne, en Espagne et au Portugal où cet écart allait jusqu'à 21 %, 28 % et 43 % respectivement.

De la combinaison de ces divers facteurs (niveaux relativement élevés de productivité, coût unitaire de la main-d'œuvre, proportion de salariés dans le nombre de personnes occupées), il résulte un indicateur de productivité du travail ajustée des salaires. Dans la plupart des cas, l'importance relative des dépenses de personnel l'a emporté sur les niveaux de productivité. En effet, quatre États membres seulement ont affiché des ratios de productivité du travail ajustée des salaires plus élevés dans le matériel de transport que dans l'industrie manufacturière: la différence en France (en 1999) a été inférieure à 5 % tandis qu'en Autriche (1999), au Portugal et en Suède (1999) elle a dépassé de respectivement 12 %, 15 % et 19 % la moyenne manufacturière nationale en 2000. La productivité du travail ajustée des salaires de l'Allemagne a été la plus faible de tous les États membres la valeur ajoutée du secteur du matériel de transport n'ayant dépassé que de 10 % le montant des dépenses de personnel en 2000.

<sup>(3)</sup> DK, F, IRL, A et S, 1999; EL, non disponible.

### COMMERCE EXTÉRIEUR

En 2001, l'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 50,2 milliards d'euros dans le secteur du matériel de transport (sous-section DM de la CPA). Ce résultat est principalement attribuable à l'industrie automobile (division 34 de la CPA) qui a dégagé un excédent de 43,8 milliards d'euros. Entre 2000 et 2001, les exportations communautaires ont fortement progressé (6,9 % à prix courants) tandis que les importations ont augmenté à un rythme plus modéré de 1,5 %.

En termes de contribution à la balance commerciale communautaire, le matériel de transport est l'une des sous-sections de la NACE les plus importantes. Les biens couverts dans le présent chapitre ont représenté 18,4 % des exportations communautaires de produits manufacturés en 2001. Leur principale destination a été les États-Unis (36,7 % des exportations communautaires) bien plus que la Suisse (5,8 %) ou le Japon (4,0 %).

En ce qui concerne les importations, le matériel de transport a représenté 14,4 % des importations manufacturières de l'Union européenne en provenance de pays tiers en 2001. Les États-Unis ont été le principal fournisseur de l'Union européenne, avec plus d'un tiers (36,5 %) des importations en 2001. Le Japon (15,1 %) a été le seul autre pays à enregistrer une part supérieures à 10 % et ce malgré une réduction de plus de moitié des importations en provenance de ce pays entre 1991 et 2001. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque ont vu leurs parts du marché communautaire se développer rapidement; en effet, la part de ces trois pays dans les importations communautaires est passée d'un peu plus de 1,0 % en 1991 à 13,5 % en 2001.

Tableau 12.3

**Matériels de transport (CPA sous-section DM)**  
**Exportations extracommunautaires de l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des exportations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les exportations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Matériels de transport</b>	57 507,3	100,0	167 565,5	100,0	191,4	-
<b>Véhicules automobiles</b>	24 482,6	42,6	71 031,8	42,4	190,1	-0,2
<b>Carrosseries et remorques</b>	812,0	1,4	1 977,3	1,2	143,5	-0,2
<b>Équipements automobiles</b>	8 324,9	14,5	23 099,1	13,8	177,5	-0,7
<b>Produits de la construction navale</b>	4 096,6	7,1	10 705,2	6,4	161,3	-0,7
<b>Matériel ferroviaire roulant</b>	1 482,1	2,6	2 039,8	1,2	37,6	-1,4
<b>Construction aéronautique et spatiale</b>	17 721,8	30,8	57 112,3	34,1	222,3	3,3
<b>Motocycles et bicyclettes</b>	530,6	0,9	1 502,9	0,9	183,3	0,0
<b>Matériels de transport n.c.a.</b>	56,7	0,1	97,2	0,1	71,3	0,0

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 12.4

**Matériels de transport (CPA sous-section DM)**  
**Importations extracommunautaires dans l'UE**

	1991		2001		Variation de la valeur des importations 2001/1991 (%)	Variation de la part dans les importations 2001/1991 (points de %)
	(millions d'euros)	(%)	(millions d'euros)	(%)		
<b>Matériels de transport</b>	44 611,0	100,0	117 379,7	100,0	163,1	-
<b>Véhicules automobiles</b>	15 549,8	34,9	35 889,5	30,6	130,8	-4,3
<b>Carrosseries et remorques</b>	287,8	0,6	912,4	0,8	217,0	0,1
<b>Équipements automobiles</b>	3 971,3	8,9	15 495,9	13,2	290,2	4,3
<b>Produits de la construction navale</b>	2 629,6	5,9	6 930,1	5,9	163,5	0,0
<b>Matériel ferroviaire roulant</b>	336,8	0,8	1 143,8	1,0	239,7	0,2
<b>Construction aéronautique et spatiale</b>	18 795,3	42,1	51 788,9	44,1	175,5	2,0
<b>Motocycles et bicyclettes</b>	3 009,1	6,7	4 995,3	4,3	66,0	-2,5
<b>Matériels de transport n.c.a.</b>	31,3	0,1	223,8	0,2	614,8	0,1

Source: Eurostat, Comext.



## 12.1: VÉHICULES AUTOMOBILES

La division 34 de la NACE couvre la construction de véhicules automobiles, de remorques et de semi-remorques. Elle englobe trois groupes. Les deux premiers, en l'occurrence la construction de véhicules automobiles (groupe 34.1) et la fabrication de carrosseries et de remorques (groupe 34.2) font l'objet du présent sous-chapitre. Les données de ces deux groupes de la NACE sont présentées sous une forme agrégée recouvrant ces deux activités et dénommée le secteur des véhicules automobiles.

Le secteur des véhicules automobiles est une industrie clé de l'économie communautaire. Il se caractérise par la présence d'une poignée de constructeurs et d'un nombre important de fournisseurs auxquels ceux-là sous-traitent la fabrication de pièces et d'accessoires (voir le sous-chapitre suivant pour de plus amples informations). Des changements structurels ont renforcé la position des six constructeurs automobiles réellement mondiaux (General Motors, Ford, DaimlerChrysler, Toyota, Volkswagen et Renault-Nissan). Le secteur des camions, autobus et autocars, qui s'est également consolidé, compte parmi ses protagonistes des sociétés telles que Volvo-Renault, Scania (partiellement acquis par Volkswagen), Iveco, DaimlerChrysler, MAN et DAF.

La production de véhicules automobiles a vu décroître le nombre de liens existant entre les constructeurs automobiles et les fournisseurs de pièces et d'accessoires au fur et à mesure que l'industrie se développait de façon pyramidale. Ces évolutions ont sans doute contribué à réduire les délais entre conception et production et à contenir les coûts moyennant, par exemple, l'utilisation de plates-formes communes, la gestion informatisée des stocks et les achats électroniques.

La Commission européenne, soucieuse du bon fonctionnement du marché intérieur, a créé le système européen de réception complète du véhicule qui permet aux constructeurs ayant certifié un véhicule dans un État membre de le commercialiser dans les autres États membres sans avoir à lui faire subir de nouveaux tests.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des véhicules automobiles a généré quelque 72,3 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(4)</sup>. L'Allemagne y a contribué à hauteur de 44,4 % tandis que la France, avec 17,6 %, était le seul autre pays à afficher une part supérieure à 10 %. En termes relatifs, la Suède était fortement spécialisée dans la construction de véhicules automobiles qui a représenté 72 % de la valeur ajoutée générée par ce pays dans le secteur du matériel de transport en 1999. À titre de comparaison, le secteur des véhicules automobiles représentait 27 % de la valeur ajoutée du matériel de transport au Royaume-Uni (2000) et 14 % du total en Grèce (1999).

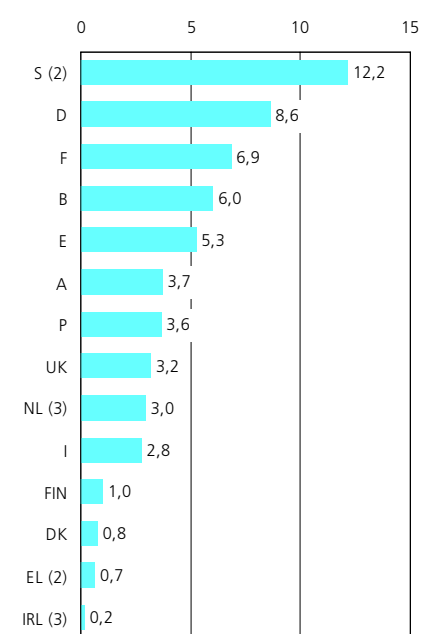
Selon l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), quelque 15,0 millions de voitures de tourisme ont été fabriquées dans l'Union européenne en 2001 (voir tableau 12.5) auxquelles s'ajoutent 1,9 million de véhicules utilitaires légers (de 3,5 tonnes ou moins) et 368 000 camions (de plus de 3,5 tonnes).

La surcapacité du secteur des véhicules automobiles, tant à l'échelon européen que mondial, a entraîné des fermetures d'usines. Néanmoins, des capacités supplémentaires continuent à entrer en production, tant au sein de l'Union européenne (Toyota en France par exemple) que dans les pays candidats et dans ceux situés plus à l'est (Ukraine). Le tableau 12.6 dresse la liste des principaux constructeurs de voitures de tourisme dans l'Union européenne.

<sup>(4)</sup> EL et S, 1999; IRL et NL, 1998; L, non disponible.

Graphique 12.3

**Construction de véhicules automobiles, de carrosseries et de remorques (NACE groupes 34.1 et 34.2)**  
Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et L, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La taille du secteur des véhicules automobiles a diminué dans la plupart des États membres au cours des années 90, tant en termes absolus que relatifs. En Allemagne par exemple, la valeur ajoutée à prix constants a baissé entre 1990 et 2000 de 0,6 % par an et la contribution du secteur des véhicules automobiles à la valeur ajoutée générée par le matériel de transport a baissé de 67 % à 57 %.

Tableau 12.5

**Ventilation de la production de véhicules automobiles dans l'Union européenne (milliers)**

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Voitures particulières</b>	12 636	13 061	13 451	14 510	14 933	14 779	14 951
<b>Véhicules utilitaires légers (&lt;3.5 tonnes)</b>	1 318	1 393	1 570	1 675	1 617	1 869	1 862
<b>Poids lourds (&gt;3.5 tonnes)</b>	349	310	335	379	394	400	368
<b>Bus</b>	31	32	37	35	34	35	34

Source: ACEA.

Tableau 12.6

**Ventilation par constructeur des nouvelles immatriculations de voitures neuves en Europe de l'Ouest, 2001 (unités) (1)**

	Voitures particulières	Véhicules utilitaires légers (<3.5 tonnes)	Poids lourds et bus (>3.5 tonnes)
<b>Total</b>	14 822 857	1 859 242	392 501
<b>Volkswagen</b>	2 795 763	168 067	3 062
<b>PSA</b>	2 140 357	364 385	222
<b>Ford</b>	1 647 852	214 689	1 281
<b>GM</b>	1 599 738	88 594	1 010
<b>Renault</b>	1 575 264	287 301	44 231
<b>Constructeurs japonais</b>	1 546 031	230 511	6 549
<b>Fiat</b>	1 419 027	264 142	63 305
<b>DaimlerChrysler</b>	942 058	168 843	91 701
<b>BMW</b>	542 551	2 539	-
<b>Constructeurs coréens</b>	410 982	39 412	50
<b>Rover</b>	160 429	677	-
<b>Man</b>	-	-	52 039
<b>Volvo Trucks</b>	-	-	41 147
<b>Scania</b>	-	-	33 722
<b>DAF</b>	-	15	35 243

(1) EU-15 (L excl.), CZ, HU et SK.  
Source: ACEA.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Le secteur des véhicules automobiles comptait 1,22 million de personnes occupées dans l'Union européenne en 2000, soit 22 000 de moins par rapport à 1999. L'Allemagne a été de loin le premier employeur, avec 565 000 personnes occupées, soit 46 % du total communautaire.

Le secteur des véhicules automobiles se caractérisait, à la fin des années 90, par un recul de la productivité apparente de la main-d'œuvre dans plusieurs États membres. Cette tendance a été observée en Allemagne, en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni entre 1997 et 2000 <sup>(5)</sup>.

<sup>(5)</sup> EL, IRL, L, NL, A et S, non disponibles ou incomplets pour la période 1997-2000.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

On constate que de nombreux constructeurs américains ou asiatiques produisent dans le marché unique la plupart de leurs véhicules automobiles destinés à la consommation européenne et que, parallèlement, les constructeurs européens ont de plus en plus tendance à délocaliser leur production hors des frontières de l'Union européenne. Les statistiques du commerce extérieur ne tiennent compte que des échanges physiques de biens entre pays et ne comprennent pas les échanges entre sociétés d'un même groupe <sup>(6)</sup>.

<sup>(6)</sup> Echanges au sein d'une entreprise contrôlée par une entité non résidente, par exemple un constructeur automobile japonais ayant une usine dans l'Union européenne.

Les véhicules automobiles ont représenté 43,6 % des exportations communautaires de matériel de transport en 2001 et 31,4 % des importations de ces produits. L'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 36,2 milliards d'euros dans le secteur des véhicules automobiles en 2001. Entre 1991 et 2001, la valeur des exportations et des importations de ces produits a augmenté à un rythme assez rapide: elle s'est multipliée par 2,8 dans le cas des exportations et par 2,3 dans celui des importations.

Le Japon a été le premier fournisseur de véhicules automobiles de l'Union européenne avec 29,1 % des importations communautaires en 2001. Cette part s'est considérablement réduite depuis 1991, date à laquelle l'Union européenne se procurait au Japon un peu plus de 70 % de ses importations. La composition des importations a donc rapidement évolué entre 1991 et 2001: les importations en provenance de la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Corée du Sud se sont fortement développées. Les importations provenant de Hongrie, qui ne représentaient que 0,3 % des importations communautaires en 1991, sont passées à 12,3 % en 2001 (supplantant les États-Unis au rang de deuxième fournisseur de l'Union européenne).

En ce qui concerne les exportations, les États-Unis ont constitué le premier marché de l'Union européenne avec un peu plus d'un tiers (34,9 %) de l'ensemble des exportations en 2001. Hormis ce pays, dont la part dans les exportations communautaires a augmenté de 13,8 points de pourcentage entre 1991 et 2001, l'Australie, la Russie, l'Afrique du Sud et le Mexique ont été les seuls pays à faire état d'une augmentation de plus d'un point de pourcentage de leur part des exportations communautaires.

Tableau 12.7

**Véhicules automobiles; carrosseries et remorques (CPA groupes 34.1 et 34.2)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	25 295	25 355	30 336	37 255	40 669	44 294	50 407	52 056	52 166	66 657	73 009
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	15 838	16 706	14 401	14 343	15 228	16 768	22 187	28 187	33 170	36 108	36 802
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	9 457	8 649	15 936	22 913	25 441	27 526	28 219	23 868	18 996	30 549	36 207
<b>Taux de couverture (%)</b>	159,7	151,8	210,7	259,8	267,1	264,2	227,2	184,7	157,3	184,6	198,4

Source: Eurostat, Comext.

## 12.2: ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES

Ce sous-chapitre couvre le dernier groupe de la division 34 de la NACE, à savoir la fabrication de parties et accessoires pour les véhicules automobiles et leurs moteurs (groupe 34.3). Les données présentées dans ce sous-chapitre ne couvrent pas la fabrication de pneus (chapitre 6), de batteries ou de matériels électriques pour véhicules automobiles (chapitre 11).

La demande d'équipements automobiles est habituellement divisée en deux segments: d'une part les équipements d'origine livrés aux constructeurs automobiles et d'autre part les pièces de rechange qui constituent un segment généralement désigné sous le nom de marché de deuxième monte. Les constructeurs automobiles ont tendance à ne traiter qu'avec les fournisseurs de premier niveau qui assemblent des systèmes complets (comme les freins ou la direction) tandis qu'il existe littéralement des milliers de petites entreprises qui rivalisent dans le marché de deuxième monte sur les pièces de rechange et les accessoires de marque. La demande de produits

du marché de deuxième monte est généralement plus stable elle repose principalement sur le besoin de remplacer une pièce défectueuse ou endommagée tandis que la demande d'équipements d'origine est fondamentalement tributaire du nombre de véhicules construits.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des équipements automobiles a généré 35,4 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000, soit 23,8 % du total du matériel de transport. L'Allemagne en a réalisé 45,6 % en 2000 et a aussi affiché le taux de spécialisation le plus élevé de l'Union européenne. D'ailleurs, l'importance des équipementiers allemands était telle que l'Espagne a été le seul autre pays à déclarer une spécialisation relative dans ce secteur <sup>(7)</sup>.

La production d'équipements automobiles a fortement augmenté au cours des années 90. Cette évolution est partiellement attribuable à une réorientation des activités des constructeurs automobiles qui ont préféré privilégier leur fonction principale et vendre leurs branches de fabrication d'équipements. Entre 1990 et 2000, la valeur ajoutée générée par le secteur des équipements automobiles est passée de 15 % à presque 24 % de la valeur ajoutée totale du matériel de transport. Le Danemark, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et le Royaume-Uni ont enregistré des changements structurels plus importants dans ce secteur leur progression en termes de part de valeur ajoutée sur l'ensemble du matériel de transport ayant été encore plus importante.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et S, 1999; NL, 1998; L, non disponible.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

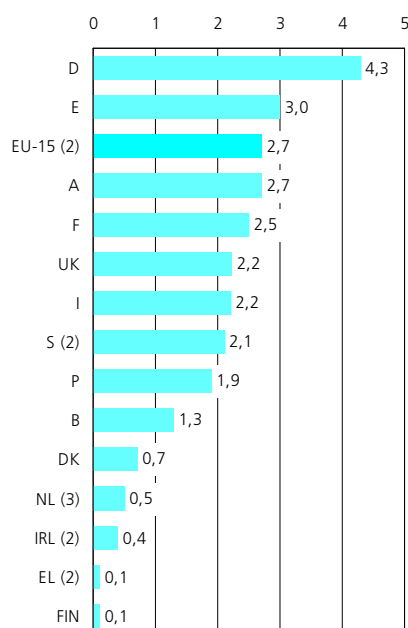
Le secteur des équipements automobiles occupait 681 000 personnes en 2000 dans l'Union européenne, soit un quart des personnes occupées travaillant dans le secteur du matériel de transport. En 1990, ce secteur employait 538 000 personnes. On constate donc une augmentation moyenne annuelle de 2,4 % du nombre de personnes occupées dans ce secteur.

En 2000, la productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des équipements automobiles oscillait, en général, entre 40 000 et 60 000 euros par personne occupée. Pour trois pays seulement elle sortait de ces limites: l'Autriche (vers le haut) et le Portugal et la Grèce (vers le bas) <sup>(8)</sup>. La fabrication d'équipements automobiles est une activité à assez fort coefficient de main-d'œuvre comme le prouve le fait que l'Autriche et la Finlande aient été les seuls pays à faire état d'une productivité supérieure dans ce secteur supérieur à celle du secteur du matériel de transport.

<sup>(8)</sup> EL, IRL et S, 1999; L et NL, non disponibles.

Graphique 12.4

**Fabrication d'équipements automobiles (NACE groupe 34.3)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) L, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

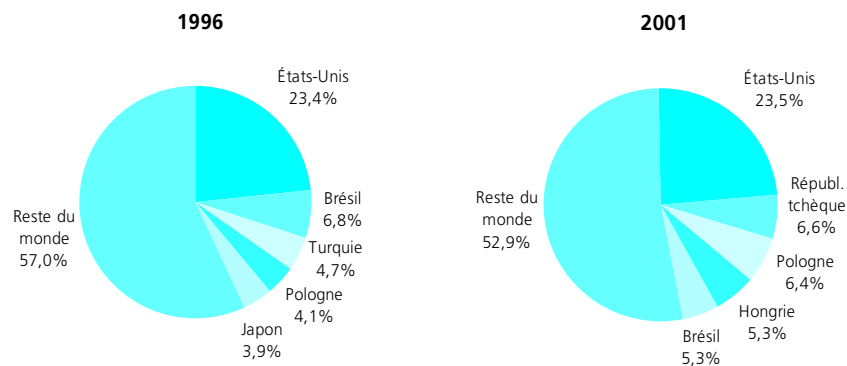
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

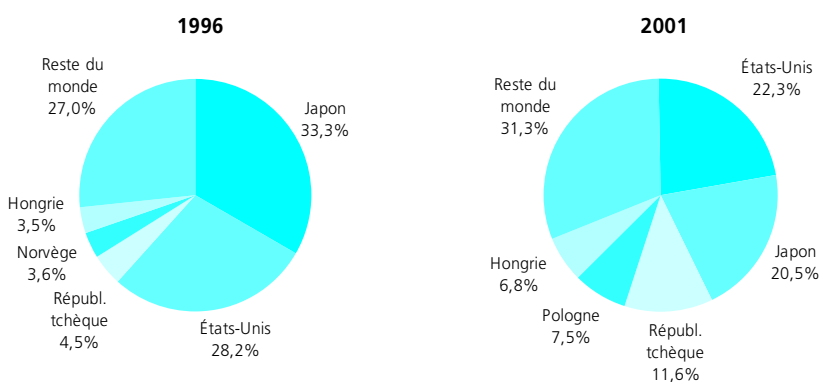
La balance commerciale communautaire des équipements automobiles a été excédentaire de 7,6 milliards d'euros en 2001. Entre 1991 et 2001, les exportations ont été multipliées par 2,7 et les importations par 3,9. Au cours de cette période, l'excédent commercial de l'Union européenne a d'abord augmenté entre 1992 et 1997 puis s'est contracté les deux années suivantes. En 2000, une forte croissance (un peu plus de 25 %) tant des importations que des exportations a donné lieu à une nouvelle expansion de l'excédent commercial. Selon les dernières données disponibles, les exportations d'équipements automobiles ont baissé en 2001 pour la première fois depuis 1992 alors que les importations augmentaient de 6,7 %.

Dans le domaine des équipements automobiles, la trajectoire des partenaires commerciaux de l'Union européenne a été fort semblable à celle des véhicules automobiles. On retrouve en effet un recul de la part du Japon dans les importations communautaires d'équipements (de 40,0 % en 1991 à 20,5 % en 2001) et une expansion rapide de celles de la République tchèque (11,6 % en 2001), de la Pologne (7,5 %) et de la Hongrie (6,8 %).

Les États-Unis ont été le premier client de l'Union européenne avec près d'un quart (23,5 %) de des produits livrés en 2001. Cette même année, la République tchèque, la Pologne, la Hongrie, le Brésil et le Mexique ont absorbé individuellement entre 5 % et 7 % des exportations communautaires.

**Graphique 12.5****Équipements automobiles (CPA groupe 34.3)  
Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 12.6****Équipements automobiles (CPA groupe 34.3)  
Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

## 12.3: MATÉRIEL AÉROSPATIAL

Ce sous-chapitre comprend la construction d'avions conçus pour le transport de passagers ou de marchandises et les applications militaires. Ces activités sont classées dans le groupe 35.3 de la NACE. Les données présentées couvrent également d'autres moyens de transport aérien tels que planeurs, ballons et véhicules spatiaux ainsi que la fabrication de parties et accessoires destinés à la construction aéronautique et spatiale.

L'industrie aérospatiale se caractérise elle aussi par sa structure pyramidale au sommet de laquelle se trouve un nombre très restreint d'acteurs mondiaux et par une forte concentration de la production. Cette constatation n'est nulle part aussi évidente que dans le marché des grands avions civils où l'on ne compte que deux grands fabricants au monde: Airbus et Boeing.

La demande de matériel aérospatial peut fortement fluctuer au gré de la conjoncture économique (le nombre de voyages, tant d'affaires que de loisirs, chute en période de récession). Par ailleurs, des secousses comme les attaques terroristes du 11 septembre 2001 peuvent aussi avoir un impact significatif sur la demande de voyages aériens et entraîner l'annulation ou le report de nouvelles commandes.

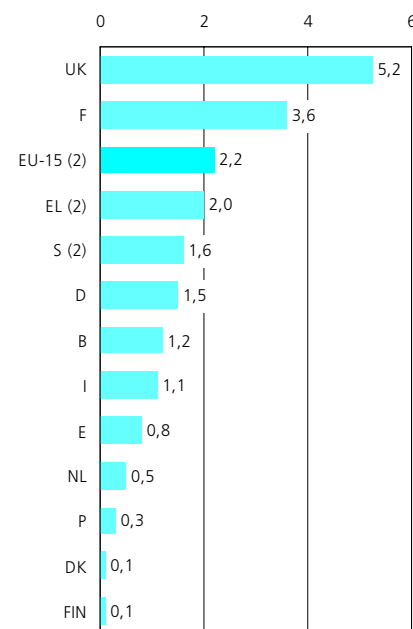
## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur aérospatial a généré 28 milliards de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000. Le Royaume-Uni a été le premier producteur de matériel aérospatial (en termes de valeur ajoutée) avec 11 milliards d'euros, soit environ 40 % du total communautaire. La France et l'Allemagne ont contribué, de plus de 20 % individuellement, à la valeur ajoutée communautaire en 2000. En termes relatifs, la France et le Royaume-Uni ont été les seuls États membres à faire état d'une spécialisation relative dans la fabrication de matériel aérospatial.

La recherche constitue un facteur important dans le secteur aérospatial. En effet, ce dernier a été à l'origine de 10 % au moins des dépenses de R&D encourues par les entreprises en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni à la fin des années 90 et de 9,1 % des dépenses de R&D des sociétés allemandes. Compte tenu de l'importance des économies d'échelle et du niveau de concentration des entreprises, il n'est guère surprenant de

Graphique 12.7

**Construction aéronautique et spatiale (NACE groupe 35.3)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) IRL, L et A, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

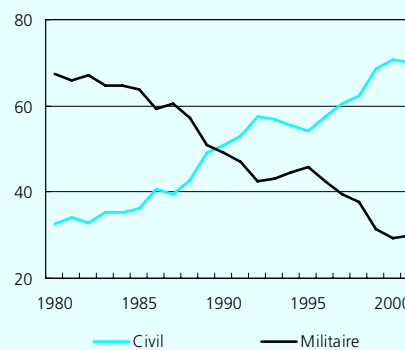
constater que, en dehors de ces cinq grandes économies de l'Union européenne, le niveau des dépenses de R&D aérospatiale consenties par les entreprises a été très faible.

L'Association européenne des constructeurs de matériel aérospatial (AECMA) dispose d'informations relatives au chiffre d'affaires consolidé du marché aérospatial. Ces données mettent en évidence le retournement qui s'est opéré, au cours des deux dernières décennies, entre la demande civile et la demande militaire (voir graphique 12.8). Pendant cette période, l'importance du secteur civil n'a cessé de croître, à tel point qu'en 2000 sa part du marché aérospatial avait atteint 70,8 %.

Deux secteurs ont conjointement généré près de la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie aérospatiale en 2000: la fabrication de grands avions civils (25 % du total) et la maintenance aéronautique (22 %). Deux autres secteurs ont représenté plus de 10 % du chiffre d'affaires total: la fabrication d'avions militaires et la fabrication de moteurs d'avions (voir tableau 12.8).

Graphique 12.8

**Ventilation du chiffre d'affaires consolidé de l'industrie aérospatiale dans l'UE (%)**



Source: AECMA, disponible sur <http://www.aecma.org>.

Tableau 12.8

**Ventilation du chiffre d'affaires consolidé de l'industrie aérospatiale dans l'UE, 2001**

	(millions d'euros)	(% de l'agrégat supérieur)
<b>Total</b>	80 600	100,0
<b>Aéronefs</b>	73 507	91,2
<b>Produits des aéronefs (1)</b>	36 754	45,6
<b>Grands avions civils</b>	20 398	55,5
<b>Avions régionaux</b>	1 286	3,5
<b>Avions d'affaires</b>	1 507	4,1
<b>Hélicoptères</b>	3 933	10,7
<b>Avions militaires</b>	9 629	26,2
<b>Aérostructures</b>	3 143	3,9
<b>Moteurs d'aéronefs</b>	9 430	11,7
<b>Équipements d'aéronefs</b>	6 529	8,1
<b>Entretien des aéronefs</b>	17 651	21,9
<b>Missiles (1)</b>	2 257	2,8
<b>Espace (1)</b>	4 836	6,0

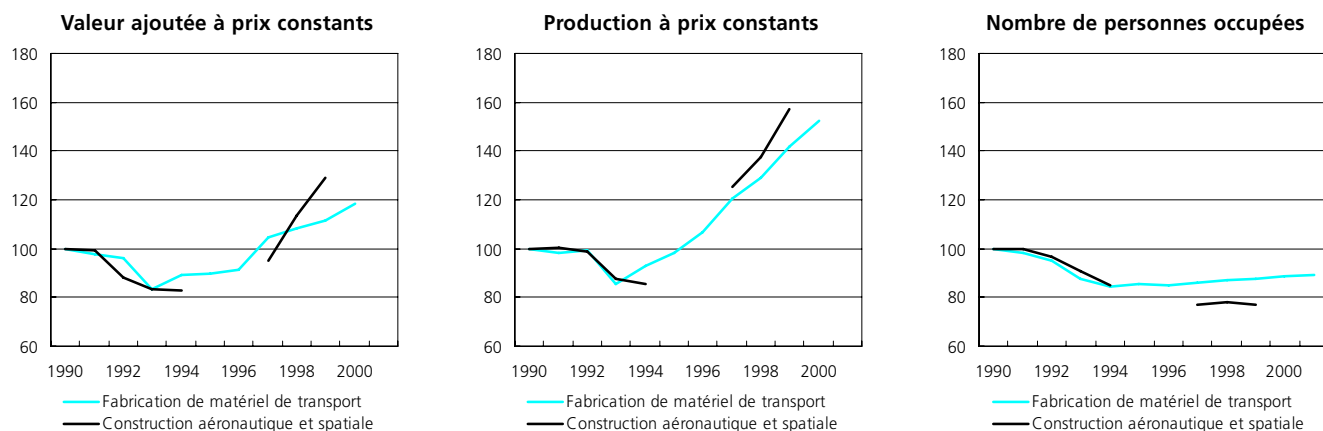
(1) Les données comprennent les moteurs et équipements provenant ou non de l'Union européenne.

Source: AECMA, disponible sur <http://www.aecma.org>.

Les données par catégorie de taille confirment l'importance des grandes entreprises dans ce secteur. En 2000, elles avaient créé plus de 90 % de la valeur ajoutée dans les trois premiers pays producteurs (Allemagne, France et Royaume-Uni).

Graphique 12.9

### Construction aéronautique et spatiale (NACE groupe 35.3) Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.9

### Produits de la construction aéronautique et spatiale (CPA groupe 35.3) Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	17 722	19 886	22 654	23 189	25 392	27 097	36 030	40 548	43 374	52 930	57 112
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	18 795	16 189	17 881	18 044	17 417	20 245	29 765	36 482	44 650	50 877	51 789
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-1 073	3 697	4 773	5 145	7 975	6 852	6 265	4 067	-1 276	2 053	5 323
<b>Taux de couverture (%)</b>	94,3	122,8	126,7	128,5	145,8	133,8	121,0	111,1	97,1	104,0	110,3

Source: Eurostat, Comext.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur aérospatial occupait 341 000 personnes dans l'Union européenne en 2000, soit un niveau d'emploi en forte baisse par rapport à 1990 (423 000 personnes occupées). Les effectifs britanniques (environ 35 % du total), français (23 %) et allemands (21 %) constituaient les contingents principaux.

La productivité apparente du travail a été la plus élevée au Royaume-Uni en 2000 (93 000 euros par personne occupée), devant la France et l'Allemagne (plus de 80 000 euros dans les deux cas)<sup>(9)</sup>. En général, les niveaux de productivité ont dépassé ceux de l'industrie manufacturière. Il n'y a que dans les pays nordiques du Danemark, de la Finlande et de la Suède que la productivité de la main-d'œuvre du secteur aérospatial a été inférieure à la moyenne manufacturière alors qu'elle dépassait cette dernière de moitié au moins en Espagne et au Royaume-Uni.

<sup>(9)</sup> EL et S, 1999; IRL, L, NL et A, non disponibles.

#### COMMERCE EXTÉRIEUR

Les produits aérospatiaux contribuent notablement à la position du commerce extérieur de l'Union européenne. En 2001, ils ont représenté 34,1 % et 44,1 % respectivement des exportations et importations de matériel de transport. L'Union européenne a enregistré un excédent commercial de 5,3 milliards d'euros auquel les exportations ont contribué à hauteur de 57,1 milliards d'euros.

La France vient largement en tête du classement des États membres par ordre d'importance de la valeur des exportations de matériel aérospatial (intra et extracommunautaires) avec quelque 51,8 milliards d'euros, plus du double du pays suivant, l'Allemagne (24,0 milliards d'euros). La France qui a également enregistré les importations les plus importantes de produits aérospatiaux en termes de valeur (42,2 milliards d'euros). L'excédent commercial français dans ce domaine, de 9,6 milliards d'euros, a été de

loin le plus important de l'Union européenne. L'Allemagne (3,9 milliards) et le Royaume-Uni (3,2 milliards) étaient les seuls autres pays à afficher un excédent commercial non négligeable bien que la balance commerciale de la Belgique et de la Suède dans ce secteur ait aussi été également positive en 2001.

La part des exportations aérospatiales de l'Union européenne à destination des États-Unis a augmenté, passant de 28,7 % du total en 1996 à 47,8 % en 2001. Les autres grands clients de l'Union européenne en 2001 ont été la Suisse, le Canada, le Brésil (trois grandes nations dans le domaine de la construction aéronautique), Hong-kong, les Émirats arabes unis et la Chine. On retrouve ces mêmes pays dans la liste des fournisseurs communautaires. Deux tiers (66,9 %) des importations communautaires provenaient des États-Unis tandis que la Canada et la Suisse étaient les seuls autres pays à enregistrer une part supérieure à 5 %.

## 12.4: AUTRES MATÉRIELS DE TRANSPORT

Ce sous-chapitre regroupe les activités restantes du secteur du matériel de transport. Il comprend des informations relatives à la construction navale (groupe 35.1 de la NACE), à la construction de matériel ferroviaire roulant (groupe 35.2 de la NACE), à la fabrication de motos et de bicyclettes (groupe 35.4 de la NACE) et à la fabrication de matériels de transport n.c.a. (groupe 35.5 de la NACE).

### CONSTRUCTION NAVALE (GROUPE 35.1 DE LA NACE)

Des quatre groupes de la NACE considérés dans ce sous-chapitre, la construction navale est l'activité la plus importante. Sa production s'est ralentie dans tous les États membres au cours des dernières années. De 1990 à 1999, la valeur ajoutée à prix constants et l'emploi de ce secteur ont respectivement diminué de 3,0 % et de 4,2 % en moyenne tous les ans. En 2000, l'Union européenne occupait 166 200 personnes dans ce secteur et générait une valeur ajoutée de 7,1 milliards d'euros.

Le Royaume-Uni était le premier constructeur naval de l'Union européenne en 2000. Avec une valeur ajoutée de 1,7 milliard d'euros, il devançait de loin l'Allemagne (1,1 milliard d'euros) qui était le seul autre pays à faire état d'une production supérieure à un milliard d'euros.

La plus forte productivité apparente de la main-d'œuvre doit également être recherchée au Royaume-Uni (56 000 euros par personne occupée), les autres pays se rangeant dans une fourchette allant de 40 000 à 50 000 euros <sup>(10)</sup>. Le Portugal a été le seul pays à déclarer une productivité dans ce secteur supérieure à la moyenne manufacturière.

Le tableau 12.11 présente une analyse du marché mondial de la construction navale en termes de nouvelles commandes et de commandes achevées. Les données présentées se réfèrent aux deux principaux constructeurs mondiaux, à savoir le Japon et la Corée du Sud, et à l'Europe <sup>(11)</sup>. La rapide expansion de la construction navale en Corée du Sud apparaît à l'évidence: la part de ce pays sur le nombre total de navires achevés dans le monde a atteint 30,2 % en 2001, 6,7 points de pourcentage de plus qu'en 1997.

À moyen terme, la part de la Corée du Sud sur le nombre de navires achevés devrait se tasser compte tenu du recul du pourcentage de nouvelles commandes enregistré par ce pays (29,9 % en 2001 contre 35,8 % en 2000). La réduction du nombre de nouvelles commandes confiées aux constructeurs navals européens a été encore plus prononcée puisqu'elle est passée de 24,8 % en 2000 à 17,1 % en 2001.

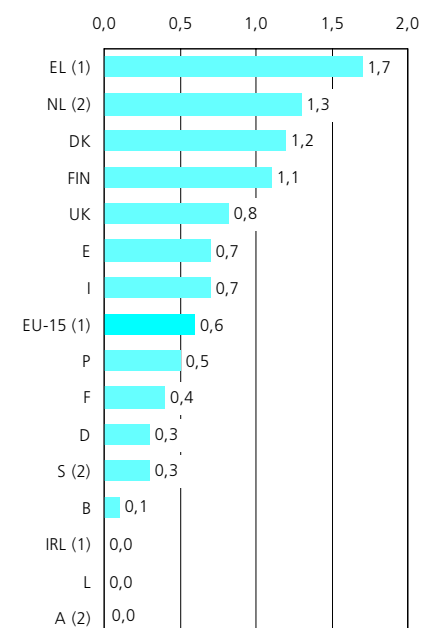
La valeur des exportations communautaires de navires s'est élevée à 10,7 milliards d'euros en 2001 et celle des importations à 6,9 milliards. Malgré un excédent commercial d'environ 3,8 milliards d'euros, on constate une rapide augmentation des importations communautaires. Entre 1997 et 2001, elles s'étaient développées de 131,8 % alors que les exportations n'avaient augmenté que de 36,3 %.

<sup>(10)</sup> EL et IRL, 1999; S, 1998; L, NL et A, non disponibles.

<sup>(11)</sup> EU-15, NO, PL et RO; les données concernant RO remontent seulement à 2000.

Graphique 12.10

**Construction navale (NACE groupe 35.1)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)**



(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.10

**Construction navale (NACE groupe 35.1)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	21 130	20 773	17 977	18 845	19 104	21 211	22 026	24 390	23 838	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	251	235	212	200	191	185	179	179	177	166	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	8 101	8 125	6 783	6 673	6 623	6 590	6 503	7 082	7 296	7 087	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	6 512	6 359	5 824	6 190	5 706	5 707	5 670	5 679	5 557	5 516	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	32,3	34,5	31,9	33,4	34,7	35,6	36,4	39,6	41,1	42,6	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	124,4	127,8	116,5	107,8	116,1	115,5	114,7	124,7	131,3	128,5	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).



Les statistiques du commerce extérieur de la construction navale sont généralement biaisées par l'existence des fameux pavillons de complaisance de pays tels que le Liberia, les Bahamas ou les Bermudes. Ces pays figurent souvent au rang des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne alors que les propriétaires des navires (qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers) résident normalement ailleurs.

La Corée du Sud et le Japon ont été, traditionnellement, les deux principaux fournisseurs de navires de l'Union européenne. La part nipponne des importations communautaires a fortement diminué entre 1991 et 1996 (passant de 23,2 % à 7,9 %), avant de se redresser pour atteindre 9,9 % en 2001. Par contre, la part de la Corée du Sud s'est constamment accrue au cours des années 90 même si elle s'est tassée entre 2000 et 2001 (passant de 20,3 % à 18,2 %).

**Tableau 12.11**  
**Ventilation du marché mondial de la construction navale (%) (1)**

	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Achèvements</b>					
<b>Europe (2)</b>	23,7	24,8	23,4	24,4	23,6
<b>Corée du Sud</b>	23,5	20,3	24,9	32,4	30,2
<b>Japon</b>	37,2	38,0	34,6	30,9	32,1
<b>Reste du monde</b>	15,6	16,9	17,1	12,2	14,1
<b>Nouvelles commandes</b>					
<b>Europe (2)</b>	17,1	28,5	21,1	24,8	17,1
<b>Corée du Sud</b>	27,5	24,4	32,5	35,8	29,9
<b>Japon</b>	39,1	31,3	26,3	25,5	33,3
<b>Reste du monde</b>	16,3	15,7	20,1	13,9	19,7

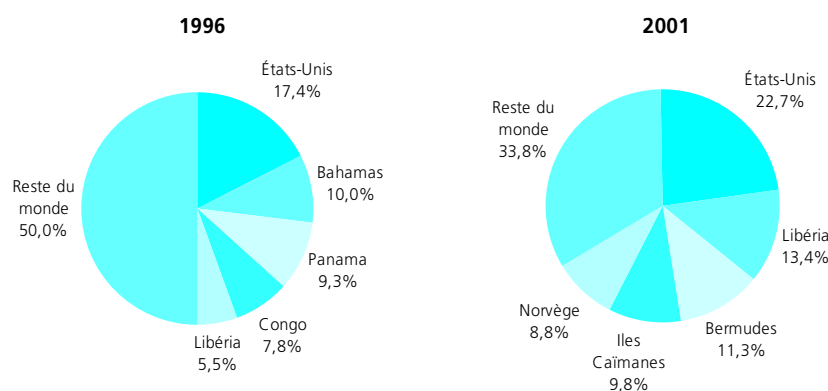
(1) Données sur base du tonnage brut compensé.

(2) EU-15, NO, PL et RO; données pour RO uniquement à partir de 2000.

Source: Lloyd's Register of Shipping in Rapport annuel de l'AWES 2001-2002.

**Graphique 12.11**

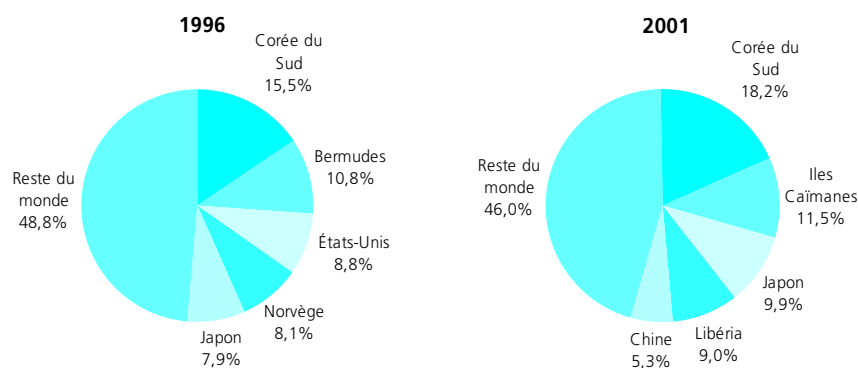
**Produits de la construction navale (CPA groupe 35.1)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 12.12**

**Produits de la construction navale (CPA groupe 35.1)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.



### CONSTRUCTION DE MATÉRIEL FERROVIAIRE ROULANT (GROUPE 35.2 DE LA NACE)

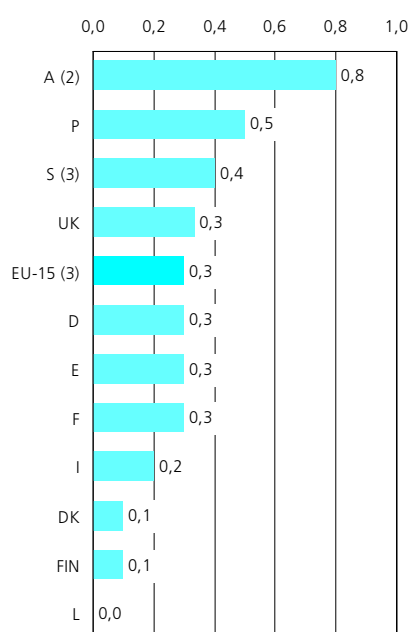
En 2000, le secteur de la construction de matériel ferroviaire a généré dans l'Union européenne une valeur ajoutée de 3,7 milliards d'euros. À prix constants, la production a augmenté en moyenne de 2,3 % par an entre 1990 et 1999, tandis que le nombre de personnes occupées baissait annuellement de 1,6 %. En 2000, ce secteur occupait 85 400 personnes.

L'Allemagne a été le premier constructeur de matériel ferroviaire avec 32 % de la valeur ajoutée générée par l'Union européenne en 2000.

C'est au Royaume-Uni que l'on trouve la productivité apparente de la main-d'œuvre la plus élevée (58 000 euros par personne occupée). L'Autriche, le Danemark, le Portugal et l'Espagne ont été les seuls pays à faire état d'une productivité de la main-d'œuvre supérieure, dans ce secteur, à la moyenne manufacturière. Ces trois mêmes pays <sup>(12)</sup> ont aussi enregistré un coût unitaire de la main-d'œuvre relativement élevé, supérieur également à leur moyenne manufacturière respective. La productivité du travail ajustée des salaires a été inférieure à 100 % en Allemagne pendant les six années qui se sont écoulées entre 1995 et 2000.

(12) DK, non disponible.

**Graphique 12.13**  
**Construction de matériel ferroviaire  
roulant (NACE groupe 35.2)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie  
manufacturière, 2000 (%) (1)**



(1) B, EL, IRL et NL, non disponibles.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

La balance commerciale communautaire a été excédentaire de 896 millions d'euros dans le secteur du matériel ferroviaire en 2001. Ce résultat est l'un des moins favorables que l'Union européenne ait enregistré depuis 1991 (entre 1991 et 2001, l'Union européenne a dégagé des excédents commerciaux allant de 660 à 1 400 millions d'euros).

**Tableau 12.12**

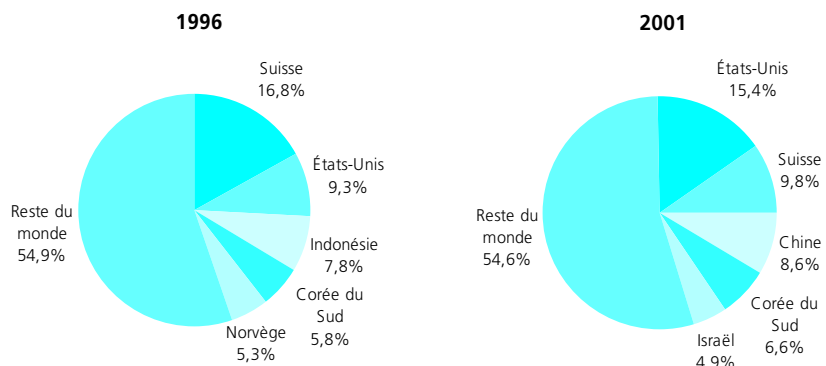
### Construction de matériel ferroviaire roulant (NACE groupe 35.2)

#### Principaux indicateurs dans l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	7 404	8 723	9 890	9 544	9 539	:	11 764	12 353	12 591	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	96	100	103	94	88	:	86	84	84	85	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	2 950	3 293	3 714	3 468	3 362	:	3 728	2 964	3 906	3 678	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	2 603	2 861	3 173	3 046	3 010	:	3 271	3 255	3 418	3 582	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	30,7	33,0	36,0	36,8	38,2	:	43,2	35,5	46,4	43,1	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	113,3	115,1	117,1	113,9	111,7	:	114,0	91,1	114,3	102,7	:

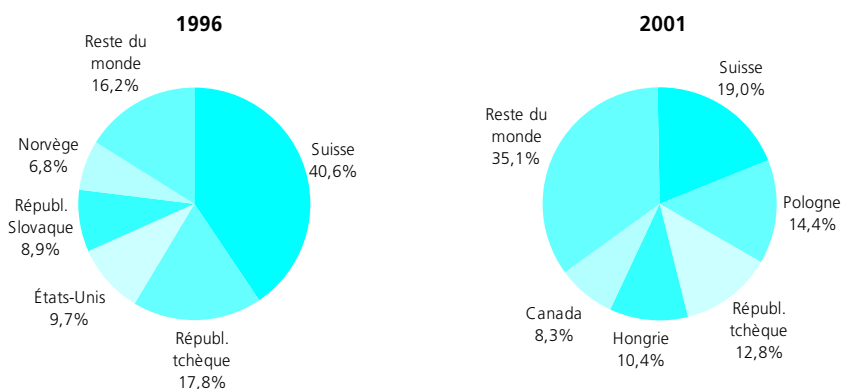
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Graphique 12.14

**Matériel ferroviaire roulant (CPA groupe 35.2)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.15

**Matériel ferroviaire roulant (CPA groupe 35.2)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 12.13

**Production de bicyclettes et de motocyclettes dans l'UE, 2000 (unités) (1)**

	Ventes ou prod. destinée à la vente
<b>Bicyclettes et autres cycles avec roulements à billes (2)</b>	10 399 871
<b>Bicyclettes et autres cycles..., sans roulements à billes</b>	2 045 391
<b>Motocycles à moteur à piston alternatif &lt;= 50 cm<sup>3</sup> (cyclomoteurs)</b>	1 252 080
<b>Motocycles à moteur à piston alternatif &gt; 50 cm<sup>3</sup>, &lt;= 250 cm<sup>3</sup> : scooters</b>	356 546
<b>Motocycles à moteur à piston alternatif &gt; 50 cm<sup>3</sup>, &lt;= 250 cm<sup>3</sup>, non scooters (3)</b>	73 065
<b>Motocycles à moteur à piston alternatif &gt; 250 cm<sup>3</sup> et &lt;= 500 cm<sup>3</sup></b>	30 423
<b>Motocycles à moteur à piston alternatif &gt; 800 cm<sup>3</sup></b>	128 627

(1) Le tableau reprend une sélection de produits du groupe CPA 35.4 pour lesquels un total EU-15 est disponible; noter qu'un total EU-15 n'est pas disponible pour les produits suivants: motocycles à moteur à piston alternatif d'une cylindrée > 500 cm<sup>3</sup>, <= 800 cm<sup>3</sup>; bi-cross + BMX; vélo-tout-terrain; monotubes pliables ou non pliables; bicyclettes touristes; bicyclettes sports; bicyclettes courses.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

**FABRICATION DE MOTOCYCLES ET DE BICYCLETTES (GROUPE 35.4 DE LA NACE)**

On ne dispose pas, pour ce secteur, de chiffres récents permettant de calculer la valeur ajoutée totale générée dans l'Union européenne. Un total partiel se référant à 11 États membres <sup>(13)</sup> indique cependant que la valeur ajoutée générée en 2000 a atteint 2,1 milliards d'euros. L'Italie a été le premier producteur de motocycles et de bicyclettes avec près de la moitié (4,5 %) du total communautaire. Ce secteur occupait 47 600 personnes en 2000 <sup>(14)</sup>.

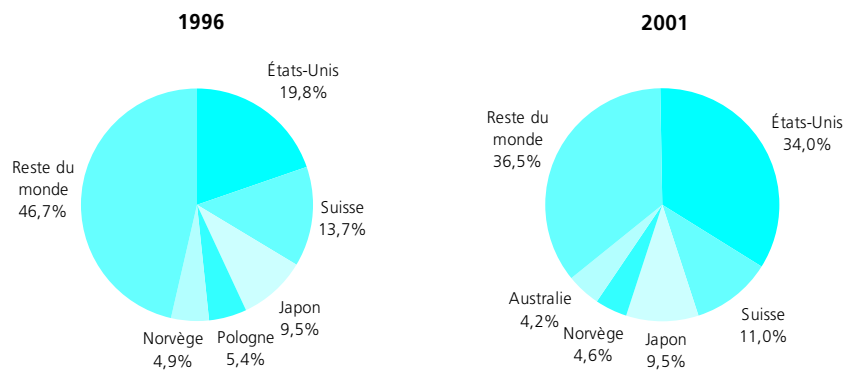
Selon les données PRODCOM (voir tableau 12.13) relatives à un certain nombre de rubriques du groupe 35.4 de la CPA, quelque 1,9 million de cyclomoteurs et de motocycles et environ 12 millions de bicyclettes ont été fabriqués dans l'Union européenne en 2000.

Les motocycles et les bicyclettes sont l'un des rares groupes de produits de matériel de transport à avoir enregistré un déficit commercial qui s'est élevé, en 2001, à 3,5 milliards d'euros et auquel ont contribué des importations à hauteur de 5,0 milliards d'euros. Le Japon a été le principal fournisseur de l'Union européenne avec plus de la moitié des importations communautaires de motocycles et de bicyclettes en 2001 en valeur (à comparer à la part de 58,3 % enregistrée par ce pays en 1991). Le Japon, Taïwan et les États-Unis ont fourni plus des trois quarts des importations communautaires. Une large part des importations restantes provenait de pays asiatiques comme la Chine, le Vietnam, la Malaisie et l'Inde.

<sup>(13)</sup> S, 1999; EL et NL, 1998; B et IRL, non disponibles.

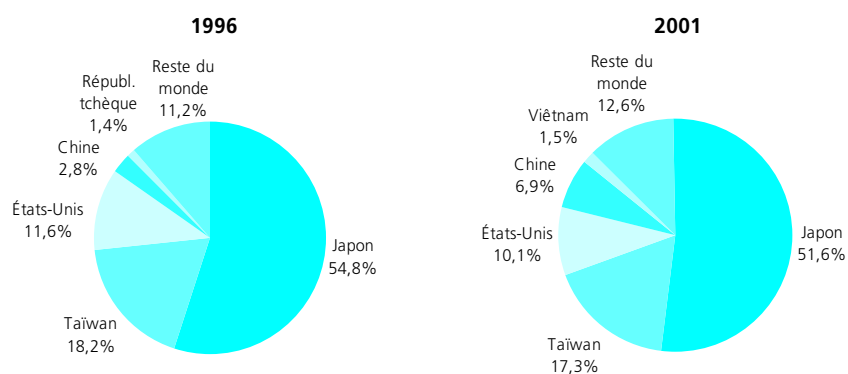
<sup>(14)</sup> EL et S, 1999; B et IRL, non disponibles.

Graphique 12.16

**Motocycles et bicyclettes (CPA groupe 35.4)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

Graphique 12.17

**Motocycles et bicyclettes (CPA groupe 35.4)****Origine des importations extracommunautaires**

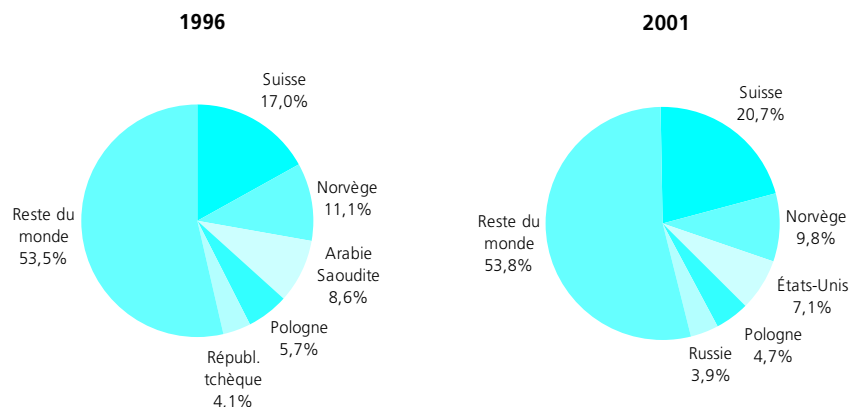
Source: Eurostat, Comext.

### FABRICATION DE MATÉRIELS DE TRANSPORT N.C.A. (GROUPE 35.5 DE LA NACE)

Quelle que soit l'indicateur choisie, l'importance de ce groupe qui rassemble des activités comme la fabrication de brouettes, de diables ou de véhicules à traction animale est très réduite. Sa production s'est élevée à 300 millions d'euros en 2000, soit 0,2 % de la valeur ajoutée générée dans l'Union européenne par le secteur du matériel de transport. Il occupait environ 6 300 personnes en 2000 <sup>(15)</sup>. Les exportations communautaires de ce groupe ont atteint 97 millions d'euros en 2001 et les importations 224 millions. Près de la moitié des importations communautaires de ces produits (49,6 %) provenait de la Chine.

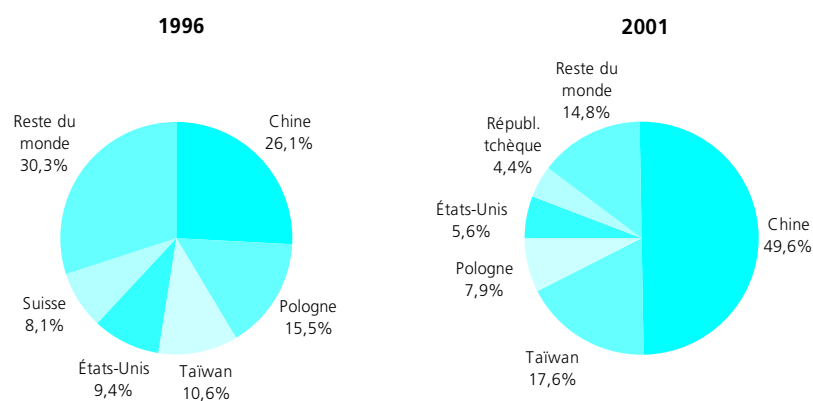
<sup>(15)</sup> EL, 1999; IRL, NL et S, non disponibles.

**Graphique 12.18**  
**Matériels de transport n.c.a. (CPA groupe 35.5)**  
**Destination des exportations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 12.19**  
**Matériels de transport n.c.a. (CPA groupe 35.5)**  
**Origine des importations extracommunautaires**



Source: Eurostat, Comext.

Tableau 12.14

**Construction de véhicules automobiles; fabrication de carrosseries et remorques (NACE groupes 34.1 et 34.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	13 785	622	162 613	294	34 254	93 643	135	28 651	:	5 910	4 793	3 141	829	16 576	41 156
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	44	3	565	2	98	175	1	96	:	19	17	13	7	53	125
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	2 669	168	32 106	52	5 286	12 704	35	4 229	:	1 282	1 179	659	308	4 922	6 689
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	12 368	464	159 398	262	38 182	83 986	112	30 772	:	5 147	3 741	3 096	564	18 354	42 832
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)</b>	2 005	131	31 463	31	3 280	7 621	19	3 240	:	678	744	244	221	2 276	5 724
<b>Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (5)</b>	702,3	:	6 728,0	:	1 350,2	:	6,2	1 142,9	:	:	221,7	212,6	19,4	701,3	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	60,3	49,2	56,9	34,9	53,7	72,7	36,4	43,9	:	:	68,2	50,6	45,8	93,6	53,6
<b>Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (4)</b>	133,1	139,1	102,0	122,6	161,2	154,0	187,2	130,5	:	189,0	158,6	270,4	139,1	216,3	116,9
<b>Taux brut d'exploitation (%) (4)</b>	4,5	9,1	0,3	5,2	4,7	4,5	11,7	2,9	:	9,5	8,9	11,1	10,1	11,8	1,9

(1) 1999. (2) 1998. (3) 1998, sauf personnes occupées. (4) DK et F, 1999; EL, 1998. (5) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.15

**Fabrication d'équipements automobiles (NACE groupe 34.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	2 061	346	46 553	18	10 355	19 926	303	12 038	:	780	2 475	1 339	88	2 482	13 446
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	10	3	281	0	67	95	2	73	:	6	11	15	1	18	93
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	560	154	16 113	10	3 013	4 715	99	3 331	:	218	849	345	34	861	4 658
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 610	212	38 372	11	7 633	16 152	206	9 012	:	629	2 012	1 010	56	1 658	9 195
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	369	118	13 143	5	1 936	3 051	52	2 298	:	157	422	212	24	642	3 605
<b>Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	131,4	:	2 293,3	:	571,2	:	22,8	633,0	:	:	138,1	95,2	4,2	180,8	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	57,9	46,1	57,4	25,3	44,9	49,6	43,0	45,7	:	:	78,4	22,7	44,5	47,9	49,8
<b>Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (3)</b>	151,7	127,3	122,6	150,0	155,6	145,3	190,2	145,0	:	138,5	201,2	162,7	142,1	134,2	129,2
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	8,8	9,4	5,5	15,1	10,3	8,2	15,5	8,5	:	7,2	15,4	9,9	11,4	8,8	7,6

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) DK et F, 1999; EL, 1998. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.16

**Industrie automobile (NACE division 34)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG (1)	CY (2)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (3)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	21	14	7 010	54	5 811	20	5	:	8 083	968	2 218	1 207	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (4)</b>	4	0	79	1	33	1	0	:	103	76	15	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	8	6	1 291	22	1 199	3	1	:	1 408	275	282	114	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	19	:	6 023	35	5 188	9	4	:	7 770	847	1 926	1 127	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	7	:	593	10	255	2	1	:	744	204	99	88	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)</b>	0,9	0,9	561,6	2,9	2,3	0,7	0,5	:	647,8	637,7	162,3	38,1	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (4)</b>	1,9	19,1	16,4	16,1	36,1	4,8	1,9	:	11,9	3,6	19,3	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	111,0	:	217,8	210,8	470,4	139,1	80,0	:	189,1	134,9	286,7	129,2	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	4,4	:	9,8	20,0	15,0	5,5	-5,0	:	7,4	7,9	8,3	2,0	:

(1) 1999, sauf coût de la main-d'œuvre. (2) 1998. (3) 1999. (4) PL, 1998. (5) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 12.17

**Construction navale (NACE groupe 35.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A (3)	P	FIN	S (3)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	153	925	4 648	221	2 528	3 778	31	3 477	0	2 466	18	260	1 620	383	3 650
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	1	6	24	7	28	16	0	20	0	13	0	5	11	3	31
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	60	269	1 139	134	687	829	13	994	0	545	8	96	339	128	1 719
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	101	747	3 637	97	1 877	2 987	20	2 847	0	1 993	11	180	1 330	259	1 926
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)</b>	49	254	1 051	147	736	512	11	633	0	424	7	87	341	121	1 099
<b>Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (5)</b>	6,5	:	82,1	:	118,8	:	0,9	91,7	:	:	0,7	10,6	25,3	14,0	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	42,0	43,8	46,7	19,9	24,4	51,7	27,5	49,0	:	:	39,2	19,6	32,0	38,7	56,1
<b>Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (4)</b>	122,0	117,1	108,4	126,3	93,4	146,3	117,3	156,9	:	128,7	122,1	109,6	99,4	105,1	156,5
<b>Taux brut d'exploitation (%) (4)</b>	6,8	4,3	2,1	13,5	-1,9	7,9	5,6	7,6	:	6,0	8,0	3,0	-0,3	1,5	17,4

(1) 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) 1998. (4) DK et F, 1999; EL, 1998. (5) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.18

**Construction de matériel ferroviaire roulant (NACE groupe 35.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A (2)	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	:	57	4 227	:	999	2 091	:	1 180	0	:	930	205	66	649	2 260
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	:	0	25	0	8	14	:	8	0	:	4	3	1	4	12
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	:	21	1 188	:	319	553	:	279	0	:	238	82	24	171	699
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	:	39	3 152	:	694	1 504	:	853	0	:	729	121	42	487	1 584
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)</b>	:	:	1 242	:	268	606	:	298	0	:	199	69	22	146	552
<b>Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (4)</b>	:	:	91,7	:	39,8	:	:	22,5	:	:	26,5	3,0	1,0	14,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	:	53,0	47,5	:	42,2	39,7	:	33,1	:	:	62,2	27,2	37,4	47,9	57,9
<b>Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (3)</b>	:	:	95,6	:	118,8	109,5	:	93,6	:	:	119,9	118,0	109,5	117,4	126,8
<b>Taux brut d'exploitation (%) (3)</b>	:	:	-1,2	:	5,3	2,4	:	-1,6	:	:	4,4	5,6	5,3	4,6	6,7

(1) 1999. (2) 1998. (3) F, 1999. (4) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.19

**Construction aéronautique et spatiale (NACE groupe 35.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 251	69	16 035	201	1 897	36 939	:	5 018	:	669	:	111	63	1 558	27 496
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	7	1	70	4	12	79	:	28	:	:	:	2	1	11	118
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	517	22	5 775	162	767	6 641	:	1 699	:	235	:	48	42	666	10 982
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	731	49	10 347	42	1 224	30 509	:	2 768	:	453	:	70	21	918	17 690
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	351	34	4 210	132	449	4 279	:	1 198	:	178	:	40	33	479	5 944
<b>Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	89,2	:	467,8	:	166,2	:	:	152,0	:	:	:	14,4	2,0	52,6	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	69,6	32,0	82,4	39,0	65,2	84,4	:	59,7	:	:	:	23,1	49,9	58,9	93,2
<b>Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (2)</b>	147,4	63,1	137,2	104,3	170,6	140,7	:	141,8	:	132,1	:	119,0	128,2	139,1	184,8
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	13,2	-15,8	10,1	3,2	17,3	5,1	:	9,3	:	9,0	:	6,4	14,9	12,5	18,1

(1) 1999. (2) DK et F, 1999; EL, 1998. (3) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.20

**Fabrication de motocycles et de bicyclettes (NACE groupe 35.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (3)	UK
Production (millions d'euros)	:	69	1 065	8	778	1 028	:	4 037	0	416	179	76	16	172	641
Nombre de personnes occupées (milliers)	:	1	7	0	4	7	:	20	0	3	1	2	0	1	3
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	24	324	3	130	253	:	939	0	113	50	26	5	53	188
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	54	825	7	996	864	:	3 713	0	336	136	54	12	126	473
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	:	18	250	1	103	210	:	595	0	65	26	19	4	40	122
Investissem. bruts corporels (millions d'euros) (5)	:	:	18,2	:	35,8	:	:	162,0	:	:	5,0	5,8	0,3	9,8	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	46,0	45,6	28,0	33,6	36,2	:	48,0	:	:	61,0	16,2	39,6	47,9	57,6
Productiv. simple du travail ajust. des sal. (%) (4)	:	132,8	129,6	214,3	126,1	122,3	:	157,9	:	173,4	194,6	139,4	142,1	133,0	154,7
Taux brut d'exploitation (%) (4)	:	7,9	6,7	15,6	2,5	4,6	:	8,0	:	11,0	13,6	9,8	9,9	7,3	10,1

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999.

(2) 1998, sauf personnes occupées.

(3) 1999.

(4) DK et F, 1999.

(5) D, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 12.21

**Fabrication d'autres matériels de transport (NACE division 35)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	109	4	668	71	185	86	112	:	2 951	644	182	95	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	10	0	24	3	7	5	7	:	90	68	9	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	33	2	247	23	34	33	40	:	740	285	41	37	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	83	:	607	51	110	51	72	:	2 378	414	132	62	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	24	:	152	12	53	21	36	:	666	208	44	34	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	8,1	0,1	24,9	6,3	0,1	5,9	5,8	:	163,3	28,8	5,9	5,3	:
Productiv. apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	3,3	15,4	10,5	8,6	4,8	6,2	6,0	:	8,6	4,2	4,3	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	137,6	:	161,9	187,6	65,1	159,1	110,6	:	111,1	136,9	93,2	106,7	:
Taux brut d'exploitation (%)	8,2	:	11,9	14,2	-8,9	15,2	3,4	:	2,7	12,9	-1,4	2,5	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Fabrication de meubles, autres industries manufacturières et récupération



### 13.1: MEUBLES

La NACE distingue, dans la fabrication de meubles (groupe 36.1), les activités suivantes: fabrication de sièges (classe 36.11), fabrication de meubles de bureau et de magasin (classe 36.12), fabrication de meubles de cuisine (classe 36.13), fabrication d'autres meubles (classe 36.14) et fabrication de matelas (classe 36.15).

Le secteur communautaire du meuble est confronté depuis un certain temps à une forte concurrence de pays tiers portant en particulier sur des articles de moindre valeur; si l'on observe l'origine des importations de meubles sur une période de dix ans, on constate qu'une réorientation s'est opérée vers des pays à faibles coûts d'Asie et d'Europe centrale et orientale.

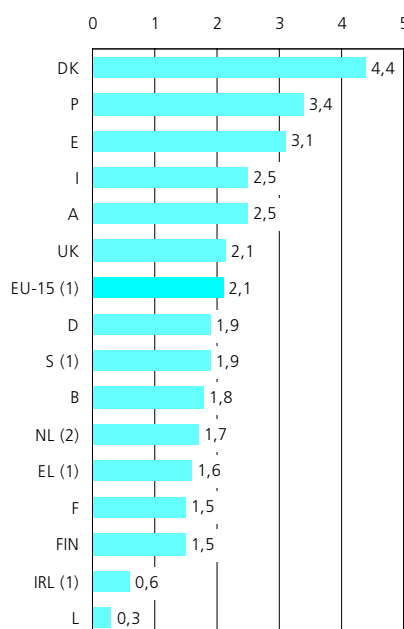
Dans les économies développées, la demande de meubles des ménages est généralement déterminée par le besoin d'articles de remplacement ou par l'installation de nouveaux ménages, tandis que dans les pays dont le développement est plus récent, l'augmentation du pouvoir d'achat représente un facteur supplémentaire.

#### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, le secteur communautaire du meuble a généré une valeur ajoutée de 26,9 milliards d'euros, soit 2,1 % de l'ensemble de l'industrie manufacturière. En termes d'emploi, ce secteur occupait cette même année 3,3 % de la main-d'œuvre manufacturière communautaire, soit quelque 774 400 personnes.

En 2000, l'Allemagne (26,6 %) et le Royaume-Uni (16,7 %, 1997) ont apporté les contributions les plus importantes à cette industrie en termes de valeur ajoutée. En 2000,

**Graphique 13.1**  
**Fabrication de meubles (NACE groupe 36.1)**  
**Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%)**



(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

l'Allemagne (157 700) et l'Espagne (139 800) étaient les principaux employeurs dans ce secteur, le Royaume-Uni recensant également plus de 100 000 personnes occupées. Par rapport à l'industrie manufacturière globale, le Danemark et le Portugal affichaient une forte spécialisation: au Danemark, l'industrie du meuble représentait 4,4 % de la valeur ajoutée manufacturière et au Portugal 3,4 %.

Ce chapitre couvre un certain nombre d'activités manufacturières sans relation entre elles qui forment les divisions 36 et 37 de la NACE. La fabrication de meubles (groupe 36.1 de la NACE) est la plus importante de ces activités et un sous-chapitre spécifique lui est consacré. Les autres secteurs sont la bijouterie et la fabrication d'articles similaires (groupe 36.2 de la NACE), la fabrication d'instruments de musique (groupe 36.3 de la NACE), la fabrication d'articles de sport (groupe 36.4 de la NACE) et la fabrication de jeux et de jouets (groupe 36.5 de la NACE), ainsi que la récupération (section 37 de la NACE). Il convient de noter que la division 36 de la NACE ne comprend pas la fabrication de vêtements et de chaussures de sport (classées dans les divisions 18 et 19 de la NACE).

#### NACE

- 36: fabrication de meubles; industries diverses;
- 36.1: fabrication de meubles;
- 36.2: bijouterie;
- 36.3: fabrication d'instruments de musique;
- 36.4: fabrication d'articles de sport;
- 36.5: fabrication de jeux et jouets;
- 36.6: autres industries diverses;
- 37: récupération;
- 37.1: récupération de matières métalliques recyclables;
- 37.2: récupération de matières non métalliques recyclables.



Tableau 13.1

**Fabrication de meubles (NACE groupe 36.1)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Production (millions d'euros)</b>	56 554	58 175	55 696	57 896	59 879	:	68 177	74 072	76 384	:	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	729	720	687	687	652	:	737	751	765	774	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	20 676	21 220	20 616	20 671	20 846	:	23 523	25 110	25 812	26 865	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	15 530	16 096	15 616	15 903	16 193	:	17 754	18 222	18 941	19 829	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	28,4	29,5	30,0	30,1	32,0	:	31,9	33,4	33,8	34,7	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	133,1	131,8	132,0	130,0	128,7	:	132,5	137,8	136,3	135,5	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 13.2

**Nombre de personnes occupées dans les très petites entreprises, NACE groupe 36.1, 2000**

	Nombre (milliers)	Part de toutes les classes de tailles (%)
<b>B</b>	5 631,0	24,9
<b>DK</b>	2 061,0	8,0
<b>D</b>	19 310,0	10,0
<b>EL</b>	:	:
<b>E</b>	46 082,0	33,0
<b>F</b>	28 829,0	25,4
<b>IRL (1)</b>	941,0	15,7
<b>I</b>	72 089,0	35,1
<b>L</b>	:	:
<b>NL</b>	8 349,0	22,6
<b>A</b>	9 957,0	26,2
<b>P</b>	19 910,0	36,1
<b>FIN</b>	2 501,0	20,0
<b>S</b>	4 064,0	14,7
<b>UK</b>	21 444,0	13,9

(1) 1999.

Source: Eurostat, Structural Business Statistics (theme4/sbs/sizclass/indus\_ms).

Il convient de noter que les données présentées dans ce chapitre se réfèrent uniquement aux entreprises occupant plus de 20 personnes - voir le tableau 9 du chapitre d'introduction pour une comparaison intra-sectorielle de l'importance de ces entreprises. Le tableau 13.2 met en évidence l'importance des très petites entreprises dans le secteur de l'ameublement. Dans l'ensemble de l'Union <sup>(1)</sup>, les entreprises de moins de 10 personnes occupées représentaient approximativement 23,4 % de l'emploi en 2000, soit environ 10 points de pourcentage de plus que leur part dans l'emploi manufacturier total. Les très petites entreprises du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne représentaient comme d'habitude une part élevée de l'emploi et, en Irlande, leur proportion était 4,6 fois plus importante dans le secteur du meuble que dans toute l'industrie manufacturière.

<sup>(1)</sup> EL et L, non disponibles; IRL, 1999.

Tableau 13.3

**Valeur de la production de sièges dans l'UE (millions d'euros)**

	Code PRODCOM	Année	Valeur
<b>Sièges pour véhicules aériens</b>	36.11.11.10	2000	419,9
<b>Sièges pour véhicules automobiles</b>	36.11.11.30	2000	7 722,6
<b>Sièges pivotants, ajustables en hauteur, rembourrés, avec dossiers, et équipés de roulettes ou de patins</b>	36.11.11.55		:
<b>Sièges pivotants, ajustables en hauteur, non rembourrés, ou sans dossiers, ou non équipés de roulettes ou patins</b>	36.11.11.59	2000	62,0
<b>Sièges, avec bâti en métal, rembourrés</b>	36.11.11.70	2000	2 073,9
<b>Sièges, avec bâti en métal, non rembourrés</b>	36.11.11.90	1997	608,0
<b>Sièges autres que matériel de camping ou jardin, transformables en lits</b>	36.11.12.10	2000	1 628,1
<b>Sièges en rotin, osier, bambou ou matières similaires</b>	36.11.12.30	1997	60,0
<b>Sièges, avec bâti en bois, rembourrés</b>	36.11.12.50	2000	7 876,0
<b>Sièges, avec bâti en bois, non rembourrés</b>	36.11.12.90	1998	687,3
<b>Sièges de jardin et autres sièges</b>	36.11.13.00		:

Source: Eurostat, Statistiques de production et des marchés (theme4/europrom).

L'indice communautaire des prix à la production du secteur du meuble, qui avait augmenté de 1,2 % à 1,4 % pendant quatre années consécutives, s'est accru de 2,2 % en 2001. Cette hausse totale de 7,8 % par rapport à 1996 équivaut à un taux de croissance annuel moyen de 1,5 % sur cinq ans. Pendant la même période, seule la Belgique a enregistré une réduction de ses prix à la production (baisse moyenne de 1,1 % par an), tandis que la Grèce (3,8 % par an) et la Finlande (3,1 % par an) affichaient les augmentations de prix les plus élevées.

Bien que traditionnellement rattachée à la filière bois, la production de meubles utilise aussi le verre, le plastique et le métal. L'importance du métal dans la fabrication des sièges, par exemple, ressort du tableau 13.3 qui présente les valeurs de la production dans l'Union européenne pour la dernière année disponible.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

La productivité apparente du secteur communautaire du meuble est particulièrement faible, 34 700 euros par personne occupée en 2000, à comparer avec 55 900 euros en moyenne dans l'industrie manufacturière. L'Italie se détache dans l'Union européenne. Avec une productivité du travail ajustée des salaires de 156,6 % en 2000, l'industrie italienne est la plus efficace de l'Union; ce pourcentage est nettement moins élevé dans les autres États membres <sup>(2)</sup> où les taux s'échelonnent entre 118 % et 137 %. Dans le secteur du meuble, la productivité du travail ajustée des salaires a été inférieure à celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière dans tous les États membres, à l'image du coût unitaire de la main-d'œuvre.

**COMMERCE EXTÉRIEUR**

L'Union européenne, qui avait dégagé un excédent commercial dans le secteur du meuble tout au long des années 90, a enregistré son premier déficit en 2000 et ce déficit s'est creusé en 2001. Bien que les exportations aient augmenté en cette année-ci pour atteindre 10,3 milliards d'euros, les importations se sont accrues plus rapidement jusqu'à 11,0 milliards d'euros, portant le déficit commercial à 721,8 millions d'euros et ramenant le taux de couverture (le rapport entre les exportations et les importations, exprimé en pourcentage) à 93,5 %. Les importations communautaires de meubles ont plus que doublé entre 1996 et 2001. La part des meubles au sein de l'industrie manufacturière de l'Union européenne est tombée à 1,1 % pour les exportations manufacturières de l'Union européenne est tombée à 1,1 % tandis qu'elle est passée à 1,4 % pour les importations.

L'Italie et le Danemark, les deux premiers pays exportateurs nets de meubles de l'Union européenne (commerce intra et extra-communautaire combiné), ont vu leur balance commerciale s'accroître en 2001, comme dans les dernières années. Les déficits commerciaux de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni,

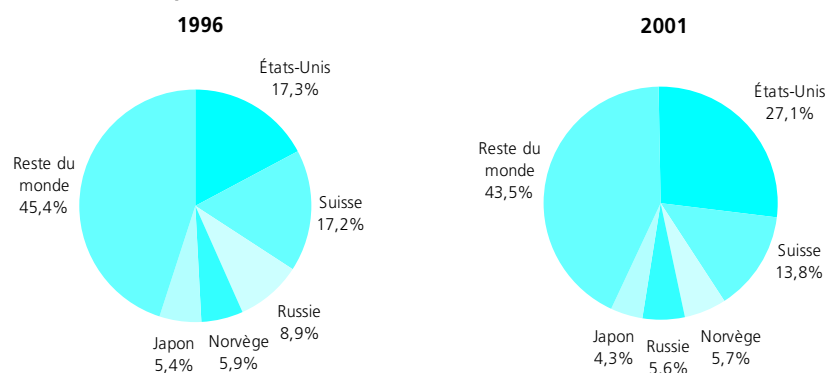
<sup>(2)</sup> DK, EL, FR, IRL, NL et S, non disponibles.

trois des quatre principaux importateurs nets de meubles, ont continué à augmenter en 2001. La balance commerciale de l'Allemagne, qui avait traditionnellement enregistré les déficits les plus importants dans les années 90, a été moins négative en 2001 qu'en 2000: son déficit a été de 1,5 milliard d'euros alors qu'il s'est accru à plus de 2 milliards en 1998.

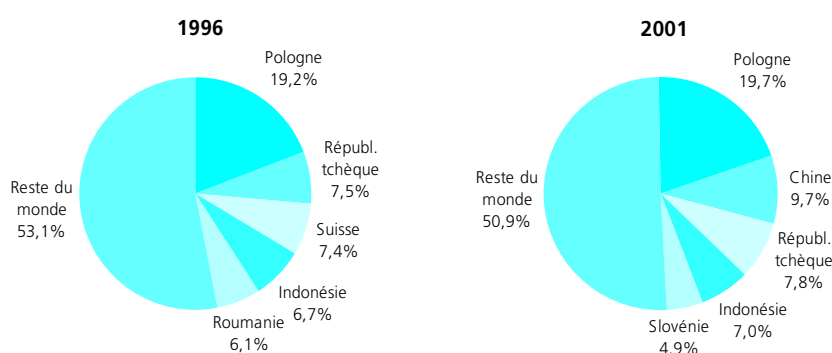
L'augmentation des importations communautaires de meubles entre 1996 et 2001 a principalement été comblée par la Pologne (augmentation de 1,2 milliard d'euros) et la Chine (augmentation de 0,9 milliard d'euros); ces deux pays ont été les principaux

fournisseurs de meubles de l'Union européenne en 2001. Les importations communautaires en provenance d'autres pays d'Asie (Indonésie et Malaisie) et d'Europe centrale et orientale (République tchèque, Slovaquie et Hongrie) ont aussi augmenté de plus de 200 millions d'euros pendant la même période.

L'Union européenne est devenue de plus en plus tributaire du marché des États-Unis pour ses exportations: alors que ce pays recevait 17,3 % des exportations de meubles de l'Union européenne en 1996, il en a absorbé 27,1 % en 2001, part légèrement inférieure à celle de l'année 2000 (28,6 %).

**Graphique 13.2****Meubles (CPA groupe 36.1)****Destination des exportations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Graphique 13.3****Meubles (CPA groupe 36.1)****Origine des importations extracommunautaires**

Source: Eurostat, Comext.

**Tableau 13.4****Meubles (CPA groupe 36.1)****Indicateurs du commerce extérieur de l'UE**

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	4 099	4 135	4 557	5 433	6 157	6 815	7 834	8 089	8 443	10 031	10 308
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	2 540	2 877	3 275	3 705	4 309	4 877	5 862	6 831	8 329	10 382	11 030
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	1 558	1 257	1 282	1 728	1 848	1 939	1 972	1 258	113	-350	-722
<b>Taux de couverture (%)</b>	161,3	143,7	139,2	146,6	142,9	139,8	133,6	118,4	101,4	96,6	93,5

Source: Eurostat, Comext.

### 13.2: INSTRUMENTS DE MUSIQUE, ARTICLES DE SPORT, JEUX ET JOUETS, BIJOUTERIE

Ce sous-chapitre couvre plusieurs activités manufacturières qui sont classées dans la division 36 de la NACE. Cette division ne comprend ni la fabrication de vêtements et de chaussures de sport (activités classées dans les divisions 18 et 19 de la NACE), ni l'industrie automobile (classée dans la sous-section DM de la NACE) ni la fabrication d'armes (classée dans la division 29 de la NACE).

La figure 13.4 montre l'importance relative des quatre activités couvertes par ce sous-chapitre.

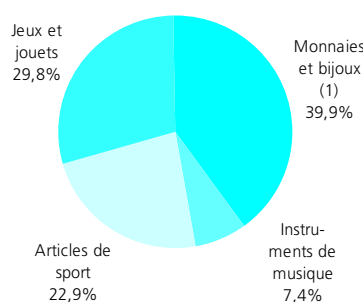
#### INSTRUMENTS DE MUSIQUE (GROUPE 36.3 DE LA NACE)

La fabrication d'instruments de musique représente l'activité la plus petite de ce sous-chapitre. La valeur ajoutée générée par ce secteur s'est élevée à 405,7 millions d'euros en 2000, niveau qui est resté assez constant (en prix courants) au cours des années 90. La fabrication d'instruments de musique occupait 10 800 personnes en 2000, nettement moins qu'en 1990 où l'on en recensait 16 300. En 2000, l'Allemagne était le premier employeur de l'Union européenne dans ce secteur, avec 4 900 personnes occupées.

Les très petites entreprises (de moins de 10 personnes occupées) ont représenté 33,3 % de l'emploi communautaire <sup>(3)</sup> dans ce secteur en 2000. Plusieurs États membres n'ont déclaré aucune entreprise employant au moins 50 personnes.

<sup>(3)</sup> EL, IRL, L, NL, P et FIN, non disponibles; S, 1999.

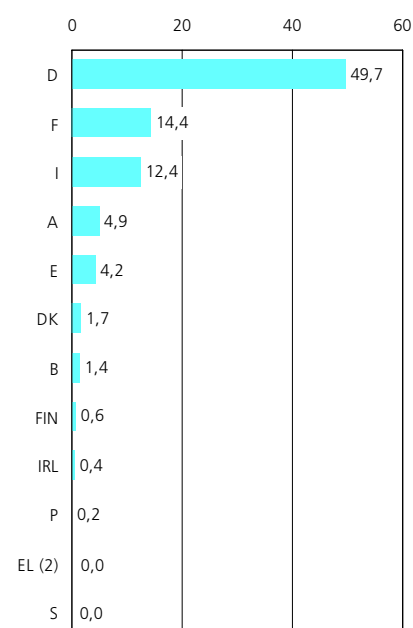
**Graphique 13.4**  
Autres industries manufacturières dans l'UE (NACE groupes 36.2 à 36.5), 2000  
Part relative de la valeur ajoutée (%)



(1) EL et S, 1999; NL, 1998; IRL, non disponible.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Le déficit commercial de l'Union européenne dans le domaine des instruments de musique, qui avait baissé pendant la première moitié des années 90 pour atteindre un niveau légèrement inférieur à 300 millions d'euros, s'est stabilisé par la suite entre 300 et 335 millions d'euros. Le Japon a été le premier fournisseur d'instruments de musique de l'Union européenne en 2001, avec 28,5 % du total. Comme en 2000, il était suivi de la Chine et des États-Unis étaient les autres fournisseurs importants.

**Graphique 13.5**  
Fabrication d'instruments de musique (NACE groupe 36.3)  
Part de la valeur ajoutée de l'UE, 1999 (%) (1)



(1) L, NL et UK, non disponibles.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 13.5**  
Instruments de musique (CPA groupe 36.3)  
Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	263	267	282	321	346	359	394	383	395	487	454
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	705	679	651	679	643	660	698	715	705	819	777
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-442	-413	-369	-358	-297	-302	-304	-332	-309	-332	-323
<b>Taux de couverture (%)</b>	37,4	39,2	43,3	47,2	53,8	54,3	56,5	53,6	56,1	59,5	58,4

Source: Eurostat, Comext.

### ARTICLES DE SPORT (GROUPE 36.4 DE LA NACE)

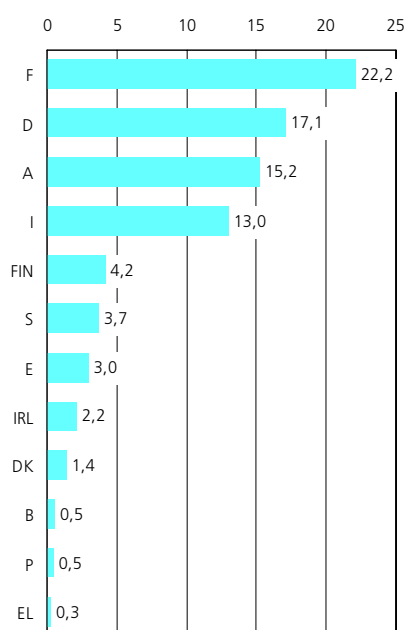
En 2000, ce secteur a généré une valeur ajoutée de 1,3 milliard d'euros représentant 0,1 % de la valeur manufacturière totale et employé 27 800 personnes, à peine moins qu'en 1999 (30 300). Ce sont la France et l'Autriche, avec dans les deux cas plus de 250 millions d'euros de valeur ajoutée en 2000, qui ont enregistré la plus forte activité dans ce secteur. L'Autriche était l'État membre le plus spécialisé, la fabrication d'articles de sport ayant représenté 0,8 % de la valeur ajoutée manufacturière de ce pays : ce niveau a résulté d'une forte croissance (36,9 % à prix courants) de la valeur ajoutée de ce secteur entre 1999 et 2000.

Après un pic en 2000 (2,5 milliards d'euros), les importations communautaires d'articles de sport ont retrouvé en 2001 un niveau semblable à celui de la fin des années 90 (1,8 milliard d'euros). Cette réduction, combinée au ralentissement également enregistré par les exportations qui sont passées de 1,4 milliard en 2000 à 1,0 milliard en 2001, a finalement ramené le déficit commercial à 876,4 millions d'euros.

La Chine (38,3 %) et les États-Unis (21,8 %) ont fourni plus de la moitié des importations communautaires d'articles de sport en 2001. Les États-Unis ont absorbé environ un quart des exportations d'articles de sport de l'Union européenne en 2001, comme en 2000 ou que cinq ans auparavant.

### Graphique 13.6 Fabrication d'articles de sport (NACE groupe 36.4)

Part de la valeur ajoutée de l'UE, 1999  
(%) (1)

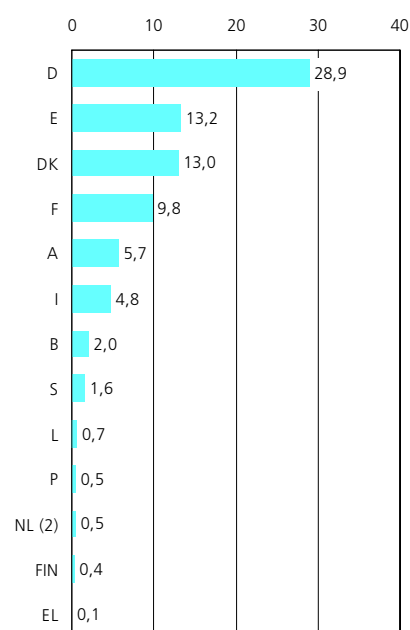


(1) L, NL et UK, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

### Graphique 13.7 Fabrication de jeux et jouets (NACE groupe 36.5)

Part de la valeur ajoutée de l'UE, 1999  
(%) (1)



(1) IRL et UK, non disponibles.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 13.6

### Équipements sportifs (CPA groupe 36.4) Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	670	721	952	1 084	1 204	1 125	1 124	1 063	1 161	1 357	968
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	1 091	1 152	1 231	1 360	1 400	1 799	2 001	1 980	1 987	2 535	1 844
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-421	-430	-279	-276	-196	-674	-877	-917	-825	-1 179	-876
<b>Taux de couverture (%)</b>	61,4	62,6	77,3	79,7	86,0	62,5	56,2	53,7	58,5	53,5	52,5

Source: Eurostat, Comext.

Tableau 13.7

### Jeux et jouets (CPA groupe 36.5) Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	754	804	902	1 027	1 057	1 035	1 174	1 165	1 208	1 422	1 513
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	3 872	4 833	4 655	4 106	3 968	4 126	5 496	5 639	6 025	7 482	7 064
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	-3 118	-4 029	-3 753	-3 079	-2 911	-3 092	-4 322	-4 475	-4 817	-6 061	-5 551
<b>Taux de couverture (%)</b>	19,5	16,6	19,4	25,0	26,6	25,1	21,4	20,7	20,1	19,0	21,4

Source: Eurostat, Comext.

### JEUX ET JOUETS (GROUPE 36.5 DE LA NACE)

Le secteur communautaire des jeux et des jouets occupait 42 500 personnes en 2000, légèrement moins qu'en 1999. Il a généré une valeur ajoutée de 1,6 milliard d'euros en 2000, dont une part à peine inférieure à 30 % en Allemagne. Les jeux et les jouets ont généré 0,5 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière danoise en 2000, plus que dans tous les autres États membres <sup>(4)</sup> mais très sensiblement moins que le niveau de 1999 (1,2 %). Tout en restant un petit producteur, l'Autriche a vu s'accroître notablement, depuis 1996, la valeur ajoutée de ce secteur dont la production a augmenté pour atteindre des niveaux voisins de 100 millions d'euros.

En 2001, le déficit commercial de l'Union dans le secteur des jeux et des jouets a été l'un des plus importants de tous les groupes de la CPA. Ce déficit, de 5,5 milliards, a été inférieur cependant à celui de 2000 (6,1 milliards d'euros) grâce à une augmentation des exportations (6,4 %) combinée à une réduction des importations (-5,6 %); c'était la première fois que le déficit régressait depuis 1995. Les jeux et les jouets ont représenté 0,2 % des exportations communautaires de biens manufacturés et 0,9 % des importations de ces produits. Entre 2000 et 2001, la part de la Chine dans les importations communautaires de jeux et de jouets est passée de 58,2 % à 62,5 %. La Chine et le Japon ont fourni conjointement 80,0 % des importations communautaires de ces produits en 2001, contre 64,7 % en 1996.

<sup>(4)</sup> EL, IRL, NL et S, non disponibles.

### BIJOUTERIE (GROUPE 36.2 DE LA NACE)

La bijouterie est l'activité la plus importante de ce sous-chapitre: en 2000, sa valeur ajoutée dans l'Union européenne <sup>(5)</sup> s'est élevée à 2,2 milliards d'euros, près de 0,2 % de l'ensemble de la valeur ajoutée manufacturière de l'Union européenne. L'Italie contribuait à elle seule pour près de 33 % de ce total. La bijouterie a représenté 0,5 % de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière italienne en 2000, faisant de l'Italie l'État membre le plus spécialisé dans ce secteur. La part de la bijouterie dans la valeur ajoutée manufacturière a aussi été relativement élevée (plus de 0,2 %) en Grèce (1999), au Portugal, en Espagne et en Belgique. Ce secteur était également le plus important comparé aux activités couvertes dans ce sous-chapitre en termes d'emploi, avec 59 400 personnes occupées dans l'Union européenne <sup>(6)</sup> en 2000, soit 0,3 % de l'emploi communautaire dans l'industrie manufacturière, un pourcentage supérieur à celui de la valeur ajoutée.

De toutes les activités comprises dans ce sous-chapitre, la bijouterie est la plus tributaire des très petites entreprises: en 2000, 41,8 % des personnes occupées dans ce secteur dans l'Union européenne <sup>(7)</sup> appartenaient à des entreprises de moins de 10 personnes occupées.

<sup>(5)</sup> EL et S, 1999; NL, 1998; IRL, non disponible.

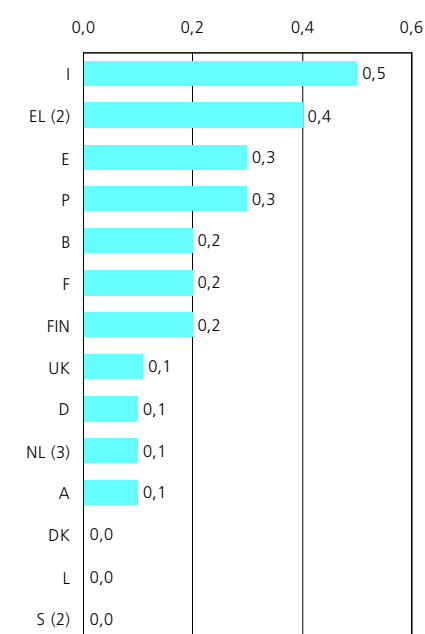
<sup>(6)</sup> EL et S, 1999; IRL, non disponible.

<sup>(7)</sup> EL, IRL et L, non disponibles.

La bijouterie est le seul groupe de la CPA de ce sous-chapitre où l'Union européenne a enregistré un excédent commercial en 2001. Ses produits ont représenté 1,4 % des exportations communautaires de biens manufacturés et 1,2 % des importations. Entre 2000 et 2001, les États-Unis ont renforcé leur position de premier fournisseur de l'Union européenne. L'Inde, dont la part est restée relativement stable depuis 1996, est devenue le troisième fournisseur de l'Union européenne après en avoir été le premier. La Suisse et les États-Unis sont restés les premières destinations des exportations communautaires en 2001, leur part combinée représentant 55,1 % de toutes les exportations, résultat comparable à celui de l'année précédente mais supérieur de 11,2 points de pourcentage à celui de 1996.

Graphique 13.8

### Bijouterie (NACE groupe 36.2) Part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) EU-15 et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 13.8

### Monnaies et bijoux (CPA groupe 36.2) Indicateurs du commerce extérieur de l'UE

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations extracomm. (millions d'euros)</b>	6 444	6 476	7 654	8 215	7 905	8 426	9 495	9 038	9 731	12 690	13 008
<b>Importations extracomm. (millions d'euros)</b>	4 134	3 965	5 220	5 596	5 229	5 886	6 716	6 554	6 886	9 318	9 803
<b>Balance commerciale (millions d'euros)</b>	2 310	2 511	2 434	2 619	2 676	2 540	2 779	2 484	2 845	3 372	3 205
<b>Taux de couverture (%)</b>	155,9	163,3	146,6	146,8	151,2	143,2	141,4	137,9	141,3	136,2	132,7

Source: Eurostat, Comext.

### 13.3: RÉCUPÉRATION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

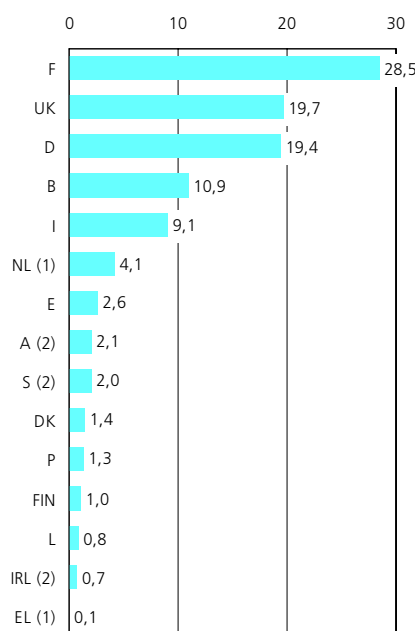
Ce sous-chapitre non décrit dans l'édition précédente couvre la récupération de matières recyclables (division 37 de la NACE) et le traitement des déchets solides (qui fait partie de la division 90 de la NACE). Selon la NACE, on entend par récupération le recyclage de déchets et de débris, usagés ou non, triés ou non, sous la forme de matières premières secondaires susceptibles d'être utilisées par d'autres secteurs comme produits intermédiaires. La récupération comprend diverses étapes comme le triage, le broyage, la réduction par des procédés mécaniques, le démontage, la classification et le nettoyage pouvant être suivies d'autres opérations visant la préparation de matières premières pour leur utilisation par d'autres secteurs, la production de pellets par exemple. On notera que la réutilisation de produits (comme le rechapage de pneus), qui n'est pas couverte par cette division de la NACE, (voir les chapitres correspondants de la présente publication).

Le traitement des déchets solides se réfère aux déchets solides qui ne sont pas recyclés ou réutilisés. Comme pour l'enlèvement et le transport des déchets solides, cette activité implique leur élimination par déchargement (par exemple, dans des décharges contrôlées), incinération (avec ou sans récupération d'énergie) ou d'autres moyens de destruction. Le traitement des déchets liquides est analysé dans le chapitre 14.

#### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de la récupération (division 37 de la NACE) occupait 45 500 personnes dans l'Union européenne en 2001, soit 10,7 % de plus qu'en 2000, année où l'emploi avait déjà augmenté de 7,0 % par rapport à l'année précédente. Ce secteur a généré une valeur ajoutée de 2,2 milliards d'euros, 5,8 % de moins qu'en 2000, et a contribué à hauteur de 0,2 % à la valeur ajoutée et à l'emploi de l'industrie manufacturière communautaire. En termes d'emploi, la récupération de matières non métalliques recyclables (groupe 37.2 de la NACE) a légèrement dépassé celle des matières métalliques recyclables (groupe 37.1 de la NACE) en 2000.

**Graphique 13.9**  
Récupération (NACE division 37)  
Part de la valeur ajoutée de l'UE, 2000 (%)

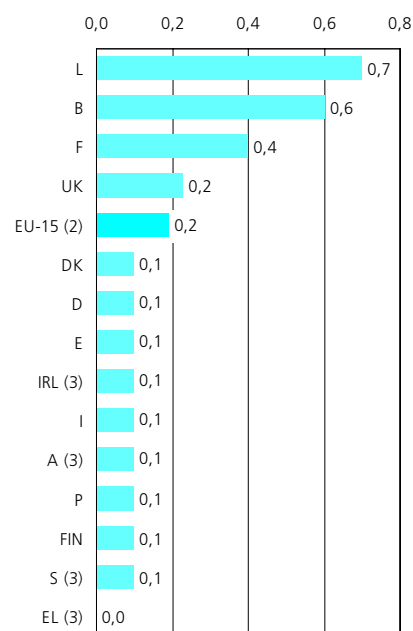


(1) 1998.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Graphique 13.10**  
Récupération (NACE division 37)  
Part du nombre de personnes occupées dans l'industrie manufacturière, 2000 (%) (1)



(1) NL, non disponible.

(2) 2001.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 13.9**  
Nombre de personnes occupées dans les très petites entreprises, NACE division 37, 2000

	Nombre (milliers)	Part de toutes les classes de tailles (%)
<b>B</b>	799	20,5
<b>DK</b>	:	:
<b>D</b>	2 850	21,3
<b>EL</b>	:	:
<b>E</b>	344	21,1
<b>F</b>	7 001	28,1
<b>IRL</b>	:	:
<b>I</b>	4 979	42,0
<b>L</b>	:	:
<b>NL (1)</b>	670	16,6
<b>A (2)</b>	182	18,1
<b>P</b>	446	37,4
<b>FIN (2)</b>	206	69,4
<b>S</b>	430	32,2
<b>UK</b>	3 092	24,3

(1) NACE groupe 37.2.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus\_ms).

En 2000, la France était le premier employeur dans ce secteur, avec 34,1 % du total communautaire, avant l'Allemagne (19,8 %) et le Royaume-Uni (18,9 %). La plupart des États membres ont vu l'emploi augmenter dans ce secteur au cours de la seconde moitié des années 90, notamment le Royaume-Uni où il a plus que doublé.

Les très petites entreprises (de moins de 10 personnes occupées) ont représenté un peu plus d'un quart (27,5 %) de l'emploi du secteur de la récupération de l'Union européenne <sup>(8)</sup> en 2000, part supérieure à la moyenne de l'industrie manufacturière.

<sup>(8)</sup> DK, EL, IRL et L, non disponibles; NL, à l'exclusion du groupe 37.1 de la NACE; A et FIN, 1999.

Tableau 13.10

## Traitement des déchets municipaux (milliers de tonnes) (1)

Année	Récupération				Élimination			dont : contrôlée
	Récupération	Compostage	Incinération avec récup. d'énergie	Autre	Incinération sans récupération d'énergie	Mise en décharge		
<b>B</b> 1998	1 982	831	1 149	:	233	1 473	:	
<b>DK</b> 2000	775	560	1 852	:	:	355	355	
<b>D</b> 1998	:	:	:	:	:	16 190	:	
<b>EL (2)</b> 2001	286	32	:	:	:	:	:	
<b>E</b> 2000	1 778	3 106	1 724	599	:	10 253	10 253	
<b>F</b> 2000	3 627	2 964	8 787	:	1 527	14 306	14 306	
<b>IRL</b> 2000	271	17	:	:	:	2 093	2 093	
<b>I (3)</b> 1999	2 595	2 209	2 121	:	524	21 745	21 745	
<b>L</b> 1999	1	33	133	0	0	60	:	
<b>NL</b> 2001	2 415	2 301	3 704	:	0	1 314	1 314	
<b>A</b> 1999	1 061	1 852	456	23	:	1 553	1 553	
<b>P</b> 2000	347	275	930	0	:	3 410	2 820	
<b>FIN</b> 1999	:	:	196	:	:	1 446	:	
<b>S</b> 2000	1 090	360	1 460	:	:	1 223	:	
<b>UK</b> 1999	2 880	760	2 580	130	10	26 850	:	

(1) Les déchets municipaux comprennent les déchets des ménages, des commerces, des petites entreprises, des immeubles de bureaux et des institutions (écoles, hôpitaux, bâtiments officiels), de même que de certains services municipaux (entretien des parcs et jardins, nettoyage des rues) si ceux-ci sont traités comme des déchets.

(2) Compostage, 1997.

(3) Incinération sans récupération d'énergie, 1997.

Source: Eurostat, Statistiques de l'environnement (theme8/milieu/waste).

Tableau 13.11

## Traitement des déchets dangereux (milliers de tonnes) (1)

An- née	Récupération (2)					Élimination						
	Total	Incinération avec récup. d'énergie	Recyclage et compostage	Autre	Prépara- tion à la récup.	Total	Traitem. physique/ chimique	Traite- ment biologique	Incinération sans récup. d'énergie	Déch- arge	Autre	Prépara- tion à l'élimin.
<b>B</b> 1999	634	:	:	:	:	:	:	:	129	631	0	0
<b>DK</b> 2000	185	99	86	:	:	103	:	:	:	103	:	:
<b>D</b> 1998	1 361	:	1 361	:	:	10 012	1 975	2 395	1 113	3 741	:	787
<b>EL (3)</b> 1997	100	:	:	:	:	:	12	:	1	226	:	:
<b>E</b> 2000	1 300	204	982	114	:	:	950	140	:	:	:	:
<b>F (4)</b> 1998	222	:	222	:	:	2 466	302	:	1 361	803	:	0
<b>IRL (5)</b> 1998	153	5	115	25	6	120	3	10	66	41	0	0
<b>I</b> 1998	1 903	134	666	133	970	2 982	908	291	497	10	595	680
<b>L</b> 2000	72	:	68	:	4	11	11	:	:	:	:	:
<b>NL</b> 2000	339	:	:	:	:	1 406	627	:	389	390	:	:
<b>A</b> 1999	:	110	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>P</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>FIN (6)</b> 1997	61	42	19	:	92	365	59	3	59	234	10	:
<b>S</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>UK</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

(1) Les déchets dangereux comprennent les catégories de flux de déchets devant être contrôlés selon la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers et de l'élimination des déchets dangereux.

(2) Récupération, recyclage ou réutilisation.

(3) Traitement physique/chimique, estimations.

(4) À l'exclusion de la récupération/l'élimination interne; l'incinération sans récupération d'énergie comprend également l'incinération avec récupération d'énergie.

(5) Total récupération, estimations.

(6) Total hors activités préparatoires; le recyclage et compostage comprend les autres activités de récupération.

Source: Eurostat, Statistiques de l'environnement (theme8/milieu/waste).

Les informations tirées de la base de données de statistiques environnementales d'Eurostat sur les déchets fournissent des renseignements sur l'infrastructure et le volume de traitement des déchets, qu'ils soient récupérés ou éliminés (voir tableaux 13.10 à 13.12). Selon cette source, on entend par déchets les matériaux qui ne constituent pas des produits primaires (destinés au marché), auxquels le producteur n'attribue pas un nouvel usage et qui sont mis au rebut. Cette définition exclut les résidus directement recyclés ou réutilisés sur leur site de production et les déchets qui sont directement rejetés dans l'eau ou l'air ambiant.

Les opérations de gestion des déchets peuvent viser la récupération ou l'élimination de ceux-ci. On entend par récupération toute opération de gestion consistant à soustraire un déchet d'un flux de déchets et à le transformer en un certain produit doté d'un potentiel économique ou écologique. La récupération se réfère essentiellement au recyclage (récupération des matériaux), à l'incinération (récupération d'énergie), au compostage (récupération biologique) et à la réutilisation. On entend par réutilisation toute opération permettant d'utiliser des produits, matériels ou pièces détachées arrivés en fin de vie et de les affecter à la même fonction que celle pour laquelle ils avaient été conçus. L'élimination est définie comme toute opération de gestion de déchets qui contribue ou procède au traitement final et/ou à l'élimination des déchets.

**Tableau 13.12**  
**Nombre estimé d'installations pour le traitement des déchets dangereux ou non**

		Inciné- rateurs	Décharges
<b>B</b>	1999	9	212
<b>DK</b>	1998	68	146
<b>D</b>	1996	154	2 926
<b>EL</b>		:	:
<b>E</b>	1998	13	195
<b>F</b>	1998	305	452
<b>IRL</b>	1998	6	126
<b>I</b>	1997	164	789
<b>L</b>	1995	:	1
<b>NL</b>	1999	14	38
<b>A</b>	1997	9	:
<b>P</b>	1999	4	120
<b>FIN</b>	1998	1	359
<b>S (1)</b>	1998	22	274
<b>UK</b>		:	:

(1) Décharges, 1995.

Source: Eurostat, Statistiques de l'environnement (theme8/milieu/waste).

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Selon l'EFT, 81 % de la main-d'œuvre dans le secteur de la récupération était masculine en 2001, pourcentage supérieur à la moyenne manufacturière de 72 %. La proportion de travail à temps complet (90,6 %) était inférieure à la moyenne de l'industrie manufacturière (92,5 %).

La productivité apparente et le coût unitaire de la main-d'œuvre du secteur de la récupération ont été inférieurs, en 2001, aux résultats enregistrés dans l'industrie manufacturière. Le coût unitaire de la main-d'œuvre était également inférieur à la moyenne dans la plupart des États membres en 2000. En 2000 <sup>(9)</sup>, tous les États membres, à l'exception de la Grèce, la France et l'Irlande, ont affiché des ratios de productivité du travail ajustée des salaires supérieurs, dans le secteur de la récupération, aux moyennes manufacturières nationales.

<sup>(9)</sup> IRL, A et S, 1999; DK, EL et F, 1998; NL, non disponible.



Tableau 13.13

## Fabrication de meubles; industries diverses (NACE division 36)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (3)	UK
Production (millions d'euros)	3 861	3 067	27 012	335 12 183	14 217	:	22 547	62	2 688	2 975	2 300	1 596	2 794	15 261	
Nombre de personnes occupées (milliers)	29	28	216	7	175	114	:	135	1	28	30	66	16	26	144
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 056	1 157	9 540	147	4 040	4 213	:	5 307	19	953	1 289	754	648	934	6 035
Achats de biens et services (millions d'euros)	3 386	2 098	18 939	226	8 692	10 664	:	18 573	66	1 954	2 040	1 671	1 122	1 988	10 400
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	727	846	7 505	88	2 781	3 317	:	3 224	13	641	937	519	432	832	4 210
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	190,5	:	964,1	:	445,6	:	:	835,7	:	:	186,1	202,9	87,1	122,5	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	36,0	41,8	44,2	19,6	23,1	37,1	:	39,2	35,4	:	42,7	11,4	39,4	35,7	41,8
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (4)	145,2	141,5	127,1	167,1	145,2	127,0	:	164,6	141,2	148,7	137,5	145,3	150,0	112,2	143,3
Taux brut d'exploitation (%) (4)	7,5	11,8	7,2	16,8	10,1	6,3	:	9,0	6,5	10,8	10,8	9,9	12,9	3,5	11,1

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999. (2) 1998, sauf personnes occupées. (3) 1999. (4) DK et F, 1999. (5) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 13.14

## Fabrication de meubles; industries diverses (NACE division 36)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Production (millions d'euros)	129	148	1 793	230	417	133	167	:	4 345	779	326	570	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	23	3	81	12	26	10	13	:	180	120	13	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	36	61	492	69	130	52	52	:	1 276	283	54	174	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	110	:	1 439	177	302	86	123	:	3 525	624	272	381	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	27	:	325	49	91	28	40	:	778	190	52	145	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	9,7	6,3	77,3	19,4	1,8	10,5	11,4	:	254,6	94,2	62,4	24,4	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	1,6	17,9	6,0	5,8	4,9	5,4	3,9	:	5,5	2,4	4,0	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	135,7	:	151,6	142,6	143,8	184,5	130,4	:	164,0	149,2	104,2	120,5	:
Taux brut d'exploitation (%)	7,3	:	9,0	8,5	8,2	18,4	7,0	:	10,9	11,9	0,7	5,1	:

(1) 1998. (2) 1999. (3) PL, 1998. (4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 13.15

## Récupération (NACE division 37)

## Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL (1)	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A (2)	P	FIN	S (2)	UK
Production (millions d'euros)	1 232	142	1 891	15	231	2 730	35	793	42	216	106	176	80	106	1 704
Nombre de personnes occupées (milliers)	4	0	8	0	2	14	0	4	0	:	1	1	0	1	8
Valeur ajoutée (millions d'euros)	252	33	448	2	60	656	13	209	19	69	35	30	23	34	454
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 134	123	1 934	14	181	2 329	23	573	23	170	74	157	78	72	1 498
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (4)	107	12	282	2	34	371	6	104	8	42	21	15	10	17	268
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (5)	96,5	:	105,2	:	11,2	:	2,0	50,2	:	:	5,7	18,4	6,2	8,8	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	64,6	82,1	55,2	14,8	36,9	46,9	57,5	49,5	75,8	:	60,8	25,5	63,9	65,4	58,5
Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (4)	235,7	188,8	158,7	118,8	178,9	137,4	230,9	202,3	233,3	163,1	167,6	206,8	225,0	193,7	169,6
Taux brut d'exploitation (%) (4)	10,5	8,4	7,0	2,1	11,1	5,4	20,3	14,0	25,9	11,2	13,4	8,5	12,8	15,5	9,5

(1) 1998, sauf personnes occupées, 1999. (2) 1999. (3) 1998. (4) DK et F, 1998. (5) D, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 13.16

## Récupération (NACE division 37)

## Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ (2)	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI	TR
Production (millions d'euros)	39	2	259	6	62	29	31	:	348	186	38	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	0	0	6	0	1	1	1	:	7	9	1	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1	1	52	1	13	3	8	:	111	36	14	:	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	39	:	294	5	126	26	26	:	483	210	48	:	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1	:	29	1	8	2	4	:	56	16	5	:	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	3,5	0,1	17,1	0,5	1,4	1,3	3,9	:	22,2	9,0	3,9	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	3,7	27,6	:	3,9	8,6	4,7	6,3	:	10,5	3,8	16,8	:	:
Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)	200,0	:	:	150,0	155,6	180,0	225,0	:	198,0	228,2	276,5	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	1,5	:	3,5	6,9	2,4	4,3	13,6	:	9,5	8,2	14,3	:	:

(1) 1998. (2) 1999, sauf valeur ajoutée et achats de biens et services. (3) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Approvisionnement en eau et assainissement



En ce qui concerne l'eau, le sixième programme communautaire d'action environnementale <sup>(1)</sup> a pour objectifs spécifiques à ce secteur:

- de parvenir à des niveaux de qualité de l'eau qui n'entraînent pas d'incidences ni de risques inacceptables pour la santé des personnes;
- de veiller à ce que le rythme d'extraction des ressources en eau soit durable sur le long terme.

Les objectifs du programme doivent être atteints à la fois par l'amélioration de la mise en œuvre de la législation actuelle, par l'intégration de l'aspect environnemental dans les autres politiques, par l'encouragement le marché à travailler pour l'environnement, et par la responsabilisation des citoyens et le changement des attitudes.

<sup>(1)</sup> Décision 1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2002, JO no. L 242, 10/9/2002.

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, le secteur de l'approvisionnement en eau de l'Union européenne <sup>(2)</sup> a généré une valeur ajoutée de 15,0 milliards d'euros. L'Allemagne (4,4 milliards d'euros, 1999) et le Royaume-Uni (4,0 milliards d'euros) ont représenté conjointement plus de la moitié de cette valeur totale. Ce secteur occupait 175 300 personnes en 2000 <sup>(3)</sup>. Dans la plupart des États membres (voir tableau 14.1) la majorité des personnes occupées travaillaient dans de moyennes ou grandes entreprises (d'au moins 50 personnes). Le Danemark constitue une exception notable: toutes les personnes occupées de ce secteur travaillaient dans de petites ou très petites entreprises.

<sup>(2)</sup> IRL, 1999; D, 1998; EL, non disponible.

<sup>(3)</sup> IRL, 1999; EL, non disponible.

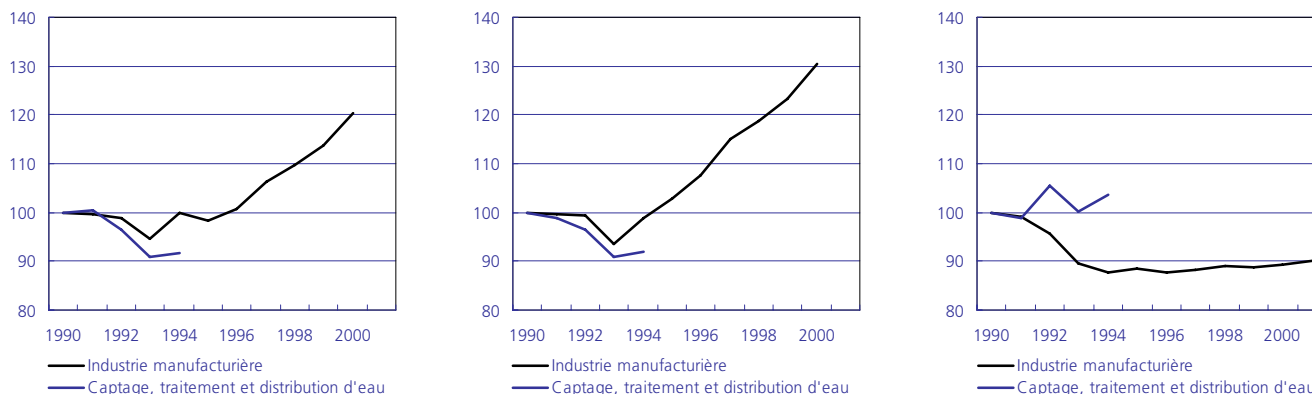
Ce chapitre décrit les activités relatives à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement. L'approvisionnement comprend le captage, l'épuration, le dessalement et la distribution de l'eau (division 41 de la NACE). La NACE fait une distinction entre ces activités : l'assainissement qui fait partie du traitement des déchets liquides compris dans la division 90.

### NACE

41: captage, traitement et distribution d'eau;  
90: assainissement, voirie et gestion des déchets.

Graphique 14.1

**Captage, traitement et distribution d'eau (NACE division 41)**  
**Principaux indicateurs dans l'UE (1990=100)**



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

**Tableau 14.1**  
**Nombre de personnes occupées dans les entreprises de taille moyenne et grande, NACE division 41, 2000**

	Nombre (milliers)	Part de toutes classes de tailles (%)
<b>B (1)</b>	7 002	97,6
<b>DK</b>	0	0,0
<b>D (2)</b>	30 908	67,9
<b>EL</b>	:	:
<b>E</b>	16 392	81,7
<b>F</b>	31 487	94,1
<b>IRL (1) (3)</b>	0	:
<b>I (1)</b>	12 629	78,7
<b>L</b>	:	:
<b>NL</b>	:	:
<b>A</b>	947	45,7
<b>P</b>	11 810	95,2
<b>FIN</b>	1 132	60,6
<b>S</b>	:	:
<b>UK</b>	33 689	99,4

(1) 1999.

(2) 1998.

(3) Aucune personne occupée dans la NACE division 41.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/indus\_ms).

La Directive établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (adoptée le 23 octobre 2000) prévoit, entre autres, l'introduction de systèmes de tarification pour refléter les véritables coûts liés à l'utilisation de l'eau. D'ici 2010, les États membres doivent garantir que leurs politiques de tarification incitent les usagers à utiliser l'eau de façon efficace et que les différents secteurs économiques contribuent à la couverture des coûts des services de l'eau. Entre 1995 et 2001, l'indice des prix à la production pour le marché intérieur a augmenté de 16 % dans l'Union européenne en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. Cette augmentation s'est principalement produite entre 1995 et 1997, année à partir de laquelle le taux de croissance a diminué pour se situer à moins de 1 % par an en 2000 et en 2001. Seule <sup>(4)</sup> la Suède a affiché en 2001 des prix à la production pour le marché intérieur inférieurs à ceux de 1995 (réduction de 10 %), l'Autriche et la Finlande ayant enregistré quant à eux une croissance globale de moins de 4 %.

(4) DK, E, IRL, L et NL, non disponibles.

**Tableau 14.2**  
**Prélèvement annuel d'eaux douces (millions de m<sup>3</sup> par an)**

		Total eaux de surface et souterraines	Distribution au public	dont pour: Industrie manufacturière	Électricité (refroidissmt)
<b>B</b>	1998	7 442	730	1 404	4 244
<b>DK</b>	1998	754	:	:	:
<b>D</b>	1998	40 591	5 557	5 822	26 372
<b>EL</b>	1997	8 695	861	110	124
<b>E</b>	2000	26 054	3 840	743	0
<b>F</b>	1999	32 323	5 898	3 716	19 498
<b>IRL</b>		:	:	:	:
<b>I</b>	1998	56 200	10 116	9 554	10 678
<b>L</b>	1999	61	38	14	0
<b>NL</b>	1999	:	1 263	:	:
<b>A (2)</b>	1998	3 561	604	1 300	1 312
<b>P (3)</b>	1998	11 136	872	385	:
<b>FIN (4)</b>	2001	2 328	404	1 566	250
<b>S</b>	2000	2 688	923	1 406	97
<b>UK (5)</b>	2000	15 895	5 988	1 621	2 626

(1) EL estimations.

(2) Total et distribution, 1997.

(3) Distribution et industrie, uniquement eau douce.

(4) Total et distribution, 1999.

(5) Uniquement l'Angleterre et le Pays de Galles.

Source: Eurostat, Statistiques de l'environnement (theme8/milieu/water).

Le tableau 14.2. montre le volume d'extraction d'eau douce dans l'Union européenne et les usages qui en sont faits. Au Luxembourg, plus de 60 % des eaux extraites ont été destinées à la distribution publique d'eau tandis que dans la plupart des autres États membres <sup>(5)</sup> cette part se situait entre 10 % et 40 %. Trois pays se trouvaient en dessous du seuil de 10 % pour des raisons tenant notamment à l'importance des usages agricoles de l'eau (Grèce et Portugal) ou de ses usages pour le refroidissement dans l'industrie manufacturière (Belgique).

La qualité des eaux usées, industrielles ou domestiques, s'est détériorée en général. Ces eaux sont normalement collectées par des systèmes d'assainissement urbains avant d'être traitées (voir tableaux 14.3 et 14.4). La plupart des eaux usées sont traitées après avoir été collectées: aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, au Luxembourg et en Allemagne, plus de 90 % de la population dispose d'un raccordement à un système d'assainissement urbain combiné à un traitement. Il n'y a qu'en Belgique où une part plus importante de la population était connectée à un système d'assainissement urbain sans traitement <sup>(6)</sup>.

(5) DK, IRL, NL, A et P, non disponibles.

(6) E, IRL et I, non disponibles.

Le traitement des eaux usées peut être de trois sortes: primaire, utilisant des méthodes mécaniques comme la sédimentation ou la flottation; secondaire, faisant usage de méthodes biologiques employant des micro-organismes aérobies ou anaérobies; ou tertiaire d'autres méthodes, comme la coagulation chimique, qui sont considérées comme tertiaires ou sophistiquées. Les méthodes de traitement de type secondaire ou tertiaire sont celles qui sont le plus communément employées par les États membres <sup>(7)</sup> pour le traitement des eaux usées. La Grèce a été le seul pays à déclarer recourir principalement au traitement de type primaire.

(7) E, F, IRL et I, non disponibles.

Tableau 14.3

**Traitement des eaux usées urbaines  
(tous modes de traitement)**

		Nombre d'usines	Capacité DBO théorique (milliers de kg O <sub>2</sub> /jour) (1)
<b>B</b>		:	:
<b>DK</b>	1998	1 475	724
<b>D</b>	1998	10 312	9 367
<b>EL</b>	1997	140	452
<b>E</b>		:	:
<b>F</b>	2000	4 119	4 291
<b>IRL</b>		:	:
<b>I</b>		:	:
<b>L</b>	1998	301	:
<b>NL</b>	2000	399	1 363
<b>A</b>	2001	1 487	:
<b>P</b>		:	:
<b>FIN</b>	2001	:	415
<b>S</b>	2000	1 260	:
<b>UK (2)</b>	2000	8 617	:

(1) Capacité d'épuration en termes de quantité de Demande Biologique d'Oxygène des infrastructures.

(2) Écosse, 1997; Pays de Galles, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques de l'environnement (theme8/milieu/water).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

L'emploi dans le secteur communautaire de l'approvisionnement en eau affichent une forte proportion de travail à temps plein (94,5 %) et d'emploi masculin (79,5 %), supérieure dans les deux cas à la moyenne de l'industrie manufacturière de l'Union européenne. Cette situation se retrouve dans presque tous les États membres<sup>(8)</sup> pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception de la Belgique où l'on observe, depuis 1999, une population masculine relativement faible (60,6 %), inférieure de 16,1 points de pourcentage à la moyenne manufacturière. Dans l'ensemble de l'Union les places du travail à temps plein et de l'emploi masculin sont restées pratiquement inchangées depuis 1996.

<sup>(8)</sup> DK, IRL, L, A et S, non disponibles.

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur communautaire<sup>(9)</sup> de l'approvisionnement en eau a été de 80 900 euros en 2000, soit près de 30 000 euros de plus que la moyenne de l'industrie manufacturière. Le coût unitaire de la main-d'œuvre, 37 700 euros par personne, a cependant légèrement dépassé la moyenne manufacturière. La productivité du travail ajustée des salaires (la mesure dans laquelle la valeur ajoutée couvre les dépenses de personnel) a été de 214,5 % dans ce secteur, à rapprocher de la moyenne manufacturière de 147,2 %. Seules la France et l'Italie ont enregistré une productivité du travail ajustée des salaires inférieure à celle de l'industrie manufacturière et tous les États membres, à l'exception du Danemark et de la Finlande, ont enregistré dans ce secteur un coût unitaire de la main-d'œuvre supérieur à la moyenne manufacturière.

<sup>(9)</sup> L'analyse des ratios de volume de main-d'œuvre se base sur les données de 2000 sauf pour: IRL, 1999; D, 1998; EL, non disponible. Les moyennes manufacturières se basent sur les mêmes données disponibles, à l'exception des données de D qui correspondent à 2000.

Tableau 14.4

**Proportion de la population nationale raccordée aux stations d'épuration (%)**

	B	DK	D	EL	E	F (1)	IRL	I	L	NL	A (2)	P	FIN	S	UK (3)
Année la plus récente	1998	1998	1998	1997		1999			1999	2000	2001	1998	2001	2000	2000
<b>Collecte des eaux usées urbaines avec traitement</b>	38	89	91	56	:	77	:	:	93	98	86	46	81	86	95
— traitement primaire	0	2	1	32	:	:	:	:	:	0	1	18	0	0	4
— traitement secondaire	22	3	6	14	:	:	:	:	:	18	17	26	0	5	64
— traitement tertiaire	16	84	83	10	:	:	:	:	:	80	64	2	81	81	27
<b>Collecte des eaux usées urbaines sans traitement</b>	44	0	2	11	:	2	:	:	0	0	0	36	0	:	2
<b>Système autonome de collecte des eaux usées urbaines</b>	17	11	7	32	:	19	:	:	7	2	14	18	19	14	3
— dont avec système autonome de traitement	:	11	5	:	:	:	:	:	7	:	14	5	:	13	:

(1) Traitement public, 1998.

(2) Ventilation des collectes avec traitement et collecte sans traitement, 1998.

(3) Uniquement l'Angleterre et le Pays de Galles.

Source: Eurostat, Statistiques de l'environnement (theme8/milieu/water).

Tableau 14.5

**Captage, traitement et distribution d'eau (NACE division 41)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
<b>Production (millions d'euros)</b>	1 143	4	:	:	2 338	9 807	0	2 112	33	1 615	240	567	344	165	6 390
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	7	0	:	:	20	33	0	15	0	:	1	12	2	1	34
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	596	2	:	:	1 137	1 880	0	806	24	947	163	348	245	108	3 938
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	523	3	:	:	1 326	7 660	0	1 319	24	524	78	268	101	58	2 068
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)</b>	339	:	:	:	639	1 515	0	583	12	316	60	190	63	43	1 258
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	285,7	:	:	:	305,5	:	0	249,5	:	:	41,8	470,6	32,2	44,3	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	82,8	86,6	:	:	56,6	57,3	:	54,3	104,2	:	132,9	28,0	131,0	126,6	116,4
<b>Productiv. simple du travail ajust. des salaires (%) (2)</b>	176,1	:	:	:	177,8	115,5	:	138,3	205,9	299,2	271,7	183,2	386,1	249,3	312,9
<b>Taux brut d'exploitation (%) (2)</b>	23,6	:	:	:	21,6	2,5	:	11,1	26,5	40,2	43,0	27,5	55,6	41,9	43,3

(1) 1999.

(2) F, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/ent\_l\_ms).

Tableau 14.6

**Captage, traitement et distribution d'eau (NACE division 41)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE (2)	HU	LV	LT	MT	PL (1)	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Production (millions d'euros)</b>	151	50	613	51	450	9	84	:	910	407	197	177	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	19	0	23	:	24	1	7	:	44	57	14	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	82	28	264	28	213	6	50	:	575	208	87	58	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	73	:	352	19	220	3	28	:	358	222	90	86	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	56	:	150	11	143	3	31	:	276	138	68	57	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros) (3)</b>	22,0	9,7	151,1	22,7	1,1	11,1	34,2	:	209,6	223,4	62,1	53,4	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	4,2	82,6	11,7	:	9,0	8,0	7,1	:	13,0	3,7	6,0	:	:
<b>Productivité simple du travail ajust. des salaires (%)</b>	145,8	:	175,8	241,2	149,0	200,0	160,2	:	208,4	150,8	128,0	102,1	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	17,2	:	18,6	32,1	13,6	37,0	22,5	:	34,0	17,5	10,3	0,7	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Construction et activités immobilières



Les activités de la construction occupent une place spécifique dans la NACE, entre l'industrie manufacturière et les services. Il est vrai que les caractéristiques du secteur de la construction le distinguent des autres secteurs de l'industrie. La plus importante d'entre elles est sans doute que le résultat final est l'un des rares produits industriels à ne pas être transportable et l'une des créations de l'homme les plus durables, offrant l'infrastructure matérielle à la population pour vivre et travailler.

De nombreux projets de construction sont des prototypes, en ce sens qu'ils constituent une création unique. La construction est aussi un secteur fortement hétérogène qui dépend d'un grand éventail de métiers très différents. La structure du secteur de la construction peut être décrite comme une pyramide, les entreprises coordonnant les projets se trouvant au sommet et sous-traitant les travaux à de petites entreprises spécialisées aux niveaux inférieurs. La logistique et le transport constituent des aspects très importants attendu que la construction est l'un des secteurs les plus dispersés du point de vue géographique, avec de fortes disparités régionales. Enfin, la construction est étroitement liée aux cycles économiques et, du fait que les travaux sont généralement effectués en plein air, elle dépend aussi des variations climatiques saisonnières.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de la construction et les services immobiliers constituait l'une des principales activités créatrices de richesse au sein de l'économie des entreprises communautaires en 2000 (au niveau des divisions de la NACE). Ce secteur a généré une valeur ajoutée de 522,8 milliards d'euros dont 355,5 milliards reviennent à la construction et 167,3 aux services immobiliers. À des fins de comparaison, rappelons que les « autres services aux entreprises » (division 74 de la NACE) ont représenté 497,4 milliards d'euros et le commerce de gros (division 51 de la NACE) 388,3 milliards. On déduira de ces résultats que sur 100 euros de valeur ajoutée générée par les entreprises européennes (sections C à K de la NACE) en 2000, quelque 11,1 euros provenaient de la construction ou des activités immobilières.

On estime que le secteur de la construction à lui seul a généré 17,5 % de la valeur ajoutée de l'industrie (sections C à F de la NACE) en 2000. Les activités immobilières sont analysées au sous-chapitre 15.3.

La part du secteur de la construction dans l'industrie a été nettement supérieure à la moyenne communautaire <sup>(1)</sup> au Luxembourg (31,1 %) et en Espagne (26,4 %). Au Portugal, en Autriche et au Danemark, le secteur de la construction a également représenté plus d'un cinquième de la création de richesse dans l'industrie. Par contre, la construction a été relativement moins importante en Suède (14,8 %), en Italie (14,8 %) et en Finlande (13,2 %). La France et la Suède n'affichaient pas de spécialisation particulière dans les activités de la construction malgré la présence sur leur territoire de poids lourds mondiaux de ce secteur comme Vinci, Bouygues (F) ou Skanska (S) – voir tableau 15.4.

<sup>(1)</sup> D, EL, IRL et NL, non disponibles.

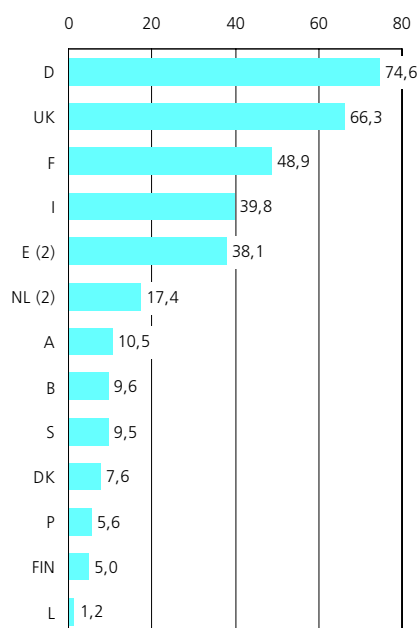
La nomenclature statistique des activités économiques classe la construction et les services immobiliers dans la section F et la division 70 de la NACE respectivement. D'autres activités touchant le secteur de la construction bien que n'en faisant pas formellement partie, comme les services d'architecture et d'aménagement du paysage, sont abordées au chapitre 22.

La NACE définit la construction en fonction des étapes chronologiques du processus en commençant par la démolition et la préparation des sites (groupe 45.1) pour terminer par les travaux d'installation (groupe 45.3) et de finition (groupe 45.4) en passant par les travaux de construction générale (groupe 45.2). Une dernière activité au sein de la division 45 couvre la location avec opérateur de matériel de construction (groupe 45.5). Il convient de souligner que les données SSE présentées dans ce chapitre couvrent l'ensemble de la population des entreprises et ne se limitent pas aux entreprises occupant 20 personnes ou davantage.

### NACE

- 45: construction;
- 45.1: préparation des sites;
- 45.2: construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil;
- 45.3: travaux d'installation;
- 45.4: travaux de finition;
- 45.5: location avec opérateur de matériel de construction;
- 70: activités immobilières;
- 70.1: activités immobilières pour compte propre;
- 70.2: location de biens immobiliers;
- 70.3: activités immobilières pour compte de tiers.

**Graphique 15.1**  
**Construction (NACE division 45)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**

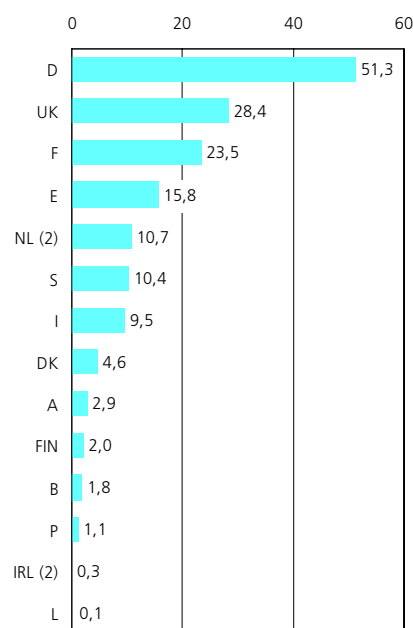


(1) EL et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 15.2**  
**Activités immobilières (NACE division 70)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Dans la seconde moitié des années 90, la construction a clairement tiré profit de la croissance de l'économie européenne. Parmi les pays pour lesquels on dispose de séries chronologiques assez longues de données SSE (2), la croissance (à prix courants) a été particulièrement importante au Royaume-Uni où la valeur ajoutée du secteur de la construction a augmenté en moyenne de 20,4 % par an entre 1996 et 2000, et en Finlande où la production s'est développée à un rythme annuel moyen de 14,7 % de 1995 à 2000. À l'opposé, en Belgique et en Autriche la valeur ajoutée à prix courants du secteur de la construction a progressé le plus lentement, avec une moyenne annuelle respective de 3,5 % et 1,2 % entre 1995 et 2000.

(2) Tous les États membres sauf D, EL, E et IRL.

Tel que mentionné précédemment, la construction est un secteur où les très petites entreprises jouent un rôle important. De fait, les entreprises de moins de 10 personnes occupées ont généré un tiers, voire plus, de la valeur ajoutée de ce secteur en 2000 dans la plupart des États membres (3). En Italie, les très petites entreprises ont contribué pour plus de la moitié (55,7 %) à la richesse créée par le secteur de la construction. En comparaison, la part des très petites entreprises dans la valeur ajoutée manufacturière n'atteignait pas 10 % dans la plupart des pays.

Les très petites entreprises étaient particulièrement présentes dans les travaux de finition (groupe 45.4 de la NACE), secteur dans lequel les plâtriers, décorateurs, plombiers et électriciens indépendants constituaient une part très importante de la main-d'œuvre. En conséquence, les entreprises occupant entre 1 et 9 personnes représentaient plus de la moitié de la valeur ajoutée générée dans la plupart des pays (4), avec des pointes de 70,5 % au Portugal et de 85,1 % en Italie.

(3) E, 1999; EL, IRL, L et NL, non disponibles.

(4) EL, E, IRL, L et NL, non disponibles.

Par contraste, la contribution des petites entreprises a été moindre dans les activités où les économies d'échelle jouaient un rôle plus important, notamment les activités de construction générale (comme la construction d'ouvrages complets ou de parties d'ouvrages et le génie civil, groupe 45.2 de la NACE).

Les résultats du panel communautaire des ménages (PCM) fournissent des informations sur le marché des logements résidentiels. Ce panel montre que, en 1998, la majorité (51,8 %) des ménages européens vivaient dans des maisons contre 41,9 % dans des appartements et que la plupart des ménages (59,4 %) étaient propriétaires des logements dans lesquels ils vivaient. Si les maisons étaient généralement occupées par leurs propriétaires (76,7 %), les appartements étaient plutôt loués (35,5 % seulement d'entre eux étaient occupés par leurs propriétaires) – voir tableau 15.1. En 1998, 82,0 % des ménages espagnols, 74,5 % des ménages irlandais et 74,0 % des ménages grecs étaient propriétaires des logements qu'ils habitaient. L'Allemagne était le seul pays (5) où moins de la moitié (40,9 %) des ménages étaient propriétaires du logement qu'ils habitaient.

La FIEC divise la production du secteur de la construction en quatre grandes catégories: la construction résidentielle, la construction non résidentielle, les travaux de rénovation et d'entretien et le génie civil. Selon cette association, la construction non résidentielle représentait 30 % de la valeur de production dans l'Union européenne en 2000 et assurait ainsi la plus grande part de l'activité du secteur (voir figure 15.3). La construction résidentielle de nouveaux logements (logements individuels et immeubles à appartements) qui en représentait 26 % de cette production. La rénovation et l'entretien en réalisaient aussi une part substantielle (un quart), ce qui confirme le rôle de plus en plus important de cette activité dans le secteur de la construction. En fin de compte, le génie civil (routes, chemins de fer, ponts et tunnels par exemple) constitue le secteur de plus modeste de la construction avec 19 % de la valeur de la production.

(5) FIN, non disponible.



**Tableau 15.1**  
Types d'habitations dans l'UE, 1998 (% des ménages) (1)

	Maison	Apparte- ment	Autre (2)
<b>Total</b>	51,8	41,9	6,4
<b>Statut socio-économique</b>			
<b>Emploi</b>	53,5	41,2	5,3
<b>Chômeur</b>	40,2	51,3	8,5
<b>Pensionné</b>	51,8	40,4	7,8
<b>Autre</b>	45,3	48,0	6,8
<b>Type de ménage</b>			
<b>Un adulte de moins de 30 ans</b>	22,7	69,9	7,4
<b>Un adulte entre 30 et 64 ans</b>	34,2	58,9	6,9
<b>Un adulte de plus de 65 ans</b>	43,8	48,1	8,1
<b>Parent célibataire avec enfants à charge</b>	38,3	57,7	4,0
<b>Deux adultes avec un enfant à charge</b>	56,4	38,7	4,8
<b>Deux adultes avec deux enfants à charge</b>	61,3	33,7	5,1
<b>Deux adultes avec trois ou plus enfants à charge</b>	69,3	28,3	2,4
<b>Deux adultes, dont un âgé de 65 ans ou plus</b>	60,1	32,6	7,3
<b>Revenu (3)</b>			
<b>Élevé</b>	53,4	42,3	4,3
<b>Moyen-élevé</b>	50,9	40,4	5,6
<b>Moyen-bas</b>	49,6	39,7	7,6
<b>Bas</b>	48,1	40,5	8,4

(1) À l'exclusion L and FIN.

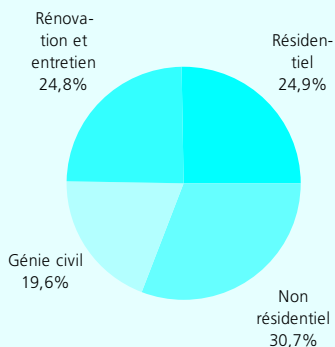
(2) Par exemple hôtels, institutions ou campings.

(3) Ventilation du revenu exprimée par rapport au revenu médian: bas revenu, moins de 60%; moyen-bas, 60% à 100%; moyen-élevé, 100% à 140%; élevé, plus de 140%.

Source: Eurostat, Panel des ménages (theme3/housing/prholds/type).

Les données de la FIEC indiquent que le ralentissement général de l'économie de l'Union européenne en 2001 a freiné l'expansion que connaissait le secteur de la construction depuis 1994. On estime que la croissance de ce secteur a été de 0,1 % dans l'Union européenne en 2001 (à prix constants) cette quasi-stagnation résulte de deux phénomènes opposés: un recul important de la construction de nouvelles maisons (-3,9 %) compensé par une forte croissance du nombre de bâtiments non résidentiels (2,3 %) et par le développement des projets de génie civil (3,1 %).

**Graphique 15.3**  
Ventilation de la production de la construction dans l'UE, 2001 (1)



(1) Estimations.  
Source: FIEC.

À l'échelon des pays, l'évolution du secteur de la construction est contrastée. En Allemagne par exemple, il vient de traverser une des périodes les plus difficiles de ces dernières années avec une chute de la production de 5,5 % à prix constants en 2001. Tous les secteurs y ont enregistré des chiffres négatifs, particulièrement élevés dans le domaine de la construction d'habitations et notamment de nouveaux logements (-11,0 %). Le Danemark (-4,9 %) et la Belgique (-4,6 %) ont aussi affiché d'importantes réductions de la production en 2001. À l'inverse, l'Espagne a continué d'enregistrer une forte croissance (5,4 %) sous l'impulsion de la construction non résidentielle (7,2 %) et du génie civil (10,0 %). Une forte croissance a également été constatée en Suède (4,2 %) grâce à l'expansion de la construction de nouvelles habitations (12,2 %) et du génie civil (6,2 %). Au Royaume-Uni, la croissance (3,8 %) a été assurée par la construction non résidentielle (4,4 %) et le génie civil (15,0 %).

**Tableau 15.2**  
Proportion des ménages propriétaires de leur habitation, ventilation par type, 1998 (%) (1)

	Maison	Apparte- ment	Autre (2)	Total
<b>EU-15</b>	76,7	35,5	43,0	59,4
<b>B</b>	81,8	35,5	43,2	71,2
<b>DK</b>	77,5	23,8	40,4	55,7
<b>D</b>	68,0	15,1	49,4	40,9
<b>EL</b>	88,6	61,1	86,2	74,0
<b>E (3)</b>	86,7	79,1	:	82,0
<b>F</b>	75,9	22,7	35,3	53,5
<b>IRL</b>	79,8	5,1	42,0	74,5
<b>I</b>	82,1	65,9	71,6	71,4
<b>L (3)</b>	87,9	34,2	:	69,7
<b>NL</b>	66,4	18,6	28,4	51,0
<b>A</b>	83,4	20,4	62,2	51,2
<b>P</b>	70,7	57,0	18,7	65,6
<b>FIN</b>	:	:	:	:
<b>S (3)</b>	89,9	29,6	:	58,6
<b>UK</b>	77,8	33,0	21,9	68,8

(1) L, 1996; FIN, non disponible.

(2) Par exemple hôtels, institutions ou campings.

(3) Autres non disponible.

Source: Eurostat, Panel des ménages (theme3/housing/prholds/tenure).

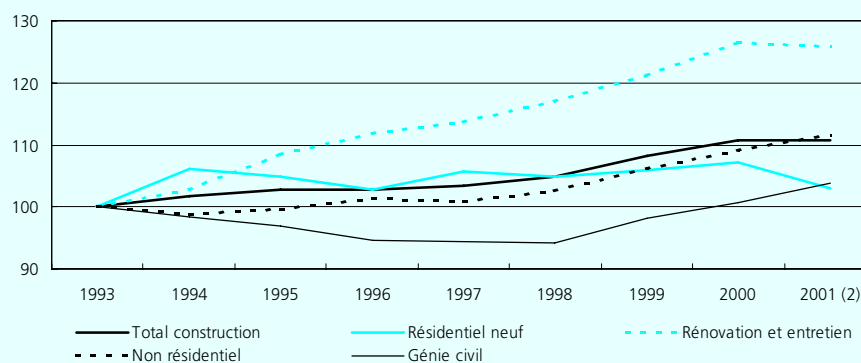
Le secteur de la construction s'est principalement développé, ces dernières années, dans le domaine de la rénovation et de l'entretien où la production a augmenté en moyenne de 3,0 % par an entre 1995 et 2001. La construction non résidentielle a aussi enregistré une croissance notable de 2,3 % par an de moyenne sur la même période. Par contre, le génie civil a connu un ralentissement de son activité à partir de 1993 et une reprise à partir de 1999 seulement. Ce secteur a dû attendre l'année 2000 pour retrouver son niveau de production de 1993 pour des raisons tenant fondamentalement à la réduction des projets de travaux publics.

La construction est traditionnellement une activité locale dominée par les petites entreprises et peu orientée vers l'exportation. Quelques grandes entreprises de l'Union européenne n'en remportent pas moins un certain succès sur les marchés mondiaux comme le démontre le fait que huit des dix premiers entrepreneurs internationaux étaient des entreprises communautaires (voir tableau 15.4).



Graphique 15.4

## Évolution de la production à prix constants du secteur de la construction dans l'UE (1993=100) (1)



(1) EL et L, non disponibles.

(2) Estimations.

Source: FIEC.

Tableau 15.3

## Taux de croissance de la production dans la construction dans l'UE (%) (1)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 (2)
<b>Total construction</b>	0,9	0,1	0,6	1,3	3,3	2,3	0,1
<b>Résidentiel neuf</b>	-1,1	-2,1	3,0	-0,9	1,1	1,1	-3,9
<b>Rénovation et entretien</b>	5,5	3,1	1,7	2,9	3,6	4,3	-0,5
<b>Non résidentiel</b>	0,9	1,7	-0,4	1,6	3,6	2,7	2,3
<b>Génie civil</b>	-1,4	-2,5	-0,1	-0,4	4,3	2,6	3,1

(1) EL et L, non disponibles.

(2) Estimations.

Source: FIEC.

Tableau 15.4

## Les dix principales entreprises internationales de construction, 2001 (1)

		Chiffre d'affaires à l'international (millions d'euros)	Part dans le chiffre d'affaires total (%)
<b>Skanska AB</b>	S	13 568	84,7
<b>Hochtief</b>	D	10 625	81,5
<b>VINCI</b>	F	6 733	39,2
<b>Bouygues</b>	F	6 445	45,0
<b>Halliburton KBR</b>	US	4 982	76,2
<b>Bechtel</b>	US	4 458	35,3
<b>Bovis Lend Lease</b>	UK	4 078	76,3
<b>AMEC plc</b>	UK	3 166	54,1
<b>TECHNIP-COFLEXIP</b>	F	2 742	99,6
<b>Bilfinger Berger AG</b>	D	2 561	60,6

(1) Classement basé sur le chiffre d'affaires de la construction généré par chacune des entreprises hors de leur pays d'origine.

Source: Engineering News-Record, McGraw-Hill, 20 août 2001, disponible sur [http://enr.construction.com/people/topLists/topIntlCont/topIntlCont\\_1-50.asp](http://enr.construction.com/people/topLists/topIntlCont/topIntlCont_1-50.asp).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La construction et les activités immobilières occupaient quelque 12,3 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000, dont 10,6 millions dans le secteur de la construction et 1,7 dans les services immobiliers. La main-d'œuvre globale de ce secteur était donc légèrement inférieure à celle du commerce de détail (division 52 de la NACE) ou des autres services aux entreprises (division 74 de la NACE) qui occupaient environ 13,0 millions de personnes. L'analyse ci-après des caractéristiques de la main-d'œuvre se limite aux activités de la construction. Le lecteur trouvera dans le sous-chapitre 15.3 les données EFT et SSE concernant les activités immobilières.

La construction est une activité à très forte intensité de main-d'œuvre avec une grande mobilité des travailleurs. De plus, les niveaux de qualification requis deviennent plus élevés à mesure de la sophistication croissante des technologies utilisées dans le secteur de la construction. Enfin, la durée des contrats de travail est souvent liée à la durée des travaux.

Les données SSE révèlent que la construction a contribué de manière significative à la création d'emploi dans l'industrie ces dernières années. Dans tous les pays disposant de séries chronologiques assez longues <sup>(6)</sup>, le nombre de personnes occupées dans le secteur de la construction a augmenté pendant la seconde moitié des années 90 et ce à un rythme partout supérieur à la moyenne de l'ensemble de l'industrie (sections C à F de la NACE).

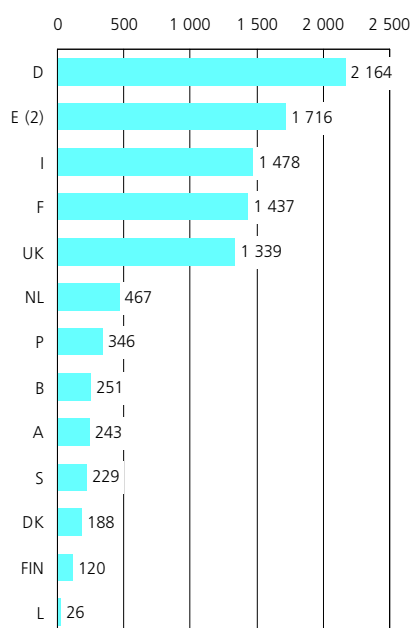
Trois pays ont signalé une forte création nette d'emplois: la Finlande avec une croissance annuelle de 10,8 % entre 1995 et 2000, le Portugal (8,3 % par an sur la même période) et le Royaume-Uni (7,1 % entre 1996 et 2000). La Belgique, la France (entre 1996 et 2000), le Luxembourg et l'Autriche ont affiché une croissance annuelle nette de l'emploi inférieure à 1 %.

Selon l'EFT, la construction est une activité à prédominance masculine puisque, dans l'Union européenne, 91,5 % de la main-d'œuvre du secteur étaient des hommes en 2001; ce pourcentage est bien supérieur à la moyenne de l'industrie (sections C à F de la NACE) qui s'établissait à 77,5 %.

<sup>(6)</sup> Tous les États membres sauf DK, D, EL, E et IRL.

Graphique 15.5

**Construction (NACE division 45)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les indépendants étaient également relativement importants dans le secteur de la construction de l'Union européenne ; puisque qu'ils représentaient 22,1 % des personnes occupées en 2001, pourcentage près de deux fois plus élevé que la moyenne de l'industrie (11,2 %) et aussi plus élevé que dans les services (17,4 % pour les sections G à K de la NACE). Il n'y a qu'en Espagne, au Luxembourg et en Autriche que l'activité indépendante dans la construction a été inférieure aux moyennes nationales enregistrées pour l'ensemble de l'activité des entreprises.

Tableau 15.5

**Construction (NACE division 45)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001
<b>EU-15</b>	8,8	8,5	5,3	5,2	23,2	22,1
<b>B</b>	6,4	8,5	3,6	5,5	21,1	22,5
<b>DK</b>	9,3	8,5	5,8	3,8	13,2	17,3
<b>D</b>	12,7	13,1	5,6	7,3	10,3	13,3
<b>EL</b>	1,2	1,8	6,0	2,4	36,6	31,9
<b>E</b>	4,2	4,9	1,8	1,5	23,5	19,1
<b>F</b>	9,1	9,2	5,4	5,0	19,1	17,1
<b>IRL</b>	5,9	4,5	4,3	4,2	25,7	26,0
<b>I</b>	5,2	6,0	4,1	4,3	36,5	35,9
<b>L</b>	7,4	8,2	:	4,1	8,3	5,4
<b>NL</b>	6,5	8,1	9,9	10,2	11,4	15,1
<b>A</b>	9,3	9,8	3,9	5,3	5,1	6,8
<b>P</b>	4,2	3,6	2,8	2,3	27,3	24,9
<b>FIN</b>	6,6	5,8	5,6	4,0	26,5	19,4
<b>S</b>	7,0	7,6	8,1	8,1	22,6	19,0
<b>UK</b>	10,4	9,7	7,3	6,4	43,7	32,2

(1) L, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

En ce qui concerne la durée du travail, la formule du travail à temps partiel n'est pas souvent retenue dans la construction. Seules 5,2 % des personnes occupées dans ce secteur de l'Union européenne en 2001 travaillaient à temps partiel, pourcentage inférieur à la moyenne de l'industrie (6,8 %) et représentant pratiquement le quart de celle des services (19,8 %). À l'échelon national, il n'y a qu'en Grèce où le travail à temps partiel a été plus fréquent dans la construction que dans l'ensemble de l'industrie. En Belgique et en Finlande, le recours au travail à temps partiel dans la construction a aussi été -relativement- important, la part des travailleurs à temps partiel se situant proche des moyennes nationales respectives de l'industrie (quoique toujours au-dessous). À l'opposé, il est apparu qu'en Espagne, au Danemark et aux Pays-Bas le travail à temps partiel était beaucoup moins important dans la construction que dans l'industrie.

Dans la plupart des États membres, le coût unitaire de la main-d'œuvre dans la construction a été égal ou supérieur à 30 000 euros par salarié en 2000 <sup>(7)</sup>, avec un maximum de 37 500 euros en Suède. L'Espagne (18 300 euros par salarié) et le Portugal (12 000) ont affiché des niveaux sensiblement inférieurs à cette moyenne. Dans tous les pays pour lesquels on dispose de données, le niveau du coût unitaire de la main-d'œuvre a été inférieur aux moyennes respectives de l'industrie <sup>(8)</sup>, parfois de peu (2,6 % de moins au Portugal et 3,1 % au Danemark) mais en général dans une plus forte mesure, l'écart enregistré dépassant 15 % en Belgique (16,7 %), en Espagne (17,2 %, 1999), en Italie (18,2 %) et au Luxembourg (19,7 %).

Les ratios de productivité du travail ajustée des salaires dans le secteur de la construction ont été inférieurs aux moyennes de l'industrie dans tous les pays. Ces ratios se sont échelonnés entre 104 % en Allemagne et 162 % au Royaume-Uni <sup>(9)</sup>.

<sup>(7)</sup> E et NL, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(8)</sup> D, EL, IRL et NL, non disponibles.

<sup>(9)</sup> E et NL, 1999; EL et IRL, non disponibles.

### 15.1: PRÉPARATION DES SITES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION GÉNÉRALE

La préparation des sites (groupe 45.1 de la NACE) englobe des activités relativement diverses allant des sondages et forages d'essai destinés à déterminer l'état du sol jusqu'aux travaux de terrassement et d'ouverture de tranchées en passant par la démolition de bâtiments et structures existants, le déblayage des chantiers, la stabilisation du sol et les travaux de creusement. La construction d'ouvrages de bâtiment (ou de parties d'ouvrages) et le génie civil (groupe 45.2 de la NACE), ci-après désignés conjointement comme la construction générale, constituent les activités de base du secteur de la construction.

La préparation des sites et la construction d'ouvrages de bâtiment (ou de parties d'ouvrage) et le génie civil sont les premières étapes du processus de construction. Ces activités sont couvertes par les groupes 45.1 et 45.2 de la NACE. Il convient de noter que les activités des architectes et des paysagistes, qui précèdent généralement la construction, sont prises en compte au sous-chapitre 22.4.

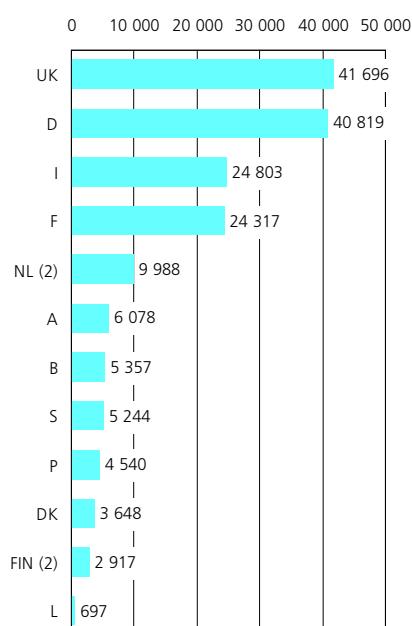
#### PROFIL STRUCTUREL

Les données SSE disponibles <sup>(10)</sup> indiquent que les activités de préparation des sites et de construction générale (groupes 45.1 et 45.2 de la NACE) ont constitué les principaux secteurs de la construction du point de vue de leur contribution à la valeur ajoutée. Selon ces données <sup>(11)</sup>, ces deux secteurs ont représenté conjointement 57,6 % environ de la valeur ajoutée générée par l'ensemble du secteur de la construction (section F de la NACE) en 2000. Si par extension on applique ce ratio à la valeur ajoutée totale estimée pour la construction, il ressort que les secteurs de la préparation des sites et de la construction générale ont généré quelque 205 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000. Cette estimation, à regarder avec prudence, repose naturellement sur l'hypothèse que la structure du secteur de la construction dans les pays manquants est similaire à la moyenne des pays pour lesquels on dispose de données. En fait, les activités de préparation des sites et de construction générale contribuaient pour moins de 50 % à la valeur

<sup>(10)</sup> À défaut de données SSE pour plusieurs pays, dont l'Espagne, il est impossible d'établir pour ce sous-chapitre des agrégats à l'échelle de l'Union européenne.

<sup>(11)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999.

**Graphique 15.6**  
Préparation des sites; construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil (NACE groupes 45.1 et 45.2)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, E et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

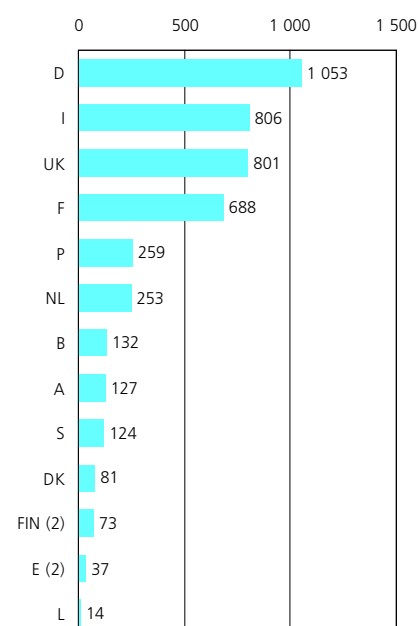
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

ajoutée de la construction au Danemark (47,7 %) et en France (49 %), alors qu'elles constituaient jusqu'à 80,8 % de la valeur ajoutée de la construction au Portugal et plus de 60 % en Italie (62,4 %), au Royaume-Uni (62,9 %) et en Finlande (66,3 %, 1999).

Dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de séries chronologiques assez longues <sup>(12)</sup>, la valeur ajoutée a augmenté moins vite ces dernières années dans ces secteurs que dans les autres activités qui composent le secteur de la construction (travaux d'installation et de finition et location avec opérateur de matériel de construction).

<sup>(12)</sup> Tous les États membres sauf D, EL, E, IRL et L.

**Graphique 15.7**  
Préparation des sites; construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil (NACE groupes 45.1 et 45.2)  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les données SSE disponibles indiquent que les activités de préparation des sites et de construction générale assuraient 56,2 % de l'emploi total (estimé à 6 millions de personnes environ) du secteur de la construction dans l'Union européenne en 2000 <sup>(13)</sup>. Soulignons que la contribution de ces activités à l'emploi était inférieure à leur contribution à la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur de la construction, et donc que leurs niveaux de productivité ont été supérieurs à la moyenne de la construction. Dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, l'emploi a augmenté moins rapidement que la valeur ajoutée, ce qui confirme l'existence de gains de productivité dans le temps. Néanmoins, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans les activités de préparation des sites et de la construction générale est restée nettement inférieure à la moyenne de l'industrie.

<sup>(13)</sup> E et NL, 1999; EL et IRL, non disponibles.

En moyenne, chaque personne occupée dans les secteurs de la préparation des sites et de la construction générale a généré en 2000 <sup>(14)</sup> 38 600 euros de valeur ajoutée, soit quelque 5 000 euros de plus que la moyenne de l'ensemble du secteur de la construction mais 20 % de moins que la moyenne de l'industrie (50 000 euros).

<sup>(14)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999.

De la même façon, les ratios de productivité du travail ajustée des salaires des activités de préparation des sites et de construction générale ont dépassé 120 % dans la plupart des pays pour lesquels on disposait de données en 2000 <sup>(15)</sup>. Ces ratios sont supérieurs à celui de la construction (sauf en Autriche) mais inférieurs de 20 % environ à la moyenne industrielle de la plupart des pays. Il convient de remarquer que cet écart de productivité a été bien inférieur au Royaume-Uni (167 % contre 182 % pour l'industrie) et au Luxembourg (158 % contre 162 % pour l'industrie).

<sup>(15)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999.

Les entreprises travaillant dans le domaine de la préparation des sites et de la construction générale ont supporté un coût unitaire de la main-d'œuvre supérieur à celui de la construction dans son ensemble, avec toutefois des écarts moindres que ceux observés pour la productivité apparente de la main-d'œuvre. Autrement dit, l'excès du coût unitaire de la main-d'œuvre a été largement compensé par celui des niveaux de productivité.

## 15.2: TRAVAUX D'INSTALLATION ET DE FINITION

Les travaux d'installation et de finition de bâtiments (résidentiels et non résidentiels) et d'ouvrages de génie civil sont répartis en neuf catégories au niveau des classes à quatre chiffres de la NACE: travaux d'installation électrique (classe 45.31); travaux d'isolation (classe 45.32); plomberie (classe 45.33); plâtrerie (classe 45.41); menuiserie (classe 45.42); revêtement des sols et des murs (classe 45.43); peinture et vitrerie (classe 45.44); et autres travaux d'installation et de finition (classes 45.34 et 45.45). Le présent sous-chapitre couvre également la location avec opérateur de matériel de construction (groupe 45.5).

Les entreprises de travaux d'installation et de finition interviennent aux derniers stades du processus de production, une fois que la structure du bâtiment ou de l'ouvrage est achevée. Le marché de la rénovation, de la réparation et de l'entretien est également très important pour ces entreprises.

### PROFIL STRUCTUREL

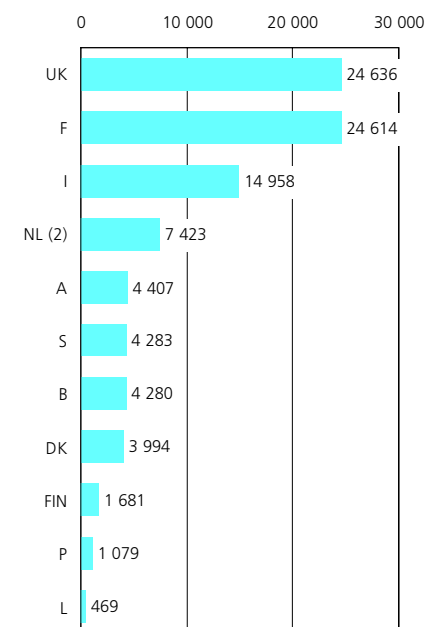
Selon les données SSE disponibles, les activités d'installation et de finition et de location de matériel de construction ont représenté 42,4 % de la valeur ajoutée générée par le secteur de la construction dans l'Union européenne en 2000 <sup>(16)</sup>, soit environ 150 milliards d'euros. Ce chiffre qui doit être considéré comme une première estimation repose sur l'hypothèse que la structure du secteur de la construction dans les pays manquants est similaire à la moyenne des pays pour lesquels des données sont disponibles.

Les travaux d'installation (groupe 45.3 de la NACE) apparaissent comme la principale des activités considérées ici, avec 24,7 % du total de la valeur ajoutée de la construction en 2000 <sup>(17)</sup>, les travaux d'installation électrique (classe 45.31) et la plomberie (classe 45.33) en étant les composantes essentielles, avec des contributions respectives de 11,4 % et 10,4 % à cette valeur ajoutée.

<sup>(16)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999; D, à l'exclusion du groupe 45.5 de la NACE.

<sup>(17)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999.

**Graphique 15.8**  
**Travaux d'installation; travaux de finition; location avec opérateur de matériel de construction**  
**(NACE groupes 45.3, 45.4 et 45.5)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) D, EL, E et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les travaux de finition (groupe 45.4 de la NACE) constituent le second segment, avec 16,9 % de la valeur ajoutée du secteur de la construction dans l'Union européenne en 2000 <sup>(18)</sup>. Dans ce groupe, les deux principales classes d'activité ont été les peintures et vitreries (classe 45.44) et la menuiserie (classe 45.42) qui ont compté respectivement pour 5,9 % et 4,9 % de la valeur ajoutée totale de la construction.

Le secteur le plus modeste a été celui de la location avec opérateur de matériel de construction (groupe 45.5 de la NACE) qui n'a contribué que marginalement à l'activité de construction, avec environ 1,0 % de la valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(19)</sup>. Ce secteur a été relativement important en Finlande (1,8 % de la valeur ajoutée totale du secteur de la construction), au Royaume-Uni (1,9 %) et aux Pays-Bas (2,2 %, 1999).

<sup>(18)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999.

<sup>(19)</sup> D, EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999.

Comme il est signalé dans le chapitre de présentation générale de ce secteur, les activités de rénovation et d'entretien ont enregistré les taux de croissance les plus élevés de tout le secteur de la construction ces dernières années (voir la figure 15.2). Le Danemark (6,0 % par an contre 7,7 % par an pour l'ensemble du secteur de la construction entre 1995 et 2000), la Finlande (13,3 % contre 14,7 % pour la même période) et la France (3,7 % contre 4,5 % sur la période 1996-2000) ont toutefois fait exception étant les seuls pays, selon les données disponibles <sup>(20)</sup>, où la valeur ajoutée des travaux d'installation et de finition a augmenté moins vite que la moyenne du secteur de la construction.

<sup>(20)</sup> Tous les États membres à l'exception de D, EL, E et IRL.

L'importance des PME qui caractérise la construction en général est encore supérieure dans le cas des activités décrites dans le présent sous-chapitre. Tel est le cas en particulier des micro-entreprises (occupant 1 à 9 personnes) qui ont représenté 35,0 % de la valeur ajoutée du secteur de la construction en 2000 <sup>(21)</sup> et jusqu'à 35,9 % de la location de matériel de construction (groupe 45.5 de la NACE), 37,0 % des travaux d'installation (groupe 45.3) et 54,7 % des travaux de finition (groupe 45.4).

<sup>(21)</sup> E, IRL, L et NL, non disponibles; B, 1999; D et A, à l'exclusion du groupe 45.5 de la NACE.

Tableau 15.6

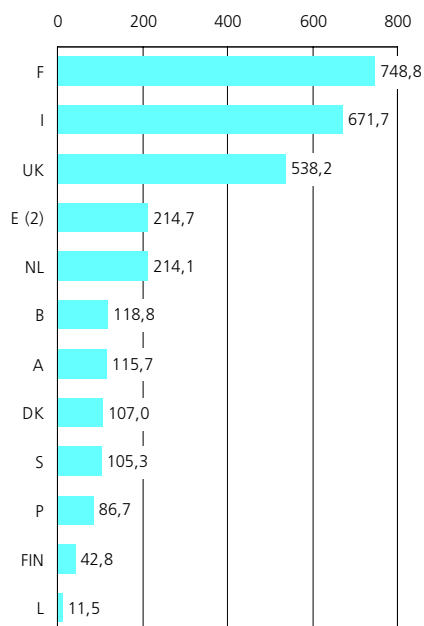
Travaux d'installation; travaux de finition; location avec opérateur de matériel de construction (NACE groupes 45.3, 45.4 et 45.5)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-4,1	-6,7	17,0	5,3	16,9	-14,2	-6,2	15,8	4,9	23,8	-5,9	-1,4	4,2	4,1	5,8
<b>DK</b>	3,5	6,7	6,3	6,2	7,5	3,8	4,8	9,5	6,8	5,2	1,1	3,1	-3,5	1,6	7,4
<b>D</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>F</b>	:	-3,4	3,2	6,1	9,8	:	-2,9	1,9	5,7	10,5	:	-2,3	0,0	2,1	2,1
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	13,9	10,7	13,9	7,7	9,8	20,3	4,3	14,2	3,9	9,6	-2,2	-1,4	9,3	6,0	6,0
<b>L</b>	:	:	:	:	10,0	:	:	:	:	9,9	:	:	:	:	3,0
<b>NL</b>	6,8	0,7	10,6	11,2	0,2	3,0	1,6	11,0	9,5	:	13,1	5,2	4,7	0,6	4,2
<b>A</b>	:	:	1,5	:	:	:	:	3,7	:	:	:	:	-0,9	:	:
<b>P</b>	:	15,7	67,3	13,2	-8,0	:	10,9	49,1	16,4	-8,7	:	10,0	36,9	13,3	-7,4
<b>FIN</b>	9,9	17,1	12,4	9,1	7,7	17,1	14,7	16,8	4,9	13,4	9,6	17,7	11,6	3,1	5,3
<b>S</b>	:	:	2,5	7,7	18,6	:	:	4,1	13,9	15,7	:	:	5,9	-2,1	6,1
<b>UK</b>	:	39,4	7,3	16,0	21,2	:	49,1	3,8	17,9	22,5	:	-1,4	20,0	12,2	4,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 15.9

**Travaux d'installation; travaux de finition;  
location avec opérateur de matériel de  
construction  
(NACE groupes 45.3, 45.4 et 45.5)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**



(1) D, EL et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Selon les données SSE, l'emploi dans les travaux d'installation et de finition pouvait être estimé à 4,6 millions de personnes, soit 43,8 % de l'emploi total de la construction en 2000 <sup>(22)</sup>. Dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de séries chronologiques raisonnablement longues, l'emploi s'est développé à un rythme plus soutenu dans ce secteur que dans la construction en général. Cette croissance n'a toutefois pas dépassé celle de la valeur ajoutée et n'a donc pas entravé les gains de productivité (à prix courants). La productivité apparente de la main-d'œuvre s'est élevée à 32 500 euros par personne occupée dans les pays pour lesquels on disposait de données en 2000 <sup>(23)</sup>, soit environ 1 100 euros de moins que dans l'ensemble du secteur de la construction.

Le coût unitaire de la main-d'œuvre dans les activités d'installation et de finition a été généralement inférieur aux moyennes nationales du secteur de la construction. Néanmoins, la relative modération de ce coût était souvent assortie d'une productivité apparente de la main-d'œuvre encore plus faible. Au Royaume-Uni par exemple, le coût unitaire de la main-d'œuvre s'établissait en 2000 à 29 700 euros par salarié, soit environ 2,9 % de moins que la moyenne de la construction dans ce même pays alors que la productivité apparente de la main-d'œuvre, 45 800 euros de valeur ajoutée par salarié, était inférieure de 7,5 % à la moyenne.

<sup>(22)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL et FIN, 1999;

D, à l'exclusion du groupe 45.5 de la NACE.

<sup>(23)</sup> EL, E et IRL, non disponibles; NL, 1999;

D, à l'exclusion du groupe 45.5 de la NACE.

## 15.3: ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

La NACE inclut les activités immobilières dans sa division 70. Au sens strict, les activités immobilières sont des activités de service classées dans la section K de la NACE aux côtés des autres services aux entreprises. Elles figurent néanmoins dans le présent chapitre en raison de leur lien étroit avec le secteur de la construction.

Les activités immobilières ont une double nature: certaines concernent la demande primaire et la promotion immobilière et d'autres sont axées sur le fonctionnement du marché secondaire. La première catégorie regroupe les promoteurs et les consultants spécialisés dans les études de faisabilité, la seconde étant davantage le domaine des agents immobiliers compétents en matière d'évaluation cadastrale, de transactions et de gestion de biens immobiliers.

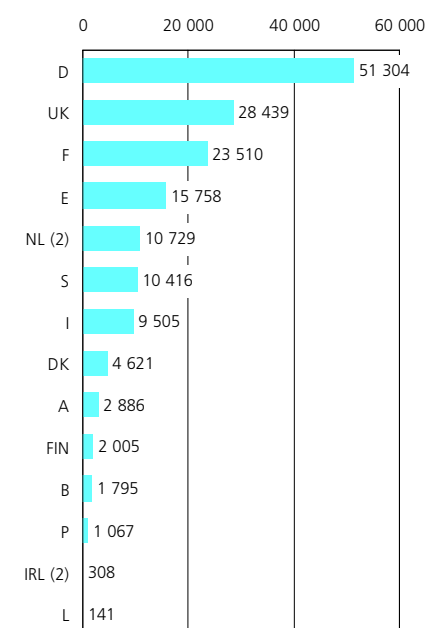
Les mesures de la valeur ajoutée (et partant de la productivité du travail) doivent être interprétées avec prudence. En raison de la nature des activités immobilières, notamment celles des groupes 70.1 et 70.2 de la NACE qui concernent la promotion, la vente et la location de biens immobiliers, les structures des coûts de ces entreprises ne sont pas comparables à celles d'autres activités. En particulier, les entreprises immobilières propriétaires d'un bien qu'elles louent peuvent avoir à supporter des charges financières et d'amortissement considérablement plus élevées.

## PROFIL STRUCTUREL

Selon les données SSE disponibles, on estime que les activités immobilières ont généré une valeur ajoutée de 167 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000 représentant environ 3,5 % de la richesse engendrée par l'activité des entreprises dans l'Union européenne et 6,2 % de la valeur ajoutée du secteur des services. À des fins de comparaison et pour illustrer l'importance des activités immobilières, on peut dire qu'elles ont généré plus de valeur ajoutée, par exemple, que les hôtels et restaurants (division 55 de la NACE) ou le transport terrestre (division 60 de la NACE).

À elle seule, l'Allemagne a contribué pour près d'un tiers (51,3 milliards d'euros) à la richesse totale générée par ce secteur. Sa contribution a représenté pratiquement le double de celle du Royaume-Uni (28,4 milliards) ou de la France (23,5 milliards). Parmi les grandes économies, il est intéressant de remarquer la taille relativement modeste des activités immobilières en Italie (9,5 milliards d'euros) et de la rapprocher de celle de la Suède (10,4 milliards de valeur ajoutée dans ce secteur en 2000) qui se détache comme étant, aux côtés du Danemark et de l'Espagne, le pays de l'Union européenne où les services immobiliers étaient relativement le plus développés.

Graphique 15.10  
Activités immobilières (NACE division 70)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 15.7

Activités immobilières (NACE division 70)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

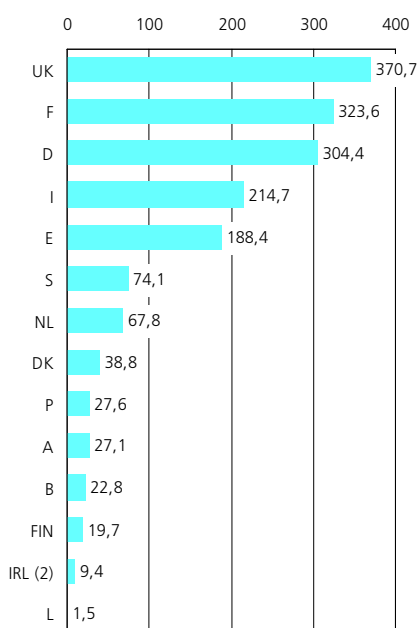
	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	3,5	7,3	7,4	36,0	-11,6	-10,9	7,2	-0,2	8,0	16,8	3,0	0,2	8,1	-0,6	6,8
DK	:	:	:	:	-22,5	:	:	:	:	-15,6	:	:	:	:	-14,9
D	:	:	4,0	0,8	-33,1	:	:	:	:	-76,1	:	:	:	:	-22,5
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	25,1	:	:	:	:	2,7	:	:	:	:	11,2
F	40,2	2,6	5,7	6,2	8,2	38,4	-14,2	-1,4	24,1	13,9	29,2	-1,2	1,1	0,7	5,0
IRL	25,8	36,6	66,7	:	:	38,3	30,3	14,3	:	:	1,5	20,1	36,1	:	:
I	8,8	7,2	27,6	22,0	-2,8	-7,4	-7,2	51,2	18,8	-22,1	1,1	5,3	17,0	3,8	1,7
L	53,6	26,7	-47,6	12,0	5,3	244,1	14,7	-73,0	63,8	0,9	112,4	-1,1	-12,7	4,9	5,6
NL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	14,3	-3,8	7,9	:	:
A	4,4	5,9	7,6	0,1	7,0	:	:	23,3	5,1	0,8	0,2	5,1	20,8	0,3	7,5
P	384,4	-35,3	36,0	35,3	-41,7	:	-51,8	65,6	13,2	-31,4	58,7	-11,5	17,6	0,2	-0,6
FIN	-23,0	28,1	16,0	37,8	17,2	26,6	-8,3	38,4	46,4	19,2	-5,5	32,9	-15,0	1,0	3,0
S	:	:	1,6	8,5	14,8	:	:	1,3	9,3	8,3	:	:	1,3	0,1	0,7
UK	:	:	5,8	13,5	13,8	:	:	:	:	15,8	:	:	:	5,7	1,8

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## NACE 70

## Chapitre 15: construction et activités immobilières

Graphique 15.11

**Activités immobilières (NACE division 70)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Au cours de la seconde moitié des années 90, les activités immobilières ont évolué différemment dans les États membres pour lesquels on dispose de séries chronologiques raisonnablement longues <sup>(24)</sup>. Plusieurs pays ont enregistré une croissance notable, en particulier la Finlande où la valeur ajoutée est passée de 715 millions d'euros en 1995 à 20 milliards en 2000, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 22,9 % (à prix courants). Le Luxembourg et la France peuvent aussi afficher de taux de croissance à deux chiffres sur la même période (12,0 % et 10,6 % par an respectivement). Au Portugal, par contre, la valeur ajoutée a baissé de 1,7 milliard d'euros en 1996 à 1,1 milliard en 2000.

(24) B, F, I, L, A, P, FIN et S.

Tableau 15.8

**Activités immobilières (NACE division 70)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
EU-15	48,7	48,7	20,0	22,0	19,2	17,4
B	46,2	52,5	21,8	40,1	34,7	14,3
DK	44,4	36,3	17,5	21,6	:	18,8
D	45,3	47,6	20,5	26,4	26,1	24,3
EL	:	:	:	:	:	:
E	47,0	55,6	10,7	9,2	36,2	25,8
F	54,9	52,1	16,6	17,2	12,9	9,4
IRL	:	46,1	:	:	:	36,4
I	35,5	41,7	6,7	11,9	48,0	51,5
L	:	:	:	:	:	:
NL	41,8	36,0	29,8	34,4	12,8	14,2
A	68,1	72,6	33,4	41,3	7,6	6,2
P (1)	:	45,8	:	:	:	:
FIN	44,3	39,4	18,9	18,6	21,8	13,9
S	32,6	30,8	20,0	21,1	:	16,5
UK	51,6	49,9	24,1	23,4	14,3	12,8

(1) 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

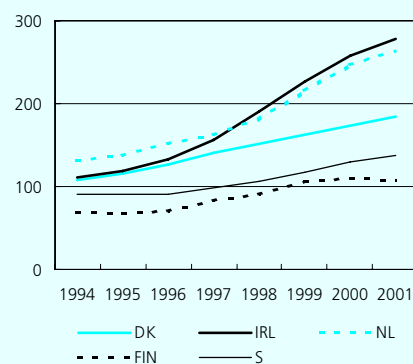
Tableau 15.9

**Nombre de transactions immobilières**  
**(unités)**

	1991	1995	2000	2001
B	99 654	96 262	108 073	110 973
DK	52 441	74 050	71 245	67 953
D	543 000	619 500	550 000	550 000
F	712 500	617 700	863 000	863 000
IRL	37 058	49 288	80 856	69 062
I	555 888	502 468	688 284	739 826
L	3 082	3 861	4 300	4 300
NL	211 100	224 000	269 000	265 000
FIN	62 128	68 225	85 203	85 300
S	57 200	41 900	54 400	54 000
UK	1 305 000	1 134 000	1 431 000	1 457 000

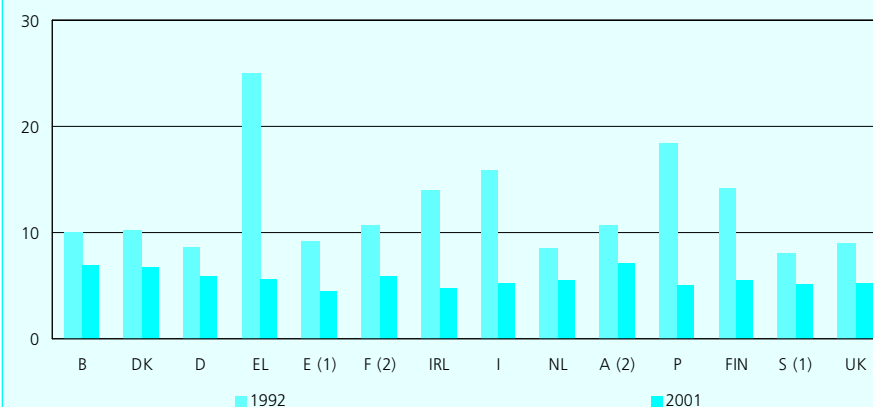
Source: Fédération Hypothécaire Européenne et associations nationales.

Graphique 15.12

**Évolution du prix des habitations dans**  
**certaines États membres (1990=100)**


Source: Fédération Hypothécaire Européenne et associations nationales.

Graphique 15.13

**Taux d'intérêts indicatifs des nouveaux emprunts hypothécaires (%)**


(1) 1993 au lieu de 1992. (2) 2000 au lieu de 2001.

Source: Fédération Hypothécaire Européenne et associations nationales.



**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Les activités immobilières ont occupé environ 1,7 million de personnes dans l'Union européenne en 2000 dont une part prédominante au Royaume-Uni (371 000) et en France (324 000), l'Allemagne ne venant qu'en troisième place (304 000 personnes occupées). L'importance relative de l'emploi en Suède (74 000 personnes occupées) reflète celle de ce secteur en termes de valeur ajoutée.

Les données de l'EFT montrent que la main-d'œuvre des activités immobilières était relativement équilibrée en 2001 dans l'Union européenne pour ce qui est de la distribution par sexe (48,7 % de femmes). Par contre, la part de travailleurs indépendants, 17,5 %, était relativement élevée par rapport à d'autres secteurs. On observe également une propension relativement forte au travail à temps partiel qui a été exercé par 22,0 % des personnes occupées dans l'Union européenne en 2001, pourcentage légèrement supérieur à la moyenne de 19,8 % de l'ensemble des services (sections G à K de la NACE).

À l'échelon national, le travail à temps partiel était particulièrement important dans ce secteur en Irlande, au Danemark, en Allemagne et en Italie. Par contre, en Belgique, en France et en Autriche la part du travail à temps partiel sur l'emploi total a été plus réduite dans les activités immobilières que dans les services en général.

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans les activités immobilières a atteint environ 97 700 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2000, ce qui place ce secteur au troisième rang parmi tous les secteurs de services (au niveau des divisions de la NACE) dans l'ordre des ratios de productivité.

La plupart des pays ont enregistré un coût unitaire de la main-d'œuvre d'environ 30 000 euros par salarié en 2000 <sup>(25)</sup>. Dans la majorité des États membres, ce coût était inférieur, et parfois dans une importante mesure, à la moyenne nationale des services aux entreprises (section K de la NACE). Au Danemark par exemple, le coût unitaire de la main-d'œuvre, de 23 100 euros, a été inférieur de 31 % à la moyenne des services aux entreprises, cet écart étant par ailleurs de 16 % en Suède et de 13 % au Luxembourg. Dans deux pays cependant, les entreprises immobilières ont supporté un coût unitaire de la main-d'œuvre nettement plus élevé que la moyenne de tous les services aux entreprises: il s'agit de l'Espagne (20 %, 21 200 euros) et de l'Allemagne (23 %, 38 200 euros).

<sup>(25)</sup> IRL et NL, 1998; EL, non disponible.

La croissance de l'économie en général et la chute des taux d'intérêt réels au cours de la seconde moitié des années 90 se sont reflétés dans la croissance du secteur immobilier de l'Union européenne en termes de transactions (voir tableau 15.9). Après un début de décennie difficile, la plupart des pays ont connu une augmentation du nombre des transactions immobilières à partir de 1993, à l'exception notable de l'Allemagne où leur nombre est passé de 754 300 en 1993 à 550 000 en 2001. Le Royaume-Uni a enregistré près de deux fois plus de transactions immobilières que la France ou l'Italie, ce qui pourrait s'expliquer par le niveau relativement faible de la fiscalité immobilière.

Le prix du logement (à prix courants) a augmenté dans tous les États membres pendant la dernière décennie. En Autriche, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni, les prix sont restés en deçà de leur niveau de 1990 jusqu'en 1995 au moins avant d'amorcer une hausse. Les taux d'augmentation les plus élevés ont été observés en Irlande et aux Pays-Bas où les prix du logement ont plus que doublé entre 1990 et 2001. Il convient de rappeler que ces chiffres sont des moyennes nationales et qu'il peut exister des variations importantes selon les régions, les villes, voire les quartiers.

## NACE 45

## Chapitre 15: construction et activités immobilières

Tableau 15.10

Construction (NACE division 45)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL	E (1)	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	52 977	27 967	279 426	:	266 416	319 755	:	511 017	1 738	66 205	18 415	78 381	29 215	53 189	190 832
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	29 586	20 071	188 134	:	109 803	136 651	:	129 136	2 532	56 406	23 980	21 086	15 184	29 163	194 818
Nombre de personnes occupées (milliers)	251	188	2 164	:	1 716	1 437	:	1 478	26	467	243	346	120	229	1 339
Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)	9 636	7 642	74 597	:	38 062	48 930	:	39 761	1 166	17 411	10 485	5 619	5 038	9 527	66 332
Achats de biens et services (millions d'euros)	20 254	12 904	112 381	:	75 235	87 313	:	98 046	1 430	39 412	13 569	17 797	10 547	19 994	128 666
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	6 466	5 616	65 141	:	27 211	38 705	:	19 850	741	13 407	7 920	3 401	3 439	7 451	35 599
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	2 627	715	5 582	:	:	3 858	:	5 831	:	149 235	834	1 201	546	1 309	5 179
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	38,4	40,7	34,5	:	22,2	34,1	:	26,9	45,0	38,8	43,2	16,2	42,0	41,6	49,5
Productivité ajustée des salaires (%) (2)	110,9	121,5	104,0	:	121,2	110,6	:	116,9	150,5	111,9	124,8	134,9	133,9	111,0	162,0
Taux brut d'exploitation (%) (2)	10,7	10,1	5,0	:	9,6	7,5	:	15,4	16,8	7,4	10,7	10,5	0,0	7,1	15,8

(1) 1999.

(2) NL, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 15.11

Construction (NACE division 45)  
Principaux indicateurs, 2000

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	16 886	:	126 040	2 218	7 379	3 108	2 740	:	205 047	12 021	2 911	13 695	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 479	:	12 322	1 073	4 913	1 108	993	:	25 344	3 975	1 996	2 908	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	126	24	392	31	112	40	68	:	801	387	77	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	378	621	2 411	188	889	431	290	:	7 658	1 224	360	716	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 189	508	9 959	901	2 908	700	692	:	18 759	3 397	1 552	2 105	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	282	378	1 665	130	481	130	226	:	4 084	730	345	587	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	110	:	4	37	157	69	76	:	1 283	21	68	131	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	3,0	25,8	6,2	6,1	7,9	10,7	4,3	:	7,4	3,2	4,7	:	:
Productivité ajustée des salaires (%) (3)	104,9	142,1	102,0	142,1	183,5	330,0	126,6	:	127,2	151,0	103,8	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	7,2	:	6,1	5,4	8,3	27,1	6,5	:	14,1	11,0	0,7	4,4	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) HU, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 15.12

**Activités immobilières (NACE division 70)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	10 232	23 896	124 110	:	78 063	75 916	2 969	134 938	945	19 200	4 478	10 437	9 321	29 756	68 767
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 495	7 301	75 286	:	48 188	65 468	835	23 743	350	22 860	6 458	4 574	4 293	19 900	47 640
Nombre de personnes occupées (milliers)	23	39	304	:	188	324	9	215	2	68	27	28	20	74	371
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 795	4 621	51 304	:	15 758	23 510	308	9 505	141	10 729	2 886	1 067	2 005	10 416	28 439
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 879	2 830	33 460	:	43 213	38 444	653	16 099	231	6 746	3 858	4 161	2 338	10 337	20 512
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	431	733	7 138	:	2 915	7 916	117	1 236	37	2 396	761	296	533	2 007	8 689
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1 210	2 877	21 515	:	7 973	20 374	125	3 796	:	3 234	2 965	909	1 559	8 427	27 098
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	78,8	119,0	168,5	:	83,6	72,6	32,9	44,3	93,9	172,4	106,4	38,6	101,6	140,5	76,7
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	241,9	514,2	441,2	:	395,2	217,5	148,6	165,0	294,1	389,5	333,7	277,5	338,4	365,7	266,0
Taux brut d'exploitation (%)	30,4	53,3	58,7	:	26,7	23,8	22,9	34,8	29,9	41,4	32,9	16,9	34,3	42,3	41,5

(1) 1998.

(2) 1998, sauf nombre d'entreprises, chiffre d'affaires et personnes occupées.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 15.13

**Activités immobilières (NACE division 70)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	1 768	:	14 859	1 847	1 176	1 570	1 544	:	19 028	1 941	1 051	1 087	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	81	:	1 639	375	941	300	451	:	6 423	220	408	175	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	9	:	40	13	23	21	19	:	125	19	16	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	32	:	531	132	260	202	126	:	2 308	123	135	42	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	53	:	1 071	258	550	127	324	:	4 673	104	259	120	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	17	:	199	45	140	75	66	:	926	34	71	26	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	64	:	671	167	305	158	91	:	2 615	261	202	34	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	3,5	:	13,1	10,3	11,4	9,5	6,5	:	9,9	6,5	8,6	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (2)	159,7	:	221,6	268,0	183,6	266,7	187,0	:	163,5	285,4	185,6	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	19,3	:	20,2	23,1	12,8	42,1	13,2	:	21,5	40,4	15,8	9,7	:

(1) 1999.

(2) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Commerce automobile

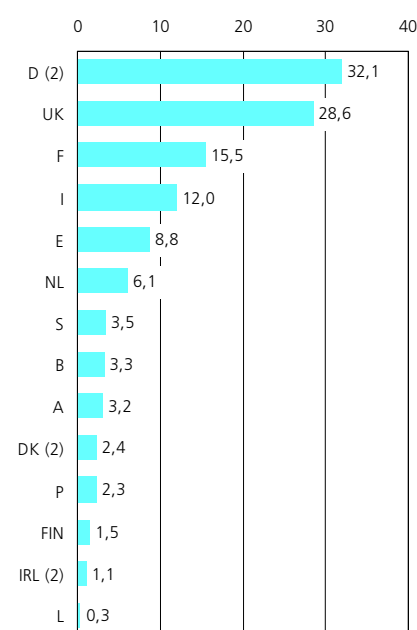


### PROFIL STRUCTUREL

On estime que le commerce automobile a généré dans l'Union européenne 126,4 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000. En 1999, le chiffre d'affaires avait atteint 877,2 milliards d'euros soit 16,2 % de l'ensemble du secteur du commerce. Cette part supérieure à celle de la valeur ajoutée (15,1 %), s'explique probablement en raison de l'importance du prix unitaire des véhicules automobiles. Le commerce automobile a employé quelque 3,2 millions de personnes en 2000, soit 13,5 % de l'emploi dans le commerce en général.

#### Graphique 16.1

#### Commerce et réparation automobile (NACE division 50) Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le premier marché automobile communautaire se trouve au Royaume-Uni, avec un chiffre d'affaires de 213,0 milliards d'euros en 2000. Le marché allemand a été pour sa part estimé à 147,5 milliards d'euros en 1999. Les cinq grands États membres ont contribué pour les trois quarts au chiffre d'affaires de ce secteur en 1999.

Ce secteur est fortement dépendant des petites et très petites entreprises (voir tableau 16.1). Les entreprises de moins de 10 personnes concentraient 42,5 % de l'emploi de ce secteur en 2000 <sup>(1)</sup> et celles de 10 à 49 personnes occupées 30,5 % de l'emploi; pour le commerce dans son ensemble, ces pourcentages étaient respectivement de 38,3 % et 21,5 %.

(1) D, FIN et S, 1999; EL, IRL et L, non disponibles.

Le commerce automobile (division 50 de la NACE) couvre le commerce de gros, le commerce de détail et la réparation de véhicules automobiles et de motocycles, ainsi que le commerce de détail de carburants et de lubrifiants pour véhicules automobiles.

#### NACE

50: commerce et réparation automobile;  
50.1: commerce de véhicules automobiles;  
50.2: entretien et réparation de véhicules automobiles;  
50.3: commerce d'équipements automobiles;  
50.4: commerce et réparation de motocycles;  
50.5: commerce de détail de carburants.

Tableau 16.1

#### Ventilation par classe de taille du nombre de personnes occupées, NACE division 50, 2000 (unités)

	1 à 9 personnes occupées	10 à 49 personnes occupées	50 à 99 personnes occupées	Plus de 249 personnes occupées	Total
<b>B</b>	41 370	25 251	7 564	7 227	81 412
<b>DK</b>	18 668	28 090	:	:	66 388
<b>D (1)</b>	154 305	231 667	129 372	58 016	573 360
<b>E</b>	174 271	112 143	38 040	17 875	342 329
<b>F</b>	189 634	133 472	80 161	44 724	447 991
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:
<b>I</b>	321 112	102 403	22 581	4 660	450 756
<b>L</b>	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	56 690	54 773	26 965	14 304	152 732
<b>A</b>	20 753	31 289	16 836	10 686	79 564
<b>P</b>	66 710	35 379	20 700	6 718	129 507
<b>FIN (1)</b>	14 762	7 566	6 002	6 684	35 014
<b>S (1)</b>	33 612	15 088	15 850	11 676	76 226
<b>UK</b>	201 254	151 566	100 349	155 069	608 238

(1) 1999

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/sizclass/trade\_ms).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Selon l'EFT, la faible proportion d'hommes occupés dans la distribution (52,9 %) ne se retrouvait pas dans le commerce automobile où ceux-ci représentaient pas moins de 81,5 % des emplois en 2001. Ce ratio dépassait donc de loin celui du commerce de détail et du commerce de gros et se situait aussi au-dessus de celui de toutes les autres divisions de services de la NACE, à l'exception des secteurs du transport ferroviaire (division 60) et de l'assainissement, voirie et gestion des déchets (division 90). La part des hommes dans l'emploi du commerce automobile a cependant baissé en 2001 par rapport au plafond de 83,1 % atteint en 1998. La place du travail à temps complet était également plus importante dans le commerce automobile (90,4 %) que dans la distribution (77,0 %) et que dans la plupart des divisions de services.

Selon les données SSE, les salariés représentaient 79,9 % de l'ensemble des personnes occupées dans le commerce automobile en 2000 <sup>(2)</sup>, cette part est comparable à celle du commerce de détail mais inférieure à celle du commerce de gros. Le reste (20,1 %) était constitué de travailleurs indépendants ou d'aides familiaux non rémunérés.

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce automobile s'est élevée à 39 100 euros par personnes occupée en 2000 <sup>(3)</sup>, chiffre nettement supérieur à celui du commerce de détail (24 400 euros) mais inférieur au commerce de gros <sup>(4)</sup> (51 400 euros). Néanmoins, cette mesure simple de la productivité est sujette à un biais compte tenu de la proportion plus importante de travail à temps partiel dans les autres secteurs de la distribution. Le rapport de la valeur ajoutée aux le coût de la main-d'œuvre (ajusté pour tenir compte de l'incidence du poids des travailleurs indépendants et des aides familiales non rémunérées) fournit une valeur de la productivité du travail « ajustée » tenant notamment compte des écarts sectoriels de coût moyen de la main-d'œuvre. Cette dernière mesure fait apparaître que, dans le commerce automobile <sup>(5)</sup> (où la valeur ajoutée représentait 187,1 % du coût de la main-d'œuvre), la productivité était plus élevée que celle du commerce de gros <sup>(6)</sup> (179,8 %) et sensiblement supérieure à celle du commerce de détail (165,9 %).

<sup>(2)</sup> D, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(3)</sup> D, DK et IRL, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(4)</sup> L, également non disponible.

<sup>(5)</sup> D et DK, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(6)</sup> L, également 1999.

Tableau 16.2

**Commerce et réparation automobile (NACE division 50)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

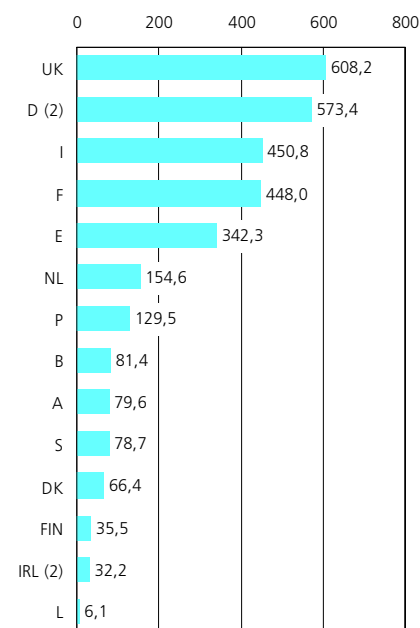
	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001 (2)
<b>EU-15</b>	17,5	18,5	8,4	9,6	22,1	20,0
<b>B</b>	17,0	18,2	6,6	10,0	26,5	23,6
<b>DK</b>	16,4	20,8	18,3	20,3	15,5	11,6
<b>D</b>	21,8	22,7	9,3	10,5	11,6	12,0
<b>EL</b>	10,9	12,6	:	2,9	43,9	40,2
<b>E</b>	10,1	13,5	3,3	4,1	24,2	23,0
<b>F</b>	20,1	19,3	7,6	7,3	14,5	13,7
<b>IRL</b>	13,9	19,1	:	12,8	29,5	22,6
<b>I</b>	12,0	14,5	3,2	5,6	45,1	42,0
<b>L</b>	17,5	18,7	:	:	:	12,9
<b>NL</b>	14,1	19,2	21,3	30,6	14,6	13,1
<b>A</b>	17,9	21,1	5,8	7,9	9,6	7,8
<b>P</b>	12,1	13,4	:	:	28,3	27,3
<b>FIN</b>	17,6	16,2	10,6	7,2	24,7	18,9
<b>S</b>	20,2	19,9	13,5	18,2	23,6	18,0
<b>UK</b>	21,9	19,5	13,5	13,2	17,0	15,6

(1) EL, 1998.

(2) L, 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

Graphique 16.2

**Commerce et réparation automobile**  
**(NACE division 50)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**


(1) EL, non disponible.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### 16.1: COMMERCE ET RÉPARATION DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Les activités prises en compte dans ce sous-chapitre concernent le commerce de gros et de détail, y compris par des intermédiaires, de véhicules neufs ou usagés (groupe 50.1 de la NACE) et de motos (partie du groupe 50.4), ainsi que de pièces et d'accessoires (groupe 50.3). Le commerce de camions, remorques et caravanes relève aussi de ce secteur.

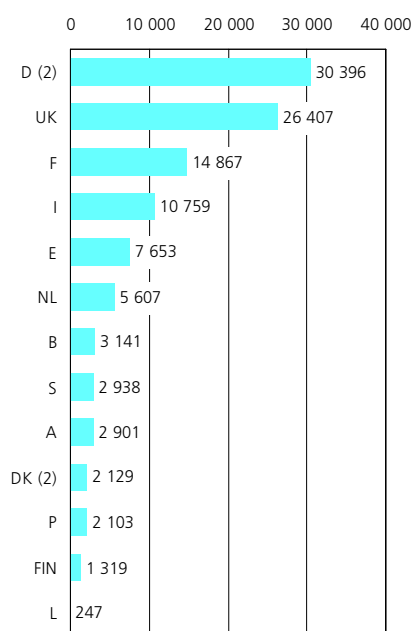
Se rattachant également à ce secteur l'entretien et la réparation de motos (partie du groupe 50.4) et de véhicules automobiles (groupe 50.2). Ces activités englobent tous les types de réparation (mécanique, de carrosserie et électrique), la peinture y compris au pistolet, l'entretien courant, le lavage et le lustrage, ainsi que le montage ou le remplacement de pièces et d'accessoires. Elles comprennent également la réparation et la pose de pneumatiques, le remorquage, le dépannage routier et les services de nettoyage des voitures. La location de véhicules automobiles n'est pas prise en compte ici (voir chapitre 22).

Dans de nombreux États membres, les marchés automobiles sont arrivés à maturité et la croissance des ventes de véhicules neufs dépend normalement des conditions économiques générales et de la psychologie du consommateur qui peut préférer attendre une phase de reprise économique pour changer de voiture. La compétitivité et l'efficacité de ce secteur sont des facteurs non négligeables compte tenu de l'importance, dans les dépenses des ménages, de l'achat de véhicules automobiles, motos, pièces et accessoires ainsi que des réparations. En 1999 <sup>(7)</sup>, les dépenses consenties dans ce domaine se sont étalonnées de 5,2 % de la consommation totale des ménages aux Pays-Bas à 11,7 % au Luxembourg.

<sup>(7)</sup> F et P, non disponibles.

Graphique 16.3

**Commerce et réparation automobile  
(NACE groupes 50.1, 50.2, 50.3 et 50.4)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



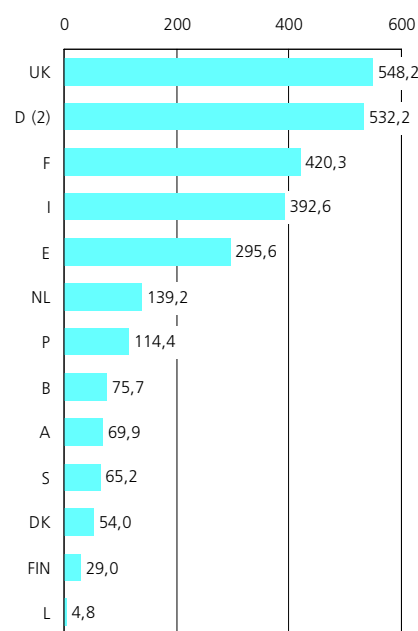
(1) EL et IRL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 16.4

**Commerce et réparation automobile  
(NACE groupes 50.1, 50.2, 50.3 et 50.4)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**



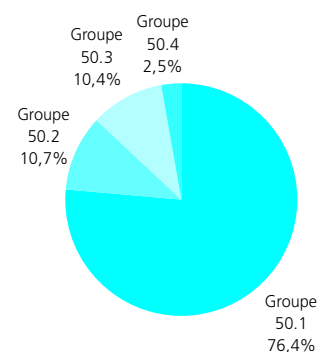
(1) EL et IRL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 16.5

**Composition du chiffre d'affaires du  
commerce automobile dans l'Union  
européenne, 2000 (%) (1)**



(1) D et DK, 1999; EL et IRL, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 16.3

**Commerce et réparation automobile (NACE groupes 50.1, 50.2, 50.3 et 50.4)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	4,6	4,9	17,8	2,3	9,1	-12,0	-6,7	12,8	10,9	3,9	-1,7	-4,8	6,1	2,4	1,2
<b>DK</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>D</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	4,5	:	:	:	:	8,2	:	:	:	:	6,1
<b>F</b>	:	-0,7	11,1	9,3	5,4	:	-2,1	9,1	7,6	2,0	:	0,8	-0,4	3,5	4,0
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	25,0	16,7	22,5	-5,2	4,6	34,3	-2,6	12,7	-0,3	4,9	1,4	-1,0	2,7	2,4	0,3
<b>L</b>	7,8	6,8	-1,1	20,8	8,2	-1,2	5,4	9,0	5,6	11,7	2,6	4,0	-4,0	-0,3	4,9
<b>NL</b>	:	2,3	13,4	11,8	8,9	:	-49,4	12,1	9,3	11,9	0,5	4,3	4,5	-2,2	12,1
<b>A</b>	:	:	8,1	3,6	6,0	:	:	3,2	8,8	3,5	:	:	6,0	-2,5	2,5
<b>P</b>	:	10,0	15,5	-3,9	9,7	:	11,3	7,7	-4,5	9,2	:	5,8	-8,2	-9,8	6,2
<b>FIN</b>	9,3	13,6	12,2	9,6	3,4	0,1	9,6	10,0	-0,4	3,6	-3,5	6,4	9,5	2,1	2,2
<b>S</b>	16,7	10,2	0,7	16,4	10,8	10,8	4,5	1,8	11,2	11,4	:	:	5,6	0,1	4,0
<b>UK</b>	10,7	29,5	6,1	6,6	6,8	:	:	1,2	8,4	4,3	:	:	:	-0,1	-0,5

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**PROFIL STRUCTUREL**

Le secteur du commerce et de la réparation automobile a enregistré un chiffre d'affaires de 803,9 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000<sup>(8)</sup> pour 2,74 millions de personnes occupées. Le commerce de véhicules automobiles (groupe 50.1 de la NACE), qui a représenté un peu plus des trois quarts du chiffre d'affaires total de ce secteur (voir graphique 16.5), a été le groupe de la NACE le plus important dans tous les États membres en termes de chiffre d'affaires comptant pour au moins les deux tiers de l'ensemble, voire même 87,3 % au Luxembourg<sup>(9)</sup>. Le pourcentage du chiffre d'affaires correspondant à l'entretien et à la réparation de véhicules automobiles (groupe 50.2 de la NACE) a atteint un niveau maximum de 17,3 % en Autriche et s'est situé en deçà de 4 % aux Pays-Bas et au Luxembourg. Le commerce d'équipements automobiles (groupe 50.3 de la NACE) a oscillé dans une fourchette assez étroite de 7 % à 13 % du chiffre d'affaires de ce secteur dans tous les États membres. L'activité de commerce et réparation de motocycles (groupe 50.4 de la NACE) constitue le secteur résiduel dans tous les États membres, même si son poids était de 5,2% en Italie en 2000

<sup>(8)</sup> D et DK, 1999; EL et IRL, non disponibles.

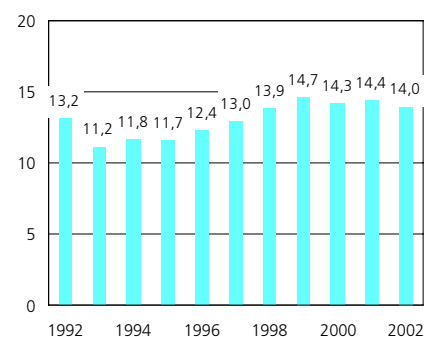
<sup>(9)</sup> D, DK et IRL (incomplets), 1999; EL, non disponible.

Dans tous les États membres disposant de données relatives à 1999 et 2000<sup>(10)</sup>, le chiffre d'affaires du commerce et de la réparation automobile a progressé à des taux compris entre 3,4 % et 10,8 %.

Le graphique 16.6 montre que quelque 14,0 millions de voitures neuves ont été immatriculées dans l'Union européenne en 2002, soit 0,4 million de moins qu'en 2001. Ce chiffre est à rapprocher du dernier record d'immatriculations atteint en 1999 avec 14,7 millions d'unités.

<sup>(10)</sup> D, DK, EL et IRL, non disponibles.

Graphique 16.6

**Immatriculations de véhicules neufs dans l'Union européenne (millions)**


Source: Eurostat, European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt).

Le graphique 16.7 présente la densité des entreprises du secteur du commerce et de la réparation automobile par rapport à la population. Ce ratio est particulièrement faible en Allemagne et en Autriche : dans ce pays, la taille moyenne des entreprises de ce secteur était symétriquement la plus importante avec 11,8 et 9,4 personnes occupées par entreprise respectivement <sup>(11)</sup>. La taille moyenne des entreprises (en termes d'emploi) était généralement plus importante dans le secteur de la vente de véhicules automobiles que dans les autres activités, sauf en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni où la taille des entreprises se consacrant à la vente de pièces et d'accessoires était plus grande <sup>(12)</sup>. C'est dans le commerce, l'entretien et la réparation de motocycles que le nombre moyen de salariés par entreprise était le plus faible, à l'exception du Danemark où les plus petites entreprises étaient concentrées dans le secteur de l'entretien et la réparation automobile.

En juillet 2002, la Commission européenne a adopté un nouveau cadre de règles de concurrence dans le secteur du commerce automobile <sup>(13)</sup>. Cette nouvelle législation, applicable depuis le 1er octobre 2002, a remplacé un règlement de la Commission qui n'avait pas atteint, selon une évaluation menée à bien en 2000, tous les objectifs initiaux dont la possibilité, pour les consommateurs, de tirer pleinement parti du marché unique. Il est attendu que ce nouveau cadre, qui se rapporte à la fois aux ventes et aux services après-vente, facilitera les achats transfrontaliers au sein du marché intérieur et renforcera la concurrence sur les prix.

<sup>(11)</sup> B et D, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(12)</sup> B et D, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(13)</sup> Règlement (CE) n° 1400/2002 de la Commission du 31 juillet 2002 concernant l'application de l'article 81, paragraphe 3, du traité à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile (JO n° L 203 du 01/08/2002 p. 30). Pour plus d'informations, visiter le site Web de la Direction générale de la concurrence: [http://europa.eu.int/comm/competition/car\\_sector/distribution/](http://europa.eu.int/comm/competition/car_sector/distribution/).

La dernière enquête sur les écarts de prix des véhicules automobiles dans l'Union européenne <sup>(14)</sup> a été réalisée en mai 2002, juste avant l'adoption du nouveau règlement de la Commission. Des écarts ont été constatés sur la base d'évaluations des prix hors taxes et taxes incluses. Ces écarts sont en partie imputables à des différences de spécifications ou de régimes fiscaux. Les prix hors taxes sont généralement peu élevés en Espagne, en Grèce, en Finlande et au Danemark et habituellement beaucoup plus importants en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni. Les faibles prix constatés en Grèce, en Finlande et au Danemark peuvent refléter, en une certaine mesure, l'effort consenti par les constructeurs pour compenser partiellement le niveau élevé des taxes dans ces pays. En comparaison avec les précédentes enquêtes, les résultats de mai 2002 ne montrent pas une plus grande convergence des prix et ils confirment que les écarts restent plus importants dans le segment des voitures les moins chères que dans celui des plus chères.

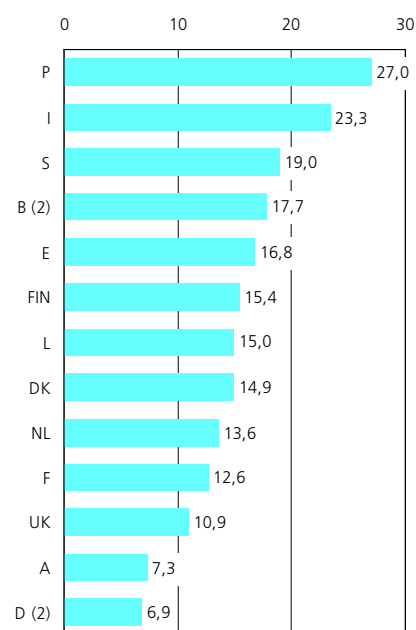
#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le chiffre d'affaires moyen par personne occupée dans le secteur communautaire <sup>(15)</sup> du commerce et de la réparation automobile était de 293 300 euros en 2000 et la productivité apparente de la main-d'œuvre, de 40 300 euros par personne occupée.

<sup>(14)</sup> « Car price differentials within the European Union on 1 May 2002 », Direction générale de la concurrence: [http://europa.eu.int/comm/competition/car\\_sector/price\\_diffs/](http://europa.eu.int/comm/competition/car_sector/price_diffs/).

<sup>(15)</sup> D et DK, 1999; EL et IRL, non disponibles.

**Graphique 16.7**  
**Commerce et réparation automobile**  
**(NACE groupes 50.1, 50.2, 50.3 et 50.4)**  
**Nombre d'entreprises pour 10 000**  
**habitants, 2000 (unités) (1)**



(1) EL et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms) et Démographie (theme3/demo/dpop/ppavg).



## 16.2: COMMERCE DE DÉTAIL DE CARBURANTS

Ce secteur spécialisé couvre le commerce de détail de carburants, de lubrifiants et de produits de refroidissement pour véhicules automobiles et motocycles (groupe 50.5 de la NACE). Il ne comprend pas le commerce de gros de carburants.

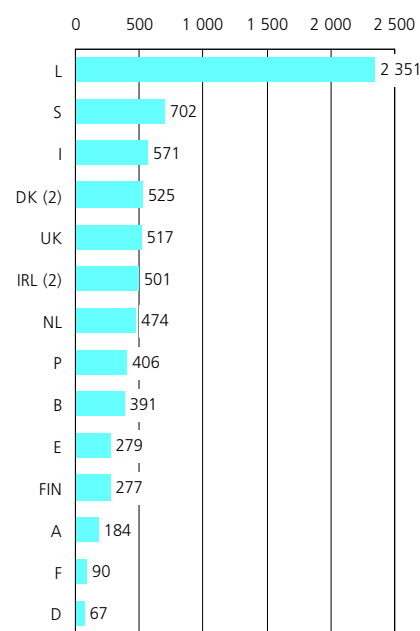
Les entreprises du secteur du commerce de détail de carburants ont pour principaux marchés les clients professionnels, notamment le secteur du transport routier, et les ménages. Selon l'enquête sur le budget des ménages (EBM), les achats de carburants et de lubrifiants destinés au transport personnel ont représenté en 1999 <sup>(16)</sup> moins de 5 % des dépenses de consommation totales des ménages à l'exception de l'Italie où leur part a été de 5,4 %.

### PROFIL STRUCTUREL

Les données SSE pour ce secteur laissent apparaître de grandes différences entre les États membres qu'il convient d'interpréter précisément. Cette constatation s'applique au chiffre d'affaires par habitant (voir graphique 16.8) où les écarts pourraient normalement être imputés, en grande part, aux distances moyennes parcourues et aux prix de détail (hors TVA uniquement) des carburants. Néanmoins, les données affichées par le Luxembourg sont extrêmement élevées tandis que celles de la France, de l'Allemagne, et de l'Autriche dans une certaine mesure, sont exceptionnellement faibles. On peut principalement attribuer les chiffres du Luxembourg à l'importance des ventes à des non-résidents attirés par des prix avantageux du fait des faibles taxes sur les carburants. En Allemagne, et en Autriche dans une certaine mesure, le chiffre d'affaires par habitant est peu élevé; en effet, la figure du détaillant étant davantage celle d'un agent que d'un revendeur, le chiffre d'affaires des détaillants de carburants ne traduit que la marge sur les ventes et non pas la valeur des ventes elles-mêmes. En France, où la part du commerce de détail de carburants enregistrée par des distributeurs non spécialisés en carburants (souvent des hypermarchés et des supermarchés) est particulièrement élevée par rapport à la plupart des autres États membres, les ventes de carburants par ces distributeurs sont comprises dans le chiffre d'affaires de leur principale activité qui relève normalement du secteur du commerce de détail (division 52 de la NACE).

<sup>(16)</sup> F et P, non disponibles.

**Graphique 16.8**  
Commerce de détail de carburants  
(NACE groupe 50.5)  
Chiffre d'affaires par habitant, 2000  
(euros) (1)



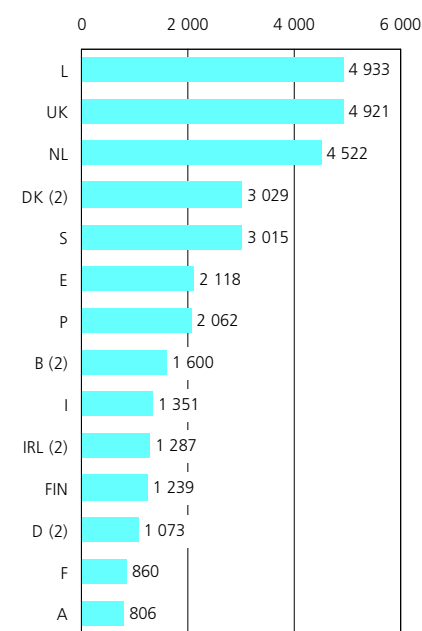
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms) et Démographie (theme3/demo/dpop/ppavg).

Le chiffre d'affaires par entreprise fournit des indications sur la taille moyenne des entreprises (voir graphique 16.9) et montre qu'en termes de production les entreprises les plus importantes se trouvaient au Luxembourg, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Selon cette même mesure, les entreprises irlandaises et italiennes étaient petites ce qui compensait, comme le montre le graphique 16.10, la forte densité des entreprises par rapport à leur population dans ces pays.

**Graphique 16.9**  
Commerce de détail de carburants  
(NACE groupe 50.5)  
Chiffre d'affaires par entreprise, 2000  
(milliers d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

En 2000, le secteur du commerce de détail de carburants de l'Union européenne <sup>(17)</sup> a généré une valeur ajoutée de 9,2 milliards d'euros et occupait 318 600 personnes <sup>(18)</sup>. La valeur ajoutée a augmenté pratiquement dans tous les États membres <sup>(19)</sup> entre 1999 et 2000, à la seule exception de l'Italie où elle a régressé. Une augmentation de plus de 20 % a été enregistrée au Royaume-Uni, au Luxembourg et aux Pays-Bas. Ce secteur a représenté entre 7 % et 14 % de la valeur ajoutée générée par le commerce automobile dans la plupart des États membres <sup>(20)</sup>. Cette part a été supérieure dans certains pays comme le Luxembourg (16,9 %) et la Suède (15,3 %) et inférieure en France (4,3 %), en Allemagne (5,2 %, 1999) et en Belgique (5,9 %).

<sup>(17)</sup> D, DK et IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(18)</sup> IRL, 1999; EL, non disponible.

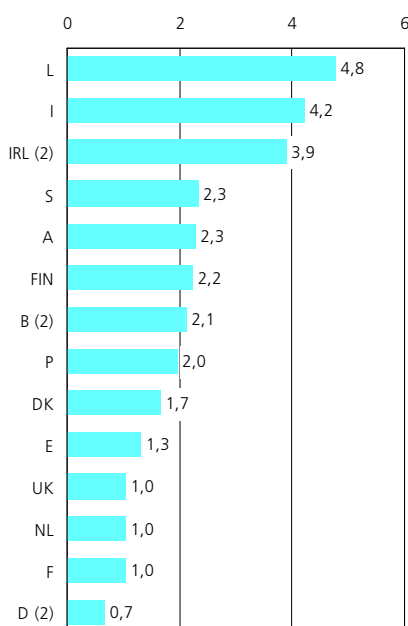
<sup>(19)</sup> D, EL et IRL, non disponibles.

<sup>(20)</sup> D, DK et IRL, 1999; EL, non disponible.

## NACE 50.5

## Chapitre 16: commerce automobile

**Graphique 16.10**  
**Commerce de détail de carburants**  
**(NACE groupe 50.5)**  
**Nombre d'entreprises pour 10 000**  
**habitants, 2000 (unités) (1)**

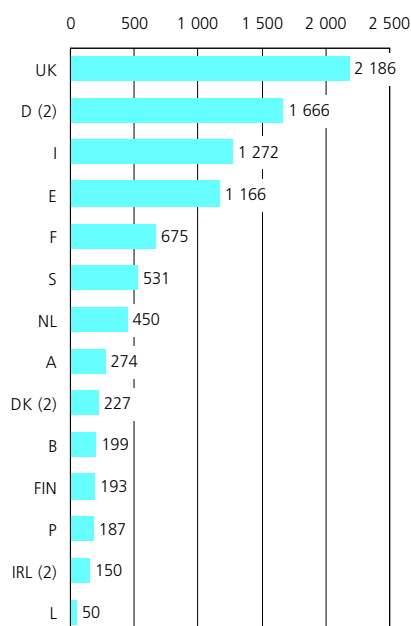


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms) et Démographie (theme3/demo/dpop/ppavg).

**Graphique 16.11**  
**Commerce de détail de carburants**  
**(NACE groupe 50.5)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**

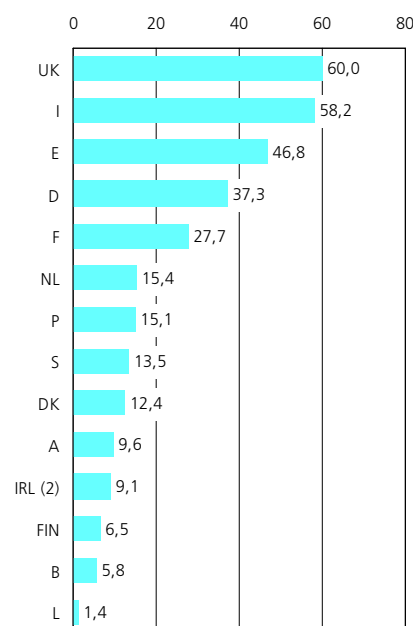


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 16.12**  
**Commerce de détail de carburants**  
**(NACE groupe 50.5)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce de détail des carburants s'est élevée à 28 700 euros <sup>(21)</sup>, chiffre plus proche de la moyenne du secteur du commerce de détail (24 400 euros) que de celle du commerce automobile (39 100 euros). La part des salariés dans le nombre total de personnes occupées a été de 80,1 %, taux comparable à la moyenne du commerce automobile et aussi du commerce de détail. La similarité entre ce secteur et le commerce de détail prend fin à l'occasion d'une ultime comparaison portant sur la productivité du travail ajustée des salaires dans l'Union européenne : celle-ci a atteint 163,7 % dans ce secteur <sup>(22)</sup>, soit un taux supérieur à la moyenne du commerce automobile et bien plus élevé que la moyenne du commerce de détail.

<sup>(21)</sup> D, DK et IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(22)</sup> D et DK, 1999; EL et IRL, non disponibles.

Tableau 16.4

**Commerce de détail de carburants (NACE groupe 50.5)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	14,4	22,3	-0,3	13,6	15,2	-11,1	45,4	-5,8	10,5	4,5	2,4	35,9	-7,0	-11,7	7,1
<b>DK</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>D</b>	-8,7	-14,7	-5,4	-0,7	-5,7	:	:	:	:	:	-9,8	-23,5	1,1	-25,3	-9,3
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	21,0	:	:	:	:	6,4	:	:	:	:	5,4
<b>F</b>	:	1,8	-3,9	5,0	9,0	:	-5,6	0,0	5,6	1,0	:	-2,7	-5,6	-0,5	3,7
<b>IRL</b>	31,7	3,6	17,3	22,4	:	24,5	26,7	2,1	5,3	:	15,7	-9,4	28,7	-10,7	:
<b>I</b>	14,8	6,4	3,0	6,7	9,8	69,7	2,3	-16,0	27,2	-20,2	-0,8	0,4	-3,1	5,6	-3,3
<b>L</b>	3,2	5,2	1,0	-4,0	21,8	-12,0	-7,7	35,6	-31,4	22,0	5,7	-6,5	1,4	-5,8	7,1
<b>NL</b>	5,4	4,2	2,9	11,9	20,1	:	-41,4	1,3	7,4	25,6	31,1	-5,5	-2,6	7,4	23,6
<b>A</b>	:	:	3,2	24,3	-11,3	:	:	17,5	24,1	3,6	:	:	0,8	7,2	6,4
<b>P</b>	:	2,2	14,7	-16,8	14,4	:	6,7	13,0	-9,1	14,8	:	-1,9	9,7	-8,3	1,5
<b>FIN</b>	-6,1	5,4	9,0	2,4	7,1	-4,7	7,5	22,5	-0,4	2,9	0,4	14,2	7,9	5,3	-2,3
<b>S</b>	5,3	-2,8	-4,4	33,4	15,3	7,6	0,8	-5,9	31,1	0,3	:	:	2,7	2,7	-0,1
<b>UK</b>	5,1	39,8	3,8	12,3	24,9	:	:	-10,0	-3,4	29,9	:	:	:	-12,0	-5,3

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 16.5

**Commerce et réparation automobile, commerce de détail de carburants (NACE division 50)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D (2)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités) (3)</b>	20 321	8 851	62 050	:	72 294	80 580	5 881	159 247	865	23 350	7 805	29 636	9 137	18 883	71 569
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	46 704	20 148	147 454	:	76 332	125 170	11 543	131 322	2 980	63 061	21 120	26 278	13 348	31 690	213 031
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	81	66	573	:	342	448	32	451	6	155	80	130	35	79	608
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	3 340	2 356	32 062	:	8 819	15 542	1 105	12 031	297	6 058	3 175	2 290	1 512	3 468	28 593
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	43 633	15 554	115 155	:	69 152	110 535	10 522	123 661	2 789	54 320	17 734	24 326	11 984	28 454	184 296
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	1 936	1 593	13 473	:	5 450	12 140	:	5 269	158	3 492	2 070	1 390	936	2 398	13 630
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	769	301	2 598	:	1 963	1 855	163	1 439	:	886	390	797	262	728	3 196
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	41,0	36,2	55,9	:	25,8	34,7	34,4	26,7	48,6	39,2	39,9	17,7	42,6	44,1	47,0
<b>Productivité ajustée des salaires (%)</b>	123,6	135,6	216,9	:	134,3	119,1	:	116,4	168,7	147,0	139,3	139,9	143,0	125,0	185,5
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	3,0	4,0	12,6	:	4,4	2,7	:	5,1	4,6	4,1	5,2	3,4	4,3	3,4	7,0

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées, coût de la main-d'œuvre et investissements.

(2) 1999.

(3) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 16.6

**Commerce et réparation automobile, commerce de détail de carburants (NACE division 50)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU (1)	LV	LT	MT	PL	RO (2)	SK	SI (2)	TR
<b>Nombre d'entreprises (unités)</b>	6 687	:	22 917	1 421	2 037	1 884	4 083	:	73 200	12 299	652	4 344	:
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	1 525	1 040	7 727	929	3 571	897	1 120	:	16 382	2 225	1 960	3 253	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	32	8	77	11	28	15	26	:	210	84	11	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	120	175	575	83	281	128	104	:	2 044	227	95	255	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	1 412	776	7 206	859	3 421	799	1 012	:	14 895	2 069	1 807	2 939	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	48	95	322	48	122	43	69	:	812	86	62	189	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	114	15	207	31	:	57	49	:	528	114	73	121	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	3,7	21,8	7,5	7,7	10,0	8,7	4,0	:	6,1	2,7	8,3	:	:
<b>Productivité ajustée des salaires (%) (3)</b>	199,7	138,6	125,8	166,2	226,5	298,9	135,9	:	137,0	188,4	151,3	:	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	4,6	7,7	3,3	3,8	4,2	9,6	3,1	:	7,5	5,7	1,7	2,0	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 16.7

**Commerce et réparation automobile (NACE groupes 50.1, 50.2, 50.3 et 50.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D (2)	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités) (3)</b>	18 146	7 967	56 628	:	67 033	74 406	:	134 843	656	21 680	5 952	27 624	7 979	16 818	65 297
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	42 695	17 355	141 637	:	65 190	119 861	:	98 362	1 949	55 508	19 626	22 130	11 912	25 464	182 168
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	76	54	532	:	296	420	:	393	5	139	70	114	29	65	548
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	3 141	2 129	30 396	:	7 653	14 867	:	10 759	247	5 607	2 901	2 103	1 319	2 938	26 407
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	39 818	12 951	111 092	:	59 235	105 875	:	91 873	1 806	47 228	16 521	20 362	10 729	22 690	155 690
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	1 867	1 449	13 039	:	4 678	11 552	:	4 828	131	3 248	1 920	1 248	803	2 016	12 715
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	703	290	2 507	:	1 631	1 791	:	1 330	:	857	369	752	236	656	2 822
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	41,5	40,1	57,1	:	25,9	35,4	:	27,4	51,9	40,3	41,5	18,4	45,4	45,0	48,2
<b>Productivité ajustée des salaires (%)</b>	122,9	133,6	213,5	:	132,7	119,6	:	117,8	171,1	146,1	139,7	140,5	143,8	123,7	183,4
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	3,0	4,2	12,2	:	4,6	2,8	:	6,0	5,9	4,3	5,0	3,9	4,3	3,6	7,5

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées, coût de la main-d'œuvre et investissements.

(2) 1999.

(3) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 16.8

**Commerce de détail de carburants (NACE groupe 50.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D (2)	EL	E	F	IRL (3)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités) (4)</b>	2 175	884	5 422	:	5 261	6 174	1 462	24 404	209	1 670	1 854	2 012	1 158	2 065	6 272
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	4 010	2 793	5 484	:	11 142	5 309	1 882	32 960	1 031	7 552	1 493	4 149	1 435	6 227	30 863
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	6	12	37	:	47	28	9	58	1	15	10	15	6	13	60
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	199	227	1 666	:	1 166	675	150	1 272	50	450	274	187	193	531	2 186
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	3 816	2 604	4 063	:	9 917	4 661	1 739	31 788	983	7 092	1 213	3 964	1 255	5 764	28 606
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	69	144	434	:	772	587	:	441	27	243	150	142	134	383	915
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	66	11	90	:	332	64	26	109	:	29	20	45	26	72	374
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	34,5	19,0	40,5	:	24,9	24,3	16,5	21,9	37,0	29,3	28,5	12,4	29,8	39,5	36,4
<b>Productivité ajustée des salaires (%)</b>	153,8	147,3	326,4	:	142,9	107,4	:	110,6	160,4	158,3	144,2	127,5	134,6	130,6	213,8
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	3,2	3,0	21,0	:	3,5	1,6	:	2,5	2,3	2,7	8,3	1,1	4,1	2,4	4,1

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées, coût de la main-d'œuvre et investissements.

(2) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées.

(3) 1999.

(4) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

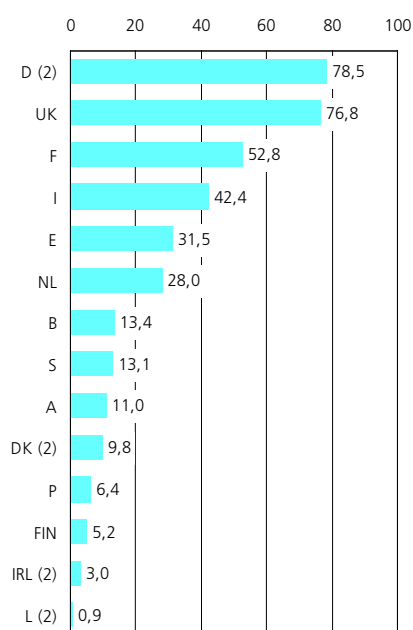
## Commerce de gros



Le commerce de gros consiste à vendre à des détaillants, d'une part, et à des usagers industriels, commerciaux, institutionnels et professionnels, d'autre part. Il existe deux types de grossistes: ceux qui assument des activités d'intermédiaires du commerce de gros et qui ne font payer que leur service d'intermédiaire, et les grossistes pour compte propre, qui achètent et revendent des produits. Les intermédiaires du commerce de gros font l'objet du premier sous-chapitre (17.1) et les grossistes pour compte propre des sous-chapitres 17.2 à 17.6. Une distinction est faite entre les types de produits achetés et vendus par les grossistes, notamment entre les produits agricoles, les produits industriels (biens d'investissement et biens intermédiaires), les produits de consommation et un ensemble de divers autres produits (autres commerces de gros). Ces différentes catégories de produits sont soumises à des cycles économiques différents et à des contraintes diverses.

Les grossistes peuvent offrir un éventail de services allant de l'entreposage et du fractionnement, au tri et au classement, à la logistique ou aux opérations de préproduction ou de postproduction telles que l'assemblage, l'étiquetage, le conditionnement, la mise en bouteilles et l'installation. Le commerce de gros est confronté à la concurrence de la vente directe des producteurs aux consommateurs ou aux détaillants, ce qui, dans les deux cas, menace d'éliminer ou de réduire le rôle du grossiste dans la chaîne entre le producteur et le client. Cette menace a incité les grossistes à offrir des services à valeur ajoutée plus sophistiqués.

**Graphique 17.1**  
**Commerce de gros et intermédiaires du commerce (NACE division 51)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, on estimait à 7,4 millions le nombre de personnes travaillant dans le secteur communautaire du commerce de gros et à 388,3 milliards d'euros la valeur ajoutée générée, soit l'équivalent de 31,4 % de l'emploi et de 46,4 % de la valeur ajoutée totale dans le secteur de la distribution. Des ratios particulièrement élevés ont été enregistrés dans ce secteur aux Pays-Bas (57,9 %) et en Belgique (55,3 %).

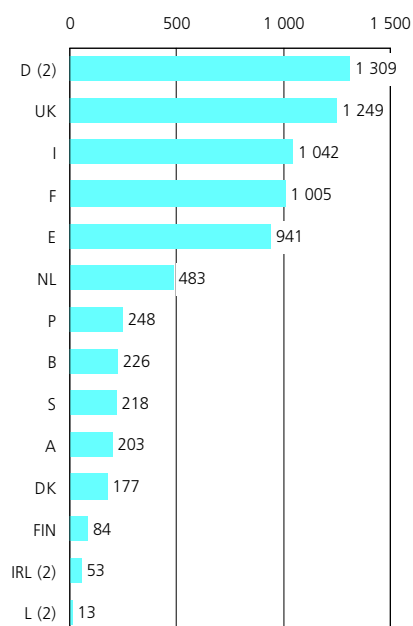
Les activités prises en compte ici (division 51 de la NACE) concernent l'ensemble du commerce de gros à l'exception du commerce de véhicules automobiles. Elles couvrent la revente (vente sans transformation) d'articles et de produits neufs ou d'occasion ainsi que les activités des intermédiaires du commerce de gros.

### NACE

- 51: commerce de gros et intermédiaires du commerce;
- 51.1: intermédiaires du commerce de gros;
- 51.2: commerce de gros de produits agricoles bruts;
- 51.3: commerce de gros de produits alimentaires;
- 51.4: commerce de gros de biens de consommation non alimentaires;
- 51.5: commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles;
- 51.6: commerce de gros d'équipements industriels;
- 51.7: autres commerces de gros.

Graphique 17.2

**Commerce de gros et intermédiaires du commerce (NACE division 51)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

En 2000, le commerce de gros pour compte propre, couvert par les groupes 51.2 à 51.7 de la NACE, a représenté 92,0 % de la valeur ajoutée <sup>(1)</sup> et 90,0 % de l'emploi <sup>(2)</sup> dans le commerce de gros. En fait, les pourcentages respectifs ont été supérieurs dans presque tous les États membres, les chiffres de l'Union européenne étant très influencés par la situation particulière de l'Italie où le commerce de gros pour compte propre n'a représenté que 69,2 % de l'emploi et 76,2 % de la valeur ajoutée du secteur du commerce de gros. Dans aucun autre État membre ce pourcentage n'a été inférieur à 90 %. Selon les données disponibles <sup>(3)</sup> portant sur deux années récentes, 1998 et 2000, la valeur ajoutée dans le commerce de gros pour compte propre (voir tableau 17.1) a connu une croissance plus rapide que les activités des intermédiaires du commerce de gros.

(1) D, IRL, L et NL, 1999; EL, non disponible.

(2) D, IRL, L et NL, 1999; EL, non disponible.

(3) B, E, F, I, L, A, P et FIN.

Tableau 17.1

**Taux de variation de la valeur ajoutée, 1998 à 2000 (%) (1)**

	Intermédiaires du commerce de gros		Commerce de gros	
	NACE	Taux de variation	NACE	Taux de variation
<b>Alimentation et tabac</b>	51.17	3,2	51.3	9,7
<b>Biens de consommation</b>	51.15 + 51.16	9,4	51.4	9,1
<b>Biens intermédiaires</b>	51.12 + 51.13	2,8	51.5	7,5
<b>Machines et équipements</b>	51.14	7,7	51.6	13,1

(1) B, E, F, I, L, A, P, FIN.

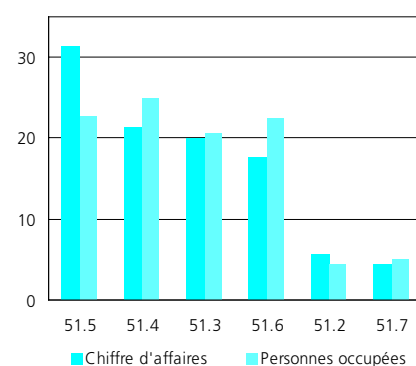
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Ces dernières, de par leur nature, représentent une faible proportion du chiffre d'affaires du commerce de gros dans la mesure où ces intermédiaires n'incluent pas, dans leur chiffre d'affaires, la valeur des produits qu'ils vendent mais uniquement les commissions qu'ils perçoivent pour le service fourni. C'est pour cette raison que l'analyse qui suit du chiffre d'affaires et de l'emploi ne couvre pas le groupe 51.1 de la NACE. Le graphique 17.3 illustre l'importance relative des six groupes d'activités du commerce de gros pour compte propre de la NACE en fonction de leur part respective de chiffre d'affaires et d'emploi. En 2000, le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (groupe 51.5 de la NACE) a réalisé le chiffre d'affaires le plus important, soit près d'un tiers du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre. Le commerce de gros de biens de consommation non alimentaires (groupe 51.4 de la NACE) et le commerce de gros de produits alimentaires (groupe 51.3 de la NACE) ont chacun représenté environ un cinquième du chiffre d'affaires total alors que la part du commerce de gros d'équipements industriels (groupe 51.6 de la NACE) a été légèrement inférieure. Les deux autres groupes ont contribué pour environ 5 % au chiffre d'affaires total. On a constaté une situation similaire dans la plupart des États membres, la différence la plus notable étant la part élevée des autres commerces de gros (groupe 51.7 de la NACE) en Finlande (18,7 % du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre) par rapport aux autres pays (pas plus de 8 %). À cette exception près, le commerce de gros de produits agricoles bruts (groupe 51.2 de la NACE) et les autres commerces de gros ont été, dans chaque État membre, les deux groupes les moins importants en termes de chiffre d'affaires.

En termes d'emploi la structure du commerce de gros pour compte propre en fonction des divers types de produits est différente, le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles ayant moins d'importance, contrairement au commerce de gros de biens de consommation non alimentaires et au commerce de gros d'équipements industriels.

Graphique 17.3

**Part du commerce de gros pour compte propre dans l'UE, 2000 (part du total, %) (1)**



(1) DK, IRL et L, 1999; EL, non disponible.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les très petites entreprises (moins de 10 personnes occupées) ont assuré 32,5 % de l'emploi dans le commerce de gros en 2000 <sup>(4)</sup>, soit la part la plus importante des quatre classes de taille sous revue. Cette contribution a néanmoins été inférieure à celle des entreprises de même taille dans le commerce des véhicules automobiles (42,5 %) ou le commerce de détail (40,6 %). Les petites entreprises (entre 10 et 49 personnes occupées) ont représenté 29,1 % de l'emploi du secteur. Comme dans les autres secteurs de la distribution, la part de l'emploi assurée par les très petites entreprises de commerce de gros était très variable entre les États membres: c'est au Danemark (18,3 %) qu'elle a été la plus faible, et au Portugal (45,9 %) et en Italie (64,4 %) la plus importante. De fait, en Italie, plus d'un quart (27,8 %) des personnes occupées dans le commerce de gros travaillaient seules dans des entreprises n'occupant qu'une personne. En comparaison, au Royaume-Uni, 16,3 % de la main-d'œuvre travaillaient dans des entreprises employant au moins 1 000 personnes.

(4) D, FIN et S, 1999; EL et IRL, non disponibles.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Selon l'enquête communautaire sur les forces de travail, en 2001 et dans tous les États membres, la proportion de salariés à temps plein a été plus forte dans le commerce de gros que dans le commerce de détail, mais légèrement plus faible que dans le commerce des véhicules automobiles. Dans l'Union européenne, en 2001, 88,9 % de la main-d'œuvre du commerce de gros travaillaient à temps plein, soit environ un point de moins que cinq ans plus tôt. La proportion d'hommes dans la main-d'œuvre du commerce de gros (68,2 %) était, elle aussi, considérablement plus forte que dans le commerce de détail (40,4 %), mais nettement moins que dans le commerce des véhicules automobiles (81,5 %). Par ailleurs, la proportion d'hommes dans la main-d'œuvre a reculé d'un peu plus d'un point entre 1996 et 2001.

Dans tous les États membres <sup>(5)</sup>, la productivité moyenne de la main-d'œuvre a été plus forte dans le secteur du commerce de gros que dans celui du commerce des véhicules automobiles ou celui du commerce de détail. Le coût de la main-d'œuvre par salarié a également été plus élevé dans tous les États membres, mais malgré cela, dans la plupart d'entre eux, la productivité du travail ajustée des salaires a été plus forte dans ce secteur que dans les deux autres secteurs de la distribution. Les exceptions ont été l'Allemagne et le Royaume-Uni, où la productivité du travail ajustée des salaires a été plus forte dans le secteur du commerce des véhicules automobiles.

La productivité moyenne de la main-d'œuvre a généralement été plus forte dans le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (groupe 51.5 de la NACE) et dans le commerce de gros d'équipements industriels (groupe 51.6). Dans le premier cas, ce résultat peut être attribué au fait que le commerce des produits intermédiaires porte sur de gros volumes et dans le second cas sur le fait que les gros équipements industriels ont une valeur unitaire relativement élevée. Le plus faible niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre a souvent été enregistré dans le commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants.

<sup>(5)</sup> D, IRL et L, 1999; EL, non disponible.

Tableau 17.2

**Commerce de gros et intermédiaires du commerce (NACE division 51)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001 (1)
<b>EU-15</b>	30,6	31,7	10,0	11,1	15,6	15,3
<b>B</b>	32,5	33,7	8,7	11,4	20,8	15,5
<b>DK</b>	29,2	27,2	11,3	8,1	11,1	12,0
<b>D</b>	37,1	37,2	14,0	16,2	11,0	12,7
<b>EL</b>	26,3	29,9	2,5	2,6	29,4	27,3
<b>E</b>	25,8	27,7	5,7	3,8	20,6	18,3
<b>F</b>	31,3	31,3	6,7	7,2	8,7	7,2
<b>IRL</b>	27,4	28,5	6,1	9,2	14,8	15,9
<b>I</b>	27,7	31,1	5,5	8,0	41,6	36,3
<b>L</b>	27,0	30,4	:	9,0	12,6	10,0
<b>NL</b>	24,0	27,7	16,2	20,8	9,7	8,7
<b>A</b>	37,9	36,1	13,3	16,0	7,0	10,3
<b>P</b>	26,8	28,8	:	:	23,9	24,2
<b>FIN</b>	37,8	31,5	10,3	7,0	14,6	11,7
<b>S</b>	26,9	27,4	8,6	9,3	12,9	12,5
<b>UK</b>	29,0	31,6	13,5	15,0	9,3	10,1

(1) L, 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.



### 17.1: INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE DE GROS

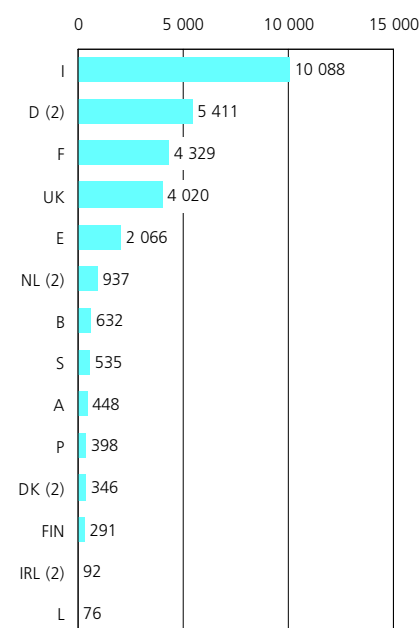
Ce secteur couvre les activités des intermédiaires qui agissent au nom et pour le compte de tiers, des personnes qui mettent en contact des acheteurs et des vendeurs et des personnes qui exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers (groupe 51.1 de la NACE). Il ne concerne en revanche ni les activités des intermédiaires financiers tels que les agents d'assurance ou immobiliers, ni le commerce de détail assuré par des intermédiaires.

Ces entreprises ne représentent le plus souvent qu'une part extrêmement faible du chiffre d'affaires du commerce de gros, étant donné qu'il n'est tenu compte que de leurs commissions, alors que le chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre couvre la valeur des produits revendus et pas uniquement la marge sur les transactions. En conséquence, le chiffre d'affaires de ce groupe dans l'Union européenne <sup>(6)</sup> était cinq fois supérieur à la valeur ajoutée en 2000, alors que dans le commerce de gros pour compte propre le chiffre d'affaires était en moyenne 8,6 fois supérieur.

<sup>(6)</sup> D, IRL, L et NL, 1999; EL, non disponible.

Graphique 17.4

**Intermédiaires du commerce de gros (NACE groupe 51.1)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



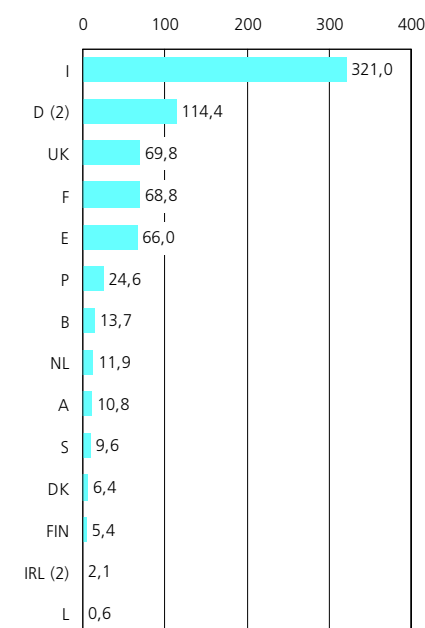
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.5

**Intermédiaires du commerce de gros (NACE groupe 51.1)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 17.3

**Intermédiaires du commerce de gros (NACE groupe 51.1)**  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	-27,1	-4,2	7,7	0,6	-3,2	-21,5	-13,0	25,9	-5,0	7,0	-22,9	-14,1	-6,6	5,5	0,4
DK	:	:	:	-1,9	:	:	:	:	6,6	:	:	:	:	3,2	:
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	1,4	13,6	:	:	:	2,8	9,7	:	:	:	2,4	-0,1
F	:	6,9	19,1	18,2	23,8	:	9,7	5,1	11,1	11,0	:	-1,0	3,5	5,3	6,2
IRL	:	-12,0	23,3	72,9	:	:	-20,3	20,8	24,3	:	:	4,9	-3,5	11,6	:
I	:	5,5	26,1	-8,9	10,1	:	10,2	19,2	4,8	3,2	:	3,8	8,9	2,1	-0,7
L	-37,9	6,1	22,2	-32,4	41,5	-23,0	124,9	-52,5	42,1	42,5	18,6	-8,6	11,4	-5,7	9,8
NL	:	:	:	:	18,1	:	:	:	:	:	-1,8	-14,3	2,5	-0,5	18,7
A	:	:	5,0	4,4	28,9	:	:	-0,8	1,6	31,7	:	:	8,2	-0,9	22,5
P	:	-13,9	51,9	-62,8	20,8	:	5,3	9,2	-41,9	23,8	:	-6,0	-8,9	-27,3	5,8
FIN	8,8	1,7	-7,3	-3,6	9,5	-3,2	6,4	-2,4	-9,0	21,3	-6,1	12,3	6,2	3,0	-3,1
S	-9,3	9,0	-4,2	-19,1	8,8	1,3	13,9	-0,6	-1,2	8,4	:	:	-1,3	-7,1	3,6
UK	-10,8	20,2	21,7	14,7	11,1	:	:	17,8	24,3	4,7	:	:	:	21,4	2,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## NACE 51.1

### PROFIL STRUCTUREL

Dans l'Union européenne, ce secteur a occupé 725 000 personnes <sup>(7)</sup> en 2000 et a généré une valeur ajoutée de 29,6 milliards d'euros <sup>(8)</sup>. À elle seule, l'Italie a représenté 44,3 % de l'emploi total, loin devant l'Allemagne, second employeur du secteur avec 16,0 % (1999 <sup>(9)</sup>). En termes de valeur ajoutée, la prédominance de l'Italie a été moins prononcée, ce pays créant tout de même 34,0 % de la VA totale.

Les activités des intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions (classe 51.14 de la NACE, 13,3 % du total du secteur) et des intermédiaires du commerce en denrées, boissons et tabac (classe 51.17, 13,2 %) ont été, en matière de valeur ajoutée, les secteurs les plus importants dans l'Union européenne <sup>(10)</sup> en 2000, mise à part toutefois la catégorie résiduelle des « autres » intermédiaires spécialisés du commerce (classe 51.18, 29,3 %). Cette catégorie résiduelle a été particulièrement importante en Italie où elle représentait 41,6 % de la valeur ajoutée du

secteur. Les secteurs les moins importants (représentant chacun moins de 6 % de la VA totale) ont été ceux des intermédiaires du commerce en matières premières agricoles et animaux vivants (classe 51.11), des intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minerais et produits chimiques (classe 51.12), des intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction (classe 51.13) et des intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie (classe 51.15). Dans l'ensemble, les activités des intermédiaires du commerce en produits divers (classe 51.19, 15,5 %) ont été plus importantes que celles des intermédiaires spécialisés, sauf pour la catégorie résiduelle des autres intermédiaires spécialisés du commerce, même si, dans certains États membres, les activités des intermédiaires du commerce en produits divers ont été les plus importantes, notamment au Portugal où elles ont généré 49,9 % de la valeur ajoutée du secteur. La différence de l'importance des autres intermédiaires (spécialisés ou non) peut résulter de la difficulté de classer précisément ces unités en pratique.

<sup>(7)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(8)</sup> DK, D, IRL et NL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(9)</sup> Part du total de l'Union européenne pour 1999, sauf EL.

<sup>(10)</sup> NL, 1999; D, EL, IRL et L, non disponibles.

## Chapitre 17: commerce de gros

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas <sup>(11)</sup> ont été les seuls pays où la productivité apparente de la main-d'œuvre dans ce secteur a été supérieure à celle du commerce de gros en général. À part quelques exceptions notables, le coût de la main-d'œuvre moyen par salarié <sup>(12)</sup> est voisin de la moyenne du commerce de gros dans chaque pays, généralement à 5 000 euros près. Toutefois, il a été de 15 400 euros inférieur par salarié en Allemagne (1999) et de 12 300 et 13 000 euros supérieur par salarié, respectivement, en Belgique et aux Pays-Bas (1999). En 2000, la productivité du travail ajustée des salaires <sup>(13)</sup> (corrigée du nombre de salariés parmi les personnes occupées) a été inférieure à la moyenne du commerce de gros dans chaque État membre, sauf en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas (tous 1999), au Danemark et en France. Cette mesure de la productivité était très inférieure à la moyenne du commerce de gros au Portugal et en Belgique. Dans ce dernier cas, elle était inférieure à 100 %, de sorte que les dépenses de personnel (corrigées du nombre de salariés parmi les personnes occupées) n'étaient pas couvertes par la valeur ajoutée.

<sup>(11)</sup> D, IRL, L et NL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(12)</sup> D, L et NL, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(13)</sup> D, L et NL, 1999; EL et IRL, non disponibles.

## 17.2: COMMERCE DE GROS DE PRODUITS AGRICOLES BRUTS

Le groupe 51.2 de la NACE concerne le commerce de gros de produits bruts pour les activités agricoles (tels que les semences et les aliments pour le bétail) et d'animaux vivants. Il ne couvre pas le commerce de gros des produits de l'agriculture autres que les cuirs, les peaux et le tabac non manufacturé.

### PROFIL STRUCTUREL

Le chiffre d'affaires du commerce de gros de produits agricoles bruts a été de 168,7 milliards d'euros en 2000 <sup>(14)</sup> dont plus d'un quart à mettre au crédit de la France (28,5 %). Le nombre de personnes occupées était de 285 200 <sup>(15)</sup>, dont 20,5 % en France, 17,6 % en Allemagne, 13,4 % en Espagne et 12,5 % aux Pays-Bas. La part des autres États membres était inférieure à 10 %.

<sup>(14)</sup> IRL et L, 1999; EL non disponible.

<sup>(15)</sup> IRL et L, 1999; EL non disponible.

Ce secteur a constitué une des activités de commerce de gros les moins importantes de l'Union européenne. Néanmoins, en France (10,9 %) et aux Pays-Bas (9,3 %), ce secteur a représenté une part relativement importante du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre (groupes 51.2 à 51.7 de la NACE) en 2000. À l'autre bout de l'échelle, ce secteur a représenté 3,0 % ou moins du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre au Royaume-Uni (1,7 %), au Luxembourg (2,5 %, 1999), en Suède et en Finlande (3,0 % dans les deux cas).

Le graphique 17.8 montre que dans le commerce de gros de produits agricoles bruts, le chiffre d'affaires moyen par entreprise était faible au Portugal, en Espagne et en Italie (caractéristique typique des activités de commerce de gros dans ces pays). Parmi les activités de commerce de gros pour compte propre, c'est le seul groupe de la NACE où la taille moyenne des entreprises françaises était particulièrement importante comparativement aux autres États membres.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce de gros de produits agricoles bruts a été inférieure à la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans tous les États membres en 2000 <sup>(16)</sup>. En termes relatifs, elle a été la plus faible en Suède et au Portugal où elle a été inférieure à 60 % de la moyenne dans le commerce de gros pour compte propre, alors qu'elle atteignait 90,6 % en France. Au Royaume-Uni la productivité apparente de la main-d'œuvre est passée de 51 900 euros en 1999 à 38 800 euros en 2000.

Le coût moyen de la main-d'œuvre <sup>(17)</sup> a lui aussi été systématiquement plus faible dans ce secteur (de 69,1 % de la moyenne du commerce de gros pour compte propre en Belgique à 91,4 % au Luxembourg en 1999). Malgré le faible coût moyen de la main-d'œuvre, la productivité du travail ajustée des salaires dans ce secteur est restée inférieure à la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans tous les États membres en 2000 <sup>(18)</sup>, sauf en Belgique. La valeur ajoutée a été supérieure d'au moins 25 % aux dépenses de personnel (corrigées du nombre de salariés parmi les personnes occupées) dans chaque État membre sauf en Suède.

<sup>(16)</sup> D, IRL et L, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(17)</sup> D et L, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

<sup>(18)</sup> D et L, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

Tableau 17.4

### Commerce de gros de produits agricoles bruts (NACE groupe 51.2) Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-20,2	14,2	-9,7	-5,0	10,7	-30,6	5,5	3,2	-9,9	28,3	-22,1	7,3	2,3	-4,6	5,4
<b>DK</b>	:	:	:	-6,9	:	:	:	:	4,8	:	:	:	:	-0,6	:
<b>D</b>	2,2	1,4	-6,4	-8,3	11,7	:	:	:	:	:	-2,5	-1,6	1,3	-2,0	-3,0
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	11,5	11,1	:	:	:	-18,3	-0,7	:	:	:	11,5	3,0
<b>F</b>	:	5,9	0,3	-2,1	3,3	:	1,0	1,7	7,4	1,8	:	-0,1	0,8	2,2	4,2
<b>IRL</b>	:	3,7	-31,7	21,6	:	:	73,6	-49,4	40,2	:	:	23,2	-15,9	13,7	:
<b>I</b>	:	-12,0	-8,7	7,6	30,2	:	-10,9	20,6	-20,3	5,6	:	3,8	1,1	0,3	0,7
<b>L</b>	-0,1	-0,9	4,4	1,9	:	-18,7	-5,7	32,4	-14,8	:	1,0	1,3	0,5	0,5	:
<b>NL</b>	-7,1	7,4	3,1	1,4	-0,2	-14,5	9,5	5,0	12,7	8,5	-1,9	-1,1	0,8	-3,1	13,5
<b>A</b>	:	:	-4,4	-4,9	16,1	:	:	-1,7	-4,8	19,2	:	:	1,8	-0,9	5,3
<b>P</b>	:	13,7	-12,5	-29,5	-4,8	:	10,7	0,8	-20,7	-1,7	:	3,4	-1,5	-22,6	-1,1
<b>FIN</b>	3,7	12,0	76,7	-8,9	2,7	23,4	-11,3	34,3	-16,4	2,3	-1,1	-1,1	42,9	-10,5	4,8
<b>S</b>	:	1,4	-6,8	4,7	-0,4	:	2,4	5,5	-6,3	-5,5	:	:	0,3	1,3	1,9
<b>UK</b>	9,4	32,0	-13,7	-4,1	5,4	:	:	-14,1	39,4	-23,5	:	:	:	-2,5	2,3

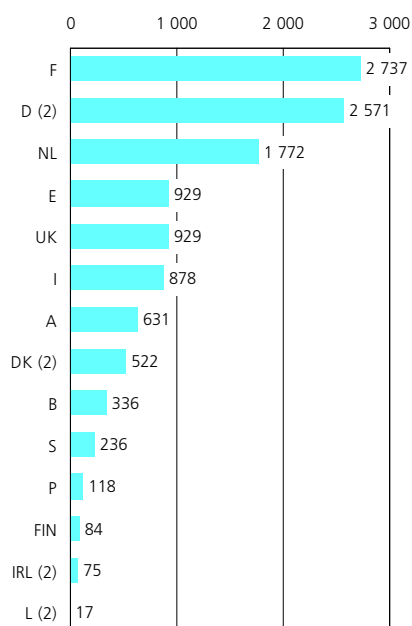
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## NACE 51.2

## Chapitre 17: commerce de gros

Graphique 17.6

**Commerce de gros de produits agricoles bruts (NACE groupe 51.2)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)

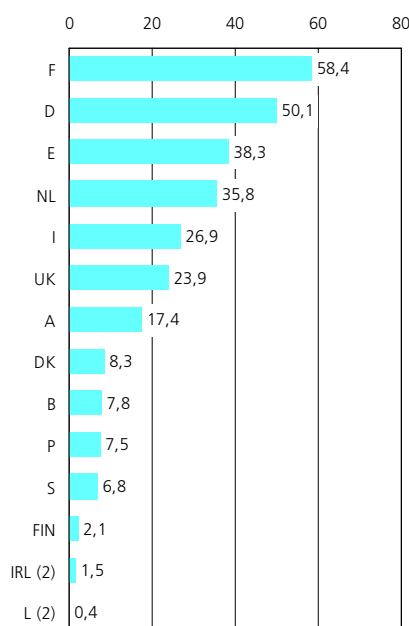


(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.7

**Commerce de gros de produits agricoles bruts (NACE groupe 51.2)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)

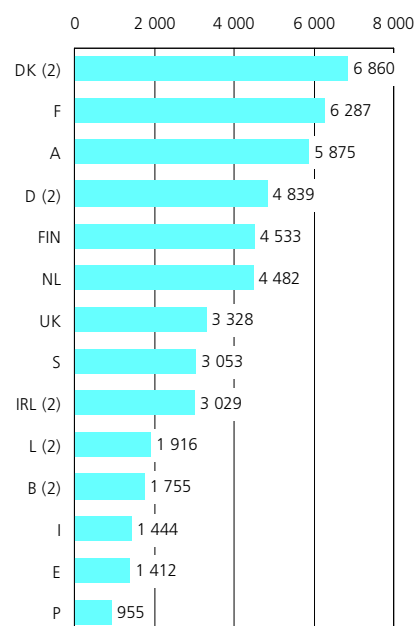


(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.8

**Commerce de gros de produits agricoles bruts (NACE groupe 51.2)**  
Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### 17.3: COMMERCE DE GROS DE BIENS DE CONSOMMATION

Le commerce de gros de biens de consommation couvre les groupes 51.3 et 51.4 de la NACE. Le premier de ces groupes concerne les produits alimentaires, les boissons et le tabac et le deuxième les biens de consommation non alimentaires tels que les textiles, l'habillement, les appareils électroménagers, les jeux, les jouets, la vaisselle, les meubles et articles d'ameublement, ainsi que les produits d'entretien et les produits personnels. Bien que ces deux catégories soient regroupées dans le sous-chapitre traitant des biens de consommation, ces activités comprennent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons destinés à être transformés ainsi que le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons destinés aux consommateurs.

#### PROFIL STRUCTUREL

Le commerce de gros de biens de consommation (groupes 51.3 et 51.4 de la NACE) a généré 1,25 milliards d'euros de chiffre d'affaires <sup>(19)</sup> et 138,3 millions d'euros de valeur ajoutée <sup>(20)</sup> dans l'Union européenne en 2000, tout en assurant un emploi à 2,97 millions de personnes <sup>(21)</sup>. Par rapport au chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre, la part de ces deux groupes de la NACE a différé d'un quart seulement du total en Finlande (24,9 %) à environ 50 % du total en Italie (49,1 %), en Espagne (50,8 %), au Portugal (54,3 %) ainsi qu'en Irlande (51,3 %). Dans les autres États membres, la part du chiffre d'affaires de ces activités par rapport à celui du commerce de gros pour compte propre a varié de 34 % à 42 %.

<sup>(19)</sup> IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(20)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(21)</sup> IRL, 1999; EL, non disponible.

Comme la plupart des activités de commerce de gros spécialisé pour compte propre, le commerce de gros de biens de consommation a connu une forte progression de son chiffre d'affaires en prix courants dans la deuxième moitié des années 1990. Entre 1995 et 2000 <sup>(22)</sup>, la croissance annuelle moyenne a été de 10,6 % au Royaume-Uni et supérieure à 5 % dans la majorité des autres États membres. Le taux de croissance moyen le plus bas a été enregistré en Allemagne (0,1 % par an). À l'exception du Portugal, le commerce de gros de biens de consommation non alimentaires a progressé plus rapidement que le commerce de gros de denrées, boissons et tabac. Le seul taux d'évolution négatif pour ces deux groupes a été enregistré en Allemagne et a concerné les denrées, boissons et tabac. Le taux de croissance le plus élevé a été observé au Royaume-Uni où le chiffre d'affaires du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires a pratiquement doublé au cours de la période de cinq ans concernée.

<sup>(22)</sup> F, P et FIN, 1996 à 2000; EL, E et IRL, non disponibles.

Tableau 17.5

#### Commerce de gros de produits alimentaires et de biens de consommation (NACE groupes 51.3 et 51.4) Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

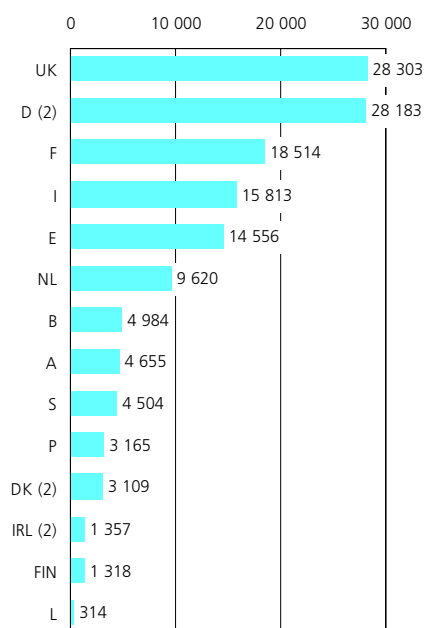
	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	3,5	0,1	16,8	1,6	8,8	-4,5	-4,5	3,1	8,8	3,3	-5,2	-3,5	-1,4	2,4	1,1
<b>DK</b>	:	:	:	-3,5	:	:	:	:	3,2	:	:	:	:	-1,7	:
<b>D</b>	-5,0	-2,1	0,4	-3,1	11,2	:	:	:	:	:	-3,1	-1,7	-1,3	-4,2	0,6
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	7,8	12,2	:	:	:	-9,7	13,8	:	:	:	-0,3	6,3
<b>F</b>	:	-0,8	4,3	5,1	6,2	:	1,4	3,9	8,5	4,5	:	0,1	-2,3	2,5	2,4
<b>IRL</b>	:	14,8	10,6	12,9	:	:	31,0	14,6	19,3	:	:	12,0	17,4	-0,1	:
<b>I</b>	11,3	-3,4	5,0	8,2	6,9	24,1	-9,5	0,5	9,0	-1,5	12,2	-8,3	1,1	1,7	1,2
<b>L</b>	12,8	11,1	-9,3	25,2	4,6	17,8	6,0	-4,8	18,3	-0,6	6,0	-0,2	-10,6	4,8	9,0
<b>NL</b>	3,1	9,2	9,8	6,9	8,1	-4,9	15,0	12,5	9,9	3,7	-3,4	1,9	4,2	1,7	8,5
<b>A</b>	:	:	2,1	2,8	10,4	:	:	2,5	7,3	12,7	:	:	-0,9	-0,1	4,2
<b>P</b>	:	5,6	19,2	-9,3	11,9	:	20,0	20,1	-9,1	16,4	:	-1,8	3,7	-11,6	7,3
<b>FIN</b>	:	4,3	-6,9	2,1	15,5	:	6,6	-0,4	1,3	12,2	:	3,3	1,5	1,5	8,5
<b>S</b>	7,2	3,1	3,1	10,5	3,4	10,9	6,0	5,9	11,6	11,6	:	:	3,3	1,1	2,4
<b>UK</b>	6,2	30,1	1,9	9,8	6,9	:	:	-9,5	19,5	-0,9	:	:	:	1,4	-0,3

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.9

**Commerce de gros de produits alimentaires et de biens de consommation (NACE groupes 51.3 et 51.4)**

**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

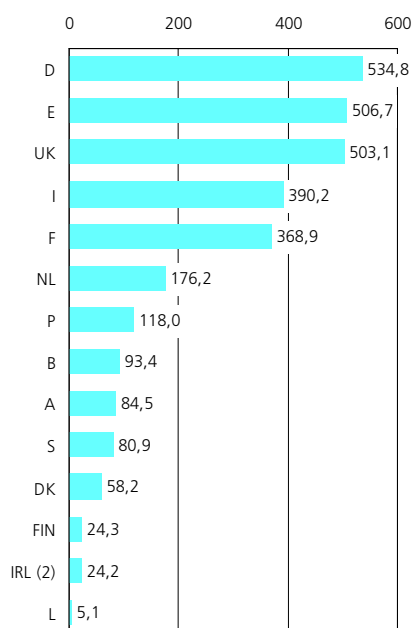
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.10

**Commerce de gros de produits alimentaires et de biens de consommation (NACE groupes 51.3 et 51.4)**

**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

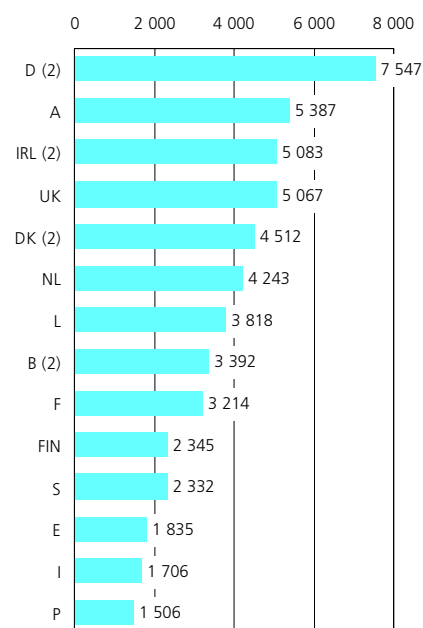
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.11

**Commerce de gros de produits alimentaires et de biens de consommation (NACE groupes 51.3 et 51.4)**

**Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le graphique 17.11 donne le chiffre d'affaires moyen par entreprise pour les grossistes de biens de consommation en 2000, les entreprises allemandes (en 1999) présentant la particularité d'être de taille sensiblement plus grande que dans les autres pays.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000 <sup>(23)</sup>, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce de gros de biens de consommation a généralement été inférieure ou égale à la moyenne du commerce de gros pour compte propre et n'a jamais été supérieure à cette moyenne de plus de 100 euros par personne. Dans tous les États membres <sup>(24)</sup>, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce de gros de biens de consommation non alimentaires a été plus forte que dans le commerce de gros de denrées, boissons et tabac, la différence dépassant 20 000 euros par personne au Royaume-Uni. Le coût moyen de la main-d'œuvre a été systématiquement supérieur dans le commerce de gros de biens de consommation non alimentaires (les produits étant généralement plus complexes et nécessitant plus de connaissances techniques) et en conséquence la productivité du travail ajustée des salaires a été légèrement supérieure dans le commerce de gros de denrées, boissons et tabac en Finlande, aux Pays-Bas et en Suède.

<sup>(23)</sup> D, IRL et L, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(24)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponible.

### 17.4: COMMERCE DE GROS DE PRODUITS INTERMÉDIAIRES NON AGRICOLES

Le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (groupe 51.5 de la NACE) concerne tous les produits utilisés comme matières premières, sauf les produits agricoles bruts (traités dans le sous-chapitre 17.2). Il comprend, par exemple, le commerce de gros de combustibles, de matériaux de construction, de quincaillerie, de produits chimiques, ainsi que le commerce de gros de déchets et débris.

#### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, le secteur du commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles a enregistré un chiffre d'affaires <sup>(25)</sup> de 951 milliards d'euros et a généré 84,7 milliards d'euros de valeur ajoutée <sup>(26)</sup>. Le Royaume-Uni (21,1 %) et l'Allemagne (18,9 %) ont apporté les plus fortes contributions à ce chiffre d'affaires, aucune autre contribution ne dépassant les 10 % du CA du secteur communautaire.

Le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles a été, au sein du commerce de gros, le groupe de la NACE ayant le plus gros chiffre d'affaires de l'Union européenne. En proportion du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre ce secteur occupait une place assez constante dans les États membres <sup>(27)</sup>, variant entre 21,3 % aux Pays-Bas et 39,0 % au Royaume-Uni.

S'agissant de l'emploi, l'importance de ce secteur dans le commerce de gros pour compte propre a toutefois été nettement moindre dans le domaine de l'emploi, même s'il a occupé 1,48 million de personnes dans l'Union européenne, ce qui en fait le deuxième secteur/groupe employeur au sein du commerce de gros. Les plus gros contingents se trouvent en Allemagne (330 400 personnes occupées en 2000), et au Royaume-Uni (264 300 personnes occupées).

<sup>(27)</sup> IRL et L, 1999; EL non disponible.

Le graphique 17.14 donne la taille moyenne des entreprises de ce secteur en termes de chiffre d'affaires moyen par entreprise. D'une manière générale, les entreprises concernées étaient assez importantes, même pour des entreprises de commerce de gros. De fait, les deux pays ayant le volume d'activité le plus important dans le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont également été ceux où le chiffre d'affaires moyen des entreprises a été le plus élevé, soit plus de 10 millions d'euros par entreprise dans les deux cas.

<sup>(25)</sup> IRL, 1999; EL non disponible.

<sup>(26)</sup> D et IRL, 1999; EL non disponible.

Tableau 17.6

#### Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (NACE groupe 51.5) Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

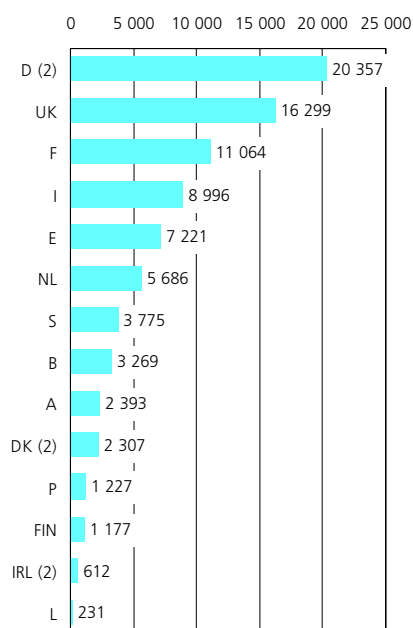
	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	9,1	4,7	-7,3	8,1	18,9	-7,6	11,9	-13,4	18,7	7,0	-5,6	7,1	-2,8	-1,3	1,8
<b>DK</b>	:	:	:	3,8	:	:	:	:	5,9	:	:	:	:	-0,8	:
<b>D</b>	-5,5	0,3	2,5	-7,2	19,8	:	:	:	:	:	-1,8	-1,0	0,0	-5,8	-0,9
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	8,6	12,7	:	:	:	-31,7	37,4	:	:	:	0,0	7,2
<b>F</b>	:	1,1	-1,8	6,8	14,4	:	0,5	6,1	7,8	9,7	:	-1,4	1,1	3,0	4,2
<b>IRL</b>	:	19,2	3,1	-2,5	:	:	35,9	-3,4	6,9	:	:	14,4	5,3	-12,0	:
<b>I</b>	9,3	5,0	-9,8	7,1	17,4	21,0	-16,9	19,7	-6,6	12,4	1,4	1,4	2,4	2,8	2,7
<b>L</b>	-1,2	8,7	-11,9	11,1	7,8	-6,6	4,1	-2,8	-4,4	11,0	3,0	4,3	10,3	-4,4	1,0
<b>NL</b>	-2,5	5,1	4,5	13,3	15,3	-4,6	8,0	5,6	11,1	14,1	6,4	2,4	-2,5	8,8	0,9
<b>A</b>	:	:	-2,2	2,5	20,7	:	:	-2,7	-4,8	4,5	:	:	1,2	-5,3	1,9
<b>P</b>	:	5,4	2,3	-4,4	21,3	:	14,1	10,6	-8,3	9,8	:	5,7	0,6	-6,4	9,6
<b>FIN</b>	5,5	8,3	-1,1	6,2	14,4	-7,6	3,4	1,7	7,6	3,2	1,5	4,7	3,1	-3,3	-5,6
<b>S</b>	9,6	-1,6	-5,8	7,1	29,7	10,3	-2,6	1,9	11,3	18,5	:	:	2,8	-3,0	0,5
<b>UK</b>	25,2	2,3	-13,0	9,9	45,5	:	:	-2,7	29,0	2,1	:	:	:	1,3	2,1

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## NACE 51.5

Graphique 17.12

**Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (NACE groupe 51.5)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)

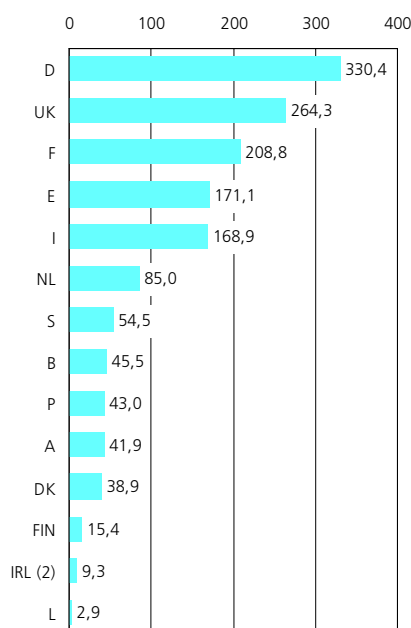


(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.13

**Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (NACE groupe 51.5)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)

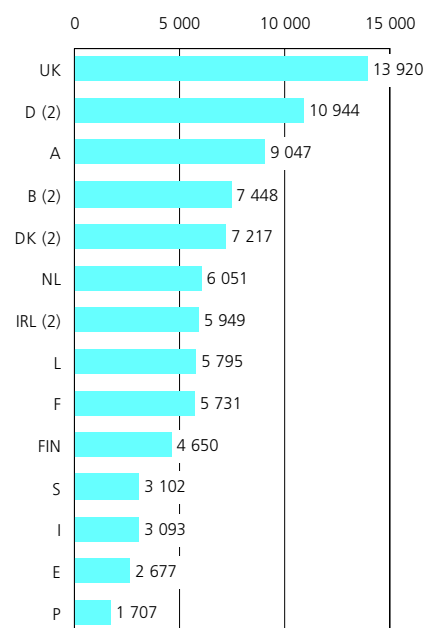


(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.14

**Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles (NACE groupe 51.5)**  
Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000 <sup>(28)</sup>, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles a été supérieure à la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans chaque État membre, sauf en Allemagne (1999). En Espagne, elle était de 25% supérieure à cette moyenne, mais en termes absolus c'est au Luxembourg que le niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre a été le plus élevé (79 300 euros par personne occupée). Dans un peu plus de la moitié des États membres, c'est dans ce secteur du commerce de gros pour compte propre que le niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre a été le plus élevé. En 2000, le coût moyen de la main-d'œuvre <sup>(29)</sup> n'a généralement pas varié de plus de 10 % par rapport à la moyenne du commerce de gros

<sup>(28)</sup> D, IRL et L, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(29)</sup> D et L, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

pour compte propre et n'a été supérieur à cette moyenne qu'en Allemagne (de 6,4 %, 1999), en Espagne (3,4 %), en Autriche (2,9 %) et en Belgique (0,5 %). En conséquence, les niveaux de productivité du travail ajustée des salaires <sup>(30)</sup> ont été supérieurs à la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans chaque pays, sauf en Allemagne. Néanmoins, la valeur ajoutée a été supérieure au coût de la main-d'œuvre (corrigé du nombre de salariés parmi les personnes occupées) de près de 70 % en Allemagne. Les ratios de productivité du travail ajustée des salaires les plus élevés ont été enregistrés au Luxembourg et en Finlande, pays où la valeur ajoutée était plus de deux fois supérieure au coût ajusté de la main-d'œuvre.

<sup>(30)</sup> D et L, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.



### 17.5: COMMERCE DE GROS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Le commerce de gros d'équipements industriels (groupe de la NACE 51.6) concerne les biens d'investissement à l'exception de ceux qui relèvent du secteur du commerce des véhicules automobiles. Sont inclus le commerce de gros de matériels d'installation, ainsi que le commerce de matériels électriques et de composants électroniques à usage industriel, et le commerce de gros de mobilier de bureau.

#### PROFIL STRUCTUREL

En 2000 <sup>(31)</sup>, le secteur communautaire du commerce de gros d'équipements industriels a occupé 1,47 million de personnes, chiffre très proche du total enregistré pour le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles. Ce secteur a une importance particulière en Finlande où son poids en emploi dans le secteur du commerce de gros pour compte propre a été de 38 %; ce pourcentage a également dépassé 30 % en France et dans tous les États membres nordiques. Il a été inférieur à 20%, dans plusieurs États membres, dont la plupart des pays du sud et l'Allemagne.

<sup>(31)</sup> IRL, 1999; EL non disponible.

Ce secteur a généré un chiffre d'affaires de 537,0 millions d'euros dans l'Union européenne en 2000 <sup>(32)</sup>. Il n'y a que dans les pays nordiques et aux Pays-Bas que le chiffre d'affaires de ce secteur a approché ou dépassé le quart du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre, alors qu'en Italie il a à peine représenté plus de 10 % du total. Le Royaume-Uni (20,0 %) et la France (19,8 %) devant l'Allemagne (13,9 %) et les Pays-Bas (12,1 %) ont apporté les contributions majoritaires au CA du secteur dans l'Union européenne. Dans tous les États membres, le chiffre d'affaires (à prix courants) de ce secteur a progressé entre 1995 et 2000 <sup>(33)</sup> et cette progression a dépassé les 50 % dans six d'entre eux. La croissance la plus forte a été enregistrée au Royaume-Uni où, en passant de 47,4 milliards d'euros en 1995 à 106,5 milliards d'euros en 2000, le chiffre d'affaires a plus que doublé. Le chiffre d'affaires moyen par entreprise des grossistes en équipements industriels et de leurs homologues du commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles, a été plus élevé au Royaume-Uni et en Allemagne que dans les autres États membres – voir graphique 17.17.

<sup>(32)</sup> IRL, 1999; EL non disponible.

<sup>(33)</sup> F et P, 1996 à 2000; EL, E et IRL, non disponibles.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000 <sup>(34)</sup>, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le commerce de gros d'équipements industriels a été supérieure à la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans tous les États membres et dans plusieurs d'entre eux, ce secteur a tenu une place dominante au sein du secteur du commerce de gros pour compte propre. Relativement à la moyenne du commerce de gros pour compte propre, la productivité apparente de la main-d'œuvre a été très forte en Allemagne (61 200 euros, soit 49,4 % de plus que la moyenne du commerce de gros pour compte propre) en 1999. L'Espagne et le Royaume-Uni ont également enregistré des niveaux supérieurs de plus de 25 % aux moyennes respectives du commerce de gros pour compte propre <sup>(35)</sup>.

<sup>(34)</sup> D; IRL et L, 1999; EL non disponible.

<sup>(35)</sup> D, IRL et L, 1999; EL et NL, non disponibles.

Tableau 17.7

#### Commerce de gros d'équipements industriels (NACE groupe 51.6) Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

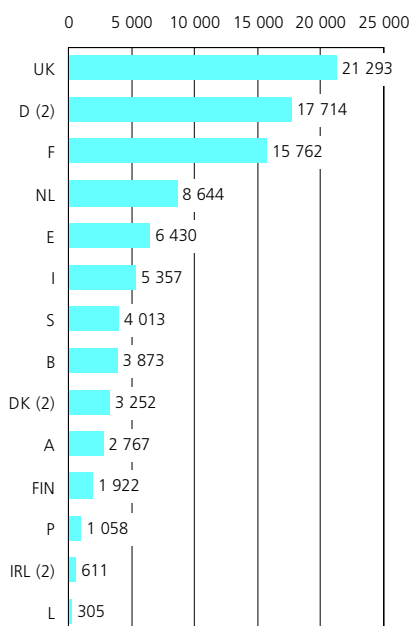
	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	10,7	9,9	13,0	9,5	10,9	-1,3	-1,2	14,9	8,5	6,4	6,6	5,3	4,5	6,6	6,4
<b>DK</b>	:	:	:	5,2	:	:	:	:	2,4	:	:	:	:	0,5	:
<b>D</b>	-6,0	-1,1	10,4	12,9	-1,6	:	:	:	:	:	-5,1	-1,1	2,5	-4,9	3,6
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	9,2	18,7	:	:	:	-1,9	16,7	:	:	:	-4,2	14,8
<b>F</b>	:	5,8	13,7	9,0	9,3	:	1,4	7,9	6,5	6,6	:	0,6	2,9	1,6	3,3
<b>IRL</b>	:	34,4	15,8	-19,2	:	:	43,1	40,9	-23,2	:	:	16,3	17,6	-18,5	:
<b>I</b>	16,5	9,3	22,3	-4,1	26,0	45,2	-6,3	11,0	-5,6	20,6	3,4	2,0	5,3	1,1	12,7
<b>L</b>	-2,5	34,7	-17,5	39,6	9,4	8,6	24,6	-25,8	61,4	0,9	6,3	4,5	6,9	2,5	9,9
<b>NL</b>	21,3	8,9	7,0	26,1	0,9	10,0	-0,2	9,4	33,3	-9,8	17,3	1,4	8,7	:	7,9
<b>A</b>	:	:	6,5	-3,3	24,4	:	:	10,5	-4,0	6,8	:	:	13,4	-9,2	8,7
<b>P</b>	:	12,3	23,4	-12,0	14,2	:	4,9	18,1	-5,7	8,5	:	3,1	7,4	-4,0	3,7
<b>FIN</b>	6,8	10,7	-3,6	5,4	12,3	4,6	5,7	4,3	3,7	10,8	7,3	3,4	2,5	1,7	4,9
<b>S</b>	8,0	7,9	13,3	-1,9	16,2	8,5	6,4	12,3	1,7	9,2	:	:	5,6	-1,3	1,0
<b>UK</b>	29,1	36,8	10,0	3,5	11,7	:	:	14,4	-1,5	6,4	:	:	:	1,4	-5,2

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## NACE 51.6

## Chapitre 17: commerce de gros

Graphique 17.15

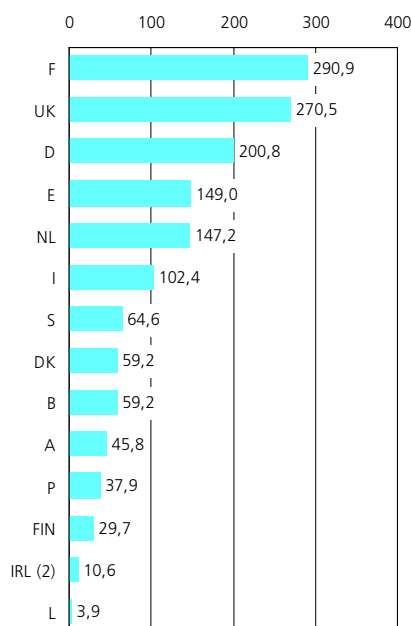
**Commerce de gros d'équipements industriels (NACE groupe 51.6)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.16

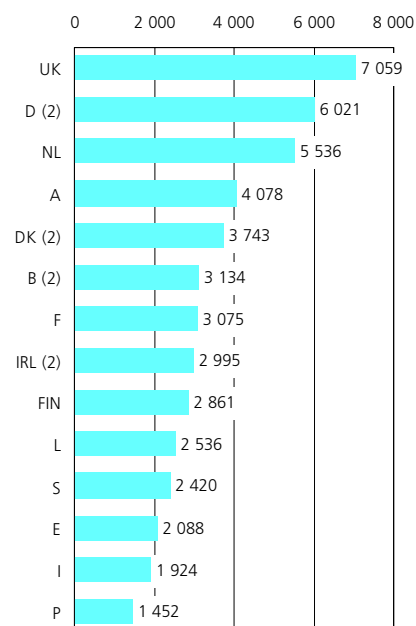
**Commerce de gros d'équipements industriels (NACE groupe 51.6)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.17

**Commerce de gros d'équipements industriels (NACE groupe 51.6)**  
**Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Dans tous les États membres, le commerce de gros d'équipements industriels est le secteur du commerce de gros pour compte propre dans lequel le coût moyen de la main-d'œuvre a été le plus élevé en 2000 <sup>(36)</sup>. Malgré cela, dans presque tous les États membres <sup>(37)</sup>, le niveau de productivité du travail ajustée des salaires n'a pas différé de plus de 12 % par rapport à la moyenne du commerce de gros pour compte propre. En Allemagne (1999), en Espagne et au Luxembourg (1999), ce ratio a été supérieur. En Allemagne (1999), en Espagne et au Luxembourg (1999), ce ratio a été supérieur à la moyenne du commerce de gros pour compte propre. En Allemagne et en Espagne, la productivité du travail ajustée des salaires dans ce secteur a été supérieure à celle de tout autre groupe de la NACE dans le secteur du commerce de gros pour compte propre.

<sup>(36)</sup> D, 1999; EL et IRL, non disponibles.<sup>(37)</sup> DK, D et L, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

## 17.6: AUTRES COMMERCES DE GROS

Le secteur des autres commerces de gros (groupe 51.7 de la NACE) couvre les divers commerces de gros spécialisés ne relevant pas d'une des catégories précédentes de la division 51 de la NACE, ainsi que le commerce de gros de divers produits et articles sans spécialisation particulière.

## PROFIL STRUCTUREL

Avec, en 2000 <sup>(38)</sup>, un chiffre d'affaires de 133,6 milliards d'euros, soit moins que celui du commerce de gros de produits agricoles bruts, il s'agit du secteur du commerce de gros pour compte propre offrant le plus faible chiffre d'affaires de l'Union européenne. Ce secteur a de même généré 15,2 milliards d'euros de valeur ajoutée <sup>(39)</sup>. Il est dominé par le Royaume-Uni et l'Allemagne qui ont chacun produit près d'un tiers du chiffre d'affaires de l'Union européenne. En termes relatifs, ce secteur a été particulièrement important en Finlande où il a généré 18,7 % du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre en 2000 <sup>(40)</sup>. Au Royaume-Uni (7,2 %) et en Allemagne (7,1 %) son importance relative a également été notable. En Suède (0,4 %) et en France (0,8 %), ce secteur a représenté moins de 1 % du chiffre d'affaires du commerce de gros pour compte propre.

<sup>(38)</sup> IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(39)</sup> D, IRL et NL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(40)</sup> IRL et L, 1999; EL, non disponible.

Le nombre de personnes occupées dans ce secteur a été de 325 900 en 2000 <sup>(41)</sup>. Comme pour le chiffre d'affaires, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont tenu une place prédominante, le Royaume-Uni utilisant toutefois une main-d'œuvre nettement plus abondante (117 900 personnes) que l'Allemagne (85 600).

La plupart des États membres ont connu une progression du chiffre d'affaires (à prix courants) entre 1995 et 2000 <sup>(42)</sup> à l'exception notable du Royaume-Uni, où le CA a chuté de 41,4 % et de la Belgique, où il a reculé de 2,0 %. C'est au Luxembourg que le taux de croissance a été le plus fort, le chiffre d'affaires ayant presque doublé (augmentation de 98,4 %) pendant la période considérée.

En 2000, le chiffre d'affaires moyen des entreprises de ce secteur a généralement été très faible (moins de 4 millions d'euros par entreprise), à deux grandes exceptions près, l'Allemagne (27,2 millions d'euros, 1999) et la Finlande (19,9 millions d'euros) – voir graphique 17.20.

<sup>(41)</sup> IRL, 1999; EL, non disponible.

<sup>(42)</sup> F et P, 1996 à 2000; EL, E et IRL, non disponibles.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000, la productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur des autres commerces de gros a été inférieure à la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans tous les États membres <sup>(43)</sup>. Cela a été le cas en Suède où elle n'a atteint que 66,0 % de la moyenne. Au Luxembourg, le niveau de valeur ajoutée par personne occupée est passé de 30 000 euros par personne en 1999 à 74 000 en 2000, valeur en rapport avec la moyenne du commerce de gros pour compte propre dans ce pays.

<sup>(43)</sup> D, IRL et L, 1999; EL et NL, non disponibles.

Tableau 17.8

Autres commerces de gros (NACE groupe 51.7)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-22,0	11,6	-5,4	2,2	16,6	-27,8	14,0	-11,9	4,9	12,3	-20,5	-5,9	-3,8	-2,4	-1,8
<b>DK</b>	:	:	:	-2,9	:	:	:	:	-1,0	:	:	:	:	-4,2	:
<b>D</b>	22,4	3,6	-0,7	0,6	6,1	:	:	:	:	:	-0,1	10,0	1,6	-0,7	2,0
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	1,8	32,9	:	:	:	2,5	0,8	:	:	:	10,0	1,6
<b>F</b>	:	24,0	7,3	3,8	16,0	:	15,0	19,5	9,5	29,9	:	8,0	14,3	7,1	23,0
<b>IRL</b>	6,7	23,2	13,0	17,1	:	-3,0	24,5	10,4	9,9	:	16,6	3,2	8,9	-2,3	:
<b>I</b>	41,2	4,0	7,7	-27,1	-1,1	48,3	-6,9	-0,5	-10,9	-26,6	12,0	16,5	-9,3	-11,6	-13,6
<b>L</b>	-8,1	8,8	-25,5	160,8	2,1	-11,3	17,8	-20,0	0,7	134,2	0,0	2,2	9,7	-6,8	-4,8
<b>NL</b>	-17,3	10,6	7,5	0,1	5,4	-27,8	15,0	6,2	1,7	:	-14,1	11,7	2,5	:	:
<b>A</b>	:	:	-22,1	-4,2	20,8	:	:	-18,6	14,8	23,5	:	:	-0,9	7,7	-0,1
<b>P</b>	:	14,2	25,8	-19,0	-8,3	:	2,7	29,8	-4,8	-2,4	:	-4,6	27,4	-13,6	-4,7
<b>FIN</b>	-2,9	31,7	17,2	2,8	-4,5	0,2	12,0	21,7	-16,9	-10,3	0,0	43,1	11,2	-2,3	-19,0
<b>S</b>	7,5	75,1	-2,1	-29,1	4,5	10,8	36,1	6,0	-12,9	-2,2	:	:	4,3	-0,9	-6,3
<b>UK</b>	-46,9	21,5	-6,2	-10,2	7,8	:	:	-10,4	-15,0	17,6	:	:	:	-5,7	-3,3

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

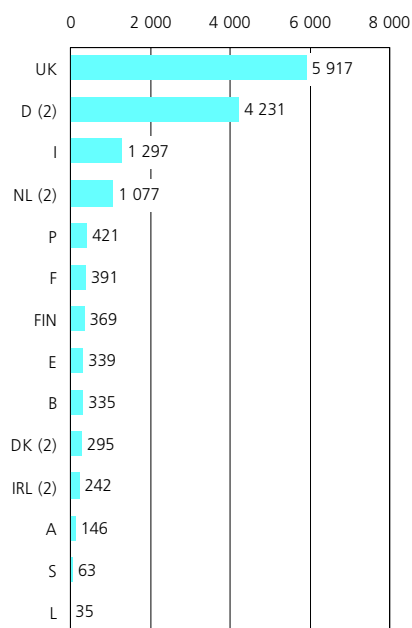
## NACE 51.7

## Chapitre 17: commerce de gros

Graphique 17.18

Autres commerces de gros  
(NACE groupe 51.7)

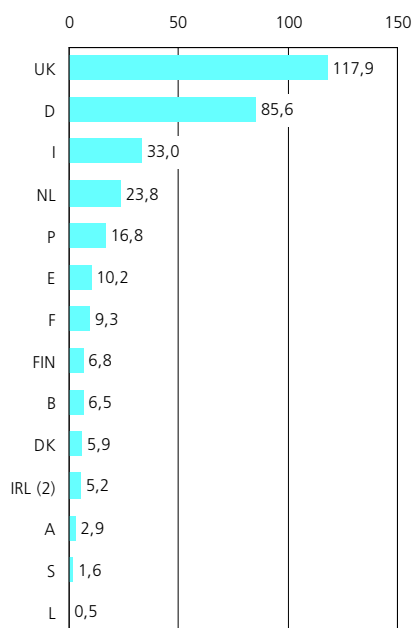
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

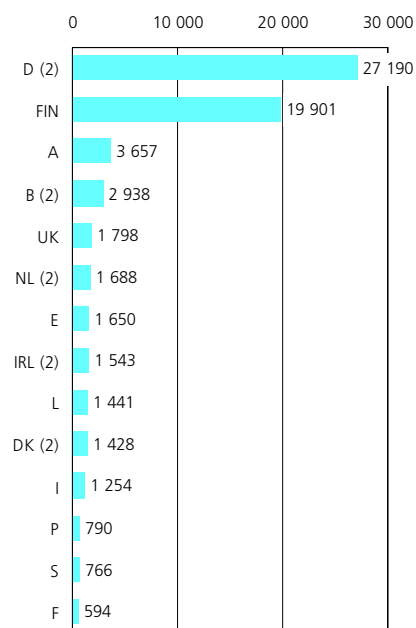
Graphique 17.19

Autres commerces de gros  
(NACE groupe 51.7)Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)

(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 17.20

Autres commerces de gros  
(NACE groupe 51.7)Chiffre d'affaires par entreprise, 2000  
(milliers d'euros) (1)

(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 17.9

**Commerce de gros et intermédiaires du commerce (NACE division 51)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D (2)	EL	E	F	IRL (2)	I	L (2)	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités) (3)</b>	42 178	16 592	125 110	:	184 292	162 849	5 666	420 957	2 948	55 190	19 408	50 348	16 264	41 680	118 084
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	152 586	73 498	558 814	:	274 290	527 966	20 993	344 107	8 551	239 017	84 475	56 236	44 984	100 430	628 022
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	226	177	1 309	:	941	1 005	53	1 042	13	483	203	248	84	218	1 249
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	13 429	9 831	78 467	:	31 541	52 796	2 989	42 428	911	27 986	11 040	6 386	5 161	13 126	76 762
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	137 664	61 908	477 664	:	244 920	474 953	18 224	295 548	7 500	210 756	69 794	50 406	40 821	88 944	527 764
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	7 778	6 652	40 593	:	17 142	37 512	:	15 505	385	15 966	7 159	3 483	3 016	8 873	41 779
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	2 248	1 657	6 152	:	5 097	5 645	360	5 820	:	3 072	1 365	1 358	687	1 600	7 581
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	59,4	56,0	60,0	:	33,5	52,5	56,5	40,7	72,3	57,9	54,3	25,8	61,7	60,2	61,4
<b>Productivité ajustée des salaires (%)</b>	138,1	144,4	183,0	:	158,0	138,6	:	138,7	211,3	159,6	142,7	161,9	164,6	134,1	170,4
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	3,7	4,5	6,8	:	5,2	2,9	:	7,8	6,2	5,0	4,6	5,2	4,8	4,2	5,6

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées, coût de la main-d'œuvre et investissements.

(2) 1999.

(3) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 17.10

**Commerce de gros et intermédiaires du commerce (NACE division 51)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU (1)	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
<b>Nombre d'entreprises (unités)</b>	20 481	:	66 536	5 371	4 762	5 191	6 573	:	129 683	:	7 876	19 192	:
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	10 080	2 682	34 475	4 127	13 886	5 159	4 591	:	106 287	:	10 046	6 383	:
<b>Nombre de personnes occupées (milliers) (3)</b>	110	18	225	34	90	42	53	:	615	:	76	:	:
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	475	458	2 967	367	1 198	606	443	:	10 914	:	939	685	:
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	9 941	2 037	32 014	3 765	12 899	4 688	4 176	:	96 218	:	9 034	5 603	:
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	162	259	1 425	174	574	156	214	:	3 904	:	408	480	:
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	348	54	528	125	:	214	115	:	2 005	:	180	153	:
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)</b>	4,3	25,7	13,2	10,9	13,3	14,3	8,4	:	12,8	:	12,4	:	:
<b>Productivité ajustée des salaires (%) (3)</b>	234,0	170,9	157,9	199,1	205,9	385,0	196,6	:	214,3	:	226,2	:	:
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	3,0	7,4	4,5	4,7	:	8,7	5,0	:	6,6	:	5,3	3,2	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 17.11

**Intermédiaires du commerce de gros (NACE groupe 51.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D (2)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités) (4)</b>	8 851	1 374	58 636	:	48 890	39 900	648	257 404	514	4 385	4 880	12 807	4 232	3 666	16 478
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	3 407	1 782	7 760	:	3 218	85 300	217	21 072	306	2 943	994	2 351	605	2 973	17 218
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	14	6	114	:	66	69	2	321	1	12	11	25	5	10	70
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	632	346	5 411	:	2 066	4 329	92	10 088	76	937	448	398	291	535	4 020
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	2 939	1 499	2 060	:	1 180	79 102	126	11 339	232	1 314	542	1 977	340	2 509	13 104
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	255	223	1 388	:	541	2 824	:	815	16	451	243	193	149	326	1 997
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	95	23	178	:	197	397	5	1 107	:	105	37	89	29	60	345
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	46,0	53,9	47,3	:	31,3	62,9	44,0	31,4	118,0	93,1	41,6	16,2	53,8	55,8	57,6
<b>Productivité du travail ajustée des salaires (%)</b>	83,2	145,3	272,3	:	119,3	147,3	:	122,0	312,0	193,3	103,9	114,0	152,7	129,0	162,5
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	11,1	7,9	51,8	:	47,4	1,8	:	44,0	19,5	19,5	20,6	8,7	23,5	7,0	11,8

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées, coût de la main-d'œuvre et investissements.

(2) 1999.

(3) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées.

(4) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 17.12

**Commerce de gros de produits agricoles bruts, de produits alimentaires, de biens de consommation, de produits intermédiaires, d'équipements industriels et autres commerces de gros (NACE groupes 51.2 à 51.7)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D (2)	EL	E	F	IRL (3)	I	L (3)	NL (4)	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités) (5)</b>	33 327	15 218	66 474	:	135 402	122 949	5 018	163 553	2 466	49 525	14 527	37 541	12 032	38 014	101 606
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	149 179	71 716	616 461	:	271 073	442 666	20 777	323 036	8 335	236 271	83 481	53 885	44 379	97 456	610 804
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	212	171	1 202	:	875	936	51	721	12	468	193	223	78	208	1 180
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	12 797	9 485	73 056	:	29 475	48 467	2 897	32 341	858	26 554	10 592	5 988	4 870	12 592	72 742
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	134 725	60 409	475 603	:	243 740	395 852	18 098	284 210	7 339	195 578	69 252	48 429	40 481	86 435	514 660
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	7 523	6 430	39 205	:	16 601	34 688	:	14 689	373	14 215	6 916	3 290	2 868	8 548	39 782
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	2 154	1 634	5 974	:	4 900	5 248	354	4 713	:	3 341	1 328	1 269	659	1 540	7 236
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	60,3	56,0	61,2	:	33,7	51,8	57,0	44,8	71,4	53,7	55,0	26,8	62,2	60,4	61,7
<b>Productivité ajustée des salaires (%)</b>	141,2	144,4	180,9	:	159,8	137,9	:	151,6	209,0	168,8	144,8	167,4	165,5	134,4	170,9
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	3,5	4,5	6,1	:	4,7	3,1	:	5,5	5,8	5,6	4,4	5,0	4,5	4,1	5,4

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées, coût de la main-d'œuvre et investissements.

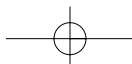
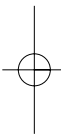
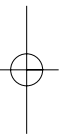
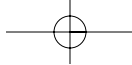
(2) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées.

(3) 1999.

(4) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées, 2000, productivité du travail, 1998.

(5) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



## Commerce de détail



Au sein de la division 52 de la NACE, une distinction peut être faite entre la vente au détail (ci-après appelée commerce de détail) et l'activité de réparation qui fait l'objet du sous-chapitre 18.8. Dans le secteur du commerce de détail, le commerce de détail en magasin joue un rôle prédominant, le domaine particulier du commerce de détail hors magasin faisant l'objet du sous-chapitre 18.7.

Les six premiers sous-chapitres (18.1 à 18.6) couvrent les activités traditionnellement associées au commerce de détail, à savoir la revente de biens en magasin. Ces activités peuvent faire l'objet de deux distinctions, à savoir le type de bien vendu et le degré de spécialisation du détaillant. Le sous-chapitre 18.1 concerne les détaillants de denrées alimentaires, boissons et tabac, qu'ils soient spécialisés ou non spécialisés. Les détaillants non spécialisés de produits non alimentaires sont examinés dans le sous-chapitre 18.2 et les détaillants spécialisés de produits non alimentaires font l'objet des sous-chapitres 18.3 à 18.6.

L'enquête sur le budget des ménages (EBM) fournit des informations sur la proportion des dépenses des ménages représentée par les biens vendus par le secteur du commerce de détail. Dans tous les États membres, en 1999 <sup>(1)</sup>, les produits alimentaires, les boissons et le tabac ont représenté, à eux seuls, de 12,6 % à 24,0 % du total et l'habillement et les chaussures, de 4,6 % à 8,4 %.

<sup>(1)</sup> F et P, non disponibles.

### PROFIL STRUCTUREL

On estime qu'en 2000 le secteur du commerce de détail (y compris les activités de réparation) a occupé 13,0 millions de personnes et a généré 321,9 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit environ 55,1 % de l'emploi total et 38,5 % de la valeur ajoutée dans la distribution. En termes d'emploi, cette division de la NACE a été la plus importante du secteur industriel et commercial (sections C à K). En 2000, dans tous les États membres <sup>(2)</sup>, le commerce de détail (y compris les activités de réparation) a représenté plus de 45 % de l'emploi dans le secteur de la distribution, sa part atteignant 62 % en Irlande (1999) et au Royaume-Uni.

En termes absolus, bien naturellement, c'est dans les États membres les plus peuplés que les secteurs du commerce de détail (y compris les activités de réparation) ont été les plus importants. Néanmoins, la part du chiffre d'affaires de l'Allemagne (20,6 %, 1999) <sup>(3)</sup> a été inférieure à celle du Royaume-Uni (22,1 %), la France et l'Italie étant les seuls autres pays à enregistrer une part supérieure à 10 %. Pour ce qui est de l'emploi, la part du Royaume-Uni dans ce secteur a été plus grande encore (24,0 %), l'Espagne figurant également parmi les États membres où cette part a été égale ou supérieure à 10 % du total de l'Union européenne.

En termes de valeur ajoutée et d'emploi, la réparation a représenté moins de 2 % du total du commerce de détail (y compris les activités de réparation) dans l'Union européenne <sup>(4)</sup> et, dans ce secteur, la Suède a affiché une spécialisation particulière (2,7 % de l'emploi et 2,1 % de la valeur ajoutée).

<sup>(2)</sup> D, IRL et L, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(3)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(4)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

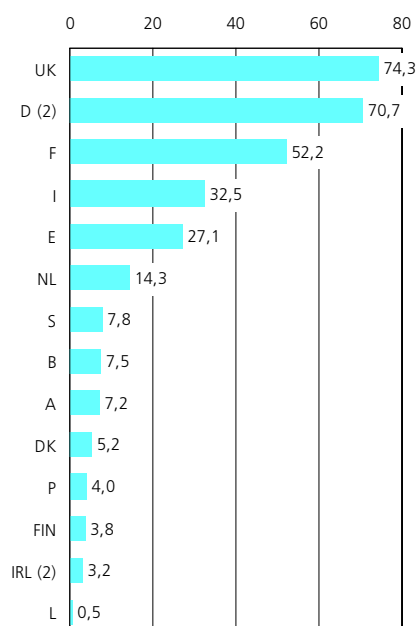
La division 52 de la NACE couvre le commerce de détail et la réparation d'articles domestiques à l'exclusion du commerce de véhicules automobiles et de motos (voir chapitre 16). Le commerce de détail comprend la revente (sans transformation) au public de biens neufs ou d'occasion destinés à la consommation des particuliers ou des ménages. La location au public d'articles personnels et domestiques en est exclue. Dans le présent chapitre, sauf indication contraire, la réparation n'est pas incluse dans le secteur du commerce de détail.

### NACE

- 52: commerce de détail et réparation d'articles domestiques;
- 52.1: commerce de détail en magasin non spécialisé;
- 52.2: commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé;
- 52.3: commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie;
- 52.4: autres commerces de détail en magasin spécialisé;
- 52.5: commerce de détail de biens d'occasion en magasin;
- 52.6: commerce de détail hors magasin;
- 52.7: réparation d'articles personnels et domestiques.



**Graphique 18.1**  
**Commerce de détail et réparation**  
**d'articles domestiques (NACE division 52)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



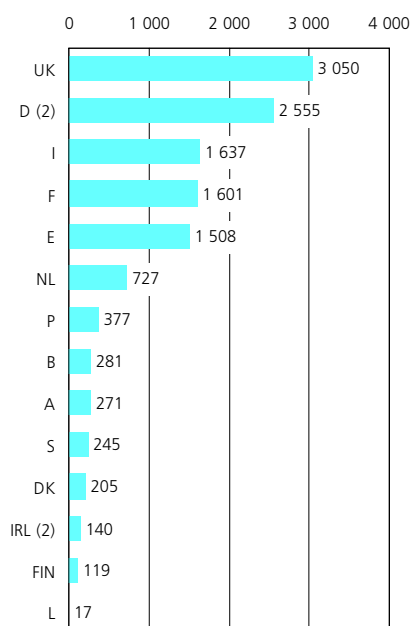
(1) EL, non disponible.  
 (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Dans le secteur du commerce de détail, deux groupes de la NACE ont dominé dans le domaine de l'emploi et celui du chiffre d'affaires. En 2000, le commerce de détail en magasin non spécialisé (groupe 52.1 de la NACE) a représenté 43,2 % du chiffre d'affaires du secteur communautaire du commerce de détail<sup>(5)</sup>, dont près de 90 % ont été réalisés par des commerces de détail en magasin non spécialisé, avec prédominance des produits alimentaires, des boissons et du tabac (classe 52.11 de la NACE). La part des autres commerces de détail en magasin spécialisé (groupe 52.4 de la NACE) a été de 36,8 %, si bien qu'à eux deux, ces groupes de la NACE ont représenté 80 % du total du commerce de détail. Le graphique 18.3 donne une ventilation du chiffre d'affaires par groupe de la NACE et une ventilation plus détaillée pour les deux groupes les plus importants.

<sup>(5)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles ou incomplètes.

**Graphique 18.2**  
**Commerce de détail et réparation**  
**d'articles domestiques (NACE division 52)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



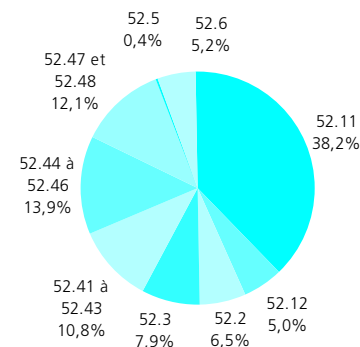
(1) EL, non disponible.  
 (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le graphique 18.4 montre l'évolution du volume des ventes dans le secteur communautaire du commerce de détail, en faisant une distinction entre commerce de détail de produits alimentaires et non alimentaires. Chaque année, de 1996 à 2001, la croissance du commerce de détail de produits alimentaires a été plus forte que celle du commerce des produits non alimentaires.

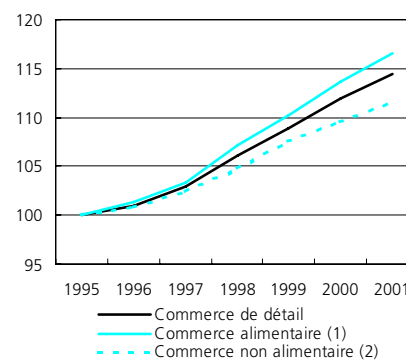
Les activités du commerce de détail sont également saisonnières, notamment en ce qui concerne le commerce de détail de produits non alimentaires. Les ventes de produits non alimentaires sont réalisées, pour une bonne part, pendant la période qui précède la fin de l'année et, pour une part relativement faible, en janvier, février et août (voir graphique 18.5).

**Graphique 18.3**  
**Composition du chiffre d'affaires du**  
**commerce de détail, UE, 2000 (%) (1)**



(1) D et IRL, 1999, EL et NL, non disponibles.  
 Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 18.4**  
**Indice du volume des ventes, corrigé des**  
**jours ouvrables, UE (1995=100)**



(1) NACE classe 52.11 et groupe 52.2.  
 (2) NACE classe 52.12 et groupes 52.3 à 52.6.  
 Source: Eurostat, European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt\_ts/retail).

Une comparaison de la taille moyenne des entreprises (en termes de nombre de personnes occupées par entreprise) fait ressortir une progression dans la plupart des pays. De 1996 à 2000, six des huit<sup>(6)</sup> États membres examinés ont enregistré une progression, cette dernière ayant été la plus forte au Danemark où la moyenne est passée de 6,1 à 8,1 personnes occupées. Au Luxembourg, en 2000, la moyenne était la même qu'en 1996, alors qu'au Portugal elle avait régressé (de 3,1 à 2,5 personnes par entreprise).

<sup>(6)</sup> DK, F, I, L, NL, A, P et FIN.

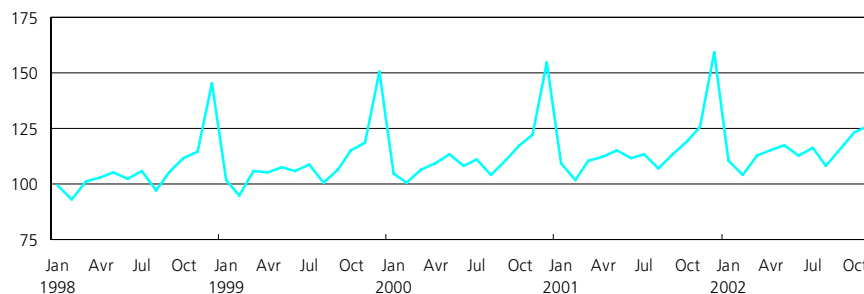
**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

La très forte proportion de femmes est une des caractéristiques qui différencie la main-d'œuvre du commerce de détail (y compris les activités de réparation) de celle des autres activités de distribution et de la plupart des autres secteurs. D'après l'enquête communautaire sur les forces de travail, en 2001 six travailleurs sur dix dans ce secteur étaient des femmes, cette proportion étant plus forte dans le secteur industriel et commercial (sections C à K de la NACE) que dans toute autre division de la NACE, sauf dans le secteur de l'habillement (division 18 de la NACE). Ce secteur se distingue également par l'importance du travail à temps partiel qui, en 2001, concernait 30,6 % de la main-d'œuvre, proportion qu'on ne retrouve dans aucune autre division de la NACE dans le secteur industriel et commercial. De même, en 2001, le pourcentage de salariés (74,0 % de la main-d'œuvre) était le plus bas de toutes les divisions de la NACE dans le secteur industriel et commercial; 22,4 % de la main-d'œuvre dans le commerce de détail (y compris les activités de réparation) étaient des travailleurs indépendants et 3,5 % des aides familiaux.

Dans l'Union européenne, le secteur du commerce de détail (y compris les activités de réparation) a enregistré le plus faible niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre de toutes les activités de distribution. On estime qu'en 2000, la productivité apparente de la main-d'œuvre était de 24 700 euros par personne occupée, contre 39 600 euros dans le commerce des véhicules automobiles et 52 200 euros dans le commerce de gros. Il convient de noter que le taux élevé de travail à temps partiel a une influence sur cette simple mesure.

**Graphique 18.5**

**Indice du volume des ventes pour le commerce non alimentaire, corrigé des jours ouvrables, UE (1995=100) (1)**



(1) NACE classe 52.12 et groupes 52.3 à 52.6.

Source: Eurostat, European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles

**Tableau 18.1**

**Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (NACE division 52)  
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
<b>EU-15</b>	57,5	59,6	27,0	30,6	26,6	22,4
<b>B</b>	56,8	57,7	22,4	27,5	35,2	29,8
<b>DK</b>	54,2	57,3	36,7	37,7	13,0	11,4
<b>D</b>	66,7	68,0	31,0	38,1	14,5	13,5
<b>EL</b>	45,3	47,5	4,3	3,6	52,8	47,2
<b>E</b>	54,4	58,5	9,2	10,4	41,1	34,5
<b>F</b>	58,9	60,0	22,9	25,3	20,7	16,9
<b>IRL</b>	55,1	60,5	22,7	35,8	21,9	14,1
<b>I</b>	41,7	46,9	7,5	11,7	53,5	44,7
<b>L</b>	59,9	64,3	11,8	14,4	19,2	12,9
<b>NL</b>	59,9	60,1	55,3	62,3	15,4	12,1
<b>A</b>	68,0	69,7	25,6	31,1	10,3	11,4
<b>P</b>	52,9	57,7	8,5	10,8	50,1	40,7
<b>FIN</b>	65,5	68,2	29,2	33,3	19,2	14,7
<b>S</b>	65,8	62,3	41,5	38,8	24,8	17,9
<b>UK</b>	61,0	60,3	49,8	49,7	11,3	10,4

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

### 18.1: COMMERCE DE DÉTAIL DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Les activités analysées dans ce sous-chapitre concernent le commerce de détail de produits alimentaires, boissons et tabac en magasins spécialisés (groupe 52.2 de la NACE) ou en magasins non spécialisés à prédominance alimentaire (classe 52.11 de la NACE). Elles sont désignées ici sous le terme générique de « commerce alimentaire ».

#### PROFIL STRUCTUREL

Dans l'Union européenne <sup>(7)</sup>, 707 000 entreprises de vente au détail de produits alimentaires ont réalisé un chiffre d'affaires moyen de 968 200 euros et ont occupé en moyenne 6,7 personnes. Le chiffre d'affaires moyen <sup>(8)</sup> des commerces de détail alimentaires en magasin non spécialisé (2,4 millions d'euros par entreprise) qui dominaient ce secteur était plus de dix fois supérieur à celui des commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé. Collectivement, en 2000 <sup>(9)</sup>, les 4,7 millions de personnes occupées dans les entreprises de vente au détail de produits alimentaires ont généré 111,5 milliards d'euros de valeur ajoutée et un chiffre d'affaires de 708,4 milliards d'euros.

Le commerce de détail de produits alimentaires s'effectue essentiellement par l'intermédiaire de magasins d'alimentation non spécialisés. En 2000, ces derniers ont réalisé 85,4 % du chiffre d'affaires du commerce de détail de produits alimentaires dans l'Union européenne <sup>(10)</sup> et les magasins d'alimentation spécialisés les 14,6 % restants. Parmi les magasins d'alimentation spécialisés, l'activité la plus importante en termes de chiffre d'affaires a été la vente au détail de viandes et de produits à base de viande (classe 52.22 de la NACE) et la vente au détail de tabac (52.26). En termes d'emploi, la prédominance des magasins d'alimentation non spécialisés a été moindre puisqu'ils ne représentaient que 75,1 % du total de l'Union européenne <sup>(11)</sup>, et chaque classe de commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé a été plus grand (la vente au détail de pain, pâtisserie et confiserie (classe 52.24 de la NACE) notamment qui a représenté 4,1 % du total, soit plus de trois fois sa part du chiffre d'affaires). Le graphique 18.6 illustre la ventilation du commerce de détail de produits alimentaires par activité du commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé.

<sup>(7)</sup> B, D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(8)</sup> B, D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

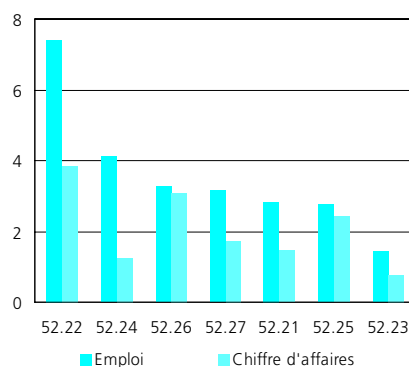
<sup>(9)</sup> D et IRL, 1999; NL, 1998; EL, non disponibles.

<sup>(10)</sup> D, 1999; EL, IRL, NL et FIN, non disponibles.

<sup>(11)</sup> D, 1999; EL, IRL et FIN, non disponibles.

Graphique 18.6

Part des magasins spécialisés en commerce alimentaire: classement par proportion dans l'emploi, UE, 2000 (%) (1)



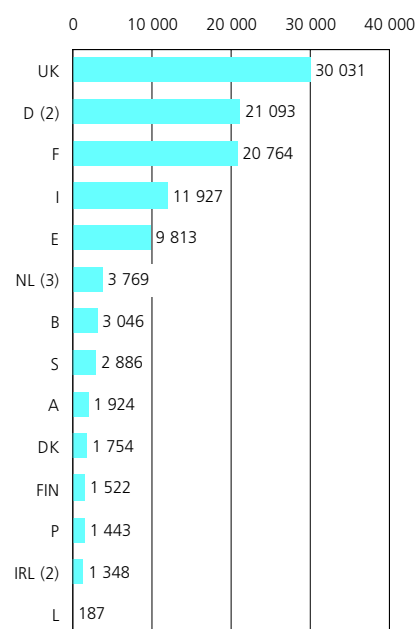
(1) Chiffre d'affaires: D, 1999; EL, IRL, NL et FIN, non disponibles. Emploi: D, 1999; EL, IRL et FIN, non disponibles; les détaillants non spécialisés en alimentation (NACE classe 52.11) ne sont pas repris dans le graphique: ils comptent pour 85,4% du commerce alimentaire et 75,1% de l'emploi. Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Pendant la deuxième moitié des années 1990 et jusqu'en 2001, le volume des ventes de produits alimentaires dans l'Union européenne a progressé régulièrement chaque année si bien qu'en 2001 il était de 16,6 % supérieur à ce qu'il était en 1995 (voir graphique 18.4 dans la description générale), soit un taux moyen de croissance annuelle de 2,6 %.

En 2000, dans l'Union européenne, c'est en Italie et en Espagne que le nombre d'entreprises des secteurs du commerce de détail de produits alimentaires a été le plus important, soit respectivement 194 800 et 174 600, soit plus de deux fois plus que chacun des trois autres grands États membres. Par rapport à la population de chaque pays, le graphique 18.9 montre que la densité des entreprises de vente au détail de produits alimentaires était aussi plus forte au Portugal. En conséquence, en Italie, en Espagne et au Portugal, la taille moyenne des entreprises de vente au détail de produits alimentaires était faible (voir graphique 18.10). Il convient de noter que les entreprises de vente au détail de produits alimentaires en magasin non spécialisé ont généré une plus faible proportion du chiffre d'affaires du commerce de détail de produits alimentaires en Italie, en Espagne et au Portugal, ainsi qu'en Autriche (tous moins de 80 %) en 2000. Comme nous l'avons déjà indiqué, les entreprises de vente au détail de produits alimentaires en magasin non spécialisé avaient, d'une manière générale, un

Graphique 18.7

Commerce de détail alimentaire (NACE classe 52.11 et groupe 52.2) Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

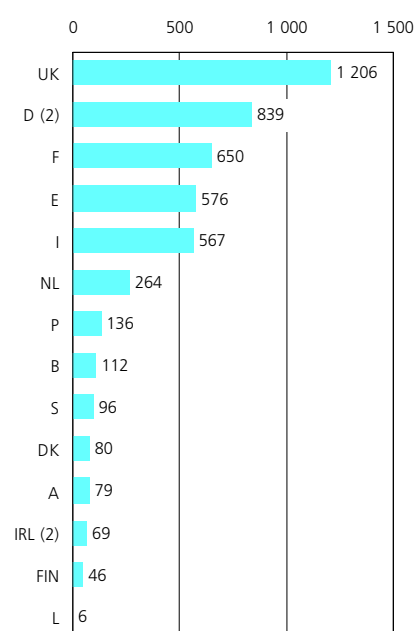
(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.8

Commerce de détail alimentaire (NACE classe 52.11 et groupe 52.2) Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

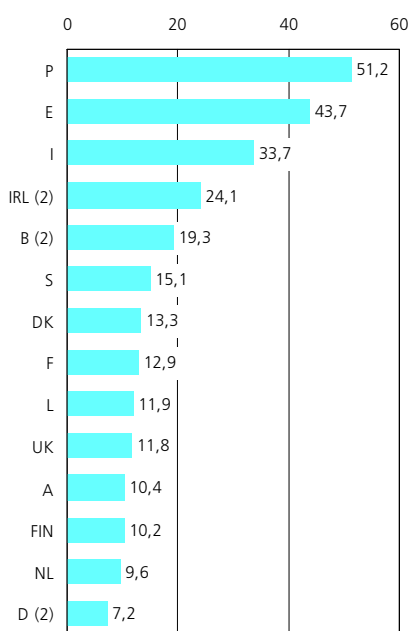
Tableau 18.2

**Commerce de détail alimentaire (NACE classe 52.11 et groupe 52.2)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	12,2	-2,6	6,1	4,5	3,0	8,1	-4,6	6,5	2,2	1,1	9,3	-1,1	2,3	-0,1	0,7
<b>DK</b>	-3,6	2,1	39,4	1,7	3,6	0,0	7,6	35,5	2,2	-0,1	2,6	-18,5	44,1	-1,8	0,6
<b>D</b>	0,5	-0,7	-6,9	4,3	:	:	:	:	:	:	0,9	3,4	-7,9	3,4	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	-3,1	:	:	:	:	-7,0	:	:	:	:	-2,1
<b>F</b>	:	2,5	3,4	4,3	6,8	:	3,0	5,4	4,8	6,6	:	2,9	0,8	3,3	4,9
<b>IRL</b>	6,1	11,1	:	:	:	8,3	25,7	:	:	:	-2,0	6,1	:	:	:
<b>I</b>	:	-1,0	15,2	3,2	4,7	:	-5,0	12,8	15,1	-5,0	:	-0,6	5,0	4,3	0,0
<b>L</b>	-0,1	3,5	6,3	7,6	3,8	-2,5	2,2	4,8	4,2	4,1	-0,6	-1,8	-3,4	15,4	-1,5
<b>NL</b>	-0,3	-0,2	2,8	:	:	-0,1	-2,9	4,1	:	:	1,8	2,2	2,8	:	:
<b>A</b>	:	:	2,6	2,9	5,3	:	:	12,7	1,6	1,4	:	:	5,1	1,7	-1,3
<b>P</b>	:	3,6	15,9	-9,1	8,9	:	9,7	13,0	0,0	8,4	:	6,7	14,2	-2,6	0,2
<b>FIN</b>	:	5,0	11,8	4,6	11,5	:	4,7	10,0	1,2	9,8	:	9,7	16,3	2,8	8,6
<b>S</b>	:	-1,5	-0,9	4,3	6,3	:	2,4	-0,8	4,0	8,9	:	:	-0,3	-2,4	2,1
<b>UK</b>	7,2	15,3	11,2	5,9	10,9	:	:	12,1	4,5	18,0	:	:	:	-1,2	0,4

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.9

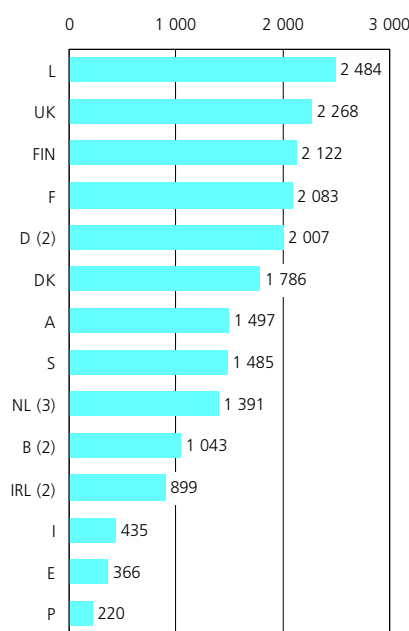
**Commerce de détail alimentaire**  
**(NACE classe 52.11 et groupe 52.2)**  
**Nombre d'entreprises pour 10 000**  
**habitants, 2000 (unités) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms) et Démographie (theme3/demo/dpop/ppavg).

Graphique 18.10

**Commerce de détail alimentaire**  
**(NACE classe 52.11 et groupe 52.2)**  
**Chiffre d'affaires par entreprise, 2000**  
**(milliers d'euros) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

chiffre d'affaires sensiblement plus élevé que les entreprises de vente au détail de produits alimentaires en magasin spécialisé, cette différence structurelle expliquant en partie que le chiffre d'affaires moyen des commerces de détail de produits alimentaires était moins élevé dans les trois États membres du sud. En 2000 <sup>(12)</sup>, dans ces derniers, la taille moyenne des entreprises a été la plus faible, aussi bien en ce qui concerne la partie spécialisée que la partie non spécialisée du secteur du commerce de détail de produits alimentaires.

<sup>(12)</sup> B, D et IRL, 1999; NL, chiffre d'affaires et valeur ajoutée, 1998; EL, non disponibles.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur du commerce de détail de produits alimentaires a été de 23 700 euros par personne occupée en 2000 <sup>(13)</sup>. Dans le commerce de détail alimentaire en magasin non spécialisé, la productivité apparente de la main-d'œuvre a été légèrement supérieure (25 600 euros) <sup>(14)</sup> et dans le commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé la productivité moyenne <sup>(15)</sup> a été de 18 000 euros. Dans une certaine mesure, cette disparité peut s'expliquer par la différence qui existe entre les deux types de commerce de détail de produits alimentaires quant au recours aux emplois à temps partiel. En 2000, 52,7 % de la main-d'œuvre de l'Union européenne <sup>(16)</sup>

<sup>(13)</sup> D et IRL, 1999; NL, 1998; EL, non disponibles.

<sup>(14)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(15)</sup> D et IRL, 1999; NL, 1998; EL, non disponibles.

<sup>(16)</sup> D, 1999; EL, IRL, L et S, non disponibles.

dans les entreprises de vente au détail de produits alimentaires en magasin non spécialisé travaillaient à temps partiel tandis que dans le commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé, la proportion était de 45,9 %.

Une comparaison de la valeur ajoutée avec le coût de la main-d'œuvre réduit la différence due à l'incidence du travail à temps partiel. La productivité du travail ajustée des salaires (qui tient également compte de la proportion d'indépendants et d'aides familiaux non rémunérés) montre que la valeur ajoutée a été supérieure de 43,3 % au coût de la main-d'œuvre dans les entreprises de vente au détail de produits alimentaires en magasin non spécialisé <sup>(17)</sup> contre 23,5 % dans les entreprises de vente au détail de produits alimentaires en magasin spécialisé <sup>(18)</sup>.

<sup>(17)</sup> D, 1999; EL et IRL, non disponibles.

<sup>(18)</sup> D, 1999; NL, 1998; EL et IRL, non disponibles.

## 18.2: COMMERCE DE DÉTAIL DE PRODUITS NON ALIMENTAIRES EN MAGASIN NON SPÉCIALISÉ

Cette activité couvre la vente au détail en magasin non spécialisé sans prédominance des produits alimentaires, des boissons et du tabac (classe 52.12 de la NACE). Elle comprend en particulier les grands magasins qui proposent un éventail complet de produits. Dans ce sous-chapitre, cette activité est appelée commerce de détail non alimentaire en magasin non spécialisé.

**PROFIL STRUCTUREL**

En 2000, le secteur communautaire du commerce de détail non alimentaire en magasin non spécialisé comprenait 26 200 entreprises <sup>(19)</sup> occupant 718 700 personnes <sup>(20)</sup>. Ces entreprises ont enregistré un chiffre d'affaires de 77,3 milliards d'euros générant 17,0 milliards d'euros de valeur ajoutée <sup>(21)</sup>. En termes de chiffre d'affaires, le Royaume-Uni a eu la plus grande activité dans ce secteur avec près de 40 % du total de l'Union européenne. En pourcentage du chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire en magasin (classe 52.12 et groupes 52.3, 52.4 et 52.5 de la NACE), la place de ce type de commerce a été relativement important en Finlande, au Danemark et au Royaume-Uni, où il a respectivement représenté 26,2 %, 21,5 % et 16,7 % du total. La part de ce secteur dans le chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire en magasin n'a dépassé les 15 % dans aucun autre pays <sup>(22)</sup> et, dans plusieurs États membres, elle a été inférieure à 5 %, notamment au Portugal (1,7 %).

<sup>(19)</sup> B, D et IRL, 1999; EL non disponibles.

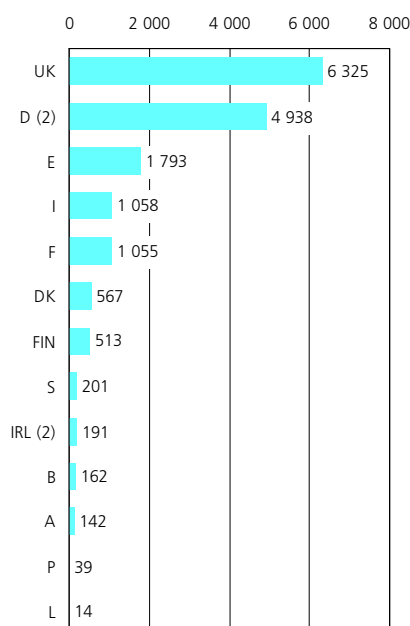
<sup>(20)</sup> D et IRL, 1999; EL non disponibles.

<sup>(21)</sup> Chiffre d'affaires et valeur ajoutée: D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(22)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

Le graphique 18.13 donne le chiffre d'affaires moyen des entreprises de ce secteur. Au Danemark, l'activité était concentrée dans 24 entreprises dont le chiffre d'affaires moyen était considérablement plus important que dans les autres pays. Néanmoins, dans presque tous les États membres, le chiffre d'affaires moyen des entreprises de ce secteur était élevé, et en 2000, au Danemark, en Allemagne (1999), en Espagne, en Italie, au Luxembourg et en Finlande, ces entreprises de commerce de détail ont été les plus importantes de ce point de vue au niveau des classes de la NACE.

Graphique 18.11

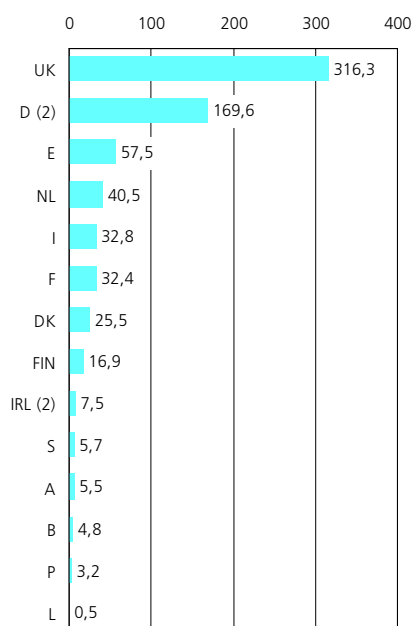
**Commerce de détail en magasin non spécialisé sans prédominance alimentaire (NACE classe 52.12)**
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**


(1) EL et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.12

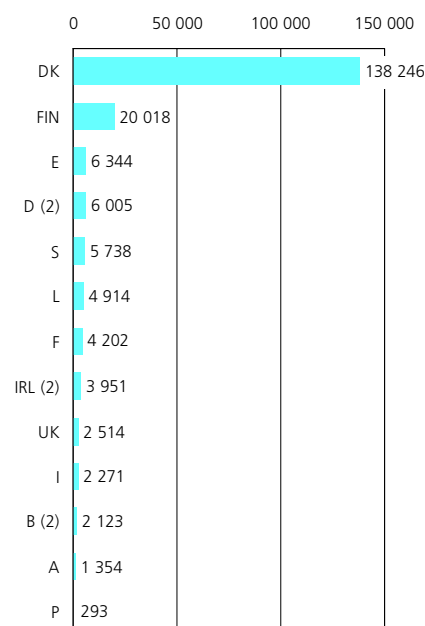
**Commerce de détail en magasin non spécialisé sans prédominance alimentaire (NACE classe 52.12)**
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**


(1) EL, not available.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Structural Business Statistics (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.13

**Commerce de détail en magasin non spécialisé sans prédominance alimentaire (NACE classe 52.12)**
**Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)**


(1) EL et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.3

**Commerce de détail en magasin non spécialisé sans prédominance alimentaire (NACE classe 52.12)**
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	-77,3	-10,0	4,4	0,8	-5,2	-75,9	-12,4	4,4	-3,3	1,1	-76,2	2,5	1,9	1,8	-17,3
DK	2,7	1,3	-47,9	4,2	11,1	1,7	6,4	-40,3	11,3	5,9	-2,7	21,4	-32,9	3,2	11,9
D	-3,1	-11,7	6,3	-7,0	:	:	:	:	:	:	-6,4	-8,3	-0,2	-7,1	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
F	:	6,8	1,5	1,5	14,5	:	9,8	4,0	1,1	8,6	:	-1,7	-0,5	-2,7	19,7
IRL	13,4	44,3	:	:	:	24,3	41,7	:	:	:	28,5	19,6	:	:	:
I	5,9	9,8	-4,9	-27,1	8,7	-5,4	6,1	71,9	-45,7	3,6	-5,9	11,1	-12,2	-21,6	3,4
L	65,0	13,7	-15,1	52,7	-2,6	0,0	5,3	26,1	-3,3	-2,8	68,5	4,9	123,5	-48,8	-13,9
NL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	0,0	-1,4	3,2	:	1,7
A	:	:	0,7	-10,3	-7,5	:	:	10,6	-14,2	-3,1	:	:	-3,6	-9,3	-8,1
P	:	13,3	-29,4	1,7	16,0	:	-9,0	-18,5	20,0	11,2	:	-15,3	-22,7	6,7	-0,7
FIN	6,3	-17,1	0,9	4,8	-8,6	-2,5	9,2	-4,1	4,8	-10,6	1,4	8,8	0,7	3,7	-5,6
S	10,1	8,2	21,5	13,1	23,1	13,2	0,4	16,5	18,8	16,0	:	:	-2,3	-0,3	10,4
UK	14,0	9,1	6,2	6,8	10,2	:	:	23,2	9,0	-3,4	:	:	:	2,6	-2,3

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### 18.3: COMMERCE DE DÉTAIL DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET MÉDICAUX

Cette activité couvre le commerce de détail de produits pharmaceutiques ainsi que celui d'articles médicaux et orthopédiques, de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé (groupe 52.3 de la NACE).

#### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, cette activité a occupé 850 600 personnes dans l'Union européenne <sup>(23)</sup> et a généré un chiffre d'affaires <sup>(24)</sup> de 125,7 milliards d'euros. L'Allemagne a assuré près d'un tiers (32,4 %) de l'emploi dans ce secteur. En 2000 <sup>(25)</sup>, le commerce de détail de produits pharmaceutiques (classe 52.31 de la NACE) a représenté les deux tiers (66,0 %) de l'emploi dans ce secteur et le commerce de parfumerie et de produits de beauté (classe 52.33 de la NACE) un peu plus d'un quart (26,3 %). D'une manière générale, le commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques (classe 53.32 de la NACE) a assuré de 1,2 % à 6,3 % de l'emploi, l'Espagne (11,7 %) et surtout les Pays-Bas (50,7 %) se situant très au-dessus de ces niveaux.

<sup>(23)</sup> IRL, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(24)</sup> IRL, 1999; EL, non disponibles.

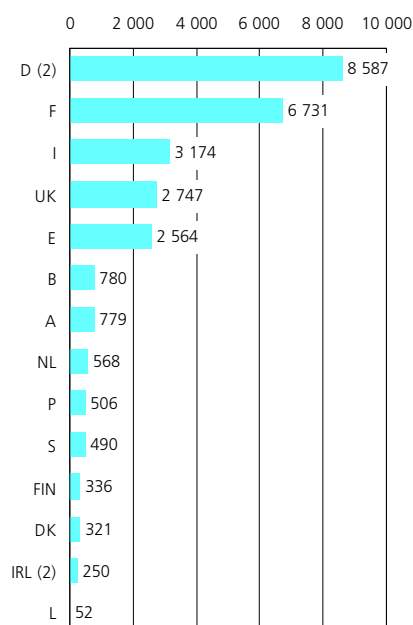
<sup>(25)</sup> D, 1999; EL et IRL, non disponibles.

Le chiffre d'affaires moyen des entreprises de ce secteur a été relativement élevé (voir graphique 18.16) et s'est situé au premier ou au deuxième rang de tous les groupes du commerce de détail de la NACE dans chaque État membre en 2000 <sup>(26)</sup>, sauf en Irlande (1999). Le chiffre élevé de la Suède s'explique par le fait qu'en 2000 seulement deux entreprises de commerce de détail de produits pharmaceutiques (classe 52.31 de la NACE) contrôlaient tous les points de vente de cette activité, d'où l'importance du chiffre d'affaires moyen. Le chiffre d'affaires moyen des entreprises suédoises appartenant aux deux autres classes a été en rapport avec celui des autres États membres.

<sup>(26)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

Graphique 18.14

**Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NACE groupe 52.3)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



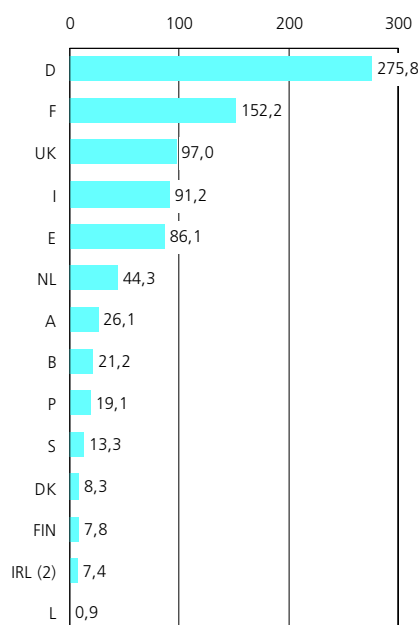
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.15

**Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NACE groupe 52.3)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



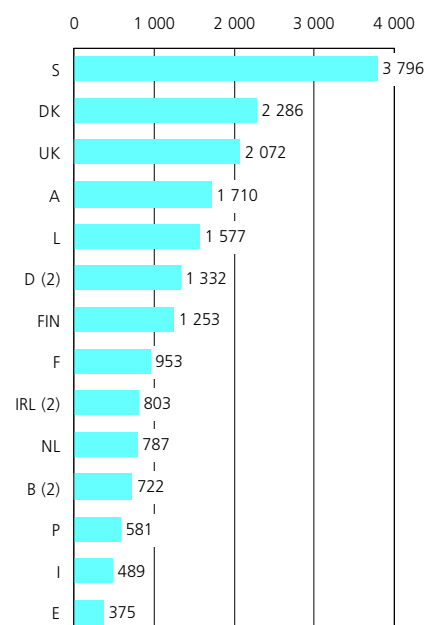
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.16

**Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NACE groupe 52.3)**  
Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.4

**Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NACE groupe 52.3)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-12,9	5,3	12,9	9,2	2,2	-23,2	-3,4	11,3	5,7	2,3	-9,7	5,7	0,8	10,3	0,3
<b>DK</b>	-6,2	3,0	7,4	6,0	6,1	-2,3	-1,8	9,8	3,4	6,5	0,4	3,9	-15,9	3,6	3,2
<b>D</b>	2,9	-0,5	4,6	7,6	6,0	:	:	:	:	:	3,0	1,2	4,8	-0,7	4,6
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	4,1	:	:	:	:	5,2	:	:	:	:	-0,8
<b>F</b>	:	-0,9	5,9	6,1	7,1	:	-1,7	3,6	5,0	7,0	:	-0,1	6,5	-3,0	4,5
<b>IRL</b>	18,4	18,6	31,7	-1,9	:	21,8	13,5	31,3	10,1	:	14,0	5,3	23,4	-15,8	:
<b>I</b>	15,4	16,6	3,7	21,9	-12,9	28,9	16,5	0,1	1,6	-0,6	-3,6	6,6	0,3	-3,2	0,0
<b>L</b>	3,5	3,9	1,3	9,4	6,0	24,4	2,7	-15,1	27,2	6,0	4,1	3,5	2,8	2,7	1,9
<b>NL</b>	:	1,6	10,3	-51,4	8,0	:	-31,1	8,4	-51,7	5,6	3,4	7,2	4,2	:	9,5
<b>A</b>	:	:	6,9	2,2	10,4	:	:	1,1	8,9	-0,4	:	:	10,8	-5,0	14,0
<b>P</b>	:	4,0	-0,2	-1,2	13,9	:	6,4	-1,5	2,2	12,7	:	-5,8	-3,3	-8,7	11,1
<b>FIN</b>	3,3	7,3	2,9	8,4	7,2	-2,0	5,5	0,0	-1,7	10,5	2,4	4,9	4,3	-3,6	5,0
<b>S</b>	:	-8,4	5,7	13,4	11,5	:	15,7	-19,6	10,8	-3,0	:	:	0,0	1,2	1,2
<b>UK</b>	14,3	15,8	5,4	9,2	20,8	:	:	1,4	15,7	22,3	:	:	:	1,9	-9,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## 18.4: COMMERCE DE DÉTAIL D'HABILLEMENT ET DE CHAUSSURES

Ces activités couvrent le commerce de détail de textiles (classe 52.41 de la NACE), le commerce de détail d'habillement (classe 52.42 de la NACE), et le commerce de détail de chaussures et d'articles en cuir (classe 52.43 de la NACE). Elles ne comprennent pas le commerce de détail d'articles d'occasion.

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000 <sup>(27)</sup>, dans l'Union européenne, la vente au détail d'habillement et de chaussures en magasin spécialisé a généré un chiffre d'affaires de 165,2 milliards d'euros, soit plus d'un cinquième (21,5 %) du chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire en magasin (classe 52.12 et groupes 52.3, 52.4 et 52.5 de la NACE) mais moins que le chiffre d'affaires du commerce de détail de biens de consommation non alimentaires. Par contre, avec 1,86 millions de personnes occupées, il a fait mieux que ce dernier en matière d'emploi.

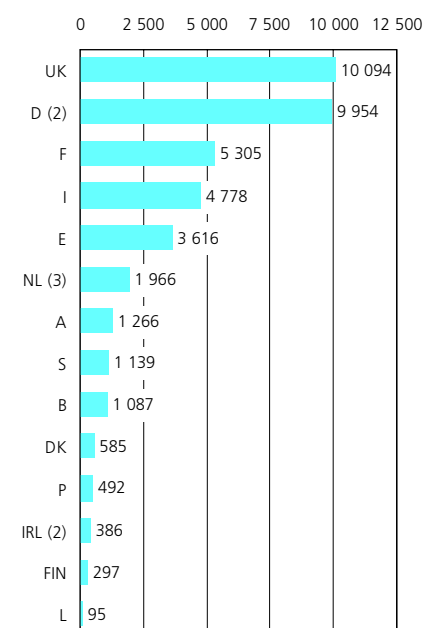
Ce secteur est dominé par le commerce de détail d'habillement (classe 52.42 de la NACE) qui, en 2000, a assuré 77,6 % de son chiffre d'affaires dans l'Union européenne <sup>(28)</sup>. Dans chaque État membre, le commerce de détail d'habillement a généré au moins les deux tiers du chiffre d'affaires du secteur.

En 2000, en assurant un quart du total communautaire, le chiffre d'affaires du secteur du commerce de détail d'habillement et de chaussures du Royaume-Uni a été le plus important de l'Union européenne. Par rapport au total du commerce de détail non alimentaire en magasin, la part du chiffre d'affaires généré par ce secteur au Luxembourg, en Italie et au Royaume-Uni a été supérieure à la moyenne de l'Union européenne.

Le graphique 18.19 donne le chiffre d'affaires moyen des entreprises de ce secteur. Le chiffre élevé donné pour le Royaume-Uni (2,1 millions d'euros par entreprise) reflète l'importance considérable de la grande distribution dans ce pays. Toutefois, à cette exception près, le chiffre d'affaires moyen des entreprises dans ce secteur était très bas.

Dans l'Union européenne, le volume des ventes d'habillement et de chaussures a régulièrement augmenté d'une année à l'autre entre 1995 et 2001, l'augmentation moyenne étant de 2,1 % par an (voir graphique 18.20), soit plus que la moyenne du commerce de détail non alimentaire mais moins que celle du secteur du commerce de détail dans son ensemble.

Graphique 18.17

**Commerce de détail de textiles,  
d'habillement, de chaussures et d'articles  
en cuir (NACE classes 52.41 à 52.43)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

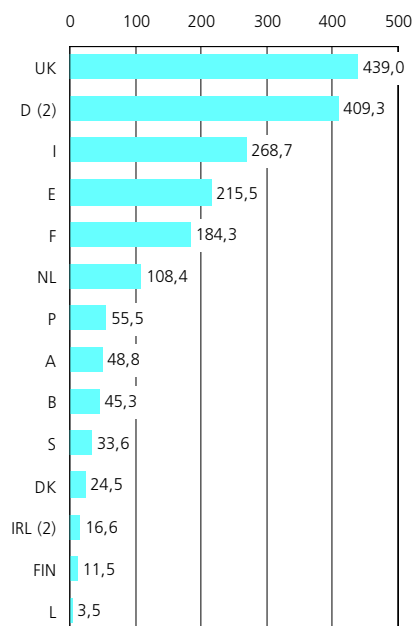
<sup>(27)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(28)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.



Graphique 18.18

**Commerce de détail de textiles, d'habillement, de chaussures et d'articles en cuir (NACE classes 52.41 à 52.43)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



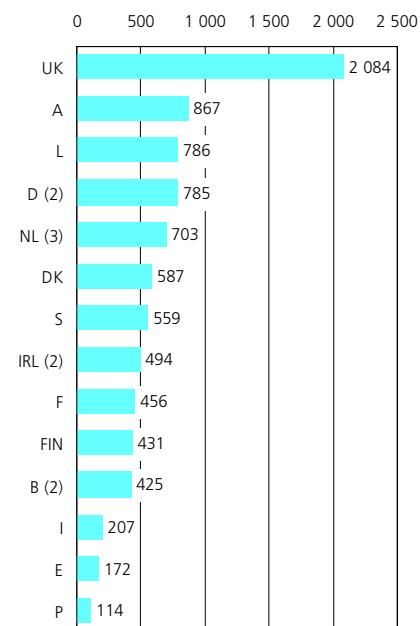
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.19

**Commerce de détail de textiles, d'habillement, de chaussures et d'articles en cuir (NACE classes 52.41 à 52.43)**  
**Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

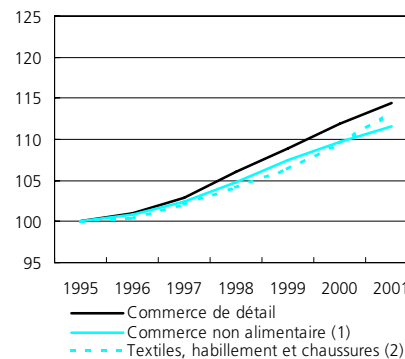
(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.20

**Indice du volume des ventes, corrigé des jours ouvrables, UE (1995=100)**



(1) NACE classe 52.12 et groupes 52.3 à 52.6.

(2) NACE classes 52.41, 52.42 et 52.43.

Source: Eurostat, European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt\_ts/retail).

Tableau 18.5

**Commerce de détail de textiles, d'habillement, de chaussures et d'articles en cuir (NACE classes 52.41 à 52.43)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	4,1	-6,5	2,0	9,8	-3,3	-8,2	-4,2	8,7	9,3	2,0	1,3	-1,7	-0,8	4,8	-1,6
DK	0,2	1,2	7,7	4,9	0,4	-1,9	1,9	8,1	4,8	-5,5	0,2	5,1	-11,7	4,9	5,3
D	-3,1	-5,4	-2,9	0,0	:	:	:	:	:	:	-2,5	-4,1	-4,3	-3,9	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	19,7	:	:	:	:	10,2	:	:	:	:	7,1
F	:	-0,5	3,7	2,4	4,4	:	0,9	4,2	5,1	5,8	:	-1,6	-2,1	-0,7	7,5
IRL	21,6	11,0	21,8	5,9	:	34,7	5,4	31,1	14,0	:	8,1	11,2	10,4	-5,8	:
I	-3,0	4,0	12,1	-8,3	10,7	18,1	-8,6	0,8	-1,1	11,2	-2,7	-0,5	3,8	1,7	-1,0
L	-2,0	4,8	3,5	1,5	2,1	9,7	-2,6	-1,1	0,8	2,1	0,4	-1,4	-5,0	6,0	-1,1
NL	1,7	1,4	4,8	:	:	0,8	1,3	7,5	:	:	3,2	-0,6	2,1	:	:
A	:	:	13,3	-5,7	3,0	:	:	10,3	-7,1	5,2	:	:	8,7	-5,9	-0,8
P	:	-5,9	38,4	-35,4	-1,5	:	5,5	27,6	-29,2	3,0	:	-2,3	18,5	-16,4	0,3
FIN	-1,5	3,2	5,0	4,8	4,8	-0,1	-3,8	9,1	0,0	4,8	-1,7	3,1	7,4	4,1	4,3
S	5,0	0,0	5,0	9,5	10,6	10,4	1,6	7,1	15,5	12,9	:	:	3,0	-1,0	1,9
UK	15,1	-0,1	1,3	6,0	11,4	:	:	-6,8	14,0	24,2	:	:	:	-4,4	2,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### 18.5: COMMERCE DE DÉTAIL D'ARTICLES DOMESTIQUES

Ce sous-chapitre comprend le commerce de détail de meubles et d'appareils d'éclairage (classe 52.44 de la NACE), d'appareils électroménagers (classe 52.45 de la NACE) et de quincaillerie (classe 52.46 de la NACE).

#### PROFIL STRUCTUREL

Comme on pouvait s'y attendre compte tenu de la valeur unitaire élevée de nombreux produits vendus au détail dans ce secteur, la part du commerce de détail d'articles domestiques dans le commerce de détail non alimentaire en magasin a été plus grande pour le chiffre d'affaires (27,7 %) que pour l'emploi (23,4 %) dans l'Union européenne en 2000 <sup>(29)</sup>. La vente au détail d'articles domestiques a généré un chiffre d'affaires <sup>(30)</sup> de 228,3 milliards d'euros et a occupé 1,67 million de personnes.

<sup>(29)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles; NL non disponibles pour le chiffre d'affaires.

<sup>(30)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponible.

Dans l'Union européenne, le volume de ventes d'articles domestiques a régulièrement augmenté chaque année entre 1995 et 2001, l'augmentation moyenne étant de 3,3 % par an (voir graphique 18.23), soit plus que la moyenne du commerce de détail non alimentaire mais aussi plus que la moyenne du commerce de détail de produits alimentaires.

En termes absolus, c'est en Allemagne que le secteur du commerce de détail d'articles domestiques a été le plus important, sa part du chiffre d'affaires de l'Union européenne <sup>(31)</sup> étant de 21,6 %. En 2000 <sup>(32)</sup>, ce secteur a représenté au moins 24 % du chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire en magasin dans tous les États membres et a été particulièrement important au Portugal où sa part s'est élevée à 36,2 %.

<sup>(31)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

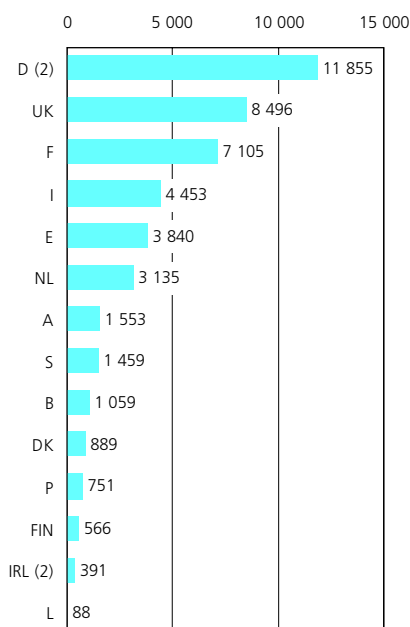
<sup>(32)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

Les trois classes de la NACE constituant ce secteur ont considérablement contribué au chiffre d'affaires total. En 2000 <sup>(33)</sup>, la plus importante a été celle du commerce de détail de meubles et d'appareils d'éclairage (classe 52.44 de la NACE) avec 37,3 % du chiffre d'affaires total et la moins importante celle du commerce de détail d'appareils électroménagers (classe 52.45 de la NACE) avec 29,7 %. Il n'y a qu'au Luxembourg et au Royaume-Uni que le commerce de détail d'appareils électroménagers a été la classe de la NACE la plus importante dans ce secteur.

<sup>(33)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

Graphique 18.21

**Commerce de détail d'articles domestiques (NACE classes 52.44, 52.45 et 52.46)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



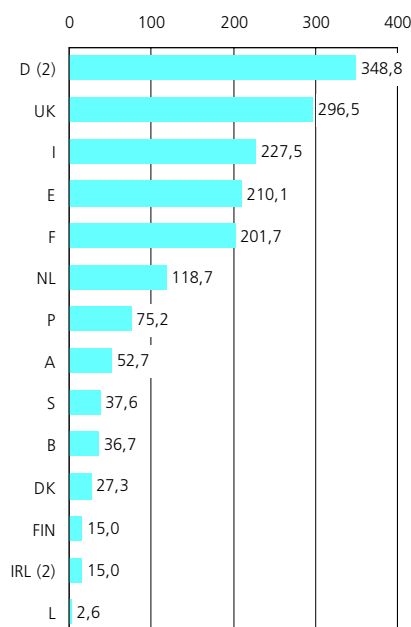
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.22

**Commerce de détail d'articles domestiques (NACE classes 52.44, 52.45 et 52.46)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



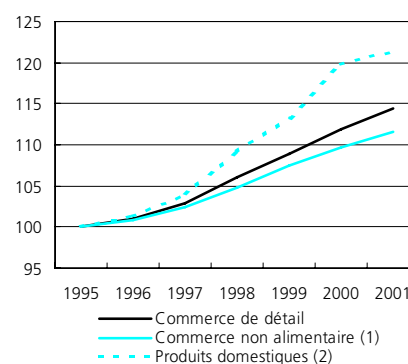
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.23

**Indice du volume des ventes, corrigé des jours ouvrables, UE (1995 =100)**



(1) NACE classe 52.12 et groupes 52.3 à 52.6.

(2) NACE classes 52.44, 52.45 et 52.46.

Source: Eurostat, European Business Trends - Données conjoncturelles mensuelles et trimestrielles (theme4/ebt/ebt\_ts/retail).

Tableau 18.6

**Commerce de détail d'articles domestiques (NACE classes 52.44, 52.45 et 52.46)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	6,6	-7,4	9,8	3,9	1,7	3,0	-7,6	8,8	2,7	3,6	8,8	0,8	5,7	-0,4	-3,2
<b>DK</b>	5,9	-3,4	6,0	5,5	2,4	2,3	-3,6	9,2	2,3	-2,6	2,7	8,8	-12,4	2,0	5,4
<b>D</b>	-2,7	-4,1	0,2	0,4	:	:	:	:	:	:	-1,4	0,0	-3,8	-4,8	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	11,3	:	:	:	:	14,8	:	:	:	:	2,0
<b>F</b>	:	0,5	5,2	0,9	12,7	:	1,3	7,1	0,6	14,8	:	1,5	1,7	-2,6	10,2
<b>IRL</b>	14,0	24,8	21,3	3,2	:	31,9	18,2	16,2	15,6	:	3,1	13,3	13,8	-4,2	:
<b>I</b>	-4,3	20,2	7,9	12,6	-8,6	5,7	24,6	-5,6	9,8	0,6	-6,1	5,6	5,6	2,9	1,0
<b>L</b>	-5,1	9,6	3,1	10,9	3,3	-1,3	2,7	4,5	3,1	3,2	-2,7	1,4	-2,7	6,3	-2,4
<b>NL</b>	2,8	3,4	10,4	7,0	8,5	2,5	1,4	10,3	7,6	11,2	4,0	7,0	2,6	:	:
<b>A</b>	:	:	7,4	4,3	1,8	:	:	8,7	-0,1	4,0	:	:	3,7	1,7	0,7
<b>P</b>	:	21,3	0,6	-22,8	6,0	:	28,9	4,9	-19,6	-1,8	:	15,5	0,5	-19,7	4,6
<b>FIN</b>	7,4	9,2	12,1	7,7	26,0	8,5	7,1	19,3	-1,2	26,3	7,4	4,0	11,9	0,3	19,3
<b>S</b>	11,5	-2,0	9,5	12,9	16,4	26,2	-7,7	11,0	9,9	21,3	:	:	9,8	0,7	5,1
<b>UK</b>	6,3	17,6	8,0	9,7	16,3	:	:	15,4	14,9	11,6	:	:	:	2,6	4,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## 18.6: AUTRES COMMERCE DE DÉTAIL EN MAGASIN SPÉCIALISÉ, Y COMPRIS DE BIENS D'OCCASION

La catégorie résiduelle des autres commerces de détail spécialisés en magasin couvre trois domaines: le commerce de détail de livres, journaux et papeterie (classe 52.47 de la NACE), les commerces de détail spécialisés divers (classe 52.48 de la NACE) et le commerce de détail de biens d'occasion (groupe 52.5 de la NACE).

En 2000 <sup>(34)</sup>, dans l'Union européenne, le commerce de détail de livres, journaux et papeterie a contribué pour environ 4,2 % au chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire en magasin, les commerces de détail spécialisés divers ont assuré 20,0 % et le commerce de détail de biens d'occasion a représenté 0,9 %.

<sup>(34)</sup> D et IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000 <sup>(35)</sup>, le commerce de détail de livres, journaux et papeterie a généré un chiffre d'affaires de 33,7 milliards d'euros et a occupé 353 600 personnes. C'est au Royaume-Uni que le chiffre d'affaires a été le plus élevé dans cette activité (8,0 milliards d'euros), celui de la France, de l'Allemagne (1999) et de l'Italie se situant entre 5,0 milliards et 5,3 milliards d'euros.

La catégorie des commerces de détail spécialisés divers couvre un large éventail de spécialités et de spécialistes, dont les détaillants d'articles de sport, de jouets, de matériel photographique, d'ordinateurs, de montres et autres articles personnels, ainsi que de combustibles (autre que le carburant automobile). Dans l'Union européenne <sup>(36)</sup>, en 2000, cette classe a enregistré un chiffre d'affaires (162,3 milliards d'euros) comparable à celui du commerce de détail d'habillement et de chaussures et elle a occupé 1,6 million de personnes, soit 66 000 de moins seulement que dans le commerce de détail d'articles

<sup>(35)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

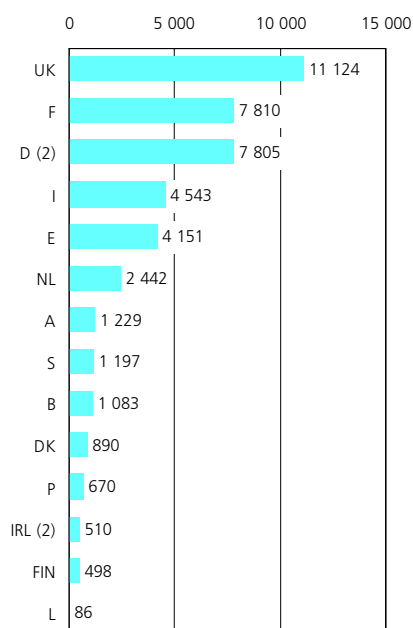
<sup>(36)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

domestiques. La part de l'Allemagne, par rapport au chiffre d'affaires total de l'Union européenne, a été de 13,8 %, soit un pourcentage relativement faible comparativement aux autres activités de commerce de détail. Le Royaume-Uni (22,3 %) et la France (17,4 %) ont compté pour une part plus importante dans le chiffre d'affaires de l'Union européenne et, avec 13,2 %, l'Italie a enregistré un niveau d'activité à peine inférieur à celui de l'Allemagne. Une courte série chronologique (1997 à 2000) des données de chiffre d'affaires (à prix courants) est disponible pour douze États membres <sup>(37)</sup> et fait état d'une croissance moyenne annuelle de 8,1 %. Seuls le Luxembourg et le Portugal ont enregistré un recul du chiffre d'affaires pendant cette période.

<sup>(37)</sup> D, EL et IRL, non disponibles.

Graphique 18.24

**Commerce de détail de livres, journaux et papeterie et autres commerces de détail spécialisés (NACE classes 52.47 et 52.48)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)

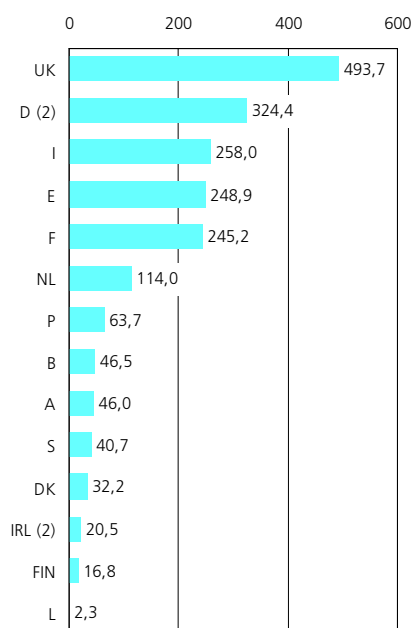


(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.25

**Commerce de détail de livres, journaux et papeterie et autres commerces de détail spécialisés (NACE classes 52.47 et 52.48)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les commerces de détail de biens d'occasion comprennent les antiquaires, les détaillants de livres d'occasion, de vêtements d'occasion et d'autres articles personnels ou ménagers. En 2000, dans l'Union européenne, cette activité a généré un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros<sup>(38)</sup> et a occupé 76 100 personnes<sup>(39)</sup>. Deux pays, le Royaume-Uni et la France, ont dominé cette activité. Le Royaume-Uni a représenté 47,4 % du chiffre d'affaires total de l'Union européenne et la France 28,8 %, l'Allemagne (8,5 %) étant le seul autre pays à représenter plus de 3,5 % du total. Dans cette activité, le chiffre d'affaires des entreprises était généralement très faible et, dans la majorité des États membres, il a même été le plus faible de toutes les classes de commerce de détail en magasin de la NACE, le Royaume-Uni constituant la principale exception en la matière.

<sup>(38)</sup> IRL, 1999; EL et NL, non disponibles.

<sup>(39)</sup> IRL, 1999; EL, non disponibles.

Tableau 18.7

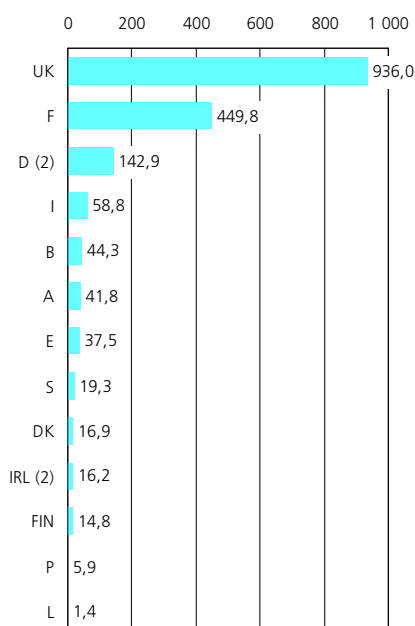
**Commerce de détail de livres, journaux et papeterie et autres commerces de détail spécialisés (NACE classes 52.47 et 52.48)**  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	-1,0	-4,2	7,3	6,5	6,1	-22,2	-1,9	5,1	11,1	0,6	-11,2	0,1	8,1	-0,4	-3,3
DK	5,7	2,6	8,9	3,6	9,5	3,7	1,1	10,6	-4,2	9,9	6,6	6,9	-12,0	4,2	6,0
D	-1,3	-5,3	-1,8	-1,0	:	:	:	:	:	:	-2,3	-3,3	-2,1	-3,7	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	16,3	:	:	:	:	8,4	:	:	:	:	0,1
F	:	4,7	3,5	11,5	5,7	:	2,6	5,0	15,2	3,1	:	2,3	1,5	7,5	5,6
IRL	13,7	25,2	12,5	20,5	:	22,9	30,5	8,3	36,6	:	4,5	13,3	13,7	-3,3	:
I	-5,1	35,5	-5,9	8,8	-0,6	0,2	8,4	19,6	-5,1	-11,7	1,1	2,9	7,2	2,4	1,0
L	8,6	4,1	5,9	2,0	-20,7	23,3	-1,8	-0,7	2,4	-15,3	6,7	2,9	-1,2	0,2	-27,6
NL	3,5	5,1	5,2	7,0	7,6	3,7	3,4	5,5	6,1	11,7	13,1	-1,7	5,3	1,8	18,9
A	:	:	5,2	7,2	5,6	:	:	6,3	5,8	0,3	:	:	1,8	0,0	1,4
P	:	-3,7	27,5	-43,0	11,1	:	8,5	49,6	-46,0	-0,1	:	1,2	10,9	-23,8	1,5
FIN	6,4	8,4	9,6	6,6	-2,1	5,9	4,3	14,5	-0,6	1,8	4,0	8,3	9,7	5,4	-2,3
S	7,1	-0,4	6,2	6,2	15,6	9,5	1,6	6,4	6,6	14,2	:	:	4,9	-1,7	2,8
UK	-0,6	26,2	12,1	8,4	16,9	:	:	13,0	15,1	16,9	:	:	:	2,1	7,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.26

Commerce de détail de biens d'occasion en magasin (NACE groupe 52.5)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



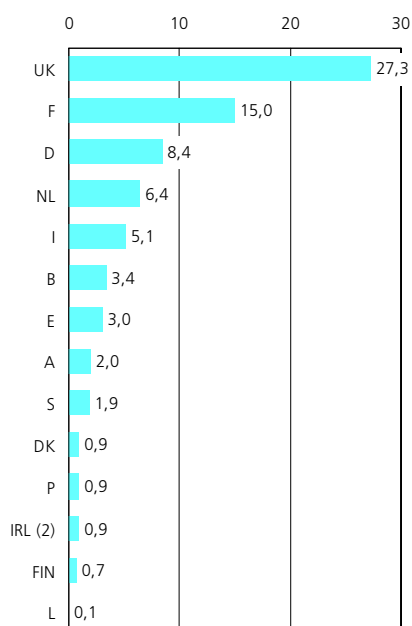
(1) EL et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.27

Commerce de détail de biens d'occasion en magasin (NACE groupe 52.5)  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.8

Commerce de détail de biens d'occasion en magasin (NACE groupe 52.5)

Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	-31,5	18,7	19,3	2,8	4,8	-20,5	85,0	-71,9	135,3	23,1	-16,4	-0,3	-1,5	9,7	13,2
DK	12,4	-4,0	8,8	-13,2	4,7	15,8	-7,8	7,4	-18,2	1,8	5,6	9,4	-8,2	-29,9	2,1
D	-5,6	-2,1	7,4	-4,8	40,4	:	:	:	:	:	-8,3	-11,7	5,6	-9,2	28,9
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	0,9	:	:	:	:	9,6	:	:	:	:	-10,7
F	:	11,9	10,8	14,2	18,4	:	16,8	7,8	21,8	21,6	:	6,9	2,1	4,6	10,2
IRL	-65,9	265,6	:	:	:	-59,6	235,0	:	:	:	-32,9	61,3	:	:	:
I	-0,1	10,8	43,5	-3,0	-23,7	5,5	31,3	-5,0	9,7	-25,8	-4,8	12,4	3,8	9,9	-0,8
L	6,5	2,0	-10,0	-11,1	10,0	50,0	-5,6	-35,3	18,2	7,7	10,3	-1,6	0,0	1,7	-10,2
NL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	57,9	-19,0	37,3	-29,5	37,7
A	:	:	4,9	8,5	2,6	:	:	8,1	3,5	8,6	:	:	-3,4	8,1	3,0
P	:	-1,6	-15,3	-23,2	-2,9	:	29,9	-15,0	-8,2	-24,4	:	15,9	-17,2	-14,4	-3,2
FIN	3,1	14,6	2,0	11,6	10,4	-1,1	11,5	17,5	2,6	26,5	5,3	16,3	14,6	-1,1	-3,1
S	33,1	22,8	-50,5	1,1	19,4	24,7	15,5	-52,3	10,5	14,2	:	:	-9,1	1,2	4,7
UK	15,8	23,9	24,4	2,4	13,6	:	:	17,0	4,0	29,5	:	:	:	6,3	4,8

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### 18.7: COMMERCE DE DÉTAIL HORS MAGASIN

Ces activités concernent le commerce de détail sur éventaires et marchés, par démarchage, par correspondance, par marchands ambulants et par distributeurs automatiques. Elles sont classées dans le groupe 52.6 de la NACE.

La vente par correspondance couvre diverses formes de vente directe, par exemple sur catalogue ou par le truchement de la télévision, de la radio ou d'Internet, et peut constituer la principale forme de commerce d'une entreprise ou un complément pour un commerce de détail en magasin. Soulignons que dans les statistiques SSE, les entreprises sont classées en fonction de leur activité principale, si bien que celles qui font essentiellement du commerce en magasin tout en pratiquant la vente par correspondance ne sont pas couvertes dans ce sous-chapitre.

#### PROFIL STRUCTUREL

En 2000 <sup>(40)</sup>, le commerce de détail hors magasin a généré 5,1 % du chiffre d'affaires et occupé 6,8 % de la main-d'œuvre du commerce de détail. En 2000 <sup>(41)</sup>, ce groupe a occupé 695 400 personnes et son chiffre

<sup>(40)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

<sup>(41)</sup> IRL, 1999; EL, non disponibles.

d'affaires a été de 86,2 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires dans l'Union européenne <sup>(42)</sup> a augmenté en moyenne de 4,1 % par an entre 1996 et 2000 à prix courants.

En 2000 <sup>(43)</sup>, la vente par correspondance (classe 52.61 de la NACE) a assuré plus de la moitié (54,7 %) du chiffre d'affaires du secteur, le commerce de détail sur éventaires et marchés (classe 52.62 de la NACE) n'en a assuré que 17,4 %, les 27,9 % restants étant à mettre au compte des autres commerces de détail hors magasin (classe 52.63 de la NACE). Toutefois, ces moyennes établies pour l'ensemble des États membres ne rendent pas compte des structures très différentes de ce secteur entre pays. Dans les États membres du sud, le commerce de détail sur éventaires et marchés a été l'activité la plus importante, son chiffre d'affaires représentant presque la moitié du chiffre d'affaires du secteur. En Autriche, dans les États membres du nord et au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de la vente par correspondance a représenté plus des deux tiers de celui du secteur alors qu'en Italie, il en a représenté moins de 10 %. Les autres

<sup>(42)</sup> A, 1995 à 2000; EL et E, non disponible.

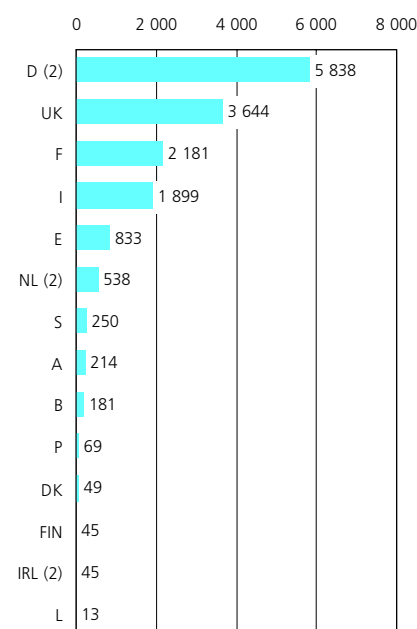
<sup>(43)</sup> D et NL, 1999; EL, IRL et L, non disponibles.

commerces de détail hors magasin n'ont représenté un tiers ou plus du chiffre d'affaires total du commerce de détail hors magasin qu'en Allemagne (33,3 %), en Italie (41,1 %) et au Luxembourg (86,1 %).

Le graphique 18.30 donne le chiffre d'affaires moyen par entreprise dans ce secteur. Ce chiffre est naturellement étroitement lié à l'importance du commerce de détail sur éventaires et marchés dans chaque pays. Ainsi, le chiffre d'affaires moyen par entreprise était plus élevé dans les pays où ce type de commerce de détail était peu important et plus faible dans ceux où il était plus répandu.

Graphique 18.28

**Commerce de détail hors magasin (NACE groupe 52.6)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



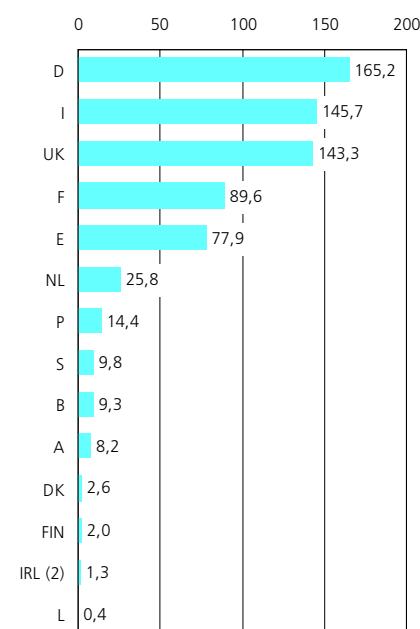
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.29

**Commerce de détail hors magasin (NACE groupe 52.6)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



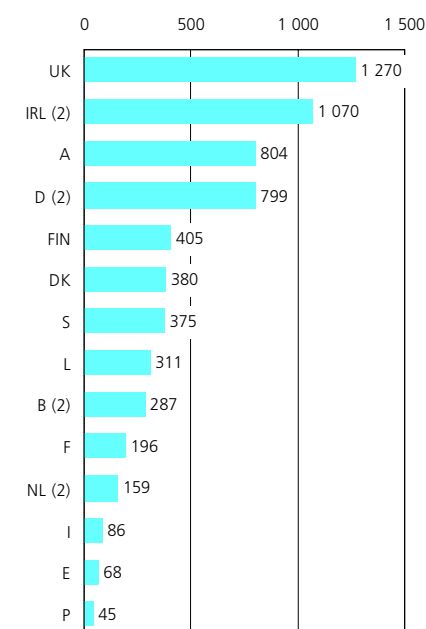
(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 18.30

**Commerce de détail hors magasin (NACE groupe 52.6)**  
**Chiffre d'affaires par entreprise, 2000 (milliers d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.9

**Commerce de détail hors magasin (NACE groupe 52.6)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	10,2	-14,5	24,9	5,4	-7,9	-4,2	-18,5	22,2	9,2	-10,7	18,6	-15,0	8,9	-2,7	-3,8
<b>DK</b>	17,6	26,2	22,9	-10,9	7,9	11,3	32,0	17,2	-33,8	33,7	23,6	48,7	5,9	-13,8	-1,4
<b>D</b>	-0,1	-4,9	-7,2	-3,0	10,7	:	:	:	:	:	-6,6	-5,5	-9,4	-5,7	-2,6
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	-16,3	:	:	:	:	-10,5	:	:	:	:	3,7
<b>F</b>	:	-0,1	3,4	8,0	7,2	:	-1,3	1,9	1,3	4,0	:	-0,6	-2,2	2,0	5,2
<b>IRL</b>	55,2	30,4	:	:	:	49,4	12,3	:	:	:	264,8	8,1	:	:	:
<b>I</b>	:	-1,9	27,6	-15,3	6,5	:	11,8	15,5	-5,7	8,9	:	0,6	4,6	3,4	-0,4
<b>L</b>	3,6	-0,9	-2,1	0,5	-2,0	31,3	0,0	-23,1	31,0	-3,1	9,8	1,5	-0,7	0,2	-5,0
<b>NL</b>	-3,5	5,5	-2,0	-9,8	-1,0	-4,7	11,3	-4,6	-13,2	:	42,2	-9,2	-7,1	0,8	2,5
<b>A</b>	:	:	-2,6	19,5	5,9	:	:	-13,3	1,6	-5,4	:	:	-5,9	0,5	17,1
<b>P</b>	:	-8,6	2,8	6,5	9,8	:	12,7	-12,2	23,7	-1,2	:	-12,1	0,0	52,6	2,1
<b>FIN</b>	15,2	4,1	-3,3	2,2	7,7	13,0	1,4	-7,3	1,3	-14,3	4,7	20,7	15,0	3,5	10,4
<b>S</b>	13,3	15,8	7,9	9,8	18,8	11,4	-0,6	17,1	-1,3	22,3	:	:	6,5	5,5	10,3
<b>UK</b>	10,6	11,7	8,3	12,2	19,1	:	:	33,3	-3,1	0,8	:	:	:	13,9	17,3

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## 18.8: RÉPARATION D'ARTICLES PERSONNELS ET DOMESTIQUES

La réparation d'articles personnels et domestiques est très différente des autres activités couvertes dans ce chapitre car elle n'implique pas l'achat et la vente de biens mais uniquement la fourniture de services de réparation. Cette activité (groupe 52.7) ne couvre que les activités de réparation en magasin spécialisé et exclut les entreprises qui effectuent des réparations parallèlement à une autre activité de distribution ou de fabrication.

### PROFIL STRUCTUREL

Ce secteur a été le moins important du secteur communautaire du commerce de détail (y compris les activités de réparation). En 2000 <sup>(44)</sup>, il a occupé 197 200 personnes et généré 3,9 milliards d'euros de valeur ajoutée, soit 1,5 % de l'emploi total et 1,3 % de la valeur ajoutée du secteur du commerce de détail (y compris les activités de réparation).

<sup>(44)</sup> D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

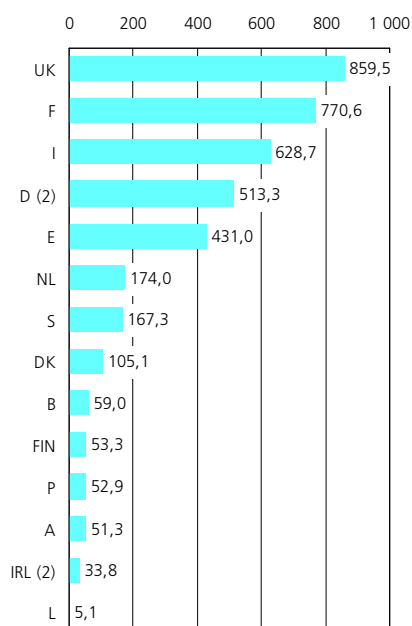
La réparation d'appareils électriques à usage domestique (classe 52.72 de la NACE) a été l'activité de réparation la plus importante en 2000 <sup>(45)</sup>, année où elle a assuré près de la moitié (49,0 %) de la valeur ajoutée dans ce secteur. Avec 4,5 % et 13,3 %, respectivement, du total de ce dernier, la réparation de montres, horloges et bijoux (classe 52.73 de la NACE) et la réparation de chaussures et d'articles en cuir (classe 52.71 de la NACE) ont été les activités les moins importantes. Dans pratiquement tous les pays, ces deux activités ont été les plus modestes au sein de ce secteur, à la seule exception des Pays-Bas où la réparation de chaussures et d'articles en cuir a représenté plus d'un tiers de la valeur ajoutée.

En 2000 <sup>(46)</sup>, la taille moyenne des entreprises de ce secteur a été de 2,1 personnes occupées et dans chaque État membre elle a été inférieure à la moyenne du commerce de détail (y compris les activités de réparation).

<sup>(45)</sup> D, 1999; B, EL, IRL, L, non disponibles.

<sup>(46)</sup> B, D et IRL, 1999; EL, non disponibles.

**Graphique 18.31**  
**Réparation d'articles personnels et domestiques (NACE groupe 52.7)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**

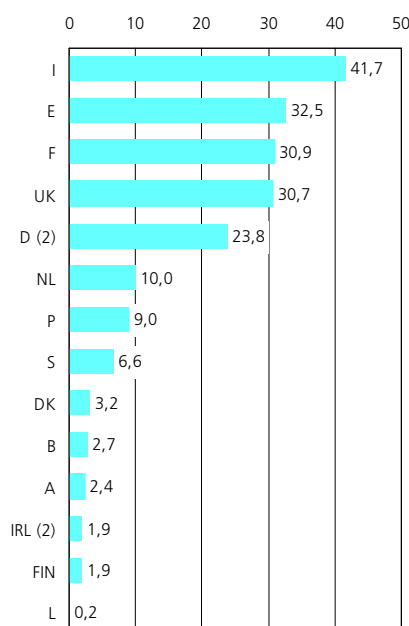


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 18.3**  
**Réparation d'articles personnels et domestiques (NACE groupe 52.7)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 18.10**

**Réparation d'articles personnels et domestiques (NACE groupe 52.7)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	-18,4	-0,7	-7,8	14,3	:	-7,3	-3,3	-8,5	9,9	:	-22,3	-1,7	9,6	-16,6
DK	6,7	-2,9	2,6	-4,4	13,0	6,3	-4,7	-0,3	6,3	2,6	3,7	14,6	-20,8	-5,6	-1,2
D	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	17,7	:	:	:	:	16,8	:	:	:	:	10,2
F	:	-1,8	4,3	2,5	8,2	:	-2,1	4,8	1,9	5,9	:	-1,4	-1,8	-1,2	5,0
IRL	-11,7	28,3	27,2	19,5	:	-1,6	32,3	17,5	17,0	:	6,7	1,1	17,4	8,1	:
I	:	19,4	5,2	-9,3	6,8	:	5,3	4,0	7,7	14,3	:	-2,9	2,2	2,9	0,1
L	-3,4	-5,8	8,6	3,4	6,6	-14,9	7,5	48,8	-25,0	6,3	4,9	-0,5	6,6	9,1	0,0
NL	:	:	:	:	21,3	:	:	:	:	23,3	47,7	-13,4	-19,0	-0,9	71,1
A	:	:	-11,6	9,9	1,7	:	:	-19,0	16,1	-8,9	:	:	-5,2	-1,1	-9,6
P	:	-8,4	-16,4	-17,0	4,0	:	-19,4	-1,6	-26,6	18,9	:	-6,5	-7,4	-14,5	0,4
FIN	-2,8	11,6	0,1	1,0	-2,0	-2,5	4,1	8,4	-4,7	6,2	3,7	14,9	-0,5	-2,8	-4,6
S	15,8	18,9	-13,2	-3,4	14,9	16,5	-1,2	4,9	-5,8	11,2	:	:	3,7	-5,5	4,2
UK	-9,5	49,2	32,0	23,8	22,8	:	:	-7,9	54,6	30,6	:	:	:	4,2	25,2

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



Tableau 18.11

**Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (NACE division 52)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités) (2)	81 505	25 259	284 520	:	530 844	378 896	23 275 741 360	2 832	85 730	35 041	150 539	23 615	57 427	215 372	
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	48 449	28 657	313 626	:	141 367	299 370	16 371 203 410	2 990	68 840	36 562	27 825	23 420	44 471	356 969	
Nombre de personnes occupées (milliers)	281	205	2 555	:	1 508	1 601	140 1 637	17	727	271	377	119	245	3 050	
Valeur ajoutée (millions d'euros)	7 501	5 177	70 726	:	27 078	52 171	3 171 32 519	542	14 301	7 199	4 028	3 846	7 807	74 257	
Achats de biens et services (millions d'euros)	41 074	23 908	231 217	:	116 353	247 479	13 388 175 715	2 436	54 546	29 393	24 803	19 939	37 382	277 524	
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	4 264	3 688	44 321	:	14 511	35 088	:	14 746	331	8 344	5 081	2 569	2 510	5 988	43 807
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1 582	981	5 148	:	4 753	7 480	447 4 805	:	1 928	867	1 069	547	1 073	13 570	
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	26,7	25,3	27,7	:	18,0	32,6	22,7	19,9	32,2	19,7	26,6	10,7	32,3	31,9	24,3
Productiv. du travail ajustée des salaires (%)	119,8	125,2	146,5	:	122,9	131,7	:	90,9	142,3	147,6	123,8	103,1	138,8	111,9	156,1
Taux brut d'exploitation (%)	6,7	5,2	8,3	:	8,9	5,7	:	8,7	7,0	8,7	5,8	5,2	5,7	4,1	8,5

(1) 1999.

(2) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.12

**Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (NACE division 52)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU (1)	LV	LT	MT	PL	RO (1)	SK	SI (2)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	93 196	:	145 233	5 038	6 400	12 569	14 906	:	450 829	157 444	3 945	12 322	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 968	2 645	17 341	1 705	5 810	2 180	2 527	:	42 406	8 031	2 929	4 174	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	204	27	417	42	127	84	98	:	1 154	661	59	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	196	439	1 763	206	622	251	285	:	6 174	877	295	539	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 870	2 042	15 737	1 547	5 287	2 021	2 297	:	36 607	7 609	2 617	3 554	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	108	255	1 141	131	428	158	209	:	2 740	457	226	450	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	60	79	581	70	:	93	78	:	1 204	395	232	153	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	1,0	16,6	4,2	4,9	4,9	3,0	2,9	:	3,7	1,3	5,0	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (3)	86,0	128,1	101,3	150,8	142,3	157,1	121,6	:	134,6	132,0	128,7	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,4	7,0	3,6	4,4	3,3	4,3	3,0	:	8,1	4,5	2,4	2,1	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 18.13

**Commerce de détail alimentaire NACE classe 52.11 et groupe 52.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S	UK	
<b>Nombre d'entreprises (unités) (3)</b>	19 766	7 085	59 105	:	174 609	76 174	9 044	194 866	522	15 305	8 449	52 397	5 305	13 407	70 583
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	21 243	12 655	118 603	:	63 877	158 689	8 127	84 859	1 297	23 619	12 650	11 522	11 256	19 906	160 095
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	112	80	839	:	576	650	69	567	6	264	79	136	46	96	1 206
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	3 046	1 754	21 093	:	9 813	20 764	1 348	11 927	187	3 769	1 924	1 443	1 522	2 886	30 031
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	18 216	10 977	94 444	:	55 344	137 494	6 843	74 779	1 102	19 854	10 701	10 785	9 852	17 333	127 896
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	2 010	1 278	13 573	:	5 369	13 850	:	6 609	119	2 312	1 389	858	978	2 325	16 585
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	472	606	1 614	:	1 816	3 220	236	2 186	:	575	266	526	254	466	6 031
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	27,3	21,8	25,1	:	17,0	32,0	19,6	21,0	30,0	15,0	24,3	10,6	32,8	30,2	24,9
<b>Productiv. du travail ajustée des salaires (%)</b>	119,2	126,0	146,4	:	125,8	139,1	:	94,0	144,9	150,4	124,4	105,9	146,0	114,3	168,3
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	4,9	3,8	6,2	:	7,0	4,4	:	6,3	5,3	6,2	4,2	5,1	4,8	2,8	8,4

(1) 1999.

(2) 1998, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées et investissements.

(3) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.14

**Commerce de détail en magasin non spécialisé sans prédominance alimentaire (NACE classe 52.12)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	
<b>Nombre d'entreprises (unités) (2)</b>	444	24	3 184	:	1 104	1 275	215	2 612	29	215	502	894	153	186	11 787
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	894	3 318	19 121	:	7 003	5 358	850	5 932	143	:	680	262	3 063	1 067	29 634
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	5	26	170	:	57	32	8	33	0	41	6	3	17	6	316
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	162	567	4 938	:	1 793	1 055	191	1 058	14	:	142	39	513	201	6 325
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	727	2 834	13 787	:	5 424	4 264	663	5 299	128	:	531	245	2 598	868	23 071
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	117	468	4 088	:	1 250	792	:	741	10	:	112	24	381	152	4 382
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	19	68	550	:	470	134	30	258	:	112	11	11	93	22	1 379
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	34,0	22,2	29,1	:	31,2	32,5	25,5	32,2	30,3	:	25,6	12,2	30,4	35,6	20,0
<b>Productivité du travail ajustée des salaires (%)</b>	132,0	121,1	118,3	:	141,3	130,7	:	128,8	140,7	:	113,5	122,5	134,3	129,9	137,4
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	5,0	3,0	4,4	:	7,8	4,9	:	5,3	3,2	:	4,3	5,8	4,3	4,6	6,6

(1) 1999.

(2) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.15

**Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie (NACE groupe 52.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités) (3)	5 489	654	24 695	:	29 467	29 032	1 216	34 926	129	3 420	1 989	4 583	1 179	933	7 039
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 050	1 495	34 859	:	11 056	27 670	976	17 086	203	2 690	3 400	2 661	1 477	3 542	14 584
Nombre de personnes occupées (milliers)	21	8	276	:	86	152	7	91	1	44	26	19	8	13	97
Valeur ajoutée (millions d'euros)	780	321	8 587	:	2 564	6 731	250	3 174	52	568	779	506	336	490	2 747
Achats de biens et services (millions d'euros)	3 275	1 218	23 274	:	8 595	20 933	740	14 127	152	2 122	2 632	2 164	1 160	3 055	11 752
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	370	245	4 554	:	917	3 725	:	1 022	23	322	523	264	186	454	1 665
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	157	20	399	:	174	478	35	308	:	99	50	52	14	42	339
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	36,8	38,7	32,6	:	29,8	44,2	33,9	34,8	55,6	12,8	29,9	26,5	42,8	36,9	28,3
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	152,1	122,3	173,5	:	186,3	159,5	:	147,0	193,3	166,2	137,3	165,6	161,0	102,7	153,1
Taux brut d'exploitation (%)	10,1	5,1	12,2	:	14,9	10,9	:	12,6	13,9	9,2	7,5	9,1	10,1	1,0	7,4

(1) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées. (2) 1999. (3) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.16

**Autres commerces de détail en magasin spécialisé (NACE groupe 52.4)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités) (4)	46 679	14 759	147 313	:	257 720	171 507	11 270	367 773	1 858	44 280	20 379	74 379	13 858	33 399	99 514
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	20 544	10 518	113 350	:	54 963	90 279	6 046	84 157	1 279	29 673	18 138	12 635	7 082	17 794	129 443
Nombre de personnes occupées (milliers)	128	84	1 090	:	675	631	52	754	8	341	147	194	43	112	1 229
Valeur ajoutée (millions d'euros)	3 229	2 365	29 614	:	11 607	20 220	1 287	13 774	269	6 645	4 047	1 913	1 361	3 794	29 714
Achats de biens et services (millions d'euros)	17 418	8 358	76 359	:	43 801	70 561	4 858	72 397	1 005	23 060	14 139	10 978	5 886	14 344	97 017
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1 639	1 607	18 537	:	6 386	14 161	:	5 833	169	3 733	2 830	1 354	893	2 710	17 934
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	872	270	2 044	:	2 074	3 235	138	1 536	:	1 041	512	454	175	490	5 116
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	25,1	28,1	27,4	:	17,2	32,0	24,7	18,3	31,9	22,5	27,4	9,8	31,4	33,9	24,2
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	120,1	126,1	144,6	:	116,7	125,5	:	88,3	134,9	145,3	123,9	99,9	131,9	117,1	151,3
Taux brut d'exploitation (%)	7,7	7,2	9,9	:	9,5	6,7	:	9,4	7,8	9,8	6,7	4,4	6,6	6,1	9,1

(1) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées. (2) 1999. (3) 1998, sauf nombre d'entreprises, personnes occupées et investissements. (4) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.17

**Commerce de détail de biens d'occasion en magasin (NACE groupe 52.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités) (3)	2 138	424	3 233	:	1 703	14 551	403	3 620	46	3 125	1 007	543	768	1 701	6 175
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	243	69	596	:	128	2 026	59	244	4	:	128	40	57	108	3 330
Nombre de personnes occupées (milliers)	3	1	8	:	3	15	1	5	0	6	2	1	1	2	27
Valeur ajoutée (millions d'euros)	44	17	143	:	38	450	16	59	1	:	42	6	15	19	936
Achats de biens et services (millions d'euros)	204	54	249	:	97	1 660	48	204	3	:	87	35	44	91	2 366
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	14	6	45	:	23	239	:	21	0	:	18	6	7	8	286
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	15	2	8	:	6	53	2	9	:	:	6	2	2	3	85
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	13,0	18,2	21,9	:	12,5	29,9	17,9	11,5	27,4	:	20,9	6,5	21,4	10,2	34,2
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	77,2	101,3	219,9	:	88,6	109,4	:	57,3	120,0	:	111,9	62,3	96,0	48,8	245,3
Taux brut d'exploitation (%)	12,4	15,5	23,0	:	11,6	10,4	:	15,6	23,3	:	18,6	1,0	14,2	10,5	19,5

(1) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées. (2) 1999. (3) B et NL, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 18.18

**Commerce de détail hors magasin (NACE groupe 52.6)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL (1)	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités) (3)	4 940	881	37 168	:	49 941	69 408	216	110 291	176	16 800	1 803	11 601	887	4 200	14 384
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 306	335	32 899	:	3 419	13 593	231	9 518	55	2 651	1 450	525	360	1 574	18 272
Nombre de personnes occupées (milliers)	9	3	165	:	78	90	1	146	0	26	8	14	2	10	143
Valeur ajoutée (millions d'euros)	181	49	5 838	:	833	2 181	45	1 899	13	538	214	69	45	250	3 644
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 123	297	22 424	:	2 598	11 584	187	7 863	42	2 143	1 240	466	326	1 371	14 723
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	82	31	3 281	:	305	1 773	:	343	6	181	175	34	36	224	2 496
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	38	5	504	:	182	300	3	404	:	57	18	15	5	37	523
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	19,5	18,7	34,4	:	10,7	24,4	35,8	13,0	29,3	21,4	26,2	4,8	22,8	25,4	25,4
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	87,8	89,1	150,4	:	107,8	89,5	:	55,0	133,1	147,2	95,2	33,1	100,6	70,1	131,0
Taux brut d'exploitation (%)	7,6	5,4	8,6	:	15,5	3,0	:	16,3	12,4	13,3	2,7	6,6	2,6	1,6	6,3

(1) 1999, sauf chiffre d'affaires et personnes occupées. (2) 1999. (3) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

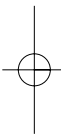
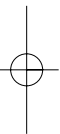
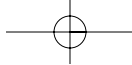
Tableau 18.19

**Réparation d'articles personnels et domestiques (NACE groupe 52.7)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités) (2)	2 049	1 432	9 822	:	16 300	16 949	911	27 272	72	3 385	912	6 142	1 465	3 601	5 890
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	171	267	1 249	:	922	1 756	83	1 614	10	374	115	180	125	480	1 612
Nombre de personnes occupées (milliers)	3	3	24	:	33	31	2	42	0	10	2	9	2	7	31
Valeur ajoutée (millions d'euros)	59	105	513	:	431	771	34	629	5	174	51	53	53	167	860
Achats de biens et services (millions d'euros)	111	171	681	:	494	983	49	1 046	5	199	64	132	73	320	699
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	32	53	244	:	261	548	:	177	4	73	33	30	29	116	460
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	9	9	30	:	31	60	3	105	:	7	4	9	5	13	97
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	22,1	33,3	21,6	:	13,2	25,0	17,5	15,1	22,5	17,4	21,8	5,9	28,7	25,5	28,0
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	77,8	117,1	159,4	:	86,6	91,5	:	80,9	102,1	74,1	92,9	59,9	102,0	82,1	149,1
Taux brut d'exploitation (%)	15,7	19,5	21,5	:	18,4	12,7	:	28,0	16,9	26,9	15,8	12,6	19,7	10,8	24,8

(1) 1999. (2) B, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



## Tourisme



Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la France a été le pays du monde qui a accueilli le plus grand nombre de touristes internationaux en 2001 (voir tableau 19.1): 76,5 millions d'arrivées touristiques internationales, soit 1,1 % de plus qu'en 2000 et 11,0 % du total mondial. Elle était suivie de l'Espagne qui, avec 49,5 millions d'arrivées (+3,4 %), détrônait les États-Unis de leur deuxième rang, ce pays ayant en effet enregistré un important recul du nombre d'arrivées (-10,7 %) en 2001 probablement en partie en réaction aux événements du 11 septembre de la même année. L'Italie arrivait en troisième place avec 39,1 millions d'arrivées, 5,2 % de moins que l'année précédente.

À l'échelon communautaire, c'est l'Espagne qui a perçu le plus de recettes du tourisme international (33,6 milliards d'euros), plus que la France (32,4 milliards) et que l'Italie (29,7 milliards). Ces pays totalisent à eux trois près d'un cinquième des recettes touristiques mondiales (voir tableau 19.2) et se rangent immédiatement après les États-Unis qui viennent en tête du classement mondial des bénéficiaires financiers du tourisme avec 80,7 milliards d'euros. Il est intéressant de noter que de petits pays comme l'Autriche et la Grèce figuraient également au rang des dix premiers avec des recettes touristiques atteignant respectivement 11,3 et 10,3 milliards d'euros.

**Tableau 19.1**  
**Les dix principales destinations touristiques, 2001**

	Arrivées de touristes internationaux (millions)	Variation 2001 / 2000 (%)	Part de marché mondiale (%)
<b>F</b>	76,5	1,2	11,0
<b>E</b>	49,5	3,4	7,1
<b>US</b>	45,5	-10,7	6,6
<b>I</b>	39,1	-5,2	5,6
<b>CN</b>	33,2	6,2	4,8
<b>UK</b>	22,8	-9,4	3,3
<b>RU (1)</b>	21,2	:	3,0
<b>MX</b>	19,8	-4,0	2,9
<b>CA</b>	19,7	0,2	2,8
<b>A</b>	18,2	1,1	2,6

(1) 2000.

Source: Organisation Mondiale du Tourisme.

**Tableau 19.2**  
**Les dix pays aux recettes touristiques les plus élevées, 2001**

	Recettes du tourisme international (milliards d'euros)	Variation 2001 / 2000 (%)	Part de marché mondiale (%)
<b>US</b>	80,7	-9,1	15,6
<b>E</b>	36,7	7,6	7,1
<b>F</b>	33,5	0,5	6,5
<b>I</b>	28,8	-3,3	5,6
<b>CN</b>	19,9	13,5	3,8
<b>D</b>	19,2	-4,1	3,7
<b>UK</b>	18,2	-13,8	3,5
<b>CA</b>	12,1	4,4	2,3
<b>A</b>	11,3	5,4	2,2
<b>EL (1)</b>	10,3	:	1,9

(1) 2000.

Source: Organisation Mondiale du Tourisme.

Le tourisme peut être défini comme l'ensemble des activités au service des personnes qui voyagent et séjournent en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs ou pour affaires. L'offre touristique s'appuie sur des entreprises relevant de secteurs divers dont les activités consistent, en résumé, à fournir des services d'hébergement, de restauration, de transport et de loisirs. Le présent chapitre couvre des activités qui constituent une part importante du marché touristique, à savoir les hôtels et restaurants (division 55 de la NACE), les manèges forains, parcs d'attractions et jardins zoologiques (classes 92.33 et 92.53 de la NACE) et les agences de voyage (groupe 63.3 de la NACE). Il convient cependant de remarquer que ces activités peuvent aussi servir d'autres fins que le tourisme et que d'autres activités qui contribuent également au tourisme, comme le transport (voir chapitre 20), sont traitées dans des chapitres différents de la présente publication.

### NACE

- 55: hôtels et restaurants;
- 55.1: hôtels;
- 55.2: autres moyens d'hébergement de courte durée;
- 55.3: restaurants;
- 55.4: cafés;
- 55.5: cantines et traiteurs;
- 63.3: agences de voyage;
- 92.33: manèges forains et parcs d'attractions;
- 92.53: gestion du patrimoine naturel.

Les quatre premières économies communautaires ont représenté environ un quart des dépenses mondiales du tourisme international (voir tableau 19.3). L'Allemagne occupait en 2001 la deuxième place (derrière les États-Unis) du classement mondial des dépenses du tourisme international avec 51,6 milliards d'euros. Les dépenses touristiques des ressortissants du Royaume-Uni se sont élevées à 40,8 milliards d'euros : celles des touristes néerlandais se sont élevées à 13,4 milliards d'euros.

La plupart des touristes internationaux hébergés dans des hôtels de l'Union européenne en 2001 provenaient d'autres États membres (58,9 %). Les Américains (principalement d'Amérique du Nord) ont représenté 13,5 % des arrivées hôtelières, un pourcentage supérieur à celui des pays de l'Europe de l'Est (13,2 %) - voir tableau 19.4.

### PROFIL STRUCTUREL

Le secteur des hôtels et restaurants (division 55 de la NACE) est l'une des principales activités de l'économie communautaire (à l'échelle des divisions de la NACE). Selon les données SSE, on estime qu'il a généré une valeur ajoutée de 146 milliards d'euros en 2000, soit environ 3,1 % du secteur des entreprises (sections C à K de la NACE) et 5,4 % de l'ensemble du secteur des services. À titre de comparaison, ce secteur a généré plus de valeur ajoutée que les services de transport terrestre (144 milliards d'euros) et un montant voisin de celui du secteur chimique (155 milliards d'euros). Il convient de noter que ces chiffres ne comprennent ni les agences de voyage (dont la valeur ajoutée s'élevait à 17,3 milliards d'euros en 2000, voir sous-chapitre 19.1) ni les parcs de loisirs et d'attractions (pour lesquels on ne dispose pas de données officielles). Le secteur des hôtels et restaurants occupait 7,1 millions de personnes en 2001, ce qui le situe au rang de cinquième marché du travail sectoriel de l'économie communautaire (à l'échelle des divisions de la NACE).

Le Royaume-Uni a le plus contribué à la valeur ajoutée de ce secteur, avec 34,5 milliards d'euros en 2000, devant la France (21,2 milliards), l'Allemagne (20,0 milliards, 1999) et l'Italie (18,2 milliards). Néanmoins, en termes relatifs, le secteur des hôtels et restaurants a été plus important dans les économies de l'Espagne (17,4 milliards d'euros, soit 2,9 % du PIB), de l'Irlande (2,4 % du PIB) et de l'Autriche (2,3 % du PIB). Bien que l'Italie et la France soient des destinations touristiques très populaires, la valeur ajoutée générée par le secteur des hôtels et restaurants n'a représenté respectivement

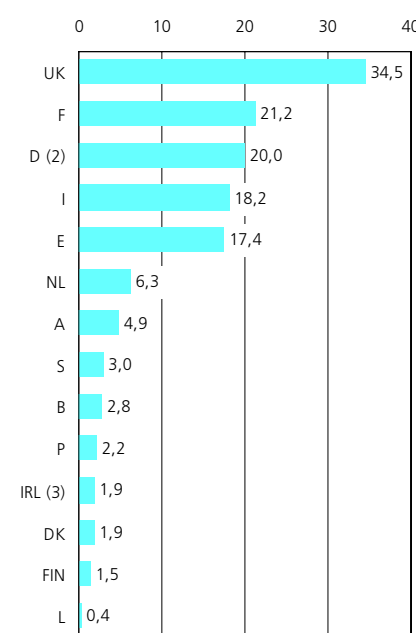
**Tableau 19.3**  
Les dix pays aux dépenses touristiques les plus élevées, 2001

	Dépenses du tourisme international (milliards d'euros)	Variation 2001 / 2000 (%)	Part de marché mondiale (%)
US	65,8	-11,4	12,7
D	51,6	-5,9	10,0
UK	40,8	-2,5	7,9
JP	29,6	-19,4	16,8
F	19,8	-3,6	3,8
I	15,9	-12,3	3,1
CN (1)	14,2	:	:
HK	14,0	-3,0	2,7
NL	13,4	-4,6	2,6
CA	13,0	-7,0	2,5

(1) 2000.

Source: Organisation Mondiale du Tourisme.

**Graphique 19.1**  
Hôtels et restaurants (NACE division 55)  
Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

que 1,6 % et 1,5 % de leur PIB, des parts comparables à la moyenne communautaire de 1,6 % <sup>(1)</sup>. Par contre, les hôtels et restaurants ont représenté 1,1 % ou moins du PIB en Allemagne, en Belgique et dans les pays nordiques.

<sup>(1)</sup> D, 1999; IRL; 1998; EL, non disponible.

**Tableau 19.4**  
Arrivées internationales de touristes dans l'UE par région d'origine, 2001  
(% des arrivées dans les hôtels) (1)

EU	58,9
Amériques	13,5
Autres Europe (2)	13,2
Asie	6,3
AELE	4,3
Océanie (3)	1,6
Afrique (4)	1,0

(1) IRL, 2000; EL et UK, 1999.

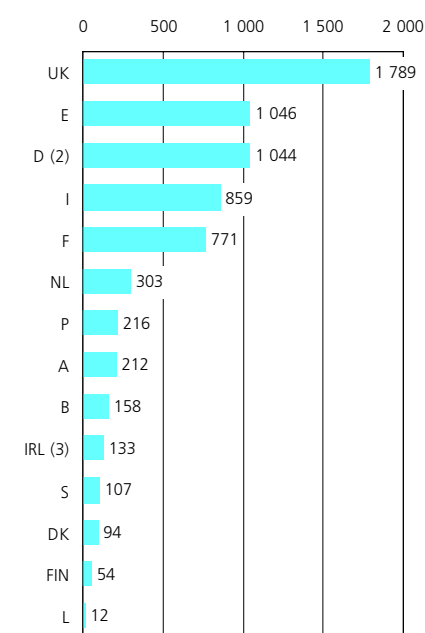
(2) IRL, 2000; DK, EL et UK, 1999.

(3) IRL, 2000; EL et UK, 1999; DK, non disponibles.

(4) IRL, 2000; EL et UK, 1999; DK et S, non disponibles.

Source: Eurostat, Tourisme (theme4/tour/sect\_b/b\_3).

**Graphique 19.2**  
Hôtels et restaurants (NACE division 55)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

La subdivision du secteur des hôtels et restaurants en activités d'hébergement d'une part, et activités de restauration d'autre part, révèle la prépondérance de ces dernières. Les bars, restaurants et traiteurs (voir le sous-chapitre 19.3) couverts par les groupes 55.3 à 55.5 de la NACE ont représenté 63,7 % de la valeur ajoutée de la division 55 de la NACE en 2000 <sup>(2)</sup>. Les services d'hébergement (voir le sous-chapitre 19.2), qui ont compté par conséquent pour 36,3 % du total, ont représenté toutefois une part plus élevée dans des pays qui constituent des destinations touristiques appréciées comme l'Espagne (39,8 %), l'Italie (39,9 %) et l'Autriche (55,3 %).

La prévalence des petites entreprises constitue une importante caractéristique du secteur des hôtels et restaurants. Selon les données SSE de 2000 <sup>(3)</sup>, les entreprises communautaires de moins de 10 personnes occupées ont généré jusqu'à 38,5 % de la valeur ajoutée de ce secteur et 45,2 % de l'emploi, ces pourcentages atteignant respectivement 24,9 % et 24,7 % pour les entreprises occupant entre 10 et 49 personnes. Un cinquième à peine (20,4 %) des personnes occupées dans ce secteur travaillaient dans de grandes entreprises (250 personnes ou plus) mais ils généraient près d'un quart (24,8 %) de la valeur ajoutée totale.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les modalités du travail dans le secteur touristique diffèrent en général de celles qui prévalent dans d'autres activités. Par exemple, l'emploi peut avoir une forte composante saisonnière et la durée du travail, atypique, peut requérir une plus grande flexibilité des travailleurs. Une part importante de 27,5 % des personnes occupées dans le secteur des hôtels et restaurants de l'Union européenne travaillaient à temps partiel en 2001. Cette proportion, l'une des plus élevées de l'économie des entreprises, dépassait de près de huit points de pourcentage la moyenne des services (19,8 %, sections G à K de la NACE). Le travail à temps partiel était particulièrement répandu au Danemark, en Finlande et au Royaume-Uni où l'on observe des écarts majeurs en ce qui concerne le recours au travail à temps partiel entre ce secteur et la moyenne de toutes les entreprises. Par contre, en Allemagne, au Portugal et en Autriche, la fréquence du travail à temps partiel dans le secteur des hôtels et restaurants se rapprochait davantage des moyennes respectives des économies nationales.

<sup>(2)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(3)</sup> D et S, 1999; EL, IRL et L, non disponibles.

Un cinquième des personnes occupées dans le secteur des hôtels et restaurants de l'Union européenne étaient des travailleurs indépendants en 2001 (20,6 %), avec une pointe de 38,4 % en Belgique. À titre de comparaison, la moyenne communautaire des entreprises était de 14,7 %. Soulignons qu'au Royaume-Uni un dixième à peine des travailleurs de ce secteur était constitué d'indépendants, soit une proportion inférieure à la moyenne nationale (12,5 %).

Les aides familiales revêtaient aussi une importance particulière puisqu'elles représentaient 5,0 % des travailleurs dans ce secteur de l'Union européenne en 2001 (à rapprocher de la moyenne de 1,6 % de l'économie des entreprises). La proportion de travailleurs familiaux atteignait 11,8 % en Grèce et 13,8 % en Italie en 2001.

Les personnes occupées dans le secteur des hôtels et restaurants de l'Union européenne étaient majoritairement des femmes en 2001. La proportion de femmes s'élevait à 53,4 % des personnes occupées, soit 19 points de pourcentage de plus que la moyenne du secteur des entreprises dans son ensemble (34,4 %).

Le coût moyen de la main-d'œuvre par salarié dans le secteur des hôtels et restaurants était généralement inférieur à celui des autres services. Les données SSE montrent qu'il se situait normalement au-dessous de 20 000 euros, la moyenne étant de 14 600 euros par salarié en 2000 dans les pays pour lesquels des données étaient disponibles <sup>(4)</sup>. Il s'échelonnait de 9 000 euros au Portugal à 22 900 euros en Suède. L'importance du travail à temps partiel et la composante saisonnière peuvent expliquer, dans une certaine mesure, ces niveaux relativement faibles. Ce ratio peut aussi traduire une assez forte proportion de main-d'œuvre peu ou non qualifiée dans ce secteur.

Le faible coût moyen de la main-d'œuvre était accompagné de niveaux également faibles de la productivité apparente de la main-d'œuvre. En 2000, chaque personne occupée dans le secteur des hôtels et restaurants générait en moyenne 20 500 euros de valeur ajoutée, moins de la moitié de la moyenne du secteur des services (42 900 euros). La productivité du travail ajustée des salaires se situait en moyenne à 137,2 % dans les pays disposant de données <sup>(5)</sup> et en deçà de 140 % dans la plupart des États membres.

<sup>(4)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(5)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponibles.

Tableau 19.5

### Hôtels et restaurants (NACE division 55) Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
<b>EU-15</b>	52,5	53,4	25,3	27,5	23,7	20,6
<b>B</b>	50,6	50,8	23,0	26,1	37,3	38,4
<b>DK</b>	63,1	56,2	47,0	39,9	12,6	8,8
<b>D</b>	57,6	57,9	22,7	29,0	22,9	20,3
<b>EL</b>	40,2	46,4	5,4	5,5	34,9	28,9
<b>E</b>	42,1	47,1	10,9	12,9	29,1	24,6
<b>F</b>	48,8	48,7	21,4	22,9	22,7	19,5
<b>IRL</b>	56,0	58,8	22,9	33,9	20,5	13,9
<b>I</b>	46,4	48,3	11,3	15,0	32,7	29,8
<b>L</b>	47,2	50,7	9,5	13,7	25,6	23,7
<b>NL</b>	51,1	52,1	55,4	63,4	15,4	15,7
<b>A</b>	63,4	63,8	17,0	21,4	19,6	14,7
<b>P</b>	49,0	60,7	4,7	7,5	34,5	28,4
<b>FIN</b>	73,0	71,9	32,1	27,4	13,0	13,9
<b>S</b>	54,9	55,1	30,1	34,2	20,1	16,7
<b>UK</b>	60,2	57,5	51,2	50,0	13,3	10,3

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.



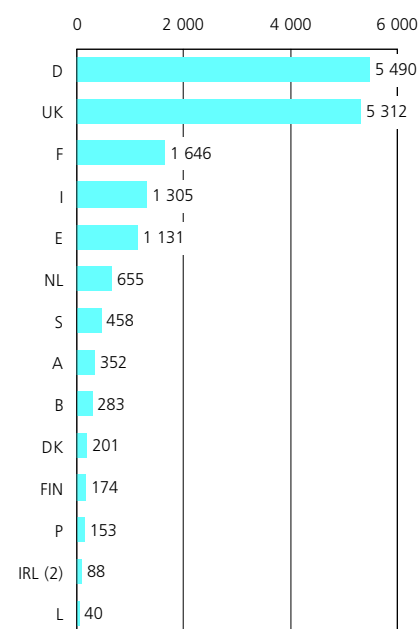
## 19.1: AGENCES DE VOYAGE

Les services liés aux voyages sont rendus par des entreprises qui organisent le transport, l'hébergement et la restauration des voyageurs. Cette activité est couverte par le groupe 63.3 de la NACE qui englobe la fourniture d'informations et de conseils en matière de voyages et la planification de ceux-ci, l'organisation de voyages personnalisés ainsi que de l'hébergement et du transport des voyageurs et touristes, la délivrance de billets, la vente de voyages organisés et les activités des voyagistes et des accompagnateurs de voyage.

Les agences de voyage sont généralement spécialisées dans les réservations concernant des destinations lointaines tandis que le tourisme interne et la plupart des déplacements en train ou en voiture tendent à leur échapper. Par conséquent, l'évolution du transport aérien constitue l'une des variables clés de la demande de services de voyages. Dans ce domaine, les agences de voyage se heurtent à la concurrence de plus en plus vive des compagnies aériennes et des voyagistes séduits par la possibilité de procéder à des ventes directes et de supprimer ainsi les commissions versées aux agences. Pratiquement toutes les compagnies aériennes offrent déjà la possibilité de réserver des vols sur Internet, et pour les transporteurs qui pratiquent des tarifs réduits, les ventes directes représentent généralement la part la plus importante de leur chiffre d'affaires. Les voyagistes sont en train de suivre la même voie en ajoutant à leurs traditionnels catalogues imprimés des sites web qui offrent aux touristes la possibilité d'obtenir des informations, d'effectuer une visite virtuelle et même de réserver leurs séjours en ligne. En Europe, l'industrie du voyage sera probablement l'un des secteurs à connaître, au cours des prochaines années, le développement le plus rapide des ventes en ligne <sup>(6)</sup>. En janvier 2002 <sup>(7)</sup>, le site de voyage le plus prisé en Europe était Bahn.de, avec 2,1 millions de visiteurs, suivi de Lastminute.com avec 1,7 million de visiteurs, et de Easyjet.com avec près d'un million de visiteurs. Parmi les dix autres premiers sites de voyage se trouvaient Trenitalia.com, Ryanair.com, Expedia.co.uk, Voyages-sncf.com, Go-fly.com, Britishairways.com et Expedia.com.

<sup>(6)</sup> Source: Centre for Regional and Tourism Research: <http://www.crt.dk/uk/staff/chm/trends.htm>.  
<sup>(7)</sup> Source: Jupiter MMXI.

**Graphique 19.3**  
**Agences de voyage (NACE groupe 63.3)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**

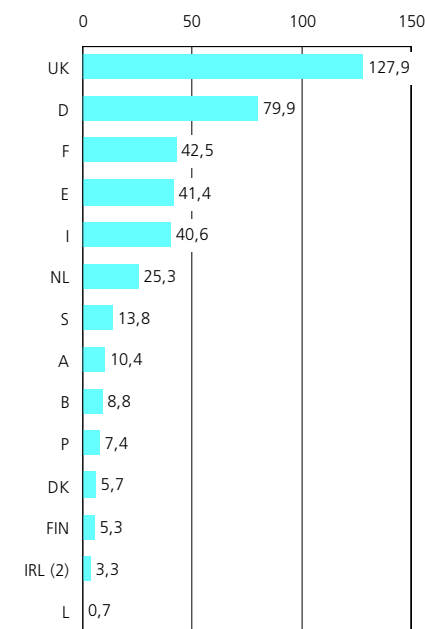


(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 19.4**  
**Agences de voyage (NACE groupe 63.3)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 19.6**  
**Ventilation des voyages touristiques par mode d'organisation, 2001 (%)**

	Réservation directe	Agence de voyage / Tour opérateur	Autre
<b>B (1)</b>	62,8	31,9	5,3
<b>DK (1)</b>	54,2	45,8	:
<b>D</b>	54,6	45,4	:
<b>EL (2)</b>	81,9	2,2	15,9
<b>E</b>	13,5	21,3	65,2
<b>F (1)</b>	59,7	40,3	:
<b>IRL</b>	:	:	:
<b>I</b>	34,4	22,8	42,8
<b>L</b>	32,1	44,0	23,9
<b>NL</b>	36,9	39,0	24,1
<b>A</b>	67,3	32,7	0,0
<b>P</b>	44,3	11,1	44,6
<b>FIN</b>	15,9	23,5	60,5
<b>S (3)</b>	33,5	66,5	:
<b>UK</b>	:	:	:

(1) 2000.

(2) 1998.

(3) 1997.

Source: Eurostat, Tourisme (theme4/tour/sect\_c/c\_2).

Selon la base de données TOUR d'Eurostat, les touristes suédois étaient les plus enclins à ce que leurs vacances soient organisées par une agence de voyage tandis que les touristes autrichiens et grecs avaient davantage tendance à réserver directement leur hébergement et transport- voir tableau 19.6.

Tableau 19.7

**Agences de voyage (NACE groupe 63.3)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	5,7	3,7	10,6	13,6	21,2	-7,2	-3,3	-4,1	25,5	15,6	9,7	-5,5	12,1	4,1	19,4
<b>DK</b>	:	:	:	:	-0,9	:	:	:	:	-11,3	:	:	:	:	-6,8
<b>D</b>	:	:	134,2	7,2	50,0	:	:	:	:	22,0	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	17,7	14,1	11,2	:	:	-1,9	11,4	10,3	:	:	40,7	10,5	9,5
<b>F</b>	17,5	7,1	10,2	5,1	12,9	14,5	6,0	17,0	6,5	10,9	12,8	2,0	0,8	7,3	11,2
<b>IRL</b>	:	38,7	10,6	:	:	:	-6,9	31,3	:	:	:	0,8	12,9	:	:
<b>I</b>	2,6	17,0	28,2	-2,3	9,6	5,4	-4,5	22,3	-2,0	23,2	-0,2	-0,3	13,6	1,8	13,8
<b>L</b>	-34,4	4,5	6,4	-4,5	7,2	31,9	43,1	-3,6	8,9	-0,7	-6,6	6,7	-4,6	6,7	6,6
<b>NL</b>	-6,3	7,7	8,6	:	:	-24,5	14,9	9,6	:	:	8,6	-8,8	-0,1	12,6	9,0
<b>A</b>	:	:	5,9	7,7	-2,0	:	:	8,6	-7,9	12,2	:	:	5,1	4,5	1,0
<b>P</b>	:	14,0	11,5	-2,6	9,8	:	14,8	-17,4	28,9	11,2	:	2,0	-0,3	12,3	-5,3
<b>FIN</b>	418,7	13,4	-4,7	6,4	-10,9	9,0	3,5	21,7	7,8	5,8	11,0	16,0	6,6	9,9	1,0
<b>S</b>	12,7	-4,7	-25,9	27,7	10,6	23,5	1,3	4,7	17,2	-1,2	:	:	8,1	1,2	11,1
<b>UK</b>	3,6	23,7	18,8	133,4	1,7	:	:	4,2	151,2	20,6	:	:	:	15,7	0,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**PROFIL STRUCTUREL**

Selon les données SSE, la valeur ajoutée générée par les agences de voyage de l'Union européenne a atteint 17,3 milliards d'euros en 2000 <sup>(8)</sup>. Les États membres qui ont le plus contribué à ce total sont l'Allemagne (5,5 milliards d'euros) et le Royaume-Uni (5,3 milliards d'euros), constatation qui confirme la position dominante de ces deux pays en termes de dépenses touristiques de l'Union européenne. Parmi les petits États membres, les agences de voyage étaient relativement importantes aux Pays-Bas (655 millions d'euros), en Suède (458 millions) et en Autriche (351 millions).

Ce secteur a bénéficié d'une forte croissance ces dernières années comme le prouve l'évolution de sa valeur ajoutée au cours de la deuxième moitié des années 90. Dans la plupart des États membres pour lesquels des données sont disponibles <sup>(9)</sup>, la valeur ajoutée a augmenté en moyenne de 5 % à 10 % par an, à prix courants, entre 1995 et 2000. Elle a doublé au Luxembourg pendant la période considérée et triplé au Royaume-Uni entre 1997 et 2000.

<sup>(8)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(9)</sup> Il n'existe pas de longue série chronologique pour DK, D, EL et IRL.

Les agences de voyage employaient 412 900 personnes en 2000 dans l'Union européenne <sup>(10)</sup>, dont près d'un tiers au Royaume-Uni (127 900 personnes) et un cinquième en Allemagne (79 900 personnes). Les Pays-Bas, de nouveau, faisaient état d'un niveau d'emploi important (25 300 personnes) par rapport à la taille de leur économie. L'évolution positive de la valeur ajoutée signalée précédemment s'est traduite par une forte augmentation, ces dernières années, des personnes occupées dans les agences de voyage. Sur les 11 pays disposant de séries chronologiques couvrant la deuxième moitié des années 90 <sup>(11)</sup>, 8 ont vu l'emploi augmenter, en moyenne, de plus de 5 % par an.

L'importance des petites entreprises est mise en relief par le fait que, en 2000, près d'un quart (24,8 %) de la valeur ajoutée du secteur des agences de voyage provenait d'entreprises occupant entre une et neuf personnes <sup>(12)</sup> et 22,4 % émanaient d'entreprises occupant entre 10 et 49 personnes <sup>(13)</sup>.

<sup>(10)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(11)</sup> P; 1996-2000; E et S, 1997-2000; UK, 1998-2000; DK, D, EL et IRL, non disponibles.

<sup>(12)</sup> I, FIN et S, 1999; IRL, 1997; D, EL et L, non disponibles.

<sup>(13)</sup> S, 1999; IRL, 1997; NL, 1995; D, EL et L, non disponibles.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

En 2000, la plupart des personnes occupées dans le secteur des agences de voyage étaient salariées (91,8 %) <sup>(14)</sup>. Néanmoins, la part des travailleurs non salariés (indépendants, par exemple) était plus élevée aux Pays-Bas, en Belgique et particulièrement en Italie où la proportion de salariés ne représentait respectivement que 89,1 %, 83,5 % et 73,1 % du nombre total de personnes occupées. En France, les salariés constituaient pratiquement l'ensemble du nombre de personnes occupées (99,7 %).

<sup>(14)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

Dans les agences de voyage, le coût moyen de la main-d'œuvre tend à être légèrement inférieur à celui d'autres activités de services mais supérieur au coût affiché par les autres activités liées au tourisme. Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles <sup>(15)</sup>, le coût de la main-d'œuvre s'établissait à 27 700 euros par personne en 2000, près de deux fois plus que dans le secteur des hôtels et restaurants (14 600 euros <sup>(16)</sup>). Parmi les États membres, le coût moyen s'échelonnait entre 15 700 euros au Portugal et 33 100 euros en France.

<sup>(15)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(16)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

La productivité apparente de la main-d'œuvre des agences de voyage était aussi légèrement inférieure à la moyenne des services, avec 41 900 euros par personne occupée en 2000 <sup>(17)</sup>, mais bien plus élevée que dans le secteur des hôtels et restaurants (20 000 euros <sup>(18)</sup>).

La productivité du travail ajustée des salaires était la plus forte en Allemagne (239,0 %) et au Luxembourg (213,2 %) où le coût de la main-d'œuvre atteignait respectivement 28 700 euros et 28 500 euros par salarié en 2000. Dans la plupart des autres pays <sup>(19)</sup>, la productivité du travail ajustée des salaires dépassait 115 %, à l'exception du Danemark (109,7 %), de la Belgique (102,6 %) et de la Suède (100,8 %).

<sup>(17)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(18)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(19)</sup> E, I, L et NL, 1998; D, EL, IRL et UK, non disponibles.

**19.2: SERVICES D'HÉBERGEMENT**

Les services d'hébergement sont couverts par deux groupes de la NACE: le groupe 55.1 qui comprend la mise à disposition de lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée dans des hôtels, motels et auberges, à l'exclusion de la location de logements pour des séjours de longue durée et de l'exploitation de logements en multipropriété, et le groupe 55.2 qui recouvre les installations de camping et d'autres lieux d'hébergement pour des séjours de courte durée tels que les chalets ou fermes de vacances sans assistance à la restauration.

Les services d'hébergement vont des petites entreprises familiales jusqu'aux établissements franchisés de chaînes multinationales, et des auberges de jeunesse offrant un confort élémentaire à de luxueux hôtels cinq étoiles. Leur dénominateur commun est de mettre un logement à la disposition des personnes qui effectuent un déplacement de courte durée hors de leur environnement habituel.

Les technologies ont eu un impact majeur sur l'activité touristique, et le secteur de l'hébergement n'y a pas échappé. En ce qui concerne l'offre, les hôtels, à l'image des compagnies aériennes, ont de plus en plus recours à des instruments de tarification en temps réel visant à accroître les taux d'occupation et les recettes moyennes. Pour ce qui est de la demande, les réservations via Internet devraient jouer un rôle plus éminent

que jamais au fur et à mesure que les hôtels renforceront leur présence sur la toile et que les sites de réservation en ligne deviendront plus attractifs pour les voyageurs.

**PROFIL STRUCTUREL**

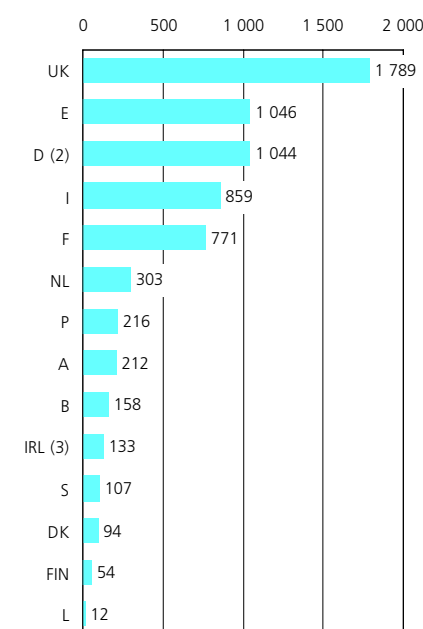
Les entreprises d'hébergement de l'Union européenne (groupes 55.1 et 55.2 de la NACE) ont généré une valeur ajoutée de 49,4 milliards d'euros en 2000 <sup>(20)</sup>. Près d'un quart de ce total a été réalisé par le Royaume-Uni (10,9 milliards d'euros) suivi d'un peloton de quatre pays: l'Allemagne (7,6 milliards, 1999), la France (7,5 milliards), l'Italie (7,3 milliards) et l'Espagne (6,9 milliards). Parmi les petites économies, l'Autriche (2,7 milliards) et les Pays-Bas (1,9 milliard) ont fait état d'une contribution relativement élevée de ce secteur à la valeur ajoutée totale (remarque l'absence de données disponibles pour la Grèce).

L'évolution de la valeur ajoutée au cours des dernières années révèle le dynamisme relatif de ce secteur qui a connu une très forte croissance dans tous les pays <sup>(21)</sup>. En effet, plusieurs États membres ont affiché pendant la deuxième moitié des années 90 des taux moyens annuels de croissance à deux chiffres, à prix courants, comme le Portugal (11,1 % par an entre 1996 et 2000), le Royaume-Uni (13,2 % par an entre 1997 et 2000) et l'Espagne (13,8 % par an entre 1998 et 2000).

<sup>(20)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(21)</sup> DK, D, EL et IRL ne disposent pas de longues séries chronologiques.

**Graphique 19.5**  
**Hôtels; autres moyens d'hébergement de courte durée (NACE groupes 55.1 et 55.2)**  
**Valeur ajoutée, 2000**  
**(millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

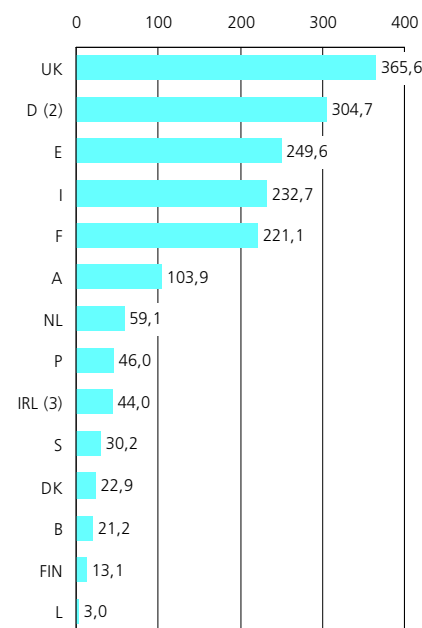
Tableau 19.8

**Hôtels; autres moyens d'hébergement de courte durée (NACE groupes 55.1 et 55.2)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-0,8	-6,4	-0,6	10,8	3,3	-7,6	-5,1	-1,8	8,3	9,6	2,4	0,0	-1,0	0,0	5,7
<b>DK</b>	:	:	:	:	5,8	:	:	:	:	7,8	:	:	:	:	2,8
<b>D</b>	-3,6	-0,1	-4,9	6,4	:	:	:	:	:	:	2,0	-1,6	-8,7	1,5	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	13,3	9,8	:	:	:	15,1	12,4	:	:	:	1,0	5,9
<b>F</b>	:	3,3	8,9	7,9	9,4	:	4,5	7,9	12,6	9,6	:	0,0	1,0	3,9	8,5
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	4,7	9,9	7,4	-2,8	16,9	8,6	2,5	15,4	-7,8	20,2	-1,6	-4,8	2,3	-3,8	12,9
<b>L</b>	-4,1	2,6	1,9	4,9	1,5	-5,5	3,0	4,4	-5,0	9,7	-1,4	-1,8	3,4	-4,8	-0,3
<b>NL</b>	:	:	7,6	7,8	14,2	:	:	7,3	8,2	13,1	0,8	6,2	3,1	6,0	15,1
<b>A</b>	:	:	2,8	1,3	5,6	:	:	3,7	3,1	6,6	:	:	1,5	0,6	-0,7
<b>P</b>	:	19,6	9,1	8,8	2,0	:	16,1	18,0	5,0	5,7	:	16,2	-1,6	-0,2	3,5
<b>FIN</b>	1,5	2,9	6,8	3,6	4,3	-2,0	3,7	20,9	-8,2	4,5	3,4	4,8	13,5	-0,8	-1,0
<b>S</b>	8,6	-1,9	6,6	9,2	15,4	14,7	5,3	9,2	11,1	13,9	:	:	0,7	4,1	5,8
<b>UK</b>	11,2	24,0	10,2	-10,2	18,0	:	:	9,9	4,3	26,6	:	:	:	-2,5	3,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 19.6

**Hôtels; autres moyens d'hébergement de courte durée (NACE groupes 55.1 et 55.2)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**


(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Ce secteur est dominé par de (très) petites entreprises. Près d'un quart de la valeur ajoutée et de l'emploi du secteur (23,4 % et 27,7 % respectivement) a été généré par les entreprises de neuf personnes occupées ou moins en 2000 et près d'un tiers (31,4 % et 33,5 % respectivement) <sup>(22)</sup> par les entreprises occupant entre 10 et 49 personnes.

Les services d'hébergement affichent un haut niveau d'emploi, qui s'élevait à environ 1,7 million de personnes occupées dans l'Union européenne en 2000 <sup>(23)</sup>. Le Royaume-Uni (365 000 personnes) étaient les deux premiers employeurs tandis que dans des destinations touristiques appréciées comme la France, l'Espagne et l'Italie ce secteur occupait chaque fois plus de 200 000 personnes. Notons aussi l'importance relative de ce secteur en termes d'emploi en Autriche, où quelque 104 000 personnes étaient occupées.

<sup>(22)</sup> Dans les deux cas, D, P et S, 1999; EL, IRL et L, non disponibles.

<sup>(23)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

L'Union européenne comptait 197 500 hôtels et établissements assimilés en 2001 (voir le tableau 19.9), totalisant une capacité d'environ 9,5 millions de places-lits pour 4,8 millions de chambres. Plus d'un quart de tous les établissements se trouvaient dans un seul pays, le Royaume-Uni (50 500), et près d'un cinquième du total en Allemagne (38 600). La capacité moyenne d'hébergement d'un établissement de l'Union européenne était de 48 personnes pour 24 chambres; toutefois, la taille moyenne des établissements était très inférieure au Royaume-Uni (24 places-lits et 11 chambres) et en Irlande (27 places-lits et 11 chambres). Par contre, le nombre moyen de places-lits par établissement était proche de 100, voire supérieur, dans les pays nordiques (Suède, 98; Finlande, 120; et Danemark, 135) et dans la péninsule ibérique (Espagne, 81; et Portugal, 128).

Tableau 19.9

## Principaux indicateurs des hôtels et établissements similaires, 2001 (milliers)

	B	DK (1)	D	EL (2)	E	F	IRL (3)	I	L	NL	A (4)	P	FIN	S	UK (5)
<b>Nombre d'établissements</b>	2,0	0,5	38,5	8,3	16,4	19,3	5,2	33,4	0,3	2,9	15,3	1,8	1,0	2,0	50,5
<b>Nombre de chambres</b>	65,0	32,5	884,5	320,2	685,7	678,9	59,5	975,6	7,6	:	288,3	99,1	55,3	99,3	553,0
<b>Nombre de places de lit</b>	121,5	64,0	1 603,0	607,6	1 333,4	1 201,0	139,6	1 891,3	14,3	174,3	587,3	228,7	118,5	194,8	1 190,6
<b>dont, taux d'utilisation nette (%)</b>	34,6	40,0	34,5	56,4	58,5	59,9	48,5	41,6	26,5	45,9	38,1	79,7	37,1	34,3	41,8
<b>Arrivées de résidents</b>	2 093	1 639	70 892	5 619	32 892	66 112	2 773	38 648	20	7 601	5 956	4 459	5 442	10 612	54 960
<b>Arrivées de non résidents</b>	5 117	1 310	15 754	7 229	27 012	35 226	3 577	29 138	560	7 445	13 240	4 934	1 774	2 586	17 019
<b>Nuitées, résidents</b>	4 057	4 589	164 197	14 667	85 261	115 575	7 792	138 559	74	13 608	18 468	9 985	9 882	16 737	134 420
<b>Nuitées, non résidents</b>	10 011	4 551	32 876	46 636	143 421	75 653	17 680	100 322	1 148	14 955	54 086	23 578	3 675	4 927	49 781

(1) Nombre d'établissements, de chambres et de places de lit pour les hôtels avec au moins 40 places de lits uniquement.

(2) Nombre de chambres et nuitées, 2000; arrivées, 1999.

(3) Arrivées de résidents, 2000.

(4) Arrivées, 2000.

(5) Nombre d'établissements et de places de lit, 2000; nombre de chambres, 1998.

Source: Eurostat, Tourisme (theme4/tour).

Tableau 19.10

## Les principales chaînes hôtelières de l'UE, classement par nombre de chambres, 2001 (unités)

		Nombre de chambres	Nombre de sites	Classement mondial	Enseignes
<b>Six Continents Hotels</b>	UK	511 072	3 274	2	Holiday Inn, Crowne Plaza, Inter-Continental
<b>Accor</b>	F	415 774	3 654	4	Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Etap Hôtel, Formule 1, Motel 6
<b>Hilton Group plc (1)</b>	UK	92 778	384	10	Hilton, Conrad
<b>Sol Meliá</b>	E	85 987	350	12	Meliá Hotels, Sol Hotels
<b>TUI Group</b>	D	70 293	278	13	Greotel, Iberotel, Alpitour, RIU, Swiss Inn
<b>Société du Louvre</b>	F	69 049	933	14	Concorde, Campanile, Première Classe, Bleu Marine, Clarine
<b>Club Méditerranée</b>	F	39 114	129	21	Club Med, Jet tours
<b>Golden Tulip</b>	NL	37 906	277	22	Golden Tulip, Tulip Inn
<b>Le Méridien</b>	UK	37 667	145	23	Le Méridien
<b>NH Hoteles</b>	E	31 798	221	25	NH Hotel

(1) Propriétaire des droits du nom Hilton hors des USA.

Source: Hotels Magazine, juillet 2002.

Le secteur hôtelier connaît depuis quelques années une augmentation progressive de sa capacité d'hébergement, tant en termes absolus que par rapport à la taille moyenne des établissements. Cette évolution peut être partiellement attribuée à des opérations de concentration, notamment au cours de la deuxième moitié des années 90 pendant laquelle diverses chaînes hôtelières se sont unies pour créer des consortiums (voir tableau 19.10 pour de plus amples renseignements sur les principales chaînes hôtelières de l'Union européenne en 2001). Entre 1995 et 2001, le nombre moyen de places-lits par établissement

est passé de 45,3 à 48,0 en raison de l'expansion, dans la plupart des États membres, de l'offre touristique axée sur des hôtels de plus grande capacité et de la croissance plus rapide du nombre de places-lits que de celui des établissements. Dans d'autres pays, ces tendances peuvent être imputées en partie à une réorganisation de l'offre se traduisant par la disparition des établissements plus petits. Tel a notamment été le cas en France, en Italie, au Luxembourg et en Autriche où l'on observe une réduction du nombre d'établissements mais une diminution plus lente, voire une poursuite de l'augmentation du nombre de places-lits.

Dans l'industrie hôtelière, la demande se caractérise par l'importance des fluctuations saisonnières. Dans tous les États membres, la saison haute coïncide avec l'été et c'est généralement en août que le nombre maximum de nuitées est enregistré (voir graphique 19.7). Le niveau de fréquentation des hôtels atteint son plancher en hiver, notamment en décembre et en janvier. Dans certains pays, une première poussée de la demande peut être observée aux abords de Pâques (mars ou avril), particulièrement dans les pays du Bénélux et au Royaume-Uni. L'Autriche, la Finlande et la Suède connaissent également une période de pointe en février ou en mars qui est vraisemblablement en rapport avec la pratique des sports d'hiver.

La plupart des clients des hôtels sont des ressortissants du pays même bien que la proportion de résidents séjournant dans des hôtels de leur pays dépend aussi de la taille de celui-ci. Les non-résidents ont représenté, en moyenne, 35,7 % de la clientèle des hôtels et établissements assimilés de l'Union européenne en 2001 <sup>(24)</sup> (voir tableau 19.11). Moins d'un cinquième de la clientèle des hôtels allemands (18,2 %) et suédois (19,6 %) venait de l'étranger. En revanche, la proportion de visiteurs étrangers a atteint son niveau maximum en Autriche (69,0 %), en Belgique (71,0 %) et au Luxembourg (96,5 %). Ces trois États membres étaient, avec l'Irlande, la Grèce (56,3 % dans les deux cas) et le Portugal (52,5 %), les seuls pays où les arrivées de non-résidents étaient plus nombreuses que celles des résidents.

La durée moyenne des séjours dans les hôtels a fortement fluctué selon le lieu de résidence des visiteurs. En général, les séjours des étrangers ont été plus longs (3,4 nuitées en moyenne) que ceux des résidents (2,4 nuitées). Cette différence a été particulièrement marquée dans les pays méditerranéens qui sont d'importantes destinations internationales pour les vacances d'été comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal. La durée moyenne des séjours des non-résidents y a été deux fois plus importante que celle des résidents, notamment en Grèce (6,3 nuitées, 1999), en Espagne (5,3 nuitées) et au Portugal (4,8 nuitées).

Outre les hôtels et établissements assimilés, l'infrastructure touristique de l'Union européenne repose aussi sur d'autres moyens d'hébergement (groupe 55.2 de la NACE). Cette catégorie comprend les installations de camping, les logements de vacances, les auberges de jeunesse et les dortoirs pour touristes. L'Union européenne comptait 155 000 établissements de ce type en 2001 <sup>(25)</sup> (voir tableau 19.12) dont la capacité totale dépassait celle des hôtels avec 12,3 millions de places-lits <sup>(26)</sup>. Les deux tiers de ces établissements, soit 105 000 places-lits, étaient constitués de logements de vacances se trouvant, pour la plupart, en Italie (75 800) et en Allemagne (10 700). L'Union européenne disposait d'environ 22 500 campings <sup>(27)</sup>, dont plus d'un tiers en France (8 000).

<sup>(24)</sup> IRL et A, 2000; EL, 1999.

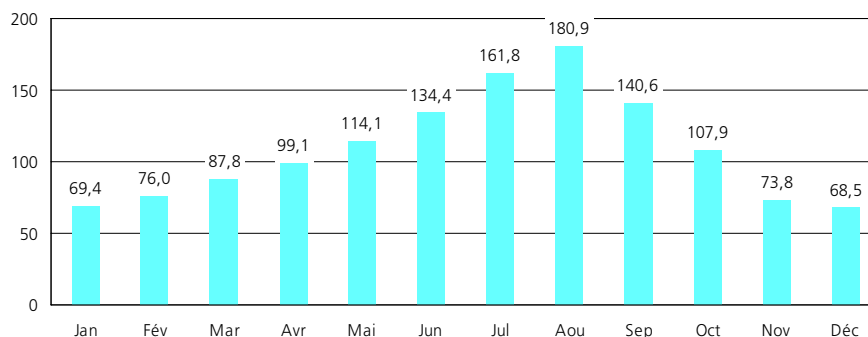
<sup>(25)</sup> EL, 1999; UK, 1998.

<sup>(26)</sup> EL et P, 1999; UK, 1998.

<sup>(27)</sup> EL, 1999; UK, 1998.

Graphique 19.7

**Nombre de nuitées dans les hôtels et établissements similaires dans l'UE, 2001 (millions) (1)**



(1) EL et IRL, 2000; IRL, hors nuitées des résidents.

Source: Eurostat, Tourisme (theme4/tour/sect\_b/b\_4).

Tableau 19.11

**Arrivées et nuitées selon la résidence, 2001**

	Part des non résidents dans les arrivées (%)	Nombre moyen de nuitées par arrivée (unités)	
		Résidents	Non résidents
<b>EU-15</b>	35,7	2,4	3,4
<b>B</b>	71,0	1,9	2,0
<b>DK</b>	44,4	2,8	3,5
<b>D</b>	18,2	2,3	2,1
<b>EL (1)</b>	56,3	2,6	6,3
<b>E</b>	45,1	2,6	5,3
<b>F</b>	34,8	1,7	2,1
<b>IRL (2)</b>	58,3	2,4	4,3
<b>I</b>	43,0	3,6	3,4
<b>L</b>	96,5	3,6	2,1
<b>NL</b>	49,5	1,8	2,0
<b>A (2)</b>	69,0	3,0	4,0
<b>P</b>	52,5	2,2	4,8
<b>FIN</b>	24,6	1,8	2,1
<b>S</b>	19,6	1,6	1,9
<b>UK</b>	23,6	2,4	2,9

(1) 1999.

(2) 2000.

Source: Eurostat, Tourisme (theme4/tour/sect\_b).

Tableau 19.12

**Principaux indicateurs des établissements de logement collectif autres que les hôtels, 2001 (milliers)**

	Nombre d'établissements (1)	dont: campings (2)	habitations (3)	Nombre de places de lit total (4)
<b>B</b>	1,7	0,5	0,1	507,7
<b>DK</b>	0,6	0,4	0,1	319,6
<b>D</b>	17,4	2,4	10,7	1 476,9
<b>EL</b>	:	0,3	:	93,9
<b>E</b>	5,5	1,2	4,3	1 310,3
<b>F</b>	9,1	8,0	0,9	2 570,3
<b>IRL</b>	2,8	0,1	2,4	64,0
<b>I</b>	94,9	2,4	75,8	2 133,0
<b>L</b>	0,3	0,1	0,1	48,9
<b>NL</b>	3,7	2,2	0,7	968,5
<b>A</b>	5,4	0,5	2,4	352,5
<b>P</b>	0,3	0,2	:	262,6
<b>FIN</b>	0,5	0,3	0,1	103,6
<b>S</b>	1,7	1,1	0,3	354,4
<b>UK</b>	10,9	2,7	7,1	1 759,7

(1) UK, 2000.

(2) EL et UK, 1999.

(3) UK, 1999.

(4) EL, 1999; UK, 1998.

Source: Eurostat, Tourisme (theme4/tour).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

En 2000, sur les 1,7 million de personnes occupées dans le secteur de l'hébergement dans l'Union européenne, plus d'un dixième (12,0 %) étaient des travailleurs indépendants ou des aides familiales <sup>(28)</sup>. Il est important de noter que ces chiffres se fondent sur de simples comptages et qu'ils ne tiennent pas compte des facteurs saisonniers ni de la durée du travail. En Italie, cette proportion allait même jusqu'à un quart (26,4 %) et elle atteignait un niveau relativement important en Allemagne (17,6 %, 1999), en Irlande et en Autriche (18,1 % dans les deux cas).

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur de l'hébergement s'élevait à 28 800 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2000 <sup>(29)</sup>. Bien que supérieure à celle des restaurants et cafés (17 000 euros), cette productivité restait très en deçà de la moyenne des activités de services (42 900 euros, sections G à K de la NACE). Cet écart peut partiellement être attribué à la forte composante saisonnière du travail dans ce secteur et à l'incidence relativement élevée du travail à temps partiel.

Néanmoins, si l'on tient compte du coût moyen de la main-d'œuvre et du poids des personnes non salariées dans le total des personnes occupées, la productivité du travail ajustée des salaires s'est élevée à 158 % <sup>(30)</sup> dans ce secteur, les ratios des États membres s'échelonnant entre 135 % en Autriche, 136 % en Suède et en France, 173 % aux Pays-Bas et 197 % au Royaume-Uni. Ces résultats peuvent tenir au niveau relativement faible des dépenses de personnel en 2000, qui se situaient en moyenne à 18 200 euros par travailleur dans l'Union européenne <sup>(31)</sup>, des valeurs particulièrement faibles ayant été enregistrées au Royaume-Uni (15 100 euros), au Portugal (11 500 euros) et en Irlande (10 400 euros).

<sup>(28)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.<sup>(29)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.<sup>(30)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponibles.<sup>(31)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

### 19.3: RESTAURANTS, CAFÉS, CANTINES ET TRAITEURS

Les activités relatives à la vente de repas et de boissons destinés à la consommation sont classées dans les groupes 55.3 (restaurants), 55.4 (cafés) et 55.5 (cantines et traiteurs) de la NACE. Il est important de rappeler que seules les entreprises dont la fourniture de boissons et de repas constitue l'activité principale sont couvertes par les statistiques présentées dans ce sous-chapitre. Les entreprises proposant ce service en complément de leur activité de base ne sont pas incluses (par exemple, la vente de denrées alimentaires et de boissons dans les cinémas, les parcs d'attractions, les moyens de transports où, dans certains cas, les repas et boissons peuvent représenter une activité non négligeable).

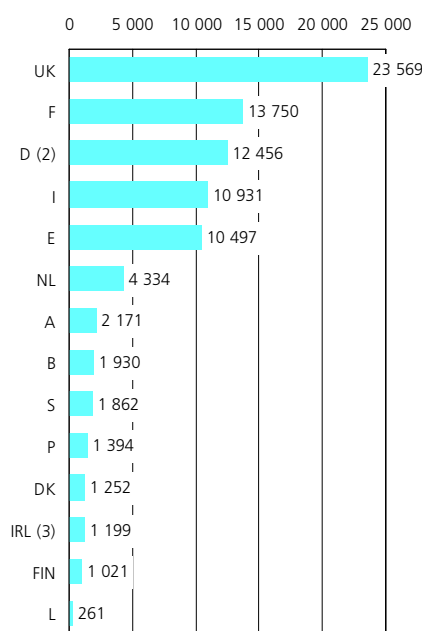
Il existe des restaurants et des cafés dans pratiquement toutes les localités mais elles revêtent des formes très différentes qui vont de la petite unité familiale aux établissements franchisés de sociétés multinationales, et des cafés de quartier, snack bars et chaînes de restauration rapide jusqu'aux restaurants de luxe proposant de la haute cuisine. Les activités des cantines et traiteurs sont en quelque sorte différentes en ce sens qu'elles s'adressent à d'autres entreprises et qu'elles pourraient être classées dans la catégorie des services aux entreprises, aux côtés des sociétés de nettoyage et de sécurité. Elles ont d'ailleurs fortement tiré profit de la tendance à l'externalisation puisque les sociétés, écoles et administrations publiques qui géraient traditionnellement leurs propres restaurants à l'intention de leur personnel ou de leurs étudiants ont de plus en plus souvent opté pour la sous-traitance de ce type de service à des entreprises indépendantes spécialisées.

#### PROFIL STRUCTUREL

Les restaurants, cafés, cantines et traiteurs (groupes 55.3 à 55.5 de la NACE) constituent la principale branche d'activité du tourisme avec une valeur ajoutée de 86,6 milliards d'euros en 2000 <sup>(32)</sup>, soit 63,7 % de la division 55 de la NACE. Il convient de noter cependant qu'à l'inverse des hôtels par exemple, les entreprises de ce secteur ne servent pas uniquement le marché touristique mais aussi la clientèle locale.

<sup>(32)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

**Graphique 19.8**  
**Restaurants; cafés; cantines et traiteurs**  
**(NACE groupes 55.3, 55.4 et 55.5)**  
**Valeur ajoutée, 2000**  
**(millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

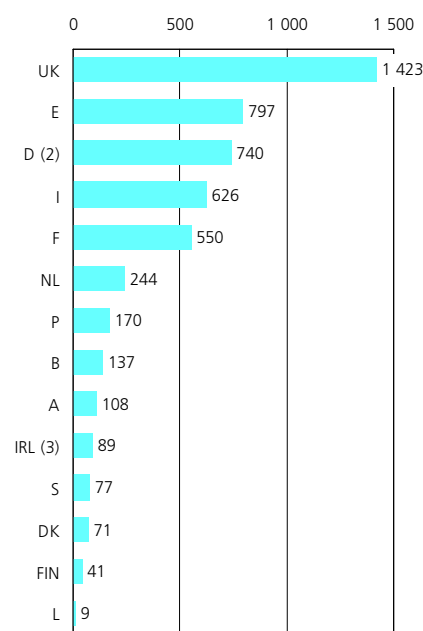
(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le Royaume-Uni a, de loin, le plus contribué à la valeur ajoutée de ce secteur avec 23,6 milliards d'euros en 2000. Il était suivi de la France (13,8 milliards) et de l'Allemagne (12,5 milliards). L'Italie (10,9 milliards) et l'Espagne (10,5 milliards) étaient les seuls autres pays à dépasser le seuil des 10 milliards d'euros bien que les Pays-Bas (4,3 milliards) aient fait état d'un niveau relativement élevé de valeur ajoutée.

**Graphique 19.9**  
**Restaurants; cafés; cantines et traiteurs**  
**(NACE groupes 55.3, 55.4 et 55.5)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le secteur des restaurants, cafés, cantines et traiteurs a affiché une croissance assez importante au cours des dernières années pendant lesquelles plusieurs États membres ont enregistré des taux annuels d'augmentation supérieurs à 10 % (à prix courants) de leur valeur ajoutée, comme le Royaume-Uni (10,9 % par an entre 1997 et 2000), l'Italie (10,6 % par an entre 1995 et 2000) et l'Espagne (16,0 % entre 1998 et 2000) <sup>(33)</sup>. C'est en Belgique (1,1 % entre 1995 et 2000) que l'on trouve le taux de croissance moyen le plus faible de tous les États membres ayant fourni des données.

<sup>(33)</sup> On ne dispose pas de longue série chronologique pour DK, D, EL et IRL.



Tableau 19.13

**Restaurants; cafés; cantines et traiteurs (NACE groupes 55.3, 55.4 et 55.5)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	0,9	-1,6	8,5	12,5	21,3	-8,2	3,5	-0,9	16,7	-3,9	-0,7	-1,8	10,5	4,6	1,6
<b>DK</b>	:	:	:	:	-3,0	:	:	:	:	-8,6	:	:	:	:	-1,0
<b>D</b>	-4,4	-0,4	-4,6	0,5	:	:	:	:	:	:	-0,9	-1,8	-6,7	-4,7	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	6,5	22,4	:	:	:	4,5	28,7	:	:	:	3,7	8,2
<b>F</b>	3,6	0,4	6,8	8,5	6,8	-4,0	0,8	6,2	10,2	6,5	-13,2	1,4	1,6	3,7	9,7
<b>IRL</b>	:	20,7	11,2	:	:	:	24,8	12,3	:	:	:	13,3	10,1	:	:
<b>I</b>	11,3	15,6	7,6	2,5	15,7	15,0	14,8	10,5	2,2	10,9	2,5	-1,5	10,2	5,2	6,1
<b>L</b>	3,3	-0,5	4,8	-1,4	4,2	28,1	-0,7	-14,7	17,5	3,9	31,3	2,3	20,1	-3,1	5,5
<b>NL</b>	:	:	5,1	8,3	13,7	:	:	5,8	9,5	13,4	11,3	0,3	4,6	1,8	21,7
<b>A</b>	:	:	9,4	8,8	10,1	:	:	5,3	14,6	12,7	:	:	5,3	3,4	11,5
<b>P</b>	:	-4,3	-2,6	43,6	-23,6	:	-0,4	7,1	46,3	-21,1	:	-5,6	-6,8	22,9	-21,7
<b>FIN</b>	4,3	0,2	1,5	4,2	8,9	3,4	4,4	5,9	0,7	12,6	2,9	5,8	6,7	4,2	10,5
<b>S</b>	15,3	1,0	4,4	7,8	9,6	18,6	6,6	5,6	9,7	9,9	:	:	6,8	3,0	4,8
<b>UK</b>	7,8	25,1	6,0	-3,9	16,9	:	:	5,4	11,3	16,4	:	:	:	3,9	2,5

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le secteur des restaurants, cafés, cantines et traiteurs constitue une activité à forte intensité de main-d'œuvre. Avec un niveau d'emploi évalué à 5,1 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(34)</sup>, il représentait 8,1 % de l'emploi dans le secteur des services et générait 3,1 % de la valeur ajoutée totale. L'emploi était particulièrement élevé au Royaume-Uni où 1,4 million de personnes étaient occupées. L'Espagne (796 600 personnes) enregistrait un emploi plus élevé dans ce secteur que l'Allemagne (739 500 personnes) ou l'Italie (625 800) tandis que la France affichait le plus faible niveau d'emploi des cinq grandes économies de l'Union européenne (549 700 personnes). Soulignons que ces chiffres se fondent sur de simples comptages et qu'ils ne tiennent pas compte des facteurs saisonniers ni de la durée du travail.

Plus que dans toute autre activité de service, les petites entreprises ont joué un rôle essentiel dans le secteur des restaurants, cafés, cantines et traiteurs. Selon les données SSE, près de la moitié (47,6 %) de la valeur ajoutée dans l'Union européenne provenait d'entreprises employant moins de dix personnes en 2000 <sup>(35)</sup>. Ces mêmes entreprises totalisaient 51,5 % de la main-d'œuvre. Les entreprises de 10 à 49 personnes occupées représentaient plus d'un cinquième de la valeur ajoutée (21,2 %) et de l'emploi (21,8 %) tandis que 20,5 % des

personnes occupées travaillaient dans de grandes entreprises (250 personnes ou plus) qui contribuaient à hauteur de 24,5 % à la valeur ajoutée totale.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En moyenne, 22,1 % des personnes travaillant dans le secteur communautaire de la restauration en 2000 <sup>(36)</sup> n'étaient pas salariées. Alors que la Belgique (31,9 %) et l'Espagne (32,5 %) affichaient des pourcentages encore plus importants, l'Italie était le seul État membre où le nombre de personnes non salariées dépassait celui des salariés (51,6 %). Par contre, plus de neuf travailleurs sur dix étaient salariés au Royaume-Uni (92,1 %). Il convient de remarquer que, selon la British Beer and Pub Association <sup>(37)</sup>, le quart environ des pubs du Royaume-Uni sont des débits de boissons en gérance ce qui signifie qu'ils appartiennent à une brasserie et qu'ils sont gérés par un salarié.

<sup>(36)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(37)</sup> Voir <http://www.beerandpub.com>.

Les entreprises de restauration sont confrontées à des niveaux de productivité apparente de la main-d'œuvre relativement faibles. La valeur ajoutée générée par personne occupée dans ce secteur s'est élevée en moyenne à 17 000 euros en 2000 <sup>(38)</sup>, soit moins de la moitié de la moyenne des services (42 900 euros). Les faibles niveaux de qualification et l'importance du travail à temps partiel peuvent expliquer la faiblesse, parmi les secteurs de services, du coût moyen de la main-d'œuvre qui a été de 13 200 euros par personne dans les pays pour lesquels des données étaient disponibles en 2000 <sup>(39)</sup>. Le coût moyen de la main-d'œuvre allait de moins de 10 000 euros au Portugal (8 100 euros) et en Irlande (8 900 euros) à un niveau maximum de 22 000 euros en France.

En combinant les indicateurs de productivité et de dépenses de personnel, on obtient le ratio de productivité du travail ajustée des salaires qui a été relativement faible également (129,1 % en 2000) <sup>(40)</sup> par rapport à d'autres activités de services. Ce ratio a été inférieur à 130 % dans la plupart des États membres et a atteint ses valeurs maximales en Irlande (151 %, 1998) et au Royaume-Uni (156 %).

<sup>(38)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(39)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(40)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(34)</sup> D, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(35)</sup> Pour ce paragraphe basé sur des données de classe de taille: D, P et S, 1999; IRL, 1997; EL et L, non disponibles.

## 19.4: PARCS DE LOISIRS

Le secteur des parcs de loisirs regroupe les parcs à thèmes, les parcs d'attractions et aquatiques, les camps de vacances, les jardins zoologiques et les parcs spécialisés en safaris. La classe 92.33 de la NACE couvre les manèges forains et les parcs d'attractions tandis que la classe 92.53 se réfère aux jardins botaniques et zoologiques et à la gestion des réserves naturelles. Bien qu'il constitue une part importante de l'industrie touristique, ce secteur ne fait pas l'objet d'une couverture statistique exhaustive et les statistiques officielles restent très rares. La plupart des informations du présent sous-chapitre se basent donc sur des estimations des associations professionnelles.

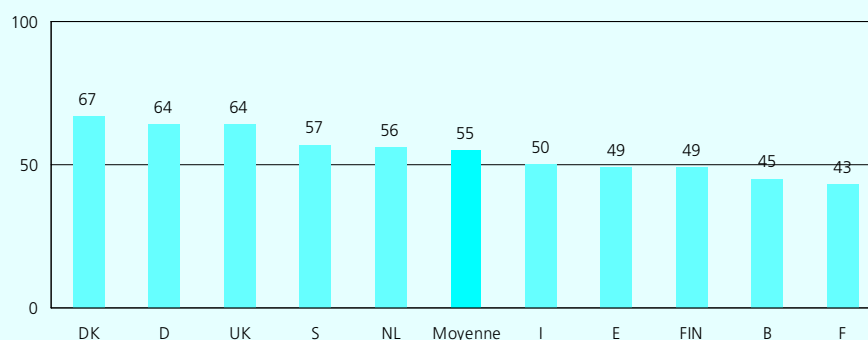
L'importance des parcs récréatifs a été soulignée dans une enquête menée en 2000 par la International Association of Amusement Parks and Attractions (IAAPA) dans dix États membres <sup>(41)</sup>. Cette enquête révélait que plus de la moitié de la population (55 %) avait visité au moins un parc d'attractions en 2000. Les Danois ont été les visiteurs les plus actifs puisque deux tiers (67 %) de la population s'y étaient rendus en 2000, devant de peu les Allemands et les Britanniques (64 % dans les deux cas). La Suède (57 %) et les Pays-Bas (56 %) étaient les seuls autres pays où plus de la moitié de la population s'était rendue dans un parc de loisirs au cours de la période de référence. C'est en Belgique (45 %) et en France (43 %) que l'on trouvait les taux les plus faibles (voir graphique 19.10).

Une ventilation des différents types d'installations fait apparaître que les parcs récréatifs ont été les plus appréciés puisqu'ils ont été choisis par 58 % des personnes qui se sont rendues au moins une fois dans des installations de loisirs en 2000, devant les zoos (51 %) et les parcs aquatiques (38 %). Les chiffres mettent aussi en évidence des différences intéressantes entre les pays. En Finlande, les proportions de personnes ayant visité des parcs d'attractions, des zoos, des parcs aquatiques et d'autres attractions étaient très voisines puisque pratiquement tous les visiteurs d'installations de loisirs s'étaient rendus au moins une fois dans des parcs récréatifs (98 %), les quatre cinquièmes d'entre eux dans des zoos (80 %) et près des deux tiers dans des parcs aquatiques. Les zoos ont aussi été particulièrement appréciés aux Pays-Bas (77 % des personnes visitant des installations de loisirs s'y étaient rendues au moins une fois) et les parcs aquatiques ont été relativement fréquentés en Espagne (55 %) - voir tableau 19.14.

<sup>(41)</sup> B, DK, D, E, F, I, NL, FIN, S et UK.

Graphique 19.10

## Proportion de la population visitant les parcs récréatifs, 2000 (%) (1)



(1) Personnes âgées de 15 ans et plus; EL, IRL, L, A et P non disponibles.  
Source: European Amusement Industry Consumer Survey, IAAPA, 2001.

Tableau 19.14

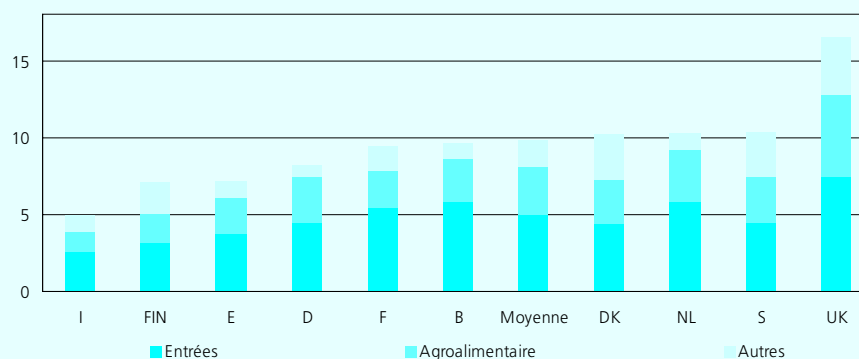
## Ventilation des visites aux parcs récréatifs par type, 2000 (% des personnes visitant les parcs récréatifs) (1)

	Parcs de loisirs	Zoos	Parcs aquatiques	Autres
<b>Moyenne</b>	58,2	50,9	38,2	47,3
<b>B</b>	71,1	40,0	35,6	35,6
<b>DK</b>	79,1	49,3	37,3	32,8
<b>D</b>	43,8	62,5	48,4	53,1
<b>E</b>	79,6	55,1	55,1	42,9
<b>F</b>	65,1	44,2	25,6	41,9
<b>I</b>	54,0	22,0	36,0	54,0
<b>NL</b>	82,1	76,8	44,6	55,4
<b>FIN</b>	98,0	79,6	63,3	77,6
<b>S</b>	77,2	45,6	12,3	33,3
<b>UK</b>	54,7	35,9	21,9	42,2

(1) Personnes âgées de 15 ans et plus; EL, IRL, L, A et P non disponibles.  
Source: European Amusement Industry Consumer Survey, IAAPA, 2001.

Les Européens ont dépensé en moyenne 9,80 euros dans des parcs récréatifs en 2000, consacrant 5,00 euros au billet d'entrée, 3,10 euros aux repas et boissons et 1,70 euros à d'autres produits- voir le graphique 19.11. Selon l'IAAPA, les recettes au titre des droits d'entrée ont représenté une part plus importante dans l'Union européenne qu'aux États-Unis tandis que les dépenses consacrées à des produits auxiliaires ont été moins élevées dans les parcs européens. Disneyland Paris est le premier parc récréatif de l'Union européenne. Il a recensé plus de 13,1 millions de visiteurs en 2002 et l'on estime que son chiffre d'affaires a atteint 1,1 milliard d'euros, chaque visiteur y dépensant en moyenne 44,40 euros.

Graphique 19.11

**Dépenses moyennes par visiteur dans les parcs d'attractions, 2000 (1)**

(1) Personnes âgées de 15 ans et plus; EL, IRL, L, A et P non disponibles.  
Source: European Amusement Industry Consumer Survey, IAAPA, 2001.

Tableau 19.15

**Hôtels et restaurants (NACE division 55)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	41 273	13 481	185 616	:	260 528	204 151	18 476	250 209	2 486	39 745	38 133	60 221	10 562	20 784	116 140
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	8 715	4 359	40 481	:	39 563	49 123	5 240	47 535	749	14 281	9 890	6 498	3 970	7 432	78 459
Nombre de personnes occupées (milliers)	158	94	1 044	:	1 046	771	133	859	12	303	212	216	54	107	1 789
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 758	1 851	20 034	:	17 436	21 212	1 866	18 200	369	6 274	4 862	2 236	1 477	2 961	34 484
Achats de biens et services (millions d'euros)	5 860	2 672	20 933	:	22 349	27 574	3 382	30 494	372	7 958	4 847	4 348	2 571	4 634	41 982
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1 611	1 250	10 947	:	10 148	15 351	1 010	8 889	223	3 461	2 994	1 514	1 058	2 187	19 152
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	840	334	1 835	:	3 402	4 816	432	3 696	:	758	902	695	149	566	8 094
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	17,4	19,7	19,2	:	16,7	27,5	14,0	21,2	29,6	20,7	22,9	10,4	27,3	27,7	19,3
Productiv. du travail ajustée des salaires (%)	120,4	132,3	147,5	:	128,1	120,5	149,2	113,1	135,4	151,5	128,9	115,8	126,4	121,1	166,7
Taux brut d'exploitation (%)	13,2	13,8	22,4	:	18,4	11,9	16,3	19,6	19,5	19,7	18,9	11,1	10,6	10,4	19,5

(1) 1999.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 19.16

**Hôtels et restaurants (NACE division 55)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	22 094	:	41 721	1 252	3 762	1 897	2 688	:	57 664	9 929	740	9 291	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	496	1 132	2 360	182	980	196	175	:	2 747	677	211	687	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	77	30	169	12	59	17	22	:	175	84	16	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	152	681	599	62	307	57	49	:	1 133	203	67	221	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	379	:	1 755	126	482	145	126	:	1 747	507	131	427	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	70	379	394	37	202	36	43	:	594	114	54	191	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	122	67	129	23	103	64	23	:	250	130	26	84	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	2,0	22,6	3,5	5,1	5,2	3,3	2,2	:	4,2	2,4	4,2	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (3)	134,4	:	113,2	160,4	149,7	158,3	105,3	:	114,0	153,6	121,6	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	16,5	26,7	8,7	13,5	10,7	10,8	3,4	:	19,6	13,2	5,8	4,4	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 19.17

**Hôtels; autres moyens d'hébergement de courte durée (NACE groupes 55.1 et 55.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	2 166	1 595	40 200	:	16 229	45 770	5 953	40 071	386	5 190	15 507	3 864	1 441	3 142	14 766
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 646	1 256	14 037	:	12 334	17 237	1 447	13 842	206	3 911	5 159	1 574	1 134	2 469	19 473
Nombre de personnes occupées (milliers)	21	23	305	:	250	221	44	233	3	59	104	46	13	30	366
Valeur ajoutée (millions d'euros)	828	600	7 578	:	6 939	7 462	667	7 269	109	1 940	2 691	843	456	1 099	10 915
Achats de biens et services (millions d'euros)	774	694	6 517	:	5 540	9 578	778	6 974	96	1 938	2 360	767	707	1 419	7 985
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	495	383	4 140	:	3 905	5 058	374	3 620	65	1 019	1 633	500	300	776	5 209
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	285	77	914	:	2 046	2 288	224	1 747	:	398	636	381	53	278	2 677
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	39,0	26,1	24,9	:	27,8	33,8	15,2	31,2	36,1	32,8	25,9	18,3	34,7	36,4	29,9
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	147,7	149,5	150,9	:	169,2	135,6	146,0	147,8	149,7	172,6	134,9	159,0	145,9	135,6	197,4
Taux brut d'exploitation (%)	20,3	17,3	24,5	:	24,6	13,9	20,2	26,4	21,4	23,5	20,5	21,8	13,8	13,1	29,3

(1) 1999. (2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 19.18

**Restaurants; cafés; cantines et traiteurs (NACE groupes 55.3, 55.4 et 55.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D (1)	EL	E	F	IRL (2)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	39 107	11 886	145 416	:	244 299	158 381	12 523	210 138	2 100	34 555	22 626	56 357	9 121	17 642	101 374
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	7 069	3 103	26 444	:	27 229	31 887	3 793	33 693	543	10 370	4 730	4 925	2 836	4 963	58 986
Nombre de personnes occupées (milliers)	137	71	740	:	797	550	89	626	9	244	108	170	41	77	1 423
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 930	1 252	12 456	:	10 497	13 750	1 199	10 931	261	4 334	2 171	1 394	1 021	1 862	23 569
Achats de biens et services (millions d'euros)	5 087	1 979	14 416	:	16 809	17 997	2 604	23 520	275	6 021	2 487	3 582	1 864	3 214	33 996
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1 116	867	6 807	:	6 243	10 293	636	5 269	158	2 442	1 361	1 014	758	1 411	13 943
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	555	257	921	:	1 356	2 528	208	1 949	:	361	266	314	96	288	5 417
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	14,1	17,6	16,8	:	13,2	25,0	13,4	17,5	27,6	17,7	20,1	8,2	24,9	24,3	16,6
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	116,8	126,0	146,0	:	114,4	113,9	151,3	100,4	130,7	145,3	122,8	101,8	119,6	114,7	155,7
Taux brut d'exploitation (%)	11,5	12,4	21,4	:	15,6	10,8	14,8	16,8	18,8	18,2	17,1	7,7	9,3	9,1	16,3

(1) 1999. (2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 19.19

**Agences de voyage (NACE groupe 63.3)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	1 332	564	7 400	:	5 897	4 303	303	8 902	111	2 245	1 253	978	745	2 227	6 555
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 546	2 186	19 442	:	10 858	11 296	1 124	10 683	227	4 240	3 215	1 915	1 061	4 380	50 988
Nombre de personnes occupées (milliers)	9	6	80	:	41	42	3	41	1	25	10	7	5	14	128
Valeur ajoutée (millions d'euros)	283	201	5 490	:	1 131	1 646	88	1 305	40	655	352	153	174	458	5 312
Achats de biens et services (millions d'euros)	4 265	2 004	14 344	:	9 772	9 819	1 036	9 403	186	3 614	2 862	1 769	908	3 977	45 649
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	230	180	2 101	:	769	1 400	55	828	17	502	280	109	142	415	3 457
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	68	12	207	:	102	159	8	77	:	68	63	42	13	44	701
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	32,1	35,0	68,7	:	27,3	38,8	26,5	32,2	60,8	25,9	33,9	20,5	33,1	33,2	41,5
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	102,6	109,7	239,0	:	135,5	117,2	148,6	115,1	213,2	116,3	115,1	130,7	119,0	100,8	147,3
Taux brut d'exploitation (%)	1,2	0,9	17,4	:	3,3	2,2	2,9	4,5	10,0	3,6	2,2	2,3	3,0	1,0	3,6

(1) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

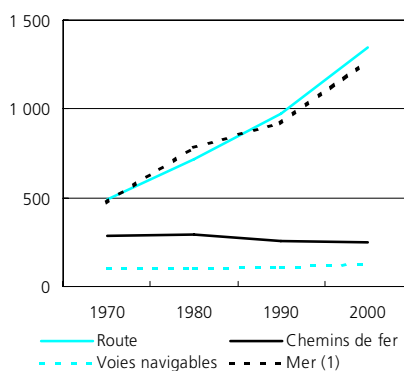
## Services de transport



Dans une économie, les services de transport ont un rôle vital à jouer dans la mesure où ils sont au cœur des flux physiques. Ils interviennent tout au long de la chaîne de production et de commercialisation, de la fourniture de matières premières aux usines de production à la livraison des produits finis aux consommateurs. Ils interviennent également dans la vie quotidienne de la plupart des Européens, qu'il s'agisse de se rendre au travail, d'aller faire des courses ou de partir en vacances. En conséquence, ils ont une influence non négligeable sur la compétitivité globale d'une économie, qui dépend en grande partie de la qualité et de l'efficacité de son système de transports. De même, il existe entre les activités de transport et l'activité économique générale une interdépendance qui s'est accrue ces dernières années au fur et à mesure de l'adoption par les entreprises de modes de production plus flexibles dont les services de transport font partie intégrante. Tel est notamment le cas des processus de production juste à temps (JIT) qui requièrent la parfaite coordination des approvisionnements de matières premières et du calendrier de fabrication - une évolution qui se traduit par des livraisons plus fréquentes de quantités moins importantes.

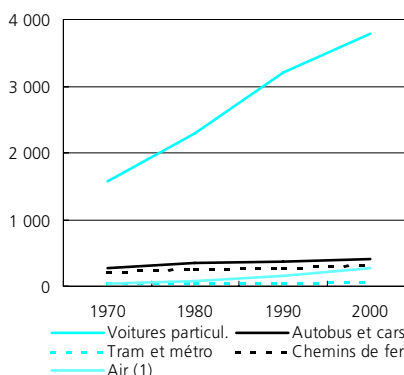
Le trafic de marchandises et de passagers a en outre été influencé par la localisation des entreprises en dehors des centres urbains mais à proximité des grands axes de transport. Sur le plan international, la réalisation du marché intérieur et la mondialisation des marchés ont également contribué au renforcement de la demande de transport international de fret. En ce qui concerne le transport de voyageurs, l'extension urbaine a donné une impulsion à la demande de services de navette tandis que la demande de transport dans le cadre des loisirs bénéficiait pour sa part d'une mobilité individuelle toujours croissante et de l'abaissement du coût de certains modes de transport, et en particulier du transport aérien.

**Graphique 20.1**  
**Évolution du transport de marchandises dans l'UE (milliards de tonnes-kilomètres)**



(1) Trafic intracommunautaire uniquement.  
Source: Eurostat; ECMT; UIC in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

**Graphique 20.2**  
**Évolution du transport de passagers dans l'UE (milliards de passagers-kilomètres)**



(1) Trafic intracommunautaire uniquement.  
Source: Eurostat; ECMT; UITP; UIC; AEA; IACA in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

Les services de transport sont répartis en plusieurs divisions: les transports terrestres (division 60 de la NACE), qui regroupent les transports ferroviaires, urbains et routiers, ainsi que les transports par conduites; les transports par eau (division 61 de la NACE); les transports aériens (division 62 de la NACE), y compris le transport spatial; et les services auxiliaires des transports (division 63 de la NACE), qui englobent la manutention et l'entreposage de marchandises, la gestion des gares ferroviaires, ports et aéroports, les activités des agences de voyage et les services d'assistance aux touristes.

Les agences de voyage (groupe 63.3 de la NACE) sont couvertes par le chapitre 19 qui traite du tourisme. Par conséquent ces activités ont été exclues de l'analyse effectuée dans le présent chapitre chaque fois que cela a été possible; c'est notamment le cas pour la plupart des sections utilisant des données SSE, ainsi que les statistiques relatives au volume des transports, mais pas pour les données plus agrégées telles que celles issues de l'enquête communautaire sur les forces de travail.

### NACE

- 60: transports terrestres;
- 60.1: transports ferroviaires;
- 60.2: transports urbains et routiers;
- 61: transports par eau;
- 61.1: transports maritimes et côtiers;
- 61.2: transports fluviaux;
- 62: transports aériens;
- 62.1: transports aériens réguliers;
- 62.2: transports aériens non réguliers;
- 62.3: transports spatiaux;
- 63: services auxiliaires des transports;
- 63.1: manutention et entreposage;
- 63.2: gestion d'infrastructures de transports;
- 63.4: organisation du transport de fret.

Ces divers facteurs sont à l'origine de la croissance importante et constante que les services de transport ont connue au cours des trente dernières années. Si l'on conjugue le transport routier, ferroviaire, fluvial et maritime, ce sont 2 992 milliards de tonnes-kilomètres <sup>(1)</sup> de marchandises qui ont été transportées sur le territoire communautaire en 2000, ce qui correspond à une croissance moyenne de 2,7 % par an depuis 1970. Le transport de passagers par autobus, train et avion a atteint 1 050 milliards de passagers-kilomètres dans l'Union européenne en 2000 <sup>(2)</sup>, soit une hausse moyenne de 2,1 % par an depuis 1970.

L'équivalent d'une tonne de marchandises a été déplacé chaque jour sur 21,7 km pour chaque habitant de l'Union européenne en 2000 (contre 10,7 km en 1970): 9,8 km par route, 9,2 km par voie maritime, 1,8 km par chemin de fer et 907 m par voie fluviale.

De même, en 2000, chaque citoyen européen a effectué en moyenne un déplacement de 5,6 km par jour en utilisant les services de transport terrestre (contre 4,2 km en 1970) et de 27,5 km en voiture (contre 12,7 km en 1970). La ventilation des déplacements effectués au moyen de services de transport terrestre a été la suivante: 3,0 km en autobus, 2,2 km en train et 385 m en tramway ou en

<sup>(1)</sup> Nombre de tonnes multiplié par le nombre de kilomètres.

<sup>(2)</sup> Nombre de passagers multiplié par le nombre de kilomètres; les voyages par avion concernent uniquement les vols intracommunautaires.

**Tableau 20.1**  
**Distance moyenne parcourue chaque jour par les marchandises et voyageurs sur le territoire de l'UE (km par habitant)**

	1970	2000
<b>Marchandises</b>		
Route	3,9	9,8
Mer (1)	3,8	9,2
Chemins de fer	2,3	1,8
Voies navigables	0,8	0,9
<b>Passagers</b>		
Voitures particulières	12,7	27,5
Autobus et cars	2,3	3,0
Chemins de fer	1,7	2,2
Air (1)	0,3	2,0
Tram & métro	0,3	0,4

(1) Trafic intracommunautaire uniquement.  
Source: Eurostat; ECMT; UITP; UIC; AEA; IACA in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

métro. Le transport aérien intra-communautaire a représenté 2,0 km de plus par personne et par jour, soit l'équivalent de 744 km par personne et par an (97 km en 1970).

#### PROFIL STRUCTUREL

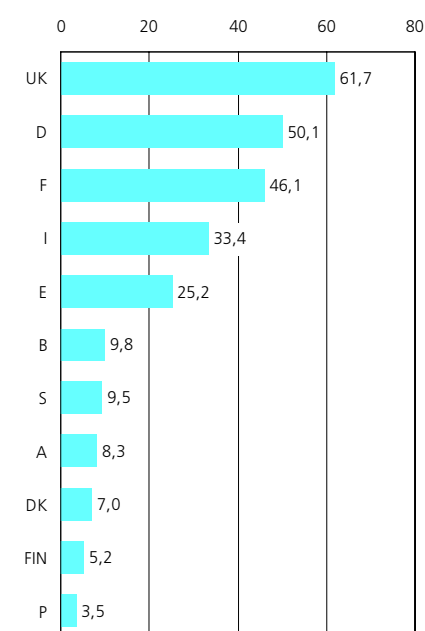
Sur la base des données SSE, on estime à 286 milliards d'euros le total de la valeur ajoutée générée par le secteur des services de transport (y compris les agences de voyage) dans l'Union européenne en 2000. Cela représente environ 6,1 % du total de la valeur ajoutée générée par l'économie des entreprises cette même année (sections C à K de la NACE). Les 6,3 millions de personnes occupées représentaient également 6,1 % du total de l'emploi des entreprises.

Les transports terrestres (transports routiers, ferroviaires et par conduites, division 60 de la NACE) constituaient le secteur le plus important des services de transport. Ils représentaient environ 50,3 % du total de la valeur ajoutée (144 milliards d'euros), contre 9,4 % (27 milliards d'euros) pour les transports aériens (division 62 de la NACE) et quelque 4,8 % (14 milliards d'euros) pour les transports par eau (division 61 de la NACE). Le large éventail d'activités qui constituent les services auxiliaires des transports (division 63 de la NACE) a globalement généré les 35,4 % restants de la valeur ajoutée des services de transport (101 milliards d'euros).

Au niveau national, la comparaison de la valeur ajoutée générée dans chaque pays par rapport aux moyennes de l'Union européenne <sup>(3)</sup> dans chaque secteur des transports a mis en évidence les spécialisations suivantes: la Belgique et l'Autriche étaient relativement spécialisées dans les transports terrestres, le Danemark et la Finlande dans les transports par eau, le Luxembourg et l'Irlande dans les transports aériens. Aucun autre État membre n'a fait état d'une forte spécialisation dans l'un quelconque de ces secteurs.

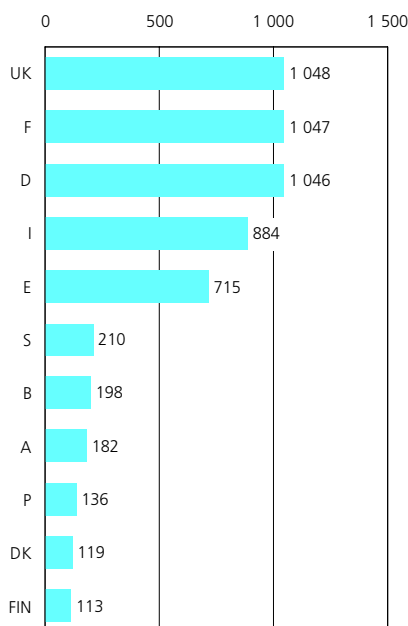
<sup>(3)</sup> EL et NL, non disponibles.

**Graphique 20.3**  
**Transports terrestres; transports par eau; transports aériens; services auxiliaires des transports**  
**(NACE divisions 60, 61, 62 et 63)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



(1) EL, IRL, L et NL, non disponibles.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 20.4**  
**Transports terrestres; transports par eau;**  
**transports aériens; services auxiliaires**  
**des transports**  
**(NACE divisions 60, 61, 62 et 63)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, IRL, L et NL, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le transport de passagers a atteint 4 839 milliards de passagers-kilomètres en 2000 dans l'Union européenne. Sur ce total, seulement 1 050 milliards étaient à mettre au compte d'entreprises offrant des services de transport. De fait, la voiture est restée le mode de transport de passagers le plus utilisé par la majorité des Européens en 2000 (3 789 milliards de passagers-kilomètres). Au sein des services de transport, le mode le plus utilisé a été l'autobus avec l'équivalent de 413 milliards de passagers-kilomètres, devant le chemin de fer (303 milliards de passagers-kilomètres) et les transports aériens intra-communautaires (281 milliards de passagers-kilomètres). Par ailleurs, les réseaux de tramway et de métro ont représenté 53 milliards de passagers-kilomètres. Au cours des trois dernières décennies, le trafic de passagers a augmenté pour tous les modes de transport. Toutefois, le transport aérien est celui qui, et de loin, a connu la croissance la plus rapide, bénéficiant en cela de la déréglementation des transports aériens, de l'intensification de la concurrence et de la baisse de prix des billets. Le trafic aérien intra-communautaire a augmenté en moyenne de 7,4 % par an entre 1970 et 2000 (et de 6,0 % par an dans les années 1990), contre moins de 1,5 % de croissance annuelle pour les autres services de transport. En conséquence, le transport aérien rattrape rapidement le chemin de fer en nombre de passagers-kilomètres transportés dans l'Union européenne et, si la tendance actuelle se poursuit, il pourrait supplanter prochainement le rail et devenir le troisième mode de transport de passagers après les voitures particulières et les autobus.

En ce qui concerne le transport de marchandises, le trafic intra-communautaire total a atteint 2 992 milliards de tonnes-kilomètres en 2000 (transport par conduites non compris), la majeure partie étant assurée par le transport routier (1 348 milliards de tonnes-kilomètres) et le transport maritime (1 270 milliards de tonnes-kilomètres). Ces deux moyens de transport de marchandises ont connu une croissance similaire au cours des trente dernières années. Le premier a augmenté de 3,5 % par an entre 1970 et 2000 (contre 3,4 % pour le second sur la même période). Malgré une baisse d'activité (de 282 milliards de tonnes-kilomètres en 1970 à 249 milliards en 2000), le transport ferroviaire a conservé sa troisième place. C'est le seul mode de transport pour lequel une diminution du trafic a été enregistrée. Enfin, en ce qui concerne le transport fluvial (125 milliards de tonnes-kilomètres en 2000 dans l'Union européenne), le volume des marchandises transportées a augmenté en moyenne de 0,7 % par an au cours des trois dernières décennies.



**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

En 2000, on estimait le nombre de personnes occupées dans les services de transport à 6,3 millions (données SSE), dont la majeure partie (3,9 millions, soit 62,7 % du total) dans les transports terrestres, contre 387 000 (6,1 %) dans les transports aériens et 138 000 (2,2 %) dans les transports par eau. Les services auxiliaires des transports occupaient 1,8 million de personnes supplémentaires, soit 29,0 % du total des services de transport.

Les transports terrestres représentaient plus de la moitié des emplois dans les services de transport dans tous les pays <sup>(4)</sup>, et même plus des deux tiers en Autriche (76,1 %), en Espagne (69,3 %) et en Belgique (67,6 %). Ces pays étaient également ceux dans lesquels les transports par eau avaient le moins d'importance (moins de 1,0 % de l'emploi national dans les services de transport). C'est dans les pays nordiques que les transports par eau ont été les plus importants d'un point de vue de l'emploi, notamment au Danemark où 9,0 % des personnes occupées dans les services de transport travaillaient dans ce secteur, mais également en Finlande (7,5 %) et en Suède (7,4 %). Le nombre de personnes occupées dans les services de transport aérien était relativement important au Luxembourg et en Irlande alors que l'Allemagne et le Royaume-Uni étaient les seuls pays où les services auxiliaires des transports représentaient plus d'un tiers de l'emploi dans les services de transport.

Selon l'enquête sur les forces de travail, les hommes occupent une place prépondérante au sein de la main-d'œuvre des services de transport par rapport aux autres secteurs des services. Les femmes ne représentaient que 20,4 % des personnes occupées dans le secteur communautaire des services de transport en 2001, cette proportion variant de 12,5 % pour les transports terrestres à 36,7 % pour les transports aériens. Ces chiffres étaient nettement inférieurs à la moyenne enregistrée dans les services (sections G à K de la NACE) où les femmes représentaient 43,5 % des personnes occupées.

<sup>(4)</sup> EL et NL, non disponibles.

**Tableau 20.2**

**Transports terrestres; transports par eau; transports aériens; services auxiliaires des transports (NACE divisions 60, 61, 62 et 63)**  
**Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001
<b>EU-15</b>	18,8	20,3	7,6	9,0	14,7	13,2
<b>B</b>	16,2	16,5	4,8	8,1	8,4	7,2
<b>DK</b>	20,5	23,2	7,6	10,4	11,7	5,7
<b>D</b>	22,9	23,5	8,0	9,8	8,5	8,1
<b>EL</b>	11,3	14,0	1,6	1,4	31,4	32,7
<b>E</b>	11,2	14,3	3,4	3,1	33,1	25,8
<b>F</b>	19,7	20,7	7,6	8,1	6,8	5,4
<b>IRL</b>	18,1	24,4	6,2	9,4	22,4	21,5
<b>I</b>	13,4	15,5	4,3	4,7	22,7	20,6
<b>L</b>	15,9	17,9	:	5,7	:	:
<b>NL</b>	20,3	22,9	20,0	26,3	6,2	7,0
<b>A</b>	18,4	21,6	7,4	9,9	4,5	6,2
<b>P</b>	18,2	15,6	:	:	14,0	14,1
<b>FIN</b>	26,0	20,5	5,1	7,1	20,4	14,6
<b>S</b>	23,0	24,2	13,9	11,9	17,2	13,2
<b>UK</b>	21,0	23,2	9,8	12,0	15,3	14,5

(1) EL et L, 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

L'incidence du travail à temps partiel dans le secteur communautaire des services de transport était également faible. En 2001, seulement 9,0 % des personnes occupées dans les services de transport travaillaient à temps partiel, et seulement 7,6 % dans les transports terrestres, alors que pour l'ensemble des services, la moyenne était de 19,8 %.

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans les services de transport était estimée à 45 300 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2000, soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne des services (42 900 euros). La productivité était toutefois très variable selon les secteurs. De fait, avec une moyenne de 36 400 euros de valeur ajoutée par personne occupée, les transports terrestres se classaient parmi les activités de service où la main-d'œuvre était la moins productive (au niveau des divisions de la NACE). À l'opposé, les transports par eau (100 000 euros) et les transports aériens (69 700 euros) étaient au nombre des activités de service où la main-d'œuvre était la plus productive.

## 20.1: TRANSPORTS FERROVIAIRES

Ce sous-chapitre concerne le transport de passagers et de marchandises par chemin de fer (groupe 60.1 de la NACE). Bien que dans la NACE les activités liées à l'exploitation de l'infrastructure ferroviaire soient classées dans les services auxiliaires des transports, certaines informations concernant cette infrastructure (gares) sont également données dans ce sous-chapitre.

Il ne comprend pas en revanche les transports ferroviaires urbains et suburbains (partie de la classe 60.21 de la NACE), la réparation et l'entretien du matériel ferroviaire roulant (partie du groupe 35.2 de la NACE), les services de wagons-lits (partie de la classe 55.23 de la NACE) et les services de wagons-restaurants (partie du groupe 55.3 de la NACE).

Le développement rapide du transport routier (offrant davantage de flexibilité) et du transport aérien (sur les longues distances en particulier) a eu des répercussions majeures sur les chemins de fer au cours des dernières décennies. L'encombrement des réseaux routiers et la sensibilisation croissante à l'égard de l'environnement ont toutefois conduit depuis quelques années à un réajustement de la politique communautaire dans le domaine des transports. Une priorité a notamment été accordée à la création de réseaux transeuropéens (RTE), lesquels constituent la pierre angulaire de la nouvelle politique en matière d'infrastructure de transport. En ce qui concerne le transport de passagers, l'objectif est d'étendre le réseau ferroviaire à grande vitesse et d'accroître la part de marché du rail tout en cherchant à optimiser la coordination entre les services des chemins de fer et ceux d'autres modes de transport (réseaux ferroviaires urbains et suburbains, aéroports, voire moyens de transport privés) dans la perspective de leur intégration. La coordination est également le mot d'ordre dans le secteur des marchandises en vue d'accroître la flexibilité et de faciliter les transbordements à partir d'autres modes de transport.

## PROFIL STRUCTUREL

Le réseau ferroviaire de l'Union européenne comptait 150 400 kilomètres de voies en 2001, dont 52 % étaient électrifiées. Au cours des trente dernières années, le transport par chemin de fer a beaucoup perdu de son importance par rapport aux autres modes de transport et sa croissance (si tant est qu'il y a eu croissance) a été nettement inférieure à celle de ses concurrents. En ce qui concerne le transport de passagers, le trafic communautaire s'est maintenu aux environs de 275 milliards de passagers-kilomètres entre 1987 et 1997, avant d'enregistrer une hausse vers la fin des années 1990 et d'atteindre 303 milliards de passagers-kilomètres en 2000. La croissance observée à la fin de cette période peut être associée au développement des liaisons ferroviaires à grande vitesse. Au total, le transport ferroviaire de passagers a augmenté de 0,8 % par an au cours des années 1980, tendance qui s'est légèrement améliorée (1,1 %) dans les années 1990. Cette croissance a néanmoins été près de deux fois inférieure à celle des autres modes de transport de passagers et en conséquence, la part du chemin de fer dans le total du transport de passagers <sup>(5)</sup> a chuté de 10,2 % en 1970 à 6,6 % en 1990 et à 6,3 % en 2000.

<sup>(5)</sup> Part dans le total du transport de passagers (voitures particulières, autobus et autocars, trams et métros, chemin de fer et air).

Tableau 20.3

**Transports ferroviaires (NACE groupe 60.1)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	:	:	:	5,5	:	:	:	:	-20,0	:	:	:	:	1,9	:
<b>DK</b>	3,5	7,9	0,5	:	:	311,2	12,8	-5,9	:	:	-5,0	5,3	-16,7	:	:
<b>D</b>	:	:	2,7	-4,4	7,8	:	:	:	:	9,8	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	3,9	46,6	-6,1	-15,9	26,8	-2,2	-4,7	4,2	-13,8	16,3	-4,4	-1,0	-2,0	-1,7	-1,9
<b>F</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	:	:	33,2	-3,5	20,7	:	:	31,7	-3,0	-6,2	:	:	-4,1	-3,4	-5,9
<b>L</b>	2,7	-8,9	0,4	15,3	12,3	6,4	-15,1	5,4	5,0	4,3	-3,2	-2,4	-1,6	-0,6	1,9
<b>NL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>A</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>P</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>FIN</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>S</b>	351,7	:	:	:	-0,9	133,9	:	:	:	27,7	:	:	:	:	1,5
<b>UK</b>	:	161,8	3,3	-5,3	12,7	:	:	24,7	-2,0	18,5	:	:	:	-5,0	-5,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 20.4

## Passagers transportés par le rail à grande vitesse (milliards de passagers-kilomètres) (1)

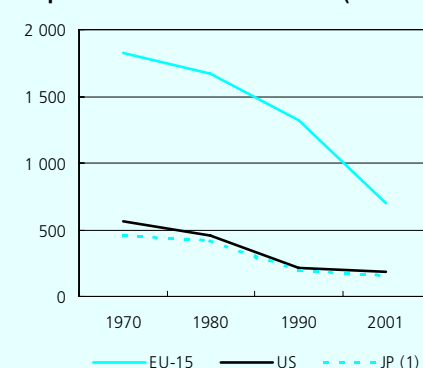
	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>B</b>	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,8	0,9
<b>D</b>	0,0	8,7	8,9	10,1	10,2	11,6	13,9
<b>E</b>	0,0	1,2	1,1	1,3	1,5	1,7	1,8
<b>F</b>	14,9	21,4	24,8	27,6	30,6	32,2	34,7
<b>I</b>	0,3	1,1	1,3	2,4	3,6	4,5	5,1
<b>NL</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
<b>FIN</b>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>S</b>	0,0	0,5	1,1	1,3	1,6	1,8	2,1
<b>UK</b>	0,0	:	:	:	:	:	:

(1) DK, EL, IRL, L, A, P, non disponibles.

Source: UIC.

Graphique 20.6

## Emploi dans les chemins de fer (milliers)



(1) 2000.

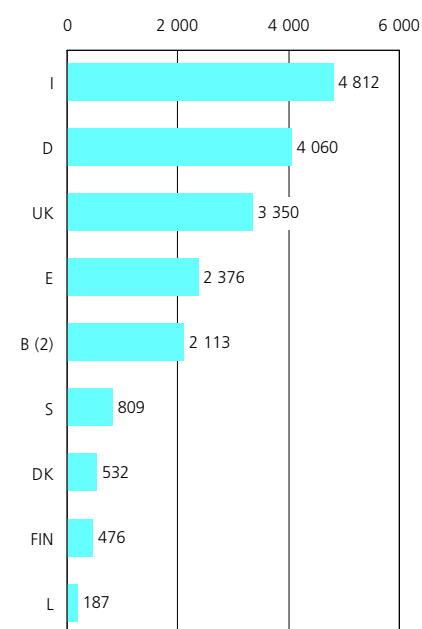
Source: UIC.

En ce qui concerne le transport ferroviaire de marchandises, on observe une tendance à la baisse du volume transporté au cours des années 1980 et de la première moitié des années 1990 (290 milliards de tonnes-kilomètres en 1980, 256 en 1990 et 206 en 1993), puis une reprise notable jusqu'en 2000 (240 milliards de tonnes-kilomètres). Le transport ferroviaire de marchandises a diminué en moyenne de 1,2 % par an entre 1980 et 1990 et cette tendance s'est maintenue au début des années 1990. L'amélioration enregistrée à la fin des années 1990 n'a pas été suffisante pour compenser les pertes : au total, ce mode de transport de marchandises a été le seul à connaître un recul du volume transporté dans les années 1990 (environ -0,8 % par an en moyenne). En conséquence, la part du chemin de fer dans le total du volume de marchandises transportées dans l'Union européenne <sup>(6)</sup> est passée de 21,0 % en 1970 à 11,3 % en 1990 et 8,3 % en 2000.

Chaque citoyen de l'Union européenne a parcouru en moyenne 803 km en train en 2000, les Français (1 182 km), les Autrichiens (1 011 km) et les Danois (993 km) étant les utilisateurs les plus importants de ce mode de transport, au contraire des Irlandais (368 km), des Portugais (352 km) et des Grecs (152 km). Soulignons que ce ratio ne traduit pas entièrement la véritable préférence des consommateurs pour les transports ferroviaires dans la mesure où il peut dépendre de facteurs tels que la topographie du pays (par exemple, l'insularité de la Grèce), la situation

<sup>(6)</sup> Part dans le total du transport de marchandises (transport par route, chemin de fer, mer et voies fluviales, sauf par conduites).

Graphique 20.5

Transports ferroviaires (NACE groupe 60.1)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)

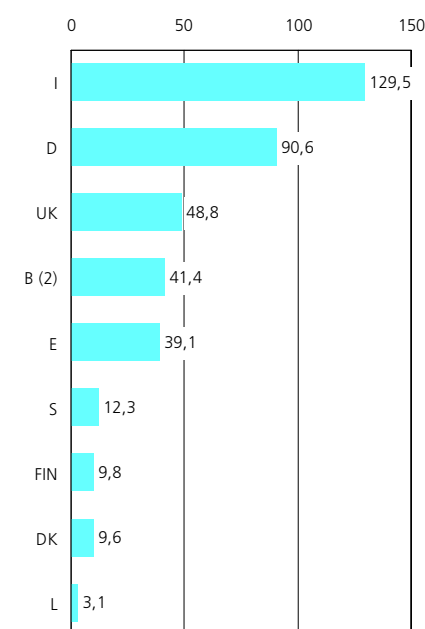
(1) EL, F, IRL, NL, A et P, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

géographique (par exemple, la situation centrale de l'Autriche favorable au trafic transitaire nord/sud, par opposition à la situation périphérique du Portugal) ou l'existence d'un réseau ferroviaire à grande vitesse d'une grande densité (par exemple le TGV en France).

Graphique 20.7

Transports ferroviaires (NACE groupe 60.1)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)

(1) EL, F, IRL, NL, A et P, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

L'emploi dans le secteur communautaire des chemins de fer a régulièrement reculé dans les années 1980 et 1990 et le nombre de personnes occupées a diminué de plus de moitié pendant cette période. En 2000, on comptait un peu moins de 700 000 personnes occupées dans le secteur communautaire des chemins de fer.

## 20.2: TRANSPORTS ROUTIERS

Le groupe 60.2 de la NACE (transports urbains et routiers) englobe les transports routiers de marchandises ainsi que les transports de passagers (réguliers ou non) autres que par chemins de fer, tels que les transports publics urbains, suburbains et interurbains, par taxis ou à la demande. Cette définition inclut un large éventail d'agents depuis les chauffeurs indépendants de camions ou de taxis jusqu'aux grandes entreprises nationales ou métropolitaines de transports publics. Le présent sous-chapitre contient également des informations relatives à l'usage privé de véhicules automobiles même si cette activité n'est pas répertoriée par la NACE.

Les transports routiers ont largement bénéficié depuis trente ans d'une demande accrue de mobilité et de flexibilité de la part des particuliers comme des entreprises, tant en ce qui concerne les voyageurs que les marchandises. Ces entreprises assurent des livraisons de porte à porte sur de petites ou longues distances, le plus souvent sans nécessité de transbordement.

## PROFIL STRUCTUREL

Les transports routiers ont généré 111 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(7)</sup>. Dans ce secteur, l'activité la plus importante a été celle des transports routiers de marchandises (classe 60.24 de la NACE) qui ont représenté environ deux tiers de la valeur ajoutée, contre un tiers pour les transports routiers de passagers, même si ces derniers ont été relativement plus importants au Danemark, en Allemagne et en France.

Les séries chronologiques disponibles de données SSE montrent que ce secteur a connu une croissance rapide ces dernières années. Pendant la deuxième moitié des années 1990, la valeur ajoutée générée par les transports routiers a progressé de plus de 5,0 % par an dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles <sup>(8)</sup> (à prix courants), et même de 7,2 % par an en Suède entre 1995 et 2000 et de 7,4 % par an au Luxembourg. Pendant la même période, la progression la plus faible a été enregistrée en Belgique (2,3 % par an).

<sup>(7)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(8)</sup> DK, D, EL, E, F, IRL et P, non disponibles.

Les transports routiers se caractérisent notamment par l'importance des très petites entreprises. Les quelques données dont on dispose sur la valeur ajoutée générée par taille d'entreprises en 2000 montrent que les entreprises occupant 1 à 9 personnes ont assuré près d'un tiers de la valeur ajoutée du secteur (30,2 %) <sup>(9)</sup>, cette part allant au-delà de la moitié en Espagne (53,2 %) et en Finlande (57,2 %). Cette catégorie d'entreprises était toutefois relativement moins présente en Autriche (19,4 %), au Royaume-Uni (19,3 %) et en Belgique (16,6 %).

L'infrastructure routière de l'Union européenne était constituée, en 1999, d'un réseau estimé à 3,9 millions de kilomètres, soit l'équivalent de 1 200 km pour mille kilomètres carrés. Leur forte densité de population et leur situation géographique au cœur de l'Union européenne expliquent que la Belgique et les Pays-Bas soient dotés des réseaux routiers les plus denses (respectivement, 4 800 et 3 000 kilomètres de route pour mille kilomètres carrés de territoire). À titre de comparaison, des pays peu peuplés tels que la Suède et la Finlande ne comptaient respectivement que 469 et 232 kilomètres de route pour mille kilomètres carrés de territoire. L'Union européenne comptait 51 600 kilomètres d'autoroute en 2000, soit une progression de 31 % par rapport à 1990. En Belgique et aux Pays-Bas, la densité du réseau autoroutier (plus de 50 kilomètres pour mille kilomètres carrés) était plus de dix fois supérieure à celle de la Grèce (5,4), de la Suède (3,3), de la Finlande (1,6) ou de l'Irlande (1,5).

<sup>(9)</sup> P, FIN et S, 1999; DK, D, EL, F, IRL, L et NL, non disponibles.

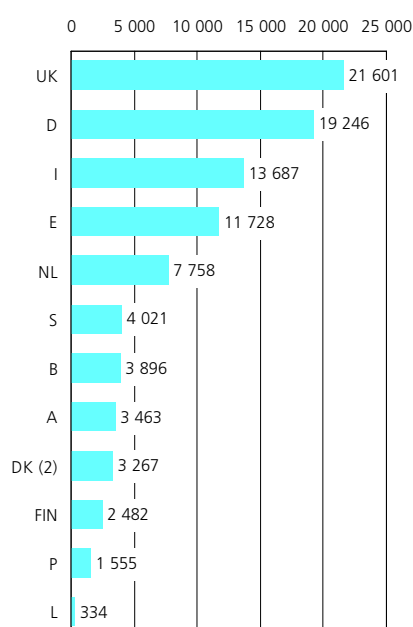
Tableau 20.5

**Transports urbains et routiers (NACE groupe 60.2)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	:	8,2	6,6	11,9	:	:	3,1	8,0	6,2	:	:	0,4	4,9	6,8
DK	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
D	:	:	0,9	9,9	-17,5	:	:	:	:	-3,1	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	8,7	:	:	:	:	3,1	:	:	:	:	2,7
F	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
IRL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
I	14,1	4,4	9,0	1,8	7,6	19,3	-1,8	8,7	1,3	-5,0	1,6	1,8	0,4	3,4	3,4
L	-1,8	6,4	12,6	18,0	5,0	10,6	4,5	1,1	14,0	7,2	2,9	9,6	11,1	3,0	10,0
NL	5,3	2,4	8,1	:	:	2,5	1,2	7,8	:	:	:	:	:	:	:
A	:	:	9,9	4,8	18,7	:	:	3,3	3,2	11,8	:	:	1,1	1,1	3,3
P	:	:	:	-2,6	-2,6	:	:	:	7,6	-7,5	:	:	:	3,7	-5,1
FIN	4,4	2,8	18,5	4,2	8,2	1,1	12,4	9,0	-4,2	9,0	7,7	9,2	13,8	1,1	2,6
S	12,4	:	:	:	14,4	10,5	:	:	:	6,0	:	:	:	:	-2,0
UK	11,3	34,2	3,8	12,2	11,4	:	:	5,6	9,8	5,0	:	:	:	1,7	-1,5

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 20.8

**Transports urbains et routiers  
(NACE groupe 60.2)**
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**


(1) EL, E et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Le nombre de véhicules utilisés pour les transports routiers a augmenté rapidement au cours des dernières décennies. En 2000, dans l'Union européenne, le nombre de véhicules immatriculés était de 23,7 millions pour les véhicules utilitaires et 528 000 pour les autobus et les autocars. Cette croissance s'est essentiellement limitée aux véhicules utilitaires dont le nombre a été multiplié par trois entre 1970 et 2000, alors que le nombre d'autobus et d'autocars a progressé plus lentement (1,6 fois plus en 2000).

Si on examine les chiffres du transport de marchandises dans l'Union européenne, le trafic a été de 1,3 milliard de tonnes-kilomètres en 2000. En limitant l'analyse au transport terrestre et par voies fluviales (on ne dispose pas de données détaillées récentes par État membre pour les transports maritimes et aériens), les transports routiers ont représenté en moyenne 78,3 % des transports intérieurs de l'Union européenne en 2000 <sup>(10)</sup>. Ce ratio dépend de facteurs tels que la qualité de l'infrastructure de transport, les conditions climatiques et géographiques ou la densité de population et il varie de 48,3 % en Autriche à

<sup>(10)</sup> Part dans le total du transport de marchandises par route, chemin de fer et voies fluviales, conduites non comprises.

Tableau 20.6

**Nombre de véhicules de transport routier dans l'UE**

	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Voitures particulières (millions)</b>	62,5	103,9	143,2	158,6	161,9	165,3	169,2	173,8	177,4
<b>Autobus et cars (milliers)</b>	331,6	437,6	479,4	486,0	495,2	504,9	512,0	519,6	528,0
<b>Véhicules utilitaires (millions)</b>	7,5	10,6	17,4	19,8	20,5	21,2	22,0	22,9	23,7
<b>Deux-roues motorisés (millions)</b>	:	:	:	:	22,4	22,9	23,8	25,1	25,7

Source: Eurostat; European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

Tableau 20.7

**Transport routier, 2000**

	Transport de passagers (milliards de passagers-kilomètres)			Transport routier de marchandises (milliards de tonnes-kilomètres)	
	Voitures particulières	Deux-roues motorisés	Autobus et cars	Tram et métro	
<b>EU-15</b>	3 788,6	150,2	412,6	53,1	1 348,4
<b>B</b>	105,9	1,5	12,4	0,9	32,5
<b>DK</b>	66,6	0,7	11,3	-	17,8
<b>D</b>	723,4	16,7	69,0	14,6	347,2
<b>EL</b>	77,1	19,2	21,7	1,2	18,4
<b>E</b>	331,6	14,3	50,6	5,2	117,5
<b>F</b>	699,6	12,3	45,3	10,1	266,5
<b>IRL</b>	33,3	0,4	6,1	-	6,5
<b>I</b>	665,2	66,9	94,0	5,4	244,0
<b>L</b>	5,1	0,1	0,9	-	2,4
<b>NL</b>	151,5	2,8	12,6	1,4	45,7
<b>A</b>	69,2	1,6	13,1	2,8	17,5
<b>P</b>	86,5	7,0	11,8	0,6	14,7
<b>FIN</b>	55,7	0,9	7,7	0,5	27,5
<b>S</b>	92,9	0,8	11,1	2,1	32,4
<b>UK</b>	625,0	5,0	45,0	8,3	158,0

Source: Eurostat; ECMT; UIC; UITP in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

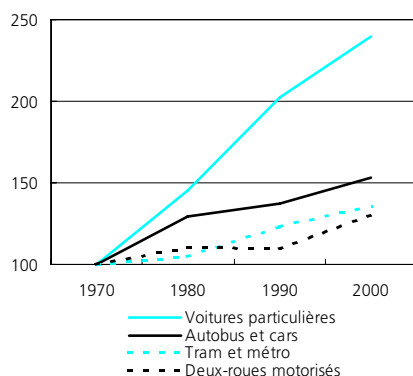
92,9 % en Irlande. Il faut également souligner que l'exclusion du transport maritime a une incidence non négligeable sur les résultats de plusieurs pays, et notamment de la Grèce où le transport maritime à courte distance représentait plus du tiers du transport total de marchandises en 1998.

Si on examine maintenant les chiffres du transport de passagers, on constate qu'avec un trafic de 3,8 milliards de passagers-kilomètres, soit 80,5 % du total du trafic intérieur de passagers <sup>(11)</sup> en 2000, la voiture particulière est restée le mode de transport préféré dans l'Union européenne. Les variations par rapport à cette moyenne étaient minimes, sauf en Grèce où les deux-roues motorisés (15,9 % du trafic de passagers) et les autobus et autocars (17,9 %) étaient plus populaires que dans les autres États membres. En ce qui concerne les services de

<sup>(11)</sup> Part dans le total du transport de passagers par voitures particulières, deux-roues motorisés, autobus et autocars, trams et métros, et trains.

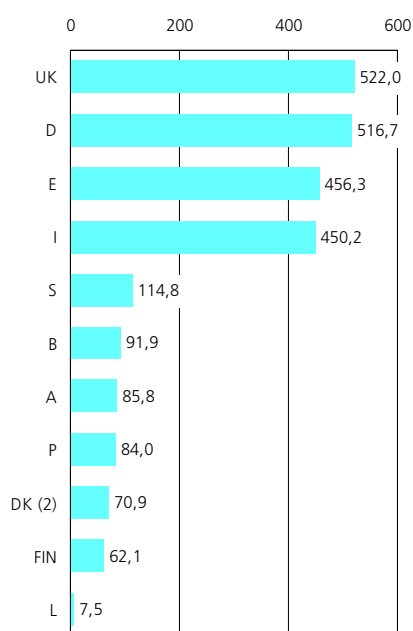
transport routier, le trafic de passagers par autobus et par autocar (8,8 %) et par tram et métro (1,1 %) n'a représenté qu'un passager-kilomètre sur dix dans l'Union européenne. Au cours des dernières décennies, ces deux modes de transport ont cédé du terrain par rapport à leurs concurrents, plus particulièrement par rapport à la voiture particulière. La part des autobus et des autocars a diminué d'environ un point par décennie (elle était de 12,1 % en 1970). Outre la Grèce, l'Irlande (14,8 %), le Luxembourg (14,2 %), l'Autriche (13,8 %) et le Danemark (13,5 %) affichaient également des parts du transport par autobus ou autocar supérieures à la moyenne communautaire.

**Graphique 20.9**  
**Évolution du transport terrestre de passagers dans l'UE (1970=100, sur la base du nombre de passagers-kilomètres)**



Source: Eurostat; ECMT; UIC; UITP in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

**Graphique 20.10**  
**Transports urbains et routiers (NACE groupe 60.2)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



(1) EL, F, IRL et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les transports routiers occupaient quelque 3,1 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(12)</sup>, dont 2,0 millions dans le seul transport des marchandises. C'est au Royaume-Uni (522 000 personnes) et en Allemagne (516 700) que l'emploi était le plus important dans ce secteur. Notons le nombre relativement élevé (122 100) de personnes occupées dans le transport routier de marchandises aux Pays-Bas, soit près de la moitié du niveau de l'emploi (270 800 personnes) pour le même secteur en Allemagne.

L'importance du nombre de propriétaires exploitants ou de travailleurs familiaux non rémunérés (collectivement appelés personnes occupées non rémunérées) par rapport au nombre de salariés apparaît comme un phénomène important dans le secteur des transports routiers. Les données disponibles <sup>(13)</sup> montrent qu'en 2000, jusqu'à 19,9 % des personnes occupées dans le secteur communautaire des transports routiers étaient des propriétaires exploitants ou des travailleurs familiaux non rémunérés, cette part atteignant 21,7 % dans le transport de marchandises. C'est en Espagne (40,0 % de l'emploi dans les transports routiers) et en Italie (37,7 %) que ce phénomène est le plus important. À l'opposé, en Autriche, au Royaume-Uni et au Luxembourg, dans ce secteur, plus de neuf personnes occupées sur dix étaient des salariés.

En règle générale, le nombre de personnes occupées non rémunérées était plus important dans le transport de marchandises que dans le transport de passagers, exception faite du Portugal et de la Finlande où l'incidence du poids des personnes occupées non rémunérées était nettement plus forte dans le transport de passagers. Dans cette dernière activité, les salariés représentaient plus de neuf personnes occupées sur dix dans six États membres, notamment au Royaume-Uni (95,7 %), en Irlande (94,9 %) et en Belgique (92,4 %). Pour le transport de marchandises, c'était le cas dans seulement quatre États membres: le Portugal (96,2 %), le Luxembourg (95,5 %), la France (93,2 %) et l'Autriche (91,0 %).

<sup>(12)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; NL, non disponible pour les classes 60.21 à 60.23 de la NACE; EL, non disponible.

<sup>(13)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

Relativement faible, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans les transports routiers a été évaluée à 35 000 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2000 <sup>(14)</sup>, soit plus de 10 000 euros inférieure à la moyenne des services de transport, ce qui témoigne de la plus forte productivité enregistrée dans les transports aériens et maritimes. Même si on tient compte du coût de la main-d'œuvre, la productivité du travail ajustée par les salaires était également inférieure aux moyennes enregistrées pour les services de transport et les services. Dans l'Union européenne, la valeur ajoutée était égale à 123,7 % du coût de la main-d'œuvre (ajusté de la proportion de salariés dans le nombre de personnes occupées) en 2000 <sup>(15)</sup>, ce pourcentage variant de 108,6 % en Italie et 109,6 % en Suède à plus de 140,0 % en Irlande (143,5 %) et au Royaume-Uni (144,2 %). Ce ratio était plus élevé pour les transports de marchandises que pour les transports de passagers dans chaque pays sauf au Danemark <sup>(16)</sup>.

Le coût moyen de la main-d'œuvre dans le secteur communautaire des transports routiers variait relativement peu (d'un pays à l'autre) en 2000 et était en moyenne de 28 300 euros par salarié <sup>(17)</sup>. C'est dans les pays du Bénélux (plus de 33 000 euros par salarié) qu'il était le plus élevé et en Irlande (21 000 euros), en Espagne (20 500 euros) et au Portugal (15 600 euros) qu'il était le plus faible. Par ailleurs, le coût moyen de la main-d'œuvre était généralement plus élevé dans le transport de marchandises (28 500 euros) que dans le transport de passagers (28 000 euros).

<sup>(14)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; NL, non disponible pour les classes 60.21 à 60.23 de la NACE; EL, non disponible.

<sup>(15)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; NL, non disponible pour les classes 60.21 à 60.23 de la NACE; EL, non disponible.

<sup>(16)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

<sup>(17)</sup> DK, classes 60.21 à 60.23 de la NACE, 1999; F, classe 60.24 de la NACE, 1999; IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

## 20.3: TRANSPORTS PAR EAU

Ce sous-chapitre couvre l'ensemble des activités de transport par eau formant la division 61 de la NACE, à savoir les transports maritimes et côtiers (groupe 61.1 de la NACE) et les transports fluviaux (groupe 61.2 de la NACE).

Il fournit également des informations relatives à l'infrastructure des transports par eau (voies navigables, ports et jetées) mais la NACE classe les activités liées à l'exploitation de cette infrastructure dans les services auxiliaires des transports.

## PROFIL STRUCTUREL

Les transports par eau constituent le secteur d'activité le plus réduit en matière de services de transport au niveau des divisions de la NACE. Ils ont généré 13,5 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(18)</sup> et représentaient environ 4,8 % de la valeur ajoutée réalisée par l'ensemble des services de transport. Toutefois, en Finlande (11,3 %) et plus particulièrement au Danemark (27,7 %), les transports par eau ont une importance nettement plus grande (pas de données disponibles en ce qui concerne la Grèce). Aux Pays-Bas également, les transports par eau ont généré une valeur ajoutée relativement importante (1,6 milliard d'euros en 2000), mais la disponibilité partielle de données ne permet pas de calculer le poids de ce secteur dans le total des services de transport.

À un niveau plus détaillé, les transports maritimes et côtiers (groupe 61.1 de la NACE) étaient, et de loin, la partie la plus importante du secteur des transports par eau; ils représentaient en effet environ 87,0 % de la valeur ajoutée. Toutefois, les transports fluviaux tenaient une place relative plus importante en Allemagne (17,6 %), en Belgique (27,8 %), aux Pays-Bas (44,6 %) et plus particulièrement en Autriche, pays sans accès direct à la mer, où ils assuraient 86,4 % de la valeur ajoutée générée par les transports par eau.

<sup>(18)</sup> L, non disponible pour le groupe 61.1 de la NACE; IRL et EL, non disponibles.

Parmi les pays ayant fourni des séries chronologiques suffisamment longues <sup>(19)</sup>, le secteur des transports par eau a évolué de façon contrastée ces dernières années. Côté positif, la France, la Suède et les Pays-Bas ont connu des taux élevés de croissance dans la deuxième moitié des années 1990, avec des progressions moyennes respectives de 11,7 % par an (entre 1996 et 2000), 7,6 % par an et 5,5 % par an (dans ces deux cas entre 1995 et 2000). Dans tous les cas, la croissance a été légèrement plus rapide pour les transports maritimes et côtiers que pour les transports fluviaux. Par contre, quatre États membres ont connu un déclin de l'activité dans le secteur des transports par eau entre 1995 et 2000: l'Italie (- 1,3 % par an), l'Autriche (- 3,0 %), le Portugal (- 5,3 % entre 1996 et 2000) et la Belgique (- 10,6 %). Exception faite du Portugal, ces reculs sont dus aux performances des transports maritimes et côtiers plutôt qu'à celles des transports fluviaux.

<sup>(19)</sup> DK, D, EL, E et IRL, non disponibles.

Tableau 20.8

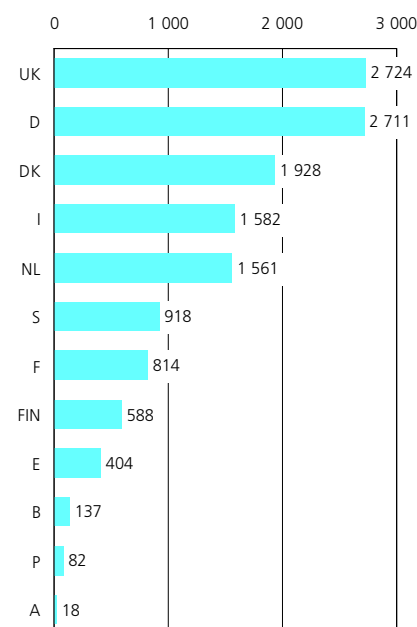
**Transports par eau (NACE division 61)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-21,5	28,4	-9,2	-4,5	-14,5	-16,5	-47,3	-42,4	63,5	37,8	26,0	-31,1	-13,3	-32,5	5,6
<b>DK</b>	:	:	:	:	57,5	:	:	:	:	25,5	:	:	:	:	0,1
<b>D</b>	:	:	8,2	5,4	121,3	:	:	:	:	-2,8	:	:	:	:	-19,7
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	-0,6	:	:	:	:	-9,0	:	:	:	:	-3,6
<b>F</b>	:	3,3	-3,9	1,8	23,0	:	20,2	-0,3	19,6	8,7	:	3,4	-1,7	1,0	4,2
<b>IRL</b>	:	2,2	:	:	:	:	-19,8	:	:	:	:	-7,7	:	:	:
<b>I</b>	-16,9	-20,3	42,2	-28,5	63,6	-26,1	-7,9	19,7	-21,8	47,2	-13,6	1,2	0,3	-11,7	1,4
<b>L</b>	3 680,3	8,6	:	:	:	128,6	116,7	:	:	:	706,1	22,2	:	:	:
<b>NL</b>	0,1	8,2	7,4	-3,7	23,3	1,7	14,6	3,9	:	:	12,0	-7,7	2,8	0,0	-11,7
<b>A</b>	-6,7	-18,9	5,5	19,0	-3,4	:	:	-11,9	26,6	-17,9	-33,3	-18,6	19,4	5,2	-15,4
<b>P</b>	29,8	-7,9	-24,0	-5,7	20,6	:	-25,6	0,5	-1,6	9,2	13,8	-8,2	-3,3	-6,5	-7,8
<b>FIN</b>	3,8	:	:	7,4	6,4	7,2	:	:	-2,6	-3,6	-8,0	:	:	4,3	-1,0
<b>S</b>	12,7	0,7	3,9	-2,1	13,1	19,7	4,9	-3,6	-5,6	26,3	:	:	1,9	-1,8	6,9
<b>UK</b>	:	-3,6	-12,4	-15,0	35,9	:	:	:	:	54,0	:	:	:	1,2	-1,2

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



Graphique 20.11

**Transports par eau (NACE division 61)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**


(1) EL, IRL et L, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les entreprises du secteur des transports par eau sont généralement de très petite taille. Près d'un tiers (32,7 %) de la valeur ajoutée générée dans le secteur en 1999 était le fait d'entreprises occupant de 1 à 9 personnes, part qui atteignait 41,8 % en Autriche et 42,6 % aux Pays-Bas (en 2000 dans les deux cas). Dans certains pays, toutefois, cette catégorie d'entreprises avait relativement moins d'importance, notamment en Finlande (9,3 % de la valeur ajoutée), en Suède (8,3 %) et en Italie (8,2 %) en 1999 et plus particulièrement en Espagne où elle ne représentait que 1,9 % de la valeur ajoutée du secteur en 2000.

L'Union européenne comptait 29 500 kilomètres de voies navigables intérieures en 1998 (20). Deux pays n'avaient pas de voies navigables intérieures utilisées pour le transport de marchandises: le Danemark et l'Irlande. L'Allemagne (7 300 km), les Pays-Bas (5 046 km) et la Belgique (1 569 km) avaient la plus forte densité de voies navigables intérieures sur leur territoire, la Finlande (6 245 km) et la France (5 732 km) ayant également des réseaux très développés.

(20) Canaux, cours d'eau et lacs navigables régulièrement empruntés à des fins de transport.

Tableau 20.9

**Longueur des voies navigables intérieures en exploitation (kilomètres) (1)**

	1970	1980	1990	1996	1997	1998
<b>EU-15</b>	32 338	30 620	29 637	29 436	29 815	29 500

(1) Canaux, cours d'eau et lacs navigables régulièrement empruntés à des fins de transport.

Source: Eurostat; UN; statistiques nationales in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

L'examen du réseau européen de voies navigables intérieures fait apparaître quatre grands axes. Le plus important est l'axe Bâle-Rotterdam, dont le Rhin constitue l'élément central; le deuxième est l'axe Main-Danube; le troisième est l'axe (est-ouest) formé par l'Elbe, la Weser et l'Em; et le quatrième (nord-sud) dessert des régions de la Belgique, des Pays-Bas et de la France, notamment par l'intermédiaire de la Meuse, de l'Escaut, de la Lys et de la Sambre.

En 2000, les transports fluviaux ont enregistré un trafic de marchandises de 125 milliards de tonnes-kilomètres, soit moitié moins que les transports ferroviaires et dix fois moins que les transports routiers. Ce mode de transport est traditionnellement spécialisé dans l'acheminement de grandes quantités de produits en vrac tels que le sable, les minerais, le charbon, les produits chimiques et le pétrole. Le volume total de marchandises acheminées par les transports fluviaux dans l'Union européenne était équivalent à 7,3 % du volume total de marchandises transportées (21). La spécialisation dans ce type de transport était la plus forte aux Pays-Bas où jusqu'à 45,5 % du total des marchandises étaient transportés par voies fluviales. Les seuls autres États membres dans lesquels ce mode de transport acheminait plus de 10 % des marchandises étaient l'Allemagne (13,6 %) et la Belgique (13,5 %).

Comparativement aux autres moyens de transport, la croissance du trafic sur les voies navigables intérieures a été relativement limitée, le volume de marchandises transportées n'ayant augmenté que de 0,1 % par an en moyenne dans l'Union européenne pendant les années 1980 puis de 1,6 % par an entre 1990 et 2000.

(21) Part du total des marchandises transportées par route, chemin de fer et voies navigables intérieures, sauf par conduites.

Avec 106 millions de tonnes de marchandises chargées et déchargées (trafic fluvial et fluvio-maritime), le premier port intérieur de l'Union en 1999 était Rotterdam (NL), devant Anvers (B, 72,3 millions de tonnes en 2001) et Amsterdam (NL, 47,3 millions de tonnes en 2000). Parmi les autres ports importants dans ce domaine, il convient de citer Liège (B, 19,6 millions de tonnes en 2000), Paris (F, 18,5 millions de tonnes en 2001) et Duisburg (D, 13,6 millions de tonnes en 2001).

En ce qui concerne les transports maritimes, il convient de faire une distinction entre le transport au long cours, en haute mer, et le transport à courte distance assurant les services de transport de passagers et de marchandises entre ports nationaux ou européens. Avec un trafic intra-communautaire de 1 270 milliards de tonnes-kilomètres en 2000, ce dernier était le deuxième mode de transport de marchandises au sein de l'Union européenne, juste derrière le transport routier. Il a connu, lui aussi, une forte croissance, le trafic ayant augmenté en moyenne de 3,4 % par an au cours des trente dernières années (3,5 % pour le transport routier). Le volume des marchandises acheminées par transport maritime à courte distance a augmenté en moyenne de 1,7 % par an entre 1980 et 1990 et de 3,3 % par an entre 1990 et 2000.

La flotte marchande de l'Union européenne comptait 8 885 bâtiments en 2001, soit l'équivalent de 257 millions de tonnes de port en lourd (TPL) ou 35 % de la flotte mondiale. Il convient de noter que ces chiffres tiennent compte de tous les bateaux sous contrôle d'armateurs de pays de l'Union européenne, mais qu'en 2001, 63 % de la flotte (représentant 67 % du tonnage) battaient pavillon d'un pays tiers. De fait, seulement 3 316 bateaux représentant un tonnage total de 84,8 TPL battaient pavillon de pays de l'Union européenne. Sur le total de la flotte sous contrôle de l'Union européenne, les pétroliers représentaient 40 % du tonnage total, les vraquiers 33 %, les porte-conteneurs 12 % et les cargos de marchandises diverses 10 %, le reste se répartissant entre les navires citernes pour produits chimiques, les transporteurs de minerais / de vrac / d'hydrocarbures et les navires citernes pour gaz liquéfiés.



**Tableau 20.10**  
**Flotte marchande de l'UE, 2001 (1)**

	Nombre de navires (unités)	Tonnage (millions de TPL)
<b>Flotte sous contrôle</b>	8 885	257,3
<b>Pavillon national</b>	3 316	84,8
<b>Pavillon étranger</b>	5 569	172,5

(1) Navires de 1 000 TJB et plus, au 1er janvier 2001; y compris les registres de navires marchands tels que le DIS (Danish International Ship Register); y compris les bateaux enregistrés dans des dépendances territoriales.

Source: ISL in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

**Tableau 20.12**  
**Les principaux opérateurs maritimes de conteneurs dans l'UE, 2001 (EVP disponibles)**

Société	Pays	EVP disponibles	Rang mondial
<b>Maersk-Sealand</b>	DK	692 574	1
<b>P&amp;O Nedlloyd</b>	UK, NL	381 481	2
<b>Mediterranean Shipping Co</b>	I, CH	300 543	5
<b>CMA - CGM</b>	F	187 497	8
<b>Hapag-Lloyd</b>	D	122 327	15
<b>Hamburg Sud</b>	D	90 757	20

Source: Containerisation Yearbook in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

En 2000, Rotterdam (NL) était le port maritime le plus important de l'Union européenne avec 320 millions de tonnes de marchandises générales chargées et déchargées, soit un volume près de deux fois et demie supérieur à celui d'Anvers (B), deuxième port de l'Union avec 131 millions de tonnes. Toutefois, une des grandes évolutions de ces dernières années a été l'abandon progressif des cargaisons traditionnelles de marchandises en faveur des conteneurs. Avec 6,3 millions d'EVP<sup>(22)</sup> en 2000, Rotterdam était également le premier port pour les conteneurs, devant Hambourg (D, 4,3 millions) et Anvers (B, 4,1 millions). Le trafic de marchandises générales dans les vingt premiers ports maritimes de l'Union européenne a augmenté en moyenne de 0,7 % par an entre 1990 et 2000, contre 9,7 % par an pour celui des conteneurs pendant la même période.

(22) Équivalent vingt pieds (EVP): mesure de capacité de transport d'un porte-conteneurs qui se réfère à la longueur habituelle de 20 pieds des conteneurs.

**Tableau 20.11**  
**Les dix principaux ports de l'UE classés par volume de trafic**

Ports maritimes (millions de tonnes)		1970	1980	1990	2000
<b>Rotterdam</b>	NL	226,0	276,0	288,0	320,0
<b>Antwerpen</b>	B	78,0	82,0	102,0	130,5
<b>Marseille</b>	F	74,0	103,0	90,0	94,1
<b>Hamburg</b>	D	47,0	63,0	61,0	85,9
<b>Le Havre</b>	F	58,0	77,0	54,0	67,5
<b>Amsterdam</b>	NL	21,0	34,0	47,0	64,1
<b>Tees &amp; Hartlep.</b>	UK	23,0	38,0	40,0	51,5
<b>Genova</b>	I	53,0	51,0	44,0	50,8
<b>Grimsby &amp; Imm.</b>	UK	:	:	59,7	50,0
<b>London</b>	UK	64,0	48,0	58,0	47,9

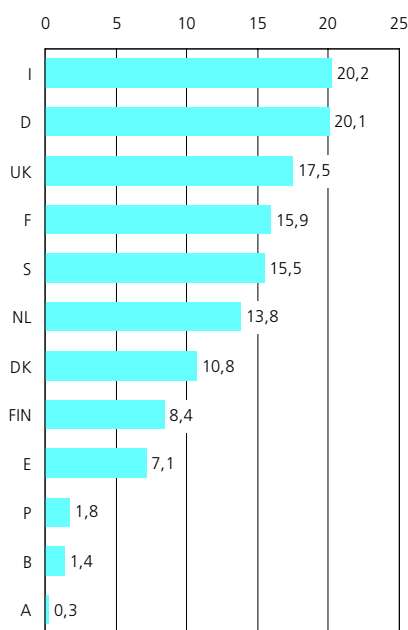
Traffic de conteneurs (milliers de EVP)		1990	1995	1999	2000
<b>Rotterdam</b>	NL	3 667,0	4 787,0	6 245,0	6 268,0
<b>Hamburg</b>	D	1 969,0	2 890,0	3 750,0	4 281,0
<b>Antwerpen</b>	B	1 549,0	2 329,0	3 614,0	4 082,0
<b>Bremen/B'haven</b>	D	1 198,0	1 524,0	2 201,0	2 752,0
<b>Gioia Tauro</b>	I	0,0	16,0	2 253,0	2 653,0
<b>Algeciras</b>	E	553,0	1 155,0	1 835,0	2 009,0
<b>Felixstowe</b>	UK	1 436,0	1 924,0	1 784,0	1 837,0
<b>Genova</b>	I	310,0	615,0	1 234,0	1 501,0
<b>Le Havre</b>	F	858,0	970,0	1 378,0	1 465,0
<b>London</b>	UK	:	888,0	1 462,0	1 463,0

Ports intérieurs (millions de tonnes)		1995	1999	2000	2001
<b>Rotterdam</b>	NL	:	106,4	:	:
<b>Antwerpen</b>	B	54,2	62,3	70,2	72,3
<b>Amsterdam</b>	NL	:	47,0	47,3	:
<b>Liège</b>	B	13,7	19,1	19,6	:
<b>Paris</b>	F	20,3	19,1	19,8	18,5
<b>Duisburg</b>	D	:	:	14,0	13,6
<b>Strasbourg</b>	F	9,7	9,6	10,8	9,6
<b>Köln</b>	D	6,8	8,7	9,6	9,6
<b>Mannheim</b>	D	7,7	7,7	7,9	8,3
<b>Ludwigshafen</b>	D	8,2	7,2	8,2	7,6

Source: ISL, ports de Rotterdam, Hamburg et Liverpool et Fédération européenne des ports intérieurs in European Union Energy and Transport in Figures, Direction générale Énergie et transports de la Commission européenne, 2002.

Graphique 20.12

**Transports par eau (NACE division 61)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, IRL et L, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Les estimations basées sur les données SSE montrent que le secteur communautaire des transports par eau occupait 138 100 personnes en 2000, soit 2,2 % de l'emploi dans les services de transport, moins de la moitié de la contribution de ce secteur en termes de valeur ajoutée. Les séries chronologiques disponibles <sup>(23)</sup> font ressortir une diminution des niveaux d'emploi dans la plupart des pays, diminution parfois importante, par exemple entre 1995 et 2000 au Portugal (- 6,5 % par an), en Autriche (- 10,4 % par an) et en Belgique (- 11,7 % par an). Par contre, en France et en Suède, les niveaux d'emploi ont augmenté de 1,7 % par an entre 1996 et 2000 et de 2,3 % par an entre 1997 et 2000. Par ailleurs, remarquons la progression spectaculaire de l'emploi dans les transports maritimes et côtiers en Espagne (de 2 684 à 6 999 personnes occupées entre 1995 et 2000) et dans les transports fluviaux au Luxembourg (de 66 à 756 personnes occupées pendant la même période).

La plupart des personnes occupées dans les transports par eau étaient des salariés. Les personnes occupées non rémunérées (propriétaires exploitants et travailleurs familiaux non rémunérés) ne représentaient que 6,2 % de l'emploi total en 2000 <sup>(24)</sup>, cette part étant encore plus faible dans les transports maritimes et côtiers (2,8 %). Dans les transports fluviaux, par contre, le nombre de personnes occupées non rémunérées était relativement important et représentait 18,6 % de l'emploi total. C'est en Belgique et en Autriche que les proportions de personnes occupées non salariées dans le secteur des transports par eau étaient les plus fortes (respectivement 11,7 % et 30,0 %). Dans les transports fluviaux, plus d'une personne occupée sur cinq en Suède (21,1 %), en Italie (22,6 %), en France (28,4 %) et en Belgique (38,6 %) était un propriétaire exploitant ou un travailleur familial non rémunéré.

L'enquête communautaire sur les forces de travail montre que la main-d'œuvre dans les transports par eau étaient largement composés d'hommes: ceux-ci représentaient en effet 80,5 % des personnes occupées en 2001, soit une proportion nettement supérieure à la moyenne de l'ensemble des services (sections G à K de la NACE), qui s'établissait à 56,5 %. Par ailleurs, le travail à temps partiel ne concernait que 5,6 % des effectifs, contre 19,8 % dans l'ensemble des services.

<sup>(23)</sup> DK, D, EL, E et IRL, non disponibles.

<sup>(24)</sup> L, non disponible pour le groupe 61.1 de la NACE; IRL et EL, non disponibles.

Dans les transports par eau, le coût de la main-d'œuvre était de 41 900 euros par salarié en 2000 <sup>(25)</sup>, soit plus que dans la plupart des autres services de transport. Dans ce secteur, le coût moyen de la main-d'œuvre était plus élevé dans les transports maritimes et côtiers (43 400 euros par salarié) que dans les transports fluviaux (35 000 euros par salarié). C'est au Royaume-Uni (56 300 euros) et en Belgique (45 100 euros) que le coût moyen de la main-d'œuvre par salarié était le plus élevé, et en Suède (38 800 euros), au Luxembourg (30 300 euros), en Espagne (28 200 euros) et au Portugal (21 100 euros) qu'il était le plus bas.

Si le coût moyen de la main-d'œuvre était relativement élevé, la productivité apparente de la main-d'œuvre ne l'était pas moins. Selon les estimations basées sur les données SSE, chaque personne occupée dans le secteur des transports par eau a généré pas moins de 100 000 euros de valeur ajoutée en 2000, ce niveau de productivité apparente se classant au deuxième rang dans les services (au niveau division de la NACE), après celui de la location (100 100 euros).

Dans le secteur des transports, les ratios de productivité du travail ajustés par les salaires étaient également supérieurs à la moyenne et atteignaient 241,3 % dans l'Union européenne en 2000 <sup>(26)</sup>. Les chiffres étaient plus élevés (257,5 %) dans les transports maritimes et côtiers que dans les transports fluviaux (176,1 %). Dans la majorité des pays, les ratios de productivité du travail ajustés des salaires dans les transports par eau étaient supérieurs à 200 % et dépassaient les 300 % en Allemagne (330,2 %) et au Danemark (424,8 %).

<sup>(25)</sup> L, non disponible pour le groupe 61.1 de la NACE; IRL et EL, non disponibles.

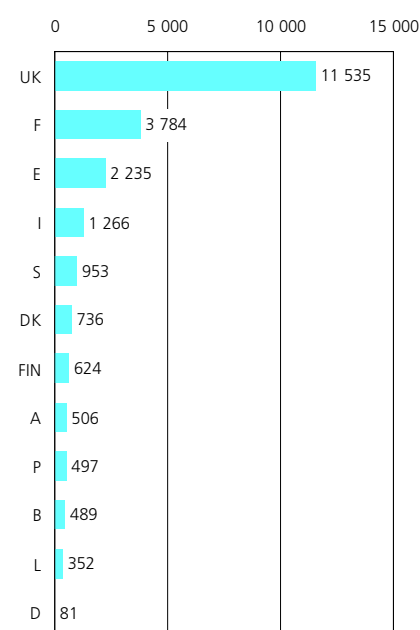
<sup>(26)</sup> L, non disponible pour le groupe 61.1 de la NACE; IRL et EL, non disponibles.

## 20.4: TRANSPORTS AÉRIENS

Le secteur du transport aérien regroupe les entreprises qui se consacrent au transport de voyageurs et de marchandises par vols réguliers (groupe 62.1 de la NACE) ou non réguliers, par hélicoptère, taxi aérien ou vols privés (groupe 62.2 de la NACE). La division 62 de la NACE englobe également les transports spatiaux (groupe 62.3 de la NACE), qui consistent essentiellement dans le service de lancement de satellites et de véhicules spatiaux.

Ce sous-chapitre fournit séparément certaines informations relatives à l'infrastructure des transports aériens (installations terminales et aéroports) mais la NACE classe ces activités dans les services auxiliaires des transports.

**Graphique 20.13**  
**Transports aériens (NACE division 62)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, IRL et NL, non disponibles.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## PROFIL STRUCTUREL

Sur la base des données SSE, la valeur ajoutée générée par le secteur communautaire des transports aériens (division 62 de la NACE) a été estimée à 27,0 milliards d'euros en 2000. Ce secteur était dominé par le Royaume-Uni qui, à lui seul, représentait plus d'un tiers de ce total, soit 11,5 milliards d'euros, devant l'Allemagne (7,8 milliards d'euros en 1999). En termes relatifs, toutefois, c'est en Irlande et au Luxembourg que ces activités étaient le plus développées. De fait, alors que la contribution moyenne du secteur des transports aériens au total de la valeur ajoutée dans les transports était estimée à 9,4 % dans l'Union européenne en 2000, les parts enregistrées en Irlande et au Luxembourg étaient plus de trois fois supérieures et atteignaient respectivement 29,2 % (1997) et 34,9 %<sup>(27)</sup>. Ces pourcentages attestent d'une spécialisation dans certains créneaux du marché - fret aérien dans le cas du Luxembourg et vols à bas prix dans le cas de l'Irlande.

(27) L, sauf les transports maritimes et côtiers (de la NACE groupe 61.1).

Tableau 20.13

**Transports aériens (NACE division 62)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	6,5	16,6	22,0	7,1	17,0	-14,7	11,3	16,6	-14,4	-20,1	3,2	6,2	10,1	-1,7	7,6
DK	8,9	8,5	4,9	0,1	9,7	10,2	-0,6	0,5	20,6	-6,2	7,7	-7,2	14,6	3,9	1,9
D	:	-44,6	4,6	10,3	-19,3	:	:	:	:	-99,0	:	-0,7	-0,1	5,3	-22,7
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	4,2	12,8	8,0	9,1	14,5	1,3	11,2	-5,0	14,7	6,1	-7,0	3,3	-5,6	21,4	2,4
F	:	2,7	7,2	2,4	11,8	:	-4,3	13,7	5,7	-6,0	:	0,2	-0,1	5,2	7,3
IRL	:	24,3	:	:	:	:	30,8	:	:	:	:	6,0	:	:	:
I	:	36,5	46,1	-15,2	25,8	:	18,6	96,5	-63,3	1,1	:	4,7	9,7	11,3	0,6
L	15,8	25,4	-1,8	32,7	24,5	11,8	26,4	4,3	28,0	8,4	9,8	8,7	12,0	10,4	11,7
NL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
A	9,3	3,2	9,9	8,9	12,9	:	:	25,2	-5,4	-4,7	7,2	0,4	9,1	7,5	9,9
P	7,0	12,9	14,1	-3,2	17,0	:	7,8	15,9	-14,0	9,1	6,4	-0,7	6,9	5,0	2,9
FIN	12,1	:	:	9,2	13,1	1,3	:	:	-3,0	21,3	7,9	:	:	4,2	0,4
S	9,5	10,2	0,1	9,9	16,5	5,0	12,3	12,2	0,0	7,9	:	:	1,0	7,9	-5,2
UK	:	:	:	:	20,3	:	:	:	:	43,2	:	:	:	3,2	7,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les transports aériens ont connu une activité croissante dans la plupart des pays ces dernières années, la progression moyenne de la valeur ajoutée avoisinant les 5,0 % par an dans la deuxième moitié des années 1990 <sup>(28)</sup>. Les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés en Suède (7,4 % par an entre 1995 et 2000) et au Luxembourg (15,4 % par an pendant la même période). Deux pays ont néanmoins fait état de chiffres négatifs: l'Italie, où la valeur ajoutée dans les transports aériens a baissé, en moyenne, de 3,5 % par an entre 1996 et 2000, et la Belgique, où le recul a été en moyenne de 5,4 % par an entre 1995 et 2000.

Les entreprises de transports aériens sont généralement de très grande taille, celles qui occupent moins de dix personnes ne représentant généralement que quelques pour cent de la valeur ajoutée (2,2 % dans l'Union européenne en 1999). Le Danemark échappe à cette règle générale dans la mesure où, en 2000, 14,4 % de la valeur ajoutée étaient générés par des micro-entreprises.

<sup>(28)</sup> D, EL, IRL et NL, non disponibles.

Tableau 20.14

**Évolution récente du trafic de passagers et de fret des compagnies aériennes européennes, 2002 (% de variation par rapport à l'année précédente) (1)**

Destination	Trafic de passagers	Sièges disponibles	Coefficient d'occupation (points)	Trafic de marchandises
<b>Total des vols réguliers</b>	-4,6	-8,8	3,2	-0,2
<b>National</b>	-6,1	-7,0	0,6	-6,9
<b>Vols internationaux</b>	-4,5	-9,0	3,5	-0,2
<b>Vols long courrier</b>	-4,4	-8,7	3,6	0,1
<b>Europe géographique (2)</b>	-4,5	-9,3	3,2	-11,5
<b>Atlantique Nord</b>	-7,6	-14,2	5,7	-5,6
<b>Atlantique Central</b>	-4,6	-3,6	-0,8	6,3
<b>Atlantique Sud</b>	-10,8	-13,4	2,2	-13,0
<b>Afrique du Nord</b>	-8,6	-12,8	3,2	-11,3
<b>Afrique subsaharienne</b>	0,7	1,6	-0,6	8,0
<b>Moyen-Orient</b>	-4,1	-10,1	4,2	3,8
<b>Extrême-Orient - Pacifique</b>	0,2	-5,0	4,2	3,8

(1) Membres de l'AEA.

(2) Liaisons internationales ayant leur point de départ ou d'arrivée dans la région couvrant l'Europe géographique et la Russie européenne jusqu'à l'Oural (longitude 55°E), y compris l'Islande, la Turquie, les Açores, les Canaries, Madère et Chypre.

Source: AEA.

Tableau 20.15

**Trafic de passager des compagnies aériennes de l'AEA, 2001**

		Trafic total de passagers (millions de passagers-kilomètres)	Croissance 2001/2000 (%)	Trafic régulier de passagers (millions de passagers-kilomètres)	Coefficient d'occupation de passagers sur le trafic régulier (%)	Part des liaisons européennes dans le trafic régulier (%) (1)	Coefficient d'occupation des liaisons européennes régulières (%) (1)
<b>Sabena/SNB</b>	B	15 320	-20,9	15 320	68,4	40,7	61,8
<b>SAS</b>	DK, S, NO	23 296	1,6	23 277	64,9	42,9	58,5
<b>Lufthansa</b>	D	91 475	-3,0	91 336	71,9	19,5	61,9
<b>Olympic Airways</b>	EL	8 440	-5,0	8 434	64,6	44,3	61,7
<b>Iberia</b>	E	41 298	3,1	41 298	70,5	21,9	63,7
<b>Spanair</b>	E	10 419	7,9	5 967	61,1	14,8	62,4
<b>Air France</b>	F	95 822	4,3	95 808	74,9	11,9	63,6
<b>Aer Lingus</b>	IRL	8 944	-5,7	8 944	71,8	32,8	69,0
<b>Alitalia</b>	I	36 288	-11,2	36 124	70,9	22,2	65,5
<b>Meridiana</b>	I	2 140	-9,3	2 140	55,4	19,1	58,3
<b>Luxair</b>	L	1 061	6,5	586	53,8	100,0	53,8
<b>KLM</b>	NL	57 544	-4,6	57 536	77,9	13,9	70,6
<b>Austrian Airlines</b>	A	8 140	-7,5	8 140	66,8	29,1	59,2
<b>TAP Air Portugal</b>	P	10 345	-0,7	10 341	68,0	37,1	64,7
<b>Finnair</b>	FIN	12 957	2,9	7 933	60,7	48,6	54,2
<b>British Airways</b>	UK	104 023	-12,9	103 374	69,3	15,5	61,9
<b>BMI British Midland</b>	UK	4 958	5,3	4 534	60,1	55,1	59,0

(1) Liaisons internationales régulières ayant leur point de départ ou d'arrivée dans la région couvrant l'Europe géographique et la Russie européenne jusqu'à l'Oural (longitude 55°E), y compris l'Islande, la Turquie, les Açores, les Canaries, Madère et Chypre.

Source: AEA.

Le trafic intra-communautaire de passagers a atteint 281 millions de passagers-kilomètres en 2000, soit une augmentation de 8,0 % par rapport à l'année précédente. Malgré des fluctuations à court terme de l'activité dues aux cycles économiques ou à des facteurs externes, la croissance à long terme de ce secteur a été rapide. Le trafic de passagers a augmenté en moyenne de 7,4 % par an entre 1970 et 2000 et de 6,0 % par an entre 1990 et 2000. En conséquence, les transports aériens intra-communautaires ont représenté 5,6 % du nombre total de passagers transportés dans l'Union européenne <sup>(29)</sup>, contre 3,8 % en 1990 et 1,5 % en 1970.

Toutefois, des chiffres plus récents font état d'une baisse du trafic aérien en 2001 et 2002, ce recul étant notamment dû aux craintes qu'inspire le terrorisme suite aux attentats perpétrés à New York et Washington en septembre 2001, à l'escalade de la tension au Moyen-Orient (et notamment en Iraq) dans la deuxième moitié de 2002 et au ralentissement général de l'économie mondiale.

Les données relatives aux compagnies aériennes membres de l'association des lignes aériennes européennes (l'AEA) <sup>(30)</sup> montrent que le trafic total de passagers a diminué de 4,4 % (soit 12 milliards de passagers-kilomètres) en 2001 pour retomber à 532 milliards de passagers-kilomètres payants <sup>(31)</sup>. Sur ce total, les vols réguliers représentaient 521 milliards de passagers-kilomètres, dont environ un cinquième (20,6 %) sur des liaisons européennes. Cette même année, la capacité de transport des compagnies aériennes a diminué plus lentement que le trafic, soit de 1,2 % pour retomber à 748 milliards de sièges-kilomètres. En conséquence, le coefficient d'occupation des sièges, autrement dit la proportion moyenne de la capacité totale effectivement vendue et utilisée, est passée de 73,6 % à 71,2 %. Le coefficient d'occupation a été inférieur sur les liaisons européennes (62,5 % contre 63,8 % en 2000).

<sup>(29)</sup> Part dans le total du transport de passagers par voitures particulières, deux-roues motorisés, autobus et autocars, trams et métros, chemin de fer et air.

<sup>(30)</sup> Les membres communautaires de l'AEA sont Aer Lingus (IRL), Air France (F), Alitalia (I), Austrian Airlines (A), British Airways (UK), British Midland Airways (UK), Cargolux Airlines (L), Finnair (FIN), Iberia (E), KLM (NL), Lufthansa (D), Luxair (L), Olympic (EL), Sabena (B), SAS (DK, S, NO), Spanair (E) et TAP-Air Portugal (P).

<sup>(31)</sup> Un passager-kilomètre payant est un passager payant transporté sur un kilomètre, compté sur la base d'un trajet d'un point à un autre; les passagers-kilomètres payants sont calculés en multipliant le nombre de passagers payants par les kilomètres qu'ils ont parcourus en avion.

**Tableau 20.16**  
Principaux aéroports de l'UE par nombre de passagers à l'arrivée, au départ et en transit (millions de passagers)

		1970	1980	1990	2000	2001
<b>London Heathrow</b>	UK	15,6	27,5	43,0	64,6	60,7
<b>Frankfurt Rhein-Main</b>	D	9,4	17,6	29,4	49,4	48,6
<b>Paris Ch. de Gaulle</b>	F	2,2	10,1	22,5	48,2	48,0
<b>Amsterdam Schiphol</b>	NL	5,2	9,4	16,5	39,6	39,5
<b>Madrid Barajas</b>	E	4,8	10,1	16,2	32,9	34,0
<b>London Gatwick</b>	UK	3,7	9,7	21,2	32,1	31,2
<b>Roma Fiumicino</b>	I	6,5	11,4	17,7	26,3	25,6
<b>München F.J. Strauss</b>	D	3,6	6,0	11,4	23,1	23,6
<b>Paris Orly</b>	F	10,4	15,7	24,3	25,4	23,0
<b>Barcelona Transoceanico</b>	E	4,0	5,8	9,0	19,8	20,7
<b>Bruxelles National</b>	B	2,8	5,1	7,1	21,6	19,7
<b>Manchester Ringway Intl</b>	UK	1,9	4,3	10,1	18,8	19,6
<b>Palma de Mallorca</b>	E	4,8	7,3	11,3	19,4	19,2
<b>Milano Malpensa</b>	I	:	:	:	20,7	18,6
<b>Stockholm Arlanda</b>	S	2,6	4,3	14,0	18,4	18,3
<b>København Kastrup</b>	DK	6,5	8,6	12,1	18,3	18,0
<b>Düsseldorf Rhein-Ruhr</b>	D	3,6	7,2	11,9	16,0	15,4
<b>Dublin Collinstown</b>	IRL	1,9	2,6	5,5	13,8	14,3
<b>London Stansted</b>	UK	:	:	:	11,9	13,7
<b>Athinai E.V.</b>	EL	:	:	:	13,5	12,7

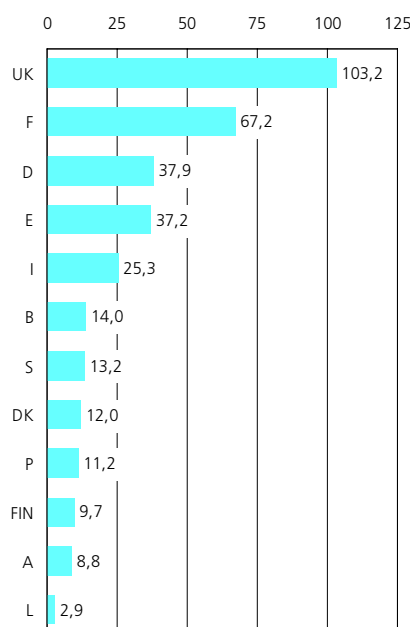
Source: ACI; ICAO.

**Tableau 20.17**  
Les vingt premiers aéroports de l'UE par volume de fret et poste chargé et déchargé (milliers de tonnes)

		1995	2000	2001
<b>Frankfurt Rhein-Main</b>	D	1 297	1 710	1 613
<b>Paris Ch. de Gaulle</b>	F	824	1 610	1 592
<b>London Heathrow</b>	UK	1 043	1 402	1 264
<b>Amsterdam Schiphol</b>	NL	978	1 267	1 234
<b>Bruxelles National</b>	B	427	687	584
<b>Luxembourg Findel</b>	L	286	501	510
<b>Köln/Bonn</b>	D	276	442	458
<b>København Kastrup</b>	DK	310	419	379
<b>Madrid Barajas</b>	E	230	338	331
<b>London Gatwick</b>	UK	232	338	295
<b>Milano Malpensa</b>	I	126	301	289
<b>Liège Bierset</b>	B	8	270	273
<b>East Midlands</b>	UK	83	194	209
<b>Roma Fiumicino</b>	I	257	201	186
<b>London Stansted</b>	UK	93	183	183
<b>München F.J. Strauss</b>	D	65	148	146
<b>Stockholm Arlanda</b>	S	104	154	145
<b>Dublin Collinstown</b>	IRL	60	120	140
<b>Wien Schwechat</b>	A	93	135	120
<b>Paris Orly</b>	F	276	121	114

Source: ACI.

**Graphique 20.14**  
**Transports aériens (NACE division 62)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, IRL et NL, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Il ressort des derniers chiffres de l'AEA que le trafic total de passagers a encore baissé en 2002 (de 4,6 % par rapport à 2001). Alors que le trafic intra-communautaire baissait de 4,5 %, le recul était de 7,6 % sur les liaisons nord-atlantiques. Au contraire, le trafic avec l'Afrique et l'Extrême-Orient a respectivement augmenté de 0,7 % et 0,2 %.

Il convient toutefois de noter qu'en dehors des principales compagnies aériennes, les compagnies low-cost (compagnies de transport à bas prix) ont connu une croissance importante pendant toute cette période. Ainsi, en 2002, Ryanair (IRL), acteur principal du secteur, a enregistré une augmentation de 41,5 % du nombre de passagers transportés et un coefficient d'occupation de 85 %. Internet joue un rôle vital pour cette entreprise; ainsi, 91 % des billets vendus en 2002 l'ont été en ligne. L'AEA estime que le nombre de places offertes par les six principales compagnies low-cost (Ryanair, VirginExpress, Easyjet, Go, Buzz et bmibaby) a augmenté de 48,3 % entre la mi-2001 et la mi-2002.

**Tableau 20.18**  
**Emploi dans les grandes compagnies**  
**aériennes européennes, 2001**

		Nombre de salariés
<b>SAS</b>	DK	25 488
<b>Lufthansa</b>	D	39 272
<b>Olympic Airways</b>	EL	5 325
<b>Iberia</b>	E	28 320
<b>Spanair</b>	E	2 750
<b>Air France</b>	F	64 717
<b>Aer Lingus</b>	IRL	4 500
<b>Alitalia</b>	I	22 446
<b>Meridiana</b>	I	1 344
<b>Cargolux Airlines Intl</b>	L	1 411
<b>Luxair</b>	L	2 120
<b>KLM</b>	NL	27 573
<b>Austrian Airlines</b>	A	7 752
<b>TAP Air Portugal</b>	P	8 203
<b>Finnair</b>	FIN	8 893
<b>British Airways</b>	UK	62 175
<b>BMI British Midland</b>	UK	5 693

Source: AEA.

Les membres de l'AEA ont enregistré un recul de 6,6 % du fret transporté en 2001 et les volumes sont tombés à 27,5 milliards de tonnes-kilomètres. Il convient de noter que seulement 2,5 % du fret a été transporté sur des liaisons européennes<sup>(32)</sup>. Le taux de charge payant (à savoir le pourcentage de la capacité totale disponible pour le fret et la poste qui a effectivement été vendu et utilisé) pour l'ensemble des liaisons est passé de 68,2 % en 2000 à 65,1 % en 2001.

(32) Y compris toutes les liaisons internationales régulières ayant leur point de départ ou d'arrivée dans la région couvrant l'Europe géographique et la Russie européenne jusqu'à l'Oural (longitude 55°E), y compris l'Islande, la Turquie, les Açores, les îles Canaries, Madère et Chypre.

Sur le marché communautaire des compagnies aériennes l'offre peut paraître fragmentée, surtout si on la compare avec les États-Unis qui possèdent les plus importantes compagnies aériennes du monde. Malgré une politique de libéralisation et de privatisation progressives de l'aviation commerciale européenne, de véritables fusions transfrontalières des principales compagnies aériennes restent à opérer. La plupart des pays accordent encore une importance stratégique aux transports aériens et ne sont pas prêts à laisser le contrôle de leur compagnie nationale à des étrangers. Par exemple, après leur faillite, la Sabena en Belgique et Swissair en Suisse ont été remplacées, presque sans délai, par des compagnies nationales de transport (certes moins importantes).

On préfère, le plus souvent, conclure des alliances entre compagnies aériennes. Ainsi, tous les grands transporteurs de l'Union européenne appartiennent à des alliances de grande envergure aux termes desquelles les compagnies membres acceptent d'associer leurs réseaux dans le cadre d'accords de coopération. Ceux-ci portent notamment sur le partage des codes de vol qui permet à l'une des compagnies aériennes de l'alliance de vendre en son propre nom des billets sur les vols de ses partenaires. Les principales alliances mondiales sont Star Alliance, One World, Sky Team, Privilege (anciennement Qualifyer) et une alliance regroupant KLM et Northwest Airlines.

En 2001, le premier aéroport de l'Union européenne a été London Heathrow avec 60,7 millions de passagers, soit 6,0 % de moins qu'en 2000, la baisse la plus importante enregistrée parmi les aéroports de l'Union européenne, alors qu'à Francfort (48,6 millions de passagers) et Paris Charles de Gaulle (48,0 millions de passagers) la baisse était plus modérée (1,6 % et 0,5 %, respectivement). En ce qui concerne le trafic de marchandises, les plus gros aéroports de l'Union européenne ont été Francfort et Paris Charles de Gaulle (1,6 million de tonnes de fret et de courrier chargé et déchargé chacun), devant London Heathrow (1,3 million de tonnes). Alors que le trafic a chuté de plus de 5,0 % à Francfort et Heathrow (- 5,7 % et - 9,9 % respectivement), Charles de Gaulle a mieux résisté à la tendance (- 1,2 %).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Le secteur des transports aériens (division 62 de la NACE) occupe une place relativement peu importante sur le marché de l'emploi de l'Union européenne. En 2000, il occupait environ 387 100 personnes, soit un peu plus d'un demi-pour cent de l'emploi dans l'ensemble des services (sections G à K de la NACE) et 6,1 % de l'emploi dans les services de transport.

L'emploi dans le secteur communautaire des transports aériens s'est rapidement développé pendant la deuxième moitié des années 1990, à des taux souvent supérieurs aux gains de valeur ajoutée. Cela a notamment été le cas en France, où l'emploi a progressé de 3,1 % par an entre 1996 et 2000 alors que la valeur ajoutée n'augmentait que de 1,9 % par an pendant la même période, et en Italie (6,5 % pour l'emploi et - 3,5 % pour la valeur ajoutée). Entre 1995 et 2000, l'emploi a progressé de 6,8 % en Autriche et la valeur ajoutée de 4,1 %, contre 6,2 % et 5,5 %, respectivement, en Finlande. La main-d'œuvre des transports aériens se caractérisent notamment par la plus grande proportion des salariés, les personnes occupées non rémunérées étant extrêmement rares. En 2000, 99,6 % des personnes occupées dans ce secteur étaient salariées <sup>(33)</sup>, cette part ne tombant jamais sous 99,0 % dans aucun État membre.

<sup>(33)</sup> EL, IRL et NL, non disponibles.

Dans le secteur communautaire des services de transport, le secteur des transports aériens était le plus équilibré en termes de participation des femmes, ces dernières représentant 36,7 % des personnes occupées en 2001. Bien que supérieure à la moyenne des services de transport (20,4 %), cette participation n'en restait pas moins inférieure aux 43,5 % de participation moyenne constatée dans les services (sections G à K de la NACE). Environ 86,3 % des personnes occupées dans les transports aériens dans l'Union européenne travaillaient à temps plein, soit la part la plus faible dans le secteur des services de transport en 2001.

La productivité apparente de la main-d'œuvre était relativement élevée dans le secteur des transports aériens. Dans l'Union européenne, la valeur ajoutée moyenne générée par chaque personne occupée était estimée à 69 700 euros en 2000, soit plus de 50 % de plus que la moyenne enregistrée dans les services de transport (45 300 euros). Le coût de la main-d'œuvre était également élevé et se situait à 51 400 euros par salarié en 2000 <sup>(34)</sup>. C'est en Allemagne (61 100 euros par salarié), au Luxembourg (59 200 euros) et en Suède (57 100 euros) qu'il était le plus élevé et en Belgique (46 300 euros), en Finlande (43 200 euros), en Espagne (45 000 euros) et au Portugal (39 200 euros) qu'il était le plus faible.

<sup>(34)</sup> EL, IRL et NL, non disponibles.

Si on combine les deux ratios ci-dessus pour calculer la productivité du travail ajustée par les salaires, on constate que la valeur ajoutée était équivalente à 178 % du coût de la main-d'œuvre en 2000 <sup>(35)</sup>. Ce ratio de productivité dépassait les 200 % au Luxembourg (207 %), au Royaume-Uni (225 %) et en Allemagne (344 %, 1999) alors qu'au Portugal (113 %) et en France (103 %) il était à peine positif. Par contre, en Italie (90 %) comme en Belgique (75 %), la valeur ajoutée ne couvrait pas le coût de la main-d'œuvre <sup>(36)</sup>.

<sup>(35)</sup> D, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

<sup>(36)</sup> La Sabena, compagnie nationale belge, a fait faillite en 2002.



## 20.5: SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS

Ce dernier sous-chapitre propose des informations concernant l'ensemble des services auxiliaires des transports, à savoir la manutention et l'entreposage, les autres services à l'appui des activités de transport et les activités des autres agences de transport (autres que les agences de voyage), qui font l'objet des groupes 63.1, 63.2 et 63.4 de la NACE.

Des renseignements quant à la taille et l'utilisation de l'infrastructure de transport par route, air, rail et eau ont été fournis dans les précédents sous-chapitres (20.1 à 20.4) pour compléter les données SSE concernant chaque mode de transport. Toutefois, la NACE classe les activités liées à l'exploitation de cette infrastructure dans le groupe 63.2 (Gestion d'infrastructures de transports) pour lequel des données SSE officielles sont fournies dans le présent sous-chapitre.

### PROFIL STRUCTUREL

Dans l'Union européenne, les services auxiliaires des transports (sauf les agences de voyage) couverts par les groupes 63.1, 63.2 et 63.4 de la NACE ont généré une valeur ajoutée de 81,4 milliards d'euros en 2000, soit une augmentation de 8,3 % par rapport à l'année précédente <sup>(37)</sup>. La valeur ajoutée réalisée dans ce secteur représentait, dans la plupart des pays, un quart à un tiers de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur des services de transport (29,6 % <sup>(38)</sup> en moyenne pour l'ensemble de l'Union européenne); elle n'était inférieure à ces niveaux qu'en Autriche (19,1 %), en Finlande (16,6 %) et au Danemark (15,1 %).

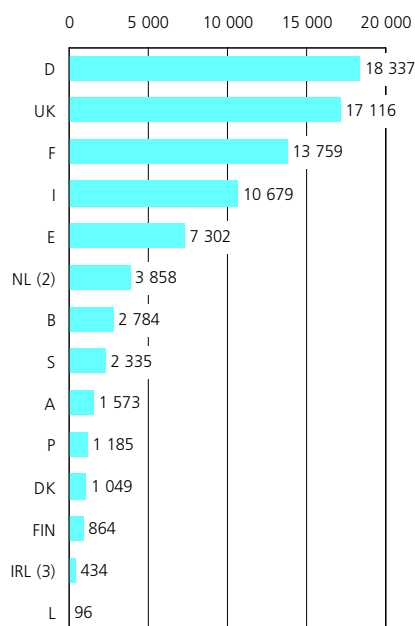
Avec, respectivement, 18,3 milliards d'euros et 17,1 milliards d'euros de valeur ajoutée générée en 2000, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont eu une place dominante dans ce secteur, la France (13,8 milliards d'euros) et l'Italie (10,7 milliards d'euros) apportant les contributions secondaires. Parmi les États membres de plus petite taille, les Pays-Bas (3,9 milliards d'euros en 1999) et la Belgique (2,8 milliards d'euros) étaient relativement spécialisés dans les services auxiliaires des transports, en raison, sans doute, de leur situation géographique et de la présence de ports maritimes et intérieurs importants sur leur territoire.

<sup>(37)</sup> NL, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible; taux de croissance ne tenant pas compte de NL et IRL.

<sup>(38)</sup> EL, IRL, L et NL, non disponibles.

Graphique 20.15

**Manutention et entreposage; gestion d'infrastructures de transports; organisation du transport de fret (NACE groupes 63.1, 63.2 et 63.4)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

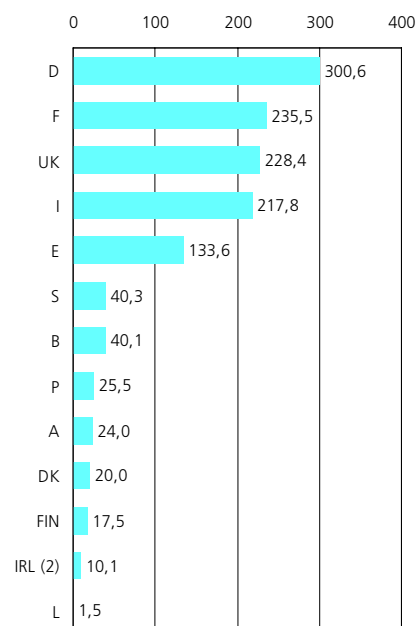
(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 20.16

**Manutention et entreposage; gestion d'infrastructures de transports; organisation du transport de fret (NACE groupes 63.1, 63.2 et 63.4)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL et NL, non disponibles.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



Tableau 20.19

**Manutention et entreposage; gestion d'infrastructures de transports; organisation du transport de fret  
(NACE groupes 63.1, 63.2 et 63.4)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	4,7	2,6	10,7	-2,5	26,4	1,7	-1,3	3,7	7,8	1,2	1,7	4,2	2,6	29,5	-8,9
<b>DK</b>	:	:	:	:	-4,1	:	:	:	:	-48,7	:	:	:	:	-20,8
<b>D</b>	:	:	6,4	4,2	-10,5	:	:	:	:	12,1	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	17,9	:	:	:	:	8,0	:	:	:	:	5,5
<b>F</b>	:	8,9	12,2	5,2	13,6	:	-11,5	13,8	30,4	7,0	:	3,2	6,5	5,0	10,3
<b>IRL</b>	:	24,0	18,9	:	:	:	29,2	9,2	:	:	:	12,7	11,8	:	:
<b>I</b>	6,6	2,8	9,7	13,5	15,8	13,0	-4,2	4,7	13,3	15,7	0,9	2,4	10,3	6,9	11,7
<b>L</b>	-0,6	1,4	32,8	-0,7	37,0	-8,2	0,4	18,7	0,6	48,2	-3,5	12,4	-5,2	4,8	20,6
<b>NL</b>	1,1	5,7	6,7	12,2	:	0,4	10,8	7,5	4,1	:	0,3	1,7	:	:	:
<b>A</b>	:	:	1,7	7,9	15,4	:	:	1,5	2,0	12,7	:	:	1,3	2,6	1,5
<b>P</b>	:	3,6	13,0	3,2	4,9	:	7,7	14,7	2,9	17,4	:	-4,0	10,8	10,5	4,7
<b>FIN</b>	1,5	10,9	5,6	-0,5	0,9	-4,3	10,2	18,4	-3,1	-2,4	-1,4	5,2	12,1	2,5	-2,8
<b>S</b>	3,8	21,2	-7,3	9,7	15,5	14,2	51,7	-1,1	4,1	15,6	:	:	-1,0	3,1	5,7
<b>UK</b>	:	25,6	8,9	18,1	10,9	:	:	3,1	44,8	8,2	:	:	:	18,6	4,4

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les services auxiliaires des transports (sauf agences de voyages) emploient un nombre important de personnes dans le secteur communautaire des services de transport (1,3 million de personnes occupées en 2000<sup>(39)</sup>). Ce secteur a également été très créateur d'emplois ces dernières années. Par exemple, parmi les pays pour lesquels on dispose de séries chronologiques suffisamment longues<sup>(40)</sup>, plusieurs ont enregistré une croissance de l'emploi supérieure à 5,0 % par an dans la deuxième moitié des années 1990 et aucun n'a eu à déplorer un recul net. Entre 1995 et 2000, la croissance la plus rapide de l'emploi a été enregistrée en Italie (croissance moyenne de 6,4 % par an) et au Luxembourg (7,0 % par an), alors que le Royaume-Uni a connu une croissance de 11,3 % par an entre 1997 et 2000.

<sup>(39)</sup> IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

<sup>(40)</sup> DK, D, EL, E, IRL et NL, non disponibles.

Avec 59 900 euros de valeur ajoutée générée par chaque personne occupée en 2000<sup>(41)</sup>, la productivité apparente de la main-d'œuvre dans les services auxiliaires des transports (hormis les agences de voyage) a généralement été plus forte que dans l'ensemble des services de transport. Il en était de même du coût moyen de la main-d'œuvre égal à 33 500 euros par salarié<sup>(42)</sup> en 2000 pour l'ensemble de l'Union européenne, sa valeur variant de 25 300 euros par salarié au Portugal à 49 300 euros au Luxembourg.

En conséquence, le ratio de productivité du travail ajusté par les salaires a été de 179 %<sup>(43)</sup> dans l'Union européenne. Ce ratio était généralement supérieur à 140 % dans la majorité des États membres, et est resté très supérieur à 100 % dans les pays où ce seuil n'était pas atteint, par exemple la Suède (134 %) et le Luxembourg (128 %).

<sup>(41)</sup> IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

<sup>(42)</sup> IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

<sup>(43)</sup> IRL, 1998; EL et NL, non disponibles.

Tableau 20.20

**Transports terrestres (NACE division 60)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	9 621	11 932	54 231	:	197 384	78 115	3 200	135 694	645	13 995	9 151	17 174	20 913	25 122	46 464
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	11 050	6 210	46 212	:	27 926	55 840	1 469	42 419	1 015	17 905	9 046	3 824	5 689	13 164	55 560
Nombre de personnes occupées (milliers)	134	71	608	:	495	686	24	580	11	206	138	90	72	127	571
Valeur ajoutée (millions d'euros)	6 157	3 039	23 481	:	14 104	26 088	639	18 538	521	8 401	5 806	1 627	2 958	4 831	25 059
Achats de biens et services (millions d'euros)	6 962	3 301	25 864	:	16 210	29 523	837	29 246	651	10 440	4 748	2 270	2 859	8 926	31 618
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	4 574	1 945	16 459	:	6 882	21 571	462	13 033	408	5 939	4 328	1 308	1 753	3 723	15 925
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	2 479	805	6 700	:	3 238	6 169	210	3 339	:	1 224	2 740	1 110	749	1 561	4 400
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	45,9	42,9	38,6	:	28,5	38,0	26,6	32,0	48,8	40,8	41,9	18,0	41,2	38,0	43,9
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	124,2	134,7	124,8	:	129,5	112,2	120,8	100,6	122,6	129,9	126,6	110,4	128,1	117,2	145,2
Taux brut d'exploitation (%)	14,3	17,6	15,2	:	25,9	8,1	12,1	13,0	11,1	13,7	16,3	8,3	21,2	8,4	16,4

(1) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 20.21

**Transports terrestres (NACE division 60)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	46 167	:	54 083	1 292	1 908	1 340	4 604	:	:	9 864	553	10 241	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 323	:	5 054	492	2 922	533	691	:	:	2 384	862	972	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	114	:	224	22	128	39	54	:	:	232	75	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	405	:	1 136	125	1 301	256	255	:	:	1 211	403	363	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 065	:	4 108	355	1 510	303	448	:	:	1 636	549	619	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	227	:	1 176	96	714	151	173	:	:	605	378	311	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	186	:	875	46	547	147	65	:	:	492	166	110	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	3,5	:	5,1	5,6	10,2	6,6	4,7	:	:	5,2	5,4	:	:
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	97,8	:	81,9	127,1	181,7	169,2	138,3	:	:	191,4	106,5	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	13,4	:	-0,8	5,9	20,1	19,7	11,9	:	:	25,4	2,9	5,4	:

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 20.22

**Transports urbains et routiers (NACE groupe 60.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK (1)	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	9 608	11 911	54 097	:	197 377	78 052	:	135 533	644	13 970	9 135	17 171	20 909	25 084	46 325
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	9 244	5 755	34 029	:	26 362	:	:	36 149	756	16 236	7 250	3 607	4 964	11 840	46 587
Nombre de personnes occupées (milliers)	92	71	517	:	456	:	:	450	8	:	86	84	62	115	522
Valeur ajoutée (millions d'euros)	3 896	3 267	19 246	:	11 728	:	:	13 687	334	7 758	3 463	1 555	2 482	4 021	21 601
Achats de biens et services (millions d'euros)	6 034	2 786	16 743	:	15 318	:	:	24 975	490	9 559	3 927	2 126	2 564	8 135	24 502
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	2 772	1 995	12 422	:	5 608	:	:	7 851	235	5 508	2 251	1 150	1 383	3 274	13 724
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1 059	702	5 059	:	2 588	:	:	2 994	:	1 189	1 316	1 007	640	1 461	4 089
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	42,4	46,1	37,3	:	25,7	:	:	30,4	44,3	:	40,4	18,5	40,0	35,0	41,4
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	124,8	141,3	132,3	:	125,5	:	:	108,6	134,1	:	139,9	118,9	129,4	109,6	144,2
Taux brut d'exploitation (%)	12,2	22,1	20,1	:	23,2	:	:	16,1	13,1	13,9	16,7	11,2	22,1	6,3	16,9

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 20.23

**Transports par eau (NACE division 61)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	327	457	1 822	:	187	1 930	:	1 398	:	4 360	66	101	313	837	1 235
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 407	12 478	9 800	:	1 197	5 549	:	5 239	:	5 199	90	362	2 227	3 762	6 954
Nombre de personnes occupées (milliers)	1	11	20	:	7	16	:	20	:	14	0	2	8	15	18
Valeur ajoutée (millions d'euros)	137	1 928	2 711	:	404	814	:	1 582	:	1 561	18	82	588	918	2 724
Achats de biens et services (millions d'euros)	1 267	10 759	7 325	:	844	4 766	:	4 024	:	3 461	72	290	1 661	2 923	4 285
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	44	447	743	:	200	617	:	731	:	527	11	37	343	584	939
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	21	775	224	:	235	316	:	1 197	:	728	25	14	64	298	324
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	98,7	179,2	135,0	:	56,6	51,1	:	78,2	:	113,1	67,1	46,0	69,7	59,4	155,6
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	218,9	424,8	330,1	:	200,4	121,9	:	197,8	:	267,4	154,9	218,2	170,1	152,8	276,3
Taux brut d'exploitation (%)	6,6	11,9	20,1	:	17,0	3,5	:	16,3	:	19,9	8,8	12,5	11,0	8,9	25,7

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 20.24

**Transports par eau (NACE division 61)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE (1)	HU	LV	LT	MT	PL (2)	RO	SK (2)	SI (3)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	59	:	95	17	22	16	20	:	236	135	3	64	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	:	:	35	268	44	6	84	:	549	149	23	17	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	6	:	2	:	2	0	2	:	7	7	:	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	:	8	42	10	2	42	:	92	21	10	3	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	:	29	224	12	4	45	:	499	133	14	17	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	16	:	9	38	11	2	28	:	73	16	9	3	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	2	:	2	3	3	4	16	:	17	22	1	0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	:	4,8	:	5,0	4,9	18,1	:	14,1	3,2	:	:	:
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	:	:	90,2	:	93,4	82,0	151,1	:	138,7	123,4	:	:	:
Taux brut d'exploitation (%) (4)	:	:	:	1,7	2,9	-6,4	17,0	:	3,5	3,4	6,0	0,6	:

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises.

(2) 1998.

(3) 1999.

(4) HU, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 20.25

**Transports aériens (NACE division 62)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	119	99	270	:	51	531	:	196	12	170	79	23	61	175	934
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 200	2 388	7 397	:	6 449	14 926	:	10 972	1 113	:	2 304	1 429	1 654	3 200	29 385
Nombre de personnes occupées (milliers)	14	12	38	:	37	67	:	25	3	:	9	11	10	13	103
Valeur ajoutée (millions d'euros)	489	736	81	:	2 235	3 784	:	1 266	352	:	506	497	624	953	11 535
Achats de biens et services (millions d'euros)	3 710	1 779	8 782	:	4 441	11 128	:	9 749	756	:	1 797	996	1 076	2 265	17 263
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	644	583	2 298	:	1 671	3 676	:	1 390	170	:	418	440	419	750	5 095
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	404	485	1 654	:	596	1 654	:	957	:	579	520	149	179	530	3 466
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	34,9	61,5	2,1	:	60,2	56,3	:	50,0	122,3	:	57,7	44,3	64,2	72,1	111,8
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	75,3	126,1	3,5	:	133,7	102,9	:	90,3	206,7	:	120,5	112,9	148,8	126,3	225,3
Taux brut d'exploitation (%)	-3,7	6,4	-30,0	:	8,7	0,7	:	-1,1	16,3	:	3,8	4,0	12,4	6,3	21,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 20.26

**Transports aériens (NACE division 62)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ (1)	EE (2)	HU	LV	LT	MT	PL	RO (3)	SK (1)	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	83	:	40	6	11	13	14	:	:	17	4	32	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	:	:	:	58	444	60	72	:	:	161	18	95	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	4	:	:	:	3	1	1	:	:	4	0	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	:	:	6	38	11	8	:	:	24	2	24	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	:	:	51	385	43	64	:	:	139	16	60	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	19	:	:	6	45	5	12	:	:	21	1	19	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	10	:	:	2	27	6	2	:	:	65	1	2	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	:	:	:	11,1	19,7	5,7	:	:	5,8	14,9	:	:
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	:	:	:	:	84,7	215,3	65,1	:	:	108,5	171,4	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	:	:	:	-0,9	-1,5	10,3	-5,8	:	:	1,9	5,4	4,9	:

(1) 1999.

(2) 1999, sauf nombre d'entreprises.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 20.27

**Services auxiliaires des transports (NACE division 63)  
Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	3 469	1 884	17 463	:	18 345	10 774	844	24 574	222	6 060	2 257	2 395	1 890	4 681	16 617
Chiffre d'affaires (millions d'euros) (2)	16 565	6 828	68 387	:	32 549	53 314	2 689	40 803	547	8 884	10 774	4 819	4 429	14 900	92 882
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	49	26	380	:	175	278	13	258	2	80	34	33	23	54	356
Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)	3 066	1 250	23 827	:	8 433	15 405	522	11 984	136	4 302	1 924	1 338	1 039	2 793	22 428
Achats de biens et services (millions d'euros) (2)	13 695	5 646	46 297	:	23 759	38 939	2 169	29 420	419	5 427	8 860	3 571	3 437	12 328	70 111
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	1 896	887	11 927	:	4 263	9 246	286	6 577	91	2 370	1 286	737	733	2 108	11 317
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	996	300	3 677	:	2 157	4 970	162	1 797	:	1 883	310	1 252	217	882	7 940
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	62,7	48,7	62,6	:	48,2	55,4	38,8	46,4	62,5	:	56,0	40,6	45,6	51,6	62,9
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	149,0	138,6	187,0	:	186,7	166,0	172,6	158,5	144,3	:	143,4	175,2	139,1	127,0	192,0
Taux brut d'exploitation (%) (2)	7,1	5,3	17,4	:	12,8	11,6	8,8	13,3	8,2	21,8	5,9	12,5	6,9	4,6	12,0

(1) 1998. (2) NL, 1998. (3) NL, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 20.28

**Services auxiliaires des transports (NACE division 63)  
Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL (1)	RO	SK	SI (2)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	4 959	:	7 119	741	682	1 114	936	:	10 891	1 904	570	1 452	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	485	:	3 153	1 118	1 321	954	480	:	3 062	940	484	795	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	48	:	32	10	19	15	12	:	78	39	7	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	117	:	433	261	228	350	152	:	1 093	352	85	210	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	410	:	2 733	858	833	626	326	:	2 057	618	393	522	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	97	:	189	78	119	98	70	:	467	169	44	156	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	51	:	100	70	60	155	60	:	205	204	20	74	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	2,4	:	13,4	25,1	11,9	23,5	12,3	:	13,9	8,9	11,9	:	:
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	117,2	:	184,2	326,9	190,3	358,4	212,4	:	189,6	187,0	189,5	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	4,3	:	7,7	16,4	8,2	26,5	17,1	:	20,5	19,5	8,4	6,8	:

(1) 1998. (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 20.29

**Manutention et entreposage; gestion d'infrastructures de transports; organisation du transport de fret (NACE groupes 63.1, 63.2 et 63.4)  
Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	2 137	1 320	10 066	:	12 448	6 471	540	15 672	111	3 815	1 003	1 417	1 145	2 454	10 062
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	12 019	4 642	48 945	:	21 691	42 019	1 565	30 120	320	6 327	7 559	2 904	3 368	10 520	41 894
Nombre de personnes occupées (milliers)	40	20	301	:	134	236	10	218	2	:	24	25	17	40	228
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 784	1 049	18 337	:	7 302	13 759	434	10 679	96	3 858	1 573	1 185	864	2 335	17 116
Achats de biens et services (millions d'euros)	9 429	3 642	31 953	:	13 987	29 120	1 133	20 017	233	2 946	5 998	1 802	2 529	8 351	24 462
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1 665	707	9 826	:	3 495	7 846	231	5 749	73	1 985	1 005	629	591	1 693	7 859
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	928	288	3 470	:	2 055	4 812	155	1 720	:	1 815	247	1 209	205	839	7 239
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	69,4	52,6	61,0	:	54,6	58,4	42,8	49,0	63,2	:	65,6	46,5	49,4	58,0	74,9
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	157,1	146,0	175,7	:	198,7	174,7	178,7	166,5	128,1	:	152,6	184,0	144,2	134,4	212,2
Taux brut d'exploitation (%)	9,3	7,4	17,4	:	17,6	14,1	13,0	16,4	6,9	29,6	7,5	19,2	8,1	6,1	22,1

(1) 1998. (2) 1999, sauf nombre d'entreprises et investissements.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## Activités financières



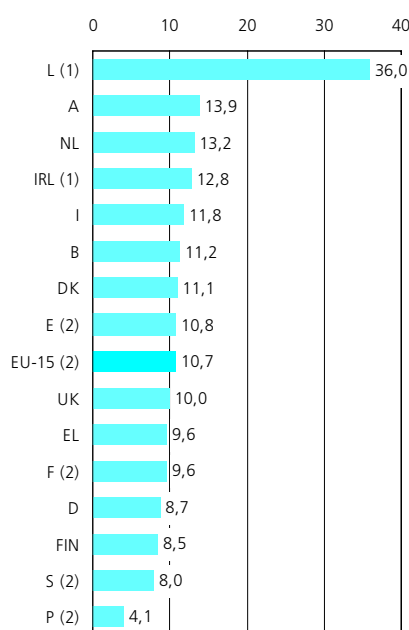
Ces dernières années, ce secteur a connu une évolution rapide due aux progrès de la technologie et à des changements de réglementation. Alors qu'il était en grande partie confiné à l'intérieur des frontières nationales il a été transformé par la création du marché unique des services financiers et par l'adoption de l'euro en tant que monnaie commune dans douze États membres. Le cadre légal des services financiers a connu, au cours des vingt dernières années, une succession rapide de changements qui ont vu, par exemple, la suppression du contrôle des changes et la levée progressive des barrières juridiques et administratives, ouvrant la voie aux fusions et acquisitions ainsi qu'à la prestation directe de services à la fois sur les marchés national et international. Dans le même temps, les progrès technologiques ont eu une influence considérable sur ce secteur qui a été à l'avant-garde de l'informatisation. L'adoption accélérée du matériel de télématique par les ménages et la généralisation de l'accès à Internet ont eu une influence considérable sur le mode de prestation des services financiers. Ainsi, les transactions bancaires par ordinateur (« home banking ») tendent à se généraliser, de même que la vente directe de contrats d'assurance ou les opérations boursières en ligne.

### PROFIL STRUCTUREL

Les activités financières (section J de la NACE) occupent une place importante dans l'économie de l'Union européenne. Selon les estimations, elles ont généré environ 398 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 <sup>(1)</sup>, soit, en termes relatifs, 14,8 % du total des services (sections G à K de la NACE) et 8,5 % du secteur des entreprises (sections C à K de la

<sup>(1)</sup> E, F, P et S, 1999.

**Graphique 21.1**  
**Activités financières (NACE section J)**  
**Part dans la valeur ajoutée des services,**  
**2001 (%)**



(1) 2000.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Comptes nationaux - Ventilation par branche d'activité (theme2/brkdowns).

NACE). En outre, selon des estimations basées sur les comptes nationaux, les activités financières occupaient quelque 5,3 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(2)</sup>, soit environ 8,5 % de l'emploi dans l'ensemble des services (sections G à K de la NACE) ou 5,1 % de l'emploi des entreprises.

<sup>(2)</sup> E, F et P, 1999; S, 1998.

Les activités financières englobent l'intermédiation financière offerte par les établissements de crédit, les fonds d'investissement et les entreprises de crédit-bail (division 65 de la NACE), mais également l'assurance (y compris les caisses de retraite) (division 66 de la NACE) et les activités des auxiliaires financiers et d'assurance telles que l'administration de marchés financiers ou la gestion de portefeuilles (division 67 de la NACE).

### NACE

65: intermédiation financière;

65.1: intermédiation monétaire;

65.2: autres intermédiations financières;

66: assurance;

67: auxiliaires financiers et d'assurance;

67.1: auxiliaires financiers;

67.2: auxiliaires d'assurance.

Avec 85,8 milliards d'euros de valeur ajoutée, l'Allemagne est le pays qui a le plus contribué à la création de richesse dans ce secteur, devant le Royaume-Uni (75,1 milliards d'euros). Il est faut aussi noter que les activités financières ont généré plus de valeur ajoutée en Italie (67,2 milliards d'euros) qu'en France (57,1 milliards d'euros, 1999).

L'examen du poids des services financiers dans chaque État membre montre que c'est au Luxembourg qu'ils jouaient le rôle le plus important avec 22,8 % de la valeur ajoutée en 2000, soit plus de quatre fois la moyenne de l'Union européenne (5,1 %, 1999). L'Autriche (6,6 %, 2001), les Pays-Bas (6,4 %, 2001) et l'Italie (5,9 %, 2001) ont également connu un niveau d'activité relativement élevé dans le secteur des activités financières, à l'opposé de la Suède (3,7 %, 1999), de la Finlande (3,6 %, 2001) et du Portugal (1,6 %, 1999). En France (4,6 %, 1999) et en Allemagne (4,2 %, 2001) les pourcentages ont été inférieurs à la moyenne communautaire.

Les activités financières ont connu une croissance régulière dans tous les États membres dans la deuxième moitié des années 1990, la valeur ajoutée générée au niveau de l'Union européenne passant de 331 milliards d'euros en 1995 à 381 milliards d'euros en 1999, soit l'équivalent d'une augmentation annuelle moyenne de 3,6 % (à prix courants). Selon les données fournies par les pays déclarants <sup>(3)</sup> cette tendance s'est généralement poursuivie en 2000, à l'exception notable de l'Allemagne où la valeur ajoutée du secteur a reculé de 91,2 milliards à 85,8 milliards d'euros, soit une réduction de 5,9 %. En 2001, on a constaté une inversion marquée de l'activité avec une réduction de la valeur ajoutée générée par les services financiers dans la majorité des pays <sup>(4)</sup>. Là encore, l'Allemagne a connu le recul le plus important (- 5,4 %), mais la Belgique (- 4,6 %) et la Grèce (- 2,9 %) ont également enregistré une baisse notable. Deux pays ont toutefois résisté enregistrant des gains importants : les Pays-Bas (5,8 %) et le Danemark (6,6 %).

<sup>(3)</sup> E, F, P et S, non disponibles.

<sup>(4)</sup> E, F, IRL, L, P et S, non disponibles.

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les chiffres de l'enquête sur les forces de travail montrent que les femmes étaient bien représentées au sein de la main-d'œuvre des services financiers : elles constituaient près de la moitié (48,7 %) des personnes occupées en 2001 dans l'Union européenne. La proportion hommes-femmes presque équilibrée (49,5 % de femmes) dans le domaine de l'intermédiation financière (division 65 de la NACE) l'a été un peu moins dans celui de l'assurance (48,3 %, division 66 de la NACE) ou des auxiliaires financiers ou d'assurance (46,0 %, division 67 de la NACE).

En 2001, les salariés ont constitué 92,8 % des personnes occupées dans les services financiers, cette proportion étant la plus forte (au niveau de la NACE) de toutes les activités de service la présence des indépendants étant limitée à 7 %. La main-d'œuvre du secteur de l'intermédiation financière sont d'ailleurs presque exclusivement composés de salariés (97,9 %) alors que le travail indépendant est relativement plus fréquent dans ceux de l'assurance (13,1 %) et des auxiliaires financiers et d'assurance (18,4 %).

Le travail à temps partiel n'est pas très répandu dans les services financiers. Il n'a concerné que 13,7 % des personnes occupées en 2001, taux relativement peu élevé par rapport à la moyenne des activités de service (19,8 % pour les sections G à K de la NACE).

Les services financiers font partie des activités de service où la main-d'œuvre est la plus productive. La productivité apparente de la main-d'œuvre a été estimée à 75 000 euros de valeur ajoutée par personne occupée en 2000, soit 75 % de plus que la moyenne dans les services (42 900 euros) et 66 % de plus que pour l'ensemble de l'économie des entreprises (sections C à K de la NACE).

Tableau 21.1

#### Activités financières (NACE section J) Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001
<b>EU-15</b>	47,7	48,7	11,7	13,7	6,4	7,0
<b>B</b>	42,8	47,7	12,9	13,6	10,5	8,6
<b>DK</b>	50,8	52,0	12,7	13,7	:	:
<b>D</b>	51,4	51,9	14,1	16,8	8,8	9,7
<b>EL</b>	45,1	48,0	:	3,8	5,2	9,7
<b>E</b>	31,1	38,5	4,0	4,1	5,7	6,4
<b>F</b>	53,0	53,5	9,8	11,6	4,2	3,8
<b>IRL</b>	55,7	57,1	7,3	11,4	:	4,5
<b>I</b>	34,5	37,9	4,7	7,7	12,0	14,3
<b>L</b>	47,1	39,7	5,6	9,0	:	:
<b>NL</b>	44,2	43,9	23,4	28,7	4,4	3,7
<b>A</b>	49,8	49,1	13,6	17,5	2,3	4,5
<b>P</b>	34,2	36,8	:	:	:	:
<b>FIN</b>	75,7	65,8	9,7	5,5	:	:
<b>S</b>	54,2	54,4	21,2	11,2	:	:
<b>UK</b>	53,5	51,7	15,4	16,2	3,5	3,9

(1) EL, 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

## 21.1: INTERMÉDIATION FINANCIÈRE

Les activités examinées dans ce sous-chapitre couvrent toutes les formes d'intermédiation financière classées dans la division 65 de la NACE, qu'il s'agisse d'intermédiation monétaire (groupe 65.1 de la NACE) ou d'autres intermédiations financières (groupe 65.2 de la NACE). Une attention particulière est accordée aux établissements de crédit des classes 65.12 (intermédiation monétaire des établissements autres que les banques centrales) et 65.22 (activités de crédit autres que le crédit-bail) de la NACE. Il convient de noter que toutes les entreprises de la classe 65.22 ne sont pas nécessairement des établissements de crédit.

Le rôle principal des services d'intermédiation financière consiste à accepter des dépôts et à les convertir en prêts et crédits. Si le terme « établissements de crédit » est généralement utilisé dans la méthodologie pour décrire les entreprises d'intermédiation monétaire autres que les banques centrales (classe 65.12 de la NACE), il convient d'insister sur le fait que, dans certains pays <sup>(5)</sup>, les données incluent également les activités de crédit autres que le crédit-bail (classe 65.22 de la NACE).

## PROFIL STRUCTUREL

Selon la base de données CREDSTAT, l'Union européenne comptait, en 2000, 7 972 établissements de crédit dont près de la moitié étaient soit allemands (2 792 entreprises) ou français (1 097). Les établissements de crédit peuvent être classés en trois catégories : les banques autorisées, les établissements de crédit spécialisés et les autres établissements de crédit. Dans la plupart des pays, plus de neuf établissements de crédit sur dix étaient des banques autorisées, mais le nombre d'établissements de crédit spécialisés était très supérieur à la moyenne en Espagne (23,4 %), tandis que les autres établissements de crédit représentaient plus des deux cinquièmes des entreprises de ce secteur en Irlande et près d'un tiers du total en Suède. Dans une majorité de pays, les établissements de crédit étaient généralement des sociétés anonymes, mais les établissements coopératifs étaient toutefois majoritaires en Finlande (82 %), en Autriche (81 %), au Portugal (67 %), en Italie (65 %) et en Allemagne (64 %). Par ailleurs, les entreprises de droit public représentaient la moitié des établissements de crédit au Danemark (50 %), plus d'un tiers en Suède (37 %) et un cinquième en Allemagne (20 %).

<sup>(5)</sup> D, E, F, A, FIN et S.

La poursuite de la libéralisation des marchés et l'achèvement du marché intérieur dans le secteur bancaire ont eu des répercussions non négligeables sur la structure du marché des établissements de crédit <sup>(6)</sup>. C'est ainsi que ces dernières années le nombre d'entreprises a diminué dans la plupart des pays à la suite d'une vague de fusions à l'intérieur du secteur bancaire ainsi qu'entre des banques et d'autres organismes de services financiers. Il y a eu une diminution nette (1 651) du nombre d'établissements de crédit dans l'Union européenne entre 1995 et 2000 <sup>(7)</sup>, soit l'équivalent de 17,2 %. Les diminutions les plus importantes ont eu lieu en Espagne (- 27,3 %), en Belgique (- 25,8 %), au Portugal (- 24,2 %) et en Allemagne (- 23,2 %), alors qu'au Luxembourg (- 8,2 %), aux Pays-Bas (- 8,0 %) et au Danemark (- 2,0 %) elles ont été moins significatives. Cette baisse générale a épargné l'Irlande où le nombre d'établissements de crédit est passé de 48 en 1995 à 82 en 2000.

<sup>(6)</sup> Pour plus de renseignements, se reporter à « Special Feature on Banking », Eurostat, 2001.

<sup>(7)</sup> Sauf FIN.

La majorité des établissements de crédit de l'Union européenne sont relativement de petite taille mais, avec le temps, leur nombre a diminué au profit de plus grandes entreprises. En 2000, plus des trois quarts (77,4 %) des entreprises de ce secteur ont un bilan affiché total inférieur à un milliard d'euros <sup>(8)</sup>. Le nombre d'entreprises de cette catégorie a diminué de 18,4 % dans l'Union européenne entre 1997 et 2000 <sup>(9)</sup>. Par ailleurs, en 2000, 36 établissements de crédit affichaient un bilan supérieur à 100 milliards d'euros, soit 14 de plus qu'en en 1997 <sup>(10)</sup>. Ces grands établissements de crédit étaient principalement concentrés dans trois pays : l'Allemagne, le Royaume-Uni (10 chacun) et la France (6).

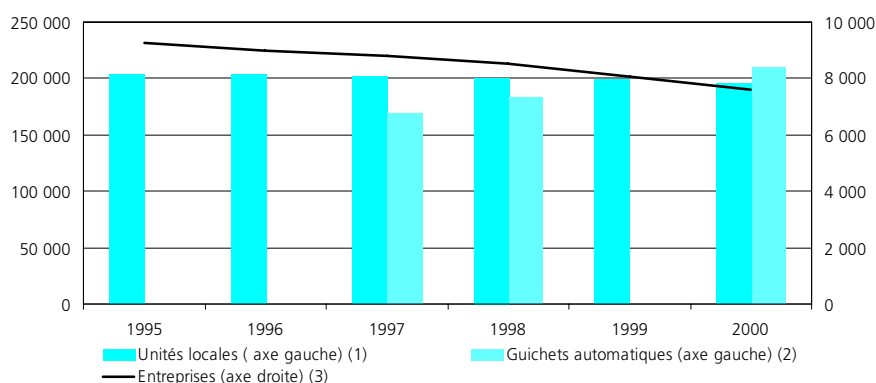
<sup>(8)</sup> NL, non disponible.

<sup>(9)</sup> IRL et NL, non disponibles.

<sup>(10)</sup> IRL et NL, non disponibles.

Graphique 21.2

Évolution du nombre d'établissements de crédit et des points d'accès dans l'UE (unités)



(1) A l'exclusion de FIN et de S.

(2) A l'exclusion de L et de S.

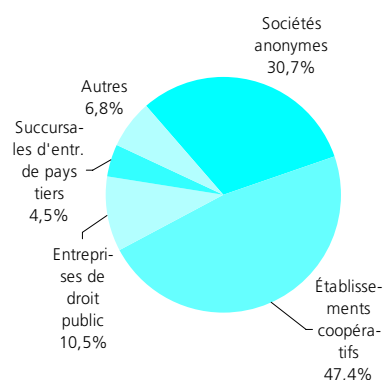
(3) A l'exclusion de FIN.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/credstat).



Graphique 21.3

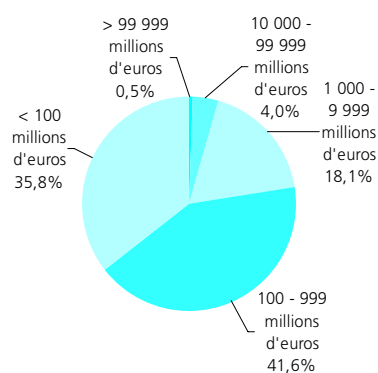
**Ventilation par statut juridique du nombre d'établissements de crédit dans l'UE, 2000 (%)**



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/credstat/c\_serie2/leg\_stat).

Graphique 21.4

**Ventilation par total du bilan du nombre d'établissements de crédit dans l'UE, 2000 (%)**



Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/credstat/c\_serie2/sizecla).

En 2000, le secteur communautaire des établissements de crédit s'appuyait sur un réseau de 200 134 unités locales. Ce nombre a diminué globalement de 3,2 % par rapport à 1997, ce chiffre masquant des évolutions disparates au niveau national. Parallèlement à une diminution du nombre d'unités locales dans la plupart des États membres, on constatait une progression sensible en Grèce (28,1 %), au Portugal (13,7 %), en Italie (11,6 %) et au Danemark (10,2 %). En moyenne, dans l'Union européenne, chaque établissement de crédit comptait 25 unités locales en 2000, contre 23 en 1997. On constate toutefois des écarts importants selon le pays considéré, l'Espagne (107 unités locales par entreprise), la Grèce (69 par entreprise) et la Belgique (65 par entreprise) étant ceux où les réseaux étaient les plus denses. En revanche, les réseaux de distribution des établissements de crédit établis en Autriche, en Finlande et au Luxembourg étaient nettement plus restreints (moins de 10 unités locales chaque).

Tableau 21.2

**Les dix principales banques de l'UE, au 31 décembre 2001**

		Actifs (milliards d'euros)	Capital (millions d'euros)	Rang mondial
Deutsche Bank	D	928	1 607	1
BNP Paribas	F	834	1 790	3
Bayerische Hypo-und Vereinsbank	D	736	1 626	4
The Royal Bank of Scotland	UK	609	1 475	10
ABN AMRO	NL	604	1 694	11
Barclays	UK	576	2 755	14
Société Générale	F	518	545	15
Dresdner Bank	D	512	1 511	17
Commerzbank	D	507	1 408	18
Crédit Agricole	F	500	2 941	19

Source: The Bankers' Almanac, disponible sur <http://www.bankersalmanac.com>.

Tableau 21.3

**Principaux indicateurs par type de banque dans l'UE au 31 décembre 2001**

	Total des actifs (millions d'euros)	Dépôts (millions d'euros)	Prêts (millions d'euros)
Banques coopératives	2 531	1 437	1 386
Banques d'épargne (1)	2 656	1 593	1 471
Banques commerciales	23 925	10 039	11 104

(1) Au 1er janvier 2001; prêts et dépôts non bancaires.

Source: GEBC, ESBG, FBE.

Les données concernant le nombre de guichets automatiques de banque (GAB) permettent d'avoir une image plus complète du réseau de détail. Le nombre de GAB en service dans l'Union européenne permet de se faire une idée de leur importance croissante comme points d'accès au réseau d'établissements de crédit. En 2000 <sup>(11)</sup>, ce nombre (212 500) était supérieur à celui des unités locales et correspondait à une moyenne de 27 par établissement de crédit. Tous les États membres (exception faite de l'Allemagne, de la France et de l'Autriche) comptaient d'ailleurs plus de GAB que d'unités locales dans le secteur des établissements de crédit. Le nombre de GAB a fortement augmenté dans tous les États membres entre 1997 et 2000, notamment en Finlande (68,8 %), en Grèce (59,9 %) et au Portugal (53,6 %). Par rapport à la population totale de chaque pays, c'est en Espagne que l'accès aux GAB était le plus facile (115 GAB pour 100 000 habitants), soit deux fois plus que la densité moyenne enregistrée pour l'Union européenne (56 pour 100 000 personnes <sup>(12)</sup>).

(11) S, 1999; L, non disponible.

(12) S, 1999; L, non disponible.

Tableau 21.4

**Actifs nets des fonds d'investissement européens au 30 septembre 2002 (1)**

	Actifs nets (millions d'euros)
<b>B</b>	67 672
<b>DK</b>	37 027
<b>D</b>	197 300
<b>EL</b>	22 246
<b>E</b>	168 730
<b>F</b>	797 700
<b>IRL</b>	230 395
<b>I</b>	357 608
<b>L</b>	762 872
<b>NL (2)</b>	88 800
<b>A</b>	62 654
<b>P</b>	18 781
<b>FIN</b>	14 949
<b>S</b>	52 982
<b>UK</b>	298 202

(1) Fonds de type ouvert, émis par offre publique, investissant dans des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire.

(2) Au 31 décembre 2001.

Source: FEFSI, disponible sur <http://www.fefsi.org>.

La FEFSI estime qu'en 2002 il y avait, dans l'Union européenne, plus de 20 000 fonds d'investissement avec un actif net de 3 178 milliards d'euros. Ces fonds d'investissement étaient essentiellement concentrés dans deux pays: la France, qui représentait 25,1 % du total de l'actif net géré dans l'Union européenne, et le Luxembourg (24,0 %). L'importance du Luxembourg dans ce domaine reflète bien sa volonté de s'imposer comme premier centre européen des fonds distribués au niveau international.

Les fonds peuvent être classés selon les principaux types suivants : les fonds en actions, les fonds mixtes, les fonds en obligations et les fonds en instruments du marché monétaire. Les fonds mixtes investissent sur les marchés boursiers et des obligations, alors que les fonds en instruments du marché monétaire investissent dans des certificats de dépôt ou des effets de commerce. En septembre 2002, dans l'Union européenne, les investissements en actions et en obligations ont représenté à peu près une part égale des actifs nets, soit environ un tiers chacun, alors que les investissements sur le marché monétaire représentaient un cinquième du total et les fonds mixtes les 14 % restants.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Les établissements de crédit ont occupé environ 2,7 millions de personnes en 2000 <sup>(13)</sup>, ce nombre ayant été assez stable ces dernières années avec une augmentation annuelle moyenne de 0,5 % entre 1996 et 2000 <sup>(14)</sup>. C'est en Allemagne que le secteur bancaire occupe le plus de personnes (758 600), loin devant le Royaume-Uni (445 400) et la France (366 100). La plupart des États membres ont connu de légères fluctuations des niveaux d'emploi dans les établissements de crédit, à l'exception notable des Pays-Bas, où le nombre de personnes occupées a augmenté en moyenne de 4,5 % par an entre 1995 et 2000, et du Luxembourg (augmentation moyenne de 4,1 % par an pendant la même période).

Selon les données SSE, chaque établissement de crédit de l'Union européenne occupait une moyenne de 344 personnes en 2000 <sup>(15)</sup>. Cet indicateur, qui a progressé de 20,5 % entre 1996 <sup>(16)</sup> et 2000, met un peu plus en lumière l'augmentation de la taille moyenne des établissements de crédit. Les chiffres concernant la démographie des entreprises montrent que cette augmentation est essentiellement due à la réduction du nombre d'entreprises et non pas à des créations d'emploi. C'est en Grèce que le nombre moyen de personnes occupées était le plus important (1 387) et au Luxembourg (101), en Autriche (87) et en Finlande (73) qu'il l'était le moins.

<sup>(13)</sup> FIN, 1998; S, 1997.

<sup>(14)</sup> FIN et S, non disponibles.

<sup>(15)</sup> S, 1997.

<sup>(16)</sup> FIN et S, non disponibles.

En outre, les données de l'enquête sur les forces de travail montrent que le travail à temps partiel n'est pas très courant dans l'intermédiation financière. En 2001, il n'était que de 13,6 % pour l'ensemble de l'Union européenne, soit nettement moins que dans les services (19,8 % pour les sections G à K de la NACE).

Dans les établissements de crédit de l'Union européenne, le coût moyen de la main-d'œuvre était relativement élevé et atteignait 63 600 euros par personne en 2000 <sup>(17)</sup>. Dans le même temps, la productivité apparente de la main-d'œuvre a été également élevée se situant à environ 143 500 euros de valeur ajoutée par personne occupée dans les pays pour lesquels on dispose de données <sup>(18)</sup>, soit près de quatre fois la moyenne observée pour l'ensemble des services (42 900 euros pour les sections G à K de la NACE). En outre, les données disponibles montrent que la productivité apparente de la main-d'œuvre a augmenté de 50,0 % entre 1997 et 2000, alors que, pendant la même période <sup>(19)</sup>, le coût moyen de la main-d'œuvre n'a augmenté que de 37,7 %.

<sup>(17)</sup> S, 1997.

<sup>(18)</sup> D, IRL et S, non disponibles.

<sup>(19)</sup> IRL et S, non disponibles.

## 21.2: ASSURANCE ET CAISSE DE RETRAITE

Les activités analysées dans ce sous-chapitre sont celles de la division 66 de la NACE, à savoir les services des assurances et des caisses de retraite. La nomenclature établit une distinction entre l'assurance-vie et la capitalisation (classe 66.01), les caisses de retraite (classe 66.02) et les autres assurances (classe 66.03). Les services des régimes de sécurité sociale obligatoire ne sont pas pris en compte ici.

L'assurance peut être définie comme le secteur englobant l'ensemble des activités exclusivement ou essentiellement liées à la conversion et à la mutualisation de risques individuels en risques collectifs. L'assurance-vie comprend les contrats classiques d'assurance sur la vie avec ou sans élément d'épargne. Les caisses de retraite couvrent, pour leur part, la prestation de pensions de retraite. Quant à l'assurance non vie, il s'agit d'un groupement résiduel réunissant notamment l'assurance accident, l'assurance automobile et l'assurance maladie. Les données SSE sur l'assurance dissocient l'assurance-vie et l'assurance non vie et identifient les entreprises d'assurance mixtes vie / non vie <sup>(20)</sup> ainsi que les entreprises spécialisées de réassurance.

### PROFIL STRUCTUREL

L'Union européenne comptait 3 627 entreprises d'assurance en 2000 <sup>(21)</sup>. La plupart exerçaient leur activité dans le domaine de l'assurance non vie (2 068, soit 57,0 % du total), le reste étant réparti comme suit : 890 entreprises d'assurance-vie (24,5 %), 237 entreprises d'assurance mixte (6,5 %) et 385 entreprises spécialisées de réassurance (11,9 %).

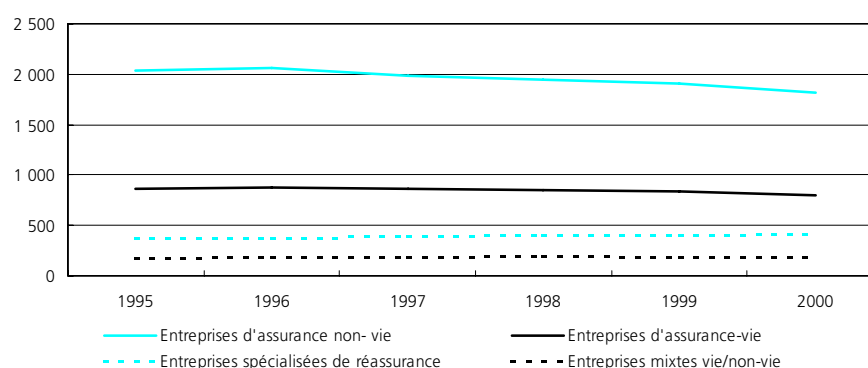
Les services d'assurance sont relativement concentrés géographiquement et les Pays-Bas occupent une position importante dans ce domaine. La moitié environ de l'ensemble des entreprises d'assurance-vie opérant sur le marché communautaire en 2000 étaient concentrées dans quatre pays : le Royaume-Uni (142 entreprises), l'Allemagne (123), les Pays-Bas (101) et le Danemark (91). On retrouvait le même degré de concentration sur le marché non vie puisque quatre États membres

<sup>(20)</sup> Entreprises offrant à la fois des services d'assurance-vie et non vie.

<sup>(21)</sup> B et IRL, 1999; EL, 1997.

Graphique 21.5

### Évolution du nombre total d'entreprises d'assurance dans l'UE (unités) (1)

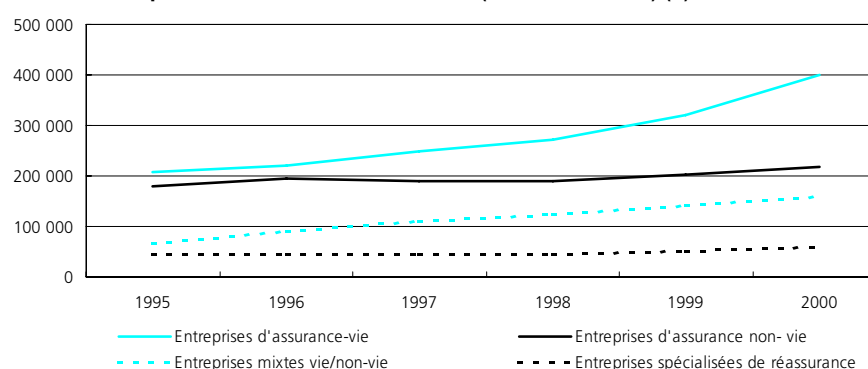


(1) À l'exclusion de B, EL et IRL.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/statonis/serie\_5a).

Graphique 21.6

### Évolution des primes brutes émises dans l'UE (millions d'euros) (1)



(1) À l'exclusion de B, EL et IRL.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/statonis/serie\_5a).

hébergeaient plus de la moitié des entreprises : l'Allemagne (315 entreprises), la France (302), les Pays-Bas (266) et l'Espagne (193). De leur côté, les entreprises mixtes vie / non vie n'existaient que dans neuf États membres et étaient plus particulièrement présentes en Espagne (62 entreprises), en France et en Belgique (38 dans les deux cas) et en Autriche (32). Il convient de noter qu'en France, ce type d'entreprise n'a été admis par la loi qu'en 1995. Quant aux entreprises spécialisées de réassurance, les deux tiers se trouvaient au Luxembourg (264 entreprises).

Comme le montre l'évolution du nombre total d'entreprises d'assurance, qui a diminué de 6,4 % entre 1995 et 2000 <sup>(22)</sup>, les services d'assurance ont fait l'objet d'une importante restructuration ces dernières années. Cette tendance est essentiellement due à la diminution du nombre d'entreprises d'assurance non vie (- 11,2 % pendant la période considérée) et du nombre d'entreprises d'assurance-vie (- 6,0 %). Par contre, le nombre d'entreprises d'assurance mixtes et d'entreprises spécialisées de réassurance a respectivement augmenté de 8,3 % et 13,3 %.

<sup>(22)</sup> B, EL et IRL, non disponibles.

Tableau 21.5

## Les principales sociétés d'assurance vie dans l'UE, 2001

		Revenus (milliards d'euros)	Rang mondial
<b>ING Group</b>	NL	92,7	1,0
<b>AXA</b>	F	73,2	2,0
<b>Aviva</b>	UK	58,4	4,0
<b>Generali</b>	I	57,4	5,0
<b>Prudential</b>	UK	40,0	7,0

Source: International Insurance Facts, disponible sur <http://www.internationalinsurance.org>.

Malgré une tendance à la baisse dans la plupart des États membres, l'on constatait une augmentation du nombre d'entreprises d'assurance en Irlande (de 86 en 1995 à 122 en 1999), au Luxembourg (de 300 à 344 entre 1995 et 2000) et en Suède (de 144 à 157 pendant la même période), essentiellement grâce à la création d'entreprises d'assurance-vie.

Le total des primes brutes émises par les entreprises d'assurance de l'Union européenne s'est élevé à 870 milliards d'euros en 2000 (23). En 2000, l'assurance-vie a été la branche d'assurance la plus dynamique, comme en témoigne la ventilation suivante du total des primes brutes émises dans l'Union européenne : 411 milliards d'euros (47,2 %) pour les entreprises d'assurance-vie, 226 milliards d'euros (26,0 %) pour les entreprises d'assurance non vie, 173 milliards d'euros (19,9 %) pour les entreprises d'assurance mixtes et 60 milliards d'euros (6,9 %) pour les entreprises spécialisées de réassurance. Une analyse par État membre fait ressortir une spécialisation relative des entreprises irlandaises et britanniques dans l'assurance-vie et de leurs homologues hollandaises, allemandes et grecques dans l'assurance non vie. La réassurance occupe une importance notable au Luxembourg et en Allemagne.

(23) B et IRL, 1999; EL, 1997.

Tableau 21.6

## Les principales sociétés de réassurance dans le monde, 2001

		Primes brutes émises (mrd d'euros)	Rang mondial
<b>Munich Re</b>	D	22,0	1
<b>Hannover Re</b>	D	11,4	5
<b>Lloyd's of London</b>	UK	9,2	6
<b>Gerling Global</b>	D	5,8	7
<b>Scor Group</b>	F	4,8	8

Source: International Insurance Facts, disponible sur <http://www.internationalinsurance.org>.

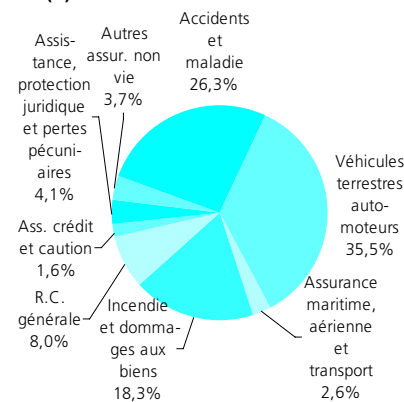
Le Royaume-Uni a représenté près de la moitié des primes brutes émises par les entreprises d'assurance-vie en 2000 (48,7 %), alors que les entreprises allemandes ont émis environ un tiers des primes d'assurance non vie (33,7 %). Bien qu'elles n'aient représenté qu'un dixième du total des entreprises de cette branche, les entreprises spécialisées de réassurance allemandes ont enregistré les deux tiers (66,9 %) des primes émises dans l'Union européenne. Il convient de noter que trois entreprises allemandes se classaient parmi les dix plus importantes compagnies de réassurance du monde.

Parmi les divers produits offerts par le marché de l'assurance non vie, l'assurance automobile a été le plus important et a représenté plus d'un tiers (35,5 %) du total des primes d'assurance non vie émises dans l'Union européenne en 2000 (24). L'assurance accident et maladie représentait quant à elle, plus d'un quart (26,3 %) du total, l'assurance contre l'incendie et autres dégâts matériels représentant pour sa part 18,3 % du total des primes. La part de l'assurance automobile variait de 23,1 % aux Pays-Bas à 64,4 % en Grèce. L'assurance accident et maladie apparaissait comme le produit le plus important de l'assurance non vie aux Pays-Bas (46,1 %) et en Allemagne (36,2 %).

(24) B et IRL, 1999; EL, 1997.

Graphique 21.7

## Primes brutes émises ventilées par produits d'assurance non vie dans l'UE, 2000 (1)



(1) B et IRL, 1999; EL, 1997; UK, non disponible. Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/statonis/serie\_5e).

L'activité économique de l'assurance s'est développée à un rythme très rapide dans la seconde moitié des années 1990 grâce à la progression de l'activité des entreprises d'assurance-vie et d'assurance mixtes. Le total des primes brutes émises a augmenté en moyenne de 11,0 % par an entre 1995 et 2000 (25), et la dernière année de cette période ayant été particulièrement positive avec une augmentation de 16,6 %. Pendant cette même période, l'activité des entreprises d'assurance-vie (en termes de primes brutes émises) a augmenté de 14,0 % en moyenne par an, tandis que le chiffre correspondant des entreprises d'assurance mixtes atteignait 19,6 % par an, grâce, surtout, à une forte activité dans l'assurance-vie. Cette évolution s'explique par un changement de nature des entreprises d'assurance (par exemple des entreprises d'assurance-vie se transformant en entreprises d'assurance mixtes en créant et développant des activités d'assurance non vie) et par la création de nouvelles entreprises d'assurance. Bien que nettement plus modeste, la croissance dans le secteur non vie a été malgré tout rapide en termes absolus (4,0 % par an pendant la même période). Au niveau national, l'Irlande a connu une progression rapide du marché de l'assurance avec une augmentation moyenne de 34,0 % par an des primes brutes émises entre 1995 et 1999, surtout grâce à l'assurance-vie. Des gains importants ont également été enregistrés au Royaume-Uni où une croissance moyenne de 20,7 % par an a été enregistrée entre 1995 et 2000, ainsi qu'en Italie (19,4 % par an) et en Suède (16,2 % par an). C'est en France (5,3 %) et en Allemagne (3,2 %) que la croissance des marchés de l'assurance a été la plus modeste au sein de l'Union européenne.

(25) Ce paragraphe: sauf B, EL et IRL.

Tableau 21.7

**Assurance (NACE division 66)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Primes brutes émises			Nombre de personnes occupées		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	:	:	:	:	:	:
<b>DK</b>	11,8	-1,7	8,4	-0,8	:	:
<b>D</b>	1,7	7,6	4,9	0,7	4,9	-0,4
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	11,8	26,6	50,8	:	:	:
<b>F</b>	:	:	:	:	:	:
<b>IRL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	29,8	25,6	8,8	:	:	:
<b>L</b>	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	:	:	:	:	:	:
<b>A</b>	8,4	21,2	-17,6	-10,2	90,4	-34,0
<b>P</b>	16,7	16,6	17,8	:	:	:
<b>FIN</b>	12,0	17,5	21,1	:	:	:
<b>S</b>	7,6	27,5	38,4	:	-1,8	9,1
<b>UK</b>	22,3	23,6	32,8	:	:	:

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

En 2000 <sup>(26)</sup>, le montant moyen des primes d'assurance brutes émises par habitant a été de 2 306 euros au niveau de l'Union européenne. La ventilation de ces dépenses est la suivante : 1 089 euros en primes d'assurance-vie, 599 euros en primes d'assurance non vie et 460 euros en primes versées aux entreprises d'assurance mixtes.

Dans plusieurs pays, un nombre croissant de personnes décident de compléter leur régime d'assurance-vieillesse obligatoire en cotisant à des caisses de retraite autonomes. On dispose de peu de données, mais elles font ressortir l'importance croissante de cette forme d'investissement. Il convient toutefois de noter qu'en raison de la grande hétérogénéité des régimes de retraite nationaux et de l'absence d'un cadre statistique et réglementaire européen, toutes les données statistiques demandées aux États membres ne sont pas disponibles et que la comparabilité entre États membres doit être interprétée avec prudence.

<sup>(26)</sup> B et IRL, 1999; EL, 1997.

Tableau 21.8

**Principaux indicateurs des fonds de pensions autonomes, 2000**

	Nombre de fonds de pension (unités)	Nombre de membres (unités)	Membres actifs (unités)	Comptes de pertes et profits (millions d'euros)					
				Contributions totales	Produit des placements	Autres produits	Dépenses totales au titre des pensions	Variation nette des provisions (réserves) techniques	Dépenses opérationnelles totales
<b>B (1)</b>	310	361 654	248 414	871,8	1 568,1	235,3	1 158,4	1 488,3	173,5
<b>DK</b>	54	22 897	11 899	45,6	282,0	4,4	220,7	52,1	4,4
<b>D</b>	299	:	:	:	8 814,7	787,4	:	12 818,1	639,1
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	607	4 995 589	3 928 682	8 276,4	-286,4	7,8	7 455,2	6 180,0	457,1
<b>F</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>IRL</b>	:	629 801	:	:	:	:	:	:	:
<b>I</b>	495	1 555 789	1 447 956	2 055,7	:	:	1 376,0	:	:
<b>L</b>	1	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>NL</b>	991	13 355 000	5 140 000	10 565,4	12 061,0	-1 800,0	12 031,1	23 006,7	644,0
<b>A</b>	19	283 741	252 443	363,6	136,6	29,1	260,2	504,7	33,6
<b>P</b>	244	399 853	293 530	:	436,0	12,0	762,0	0,0	69,0
<b>FIN</b>	116	124 805	71 323	70,5	464,7	3,5	441,5	-12,8	6,4
<b>S</b>	45	811 876	378 802	:	778,4	:	1 068,2	621,4	23,3
<b>UK</b>	:	:	:	22 460,2	93 110,8	976,2	53 716,5	64 865,3	4 600,7

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/pension/p\_serie1).

Les données existantes donnent toutefois quelques éléments. Les caisses de retraite ont connu un développement rapide ces dernières années. Il en existait 3 181 en 2000 <sup>(27)</sup> contre 3 072 en 1997. En outre, les dépenses totales consacrées aux pensions de retraite par le biais des caisses de retraite autonomes ont augmenté de près de 46 % dans l'Union européenne entre 1997 et 2000 et ont atteint 78,5 milliards d'euros.

Pendant la même période, le nombre des membres de caisses de retraite autonome a augmenté dans tous les pays déclarants, sauf en Finlande et au Danemark. En 2000, 2,6 millions de membres de caisses de retraite autonomes étaient à la retraite et 11,8 millions de membres encore en activité (ou membres actifs). En conséquence, le ratio entre membres actifs et retraités était de 4,5 en 2000 alors qu'il n'était que de 3,8 en 1997. Il variait de 1,1 au Danemark et 1,3 en Finlande, pays où les caisses de retraite ont atteint un niveau élevé de maturité, à 29,1 en Espagne et 13,4 en Italie. En 2000, le niveau moyen des cotisations par membre actif variait de 1 127 euros en Finlande à 3 856 euros au Danemark.

(27) B, 1999; L, 1998; EL, F, IRL et UK, non disponibles.

#### EMPLOI

Selon l'enquête sur les forces de travail, le secteur de l'assurance occupait environ 1,2 million de personnes dans l'Union européenne en 2001 (division 66 de la NACE) et ce nombre était relativement stable depuis le milieu des années 1990. À bien des égards les habitudes de travail étaient similaires à celles du secteur bancaire, particulièrement en ce qui concerne l'équilibre de la ventilation hommes-femmes des effectifs et le recours relativement faible au travail à temps partiel. De fait, en 2001, 48,3 % des personnes occupées dans le secteur étaient des femmes, soit cinq points de plus que la moyenne des activités de service. Le travail à temps partiel n'était pas particulièrement courant et ne concernait que 12,7 % des personnes occupées, pourcentage le plus faible enregistré dans les activités financières (au niveau division de la NACE). Le profil de l'emploi dans l'assurance diffère toutefois de celui observé dans le secteur bancaire quant à l'importance de l'activité indépendante. Environ 13,1 % des personnes occupées dans le secteur de l'assurance de l'Union européenne travaillaient en effet pour leur compte en 2001, soit près de deux fois plus que la moyenne enregistrée pour l'ensemble des activités financières (7,0 %, section J de la NACE), ce pourcentage restant malgré tout inférieur à la moyenne de l'ensemble des services (17,4 %, sections G à K de la NACE).

### 21.3: AUXILIAIRES FINANCIERS ET D'ASSURANCE

Les auxiliaires financiers ont un rôle d'appui sur les marchés des capitaux dans la mesure où ils exercent des activités complémentaires à celles des banques et des compagnies d'assurance. Les activités examinées dans ce sous-chapitre forment la division 67 de la NACE, laquelle couvre « la prestation de services entrant dans l'intermédiation financière ou étroitement liés à celle-ci, mais ne comportant pas eux-mêmes d'intermédiation financière ». Cette définition englobe l'administration de marchés financiers et la gestion de portefeuilles (partie du groupe 67.1 de la NACE) ainsi que les activités des courtiers et agents d'assurance (partie du groupe 67.2 de la NACE).

Les auxiliaires financiers et d'assurance connaissent depuis quelques années une mutation profonde dans leur cadre d'activité, en particulier dans le domaine des marchés de capitaux. D'une part, les entreprises opèrent de plus en plus souvent sur une base internationale, voire mondiale, et émettent dès lors des obligations et actions en dehors de leur marché national. D'autre part, les investisseurs cherchent de plus en plus, eux aussi, à investir à l'échelle planétaire, aidés en cela par le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). La réorganisation des marchés boursiers a stimulé,

elle aussi, l'offre de services financiers et la concurrence entre les auxiliaires de ce secteur. Les éléments déterminants à cet égard ont été la fin du monopole des courtiers et la libéralisation des commissions, la création de marchés secondaires facilitant l'accès au capital à des entreprises de taille moyenne ne satisfaisant pas aux conditions d'admission sur le marché principal, l'informatisation des marchés boursiers et de leurs transactions sur toutes les places européennes, qui a considérablement amélioré la liquidité sur ces marchés grâce à la communication plus rapide de l'information.

Tableau 21.9

## Principaux indicateurs des bourses de l'UE au 31 décembre 2002

		Nombre total de sociétés cotées, à l'exclusion des fonds d'investissement (unités)	dont nationales (unités)	Capitalisation boursière des sociétés nationales (millions d'euros)	Valeur des transactions sur actions, y compris les fonds d'investissement (millions d'euros)	Mode de calcul (1)
<b>Euronext</b>	B, F, NL, P	1 484	1 114	1 477 108	2 097 837	REV
<b>København</b>	DK	201	193	73 674	56 229	REV
<b>Deutsche Börse</b>	D	934	715	658 573	1 279 948	TSV
<b>Athinai</b>	EL	314	313	64 379	24 771	TSV
<b>España</b>	E	3 015	2 986	443 097	689 671	REV
<b>Irlande</b>	IRL	76	62	57 540	35 127	TSV
<b>Italie</b>	I	294	288	457 992	669 046	REV
<b>Luxembourg</b>	L	244	47	23 569	524	TSV
<b>Wien</b>	A	129	109	32 235	6 450	TSV
<b>Helsinki</b>	FIN	149	147	133 279	188 670	TSV
<b>Stockholm</b>	S	297	278	170 724	294 927	REV
<b>London</b>	UK	2 824	2 405	1 712 199	4 225 762	REV

(1) TSV (Trading System View) ne sont prises en compte que les transactions effectuées par le système de trading ou qui s'effectuent sur le parquet. REV (Regulated Environment View): sont comptabilisées toutes les transactions sujettes à supervision par l'autorité de contrôle du marché.

Source: FIBV.

En ce qui concerne les marchés boursiers, le marché de l'Union européenne est principalement concentré sur trois places: Londres, Euronext <sup>(28)</sup> et la Deutsche Börse. En 2002, la bourse la plus importante a été celle de Londres où la capitalisation boursière des sociétés nationales a atteint 1 712 milliards d'euros, soit plus que le niveau d'Euronext (près de 1 477 milliards d'euros), et plus que la bourse allemande (659 milliards d'euros).

Toutes les places boursières de l'Union européenne ont connu une forte hausse de leur capitalisation au cours des années 1990, avec une accélération de la tendance pendant la seconde moitié de la décennie. Toutefois, après plusieurs années de croissance soutenue, le début du nouveau siècle a vu une inversion de cette tendance. En 2001 et 2002, les marchés boursiers ont connu une forte récession motivée par de nombreux facteurs (ralentissement de l'économie mondiale, doutes jetés sur les méthodes comptables de certaines sociétés, éclatement de la bulle spéculative des valeurs technologiques). Dans l'Union européenne, la capitalisation boursière a diminué dans la plupart des pays, les reculs les plus marqués ayant été enregistrés par la Deutsche Börse (- 45,3 %), la bourse d'Helsinki (- 37,7 %) et celle de Stockholm (- 37,0 %). La plupart des autres places boursières ont connu des pertes de capitalisation supérieures à 20 %.

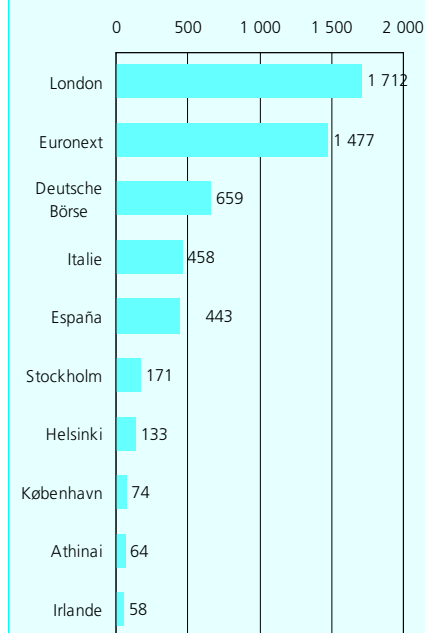
<sup>(28)</sup> Euronext est né en 2000 de la fusion des bourses d'Amsterdam, de Bruxelles et de Paris. Celle de Lisbonne s'est jointe à Euronext en 2002.

Avec un recul de 7,6 % seulement, la bourse de Luxembourg a été une de celles qui ont le mieux résisté à cette tendance. Par contre, à Vienne, la capitalisation boursière a progressé de 13,9 %.

En termes de volume également, les années 1990 ont été caractérisées par une augmentation très importante des transactions boursières dans l'Union européenne. La valeur de ces transactions a pratiquement été multipliée par deux entre 1990 à 1994, pour doubler encore entre 1994 à 1997, et une nouvelle fois entre 1997 et 2000. En 2001 sont apparus les premiers signes de ralentissement des transactions boursières et en 2002 la valeur des transactions a chuté. Euronext et Athènes ont connu le recul le plus important du volume des transactions, à savoir - 41,3 % et - 41,0 % respectivement par rapport à 2001. Les bourses de Copenhague, Stockholm et Luxembourg ont reculé de plus de 30 % et celles d'Allemagne et de Vienne de plus de 20 %. En revanche, Helsinki n'a concédé que 6,8 % et la bourse irlandaise a été la seule, dans toute l'Union européenne, à afficher une augmentation de la valeur des transactions (+39,7 %).

Graphique 21.8

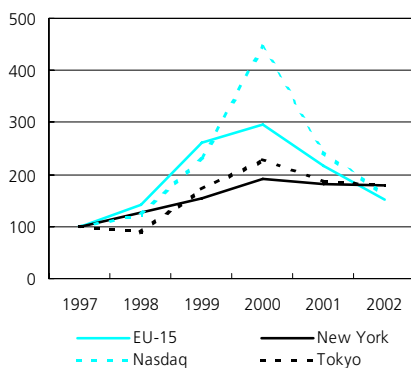
## Les principaux marchés boursiers de l'UE classés par capitalisation, au 31 décembre 2002 (milliards d'euros)



Source: FIBV.



**Graphique 21.9**  
**Valeur des transactions boursières, y compris les fonds d'investissement (1997=100)**



Source: Eurostat, Marché boursier (theme2/mny/stockmkt/turnover/turnov\_a), FIBV.

### EMPLOI

Selon l'enquête communautaire sur les forces de travail, les activités des auxiliaires financiers et d'assurance (division 67 de la NACE) occupaient quelque 827 000 personnes en 2001 et leur nombre suivait une courbe ascendante depuis le milieu des années 1990.

Ce sont ces activités qui, parmi les services financiers en général, affichaient le taux le plus bas à l'emploi féminin, celles-ci ne représentant que 46,0 % des personnes occupées en 2001, soit moins que les 48,7 % de moyenne dans l'ensemble des activités financières (section J de la NACE), mais plus, malgré tout, que la moyenne dans les services (43,5 %, sections G à K de la NACE).

Par contraste, près d'un cinquième (18,4 %) des personnes occupées dans le secteur des auxiliaires financiers et d'assurance de l'Union européenne travaillaient à leur compte en 2001, proportion plus de deux fois et demie supérieure à la moyenne enregistrée pour les activités financières (7,0 %). Ce chiffre élevé s'explique par le nombre très important de courtiers ou agents et de conseillers financiers exerçant leur activité en qualité d'indépendants. Cela pourrait également expliquer que le travail à temps partiel (15,4 % des personnes occupées dans le secteur des auxiliaires financiers et d'assurance de l'Union européenne en 2001) y ait une plus grande place. La proportion correspondante pour les activités financières en général n'était que de 13,7 %.



Tableau 21.10

**Autres intermédiations monétaires (NACE classe 65.12)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	89	200	2 702	41	281	540	:	841	202	160	811	216	336	126	478
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	76	49	727	57	244	344	:	347	22	131	71	60	24	:	445
Valeur ajoutée (millions d'euros)	9 847	6 189	:	5 594	19 579	40 435	:	40 880	5 922	15 279	7 694	5 404	2 785	6 133	107 118
Achats de biens et services (millions d'euros)	5 511	2 788	38 960	1 961	9 413	24 363	:	24 218	3 034	7 055	3 829	1 880	1 198	3 010	30 851
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	5 100	2 820	41 303	2 174	11 601	21 523	:	21 126	1 655	6 696	4 204	2 163	907	2 662	44 318
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (1)	657	279	:	:	2 482	603	:	38 402	:	693	809	:	-174	:	5 216
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	129,1	127,5	:	98,4	80,3	117,6	:	117,7	265,7	116,6	108,2	90,6	113,7	:	240,5
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	193,0	219,4	:	:	165,1	187,9	:	:	:	228,2	183,0	249,8	306,9	:	241,6
Taux brut d'exploitation (%)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

(1) NL et A, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 21.11

**Institutions de crédit, 2000 (unités)**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S (1)	UK
Nombre d'entreprises	89	200	2 792	41	368	1 097	82	841	202	160	841	216	352	213	478
Nombre d'entreprises 2000/1997 (%)	-18	-2	-20	5	-12	-14	55	-10	-6	-5	-12	-7	-4	1	-11
Nombre d'unités locales	5 778	2 401	59 715	2 828	39 312	25 285	1 007	28 181	300	6 152	5 390	5 526	1 975	2 059	14 225
Nombre de GAB	6 245	2 701	47 650	3 472	45 761	19 220	1 160	31 843	:	6 921	2 600	9 643	4 552	2 580	28 137
<b>Ventilation du nombre d'entreprises par classes de la NACE</b>															
Autres intermédiations monét. (2)	89	200	2 702	41	281	540	:	841	202	160	811	216	336	126	478
Distribution de crédit (3)	0	0	90	0	87	557	:	0	0	0	30	0	16	87	0
<b>Ventilation du nombre d'entreprises par catégorie d'établissement de crédit</b>															
Banques autorisées	89	190	:	41	281	:	47	837	202	160	841	216	336	126	478
Établissements de crédit spécialisés	0	10	:	0	86	:	0	0	0	0	0	0	0	23	0
Autres établissements de crédit	0	0	:	0	1	:	35	4	0	0	0	0	16	64	0
<b>Ventilation du nombre d'entreprises par statut juridique</b>															
Sociétés anonymes	61	77	181	18	175	764	45	280	135	145	107	42	23	109	287
Établissements coopératifs	13	24	1 782	14	92	186	3	543	2	1	684	145	288	2	0
Entreprises de droit public	1	99	562	0	1	0	4	0	2	4	43	5	40	79	0
Succursales d'entr. de pays tiers	14	0	28	9	52	96	2	14	8	10	1	2	0	1	124
Autres	0	0	239	0	48	51	28	4	55	0	6	22	1	22	67
<b>Ventilation du nombre d'entreprises par classes de taille du total du bilan</b>															
> 99 999 millions d'euros	3	0	11	0	2	6	0	1	0	:	1	0	0	0	12
10 000 - 99 999 millions d'euros	5	10	65	6	16	36	6	44	17	:	6	5	2	12	81
1 000 - 9 999 millions d'euros	28	11	480	8	105	268	48	143	71	:	39	25	10	23	157
100 - 999 millions d'euros	34	61	1 501	10	130	414	15	368	87	:	286	40	62	68	175
< 100 millions d'euros	15	118	735	17	115	373	13	285	27	:	509	146	278	110	53

(1) Nombre de GAB, 1999.

(2) NACE classe 65.12.

(3) NACE classe 65.22.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/credstat).

Tableau 21.12

**Assurance (NACE division 66)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B (1)	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L (2)	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	428	282	778	:	853	:	:	681	334	:	45	288	275	202	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	:	12 265	195 403	:	35 392	:	:	44 245	:	:	4 375	5 811	6 825	24 498	279 877
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	:	15	229	:	:	:	:	:	:	:	7	:	10	18	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	:	825	12 729	:	:	:	:	:	:	:	118	:	54	:	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:

(1) 1999.

(2) 1998.

(3) DK, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 21.13

**Nombre d'entreprises d'assurance, 2000 (unités)**

	Total entreprises d'assurance	Entreprises d'assurance-vie	Entreprises d'assurance non-vie	Entreprises mixtes vie / non-vie	Entreprises spécialisées de réassurance
<b>B (1)</b>	156	23	81	38	14
<b>DK</b>	228	91	129	0	8
<b>D</b>	479	123	315	0	41
<b>EL (2)</b>	132	22	93	17	0
<b>E</b>	308	49	193	62	4
<b>F</b>	462	89	302	38	33
<b>IRL (1)</b>	122	40	82	:	:
<b>I</b>	206	80	99	20	7
<b>L</b>	344	56	24	0	264
<b>NL</b>	367	101	266	0	:
<b>A</b>	58	5	17	32	4
<b>P</b>	51	16	27	7	1
<b>FIN</b>	159	15	139	0	5
<b>S</b>	157	38	111	0	8
<b>UK</b>	398	142	190	23	43

(1) 1999.

(2) 1997.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/statonis/serie\_5a).

Tableau 21.14

## Primes brutes émises par les entreprises d'assurance, 2000 (millions d'euros)

	Total entreprises d'assurance	Entreprises d'assurance-vie	Entreprises d'assurance non- vie	Entreprises mixtes vie / non-vie	Entreprises spécialisées de réassurance
<b>B (1)</b>	18 978	1 970	3 832	13 175	:
<b>DK</b>	12 219	7 326	4 015	0	878
<b>D</b>	177 462	61 247	76 203	0	40 012
<b>EL (2)</b>	1 433	770	663	:	:
<b>E</b>	42 178	12 124	7 927	21 340	788
<b>F</b>	146 693	38 840	43 892	57 997	5 964
<b>IRL (1)</b>	11 904	8 528	3 376	0	:
<b>I</b>	72 965	28 843	10 940	31 410	1 772
<b>L</b>	9 564	5 982	742	0	2 841
<b>NL</b>	40 336	23 022	17 314	0	:
<b>A</b>	13 258	534	1 742	9 594	1 389
<b>P</b>	7 028	2 582	1 859	2 582	6
<b>FIN</b>	6 747	4 234	2 512	0	1
<b>S</b>	23 307	14 843	8 411	0	53
<b>UK</b>	285 549	199 807	42 365	37 265	6 113

(1) 1999. (2) 1997.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/statonis/serie\_5a).

Tableau 21.15

## Produits d'assurance non-vie, primes brutes directes émises, 2000 (millions d'euros)

	Assurance accidents et assurance maladie	Véhicules automoteurs	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dégâts matériels	Respon- sabilité civile générale	Assurance- crédit et assurance- caution	Assistance, protection juridique et pertes pécuniaires diverses	Autres assurances non vie
<b>B (1)</b>	5 281	10 166	451	7 607	5 072	469	2 997	:
<b>DK</b>	1 102	1 196	109	1 565	130	27	2	124
<b>D</b>	26 506	20 149	1 473	11 545	6 625	1 012	3 587	2 321
<b>EL (2)</b>	40	588	59	134	14	6	:	73
<b>E</b>	3 335	7 972	346	607	757	373	274	3 365
<b>F</b>	9 182	14 646	1 507	10 375	2 699	729	2 011	:
<b>IRL (1)</b>	264	1 087	37	518	569	41	254	:
<b>I</b>	3 635	16 874	694	3 441	2 034	706	162	327
<b>L</b>	23	191	297	107	35	13	74	:
<b>NL</b>	7 801	3 905	509	2 705	:	:	:	2 017
<b>A</b>	1 733	2 060	91	1 257	437	62	273	78
<b>P</b>	956	1 578	59	464	51	29	35	:
<b>FIN</b>	603	845	112	533	126	41	31	51
<b>S</b>	1 239	2 104	386	2 048	231	164	4	410
<b>UK</b>	:	:	:	:	:	:	:	:

(1) 1999.

(2) 1997.

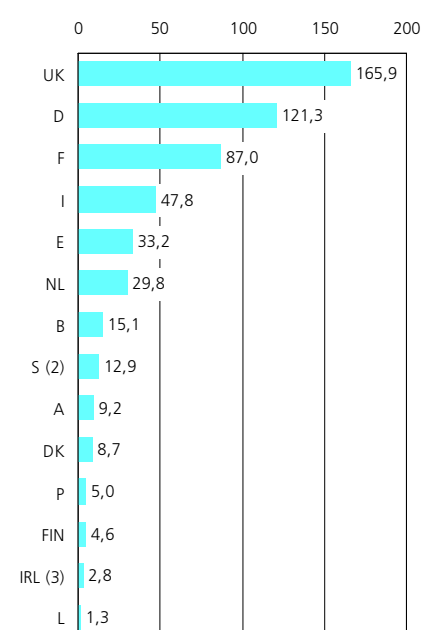
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/statonis).

## Services aux entreprises



L'externalisation est devenue une pratique répandue dans les entreprises industrielles ou de services. Elle leur a souvent permis de mieux se concentrer sur leur principale activité, où elles ont développé une compétence qui leur est propre, en sous-traitant les autres tâches à des fournisseurs indépendants de services qui ont acquis à leur tour des compétences spécifiques et font en principe un usage plus efficace et intensif des ressources. Ce chapitre sur les services aux entreprises aborde un grand nombre de ces activités comme la comptabilité, le nettoyage ou la sécurité. Les autres sont traitées ailleurs, comme le transport que l'on trouvera au chapitre 20. L'externalisation vise à accroître la flexibilité, notamment en termes de gestion des ressources humaines, et aussi les revenus grâce à la réduction des coûts ou à l'accroissement de la qualité et de la spécialisation des services. Cette tendance à l'externalisation a modifié la structure de l'économie européenne, désormais moins industrielle et plus axée sur les services, car l'emploi et la valeur ajoutée générés par les services ont été portés au crédit des entreprises de services spécialisées et non pas à celui de leurs clients. Il serait erroné néanmoins de penser que l'expansion du secteur des services aux entreprises provient du seul phénomène de l'externalisation. La complexité des processus appliqués dans les entreprises et l'émergence de nouvelles technologies ont renforcé la demande de certains services aux entreprises, comme les services de formation et de recherche et développement. En conséquence, les services aux entreprises (qui englobent ici les divisions 71, 73 et 74 de la NACE) sont devenus l'un des secteurs les plus importants de l'économie communautaire, puisqu'ils ont contribué pour plus de 10 % à la création de richesses et à l'emploi généré dans les

**Graphique 22.1**  
**Services aux entreprises**  
**(NACE divisions 71, 73 et 74)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

entreprises de l'Union européenne. Le tableau 22.1 présente un indicateur du poids d'un nombre choisi de services aux entreprises que l'on s'accorde à considérer comme les principaux bénéficiaires de l'externalisation. Ce tableau montre que le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la France se distinguent par l'ampleur de l'externalisation des activités.

Les services aux entreprises couvrent les services techniques, professionnels et opérationnels généralement fournis aux entreprises ou aux administrations publiques, par opposition aux ménages, à l'appui de leurs processus de production ou de leur organisation. Les services dominants de ce secteur sont la location et le crédit-bail, la recherche et le développement, les activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, la publicité et les études de marché, les activités d'ingénierie, les services de ressources humaines et les services de nettoyage et de sécurité. Ces activités relèvent toutes des divisions 71, 73 et 74 de la NACE. La section K de la NACE couvre aussi les activités immobilières (division 70) et les activités informatiques (division 72) qui sont respectivement traitées dans les chapitres 15 et 23.

### NACE

- 71: location sans opérateur;
- 71.1: location de véhicules automobiles;
- 71.2: location d'autres matériels de transport;
- 71.3: location de machines et équipements;
- 71.4: location de biens personnels et domestiques;
- 73: recherche et développement;
- 73.1: recherche développement en sciences physiques et naturelles;
- 73.2: recherche développement en sciences humaines et sociales;
- 74: services fournis principalement aux entreprises;
- 74.1: activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion; holdings;
- 74.2: activités d'architecture et d'ingénierie;
- 74.3: activités de contrôle et analyses techniques;
- 74.4: publicité;
- 74.5: sélection et fourniture de personnel;
- 74.6: enquêtes et sécurité;
- 74.7: activités de nettoyage;
- 74.8: Services divers fournis principalement aux entreprises.

**Tableau 22.1**  
Part dans le PIB de certains services aux entreprises, 2000 (pour mille)

	EU-15 (1)	B	DK	D	E	F	IRL (2)	I	L	NL (3)	A	P	FIN	S (4)	UK
<b>Publicité</b>	3,9	2,7	3,5	2,6	5,4	4,1	1,7	2,1	1,3	4,6	3,8	2,5	2,9	4,8	6,6
<b>Sélection et fourniture de personnel</b>	7,5	10,8	2,2	2,7	4,4	13,5	2,1	1,7	6,6	12,3	4,2	3,0	1,7	0,4	15,6
<b>Services de sécurité</b>	1,6	1,5	0,4	1,0	2,4	1,8	1,4	1,4	2,2	1,4	0,8	3,0	1,2	1,8	2,5
<b>Nettoyage industriel</b>	3,9	3,7	6,0	3,8	5,4	3,5	1,0	4,4	3,7	6,5	3,1	2,6	4,1	4,0	3,1
<b>Part totale</b>	17,0	18,7	12,1	10,0	17,6	22,8	6,2	9,7	13,8	23,4	11,9	11,0	9,8	11,1	27,8

(1) Sur base des données disponibles dans le tableau.

(2) 1998.

(3) Services de sécurité, 1998.

(4) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs) et National Accounts - ESA95 - aggregates (theme2/agg5).

L'importance des services aux entreprises dans l'économie ne se limite pas uniquement à la création de richesse et à l'emploi. Elle découle aussi du rôle de facilitation qu'ils jouent pour les autres secteurs et donc de leur impact sur la compétitivité de l'économie dans son ensemble. Si une relation dynamique s'est instaurée entre les services aux entreprises et leurs clients d'autres secteurs de l'économie, cela tient non seulement au fait qu'ils fournissent des services non industriels mais aussi à leur participation croissante aux propres processus de production. On citera à titre d'exemple l'implication des entreprises de transport dans la logistique, qui font d'elles des éléments essentiels dans la planification de la production de leurs clients. Cette implication peut aller encore plus loin lorsque ces entreprises réalisent certaines tâches préalables à la production comme le préassemblage de pièces avant leur livraison.

L'expansion de ce rôle aux multiples facettes a été soulignée par la Commission européenne dans sa communication au Conseil <sup>(1)</sup> qui définit un cadre pour renforcer la compétitivité de l'industrie européenne. Les clients des services aux entreprises peuvent apprécier les progrès de cette compétitivité à de nombreux niveaux, notamment un meilleur accès aux connaissances, aux aptitudes, à l'expertise et aux nouvelles technologies, une meilleure gestion des stocks et l'externalisation de facteurs de production peu exploités auparavant.

<sup>(1)</sup> « La contribution des services aux entreprises à l'efficacité industrielle », Communication de la Commission au Conseil, COM (1998) 534, 1998.

**Tableau 22.2**  
Spécialisation dans les services aux entreprises, 2000 (1)

	Pays les plus spécialisés	Pays les moins spécialisés
<b>Location</b>	P, A, B et F	S, DK, FIN et I
<b>Recherche et développement</b>	L, S, NL et B	A, FIN, IRL et P
<b>Services juridiques, comptables et de conseil</b>	IRL, D, I et B	E, F, FIN et P
<b>Architecture, ingénierie, analyses techniques</b>	FIN, S, DK et D	L, F, B et P
<b>Publicité</b>	E, S, A et FIN	IRL, B, D et L
<b>Sélection et fourniture de personnel</b>	F, B, NL et UK	D, DK, I et S
<b>Services de sécurité</b>	P, E, IRL et L	A, D, NL et DK
<b>Nettoyage industriel</b>	DK, FIN, I et E	L, F, UK et IRL
<b>Services divers aux entreprises</b>	UK, P, S et I	D, DK, B et L

(1) Sur base du taux de spécialisation défini comme la proportion de la valeur ajoutée du secteur dans les services aux entreprises au niveau national divisé par le même rapport au niveau de l'UE; S, 1999; IRL, 1998; services de sécurité pour NL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs).

### PROFIL STRUCTUREL

Sur la base des données SSE disponibles, on estime que les services aux entreprises <sup>(2)</sup> ont généré une valeur ajoutée de 561 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000. Ce chiffre représente environ 11,9 % de la richesse générée par les entreprises de l'Union européenne et 20,9 % de celles du seul secteur des services. Pour apprécier l'importance de ce secteur, on notera qu'il a généré plus de valeur ajoutée que le commerce de détail ou les services de transport.

Le Royaume-Uni a le plus fortement contribué à ce total avec 166 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000. Il dépasse l'Allemagne (121 milliards d'euros) et de loin la France dont le résultat était pratiquement deux fois moindre (87 milliards d'euros). Parmi les grandes économies, il est intéressant de remarquer la taille relativement modeste du secteur des services aux entreprises en Italie (48 milliards d'euros) et en Espagne (33 milliards d'euros) qui contraste avec celle des Pays-Bas, où ces services ont été particulièrement importants, avec 30 milliards d'euros de valeur ajoutée.

<sup>(2)</sup> Sauf indication contraire, les services aux entreprises sont définis ci-après comme la somme des divisions 71, 73 et 74 de la NACE.

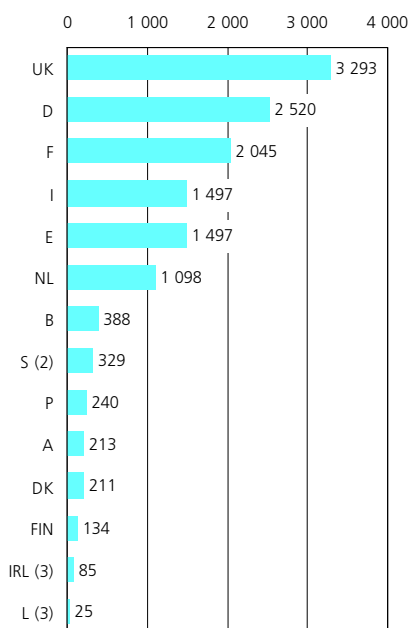
Les services aux entreprises ont bénéficié d'une forte expansion au cours de la seconde moitié des années 90 dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de données <sup>(3)</sup>, avec des taux de croissance généralement supérieurs à 5,0 % par an (à prix courants). On trouve les taux de croissance annuels moyens les plus élevés en France avec 10,0 % (entre 1996 et 2000), au Luxembourg avec 10,5 % (entre 1995 et 2000) et au Royaume-Uni avec 17,2 % (entre 1997 et 2000).

Une ventilation du secteur des services aux entreprises fait apparaître que la principale activité (en termes de valeur ajoutée) a été celle qui correspond au groupe 74.1 de la NACE qui regroupe les services juridiques, comptables et de conseil de gestion (voir le sous-chapitre 22.3). Ce groupe a contribué pour un tiers environ à la valeur ajoutée des services aux entreprises dans l'Union européenne en 2000 et pour plus de 40 % à celle de l'Allemagne, de l'Irlande (1998) et de l'Italie. Les activités d'architecture et d'ingénierie et de contrôle et analyses techniques (groupes 74.2 et 74.3 de la NACE), constituent le deuxième segment et ont

<sup>(3)</sup> Séries chronologiques d'au moins trois ans disponibles pour B, F, I, L, A, P, FIN, S et UK.

Graphique 22.2

**Services aux entreprises  
(NACE divisions 71, 73 et 74)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

tenu une place particulièrement importante dans les États membres septentrionaux où elles ont représenté environ un quart de la valeur ajoutée des services aux entreprises, soit quelque 10 points de pourcentage de plus que dans la plupart des autres pays. Les services de personnel (groupe 74.5 de la NACE) sont relativement importants dans les pays où la place du travail temporaire est bien établie, comme ceux du Bénélux, le Royaume-Uni (où ils ont représenté plus de 10 % de la valeur ajoutée totale) et la France (21,9 %). Les services divers (groupe 74.8 de la NACE qui comprend les activités photographiques, le conditionnement à façon, le secrétariat et la traduction) ont contribué pour environ un dixième à la valeur ajoutée des services aux entreprises : ce secteur a été particulièrement important en Suède (12,3 %, 1999), au Portugal (14,9 %) et au Royaume-Uni (15,0 %). Les activités de location et de R&D ont contribué dans une moindre mesure à la valeur ajoutée totale du secteur communautaire des services aux entreprises. Le tableau 22.2 fournit de plus amples renseignements sur le degré de spécialisation des pays dans les principaux services aux entreprises.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

On estime que les services aux entreprises occupaient quelque 13,8 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000, ce qui équivaut à une part non négligeable de 13,4 % dans l'emploi total de l'économie des entreprises et de 22,1 % dans l'emploi du secteur des services. Ces pourcentages sont

néanmoins supérieurs à ceux enregistrés pour la valeur ajoutée, ce qui laisse penser que la productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur des services aux entreprises a été inférieure à la moyenne.

Les niveaux d'emploi ont augmenté dans l'Union européenne au cours de la seconde moitié des années 90. On observe, dans tous les pays disposant de séries chronologiques relativement longues<sup>(4)</sup>, une croissance moyenne de l'emploi d'au moins 5 % par an, les gains annuels nets les plus élevés atteignant 10,4 % en Finlande et 19,5 % au Portugal (entre 1995 et 2000 dans les deux cas).

En chiffres absolus, le Royaume-Uni a été le premier employeur dans le secteur des services aux entreprises avec quelque 3,3 millions de personnes en 2000, devant l'Allemagne (2,5 millions de personnes) et la France (2,0 millions). L'Italie et l'Espagne ont enregistré des niveaux d'emploi comparables (1,5 million) tandis que les Pays-Bas ont compté 1,1 million de personnes occupées, chiffre élevé compte tenu de la taille de l'économie hollandaise.

Parmi les activités qui composent le secteur des services aux entreprises, les activités juridiques, comptables et de conseil de gestion (groupe 74.1 de la NACE) apportant la contribution principale (tout comme pour la valeur ajoutée) employant environ un quart de l'emploi dans ce secteur. Il convient cependant de souligner l'écart significatif qui sépare ces deux coefficients : rappelant que ce secteur représentait un tiers de la valeur ajoutée générée par les services aux entreprises, concluant que la productivité de la main-d'œuvre a été bien supérieure à la moyenne dans le secteur des activités juridiques, comptables et de conseil en gestion.

Le deuxième fournisseur d'emploi du secteur des services aux entreprises a été le secteur des services de personnel (groupe 74.5 de la NACE) qui a représenté environ un cinquième de l'emploi contre un dixième seulement de la valeur ajoutée. Les activités de nettoyage (groupe 74.7 de la NACE) sont caractérisés par leur forte intensité de main-d'œuvre et une productivité apparente de la main-d'œuvre relativement faible.

L'EFT fournit d'autres informations intéressantes sur les caractéristiques de la main-d'œuvre du secteur des services aux entreprises. Selon cette enquête, par exemple, l'équilibre hommes-femmes a été relativement respecté en 2001 les femmes représentant 47,4 % du

Tableau 22.3

**Services aux entreprises (NACE divisions 71, 73 et 74)  
Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)**

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
<b>EU-15</b>	46,5	47,4	20,8	21,6	23,0	22,0
<b>B</b>	44,5	45,6	16,4	20,3	27,5	24,4
<b>DK</b>	40,2	48,6	23,0	18,4	24,8	17,4
<b>D</b>	51,8	53,0	25,3	28,1	20,4	19,8
<b>EL</b>	40,6	46,2	3,8	3,6	52,6	44,7
<b>E</b>	49,1	50,6	14,6	16,5	23,0	23,1
<b>F</b>	46,7	46,1	17,4	16,7	13,5	12,1
<b>IRL</b>	44,6	49,8	10,0	17,4	23,1	19,6
<b>I</b>	43,3	45,2	13,3	15,9	46,3	45,9
<b>L</b>	47,8	50,6	12,9	16,3	17,1	13,8
<b>NL</b>	42,4	44,4	35,9	39,5	18,6	15,3
<b>A</b>	51,7	51,3	21,1	28,7	19,5	19,1
<b>P</b>	45,8	49,3	11,8	9,9	31,0	24,2
<b>FIN</b>	48,9	47,0	17,9	14,2	17,8	15,7
<b>S</b>	44,8	41,7	22,6	18,2	20,5	17,5
<b>UK</b>	43,5	44,0	22,7	21,9	21,8	19,6

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

<sup>(4)</sup> B, F, I, NL, A, P, FIN, S et UK.

nombre total de personnes occupées dans l'Union européenne, ce chiffre peut être rapproché des 43,5 % observés en moyenne dans l'ensemble des services (sections G à K de la NACE). Les femmes étaient supérieures en nombre aux hommes dans les services aux entreprises en Allemagne (53,0 %), en Autriche (51,3 %), au Luxembourg et en Espagne (50,6 % dans les deux cas), tandis qu'en Suède elles représentaient 42,6 % des personnes occupées. Ces résultats peuvent être mis en parallèle avec la spécialisation sectorielle en fonction des activités, par exemple de la plus grande importance relative des activités de nettoyage en Allemagne ou de celle des activités d'architecture et d'ingénierie en Suède.

En 2001, 21,6 % des personnes occupées dans l'Union européenne travaillaient à temps partiel, ce qui représente environ 1,8 point de pourcentage de plus que la moyenne des services (sections G à K de la NACE). Comme on peut s'y attendre, les salariés ont été plus concernés (23,4 %) que les travailleurs indépendants (14,2 %) par cette forme d'emploi bien que dans les deux cas ces

pourcentages ont dépassé les moyennes respectives de l'ensemble du secteur des services. Le travail à temps partiel a été là aussi l'apanage des femmes, 35,7 % de celles-ci travaillant dans le secteur des services aux entreprises ayant recours à cette forme d'emploi contre 8,9 % à peine pour les hommes. Ces proportions sont d'ailleurs comparables aux moyennes correspondantes de l'ensemble du secteur des services.

L'importance de la proportion de travailleurs indépendants est une autre caractéristique des services aux entreprises. Les indépendants ont représenté 22,0 % du nombre total de personnes occupées dans l'Union européenne en 2001. La main-d'œuvre a été essentiellement composée de salariés (77,2 %), les travailleurs familiaux n'en représentant qu'une part marginale (0,8 %). Près des trois quarts des indépendants du secteur des services aux entreprises étaient des hommes (72,1 %), pourcentage semblable à la moyenne des services (71,8 %).

Comme il a été remarqué précédemment, la productivité apparente de la main-d'œuvre

dans les services aux entreprises a été légèrement inférieure à celle des services dans leur ensemble. Les estimations basées sur les données SSE disponibles montrent que chaque personne occupée a généré 40 600 euros de valeur ajoutée en 2000, environ 2 300 de moins que la moyenne des services (sections G à K de la NACE) et 5 100 de moins que la moyenne pour l'ensemble des entreprises de l'Union européenne (sections C à K de la NACE). Ce résultat peut être essentiellement imputé à la division 74 de la NACE (services fournis principalement aux entreprises) qui a enregistré l'une des plus faibles productivités de tous les secteurs des services (à l'échelon des divisions de la NACE). Chaque personne occupée dans les services fournis principalement aux entreprises a généré en moyenne une valeur ajoutée de 38 200 euros.

Si l'on tient compte du coût moyen de la main-d'œuvre, le ratio de productivité du travail ajustée des salaires du secteur des services aux entreprises (divisions 71, 73 et 74 de la NACE) a été supérieur à 130 % dans tous les pays à l'exception de la Belgique (126,9 %) et de la France (124,0 %).

## 22.1: LOCATION ET CRÉDIT-BAIL

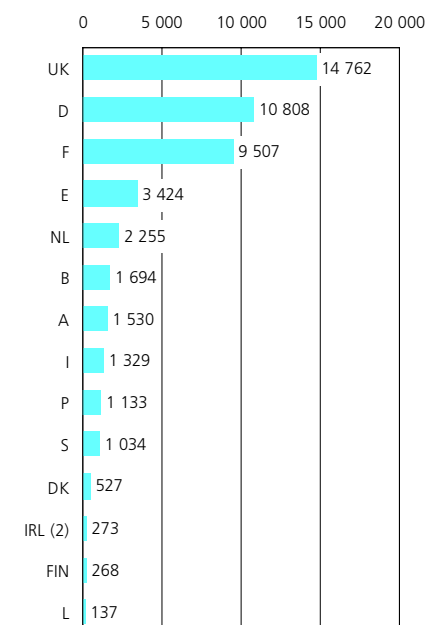
Ce sous-chapitre couvre les activités de location de machines et d'équipements sans opérateur et la location de biens personnels et domestiques (division 71 de la NACE). L'éventail des biens se prêtant à la location est large, mais les plus importants sont les matériels de transport (terrestre, maritime et fluvial, aérien), le matériel agricole, les équipements pour la construction, les machines de bureau et le matériel informatique. Il convient de noter qu'une distinction est généralement établie entre la location opérationnelle (ou location à long-terme), qui est comprise dans ce sous-chapitre, et le crédit-bail financier qui, considéré comme une forme particulière de crédit, est couvert par le secteur des services financiers (voir chapitre 21). La location et le crédit-bail de biens immobiliers sont également traités ailleurs, au chapitre 15.

La location et le crédit-bail (ou leasing) constituent deux formules permettant à des clients d'utiliser un bien (un équipement en général) sans avoir à en payer la valeur totale lors de l'acquisition. Le crédit-bail se rapporte généralement à des opérations à moyen ou long terme et la location à des périodes plus courtes, mais cela n'est pas toujours le cas. Dans le cadre du crédit-bail, le preneur (l'utilisateur du bien) dispose souvent d'une option d'achat du bien, parfois pour un montant symbolique, au terme de la période fixée et la propriété juridique et économique du bien ne lui est transférée que s'il exerce cette option. En général, tant s'il s'agit de location que de crédit-bail, les droits restent néanmoins acquis au bailleur qui assume normalement la responsabilité de l'entretien de l'équipement.

Ces deux formules offrent aux utilisateurs divers avantages dès lors qu'elles améliorent les flux de trésorerie, qu'elles réduisent les besoins de mobilisation de capitaux et les périodes pendant lesquelles des équipements peuvent rester improductifs et qu'elles atténuent les risques de charges d'entretien élevées, d'indisponibilité d'équipements pour cause de panne et d'obsolescence prématurée. Elles peuvent aussi être assorties d'avantages fiscaux, notamment dans le cas du crédit-bail.

Graphique 22.3

**Location sans opérateur  
(NACE division 71)  
Valeur ajoutée, 2000  
(millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



Tableau 22.4

**Location sans opérateur (NACE division 71)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	40,7	0,5	3,9	23,8	12,6	28,8	-7,8	3,3	23,2	7,4	26,5	-19,3	10,3	11,8	-7,4
<b>DK</b>	:	:	:	:	-1,9	:	:	:	:	-1,5	:	:	:	:	8,7
<b>D</b>	:	5,8	4,8	6,4	-37,7	:	:	:	:	-65,4	:	:	:	:	-6,3
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	7,5	:	:	:	:	0,6	:	:	:	:	8,2
<b>F</b>	28,2	-1,3	8,3	6,2	18,1	23,7	-0,9	9,7	3,2	9,2	12,6	-0,5	4,9	3,7	11,9
<b>IRL</b>	15,3	24,3	33,7	:	:	3,9	36,2	40,5	:	:	2,0	10,9	28,2	:	:
<b>I</b>	:	-40,0	152,8	40,2	10,3	:	-29,9	149,1	38,2	-7,2	:	-1,0	47,2	17,9	10,0
<b>L</b>	26,6	-2,1	3,6	11,5	8,1	18,6	-8,4	42,9	-21,3	12,3	21,3	3,9	3,6	25,7	6,8
<b>NL</b>	:	:	9,6	:	:	:	:	8,6	:	:	7,8	4,7	0,8	:	:
<b>A</b>	-0,1	10,7	2,8	9,7	11,9	:	:	10,0	6,0	5,4	1,5	-3,5	2,5	8,4	17,0
<b>P</b>	501,7	-2,3	33,5	-1,8	33,9	:	1,1	16,9	21,4	29,7	208,2	-5,8	-2,6	7,0	2,2
<b>FIN</b>	3,6	9,4	16,0	10,2	14,4	18,9	12,8	26,6	-0,8	13,6	7,5	6,6	2,3	9,9	6,5
<b>S</b>	22,1	-1,3	-2,2	16,2	11,1	20,8	-0,9	-7,6	19,6	15,7	:	:	-2,3	5,2	1,4
<b>UK</b>	4,3	19,9	20,6	14,2	3,8	:	:	24,8	10,1	4,8	:	:	:	9,5	4,1

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**PROFIL STRUCTUREL**

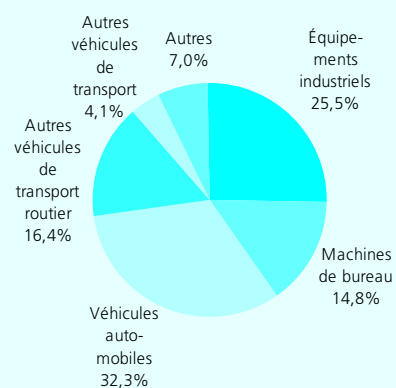
La valeur ajoutée générée par les activités de location et de crédit-bail dans l'Union européenne a été évaluée à 52,1 milliards d'euros en 2000, ce qui représente une contribution de 1,9 % à la richesse totale générée dans le secteur des services. Trois pays ont réalisé les deux tiers de ce montant : le Royaume-Uni (17,8 milliards d'euros), l'Allemagne (10,8 milliards) et la France (9,5 milliards). La valeur ajoutée de l'Espagne (3,4 milliards), et surtout de l'Italie (1,3 milliard), a été particulièrement faible en 2000 en comparaison avec la taille des économies de ces pays. En revanche, la location et le crédit-bail étaient particulièrement importants en Autriche (1,5 milliard d'euros) et au Portugal (1,1 milliard) où la part de ces activités dans la valeur ajoutée des services aux entreprises a été supérieure à la moyenne.

La location et le crédit-bail se sont considérablement développés pendant la deuxième moitié des années 90 dans la plupart des pays pour lesquels on dispose de données <sup>(5)</sup> et nombreux sont ceux qui affichent des taux de croissance annuels moyens supérieurs à 10 %. L'expansion a été la plus rapide en Italie, où la valeur ajoutée est passée de 593 millions d'euros en 1996 à 1,3 milliard en 2000, soit une progression annuelle de 22,3 %. D'autres pays affichent également une forte croissance comme le Portugal (16,8 % en moyenne de 1996 à 2000), la Finlande (13,9 % entre 1995 et 2000) et la Belgique (10,2 % entre 1995 et 2000). Les Pays-Bas ont été le seul État membre à enregistrer un léger recul en termes de valeur ajoutée pendant la période considérée : 2,4 milliards en 1995 et 2,3 milliards en 2000.

Alors que les opérations de crédit-bail portaient traditionnellement sur le matériel de bureau, elles s'étendent désormais à un large éventail de biens allant des machines et installations industrielles aux véhicules automobiles, bateaux et avions. En 2001, le matériel de bureau ne représentait plus que 14,8 % du chiffre d'affaires total (voir graphique 22.4). Les voitures particulières constituaient le segment le plus important du marché avec environ 32,3 % du chiffre d'affaires du crédit-bail, davantage que les équipements industriels (25,5 %).

<sup>(5)</sup> Séries chronologiques d'au moins trois ans disponibles pour B, F, I, L, NL, A, P, FIN, S et UK.

Graphique 22.4

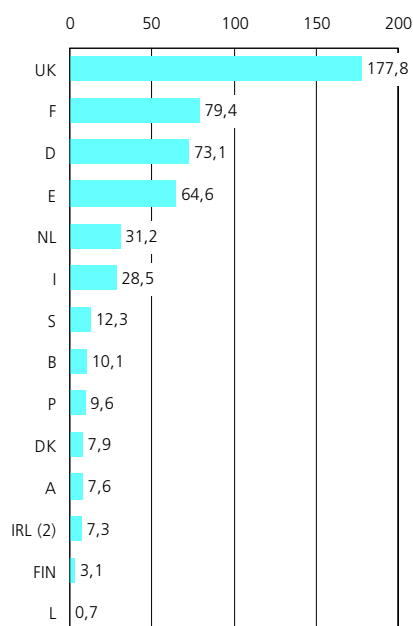
**Leasing d'équipements dans l'UE par type d'actif, 2001 (% du chiffre d'affaires) (1)**


(1) À l'exclusion EL et L.

Source: Leaseurope, Statistiques annuelles, disponible sur <http://www.leaseurope.org>.



Graphique 22.5

**Location sans opérateur  
(NACE division 71)****Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**

(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

En termes d'emploi, le secteur de la location et du crédit-bail ne tient pas une place particulièrement importante. On estime que ces activités occupaient 520 500 personnes dans l'Union européenne en 2000, soit environ 0,5 % de l'emploi total des entreprises de l'Union européenne et 0,8 % de l'emploi du secteur des services. Au niveau des divisions de la NACE dans le secteur des services, seuls le transport par eau et par air et la recherche et le développement enregistraient un niveau d'emploi plus faible. Néanmoins, l'emploi s'est développé rapidement pendant la seconde moitié des années 90 bien qu'à un rythme plus lent que la valeur ajoutée. En Italie, le niveau d'emploi a presque doublé entre 1996 et 2000, passant de 15 091 à 28 542 personnes occupées, soit un taux de croissance annuel de 17,3 %. Les Pays-Bas, malgré une réduction de la valeur ajoutée, ont enregistré le deuxième taux de croissance de l'emploi, avec un gain global de 50 % du nombre de personnes occupées dans le secteur de la location et du crédit-bail entre 1995 (20 218 personnes occupées) et 2000 (31 177). Par contre, les niveaux d'emploi sont restés relativement stables en Suède (taux de croissance moyen annuel de 1,4 % entre 1997 et 2000) et au Portugal (0,1 % par an entre 1995 et 2000).

Selon les données de l'EFT l'emploi dans le secteur de la location et du crédit-bail revêt de nombreuses caractéristiques que l'on associe plus volontiers, en général, à l'industrie manufacturière qu'aux autres services aux entreprises. On a constaté par exemple une prédominance relative des hommes, des salariés et du travail à temps plein au sein de la main-d'œuvre communautaire de ce secteur en 2001. De fait, près des deux tiers (63,6 %) des personnes occupées étaient des hommes, ce qui constitue la proportion la plus élevée de toutes les activités de ce chapitre (au niveau des divisions de la NACE). La part du travail à temps complet a été de 83,6 % (contre 78,4 % pour les services aux entreprises) et les salariés ont représenté 85,6 % des effectifs, soit 8,4 points de pourcentage de plus que la moyenne enregistrée dans les services aux entreprises.

Compte tenu de la nature particulière des activités de location, une plus grande prudence doit être observée dans l'interprétation des ratios financiers qui les concernent. Restant propriétaires des biens qu'elles louent, les entreprises de ce secteur peuvent en effet afficher un niveau de revenus financiers et de déductions pour amortissements beaucoup plus élevé que les firmes fournissant d'autres types de services. Il se pourrait donc que les ratios basés sur des indicateurs tels que la valeur ajoutée brute soient surestimés. Par exemple, la productivité du travail ajustée des salaires a été particulièrement élevée dans ce secteur et elle dépasse 200 % dans tous les pays ayant transmis des données concernant 2000, à l'exception de l'Italie. Le coût moyen de la main-d'œuvre a dépassé en général les moyennes de l'ensemble du secteur des services aux entreprises. Aux Pays-Bas, en Allemagne et au Portugal par exemple, il a représenté plus de 120 % de la moyenne des services aux entreprises, le même taux dans la plupart des autres pays se situant entre 110 et 120 %.

## 22.2: RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les activités de recherche et développement (R&D) sont classées, dans la NACE, en fonction de leur domaine d'action. Une distinction est établie entre la recherche et le développement en sciences physiques et naturelles (groupe 73.1 de la NACE) et la recherche et le développement en sciences humaines et sociales (groupe 73.2 de la NACE). Il convient de noter que les activités d'étude de marché ne sont pas couvertes par cette section de la NACE (voir sous-chapitre 22.3). En outre, les statistiques présentées dans le présent sous-chapitre concernent exclusivement les entreprises qui exercent des activités de R&D à titre principal; elles excluent donc les départements de recherche des universités, des administrations publiques et des entreprises dont la principale activité est classée ailleurs dans la nomenclature.

## PROFIL STRUCTUREL

Les données SSE permettent d'estimer la valeur ajoutée générée par les entreprises de R&D de l'Union européenne en 2000. Cette estimation s'élève à quelque 11,2 milliards d'euros dont près de la moitié a été enregistrée par deux pays, le Royaume-Uni (2,7 milliards) et l'Allemagne (2,6 milliards). La valeur ajoutée générée par les Pays-Bas est comparable à celle de la France (1,5 milliard d'euros). Si les entreprises de R&D ne représentent qu'une part marginale du secteur des services aux entreprises dans la plupart des pays (0,5 à 2,0 % de la valeur ajoutée), elles ont un poids considérable au Luxembourg où la valeur ajoutée de 159 400 euros qu'elles ont générée en 2000 représente 12 % de celle des services aux entreprises. Les chiffres de la Suède, de l'Allemagne et de la Belgique démontrent aussi que ce secteur a été important par rapport à la taille de leur secteur des services aux entreprises.

Tableau 22.5

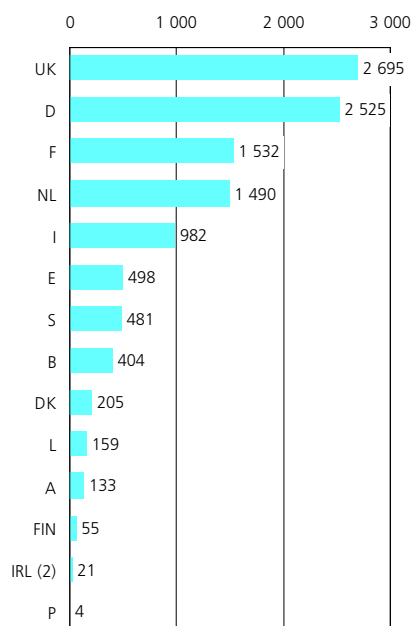
**Recherche et développement (NACE division 73)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	26,3	-1,2	0,4	23,1	2,3	-1,0	1,0	-15,1	49,3	4,8	1,4	-8,1	9,8	22,0	7,9
<b>DK</b>	:	:	:	:	22,2	:	:	:	:	25,9	:	:	:	:	12,4
<b>D</b>	:	16,5	37,4	6,2	-15,4	:	:	:	:	-58,3	:	:	:	:	-56,0
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	3,0	23,7	:	:	:	3,2	-19,8	:	:	:	4,2	-30,3
<b>F</b>	:	5,5	10,3	6,6	11,2	:	2,1	9,1	18,4	11,5	:	9,9	9,3	4,0	14,7
<b>IRL</b>	74,5	-9,2	110,6	:	:	79,2	-8,7	62,7	:	:	40,9	7,5	12,2	:	:
<b>I</b>	:	6,2	-19,8	20,4	8,3	:	-19,6	-2,9	17,1	12,1	:	1,0	-0,7	13,8	3,0
<b>L</b>	3,6	-2,4	20,5	2,1	1,0	17,3	-24,6	48,6	3,3	1,3	14,6	5,6	15,4	16,4	-9,1
<b>NL</b>	:	:	:	:	15,5	:	:	:	:	-1,3	11,9	19,4	8,5	:	:
<b>A</b>	7,0	-7,4	12,4	12,6	274,3	:	:	2,8	13,8	99,1	9,4	12,9	14,9	-4,0	78,1
<b>P</b>	35,0	137,0	1,6	70,8	-12,6	:	125,0	105,6	2,7	2,6	32,9	10,6	64,0	-8,8	10,7
<b>FIN</b>	8,5	49,5	1,5	239,9	65,3	7,0	16,8	-8,7	-42,1	102,2	2,8	36,2	-7,3	4,3	38,1
<b>S</b>	37,3	44,0	38,4	13,6	-26,0	35,2	98,0	24,2	4,1	-28,5	:	:	14,5	6,1	-22,2
<b>UK</b>	4,3	35,2	11,2	10,0	-6,4	:	:	-1,1	7,1	-25,1	:	:	:	-3,2	-0,1

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 22.6

**Activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion; holdings (NACE groupe 74.1)**  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)

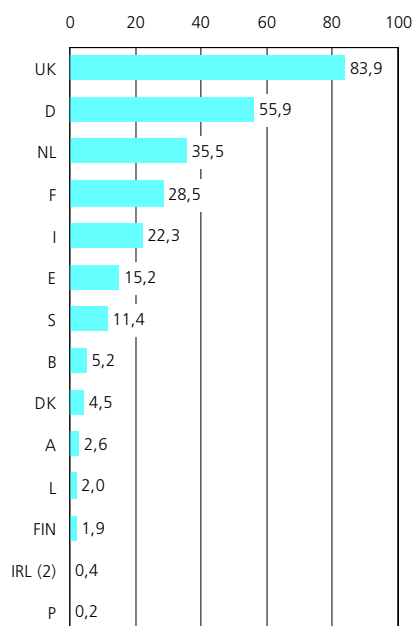


(1) EL, non disponible.  
(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 22.7

**Recherche et développement (NACE division 73)**  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL, non disponible.  
(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Selon les données SSE disponibles, on estime que les entreprises de R&D ont employé quelque 269 700 personnes dans l'Union européenne en 2000. À cet égard, et au niveau des divisions de la NACE, cette activité a été la plus modeste du secteur des services après celle du transport par eau n'ayant représenté que 0,3 % des personnes occupées dans l'économie des entreprises de l'Union européenne.

L'EFT indique qu'une petite majorité de la main-d'œuvre communautaire de R&D était composée d'hommes en 2001 (58,4 %). Contrairement aux autres services aux entreprises, pratiquement toutes les personnes occupées (96,4 %) étaient salariées. Seule l'Italie a fait état d'une proportion importante de travailleurs indépendants (19,7 %) dans cette activité. Le travail à temps plein, qui concernait 86,4 % de la main-d'œuvre, y était aussi plus répandu que dans les autres services aux entreprises.

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur communautaire de la R&D a été estimée à 41 500 euros par personne occupée en 2000, montant légèrement supérieur à la moyenne des services aux entreprises, mais inférieur à la moyenne des services (section G à K de la NACE) ou de l'économie globale des entreprises (sections C à K de la NACE). La Belgique (77 600 euros par personne) et le Luxembourg (80 700 euros) affichaient les effectifs les plus productifs, tandis que la Finlande (29 200 euros) et le Portugal (19 000 euros) se situaient en deçà de la moyenne.

La productivité du travail ajustée des salaires a été généralement moins forte dans les entreprises de R&D que dans d'autres services aux entreprises et la valeur ajoutée n'a pas toujours couvert les dépenses de personnel. Tel a été notamment le cas en 2000 au Danemark, au Portugal, en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni. C'est en Belgique où ce ratio de productivité a été le plus élevé avec 125,6 %. Ces chiffres globalement modestes peuvent s'expliquer, partiellement du moins, par l'importance des dépenses de personnel vraisemblablement liées au niveau élevé de qualification de la majorité de personnes occupées. De fait, le coût de la main-d'œuvre se situait généralement au-delà des 45 000 euros par salarié, avec un maximum de 72 600 euros au Luxembourg en 2000 <sup>(6)</sup>, à rapprocher d'un montant généralement inférieur à 30 000 euros pour l'ensemble des services aux entreprises.

<sup>(6)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

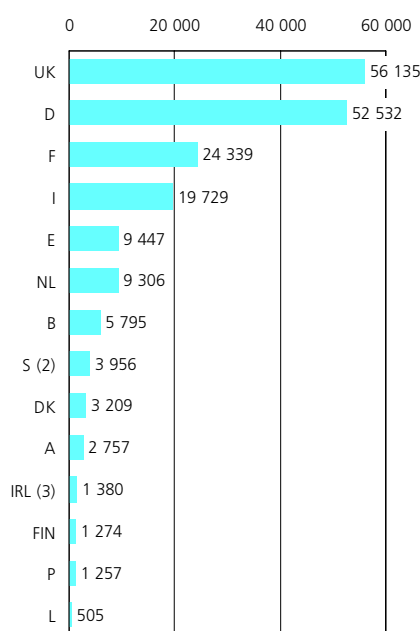
### 22.3: ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES ET DE CONSEIL DE GESTION

Les activités décrites dans ce sous-chapitre couvrent un large éventail de prestations professionnelles : services juridiques; établissement, examen et certification des comptes; conseils fiscaux; études de marché et sondages; conseil pour les affaires et la gestion; administration d'entreprises (sociétés « holdings »). Elles sont classées dans le groupe 74.1 de la NACE.

Un grand nombre de services examinés dans ce chapitre sont fournis par de petites entreprises et aussi souvent par des indépendants ou des sociétés de personnes qui offrent une gamme limitée et spécifique de services. Dans certains secteurs, les entreprises ont atteint une taille considérable tant du point de vue géographique (des entreprises locales sont devenues nationales puis multinationales), que du point de vue de leur activité où elles sont passées d'une certaine spécialisation à une offre multi-services. Ce phénomène s'est surtout produit parmi les sociétés comptables qui ont assumé de nouvelles activités dans le domaine du conseil (en gestion et en technologies de l'information notamment - ce dernier aspect étant abordé au chapitre 23), donnant lieu, dans des cas bien connus du grand public, à des conflits d'intérêts. Dans certains de ces services, l'expansion internationale a été souvent assurée par la création de réseaux d'entreprises indépendantes plutôt que par l'implantation de filiales à l'étranger sous la gouverne d'un groupe unique.

Certains de ces services, comme les services juridiques ou les conseils fiscaux, bien que classés dans le chapitre des services aux entreprises, sont en partie fournis à des particuliers.

**Graphique 22.8**  
**Activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion; holdings (NACE groupe 74.1)**  
**Valeur ajoutée, 2000**  
**(millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

#### PROFIL STRUCTUREL

Les activités juridiques, comptables et de conseil de gestion représentent la principale activité du secteur des services aux entreprises, avec 191,6 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 <sup>(7)</sup>, soit plus d'un tiers de la valeur ajoutée de ce secteur. Plus de la moitié de ce montant a été générée par deux pays, l'Allemagne et le Royaume-Uni, avec 52,5 et 56,1 milliards d'euros de valeur ajoutée respectivement, plus du double des chiffres déclarés par la France (24,3 milliards d'euros) ou l'Italie (19,7 milliards).

En termes relatifs, les services professionnels ont été particulièrement importants en Irlande où ils ont représenté, avec 1,4 milliard d'euros (1998), près de la moitié de la valeur ajoutée générée par le secteur des services aux entreprises. A l'inverse, ils ont été relativement moins développés au Portugal et en Finlande où ils n'ont représenté qu'un quart de la valeur ajoutée des services aux entreprises.

Le secteur des services professionnels s'est modérément développé pendant la seconde moitié des années 90 à l'exception du Royaume-Uni où sa valeur ajoutée a augmenté, passant de 30,0 milliards d'euros en 1997 à 56,1 milliards en 2000. Mis à part le Luxembourg (taux de croissance annuel moyen de 11,3 % sur la période 1995-2000), les autres pays ayant fourni des données <sup>(8)</sup> ont affiché des taux de croissance entre 5 et 10 %.

Les données disponibles par classe de taille montrent que les entreprises fournissant des services professionnels sont généralement plus petites que celles du secteur des services aux entreprises. Les entreprises employant moins de 10 personnes ont représenté 40,6 % de la valeur ajoutée et 46,9 % de l'emploi en 2000 <sup>(9)</sup>, parts nettement supérieures aux moyennes respectives du secteur global des services aux entreprises dans son ensemble.

<sup>(7)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(8)</sup> Séries chronologiques d'au moins trois ans disponibles pour B, F, I, L, NL, A, P, FIN, S et UK.

<sup>(9)</sup> D, EL, IRL et L, non disponibles; S, 1999.

**Activités juridiques**

Les services juridiques sont définis comme les activités des juristes, des avoués, des notaires, des avocats inscrits à l'Ordre et des conseillers juridiques. En dépit de la création de partenariats internationaux de grande envergure, la plupart des personnes travaillant dans ce secteur sont des avocats ou notaires indépendants. Selon les données rassemblées par le Conseil des barreaux de l'Union européenne plus de 617 600 avocats pleinement qualifiés exerçaient leur profession dans l'Union européenne en 2000, soit 1,6 par millier d'habitants.

**Activités comptables**

Selon la Fédération des Experts Comptables Européens (FEE), l'Union européenne comptait en 2000 plus de 386 600 experts comptables affiliés à des associations nationales dont 62 % environ travaillaient pour des entreprises spécialisées en services comptables et le reste dans le département comptable d'entreprises opérant dans d'autres secteurs ou dans les administrations publiques.

Les services comptables consistent principalement en l'établissement et la vérification des comptes, mais les entreprises de ce secteur fournissent également des services de conseil en matière fiscale, financière, de gestion générale et de TI. La profession est dominée par un petit groupe de grandes sociétés internationales qui travaillent généralement pour de moyennes et grandes sociétés. L'essentiel des activités de ce secteur est toutefois assuré par de petites firmes, et en particulier par des comptables indépendants.

Le marché communautaire des services comptables est un bon exemple de marché de services professionnels très fragmenté en raison, fondamentalement, de la multitude de règles et réglementations auxquelles les entreprises sont soumises, y compris au niveau de l'accès même à la profession. Les règles s'appliquant à la comptabilité, à la fiscalité, au droit des sociétés ou à la législation sociale peuvent fortement différer d'un pays à l'autre, constituant une entrave aux opérations transnationales.

**Études de marché et sondages**

Les études de marché se réfèrent à l'analyse des marchés de produits et de services. Ces études permettent généralement aux entreprises d'identifier et d'évaluer les conditions des marchés et leurs tendances naissantes, définir et évaluer des stratégies de vente. Ce service couvre également les enquêtes d'opinion publique sur des questions politiques, économiques ou sociales. Selon l'Association européenne pour les études d'opinion et de marketing (ESOMAR®), les activités liées aux études de marché auraient généré un chiffre d'affaires de 6,5 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2001, soit 7,3 % de plus qu'en 2000 et ce à la suite de deux années consécutives de croissance supérieure à 10 %.

Les principaux clients de ce type de services ont été les entreprises manufacturières qui ont représenté plus de la moitié du chiffre d'affaires réalisé en 2001 (voir tableau 22.7), alors que les médias comptaient pour environ 10 % du chiffre d'affaires, représentant le second client le plus important. La majeure partie du chiffre d'affaires de ce sous-secteur a été générée par les études de marché (environ 79,0 %). Le premier groupe mondial de ce secteur était VNU (Pays-Bas) qui, après son acquisition en 2001 de l'ancien numéro un ACNielsen (États-Unis), VNU comptait pour près de 25 % du chiffre d'affaires des 25 premières sociétés, avec 2,7 milliards d'euros (voir tableau 22.8), c'est à dire plus de deux fois le chiffre d'affaires de la deuxième société du classement, IMS Health (États-Unis).

**Tableau 22.6****Activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion; holdings (NACE groupe 74.1)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	11,6	6,4	18,5	13,4	24,6	-5,7	-3,3	11,1	14,3	14,6	1,3	-4,1	13,6	4,4	10,6
<b>DK</b>	:	:	:	:	17,8	:	:	:	:	27,1	:	:	:	:	9,7
<b>D</b>	:	-4,1	8,1	11,5	-32,0	:	:	:	:	-21,4	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	13,2	:	:	:	:	11,8	:	:	:	:	3,8
<b>F</b>	17,9	23,6	7,7	7,3	22,5	-10,2	2,3	23,6	-3,0	17,5	-29,5	6,8	9,3	4,2	11,9
<b>IRL</b>	19,2	18,8	13,0	:	:	18,3	23,7	15,6	:	:	6,1	3,5	8,8	:	:
<b>I</b>	:	2,7	7,1	27,5	8,7	:	1,5	9,5	11,5	10,8	:	2,9	1,8	9,3	9,0
<b>L</b>	4,6	22,3	7,8	11,9	18,9	15,4	13,2	7,2	6,3	14,7	16,4	9,7	13,5	2,3	13,7
<b>NL</b>	:	:	-7,3	:	:	:	:	11,5	:	:	17,5	2,3	2,5	:	:
<b>A</b>	:	:	9,4	3,4	8,5	:	:	6,4	5,0	4,8	:	:	5,8	3,4	2,9
<b>P</b>	:	-57,5	36,6	15,3	-28,4	:	-70,5	45,0	51,0	-36,8	:	8,3	10,2	-5,2	-1,5
<b>FIN</b>	-43,2	10,8	49,8	7,3	-16,0	-14,8	16,9	56,0	-26,3	-10,6	-7,8	0,8	9,7	5,8	-0,1
<b>S</b>	8,9	11,2	13,3	19,1	:	-1,2	34,8	4,0	2,9	:	:	:	6,0	6,6	:
<b>UK</b>	:	:	23,2	16,0	21,9	:	:	26,6	13,7	30,2	:	:	:	5,0	10,2

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.7

**Principaux clients des sociétés d'études de marché dans l'UE, 2001 (%) (1)**

	Part dans le chiffre d'affaires (%)
Industrie manufacturière	50,8
Médias	9,7
P&T, services d'utilité publ.	6,2
Administrations publiques	6,0
Services financiers	5,5
Instituts de recherche	5,1
Commerce	4,1
B2B industriel	3,6
Agences de publicité	2,3
Autres	6,7

(1) L, NL et A, non disponibles.

Source: Annual Study on the Market Research Industry, ESOMAR, 2001 Copyright © ESOMAR® 2003. Reproduction autorisée par ESOMAR®, Amsterdam, NL. Pour plus d'informations, veuillez vous référer au site <http://www.esomar.nl>.

Tableau 22.8

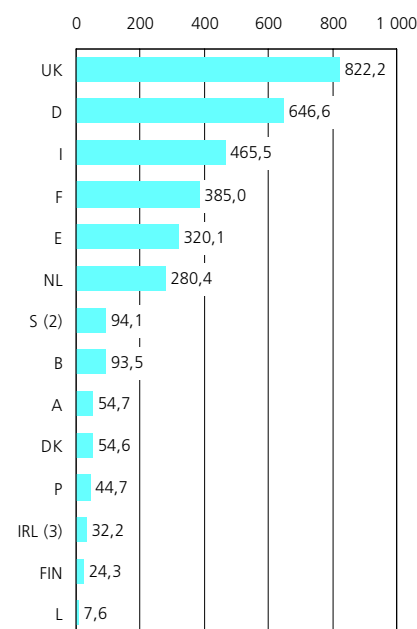
**Les dix principales sociétés d'études de marché selon le chiffre d'affaires, 2001**

		Nombre de salariés à plein temps (études de marché)	Chiffre d'affaires mondial (millions d'euros)
VNU	NL	31 919	2 680
IMS Health	US	5 400	1 308
WPP	UK	6 285	1 124
Taylor Nelson Sofres	UK	8 685	908
Information Resources	US	4 000	621
GfK Group	D	4 750	536
NFO WorldGroup	US	9 500	506
Ipsos Group	F	3 362	480
NOP World	UK	1 748	363
Westat	US	1 576	319

Source: Annual Study on the Market Research Industry, ESOMAR, 2001 Copyright © ESOMAR® 2003. Reproduction autorisée par ESOMAR®, Amsterdam, NL. Pour plus d'informations, veuillez vous référer au site <http://www.esomar.nl>.

Graphique 22.9

**Activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion; holdings (NACE groupe 74.1)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Conseil en gestion

Comme dans les autres services professionnels, ce secteur est composé d'un petit groupe de grands consultants internationaux et d'un nombre important de très petites entreprises.

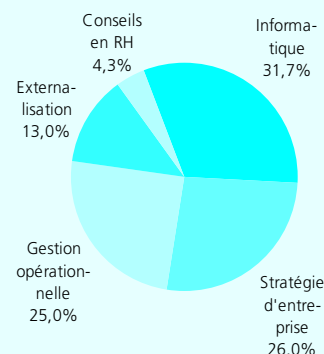
Selon la Fédération européenne des associations de conseil en organisation (FEACO), l'Union européenne comptait en 2002 quelque 280 000 consultants <sup>(10)</sup> dont le chiffre d'affaires, estimé à 52,5 milliards d'euros, a progressé de 10,5 % par rapport à 2001. Les activités de conseil en technologies de l'information <sup>(11)</sup> (31,7 %), en stratégie d'entreprise (26,0 %) et en gestion de l'exploitation (25,0 %) ont constitué les principaux domaines d'activité des consultants en gestion en 2002 (voir graphique 22.10). En ce qui concerne la demande, les principaux clients des firmes de conseil ont été les entreprises manufacturières, avec 27,3 % du chiffre d'affaires total (voir graphique 22.11).

(10) EU-15 (sauf IRL et L). Bulgarie, Suisse, Hongrie, Norvège, Pologne, Roumanie, Russie et Slovaquie: prévisions.

(11) Les conseils en matière de TI sont souvent dispensés par des consultants en gestion; il convient de noter que les consultants dont le conseil en matière de TI constitue l'activité principale sont inclus dans la division 72 de la NACE et décrits au chapitre 23.

Graphique 22.10

**Chiffre d'affaires du conseil en gestion en Europe ventilé par activité, 2002 (1)**

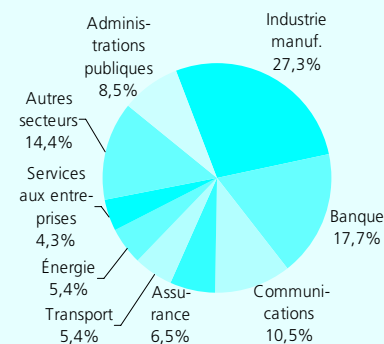


(1) EU-15 (à l'exclusion de IRL et L), BG, CH, HU, NO, PL, RO, RU et SI; prévisions.

Source: Survey of the European Management Consultancy Market, FEACO, 31 décembre 2001.

Graphique 22.11

**Chiffre d'affaires du conseil en gestion en Europe ventilé par client, 2002 (1)**



(1) EU-15 (à l'exclusion de IRL et L), BG, CH, HU, NO, PL, RO, RU et SI; prévisions.

Source: Survey of the European Management Consultancy Market, FEACO, 31 décembre 2001.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Selon les données SSE, 3,3 millions de personnes environ travaillaient dans les services professionnels dans l'Union européenne en 2000 <sup>(13)</sup>. Le quart d'entre elles approximativement (822 200 personnes) se trouvaient au Royaume-Uni et le cinquième (646 600) en Allemagne. L'Italie était le troisième employeur dans les services professionnels avec 465 500 personnes, devant la France (385 000) malgré une valeur ajoutée inférieure. Comme indiqué plus haut, le secteur des services professionnels était très développé aux Pays-Bas, avec 280 400 personnes occupées en 2000.

<sup>(12)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

Les séries chronologiques disponibles concernant la seconde moitié des années 90 <sup>(14)</sup> mettent en évidence la nature relativement dynamique du marché du travail des services professionnels : en moyenne, la création nette d'emplois a été supérieure à 4,0 % par an dans la plupart des pays, allant jusqu'à 8,0 % par an entre 1995 et 2000 en France, 8,7 % aux Pays-Bas et même 10,2 % au Luxembourg (sur la même période dans les deux cas).

La productivité apparente de la main-d'œuvre dans le secteur des services professionnels a fortement fluctué selon les pays mais elle a été supérieure, dans tous les cas, à la moyenne de l'ensemble des services aux entreprises <sup>(15)</sup>. Les ratios de productivité vont de 28 100 euros par personne occupée au Portugal à 81 200 euros en Allemagne et ils dépassent 50 000 euros dans la plupart des pays.

<sup>(13)</sup> B, F, I, L, NL, A, P, FIN, S et UK.

<sup>(14)</sup> EL, non disponible.

Néanmoins, si l'on tient compte du niveau des dépenses de personnel, les conclusions que l'on est amené à tirer sont moins tranchées. Le coût moyen élevé de la main-d'œuvre fait chuter les ratios de productivité du travail ajustée des salaires à des niveaux inférieurs à la moyenne des services aux entreprises en Belgique, en Espagne, en France, aux Pays-Bas, en Autriche et en Suède mais dans les autres pays, notamment au Royaume-Uni (177,7 %) et en Allemagne (222,1 %), cette productivité a dépassé la moyenne des services aux entreprises.

## 22.4: ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIEURIE; ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES

Les activités d'architecture et d'ingénierie couvertes par le groupe 74.2 de la NACE comprennent les activités de conseil en matière d'architecture (telles que la conception de bâtiments et l'établissement de plans, la surveillance des travaux de construction, l'urbanisme et l'architecture paysagère) et diverses activités techniques et d'ingénierie liées à la construction, ainsi que des activités géologiques et de prospection, des activités concernant les prévisions météorologiques et des activités de levé géodésique. Les activités de contrôle et analyses techniques (groupe 74.3 de la NACE) comprennent la réalisation de mesures environnementales, les essais dans le domaine de l'hygiène alimentaire, le contrôle des calculs des éléments des constructions et la certification des équipements, y compris le contrôle technique des véhicules automobiles.

**PROFIL STRUCTUREL**

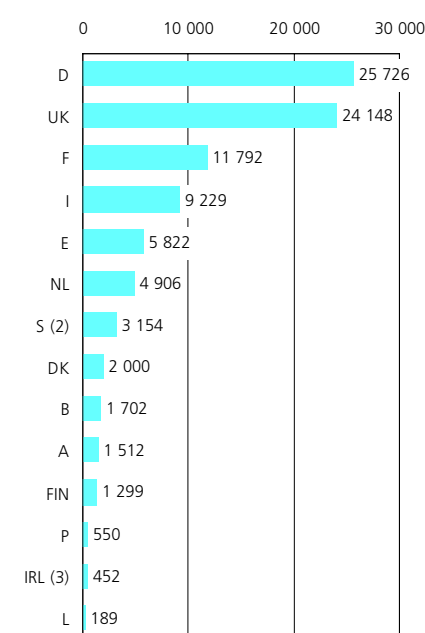
Les activités d'architecture et d'ingénierie ont généré 92,5 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(15)</sup>, soit environ 17 % de la valeur ajoutée totale des services aux entreprises. Contrairement à la situation observée pour la plupart des autres services aux entreprises, l'Allemagne a été le premier contributeur, avec 25,7 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000, devant le Royaume-Uni (24,1 milliards), la France, qui a enregistré moins de la moitié (11,8 milliards) de la valeur ajoutée de l'Allemagne, puis l'Italie (9,2 milliards d'euros). Par rapport aux autres services aux entreprises, ces activités ont été particulièrement importantes dans les pays nordiques, de même qu'en Allemagne, où elles ont généré un quart (voire davantage) de la valeur ajoutée des services aux entreprises.

Les données par classe de taille montrent que ce secteur a été dominé par des entreprises plus petites que la moyenne. En effet, les microentreprises ont généré près d'un tiers de la valeur ajoutée (31,8 %) des activités d'architecture et d'ingénierie et employé pratiquement la moitié des effectifs (49,2 %) <sup>(16)</sup>.

<sup>(15)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(16)</sup> D, EL, IRL, I et L, non disponibles; S, 1999.

**Graphique 22.12**  
**Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques**  
**(NACE groupes 74.2 et 74.3)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible. (2) 1999. (3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



Tableau 22.9

**Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques (NACE groupes 74.2 et 74.3)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-40,1	-15,1	5,2	10,3	17,0	-63,5	-14,0	-2,5	12,8	16,0	-2,4	1,9	-4,5	9,7	14,3
<b>DK</b>	:	:	:	:	3,3	:	:	:	:	1,2	:	:	:	:	1,8
<b>D</b>	:	-5,8	3,1	4,2	-12,0	:	:	:	:	-14,2	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	:	13,9	:	:	:	:	11,6	:	:	:	:	6,5
<b>F</b>	1,5	14,2	4,0	7,2	15,4	-17,6	11,6	5,4	9,5	12,5	-23,4	5,5	4,1	4,3	7,5
<b>IRL</b>	50,6	40,5	2,1	:	:	21,1	24,0	30,9	:	:	27,7	0,9	35,6	:	:
<b>I</b>	6,3	7,2	-7,4	13,6	2,0	-6,5	4,8	2,3	20,4	-1,5	-2,3	1,8	-7,7	12,4	8,0
<b>L</b>	8,6	8,9	43,2	10,8	4,2	17,0	13,2	2,8	47,9	-6,0	11,3	7,5	54,1	9,8	-5,8
<b>NL</b>	:	:	5,9	:	:	:	:	5,3	:	:	7,2	-0,5	-0,3	:	:
<b>A</b>	:	:	9,3	5,2	31,9	:	:	16,2	3,5	-12,8	:	:	12,9	6,3	8,6
<b>P</b>	:	6,2	10,8	50,7	-46,8	:	10,6	-1,1	64,5	-33,9	:	10,9	-8,3	1,7	-4,0
<b>FIN</b>	-7,8	-2,5	12,5	7,5	14,5	3,6	5,3	11,2	5,6	13,0	3,6	6,9	7,7	3,6	3,7
<b>S</b>	26,8	0,1	1,5	5,1	:	17,2	7,0	3,6	5,9	:	:	:	4,3	3,3	:
<b>UK</b>	21,2	49,1	8,4	-0,2	10,4	:	:	5,9	0,8	19,8	:	:	:	1,1	2,8

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### Conseil en ingénierie

Les entreprises de conseil en ingénierie conseillent, conçoivent, mettent en œuvre et/ou gèrent des solutions d'ingénierie pour des projets de construction. La Fédération européenne des associations d'ingénieurs-conseils et bureaux d'ingénierie (EFCA) estime qu'il y avait 8 656 sociétés de conseil en ingénierie dans l'Union européenne en 2001 qui employaient près de 196 000 personnes et généraient un chiffre d'affaires de plus de 25 milliards d'euros (voir tableau 22.10).

### Entrepreneurs paysagistes

Selon l'Association des entrepreneurs paysagistes européens (ELCA), il y avait quelque 41 000 entreprises paysagistes dans l'Union européenne en 2001<sup>(17)</sup> qui employaient un peu plus de 240 000 personnes. Ces entreprises préparent, rénovent et entretiennent des jardins (y compris publics), des terrains de sport, des parcs, des golfs et des installations de loisirs. Les marchés de la verdure entre les immeubles et des jardins intérieurs dans les lieux de travail sont en pleine expansion.

<sup>(17)</sup> EL, L et P, non disponibles.

Tableau 22.10

**Principaux indicateurs des services de conseil en ingénierie, 2001**

	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes occupées	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	Part des exportations dans le chiffre d'affaires (%)
<b>EU-15</b>	8 656	195 642	25 227	:
<b>B</b>	105	4 250	250	15
<b>DK</b>	353	8 652	890	22
<b>D</b>	3 400	47 083	3 900	20
<b>EL</b>	190	1 900	76	10
<b>E</b>	234	17 611	1 283	11
<b>F</b>	1 035	21 623	3 673	30
<b>IRL (2)</b>	106	2 173	131	5
<b>I</b>	380	12 845	4 671	42
<b>L (1)</b>	98	1 264	74	:
<b>NL</b>	220	20 000	3 800	25
<b>A (2)</b>	1 221	4 755	77	15
<b>P</b>	160	1 988	190	6
<b>FIN</b>	249	9 250	700	32
<b>S</b>	345	9 900	862	10
<b>UK</b>	560	32 348	4 650	35
<b>BG</b>	98	750	:	:
<b>CZ</b>	51	1 527	74	2
<b>HU</b>	71	1 679	23	22
<b>PL</b>	19	400	16	:
<b>SI</b>	12	431	12	5

(1) Consultants en ingénierie et architectes.

(2) Chiffre d'affaires, 2000

Source: EFCA (European Federation of Engineering Consultancy Associations) – <http://www.efcanet.org>.



Tableau 22.11

## Les dix premiers groupes de conseil en ingénierie dans l'UE, 2001

		Nombre de salariés	Chiffre d'affaires (millions d'euros)
WS Atkins plc	UK	15 000	1 326
Altran Technologies	F	16 651	1 309
Fugro N.V.	NL	6 523	924
Arcadis Group	NL	7 619	809
Mott MacDonald Group	UK	5 326	582
ARUP Group	UK	6 250	527
Grontmij Group	NL	4 013	519
Jaakko Pöyrö Group	FIN	4 584	438
Groupe Egis	F	3 700	380
WSP Group plc	UK	5 000	379

Source: Fédération suédoise des ingénieurs conseils et architectes (STD), Sector Review, novembre 2002.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

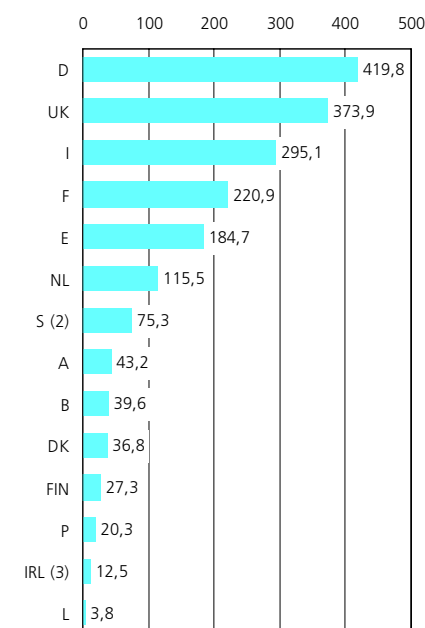
Les activités d'architecture et d'ingénierie ont occupé quelque 1,9 million de personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(18)</sup>. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont été les premiers employeurs dans ce secteur, avec 419 800 et 373 900 personnes occupées respectivement. Ils ont été suivis de l'Italie (295 100) qui a devancé la France (220 900). L'importance relative de cette activité dans les pays nordiques se manifeste également par la forte proportion de personnes occupées dans les activités d'architecture et d'ingénierie par rapport à l'emploi total dans les services aux entreprises en Suède (22,9 %, 1999), en Finlande (20,4 %) et au Danemark (17,4 %). Deux autres pays ont également enregistré des pourcentages élevés : l'Autriche (20,3 %) et l'Italie (19,7 %).

<sup>(18)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

Bien que la productivité apparente de la main-d'œuvre (environ 50 000 euros de valeur ajoutée par personne occupée) soit supérieure, en moyenne, à celle des autres services aux entreprises, l'importance relative du coût moyen de la main-d'œuvre a fait chuter les ratios de productivité en deçà de la moyenne des services aux entreprises dans tous les États membres. En effet, le coût de la main-d'œuvre a été égal ou supérieur à 40 000 euros par salarié dans la plupart des pays, atteignant même 47 500 euros au Danemark. En Espagne (25 200 euros) et au Portugal (17 400 euros), où le coût moyen de la main-d'œuvre était le plus faible de l'Union européenne, les dépenses de personnel ont dépassé la moyenne nationale des services aux entreprises. Par conséquent, les ratios de productivité du travail ajustée des salaires des activités d'architecture et d'ingénierie sont généralement restés inférieurs à la moyenne du secteur des services aux entreprises, à moins de 120 % dans la plupart des pays, le niveau minimal ayant été enregistré par l'Autriche (86,6 %).

Graphique 22.13

Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques (NACE groupes 74.2 et 74.3)  
Nombre de personnes occupées, 2000 (milliers) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## 22.5: PUBLICITÉ ET MARKETING DIRECT

Les entreprises de publicité et de marketing direct proposent des services visant à promouvoir des idées, des biens et des services auprès du grand public, de groupes cibles spécifiques ou d'autres entreprises. Ces activités relèvent du groupe 74.4 de la NACE qui inclut la création et le placement de publicités sur la voie publique, la vente de temps d'antenne et d'espaces publicitaires, et la distribution ou la livraison de prospectus publicitaires, ainsi que les services de marketing direct, de parrainage et de promotion des ventes.

L'apparition de nouveaux médias et l'augmentation du nombre de chaînes et de titres spécialisés ont entraîné une fragmentation du marché de la publicité. Ce phénomène s'est simultanément traduit par une expansion du public potentiel (et donc des recettes) et, parallèlement, par de nouvelles exigences réclamant une approche plus spécialisée ou mieux ciblée. Cette fragmentation est le fruit de la libéralisation des activités de radiodiffusion d'une part et des progrès technologiques d'autre part qui ont réduit les coûts de préparation et d'édition des contenus. Plus récemment, le secteur a considérablement souffert du ralentissement de l'économie.

### PROFIL STRUCTUREL

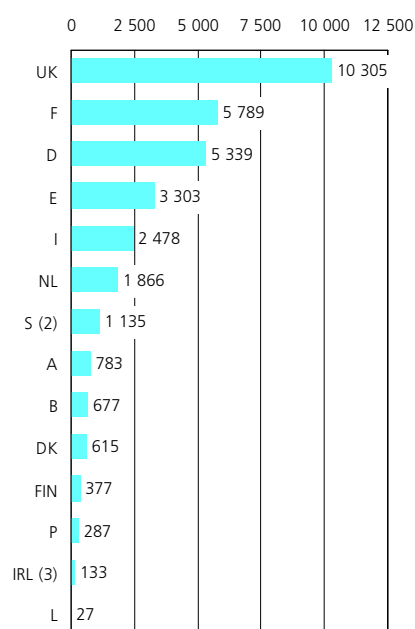
Le secteur de la publicité a généré dans l'Union européenne une valeur ajoutée de 33,1 milliards d'euros en 2000 <sup>(19)</sup>, plus de 6 % de l'ensemble des services aux entreprises. Le Royaume-Uni a été, de loin, le premier marché publicitaire de l'Union européenne, avec près d'un tiers de la valeur ajoutée générée (10,2 milliards d'euros). En outre, à l'inverse de la plupart des autres services aux entreprises, c'est la France, et non l'Allemagne, qui s'est hissée au deuxième rang du secteur de la publicité avec 5,8 milliards d'euros de valeur ajoutée, contre 5,3 milliards pour l'Allemagne. Ces résultats découlent essentiellement de la spécialisation relativement faible de l'Allemagne en publicité (plutôt que d'une forte spécialisation de la France); en effet, la publicité a représenté, en Allemagne, 4,4 % de la valeur ajoutée des services aux entreprises à comparer à une moyenne de 6,1 %. En termes relatifs, c'est l'Espagne qui a affiché le taux de spécialisation le plus élevé, la publicité ayant représenté dans ce pays 10,0 % de la valeur ajoutée des services aux entreprises. D'autres pays ont également enregistré des taux de spécialisation assez élevés : la Suède (8,8 %, 1999), l'Autriche (8,5 %) et la Finlande (8,2 %). À l'extrême opposé de ce spectre, le Luxembourg (2,0 %) a été le seul pays à déclarer un taux de spécialisation inférieur à celui de l'Allemagne mais la Belgique (4,5 %) et l'Irlande (4,7 %) se situaient aussi bien en deçà de la moyenne de l'Union européenne.

<sup>(19)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

Le chiffre d'affaires total des entreprises de publicité de l'Union européenne s'est élevé à 121,4 milliards d'euros en 2000. Ce chiffre permet de calculer une mesure approximative du chiffre d'affaires moyen de l'Union européenne qui se situe approximativement à 331 euros par habitant (voir tableau 22.13).

Graphique 22.14

**Publicité (NACE groupe 74.4)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.12

### Publicité (NACE groupe 74.4)

#### Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	2,1	-7,8	1,9	28,6	-2,9	-5,5	-2,1	17,8	5,6	5,2	-23,0	-3,8	9,4	8,4	11,5
DK	:	:	:	:	-0,4	:	:	:	:	-4,0	:	:	:	:	14,3
D	:	2,8	0,7	17,2	-39,8	:	:	:	:	-69,9	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	8,4	29,2	:	:	:	8,3	53,4	:	:	:	8,1	25,1
F	6,7	2,7	10,2	7,2	8,9	2,0	5,8	7,0	9,4	11,5	-5,9	6,8	3,5	4,7	2,2
IRL	21,9	13,7	16,4	:	:	9,3	14,6	23,3	:	:	7,8	54,1	-37,2	:	:
I	29,6	5,2	151,7	7,7	-2,0	27,1	-16,8	46,1	26,8	8,0	-4,5	1,6	29,9	17,4	1,5
L	8,6	-3,5	11,1	7,3	8,0	-5,2	-0,5	27,4	-10,0	8,4	16,3	6,0	12,4	1,6	16,5
NL	:	:	9,5	:	:	:	:	13,5	:	:	-0,9	15,5	4,0	2,6	32,6
A	:	:	-0,9	19,8	14,9	:	:	-0,2	18,4	24,3	:	:	19,4	5,1	8,2
P	:	-19,4	32,3	27,4	-34,4	:	4,0	20,4	-6,8	-3,2	:	46,6	-21,3	2,9	-20,4
FIN	10,5	6,9	24,1	6,7	7,7	5,4	15,4	17,4	4,8	14,4	11,1	-0,3	18,5	12,5	2,2
S	11,2	8,8	10,8	3,5	:	16,4	9,3	12,6	5,5	:	:	:	9,3	3,6	:
UK	7,9	35,2	6,1	14,4	19,0	:	:	6,7	40,4	42,8	:	:	:	-6,1	15,8

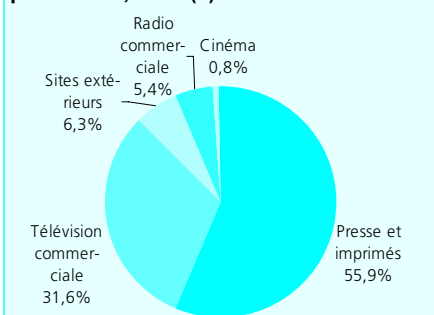
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 22.13**  
Dépense publicitaire moyenne, 2000  
(euros par habitant)

	Dépense publicitaire (1)
EU-15	331,1
B	436,4
DK	458,6
D	185,3
EL	:
E	404,3
F	360,4
IRL	154,6
I	204,8
L	291,0
NL	417,8
A	331,8
P	207,9
FIN	275,2
S	477,6
UK	538,6

(1) EU-15, à l'exclusion de EL; IRL, 1998; S, 1999.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs) et Démographie (theme3/demo).

**Graphique 22.15**  
Ventilation par média de la dépense publicitaire, 2000 (1)



(1) DK, les sites extérieurs comprennent les revues gratuites, les annuaires, les répertoires et les revues professionnelles.  
Source: Western European Market and Mediafact, Zenithmedia, 2001.

#### Dépenses de publicité par média

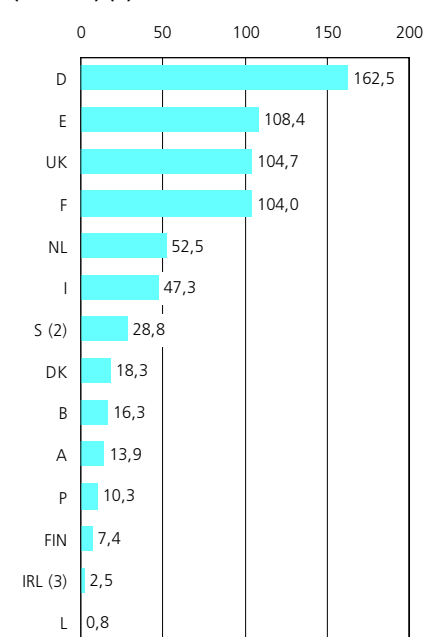
Malgré la déréglementation de la télévision et le développement de nouveaux services de radiodiffusion, la presse écrite est restée le support privilégié de diffusion d'annonces avec 55,9 % des dépenses totales de publicité en 2000, devant la télévision commerciale (31,6 %) et la publicité sur la voie publique (6,3 %) (voir graphique 22.15).

**Tableau 22.14**  
Dépense et volume de marketing direct  
par habitant, 2000

	Volume par habitant (envois) (2)	Dépense par habitant (euros)
EU-15 (1)	201,7	111,8
B	106,5	70,0
DK	413,0	100,2
D	266,9	159,8
EL	:	5,4
E	21,5	75,7
F	384,0	121,9
IRL	90,8	18,7
I	26,0	45,7
L	:	:
NL	676,7	269,8
A	544,9	141,9
P	54,8	4,6
FIN	304,3	95,2
S	398,6	134,9
UK	78,1	127,4

(1) Moyenne des pays disponibles.  
(2) B, I et UK, sauf courrier non nominatif.  
Source: 2001 Survey on Direct Marketing Activities in the European Union, FEDMA.

**Graphique 22.16**  
Publicité (NACE groupe 74.4)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)



(1) EL, non disponible.  
(2) 1999.  
(3) 1998.  
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

#### Marketing direct

Le marketing direct, qui s'appuyait traditionnellement sur les techniques du mailing et de la distribution toutes-boîtes, est en train d'évoluer vers la réponse directe publiée dans la presse écrite, le télé-achat, le télé-marketing, Internet et d'autres services en ligne. Néanmoins, selon la Fédération du marketing direct européen (FEDMA), la majeure partie des dépenses de l'Union européenne en services de marketing direct était toujours consacrée, en 2000, au mailing.

La FEDMA estime que les dépenses totales en marketing direct se sont élevées dans l'Union européenne à 43,0 milliards d'euros en 2000, soit une progression de 9 % par rapport à 1999. En termes de volume, les résidents communautaires ont reçu en moyenne 202 envois, nominatifs ou non, en 2000 (voir tableau 22.14).

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur de la publicité a employé 677 700 personnes dans l'Union européenne en 2000<sup>(20)</sup>, soit environ 5,0 % de l'emploi total du secteur des services aux entreprises. En dépit de son faible taux de spécialisation relative par rapport à d'autres États membres en termes de valeur ajoutée, l'Allemagne a été de loin le premier employeur dans cette activité en 2000, avec quelque 162 500 personnes. Elle a été suivie de l'Espagne, du Royaume-Uni et de la France qui ont affiché des niveaux d'emploi comparables s'échelonnant entre 104 000 et 108 000 personnes. La Suède a confirmé sa spécialisation relative dans la publicité puisque ce secteur a employé 8,7 % des effectifs des services aux entreprises.

Le secteur de la publicité a été caractérisé par un coût moyen de la main-d'œuvre supérieur à la moyenne communautaire. Ce résultat s'est vérifié dans tous les pays à l'exception du Danemark, de l'Allemagne et de la Suède<sup>(21)</sup>. La France et le Royaume-Uni ont enregistré le coût moyen le plus élevé, avec 41 700 et 42 600 euros par salarié respectivement, plus du double de la moyenne de l'Allemagne (20 600 euros), de l'Espagne (19 000 euros) et du Portugal (18 500 euros). Les ratios de productivité du travail ajustée des salaires ont dépassé la moyenne des services aux entreprises dans la plupart des pays, et notamment en Autriche (157,6 %), en Espagne (160,3 %) et au Royaume-Uni (231,3 %).

(20) S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.  
(21) S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

## 22.6: SERVICES DE SÉLECTION DE PERSONNEL ET DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Les activités couvertes dans ce sous-chapitre comprennent la recherche, la sélection, l'orientation et le placement de personnel et de cadres (chasseurs de têtes), que ces services s'adressent à un demandeur d'emploi ou à un employeur en quête d'effectifs (groupe 74.5 de la NACE). Les données présentées couvrent également les activités de placement de main-d'œuvre temporaire mais n'incluent pas les activités des sous-traitants de travaux agricoles ni celles des agents du monde du spectacle.

La sélection et fourniture de personnel par des agences spécialisées a été impulsée par la déréglementation du marché du travail et l'externalisation de ces services, motivée par la volonté des entreprises de trouver dans d'autres secteurs une flexibilité accrue ou un savoir-faire spécifique. Cette flexibilité accrue peut être liée à des aspects organisationnels ou opérationnels, pour répondre rapidement à des fluctuations inattendues de la demande, pour satisfaire des besoins à court terme de travailleurs ayant des aptitudes particulières ou pour combler une absence temporaire du personnel permanent. Pour les travailleurs, le travail temporaire peut aussi constituer une première étape vers un emploi permanent.

### PROFIL STRUCTUREL

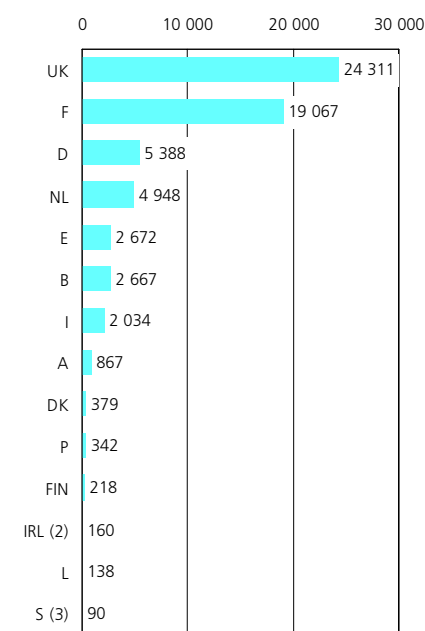
Les services de personnel ont généré une valeur ajoutée totale de 63,2 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000 <sup>(22)</sup>. Les parts les plus importantes reviennent au Royaume-Uni avec 24,3 milliards d'euros, et à la France (19,1 milliards). Par contre, ce secteur n'était pas aussi développé en Allemagne où la valeur ajoutée générée n'a pas dépassé 5,4 milliards d'euros. En ce qui concerne la contribution des services de personnel à la création de richesses dans l'ensemble du secteur des services aux entreprises, les pays les plus spécialisés ont été la France (21,9 % de la valeur ajoutée des services aux entreprises), la Belgique (17,7 %), les Pays-Bas (16,6 %) et le Royaume-Uni (14,7 %), et les moins spécialisés l'Allemagne (4,4 %), l'Italie (4,2 %) et la Suède (0,7 %, 1999).

À la fin des années 90, les services privés de placement étaient autorisés dans tous les États membres quoique récemment pour certains. L'importance de cette activité dans les États membres est encore étroitement liée à des spécificités historiques et juridiques. D'importantes contraintes subsistent en ce qui concerne, par exemple, la durée maximale des missions, les secteurs où le travail temporaire est interdit ou les raisons qui autorisent le recours au travail temporaire.

<sup>(22)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

Graphique 22.17

### Sélection et fourniture de personnel (NACE groupe 74.5) Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.15

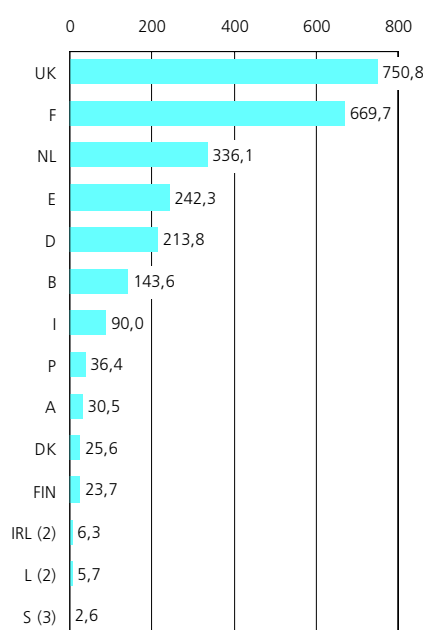
### Sélection et fourniture de personnel (NACE groupe 74.5) Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	11,0	11,0	19,5	12,9	19,3	9,4	16,5	15,7	15,2	19,1	3,5	23,5	8,3	7,4	15,5
DK	:	:	:	:	27,0	:	:	:	:	22,2	:	:	:	:	21,2
D	:	12,0	22,2	17,7	0,8	:	:	:	:	12,6	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	3,7	35,7	:	:	:	3,1	39,8	:	:	:	3,2	6,8
F	1,1	17,6	27,9	14,1	19,5	-0,5	18,5	28,0	15,1	20,4	-1,9	18,3	27,8	14,1	12,9
IRL	7,1	32,9	45,6	:	:	20,0	55,8	57,3	:	:	31,7	17,2	63,0	:	:
I	:	:	792,5	39,6	60,2	:	:	879,5	96,7	77,4	:	:	623,4	215,8	109,7
L	19,2	12,7	-9,0	58,9	12,0	23,9	12,7	-12,4	63,3	12,0	10,9	27,1	18,5	:	:
NL	:	:	18,3	:	:	:	:	19,1	:	:	12,7	13,5	0,4	0,2	-1,9
A	:	:	5,5	13,5	43,3	:	:	10,6	12,1	47,5	:	:	15,6	24,1	37,2
P	:	43,4	33,2	-12,6	40,5	:	37,8	46,6	-16,1	42,1	:	33,7	41,0	-12,6	40,7
FIN	24,6	31,9	33,4	17,3	32,7	16,2	41,1	35,8	15,1	27,9	47,7	27,9	42,9	36,4	169,6
S	62,1	8,2	56,6	94,8	:	67,1	4,1	51,4	111,6	:	:	:	27,9	160,4	:
UK	22,4	39,3	52,3	15,5	23,7	:	:	29,2	22,9	23,0	:	:	:	4,7	11,7

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 22.18

**Sélection et fourniture de personnel  
(NACE groupe 74.5)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

L'activité des services de personnel est dominée par les grandes entreprises. Dans ce secteur, trois quarts (75,8 %) des personnes occupées dans l'Union européenne en 2000<sup>(23)</sup> travaillaient pour des entreprises employant 250 personnes ou davantage. Ces grandes entreprises ont représenté près des deux tiers de la valeur ajoutée (65,2 %) du secteur. Les microentreprises de moins de 10 personnes n'ont représenté que 5,8 % de la valeur ajoutée et 3,1 % de l'emploi<sup>(24)</sup>.

<sup>(23)</sup> D, EL, IRL et L, non disponibles; B et I, 1999; S, 1998.

<sup>(24)</sup> D, EL, IRL et L, non disponibles; I, 1999; B et S, 1998.

Tableau 22.16

**Répartition des dépenses pour  
travailleurs d'agence au sein de l'industrie  
manufacturière, 2000 (%) (1)**

Travail des métaux	13,7
Machines et équipements n.c.a.	12,2
Véhicules automobiles	12,2
Industrie chimique	10,1
Industrie alimentaire	8,5
Caoutchouc et plastiques	6,4
Autres matériels de transport	6,0
Machines et équipements électriques	5,6
Équipements de radio, TV et communic.	4,8
Édition et imprimerie	4,1
Autres produits minéraux non métalliques	3,3
Métallurgie	3,3
Instruments de précision	2,3
Industrie du papier	2,2
Textiles	1,5
Industrie du bois	1,5
Machines de bureau et ordinateurs	1,5
Habillement	0,4
Cuirs travaillés	0,2

(1) B, F et IRL, 1999; EL et L, non disponibles; hors divisions NACE 16, 23, 36 et 37; NL, hors groupes NACE 15.9, 32.3 et 33.1; A, hors groupes NACE 15.2 et 15.6; FIN, hors groupe NACE 15.4; UK, hors groupe NACE 15.4

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Les services de personnel ont occupé 2,6 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000<sup>(25)</sup> dont plus de la moitié dans deux pays, le Royaume-Uni (750 800) et la France (669 700). Il convient cependant de souligner la particularité des chiffres de l'emploi dans ce secteur. En effet, les personnes qui réalisent des missions temporaires sont généralement considérées comme étant employées par l'agence de travail temporaire et non par le client de cette dernière. Selon la CIETT, les agences de placement occupent un membre de personnel permanent pour vingt personnes en mission temporaire ce qui permet d'estimer à 120 000 le nombre de travailleurs à temps complet des propres agences de travail temporaire.

Le secteur des services de personnel est généralement caractérisés par de faibles niveaux de productivité apparente du travail et de coût moyen de la main-d'œuvre. Les ratios de productivité du travail ajustée des salaires n'ont pas dépassé 110 % dans la plupart des pays et se sont situés en deçà des moyennes des services aux entreprises dans tous les États membres<sup>(26)</sup>. Le coût moyen de la main-d'œuvre a atteint son niveau maximum en France, avec 27 100 euros par salarié, mais il s'échelonnait en général entre 10 000 et 20 000 euros dans la plupart des autres pays, au-dessous de la moyenne des services aux entreprises dans tous les États membres.

Selon les données SSE, quatre divisions de la NACE ont absorbé à elles seules, en 2000, près de la moitié des dépenses totales consacrées aux travailleurs temporaires par l'industrie manufacturière (voir tableau 22.16). Le travail des métaux (division 28 de la NACE) a été le premier utilisateur de travail temporaire avec 13,7 % du total manufacturier, suivi de près de la fabrication de machines et équipement (division 29 de la NACE) et de l'industrie automobile (division 34 de la NACE) avec 12,2 % dans les deux cas. L'industrie chimique (division 24 de la NACE) a représenté 10,1 % du total.

<sup>(25)</sup> S, 1999; L et IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(26)</sup> S, 1999; L et IRL, 1998; EL, non disponible.

## 22.7: SERVICES DE SÉCURITÉ

Les services couverts dans ce sous-chapitre comprennent les activités d'enquête et de surveillance, le transport de fonds et d'objets précieux, les activités des gardes du corps, la surveillance et le gardiennage d'immeubles d'habitation, de bureaux et d'usines ainsi que les activités de conseil en matière de sécurité (groupe 74.6 de la NACE). L'installation de systèmes d'alarme n'est pas ici prise en compte.

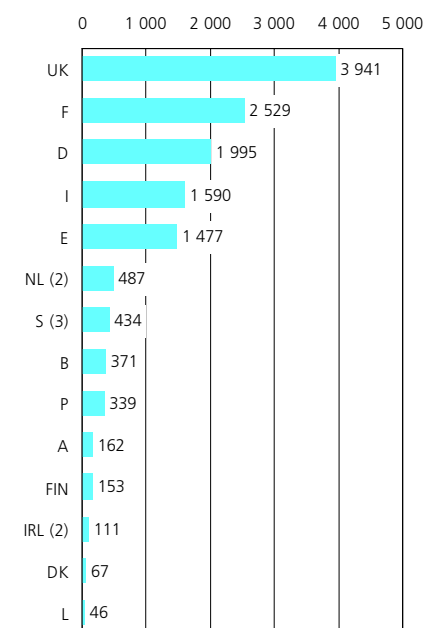
## PROFIL STRUCTUREL

C'est au Royaume-Uni que le secteur des services de sécurité a été le plus important dans l'Union européenne en 2000, avec une valeur ajoutée de 3,9 milliards d'euros, supérieur de 50 % au résultat de la France (2,5 milliards) et de près du double celui de l'Allemagne (2,0 milliards d'euros). Ces trois pays totalisaient près des deux tiers des 13,7 milliards d'euros de valeur ajoutée générés par les entreprises de sécurité dans l'Union européenne en 2000 <sup>(27)</sup>. Pendant la seconde moitié des années 90, ce secteur s'est généralement développé à un rythme semblable, ou légèrement inférieur, à la moyenne des services aux entreprises dans la plupart des pays disposant de séries chronologiques suffisamment longues. Au Royaume-Uni par exemple, la valeur ajoutée au coût des facteurs a augmenté de 16,0 % par an entre 1997 et 2000 (à prix courants), à rapprocher de la moyenne de 17,2 % des services aux entreprises. En France, le taux de croissance annuel a été de 6,5 % entre 1996 et 2000, contre 10,1 % dans les services aux entreprises. Par contre, les services de sécurité se sont développés plus vite que les services aux entreprises en Belgique (5,1 % contre 2,2 % sur la période 1995-2000), au Portugal (25,3 % contre 14,4 % entre 1997 et 2000) et en Finlande (12,7 % contre 6,9 % entre 1995 et 2000).

<sup>(27)</sup> S, 1999; NL et IRL, 1998; EL, non disponible.

Graphique 22.19

**Enquêtes et sécurité  
(NACE groupe 74.6)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

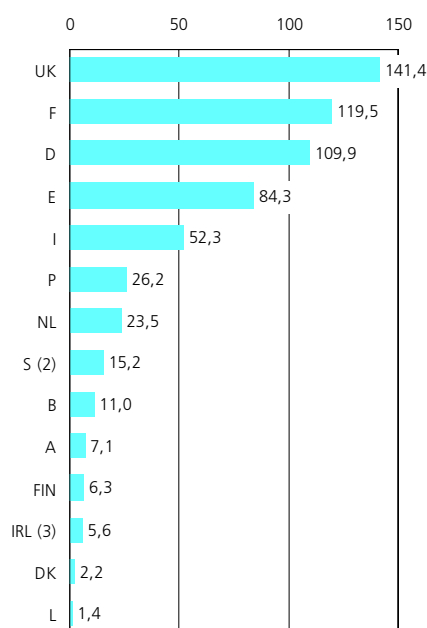
Tableau 22.17

**Enquêtes et sécurité (NACE groupe 74.6)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	5,9	-4,5	13,6	7,9	2,3	9,2	-3,1	9,0	4,7	6,1	11,8	-5,7	13,1	-0,9	5,8
DK	:	:	:	:	21,6	:	:	:	:	18,5	:	:	:	:	18,1
D	:	0,7	7,5	13,2	-13,5	:	:	:	:	-18,5	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	10,2	:	:	:	:	7,7	:	:	:	:	1,7
F	8,6	1,6	9,4	9,9	9,8	6,1	1,5	8,9	10,0	5,7	3,3	4,2	2,3	7,0	13,5
IRL	24,8	14,1	-6,6	:	:	25,0	27,9	-9,2	:	:	17,1	10,8	0,8	:	:
I	:	:	5,5	3,3	6,0	:	:	29,5	0,0	3,9	:	:	0,9	4,0	7,1
L	1,6	6,2	7,6	7,5	17,9	4,3	5,0	11,7	3,2	18,2	10,1	9,6	4,5	11,2	8,6
NL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	4,0	12,6	10,7	8,5	29,5
A	:	:	-4,2	14,6	10,9	:	:	-6,3	11,8	9,9	:	:	5,7	1,5	13,0
P	:	1,8	25,5	21,3	12,9	:	-4,0	35,3	26,9	14,4	:	-3,5	21,2	21,6	9,9
FIN	5,8	12,8	13,4	17,4	19,6	3,8	10,9	11,5	18,7	19,1	14,3	6,0	9,6	17,3	27,3
S	16,9	4,3	8,0	10,1	:	18,0	7,6	8,9	8,3	:	:	:	-3,2	14,5	:
UK	22,9	45,8	8,5	21,7	20,5	:	:	10,2	19,5	18,5	:	:	:	6,5	-1,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Graphique 22.20**  
**Enquêtes et sécurité**  
**(NACE groupe 74.6)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 22.18**  
**Principaux indicateurs des services de**  
**transport de fonds en Europe, 2000**

Transport de fonds	
Nombre d'entreprises	367
Nombre de personnes occupées	33 810
Nombre de véhicules	10 735
Traitement des fonds	
Nombre de centres	607
Nombre de personnes occupées	11 930

Source: ESTA.

En termes relatifs, les services de sécurité ont contribué à hauteur de 2,4 % à la valeur ajoutée générée par les services aux entreprises. Ce secteur était plus développé, toujours en termes relatifs, au Portugal et en Espagne où il représentait respectivement 6,9 % et 4,5 % de la valeur ajoutée totale des services aux entreprises. A l'inverse, il n'en représentait que 0,8 % au Danemark.

Les microentreprises employant moins de dix personnes n'ont représenté que 5,3 % de la valeur ajoutée et 5,5 % des effectifs des services de sécurité (28), le poids de ces entreprises étant bien inférieur aux moyennes relevées dans le secteur communautaire des services aux entreprises.

#### Transport de fonds

L'Association européenne du transport et convoyage de valeurs (ESTA) estime que l'Union européenne comptait 367 entreprises de transport de fonds en 2000 (voir tableau 22.18). Ce chiffre modeste est révélateur du fait que le marché est relativement concentré dans la majorité des États membres, à l'exception de l'Italie et de l'Allemagne. Les entreprises de transport de fonds occupaient un peu plus de 33 800 personnes en 2000 et disposaient d'une flotte de près de 11 000 véhicules blindés.

(28) B, D, EL, IRL, I, L et NL, non disponibles; S, 1999.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les services de sécurité occupaient 606 100 personnes dans l'Union européenne en 2000 (29), dont une large majorité au Royaume-Uni (141 400), en France (119 500) et en Allemagne (109 900), seuls pays employant plus de 100 000 personnes.

Les services de sécurité ont représenté 4,5 % de l'emploi dans les services aux entreprises, deux points de pourcentage de plus que la contribution de ce secteur à la valeur ajoutée générée par les services aux entreprises dans leur ensemble.

En termes de productivité du travail ajustée des salaires, les services de sécurité se situaient à la queue des autres services aux entreprises, avec des ratios inférieurs à 120 % dans tous les États membres pour lesquels des données étaient disponibles (30), à l'exception du Royaume-Uni qui affichait le ratio le plus élevé de l'Union européenne (125,5 %).

Le coût de la main-d'œuvre s'est généralement établi entre 16 000 et 30 000 euros par salarié. Seuls la Belgique (32 800 euros) d'un côté et le Portugal (11 300 euros) de l'autre se situaient hors de cette fourchette.

(29) S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

(30) S, 1999; NL et IRL, 1998; EL, non disponible.

(31) S, 1999; NL et IRL, 1998; EL, non disponible.



## 22.8: ACTIVITÉS DE NETTOYAGE

Les activités de nettoyage regroupent le nettoyage intérieur de bâtiments de tous types, y compris les bureaux, les hôpitaux, les usines et les immeubles à appartements, le nettoyage des moyens de transport en commun, le nettoyage des vitres, le ramonage des cheminées ainsi que les activités de désinfection et de destruction des parasites (groupe 74.7 de la NACE). Ce groupe de la NACE exclut la protection phytosanitaire dans l'agriculture, le nettoyage à la vapeur, le sablage et les activités analogues concernant les parties extérieures des bâtiments, ainsi que les activités des gens de maison.

Le secteur des activités de nettoyage constitue l'un des premiers services intéressés par le phénomène d'externalisation dont il a été un grand bénéficiaire. De plus, les entreprises de nettoyage ont souvent diversifié leurs activités vers la prestation d'autres services liés à l'environnement de travail, comme la gestion des déchets et l'entretien des espaces verts. En offrant à leurs clients une gamme de services plus étendue, elles leur permettent de réduire le nombre de contrats de sous-traitance à gérer.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur du nettoyage a généré 32,9 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(32)</sup>, soit à peu près 6 % du total des services aux entreprises. L'Allemagne a, de loin, fourni la plus forte contribution avec 7,7 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000. L'Italie avec 5,2 milliards d'euros, la France (4,9 milliards) et le Royaume-Uni (4,8 milliards) ont fourni les contributions secondaires.

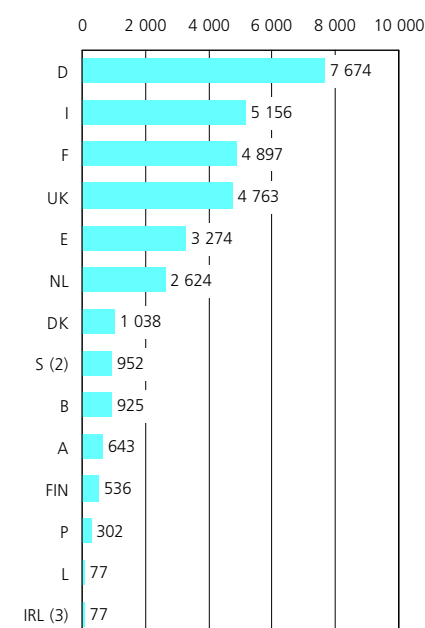
En termes relatifs, trois pays ont un degré de spécialisation important dans ce secteur. En Italie, les services de nettoyage ont représenté 10,8 % de la valeur ajoutée totale des services aux entreprises. En Finlande, cette part a été de 11,7 % et au Danemark elle a atteint 12,0 %. Le Royaume-Uni et l'Irlande ont été les pays les moins spécialisés puisque les activités de nettoyage n'y représentaient que 2,9 % et 2,7 % respectivement de la valeur ajoutée générée par le secteur des services aux entreprises.

Les données ventilées par classe de taille des effectifs indiquent que, dans ce secteur, les grandes entreprises jouent un rôle plus important que dans les services aux entreprises en général. De fait, les entreprises occupant 250 personnes ou plus ont contribué pour plus de la moitié (51,3 %) à la valeur ajoutée et à l'emploi (54,6 %) en 2000 <sup>(33)</sup>.

<sup>(32)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(33)</sup> D, EL, IRL, I, L et NL, non disponibles; S, 1999.

Graphique 22.21

Activités de nettoyage (NACE groupe 74.7)  
Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)

(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.19

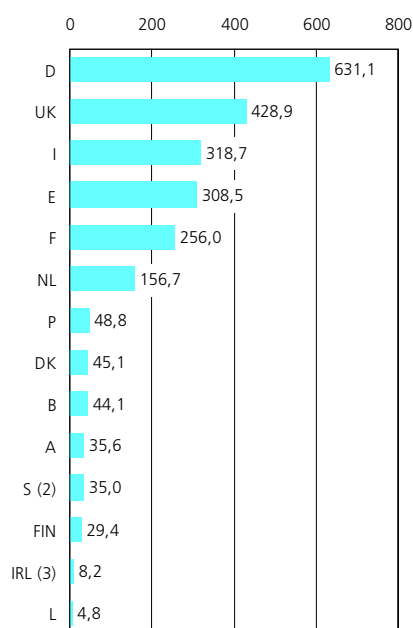
Activités de nettoyage (NACE groupe 74.7)  
Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	8,3	-5,8	15,3	4,8	13,6	1,1	-2,1	11,2	3,2	10,7	0,4	2,4	9,9	-0,7	5,7
DK	:	:	:	:	12,6	:	:	:	:	6,7	:	:	:	:	9,0
D	:	-2,4	0,8	3,5	-4,9	:	:	:	:	-13,2	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	8,1	15,2	:	:	:	10,3	13,8	:	:	:	5,1	9,7
F	15,8	0,5	4,4	8,0	7,7	11,7	-0,4	4,7	9,5	6,5	-7,7	0,9	-3,7	6,2	11,0
IRL	43,1	37,4	1,7	:	:	27,5	50,0	7,3	:	:	41,1	11,4	-11,9	:	:
I	14,1	13,2	19,6	6,2	8,1	-43,0	6,1	22,8	-3,5	12,0	9,0	3,3	15,6	4,8	7,8
L	11,7	-10,6	9,3	5,2	10,6	5,2	2,5	-0,2	13,3	10,4	5,5	6,9	8,8	7,8	9,4
NL	:	:	2,9	:	:	:	:	2,2	:	:	2,5	-0,9	5,6	-0,7	9,0
A	:	:	3,1	8,1	4,7	:	:	3,8	8,6	0,1	:	:	4,2	0,0	-0,6
P	:	77,0	-47,3	38,9	-4,4	:	10,3	-0,4	22,1	7,4	:	4,6	2,8	1,5	13,0
FIN	-6,5	17,2	10,4	4,5	23,8	-7,8	17,4	10,3	1,9	26,9	-19,1	50,0	14,3	12,2	14,4
S	16,0	-7,4	13,7	9,8	:	19,9	-7,2	16,3	10,4	:	:	:	4,5	1,8	:
UK	1,6	38,1	-2,4	16,5	9,3	:	:	-6,7	16,5	11,1	:	:	:	-0,3	2,6

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



**Graphique 22.22**  
**Activités de nettoyage (NACE groupe 74.7)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Il convient d'interpréter avec prudence les chiffres de l'emploi et de la productivité apparente du travail dans ce secteur en raison de l'importance du travail à temps partiel, qui peut varier d'un pays à l'autre et au fil du temps. Les données relatives à l'emploi ne sont en général pas corrigées et traduites en équivalents plein temps, ce qui affecte la mesure du niveau d'emploi et abaisse artificiellement le coût moyen de la main-d'œuvre et la productivité apparente du travail. En outre, plusieurs États membres ont mis en place des politiques qui permettent aux employeurs de recruter sur la base de contrats assortis d'avantages sur le plan des impôts ou des cotisations sociales (et prévoyant généralement des salaires relativement bas pour un nombre limité d'heures de travail hebdomadaires).

Le secteur du nettoyage employait 2,4 millions de personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(34)</sup>, ce qui représentait une part substantielle (17,3 %) des effectifs des services aux entreprises, soit près du triple de la contribution de ce secteur à la valeur ajoutée des services aux entreprises. Un quart environ de ces effectifs travaillait en Allemagne (quelque 631 100 personnes), 200 000 de plus qu'au Royaume-Uni (428 900 salariés). L'Italie et la France ont affiché quant à elles des niveaux d'emploi comparables, 318 700 et 308 500 personnes occupées respectivement.

<sup>(34)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

Le coût moyen de la main-d'œuvre a été relativement faible dans les activités de nettoyage par rapport aux autres services aux entreprises. Il atteignait un maximum de 24 700 euros par salarié en Suède (1999) et un minimum de 5 600 euros au Portugal, la plupart des pays se situant entre 10 000 euros (Espagne) et 18 600 euros (Belgique). Les ratios de productivité du travail ajustée des salaires étaient aussi nettement inférieurs à la moyenne des services aux entreprises dans tous les pays pour lesquels des données étaient disponibles <sup>(35)</sup>. Ils n'ont pas dépassé 115 % dans la plupart des pays, à l'exception du Royaume-Uni (131,0 %) et de Irlande (137,2 %) où les valeurs étaient nettement plus élevées. Le Luxembourg et l'Allemagne se situaient au bas de cette échelle, avec des ratios de 102,0 % et 101,6 % respectivement.

<sup>(35)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

### 22.9: SERVICES DIVERS FOURNIS PRINCIPALEMENT AUX ENTREPRISES

Les services divers fournis principalement aux entreprises correspondent au groupe 74.8 de la NACE. Ils regroupent des services tels que les activités photographiques, le conditionnement à façon, le secrétariat, la traduction et le routage. En outre, ce groupe de la NACE couvre également les activités suivantes : le recouvrement de factures, l'évaluation de la solvabilité, les activités d'expertise, la création de modèles, l'émission de coupons de réduction et de timbres-primés, les activités des décorateurs d'intérieurs, les activités des organisateurs de foires et d'expositions et les activités exercées par des agents pour le compte d'artistes.

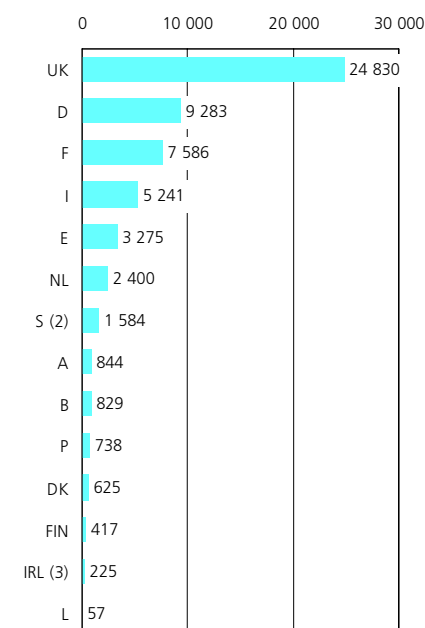
#### PROFIL STRUCTUREL

La nature résiduelle de ce groupe de la NACE en fait un secteur très hétérogène. Pour autant, ce groupe d'activités est devenu une composante non négligeable du secteur des services aux entreprises avec 57,9 milliards d'euros en 2000 <sup>(36)</sup>, soit un dixième des richesses totales générées par ce secteur dans l'Union européenne (plus que la publicité ou le nettoyage). Ce chiffre élevé se doit en grande partie aux résultats déclarés par le Royaume-Uni où 24,8 milliards d'euros de valeur ajoutée ont été apportés par les services divers fournis principalement aux entreprises en 2000, ce qui représente une part très importante (42,9 %) du total communautaire. L'Allemagne (9,3 milliards d'euros) et la France (7,6 milliards) ont apporté des contributions secondaires. L'importance de ce secteur au Royaume-Uni se vérifie également en termes relatifs puisqu'il a représenté 15,0 % de la valeur ajoutée générée par les services aux entreprises, soit cinq points de pourcentage de plus que la moyenne de l'Union européenne. Au Portugal (14,9 %) et en Suède (12,3 %, 1999), ce secteur a aussi représenté une part élevée de la valeur ajoutée des services aux entreprises.

<sup>(36)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible..

Graphique 22.23

#### Services aux entreprises divers (NACE groupe 74.8) Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.20

#### Services aux entreprises divers (NACE groupe 74.8) Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	16,7	-4,4	12,3	-1,9	18,0	-20,0	20,7	20,3	-13,2	21,1	-6,0	8,6	9,0	-4,7	15,6
DK	:	:	:	:	10,6	:	:	:	:	22,3	:	:	:	:	8,3
D	:	1,4	-2,2	3,0	-44,0	:	:	:	:	-72,3	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	20,8	:	:	:	:	12,7	:	:	:	:	14,2
F	11,7	2,4	6,8	9,8	10,9	-8,0	-0,2	5,6	11,2	5,4	-21,4	-0,5	1,7	5,2	8,1
IRL	17,4	28,0	32,4	:	:	35,1	27,7	7,0	:	:	17,7	-2,7	25,9	:	:
I	:	-3,3	-18,4	33,8	-5,7	:	-8,5	11,0	-4,7	-2,0	:	12,0	2,7	-13,9	3,2
L	19,6	30,0	1,0	1,2	32,0	90,4	5,9	-23,1	10,9	28,0	21,6	6,5	24,3	3,2	21,7
NL	:	:	5,8	:	:	:	:	5,3	:	:	12,2	8,6	-9,1	-1,1	42,8
A	:	:	13,3	-2,7	43,8	:	:	8,6	-2,9	52,9	:	:	13,1	6,0	39,4
P	:	-7,1	52,6	82,7	-43,3	:	-13,7	-13,9	123,6	-6,2	:	-3,5	0,4	3,0	7,3
FIN	11,0	8,1	16,2	21,1	3,6	16,7	7,8	18,1	7,0	6,1	-0,9	9,0	15,7	20,3	-9,3
S	18,7	5,5	23,1	29,0	:	20,1	15,2	25,4	34,1	:	:	:	26,0	17,8	:
UK	4,7	24,3	-2,3	17,1	19,1	:	:	-1,1	17,1	27,4	:	:	:	6,7	5,0

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

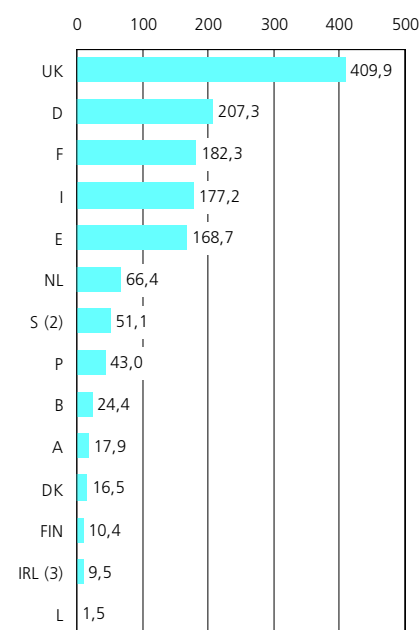
Dans la seconde moitié des années 90, l'évolution de la valeur ajoutée de ce secteur composite a enregistré des taux de croissance à deux chiffres dans la plupart des pays pour lesquels des données étaient disponibles <sup>(37)</sup>. En Suède où le secteur s'est développé le plus vite, la valeur ajoutée a plus que doublé entre 1995 et 1999, passant de 680 millions d'euros à 1,6 milliard, soit un taux de croissance moyen annuel de 23,5 %. La Belgique et la France ont connu quant à elles des rythmes de croissance plus lents, la valeur ajoutée y ayant augmenté de 4,4 % et de 2,6 % par an respectivement, tandis que l'Italie était le seul pays à faire état d'un recul de la place de ce secteur, avec 5,5 milliards d'euros en 1996 et 5,2 milliards en 2000.

Les microentreprises (employant moins de dix personnes) ont le plus fortement contribué à la valeur ajoutée (35,3 %) et à l'emploi (40,9 %) de ce secteur en 2000 <sup>(38)</sup>, dans des proportions dépassant celles observées dans le secteur des services aux entreprises en général.

<sup>(37)</sup> Séries chronologiques d'au moins trois ans disponibles pour B, E, F, I, L, NL, A, P, FIN, S et UK.

<sup>(38)</sup> B, D, EL, IRL, I et L, non disponibles; S, 1999.

**Graphique 22.24**  
**Services aux entreprises divers**  
**(NACE groupe 74.8)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1999.

(3) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Un dixième des personnes travaillant dans le secteur des services aux entreprises dans l'Union européenne en 2000 <sup>(39)</sup> étaient employées dans les services divers fournis principalement aux entreprises, soit 1,4 million de personnes. Compte tenu de la taille de ce secteur au Royaume-Uni en termes de valeur ajoutée, ce pays a naturellement été aussi le premier employeur dans ce domaine, occupant 409 850 personnes, près de deux fois plus qu'en Allemagne (207 336). La Suède et le Portugal ont indiqué quant à eux que le secteur des services divers fournis principalement aux entreprises a occupé une place importante représentant 15,6 % et 17,9 % respectivement de l'emploi total du secteur des services aux entreprises.

L'évolution de l'emploi à la fin des années 90 n'a pas été aussi dynamique que celle de la valeur ajoutée, même si elle a suivi une tendance nettement positive <sup>(40)</sup>. Tel a été particulièrement le cas de l'Espagne, où le nombre de personnes occupées a augmenté à un rythme annuel moyen de 11,5 % entre 1995 et 2000, et au Luxembourg où ce taux a atteint 13,8 % par an. Au Portugal (1,7 % par an) et en Italie (0,6 % par an) les niveaux d'emploi ont été par contre relativement stables.

Le coût de la main-d'œuvre de la plupart des pays s'est échelonné entre 27 100 euros par salarié (Pays-Bas) et 37 000 euros (Luxembourg) <sup>(41)</sup> et a dépassé la moyenne des services aux entreprises. Néanmoins, la productivité apparente du travail s'est située presque partout en deçà de la moyenne des services aux entreprises, et il en a été de même pour les ratios de productivité du travail ajustée des salaires. Un groupe de sept pays a déclaré des ratios de productivité particulièrement faibles, entre 100 % et 120 % : le Luxembourg (99,8 %), la Suède (100,5 %), l'Italie et le Portugal (105,8 % l'un et l'autre). Un deuxième groupe de pays affichait des ratios de productivité entre 130 % et 140 % : l'Irlande (131,5 %), le Danemark (131,9 %), les Pays-Bas (133,1 %), la Finlande (133,9 %) et l'Autriche (139,5 %). L'Allemagne (147,3 %) et le Royaume-Uni (188,5 %) ont été les seuls États membres à enregistrer des ratios de productivité du travail beaucoup plus élevés.

<sup>(39)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(40)</sup> Séries historiques de trois ans au moins disponibles pour B, E, F, I, L, NL, A, P, FIN, S et UK.

<sup>(41)</sup> S, 1999; IRL, 1998; EL, non disponible.

Tableau 22.21

**Location sans opérateur (NACE division 71)  
Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	2 470	2 526	10 965	:	18 671	22 611	1 435	12 543	222	4 345	1 660	2 193	1 109	4 936	15 058
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 319	1 287	22 500	:	6 821	18 394	626	3 791	333	7 018	2 380	1 694	562	2 368	25 967
Nombre de personnes occupées (milliers)	10	8	73	:	65	79	7	29	1	31	8	10	3	12	178
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 694	527	10 808	:	3 424	9 507	273	1 329	137	2 255	1 530	1 133	268	1 034	14 762
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 557	792	10 405	:	3 320	10 142	363	2 553	192	4 736	844	548	308	1 395	10 943
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	263	163	2 026	:	939	2 309	100	345	25	630	199	125	85	325	4 190
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	2 994	498	10 026	:	3 156	11 559	204	2 357	:	3 168	1 824	2 100	262	839	11 672
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	168,4	66,7	147,9	:	53,0	119,7	37,4	46,5	196,6	72,3	200,1	118,0	87,2	83,8	83,0
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	486,8	276,1	426,2	:	280,3	374,9	224,9	183,7	484,2	271,9	648,2	761,9	291,7	232,2	325,1
Taux brut d'exploitation (%)	33,1	28,3	39,0	:	36,4	39,1	27,7	26,0	33,6	23,2	55,9	59,5	32,6	30,0	40,7

(1) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.22

**Location sans opérateur (NACE division 71)  
Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	522	:	4 295	161	205	302	355	:	4 964	392	227	344	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	12	:	259	24	134	42	23	:	710	65	77	22	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	1	:	7	1	3	2	1	:	16	2	2	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	5	:	86	10	65	27	9	:	592	35	29	6	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	8	:	174	15	68	22	15	:	253	32	49	14	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1	:	32	3	16	9	4	:	62	9	7	4	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1	:	85	9	55	13	7	:	561	37	20	0	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	3,7	:	11,7	13,5	24,3	17,3	6,8	:	12,2	14,1	17,5	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (2)	303,6	:	171,7	334,8	404,6	312,4	210,4	:	196,9	319,3	418,1	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	31,5	:	20,7	28,7	36,5	45,0	24,6	:	74,6	40,5	28,5	7,4	:

(1) 1999. (2) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 22.23

**Recherche et développement (NACE division 73)  
Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK	
Nombre d'entreprises (unités)	323	271	2 795	:	3 191	2 418	115	8 995	19	1 720	100	37	239	2 117	2 801
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	647	417	3 665	:	798	4 190	46	1 707	265	3 429	287	10	620	1 552	7 831
Nombre de personnes occupées (milliers)	5	5	56	:	15	29	0	22	2	36	3	0	2	11	84
Valeur ajoutée (millions d'euros)	404	205	2 525	:	498	1 532	21	982	159	1 490	133	4	55	481	2 695
Achats de biens et services (millions d'euros)	340	219	2 426	:	553	2 929	25	969	131	2 031	212	7	570	1 181	5 075
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	301	224	2 285	:	341	1 400	8	501	144	1 242	119	5	70	572	4 271
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	65	49	1 033	:	81	264	2	135	:	207	26	3	8	122	1 338
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	77,6	45,1	45,1	:	32,9	53,7	47,5	44,1	80,7	41,9	51,2	19,0	29,2	42,1	32,1
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	125,6	91,2	103,8	:	119,6	109,3	206,4	109,1	111,0	113,6	108,1	63,0	74,5	74,9	62,0
Taux brut d'exploitation (%)	16,0	-4,6	6,6	:	19,7	3,1	27,8	28,2	6,0	7,2	4,8	-10,2	-2,4	-5,8	-20,1

(1) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.24

**Recherche et développement (NACE division 73)  
Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	77	:	323	37	143	118	94	:	798	329	119	594	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	11	:	141	3	116	20	6	:	1 016	160	176	56	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	2	:	7	0	4	3	1	:	59	34	7	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	5	:	56	1	42	13	2	:	605	93	39	27	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	8	:	87	2	65	10	4	:	467	154	118	32	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	4	:	52	1	29	10	2	:	536	70	46	25	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1	:	17	1	5	4	1	:	122	32	9	11	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	2,4	:	8,2	5,0	11,3	4,1	4,5	:	8,6	2,7	5,2	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (2)	117,2	:	105,5	123,0	140,3	123,1	127,2	:	109,8	115,1	83,3	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	7,9	:	3,3	11,8	10,8	11,9	10,7	:	6,7	14,1	-4,2	4,8	:

(1) 1999. (2) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 22.25

**Services fournis principalement aux entreprises (NACE division 74)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	64 303	30 730	237 707	:	307 386	307 673	11 644	572 672	4 075	89 465	29 977	36 611	27 693	96 375	303 451
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	32 835	15 029	173 376	:	60 205	186 066	4 584	91 097	1 853	54 688	16 574	9 235	8 577	26 553	253 571
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	372	199	2 391	:	1 417	1 937	77	1 446	23	1 031	203	230	129	302	3 032
Valeur ajoutée (millions d'euros)	12 966	7 933	107 937	:	29 270	75 998	2 539	45 457	1 038	26 051	7 567	3 815	4 272	11 304	148 433
Achats de biens et services (millions d'euros)	20 004	7 665	71 466	:	31 944	113 613	2 046	45 929	791	28 987	8 298	5 490	4 562	16 356	104 042
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	9 091	5 521	53 825	:	18 069	65 363	1 255	17 707	0	17 810	5 300	2 552	2 996	9 254	79 409
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	2 291	660	7 959	:	3 338	8 656	167	3 301	:	2 022	767	766	304	1 644	11 354
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	34,8	39,9	45,1	:	20,7	39,2	33,0	31,4	34,4	25,3	37,3	16,6	33,2	37,4	49,0
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (3)	116,0	128,6	167,7	:	131,7	114,7	169,0	139,7	121,8	126,4	122,1	132,2	131,9	97,8	169,6
Taux brut d'exploitation (%)	11,8	16,1	31,2	:	18,6	5,7	28,0	30,5	56,0	15,1	13,7	13,7	14,9	7,7	27,2

(1) 1998. (2) 1999. (3) L, 1998. (4) NL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.26

**Services fournis principalement aux entreprises (NACE division 74)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	14 279	:	151 964	3 237	4 662	2 874	4 581	:	191 146	12 171	3 972	17 223	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	573	:	6 263	442	2 713	408	367	:	13 924	1 260	1 158	2 236	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	79	:	291	23	94	21	25	:	427	139	49	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	144	:	1 883	166	811	259	153	:	6 682	477	398	632	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	462	:	4 326	276	1 350	183	216	:	7 795	868	754	1 548	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	106	:	1 217	116	517	84	105	:	2 278	293	255	478	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	108	:	331	30	159	34	42	:	689	118	251	88	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	1,8	:	6,5	7,2	8,6	12,1	6,0	:	10,0	3,4	8,2	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (2)	97,1	:	96,2	137,7	156,4	303,9	127,6	:	153,9	120,0	152,4	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	6,7	:	10,6	11,3	10,8	42,9	13,0	:	31,6	14,7	12,4	6,9	:

(1) 1999. (2) PL, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 22.27

**Activités juridiques, comptables, de conseil et de gestion; holdings  
(NACE groupe 74.1)**
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	30 710	10 879	90 323	:	131 857	145 557	6 070	235 320	2 207	39 635	10 012	10 034	10 746	39 292	120 690
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	15 710	5 040	72 110	:	15 008	76 316	1 962	32 521	909	14 736	4 769	2 566	2 467	9 892	81 654
Nombre de personnes occupées (milliers)	93	55	647	:	320	385	32	466	8	280	55	45	24	94	822
Valeur ajoutée (millions d'euros)	5 795	3 209	52 532	:	9 447	24 339	1 380	19 729	505	9 306	2 757	1 257	1 274	3 956	56 135
Achats de biens et services (millions d'euros)	9 887	2 118	23 703	:	5 827	55 556	585	12 827	406	5 590	2 017	1 367	1 332	6 660	24 737
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	3 577	1 922	19 594	:	4 650	19 786	544	5 687	278	5 848	1 615	683	778	3 442	26 705
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1 360	299	3 967	:	1 134	5 183	61	1 176	:	569	340	174	84	898	3 582
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	62,0	58,8	81,2	:	29,5	63,2	42,9	42,4	66,6	33,2	50,4	28,1	52,4	42,1	68,3
Productiv. du travail ajustée des salaires (%)	103,1	145,9	222,1	:	128,9	120,9	198,2	156,8	154,3	123,8	137,6	163,2	139,8	85,8	177,7
Taux brut d'exploitation (%)	14,1	25,5	45,7	:	32,0	6,0	42,6	43,2	24,9	23,5	23,9	22,3	20,1	5,2	36,0

(1) 1998. (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.28

**Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques  
(NACE groupes 74.2 et 74.3)**
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	14 824	6 050	74 140	:	79 679	67 261	2 249	200 695	835	14 440	9 520	4 224	6 729	23 014	57 838
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 428	4 090	37 406	:	11 911	32 495	924	17 011	335	10 103	4 948	1 400	2 490	6 567	42 098
Nombre de personnes occupées (milliers)	40	37	420	:	185	221	13	295	4	115	43	20	27	75	374
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 702	2 000	25 726	:	5 822	11 792	452	9 229	189	4 906	1 512	550	1 299	3 154	24 148
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 887	2 155	11 642	:	6 276	20 842	475	7 048	128	5 322	2 736	868	1 264	3 647	18 104
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1 075	1 570	13 499	:	2 851	10 071	267	2 190	129	3 503	1 341	307	934	2 590	13 561
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	386	131	1 348	:	560	1 043	37	781	:	251	187	236	80	333	1 593
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	43,0	54,4	61,3	:	31,5	53,4	36,1	31,3	50,2	42,5	35,0	27,1	47,6	41,9	64,6
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	92,4	114,4	153,1	:	125,1	116,4	138,0	95,4	125,9	106,6	86,6	156,1	128,2	100,1	154,8
Taux brut d'exploitation (%)	14,2	10,5	32,7	:	24,9	5,3	20,0	41,4	17,6	13,9	3,5	17,4	14,7	8,6	25,1

(1) 1998. (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.29

**Publicité (NACE groupe 74.4)**
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	5 651	2 441	20 787	:	16 259	20 777	298	16 937	271	11 170	3 553	2 202	2 659	10 723	12 409
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	4 474	2 449	15 235	:	16 143	21 226	574	11 830	128	6 653	2 692	2 127	1 424	4 231	32 175
Nombre de personnes occupées (milliers)	16	18	163	:	108	104	3	47	1	52	14	10	7	29	105
Valeur ajoutée (millions d'euros)	677	615	5 339	:	3 303	5 789	133	2 478	27	1 866	783	287	377	1 135	10 305
Achats de biens et services (millions d'euros)	3 792	1 888	10 357	:	12 967	15 452	442	9 791	100	4 785	1 912	1 867	1 060	3 178	21 824
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	339	444	2 719	:	1 832	4 230	64	918	25	1 013	390	167	257	829	4 080
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	126	85	811	:	259	385	11	218	:	180	70	64	29	116	757
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	41,6	33,7	32,8	:	30,5	55,7	52,9	52,4	33,8	35,6	56,2	27,7	50,6	39,5	98,5
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	125,5	125,0	159,7	:	160,3	133,5	186,2	146,5	92,5	104,5	157,6	149,8	138,4	106,4	231,3
Taux brut d'exploitation (%)	7,6	7,0	17,2	:	9,1	7,3	12,0	13,2	2,1	12,8	14,6	5,6	8,4	7,2	19,3

(1) 1998. (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.30

**Sélection et fourniture de personnel (NACE groupe 74.5)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	276	483	2 022	:	2 241	2 500	260	3 308	77	4 100	398	239	464	293	14 278
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 958	478	6 507	:	3 015	21 122	302	3 132	153	11 832	1 027	465	272	146	36 387
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	144	26	214	:	242	670	6	90	6	336	30	36	24	3	751
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 667	379	5 388	:	2 672	19 067	160	2 034	138	4 948	867	342	218	90	24 311
Achats de biens et services (millions d'euros)	294	108	1 121	:	356	1 472	142	1 149	14	6 895	165	127	56	58	11 880
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (3)	2 554	343	4 732	:	2 443	18 173	107	1 533	109	3 924	803	397	198	78	17 627
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	35	8	96	:	41	105	5	90	:	316	15	9	5	4	727
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	18,6	14,8	25,2	:	11,0	28,5	25,4	22,6	13,3	14,7	28,4	9,4	9,2	34,7	32,4
Productiv. du travail ajust. des salaires (%) (3)	104,3	109,4	108,5	:	109,0	104,9	144,2	119,8	68,9	124,2	107,0	86,1	109,6	110,0	136,1
Taux brut d'exploitation (%) (3)	3,8	7,5	10,1	:	7,6	4,2	17,5	16,0	-39,5	8,7	6,2	-11,8	7,5	7,9	18,4

(1) 1998. (2) 1999. (3) L, 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.31

**Enquêtes et sécurité (NACE groupe 74.6)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL (2)	A	P	FIN	S (3)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	466	213	1 879	:	1 761	6 065	204	2 363	29	730	206	410	328	580	4 693
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	481	110	2 855	:	1 853	3 821	142	2 148	54	650	217	399	204	596	5 083
Nombre de personnes occupées (milliers)	11	2	110	:	84	120	6	52	1	24	7	26	6	15	141
Valeur ajoutée (millions d'euros)	371	67	1 995	:	1 477	2 529	111	1 590	46	487	162	339	153	434	3 941
Achats de biens et services (millions d'euros)	109	48	876	:	423	1 225	32	549	8	164	55	67	53	165	1 124
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	348	52	1 969	:	1 331	2 414	91	1 356	41	451	144	292	131	357	3 062
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	15	6	79	:	67	84	4	223	:	14	10	28	15	37	159
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	33,7	30,5	18,2	:	17,5	21,2	19,7	30,4	31,4	29,1	22,8	13,0	24,1	28,5	27,9
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	102,7	118,4	92,5	:	109,4	103,9	118,1	109,5	111,1	100,4	110,3	114,8	113,2	118,9	125,5
Taux brut d'exploitation (%)	4,8	13,4	0,9	:	7,9	3,0	14,0	10,9	9,2	5,5	8,5	12,0	10,7	12,9	17,3

(1) 1998. (2) 1998, sauf investissements (1999) et nombre d'entreprises et personnes occupées (2000). (3) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 22.32

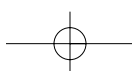
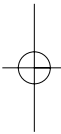
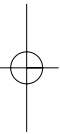
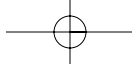
**Activités de nettoyage (NACE groupe 74.7)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S (2)	UK
Nombre d'entreprises (unités)	2 763	5 842	15 495	:	14 026	14 387	207	27 117	102	6 205	1 541	1 593	2 573	5 154	9 589
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 536	1 436	9 859	:	3 948	6 907	100	7 277	110	3 799	846	413	740	1 367	6 152
Nombre de personnes occupées (milliers)	44	45	631	:	309	256	8	319	5	157	36	49	29	35	429
Valeur ajoutée (millions d'euros)	925	1 038	7 674	:	3 274	4 897	77	5 156	77	2 624	643	302	536	952	4 763
Achats de biens et services (millions d'euros)	607	491	2 154	:	700	1 850	23	2 112	32	1 204	202	113	208	427	1 417
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	766	829	6 271	:	2 970	4 378	55	3 977	75	2 145	546	268	430	788	3 568
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	120	42	268	:	123	187	5	255	:	73	37	15	37	60	206
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	21,0	23,0	12,2	:	10,6	19,1	9,3	16,2	16,0	16,7	18,0	6,2	18,2	27,2	11,1
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	112,9	113,8	101,6	:	106,6	109,3	137,2	114,2	102,0	117,3	114,0	109,7	116,9	110,1	131,0
Taux brut d'exploitation (%)	10,3	14,6	14,2	:	7,7	7,5	22,1	16,2	2,2	12,6	11,5	8,1	14,2	12,0	19,4

(1) 1998. (2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).





## Services d'information et de communication



Les services d'information et de communication sont au rang des activités les plus dynamiques de l'économie européenne. Ces services constituent, aux côtés des activités des médias (couvertes dans le chapitre 24), la clé de voûte de ce que l'on appelle la société de l'information. Cette expression est apparue au début des années 90 pour désigner une société dont la prospérité et la croissance reposent sur sa capacité de traiter, stocker, extraire et transmettre des informations.

En décembre 1999, la Commission a lancé l'initiative eEurope visant à garantir que l'Union européenne tire pleinement parti, pour les générations futures, des évolutions liées à la société de l'information. En mai 2002, la Commission européenne a adopté un programme pluriannuel (2003-2005) portant sur le suivi du plan d'action eEurope. Cette initiative poursuivait les trois grands objectifs suivants: i) faire entrer tous les citoyens, foyers, entreprises, écoles et administrations dans l'ère numérique; ii) introduire en Europe une culture numérique soutenue par un esprit d'entreprise favorable au financement et au développement de nouvelles idées; iii) veiller à ce que l'ensemble de ce processus ait une vocation d'intégration sociale, gagne la confiance du consommateur et renforce la cohésion sociale. Ces objectifs politiques ont été étayés par plusieurs actions concrètes <sup>(1)</sup> regroupées autour de trois buts essentiels: mettre un Internet moins cher, plus rapide et sûr; investir dans les hommes et les compétences; stimuler l'utilisation d'Internet (par exemple, soutenir le commerce électronique et l'utilisation des services en ligne dans la gestion publique).

<sup>(1)</sup> Voir « eEurope - une société de l'information pour tous », Communication concernant une initiative de la Commission pour le Conseil européen extraordinaire de Lisbonne des 23 et 24 mars 2000, disponible à l'adresse suivante: [http://europa.eu.int/information\\_society/eeurope/action\\_olan/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/information_society/eeurope/action_olan/index_en.htm).

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, les entreprises d'information et de communication (divisions 64 et 72 de la NACE) ont généré une valeur ajoutée totale estimée à 289,6 milliards d'euros, représentant environ 6,1 % des richesses créées par l'activité des entreprises (sections C à K de la NACE) dans l'Union européenne. Dans le secteur des services d'information et de communication, ce sont les activités des postes et télécommunications (division 64 de la NACE) occupent une place prépondérante avec environ 60 % de la valeur ajoutée, contre 40 % pour les services informatiques.

Selon l'Observatoire européen des technologies de l'information (EITO), le marché des technologies de l'information et des communications (TIC), en Europe de l'ouest, s'est élevé à 422,1 milliards d'euros en 2001. Les télécommunications en ont assuré la plus grande part, avec un chiffre d'affaires de 233,6 milliards d'euros en 2001, contre 125,9 milliards pour les technologies de l'information (TI). La réalisation de logiciels a été l'activité la plus modeste, avec un chiffre d'affaires de 68,2 milliards d'euros en 2001, mais c'est aussi celle qui s'est le plus rapidement développée.

Il convient de noter que la définition donnée par l'EITO des services d'information et de communication diffère de celle qui est utilisée dans le reste de ce chapitre (elle ne comprend pas, notamment, les activités de poste). Pour ce qui est des taux de change, l'EITO utilise les taux de conversion irrévocables entre l'euro et les devises des pays de la zone euro et applique des taux de change constants de 2000 entre les monnaies nationales et l'euro pour les autres pays.

Ce chapitre se réfère à deux secteurs dont l'échange d'information constitue l'activité centrale. Il présente des données relatives à la division 64 de la NACE qui couvre les activités de poste et de courrier ainsi que les télécommunications et à la division 72 de la NACE qui comprend les logiciels et les services informatiques.

### NACE

- 64: postes et télécommunications;
- 64.1: activités de poste et de courrier;
- 64.2: télécommunications;
- 72: activités informatiques;
- 72.1: conseil en systèmes informatiques;
- 72.2: réalisation de logiciels;
- 72.3: traitement de données;
- 72.4: activités de banques de données;
- 72.5: entretien, réparation de machines de bureau, de matériel;
- 72.6: autres activités rattachées à l'informatique.

Tableau 23.1

## Chiffre d'affaires des services liés aux TIC dans l'UE (milliards d'euros)

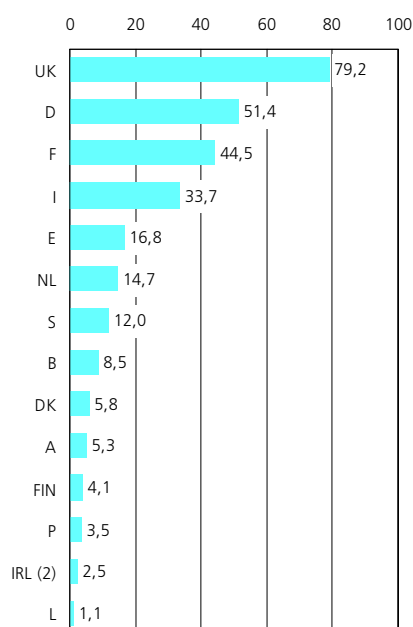
	2000	2001	2002 (1)
<b>Logiciels</b>	58,0	62,6	68,2
<b>Services informatiques</b>	116,4	125,9	136,8
<b>Services de télécommunication</b>	213,0	233,6	249,8
<b>Total</b>	387,4	422,1	454,8

(1) Estimations.

Source: EITO, 2002.

Graphique 23.1

**Postes et télécommunications;  
activités informatiques  
(NACE divisions 64 et 72)  
Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



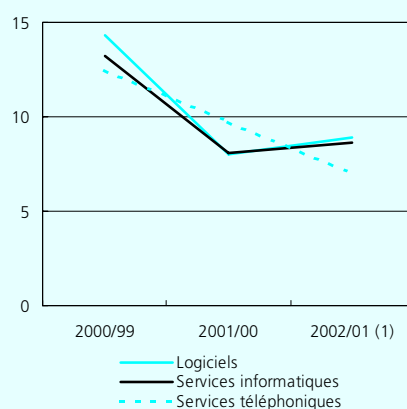
(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Graphique 23.2

**Taux de croissance du chiffre d'affaires des  
services liés aux TIC dans l'UE (%)**



(1) Estimations.

Source: EITO, 2002.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

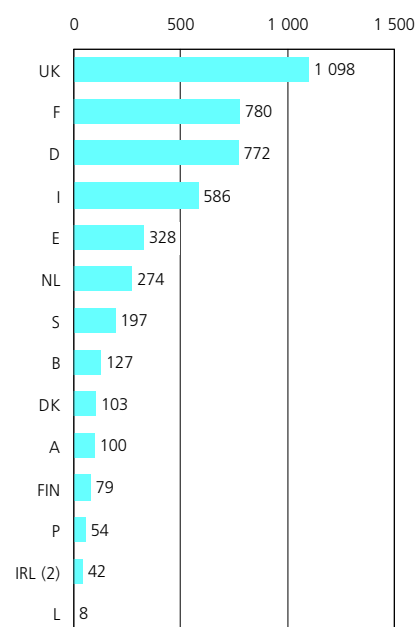
Les services d'information et de communication représentent une importante source d'emploi dans l'économie communautaire. Sur la base des données SSE, on estime que 4,6 millions de personnes ont été employées dans ce secteur en 2000: 2,6 millions dans les postes et télécommunications et 2,0 millions dans les activités informatiques. L'ensemble de ces services a représenté 4,5 % de l'emploi total de l'activité des entreprises (sections C à K de la NACE) et 7,4 % de l'emploi des activités de services.

Les chiffres disponibles soulignent par ailleurs le grand dynamisme du marché de l'emploi. Au cours de la seconde moitié des années 90, le nombre de personnes occupées a augmenté en moyenne de 3,7 % par an en Italie (1995 à 2000), de 5,0 % en France (1996 à 2000), de 8,7 % au Royaume-Uni (1998 à 2000) et même de 9,6 % au Luxembourg (1995 à 2000) et 13,7 % aux Pays-Bas (1998 à 2000). Néanmoins, le rythme de croissance de l'emploi net s'est ralenti entre 1999 et 2000, période pendant laquelle le nombre de personnes occupées dans l'Union européenne n'a augmenté que de 2,8 % (2).

(2) Ce taux de croissance ne comprend pas EL, IRL et NL.

Graphique 23.3

**Postes et télécommunications;  
activités informatiques  
(NACE divisions 64 et 72)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**



(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Si l'on y regarde de plus près, à l'échelon des divisions de la NACE, les chiffres montrent que la quasi-totalité de l'emploi créé est imputable aux activités informatiques. En effet, alors que les niveaux d'emploi ont stagné dans la plupart des pays dans le secteur des postes et télécommunications (sauf aux Pays-Bas où une croissance de 11,0 % a été enregistrée entre 1998 et 2000), les activités informatiques ont affiché des taux de croissance supérieurs à 10 % dans tous les pays pour lesquels des données étaient disponibles (voir sous-chapitre 23.3 ci-après pour de plus amples informations).

Les résultats de la dernière EFT montrent que la main-d'œuvre de ce secteur revêt des caractéristiques que l'on associe plus volontiers, en général, à l'industrie manufacturière qu'au secteur des services: prédominance de l'emploi masculin, proportion relativement faible d'indépendants et faible part du travail à temps partiel. De fait, les services d'information et de communication employaient 68,4 % d'hommes dans l'Union européenne en 2001, contre 56,5 % dans les services en général (sections G à K de la NACE). Par ailleurs le pourcentage d'emploi occupés par des hommes dans ce secteur a augmenté de près d'un point entre 1995 et 2001 en raison d'une augmentation des niveaux d'emploi dans les activités informatiques à dominance masculine.

En 2001, la proportion de travailleurs indépendants dans les services d'information et de communication (7,0 %) a été très inférieure à la moyenne enregistrée par d'autres activités de services et par les services en général (17,4 %). Si la part des indépendants a augmenté, c'est de nouveau en raison du développement des activités informatiques où la proportion d'indépendants a été beaucoup plus importante (13,0 % en 2001) que dans le secteur des postes et télécommunications (2,6 %). Une ventilation par sexe montre que les femmes ont moins tendance que les hommes à recourir au travail indépendant: 96,3 % des femmes étaient salariées dans les services d'information et de communication, contre 91,2 % seulement pour les hommes.

A côté de cela, la part des personnes travaillant à temps plein dans les services d'information et de communication (87,8 %) a été nettement plus importante également que dans les services dans leur ensemble (80,2 %). Cet écart a dépassé les 10 points de pourcentage au Royaume-Uni, en Irlande, aux Pays-Bas, en Belgique et en Autriche. Par ailleurs, la part des personnes travaillant à temps plein est restée assez stable entre 1995 et 2001 alors que le

Tableau 23.2

### Postes et télécommunications; activités informatiques (NACE divisions 64 et 72)

#### Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001 (1)	1996	2001
<b>EU-15</b>	32,5	31,6	11,8	12,2	5,9	7,0
<b>B</b>	24,5	23,8	5,7	6,4	5,0	6,4
<b>DK</b>	31,8	35,6	16,8	20,9	3,2	5,0
<b>D</b>	36,7	33,5	16,7	17,7	6,7	7,8
<b>EL</b>	23,2	29,6	:	:	:	:
<b>E</b>	26,6	34,9	2,6	4,2	4,3	5,2
<b>F</b>	39,7	38,7	12,8	11,5	2,0	3,0
<b>IRL</b>	31,8	31,7	:	6,3	9,9	9,0
<b>I</b>	31,5	31,5	3,0	4,5	8,1	10,4
<b>L</b>	24,6	25,9	:	12,7	:	:
<b>NL</b>	26,2	25,1	26,0	26,9	7,6	8,8
<b>A</b>	25,0	28,3	10,8	10,8	3,0	8,0
<b>P</b>	37,4	33,4	:	:	:	:
<b>FIN</b>	36,6	34,5	10,2	12,4	:	3,8
<b>S</b>	38,2	32,2	19,1	12,5	:	8,1
<b>UK</b>	26,9	26,2	11,9	12,0	7,8	7,9

(1) L, 2000.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

travail à temps partiel gagnait du terrain dans l'ensemble des services. Les femmes ont été beaucoup plus enclines que les hommes à travailler à temps partiel: 26,3 % des femmes occupées dans les services d'information et de communication en 2001 travaillaient à temps partiel, contre 5,8 % seulement pour les hommes.

La productivité de la main-d'œuvre, dans les services d'information et de communication, a été nettement supérieure à celle de la plupart des autres secteurs de l'économie communautaire. Selon des estimations fondées sur les données SSE, chaque personne occupée a généré en moyenne 62 700 euros de valeur ajoutée en 2000, contre 42 900 euros dans les services (sections G à K de la NACE) et 45 700 euros dans le secteur des entreprises en général (sections C à K de la NACE). Dans l'Union européenne, la productivité apparente de la main-d'œuvre s'échelonnait entre 51 100 euros en Espagne, 56 600 euros en Finlande et 72 100 euros au Royaume-Uni, voire 119 900 euros au Luxembourg en 2000 <sup>(3)</sup>. Il convient de noter également que les postes et télécommunications affichaient une productivité supérieure (66 700 euros par personne occupée) à celle des activités informatiques (57 600 euros).

<sup>(3)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

La productivité du travail ajustée des salaires a été relativement élevée également. Ses ratios ont été supérieurs à 130 % dans tous les pays à l'exception de la France (129,9 %) et de la Suède (128,9 %) et ont même atteint plus de 200 % au Portugal (225,5 %) et au Luxembourg (272,0 %). Cependant, cette productivité a reculé entre 1999 et 2000 dans tous les pays sauf l'Espagne et l'Italie <sup>(4)</sup>, l'augmentation des dépenses de personnel n'ayant pas été accompagnée de gains de productivité équivalents. Par exemple, le coût de la main-d'œuvre a augmenté de 21,9 % au Royaume-Uni pour atteindre 45 700 euros par salarié, de 14,8 % en Allemagne (42 400 euros) et de 12,5 % en Belgique (50 800 euros). Parallèlement, la productivité apparente de la main-d'œuvre augmentait de 6,6 % au Royaume-Uni et de 1,9 % en Belgique, tandis qu'elle chutait de 18,8 % en Allemagne.

<sup>(4)</sup> EL, IRL et NL, non disponibles.

### 23.1: ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER

Ce sous-chapitre se réfère au groupe 64.1 de la NACE qui regroupe les postes nationales et les autres activités de courrier. Les activités de « postes nationales » (NACE 64.11) comprennent la levée, l'acheminement et la distribution (service intérieur ou international) du courrier et des colis ainsi que d'autres prestations telles que la location de boîtes postales ou le service de poste restante. Les autres activités de courrier, couvertes par la classe 64.12 de la NACE, comprennent essentiellement les services d'envois urgents où les entreprises relevant de ce secteur y ont élargi leur champ d'activité initial (documents d'affaires) au transfert de paquets et de fret.

La demande de services de poste et de courrier émane des entreprises, des administrations et des particuliers qui souhaitent s'assurer de l'acheminement de lettres et de colis. Le marché de la distribution des lettres est encore dominé par d'anciens opérateurs postaux publics - que l'on appelle prestataires du service universel <sup>(5)</sup>. Néanmoins, il s'insère dans un environnement concurrentiel qui évolue rapidement et diverses initiatives ont été lancées tendant à en promouvoir la libéralisation au sein de l'Union européenne.

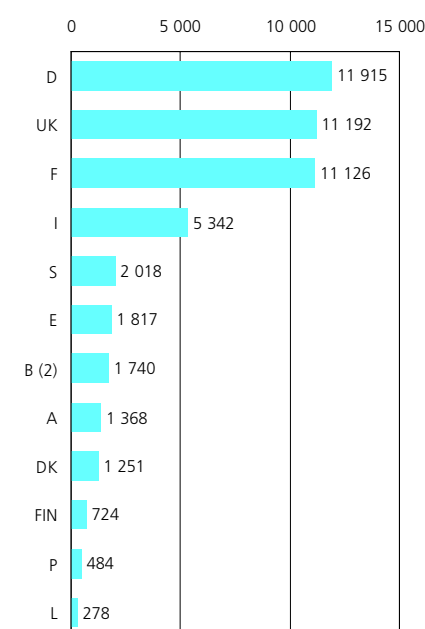
<sup>(5)</sup> Cette expression comprend les opérateurs qui ne sont plus publics.

Les prestataires du service universel, publics ou privés, continuent de fournir néanmoins la majorité des services de courrier et qu'ils jouissent encore, dans la plupart des pays, d'un monopole qui leur confère des droits exclusifs mais les oblige, en contrepartie, à assurer un service universel. Le marché des services de messagerie expresse est en revanche dominé par des opérateurs privés : leurs services d'acheminement de documents et de colis intéressent particulièrement le courrier interentreprises (« business-to-business »), le publipostage (« direct mail ») et le courrier des entreprises aux particuliers (« business-to-consumer »).

La capacité accrue des nouvelles technologies à se substituer aux produits de courrier traditionnel représente un défi considérable pour les activités de poste. Le marché de la poste aux lettres est soumis à une concurrence plus forte depuis l'apparition de nouveaux modes de communication (téléphone, télécopie, courrier électronique et Internet).

Par contre, les avancées technologiques offrent aussi des gains d'efficacité potentiels et la possibilité de proposer de nouveaux services postaux à valeur ajoutée ainsi que des produits liés au commerce électronique. Ces progrès ont permis d'obtenir par exemple des gains de productivité grâce à l'automatisation du tri et l'accroissement du volume de certains types de trafic postal, comme les livraisons postales résultant du commerce électronique.

**Graphique 23.4**  
**Activités de poste et de courrier**  
**(NACE groupe 64.1)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, IRL et NL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**Tableau 23.3**  
**Activités de poste et de courrier (NACE groupe 64.1)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
EU-15	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
B	:	10,6	5,5	6,6	:	:	2,0	1,3	7,0	:	:	-3,0	-2,8	-0,2	:
DK	-0,2	6,6	2,9	8,2	3,0	4,2	1,1	1,2	13,5	6,3	2,4	-2,3	3,4	5,7	-7,5
D	:	:	:	11,8	-27,6	:	:	:	:	-12,9	:	:	:	:	:
EL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
E	:	:	:	:	24,4	:	:	:	:	7,2	:	:	:	:	5,9
F	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
IRL	:	20,0	:	:	:	:	16,9	:	:	:	:	10,4	:	:	:
I	7,9	-0,5	-2,2	5,2	9,0	-16,5	1,4	-0,4	1,0	4,7	-3,3	-4,1	0,0	1,5	-3,9
L	7,8	7,9	9,7	3,3	5,6	5,0	6,8	9,2	-3,1	1,9	-2,4	2,2	0,8	3,0	0,3
NL	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	7,0
A	:	:	:	9,8	9,7	:	:	:	8,6	-3,9	:	:	:	-1,0	-2,7
P	:	6,8	10,0	10,8	4,9	:	7,9	4,2	9,5	8,4	:	1,3	4,3	1,6	5,6
FIN	:	5,2	2,7	1,3	2,7	:	1,1	-1,1	0,3	2,1	:	-3,2	1,4	-3,5	4,0
S	4,4	:	:	:	:	4,9	:	:	:	:	:	:	:	:	0,3
UK	:	:	:	:	17,2	:	:	:	:	23,7	:	:	:	2,2	0,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

## PROFIL STRUCTUREL

Les activités de poste et courrier ont généré une valeur ajoutée de 49,3 milliards d'euros en 2000 <sup>(6)</sup>. Selon les données disponibles, les activités de postes nationales ont constitué, de loin, la principale composante de ce secteur avec 90 %, voire plus, de la valeur ajoutée dans tous les pays pour lesquels des données étaient disponibles, à l'exception du Royaume-Uni où la part des postes nationales s'est élevée à 73,3 % <sup>(7)</sup>.

Les services des postes nationales se sont efforcés, au cours de la dernière décennie, de rationaliser leurs réseaux en fermant des bureaux de postes, tout en garantissant la facilité d'accès moyennant l'augmentation du nombre de boîtes à lettres. En 2000, les services postaux nationaux géraient près de 91 000 bureaux de poste permanents dans l'Union européenne <sup>(8)</sup> (voir tableau 23.15 dans l'annexe statistique en fin de chapitre), soit environ 15 000 de moins que dix ans auparavant. Par contre, le nombre de boîtes aux lettres avait augmenté pendant la même période pour atteindre 663 000 en 2000, soit 50 000 de plus qu'en 1990.

Par rapport à la population, c'est en Irlande que se trouve le réseau postal le plus dense, chaque bureau de poste permanent desservant en moyenne moins de 2 000 personnes. Par contre, ce chiffre atteignait 7 500 habitants en Belgique, probablement en raison de la forte densité de la population dans ce pays. La plupart des autres pays affichaient une moyenne allant de 3 250 (Autriche) à 6 017 (Allemagne) habitants par bureau de poste.

Les postes nationales ont traité plus de 100 milliards d'envois de lettres dans l'Union européenne en 2000, chiffre comprenant le service national et le traitement des envois internationaux (voir tableau 23.15 dans l'annexe statistique en fin de chapitre). Le service national a représenté la plus grande partie de ce trafic. Bien que son importance relative dépende naturellement de la taille de chaque pays, les résultats affichés par les différents pays ne viennent pas toujours à l'appui de cette relation. Parmi les cinq grands États membres, le Royaume-Uni a enregistré un volume relativement élevé de trafic international par rapport au total des lettres traitées (7,1 %) si on le compare à l'Allemagne (4,8 %) ou à la France (4,0 %) par exemple. Dans les petits États membres, l'Autriche (4,0 %) et la Finlande (5,4 %) ont affiché des parts de trafic international beaucoup plus

<sup>(6)</sup> B, 1999; IRL, 1997; EL et NL, non disponibles.

<sup>(7)</sup> D et I, 2000; UK, 1999; DK et P, 1998; S, 1996.

<sup>(8)</sup> UK, 1999.

Tableau 23.4

## Principaux indicateurs des services de courrier, 2000 (1)

	Nombre d'entreprises	Nombre de personnes occupées	Chiffre d'affaires (millions d'euros)
<b>DK</b>	1 210	2 095	325
<b>D</b>	19 356	45 273	8 782
<b>E</b>	6 084	47 965	1 961
<b>IRL</b>	3	47	2
<b>I (2)</b>	1 727	:	:
<b>L</b>	36	:	:
<b>FIN (3)</b>	241	:	254
<b>S</b>	328	6 199	421

(1) B, EL, F, NL, A, P et UK, non disponibles.

(2) 1998.

(3) 1999.

Source: Eurostat, Communications (theme4/coins).

Tableau 23.5

## Délai moyen de distribution du courrier intra-communautaire, premier semestre 2002 (jours) (1)

Destination	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Origine</b>															
<b>B</b>	-	2,1	2,0	3,2	2,4	2,2	2,1	2,4	2,0	2,1	2,3	2,2	2,3	2,1	2,2
<b>DK</b>	2,1	-	1,9	2,9	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,1	2,2	2,1	2,1	1,8	2,0
<b>D</b>	2,0	1,9	-	3,1	2,5	2,0	2,2	2,3	2,0	2,0	2,0	2,3	2,3	2,0	2,0
<b>EL</b>	2,4	2,3	2,4	-	2,7	2,5	2,7	2,9	2,6	2,6	2,7	3,1	2,7	2,6	2,4
<b>E</b>	2,3	2,4	2,2	3,6	-	2,2	2,5	2,5	2,7	2,3	2,7	2,2	2,8	2,4	2,2
<b>F</b>	2,1	2,0	2,0	3,1	2,4	-	2,3	2,2	2,0	2,1	2,2	2,2	2,5	2,0	2,1
<b>IRL</b>	2,3	2,1	2,0	3,6	2,9	2,2	-	2,4	2,3	2,2	3,0	3,0	2,7	2,2	2,0
<b>I</b>	2,3	2,2	2,1	3,2	2,5	2,3	2,4	-	2,6	2,3	2,4	2,4	2,7	2,3	2,2
<b>L</b>	2,0	2,1	1,9	3,0	2,8	2,1	2,2	2,6	-	2,3	2,4	2,2	2,5	2,3	2,0
<b>NL</b>	2,1	2,1	2,2	3,4	2,6	2,4	2,3	2,4	2,3	-	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1
<b>A</b>	2,1	1,9	1,9	3,3	2,5	2,3	2,6	2,6	2,1	2,2	-	2,6	2,4	2,1	2,1
<b>P</b>	2,1	2,0	2,0	3,9	2,3	2,0	2,8	2,3	2,4	2,1	3,0	-	2,9	2,2	2,1
<b>FIN</b>	2,2	2,0	2,0	3,3	2,7	2,2	2,1	2,5	2,3	2,2	2,2	2,1	-	1,9	2,0
<b>S</b>	2,1	2,0	2,1	3,6	2,4	2,3	2,3	2,5	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	-	2,1
<b>UK</b>	2,2	2,3	2,2	3,5	2,8	2,3	2,3	2,7	2,4	2,5	2,7	2,5	2,6	2,5	-

(1) Le mode de calcul se base sur une semaine de travail de cinq jours qui exclut les samedis et dimanches, ainsi que les jours fériés dans le pays de destination; le courrier est distribué le samedi dans les pays suivants: DK, D, F, I, NL et UK.

Source: UNEX - Unipost External Monitoring System, International Post Corporation, 2002.

faibles que la Belgique (10,0 %), la Grèce (14,5 %) et l'Irlande (14,5 %). Il n'est pas surprenant de constater que le plus petit État membre, le Luxembourg, enregistrait la part la plus élevée (40,3 %) de trafic international dans l'ensemble des envois postaux de lettres.

Le trafic de la poste aux lettres a connu une tendance à la hausse au fil des années 90 imputable essentiellement au trafic national qui a augmenté en moyenne, dans la plupart des États membres, de plus de 2,0 % par an entre 1990 et 2000.

La directive postale (97/67/CE) établit des objectifs transfrontaliers de qualité fixant actuellement à 85 % les envois devant être distribués dans un délai de trois jours et à 98 % ceux qui doivent l'être dans un délai de cinq jours. Selon l'IPC (International Post Corporation), au cours du premier semestre 2002, 93,9 % environ du courrier prioritaire intra-communautaire a été distribué dans un délai de trois jours. Ce résultat représente une amélioration substantielle par rapport au taux de 69,1 % enregistré en 1994. Au cours de la même période, la part de courrier prioritaire transfrontalier distribué dans un délai de cinq jours a progressé, passant de 92,4 % à 98,9 % (voir tableau 23.5).

**Tableau 23.6**  
Ventilation du volume de courrier dans l'UE par point d'accès, 2001 (%)

	Poste aux lettres		Courrier recommandé		Courrier non adressé	
	Mailing	Paquets	recommandé	Imprimés		
<b>Enlèvement chez le client</b>	23	52	79	26	36	88
<b>Bureau de tri</b>	31	34	1	2	63	1
<b>Bureau de poste</b>	19	11	19	63	1	5
<b>Boîte aux lettres</b>	21	0	0	0	0	0
<b>Autre</b>	6	3	1	9	0	6

Source: Conditions governing access to universal postal services and networks, étude de CTcon pour la Commission européenne, juillet 2001.

Les entreprises sont à l'origine de la plus grande partie du trafic postal qui circule en Europe mais ce sont les ménages qui en sont les destinataires. On estime, généralement, que 80 % du courrier posté dans l'Union européenne provient des entreprises mais qu'un tiers seulement de celui-ci concerne la correspondance interentreprises. Cette constatation se reflète dans la ventilation du courrier par point d'accès (voir tableau 23.6), où la collecte dans les entreprises et l'accès direct aux centres de tri ont représenté plus de la moitié du volume de lettres traitées.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Les activités de poste et de courrier ont employé 1,5 million de personnes en 2000 <sup>(9)</sup>. Bien que l'on ne dispose pas de données officielles permettant d'évaluer la répartition de ces effectifs entre les prestataires du service universel et leurs concurrents, les opérateurs postaux et les autres agents des postes, une étude réalisée pour la Commission <sup>(10)</sup> estime que 71 % des personnes occupées dans les services postaux en 2000 travaillaient pour des prestataires du service universel et 29 % pour leurs concurrents. Selon la même étude, les niveaux d'emploi auraient augmenté ces dernières années, les tendances à la baisse des prestataires du service universel ayant été largement compensées par l'expansion de leurs concurrents.

Selon les données SSE disponibles, la productivité apparente de la main-d'œuvre a été généralement faible dans les activités de poste et de courrier, avec moins de 40 000 euros par personne occupée dans tous les pays <sup>(11)</sup>, à l'exception du Luxembourg où elle a atteint 90 600 euros. La productivité du travail ajustée des salaires, qui tient compte des

<sup>(9)</sup> B, 1999; IRL, 1997; EL non disponible.

<sup>(10)</sup> « Étude sur les tendances en matière d'emploi dans le secteur postal européen », Rapport final, PLS Rambøll, octobre 2002, disponible à l'adresse suivante: [http://europa.eu.int/comm/internal\\_market/fr/postal/stud/index.htm](http://europa.eu.int/comm/internal_market/fr/postal/stud/index.htm).

<sup>(11)</sup> B, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

dépenses de personnel, a aussi été généralement faible, se situant normalement entre 110 % et 120 % <sup>(12)</sup>, hormis dans deux pays qui se sont nettement détachés des autres: l'Italie par le bas (102,4 %) et le Luxembourg par le haut (200,0 %).

L'évolution de l'emploi dans les services postaux résulte de l'interaction entre des facteurs positifs (le développement de nouveaux services et l'augmentation des volumes de courrier) et négatifs (automatisation croissante). Dans un récent rapport de la Commission sur l'application de la directive postale <sup>(13)</sup>, la demande accrue de services postaux était signalée comme étant le principal facteur positif pour l'emploi (croissance évaluée à 2-3 % par an) mais l'ouverture des marchés y était également mentionnée comme source d'emploi. L'autorité réglementaire nationale allemande, par exemple, estime que plus de 16 000 emplois à temps partiel ou à temps complet ont été créés par des opérateurs privés à la suite de l'ouverture partielle du marché et du développement de nouveaux services.

À défaut de chiffres officiels détaillés, une étude commandée par la Direction générale du marché intérieur de la Commission européenne <sup>(14)</sup> apporte des renseignements supplémentaires sur les tendances de l'emploi. Selon cette étude, l'emploi dans le secteur des services postaux a augmenté de près de 5 % entre 1995 et 2000, pour parvenir à un niveau approximatif de 1,7 million d'équivalents temps plein en 2000 <sup>(15)</sup>. Malgré la relative stabilité de

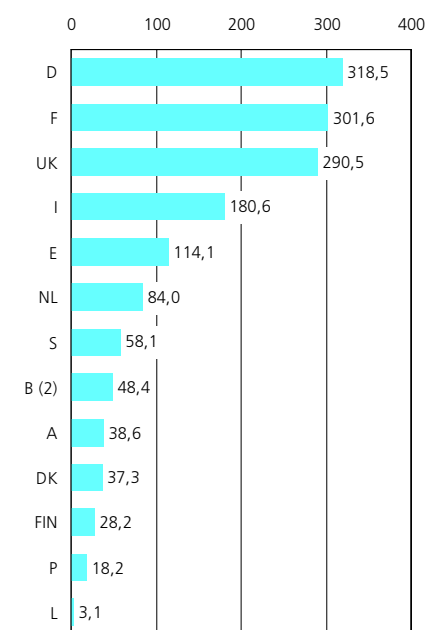
<sup>(12)</sup> B, 1999; EL, IRL et NL, non disponibles.

<sup>(13)</sup> Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la directive postale (directive 97/67/CE), COM(2002) 632 final, novembre 2002.

<sup>(14)</sup> « Étude sur les tendances en matière d'emploi dans le secteur postal européen », Rapport final, PLS Rambøll, octobre 2002, disponible à l'adresse suivante: [http://europa.eu.int/comm/internal\\_market/fr/postal/stud/index.htm](http://europa.eu.int/comm/internal_market/fr/postal/stud/index.htm).

<sup>(15)</sup> Remarque que ce chiffre n'est pas directement comparable aux statistiques officielles citées précédemment; il comprend en particulier des estimations de données manquantes (EL par exemple) et se réfère à des équivalents temps plein et non pas à un simple comptage.

**Graphique 23.5**  
Activités de poste et de courrier  
(NACE groupe 64.1)  
Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)



(1) EL et IRL, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

l'emploi assuré par les prestataires du service universel, qui s'élevait à 1,2 million d'équivalents temps plein, 0,3 % de moins (4 000 salariés) qu'en 1995, l'emploi offert par les opérateurs et agents postaux concurrents a fortement augmenté sur cette même période (19,7 %) pour atteindre 498 000 équivalents temps plein.

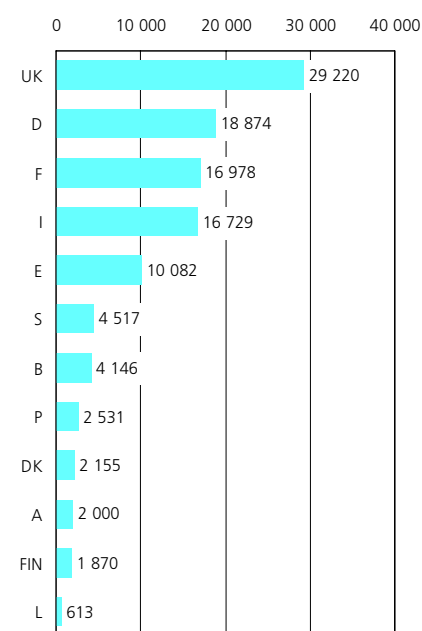


## 23.2: SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les services de télécommunications (groupe 64.2 de la NACE) englobent la transmission du son, des images, de données ou d'autres informations par câble, par voie hertzienne, par relais ou par satellite. Ces services comprennent à la fois la gestion et l'entretien des réseaux et la prestation des services qui les utilisent autres que la production de programmes de radio et de télévision (qui sont pris en compte dans le chapitre 24).

Il y a quelques années encore, le secteur des télécommunications était un marché fortement réglementé et soumis à un monopole juridique et économique. Cette situation a toutefois considérablement évolué durant les deux dernières décennies non seulement en raison des avancées technologiques mais aussi de la libéralisation du marché. Cette dernière a porté dans un premier temps sur les services à valeur ajoutée et les usagers professionnels, laissant ainsi la fourniture des services (ou le réseau) aux mains des monopoles nationaux. En 1987, la Commission européenne a adopté un Livre vert constituant la première étape d'un processus qui a abouti le 1er janvier 1998, dix ans après, à la libéralisation de tous les services et réseaux de télécommunications. Au cours de cette période, l'introduction des téléphones portables a complètement bouleversé le mode de travail des gens ainsi que leurs relations dans le cadre des loisirs. En effet, il existe

**Graphique 23.6**  
**Télécommunications (NACE groupe 64.2)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**



(1) EL, IRL et NL, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

actuellement dans l'Union européenne plus d'abonnements à la téléphonie mobile qu'à des lignes téléphoniques fixes.

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications (groupe 64.2 de la NACE) s'est élevé dans l'Union européenne à 247,7 milliards d'euros<sup>(16)</sup> et a généré une valeur ajoutée de 110,9 milliards d'euros<sup>(17)</sup>. Trois pays, le Royaume-Uni (26,6 %), l'Allemagne (17,2 %) et la France (15,5 %) contribuaient pour près de 60 % à la valeur ajoutée totale. Dans la plupart des pays, la valeur ajoutée du secteur des télécommunications a fortement progressé pendant toute la seconde moitié des années 90, et cette tendance s'est confirmée en 2000 avec des taux d'augmentation de 20 % ou plus dans la majorité des pays. Les résultats du Luxembourg et de l'Allemagne, en termes de valeur ajoutée, ont été les seuls à ne pas s'inscrire dans cette tendance générale<sup>(18)</sup>, avec une augmentation de 6,9 % entre 1999 et 2000 dans le premier cas et une réduction de 8,5 % dans le deuxième.

<sup>(16)</sup> IRL, 1997; EL et NL, non disponibles.

<sup>(17)</sup> IRL, 1997; EL et NL, non disponibles.

<sup>(18)</sup> EL, F, IRL, NL et S, non disponibles.

**Tableau 23.7**

### Télécommunications (NACE groupe 64.2)

#### Principaux indicateurs, taux de croissance (%)

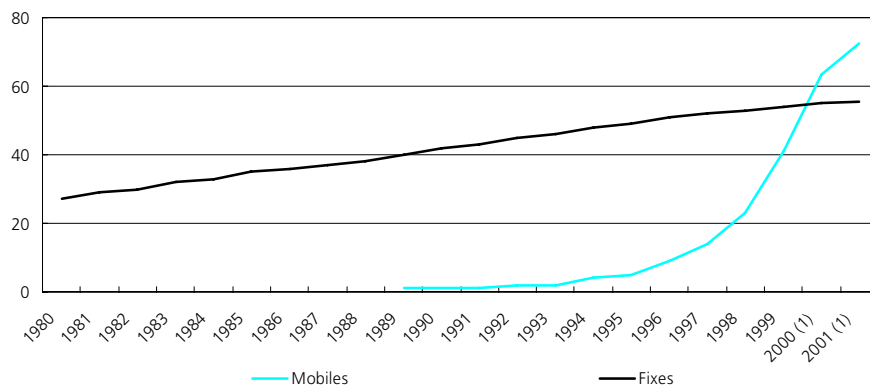
	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	13,5	5,4	18,5	23,0	26,3	13,7	-8,2	7,4	9,7	10,8	8,2	-4,6	-3,3	7,9	5,3
<b>DK</b>	32,9	18,9	-24,3	15,8	21,9	11,9	24,4	5,0	4,5	-7,5	15,9	-13,7	28,1	5,1	8,0
<b>D</b>	:	:	:	11,1	-8,5	:	:	:	:	-35,1	:	:	:	:	:
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	14,3	27,1	:	:	:	-27,6	35,2	:	:	:	-5,5	8,6
<b>F</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>IRL</b>	:	21,9	:	:	:	:	12,0	:	:	:	:	6,5	:	:	:
<b>I</b>	31,9	10,3	22,6	5,2	26,3	17,6	9,0	13,8	-8,9	15,8	1,1	-1,6	3,2	7,7	6,1
<b>L</b>	39,6	11,1	23,2	23,2	6,9	52,7	15,9	3,8	41,8	8,2	12,8	14,8	14,9	48,9	11,2
<b>NL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	25,0
<b>A</b>	:	:	:	27,2	19,9	:	:	:	8,4	-21,7	:	:	:	4,2	5,4
<b>P</b>	:	10,5	25,2	24,7	18,1	:	3,9	15,3	13,1	0,7	:	-2,5	6,3	-2,7	-4,9
<b>FIN</b>	13,5	19,1	31,5	19,8	23,5	8,2	15,7	15,8	15,8	-0,8	-2,2	2,4	6,9	7,7	-1,8
<b>S</b>	0,2	:	:	:	:	30,9	:	:	:	:	:	:	:	:	-0,7
<b>UK</b>	13,5	37,9	20,6	16,6	23,3	:	:	12,5	9,0	10,7	:	:	:	12,0	1,8

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).



Graphique 23.7

## Évolution du nombre de lignes de téléphone dans l'UE (millions)



(1) Source: ITU.

Source: Eurostat, Communications (theme4/coins/telecom/tel\_ser).

Tableau 23.8

## Chiffre d'affaires des télécommunications dans l'UE (milliards d'euros)

	2000	2001	2002 (1)
Services de téléphonie fixe (2)	120,4	123,6	125,6
Téléphonie mobile	73,3	88,8	100,4
Commutation et lignes louées	11,6	12,5	14,0
Services de TV par câble	7,7	8,7	9,9
<b>Total</b>	<b>189,4</b>	<b>213,0</b>	<b>233,6</b>

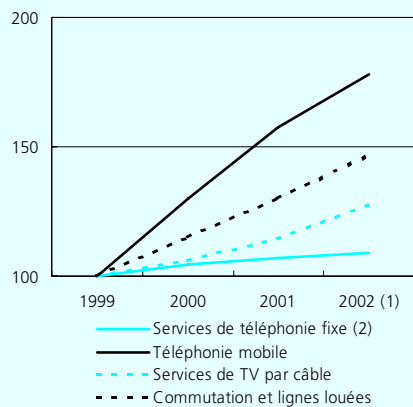
(1) Estimations.

(2) Y compris Internet et les services en ligne.

Source: EITO, 2002.

Graphique 23.9

## Évolution du chiffre d'affaires des télécommunications dans l'UE (1999=100)



(1) Estimations.

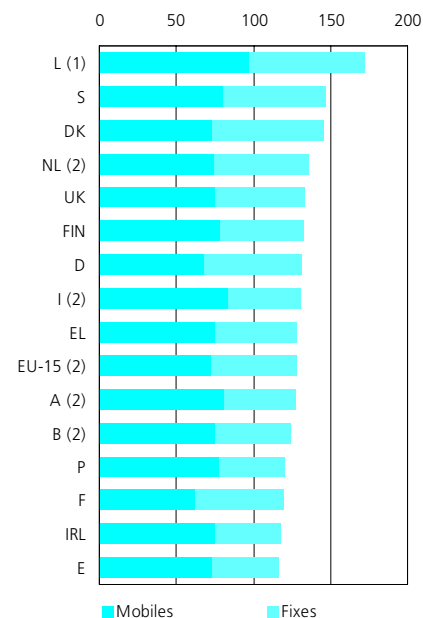
(2) Y compris Internet et les services en ligne.

Source: EITO, 2002.

Le nombre de lignes téléphoniques fixes a plus que doublé dans l'Union européenne au cours des vingt dernières années pour atteindre 210,8 millions en 2001, à comparer aux 96,6 millions de 1980 (voir tableau 23.17 dans l'annexe statistique en fin de chapitre). La croissance a été assez stable pendant cette période, avec un taux annuel moyen de 3,8 %. La progression a été la plus rapide au Portugal et au Luxembourg, où le nombre de lignes a quadruplé pendant la période considérée. Par contre, dans les pays nordiques qui affichaient des taux de raccordement déjà élevés en 1980, l'expansion a été des plus modestes.

Graphique 23.8

## Nombre de lignes de téléphone pour 100 habitants, 2001



(1) Mobiles, source ITU.

(2) Source ITU.

Source: Eurostat, Communications (theme4/coins/telecom/tel\_ser).

En 2001, l'Union européenne comptait 56 lignes fixes pour 100 habitants, soit deux fois plus qu'en 1980. Tout en affichant les taux de croissance les plus élevés de l'Union, l'Irlande et le Portugal enregistraient encore en 2001 les taux de raccordement à la téléphonie fixe les plus faibles, avec 42 et 43 lignes respectivement pour 100 habitants, résultat comparable à celui de l'Espagne (43 lignes). À l'opposé, l'on trouve les taux les plus élevés, avec 75 lignes pour 100 habitants en 2001 au Luxembourg et en Suède, et au Danemark (72).

Dans une majorité d'États membres (9), le taux de raccordement à la téléphonie fixe a diminué en 2001. Si cette réduction peut être partiellement considérée comme un signe de saturation du marché, elle est sans doute également le résultat d'un effet de substitution continue en faveur des abonnements à la téléphonie mobile.

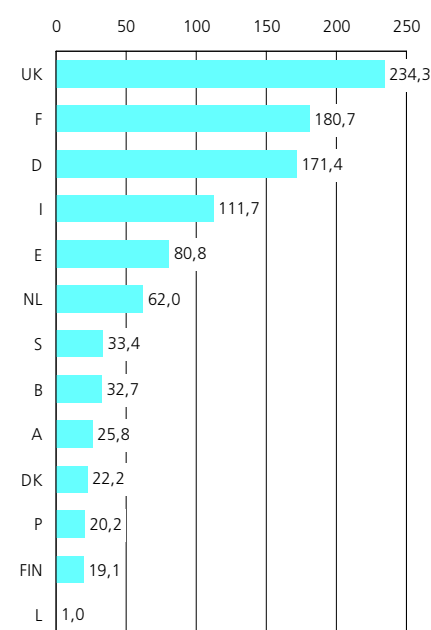
Compte tenu du nombre croissant d'abonnements à la téléphonie mobile, qui dépasse désormais celui des lignes fixes, et de la stagnation ou réduction des taux de pénétration de ces dernières, il est possible que les communications mobiles soient en train de remplacer l'utilisation de lignes fixes. Néanmoins, ces deux réseaux peuvent aussi être considérés comme complémentaires en ce sens qu'une augmentation de l'utilisation de la téléphonie mobile peut accroître le trafic sur les réseaux fixes. Selon une récente étude réalisée pour la Commission européenne <sup>(19)</sup>, l'incidence nette de la diffusion des téléphones mobiles sur la demande d'utilisation du réseau fixe de télécommunications reste incertaine et les divers ouvrages publiés à ce sujet aboutissent à des conclusions différentes. Cette incertitude tient principalement au fait que la diffusion des réseaux fixes de télécommunications a généralement bénéficié de subventions publiques tandis que celle des téléphones mobiles a fondamentalement été impulsée par le marché. Les données, biaisées par les subventions publiques, ne permettent donc pas de savoir avec précision si les forces du marché considèrent que ces deux technologies se substituent ou se complètent. Le développement d'un usage non vocal des lignes de téléphone complique encore la mesure de ce phénomène. Tel est le cas par exemple des programmes publics visant à faciliter l'accès à Internet au travers, essentiellement pour l'instant, de réseaux fixes.

Pour la première fois, le nombre de souscriptions à la téléphonie mobile a dépassé en 2001 celui des lignes fixes dans tous les États membres. On comptait dans l'Union européenne près de 275 millions de souscriptions à des systèmes de téléphonie cellulaire en 2001 (voir tableau 23.17 dans l'annexe statistique en fin de chapitre), soit 72 pour 100 habitants, contre 18 millions en 1995.

Le Luxembourg a affiché le taux de pénétration de la téléphonie mobile le plus élevé, avec 97 lignes pour 100 habitants en 2001, devant l'Italie (84) et l'Autriche (81). Par ailleurs, trois pays seulement ont enregistré un taux de branchement à la téléphonie mobile inférieur à la moyenne communautaire: l'Allemagne, avec 68 lignes pour 100 habitants, l'Espagne (66) et la France où l'on trouve le taux de pénétration le plus faible, 61 lignes seulement pour 100 habitants.

<sup>(19)</sup> « *Technology policy in the telecommunication sector (Politique technologique dans le secteur des télécommunications)* », Documents sur l'entreprise n° 8, Direction générale Entreprises de la Commission européenne, 2002.

**Graphique 23.10**  
**Télécommunications (NACE groupe 64.2)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL et IRL, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

L'accès au réseau Internet est devenu un facteur important en termes d'appels nationaux dans la mesure où beaucoup d'utilisateurs se connectent par modem à leur fournisseur de services. Selon les chiffres de la base de données COINS, en 2000 les connexions à Internet ont représenté 34 % du trafic national de télécommunications en Suède, 38 % au Portugal, 40 % en Espagne et même 53 % au Royaume-Uni.

Les appels internationaux, couvrant à la fois les communications intra et extra-communautaires, ont duré en moyenne de 15 à 40 secondes par jour et par ligne dans la plupart des pays. Les petits pays ont naturellement enregistré des appels internationaux d'une durée supérieure à la moyenne, avec un maximum au Luxembourg (169 secondes par jour en 1999) et en Irlande (169 secondes par jour également). On trouve aussi en Suède (85 secondes), en Belgique (51 secondes) et en Autriche (51 secondes) des durées d'appels internationaux sensiblement supérieures à la moyenne. Parmi les grands États membres, des niveaux particulièrement faibles ont été constatés en France (15 secondes par jour) et en Italie (19 secondes par jour) en comparaison avec le Royaume-Uni (38 secondes par jour) (voir tableau 23.18 dans l'annexe statistique en fin de chapitre).

L'EITO (Observatoire européen des technologies de l'information) estime que le chiffre d'affaires total des services de télécommunications de l'Union européenne s'est élevé à 213 milliards d'euros en 2001 (voir tableau 23.8), 12,5 % de plus qu'en 2000. Ce même organisme prévoit que cette croissance se ralentira en 2002 pour se situer à 9,7 %. Les services de téléphonie fixe ont constitué la plus grande part du secteur des télécommunications, avec un chiffre d'affaires de 123,6 milliards d'euros, mais leur taux de croissance a été le plus faible (2,7 %) en 2001. Ce résultat s'explique partiellement par le fait que le prix des appels locaux et de longue distance a baissé au fur et à mesure que la concurrence s'est accrue. Par contre, les services de téléphonie mobile peuvent s'enorgueillir d'un taux de croissance de 21,1 % en 2001 dans l'Union européenne et d'un chiffre d'affaires estimé à 88,8 milliards d'euros. Les services de données par commutation et de lignes louées ont augmenté de 13,3 % en 2001 et enregistré un chiffre d'affaires de 12,5 milliards d'euros.

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

Un million de personnes travaillaient dans les services de télécommunications de l'Union européenne en 2000 <sup>(20)</sup>, dont près d'un quart (23,2 %) étaient au Royaume-Uni qui devançait la France (17,9 %) et l'Allemagne (17,0 %). Les séries chronologiques disponibles sur les niveaux d'emploi dans les services de télécommunications laissent apparaître une tendance positive dans la plupart des pays au cours de la deuxième moitié des années 90. Dans les grands États membres, l'emploi s'est développé à un taux annuel moyen de 3,2 % en Italie et de 2,5 % en France entre 1995 et 2000. Au Royaume-Uni, le nombre de salariés a

<sup>(20)</sup> IRL, 1997; EL, non disponible.

augmenté de 8,4 % par an entre 1997 et 2000. Parmi les petits États membres, on constate qu'au Luxembourg le niveau de l'emploi dans les télécommunications a plus que doublé entre 1995 et 2000, le Danemark enregistrant quant à lui une progression de 50 %. Par contre, le nombre net d'emplois a régressé au Portugal et en Finlande entre 1999 et 2000, de 4,9 % et 1,8 % respectivement.

La productivité du secteur des télécommunications a été particulièrement élevée; en effet, la productivité apparente de la main-d'œuvre a dépassé 100 000 euros par personne occupée dans la plupart des États membres <sup>(21)</sup> hormis la Finlande (97 900 euros), le Danemark (97 100 euros), la France (94 000 euros) et l'Autriche (77 600 euros).

Les ratios de productivité du travail ajustée des salaires se sont échelonnés entre 172,5 % en Belgique (1999) et 920,3 % au Luxembourg (1998), la plupart des pays se situant entre 200 % et 300 % <sup>(22)</sup>. L'Italie et le Portugal affichent des ratios supérieurs à 300 %, tandis que la France et l'Autriche restent en deçà de 200 %.

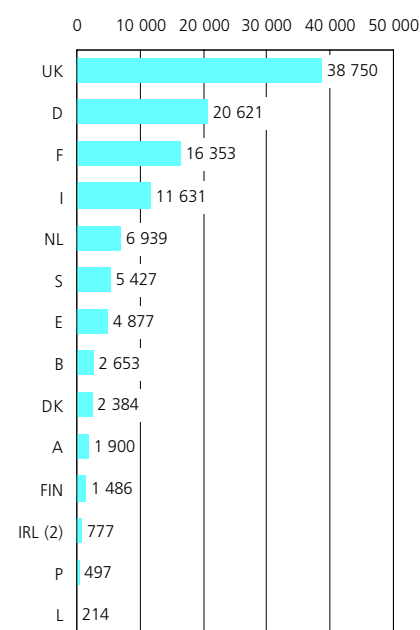
<sup>(21)</sup> EL, IRL et NL, non disponibles.

<sup>(22)</sup> EL, IRL et NL, non disponibles.

**23.3: LOGICIELS ET SERVICES INFORMATIQUES**

La division 72 de la NACE couvre les logiciels et les services informatiques qui comprennent le conseil en systèmes informatiques (groupe 72.1), la réalisation de logiciels (groupe 72.2), le traitement de données (groupe 72.3), les activités de banque de données (groupe 72.4) ainsi que l'entretien et la réparation de machines de bureau et de matériel informatique (groupe 72.5). Le présent sous-chapitre ne s'étend pas à la fabrication d'ordinateurs (classe 30.02 de la NACE) ni à leur commerce de détail (classe 52.48).

Tout comme celles des activités du présent chapitre qui ont connu une forte évolution technologique dans les dernières années, les logiciels et services informatiques ont constitué l'un des secteurs de l'économie communautaire à plus forte croissance au cours des années 90, jusqu'à l'effondrement des valeurs boursières de nombreuses entreprises. Ce secteur se trouve au premier plan de la société de l'information et les logiciels et services qu'il offre permettent aux entreprises et aux consommateurs de bénéficier pleinement des progrès technologiques. Avec le développement du réseau Internet et la multiplication des applications liées au commerce électronique, il s'est produit une évolution fondamentale des logiciels ainsi que dans la façon dont les services informatiques sont offerts aux usagers.

**Graphique 23.11****Activités informatiques (NACE division 72)****Valeur ajoutée, 2000 (millions d'euros) (1)**

(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**PROFIL STRUCTUREL**

Le secteur des activités informatiques (division 72 de la NACE) a généré quelque 116 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2000 qui représentent 2,5 % de la richesse créée par les entreprises de l'Union européenne (sections C à K de la NACE) et 4,3 % environ de la valeur ajoutée imputable au secteur des services (sections G à K de la NACE).

Avec 38,8 milliards d'euros en 2000, le Royaume-Uni est à l'origine de presque un tiers de la valeur ajoutée générée par ce secteur dans l'Union européenne, loin devant l'Allemagne (20,6 milliards d'euros) et la France (16,4 milliards d'euros) et plus de trois fois plus que l'Italie (11,6 milliards d'euros). Par contre, ce secteur a tenu une place moins importante en Espagne où la valeur ajoutée n'a atteint que 4,9 milliards d'euros en 2000, ce dernier résultat restant inférieur à celui des Pays-Bas (6,9 milliards d'euros) ou de la Suède (5,4 milliards d'euros).

Tableau 23.9

**Activités informatiques (NACE division 72)**  
**Principaux indicateurs, taux de croissance (%)**

	Chiffre d'affaires					Valeur ajoutée					Nombre de personnes occupées				
	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000	1996	1997	1998	1999	2000
<b>EU-15</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>B</b>	-0,2	8,8	35,0	23,1	20,5	2,0	10,4	34,3	21,5	13,0	2,8	10,1	19,8	24,4	14,9
<b>DK</b>	:	:	:	:	21,3	:	:	:	:	12,4	:	:	:	:	26,6
<b>D</b>	:	13,7	28,1	7,4	16,5	:	:	:	:	-24,3	:	:	:	:	-19,1
<b>EL</b>	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
<b>E</b>	:	:	:	22,5	22,2	:	:	:	17,1	35,5	:	:	:	18,0	17,9
<b>F</b>	7,7	5,8	19,2	21,1	11,9	0,2	5,9	20,4	23,8	6,3	-1,3	5,8	13,0	15,9	13,6
<b>IRL</b>	57,5	49,6	139,1	:	:	74,2	54,4	50,7	:	:	33,2	24,9	73,9	:	:
<b>I</b>	27,9	5,1	25,3	5,3	23,9	17,0	4,9	18,6	12,0	17,0	3,4	1,1	16,5	11,8	11,3
<b>L</b>	37,4	22,8	-12,1	54,4	7,9	57,2	10,4	-16,9	56,9	8,9	50,7	-3,3	21,1	8,5	21,5
<b>NL</b>	:	:	20,9	:	:	:	:	20,5	:	:	23,3	16,9	18,5	:	:
<b>A</b>	17,7	-4,8	30,7	21,4	22,3	:	:	27,5	19,4	21,6	7,6	22,6	24,9	11,7	28,0
<b>P</b>	179,7	40,6	30,2	35,1	-13,5	:	40,2	22,4	65,8	-16,6	186,5	25,9	3,4	22,5	1,4
<b>FIN</b>	6,9	9,7	32,6	18,8	16,3	8,2	11,2	30,6	17,2	0,4	2,7	12,9	22,7	14,4	24,6
<b>S</b>	22,8	10,4	29,6	26,4	17,8	27,6	19,9	25,5	23,9	9,1	:	:	21,8	16,7	21,3
<b>UK</b>	12,0	54,3	41,6	22,5	14,4	:	:	46,5	18,6	14,2	:	:	:	14,9	12,9

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Les logiciels et les services informatiques ont bénéficié d'une évolution particulièrement favorable ces dernières années comme le prouve l'augmentation rapide de la valeur ajoutée. Tous les pays disposant de séries chronologiques suffisamment longues <sup>(23)</sup> ont affiché des taux de croissance supérieurs à 10 % en termes de valeur ajoutée au cours de la seconde moitié des années 90, allant de 10,9 % par an de moyenne (entre 1995 et 2000) en France à 25,6 % par an au Royaume-Uni (entre 1997 et 2000). Cette constatation générale tient compte du ralentissement observé en 2000, année où l'Allemagne et le Portugal ont vu leur activité décroître de façon substantielle dans ce secteur: - 24,3 % et - 16,6 % respectivement.

L'EITO (Observatoire européen des technologies de l'information) estime que le chiffre d'affaires des entreprises de logiciels et services informatiques s'est élevé à 188 milliards d'euros (voir tableau 23.10) se répartissant comme suit: 126 milliards pour les services informatiques et 63 milliards pour les logiciels.

<sup>(23)</sup> Hormis DK et D pour lesquels on ne disposait que de données correspondant à 1999 et 2000; EL, non disponible.

Tableau 23.10

**Chiffre d'affaires des logiciels et services informatiques dans l'UE (milliards d'euros)**

	2002		
	2000	2001	(1)
<b>Logiciels</b>	57 995	62 626	68 220
<b>Logiciels de système</b>	30 418	32 654	35 393
<b>Logiciels applicatifs</b>	27 577	29 972	32 827
<b>Services informatiques</b>	116 413	125 889	136 769
<b>Conseil</b>	14 282	15 824	17 372
<b>Mise en œuvre</b>	34 875	38 087	41 620
<b>Gestion opérationnelle</b>	37 048	40 016	43 613
<b>Services de support</b>	30 207	31 962	34 164

(1) Estimations.

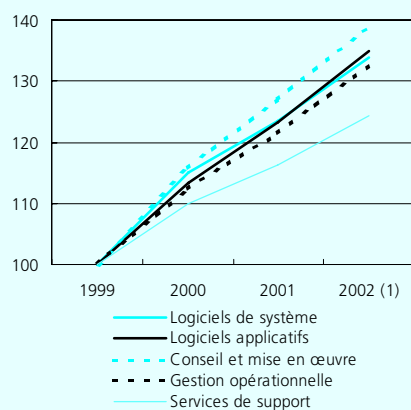
Source: EITO, 2002.

Dans le marché communautaire des logiciels, les logiciels-systèmes et les logiciels d'application se sont partagé le chiffre d'affaires à parts pratiquement égales (33 et 30 milliards d'euros respectivement) en 2001. Cette même année, le marché des logiciels d'application s'est développé plus rapidement (8,7 %) que celui des logiciels-systèmes (7,4 %).

En 2001, deux cinquièmes du chiffre d'affaires des services informatiques ont correspondu aux services de conseil et de mise en œuvre, près d'un tiers aux services opérationnels (gestion de systèmes et de réseaux, assistance, sauvegarde et archivage par exemple) et le reste - un quart environ - aux services d'appui (contrats de maintenance et aide en ligne par exemple, associés ou non à des progiciels). Parmi les services informatiques, les services de conseil et de mise en œuvre ont connu la plus forte expansion (10,8 % et 9,2 % respectivement), suivis des services opérationnels (8,0 %). Les services d'appui (5,8 %) ont enregistré le taux de croissance le plus faible.

Graphique 23.12

### Évolution du chiffre d'affaires des logiciels et services informatiques dans l'UE (1999=100)



(1) Prévisions.

Source: EITO, 2002.

Tableau 23.11

### Les principales sociétés de logiciels et de services informatiques dans le monde, 2001

	Chiffre d'affaires des logiciels et services informatiques (millions d'euros)	Chiffre d'affaire total (millions d'euros)	Nombre de salariés (milliers)
<b>IBM</b>	53 476	95 872	320
<b>Microsoft</b>	27 540	28 244	48
<b>EDS</b>	24 054	24 054	143
<b>Accenture</b>	14 904	14 904	75
<b>Oracle</b>	12 125	12 125	43
<b>Computer Sciences</b>	11 750	11 750	68
<b>Compaq</b>	8 649	37 464	78
<b>PwCC</b>	8 353	8 353	36
<b>Cap Gemini E&amp;Y</b>	8 324	8 324	58
<b>NTT DATA</b>	7 213	7 213	13

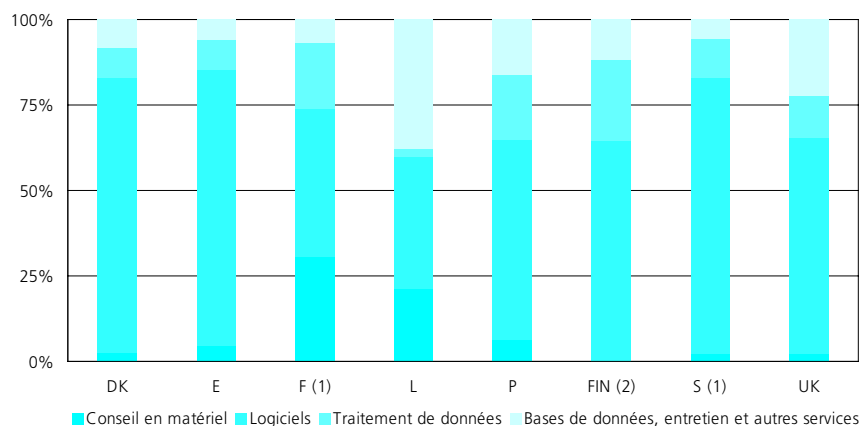
Source: Software Magazine's Annual Software 500, Wiesner Publishing, Framingham, Mass., 2002.

Une enquête pilote réalisée dans certains États membres (Danemark, Espagne, France, Luxembourg, Portugal, Finlande, Suède et Royaume-Uni) fournit des informations complémentaires sur les logiciels et les services informatiques pour l'année de référence 2000. Cette enquête visait principalement l'obtention de données sur le chiffre d'affaires ventilées par client et produit. Il en est ressorti que la réalisation de logiciels (groupe 72.2 de la NACE) a été la principale activité dans le secteur des logiciels et des services informatiques dans tous les États où l'enquête a été menée (voir graphique 23.13). Par ailleurs, la France et le Luxembourg se sont distingués par l'importance de leurs activités de conseil en systèmes informatiques. De même, l'activité de traitement de données ont occupé une place particulière en Finlande, en France et au Portugal.

Cette même enquête mesurait par ailleurs le degré de spécialisation des entreprises de réalisation de logiciels. Pour les besoins de l'enquête, il fut admis que l'on considérerait une entreprise comme spécialisée si son principal produit représentait au moins 75 % de son chiffre d'affaires net total. Selon cette définition dans la plupart des pays interrogés, les entreprises de services de logiciels ne sont pas apparues comme spécialisées par produit, leur activité dépendant de plus d'un produit. Néanmoins, au Portugal, en Suède et au Royaume-Uni la majeure partie du chiffre d'affaires revenait à des entreprises de logiciels spécialisées. En outre, l'enquête a démontré qu'il existait une corrélation entre la taille moyenne d'une entreprise et sa spécialisation par produit: plus l'entreprise est petite plus sa spécialisation est importante, ce qui signifie que les plus petites entreprises avaient tendance à se concentrer sur une gamme de produits moins étendue.

Graphique 23.13

### Ventilation du chiffre d'affaires des services informatiques par groupe de la NACE, 2000 (%)



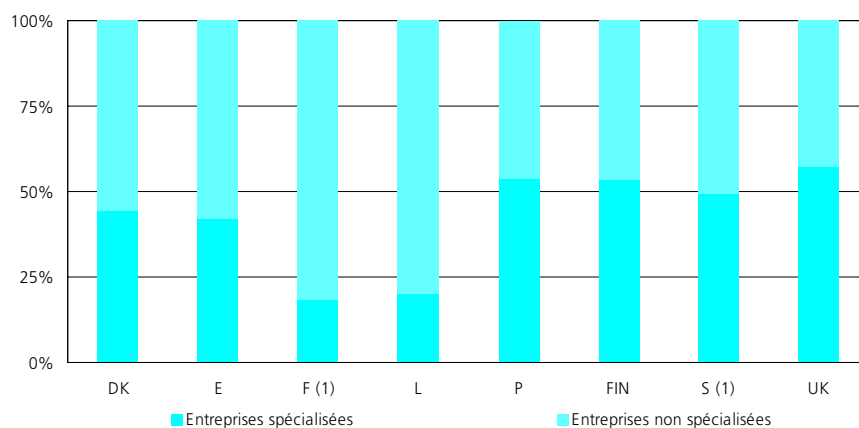
(1) 1999.

(2) Conseil en matériel inclut avec les services de bases de données, entretien et autres services.

Source: Eurostat, Services aux entreprises (theme4/sbs/bus\_serv/comp\_ser).

Graphique 23.14

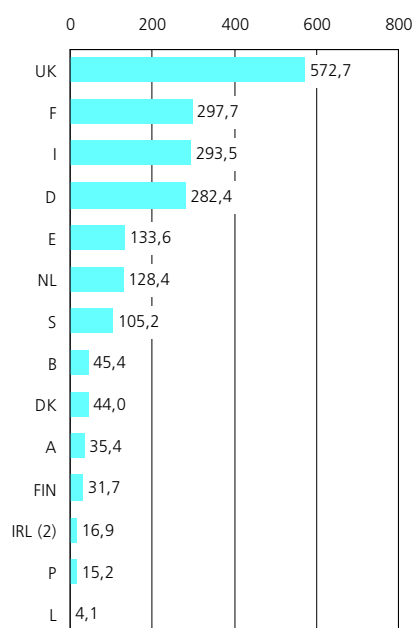
### Ventilation du chiffre d'affaires des services informatiques par spécialisation de l'entreprise, 2000 (%)



(1) 1999.

Source: Eurostat, Services aux entreprises (theme4/sbs/bus\_serv/comp\_ser).

Graphique 23.15

**Activités informatiques****(NACE division 72)****Nombre de personnes occupées, 2000  
(milliers) (1)**

(1) EL, non disponible.

(2) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ**

On estime que 2 millions de personnes travaillaient dans le secteur des logiciels et des services informatiques dans l'Union européenne en 2000, effectifs qui représentent environ 2,0 % de l'emploi total du secteur des entreprises en général (sections C à K de la NACE) et 4,3 % des emplois du secteur des services (sections G à K de la NACE). À lui seul, le Royaume-Uni employait 573 000 personnes en 2000, soit plus d'un quart (28,4 %) du total et près du double de la France (298 000 personnes occupées), de l'Italie (293 000) ou de l'Allemagne (282 000). Parmi les petites économies, les Pays-Bas (128 000 personnes occupées) et la Suède (105 000) se distinguaient par des niveaux d'emploi élevés relativement à leur taille.

Entre 1999 et 2000, le nombre de personnes occupées dans le secteur des logiciels et des services informatiques a augmenté dans la plupart des pays <sup>(24)</sup>, et de plus de 20 % au Luxembourg, en Autriche et dans les pays nordiques. Il n'y a qu'en Allemagne que l'on constate une perte nette de l'emploi dans ce secteur. La tendance positive observée dans la plupart des pays ne faisait que prolonger l'évolution dynamique de l'emploi au cours de la seconde moitié des années 90, époque où les effectifs avaient pratiquement doublé dans la plupart des pays et même quadruplé au Portugal. En moyenne, les taux de croissance annuels ont oscillé dans la plupart des pays entre 14,2 % (Belgique) et 18,7 % (Autriche), atteignant même 35,9 % au Portugal. Il convient aussi de noter les taux de croissance plus faibles, quoique non négligeables, enregistrés pendant la même période en France (9,2 % par an) et en Italie (8,7 % par an).

<sup>(24)</sup> EL, IRL et NL, non disponibles.

L'EFT révèle que la main-d'œuvre du secteur des logiciels et des services informatiques était principalement masculine, les femmes ne représentant qu'un quart (25,9 %) des personnes occupées en 2001. Néanmoins, cette proportion variait énormément d'un pays à l'autre, allant de 16,7 % aux Pays-Bas et 20,3 % au Portugal à 32,0 % en Irlande et 42,1 % en Grèce.

Alors que dans le secteur des services un pourcentage croissant de la main-d'œuvre s'est tourné vers le travail à temps partiel entre 1995 et 2001 dans l'Union européenne, cette tendance n'a pas été observée dans le secteur des services informatiques et connexes. Selon l'EFT, l'importance relative du travail à temps plein est restée assez constante dans l'Union européenne où il représentait 91,0 % de la main-d'œuvre en 1995 et 91,5 % en 2001. En Suède, le pourcentage de personnes travaillant à temps plein a beaucoup augmenté, passant de 85,8 % en 1995 à 93,5 % en 2001. D'autres pays ont aussi constaté une augmentation du travail à temps plein (et, partant, une réduction du travail à temps partiel), comme le Royaume-Uni (augmentation de 2,3 points de pourcentage pour atteindre 91,6 %), l'Espagne (+ 1,4 points, 97,6 %) ou l'Allemagne (+ 1,2 points, 87,2 %). Néanmoins, une tendance inverse a été signalée dans six pays, notamment au Danemark où la part du travail à plein temps est passée de 92,3 % en 1995 à 83,3 % en 2001.

L'évolution relativement atypique de ce secteur en termes de temps de travail peut être rapprochée de l'importance relative du travail masculin par rapport à d'autres activités de services. Les données de l'EFT montrent que seuls 4,5 % des hommes occupés dans le secteur des logiciels et des services informatiques ont travaillé à temps partiel, contre 20,1 % de leurs collègues femmes.

Les données SSE fournissent des informations sur la productivité apparente du travail de la main-d'œuvre dans le secteur des logiciels et des services informatiques. Dans l'Union européenne, chaque personne occupée dans ce secteur a généré en moyenne quelque 57 600 euros de valeur ajoutée en 2000, soit un tiers de plus que la moyenne du secteur des services, les valeurs s'échelonnant entre 32 700 euros au Portugal et 73 000 euros en Allemagne <sup>(25)</sup>. Le coût moyen de la main-d'œuvre se situait dans une fourchette de 27 400 euros au Portugal à 56 300 euros en Suède en 2000 <sup>(26)</sup>, avec des valeurs comprises entre 43 100 euros (Pays-Bas) et 54 500 euros (Allemagne) dans la plupart des pays. Si l'on combine ces deux indicateurs et si l'on tient compte de la part des travailleurs indépendants dans la main-d'œuvre, on obtient des ratios de productivité du travail ajustée des salaires relativement faibles par rapport à d'autres services. Cela est principalement attribuable aux coûts moyens de la main-d'œuvre qui sont supérieurs à la moyenne en raison de la forte proportion de travailleurs hautement qualifiés dans ce secteur. La plupart des pays ont déclaré une productivité du travail

ajustée des salaires entre 100 % et 125 % en 2000 <sup>(27)</sup>, la Suède étant le seul pays où la valeur ajoutée générée ne couvrait pas les dépenses de personnel (91,7 %). À l'autre bout de l'échelle, l'Allemagne (133,9 %) et le Royaume-Uni (142,0 %) enregistraient les ratios les plus élevés. Compte tenu de ces ratios, la productivité a été bien inférieure à la moyenne nationale des services aux entreprises (section K de la NACE) dans tous les pays considérés, avec des écarts particulièrement importants au Danemark (104,8 % pour le secteur des logiciels et des services informatiques contre 159,7 % pour les services aux entreprises), en Allemagne (133,9 % contre 200,2 %) ou au Portugal (119,3 % contre 169,6 %). En outre, la productivité a stagné ces dernières années, lorsqu'elle n'a pas baissé, dans tous les pays disposant de séries historiques SSE relativement longues <sup>(27)</sup>. Par exemple, la productivité du travail ajustée des salaires est passée de 105,3 % à 105,5 % entre 1996 et 2000 en Belgique, de 117,5 % à 119,6 % entre 1997 et 2000 en Autriche et de 116,2 % à 117,4 % entre 1995 et 2000 en Italie. Elle a chuté pendant la même période en

France, passant de 110,7 % à 107,7 %, et régressé également entre 1998 et 2000 au Royaume-Uni, de 178,9 % à 142,0 %. Cela est pour le moins partiellement imputable à l'augmentation du coût moyen de la main-d'œuvre qui n'a pas été suivie de gains équivalents de productivité apparente, tant en France (+2,1 % par an pour le coût moyen de la main-d'œuvre contre +1,6 % par an pour la productivité apparente du travail entre 1995 et 2000) et au Royaume-Uni (+14,7 % contre +2,2 % respectivement sur la période 1998-2000).

<sup>(25)</sup> IRL, 1998; EL, non disponibles.

<sup>(26)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(27)</sup> IRL, 1998; EL, non disponible.

<sup>(28)</sup> Tous les États membres sauf DK, D, EL, IRL et NL.

Tableau 23.12

**Poste et télécommunications (NACE division 64)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	2 008	1 173	3 564	:	6 420	3 228	640	2 779	92	3 005	497	218	505	712	14 344
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	11 882	6 380	54 693	:	26 794	57 050	2 923	42 663	1 331	19 298	8 999	6 095	6 248	11 586	87 819
Nombre de personnes occupées (milliers)	82	59	490	:	195	482	25	292	4	146	64	38	47	92	525
Valeur ajoutée (millions d'euros)	5 881	3 406	30 789	:	11 899	28 103	1 704	22 071	891	7 746	3 368	3 016	2 594	6 535	40 412
Achats de biens et services (millions d'euros)	6 255	3 174	29 612	:	16 003	29 422	1 233	19 746	409	11 977	5 684	3 512	3 832	5 874	50 224
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	3 880	1 890	17 333	:	5 135	19 038	806	9 647	204	4 347	2 314	1 136	1 338	3 472	22 537
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	1 824	730	15 412	:	6 597	9 255	730	5 796	:	4 346	2 119	1 642	1 156	2 399	18 592
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	71,9	57,3	62,9	:	61,1	58,3	67,5	75,5	218,6	53,1	52,3	78,5	54,9	71,4	77,0
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	147,8	177,9	174,9	:	226,1	147,4	207,0	226,2	433,6	169,5	144,7	264,9	193,4	187,4	175,9
Taux brut d'exploitation (%)	16,8	23,8	24,6	:	25,2	15,9	30,7	29,1	51,6	17,6	11,7	30,8	20,1	26,4	20,4

(1) 1998.

Source: Eurostat, Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 23.13

**Poste et télécommunications (NACE division 64)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ (1)	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	893	:	1 272	90	162	133	158	:	:	788	47	440	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 012	:	2 588	381	3 026	527	485	:	:	2 048	943	778	:
Nombre de personnes occupées (milliers)	45	:	73	10	66	14	18	:	:	104	35	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	495	:	:	210	1 598	327	297	:	:	1 210	446	214	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	551	:	1 165	164	852	207	216	:	:	879	443	386	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	154	:	488	63	521	89	100	:	:	416	194	167	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	132	:	760	111	882	162	183	:	:	917	178	295	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	11,0	:	:	22,0	24,1	23,1	16,1	:	:	11,6	12,7	:	:
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	318,6	:	:	333,8	304,2	366,7	296,9	:	:	271,2	229,7	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	33,7	:	:	38,7	35,6	45,1	40,7	:	:	38,8	26,7	6,0	:

(1) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).



Tableau 23.14

**Activités de poste et de courrier (NACE groupe 64.1)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B (1)	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	1 852	972	3 324	:	5 282	1 422	:	1 913	39	2 225	304	51	248	328	7 703
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 587	1 728	18 041	:	3 631	15 025	:	7 189	456	:	2 302	623	1 192	3 004	19 913
Nombre de personnes occupées (milliers)	48	37	318	:	114	302	:	181	3	84	39	18	28	58	291
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 740	1 251	11 915	:	1 817	11 126	:	5 342	278	:	1 368	484	724	2 018	11 192
Achats de biens et services (millions d'euros)	843	491	7 172	:	1 813	3 068	:	1 571	177	:	926	172	480	1 053	8 767
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	1 446	1 021	9 166	:	1 577	10 272	:	5 153	138	:	1 228	427	591	1 683	9 289
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	106	52	943	:	192	527	:	341	:	70	86	48	63	148	488
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	36,0	33,5	37,4	:	15,9	36,9	:	29,6	90,6	:	35,4	26,6	25,7	34,7	38,5
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	115,2	120,1	127,1	:	111,1	108,1	:	102,4	200,0	:	110,6	113,2	122,2	119,5	117,8
Taux brut d'exploitation (%)	11,4	13,3	15,2	:	6,6	5,7	:	2,6	30,6	:	6,1	9,1	11,2	11,2	9,6

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 23.15

**Services postaux, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK (1)
<b>Accès aux services postaux (unités)</b>															
Bureaux sédentaires (2)	1 368	1 111	13 663	1 779	10 172	16 662	1 914	13 950	108	2 282	2 497	3 779	1 489	1 754	18 341
Nombre moyen d'habitants desservis par un bureau postal sédentaire (2)	7 494	4 806	6 017	5 924	3 925	3 535	1 986	4 141	4 060	6 979	3 249	2 707	3 476	5 058	3 257
Boîtes aux lettres (2)	19 296	9 806	140 000	13 672	37 812	134 524	6 200	80 810	1 171	19 725	23 146	18 766	7 850	38 250	112 200
<b>Nombre d'envois de la poste aux lettres traités par les postes nationales (millions)</b>															
Service intérieur (3)	3 533	1 563	21 700	459	4 968	25 759	590	6 253	108	7 022	2 868	1 201	1 646	3 548	19 092
Envois à destination de l'étranger (4)	194	:	402	78	142	598	78	161	45	:	69	61	34	122	929
Envois en provenance de l'étranger (5)	200	:	702	:	159	468	144	218	28	299	51	45	60	121	522

(1) À l'exclusion de l'Irlande du Nord.

(2) UK, 1999; B, EL, F, NL, A, P et UK, source: UPU.

(3) B, 1999; A, 1997; NL, y compris expéditions internationales; B, EL, F, NL, A et UK, source: UPU.

(4) B, 1998; D, 1997; B, EL, F, NL, A et UK, source: UPU.

(5) B, 1998; D, 1997; NL, 1999; B, EL, F, NL, A, P et UK, source: UPU.

Source: Eurostat, Communications (theme4/coins/post\_cou/new/post\_ser).

Tableau 23.16

**Télécommunications (NACE groupe 64.2)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Nombre d'entreprises (unités)</b>	156	201	240	:	1 138	1 806	:	866	53	780	193	167	257	384	6 641
<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	9 115	4 652	36 652	:	23 163	42 025	:	35 474	875	:	6 696	5 472	5 056	8 582	67 906
<b>Nombre de personnes occupées (milliers)</b>	33	22	171	:	81	181	:	112	1	62	26	20	19	33	234
<b>Valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	4 146	2 155	18 874	:	10 082	16 978	:	16 729	613	:	2 000	2 531	1 870	4 517	29 220
<b>Achats de biens et services (millions d'euros)</b>	5 227	2 683	22 441	:	14 190	26 354	:	18 176	232	:	4 757	3 339	3 352	4 821	41 457
<b>Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)</b>	2 394	869	8 166	:	3 558	8 766	:	4 494	66	:	1 086	709	748	1 790	13 248
<b>Investissements bruts corporels (millions d'euros)</b>	1 729	678	14 469	:	6 405	8 728	:	5 455	:	4 276	2 033	1 595	1 093	2 251	18 103
<b>Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)</b>	126,8	97,1	110,1	:	124,8	94,0	:	149,8	607,5	:	77,6	125,4	97,9	135,2	124,7
<b>Productivité du travail ajustée des salaires (%)</b>	172,5	247,5	230,8	:	281,2	193,5	:	368,5	920,3	:	183,5	356,2	249,9	251,0	217,1
<b>Taux brut d'exploitation (%)</b>	19,2	27,6	29,2	:	28,2	19,5	:	34,5	62,6	:	13,7	33,3	22,2	31,8	23,5

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 23.17

**Nombre de lignes téléphoniques fixes et mobiles (millions)**

	EU-15	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Fixes</b>																
<b>1990</b>	153,0	3,9	2,9	32,0	3,9	12,6	28,1	1,0	22,4	0,2	6,9	3,2	2,4	2,7	5,8	25,4
<b>2000</b>	207,1	5,1	3,8	50,2	5,7	17,5	34,0	1,6	27,2	0,3	9,9	3,8	4,3	2,8	6,0	34,8
<b>2001 (1)</b>	210,8	5,1	3,9	52,3	5,6	17,4	34,0	1,9	27,3	0,4	10,0	3,8	4,4	2,8	6,6	35,3
<b>Mobiles</b>																
<b>1990</b>	3,1	0,0	0,1	0,3	0,0	0,1	0,3	0,0	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,3	0,5	1,1
<b>2000 (1)</b>	238,9	5,3	3,4	48,2	5,9	24,7	29,1	2,5	42,2	0,3	10,8	6,3	6,7	3,7	6,4	43,5
<b>2001 (1)</b>	274,8	7,7	4,0	56,2	8,0	26,5	35,9	2,8	48,7	0,4	11,9	6,6	8,0	4,0	7,0	47,0

(1) Source: ITU.

Source: Eurostat, Communications (theme4/coins/telecom/tel\_ser).

Tableau 23.18

**Durée moyenne des appels téléphoniques sortants, 2000 (secondes par ligne et par jour)**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
<b>Appels nationaux (1)</b>	282	963	926	:	712	579	:	740	658	598	594	556	1 037	1 011	642
<b>Appels internationaux (2)</b>	51	35	30	21	24	15	169	19	169	37	51	20	27	85	38

(1) F, I et L, 1999; NL, 1998; B et A, 1997.

(2) B, EL, F, I, L et NL, 1999; A, 1998.

Source: Eurostat, Communications (theme4/coins/telecom/tel\_ser).

Tableau 23.19

**Activités informatiques (NACE division 72)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL (1)	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	7 601	6 466	22 654	:	16 270	36 953	1 785	76 527	739	14 020	7 768	2 199	3 896	22 078	129 312
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	6 633	5 545	39 964	:	10 934	35 493	2 136	27 879	498	13 345	4 493	1 277	3 420	12 938	66 629
Nombre de personnes occupées (milliers)	45	44	282	:	134	298	17	293	4	128	35	15	32	105	573
Valeur ajoutée (millions d'euros)	2 653	2 384	20 621	:	4 877	16 353	777	11 631	214	6 939	1 900	497	1 486	5 427	38 750
Achats de biens et services (millions d'euros)	4 051	3 218	20 374	:	4 825	19 348	1 368	16 912	281	6 434	2 627	821	2 008	7 844	27 750
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	2 092	2 063	14 082	:	3 608	15 055	463	6 722	190	4 992	1 244	370	1 341	5 137	23 715
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	355	255	3 479	:	426	1 153	94	1 187	:	349	276	127	148	545	3 399
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.)	58,4	54,2	73,0	:	36,5	54,9	46,1	39,6	51,5	54,1	53,6	32,7	46,8	51,6	67,7
Productivité du travail ajustée des salaires (%)	105,5	104,8	133,9	:	123,3	107,7	154,3	117,4	106,5	125,5	119,6	119,3	108,1	91,7	142,0
Taux brut d'exploitation (%)	8,4	5,8	16,4	:	11,6	3,7	14,7	17,6	4,7	14,6	14,6	9,9	4,2	2,2	22,6

(1) 1998.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 23.20

**Activités informatiques (NACE division 72)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (1)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	2 333	:	19 286	417	912	452	720	:	20 795	3 174	720	1 578	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	105	:	1 583	86	1 000	92	90	:	2 614	282	338	343	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (2)	9	:	40	2	15	4	3	:	45	19	9	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	28	:	501	30	318	43	27	:	1 052	106	110	98	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	83	:	1 115	54	549	57	62	:	1 678	185	213	226	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	22	:	318	21	159	25	17	:	461	54	74	75	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	9	:	84	3	86	16	6	:	99	24	22	13	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	3,0	:	12,6	12,7	20,7	10,6	7,8	:	12,1	5,6	12,3	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (2)	92,9	:	113,9	138,8	197,4	171,1	142,3	:	112,9	141,4	146,9	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	5,5	:	11,5	11,1	15,8	20,2	11,7	:	22,6	18,2	10,8	6,6	:

(1) 1999.

(2) PL, 1998.

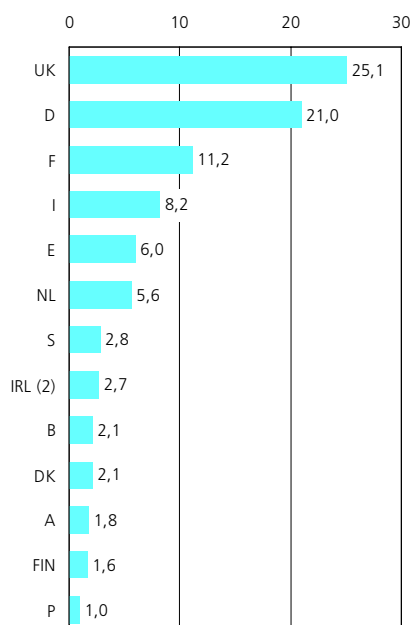
Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

## Médias



La structure du présent chapitre diffère de celle retenue par ailleurs dans cette publication en cela qu'elle rassemble des activités industrielles (imprimerie et édition) et des services (audiovisuels). Il faut en chercher la raison dans la définition même des médias qui s'appuient, dans leur rôle de supports de la transmission d'informations, sur des biens matériels tels que les livres et les magazines, et sur des services comme la radio et la télévision. En l'absence de données SSE relatives à la division 92 de la NACE, ce panorama se concentre exclusivement sur les activités d'édition, d'imprimerie et de reproduction (division 22 de la NACE).

**Graphique 24.1**  
**Édition, imprimerie, reproduction**  
**(NACE division 22)**  
**Valeur ajoutée, 2000 (milliards d'euros) (1)**



(1) EL et L, non disponibles.

(2) 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### PROFIL STRUCTUREL

Les activités d'édition, d'imprimerie et de reproduction ont généré une valeur ajoutée estimée à 92 milliards d'euros dans l'Union européenne en 2000. Ce secteur, qui a contribué à hauteur d'environ 2,0 % à la création de richesses de toute l'économie des entreprises, a une taille deux fois plus importante que celle du secteur de la pâte à papier et du papier qui l'alimente. Il a aussi généré 6,3 % de la valeur ajoutée manufacturière, cette part étant restée relativement stable entre 1995 et 2000.

Alors que l'édition et l'imprimerie se partagent assez équitablement le gros du secteur de l'édition, l'imprimerie et la reproduction, cette dernière activité ne représente qu'un faible pourcentage du total (à l'exception notable de l'Irlande - voir ci-après). Selon les données disponibles <sup>(1)</sup>, les secteurs de l'édition, l'imprimerie et la reproduction ont représenté respectivement 49,2 %, 46,3 % et 4,5 % de la valeur ajoutée totale en 2000. Dans la plupart des pays, l'édition était la principale activité de ce secteur, à l'exception toutefois de la Belgique, l'Italie et le Portugal où l'imprimerie constituait l'activité dominante. L'Irlande se distinguait de tous les autres États membres par une structure complètement différente de ce secteur où les trois quarts de la valeur ajoutée provenaient de la reproduction (74,7 %, 1999) et presque exclusivement de la reproduction d'enregistrements informatiques (classe 22.33 de la NACE) - voir sous-chapitre 24.6.

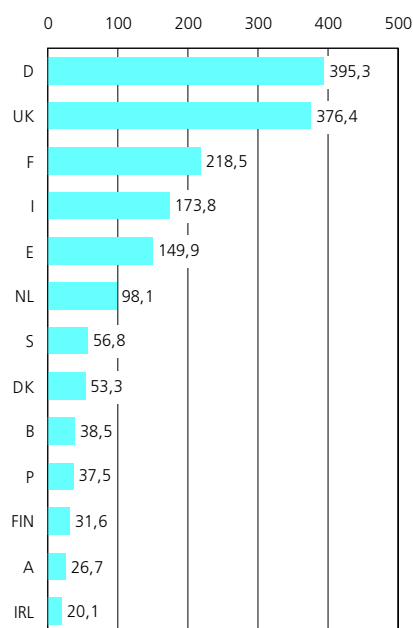
<sup>(1)</sup> IRL, 1999; EL, L et A, non disponibles.

Ce chapitre aborde plusieurs activités liées au secteur des médias. Aux fins de la présente publication, on entend par médias, dans le contexte de la NACE, les activités d'édition, d'imprimerie et de reproduction d'enregistrements (division 22 de la NACE), les activités cinématographiques et vidéo (groupe 92.1 de la NACE) et les activités de radio et de télévision (groupe 92.2 de la NACE). Ces deux dernières n'étant pas couvertes par des données SSE régulières, la disponibilité de données officielles reste faible.

### NACE

22: édition, imprimerie, reproduction;  
22.1: édition;  
22.11: édition de livres;  
22.12: édition de journaux;  
22.13: édition de revues et périodiques;  
22.14: édition d'enregistrements sonores;  
22.15: autres activités d'édition;  
22.2: imprimerie;  
22.21: imprimerie de journaux;  
22.22: autre imprimerie (labeur);  
22.23: reliure et finition;  
22.24: composition et photogravure;  
22.25: autres activités graphiques;  
22.3: reproduction d'enregistrements;  
22.31: reproduction d'enregistrements sonores;  
22.32: reproduction d'enregistrements vidéo;  
22.33: reproduction d'enregistrements informatiques;  
92.1: activités cinématographiques et vidéo;  
92.2: activités de radio et de télévision.

**Graphique 24.2**  
**Édition, imprimerie, reproduction**  
**(NACE division 22)**  
**Nombre de personnes occupées, 2000**  
**(milliers) (1)**



(1) EL et L, non disponibles.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

On estime que les activités d'édition, d'imprimerie et de reproduction occupaient 1,7 million de personnes en 2000, pratiquement autant que ceux de l'industrie chimique, par exemple.

À un niveau plus détaillé, les données disponibles révèlent que l'imprimerie a été le premier employeur du secteur avec 55,5 % du nombre de personnes occupées en 2000<sup>(2)</sup>. L'édition a représenté 42,1 % de l'emploi, soit une proportion nettement inférieure à sa contribution à la valeur ajoutée : la productivité apparente de la main-d'œuvre aura donc été supérieure dans ce secteur.

<sup>(2)</sup> EL, L et A, non disponibles.

Comme dans la plupart des activités manufacturières, les personnes occupées dans le secteur de l'édition, l'imprimerie et la reproduction sont majoritairement des hommes. Selon l'EFT, environ six travailleurs sur dix de ce secteur en 2001 étaient des hommes (61,8 %), une proportion plus proche de la moyenne des services (56,5 %) que de la moyenne manufacturière (71,6 %). Cette constatation peut être liée à la présence, dans ce secteur, d'activités comportant une forte composante de services, comme l'édition. La même observation s'impose en ce qui concerne la durée du travail: 17,3 % des personnes occupées travaillaient à temps partiel en 2001, soit plus du double de la moyenne manufacturière (7,5 %) et 2,5 points de plus en deçà de la moyenne des services (19,8 %).

Les données SSE fournissent des informations sur la productivité apparente de la main-d'œuvre. En moyenne, chaque personne occupée dans ce secteur de l'Union européenne en 2000 a généré quelque 54 000 euros de valeur ajoutée, 8 % de plus que la moyenne manufacturière (51 400 euros). Néanmoins, la productivité du travail ajustée des salaires se trouvait généralement en deçà de la moyenne manufacturière dans la plupart des pays. Cet écart de productivité, négatif dans neuf États membres, dépassait même 10 % dans six d'entre eux<sup>(3)</sup>.

<sup>(3)</sup> IRL, 1999; EL et L, non disponible.

**Tableau 24.1**

### Édition, imprimerie, reproduction (NACE division 22)

#### Caractéristiques des forces de travail (% de l'emploi total)

	Femmes		Temps partiel		Indépendants	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
<b>EU-15</b>	37,8	38,1	15,2	17,3	11,7	10,0
<b>B</b>	33,5	36,1	:	8,0	13,6	11,4
<b>DK</b>	37,8	37,6	24,7	17,3	7,2	7,7
<b>D</b>	42,9	46,2	18,9	28,7	10,3	7,4
<b>EL</b>	36,0	34,4	:	:	21,5	19,4
<b>E</b>	28,5	31,0	6,1	2,7	15,2	11,6
<b>F</b>	37,1	37,7	9,7	11,8	9,5	8,4
<b>IRL</b>	33,5	33,7	:	:	:	:
<b>I</b>	30,8	30,9	6,2	6,3	21,3	23,5
<b>L (1)</b>	:	24,0	:	:	:	:
<b>NL</b>	32,9	34,0	43,0	41,8	10,9	8,3
<b>A</b>	43,2	37,5	10,2	18,6	10,3	8,1
<b>P</b>	32,4	32,0	:	:	:	:
<b>FIN</b>	47,7	46,9	14,7	12,6	:	8,0
<b>S</b>	39,0	38,7	22,8	23,1	:	:
<b>UK</b>	39,2	36,5	14,4	12,7	9,5	7,4

(1) 1999.

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail.

## 24.1: ACTIVITÉS CINÉMATOGRAPHIQUES ET VIDÉO

L'industrie cinématographique et vidéo est couverte par le groupe 92.1 de la NACE qui comprend les services de production cinématographique et audiovisuelle, y inclus les films de cinéma, les films publicitaires, les téléfilms et les documentaires ainsi que les services de production tels que les effets spéciaux et le doublage. Ce sous-chapitre englobe également les activités de distribution et la gestion des droits audiovisuels, alors que les activités liées à la reproduction d'enregistrements vidéo (classe 22.32) sont prises en compte dans le sous-chapitre 24.3. Le commerce de détail et la location de bandes vidéo au grand public (groupes 52.1, 52.4 et 71.4 de la NACE) ne sont pas formellement inclus dans les catégories de la NACE couvertes par ce sous-chapitre mais certaines informations sont néanmoins fournies concernant l'évolution de ce marché.

L'explosion de l'offre télévisuelle suite à la déréglementation du marché audiovisuel a été l'un des phénomènes qui a le plus marqué l'industrie cinématographique depuis le milieu des années 80. Les sociétés privées de télévision ont participé de façon active au financement de l'industrie cinématographique dans le but d'assurer la programmation du nombre toujours croissant de leurs chaînes. En outre, plusieurs États membres soutiennent aussi leur industrie cinématographique nationale en imposant aux chaînes de télévision d'investir dans la production de films ou par l'octroi d'un financement direct.

À l'échelon européen, la Commission a également encouragé l'industrie cinématographique dans le cadre du programme Media <sup>(4)</sup> qui est axé sur trois volets principaux : la formation, le développement des projets de production et la distribution et promotion des œuvres cinématographiques.

L'importance de l'exploitation en salles dans le cycle de l'industrie cinématographique n'a cessé de reculer au fil des ans. La vente de billets ne représente qu'une part limitée, et décroissante, des recettes d'un film. Le marché de la télévision, moyennant la vente des droits de diffusion d'une part et la vente et location des bandes vidéo et des DVD d'autre part, s'est taillé la part du lion.

<sup>(4)</sup> Troisième phase (2001-2005) en cours.

Tableau 24.2

### Principaux indicateurs de l'exploitation cinématographique, 2001

	Nombre de cinémas (1)	Nombre d'écrans (2)	Nombre de fauteuils (milliers) (3)	Entrées (millions) (4)	Recettes guichet totales (millions d'euros) (2)
<b>EU-15</b>	10 556	24 844	:	925,1	4 921,9
<b>B</b>	123	493	109,1	24,0	130,9
<b>DK</b>	165	361	55,2	11,9	69,4
<b>D</b>	1 815	4 792	884,0	177,9	967,0
<b>EL</b>	350	400	:	13,2	73,6
<b>E</b>	1 254	3 747	1 307,8	146,8	616,4
<b>F</b>	2 186	5 241	1 072,1	185,8	1 013,9
<b>IRL</b>	70	322	58,7	15,9	83,0
<b>I</b>	2 243	3 198	:	105,5	561,9
<b>L</b>	11	25	5,1	1,4	8,5
<b>NL</b>	173	565	97,8	23,9	141,0
<b>A</b>	206	587	106,7	19,0	119,5
<b>P</b>	238	455	102,0	19,3	69,2
<b>FIN</b>	219	339	58,4	6,5	46,3
<b>S</b>	811	1 155	193,8	18,1	138,6
<b>UK</b>	692	3 164	733,1	155,9	882,7

(1) B, EL, E, F, IRL, I, A et FIN, *Source*: Media Salles.

(2) B, EL, E, F, IRL, I, NL, A et FIN, *Source*: Media Salles.

(3) B, EL, E, F, IRL, I, NL, A et FIN, *Source*: Media Salles; IRL, 2000.

(4) B, EL, E, F, IRL, I, L, A et FIN, *Source*: Media Salles.

*Source*: Eurostat, Services audiovisuels (theme4/auvis/quest/cinexm).

### PROFIL STRUCTUREL

En 2001, on recensait 10 556 cinémas dans l'Union européenne totalisant 24 844 salles, soit en moyenne 2,4 salles par cinéma. Les cinémas étaient généralement plus vastes en Belgique, en Irlande et au Royaume-Uni que dans les autres États membres: avec plus de 4 salles en moyenne, ces pays devançaient les Pays-Bas (3,3 salles) et l'Espagne (3,0). Ces moyennes nationales sont plus de deux fois supérieures à celles de l'Italie et de la Suède (1,4 salle). En Grèce, on constate une présence timide des complexes multisalles puisque la moyenne y dépassait à peine une salle par cinéma (voir tableau 24.2).

Les années 90 ont vu le nombre de cinémas décroître mais leur taille augmenter dans la plupart des pays. Cette évolution est confirmée par l'importance croissante de ce que l'on appelle les multiplexes, c'est-à-dire les cinémas disposant d'au moins 8 salles. Selon Media Salles, plus de la moitié des salles de cinéma du Royaume-Uni appartenait à des multiplexes en 2001 (56,2 %), soit deux fois plus qu'en 1992 (25,1 %). Les multiplexes englobaient plus de 40 % des salles en Belgique (48,7 % contre 21,7 % en 1991), en Espagne (40,9 % contre 3,6 % en 1991) et au Luxembourg (40,0 % contre 0 % avant 1996). Cependant, cette formule était bien moins présente dans des pays peu densément peuplés comme la Suède (13,9 % contre 9,9 % en 1990) et la Finlande (12,7 % contre 3 % en 1998), mais aussi aux Pays-Bas (12,4 % contre 3,5 % en 1996) et en Italie (11,7 % contre 0,4 % en 1991).

Tableau 24.3

## Entrées de cinéma ventilées par pays d'origine du film, 2001 (%)

	National	EU-15 (1)	US
<b>B</b>	1,4	16,5	81,0
<b>DK (2)</b>	30,5	9,2	55,6
<b>D (3)</b>	11,6	6,2	81,2
<b>EL</b>	:	:	:
<b>E</b>	17,9	13,7	62,2
<b>F</b>	41,7	7,3	46,6
<b>IRL</b>	:	:	:
<b>I</b>	19,3	17,1	59,9
<b>L</b>	0,1	30,7	68,0
<b>NL (2)</b>	9,5	23,2	60,2
<b>A (3)</b>	1,5	:	:
<b>P</b>	:	:	:
<b>FIN</b>	10,1	15,2	69,4
<b>S (2)</b>	23,5	10,4	62,5
<b>UK (3)</b>	21,0	:	77,0

(1) Autre que national.

(2) Source: Eurostat, Services audiovisuels (theme4/avis/quest/cinexm).

(3) 2000.

Source: Médias Salles.

Les salles de cinéma de l'Union européenne disposaient en moyenne de 225 fauteuils en 2001 <sup>(5)</sup>. Au cours des années 90, la capacité des salles a eu tendance à décliner. De fait, selon Media Salles, le nombre moyen de places par salle a diminué dans tous les États membres entre 1991 et 2001.

C'est en Espagne que se trouvaient les plus grandes salles de cinéma qui comptaient, en moyenne, 349 places (régression par rapport aux 498 places de 1991). Par contre, la taille moyenne des salles des pays nordiques, équivalente à la moitié de la moyenne espagnole, était la plus faible de toutes : 172 places par salle en 2001 contre 190 en 1991 pour la Finlande, 168 places contre 187 pour la Suède et 154 places contre 164 pour le Danemark.

Les recettes de la vente de tickets ont eu tendance à augmenter dans l'Union européenne au cours de la dernière décennie du fait de la progression du nombre d'entrées. À cet égard, 2001 a été une année particulièrement positive: les recettes totales se sont élevées à 4,9 milliards d'euros (11,0 % de plus que l'année précédente) correspondant à 925 millions d'entrées (augmentation de 10,5 %). Tous les pays de l'Union européenne ont bénéficié de cette croissance à l'exception de la Finlande où le nombre de spectateurs a régressé de 7,8 %, passant de 7 millions à 6,5 millions. De 1991 à 2001, le nombre d'entrées de cinéma dans l'Union européenne a augmenté globalement de 56 %.

(5) EL et I, non disponibles.

Tableau 24.4

## Les dix principaux films dans l'UE en 2001

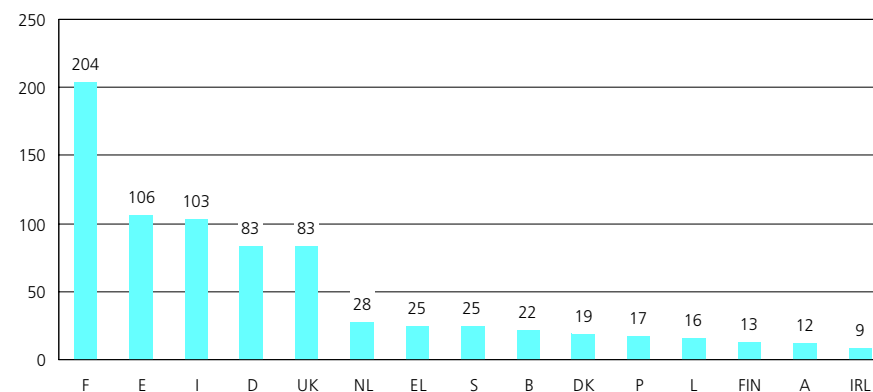
Titre original	Pays	Entrées (millions)
<b>Toutes origines</b>		
<b>Harry Potter and the Sorcerer's Stone</b>	US	42,9
<b>Bridget Jones's Diary</b>	UK/US	26,4
<b>The Lord of the Rings: The Fellowship...</b>	US/NZ	21,1
<b>Shrek</b>	US	21,0
<b>What Women Want</b>	US	20,7
<b>Hannibal</b>	US	18,1
<b>American Pie 2</b>	US	17,5
<b>The Mummy Returns</b>	US	17,4
<b>Cast Away</b>	US	17,0
<b>Pearl Harbor</b>	US	16,9
<b>Productions communautaires</b>		
<b>Bridget Jones's Diary</b>	UK/US	26,4
<b>Le fabuleux destin d'Amélie Poulain</b>	F/D	13,2
<b>Der Schuh des Manitu</b>	D	12,5
<b>The Others</b>	E	10,5
<b>La vérité si je mens ! 2</b>	F	7,9
<b>Chocolat</b>	UK/US	7,7
<b>Le pacte des loups</b>	F	7,0
<b>Billy Elliot (1)</b>	UK	6,7
<b>Le placard</b>	F	6,4
<b>Torrente 2: Misión en Marbella</b>	E	5,3

(1) 5,0 millions d'entrées dans l'UE en 2000.

Source: EAO, Focus 2002.

Graphique 24.3

## Nombre de production de films long métrage, 2001 (1)



(1) IRL, 2000; B, DK, EL, E, F, IRL, I, NL, A et FIN, Source: Médias Salles.

Source: Eurostat, Services audiovisuels (theme4/avis/quest/avprod).

La mise en rapport des chiffres précédents révèle que le rendement moyen du fauteuil de cinéma atteignaient 896 euros par an <sup>(6)</sup> (ou 2,50 euros par jour). C'est au Luxembourg (1 667 euros par place) et aux Pays-Bas (1 442 euros) que l'on trouve le rendement le plus élevé qui représentent plus du double des valeurs enregistrées par le Portugal (678 euros) ou l'Espagne (471 euros).

En moyenne, le citoyen européen s'est rendu 2,4 fois au cinéma en 2001 et a dépensé 5,30 euros par ticket. La France a été le premier marché cinématographique de l'Union européenne, tant en termes d'entrées (166 millions) que de recettes provenant des tickets (1,0 milliard d'euros). L'Irlande a été le pays de l'Union le plus cinéophile en 2001 puisque 4,2 tickets y ont été vendus en moyenne par habitant, devant l'Espagne (3,7 tickets), le Luxembourg (3,2) et la France (3,1). Les pays où les cinémas ont été les moins fréquentés sont aussi ceux où les multiplexes étaient les moins répandus comme l'Italie (1,8 ticket par habitant et par an), les Pays-Bas (1,5 ticket), la Finlande (1,3 ticket) et la Grèce (1,2 ticket).

<sup>(6)</sup> IRL, 2000; EL et I, non disponibles.

Les productions américaines dominent le marché cinématographique européen. Plus de la moitié des entrées concernaient des films d'origine américaine dans tous les États membres <sup>(7)</sup> à l'exception de la France (46,6 %). La part de marché des films américains dépassait les quatre cinquièmes en Belgique (81,0 %) et en Allemagne (81,2 %), les trois quarts au Royaume-Uni (77,0 %) et les deux tiers au Luxembourg (68,0 %) et en Finlande (69,4 %). L'OEA estime que la part de marché des films américains dans l'Union européenne a été de 65,4 % des entrées en 2001, contre 73,0 % en 2000. À titre comparatif, 12,0 % des entrées en 2000 concernaient des films français et 7,5 % des films britanniques <sup>(8)</sup> - voir tableaux 24.3 et 24.4.

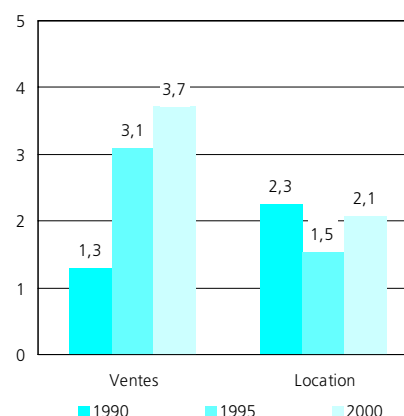
En ce qui concerne l'offre, c'est la France qui a le plus contribué à l'industrie cinématographique européenne avec une production de 204 longs métrages en 2001 (voir graphique 24.3), suivie de l'Espagne (106 productions) et de l'Italie (103 productions). Au total, 625 longs métrages ont été produits dans l'Union européenne en 2001 (compte tenu des coproductions entre les États membres), ce qui dénote une progression par rapport aux 595 de 2000 et aux 441 de 1995 <sup>(9)</sup>.

<sup>(7)</sup> D et UK, 2000; EL, IRL, A et P, non disponibles.

<sup>(8)</sup> Source: Observatoire européen de l'audiovisuel, Focus 2002, disponible à l'adresse suivante: [http://www.obs.coe.int/online\\_publication/reports/focus2002.pdf.fr](http://www.obs.coe.int/online_publication/reports/focus2002.pdf.fr)

<sup>(9)</sup> Source: Observatoire européen de l'audiovisuel, idem.

**Graphique 24.4**  
**Recettes générées par les cassettes ou disques préenregistrés dans l'UE (milliards d'euros)**



Source: Eurostat, Services audiovisuels (theme4/auvis) et Statistiques en bref « Statistiques sur les vidéos et les DVD », Thème 4 -21/2002.

En ce qui concerne le marché vidéo (cassettes et DVD), les recettes provenant de la vente et de la location de ces produits se sont développées rapidement dans les années 90 pour atteindre 5,8 milliards d'euros en 2000 (voir graphique 24.4). Les deux tiers environ de ce chiffre correspondaient aux ventes et le tiers restant aux locations. Au cours de la dernière décennie, les ventes ont clairement pris le pas sur les locations comme le prouve l'inversion, entre 1990 et 2000, de leurs parts respectives sur le chiffre d'affaires de ce secteur. Le développement du réseau de commercialisation des produits vidéo reflète cette évolution: 40 % des 40 000 points de location qui existaient en 1990 dans l'Union européenne avaient disparu en 1996. Des données plus récentes laissent penser que ce nombre s'est stabilisé par la suite et a même recommencé à s'accroître dans certains pays, retournement de tendance que l'on peut sans doute rapprocher de l'émergence du format DVD.



## 24.2: RADIO ET TÉLÉVISION

Le secteur de la radio et de la télévision comprend trois grandes activités: la production de programmes, l'établissement de grilles de programmation et la transmission des programmes vers le consommateur final. La NACE classe les deux premières de ces activités dans le groupe 92.2 mais inclut la transmission physique des signaux par voie hertzienne, par satellite ou par câble dans le groupe 64.2 (télécommunications). Il n'existe pas de données SSE régulières relatives aux activités décrites dans ce sous-chapitre.

Le secteur de la radio et de la télévision a connu, au fil des dernières décennies, une évolution fort semblable à celle des télécommunications avec la transformation d'un marché traditionnellement réglementé (dominé par des entreprises publiques dotées d'un monopole juridique) en un marché hautement concurrentiel caractérisé par une flambée de l'offre. Les vingt dernières années ont en effet été marquées par l'ouverture des marchés audiovisuels de la plupart des États membres à des opérateurs privés ce qui a donné lieu à l'émergence de chaînes paneuropéennes et mondiales et à l'avancée des techniques de transmission telles que le satellite ou le câble.

## PROFIL STRUCTUREL

Selon la base de données AUVIS, quelque 11 500 entreprises appartenant au secteur de la radio et de la télévision ont été recensées dans l'Union européenne en 1999. Elles employaient 290 000 personnes dont 200 000 environ dans le secteur de la télévision. Leur chiffre d'affaires a atteint approximativement 52 milliards d'euros provenant principalement, ici aussi, du secteur de la télévision (42 milliards d'euros). Le Royaume-Uni dominait le secteur communautaire de la radio et de la télévision puisqu'il en était le deuxième employeur (85 000 personnes occupées en 2001) et qu'il en dégagait le chiffre d'affaires le plus élevé (20,5 milliards d'euros en 2000) - voir tableau 24.5. Le secteur de la radio et de la télévision a généré un chiffre d'affaires plus important que les activités cinématographiques et vidéo (groupe 92.1 de la NACE) dans tous les États membres à l'exception de l'Allemagne, la France et l'Italie <sup>(10)</sup>.

<sup>(10)</sup> EL, IRL et A, non disponibles; NL et FIN, 1999; F et I, 1998; E, 1997; autres États membres, 2000.

**Tableau 24.5**  
Principaux indicateurs des entreprises de radio et télévision, 2000

	Nombre d'entreprises (1)	Emploi (2)	Chiffre d'affaires (millions d'euros) (3)
<b>EU-15</b>	11 500	290 000	52 000
<b>B</b>	618	8 944	902
<b>DK</b>	330	7 750	861
<b>D</b>	676	94 000	8 614
<b>EL</b>	604	8 200	:
<b>E</b>	1 108	29 649	3 411
<b>F</b>	734	17 482	6 963
<b>IRL</b>	:	:	:
<b>I</b>	2 566	24 686	5 549
<b>L</b>	44	:	655
<b>NL</b>	:	:	1 788
<b>A</b>	:	3 000	:
<b>P</b>	372	6 044	510
<b>FIN</b>	167	6 199	718
<b>S</b>	590	8 715	1 364
<b>UK</b>	3 606	85 024	20 457

(1) L et S, 2001; EU-15, D et E, 1999; F, I et FIN, 1998; EL, 1995; EU-15, estimations.

(2) D, S et UK, 2001; EU-15 et FIN, 1999; F et I, 1998; E et A, 1997, EL, 1995; EU-15, estimations.

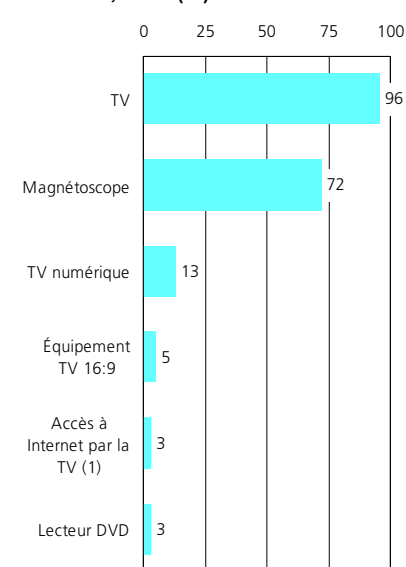
(3) EU-15, NL et FIN, 1999; F et I, 1998; E, 1997; EU-15, estimations.

Source: Eurostat, Services audiovisuels (theme4/auvis/gedata) et Statistiques en bref « Le marché européen de la télédiffusion », Thème 4 -24/2002.

Les télédiffuseurs peuvent, selon leur statut juridique et leur stratégie commerciale, compter sur trois principaux types de recettes: le financement public par le biais des redevances annuelles payées par les propriétaires de télévisions et/ou des subventions d'État (opérateurs publics); les recettes provenant de la publicité et du parrainage (opérateurs publics et commerciaux); et les abonnements directement souscrits par les téléspectateurs (opérateurs de télévision à péage). La publicité et le parrainage ont constitué la première source de financement avec 47 % du chiffre d'affaires de la radiodiffusion en 2000 <sup>(11)</sup>, devant le financement public (32 %) puis les abonnements (21 %). En général, le financement public est resté assez stable au cours des dernières années alors que les recettes provenant de la publicité et des abonnements se sont développées plus rapidement. On remarquera qu'il n'existe pas de redevance de télévision en Espagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal.

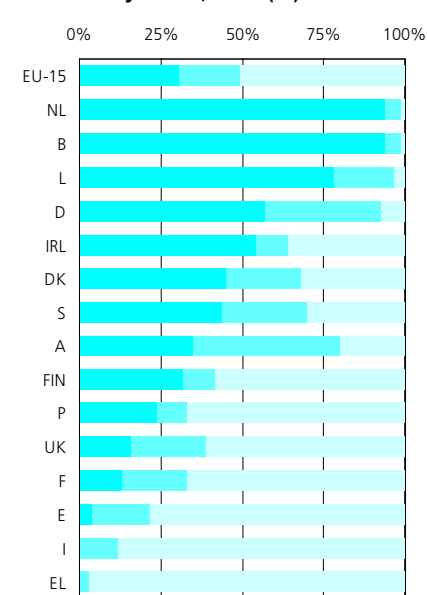
<sup>(11)</sup> Source: Eurostat, Statistiques en bref « Le marché européen de la télédiffusion », Thème 4 -24/2002.

**Graphique 24.5**  
Taux d'équipement des ménages dans l'UE, 2000 (%)



Source: Eurostat, Statistiques en bref « Le marché européen de la télédiffusion », Thème 4 -24/2002.

**Graphique 24.6**  
Pénétration du câble et du satellite dans les foyers TV, 2001 (%)



Source: Eurostat, Statistiques en bref « Le marché européen de la télédiffusion », Thème 4 -24/2002.

Du côté de la demande, pratiquement tous les ménages de l'Union européenne étaient équipés d'un poste de télévision en 2000 (96 %) - voir graphique 24.5. Le câble et le satellite sont devenus d'importantes alternatives face à la transmission classique des signaux de télévision par voie hertzienne. Ils offrent généralement une réception de meilleure qualité et un éventail de programmes plus large, voire des services complémentaires en matière de téléphonie ou d'accès à haut débit à Internet. La voie hertzienne est restée le principal accès à la télévision pour la majorité des ménages de l'Union européenne en 2000 (51 %), devant le câble (31 %) et les paraboles (19 %) - voir graphique 24.6. Il existait cependant de considérables différences selon les pays. L'indice de pénétration du câble était le plus élevé dans les pays du Bénélux où plus de 90 % des ménages y étaient connectés. La réception par satellite l'emportait uniquement en Autriche (45 %) mais elle était aussi

largement utilisée en Allemagne (36 %), en Suède (26 %) et au Danemark (23 %), trois pays où la pénétration du câble était aussi relativement importante (57 %, 44 % et 45 % respectivement). Par contre, la Grèce, l'Italie et l'Espagne dépendaient principalement de la transmission par voie hertzienne (97 %, 88 % et 79 % respectivement).

Dans le domaine de la radiodiffusion, le processus de déréglementation lancé au début des années 80 s'est traduit par une croissance rapide du nombre de stations de radio jusqu'en 1994, date à laquelle on en recensait 7 600 dans l'Union européenne. À partir de 1995, une période de consolidation a engendré un recul de leur nombre qui s'établissait à quelque 5 500 stations en 2000, dont 5 100 privées et 400 publiques. Il convient de noter que la plupart des stations radiophoniques n'ont qu'une couverture régionale ou locale.

Selon une récente enquête Eurobaromètre <sup>(12)</sup>, près de 60 % des citoyens européens écoutent la radio pratiquement tous les jours. Les programmes qu'ils préfèrent sont (réponses multiples autorisées): la musique (86,3 %), les nouvelles et les programmes d'actualité (52,9 %) et le sport (17,4 %). Il convient de souligner que, contrairement à la télévision, la radio est souvent considérée comme un média d'accompagnement en ce sens que l'auditeur l'écoute tout en réalisant souvent d'autres activités comme conduire ou travailler. D'ailleurs, le profil d'écoute fait apparaître généralement une pointe entre 7 et 9 heures du matin même si, dans certains pays, une seconde pointe est observée en fin d'après-midi.

<sup>(12)</sup> Eurobaromètre 56 « La participation des Européens aux activités culturelles », 04/2002.

### 24.3: REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS VIDÉO

Les activités des entreprises de reproduction d'enregistrements vidéo sont couvertes par la classe 22.32 de la NACE qui comprend la reproduction, à partir d'une matrice, de disques, de disques compacts et de bandes contenant des films ou d'autres enregistrements vidéo.

L'événement ayant le plus marqué ce secteur est indéniablement le succès croissant du format DVD (digital versatile disc) qui a détrôné la cassette vidéo de la place de choix qu'elle détenait auparavant.

#### PROFIL STRUCTUREL

Les données SSE disponibles pour ce secteur ne le couvrent que partiellement. Les dix pays disposant de données relatives à cette classe (on remarquera l'absence de chiffres concernant l'Allemagne ainsi que le caractère incomplet des données de la Belgique, du Danemark, de la Grèce et du Luxembourg) ont généré une valeur ajoutée de 381 millions d'euros en 2000 <sup>(13)</sup>. L'Irlande et l'Autriche n'ont déclaré aucune activité dans ce secteur qui était dominé par le Royaume-Uni (155,8 millions d'euros en 1999), l'Italie (88,9 millions d'euros) et les Pays-Bas (69,5 millions d'euros).

<sup>(13)</sup> IRL et UK, 1999; B, DK, D, EL et L, non disponibles.

Le secteur de la reproduction d'enregistrements vidéo est de petite taille : il ne représentait en 2000 que 0,6 % de la valeur ajoutée générée par le secteur de l'édition, l'imprimerie et la reproduction <sup>(14)</sup> (division 22 de la NACE), à l'exception de l'Italie (1,1 %) et des Pays-Bas (1,2 %) où cette part était deux fois plus importante. Ce secteur n'a réalisé nulle part plus de 0,1 % de la valeur ajoutée manufacturière. Néanmoins, les Pays-Bas se distinguaient nettement des autres États par leur niveau de spécialisation dans la reproduction d'enregistrements vidéo: la contribution de ce secteur à la valeur ajoutée manufacturière y était en effet trois fois plus importante que la moyenne des dix pays pour lesquels des données étaient disponibles.

#### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le secteur de la reproduction d'enregistrements vidéo occupait 6 179 personnes dans ces mêmes dix pays en 2000 <sup>(15)</sup>. Le premier employeur était le Royaume-Uni (2 170), suivi de la France (1 246) et de l'Italie (1 028).

<sup>(14)</sup> IRL et UK, 1999; B, DK, D, EL et L, non disponibles.

<sup>(15)</sup> IRL, 1999; B, DK, D, EL et L, non disponibles.

La productivité apparente de la main-d'œuvre s'élevait à 59 100 euros par personne occupée <sup>(16)</sup>, soit 20 % de plus que la moyenne manufacturière de ces pays (48 800 euros). Ce résultat est principalement attribuable aux ratios particulièrement élevés des Pays-Bas (91 600 euros), de l'Italie (86 500 euros) et du Royaume-Uni (63 900 euros).

Le coût unitaire de la main-d'œuvre a également été supérieur, dans la plupart des pays, aux moyennes manufacturières respectives, notamment au Portugal où il a atteint 25 400 euros par salarié, contre une moyenne manufacturière de 11 900 euros. Il dépassait le coût unitaire de l'industrie manufacturière de plus d'un tiers en Espagne (34 400 euros) et en Italie (39 400 euros) et de plus d'un cinquième aux Pays-Bas (45 700 euros).

La productivité du travail ajustée des salaires du secteur de la reproduction d'enregistrements vidéo a été également supérieure à la moyenne manufacturière. Elle a dépassé le seuil de 200 % aux Pays-Bas (200,3 %), au Portugal (207,1 %), en Italie (219,2 %) et au Royaume-Uni (228,8 %, 1999).

<sup>(16)</sup> IRL et UK, 1999; B, DK, D, EL et L, non disponibles.

## 24.4: ÉDITION ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES

Le secteur des enregistrements sonores regroupe des activités qui vont de la sélection, la direction et la production d'artistes à la fabrication, la commercialisation et la distribution de supports enregistrés tels que les disques compacts, les disques vinyle et les cassettes. Il est couvert par deux classes de la NACE, à savoir la classe 22.14 pour les aspects liés à l'édition et la classe 22.31 pour les aspects liés à la reproduction.

Le secteur des enregistrements de musique est dominé par un nombre restreint de sociétés multinationales de distribution, appelées les « majors » (Vivendi Universal, Sony Music, EMI, Warner et BMG), qui font toutes partie de conglomerats plus vastes du domaine des divertissements. Chaque « major » détient, en tout ou en partie, divers labels, à savoir des entreprises qui prennent des artistes sous contrat et les forment, dirigent le processus de production et commercialisent le produit final. Les labels indépendants, qui représentent environ un cinquième du marché, sont de plus en plus distribués par les « majors ».

### PROFIL STRUCTUREL

En 2000, 1,04 milliard d'unités d'enregistrements sonores ont été vendues dans l'Union européenne (voir graphique 24.7). L'édition et la reproduction d'enregistrements sonores (classes 22.14 et 22.31 de la NACE) ont généré environ 2,3 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne la même année <sup>(17)</sup>. La contribution de secteur à la valeur ajoutée manufacturière était inférieure à 0,1 % dans la plupart des États membres à l'exception du Royaume-Uni (0,3 %), des Pays-Bas (0,4 %) et de l'Autriche (où cette part atteignait 0,7 % en raison de la présence de grandes entreprises de reproduction de disques compacts). Parmi les pays pour lesquels des données étaient disponibles, le Royaume-Uni affichait la valeur ajoutée la plus élevée avec 700 millions d'euros en 1999; il était suivi de la France (520,6 millions d'euros) et de l'Allemagne (335 millions d'euros). Les activités de reproduction ont dopé la contribution de l'Autriche (204 millions d'euros, 1997) et des Pays-Bas (202 millions d'euros), alors qu'elles ne généraient pas plus de 100 millions d'euros de valeur ajoutée dans les autres États membres.

<sup>(17)</sup> EL, non disponible; IRL et UK, 1999; A, 1997; DK, 1998 pour la classe 22.31 de la NACE; IRL, sans la classe 22.14 de la NACE; L, sans la classe 22.31 de la NACE.

La répartition de cette activité entre l'édition et la reproduction laissait apparaître un léger avantage de cette dernière, selon les données disponibles <sup>(18)</sup>. La reproduction d'enregistrements sonores représentait 56 % de la valeur ajoutée totale de ce secteur mais d'importants écarts ont été observés entre les pays. La reproduction de supports enregistrés représentait la quasi-totalité de ce secteur en Autriche (98 %, 1997), en Allemagne (84 %) et en Belgique (81 %) et une nette majorité des activités aux Pays-Bas (68 %) et au Royaume-Uni (67 %, 1999). Par contre, l'édition générait 97 % de la valeur ajoutée en Suède, 82 % en Finlande, 81 % en France et 63 % en Italie et en Espagne.

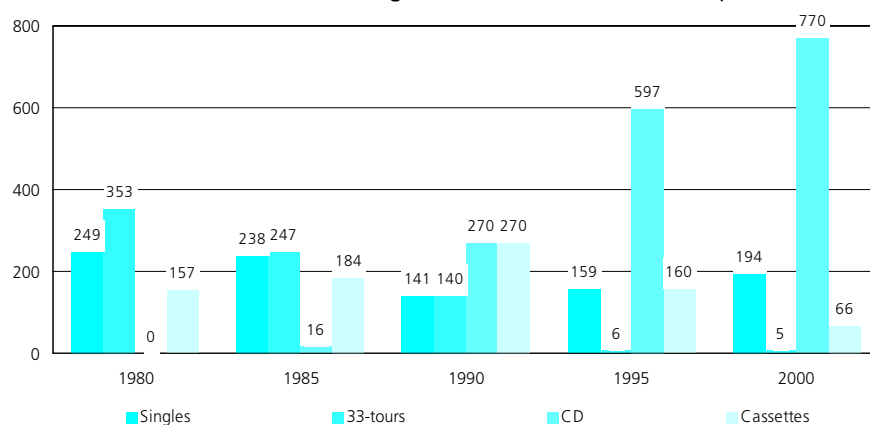
### EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

Le marché de l'édition et de la reproduction d'enregistrements sonores est relativement modeste en termes d'emploi. En 2000, 35 500 personnes travaillaient dans ce secteur dans l'Union européenne <sup>(19)</sup> dont près d'un tiers au Royaume-Uni (10 000), 7 200 en France et 5 500 en Allemagne. Une faible majorité (52 %) des personnes occupées dans ce secteur en 2000 <sup>(20)</sup> travaillaient dans la reproduction et le reste dans l'édition. Le Royaume-Uni était le premier employeur dans le domaine de la reproduction d'enregistrements sonores (6 100 personnes), suivi de l'Allemagne (4 200 personnes), des Pays-Bas (2 100 personnes) et de la France (2 000 personnes). En ce qui concerne l'édition d'enregistrements sonores, la France était le principal employeur avec 5 200 personnes; suivie du Royaume-Uni (3 900) et de la Suède (2 300).

Chaque personne occupée dans le secteur de l'édition et de la reproduction d'enregistrements sonores a généré en moyenne 69 900 euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(21)</sup>, chiffre nettement supérieur à la moyenne manufacturière (50 000 euros). La productivité apparente de la main-d'œuvre dans les activités de reproduction (68 200 euros) était supérieure, en moyenne, à celle du secteur de l'édition d'enregistrements sonores (59 000 euros). L'Autriche se situait en tête des ratios de productivité du travail ajustée des salaires (454,8 %, 1997), suivie du Royaume-Uni (206,7 %).

Graphique 24.7

### Évolution du volume des ventes d'enregistrements musicaux dans l'UE (millions unités) (1)



(1) À l'exclusion de L.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

<sup>(18)</sup> EL, IRL et L, non disponibles; UK, 1999; DK, 1998; A, 1997.

<sup>(19)</sup> EL, non disponible; IRL, 1999; A, 1997; DK, 1998 pour la classe 22.31 de la NACE; IRL, sans la classe 22.14 de la NACE; L, sans la classe 22.31 de la NACE.

<sup>(20)</sup> EL, IRL et L, non disponibles; DK, 1998; A, 1997.

<sup>(21)</sup> EL, IRL et L, non disponibles; UK, 1999; DK, 1998; A, 1997.

## 24.5: ÉDITION ET IMPRIMERIE

L'édition peut être définie comme la production et la diffusion de matériel informationnel, et l'imprimerie comme la mise sur papier (ou autre matériau) du matériel édité. Ces activités sont couvertes par le groupe 22.1 (édition) et le groupe 22.2 (imprimerie) de la NACE. On notera que l'édition d'enregistrements sonores (classe 22.14) a été prise en compte dans le sous-chapitre précédent (24.4) mais que les statistiques présentées dans le présent sous-chapitre, basées sur un agrégat des groupes 22.1 et 22.2 de la NACE, incluent aussi l'édition d'enregistrements sonores.

L'adoption à vaste échelle des technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue l'un des grands phénomènes qui ont marqué le secteur de l'édition et de l'imprimerie ces dernières années. D'une part, les TIC ont engendré plusieurs formules électroniques capables de relayer l'imprimerie traditionnelle. Les journaux, magazines, livres et matériels de référence sont de plus en plus consultés en ligne ou sur d'autres supports électroniques comme le CD-ROM. D'autre part, les progrès technologiques ont également permis de mieux rentabiliser la production en offrant, par exemple, des solutions plus abordables de publication assistée par ordinateur (PAO) qui permettent de réduire et de moduler les tirages et d'accroître le nombre de titres. Le tableau 24.6 présente des informations sur les habitudes de lecture des citoyens de l'Union européenne. Dans le domaine de l'imprimerie, les TIC ont aussi entraîné un vaste remodelage des processus de production. À titre d'exemple, une grande partie du travail de préparation et de composition d'un document est désormais contrôlée par ordinateur.

## PROFIL STRUCTUREL

Le secteur de l'édition et de l'imprimerie a généré 86,9 milliards d'euros de valeur ajoutée dans l'Union européenne en 2000 <sup>(22)</sup>. Parmi les pays disposant de données, ce secteur a contribué à hauteur de 6,0 %, en moyenne, à la valeur ajoutée manufacturière totale. Trois pays ont fait état d'un taux de spécialisation relative assez élevé dans ce domaine: le Danemark (8,2 % de la valeur ajoutée manufacturière), les Pays-Bas (9,5 %) et le Royaume-Uni (9,9 %). L'Italie (4,0 %) et l'Irlande (2,5 %, 1999) figurent au rang des États membres les moins spécialisés dans ce secteur.

En général, le secteur de l'édition a pris le pas sur celui de l'imprimerie: il représentait en effet 51,3 % de leur valeur ajoutée agrégée en

<sup>(22)</sup> EL et L, non disponibles; IRL et A, 1999.

2000 <sup>(23)</sup>. Néanmoins, les activités d'imprimerie prédominaient dans certains pays comme l'Autriche (61,7 %, 1999), le Portugal (60,5 %), la Belgique (58,6 %) et l'Italie (57,3 %).

Ce secteur se caractérise par un nombre relativement important de microentreprises employant entre 1 et 9 personnes occupées. Elles représentaient 14,6 % de la valeur ajoutée <sup>(24)</sup>, soit exactement le double de leur poids dans l'industrie manufacturière (7,3 %).

Ces dernières années, l'édition et l'imprimerie ont enregistré une formidable expansion (à prix courants) dans plusieurs pays dont, principalement, le Royaume-Uni où la valeur ajoutée est passée de 14,4 milliards d'euros en 1996 à 24,2 milliards en 2000, soit une croissance moyenne annuelle de 13,8 %. Ce secteur s'est aussi considérablement développé en Espagne et en Italie avec des taux de croissance respectifs de 9,4 % et de 6,5 % par an entre 1995 et 2000. La France (1,7 % par an entre 1996 et 2000) et la Belgique (1,1 % par an entre 1995 et 2000) ont été les pays où ce secteur a le moins progressé.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

En 2000, 1,6 million de personnes travaillaient dans le secteur de l'édition et de l'imprimerie de l'Union européenne <sup>(25)</sup>, ce qui représente 5,8 % de l'emploi total généré par l'industrie manufacturière. La majorité d'entre elles était employée dans l'imprimerie (51,7 %). Dans plusieurs pays disposant de séries chronologiques assez longues <sup>(26)</sup> on observe, dans le meilleur des cas, une stabilité de l'emploi au cours de la seconde moitié des années 90 mais, dans la plupart des États membres, le nombre de personnes occupées dans ce secteur a diminué et de façon particulièrement prononcée en Autriche (baisse de 1 500 personnes entre 1995 et 1999) et au Portugal (baisse de 2 700 personnes entre 1995 et 2000). Seuls deux pays ont affiché une augmentation significative de l'emploi dans ce secteur: le Royaume-Uni (de 338 000 personnes en 1996 à 365 000 en 2000) et l'Espagne (de 115 000 personnes en 1995 à 148 000 en 2000).

La productivité apparente de la main-d'œuvre du secteur de l'édition et de l'imprimerie s'élevait, en 2000, à 53 100 euros de valeur ajoutée par personne occupée <sup>(27)</sup>, soit 6 % de plus que la moyenne manufacturière. Ce

<sup>(23)</sup> EL et L, non disponibles; IRL et A, 1999.

<sup>(24)</sup> EL et L, non disponibles; B, IRL et A, 1999; P et FIN, 1998; NL, 1997.

<sup>(25)</sup> EL et L, non disponibles; A, 1999.

<sup>(26)</sup> Tous les États membres à l'exception de D, EL et L.

<sup>(27)</sup> EL et L, non disponibles; IRL et A, 1999.

Tableau 24.6

## Habitudes de lecture des citoyens de l'UE, 2001

	Non	Oui
<b>A lu un livre dans l'année</b>	42,1	57,9
<b>Lit les magazines</b>	18,4	81,6
<b>Lit les journaux</b>	12,7	87,3

Source: Eurobaromètre 56 « Participation des Européens aux activités culturelles », 04/2002.

résultat prend en compte le poids du Royaume-Uni où la productivité a été la plus élevée (66 300 euros par personne occupée), dépassant de 12 % la moyenne manufacturière nationale (59 400 euros). Quatre autres pays seulement ont affiché un niveau de productivité apparente de la main-d'œuvre supérieur, dans le secteur de l'édition et de l'imprimerie, à celui de l'industrie manufacturière dans son ensemble <sup>(28)</sup>. Dans tous les autres États, la productivité se situait en deçà des moyennes manufacturières respectives, avec parfois des écarts prononcés comme en Suède (-21 %), au Danemark (-23 %), en Finlande (-27 %) et en Irlande (-53 %, 1999).

## COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Union européenne a été un exportateur net de produits édités et imprimés en 2001 (groupes 22.1 et 22.2 de la CPA) avec un excédent commercial de 3,1 milliards d'euros et un taux de couverture de 182,1 %. C'est l'Allemagne a particulièrement contribué à ce résultat avec un excédent commercial nettement supérieur à celui des autres États membres: 2,0 milliards d'euros (comportant le commerce intra et extracommunautaire). L'Irlande (858 millions d'euros), l'Italie (741 millions) et le Royaume-Uni (701 millions) ont apporté les contributions secondaires. Les déficits les plus importants ont été enregistrés par le Portugal (220 millions) et l'Autriche (230 millions).

En 2001, les États-Unis (18,1 %) et la Suisse (17,3 %) ont été, de loin, les principaux clients de l'Union européenne en matière de produits édités et imprimés. Aucun autre pays n'a absorbé plus de 5 % des exportations communautaires. Par ailleurs, 38,6 % environ des importations communautaires de ces produits provenaient des États-Unis la même année. La part de la Chine dans les importations communautaires a connu l'expansion la plus rapide, passant de 2,7 % en 1991 à 10,3 % dix ans plus tard, aux dépens principalement de la Suisse dont la part a pratiquement diminué de moitié au cours de la même période, passant de 19,6 % à 10,3 %.

<sup>(28)</sup> E, I, A, 1999; P, 2000; EL et L, non disponibles.

## 24.6: AUTRES REPRODUCTIONS

Le présent sous-chapitre complète la couverture de la division 22 de la NACE en abordant l'activité de reproduction d'enregistrements informatiques (classe 22.33 de la NACE). Cette classe concerne la reproduction, à partir d'une matrice, de logiciels et de données informatiques sur disques et sur bandes.

## PROFIL STRUCTUREL

L'activité de reproduction d'enregistrements informatiques dans l'Union européenne est exercée presque exclusivement par l'Irlande. En 2000, la valeur ajoutée de ce secteur s'est élevée à 2,4 milliards d'euros <sup>(29)</sup> dont 2,0 milliards ont été générés en Irlande (1999). Trois pays (Luxembourg, Autriche et Portugal) n'ont fait état d'aucune activité dans ce secteur. Dans tous les pays disposant de séries chronologiques raisonnablement longues, cette activité a fortement progressé à la fin des années 90 en partant, il est vrai, d'une base très modeste. Par exemple, entre 1999 et 2000, la valeur ajoutée a presque été multipliée par un facteur « six » en Espagne (passant de 3,7 millions d'euros à 21,2 millions) et par un facteur « quatre » en Italie (de 3,0 millions à 12,2 millions) et en France (de 6,4 millions à 25,3 millions). L'Irlande, où cette activité était déjà la plus développée au sein de l'Union européenne, a vu la valeur ajoutée de ce secteur doubler entre 1998 (1,1 milliard d'euros) et 1999 (2,0 milliards).

<sup>(29)</sup> EL, non disponibles; IRL, 1999; DK et A, 1998; B, DK et D, y incluse la classe 22.32 de la NACE.

## EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ

La reproduction d'enregistrements informatiques employait 14 400 personnes dans l'Union européenne en 2000 <sup>(30)</sup>, dont 5 600 travaillaient en Irlande. La prédominance de ce pays en termes d'emploi n'était comparable qu'au Royaume-Uni où 3 600 personnes étaient occupées dans ce secteur. Le développement de l'emploi a suivi, quoique plus modérément, la rapide expansion de la valeur ajoutée. Entre 1999 et 2000, le nombre de personnes occupées dans ce secteur a été multiplié par cinq en Espagne (passant de 127 à 663) et par plus de trois en France (de 256 à 875). La création d'emplois a été plus modeste mais tout de même significative en Italie (de 224 à 342), au Royaume-Uni (de 2 400 à 3 600) et en Irlande (de 5 000 à 5 600).

<sup>(30)</sup> EL, non disponibles; IRL, 1999; DK et A, 1998; B, DK et D, y incluse la classe 22.32 de la NACE.

Tableau 24.7

**Édition, imprimerie, reproduction (NACE division 22)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	4 963	3 065	19 769	:	21 920	29 612	524	27 803	180	7 035	1 551	4 146	2 812	8 457	29 890
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	6 307	4 781	51 416	:	15 146	34 189	9 715	24 633	:	13 594	4 157	2 472	3 939	7 940	54 620
Nombre de personnes occupées (milliers)	39	53	395	:	150	219	20	174	:	98	27	37	32	57	376
Valeur ajoutée (millions d'euros) (1)	2 122	2 071	21 032	:	6 026	11 175	2 702	8 240	:	5 629	1 750	951	1 619	2 764	25 090
Achats de biens et services (millions d'euros)	4 261	2 804	29 897	:	9 753	23 370	5 911	17 196	:	7 950	2 414	1 582	2 425	5 326	29 526
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (1)	1 341	1 550	14 189	:	3 615	8 810	628	4 669	:	3 302	1 117	598	1 088	2 150	14 430
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	501	395	2 694	:	1 019	1 024	217	1 201	:	573	279	319	195	365	2 583
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (1)	55,1	38,8	53,2	:	40,2	51,1	138,7	47,4	:	57,4	65,6	25,4	51,3	48,7	66,7
Productiv. du travail ajust. des salaires (%) (1)	135,5	129,5	147,5	:	151,4	124,0	426,7	138,7	:	149,1	150,9	151,6	145,9	118,3	163,8
Taux brut d'exploitation (%) (1)	12,4	10,9	13,3	:	15,9	6,9	26,2	14,5	:	17,2	15,2	14,3	14,1	7,7	19,5

(1) IRL, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 24.8

**Édition, imprimerie, reproduction (NACE division 22)**  
**Principaux indicateurs, 2000**

	BG	CY (1)	CZ	EE	HU	LV	LT	MT	PL	RO	SK	SI (2)	TR
Nombre d'entreprises (unités)	1 251	:	7 106	401	1 007	584	856	:	16 400	2 469	518	1 845	:
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	195	94	1 476	152	1 299	104	189	:	3 867	538	343	605	:
Nombre de personnes occupées (milliers) (3)	12	2	39	6	24	5	10	:	84	42	12	:	:
Valeur ajoutée (millions d'euros)	56	44	385	51	286	49	69	:	1 575	174	89	199	:
Achats de biens et services (millions d'euros)	147	:	1 106	103	861	58	118	:	2 435	405	246	369	:
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros)	28	:	230	38	136	26	49	:	669	75	64	172	:
Investissements bruts corporels (millions d'euros) (4)	15	10	65	11	3	4	16	:	304	49	18	36	:
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (3)	4,6	25,7	9,8	9,2	11,8	10,3	6,9	:	14,1	4,1	7,4	:	:
Productiv. du travail ajustée des salaires (%) (3)	178,8	:	140,7	130,9	210,1	190,5	135,3	:	181,8	150,8	137,4	:	:
Taux brut d'exploitation (%)	15,0	:	10,5	8,5	11,6	22,7	10,6	:	23,4	18,5	7,3	4,5	:

(1) 1998.

(2) 1999.

(3) PL, 1998.

(4) CZ, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_cc).

Tableau 24.9

Édition (NACE groupe 22.1)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A (1)	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	1 162	1 286	5 933	:	5 925	12 008	115	6 974	91	2 740	490	1 063	1 367	4 297	9 633
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 875	2 724	29 033	:	7 141	19 506	578	11 368	:	7 096	1 498	1 147	2 370	4 595	29 177
Nombre de personnes occupées (milliers)	13	35	190	:	51	89	4	45	:	44	8	11	18	30	164
Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)	870	1 167	10 857	:	2 895	5 949	301	3 464	:	2 971	569	372	936	1 509	12 737
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 017	1 616	17 465	:	4 742	14 039	270	8 168	:	4 103	921	808	1 503	3 190	16 490
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	534	887	7 118	:	1 566	4 467	157	1 856	:	1 614	350	251	633	1 207	6 927
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	230	146	851	:	261	335	91	270	:	168	31	61	78	139	794
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	68,6	33,8	57,0	:	57,1	66,6	73,9	77,0	:	67,8	73,5	32,3	52,8	49,8	77,5
Productiv. du travail ajust. des salaires (%) (2)	148,2	129,0	152,2	:	172,2	132,2	190,7	149,6	:	157,6	158,9	140,5	146,0	114,2	176,9
Taux brut d'exploitation (%) (2)	11,7	10,3	12,9	:	18,6	7,6	27,9	14,1	:	19,2	14,6	10,6	13,6	6,6	19,9

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises. (2) IRL, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 24.10

Imprimerie (NACE groupe 22.2)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	3 728	1 736	13 584	:	15 445	17 114	372	20 386	86	4 140	1 045	3 056	1 368	3 951	18 937
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	3 379	1 936	21 338	:	7 827	14 136	878	12 852	135	5 886	2 086	1 299	1 543	3 285	23 639
Nombre de personnes occupées (milliers)	26	18	198	:	97	125	9	127	1	51	18	26	14	26	200
Valeur ajoutée (millions d'euros) (1)	1 232	862	9 744	:	3 066	5 063	381	4 644	75	2 446	982	571	672	1 241	11 439
Achats de biens et services (millions d'euros)	2 211	1 106	11 818	:	4 893	8 941	461	8 715	57	3 444	1 116	755	907	2 087	12 148
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (1)	797	628	6 823	:	1 998	4 221	246	2 761	43	1 589	699	343	450	933	7 163
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	260	233	1 741	:	750	651	67	911	:	393	180	256	116	224	1 685
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (1)	48,3	49,1	49,2	:	31,6	40,5	41,1	36,6	62,5	47,7	56,1	22,2	49,1	47,6	57,2
Productiv. du travail ajust. des salaires (%) (1)	128,3	130,1	141,7	:	138,1	116,0	152,9	131,5	165,3	137,6	134,8	159,1	145,3	124,0	148,6
Taux brut d'exploitation (%) (1)	12,9	12,1	13,7	:	13,6	6,0	16,3	14,7	23,4	14,6	13,6	17,5	14,9	9,4	18,1

(1) IRL, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).

Tableau 24.11

Reproduction d'enregistrements (NACE groupe 22.3)  
Principaux indicateurs, 2000

	B	DK	D	EL	E	F	IRL	I	L	NL	A (1)	P	FIN	S	UK
Nombre d'entreprises (unités)	73	43	252	:	550	490	37	443	3	155	15	27	77	209	1 320
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	53	121	1 046	:	178	548	8 259	414	:	611	368	26	26	60	1 805
Nombre de personnes occupées (milliers)	0	1	7	:	2	4	7	2	:	3	2	0	0	0	12
Valeur ajoutée (millions d'euros) (2)	20	41	430	:	66	163	2 019	132	:	213	155	8	11	14	913
Achats de biens et services (millions d'euros)	34	82	614	:	118	390	5 180	312	:	402	216	19	16	49	888
Coût de la main-d'œuvre (millions d'euros) (2)	10	35	248	:	50	122	225	52	:	100	56	4	5	10	340
Investissements bruts corporels (millions d'euros)	11	16	102	:	8	38	60	21	:	12	55	2	2	2	104
Productivité apparente (milliers d'euros/pers. occ.) (2)	55,6	35,0	62,4	:	28,6	39,4	329,5	64,8	:	69,5	102,8	33,3	59,7	33,4	77,0
Productiv. du travail ajust. des salaires (%) (2)	162,4	114,8	173,2	:	98,4	130,3	896,1	179,4	:	175,0	277,2	192,6	195,4	91,6	231,8
Taux brut d'exploitation (%) (2)	18,9	5,4	17,3	:	8,9	7,4	27,3	19,3	:	18,4	27,0	15,0	21,0	7,4	31,7

(1) 1999, sauf nombre d'entreprises. (2) IRL et A, 1999.

Source: Eurostat, Statistiques structurelles sur les entreprises (theme4/sbs/enterpr/enter\_ms).





Commission européenne

**Entreprises européennes – Faits et chiffres – Données 1991-2001**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2003 — 434 p. — 21 x 29,7 cm

Thème 4: Industrie, commerce et services  
Collection: Panorama de l'Union européenne

ISBN 92-894-5445-8  
ISSN 1681-2069

Prix au Luxembourg (TVA exclue): 50 EUR





## ..... Eurostat Data Shops

### DANMARK

**Danmarks Statistik  
Bibliotek og Information  
Eurostat Data Shop**  
Sejrøgade 11  
DK-2100 København Ø  
Tlf. (45) 39 17 30 30  
Fax (45) 39 17 30 03  
E-post: bib@dst.dk  
URL: <http://www.dst.dk/bibliotek>

### DEUTSCHLAND

**Statistisches Bundesamt  
Eurostat Data Shop Berlin**  
Otto-Braun-Straße 70-72  
(Eingang: Karl-Marx-Allee)  
D-10178 Berlin  
Tel. (49) 1888-644 94 27/28  
(49) 611 75 94 27  
Fax (49) 1888-644 94 30  
E-Mail: [datashop@destatis.de](mailto:datashop@destatis.de)  
URL: <http://www.eu-datashop.de/>

### ESPAÑA

**INE  
Eurostat Data Shop**  
Paseo de la Castellana, 183  
Despacho 011B  
Entrada por Estébanez  
Calderón  
E-28046 Madrid  
Tel. (34) 915 839 167 / 915 839 500  
Fax (34) 915 830 357  
E-mail: [datashop.eurostat@ine.es](mailto:datashop.eurostat@ine.es)  
URL: <http://www.ine.es/produser/datashop/index.html>  
*Member of the MIDAS Net*

### FRANCE

**INSEE Info service  
Eurostat Data Shop**  
195, rue de Bercy  
Tour Gamma A  
F-75582 Paris Cedex 12  
Tél. (33) 1 53 17 88 44  
Fax (33) 1 53 17 88 22  
E-mail: [datashop@insee.fr](mailto:datashop@insee.fr)  
*Member of the MIDAS Net*

### ITALIA - ROMA

**ISTAT  
Centro di informazione  
statistica — Sede di Roma  
Eurostat Data Shop**  
Via Cesare Balbo, 11a  
I-00184 Roma  
Tel. (39) 06 46 73 32 28  
Fax (39) 06 46 73 31 01/07  
E-mail: [datashop@istat.it](mailto:datashop@istat.it)  
URL:  
<http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html>  
*Member of the MIDAS Net*

### ITALIA - MILANO

**ISTAT  
Ufficio regionale per la  
Lombardia  
Eurostat Data Shop**  
Via Fieno, 3  
I-20123 Milano  
Tel. (39) 02 80 61 32 460  
Fax (39) 02 80 61 32 304  
E-mail: [mileuro@tin.it](mailto:mileuro@tin.it)  
URL:  
<http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html>  
*Member of the MIDAS Net*

### NEDERLAND

**Centraal Bureau voor de  
Statistiek  
Eurostat Data Shop —  
Voorburg**  
Postbus 4000  
2270 JM Voorburg  
Nederland  
Tel. (31-70) 337 49 00  
Fax (31-70) 337 59 84  
E-mail: [datashop@cbs.nl](mailto:datashop@cbs.nl)  
URL: [www.cbs.nl/eurodatashop](http://www.cbs.nl/eurodatashop)

### PORTUGAL

**Eurostat Data Shop Lisboa  
INE/Serviço de Difusão**  
Av. António José de Almeida, 2  
P-1000-043 Lisboa  
Tel. (351) 21 842 61 00  
Fax (351) 21 842 63 64  
E-mail: [data.shop@ine.pt](mailto:data.shop@ine.pt)

### SUOMI/FINLAND

**Statistics Finland  
Eurostat Data Shop Helsinki  
Tilastokirjasto**  
PL 2B  
FIN-00022 Tilastokeskus  
Työpajakaatu 13 B, 2. kerros,  
Helsinki  
P. (358-9) 17 34 22 21  
F. (358-9) 17 34 22 79  
Sähköposti: [datashop@stat.fi](mailto:datashop@stat.fi)  
URL:  
<http://tilastokeskus.fi/tk/kk/data-shop/>

### SVERIGE

**Statistics Sweden  
Information service  
Eurostat Data Shop**  
Karlavägen 100  
Box 24 300  
S-104 51 Stockholm  
Tfn (46-8) 50 69 48 01  
Fax (46-8) 50 69 48 99  
E-post: [infoservice@scb.se](mailto:infoservice@scb.se)  
URL: <http://www.scb.se/tjanster/datashop/datashop.asp>

### UNITED KINGDOM

**Eurostat Data Shop**  
Office for National Statistics  
Room 1.015  
Cardiff Road  
Newport NP10 8XG  
South Wales  
United Kingdom  
Tel. (44-1633) 81 33 69  
Fax (44-1633) 81 33 33  
E-mail:  
[eurostat.datashop@ons.gov.uk](mailto:eurostat.datashop@ons.gov.uk)

### NORGE

**Statistics Norway  
Library and Information Centre  
Eurostat Data Shop**  
Kongens gate 6  
Boks 8131 Dep.  
N-0033 Oslo  
Tel. (47) 21 09 46 42/43  
Fax (47) 21 09 45 04  
E-mail: [Datashop@ssb.no](mailto:Datashop@ssb.no)  
URL: <http://www.ssb.no/biblioteket/datashop/>

### SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

**Statistisches Amt des Kantons  
Zürich  
Eurostat Data Shop**  
Bleicherweg 5  
CH-8090 Zürich  
Tel. (41) 1 225 12 12  
Fax (41) 1 225 12 99  
E-Mail: [datashop@statistik.zh.ch](mailto:datashop@statistik.zh.ch)  
URL: <http://www.statistik.zh.ch>

### USA

**Haver Analytics  
Eurostat Data Shop**  
60 East 42nd Street  
Suite 3310  
New York, NY 10165  
Tel. (1-212) 986 93 00  
Fax (1-212) 986 69 81  
E-mail: [eurodata@haver.com](mailto:eurodata@haver.com)  
URL: <http://www.haver.com/>

### EUROSTAT HOME PAGE

[www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/)

### MEDIA SUPPORT EUROSTAT

(only for professional journalists)

Postal address:  
Jean Monnet building  
L-2920 Luxembourg  
Office: BECH A4/017 —  
5, rue Alphonse Weicker  
L-2721 Luxembourg  
Tel. (352) 43 01-33408  
Fax (352) 43 01-35349  
E-mail:  
[eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)